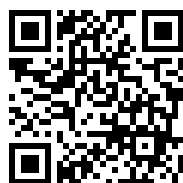

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

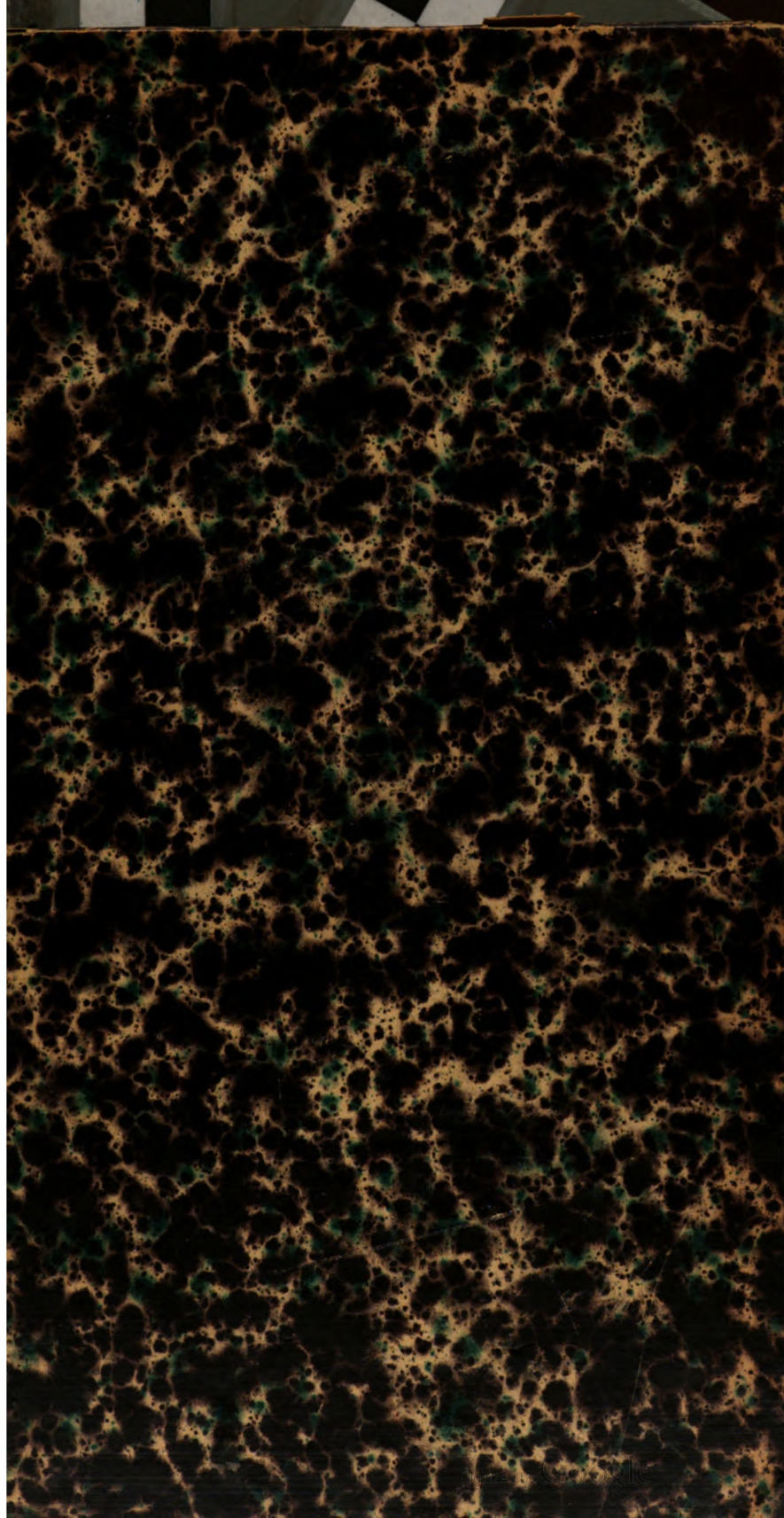
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

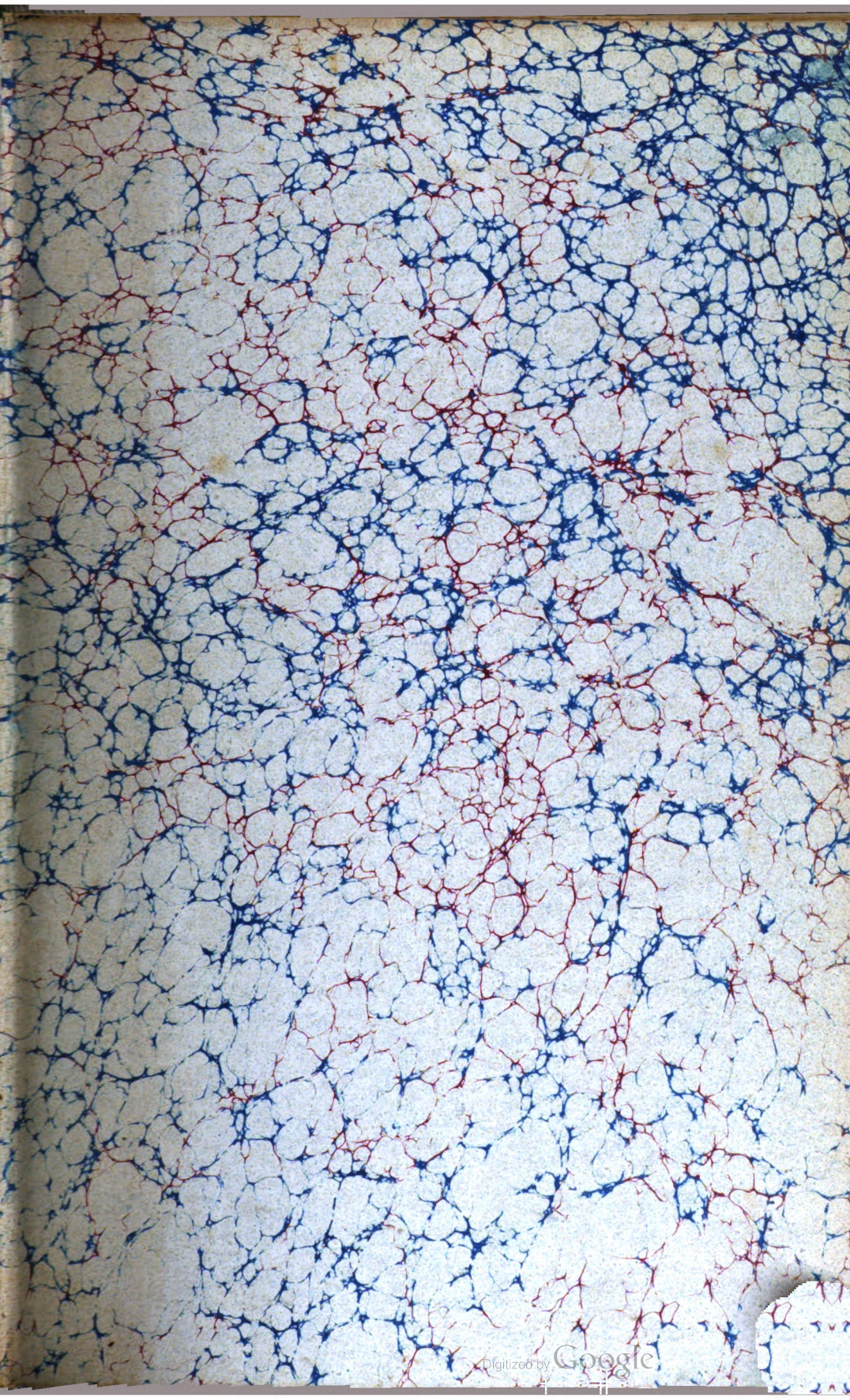
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







24
B

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

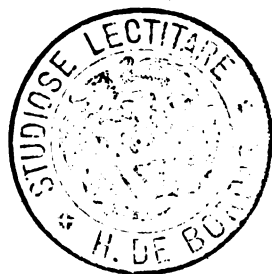
T. XXXIV. 1^{er} JUILLET 1883.

1

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

DIX-HUITIÈME ANNÉE

TOME TRENTE-QUATRIÈME



PARIS
BUREAUX DE LA REVUE
LIBRAIRIE DE VICTOR PALMÉ, EDITEUR
76, RUE DES SAINTS-PÈRES, 76
1883

D
1
.R5
v. 34
1883

5

SAINT ABERCIUS

EVÊQUE D'HIÉROPOLIS EN PHRYGIE.

I

L'ÉPITAPHE D'ABERCUS.

Les églises de rit grec font actuellement, le 22 octobre, la fête d'un saint Abercius, évêque d'Hiéropolis en Phrygie. Ce saint, inconnu aux anciens martyrologes latins du VIII^e et du IX^e siècle, n'est pas mentionné non plus dans le martyrologe hiéronymien, assez complet pourtant sur les fastes ecclésiastiques d'Asie Mineure. C'est dans les ménologes et synaxaires grecs du X^e siècle qu'il figure pour la première fois. Mais s'il apparaît assez tard dans les calendriers, il y est en revanche traité avec les plus grands honneurs. On lui donne le titre d'égal aux apôtres, *ἰσαπόστολος*, comme au grand empereur Constantin¹. Ce titre est expliqué dans une légende fort brillante, où l'on raconte comment, après avoir étonné par son courage et converti par ses prédications la ville d'Hiéropolis en Phrygie, il conquiert un grand renom de thaumaturge, si bien que Lucille, fille de Marc-Aurèle, se trouvant possédée du démon, l'empereur le fit venir à Rome pour la guérir. Arrivé à la cour, le saint évêque opéra le miracle qu'on lui demandait ; puis, pour punir le démon de l'avoir dérangé, il lui fit transporter auprès d'Hiéropolis un énorme autel de pierre qui s'élevait jusqu'alors dans l'hippodrome de la capitale. Au lieu de s'en retourner chez lui directement, il passa par la Syrie et la Mésopotamie, où on lui donna le titre d'*ἰσαπόστολος*. Revenu enfin à Hiéropolis, il ne tarda pas à mourir.

¹ Sur la tradition des martyrologes et des ménologes, on peut consulter les *Acta SS.*, t. IX d'octobre, p. 489 et suiv.

Il avait eu soin de se préparer d'avance un tombeau sur lequel il fit disposer l'autel de pierre miraculeusement apporté de Rome. Il y fit même graver une longue inscription en vers, où il racontait ses voyages dans un style imagé et symbolique et menaçait de fortes amendes les violateurs de sa sépulture.

Publiée d'abord dans une traduction latine, par Lipomannus et par Surius, cette vie a été souvent citée ; mais peu de personnes y ont ajouté foi. — Tout n'y est pas du meilleur aloi, dit timidement Baronius. — C'est un tissu d'absurdités, reprend Tillemont d'un ton grondeur ¹. Et pourtant c'est Tillemont qui donna à Boissonade l'idée de publier le texte grec original. Tout en malmenant la pièce, il la qualifiait de célèbre. Boissonade remarqua cette expression et crut bien faire en insérant la vie de saint Abercius dans le tome V de ses *Anecdota* ². On la trouve dans tous les passionnaires grecs du mois d'octobre. Je ne sais pourquoi le choix de l'éditeur tomba sur un assez mauvais manuscrit, le n° 110 du fonds Coislin. Un coup d'œil rapide sur les passionnaires de la Bibliothèque nationale lui eût permis de trouver mieux ; si surtout il avait eu l'idée de les collationner exactement et d'établir son texte sur l'ensemble de leurs leçons, il eût rendu un grand service à la science hagiographique. Mais il est à croire que l'idée ne lui en vint même pas. Les nouveaux Bollandistes, dans le tome IX d'octobre ³, publié en 1858, et l'abbé Migne, dans son édition de Métaphraste (*Patrol. graec.*, t. CXV), donnèrent la vie d'Abercius en grec d'après un seul et même manuscrit, le *Parisinus* 1484.

Dans l'intervalle entre la publication de Boissonade et les deux autres, en 1855, dom Pitra, depuis cardinal, étudia avec attention, non la légende elle-même, mais l'inscription par laquelle elle se termine. Il y reconnut un document de bon aloi et du plus haut intérêt au point de vue du symbolisme chrétien des premiers siècles. Comme cette inscription est indépendante du récit où elle se trouve enchâssée et nécessairement antérieure à lui, on pouvait l'aborder isolément, en abandonnant le reste

¹ Baronius, *Ann. ad ann.* 163, 11-15. — Tillemont, *Hist. eccl.* t. II, p. 621.

² P. 462-488 (Paris, 1833). Halloix, dans ses *Illustrium ecclesiae orientalis scriptorum vitae et documenta* (Douai, 1636), s'était déjà servi des manuscrits grecs, mais sans en publier le texte. Il est juste de remarquer que Tillemont ne connaissait cette pièce que par des versions latines.

³ P. 493 et suiv.

aux discussions des critiques. Le savant bénédictin publia donc, dans son *Spicilegium Solesmense*, le texte de l'épithaphe d'Abercius, d'après les manuscrits de sa vie conservés à la Bibliothèque nationale ¹. Ces manuscrits appartiennent à des recensions fort diverses. Comme la plupart des vies de saints, celle de saint Abercius a été souvent remaniée, développée, abrégée, par Métaphraste et par bien d'autres. Au milieu de ces bouleversements, le texte de l'inscription, si fidèlement qu'il eût été transcrit par le premier auteur, ne pouvait manquer de se trouver quelque peu endommagé. Aussi dom Pitra se vit-il obligé de lui donner une forme avant de le présenter au public. Il fit appel au *solertissimus Dübnerus*, et, en combinant leurs conjectures, ils réussirent à obtenir vingt-deux vers qui, de loin, ont l'air d'être des hexamètres. Ce n'était assurément pas la faute des éditeurs si le poème bravait encore plus d'une règle de métrique. Quand on songe à ce que les manuscrits leur ont fourni de vers trop longs ou trop courts, de mots intercalés, changés de place, égarés même, on peut s'étonner qu'ils aient réussi, avec ce texte, à remettre l'épithaphe sur ses pieds. Il n'y a qu'un reproche à leur faire, c'est d'avoir trop soigné sa toilette. Les vers d'épithaphes, nous en faisons souvent l'expérience, ne sont pas toujours des meilleurs; la prose elle-même, en ce genre de littérature, veut être déchiffrée avec indulgence. Il faut s'inquiéter du fond beaucoup plus que de la forme. Ici, le fond est exquis. Dans une suite de phrases poétiques et symboliques s'expriment les pensées les plus élevées, les préoccupations les plus intimes d'un fidèle de l'âge antique; puis vient un récit en langue mystérieuse, d'un voyageur qui a fait, comme Hégésippe, son tour de chrétienté, et comparé les traditions des différentes églises. La célèbre épithaphe de Pectorius d'Autun, retrouvée sur le marbre et celle d'Abercius, restituée d'après les manuscrits, sont au nombre des documents essentiels, des *clefs* du symbolisme chrétien, dans l'art, dans la poésie, dans l'éloquence. Je vais reproduire ici l'inscription d'Abercius, telle que la donnent les manuscrits, en tenant compte soit en note, soit dans le texte lui-même, des conjectures de dom Pitra et d'un document nouvellement découvert dont il sera question tout à l'heure.

¹ *Spic. Solesm.*, t. III, p. 533. Il se plaint de n'avoir pu retrouver le manuscrit de Boissonade. Les Bollandistes furent plus heureux (*Acta SS.* oct., t. IX, p. 485); c'est à eux que je dois l'indication que j'en ai donnée ci-dessus.

- Ἐκλεκτῆς πόλεως πολίτης τοῦτ' ἐποίησα
 Ζῶν, ἵν' ἔχω καὶ ῥῶ σώματος ἐνθάδε θέσιν.
 Οὐνομ' Ἀδέρκιος ὁ ὦν μαθητῆς ποιμένος ἀγνοῦ
 Ὃς βόσκει προβάτων ἀγέλας ὄρεσι πεδίοις τε,
 5 Ὅφθαλμοὺς ὅς ἔχει μεγάλους πάντη καθορόωντας ·
 Οὗτος γὰρ μ' ἐδίδαξεν... γράμματα πιστά.
 Εἰς Ῥώμην δ' ἐπεμψέ με (τὴν) βασιλείαν ἀθρῆσαι,
 Καὶ βασίλισσαν ἰδεῖν χρυσόστολον, χρυσοπέδιλον.
 Λαὸν δ' εἶδον ἐκεῖ λαμπρὰν σφραγίδα ἔχοντα.
 10 Καὶ Συρίης πέδον εἶδον... καὶ ἄστυα πάντα,
 Νίσιβιν, Εὐφράτην διαβάς.
 πιστὶς δὲ προῆγε,
 Καὶ παρέθηκε τροφὴν πάντη, ἰχθύν ἀπὸ πηγῆς
 Παμμεγέθη, καθαρὸν, δν ἐδράξατο παρ' ἑνός ἀγνῆ,
 15 Καὶ τοῦτον ἐπέδωκε φίλοις ἔσθην διὰ παντός,
 Οἶνον χρηστὸν ἔχουσα, κέρασμα διδούσα μετ' ἄρτου.
 Ταῦτα παρεστῶς εἶπον Ἀδέρκιος ὧδε γραφῆναι
 Ἐβδομηκοστὸν ἔτος καὶ δεῦτερον ἦγον ἀληθῶς.
 Ταῦδ' ὁ νοῶν εὐξαίῃ ὑπὲρ Ἀδερκίου πᾶς ὁ συνωδός.
 20 Οὐ μέντοι τύμβῳ τις ἐμῷ ἑτερόν τινα θήσει
 Εἰ δ' οὖν, Ῥωμαίων ταμείῳ θήσει δισχίλια χρυσά,
 Καὶ χρηστῇ πατρίδι Ἱεροπόλει χίλια χρυσά.

Notes critiques. Je n'indique ici que les variantes qui intéressent le sens et le mètre, car je ne prétends point faire une édition critique, mais seulement une reproduction approximative, pour les besoins de cette discussion historique. Pour les trois premiers et les trois derniers vers, on trouvera plus loin les explications nécessaires. — V. 5, καθαρεύοντας ou καθορεύοντας *cod.*; — v. 6, dom Pitra supplée τὰ ζωῆς; — v. 7, τὴν est un supplément du même auteur; — v. 10, var. πέδων; quelques mss. intercalent χώρας avant εἶδον, d'autres répètent εἶδον. — v. 11, 12 : ici le texte est en trop mauvais état pour que l'on puisse rétablir le vers avec certitude. Les manuscrits donnent πάντη (ou πάντας) δ' ἔσχον συνομηγύρους παῦλον (ou παῦλον δὲ) ἔσθην, πίστις δὲ προῆγε (var. πίστις παντὶ δὲ προῆγε). Voici la restitution de Pitra-Dübner :

Νίσιβιν, Εὐφράτην διαβάς · πάντας δὲ ἑωῦεν
 Ἐσχον (ἐμοί) συνομηγυρέας. Πιστὶς δὲ προῆγε

Elle me semble conforme au sens général de la phrase, et je la suis à peu près dans ma traduction. Cependant elle a l'inconvénient de faire disparaître le nom de l'apôtre saint Paul, que l'auteur de la légende semble avoir lu en cet endroit et qui n'est pas, dans son interprétation, sans rapport avec le titre d'*ἱσαπόστολος* que portait Abercius ; — v. 13, *πάντη* (*παντί*) ne se trouve que dans le *Par.* 1540 ; dom Pitra restitue *τροφὴν*, *ἔχουσιν δὲ μίαν ἀπὸ πηγῆς*, et justifie cette conjecture par un rapprochement avec un vers sibyllin (VI, 15) ; — v. 15, *ἰσθίειν* *codd.* ; — v. 16, *ζέρασμα ἔχουσα* *Par.* 1540 ; — v. 19, *ταῦτα ὁ νοῶν εὖ ζῆαι* *codd.*

Traduction.

« Citoyen d'une ville distinguée, j'ai fait ce [monument] de mon
 « vivant, afin d'y avoir un jour une place pour mon corps. Mon
 « nom est Abercius ; je suis disciple d'un saint pasteur qui fait
 « paître ses brebis sur les montagnes et dans les plaines, qui a de
 « grands yeux dont le regard atteint partout. C'est lui qui m'a en-
 « seigné les écritures fidèles... ; c'est lui qui m'a envoyé à Rome
 « contempler la majesté souveraine et voir une princesse aux vête-
 « ments et aux chaussures dorées. J'ai vu là un peuple qui porte un
 « sceau brillant. J'ai vu aussi... la plaine de Syrie et toutes les villes,
 « Nisibe, au delà de l'Euphrate. Partout j'ai trouvé des confrères'....
 « la foi m'a conduit partout ; partout elle m'a présenté en nourriture
 « un poisson de source, très grand et pur, œuvre d'une vierge sainte
 « qui l'a donné [et le donne] sans cesse à manger à ses amis ; elle
 « possède un vin délicieux qu'elle leur mélange et leur donne avec le
 « pain. J'ai fait écrire ici ces choses, moi Abercius, de mon vivant,
 « à l'âge de soixante-douze ans. Que le confrère qui entend ces paroles
 « prie pour Abercius. On ne doit pas mettre un autre tombeau au
 « dessus du mien, sous peine d'amende ; deux mille pièces d'or pour
 « le fisc romain, mille pour ma chère patrie Hiéropolis. »

Ce texte, encore une fois, n'est connu que par les manuscrits ; on n'a plus le marbre original sur lequel il a été gravé ; le document dans lequel il s'est conservé est un document fort suspect, une légende mal notée par les critiques même les plus bienveillants. Ne pourrait-il pas se faire que l'építaphe eût été fabriquée par l'auteur ou par l'un des paraphrastes du récit légendaire ? Ne doit-on pas, par conséquent, la traiter avec la même défiance que ce récit lui-même ?

Il est remarquable que, dans la Vie de saint Abercius, ce qui

¹ Voir les notes critiques, v. 11-12.

choque le plus Tillemont, c'est précisément cette inscription. « Baronius, dit-il, assure qu'il s'y est glissé (dans la vie) plusieurs choses qu'on ne sauroit approuver. Il pourroit bien avoir eu particulièrement en vuë l'épithaphe qu'on pretend que le Saint dicta luy mesme. Car il est assez étrange qu'un saint Evesque âgé de 72 ans, et près de mourir, qu'on nous depeint comme un homme tout apostolique, ordonne de graver sur son tombeau, Qu'il a esté envoyé à Rome pour y voir des palais, une Imperatrice toute couverte d'or jusqu'à ses souliez, et un peuple orné de bagues magnifiques; qu'il défende d'enterrer personne audessus de luy; et qu'il ordonne que qui le fera, payera deux mille pieces d'or au thresor imperial, et mille à la ville d'Hieraple. Ce ne sont pas là les pensées ordinaires des Saints quand ils se preparent à la mort ¹. »

Il est sûr que, si Abercius avait eu monsieur Singlin pour directeur, ses préoccupations dernières auraient pris un autre cours. Que les temps sont changés ! Ce qui paraît si étrange à Tillemont est pour nous tout ce qu'il y a de plus naturel, de plus conforme aux bienséances. Maintenant que nous connaissons véritablement les anciens, nous savons qu'ils tenaient beaucoup à s'assurer un tombeau confortable et que rien ne leur eût été plus désagréable que la perspective d'y être dérangés; nous comprenons dès lors qu'ils missent leur dernier sommeil sous la sauvegarde des lois et de la police. Quant à la princesse dorée qu'Abercius se vante d'avoir été admirer à Rome, Tillemont est tombé ici dans un des petits pièges du style symbolique. Il a fait comme le passionnaire; il a interprété lourdement; il a cru qu'il s'agissait d'une princesse en chair et en os. Je gage que s'il avait poussé plus loin ses critiques, il aurait trouvé mauvais qu'Abercius inscrivit sur le marbre le souvenir des bons poissons de rivière qu'on lui avait servis dans ses voyages, avec du pain excellent et du vin des meilleurs crus.

Mais pourquoi plaisanter un personnage si grave et si méritant ? Revenons à l'inscription d'Abercius et aux preuves de son authenticité. Je disais qu'il lui manquait un témoignage indépendant de la légende des passionnaires grecs. Ce témoignage vient d'être produit. C'est une inscription phrygienne,

¹ *Mém. p. l'hist. eccl.*, t. II, p. 621.

gravée sur un cippe de marbre actuellement existant, qui reproduit littéralement six des vers d'Abercius. Elle a été trouvée en Phrygie par M. W. Ramsay, qui l'a publiée dans le *Bulletin de correspondance hellénique* de l'École française d'Athènes ¹. J'en ai déjà parlé dans le *Bulletin critique* du 15 août 1882, et M. de Rossi l'a fait également dans son *Bulletin d'archéologie chrétienne* ². Je néglige en ce moment le lieu et les circonstances de la découverte pour ne m'occuper que du texte lui-même.

Il est gravé sur un cippe carré, terminé en haut par une corniche et en bas par une plinthe fort simple; au dessus se détache une sorte de socle carré moitié moins large que le cippe lui-même. L'inscription commence sur ce socle, où on lit les quatre premières lignes; les deux suivantes sont sur la corniche; le reste sur le fût, à l'exception des trois dernières lignes, gravées sur la plinthe. Plusieurs lettres sont liées; le Σ a tantôt la forme du C, tantôt la forme carrée E; l'Ε est arrondi de temps en temps.

ΚΛΕΚΤΗΣΠΟ
ΕΩΣΟΠΟΛΕΙ
ΟΥΤΕΠΟΙΗ
ΝΕΧΩΦΑΝΕΙ
ΣΩΜΑΤΟΣΕΝΘΑ
ΘΕΣΙΝΟΥΝΟΜΑ
ΑΔΕΞΑΝΔΡΟΣΑΝΤ
ΝΙΟΥΜΑΘΗΤΗΣ
ΠΟΙΜΕΝΟΣΑΓΝΟΥ
ΟΥΜΕΝΤΟΙΤΥΜΒΩ
ΤΙΣΕΜΟΤΕΡΟΝΤ
ΝΑΘΗΣΕΙΕΙΔΟΥΝΡΩ
ΜΑΙΩΝΤΑ.ΕΙΩΘΗΣ
ΔΙΣΧΕΙΛΙΑ.ΡΥΣΑ
ΚΑΙ.ΡΗΣΤΗΠΑΤΡΙΔ
ΙΕΡΟΠΟΛΕΙ.ΕΙΛΙΑ

¹ N° de juillet 1882, t. VI, p. 518.

² *Bull. critique*, t. III, p. 135. *Bulletin d'arch. chrét.*, 1882, p. 77 de l'éd. italienne; p. 79 de l'édition française. J'ai reçu depuis quelques renseignements complémentaires que M. Ramsay a bien voulu m'envoyer par lettres et un mémoire qu'il a fait paraître dans le *Journal of hellenic studies*, oct. 1882, sous le titre *The tale of saint Abercius*.

ΧΡΥΣΑ ΕΓΡΑΦΗΤΕΙΤ
ΜΗΝΙΩΖΟΝΤΟΣ
ΕΙΡΗΝΗΠΑΡΑΓΟΥΣΙΝΚΑ
ΜΝΗΣΚΟΜΕΝΟΙΣ ΠΕΡΙΗΜΩΝ

Il manque peu de chose et les lacunes se suppléent aisément, surtout quand on compare l'építaphe d'Abercius.

Ἐλεκτης πό[λε]ως ὁ πολεΐ[της] τοῦτ' ἐποίχ[τα]
 Ζῶν ἵν' ἔχω ΦΑΝΕΙ... σώματος ἔνθα θέσιν.
 Οὔνομ' Ἀλέξανδρος Ἀντ[ω]νίου, μαθητῆς ποιμένος ἀγνοῦ.
 Οὐ μέντοι τύμβῳ τις ἐμῷ ἑτερόν τι[ν]α θήσει.
 Εἰ δ' οὖν, Ῥωμαίων τα[μ]εῖα θήσ[ει] δισχειλίχ [χ]ρυσᾶ,
 Καὶ [χ]ρηστῇ πατρίδ[ι] ἱεροπόλει [χ]εῖλια χρυσᾶ.
 Ἐγράφη ἔτει τ' μηνὶ ζ', ζώντος. Εἰρήνη παράγουσιν κα[ὶ] μνησκομέ-
 νοις περὶ ἡμῶν.

M. Ramsay, au lieu de τοῦτ' ἐποίχ[τα] ζῶν ἵν' ἔχω, qui est, comme on va le voir, imposé par l'inscription d'Abercius, avait lu d'abord : οὔτε ποίμνην ἔχω φάναι, ce qui ne donne pas de sens satisfaisant. J'avoue que le groupe de lettres ΦΑΝΕΙ, lequel n'est peut-être pas complet, me semble difficile à restituer. Le mot qui correspond à celui-ci, dans l'inscription d'Abercius, est καιρῷ, qui ressemble bien peu à ΦΑΝΕΙ. M. de Rossi propose πανερῶς bon pour le mètre, mais un peu cheville. Le φάναι de M. Ramsay, le θανῶν auquel j'ai un instant songé, sont également des chevilles et, de plus, offensent la prosodie. Celle-ci reçoit sans doute des entorses autrement graves au vers suivant, mais il y a alors une raison spéciale qui n'existe pas ici. Je laisse donc ce mot en majuscules, attendant une vérification du texte ou une meilleure conjecture, et je le néglige dans la traduction suivante :

« Citoyen d'une ville distinguée, j'ai fait ce [monument] de mon
 « vivant afin d'y avoir... une place pour mon corps. Mon nom est
 « Alexandre, fils d'Antoine, disciple d'un saint pasteur. On ne doit
 « pas mettre un autre tombeau au dessus du mien, sous peine
 « d'amende : deux mille pièces d'or pour le fisc romain, mille
 « pour ma chère patrie, Hiérópolis. — Écrit l'an 300, le sixième
 « mois, de mon vivant. Paix aux passants qui se souviennent de
 « moi. »

Le distique du commencement avait été restitué ainsi par dom Pitra :

Ἐκλεκτῆς πόλειω τόδε μνημ' ἐποίησα πολίτης
Ζῶν, ἵν' ἔχω καιρῷ σώματος ἔνθα θέσιν.

Pour le premier vers cette conjecture est écartée par notre inscription ; les manuscrits ont raison : le vers d'Abercius présentait bien les cinq mots *ἐκλεκτῆς πόλειω πολίτης τοῦτ' ἐποίησα*, et dans cet ordre. Un seul point reste douteux, c'est l'article *ὁ* avant *πολίτης* ; l'inscription le marque, les manuscrits l'omettent. Le sens donnerait raison aux manuscrits ; mais alors le vers serait faux, la première syllabe de *πολίτης* devant être comptée comme longue. Une faute de quantité, dans des vers comme ceux-ci, peut être tout aussi bien présumée qu'une leçon exacte au point de vue métrique. — Au second vers, les manuscrits portent tous *ἐνθάδε*, ce qui donne une finale fausse, soit que l'on prenne le vers comme hexamètre, soit qu'on y cherche un pentamètre. Cette dernière hypothèse, comme le fait remarquer M. de Rossi, est favorisée par la quantité de *θέσιν*. Il faudrait donc lire *ἐνθα θέσιν*. Cette leçon est confirmée par l'inscription d'Alexandre, car il semble qu'il ne manque aucune lettre après *ΕΝΘΑ*¹. Quoi qu'il en soit, la restitution en pentamètre est plus probable que l'autre. Pour avoir un hexamètre, M. Boissonade était obligé, non seulement d'accepter *θέσιν* pour un spondée, mais encore d'intercaler l'article *τοῦ* avant *σώματος*. On a donc tout droit de s'en tenir ici à la leçon de dom Pitra.

Tel que le donnent les manuscrits, le troisième vers est faux. Dom Pitra change *ὁ ὦν* en *εἰμί*, conjecture hardie, quand on regarde à la forme des lettres, mais qui donne un sens satisfaisant. M. de Rossi propose l'inversion *ὦν ὁ : Οὕνομ' Ἀξέοκιος ὦν, ὁ μαθητῆς ποιμένος ἀγροῦ*. Cette solution a l'inconvénient de relier d'une manière un peu forcée le texte hexamétrique au distique du commencement. Celui-ci donne un sens complet ; je crois qu'il faut maintenir un point à la fin. D'un autre côté, il est impossible d'admettre qu'un versificateur, même fort mauvais, ait fait un pied d'hexamètre avec les deux mots *ὁ ὦν* et la première syllabe de *μαθητῆς*, laquelle est brève. Le mieux serait encore d'accepter la solution Pitra, bien qu'elle soit un peu héroïque. Dans l'inscription de M. Ramsay, la difficulté est supprimée d'une façon brutale. Au nom d'Abercius le défunt a substitué,

¹ M. Ramsay me fait observer qu'il y a après *ΕΝΘΑ* assez de place pour *ΔΕ*, mais il ajoute qu'il n'a pas vu de lettres dans cet espace.

non seulement le sien, ce qui était assez naturel, mais encore celui de son père. Cette invasion onomatologique a bousculé les syllabes, écrasé le mètre et dilaté le vers d'une façon très disgracieuse. Dans la bagarre les mots *ὁ ὢν* des manuscrits ou ceux qui leur correspondaient sur le marbre d'Abercius, ont entièrement disparu. Mais la finale si caractéristique, où le défunt se qualifie de *disciple du saint Pasteur*, est fidèlement reproduite. A la rigueur on pourrait admettre que le distique initial et les trois vers de la fin dérivent d'un formulaire qui aurait servi à la fois pour les deux épitaphes. Mais l'expression *disciple du saint Pasteur* lève tous les doutes. Ce n'est pas une banalité de formulaire, c'est un terme symbolique propre non seulement à la langue chrétienne en général, mais à la rédaction spéciale de l'épitaphe d'Abercius. Là elle rentre naturellement dans le contexte qui la développe; isolée comme elle l'est dans l'inscription d'Alexandre fils d'Antoine, enchâssée dans une formule banale et prosaïque, elle fait l'effet d'une paillette d'or au milieu d'une poignée de sable. Elle a donc été copiée, et sur un texte où elle se présentait plus naturellement, sur un texte écrit dans la langue du symbolisme chrétien. Quoi de plus naturel que d'identifier ce texte avec celui d'Abercius? On verra bientôt qu'il y a encore d'autres raisons de le faire.

Les trois derniers vers sont exactement semblables dans les deux inscriptions. Ici encore le texte épigraphique nouvellement découvert confirme la leçon des manuscrits contre les conjectures des éditeurs. Le vers antépénultième commence dans les manuscrits par *οὐ μέντοι τύμβῳ* (var. *τύμβον*) *τις ἐμῷ* (var. *ἐμοῦ*). Ces mots figurent aussi dans l'inscription, et avec le datif, ce qui départage les manuscrits, divergents sur un détail, et contredit la conjecture des éditeurs *τύμβον μὴ τις ἐμοῦ*... La fin de ce vers est marquée inexactement dans les manuscrits, *ἕτερον ἐπάνω θήσει*; les éditeurs corrigent *ἕτερον ἐπάνω θήσειε*; outre que *θήσειε* est un peu luxueux, cette lecture laisse subsister un pied bien mal tourné et introduit un vers spondaïque, particularité peu présumable. L'inscription d'Alexandre donne la bonne leçon, *ἕτερόν τινα θήσει*. — Alexandre et Abercius sont d'accord pour nous offrir, au vers suivant, une énormité prosodique :

Εἰ δ' ὂν, Ῥωμαίων ταμείῳ ᾤσει δισχίλια χρυσά.

Total, sept pieds et demi. Cet accord sur une pareille faute est une nouvelle preuve de la parenté des deux textes. Quant à la faute elle-même, l'origine en est claire. Dans le formulaire d'où dépend la plus ancienne des deux épitaphes, il devait y avoir :

Εἰ δ' ὂν τῷ εἰσκόῳ ᾤσει δισχίλια χρυσά.

On aura substitué à l'expression τῷ φίλῳ qui se rencontre sur plus d'un marbre du même genre, les mots Πρωταίων ταμείῳ, synonymes sans doute, mais d'une valeur prosodique bien différente.

Le dernier vers est le même dans les deux épitaphes, sauf la variante διαχίλια χρυσᾶ, dans certains manuscrits de celle d'Abercius. Je soupçonne, ici encore, l'influence d'un formulaire qui n'était pas fait expressément pour Hiéropolis, car le nom de cette ville, avec ses trois brèves consécutives, endommage considérablement l'hexamètre.

Le libellé des deux inscriptions établit nettement leur parenté. Et ce n'est pas une parenté collatérale. Sans doute, l'épitaphe d'Abercius n'est pas entièrement originale. On peut même dire que, pour la plupart des parties communes aux deux textes, elle dépend d'un formulaire préexistant. Mais il n'est pas moins certain qu'elle a été elle-même copiée dans l'épitaphe d'Alexandre. De ce fait, M. de Rossi conclut sans hésiter que les deux inscriptions ont dû se trouver au même endroit. Cependant tout le monde a cru jusqu'ici qu'Abercius avait été évêque de la célèbre ville d'Hiéropolis, située presque au confluent du Méandre et du Lycus, non loin de Colosses et de Laodicée, tandis que l'inscription d'Alexandre a été trouvée par M. Ramsay dans un canton phrygien éloigné d'Hiéropolis d'une trentaine de lieues à l'est, auprès d'une autre ville antique appelée aussi Hiéropolis ou Hiéropolis, dans les environs de Synnada. Ainsi, Abercius devra être transféré d'Hiéropolis *ad Lycum* à Hiéropolis (ou Hiéropolis) près Synnada. Désormais, pour la commodité du langage, j'appellerai cette dernière Hiéropolis, réservant le nom d'Hiéropolis à la première.

Comme M. de Rossi, je crois qu'en effet Abercius doit être transféré à Hiéropolis ; mais la similitude des deux inscriptions n'est pas la seule raison que l'on puisse faire valoir. Il y a de nombreux exemples d'inscriptions copiées les unes sur les autres ; en général, quand il s'agit de textes d'une physionomie bien caractérisée, comme celui d'Abercius, ce n'est pas auprès de l'original que l'on rencontre les copies. Ainsi les épitaphes du pape Damase et de saint Grégoire le Grand ont été souvent imitées, comme le fait remarquer M. de Rossi, mais plutôt ailleurs qu'à Rome. La même chose est arrivée pour la belle

inscription dédicatoire que le pape Xystus III fit placer au-dessus de la porte d'entrée de la basilique eudoxienne :

CEDE PRIVS NOMEN NOVITATI CEDE VETVSTAS.....

Elle a été copiée par l'évêque de Ravenne Néon pour un baptistère de sa ville épiscopale ¹ ; en Afrique aussi, elle fut imitée dans l'inscription dédicatoire d'une église consacrée, comme la basilique de Xystus III, aux apôtres Pierre et Paul ² ; mais je ne me rappelle aucun monument romain qui la reproduise.

Ainsi la translation d'Abercius n'est pas une conséquence forcée de la parenté entre son épitaphe et celle d'Alexandre fils d'Antoine, habitant d'Hiérapolis. S'il y avait quelque bonne raison de maintenir Abercius à Hiérapolis, on pourrait encore le faire. Je vais montrer que cette raison n'existe pas. Mais d'abord disons un mot des deux Hiérapolis phrygiennes.

II

HIÉROPOLIS, PATRIE D'ABERCIOUS.

Le pays qui portait le nom de Phrygie aux temps historiques de la Grèce et sous les Romains, fut, au premier siècle avant notre ère, incorporé pour la plus grande partie à la province d'Asie. Il s'étendait au S. jusqu'à la chaîne du Taurus, confinait à la Cappadoce par le désert central d'Asie-Mineure et comprenait du côté de l'O. les hautes vallées des fleuves qui courent vers la mer Égée. Au nord ses frontières varièrent beaucoup. C'est de ce côté que se trouvaient la petite Phrygie, ou Phrygie Hellespontique et la Phrygie Épictète. Le centre et le midi jusqu'au Taurus constituaient ce qu'on appelait la Grande-Phrygie, dont la lisière, au pied des montagnes, portait le nom de Phrygie Parorée. C'est dans la grande Phrygie que se trouvaient les deux villes d'Hiérapolis et d'Hiérópolis. Pendant les trois pre-

¹ Agnellus, *Liber pontif. eccl. Ravenn.*, n. 28 (dans les *Monum. Germ., Scriptores rerum Langob.*, p. 292).

² De Rossi, *Bull.* 1878, p. 14 et suiv. Des faits analogues ont été plusieurs fois signalés par M. Le Blant, par exemple : *Inscr. chrét. de la Gaule*, nos 170, 198, 208.

miers siècles de notre ère, ces deux villes obéissaient au proconsul d'Asie. Elles n'étaient cependant pas situées dans la même subdivision judiciaire, ou *conventus*. Hiéropolis appartenait à celle de Laodicée, Hiéropolis à celle de Synnada. Sous Dioclétien ou un peu plus tard, en tout cas avant l'année 358, nous trouvons deux provinces de Phrygie démembrées avec plusieurs autres de l'ancienne province proconsulaire d'Asie : la *Phrygia I^a*, bientôt appelée *Phrygia Pacatiana*, à l'O., et la *Phrygia II^a* ou *Phrygia Salutaris*, à l'E. Leurs capitales étaient respectivement Laodicée et Synnada. Hiéropolis était dans la Phrygie Pacatienne et Hiéropolis dans la Phrygie Salutaire. Le *Synecdemus* d'Hiéroclès, sous Justinien, et les listes épiscopales du moyen âge byzantin mentionnent ces deux villes comme distinctes et comme appartenant à deux provinces différentes. Cependant Le Quien, dans son *Oriens christianus* ¹, les confond absolument. Il transporte dans la Phrygie Salutaire, non pas, comme nous le proposons, un simple personnage, mais la ville elle-même d'Hiéropolis *ad Lycum*, avec tous ses souvenirs historiques, chrétiens ou profanes, en particulier saint Philippe, ses filles prophétesses, sa légende si curieuse ; puis Papias et Claude Apollinaire, le célèbre apologiste. Il faut dire, à la décharge de Le Quien, que la plupart des listes épiscopales écrivent de la même façon les noms des deux villes. C'est toujours Hiéropolis en Phrygie ; du moment où l'épithète de *Pacatienne* ou celle de *Salutaire* ne se joint pas à cette désignation, il est facile de tomber dans l'erreur ².

Les deux villes étant ainsi bien distinguées et replacées chacune dans sa province, il reste à voir à laquelle des deux il convient d'attribuer Abercius. J'ai déjà dit que les anciens calendriers ou martyrologes ne le mentionnent pas. Parmi les textes que l'on peut dater d'une manière un peu précise, les ménologes grecs du x^e siècle sont les plus anciens. Mais ces ménologes dérivent eux-mêmes de la *Vie* du saint avec laquelle ils sont parfaitement d'accord pour toutes les circonstances, de lieu ou autres. Les deux villes ont depuis longtemps cessé d'exister ; il serait impossible d'interroger leur tradition désormais éteinte.

¹ T. I, p. 832.

² Dom Gams, dans sa *Series episcoporum ecclesiæ catholicæ*, p. 446, a reproduit l'erreur de Le Quien.

Nous sommes réduits à la *Vie* d'Abercius, ce document si légendaire qu'il a été écarté par Baronius. Cependant, toute légendaire qu'elle soit, cette histoire a été, au moins dans sa forme primitive, rédigée sur les lieux, en présence du monument d'Abercius et sous l'influence de certains autres souvenirs locaux qui ne sont point à mépriser. Il est clair que le premier auteur devait savoir dans quelle province il écrivait. Son récit contenait-il toutes les merveilles qu'on y trouve maintenant dans la forme que lui ont donnée les passionnaires grecs ? Nous n'en sommes pas certains. Quand même cela serait, la confiance sur un point de topographie aussi élémentaire se concilie parfaitement avec la défiance à l'endroit des détails fabuleux ou supposés tels. Si donc la vie d'Abercius donne ce personnage comme ayant vécu dans la Phrygie Pacatienne, il faudra l'en croire ; si au contraire elle le place dans la Phrygie Salulaire, nous l'y laisserons sans hésiter.

Jusqu'ici personne n'a songé, je ne dis pas à résoudre, mais même à poser la question. Les Bollandistes ¹ n'ont pas douté un moment qu'Abercius n'eût été un évêque d'Hiérapolis en Phrygie Pacatienne, un successeur de saint Philippe et de Papias. La découverte de M. Ramsay m'a porté à regarder de plus près aux textes de la vie d'Abercius. Tous ceux que j'ai consultés, édités ou manuscrits, écrivent Hiérapolis le nom de la ville dont Abercius était évêque, excepté dans le texte de l'építaphe, au dernier vers, où ils portent *Ἱεροπόλιν*. Quant à la province, le ms. 1484, publié par Migne et par les Bollandistes, la désigne sous le nom de Petite Phrygie, *ἡ μικρὰ Φρυγία*. Cette façon de parler est insolite et contraire à l'ancien usage ; j'ai dit plus haut que les deux villes d'Hiérapolis appartenaient au pays appelé la Grande Phrygie et que la Petite Phrygie était au nord de l'Hellespont. Cependant la formule *ἡ μικρὰ Φρυγία* a sa raison d'être ; je le montrerai tout à l'heure.

Le texte de Boissonade, c'est-à-dire le ms. Coislin n° 110, n'ajoute point de qualificatif au nom *Φρυγία*. Comme il omet le dernier vers de l'inscription, on ne peut pas davantage le citer pour l'orthographe *Ἱεροπόλιν*. Ce manuscrit, abrégé en plus d'un endroit, présente une rédaction conforme en général à celle du

¹ Le P. Bossue, tout récemment enlevé à la science hagiographique (*Acta SS.* oct., t. IX, p. 498).

Parisinus 1540, laquelle est encore inédite. Les variantes de ces deux manuscrits, en ce qui regarde l'épithaphe, sont plusieurs fois confirmées par l'inscription d'Alexandre. M. de Rossi, qui a fait cette remarque ¹, ajoute que cette circonstance donne une autorité spéciale à ce groupe de manuscrits. La lecture que j'ai faite du ms. 1540 confirme en moi cette impression. Or il se trouve que, dans ce manuscrit, la province d'où dépend Hiéropolis ou Hiérópolis est indiquée sous le nom de Phrygie Salulaire ². Dès lors plus de doute.

Ce n'est pas tout. Les manuscrits, sans exception, s'accordent à présenter Synnada comme la capitale de la province à laquelle appartenait Hiéropolis. Lorsque l'empereur Marc-Aurèle envoie des messagers chercher l'évêque thaumaturge, ceux-ci partent de Rome, s'en vont à Byzance, franchissent le Bosphore et, prenant à Nicomédie la poste impériale, ils arrivent à Synnada, qualifiée de métropole de la province où ils ont affaire ³. C'est là qu'ils s'informent de la ville d'Hiéropolis ; on leur donne des guides pour les y mener et ils y parviennent en quelques heures. Ce voyage serait incompréhensible s'il s'agissait d'Hiéropolis *ad Lycum*. Au lieu de passer par Nicomédie, les messagers impériaux se seraient fait conduire à Éphèse et de là, en remontant la vallée du Méandre, ils seraient arrivés à Hiéropolis. En supposant même qu'ils eussent fait un détour invraisemblable par Nicomédie et Synnada, ce n'est pas en quelques heures qu'ils auraient pu franchir la distance entre Synnada et Hiéropolis *ad Lycum* ⁴. De plus, l'intervention du gouverneur en résidence à Synnada, c'est-à-dire du gouverneur de la Phrygie Salu-

¹ *L. c.*, p. 79.

² *Cod. Par.* gr. 1540, f° 129. Le décret des empereurs est envoyé à Publius Dolabella (*sic*) ἡγεμονεύοντι τῆς Φρυγῶν Σιλουταρίων ἐπαρχίας. La suite du texte montre que la ville dont Abercius était évêque dépendait de ce gouvernement.

³ Ἐπεσσαν κατὰ τὴν Συνάδεον μητρόπολιν τῆς λεγθείσης Φρυγίας. *Cod.* 1540 f° 144. — Le texte des Bollandistes n'a pas le mot λεγθείσης.

⁴ Au contraire on peut aller en un jour de Synnada à Hiéropolis. M. Ram-ay, qui a fait la route, s'en porte garant. D'après son récit, cette route n'est rien moins que facile ; il faut passer d'après montagnes volcaniques et suivre des détours très compliqués. La vallée de Sandukly, où se trouve le site d'Hiéropolis, était en dehors de la grande route qui, au quatrième siècle, traversait l'Asie-Mineure, de Nicomédie à Attalie (*The tale of s. Abercius*, p. 9).

taire, montre bien que l'auteur ne songeait pas à Hiéropolis *ad Lycum*, située dans la province de Phrygie Pacatienne. Je sais bien qu'au temps de Marc-Aurèle, sous lequel Abercius est censé vivre, il n'y avait pas plus de gouverneurs à Synnada ou à Laodicée qu'il n'y avait en 1780 de préfets à Châteauroux ou à Saint-Lô. Synnada et Laodicée, de même que Hiéropolis, relevaient d'un même gouverneur, le proconsul d'Asie. Mais notre biographe, comme tant d'autres auteurs du même genre, suppose toujours existante la hiérarchie provinciale du v^e siècle. Il eût cru commettre un non-sens s'il avait fait remettre au gouverneur d'une province des lettres impériales concernant une ville et un personnage d'une autre province.

Synnada reparait à la fin du récit. C'est là que le saint, après avoir visité l'Orient, revient comme à la capitale de son pays, avant de rentrer dans sa ville épiscopale. Nulle part on ne voit intervenir une autre province ou une autre métropole. Ce sont les relations ecclésiastiques et administratives de la période byzantine, Hiéropolis relevant de la métropole de Synnada.

Ces considérations suffiraient, me semble-t-il, à établir que, suivant l'auteur de la vie d'Abercius, ce saint et sa ville épiscopale appartenaient à la Phrygie Salutaire et non point à la Phrygie Pacatienne, ou, en d'autres termes, qu'il n'était point évêque de la célèbre Hiéropolis de saint Philippe et de Papias, mais de la petite ville d'Hiéropolis, non loin de Synnada. Cependant, comme je contredis une opinion reçue et acceptée par des autorités aussi grandes que les Bollandistes, je ne saurais m'entourer de trop de sûretés. Revenons donc à cette désignation de *Petite Phrygie*, qui apparaît seule dans la rédaction publiée par Migne et par les Bollandistes et qui se rencontre aussi dans le ms. 1540, concurremment avec celle de Phrygie Salutaire. Nous allons voir que ces deux expressions sont devenues synonymes à partir d'un certain temps.

Le terme de *Petite Phrygie* n'a jamais que je sache été la désignation officielle d'une province romaine. La région de l'Asie-Mineure qui avait porté ce nom sous les Grecs et les Perses était presque entièrement en dehors des deux provinces de Phrygie, instituées au iv^e siècle de notre ère. La Phrygie Salutaire, en particulier, était bien tout entière dans l'ancienne Grande Phrygie. Comment cette province, qui était la Grande

Phrygie par excellence, a-t-elle pu être appelée Petite Phrygie ? Voici, je crois, l'explication. L'empereur Justinien, dans son remaniement de la hiérarchie provinciale en Asie-Mineure¹, supprima les vicariats d'Asie et de Pont, mais éleva, en compensation, deux gouverneurs de provinces à la dignité de *Comites spectabiles*; ce furent ceux des provinces de Phrygie Pacatienne et de Galatie I^{re}. Avant ce changement, les vicaires d'Asie et de Pont avaient le pas sur tous les gouverneurs des provinces d'Asie-Mineure, le proconsul d'Asie seul excepté. Les gouverneurs de Phrygie Pacatienne et de Galatie I^{re} leur succédèrent dans cette distinction de rang, d'honneur et de traitement. Dès lors ces provinces devinrent de *grandes* provinces², comparées aux provinces sœurs, celle de Phrygie Salutaire et celle de Galatie II^e, et celles-ci purent être appelées, non sans doute dans l'usage officiel, mais dans l'usage vulgaire, Petite Phrygie et Petite Galatie. Cette observation mérite d'être mise en ligne de compte dans la détermination de la date à laquelle remonte la vie d'Abercius. Certainement postérieur à la réforme provinciale de Dioclétien, ce document nous met en face d'une modification hiérarchique dont Justinien est l'auteur. Il est ainsi, au plus tôt, du sixième siècle³.

¹ Nov. VIII, 2, 3; XX, 6.

² C'est ainsi que l'on entend quelquefois appeler *archidiocèses* les diocèses qui ont à leur tête un archevêque. Je doute que cette désignation soit empruntée à l'usage officiel. Mais « quand on prend du galon, on n'en saurait trop prendre ». Sous Justinien, chacun en prenait le plus possible.

³ M. Ramsay, dans son mémoire *The tale of saint Abercius*, p. 6 du tirage à part, croit pouvoir fixer entre 363 et 385 la rédaction de notre récit. La première de ces dates lui est fournie par la mort de l'empereur Julien, mentionnée dans la légende; voici comment il arrive à la seconde. On sait que le nom de Phrygie Salutaire n'apparaît dans les documents qu'en 385, où la liste des provinces de Polemius Silvius le présente pour la première fois. La liste des provinces que M. Mommsen a tirée d'un manuscrit de Vérone et qu'il a cru d'abord avoir été rédigée en 297, mentionne les deux Phrygies sous le nom de *Phrygia prima* et *Phrygia secunda*. M. Ramsay, acceptant en somme la date attribuée par M. Mommsen à cette liste, croit 1^o que les dénominations de *Phrygia prima* et *Phrygia secunda* sont antérieures à celles de *Phrygia pacatiana* et *Phrygia salutaris*; 2^o qu'elles sont synonymes de *Phrygia magna* et *Phrygia parva*. Ces dernières ont, suivant lui, cessé d'être en usage au moment où se sont introduits les termes de *Pacatiana* et de *Salutaris*. Comme la vie d'Abercius ne connaît pas ceux-ci, mais ne parle que de *Grande* et de *Petite* Phrygie, il s'ensuit qu'elle a été rédigée avant 385. — A cela je répondrai 1^o qu'il n'est pas exact que la vie d'Abercius ignore

III

LA LÉGENDE DE SAINT ABERCIUS ET SON ÉPITAPHE.

On peut donc considérer comme bien établi que l'Abercius de l'inscription, le saint Abercius des passionnaires grecs, est placé par eux à Hiéropolis aux environs de Synnada, et que c'est là que son épitaphe a été copiée par son compatriote Alexandre, fils d'Antoine, en l'an 300 de l'ère locale. La date est marquée à la fin d'une ligne ; elle est représentée par la lettre T. M. Ramsay m'assure avoir apporté une attention spéciale à la lecture et à la transcription de cet endroit si important du texte épigraphique. Je crois donc pouvoir accepter le chiffre T (= 300) et écarter l'idée que ce chiffre fût suivi d'un ou deux autres. L'ère usitée en Phrygie commence en 84 ou 85 avant Jésus-Christ ¹ ; nous sommes donc en 216 ou 215 de l'ère chrétienne, plus probablement, à cause de la mention du sixième mois, en 216 (février-mars). L'épitaphe d'Abercius, nécessairement plus ancienne, a été écrite au plus tard dans les quinze premières années du troisième siècle. Son biographe ne s'est donc pas beaucoup éloigné de la vérité en le faisant vivre sous Marc-Aurèle et L. Verus.

Il ne faudrait pas cependant se hâter de tirer de là des conséquences trop précises en faveur de l'authenticité du récit. Malgré ses bévues historiques, ce biographe, qui copiait des inscriptions et s'en servait, était loin d'être un ignorant. La date précise, sinon de la mort d'Abercius, au moins de l'érection de son monument, a dû être gravée à la suite du petit poème autobiographique, avec une formule de salutation analogue à celle qui termine l'épitaphe d'Alexandre ². Dès lors, même sans

le terme de *Phrygia salutaris* : la province est désignée ainsi dans le ms. 1540, comme je l'ai fait remarquer ci-dessus ; 2° qu'il n'est nullement prouvé que les termes de *Grande* et de *Petite* Phrygie aient été employés dans le sens indiqué, avant l'année 535, date de l'édit de Justinien par lequel le gouverneur de la Pacatienne fut élevé au rang de *comes*. M. Ramsay reconnaît lui-même que cette façon de parler ne se rencontre nulle part ailleurs que dans la vie d'Abercius. Quoi qu'il en soit, du reste, de ce dernier point, le fait que le nom de *Phrygia salutaris* se trouve dans la vie d'Abercius suffit pour écarter le système proposé par le jeune savant anglais.

¹ Waddington, *Voy. archéol. de Le Bas*, t. III, n° 980.

² De Rossi, *l. c.*, p. 81.

être trop grand clerc, notre auteur pouvait ajuster son récit à la chronologie de l'histoire impériale.

Je n'entreprendrai pas de rechercher où il peut avoir pris tous les détails qu'il raconte. Cependant je ne puis taire ma conviction sur un point important, c'est que l'építaphe lui a fourni son épisode le plus caractéristique, le voyage d'Abercius à Rome. Dans tout ce qu'il nous dit sur la constance, les prédications, les miracles d'Abercius avant son départ pour Rome, il n'y a rien qui ne rentre dans le cycle ordinaire des anciennes vies de saints. La guérison de Phygella, grande dame aveugle, et les entretiens de son fils Euxénien, favori de l'empereur, avec le saint, ont pour but, outre l'édification générale qui en résulte, de préparer le fameux voyage. Quant à ce voyage lui-même, ce n'est pas le biographe seul, mais Tillemont et bien d'autres après lui qui l'ont raconté d'après l'inscription. En la prenant au pied de la lettre on voit qu'Abercius est allé à la cour; qu'il a contemplé une princesse chamarrée d'or et admiré tout un peuple de personnages marqués d'un sceau brillant ou portant de brillants anneaux. Il n'en faut pas davantage. — Que peut aller faire un thaumaturge à la cour? — Des miracles. — Pour quelle raison un saint homme fait-il visite à des princesses? — Pour les guérir. — Au vi^e siècle nous aurions tous raisonné comme cela. Dès lors il n'y avait plus qu'à choisir dans le monde impérial du second siècle. La famille de Marc-Aurèle, à peu près indiquée par la date, l'était encore davantage par la célébrité de cet empereur. Les historiens grecs, Dion par exemple, parlent du mariage de sa fille Lucilla avec L. Verus. C'est dans cette princesse que l'hagiographe a fait entrer le démon qu'Abercius est ensuite appelé à conjurer.

A mon humble avis, il ne faut chercher dans l'inscription aucune allusion à une autre princesse que l'Église romaine personnifiée. Abercius dit d'abord que le saint Pasteur l'a conduit à Rome contempler la majesté impériale, τὴν βασιλείαν, et voir une princesse, une impératrice, βασιλισσαν, toute couverte d'or (v. 8). La première de ces deux expressions me paraît désigner la cité-reine, la ville éternelle, son sénat, l'empereur, la cour impériale, la « souveraineté »; la seconde, βασιλισσαν, est un peu moins claire, mais elle s'explique par le vers suivant : « J'ai vu là un peuple qui porte un sceau brillant, καλὴν σφραγίδα.

Comment a-t-on pu trouver ici une description des chevaliers romains ? A la fin du second siècle, les chevaliers romains n'étaient certes pas en position d'attirer à ce degré l'attention des voyageurs ; le sénat, du reste, les a toujours éclipsés. Si Abercius avait cru devoir relever dans son épitaphe une catégorie de Romains, on peut croire que les *viri clarissimi*, les membres de l'*amplissimus ordo*, auraient eu la préférence. Du reste, il ne s'agit pas d'une catégorie, mais d'un peuple, λαόν. Combien n'est-il pas plus naturel, en présence de ce peuple marqué d'un sceau glorieux, de se rappeler le peuple saint, les chrétiens, marqués au baptême du sceau du Christ et de l'Esprit Saint. Ce point acquis, l'interprétation du vers précédent devient aisée. La princesse toute chamarrée d'or, c'est l'Église, comparée si souvent dans les Écritures et dans les Pères à une reine aux brillants atours, *sponsa ornata monilibus suis, regina formosissima*, etc. ; c'est l'Église romaine dont l'éclat au milieu de la chrétienté universelle est comparable à celui de la ville éternelle au centre de l'empire ; c'est l'Église romaine que nous voyons tout le long du second siècle, visitée et vénérée par les chrétiens de tout pays, de toute condition et de toute nuance, asiatiques, orientaux, égyptiens, évêques, philosophes, orthodoxes, gnostiques, unitaires, montanistes, quartodécimans. Si Abercius avait eu l'idée de rappeler le souvenir d'une guérison miraculeuse opérée par lui, — une idée, pour le dire en passant, qui ne vient guère aux saints personnages — il lui eût été facile d'introduire dans ses vers le mot ἰσχυρί ou quelque autre analogue.

Le voyage de retour se déduit tout aussi clairement de l'inscription. On y rattache le titre d'apôtre que saint Abercius portait sans doute dans le pays, comme saint Martial à Limoges. Le biographe tient beaucoup à mettre ce titre en relief. Il le fait décerner à Abercius par les habitants de Nisibe, qui s'autorisent, pour le lui donner, des longs voyages qu'il a faits et qui ressemblent aux pérégrinations des apôtres¹. Revenu à Hiéropolis, le saint évêque ne tarde pas à mourir. Ici se place une description de son tombeau, préparé longtemps à l'avance. Ce tombeau lui-même est un souvenir de voyage. L'énorme pierre qui le surmonte et sur laquelle est gravée l'inscription a été apportée de Rome par

¹ Se rappeler ici que le nom de saint Paul figurait à cet endroit dans l'inscription.

le démon dont les exorcismes d'Abercius ont délivré la princesse.

A côté de ces développements qui rentrent assez naturellement dans l'építaphe, il faut noter quelques détails empruntés aux souvenirs locaux. Ainsi le saint obtient de l'impératrice la construction d'un établissement de bains auprès d'une source thermale qu'il a fait jaillir par ses prières ; c'est aussi à lui que l'on devait une distribution annuelle de froment, accordée par le fisc impérial aux pauvres d'Hiéropolis et maintenue jusqu'au règne de Julien l'Apostat. Cette partie du récit montre bien que les gens d'Hiéropolis voyaient dans Abercius un bienfaiteur de leur pays, et que son souvenir vivait parmi eux, même indépendamment de l'impression que son imposant monument pouvait avoir fait sur leurs esprits. En ce qui regarde l'établissement thermal, on peut espérer retrouver sur les lieux quelque trace de la source. M. Ramsay déclare ¹ qu'il n'en a pas aperçu ; mais il ajoute qu'Hamilton ² signale dans la vallée de Sandukly, c'est-à-dire dans le pays d'Hiéropolis, un cours d'eau appelé en turc Hammam Sou (eau chaude ou bains chauds) ; il dit même qu'on lui avait parlé de sources thermales situées à peu de distance de sa route, mais qu'il n'avait pas eu le temps de les visiter.

Il y a aussi la légende de l'outre enchantée où le saint avait mêlé ensemble toutes ses provisions de voyage, huile, vin, vinaigre, et qui versait à son commandement celui de ces liquides dont il avait besoin ; et l'histoire des laboureurs peu compatissants qui lui vannaient du blé en plein visage et lui refusaient à manger, ce pourquoi ils sont l'objet d'un châtiment céleste. Ces récits, d'une touche si populaire, n'ont absolument rien à voir avec l'inscription. Le biographe les aura recueillis sur les lèvres des gens de son pays.

Ainsi, sauf certains détails conservés et sans doute embellis par l'imagination populaire, toute l'histoire d'Abercius rentre aisément dans son építaphe. Mais cette építaphe elle-même, l'aspect somptueux du monument qui la portait, le style symbolique du poème, la vivacité des images, la profondeur des idées, les longs voyages du défunt, tout montre qu'Abercius a été pour ses contemporains un homme au-dessus de l'ordinaire. Ce n'est

¹ *The tale of s. Abercius*, p. 13.

² *Travels in Asia minor*, II, p. 169, 170.

pas un chrétien quelconque qui aurait ainsi parlé du saint Pasteur, de la foi, du baptême, de l'eucharistie, des grandes églises de Rome et d'Orient ; ce n'est pas un souvenir médiocre que l'instinct populaire eût ainsi consacré en lui rattachant l'origine des institutions utiles de la localité et en l'ornant de brillantes légendes.

Était-il évêque ? L'inscription ne le dit pas ; cependant il ne faut pas se presser de tirer des conclusions de son silence, car, comme je l'ai déjà dit, on a tout lieu de croire qu'elle se terminait par une formule en prose où la qualité du défunt pouvait être mentionnée. Pour l'auteur de sa vie, il n'y a aucun doute. Abercius a été évêque d'Hiéropolis ; il a même eu un successeur du même nom que lui ¹. Dans les procès-verbaux du concile de Chalcédoine on trouve la signature suivante : Ἀβέρκιος ἐλάχιστος ἐπίσκοπος τῆς Ἱεραπολιτῶν πόλεως Φρυγίας Σαλουταρίς ².

Le monument d'Abercius existait déjà au commencement de l'année 216. Cela ne veut pas dire qu'il contint déjà la dépouille qu'il était destiné à recevoir. Abercius l'avait préparé de son vivant ; il est même possible qu'il ne fût pas encore mort au moment où Alexandre, fils d'Antoine, lui faisait l'honneur de copier son épitaphe. Cependant, comme il l'avait rédigée à soixante-douze ans, on ne peut guère admettre qu'il ait vécu bien des années après 216 ; il est même naturel de croire qu'il aura plutôt anticipé cette date.

IV

ABERCUS MARCELLUS ET LE CHRISTIANISME EN PHRYGIE AU TEMPS DE SEPTIME-SÈVÈRE.

En réunissant tous les renseignements que nous fournissent l'inscription d'Alexandre, nouvellement découverte, l'épitaphe d'Abercius et la tradition locale dont témoigne sa Vie, nous pouvons conclure qu'il a existé à Hiéropolis, vers la fin du

¹ L'auteur de sa vie lui fait désigner, avant sa mort, son successeur immédiat, qui s'appelle aussi Abercius. Celui-ci pourrait bien être celui du concile de Chalcédoine, rapproché indûment de l'évêque du second siècle. De loin, les distances s'effacent, en histoire comme sur le terrain ; les exemples de ce phénomène sont innombrables.

² Act. VI et XVI ; Hardouin, t. II, p. 480 et 633.

second siècle et peut-être pendant les premières années du troisième, un chrétien considérable, très probablement évêque du lieu, appelé Abercius.

Or, l'histoire ecclésiastique d'Eusèbe nous a conservé des fragments importants d'un traité antimontaniste écrit précisément dans cette partie de l'Asie-Mineure et de la Phrygie et adressé à un certain *Abercius Marcellus* ¹. En voici le commencement : « Voilà longtemps, bien longtemps, cher Abercius
« Marcellus, que vous m'ordonnez d'écrire un livre contre l'hé-
« résie des gens de Miltiade. Jusqu'ici j'ai éprouvé quelque
« répugnance à le faire, non que je me sentisse incapable de
« réfuter le mensonge et d'attester la vérité, mais parce que je
« craignais de paraître donner un supplément aux livres du
« Nouveau Testament, auxquels un fidèle disciple de l'Évangile
« ne doit rien ajouter ni retrancher. Ces temps derniers, étant à
« Ancyre de Galatie, je trouvai l'église du Pont agitée par cette
« nouvelle prophétie, comme disent ses partisans, ou plutôt par
« cette prophétie mensongère comme je montrerai qu'elle est en
« effet. Selon mon possible et avec l'aide du Seigneur, je discu-
« tai, plusieurs jours durant, dans l'assemblée des fidèles, sur ce
« sujet et sur les raisons que faisaient valoir les novateurs. Ces
« conférences tournèrent à la joie de toute l'église qui se trouva
« fortifiée dans la vérité ; les adversaires furent repoussés pour
« le moment et les ennemis de Dieu furent affligés. Les prêtres
« du lieu nous demandèrent, à moi et à notre collègue en sacer-
« doce, Zotique d'Otrous, qui était là aussi, de leur mettre par
« écrit ce que nous avions dit contre les hérétiques. Nous nous
« y refusâmes pour le moment, mais en promettant de le faire
« ici, avec l'aide du Seigneur, et de leur envoyer notre ouvrage ². »

Il résulte de ce prologue que l'auteur inconnu, Zotique d'Otrous et Abercius Marcellus étaient des prêtres, ou plutôt des évêques voisins ; celui des trois qui paraît avoir le plus d'autorité c'est Abercius Marcellus, puisqu'il donne à son collègue des

¹ La dédicace de ce livre, conservée par Eusèbe, écrit au vocatif Ἀντίρχιε Μάρκελλε. L'épithaphe et le concile de Chalcédoine ont tous deux la forme Ἀντίρχιος. Ce nom ne se rencontre pas ailleurs qu'à Hiéropolis ; il ne paraît pas se rattacher à une racine latine ou grecque ; c'est sans doute un nom phrygien hellénisé.

² Eusèbe, *Hist. eccl.*, V, 16.

exhortations que celui-ci appelle des ordres. Le nom de la ville d'Otrous, dont Zotique était évêque, permet, grâce aux récentes découvertes de M. Ramsay, de déterminer le canton asiatique où vivaient ces trois personnages. Otrous est nommée par Hiérocès, avec Eucarpia, Hiéropolis, Stectorion et Brouzos, en tête de la liste des villes de la Phrygie Salutaire, relevant de la métropole de Synnada. Or, M. Ramsay a découvert l'emplacement de Brouzos, dans la vallée de Sandukly, à l'ouest de Cassaba, l'ancienne Synnada. Le village de *Kara-Sandukly*, qui est évidemment une localité antique, contient un monument en place où se lit le nom de Brouzos. Un peu plus loin, au village de *Kelendres*, qui, lui, est complètement moderne, il a trouvé deux marbres apportés là du voisinage ; sur l'un d'eux, se lit l'épithaphe d'Alexandre, fils d'Antoine, avec le nom d'Hiéropolis ; sur l'autre une dédicace à l'empereur Septime-Sévère, avec la mention de magistrats locaux qui paraissent être ceux d'Otrous. Il reste un peu d'incertitude sur la position exacte d'Otrous et d'Hiéropolis, mais il est certain qu'à Kelendres on n'en est pas loin et que ces localités antiques sont à chercher aux environs, dans la vallée de Sandukly.

Bien avant que l'on eût ces données géographiques, alors qu'on ne savait où était Otrous et qu'on identifiait l'Hiéropolis d'Abercius avec Hiéropolis *ad Lycum*, la plupart des critiques admettaient comme très probable l'identité de l'Abercius de l'inscription avec l'Abercius Marcellus du traité antimontaniste. Cette probabilité devient une certitude, maintenant qu'il est démontré : 1° que l'Abercius de l'inscription était habitant et probablement évêque d'Hiéropolis près Synnada ; 2° que cette ville d'Hiéropolis était très voisine de la ville d'Otrous dont l'évêque, Zotique, paraît avoir été un ami commun de l'anonyme et d'Abercius Marcellus. On peut même dire que la concordance des temps n'est pas moins grande que la concordance des lieux et des qualités, car l'inscription d'Abercius et le traité de l'anonyme nous reportent également aux environs de l'an 200, vers le règne de Septime-Sévère. Mais il y a intérêt à préciser les dates qui nous viennent de ces deux côtés et je vais m'en occuper maintenant.

L'anonyme écrivait en un temps où le montanisme avait déjà une histoire assez longue. L'initiateur du mouvement, Montan, était mort ; quelques-uns de ses principaux adeptes, et notam-

ment les fameuses prophétesses Priscille et Maximille, avaient disparu aussi. C'est Maximille qui était morte la dernière, plus de treize ans avant le moment où l'auteur publiait son ouvrage. Elle avait prédit que sa mort serait suivie de troubles et de guerres ; or pendant les treize ans qui s'étaient écoulés depuis, on n'avait rien vu de pareil, « ni guerre locale, ni guerre générale ; les chrétiens eux-mêmes jouissaient d'une tranquillité persévérante, par la miséricorde de Dieu ¹. »

Ces treize ans de paix et de tolérance envers le christianisme ne sont pas très faciles à caser dans la chronologie de l'empire romain, vers la fin du second siècle. Le règne de Commode (17 mars 180-31 décembre 192) ne dura pas tout à fait treize ans ; il commença au milieu de la guerre du Danube et fut aussitôt suivi des troubles les plus graves. Si l'on admettait que notre auteur a écrit pendant les trois premiers mois de 193, sous le règne de Pertinax, c'est-à-dire au moment où les événements allaient donner raison, quoique un peu tardivement, à Maximille, il faudrait admettre aussi, d'abord qu'il avait mal compté les années depuis la mort de Marc-Aurèle, ensuite que Maximille était morte vers la fin de 180 ; or cette prophétesse paraît avoir vécu plus longtemps que les autres coryphées du montanisme ².

Une autre hypothèse, qui semblerait plus naturelle, ce serait de chercher les treize ans de paix et surtout de paix religieuse dans les règnes d'Héliogabale et d'Alexandre Sévère. Mais la date fournie par l'inscription nouvellement découverte exclut ce système. Abercius, qui avait soixante-douze ans au plus tard en 216, et probablement plus tôt, ne peut guère avoir été vivant en 232, date la plus ancienne où l'on puisse s'arrêter dans cette direction ³.

Il faut donc se placer entre ces deux périodes extrêmes, sous Sévère ou Caracalla. Depuis la fin de l'année 198, c'est-à-dire depuis l'expédition de Sévère contre les Parthes, jusqu'à l'année 215, il n'y eut point de guerres, au moins sur l'horizon qu'un

¹ Eusèbe, *Hist. eccl.*, V. 16.

² Voir là dessus Bonwetsch, *Die Geschichte des Montanismus*, Erlangen, 1881, p. 146.

³ S'il avait vécu alors, il aurait été nonagénaire ; il est difficile que l'auteur du livre anti-montaniste n'eût pas fait allusion à son grand âge et il serait étonnant qu'il l'eût appelé tout simplement « mon cher Abercius. »

Phrygien pouvait embrasser ; les champs de bataille de Calédonie étaient trop lointains pour envoyer des échos en Asie-Mineure. Si la prophétesse était morte vers l'an 200, sa prédication attendait encore son accomplissement au début du règne de Caracalla (211-217). Abercius pouvait encore être en vie à ce moment, et, même en le supposant alors octogénaire, son épitaphe aurait pu être gravée dix ans auparavant, vers le temps de la mort de Maximille. Tout s'arrange donc. Cependant il y a une difficulté apparente, c'est que le règne de Sévère est compté parmi les temps de persécution. L'*Apologétique de Tertullien* est, il est vrai, de 197, mais il y a eu des martyrs en Afrique et en Égypte quatre ou cinq ans après. La paix de l'Église ne peut donc commencer qu'en 204 environ, et l'espace de treize ans ne se rencontre plus. A cela je répondrai que, dans la phrase de notre auteur, la durée précise de treize ans s'applique immédiatement à la paix de l'empire et qu'il n'est pas bien sûr qu'on doive l'appliquer aussi à la tranquillité laissée aux chrétiens ; que d'ailleurs nul auteur ou document quelconque ne fait mention de martyrs dans l'Asie-Mineure occidentale, sous le règne de Sévère ; que la persécution, en ces temps-là, dépendait beaucoup des gouverneurs et que peut-être les proconsuls d'Asie avaient pris l'habitude de se montrer tolérants ; qu'enfin les épitaphes d'Abercius et d'Alexandre témoignent elles-mêmes de la liberté dont les chrétiens de leur pays jouissaient au commencement du III^e siècle.

En somme nous devons accepter, pour notre traité anti-montaniste, une date rapprochée de l'avènement de Caracalla, 211-214. Ce résultat est très important, parce que, en fixant la date de la mort de Maximille, il fournit un élément fort précieux à la chronologie de l'histoire montaniste.

L'inscription découverte par M. Ramsay et celle d'Abercius qui reçoit de la première la garantie définitive de son authenticité et de son antiquité, ne sont pas les seuls monuments phrygiens qui témoignent d'une grande diffusion du christianisme en ce pays au commencement du III^e siècle. Dans cette même vallée, à Sandukly, le voyageur Hamilton découvrit une stèle chrétienne qu'il est intéressant de rapprocher des précédentes. Elle a été reproduite dans le *Corpus inscriptionum graecarum* (t. IV, n. 9266). La copie d'Hamilton est malheureusement très défectueuse. M. Ramsay, qui a passé par Sandukly,

déclare n'y avoir pas trouvé de restes anciens¹ ; ceci semble nous enlever tout espoir d'avoir un jour une reproduction plus exacte de ce texte important, où le savant prélat Cavedoni a cru voir la mention de cinq martyrs de la même famille, et que M. de Rossi présente comme un témoignage en faveur d'une reconnaissance légale des communautés chrétiennes, sous forme de collèges funéraires, dès avant Constantin². Quoi qu'il en soit de ces interprétations présentées par des personnes d'une très grande autorité scientifique, mais qui gagneraient à être fondées sur un texte bien établi, il est indubitable que l'inscription est chrétienne et ouvertement chrétienne. C'est l'építaphe de cinq enfants, Eugénie, Marcelle, Alexandre, Macédon, Nonné, morts en même temps, ὅτῳ ἑνὰ καιρόν, et vraisemblablement en bas âge. Leur père est un *Aurelius Alexander*. En tête de l'inscription se présente la formule : « Paix à tous les passants de la part de Dieu ! » Εἰρήνη τοῖς παράγουσιν πᾶσιν ἀπὸ τοῦ Θεοῦ. C'est presque la même formule que celle d'Alexandre fils d'Antoine : Εἰρήνη παράγουσιν καὶ μενησχομένοις περὶ ἡμῶν. D'autres expressions du même genre, « dans la paix de Dieu, ἐν εἰρήνῃ τοῦ Θεοῦ, le séjour de la vie, τὸ τῆς ζωῆς μέρος », se rencontrent dans le corps du texte. Enfin dans une clause finale, très endommagée, M. de Rossi a découvert la mention du *corps des frères* (chrétiens), κοινὸν τῶν ἀδελφῶν. Cette építaphe n'est pas datée. L'ensemble de sa rédaction, où l'on trouve des formules profanes comme *μήμης χάριν* mêlées au langage chrétien, l'analogie qu'elle présente avec celle d'Abercius et d'Alexandre fils d'Antoine, soit dans les noms propres (Alexandre, Marcellus), soit dans les formules, autorisent à la grouper avec ces deux textes contemporains de Septime-Sévère et de Caracalla.

Dans la même région, à peu de distance de la vallée de Sandukly, on a relevé d'autres inscriptions chrétiennes. A Bennisoa (Altoun-Tasch, au nord d'Afioum Karahissar), je trouve sur un tombeau la formule Χρηστῖανοὶ χρηστῖανῶ ἐποίησαν³ ; à Apamée, au sud de Sandukly, l'envahisseur de la sépulture est menacé de la vengeance de Dieu, ἔσται αὐτῷ πρὸς τὸν Θεόν ; on

¹ *Bull. hellén.* ; t. c., p. 504.

² Cavedoni, dans les *Opuscoli di Modena*, t. VIII, p. 176 ; de Rossi, *Roma sott.*, t. I, p. 106.

³ Lebas et Waddington, t. III, n. 783.

salue des personnages appelés φίλοι, amis de Dieu¹. On sait d'ailleurs que cette ville adopta, dès le temps de Septime-Sévère, comme ayant un rapport spécial avec elle, l'histoire biblique du déluge et qu'elle fit graver sur ses médailles l'image de l'arche et le nom de Noé.

Cette situation tranquille du christianisme est bien différente de celle où nous trouvons, vers le même temps, les églises de Rome, d'Afrique, d'Alexandrie. Ces chrétiens, qui se construisent des tombeaux apparents et même considérables, en des endroits fréquentés, qui se composent de longues épitaphes où leurs croyances sont à peine voilées sous des expressions d'un symbolisme transparent, qui prennent même soin d'y mettre des saluts au nom de leur Dieu à l'adresse des passants, ne semblent pas sous l'empire d'une terreur bien profonde. Personne apparemment ne leur dispute le droit de vivre et de se faire enterrer comme ils l'entendent ; ils ne sentent nullement le besoin de se cacher. En fait, dans ce canton reculé de la province d'Asie, le christianisme est libre et dominant. Il serait intéressant de rapprocher cette situation de certains autres traits de l'histoire du christianisme en Asie-Mineure, par exemple de la conversion en masse des gens de Néocésarée à la voix de saint Grégoire le Thaumaturge. Eusèbe² raconte qu'au temps de Dioclétien une petite ville chrétienne de Phrygie fut brûlée tout entière avec ses habitants ; tout le monde y professait la foi, jusqu'au stratège et aux curateurs ; tous furent enveloppés dans cette abominable exécution. Il est regrettable qu'il n'ait pas conservé le nom de cette cité martyre ; mais, à côté du monnayage biblique d'Apamée, les épitaphes d'Abercius d'Hiéropolis, d'Alexandre, son concitoyen, et les autres inscriptions dont je viens de parler sont bien propres à montrer qu'il n'y a rien d'in vraisemblable dans son récit, et que le christianisme était réellement maître, dès le troisième siècle, de certaines régions de l'empire romain.

En résumé :

L'épitaphe d'Abercius, telle que nous l'a conservée sa légende, a réellement existé ; elle est antérieure à l'année 216 ; le

¹ *Ibid.*, n. 1703.

² *Hist. eccl.*, VIII, 1.

tombeau sur lequel elle fut gravée se trouvait à Hiéropolis, non loin de Synnada, dans la région phrygienne qui devint plus tard la province de *Phrygie salutaire*, et non point à Hiéropolis près du Lycus, la ville de saint Philippe, de Papias et d'Apollinaire.

C'est cette épitaphe qui a fourni au biographe d'Abercius le fond de son récit, qu'il a d'ailleurs complété par la tradition locale.

Abercius est bien le même personnage que cet Abercius Marcellus à qui, vers l'an 211, un évêque du voisinage dédia un écrit antimontaniste.

L'épitaphe d'Abercius et les autres monuments chrétiens du pays témoignent de la situation particulièrement florissante et tranquille que le christianisme avait atteinte en Phrygie dès le temps de Sévère et de Caracalla.

Ces conclusions, que l'on pouvait déjà présenter comme des hypothèses probables, acquièrent un haut degré de certitude, grâce à la découverte de l'épitaphe d'Alexandre par le jeune voyageur anglais M. W. Ramsay.

L. DUCHESNE.

LES DERNIERS JOURS DE LA LIGUE

LA FRANCE EN 1592

ÉTATS DE 1593 — ABSOLUTION D'HENRI IV.

I

Le pape Sixte Quint n'avait jamais complètement approuvé les entreprises des catholiques, ligués en France pour défendre la religion mise en péril par la politique d'Henri III. La pensée lui paraissait louable, mais les moyens employés pour la réaliser lui semblaient moins justes. Même après la mort des Guise, le Pape, tout en condamnant le Roi, n'avait point voulu céder aux sollicitations des catholiques : il n'avait point uni ses troupes aux leurs ; après la mort d'Henri III, il avait recommandé l'union pour nommer un Roi catholique, mais il avait fourni très peu d'argent et n'avait pas donné un soldat.

Le pape Grégoire XIV, élu le 5 décembre 1590, s'empressa au contraire de donner de l'argent et des troupes aux Ligueurs, à la grande joie de « ceux qu'on nomme vulgairement les Seize : » ainsi s'appelaient eux-mêmes, dans une lettre de remerciement adressée au Souverain Pontife, les chefs de la municipalité de Paris. Ils réclamaient en même temps la protection du Pape, comme gens qui « sur tous étaient en horreur à l'ennemi et le but auquel fort souvent les faibles catholiques lancent les traits de leur impatience ¹. » Ces mots indiquent à eux seuls la position prise par ces champions du catholicisme, aussi ardents contre « l'ennemi » (le roi de Navarre) que contre le « faible catholique » (François de Harlay ou même le duc de Mayenne).

L'armée pontificale arrivait seulement en France, lorsque

¹ Archives du Vatican, *Francia*, t. XXXV, p. 73.

Grégoire XIV vint à mourir. Innocent IX, son successeur, continua le secours accordé, mais il ne fit que passer sur le trône pontifical. Un de ses actes avait été de donner le chapeau de cardinal à monseigneur Sega, évêque de Plaisance, légat du Saint Siège en France (18 décembre 1591)¹, et le secrétaire d'État, l'évêque de Bertinoro, avait été chargé, le 26 décembre, de demander un rapport au commissaire général près l'armée pontificale, monseigneur Matteucci. Matteucci devait exposer, non seulement le côté apparent des choses, mais révéler les plus secrètes menées ; il devait indiquer l'état présent des affaires et conjecturer quel pouvait être l'avenir. Monseigneur Matteucci obéit ; toutefois il pria le secrétaire d'État de ne communiquer ses appréciations qu'au seul Souverain Pontife. « Si d'autres connaissaient le contenu de cette lettre, disait-il², il pourrait m'arriver malheur. En effet, lorsque l'on traite, ou que l'on raisonne, avec les ministres d'Espagne ou avec les Ligueurs, si on ne dit et si on ne répond à leur gré, si on ne condescend à leurs volontés et embrasse leurs passions, aussitôt par cela même on est traité d'espion, de Navarriste, d'hérétique³. » Matteucci protestait donc de son impartialité : car, disait-il, « je ne suis ni français ni espagnol ; mon seul intérêt et mon seul but est de servir ce Saint Siège, en lui transmettant des informations pour le mettre à même de former ses résolutions. »

Innocent IX ne devait point recevoir la dépêche de Mgr Matteucci : elle parvint à son successeur. Le cardinal Hippolyte Aldobrandini, élu pape le 20 janvier 1592, avait pris le nom de Clément VIII.

¹ Le nonce monseigneur Landriano était révoqué : il en fut troublé, et, dans une lettre, le 2 février 1592, il disait avoir été desservi par de faux rapports. — « Le courrier expédié par le cardinal de Sens pour porter la promotion au cardinalat de monseigneur de Plaisance voyagea jusqu'à la Fère avec un autre courrier expédié par le Pape ; après avoir couru des périls entre Landrecies et Guise et rencontré l'ennemi entre la Fère et Laon, le courrier du cardinal de Sens se sauva avec les lettres, et celui du Pape ne reparut pas. — Comme par la voie de Flandre et de Lorraine on reçoit continuellement des lettres de Rome, il faut croire que celles à notre adresse sont interceptées. » Arch. du Vatican. *Lettere del Nuncio*, t. XXXVIII, p. 33.

² Archives du Vatican, *Lettere*, t. XXXVIII, p. 33.

³ « Tanto piu che con qualsivoglia delle due parti, ministri cattolici et collegati, che qui si tratti o ragioni, come non si dice et responde a lor modo et non si condescende alle voglie et interesse loro subito incontinenti o s'è spione, o Navarista, o Heretico. » *Ibid.*

Le mémoire de Matteucci est des plus intéressants ; complété par quelques-unes de ses dépêches, celle envoyée au pape Innocent IX par l'entremise de Mario Rasponi, ou celle dont le capitaine J. B. Ronca fut porteur pour le cardinal Sfondrat, il ne laissa ignorer ni l'état lamentable où se trouvaient les troupes italiennes, ni les embarras financiers contre lesquels le commissaire général se débattait, ni les passions politiques mises en jeu.

L'armée catholique, déjà entrée en France sous la direction supérieure du duc de Parme, Alexandre Farnèse, était composée de troupes espagnoles commandées par le duc, de troupes italiennes levées par le Souverain Pontife et commandées par le neveu de Grégoire XIV, Hercule Sfondrat, duc de Montemarciano, de troupes françaises de la Ligue catholique obéissant au duc de Mayenne, lieutenant général du royaume. Elle comprenait de la cavalerie, de l'infanterie et de l'artillerie.

La cavalerie comptait six mille chevaux environ, mais la cavalerie italienne notamment n'avait plus que deux cents lances : le reste était ou malade ou mort.

L'infanterie devait arriver au chiffre de dix-sept ou dix-huit mille hommes, dont trois mille lansquenets, divisés en trois régiments, quatre mille Wallons répartis en cinq régiments, trois mille cinq cents Espagnols en trois régiments, douze cents Italiens en deux régiments, l'un de Pierre Caetani et l'autre de Camille Capizucchi ; il y avait trois mille Français, et de plus trois mille Suisses payés par Sa Sainteté ; mais ici encore il fallait décompter : « Si les Suisses sont trois mille et plus sur leur contrôle, disait Matteucci, ils ne sont en réalité qu'un peu plus de deux mille. » La maladie les avait décimés. Après une marche lente, il est vrai, mais cependant fatigante, les troupes italiennes étaient parvenues en Lorraine. Là le désastre avait commencé. Les troupes, réparties aux environs de Verdun où les ducs de Montemarciano et de Mayenne tenaient conseil, avaient été obligées de courir nuit et jour la campagne pour surveiller les avant-postes du roi de Navarre. Elles étaient au milieu des vignes ; la vendange n'était pas mûre, il plut trois jours et trois nuits sans discontinuer : la dyssenterie fit de grands ravages. Deux capitaines moururent ; d'autres, comme les deux capitaines napolitains, tombèrent malades.

Les soldats français et wallons subirent le même sort que les

soldats italiens ; telle de leurs cornettes ne garda pas vingt chevaux ¹.

Impressionné par ces malheurs, Matteucci n'était nullement d'avis de compléter les vides par une nouvelle levée faite en Italie. « Les Italiens ne sont pas habitués au climat et à la nourriture du Nord, à cette bière qui sert de boisson, et l'expérience l'a toujours montré, ils sont décimés par la maladie et les accidents. Les Espagnols sont de même éprouvés, ou bien en arrivant ils doivent se reposer toute une saison. Je trouverais donc, disait Matteucci, plus utile et moins coûteux de prendre des soldats wallons, dont la solde serait minime : le roi d'Espagne leur paie, il est vrai, trop peu, encore que le duc de Parme, à son entrée en France, les ait augmentés de quatre-vingts écus par compagnie et leur ait donné une gratification plus ou moins importante pour la fourniture de l'équipement ; j'attribuerais deux écus par soldat et trois cent soixante florins environ pour tous les officiers, de plus la fourniture des piques et des mousquets. » Toutefois le commissaire général observait justement qu'il faudrait en parler au duc de Parme et aux ministres espagnols, car il était à craindre qu'ils ne permissent difficilement une levée de Wallons.

Les Allemands des pays de Clèves, de Juliers et des frontières des possessions espagnoles entre le Rhin et la Meuse, comme la Gueldre et la Frise, étaient de bons soldats. « Ils valent les Wallons, peut-être sont-ils meilleurs, mais comme le duc de Parme a trente compagnies de ces gens-là et que le pays n'est pas grand, il ne voudra pas y permettre une levée. »

« J'approuverais donc, écrivait Matteucci, un traité avec les Wallons, avec les Allemands et bas Allemands, afin de se débarrasser ainsi des frais de transport de vivres et de munitions. Si on fait venir des Italiens, ces dépenses n'ont pas de fin. » Matteucci réclamait néanmoins quelques officiers généraux italiens, car « le nom italien, disait-il, est en bonne réputation. »

Avec quarante mille écus on garderait donc quatre mille fantassins, mille chevaux et tous les officiers. Quant aux Suisses, le

¹ Ils eurent beaucoup à souffrir : en des moments et en quelques endroits on paya la cruche d'eau un jules, et le vin un écu : toute ferrure de cheval un écu pour le moins.

commissaire général ne les aimait pas, et s'il était venu à Amiens, à quatre lieues de l'armée, c'était sans doute pour attendre un secrétaire envoyé à Anvers dans le but d'avoir de l'argent, et pour recevoir plus tôt des nouvelles ; mais aussi il avait voulu « se délivrer des continuelles, importunes, extravagantes et exorbitantes prétentions des Suisses, qui refusent de marcher s'ils ne sont assurés d'être payés. » Ils avaient entendu dire au duc de Montemarciano qu'il n'y avait d'argent que pour huit payes seulement ; or, comme ces huit payes étaient faites, ils augmentaient leurs prétentions sans tenir compte du traité passé avec eux. Ils étaient venus trouver le duc de Parme, soi disant pour demander un sauf-conduit, mais au fond afin de traiter avec les agents espagnols. Le duc de Parme, après en avoir délibéré avec le duc de Montemarciano, fit payer aux Suisses huit mille écus pour parfaire l'acompte de dix mille écus déjà soldés sur la huitième paye, et il s'engagea à restituer au banquier Zamet douze mille écus déjà prêtés à Matteucci. On avait ainsi le moyen d'attendre les ordres du nouveau Pape ; ils étaient pressentis, car le duc de Parme montrait des lettres du duc de Sessa, ambassadeur d'Espagne près le Saint-Siège, d'après lesquelles le sacré collège avait confirmé la résolution, prise par le pape Innocent IX, de continuer à donner deux cent mille écus pendant quatre autres mois. C'était vrai, mais Matteucci faisait cette réflexion : « S'il n'y a pas d'argent avant le 10 février, qui sera la neuvième paye, on en sera au même point avec les Suisses. »

Les 29 et 30 janvier, on fit près d'Amiens la revue des troupes catholiques. D'un côté marchaient les chariots et les bagages, flanqués par la cavalerie ; au milieu l'infanterie, « en escadrons, » et plus loin l'artillerie. Le duc de Parme, escorté de son fils, des ducs de Montemarciano, de Mayenne et de Guise, du marquis del Vasto, du prince d'Ascoli, passa au milieu des rangs. Les Suisses, réduits cependant à deux mille piquiers, quatre cents haliebardiens, cinq à six cents arquebusiers et mousquetaiers, « y firent aussi belle figure que n'importe quel régiment de l'armée. » Aussi don Diego d'Ibarra, un des ministres espagnols, ne put s'empêcher de se tourner vers le duc de Montemarciano pour lui dire : « Eh bien, Votre Excellence voulait licencier cette belle troupe ! » A quoi le duc répondit : « Votre Seigneurie a bien fait de trouver le moyen de la retenir. »

Matteucci ne tarissait pas d'éloges sur l'amabilité du duc de

Parme, son grand air et ses connaissances du métier ¹ ; mais les Français étaient moins charmés de voir chez eux tant d'étrangers. La tête basse, ils se rappelaient les malheurs plusieurs fois survenus dans ce royaume, lorsque des armées, appelées en amies, avaient bientôt pris le pas sur les nationaux : ils craignaient qu'à la longue elles ne s'emparassent du pays, et frappés de l'activité, de la vigilance déployées par le duc de Parme, ils le tenaient pour un lion doublé d'un renard ².

Le commissaire général Matteucci calculait qu'avec l'argent de trois mois pour la paye des Suisses, on entretiendrait les Italiens pendant plusieurs mois ; il répétait que les hommes à louer en Flandre coûteraient moins cher qu'en Italie, où chaque soldat reviendrait toujours à trente ou quarante écus. Mais il ajoutait encore : « Si les capitaines sont italiens, le corps jouira d'une meilleure réputation. » Alors, continuait-il, « on reformerait une armée catholique de quatre mille chevaux, dont douze cents reîtres et seize à dix-huit cents chevaux français, commandés par les ducs de Mayenne, de Guise et d'Aumale, sans lances, mais tous armés de cuirasses et de longs pistolets de la plus récente fabrication ³. » Si le duc de Nemours venait, si on appelait les garnisons, le chiffre des soldats s'élèverait encore ⁴.

Quant à l'artillerie, « il faut bien réfléchir, disait Matteucci, si l'armée ecclésiastique doit en avoir ou non. En France, je regarde l'artillerie comme très nécessaire, car il y a à prendre de nombreux châteaux de gentilshommes répandus dans tout le pays. Cependant la dépense est plus grande qu'à la première vue il ne paraît, à cause des provisions, des munitions et de la quantité de chevaux employés par l'artillerie ; elle dépense à elle seule le tiers de ce que coûte l'armée. »

¹ « Andava hor qua, hor la, da tutti li lati et parti considerando la qualità et quantità di tutto il corpo dell' essercito, dando gl'ordini, intendendo et resolvendo con molta facilità et gravità manierosa. »

² « Francesi poco contenti di vedere in casa loro tante forze straniere radunate insieme tanto imperio et tanta maiesta, riducendosi talhora a memoria li stravaganti accidenti . . . et sopra tutto l'accortezza et vigilanza con le quali l'Altezza di Parma accompagna la sua bravura che l'hanno per un Leone volpeggiante. » *Archives du Vatican, Lettere*, t. VIII, p. 39.

³ « All' uso moderno. »

⁴ *Archives du Vatican, Lettere*, t. XXXVIII, p. 33. Lettre du 31 janvier 1592.

Le duc de Montemarciano avait jusqu'à présent commandé les troupes du Pape ; mais, en apprenant la mort de Grégoire XIV son oncle, il avait demandé son rappel. Quel serait donc le chef de l'armée si le duc de Montemarciano ne pouvait rester ? Mgr Matteucci se posait cette question, et il répondait : « Il faudrait quelqu'un de la famille du Pape ¹, car autrement les capitaines expérimentés et capables obéiront difficilement. Il faudrait de plus qu'il sût la guerre telle qu'on la fait aujourd'hui, car il y a de la différence entre cette guerre et la guerre d'il y a quelques années ; tous les dix ans elle se transforme. Il faudrait en outre que ce chef eût la confiance du duc de Parme, des ministres espagnols et des seigneurs, qu'il fût homme de bien et sût se concilier l'affection. Il devra avoir l'autorité de généralissime, et cependant ne porter que la cornette, non l'étendard, afin de sauvegarder la dignité du Saint-Siège, car il est impossible qu'il ne soit pas soumis aux chefs des troupes plus considérables, sans l'assistance desquelles il ne pourrait rien. »

Si le soldat attirait la pensée de Matteucci, l'argent à trouver pour le payer le préoccupait plus encore. Le Souverain Pontife en fournissait ; mais combien il fallait en laisser entre les mains des banquiers ! De Lyon à Anvers, place où l'on concentrait les ressources, on prenait vingt à vingt-cinq pour cent ; d'Anvers en France, auprès de l'armée, on prenait quinze pour cent ; de Rome à Milan, on perdait encore quatre à six pour cent. Mais comme l'écu d'Espagne, ou la pistole, ne faisait aucune différence en France et à Rome, tandis qu'en Flandre l'écu d'Espagne valait quatre baïoques de plus et celui de France six, Matteucci conseillait de rassembler à Milan tout l'argent disponible et de le faire changer en écus d'Espagne. Mais pour le faire passer, quelles difficultés ! On ne pouvait aller d'une ville à une autre sans escorte, ni même sortir à un quart de mille hors d'une place sans être accompagné, car on rencontrait à chaque instant les coureurs du roi de Navarre. Il n'y avait alors ruses que l'on n'essayât. On mettait l'argent enveloppé dans des barils de clous ou autres marchandises semblables, ou bien on l'assurait en payant tant pour cent, et on l'envoyait par la voie plus sûre mais plus longue de l'Allemagne.

Ainsi les recettes arrivaient diminuées de moitié et les dépenses,

¹ « Che sia del sangue. »

au contraire, augmentées considérablement, s'élevaient plus haut que les prévisions. Pourquoi étaient-elles augmentées ? D'abord un ordre du Pape, ou la volonté du trésorier, faisaient remonter les provisions de beaucoup d'officiers au jour où leurs patentes avaient été signées, ou au jour du départ de Rome ; ensuite de larges gratifications avaient été distribuées aux troupes, afin d'empêcher la désertion ; mesure coûteuse, mais nécessaire, car en face de l'armée catholique le roi de Navarre réunissait trois mille chevaux français, trois mille reîtres et onze à douze mille hommes d'infanterie, dont six mille Français, deux mille Suisses, deux mille lansquenets, quinze cents Anglais¹, répartis en compagnies dont chacune avait son chapelain.

Après avoir ainsi examiné les forces des catholiques et des protestants, Mgr Matteucci concluait : « Le duc de Parme n'a aucune raison, d'après le jugement des capitaines, de hasarder avec une bataille les États de Flandre et le reste. Placé désavantageusement, car pendant plusieurs milles il n'a pas de retraite sûre et peut souffrir du manque de vivres et de fourrages, il conduit son armée, dispose son camp, place son artillerie et choisit ses positions de telle manière que l'attaquer paraît impossible ; il ira donc à pas lents, ne lèvera pas le pied d'un endroit sans savoir en quel autre il le posera ; il fera battre les chemins jour et nuit et surveillera les troupes de l'ennemi, composées en grande partie de nobles qui combattent par goût et pour obéir à l'honneur.

« Le duc de Parme n'a pas dessein d'offrir la bataille à son adversaire ; mais, en grand capitaine, il se tiendra toujours prêt à la présenter s'il le peut avec avantage, car les faits d'armes donnent la suprématie. Quant aux Français, ils ne parlent que de se battre. Le duc de Mayenne, on le comprend, désire la bataille. S'il est vainqueur, il reconquiert son prestige évanoui et l'affection des peuples, en partie perdue ; il pourrait dès lors aspirer à la couronne ; s'il est vaincu, il trouve un motif ou une excuse pour entrer en arrangement avec le roi de Navarre². »

Le roi de Navarre, de son côté, connaissait l'infériorité de son infanterie ; mais il devenait audacieux avec sa cavalerie, compo-

¹ Ceux envoyés précédemment à Rouen avaient été anéantis par les maladies et les sorties des assiégés. La reine en avait envoyé dernièrement douze cents.

² Archives du Vatican, *Lettere*, t. XXVIII, p. 861. Lettre du 23 déc. 1592.

sée de ces « nobles qui se battent autrement que les mercenaires et lui ont donné déjà la victoire » à Coutras sur Joyeuse et à Ivry sur Mayenne. Il marchera donc en calculant toutes les chances ; il contiendra son impatience et sa précipitation naturelle par la prudence de sa marche. Il licenciera ses troupes pendant l'hiver, et, avec l'aide des rebelles de Flandre, des princes protestants, de la reine d'Angleterre et aussi grâce à ses propres ressources, il sera toujours à même d'en réunir au printemps.

« Il vit ainsi avec économie. Il dépense cent mille écus là où ses adversaires en dépensent un million, car il exige les vivres *jure regio* et non *jure precario* comme les autres. Il y a donc pour le roi de Navarre un profit évident à gagner du temps, car chaque jour il fait des progrès dans l'opinion. Il attend du reste beaucoup de la mort du roi d'Espagne Philippe II. »

II

À côté du roi de Navarre, les Ligueurs cherchaient à prendre le pouvoir, car « pendant qu'il n'y a pas de roi, écrit Matteucci, chacun fait le roi et s'établit à son gré. Les Ligueurs tirent des princes et des puissances étrangères, sous prétexte de la justice apparente de leur cause ¹, le plus d'argent possible ; ils exigent les contributions dans les villes et les campagnes ; mais ils ne s'entendent pas, et leurs discordes s'augmentent par des rivalités entre mesdames de Guise, de Mayenne, de Nemours et de Montpensier. Ces dames dominant et portent les culottes ² ; les Ligueurs ont moins de puissance qu'on ne croit et sont semblables à ces grandes figures qui de loin imposent, mais qui de près laissent voir leurs imperfections. Chacun amène l'eau à son moulin. Les villes de leur parti paraissent nombreuses, mais elles n'obéissent point au duc de Mayenne, ne le soutiennent pas dans la guerre, et gardent leurs ressources pour se conserver, ou vivre indépendantes en se gouvernant à leur guise. »

Les Espagnols, voyant cette faiblesse des Ligueurs, offraient bien leur concours ; mais, disait Matteucci, « les Français n'ont

¹ « Almeno sotto colore della giustizia apparente della causa. »

² « Che dominano et portano le brache et si coprel'un l'altra li disegni. » Archives du Vatican. *Lettere del Nunzio*, t. XXXVIII, p. 533.

point de confiance dans les Espagnols, et les actes des ministres espagnols ne l'inspirent pas, il est vrai, aux Français : leur but n'est pas de faire nommer un roi, mais de réduire le royaume en petits États : si on ne s'y prend donc à temps, les villes catholiques découragées pourraient bien se jeter entre les bras de l'hérétique ¹. »

Le président Richardot et Cosme Massi avaient eu, le 13 janvier 1592, une conférence avec le président Jeannin, représentant spécialement le duc de Mayenne, et M. de la Chastre, représentant le duc de Guise ². On avait reconnu la difficulté de chasser l'hérétique Béarnais, désormais très puissant, et la nécessité pour le roi d'Espagne de dépenser huit ou dix millions en deux ans afin de pacifier le pays ; on avait aussi parlé de mettre le royaume sous l'obéissance de la sérénissime Infante, fille de Philippe II ³. Mais Jeannin et la Chastre trouvèrent cette élection difficile « dont je fus marri de l'ouyr, » disait d'Ibarra. « Je ne sais, écrivait de son côté Matteucci, si ce sera bien reçu des Français, et si cette ouverture ne leur donnera pas nouveau sujet de prêter l'oreille à des propositions d'accord avec le roi de Navarre ⁴. » Cependant Diego d'Ibarra avait fait aux chefs ligueurs les propositions les plus séduisantes. Il avait offert une armée de seize mille hommes de pied et de quatre mille chevaux, dès que l'Infante serait élue reine, et il écrivait au roi Philippe II : « Si tout ne lui vient en main par les forces de V. M., l'Infante ne pourra être en sûreté ; on ne tirera jamais du royaume ce qui sera nécessaire pour résister au roi de Béarn. Puis Diego d'Ibarra laissait percer son ressentiment contre Jeannin et la Chastre, et il écrivait : « Les Français sont les gens les plus sujets à leur profit que j'ai jamais connus. » En un autre passage il ajoutait : « Les Français sont insatiables. » Ce mécontentement de Diego d'Ibarra fait assurément honneur au patriotisme de M. de la Chastre et du président Jeannin.

Le cardinal Sega connut les négociations ouvertes par Philippe II, mais il ne les approuva pas, car il apercevait les difficultés où elles entraînaient.

« Les mauvaises relations du duc de Mayenne avec les mi-

¹ Archives du Vatican, *Lettere*, t. XXXVIII, p. 533.

² *Ibid.*, t. XXVIII, p. 941. Conférences de la Fère et de Lihons-Saintot.

³ *Mém. de la Ligue*, t. V, p. 63.

⁴ Archives du Vatican, *Lettere*, t. XXVIII, p. 941.

nistres espagnols, écrivait Matteucci, se sont accrues par leurs instances continuelles à demander ce qu'il désirerait et de choisir la portion du royaume où il voudrait s'établir : ils promettaient de l'aider avec toutes leurs troupes si l'infante d'Espagne était déclarée reine et se mariait ensuite avec qui il plairait au roi (ils ne nomment personne). Toutefois ils admettaient le consentement des États de France. Ne demandaient-ils pas aussi au duc de Mayenne de leur concéder des places (ils n'en fixaient pas le nombre), pour y garder en sûreté leurs approvisionnements de navires et leurs munitions de guerre ? — « Il n'est pas en mon pouvoir de l'accorder, avait répondu le duc de Mayenne, car lors de ma nomination de lieutenant-général j'ai prêté serment de conserver le royaume intact ; » il s'excusa au surplus de ne pouvoir agir sans l'avis des États généraux et des Princes.

Le duc de Guise se montrait également peu satisfait des Espagnols et se plaignait ouvertement de n'avoir, dans son malheur et dans sa prison, reçu jamais, ni en paroles, ni en argent, un secours du roi catholique et de ses ministres. Depuis vingt-cinq jours environ il avait envoyé en Espagne l'évêque d'Avranches, frère de Péricard, l'ancien secrétaire de son père, pour exposer sa situation et parler de son désir d'aller faire la guerre en Gascogne et en Poitou où il était attendu, mais il conservait peu d'espoir d'être secouru. Est-ce que la promesse faite à sa mère de lui donner la pension de douze mille écus dont jouissait la reine d'Écosse avait été tenue ? Une autre promesse de quinze mille écus, faite il y a deux mois, par J. B. de Tassis, Moreo et B. de Mendoza, pour les bijoux engagés par le duc son père, n'avait pas eu plus d'effet, et quand il était allé, au mois de décembre précédent, trouver le duc de Parme à Landrecies pour lui demander un peu d'argent, le duc avait voulu lui donner seulement quatre mille écus. Le duc de Guise les avait refusés ; et si ensuite, grâce à l'intervention de Mgr de Plaisance, il en avait reçu dix mille, il disait bien haut qu'il « ne voulait être ni huguenot, ni espagnol, et que plutôt que d'être espagnol il prendrait le parti de Navarre, » si toutefois ce prince voulait se réconcilier à l'Église. « Je n'ai, ajoutait-il, aucun crédit, et ma seule puissance est mon nom, les mérites acquis par mon père au prix de mille fatigues, de son sang répandu, de sa vie sacrifiée pour conserver le royaume et la religion. » Mais le jeune duc promettait de veiller toujours à la garde de ce bien.

Matteucci, pas plus que les ducs de Mayenne et de Guise, n'était ébloui par l'habileté des Espagnols. « Les ministres, écrivait-il, conduisent les pièces du damier à leur manière : avec un dé ils jouent à plusieurs jeux ; ils font hiverner leur armée à l'étranger aux frais de l'étranger, et conservent ainsi leurs revenus de la Flandre ; ils voient leur ennemi naturel se consumer et les autres dépenser pour leur service ; ils voient se diviser en petites puissances et en mille parties le royaume qui pourrait faire contrepoids à leur empire et tenir la chrétienté en équilibre pour repousser quiconque aspirerait à la monarchie européenne ¹. »

Les Espagnols se flattaient d'avoir pour eux les nobles, ou du moins de ne pas les avoir contre eux : « On dit la noblesse fatiguée du roi de Navarre, écrivait Matteucci, et il est vrai, elle le sert de très mauvaise humeur, car il la commande avec autorité ; mais les nobles se donneront au grand Diable, disent-ils eux-mêmes, plutôt que de se soumettre aux Espagnols. » Sur ce point toute la noblesse royaliste et les Ligueurs eux-mêmes étaient d'accord.

« Personne parmi les chefs n'inclinait aux étrangers, hormis un petit nombre gagnés par l'argent. Supposez, disait-on, que Navarre vienne à mourir ou éprouve un malheur, on l'abandonnera, mais on se ralliera autour d'un autre prince du sang, parce que autrement la porte serait ouverte aux prétentions, au démembrement du royaume et à son complet anéantissement. Il n'y a pas d'autre voie non plus pour rompre l'attachement de la noblesse au roi de Navarre, pour préparer l'union du royaume et avec la paix restaurer l'obédience ecclésiastique, le culte divin, terminer les discordes, les guerres civiles, supprimer enfin les dépenses du siège apostolique. Si Navarre est exclu et si on écarte tous les princes de la maison de Bourbon, à qui peut revenir le royaume ? Qui sera assez fort et assez capable pour soutenir la guerre contre le roi de Navarre ? Ce serait perpétuer les discordes civiles et tenir le royaume éternellement divisé. »

Le duc de Mayenne le comprenait, et, ne voulant pas se jeter entre les bras de l'Espagne ², « comme il y avait entre lui et les

¹ « Vedono... dividere in piccoli potentati et in mille parti il regno che può fare all' imperio loro contrapeso et tenere la christianità in equilibrio per propugnacolo de chiunque aspirasse alla monarchia di Europa. »

² G. de Saulx-Tavannes dit dans ses *Mémoires* que le duc de Mayenne

ministres espagnols un échange de mauvais procédés, il était prêt, si Navarre voulait se réconcilier à l'Église, à le servir fidèlement. Il sentait bien que ni lui, ni aucun membre de sa maison, ne pouvaient prendre la couronne. Il y aurait en effet à cette prétention beaucoup de difficultés : la noblesse surtout s'y opposerait tout entière ; les princes de sa famille, quoique divisés entre eux sur plusieurs points, sont d'accord sur celui-ci. Le duc de Lorraine surtout est très décidé à entrer en relations avec le roi de Navarre, et il sera sans doute le premier à donner l'exemple. Le duc de Mercœur, très peu satisfait des ministres d'Espagne, est prêt à se joindre à ses parents.

Si le roi de Navarre persistait dans son aveuglement, le duc de Mayenne avait le dessein de faire comprendre aux Princes du sang qu'il fallait s'unir entre eux — il leur laisserait pour gage de sa sincérité ses fils en otages ; — alors on nommerait un roi catholique, capable de rétablir la Religion et de rendre au royaume son unité. Quant à lui, il était résolu de se rallier à un prince de la maison de Bourbon, car si le royaume revenait à un autre en dehors de cette famille, la porte serait ouverte au démembrement et aux prétendants. »

Aussi les Espagnols insistaient et désiraient vivement la réunion des États-généraux pour procéder à la nomination d'un roi. « Il importe peu, ajoutaient-ils, que tous les députés interviennent ; il suffira que la nomination soit faite. » Ils espéraient avec de l'argent acquérir beaucoup de votes tenir l'assemblée des États à Paris ou à Reims. Dans cette dernière ville ils étaient sûrs du capitaine Saint-Paul. Au lieu d'être actuellement avec ses troupes à l'armée du duc de Mayenne, Saint-Paul était depuis peu de jours revenu en arrière. Il prétextait la nécessité de garantir les places de son gouvernement contre les attaques de Turenne, mais au fond il voulait, dans un intérêt espagnol, mettre garnison dans Reims et se rendre maître de la ville. Les ministres espagnols avaient ainsi pour eux une bonne lance dont l'autorité s'étendait sur Mézières, Rethel, Vitry, etc. Aussi avaient-ils déjà engagé les députés de Paris, venus à Rethel, à presser le duc de Mayenne d'ouvrir les États-généraux. S'ils étaient tenus à

eut le mérite de rester sourd aux coupables conseils et « d'aimer mieux se perdre que de donner ses villes aux Espagnols. » On peut, sur bien des points, prendre la défense du duc de Mayenne contre les accusations de M. Poirson dans son *Histoire de Henri IV*.

Paris, comme les habitants ne s'entendaient bien ni avec le roi de Navarre, ni avec le duc de Mayenne, ne seraient-ils pas nécessairement à leur discrétion pour condescendre à la nomination de l'Infante ? Les Espagnols s'agitaient également pour gagner M. de la Chastre, et ils avaient donné quinze mille écus au doyen de Reims pour l'avoir dans leur parti.

Toutefois il paraissait difficile de convoquer en ce moment les États pour nommer un nouveau roi. Laissant de côté, sans la discuter encore, la question du lieu et de la forme de la convocation, le meilleur avis, disait-on, est qu'il n'est pas temps de les réunir. Si, pour délivrer la France et tous les esprits du soupçon que le Roi voulait détruire ce royaume et le réduire en provinces, l'on jugeait utile d'arriver promptement à cette élection, on croyait cependant plus sûr et plus profitable d'attendre une meilleure situation des affaires, car les forces des Ligueurs étaient à présent diminuées ; ils avaient perdu des partisans et des places ; leur réputation s'était amoindrie.

Le choix, d'ailleurs, ne pouvait-il fournir à bien des gens un prétexte pour adhérer plus obstinément à Navarre, et beaucoup de villes, fatiguées de la lutte, ne le saisiraient-elles point pour se séparer de l'Union ? Une chose est claire, disait Matteucci : le choix ne peut tomber que sur une seule personne, et cette seule personne venant occuper le trône, les autres se retireront mécontentes et indignées. On estimait donc meilleur d'attendre, pour rétablir les affaires, une victoire que la présence des troupes alliées permettait d'espérer. Alors, en un lieu sûr, avec calme, aux applaudissements et avec le concours de tous, on pourrait traiter la question de la monarchie. On avait alors la ferme espérance de voir les sacrifices faits par un homme de bien obtenir la glorieuse récompense due à ses honorables travaux. Une fois le calme ramené par la paix, et la guerre civile ne bouleversant plus les provinces, on pourrait réunir immédiatement l'assemblée des États, dont aujourd'hui la convocation demanderait six mois.

Pour mieux réussir aux futurs États, les Espagnols nouaient des intelligences dans beaucoup de villes. Déjà ils avaient gagné le sénéchal de Montélimar, gouverneur de la Fère, où le duc de Parme avait laissé une garnison de trois cents lansquenets, sous prétexte de défendre les munitions de bouche et de guerre qu'il y avait fait conduire.

Le duc de Mayenne avait fait des objections sur cette occupation ; mais le duc de Parme avait promis, foi de prince, de restituer toujours la place, « qui est en beau lieu et très forte, » disait Matteucci. Les promesses faites au gouverneur n'ayant point jusqu'à ce jour été tenues, on le disait désolé et plein de repentir.

Les Espagnols avaient mieux réussi ailleurs. « Il ne faut pas se dissimuler, disait Matteucci en révélant admirablement les projets formés, il ne faut pas se dissimuler que la majeure partie des villes et des particuliers sont très fatigués de cette longue guerre, où ils se voient chaque jour traités de mal en pis par leurs amis, plus encore que par leurs ennemis. Une opinion s'est alors répandue parmi le bas peuple et les ouvriers : elle a déjà cours dans quelques villes et est entretenue avec beaucoup d'artifice. Pour maintenir, disent-ils, l'intégrité du royaume et assurer le repos public, pour jouir de nos biens, de nos familles, nous avons besoin d'un roi. Or, Navarre est un hérétique, les autres princes de sa maison sont également suspects et pauvres, les Ligueurs se sont affaiblis ; nous aurons ainsi une guerre perpétuelle et ne verrons jamais la fin de nos tribulations. Nous ne pouvons nous tourner vers le Pape : il ne nous recevrait pas ; puis il vit aujourd'hui et demain il meurt. L'empereur est un mendiant ; donnons-nous au roi Philippe : il est si grand, si puissant et si riche ! il nous protégera, nous aidera, et chacun, maître de son bien, en jouira paisiblement. Cette combinaison est très répandue et acceptée ¹. Les Ligueurs n'en dorment pas, et s'efforcent d'ouvrir les yeux en beaucoup de villes où ils prétendent que les ministres catholiques entretiennent des intelligences. Les derniers troubles de Paris n'ont ni découragé ni décontenancé les Espagnols ; cet événement serait même pour eux le vrai chemin pour réaliser leurs désirs, car l'autorité de Mayenne et des autres Ligueurs a baissé ; ils veulent désormais être très économes et réservés à donner de l'argent : ainsi ils regrettent d'avoir à Landrecies fourni au duc du Mayenne cent mille écus, dont trente mille furent employés lors du dernier événement. Sans cet argent ils ne fussent pas arrivés, car le duc ne pouvait se rendre à Paris. Les Espagnols le font assez comprendre : à l'avenir ils veulent distribuer eux-mêmes l'argent aux Ligueurs,

¹ « Questa pianta ha tante radici et spassi in modo li rami che di tutto n'è nato. »

à leurs partisans et à leurs soldats, afin de diminuer l'autorité des chefs et prendre eux-mêmes l'influence. »

« Le motif qui porte les villes à recourir au roi d'Espagne vient principalement — outre leur lassitude de la guerre — de leur mécontentement contre le duc de Mayenne, car toujours, d'après le rapport de Matteucci, elles le voient aspirer à la couronne. Or, en France, écrivait l'agent pontifical, on fait peu de cas des seconds enfants, appelés cadets, et le duc de Mayenne est un cadet. Les villes lui reprochent encore de mal disposer des bénéfices ecclésiastiques et d'avoir une mauvaise conduite¹. Le Prométhée de cette combinaison est un frère cordelier, Mathieu Biscaglino. Ce religieux est allé à Paris et ailleurs pour traiter avec ces messieurs de la Ligue; puis il est retourné en Espagne. » Matteucci l'apprenait de bonne source : le frère Mathieu avait porté au roi Catholique les adresses d'habitants de Paris, de Lyon, d'Orléans, d'Amiens, d'Abbeville, de Rouen, de dix-sept villes enfin, qui suppliaient Philippe II d'être en ce moment leur protecteur et plus tard leur roi. On sollicitait la présence des troupes espagnoles. « Ce Père est très entrant, écrivait Matteucci, et il intrigue avec les femmes de messieurs de Guise. Elles ont fait révéler ces détails au milieu de leurs conversations, car les femmes de ce parti sont très adroites, très habiles; elles pénètrent dans les affaires et s'y entremettent plus que les hommes. »

Le duc de Mayenne ayant ainsi appris les démarches des villes, voulut connaître les signataires des adresses : « S'ils viennent à être découverts, ils voudront avoir le duc de Mayenne entre leurs mains pour l'ensevelir vivant. » Le frère Mathieu se tenait alors en Bretagne, à Nantes, dans la maison des Retz, et, comblé de présents par tout le monde, il poursuivait la combinaison.

Les habitants de ces mêmes villes avaient également eu recours au duc de Parme et lui avaient remis des signatures. Son Altesse les avait beaucoup remerciés, mais s'était excusé de ne pouvoir accepter aucune proposition sans l'ordre du Roi son maître. Recevrait-il même cet ordre, le moment d'agir ne lui semblait pas venu, et, sans s'engager, il avait envoyé seulement de très gracieuses paroles. Voulait-on savoir le fond de toute l'affaire, ajoutait Mgr Matteucci, il fallait adroitement donner de l'espoir à ce religieux et l'appeler à Rome. Le prétexte

¹ « Imputarlo di carne et d'umanita libera. »

apparent de ces grandes menées est de faire publier et recevoir le concile de Trente.

Pour échapper à ces intrigues, pour gagner du temps et avoir l'occasion de mieux ouvrir les yeux, le duc de Mayenne, très mécontent de découvrir à Paris plus d'un pensionnaire de ce roi d'Espagne dont il n'avait jamais voulu accueillir les demandes, écoutait alors les conseils de Villeroy ; or Villeroy s'entretenait avec du Plessis-Praslin, un des principaux adhérents du roi de Navarre, et le duc de Mayenne répondait aux ouvertures. « Il était prêt, disait-il, à reconnaître le Roi et à traiter avec lui, s'il voulait être catholique et y procéder de bonne foi, mais il ne le pouvait prier par écrit public, de peur des Espagnols. » Mayenne demandait à du Plessis de conférer à ce sujet avec le duc de Nevers. Mais le Roi, comme le disait un de ses compagnons, M. de Givry, à M. de la Chastre, le Roi voulait d'abord être reconnu de ses sujets et après se faire instruire ¹.

Villeroy, dans ses *Mémoires*, a noté plusieurs essais de négociation, « négociation si nécessaire à tous et toutefois si traversée de toutes parts que j'ai souvent creu que Dieu nous avait jugez indignes de jouir de la paix en nos jours. » Il dit ailleurs, avec son grand sens : « Jamais négociation ne fut plus difficile à enfourner que celle-cy de la paix, car chacun disoit la vouloir, mais personne ne vouloit faire ce qui estoit nécessaire pour y parvenir. »

Le duc de Mayenne insistait cependant, écrivait Villeroy ; car, si le Roi se convertissait, « il ferait cesser les menées des étrangers qui étaient fort grandes et avancées. » Le duc de Mayenne le savait très bien, et lorsqu'il était venu à Paris en grande hâte pour réprimer les derniers troubles, don Diego d'Ibarra avait couru après lui. Heureusement, si les ministres espagnols convoitaient la France comme une proie, ils étaient, sur les voies et moyens d'arriver à leur but, divisés en deux opinions pour ainsi dire

¹ Le Roi envoyait le sieur de la Verrière au cardinal de Gondy et à Villeroy « pour nous faire aboucher, écrit ce dernier, nous donnant l'espérance d'embrasser les conseils qui luy seraient donnez par lesquels elle pourrait avec honneur satisfaire au désir des catholiques et l'aider de l'autorité de Sa Sainteté. »

M. de la Chastre ayant fait dire au Roi par M. de Givry que, s'il changeait de religion, il offrait de le reconnaître, Givry répondit que « S.M. voulait être reconnue et après se faire instruire, ce que le Président me manda avoir fort refroidi nos Princes. » *Collect. de mémoires*, t. LXII, p. 77.

diamétralement opposées ¹. « Don Diego d'Ibarra, avec sa nature ardente et prompte à l'action, désireux d'arriver au but pendant la vie du Roi son maître, s'appuyait principalement sur les intelligences nouées dans les villes. Il aurait voulu sans délai poser le pied dans quelques-unes d'entre elles, où le peuple gouvernait. A force d'argent, ne pouvait-il espérer en devenir le maître ? Une garnison espagnole occupait déjà la Fère ; on en mettrait une à Corbie, à Abbeville, à Amiens, à Roye, afin d'occuper toute la Picardie et le cours de la Somme. Ainsi appuyé sur ces places et sur la Flandre, il ne resterait aucun obstacle ou place importante du côté de Paris, et, d'une manière ou d'une autre, il provoquerait la déclaration du royaume en faveur de l'Infante.

« Bernardino de Tassis, au contraire, lent, flegmatique et très prudent, mieux d'accord par conséquent avec le mouvement de l'horloge du conseil d'Espagne, observait qu'on n'avait pu rien terminer en vingt-quatre années et que la guerre commençait même actuellement dans les États de Flandre. Il se montrait donc opposé à suivre une nouvelle entreprise si importante. Il était un de ceux qui avaient lancé le roi d'Espagne dans les affaires de France, mais « une longue expérience lui avait appris qu'avec les têtes mobiles des Français, les projets ne réussissent pas si facilement. Ils changent en effet d'opinion, ne persistent pas beaucoup en un parti et le même jour prennent à chaque heure des résolutions différentes. Difficilement on peut tirer d'eux la vérité : en apparence ils se montrent dégoûtés et ils repoussent ce qu'au fond du cœur ils désirent le plus. Embarrassés à présent dans leurs intrigues ils estiment que ce projet éveillera des jalousies. Il est délicat à conduire, dangereux, et peut facilement mener à un accord avec le roi de Navarre, accord continuellement soupçonné. On pouvait réunir une force de huit à dix mille chevaux, mais si elle suffisait à mettre la Flandre sens dessus dessous, elle pouvait plus facilement faire perdre ce que l'on avait, qu'acquérir le royaume.

« Vu le caractère des Français, désireux de combattre vite, Tassis s'arrêtait à la pensée de fatiguer le roi de Navarre pour l'épuiser le plus possible. Un combat avantageux, une débandade de son armée, ou tout autre accident, pouvait rendre maître de

¹ Archives du Vatican, *Lettere*, t. XXXVIII, p. 25. Lettre du 31 janvier 1592.

la campagne : alors on fournirait au duc de Mayenne ou à un autre Ligueur des troupes et de l'argent pour faire la guerre au centre et aux extrémités du pays. Les Espagnols resteraient à s'emparer de Saint-Quentin, de Corbie, et autres places : ils y mettraient garnison et s'étendant jusqu'à la Somme arriveraient ainsi par cette rivière vers Dieppe et les autres places maritimes. Ils n'estimaient pas difficile de s'en emparer. »

Après avoir exposé les deux systèmes des ministres espagnols, Mgr Matteucci concluait en disant : « La dernière opinion prévaudra sans doute : son but principal est de discréditer le duc de Mayenne et les Ligueurs, ou de les rejeter aux extrémités du royaume. Soutenir le duc de Mayenne dans sa charge de lieutenant général du royaume, semble pour ainsi dire aux Espagnols conserver le corps, la tête et le prestige du royaume. »

Ces divergences d'opinion entre les Espagnols, et les dissentiments survenus entre eux et le duc de Mayenne, ralentissaient l'action engagée du côté de Rouen. Les ministres de Philippe II se montraient froids : « ils voyaient le duc de Mayenne fuir les entrevues, éviter de se lier, et en général de traiter les affaires : ils craignaient l'existence d'un traité secret avec le roi de Navarre et les autres membres de la famille de Bourbon ; ils le craignaient d'autant plus que les renseignements transmis par les troupes en garnison dans Rouen et par les Espagnols logés dans la ville étaient unanimes à montrer le siège de la place comme peu sérieux. D'après les règles de la guerre, douze mille fantassins, chiffre le plus élevé des troupes du roi de Navarre, ne pouvaient assiéger Rouen ¹. Jusqu'à présent le roi n'avait rien gagné, et en poursuivant le siège, il obéissait aux désirs des commerçants anglais plus qu'à sa pensée de soldat. »

Mgr Matteucci ne doutait pas de la délivrance de Rouen. Un secours effectif, une diversion ou tout autre incident, pouvaient éloigner l'ennemi ; mais on verra alors, disait-il, surgir de grandes difficultés avec les secrets desseins des partis. Des deux côtés on attend cet événement avec une inquiétude extrême : des

¹ D'après un renseignement communiqué à Rome, le roi avait quarante pièces de grosse artillerie et des munitions pour dix-huit ou vingt mille coups. Il avait cinq mille hommes et beaucoup de coureurs. Arch. du Vatican, *Lettre*, t. VI, p. 246. Les États de Flandre avaient envoyé quatre pièces de canon et des munitions pour quatre mille coups. Archives du Vatican, *Lettre*, t. XXVIII, p. 795.

deux côtés on le désire, et en attendant c'est à qui pourra et saura le mieux dissimuler. Si le duc de Parme retournait en arrière pour prendre des quartiers d'hiver, si les ministres espagnols voulaient occuper quelque place, — et ce ne serait pas difficile, — on pouvait craindre une rupture ouverte entre eux et le duc de Mayenne. Les Ligueurs ne pouvaient souffrir en effet de voir les amis venus à leur secours les traiter plus mal que leurs ennemis : « Ils vont jusqu'à piller et profaner des églises, écrivait Matteucci, violer des monastères de religieuses et commettre des sacrilèges. L'armée espagnole, privée d'argent et de fourrage, s'empare des provisions, brûle, coupe les arbres, enlève les animaux et commet d'autres actes qui rendent les Espagnols odieux. Pour vivre, pour se vêtir, pour se nourrir avec leurs familles, leurs fils et leurs femmes, dont il y a un grand nombre à la suite des troupes, ils détruisent les maisons et ruinent le pays : s'ils se contentaient de consommer pour leur nourriture, il y aurait peu de mal, mais ils pillent et vendent ensuite tout ce qu'ils trouvent, en sorte que les peuples catholiques, opprimés, affligés et renfermés dans les murailles des villes, voyent la guerre établie chez eux, leurs récoltes enlevées, et par conséquent le pays dans l'impossibilité de faire vivre les habitants, à plus forte raison les étrangers. — Au contraire, les partisans de Navarre ont joui et jouissent de leurs biens et de leurs revenus ; ils portent toujours la guerre sur les terres des Ligueurs, ils y campent et y nourrissent leurs troupes. Ils sont toujours persuadés qu'il y a un but autre que de soutenir la religion et un autre objet que de conserver la couronne à un Français. On prend du moins, disent-ils, le chemin de diviser le royaume entre de petits potentats. Si le prétexte de la guerre est de défendre l'Église, le but est l'ambition. Les Ligueurs, princes et particuliers, sont entraînés vers ce but, grâce à des pensions et à des cadeaux. Pour agir ainsi, il faut marcher contre sa conscience et étouffer la voix de la raison, de la gloire, de l'avantage du pays. »

Les catholiques se plaignaient donc à divers titres de la lenteur du duc de Parme. Si Rouen était pris, on l'en rendrait responsable. Le duc avait du reste un abord trop froid et trop réservé pour les gentilshommes français, habitués, disait Mgr Matteucci¹, à parler familièrement avec le Roi lui-même, à toute

¹ Archives du Vatican, *Lettere*, t. XXXVIII, p. 73.

heure et en tout lieu. Lorsque le duc de Mayenne envoyait ses officiers au duc de Parme, il fallait demander audience, et alors ils ne pouvaient souffrir d'attendre. C'étaient là de petits détails sans doute, mais bien souvent ils portent coup.

Voilà donc en résumé quelle était, selon le témoignage de Matteucci, la situation de la France au commencement de l'année 1592 :

L'armée venue d'Italie au secours des catholiques avait été presque anéantie. Elle exigeait beaucoup d'argent, mais comme une action militaire était estimée nécessaire, force était bien de réunir des soldats.

La question politique était plus compliquée. Il n'y avait pas de souverain en France et chacun voulait être roi. La France aurait-elle un roi. Ce roi, quel serait-il ? Le roi de Navarre, hérétique, ne pouvait l'être ; le duc de Mayenne, jaloux par les Ligueurs, n'oserait tenter cette fortune. Les Espagnols laissaient voir leur convoitise et proposaient une Infante. Repoussés par les chefs de la Ligue, ils voulaient provoquer une décision des États ; mais les réunir était difficile, et on cherchait à provoquer un mouvement au sein des villes, lassées de la guerre. Plusieurs d'entre elles envoyaient des adresses à Philippe II. Le duc de Mayenne le savait, et, pour faire échouer ces intrigues, il se déclarait prêt à reconnaître le roi de Navarre si ce prince voulait se faire catholique ; mais le roi exigeait qu'auparavant on reconnût son autorité. Heureusement il y avait dans le conseil des ministres espagnols une divergence d'avis : elle paralysait leurs efforts, et pesait sur les événements militaires dont le dénouement était à Rouen. Les ravages exercés par les Espagnols, plus encore que par les huguenots, irritaient les populations. La défense de la religion n'était donc pas le seul but poursuivi. En même temps les seigneurs de la Ligue, choqués par la raideur du duc de Parme, inclinaient à se ranger au parti du roi de Navarre converti.

Dans ce désarroi, l'intervention du Pape était réclamée par Matteucci comme seule capable de dominer la situation, et c'était la conclusion de l'archevêque. Il voulait que le Pape intervînt entre les princes chrétiens comme un père et un arbitre : « Qu'il commande aux hommes de valeur et d'expérience, écrivait Matteucci, aux hommes habiles, indépendants de caractère, capables de pénétrer dans toutes les affaires importantes, remplis surtout de confiance, désireux d'exécuter intrépidement les ordres du

Saint-Siège dans l'unique but de sauver la Religion et d'établir un roi catholique, national, un roi qui fasse l'union dans le royaume, et relève la discipline ecclésiastique, sans jamais exclure personne, sauf pour cause de religion. Sa Sainteté devrait donner à ces hommes une autorité souveraine pour surmonter vite et bien toute difficulté et tenter un suprême effort, car la tête ne doit pas devenir la queue, le guide ne doit pas se laisser conduire sans avoir pénétré les secrètes intrigues. Puissent donc, sous le libre étendard de la sainte Église, tous combattre sans se jalouser, sans se tendre des pièges, comme on le fait indignement dans un royaume divisé entre étrangers, où il faut avoir sans cesse l'œil ouvert sur tous, sur les amis secrets plus encore peut-être que sur les ennemis déclarés, car partout les pièges sont nombreux et la duplicité règne. »

Voilà quelle longue suite d'observations sur l'état des affaires et de conseils pour les bien mener, Mgr Matteucci présentait au cardinal secrétaire d'État.

Mais la parole allait être aux événements.

III

À la bourse d'Anvers, les négociants et banquiers pariaient deux cents écus contre six cents qu'avant quatre mois Rouen serait au roi de Navarre ; mais le duc de Parme, Alexandre Farnèse, s'appropriait à donner un démenti aux parieurs.

Suivi du duc de Mayenne et des troupes pontificales, Farnèse fit lever le siège de Rouen, et l'ennemi recula jusqu'à Caudebec. Là, le duc de Parme reçut au bras une blessure qui, huit mois après, devait causer sa mort : la retraite devint nécessaire, car déjà les Ligueurs se retiraient. Après avoir cantonné ses troupes en Champagne pour les reposer, le duc de Parme alla se faire soigner aux eaux de Spa. Les royalistes reprirent immédiatement l'offensive, et assiégèrent Épernay ; mais, en venant reconnaître une position pour établir une batterie d'artillerie, le maréchal de Biron fut atteint d'un boulet de canon à la tête et à l'épaule. « Il ne put dire : Jésus ! » Tout l'été se passa pour les deux partis à recruter des troupes en Allemagne, et les opérations militaires furent à peu près nulles.

Du moment où l'on ne se battait plus, on négociait. Il fallait l'acharnement et l'enivrement de la lutte pour passionner les esprits : dans le calme ils ne songeaient qu'aux maux supportés et aux moyens de les réparer. Les négociations étaient, nous l'avons dit, plus ou moins engagées depuis huit mois entre les royalistes et les Ligueurs modérés. A Paris les politiques ou royalistes s'étaient organisés. Ils avaient des lieux de réunion chez leurs colonels, et étaient résolus à s'opposer aux Seize et aux Espagnols.

Les assemblées de bourgeois se succédaient fréquemment et inquiétaient le Parlement ; le 11 octobre, les deux avocats généraux Molé et Séguier furent envoyés au duc de Mayenne pour lui montrer l'extrémité où Paris était réduit.

Le 24 octobre 1592, le duc de Mayenne entra dans la ville : deux jours après, le 26, deux assemblées particulières de quartiers décidèrent de « semondre le Roi de se faire catholique, » et promirent alors de le reconnaître. Le 27, la Cour des Comptes prit la même résolution. Le 30, l'avocat du Roi dit résolument au duc de Mayenne qu'à la vue de la misère générale la nécessité les « contraignait de redemander leur foi. » De nouvelles assemblées tenues, l'une le 31 octobre, et l'autre le 4 novembre, constatèrent la nécessité de traiter avec le Roi, et l'invitèrent à se faire catholique pour mettre fin aux troubles.

Toutes ces réunions et ces délibérations agitèrent tellement l'opinion, que le 6 novembre la faculté de la Sorbonne déclara « séditeuse et impie » toute proposition tendant à traiter avec Henri IV et à le presser de se convertir. Le duc de Mayenne, de son côté, pour arrêter le mouvement, parla de réunir les États généraux du royaume, afin de « pourvoir au général des affaires et au particulier de la ville de Paris. »

Le duc de Parme rentrait en France à la tête de ses troupes pour faire dominer dans les États l'influence espagnole, lorsqu'il mourut le 2 décembre, à Arras, des suites de la blessure reçue devant Caudebec. Le duc de Mayenne convoqua bientôt les États et, tout en se posant en son langage comme chef de la Ligue, il fit des avances aux royalistes. « Si le Roi, disait-il, se fût fait instruire et réconcilier à l'Église, il eût trouvé les catholiques disposés à lui rendre la même obéissance et fidélité. » Mais, disait le duc de Mayenne, comme le Roi persévérerait dans son erreur, il n'était pas loisible aux catholiques de l'accepter. Il

rappelait alors que « souventes fois les Ligueurs avaient fait prier les royalistes catholiques d'entrer en conférence avec eux : si le Roi délaissait son erreur, disait-il, et se réconciliait à l'Église, à notre Saint Père, par une vraie et non feinte conversion, nous apporterions très volontiers notre obéissance pour aider à terminer nos misères. A quoi, chacun sait, continuait Mayenne, qu'il avoit toujours répondu qu'il ne vouloit être forcé par ses sujets, appelant contrainte la prière qu'on lui faisoit de retourner à l'Église, qu'il devoit plutôt recevoir de bonne part et comme une admonition salutaire. » On ne pouvait être plus explicite et marquer davantage la situation des partis, celle des Ligueurs qui réclamaient la conversion du Roi pour devenir ses sujets, celle du Roi qui ne voulait « être forcé » ni céder aux injonctions de ses sujets.

Le duc de Mayenne invita de nouveau les royalistes à envoyer des députés « pour choisir ensemble, sans passion, le remède que nous jugerions en nos consciences devoir être le plus utile pour la conservation de la religion et de l'État, » et le 12 janvier 1593 il indiqua le jour de la réunion. Le Cardinal Légat, proclamant l'inhabilité d'Henri de Navarre à occuper le trône de France, exhorta à son tour tous les catholiques à concourir à l'élection d'un roi vraiment catholique ; toutefois il ne présenta aucun nom. Le roi d'Espagne, dans une lettre « aux nouveaux et futurs députés, » n'avait pas en apparence un autre langage.

Le roi de Navarre jugea la situation et défendit à ses partisans de se rendre à l'Assemblée, où les royalistes auraient été en minorité, et par conséquent annihilés. Une conférence particulière leur permettrait mieux de traiter de puissance à puissance. Les royalistes, avec l'agrément du Roi, adressèrent donc aux États une demande de conférence, « où l'on chercherait les moyens d'assoupir les troubles et de conserver la religion catholique, apostolique et romaine. » C'était un trait d'habileté, car c'était détruire l'autorité des États et rendre illusoirs leurs décisions, puisque tout l'intérêt devait forcément se concentrer dans cette conférence tenue entre les représentants du Roi et les représentants de la Ligue : là devait être dénoué le nœud de la question.

Mais cette offre de conférence serait-elle admise ? « Le vrai moyen pour obvier à la perte totale de la religion catholique, disaient les royalistes, serait une bonne réconciliation entre ceux

que le malheur tient ainsi divisez et armez à la destruction les uns des autres ¹. »

Le projet de conférence entre catholiques seulement fut accepté. Le Légat s'en plaignit d'abord, puis l'approuva, dans l'espoir que les catholiques royalistes pourraient ainsi se réunir à ceux de la Sainte Union. « Nous jugeons comme vous notre réconciliation très nécessaire, avaient écrit les Députés des États dans leur réponse aux royalistes, nous la désirons de cœur et d'affection et la recherchons avec une charité et bienveillance vraiment chrétienne... Louez nous comme gens de bien qui ont eu le courage et la résolution de mespriser tous périls pour conserver leur religion. » On ne pouvait qu'honorer ce langage, et les royalistes surent le comprendre ; nous verrons tout à l'heure qu'ils n'en eurent pas un différent.

Les royalistes, après avoir eu une nouvelle permission du Roi, demandèrent alors que l'on nommât les Députés chargés de représenter les États à la conférence. Le 5 avril, les États adoptèrent en principe l'envoi de « douze personnes d'honneur et de qualité, intègres et expérimentées, très désireuses de voir la religion catholique en sûreté et le royaume en repos. » L'Assemblée, craignant de rompre avec les royalistes, eut la délicatesse de ne pas prendre le titre d'États. Le 21 avril, les Députés furent désignés et la première séance de cette conférence eut lieu le 2 mai.

Une partie des Ligueurs étaient furieux, et « certains placards imprimez furent ficez par les carrefours par desdain de ce que l'on avait accordé la conférence avec les ennemis. » Le secrétaire Desportes, mécontent, écrivait au Pape : « Tant que Sa Sainteté demeurera à se déclarer à bon escient que l'on voye qu'il n'y aye plus de moyen de finir cette guerre que par la ruine de l'un ou de l'autre party, toujours on y procédera avec des conférences et parlemens, qui n'apportent que mal et refroidissement à ceulx qui ont du zèle et de l'ardeur, et non sans raison, puisque nos chefs demeurent plus lents qu'il ne serait nécessaire à nous secourir ². »

¹ A. Bernard, *Procès-verbaux des États généraux de 1593*. Dans la *Collection des Documents inédits de l'histoire de France*, 1842, p. 40.

Lettre du Parlement au Pape, 8 février 1593. Archives du Vatican, *Lettre*, t. XLIII, p. 593.

² Archives du Vatican, *Lettre*, t. XLI, p. 45.

Mais les récriminations devaient être impuissantes, car les peuples étaient las et fatigués de la lutte : aussi, lorsque les Députés des États sortirent de Paris pour se rendre à la réunion, les cris de : « La paix ! la paix ! » ne cessèrent de retentir sur leur passage. Or la paix c'était le Roi. Henri IV le comprit, et pour abaisser les obstacles qui s'élevaient entre lui et le pays, il déclara à son conseil, le 16 mai, qu'il était résolu à abjurer la religion protestante. Le lendemain 17, l'archevêque de Bourges annonça cette résolution à la conférence.

Les calvinistes, la Trémoille, Turenne, indignés de cette désertion, parlèrent d'assembler « ceux de la Religion » pour faire nommer un protecteur et établir des conseils dans les provinces. Henri était ainsi obligé de ménager ses amis : les armes à la main ils espéraient devenir les chefs des Huguenots abandonnés par le Roi ; ce serait donc toujours la division de la France, ce ne serait pas sa pacification. Heureusement un autre protestant, M. de Rosny, eut un avis différent. Mettant de côté son opinion personnelle et l'opinion de ses amis, il eut le courage d'opiner dans le conseil pour la conversion du Roi, et sa conversion à bref délai, comme seul moyen de prévenir la ruine du pays : certes ce n'est pas là le moindre trait de génie du grand Sully. Si le roi avait donné satisfaction aux sentiments des Ligueurs, les catholiques royalistes comprirent à leur tour la nécessité d'apaiser les susceptibilités des protestants, et le 16 mai, avec une franchise qui est la plus grande des habiletés, les principaux d'entre eux, François d'Orléans, duc de Longueville, le comte de Saint-Pol, Hurault, Montmorency, Roger de Bellegarde, François de Chabot, de Brion, Gaspard Schomberg, Jean de Lévis, déclarèrent qu'« il ne serait rien accordé au préjudice de la religion dicte réformée et des édits, au préjudice de la bonne union et amitié qui est entre les dits catholiques reconnaissant la dicte Majesté, et ceux de la dicte religion. » Les royalistes catholiques jugeaient cette promesse nécessaire « pour éviter toute altercation entre les bons sujets ¹ » du Roi.

Si le Roi et les Députés royalistes agissaient ainsi, les Ligueurs n'étaient pas restés inactifs. Le 30 mars, Noyon avait été pris par le duc de Mayenne, aidé du comte de Mansfeld, le successeur d'Alexandre Farnèse. « Le roi de Navarre, écrivait le secrétaire

¹ Bernard, *l. c.*, p. 187.

Desportes, ne laisse pas de recevoir un grand affront : « ung chacun, s'il n'a les yeulx bien sillez, pouvant maintenant juger qu'il n'est point pour se faire Roy par la force, puisque quinze jours de faction luy a fait perdre tout ce qu'il avait sceu gagner en ung an, outre que c'est toujours faire quelque progrez, et n'est peu, que d'avoir repris une pairie de France ; encores ce que m'en donne plus de contentement est le courage que cela donnera aux députez qui sont à Paris ¹. »

L'échec militaire des royalistes, exagéré par Desportes, était aggravé cependant par l'échec moral subi par leur ambassadeur près du Souverain Pontife. Ils avaient envoyé J. de Vivonne, marquis de Pisani, « pour représenter au Pape les raisons qu'ils avaient eues d'agir comme ils avaient agi jusqu'alors. » Le 10 février 1593, le marquis de Pisani, à son arrivée à Vérone, demandait au Pape la permission de venir à ses pieds. Le 12 mars il n'avait pas encore de réponse, et le Pape ne voulait point lui accorder de sauf-conduit avant d'avoir pris l'avis de la Congrégation pour les affaires de France. Pisani insista, car, disait-il, il faut de l'activité : il y va du salut de la France et de la conservation de la religion ; il y va de la paix. « Je ne porte rien, ajoutait-il, qui ne soit digne d'être accepté par tout vrai catholique ². »

Député par « le principal corps du royaume, par les princes, prélats, officiers de la cour et seigneurs catholiques » au risque d'être importun, il demandait donc instamment de venir à Rome. Cette extrême réserve du Souverain Pontife avait si péniblement impressionné les catholiques royalistes, que les catholiques des États crurent devoir en détruire par leurs explications le fâcheux effet.

Mais Desportes, en parlant avec passion comme nous venons de l'entendre, ne se rendait pas un compte exact de la situation : il subissait les illusions des hommes de parti ; la vérité est que ces incidents n'arrêtaient rien, et la négociation entamée dans les conférences suivait son cours, tant elle était nécessaire.

Vainement Desportes pressait le Pape d'excommunier les royalistes, vainement il transmettait à la cour romaine les rensei-

¹ Archives du Vatican, *Lettere*, t. XLI, p. 47.

² Archives du Vatican, *Lettere*, t. XLIII, p. 263. Au Pape, 12 mars 1593.

gnements les plus défavorables au Roi, les intrigues espagnoles devaient avancer les affaires du Roi, plus que les récriminations des Ligueurs ne pouvaient les retarder.

Pendant que les députés royalistes se rencontraient en conférence avec ceux des catholiques de l'assemblée, d'autres députés catholiques avaient eu des entrevues avec le duc de Feria, ambassadeur d'Espagne. Ils s'étaient déjà vus au mois de février, et Desportes, très au courant, ne put alors s'empêcher, lorsqu'elles furent reprises, d'en être affligé, car Desportes, très ligueur, avait aussi des sentiments français. « L'on met de nouveau avant une autre pratique qui embrouille bien les esprits, écrivait-il le 6 avril, et Sa Sainteté y doit penser meurement, car il n'y a rien qui aportât plus tôt la dissipation des estats et la ruine du party : c'est que l'on dit que le roy d'Espagne, recognoissant ne pouvoir parvenir à son desseing, qui est de faire l'infante Reyne, est d'accord que le duc de Savoye soit roy moyennant la Provence ; ... Votre Sainteté est trop pleine de prudence pour y ajouter foi ; puis elle a peu assez juger par tous les discours que j'ay eu cest honneur d'avoir avec elle, combien nous sommes jaloux de la grandeur de notre estat, que ceulx qui en penseraient desmembrer ce serait courir à la ruine de la religion, pouvant assurer Votre Sainteté avec vérité que de très bons catholiques se seraient plustôt (fait) quoique ce soit, même juif ; aussi en sont-ils grandement travaillez, même j'entends que ceux de Provence ont esté pour abandonner les estats, voulant demourer fermes dans le corps d'icelui et n'en estre distraits et séparés ¹. »

Desportes disait vrai : Ligueurs et royalistes, nous le constatons une fois de plus, étaient d'accord pour repousser l'Espagnol et sauvegarder l'intégrité de la France. L'ambition de Philippe II l'aveugla et son intervention favorisa plus que tout autre événement la cause du roi de Navarre.

Dès le 13 mai on annonça une proposition espagnole et le 28 elle fut remise par écrit. Il y en eut successivement trois : la première était de déclarer l'Infante reine de France.

L'évêque de Senlis s'écria aussitôt : « A la vérité les politiques avaient bon nez et avaient bien senty, quand ils disaient qu'il y avait de l'ambition meslée avec la religion ; et souventes fois ils

¹ Archives du Vatican, *Lettere del Nunzio*, t. XLIII, p. 244. Lettre du 6 avril 1593.

s'étaient, luy et ses compagnons, fort courouçés en chaire, pour maintenir qu'il n'y avait rien autre chose que le seul zèle de la religion. » Puis il montra que, « si on rompoit avec la loi salique et coustume du Royaume, » le royaume pourrait être détruit.

Cinq jours après, le 19 mai, le procureur général Molé, assisté de deux advocats du roi, requit le Parlement de « signifier aux Estats de dénier toute audience au duc de Feria sur des prétentions qui estoient contre les lois du royaume. » Le 28, Molé renouvela ses remontrances, car il était « vrai français, disait-il, estoit né et mourroit français, et devant que d'estre jamais autre, il y perdrait et la vie et les biens. » Ces accents trouvèrent de l'écho dans les âmes, et le Parlement supplia le duc de Mayenne « de veiller à ce qu'aucun traité ne se fit pour transmettre la couronne en la main de prince ou princesse étranger. » Le président Le Maistre et vingt conseillers vinrent trouver le duc de Mayenne pour lui faire part de la décision prise le 28 : « En partant, Monsieur, dit Le Maistre, la Cour m'a donné charge de vous dire qu'elle a cassé et casse tout ce qui se fait et fera cy après, en l'assemblée des estats, contre la loi salique et les lois fondamentales du Royaume ¹. »

Ces élans de patriotisme indigné servaient la cause du Roi. Les États étaient évidemment embarrassés, car s'ils repoussaient *ab irato* les propositions espagnoles, les catholiques mécontentaient Philippe II et perdaient ainsi leur soutien ; s'ils acceptaient la proposition, ils repoussaient virtuellement le projet d'accord avec les royalistes. Le duc de Mayenne n'hésita pas : le 1^{er} juin le président Vetus vint de sa part exprimer le désir de voir le roi de Navarre se convertir ². Le 3 juin, les États transmirent aux catholiques royalistes ce même désir : « Prions Dieu que sa conversion advienne bientôt, » disaient-ils, qu'« elle soit vraie et sincère ; » mais ils ajoutaient : « nous ne pouvons vous celler que ne voyons encore rien en luy qui nous puisse donner cet espoir, » et ils concluaient en disant : « avant cette conversion reçue et approuvée, ils les priaient de prendre en bonne part s'ils différeraient de traiter avec eux. » La réponse nettement catholique des États pouvait passer pour modérée,

¹ A. Bernard, *Procès-verbaux des États généraux de 1593*, p. 739.

² Bernard, *l. c.*, p. 495.

car plus d'un Ligueur voulait rompre avec les royalistes. Les échevins de Reims, par exemple, écrivaient le 16 mai ¹ « pour supplier les États de ne pas recevoir le Roi, lors même qu'il se ferait catholique. » La réponse des États était d'autant plus grave, qu'elle avait été vue et corrigée par le Légat du Saint-Siège. Or on y lisait : « Nous désirons cette conversion que promettez. »

Les royalistes, pour précipiter le mouvement évident de l'opinion, confirmèrent le 11 juin « l'intention du Roi, qui était de contenter au fait de la religion ses bons subjects catholiques et se comporter, pour le regard de l'obéissance et respect qui est deu à Sa Sainteté, ainsi que le doict un roy de France. » Le Roi avait déjà convoqué autour de lui une assemblée de princes, de prélats et de docteurs pour prendre « une si bonne résolution touchant le fait de sa conversion et absolution que Sa Sainteté ait occasion d'en estre satisfait. »

« Au demeurant, disaient les royalistes, la ruyne que nous voyons en ce royaume et souffrons tous avec infini regret des gens de bien, et que bon français ne peut regarder à yeux secs, doibt faire chercher tous moyens de haster les remèdes pour empêcher la totale ruyne de notre patrie ². » Le premier remède était une trêve, et ils la demandèrent. L'ambassadeur espagnol abandonna alors son premier projet, et présenta, le 13 juin, une seconde proposition qui était d'élire roi de France l'archiduc Ernest, frère de l'Empereur.

Les royalistes comprirent la faute commise par leurs adversaires et ils l'exploitèrent. Pourquoi traiter en même temps avec eux et avec les Espagnols ? Mais déjà la proposition avait été repoussée, car elle avait rencontré la plus vive opposition parmi la majorité des députés : « Nos lois et nos mœurs, répondirent le duc de Mayenne et les États, nous empêchent de reconnoître sur nous et appeler pour roi un prince qui ne soit de nostre nation. » Les Espagnols reconnurent leur faute, et, revenant sur leurs pas, ils présentèrent une troisième proposition : celle de donner la couronne à l'Infante et en même temps *in solidum* au prince français que le roi d'Espagne accepterait pour mari de sa fille.

Mais cette proposition, succédant aux deux premières,

¹ Bernard, *l. c.*, p. 498-502.

² Bernard, *l. c.*, p. 259.

démontra aux plus aveugles les projets de Philippe II. Vainement le Légat, qui n'avait pas appuyé jusqu'ici les propositions espagnoles, parce qu'il y reconnaissait, dit-il, beaucoup de difficultés, recommanda celle-ci : « car l'intérêt du Pape était de conserver la religion catholique en France et de rétablir le royaume en son ancienne splendeur. » On trouva ce langage peu clair. L'archevêque de Lyon répliqua : « Vouloir déclarer une royne estans encore incertains d'un roy, ce serait rompre nostre loy salique, loy fondamentale de nostre estat et tellement engravée ez cœurs des français qu'ils ne s'en départiront jamais ¹. »

Claude de la Chastre s'écria : « Quant à moi, je n'ay jamais esté ni en volonté ni désireux de traiter avec le roi de Navarre demeurant hérétique ; mais quand il sera catholique, je dis que si ces gens (Espagnols) nous voulaient précipiter au péril imminent, comme il semble y tendre, il se peut trouver de la sureté avec le roy de Navarre et plus d'honneur qu'avec eux ². »

Ces paroles, vu la position occupée par M. de la Chastre dans le parti de la Ligue, produisirent un effet immense, car elles rallièrent les catholiques sur une question depuis longtemps agitée dans les conférences secrètes. Les catholiques royalistes firent alors un dernier effort pour attirer à eux les catholiques ligueurs. Ils leur rappelèrent l'ambition de l'Espagne et ses propositions faites pour ruiner le royaume : ils cherchèrent, « par tous moyens possibles aux hommes qui ont Dieu, l'honneur et la charité de leur patrie devant les yeux, de se réconcilier et réunir » avec les Ligueurs. Les catholiques royalistes assurèrent les catholiques de l'Union « que les gens de bien qui servent Sa Majesté, les tenaient pour membres très honorables et très utiles au corps de cette couronne. » Quand ils se perdront, « vous perdrez, leur disaient-ils, vos frères et bons amys qui méritent d'être tenus pour bons et nécessaires appuis à la monarchie française, et font de vous et de votre valeur le même jugement. » Prêts à accepter tout accommodement, ils déclarèrent que « s'il y a chose qui de part et d'autre soit demandée avec raison, celluy qui s'y opposera sera jugé déraisonnable ; sa mémoire sera honteuse et détestable à la postérité ; au contraire, la mémoire de ceux qui s'employeront loyaument à délivrer leur patrie du danger ex-

¹ Bernard, *l. c.*, p. 293.

² 25 juin. Bernard, *l. c.*, p. 727.

trême où le malheur l'a précipitée, demeurera très honorable aux siècles à venir. » Puis ils mettaient leurs adversaires sur la même ligne qu'eux : « Nostre maladie est très grande, très dangereuse et presque mortelle, mais nous n'estimons point qu'elle soit incurable, s'il plaira aux gens d'honneur et de valeur (tant d'un party que d'autre, se dépouillant de toutes autres passions que de la religion et de l'Estat,) considérer meurement les causes et les remèdes qui se peuvent apporter à notre mal... Il faut que de part et d'autre nous nous efforcions de couper la racine à ce mal de division par tous moyens possibles... C'est notre patrie qui brûle, qui se perd, que l'on réduit en poudre et en cendre. Nos misères font pleurer nos amis et rire nos ennemis, qui est l'extrémité des malheurs qui peuvent advenir aux hommes. Nous prions Dieu de vouloir bientôt finir par une bonne réconciliation entre nous, à sa gloire premièrement, conservation du nom et de la couronne française, repos et contentement de tous les gens de bien, tant d'un party comme de l'autre. »

Les royalistes insistaient et rendaient hommage à leurs adversaires : « Nous adressons cette lettre, disaient-ils, à personnages de grand honneur, que nous estimons aymer et affectionner la prospérité de cet Estat, et pensons que si les gens d'honneur qui sont parmi vous, se voudraient déclarer aussi ouvertement de ce qu'ils ont dans le cœur, comme font sans aucune pudeur ceux qui sont contraires à la paix, que le nombre de ces protecteurs de la sédition et guerre civile se trouvera si petit et de si peu de considération, que nous ne tarderons longuement à voir une bonne et heureuse fin à nos malheurs et ce beau royaume remis en son ancienne splendeur et dignité ¹. »

Ce mémoire plein de cœur acheva de tout entraîner, car il était en même temps un chef-d'œuvre politique. Il n'y avait pas là de récrimination. Sans affaiblir aucun principe, on savait beaucoup oublier et beaucoup pardonner, on oubliait les luttes terribles qui avaient divisé et nourri les haines, on cherchait dans le commun sentiment du patriotisme alarmé ce qui pouvait réunir. Les pacifications religieuses ou politiques sont à ce prix. Lorsque les royalistes adressaient aux catholiques, en un tel langage, ces témoignages d'estime et de sympathie, ils étaient bien près de se réconcilier avec eux.

¹ Bernard, *l. c.*, p. 529-530.

T. XXXIV. 1^{er} JUILLET 1883.

Les catholiques ligueurs pouvaient se soumettre au Roi, car, d'après cette lettre, ils n'avaient pas à rétracter leur passé, et ils pouvaient accepter le Prince qu'un an auparavant ils avaient juré de ne pas reconnaître.

Le 2 juillet, la troisième proposition espagnole fut écartée : « Puisque cette élection ne se pouvait valablement faire en ceste sorte, dit alors le Légat, il fallait trouver un autre expédient équivalent. »

Les États, embarrassés, avaient répondu à l'ambassadeur espagnol qu'on ne pouvait songer à l'élection, n'ayant aucune force pour la soutenir; mais ce n'était pas avouer franchement la pensée : aussi les Espagnols insistèrent et se déclarèrent prêts à accepter pour roi le duc de Guise. Le Légat appuya vivement cette proposition, en menaçant même de se retirer si on ne l'acceptait. Mais il était trop tard : les Députés répondirent qu'ils ne voulaient pas faire de royauté. Or ne pas faire la royauté espagnole de l'Infante et même quasi espagnole du duc de Guise, c'était préparer la royauté française d'Henri IV. Ce prince le comprit, et, pour précipiter le mouvement, pour tout entraîner, il fit la grande concession réclamée, attendue en vain de lui depuis quatre ans : le 24 juillet il vint à Saint-Denis abjurer entre les mains des évêques son passé protestant et reconnaître l'Eglise catholique. Pour tous il allait être Henri IV.

Afin d'échapper peut-être à l'alternative de repousser ou d'accepter le Roi, la plupart des députés ligueurs demandèrent la permission de s'en aller : leur rôle était fini.

Ainsi les propositions faites par les Espagnols de donner la couronne à l'Infante Isabelle, avaient ranimé dans tous les cœurs français les sentiments patriotiques affaiblis peut-être pendant la guerre civile : pour sauver l'intégrité du territoire, les catholiques se rapprochaient du Roi, et le Roi à son tour, pour être accepté par la France, donnait satisfaction aux sentiments catholiques du peuple.

Laon, la ville forte de la Ligue, assiégée par le Roi depuis le 25 mai, venait de capituler (22 juillet). Bientôt Amiens se soumit (14 août) et Noyon se rendit le 1^{er} octobre. Le duc de Guise fit son hommage et le duc de Lorraine conclut un traité particulier le 16 novembre.

Le péril toutefois devenait extrême; car une insurrection de paysans « frères et amis » éclatait sur quelques points. C'était la

guerre sociale, comme il s'en déclare aux époques de crise, dans le paroxysme de la misère. De leur côté, les députés protestants, réunis à Sainte-Foy, cherchaient à organiser une république ; mais tout céda devant l'impulsion donnée au mouvement royaliste. Ni les insurrections populaires, ni les combinaisons des politiques ne put l'arrêter : elles le précipitèrent au contraire. Cependant, au milieu des capitaines et des villes qui acclamaient le Roi, le duc de Mayenne n'abaissait pas son drapeau. Le Pape, en effet, n'avait pas encore reconnu le Roi.

IV

L'abjuration d'Henri IV avait produit à Rome une impression profonde. Mais l'absolution donnée par des Évêques à un Prince excommunié dont la cause était réservée au Souverain Pontife, n'était point valable. Clément VIII attendait de la part du Roi une demande d'absolution.

Le 9 août 1593, Henri IV annonça au Souverain Pontife son abjuration faite à Saint-Denis, et comment, le 25 juillet, après les cérémonies « jugées nécessaires par des prélats, » il avait entendu la messe, avec la ferme intention de persévérer toute sa vie dans la religion et de rendre l'obéissance due au Pape et au Saint-Siège. Il allait envoyer à Rome une ambassade solennelle, et en attendant il adressait cette lettre « en témoignage de son filial dévouement, suppliant très humblement le Souverain Pontife de l'avoir pour agréable ¹. »

Le duc de Nevers fut désigné pour aller à Rome. Le 15 août 1593 le duc exprimait au Pape sa joie de remplir ce qu'il avait toujours désiré de faire pour le bien de la Religion et de la chrétienté. Il se mettait en chemin pour prêter au nom du Roi l'obéissance due au Pape, avec l'espoir de recevoir du Pape un semblable accueil, sa commission n'ayant d'autre but que de mettre le Roi en mesure de rétablir les affaires du royaume et de restaurer la religion catholique.

Le duc de Nevers suppliait le Pape de ne pas détruire la bonne opinion qu'il avait toujours eue de lui, et de le tenir pour son

¹ *Lettres de d'Ossat*, t. I, p. 249.

très fidèle et dévoué serviteur. Il pria Dieu de faire à Sa Sainteté la grâce d'être proclamé le restaurateur du Royaume et de la Religion, et à lui, duc de Nevers, la grâce de témoigner le sentiment chrétien qui dirigeait ses actions.

On ne parlait pas d'absolution, pensa Clément VIII. C'était donc trop se hâter, et il n'était point temps encore d'envoyer une ambassade ¹. Une lettre, écrite de Paris le 12 et le 16 août 1593, par un ami du duc de Mayenne, avait en effet transmis à Rome de grands détails sur l'abjuration du Roi : cet acte y était sévèrement apprécié. « Non seulement l'abjuration est feinte et fausse, disait-on, mais elle est trompeuse, frauduleuse, pleine de dol et d'impiété. Néanmoins elle attire au Roi les cœurs de beaucoup de Parisiens. La Ligue est en désarroi : les chefs envoient au Pape l'archevêque de Lyon, pendant que le roi de Navarre fait partir le duc de Nevers. Les ligueurs espèrent gagner du temps ; pendant la trêve, ils se préparent. Le Pape reconnaitra la fausseté de la conversion, et les États généraux donneront la couronne au duc de Guise. Aidé par le roi d'Espagne le duc, bientôt victorieux de son rival, sera maître en France ². »

Tel était le langage de la passion. Le Pape, influencé peut-être par ces rapports, chargea le P. Antoine Possevino d'aller immédiatement, et par la voie la plus directe, à la rencontre du duc de Nevers, dût-il pousser jusqu'en France.

Le cardinal Cincio Aldobrandini rédigea l'instruction remise au P. Possevino ². Elle est datée du 19 septembre ³.

Le R. P. Possevino devait exposer au duc de Nevers le but de

¹ « Conoscendo S. S. che questa sua ambasciaria è troppo immatura et fuora di tempo. »

² Bibl. du prince Borghèse à Rome. Ser. III, 74 a.

Nous nous empressons de remercier publiquement le R. P. Pierling d'avoir bien voulu nous indiquer les pièces de la mission du P. Possevino qu'il a trouvées à Rome dans les archives de Son Exc. le prince Borghèse. — Chargé de rechercher dans les papiers du célèbre Jésuite ce qui avait rapport à l'histoire de la Russie, le P. Pierling a eu la bonté de nous signaler ceux qui concernaient la France. Ils sont inédits. Nous avons prié le P. Maxime Viallet, des Augustins de l'Assomption, d'en prendre une copie que M. Passarini, le savant et obligeant bibliothécaire du prince Borghèse, a bien voulu collationner. Que chacun reçoive ici l'expression de notre sincère gratitude.

³ La date du 14, mise en tête de la pièce, a été ajoutée postérieurement (Remarque du R. P. Maxime Viallet).

sa mission, afin de lui éviter la peine et l'ennui de venir à Rome avec son ambassade : Sa Sainteté en effet ne pouvait le recevoir, puisqu'il se présentait au nom du roi de France. Possevino devait donc s'efforcer d'engager le duc à retourner en France avec sa suite. L'éloquence persuasive du religieux devait obtenir ce résultat, car, disait le Pape, en quelques mots ajoutés de sa main dans l'instruction ¹, « il ne pouvait et ne voulait recevoir un ambassadeur du Roi dans les circonstances où se trouvaient les affaires de France et où le Pape se trouvait également ². »

Les motifs pour lesquels le Pape ne pouvait ni ne devait recevoir l'ambassadeur étaient évidents. Une sentence de Sixte-Quint n'avait-elle pas déclaré le Roi hérétique relaps, impénitent, coupable de lèse-majesté divine ? Ce roi n'avait-il point, à ce titre, encouru toutes les censures ecclésiastiques ? N'avait-il point été privé du royaume, rendu inhabile et incapable de succéder à toutes les couronnes, surtout à celle de France ? Jusqu'à présent, d'ailleurs, il avait continuellement persévéré dans l'hérésie : il l'avait défendue les armes à la main, et ainsi lié, enveloppé par les excommunications et les censures, il n'avait jamais obtenu d'absolution. Il prétendait aujourd'hui l'avoir reçue des Prélats de son parti ; mais elle n'était ni valable, ni légitimement donnée, car il se trouvait dans un des cas réservés au Saint-Siège et au Pape par la bulle même de sa condamnation et par la bulle *in Cæna Domini*. Les évêques n'avaient et n'ont aucune juridiction sur ce point, disait l'Instruction. Excommuniés eux-mêmes, suspendus de leur charge et privés de leurs églises par les sacrés canons et la bulle monitoriale de Grégoire XIV, ils n'avaient pu ni dû faire ce qu'ils avaient fait. L'absolution accordée par eux dans un des cas réservés par la bulle *in Cæna Domini* les avait fait tomber de nouveau sous le coup de l'excommunication majeure, en sorte que le Roi n'avait reçu aucune absolution légitime et canonique.

Le roi de Navarre n'avait obtenu ou demandé au Saint-Siège, ni sa réhabilitation, ni aucune dispense de la condamnation de Sixte-Quint pour pouvoir succéder au royaume de France et s'appeler roi.

¹ Remarque du R. P. Maxime Viallet.

² « Et ci troviamo Noi. »

On voit donc manifestement, disait l'Instruction remise à Possevino, que Navarre n'ayant pas été légitimement absous ni aucunement réhabilité à la succession et couronne de France, ne pouvait, sans un très grave scandale, sans péril pour la chrétienté, sans déshonneur pour ce Saint-Siège et sans infliger à Sa Sainteté une perpétuelle infamie, être accepté comme roi de France, et les personnages envoyés par lui ne pouvaient être reçus, ni traités comme ses ambassadeurs.

Ils le pouvaient d'autant moins que le prince n'était pas reconnu et admis comme roi par toute la France ; beaucoup de Parlements, les chefs et les villes de la Ligue des catholiques, lui étaient opposés : aussi n'avait-il pu encore être sacré et couronné.

Les États du royaume étaient réunis pour créer et élire un autre roi catholique. Puisqu'il n'était donc pas jusqu'à présent roi légitime, roi certain et absolu de ce royaume, il ne pouvait être traité par le Saint-Siège comme roi de France, et l'ambassade qu'il envoyait trop prématurément ne pouvait être admise.

Le P. Possevino pourrait cependant l'affirmer au duc de Nevers : le Pape avait été très heureux d'apprendre que le roi de Navarre avait reconnu la vérité de la foi catholique et que sa volonté était de revenir au sein de l'Église. Le Pape en avait ressenti beaucoup de joie, s'en était réjoui et s'en réjouissait grandement. Pourvu que ce prince agit avec foi et sincérité, c'était, disait l'instruction, la joie du pasteur qui retrouve la brebis égarée, c'était la joie des anges du ciel à la vue d'un pécheur pénitent. Le Pape priait donc Dieu de donner au prince une plus grande lumière pour connaître davantage la vérité catholique, et pour se repentir de ses erreurs passées.

Le Cardinal Aldobrandini, rédacteur des Instructions, ajoutait :

« La joie de Sa Sainteté serait plus grande si elle apprenait que dans les provinces placées sous son obéissance, l'ex-roi, comme il l'appelait, restituait les églises et les monastères aux évêques, prêtres, religieux auxquels ils appartenaient, laissait prêcher en liberté la parole de Dieu, et défendait aux Huguenots l'exercice de leur fausse et nouvelle religion. Alors le Père de tous ne manquerait pas à son devoir de pasteur, et le prince pourrait recourir à la sainte Église romaine, non à des Évêques qui n'ont pas le droit d'intervenir dans les causes majeures et les cas réservés. »

Mais le duc de Nevers se rendrait-il aux raisons développées ainsi par le P. Possevino ? Le cas était prévu : si le duc se décidait à retourner en France, il n'y avait plus rien à faire ; mais s'il s'obstinait à venir, le P. Possevino devait l'assurer que Sa Sainteté ne le recevrait pas comme ambassadeur, car les lois divines et humaines ne le lui permettaient pas.

Le P. Possevino devait avertir le duc de Nevers et ses collègues qu'excommuniés eux-mêmes comme défenseurs, partisans, conseillers d'hérétiques, ils avaient à penser à leur salut et ne pouvaient recevoir l'absolution que du Saint-Siège, auquel ils devaient la demander. Le Pape ne manquerait pas de les recevoir à pénitence, et ils pourraient alors mieux travailler au salut des autres et aux intérêts publics du royaume de France.

Le P. Possevino devait aussi, et comme de lui-même, dire au duc de Nevers que Sa Sainteté l'aimait pour sa générosité et pour sa valeur ; que, dans une autre occasion, dans un autre temps, Elle l'aurait vu volontiers à Rome¹.

Le bruit de la mission confiée au P. Possevino se répandit, et on fut mécontent. On se plaignit vivement des difficultés mises à l'ambassade, on affirma la sincérité de la conversion du Roi et on accusa les cardinaux d'être du parti espagnol. Le Pape ne pouvait-il échapper à cette influence pour profiter d'une si bonne occasion, qui ne se représentera plus, de rendre la France à elle-même et à la religion² ?

Après avoir attendu le duc de Mantoue quatre jours à Loreto, le P. Possevino alla à Maderno, sur le lac de Garde, où étaient son Altesse et la duchesse sa femme. Il eut avec le duc un entretien pendant deux heures.

Le cardinal de Gondi habitait alors Desenzano, également sur la rive du lac, à dix milles de Maderno ; il venait d'envoyer l'abbé de la Badière, attaché à sa personne, annoncer au duc de Mantoue la mission du P. Possevino près du duc de Nevers : Sa Sainteté voulait son abjuration et imposait également d'autres actes, disait-il, en rapportant les propos inventés par la peur et la légèreté du monde³.

¹ Archives du prince Borghèse. *Istruzione a voi Rev. Pre. Antonio Possevino per il viaggio che havete a fare d'ordine della Sta di N. Signore.*

² Copie non signée d'une lettre de Desenzano le 21 septembre 1593. Or, le cardinal de Gondi habitait alors à Desenzano. Archives du prince Borghèse, Ser. III, 74 a.

³ « Aggiungendo qualche altro discorso, videlicet conforme alla paura o

Le cardinal de Gondi et le P. Possevino demandaient tous deux où était le duc de Nevers, et si on en avait des nouvelles. — Le duc de Mantoue n'en avait point reçu depuis une lettre du 8 septembre, où le duc de Nevers annonçait à son neveu son projet d'arriver en Italie à la fin d'octobre¹.

Le duc de Mantoue, dans ses conversations avec le P. Possevino, ne manqua pas de faire l'éloge de son oncle. « La négociation ne pouvait être conduite par une personne plus catholique, plus sage, tenant moins du naturel des Français, dont l'impatience, disait-il, fait échouer toutes les affaires. » Le P. Possevino parla de l'intention du Pape, et le duc répondit avec franchise : « J'affirme qu'on peut et qu'on doit procéder autrement que vous ne dites². » Et pour appuyer ces paroles et se faire bien venir, le duc de Mantoue rappelait son refus d'accéder à la Ligue formée en faveur du roi de Navarre.

Dans le cours de la conversation avec l'abbé de la Badière, le P. Possevino ayant parlé de la faible impression produite sur les ministres protestants par la conversion du roi de Navarre et dès lors de la crainte que cette conversion ne fût simulée, l'abbé répondit : « C'est une erreur : les ministres ont voulu se réunir à la Rochelle et se nommer pour chef Mgr de la Trémoille, mais le Roi fit empêcher l'assemblée. Les ministres protestants, ne voulant pas suivre l'exemple du Roi, s'en étaient allés, et deux d'entre eux avaient été convertis par un docte normand appelé Du Perron, dont les entretiens journaliers avec le roi de Navarre avaient depuis deux mois éclairci ses doutes et l'avaient déterminé à se faire catholique. » L'abbé ajoutait : il y a un an, après la défaite des troupes du duc de Montpensier par le duc de Mercœur, le roi de Navarre demanda trois mille fantassins à la reine d'Angleterre, mais la Reine fit difficulté de les fournir, car elle avait déjà entendu parler du retour de Navarre vers la religion catholique. « Eh bien, disait l'abbé de la Badière, si on avait rapporté ces faits et beaucoup d'autres à Sa Sainteté, Elle aurait

discorsi del mondo. » (Archives du prince Borghèse, Ser. III, 14, 6, cav. 248.

¹ Le piéton qui avait porté la lettre du duc de Nevers était le 27 à Saint-Denis « où il avait vu brûler le bras, puis tenailler et enfin mettre à la roue une personne qui avait voulu tuer Navarre. »

² « Jo neggo che non si puo, ne si dee proceder in altro modo di quel che proposto havete. » Lettre du 6 octobre 1593 du P. Possevino au cardinal de Saint-Georges. (Archives du prince Borghèse.)

certainement voulu recevoir ceux qui, pour un acte religieux, recouraient au Saint-Siège. N'est-il pas contre le Christ et le Saint-Esprit de ne pas entendre au moins le messenger du roi de Navarre ? Le duc de Nevers pouvait mériter confiance ; et au lieu de cela on apprenait le départ du P. Possevino pour empêcher le duc d'arriver à Rome ! »

Le duc de Mantoue ayant fait observer que le cardinal de Gondi et le marquis de Pisani envoyaient presser le duc de Nevers de hâter d'autant plus sa marche, le P. Possevino ne jugea pas à propos de découvrir davantage ses projets : « On peut être assuré, répliqua-t-il seulement, de l'intention très droite de Sa Sainteté : Elle ne ferait rien qui ne fût juste ¹. »

Le cardinal de Gondi et le marquis de Pisani avaient su, par des lettres du 25 septembre, l'arrivée du duc de Nevers à Langres, « c'est-à-dire à la frontière de France. » Le duc pensait être le 1^{er} octobre à Bâle. On pouvait donc encore le rencontrer dans le pays des Grisons. Le P. Possevino, instruit par l'abbé de la Badière, résolut aussitôt de partir ; il demanda des chevaux, et le duc de Mantoue lui en fit donner un excellent.

Le P. Possevino vint à Brescia, pour gagner de là le pays des Grisons, et le 15 octobre, dans la soirée, il rencontra au pied du mont Bernina les gens du duc de Nevers. Il fit immédiatement prévenir le duc de son arrivée ; mais celui-ci s'excusa sur sa fatigue, et l'entrevue fut remise au lendemain.

Le P. Possevino passa trois jours avec le duc de Nevers, tandis que l'évêque du Mans et le doyen de Paris Séguier continuaient de marcher en avant, avec une partie des jeunes Français venus avec eux. Le P. Possevino les avait rencontrés un peu avant de joindre le duc de Nevers, mais il n'avait pas jugé à propos de leur parler : c'était au duc seul qu'il voulait d'abord exposer l'objet de sa mission.

« Excellentissime Prince, lui dit le P. Possevino, après bien des années que j'ai laissé Votre Excellence en France, Dieu me fait la grâce de la revoir. Plusieurs, à l'occasion de mon voyage, ont envoyé à Votre Excellence des courriers pour soulever des difficultés et provoquer sadéfiance dans l'affaire dont j'ai mission de vous entretenir, mais la prudence de Votre Excellence ne l'aura pas, je l'espère, laissé pénétrer dans son esprit.

¹ Lettre du 7 octobre 1593

« Avant de parler des lettres écrites dernièrement à Sa Sainteté par Votre Excellence et le prétendu Roi, je vous supplie de croire trois choses ; devant Dieu je suis certain de leur vérité. La première est le grand désintéressement de Sa Sainteté en toute cette affaire ; la seconde est sa connaissance de très nombreuses particularités que plusieurs aimeraient mieux peut-être voir ignorées d'elle ; la troisième est son expérience dans les affaires du monde et dans le jugement à en porter. Sa science en droit, ses diverses fonctions, ses voyages à travers l'Europe, sa continuelle application dans les affaires difficiles, la paix conclue par elle en Pologne, suffisent pour attester à Votre Excellence le très grand soin apporté par Sa Sainteté à l'examen des affaires importantes. Je parlerai aussi de la puissance pontificale assistée par le Saint-Esprit d'une manière particulière pour le bien de l'Église ; à cette puissance il faut ajouter la sainteté de la vie du Pape ; les sacrifices offerts par lui chaque jour témoignent assez qu'en matière surtout de foi et de religion, sa parole doit être agréable à Dieu dont il est le Vicaire.

« Après avoir prié Votre Excellence de croire à ces dispositions du Pape, je la prie aussi très humblement de croire aux miennes. Peut-être serviront-elles à donner confiance dans une affaire dont le but désiré par Votre Excellence est la gloire de Dieu. Je voudrais donc rappeler à Votre Excellence que je suis né sujet de sa Maison ; j'ai servi le cardinal Hercule et j'en ai reçu les bienfaits ; avoir passé longtemps en France, protégé par Votre Excellence, moi et ma Compagnie, à Bayonne, Saint-Jean d'Angely, Torsy, Paris, Lyon, je désirerais vivement que Votre Excellence, si c'est la volonté de Dieu, devint un très efficace instrument pour amener le bien de la religion en France. Ce désir n'est mêlé d'aucune considération humaine, et, envoyé du Pape, je vous supplie humblement et avec confiance de croire que, comme Dieu aime plus l'obéissance que le sacrifice, ainsi le voyage fatigant entrepris par Votre Excellence aura porté son fruit, alors même que pour obéir il ne s'achèverait pas. »

Pour donner plus de créance à sa parole, le P. Possevino remit alors le bref de Sa Sainteté et la lettre du cardinal de Saint-Georges.

Le duc lut l'un et l'autre, et répondit au religieux : « Vous pouvez m'en croire, Père, je suis persuadé de la loyauté des

intentions de Sa Sainteté, et cette persuasion m'a seule fait accepter le fardeau qui pèse sur mes épaules, car je suis fatigué, infirme, estropié d'une jambe et dans une vieillesse que je puis appeler décrépite. Si tel autre Pape eût vécu (il me le nomma, écrit le P. Possevino), je n'aurais jamais quitté la France. Je sais, dit-il, les qualités de Sa Sainteté, et avec la grande partie des catholiques de France rangés autour du Roi, je le reconnais Vicaire du Christ. Si on peut espérer la paix, c'est du Pape avec l'aide de Dieu qu'elle doit venir. »

Le duc ajouta qu'en France, depuis quarante-quatre ans, il avait eu pour unique but de servir Dieu et que rien n'avait pu le détourner de la justice. Il aurait pu obtenir des Rois cinquante ou soixante mille écus de revenus ecclésiastiques, comme ils en donnaient à d'autres, mais « il n'avait jamais voulu toucher cette corde. » Depuis vingt et un ans il lui était resté un remords pour avoir demandé un bénéfice ecclésiastique en faveur d'un gentilhomme, et ce gentilhomme cependant était catholique. Du roi actuel, beaucoup moins que de tout autre, dit-il encore, il attendait la récompense de ses peines. Le duc termina en exprimant son plaisir d'entendre parler des qualités, du reste bien connues, de Sa Sainteté par une personne honorée de sa confiance. Cette personne pouvait donc exposer franchement l'objet de sa mission.

Alors le P. Possevino commença par exprimer la joie ressentie par le Pape à la nouvelle de la conversion du prétendu Roi, joie qui serait bien augmentée, disait-il, si ce Prince rétablissait dans ses domaines le service divin. Le Pape ne manquerait pas de l'aider et Dieu lui ouvrirait certainement davantage les yeux, afin de lui montrer la grandeur de ses erreurs et augmenter ses dispositions à recevoir la grâce divine. Le Roi recouvrerait ainsi le repos de sa conscience, et acquerrait au ciel cette couronne des vrais pénitents qui surpasse toutes celles du monde.

Six pontifes, dit le P. Possevino, avaient adopté, dans la cause du roi de Navarre, la même ligne de conduite et avaient été du même avis : Grégoire XIII et Grégoire XIV, Sixte V, Urbain VIII, Innocent IX, Clément VIII. Le Roi, faute d'absolution, restait inhabile à être accepté comme roi de France, et ce serait pour le pontificat une tache, pour les peuples catholiques un danger, si on marchait en aveugle dans cette affaire. On a dit : le Roi peut être traité comme un particulier ; mais c'est une erreur et ce

n'est point admissible. N'y aurait-il point d'ailleurs légèreté ou ignorance à ne point se souvenir des jugements de Dieu et à ne pas en tenir compte? Peut-on croire à la conversion des persécuteurs de l'Église redevenus, disent-ils, catholiques? Il fallait se rappeler un mot de saint Augustin et le méditer : « De tels gens, écrivait-il, se servent de Dieu pour jouir du monde, *utuntur Deo ut fruuntur mundo*. » Et Possevino citait les exemples de Constance II, de Béranger, de Georges, roi de Bohême, et autres princes qui avaient abjuré. Il nomma Élisabeth d'Angleterre, convertie pendant deux ans, les trente-quatre chefs des vallées de Lucerne et d'Angrogna, etc.

Puis il invoqua l'autorité des prophètes, d'Élie, d'Élisée, celle des saints François, Hilaire, Bernard, etc. On ne voulait pas arrêter le prince dans sa conversion, ni briser le roseau courbé, mais seulement éveiller l'attention du duc de Nevers : qu'il se mette à la place du Pape et qu'il juge si le Pape a raison de ne pas le recevoir comme ambassadeur du roi de France.

Le duc de Nevers, douloureusement impressionné, avait écouté avec attention. Élisabeth a-t-elle bien abjuré, demanda-t-il? et comme le P. Possevino le lui affirma, le duc poussa un soupir et répéta plusieurs fois : « Que ne suis-je mort avant de sortir de France! Malheureux que je suis! car si je ne suis pas reçu comme ambassadeur du Roi, ou si je retourne en arrière, je causerai, bien malgré moi, la ruine du royaume, celle de plusieurs millions d'âmes, la ruine du reste de la chrétienté. D'un autre côté, je ne dois, ni ne veux blesser Sa Sainteté : je la reconnais pour vicaire du Christ et je la révère tout particulièrement. » Et plusieurs fois le duc ajouta en soupirant : « Prenez garde, prenez bien garde, prenez bien garde! »

Il demanda ensuite : « Et comme duc de Nevers ne serais-je pas reçu? » Possevino répondit : « J'ai ordre de déclarer que Son Excellence, ni seule, ni accompagnée, ne peut être reçue comme ambassadeur du roi de France. Les nombreuses raisons exposées précédemment doivent la convaincre et devront convaincre le Roi. » Le duc de Nevers parla alors du péril où était placée la chrétienté, du schisme imminent où le désespoir pouvait la précipiter : non seulement il le prévoyait, mais il le savait. Si on suivait au contraire une conduite différente, si on prêtait l'oreille à la vérité, que de choses pourraient s'arranger! Ce serait la réunion des catholiques !

« Si je n'avais été aussi près de l'Italie, ajouta le duc, je serais retourné en arrière et c'eût été un grand malheur pour la chrétienté. » — Mais il désirait voir son neveu le duc de Mantoue ; de plus, et encore qu'il fût non seulement le principal, mais le seul ambassadeur du roi de France, car il n'avait voulu prendre aucun secrétaire afin de pouvoir librement ouvrir son cœur à Sa Sainteté, néanmoins il convenait, par égard pour les personnes de son entourage, de leur communiquer la décision du Pape. Or, comme ils avaient continué de marcher, il était nécessaire de gagner aussi du terrain.

Le duc paraissait très fatigué et fort affligé. Aussi le P. Possevino le supplia-t-il de ne point s'inquiéter, mais de réfléchir tranquillement en recommandant à Dieu toute cette affaire. Le jour suivant, le duc aurait sans doute reçu quelque lumière, car, répétait sans cesse le P. Possevino : « Si la noblesse française doit conserver les lois du Royaume, Sa Sainteté doit à plus forte raison conserver les lois de Jésus-Christ. »

Le lendemain, le duc de Nevers, qui, disait-il, n'avait pu dormir pendant la nuit, voulut visiter l'église célèbre de Tirano ¹, et fit demander au P. Possevino d'entendre sa messe. Celui-ci s'excusa sur sa fatigue de ne pas le recevoir, mais le duc, passant ensuite devant son auberge, pour le saluer, lui dit-il, apprit que le Père célébrait sa messe dans une chapelle voisine. Le duc n'insista pas, et, comme il le faisait chaque jour, entendit la messe dite par un de ses chapelains ².

Le soir le duc de Nevers fit appeler le P. Possevino, et ils restèrent cinq heures ensemble, c'est-à-dire jusqu'à minuit.

Le Père lui donna la raison de son refus : il n'avait osé dire la messe devant le duc de Nevers à cause de l'excommunication dont le duc était frappé : « Les catholiques, ajouta-t-il, de manière cependant à ne point l'offenser, sont scandalisés de voir un prince qui avait combattu pour la religion catholique adhérer à un parti dont le but et les actes tendent à anéantir la religion catholique. »

¹ Tirano « ville des Grisons, » écrit le P. Possevino, est dans la Valteline.

² Le duc, outre ses chapelains, avait avec lui des Religieux de Saint François et de Saint Augustin, de plus un Jésuite, mais il n'était pas prêtre et servait de professeur au prince son fils, âgé de quatorze ans. Le duc amenait avec lui son fils pour lui faire recevoir la bénédiction du Pape. Il conduisait aussi une brillante troupe de jeunes gens dont une bonne partie venaient à leurs frais.

— « Je ne prétends pas dans les choses de théologie disputer avec les théologiens, répartit le duc de Nevers, ni m'écarter de la vérité. Si on parlait de guerre je soutiendrais la discussion à fond, car c'est mon métier. Mais désireux d'adhérer au jugement du Vicaire du Christ et de croire à votre parole, je ne déplairai pas si j'expose les raisons pour lesquelles je n'ai jamais cru être excommunié, car j'ai toujours craint et je crains encore d'encourir l'excommunication. » — Alors il raconta comment il avait été un des premiers à venir à Rome pour conclure une Ligue catholique. « Je le fis, dit-il, parce que je pensais voir le zèle pour la religion diriger tous ses actes. Mais lorsque je vis l'ambition y avoir sa part, je m'en retirai, ne voulant pas servir aux Ligueurs comme d'un rempart pour attaquer la couronne de France. » — « A la mort d'Henri III, continua-t-il, je restai quelques mois dans mes États, sans adhérer à aucun des deux partis. Les Ligueurs ne me dirent jamais rien, et, malgré mon invitation, le cardinal Légat, venu en France, ne voulut pas s'aboucher avec moi. Je lui eusse ouvert mon cœur comme je l'ai fait dans un écrit de quelques pages. Mais je n'ai jamais eu à ce sujet ni réponse ni lettre de Rome¹. » Le duc rappela alors comment, plus d'une fois, le Roi lui avait écrit lui-même de venir le trouver et lui avait envoyé des personnages importants pour lui offrir tout ce qu'il pourrait désirer. Mais il n'avait adressé aucune réponse au Roi, n'avait pas même voulu recevoir ses lettres et avait conseillé aux messagers de ne pas retourner près de lui. Cependant il ne manquait pas de gens pour persuader au duc que « le neutre serait à la fin mangé par les deux partis. » — « Si le Roi veut se faire catholique, écrivit alors le duc à un prince du sang, je me fais fort de trouver le moyen de réunir les catholiques du royaume, et j'espère rendre ainsi quelque service à la couronne de France. »

« Vers la fin de l'année après la mort d'Henri III, ajouta le duc, le Roi me fit exprimer (vous pourrez nommer verbalement à Sa Sainteté la personne chargée de la commission) son désir de me voir. Je ne voulus pas prendre ma résolution sans demander auparavant le conseil d'un ecclésiastique attaché au Pape. Il n'était pas

¹ Le cardinal Caetani, en effet, ne chercha pas à le voir, mais le nonce Landriano en 1591 fit en ce but plusieurs démarches que le duc de Nevers repoussa.

français (le duc le nomma à Possevino, en le priant de le faire connaître seulement de vive voix au Pape). J'allai donc, reprit-il, trouver le Roi, non pas avec des soldats, non pas en armes, mais suivi seulement de quarante gentilshommes, vêtus simplement, pour suivre cette négociation. Lorsque je commençai à traiter les moyens de faire revenir le prince à la foi catholique, j'appris l'entrée du duc de Parme dans le royaume, à la tête des étrangers ; je ne pouvais alors, comme prince et pair de France, ayant prêté serment de conserver la couronne, rester sans m'opposer aux efforts tentés pour détruire le royaume ; mais je l'ai fait en déclarant publiquement que je ne voulais point pour cela fortifier l'hérésie ni les Huguenots, auxquels toujours, dans les conseils du Roi et ailleurs, je me suis opposé, car je puis le dire avec vérité : si tous les ministres hérétiques de France se présentaient devant moi, je n'en connaîtrais aucun. » Le duc protesta vivement de ses sentiments catholiques. Lorsqu'à Chartres, en l'absence du Roi, un chambellan fit prêcher un ministre hérétique, le duc de Nevers, d'accord avec le cardinal de Bourbon ou de Vendôme — « un vrai catholique, dit le duc et je l'aime en père, » — s'y était vivement opposé. Lorsque le Roi l'appela pour assister au serment du duc de Bouillon, nommé maréchal de France, le duc ne voulut point venir, car, dit-il, le duc de Bouillon hérétique ne pouvait prêter un serment, et Sa Majesté, en vertu de sa promesse, ne pouvait nommer personne qui ne fût catholique.

A Châlons, dans le gouvernement de son fils, « le duc déclara au clergé, au peuple, aux magistrats, qu'il ne voulait en aucune manière développer l'hérésie, et dans ses États il ne permettait le séjour à aucun hérétique. Si le Roi voulait donner des bénéfices à des hérétiques, il l'empêchait. Prié par le Roi de commander son armée, il avait défendu d'y manger de la viande le samedi. On en mangeait cependant dans le camp des Ligueurs et des étrangers venus de Flandre. Ainsi toujours il s'était efforcé de défendre près du Roi la religion catholique. »

« J'ajoute, continua le duc de Nevers, que j'ai consulté à Saint-Germain des théologiens dont j'avais protégé les biens contre les soldats du Roi, pour savoir si en venant près de ce prince dans le but que je me proposais, je tombais sous le coup de l'excommunication : non, me répondirent-ils ; et toujours les ecclésiastiques m'ont donné la même assurance, car j'ai coutume de me

confesser et de communier au moins six fois par an : je ne crois donc pas avoir encouru l'excommunication. »

Le duc de Nevers se leva alors, et comme le P. Possevino voulait également se lever, le duc lui mit la main sur le bras en lui disant de ne pas bouger, et alors il se découvrit la tête, s'agenouilla, et dit au Père : « Les raisons exprimées ici sont vraies, mais je ne les ai point dites pour me justifier, je demande l'absolution si vous jugez que je sois excommunié. » Le Père Possevino la lui donna en vertu du pouvoir concédé par le Pape ¹. « Elle servira, lui dit-il, pour le salut de votre âme et pour vous mériter de Dieu une plus vive lumière. »

Ce jour-là et les deux jours suivants le P. Possevino adressa au duc plusieurs demandes auxquelles celui-ci répondit, en priant toutefois le Père de les redire seulement à l'oreille du Pape.

Le duc de Nevers et le P. Possevino convinrent d'envoyer un courrier au cardinal de Saint-Georges porter le résumé de la conversation : ce courrier devait rapporter aussitôt la décision de Clément VIII.

Après être resté ainsi quatre jours avec lui, le P. Possevino quitta le duc, et marchant en hâte pour retrouver, avant leur sortie du val Camonica, l'évêque du Mans et le doyen de Paris, il les rejoignit près du lac d'Iseo. « Nous venons vers le Pape, dit l'évêque du Mans avec l'assentiment du doyen, pour rendre compte des actes du clergé et des nôtres. Lorsque Sa Béatitude nous aura entendus, nous et un moine de Saint-Denis qui est le troisième de la Légation, elle connaîtra la vérité, nous l'espérons, et nous écoutera plus volontiers. Quant à nous, si nous avons erré en quelque chose, nous sommes prêts à en demander pénitence et pardon. Mais de grâce que Sa Sainteté entende celui qui vient à ses pieds et reconnaisse le siège apostolique et Sa Béatitude pour le vrai tribunal de Dieu ! Quant à moi, je suis résolu de faire ce que dit Job : « Même s'il me tuait, j'espérerai en lui. »

L'évêque ajouta : « Je suis évêque depuis quatorze ans ; personne, je l'espère vraiment, ne pourra m'accuser d'avoir fait un acte contraire à la Religion ; et cependant, depuis les révoltes et les divisions survenues dans le royaume, il n'a pas manqué de

¹ Le Père remarque dans son rapport qu'il en faisait usage seulement *in forum conscientiae*.

gens, je le sais, pour me calomnier à Rome après avoir approuvé d'abord mes actions. »

Le P. Possevino dit alors à l'évêque que sa présence à l'abjuration du prétendu Roi lui ayant fait encourir les censures, il ne savait pas comment, sans irrégularité, il pouvait chaque jour célébrer sa messe, car, d'après la bulle de Grégoire XIV, les évêques adhérents au roi de Navarre avaient été excommuniés. L'évêque l'interrompt deux fois en disant : « Nous exposerons à Sa Béatitude les causes et les raisons de notre présence à l'abjuration du Roi, et nous nous empresserons de réparer notre erreur, si elle existe. Quant à l'excommunication prononcée par Grégoire XIV, nous ferons remarquer au Pape que, d'après la décision du Légat, les évêques résidant dans leurs diocèses, placés sous l'obéissance du Roi, n'encouraient nullement les censures. Sous aucun prétexte on ne peut abandonner son troupeau. Des milliers de mes diocésains seraient tombés dans l'hérésie si je n'avais continuellement résidé dans mon évêché, si je n'y avais prêché et ne les avais soutenus. Depuis la prise du Mans par le Roi, a-t-on dit, on a prêché l'hérésie dans la ville, mais c'est un mensonge inventé pour me calomnier. Si le prêche a eu lieu très secrètement, du moins je l'ignore. Quant à ne pas célébrer, sachez que, depuis sept ans au moins, au milieu des troubles du royaume, la messe a été mon seul soutien, car je célèbre chaque jour à présent, alors qu'auparavant j'avais seulement l'habitude de célébrer les jours de fête et deux ou trois fois la semaine. »

L'évêque et le doyen se montrèrent très désireux de se rendre le plus tôt possible aux pieds du Souverain Pontife, et, après avoir remercié le P. Possevino de ses avis, ils le laissèrent aller.

Le lendemain au soir, 19 octobre, Possevino arriva à Mantoue, d'où il expédia au Pape, par un courrier exprès, la dépêche d'où nous avons tiré notre récit ¹. Le courrier portait aussi une lettre adressée par le duc de Nevers au Pape pour lui exprimer sa très grande perplexité. Le Pape, espérait-il, recevrait de nouvelles lumières pour conduire cette affaire pour le plus grand profit des

¹ Archives du prince Borghèse. *Ragionamenti fra il Sr Duca di Nevers e il mandato de Sua Beatitudine a S. Eccellenza*. — Le cardinal de Saint-Georges paya au courrier les quarante-cinq écus promis par le P. Possevino pour sa course.

âmes et pour la restauration du royaume de France. C'était, disait le duc, le désir unanime des gens de bien ¹.

Le P. Possevino resta au collège des Pères Jésuites de Mantoue pour attendre la réponse du Pape; il avait obtenu du duc de Nevers la promesse de ne parler à personne avant sept ou huit jours du motif de son arrêt; aussi il pria instamment le cardinal de Saint-Georges d'expédier avec promptitude et en secret cette affaire. Si on devait le faire venir à Rome, fallait-il prendre la route de Florence, afin de dire un mot au duc de Toscane, car on ne pouvait paraître se défier de lui? Le duc de Nevers désirait voir le P. Possevino aller jusqu'à Rome, afin de rapporter verbalement au Pape les secrets qu'on n'avait pu écrire et de répondre à diverses objections. « Mon voyage à Rome, écrivait encore Possevino, serait nécessaire, pour certaines considérations impossibles à dire par lettres. » Si le Pape permettait au duc de Nevers de venir à Rome, non comme ambassadeur du Roi, mais comme duc de Nevers, ne serait-il pas opportun de donner quelque éclaircissement à Mgr Bandini, vice-légat de Bologne, et au vice-légat de Viterbe sur la manière de recevoir le duc? Il ne faudrait pas lui faire un affront et donner ainsi aux jeunes Français de sa compagnie une mauvaise impression. Le P. Possevino demandait même s'il ne conviendrait pas d'annoncer que le duc a été absous de l'excommunication, car plusieurs peut-être voudraient fermer les églises devant lui; or le duc en serait blessé au cœur, et de fâcheux résultats s'en suivraient. Accepter le duc de Nevers comme simple particulier, ce serait peut-être tirer de lui quelque lumière et s'en servir pour le service de Dieu, car il est loyal et sincère : peut-être les affaires en seraient-elles aplanies, jusqu'à ce que Dieu indique un moyen plus certain de les arranger ?

Telles étaient les considérations présentées par le P. Possevino ². Elles devaient être acceptées.

Dès que les lettres du P. Possevino et du duc de Nevers parvinrent à Rome, le Pape convoqua les Congrégations du Saint-Office et de France pour leur en donner communication. Toutes deux furent d'accord : il ne convenait pas de recevoir le duc de

¹ Archives du prince Borghèse, *l. c.* Lettre du 15 octobre 1595.

² Lettre du 19 octobre 1593 au cardinal de Saint-Georges. Archives du prince Borghèse à Rome, *l. c.*

Nevers comme ambassadeur du roi de France. Mais, vu les marques de piété observées par le P. Possevino et que le Pape avait apprises avec grand plaisir, le duc pouvait, selon son intention, se rendre à Rome. Le père pourra aussi venir. Le P. Possevino devait bien exprimer au duc qu'il était impossible d'agir autrement, car il pouvait être certain de l'affection du Pape. « Le Pape, écrivait le cardinal en terminant sa dépêche, a reconnu dans cette négociation votre habileté et votre longue expérience; aussi ne vous a-t-il pas épargné les louanges; » et le cardinal était chargé de les lui exprimer¹.

Lorsque cette dépêche parvint, le 28 de bon matin, au P. Possevino, le duc de Nevers n'avait pas encore quitté Desenzano, où une indisposition l'avait retenu plusieurs jours. Possevino, désireux de voir d'abord le duc de Mantoue, vint le trouver sur les confins de la province de Brescia, où il était à la chasse. Il passa avec lui la journée du 29, cherchant à l'engager à seconder les desseins du Pape, puis il alla au devant du duc de Nevers qui venait de coucher à Goito, à dix milles de Mantoue. Possevino lui communiqua le passage de la lettre du cardinal où le Pape l'assurait de son affection. « Cela me suffit, cela me suffit, répéta deux fois le duc de Nevers. J'obéirai à Sa Béatitude dont la loyauté² m'attire à Rome. J'irai simplement comme duc de Nevers, sans le titre d'ambassadeur du roi de France. Mais je vous prie de m'aider, ajouta-t-il, afin que je puisse faire accepter par le Roi cette modification à mes instructions. Aidez-moi pour qu'il ne la prenne pas en mauvaise part et que je puisse venir en aide à ce royaume. »

« Les raisons alléguées par le Souverain Pontife sont très graves, répliqua le P. Possevino; il sera impossible au Roi de les lire avec attention, sous le regard de Dieu, et de n'en être pas frappé. S'il avait des pensées secrètes et coupables, il ne pourrait du moins s'empêcher de reconnaître la perspicacité et la droiture du Souverain Pontife. »

Le P. Possevino transcrivit en français les raisons exposées. Le duc devait ainsi les mieux comprendre et le Roi pourrait les lire lui-même sans interprète. Possevino les résuma brièvement;

¹ Lettre du 25 octobre. Le cardinal au P. Possevino. Archives du prince Borghèse, à Rome, *l. c.*

² « Integrità. »

ses expressions, sans exaspérer le Roi, devaient l'exciter à connaître la vérité et l'amener peut-être à quelque acte sincère de pénitence.

Le P. Possevino pria en outre le duc de Nevers de recommander aux gentilshommes de sa suite de ne pas abuser, dans leurs discours en Italie et dans leurs lettres en France, de la bonté avec laquelle le Pape le recevait. Puis il ajouta : « Faites en sorte qu'en France plusieurs ne se prévalent pas de cette permission pour froisser ¹ les cœurs des catholiques, comme l'hérésie pleine de venin a coutume de le faire. » Le duc de Nevers connaissait très bien, dit le P. Possevino, les agissements des huguenots, et il promit loyalement d'y pourvoir. Le duc combina ensuite avec Possevino l'ordre de son voyage. Après être resté trois jours à Mantoue, où il devait arriver le 30 octobre, pour se préparer à la confession et à la communion comme il le fait chaque année pour le jour de la Toussaint, il se dirigerait sur Bologne : pour y aller il mettrait trois jours, puis deux jours et demi pour arriver à Florence, s'il n'était pas retenu à Pratolino. Il avait le dessein de passer un jour à Florence, mais il en passerait peut-être deux ou trois, disait-on, puis, à petites journées, il viendrait à Rome, où il comptait arriver le 20 novembre. D'après l'ordre du cardinal de Saint-Georges, le P. Possevino devait y précéder le duc au moins de trois ou quatre jours.

Les ducs de Nevers et de Mantoue étaient satisfaits de la justice et de la prudence avec lesquelles avaient agi les deux Congrégations du Saint-Office et de France ; ils louaient également la paternelle douceur avec laquelle elles avaient traité cette affaire ².

Le duc de Nevers avait d'abord pensé venir à Rome par Florence ; mais il changea d'avis et prit la route de Loreto, où il devait séjourner deux jours afin d'accomplir un vœu de sa femme en consacrant son fils à la sainte Vierge. Le P. Possevino donna immédiatement avis de ce changement d'itinéraire au cardinal de Saint-Georges, et lui demanda de donner des ordres afin que, dans la Marche d'Ancône surtout, le duc ne fût pas

¹ « Deprimere. »

² Lettre du P. Possevino du 30 octobre 1593. Archives du prince Borghèse à Rome, *l. c.*

inquiété par les bandits ¹. Le 27 novembre on attendait le duc de Nevers à Bologne, où le P. Possevino arrivait également. Seulement, vu le mauvais état des routes, le père avait dû passer par Modène.

Le 6 novembre au matin le Pape réunit encore les deux Congrégations de cardinaux pour les consulter sur l'arrivée du duc de Nevers à Rome ². On décida que le duc devait venir avec le moins d'apparat et le moins de monde possible, et ne devait pas demeurer dans la ville plus de dix jours. On espérait tirer beaucoup de fruit de sa présence pour le bien des affaires et celui des bons catholiques : peut-être même pourrait-on gagner le duc si Dieu le permettait. Sans cette espérance, jamais il n'aurait été reçu. « Que Dieu, écrivait le P. Possevino, réalise donc la pensée du Pape pour délivrer le très noble royaume de France du péril de tomber dans l'hérésie et qu'il y ait un vrai Roi, réellement très chrétien ! »

Les réticences calculées du duc de Nevers, dans son entrevue avec le P. Possevino, l'avaient admirablement servi : on désirait savoir à Rome ce que le duc avait de si important à dire ³.

Le soir même le P. Possevino recevait du cardinal Aldobrandini l'ordre d'aller à la rencontre du duc lui porter la décision du Pape et des Congrégations. Le duc de Nevers ne devait pas paraître venir avec un caractère public. Personne ne devait croire qu'il vint ainsi, car ce serait contraire à l'intention de Sa Sainteté. — « Si le duc ne fût parti de France au nom de qui il savait bien, le Pape l'aurait reçu non seulement très volontiers, mais lui aurait fait encore de publiques démonstrations d'amitié. La nécessité de ne pas manquer à son devoir et à ce qu'il doit défendre, force le Pape d'agir ainsi, et le duc comprendra qu'il ne peut faire autrement ⁴. »

Le P. Possevino, se détournant aussitôt de sa route, prit celle

¹ Lettre du P. Possevino du 7 novembre 1593.

² Archives du prince Borghèse. *Registro del Cardinale Aldobrandini* (1592 ad 1594), fol. 41.

³ « Et si senta quello che Egli dice di portare di moltissimo momento. » *Registro del Card. Aldobrandini*. Lettre à Mgr di Cremona.

⁴ Tout ce passage entre guillemets a été ajouté sur la minute du cardinal de Saint-Georges par une autre main, peut-être celle de Clément VIII ou celle du cardinal si la minute a été écrite par un secrétaire (Observation du P. Maxime Viallet). Archives du prince Borghèse. *Minuta del Card. S. Giorgio al Padre Possevino*, 6 nov. 1593.

de Loreto, et il rencontra les gens du duc de Nevers entre Tolentino et Macerata, le 15 novembre vers midi. Apprenant que le duc était dans un coche avec le prince son fils et d'autres personnes, il aima mieux revenir de suite à la Muccia où le duc allait coucher, afin de pouvoir lui parler tranquillement ¹.

Le P. Possevino s'acquitta de sa commission.

Le duc de Nevers resta un moment surpris, et, poussant un soupir, il avoua la perplexité où il était plongé. Cependant, désireux, disait-il, de ne pas se laisser emporter par la passion, il ne voulut pas répondre immédiatement, afin d'avoir la nuit pour prendre conseil. Le lendemain matin, en effet, il fit appeler le P. Possevino et voulut lui dicter sa réponse : « Jusqu'ici, mon Père, j'ai reçu en bonne part tout ce que vous m'avez communiqué au nom de Sa Sainteté, car je croyais que c'était pour le bien de la religion et du royaume de France. Mais votre nouvelle communication de ne pas venir à Rome avec une suite, afin de ne donner aucun ombrage, et surtout de n'y pas venir sans être résolu de ne pas m'y arrêter plus de dix jours, me paraît très dure et blessante pour ma qualité, pour le bien que j'aurais l'intention de faire. Ce que vous m'avez dit hier soir de la part de Sa Sainteté ne répond pas, je le vois clairement, aux paroles prononcées en présence du duc de Mantoue, lorsqu'un courrier exprès apporta de Rome une réponse très bienveillante au sujet de mon arrivée dans cette ville. Cette nouvelle décision, j'incline à le croire, est inspirée par des étrangers : elle ne vient pas de la droite et pure volonté de Sa Sainteté. J'en suis convaincu et je lui donnerai ainsi satisfaction : j'entrerai à Rome accompagné seulement de mes gens et des personnes que vous voyez, jeunes nobles venus pour accompagner mon fils, car les autres qui viennent à leurs frais m'ont quitté pour visiter l'Italie en suivant une autre route. J'entrerai au temps et à l'heure qu'il plaira à Sa Sainteté.

« Quant à demeurer seulement dix jours à Rome, je ne sais comment accepter. J'irai donc aux pieds de Sa Sainteté pour calmer mon inquiétude. Je pourrais prendre une autre résolution, plus agréable à ceux qui suggèrent de semblables conditions : ce serait de m'en retourner. Mais ce serait contraire au bien

¹ Lettre de Possevino du 16 novembre 1593. Archives du prince Borghèse, L. c.

que je voudrais obtenir, Dieu le sait. D'ailleurs, après deux mois de voyage, par des routes difficiles et du mauvais temps, après beaucoup de fatigues, dix jours paraissent bien courts pour faire reposer moi et mes chevaux.

« Je supplie donc Sa Sainteté de vouloir bien me permettre de lui baiser les pieds le soir même de mon arrivée à Rome, sans cérémonie, à la nuit, afin de satisfaire mon désir. J'aimerais entendre de la bouche même de Sa Sainteté sa volonté et ses ordres au sujet de mon séjour, afin de me conformer autant qu'il me sera possible à la bonne et sainte pensée que j'espère trouver en Sa Béatitude. »

Telles furent les paroles dictées par le duc de Nevers. Le P. Possevino, après avoir repris, comme il en avait reçu l'ordre, l'écrit donné précédemment par lui au duc de Nevers, revint à Foligno : il devait arriver à Rome un jour avant le duc ¹.

Pendant cinq audiences, le duc de Nevers supplia le Souverain Pontife d'absoudre le Roi, mais il ne put rien obtenir ². Clément VIII attendait une démarche plus positive, car il avait besoin d'imprimer dans les esprits la pensée qu'on ne se joue pas des foudres lancées par le vicaire de J.-C. contre un hérétique relaps, cet hérétique fût-il devenu roi de France. Clément VIII sauvagardait ainsi la dignité du Saint-Siège.

V

Il y avait alors deux dangers à courir, deux écueils à éviter : « Auprès du Roi, disait d'Ossat, il y avait des gens qui, pour un poil de leur intérêt, ne se soucieraient que Sa Sainteté et le Saint-Siège perdissent l'obéissance de toute la France. » D'un autre côté il y avait des catholiques « si transportez de haines,

¹ Lettre de Possevino, du 16 novembre 1593, à une demi-heure de nuit. Archives du prince Borghèse, *l. c.* Le courrier expédié dans la soirée avait promis au P. Possevino d'être à Rome le lendemain dans la matinée.

² Le P. Possevino avait envoyé un sommaire de douze « Inconvénients qui résulteraient si le Pape refusait l'absolution demandée par le duc de Nevers. » Le duc de Nevers lui avait sans doute remis cette pièce. Archives Borghèse, t. III, p. 74^a.

³ Le 15 janvier 1594, le cardinal Aldobrandini écrivait au nonce à Venise :

qu'ils ne voudraient à aucune condition voir le Pape accorder l'absolution ; d'autres trouvaient imprudent de l'accorder sans faire préalablement donner de bonnes assurances pour la religion catholique. Toutes les lettres du duc de Mayenne ont toujours ce refrain de scuretez. »

A Rome ces catholiques accusaient le P. Possevino d'avoir modifié les instructions du Pape : il n'avait pas exigé le retour du duc de Nevers en France, disaient-ils, et il avait fait son jeu. Possevino dut se disculper. Sans doute, dans le premier entretien avec le duc de Nevers, il n'avait pas parlé de revenir en France, mais il avait dit combien l'obéissance à Sa Sainteté serait utile pour avancer les affaires. Si Sa Sainteté avait été présente, elle ne lui aurait pas ordonné d'exprimer autrement ses sentiments. Il se réservait d'être plus explicite, quand il aurait reçu de nouveaux ordres du Pape mieux informé de l'état des choses. D'ailleurs sa conduite avait été approuvée par le Pape et les cardinaux de deux Congrégations, et Sa Sainteté avait eu des éloges pour son habileté. Il voulait gagner les bonnes grâces du duc de Nevers en le traitant avec bienveillance et le disposer ainsi à recevoir les ordres du Souverain Pontife. Celui-ci, de sa propre main, n'avait-il pas modifié les instructions remises au père en donnant pour cause du refus de laisser venir le duc à Rome en sa qualité d'ambassadeur du roi de France ? Il en avait conclu que, si le duc ne venait pas comme ambassadeur, on ne pouvait lui dire de s'en retourner. Le P. Possevino n'avait-il pas, du reste, appris par l'entourage du duc le traité conclu, à son passage en Suisse, pour des levées à faire au cas où le Pape refuserait l'absolution ? Le duc n'avait-il pas traité avec un colonel des Grisons au service du roi de Navarre, et dès lors ne pouvait-il penser que le sens des paroles de l'Instruction avait été limité par Sa Sainteté ? Ne pas tenir compte des circonstances était montrer peu de jugement, car, dit-on souvent, on donne à ses ambassadeurs la commission, mais non la manière de s'en servir ¹.

« Lorsque le duc de Nevers arrivera, vous n'avez ni à le visiter, ni à le fuir; s'il vous rend visite, vous pourrez la lui rendre, ainsi le réclame sa qualité. » *Registro del card. Aldobrandini*. Arch. du prince Borghèse.

¹ Le P. Possevino terminait sa lettre en suppliant le cardinal Aldobrandini « par les saintes plaies du Christ de montrer au Pape sa lettre et son

A Rome les Ligueurs parurent donc avoir gain de cause : le Pape refusait positivement de donner l'absolution au Roi (28 déc. 1593); le duc de Nevers était congédié; le marquis de Pisani, alors à Pesaro, recevait l'ordre de sortir de l'État pontifical; le P. Possevino, nous venons de le voir, était accusé. Mais en France les Ligueurs étaient battus, et la cause du Roi triomphait. Villeroy, le conseiller du duc de Mayenne et un des premiers hommes d'État du temps, faisait sa soumission. Le marquis de Vitry publiait son éloquente lettre à la noblesse et énumérait les motifs qui devaient faire abandonner le parti des Ligueurs.

Aussi le duc de Mayenne, inquiet, destitua le gouverneur de Paris, M. de Belin, suspect à ses yeux de royalisme. Mais le Parlement s'énuit, et « protestant de s'opposer aux mauvais desseins de l'Espagnol et de ceux qui le voudraient introduire en France¹, » il demanda le maintien du S^r de Belin. Toutefois le duc de Mayenne ne se rendit pas, et remplaça M. de Belin par le comte de Brissac.

Cependant les royalistes, dont le nombre à Paris grossissait de jour en jour, « principalement depuis la conversion du Roi, » « ne laissèrent de poursuivre leur dessein pour remettre cette ville en son obéissance. » Ils répandirent parmi le peuple une foule d'écrits : le *Dialogue du Maheustre* (royaliste) et du *manant* (catholique), la *Satire Ménippée*, furent les plus célèbres. On posait à Paris cette interrogation : « Ne veux-tu jamais te guérir de cette frénésie qui pour un légitime et gracieux Roy t'a engendré cinquante roytelets et cinquante tyrans ? » — On y demandait « un Roi, chef naturel, non artificiel, un Roy déjà fait, non à faire... Le Roy que nous demandons est déjà fait par la nature, né au vray parterre des fleurs de lys de France, rejetton droit et verdoyant de la tige de saint Louis.... On peut faire des sceptres et des couronnes, disait-on avec un grand sens, mais non pas des Roys pour les porter. »

Le 12 janvier, le procureur général Molé réclama pour le Roi l'obéissance que depuis sa conversion au catholicisme, disait-il, on ne pouvait plus lui refuser, et il enjoignit le 14 au prévôt des

mémoire, utile, disait-il, pour le bien qu'il a exercé, et exerçait pendant trente-cinq ans contre les hérétiques. » Possevino envoyait de Mantoue l'instruction qui lui avait été remise : 6 février 1594.

¹ *Mémoires de la Ligue*, t. VI, p. 52.

marchands de réunir une assemblée de ville pour aviser à ce qui serait nécessaire. Le lendemain 15, les quarteniers ayant exposé au prévôt la misère du peuple, le prévôt alla trouver le duc de Mayenne qui interdit au Parlement de délibérer sur les affaires publiques et aux habitants de s'assembler plus de six ensemble.

Le 21 janvier le duc de Mayenne, ayant banni sans jugement six des principaux bourgeois, le Parlement leur ordonna de résister. Il y eut conflit, mais le duc de Mayenne avait la force en main et il fit exécuter son décret. Cependant le ressentiment s'accrut. Or le prévôt des marchands, de Beaurepaire-Langlois, était un homme de tête ; échevin, il avait « d'un longtemps et dextrement pratiqué en tous les quartiers de Paris nombre de personnes de toutes qualités ; » il se mit à recruter une armée parmi l'élite de la population parisienne.

Henri IV agissait de son côté : un des arguments du Pape pour différer de le reconnaître avait été qu'il n'était pas sacré. Aussitôt il alla à Chartres — car Reims était à la Ligue — et se fit donner l'onction sainte. Le 6 mars le duc de Mayenne, se jugeant impuissant à contenir le mouvement, quitta Paris : c'était perdre son pouvoir. Aussitôt le comte de Rochepot et d'Espinay Saint-Luc se mirent en relations, par M^{me} de Brissac, avec le gouverneur de Paris¹, et tous trois, d'accord avec le prévôt des marchands Langlois, les colonels de quartier et des membres du Parlement, arrêtrèrent le 19 un plan pour l'occupation de la ville.

Le 21 au soir, Brissac laissa ouverte la porte Neuve ; Diego de Ibarra s'en aperçut, et surveilla Brissac jusqu'à trois heures du matin, où il alla se coucher. En ce moment même les bourgeois enrôlés par Langlois prenaient les armes ; à quatre heures du matin, d'Espinay Saint-Luc se présenta devant la porte Neuve avec les troupes du Roi.

Henri IV, parti de Senlis la veille, à cheval, par la pluie, était arrivé à Saint-Denis vers minuit. A six heures du matin il entra à son tour dans Paris, dont la population se réveilla aux cris de : « Vive la paix ! Vive la liberté ! » Tout le monde se pressa dans les rues et forma cortège au Roi, qui vint à Notre-Dame assister à la messe. Chacun alors put lire et commenter la proclamation

¹ D'Espinay Saint-Luc avait épousé Jeanne de Cossé, sœur de Brissac. — Voir *Relation de l'occupation de Paris* publiée par la *Revue rétrospective* 1838, p. 5.

royale datée de Senlis le 20 mars. Henri IV y réclamait l'oubli du passé et promettait de vivre en la religion catholique.

Les lansquenets allemands ayant seuls essayé un moment de faire résistance, le maréchal de Matignon les avait dispersés, après en avoir tué une trentaine ¹.

Paris était au Roi, et l'historien d'Henri IV, M. Poirson, a dit avec vérité : « La Révolution fut un soulèvement de la bourgeoisie, secondé seulement par un corps de troupes régulières. La réduction de la ville a été l'œuvre en commun du Roi, des politiques et des Ligueurs français, aidés par le concours de la masse de la population. » Aussi le même écrivain a pu faire observer qu'on reconnut là « de quelle utilité est la présence des bons citoyens dans les troubles civils et dans les révolutions. »

Le Roi publia un édit (28 mars) et rétablit le Parlement. Deux jours après, ce parlement rendit un arrêt pour « casser et révoquer comme nul tout ce qui avait été arrêté par les prétendus députés de l'assemblée tenue sous le nom d'États généraux du royaume ². » Il ordonna de quitter le parti de la Ligue, révoqua le titre de lieutenant général donné au duc de Mayenne, et supprima « es registres et liasses ce qui s'est fait et passé en la cour pendant les troubles contre l'honneur, l'obéissance et la fidélité due au Roy à présent régnant ³. »

Des capitulations avec des villes, des traités avec des capitaines se conclurent chaque jour ⁴, et, le 22 avril, la Sorbonne reconnut la légitime autorité d'Henri de Navarre.

¹ La duchesse de Montpensier, sœur du duc de Mayenne, surprise par l'arrivée du Roi, lui exprima son regret que « son frère ne lui eût pas abaissé le pont. » — « Je n'y fusse pas arrivé si matin, » répondit gaïement Henri IV.

² *Mém. de la Ligue*, t. VI, p. 85.

³ *Ibid.*, p. 88.

⁴ Laval, par exemple, fut remis entre les mains du maréchal d'Aumont le 27 avril, etc... — On a beaucoup parlé des sommes énormes données par Henri IV aux capitaines et seigneurs de la Ligue pour prix de leur soumission. M. Arthur Bertrand, dans ses intéressants *Documents pour servir à l'histoire du Maine*, a montré que, pour Bois-Dauphin au moins, le chiffre a été très enflé. D'après les pièces authentiques, Bois-Dauphin aurait reçu cent cinquante-cinq mille écus, c'est-à-dire quatre cent soixante-onze mille livres, tandis que Sully parle de six cent soixante-dix mille huit cents. M. Bertrand montre pourquoi Sully a enflé ses chiffres (*Documents*, p. 116). Maintenant, sur ces cent cinquante-cinq mille écus remis à Bois-Dauphin, soixante-sept mille étaient destinées à payer des garnisons ou des dettes contractées au nom du Roi. Bois-Dauphin ne reçut donc pour lui personnellement que quatre-vingt dix mille écus. Mais comme il avait pris des enga-

Le Pape ne la reconnaissait pas encore. Le 18 octobre 1594 l'évêque de Nevers, Arnaud, exposait à Clément VIII « combien en France on avait besoin de son secours, car s'il refusait la grâce de l'absolution, disait-il, le dernier acte de la tragédie était proche. » Il ajoutait : « C'est le retour du Roi dans le sein de l'Église qui doit sauver : il n'y a personne assez aveugle et jugeant assez mal les choses pour ne pas prévoir et voir l'extrême ruine de la France ¹. »

Le Souverain Pontife le voyait ; aussi, lorsque le Roi lui fit annoncer enfin l'envoi d'ambassadeurs chargés de solliciter son absolution, Clément VIII répondit à l'abbé d'Ossat ² (15 décembre) : « Les personnes envoyées par le Roi seront bien venues et je les écouterai volontiers, car je ne me suis proposé en ces affaires que de conserver la religion catholique et le royaume. » Étendant alors son bras droit et l'empoignant au dessus du coude avec sa main gauche, il dit avec grande animation que si, avec ce bras, il pouvait remettre le royaume de France en l'état auquel il était du temps d'Henri II, il le donnerait bien volontiers. « Je prie Dieu pour la France, ajouta-t-il, et pour que le Roi devienne bon catholique. » Clément VIII dit encore à l'abbé d'Ossat qu'il n'avait point refusé au duc de Nevers de recevoir le Roi ; il lui avait dit au contraire : « Si le Roi donne des signes de pénitence et fait de son côté ce qui est en lui, le Pape remplira ensuite son devoir ³. »

D'Ossat vit un instant après le cardinal Aldobrandini : celui-ci l'assura des bonnes dispositions de Sa Sainteté, non seulement « à voir tous ceux que le Roi voudrait envoyer, mais aussi à faire toutes choses qui seraient pour le bien de la religion et de l'État. »

gements pour cent cinquante mille écus, il lui resta encore soixante mille écus de dettes. Il ne parvint jamais à les acquitter ; ses créanciers saisirent la vicomté de Breteau en 1621 et le marquisat de Sablé en 1648. — « Nous ne doutons pas, dit M. A. Bertrand, qu'une étude attentive des traités et capitulations n'amène à constater une semblable exagération pour toutes les sommes que Sully a fait figurer dans son « Estat », destiné à calmer la rapacité des quémandeurs dont Henri IV était entouré. » (*Ib.*, p. 116.)

¹ Archives du Vatican, *Lettre*, t. XLII, p. 121.

² L'abbé d'Ossat, né le 20 juillet 1537 (et non en 1533 ou 1535) à Larroque (et non à Cassagnabère), canton de Castelnau-Magnoac (Gers); son père était un simple ouvrier forgeron. Voir l'excellente notice de M. Tamizey de Larroque, en tête des *Lettres inédites du Cardinal d'Ossat*, Paris, 1872, in-8°.

³ *Lettres de d'Ossat*, t. I, p. 299.

Cependant les intrigues pour retenir le Souverain Pontife continuaient. « Les Espagnols font ce qu'ils peuvent pour empêcher la réconciliation de la couronne de France avec le Saint-Siège, écrivait d'Ossat : ils ont publié des livres pour mettre scrupule en l'âme du Pape et de tous ceux qui inclinent à l'absolution. » Les Espagnols répandaient aussi de fausses dépêches pour présenter les événements sous le jour qu'ils voulaient leur donner. Mais, ajoute d'Ossat, « le Pape les cognoist meshuy trop et est d'ailleurs trop bien adverty pour se laisser ainsi tromper par eux. »

Ainsi le roi d'Espagne qui, pour satisfaire des intérêts égoïstes, détournait de son but la puissance que Dieu lui avait donnée, voyait son crédit tomber et sa renommée décroître.

Cependant, tout en accordant sa faveur au nouveau converti, Rome n'abandonnait pas les anciens défenseurs de l'Église. Clément VIII rappelait à d'Ossat que les Ligueurs avaient soutenu la cause de la religion catholique et le cardinal Aldobrandini, tout en reconnaissant « qu'il y avait faute de leur part, » disait : « Ce serait bien fait de leur pardonner. »

Henri IV le voulait bien, mais certains Ligueurs ne cessaient de présenter au Pape des réquisitoires contre lui, et les villes restées dans le parti n'étaient pas les dernières à parler. Ainsi les consuls de Marseille dénonçaient à Rome la « frauduleuse et feinte conversion que le Roi dit avoir fait par devant aucuns prélats ses fauteurs. » Il ne fallait y avoir aucun égard, disaient-ils, « d'autant que ce n'est qu'une vraie hypocrisie ; » et alors ils énuméraient leurs griefs : charges des Parlements enlevées à une partie des catholiques et données aux Huguenots, à ce point que le Parlement de Paris se trouve être déjà composé pour plus des deux tiers de gens du parti hérétique ; — défiance où l'on tient de bons catholiques comme le cardinal de Bourbon, Mgr de Longueville, Mgr d'O ; — disparition de plusieurs autres, « misérablement empoisonnés, tués, assassinés. » — « Le Roi enfin, concluaient les échevins, ne cherche, très Saint Père, à être reçu à conversion et absolution que pour ruiner avec plus de facilité et plus doucement les chrétiens de la France. »

Ces avis, émanés de catholiques dévoués, qui « protestaient de rester vrais enfants d'obédience au Souverain Pontife jusqu'à ce que le ciel leur eût donné un roi très chrétien de nom et de fait, » expliqueraient au moins la lenteur avec laquelle Clément VIII paraissait agir. Le Roi s'irritait de cette réserve, et dans le but

de forcer la main au Pape, un arrêt du Grand Conseil défendit de s'adresser à Rome pour obtenir des bulles et des expéditions de bénéfices ; les provisions devaient être données par l'archevêque de Bourges et des lettres du Parlement. C'était « l'Église nationale » qui apparaissait menaçante à l'horizon. L'abbé d'Ossat, comprenant le mauvais effet produit par ces mesures, cherchait à les excuser. « Comme auprès du Pape, disait-il au cardinal Aldobrandini, on faisait tous les jours de mauvais offices contre le Roi, aussi ne manquait-il pas pour en faire auprès du Roi contre le Pape. » Mais la cour de Rome était décidée : l'intérêt de la religion lui commandait d'agir, et le cardinal Aldobrandini disait alors à l'abbé d'Ossat : « Le Pape, en refusant l'absolution, serait contre le profit du Saint-Siège. » On ne pouvait donner de meilleures assurances.

Le 9 mai 1595, le Roi avait signé les instructions données à l'ambassade envoyée à Rome, et le 10 Henri IV nommait comme ses « procureurs spéciaux » Jacques Davy du Perron et Arnaud d'Ossat pour « présenter au Pape ses déclarations et excuses, le supplier d'octroyer sa sainte bénédiction et sa souveraine absolution et souscrire les promesses canoniquement exigées ». »

Mgr du Perron se mit en route par la Lorraine, Strasbourg, le pays des Grisons, Venise, Bologne, Florence, et le 12 juillet il arrivait à Rome, où se trouvait d'Ossat. Le soir même il fut admis à baiser les pieds du Pape, mais il ne lui parla d'aucune affaire. Le 16, les deux « Procureurs spéciaux » eurent une audience de Sa Sainteté et lui exposèrent l'objet de leur mission. Le Pape et les cardinaux leur firent tout le bon accueil désirable.

Cependant Clément VIII priait toujours et faisait prier. « Depuis la venue de M. du Perron, écrivait d'Ossat, tout Rome, par exprès commandement du Pape, est en dévotion, faisant tous les jours des processions et continuelles prières à Dieu qu'il lui plaise inspirer. » Le Pape lui-même vint par deux fois de grand matin, pieds nus, à Sainte-Marie-Majeure, célébrer la messe, et y demeura longtemps en prière.

Cette attitude était touchante, et avait, certes, quelque grandeur. Enfin le 1^{er} septembre, du Perron et d'Ossat vinrent demander solennellement au Pape, assis sous le portique de Saint-

¹ Cf. *Henri IV et l'Église catholique*, par l'abbé Feret. Paris, 1875, p. 179. — *Lettres missives d'Henri IV*, t. IV, p. 359.

Pierre et entouré de cardinaux, l'absolution des censures et excommunications encourues par Henri de Bourbon ¹. Le Pape l'accorda, et la bulle d'absolution porte la date du 17 septembre. Pendant trois jours il y eut des illuminations générales à Rome.

Les Ligueurs n'avaient plus aucune raison de résister : ils se soumirent ; mais leur soumission, assez prompte pour qu'on leur en sût gré, fut encore assez réservée pour ne pas être servile.

Le Parlement de Toulouse pria le Roi « de prendre en bonne part que la Cour differât de le reconnaître jusqu'à ce qu'il eût ratifié les articles relatifs à son absolution ; » et un arrêt portait « qu'après l'acceptation desdits articles par le Roi on avisera à ce que les habitants de la province puissent, en toute sûreté de conscience, le reconnaître comme légitime souverain ². »

La soumission du duc de Mayenne devait être la conséquence de l'absolution pontificale.

Le 28 octobre 1595, le duc écrivait, de Châlons où il se trouvait, pour demander « la bonne grâce du Roi. » Une chute qu'il avait faite l'avait empêché d'agir plus tôt, disait-il, mais il ne voulait plus penser qu'à être fidèle et à servir comme un sujet très obéissant.

Ce jour là la Ligue était réellement finie, et le marquis de Pisani pouvait avec vérité écrire au Souverain Pontife : « La consolation qu'il a plu à Votre Sainteté de donner au Roi très chrétien et aux bons français par sa sainte rebénédiction, a été reçue on ne peut mieux ³. »

VI

L'abbé Alexandre d'Elbène partit de Rome le 7 novembre 1595 pour porter en France la bulle d'absolution. Après avoir, avec beaucoup de difficultés et de désagréments, traversé les montagnes des Grisons, où un rhume, la fièvre, des pluies continuelles et la neige le forcèrent de s'arrêter pendant six jours, d'Elbène était arrivé à Nancy, à la cour du duc de Lorraine. Il fut alors

¹ Cf. détails dans l'abbé Feret, *l. c.*, et *Ambassades et Négociations du cardinal du Perron*, 1623, p. 162.

² *Inventaire des Archives de la Haute-Garonne*, B 142, par J. Judicis, 1867, in 4°.

³ Archives du Vatican, *Lettre*, t. XLIII, p. 277. Lettre du 6 février 1596. — Le gallican marquis de Pisani ne prononçait pas le mot « absolution. »

obligé de revenir sur ses pas et de « quitter la bonne route pendant quatre jours, afin d'éviter les courses de la cavalerie du Luxembourg qu'il savait guetter son passage. » Il arriva à Paris seulement le 13 décembre. Le Roi était absent. L'abbé parla au cardinal de Gondi, et lui remit le bref et les nombreuses lettres à son adresse dont il était porteur. Le cardinal lui fournit beaucoup de renseignements utiles pour son entrée à la cour, où il arriva enfin le 19 décembre. Cette cour de Henri IV était un camp.

Le 22, en présence du connétable, du grand chancelier, de tous les princes et d'une nombreuse noblesse, l'abbé d'Elbène présenta le bref particulier du Pape, puis la bulle, et comme il n'y eut qu'une voix pour faire l'éloge du Pape et bénir son nom, l'abbé en éprouva, dit-il, une grande consolation. Henri IV surtout se reconnut hautement très obligé, et estima cette grâce de l'absolution une des plus grandes fortunes que la bonté de Dieu lui eût accordée. Il en garderait, dit-il, un continuel désir de servir le Saint-Siège et chercherait à l'avenir à se montrer digne de ce bienfait. Il voulait espérer de Dieu la grâce de pouvoir un jour s'employer au service général de la chrétienté et procurer le repos à son royaume. Le Roi redit plusieurs fois les mêmes paroles, en manifestant un grand zèle et un grand contentement. « Il me prit ensuite à part, continue d'Elbène ¹, et m'interrogea avec curiosité pendant une heure sur beaucoup de particularités des affaires de Rome. Il fit de même deux ou trois fois les jours suivants. Je pris l'occasion de dire la vérité au Roi sur le cours de cette affaire, avant et depuis la négociation du duc de Nevers, et j'exposai les raisons et les causes qui avaient porté le Pape à temporiser, tout en faisant néanmoins de quotidiennes prières, publiques et secrètes, pour obtenir, selon son désir, la persévérance du Roi dans sa résolution. » D'Elbène parla également de l'affection du Pape pour le Roi et son royaume, de sa paternelle sollicitude pour procurer à ce pays le repos et lui rendre son prestige. Comme les protestants, inquiets de la bonne intelligence rétablie entre le Pape et le Roi, se montraient froids (leur retard à envoyer les secours promis avait causé en partie, disait-on, l'échec éprouvé sur la frontière de Flandres), le Roi, à ce propos, dit à d'Elbène: « Je préfère mille fois plus avoir acquis

¹ Archives du Vatican, *Lettere*, t. XLIII, p. 300.

la grâce et la bénédiction du Pape que tout ce que j'ai pu avoir perdu du côté des autres. » Il augurait pour l'avenir une victoire certaine sur ses ennemis, maintenant affaiblis, car, vu le peu de justice de leur cause, ils avaient perdu le prestige de combattre pour la religion, lui au contraire ferait la guerre avec plus de hardiesse et de bonheur que jamais : béni par le Pape, reçu par lui avec bienveillance, il défendait contre les injustes attaques de ses adversaires ce royaume auquel Dieu l'avait appelé pour le sauver de ses ruines et réserver les armes françaises pour défendre un jour la chrétienté.

Henri IV avait désigné déjà le duc de Luxembourg pour être son ambassadeur auprès du Souverain Pontife ; seulement le duc ne pouvait partir qu'au mois de février, et, comme le terme était encore long, Villeroy dit à l'abbé d'Elbène qu'on pourrait peut-être hâter son départ. Le duc de Luxembourg devait porter au Pape la réponse au Bref ainsi que l'approbation ou la ratification des « procureurs » du roi, au sujet de l'absolution ; il n'y aurait aucune difficulté, disait-on ; on donnerait à l'ambassadeur ordre de remercier de nouveau Sa Sainteté et tout le sacré Collège.

D'Elbène suggéra l'idée d'envoyer, sans attendre le duc de Luxembourg, un seigneur porter la réponse au Bref du Pape. Le Roi l'approuva ; mais avant de décider, il voulut attendre l'arrivée du cardinal de Joyeuse, qui devait venir dans huit jours¹.

Dès la réception de la Bulle d'absolution, le Roi demanda aux évêques des actions de grâces et des prières, aux gouverneurs des démonstrations d'allégresse pour le jour où elle serait publiée. Il révoqua par lettres patentes la défense faite de communiquer avec Rome pour les bulles et les provisions de bénéfices, et supprima toutes les innovations faites à ce sujet depuis quelques années ; l'autorité du saint Père devait être rétablie sur ce point en son ancien état². Seulement le Parlement de Paris fit, comme à son ordinaire, une tentative d'opposition : il refusa de recevoir les lettres patentes et demanda communication du texte de la

¹ Le 12 novembre, Henri IV envoya au Pape une lettre de remerciement, et le 17 il écrivit dans le même sens au Jésuite espagnol, devenu cardinal, le P. Tolet, « suscité, dit d'Ossat, pour conseiller, procurer, solliciter, achever, avancer et parfaire ce que les Espagnols abhorrent le plus. »

² Copie de ces lettres patentes fut envoyée par Villeroy à d'Ossat pour être communiquée au Cardinal Secrétaire d'Etat.

bulle. Deux mots surtout lui déplaisaient : le mot « d'annulation » des actes épiscopaux à Saint-Denis, et le mot « absolution ; » car, disait-il, les rois de France ont le privilège de ne pouvoir être excommuniés ; il demanda de remplacer le mot « absolution » par celui de « bénédiction ou réconciliation. » Mais, écrivait à Rome l'abbé d'Elbène, les magistrats seront à peine écoutés, le Roi étant résolu à ne pas laisser le Parlement s'entremettre en semblable chose.

L'abbé d'Elbène, instruit des prétentions du Parlement, montra au Roi, au connétable ¹, au grand chancelier et à Villeroy qui sont, disait-il « les principaux de son conseil et tous trois très dévoués, me semble-t-il, à l'autorité du Pape, » combien il importait de ne pas soumettre la Bulle à la censure et aux subtilités du Parlement. Tous assurèrent à d'Elbène qu'ils ne le permettraient pas et que les lettres du Roi auraient leur effet ¹. L'abbé d'Elbène écrivait la dépêche où nous puisons ces détails le 8 janvier 1596 à Folembay. Deux jours après, le premier président du Parlement de Paris et plusieurs conseillers vinrent trouver le Roi dans cette résidence pour demander la communication de la Bulle, afin d'y censurer quelques expressions ; mais le Roi interposa son autorité, et le Parlement fut forcé de passer outre ².

Les députés du clergé de France, réunis alors en assemblée, vinrent à leur tour présenter à Henri IV leurs « remontrances, » et le 24 janvier l'évêque du Mans se réjouit en leur nom de la « rébénédiction » obtenue du Pape. Le discours dura une grande heure. L'évêque parla aussi des abus introduits depuis six ans dans les provisions de bénéfices et de la vie peu réglée des personnes ecclésiastiques. Il pria le Roi de rétablir les choses selon les anciens usages et de demander au Pape l'envoi de délégués pour intervenir dans cette réforme, afin qu'en tous points le respect dû au Souverain Pontife fût observé.

Puis il s'agissait de savoir si on ratifierait les choix faits précédemment aux bénéfices, ou si on nommerait de nouveaux titulaires. Depuis huit ans, disait d'Elbène, plus de cinquante

¹ Le connétable était Henri de Montmorency : « Son Excellence tient la première et principale place de dignité et d'autorité en cette cour » écrivait une autre fois l'abbé d'Elbène. Lettre du 8 janvier 1596.

² Archives du Vatican, *Lettere*, t. XLIII, p. 305. Lettre du 24 janvier 1596.

évêchés et cent abbayes avaient été occupés, et les enlever à présent aux titulaires ce serait mettre la France sens dessus dessous ¹. Le duc de Luxembourg devait traiter cette affaire avec le Pape. Il paraissait ensuite très dur de recommencer à payer les annates, suspendus pendant les troubles des dernières années. L'abbé d'Elbène, pour tout terminer, s'efforça de persuader à M. de Gesvres « un des quatre secrétaires d'état qui gouvernent tout le royaume, » de demander les provisions de bénéfices pour son fils. Le 12 janvier 1596, le chancelier de Cheverny, sur les instances de l'abbé, écrivait de son côté au cardinal Aldobrandini que, « pour donner lui-même le premier exemple d'exécuter les lettres patentes du Roi, il demandait une provision pour son fils ². »

Aussi l'abbé qui, avec raison, faisait remonter à Henri IV l'initiative de ces résolutions, pouvait écrire : « On ne peut désirer plus de zèle que n'en a le Roi pour l'autorité du Pape. Le Roi a dit qu'en toutes les choses possibles il voulait donner satisfaction au Pape, autant que l'avait jamais fait aucun roi de France. Je trouve le Roi, plus que les autres, très disposé à se vouloir bien comporter avec le Saint-Siège en tout honneur et respect, et dans toutes mes conversations avec le Roi — elles ont été fréquentes, — j'ai toujours vu une très grande volonté de se conserver dans les bonnes grâces de notre Seigneur. »

Cependant le Pape songeait à envoyer un cardinal Légat *à latere* pour donner à la réconciliation du roi de France avec le Saint-Siège un éclat plus solennel. Le cardinal de Médicis fut choisi et se mit aussitôt en route ³. Mgr de Gondî devait aller à Lyon pour le recevoir au nom du Roi, avec de grands honneurs. « J'avais ordre, écrivait-il, de le rencontrer hors du royaume,

¹ Archives du Vatican, *Lettere*, t. XLIII, p. 310. Lettre du 24 janvier 1596.

² D'Elbène écrivait à cette occasion : « J'ai la hardiesse de faire considérer à Votre Sainteté que toute grâce qui lui sera faite sera très bien employée et portera beaucoup de fruit pour l'avenir. J'entends dire que dans le passé il a empêché beaucoup de désordres, il pourra servir en toutes occasions, et je le trouve si bien disposé à procurer la réunion de cette couronne avec Rome que j'espère beaucoup de lui et de son autorité. »

Archives du Vatican, *Lettere*, t. XLIII, p. 402.

³ Le 20 août 1596, le marquis de Pisani écrivait : « Le choix fait par le Pape du cardinal de Florence pour Légat en France, fut digne de la prudence et de la piété de Sa Sainteté, car elle ne pouvait choisir personne plus apte, plus ardente, ni plus droite que Sa Seigneurie illustrissime. »

mais sa diligence a prévenu les intentions du Roi qui l'attendait seulement au commencement de juillet. » Le cardinal Légat avait fait à Lyon une entrée solennelle le 26 juin 1596.

Mgr Du Perron, parti de Rome le 28 mars, et de Venise en même temps que le Légat quittait Florence, précéda celui-ci et arriva le 5 juillet à Amiens où se trouvait le Roi. Il fut reçu par Henri IV avec des « témoignages extraordinaires d'amitié. » — « Il m'embrassa à cinq ou six reprises différentes, écrivit l'évêque d'Évreux, et plusieurs fois en présence des seigneurs il répéta que je l'avais très bien servi ; il était très satisfait de mes peines et désireux de les reconnaître. »

Du Perron remit le bref et les lettres du Pape. Le Roi les lut avec grand respect, et dit à « haute voix qu'il lui était infiniment obligé, non seulement pour la faveur de son absolution, service inestimable, mais aussi pour son amitié et sa bienveillance paternelle. » Ses plus fidèles serviteurs le lui avaient écrit, et les lettres interceptées des ministres d'Espagne en portaient un témoignage irrécusable. Aussi, dans sa reconnaissance, il voulait, disait-il, « consacrer à l'avenir sa vie et son épée au service de Sa Sainteté. »

Du Perron remit également les lettres dont le cardinal secrétaire d'État l'avait chargé. Le Roi les reçut avec les mêmes sentiments, en rappelant l'affection que les Aldobrandini avaient toujours portée à la France, sans oublier les persécutions que ce dévouement leur avait attiré. « Le cardinal, dit-il, a bien montré que cet amour n'est pas éteint avec ses ancêtres, mais est tellement ravivé que c'est à lui, après Sa Sainteté, que le Roi est redevable de la grâce de son absolution, pour s'être employé sans crainte à lui obtenir cette faveur ¹. » Le reste de la soirée se passa en semblables discours : « Tantôt le Roi appelait les uns, tantôt les autres, pour leur demander s'il n'avait pas grande obligation à Sa Sainteté pour l'amour qu'elle lui portait, s'il n'était pas ainsi son débiteur, et si, devant Dieu et tout le monde, il ne devait pas le reconnaître ². »

Mgr Du Perron remit aussi un autre jour le petit tableau et le chapelèt que Sa Sainteté envoyait au Roi, Henri IV les trouva

¹ Archives du Vatican, *Vescovi di Francia*, t. XLII, f° 348. Lettre du 22 juillet 1596.

² *Ambassades*. L. de Du Perron au cardinal Aldobrandini, 24 juillet 1596.

très beaux et en parut charmé. Il destina le tableau à orner l'autel d'une somptueuse chapelle en construction à Saint-Germain en Laye, « lieu de sa demeure la plus ordinaire et la plus agréable, » et garda le chapelet « pour le porter sur lui et le dire chaque jour à l'église ¹. »

« Le lendemain, écrit l'évêque d'Évreux, je parlai au Roi de la venue du Légat, dont le Pape avait hâté le départ, lorsque le Roi cependant n'avait encore envoyé personne pour remercier de l'absolution donnée. — Le retard pouvait être un malheur, répondit le Roi, mais il n'était pas sa faute, car il provenait en partie de la rivalité de deux seigneurs qui briguaient l'honneur de cette commission, l'un en vertu d'une promesse royale, l'autre en invoquant les services rendus et ses précédents voyages. Il avait été d'ailleurs très occupé en ces derniers temps, comme chacun le savait, était très éloigné de son conseil qui ne faisait rien d'important en son absence, puis la maladie et bientôt la mort de la femme de M. de Villeroy avaient éloigné ce secrétaire d'État, sur lequel il se reposait de l'expédition des affaires d'Italie, car il les connaît à fond et les traite avec grand plaisir et facilité. »

Le Roi, très résolu de rendre au Légat tous les honneurs possibles, pria Du Perron de réfléchir à ce que l'on pourrait faire et de lui soumettre ses idées : il voulait quelque chose d'extraordinaire pour témoigner toute sa gratitude. Du Perron lui suggéra alors la pensée d'aller au devant du Légat, démarche que les autres rois n'avaient pas faite : « Cet acte à lui seul manifesterait à tout le royaume les sentiments du Roi. » Henri IV applaudit à cet avis. Du Perron lui avait fait, dit-il, un plaisir extrême en le lui proposant, car il ne voulait ni se conformer à l'exemple de ses prédécesseurs, ni calculer sa démarche, puisque le Saint Père avait été si obligeant ; c'était témoigner ainsi sa reconnaissance.

Du Perron communiqua également sa pensée au connétable et à M. de Villeroy : tous deux l'approuvèrent beaucoup et dès le lendemain on donna l'ordre de retenir le Légat à Montlhéry, à une demi-journée de Paris, jusqu'à l'arrivée du Roi : mais peut-

¹ Plus tard Henri IV dit au cardinal de Florence (L. du 14 août 1596. Archives du Vatican, t. XLV, p. 15), qu'il voulait faire peindre dans sa galerie des tableaux de Rome.

être le Légat aurait-il déjà dépassé Montlhéry et serait-il entré à Paris ? Dans cette crainte on envoya en hâte un courrier à Mgr de Gondi, qui l'accompagnait, avec ordre de marcher le plus possible à petites journées, sans en dire le motif au Légat.

Du Perron vint d'abord à sa rencontre pour le complimenter de la part du Roi, et lui remettre les lettres où Henri IV se disait très bien informé des bons offices qu'il lui avait rendus auprès du Pape. Trois fois Du Perron lui dit qu'il était le bienvenu et, pour le retenir dans sa marche, il ne put s'empêcher de lui confier le projet de venir à sa rencontre.

Le vendredi 19 juillet, vers 10 heures du matin, le Roi arriva à Montlhéry, accompagné de quarante seigneurs de haute condition, entre autres des ducs de Montpensier, de Mayenne, de Nemours, du maréchal de Brissac et du grand écuyer ; beaucoup d'évêques et de prélats français étaient également présents lorsque Henri IV se rendit au logis du cardinal Légat. Chacun applaudit et ressentit la plus vive joie. Du Perron, légèrement indisposé, arriva un peu en retard, et servit dès lors d'interprète au cardinal et au Roi dont M. de Fresne jusque-là traduisait les paroles.

Henri IV monta ensuite à cheval, et exprima à Du Perron sa joie d'avoir vu Mgr le Légat ; sa bonté, sa douceur, sa modestie, sa gravité, lui avaient extrêmement plu. Pour lui, pour tout le monde, le Légat n'était pas un homme, c'était un ange. « L'acte du Roi devait avoir du retentissement dans toute l'Europe : il devait édifier les hommes de bien et imprimer très vivement le respect qu'à l'avenir on devait dans toutes les affaires rendre à l'Église et au Saint-Siège ¹. »

Deux mois après, Villeroy remit au Légat, pour l'envoyer au Pape, la ratification de la bulle sur l'absolution du Roi. Elle avait été signée aux Tuileries, non sans beaucoup de difficultés, écrivait le cardinal, car je n'ai eu pour moi que Du Perron, Bellièvre et le Roi, qui a voulu maintenir sa promesse et lever toutes les chicanes. « Le Roi m'aime, écrivait encore le cardinal ; il a confiance en moi, et m'a demandé si j'étais content de lui. »

« Lorsque le Roi prit la plume pour signer, je dis d'approcher quelque chose dessous sa main ; mais il me répondit : « Ne craignez rien, ma main ne tremblera pas, car je le fais volontiers

¹ Archives du Vatican, *Vescovi di Francia*, t. XLII, p. 347.

comme j'y suis obligé et je n'ai jamais eu la pensée d'être parjure¹. »

VII

La conversion du Roi avait préparé son absolution ; l'absolution donnée solennellement par le Pape ôtait à la Ligue catholique sa raison d'être et tout motif de résistance. Cependant plusieurs Ligueurs ne voulaient point encore désarmer. Les protestants étaient également mécontents ; et l'Espagne, tout à l'heure presque maîtresse en notre pays, ne se résignait point à l'abandonner.

Il fallait tout faire rentrer dans l'ordre et tout pacifier.

I. L'abbé d'Elbène avait à Folembray profité de son voisinage de Soissons pour aller rendre visite au duc de Mayenne, alors dans cette ville ; et comme il lui parlait du bruit, alors général en Italie, de son commandement prochain en Hongrie, le duc répondit : « Je n'aurais rien désiré plus, mais aujourd'hui j'ai un maître, le Roi, et, sans sa volonté, je ne puis disposer de ma personne : je ne puis lui manquer en cette occasion de la venue du cardinal d'Autriche représentant Philippe II. Son désir, disait-il, était de servir le Roi d'une manière effective pour faire connaître au monde qu'il n'avait plus d'autre pensée et il en parla très résolument, » écrit d'Elbène. Le duc se plaignit beaucoup des Espagnols, et termina l'entretien en disant : « Je n'ai pas voulu abandonner mon parti avant la déclaration du Pape, mais à présent je regarderais comme une grande félonie de n'être pas le serviteur du Roi et le défenseur de cette couronne dont je suis vassal. »

L'absolution du Roi avait donc amené, dès le premier moment, la sincère soumission du duc de Mayenne, et celle-ci avait déterminé le retour de presque toutes les villes restées encore attachées au parti de la Ligue².

¹ Archives du Vatican, *Lettere*, t. XLV, p. 31. Lettre du cardinal Aldobrandini, 19 septembre 1596. Cf. l'abbé Feret, *l. c.*, p. 264.

² Il y avait des récalcitrants. Henri IV entretint un jour le Légat des affaires de la Ligue et en parla avec une certaine vivacité. « Je crois bien, écrivait le cardinal, qu'il éprouve sur ce point plus de difficultés qu'on ne

Les consuls de Marseille, dont nous avons entendu les accents véhéments, avaient été renversés par le peuple soulevé contre eux, et le nouveau viguier Pierre de Libertat dut écrire au Pape pour demander des lettres de décharge « sur ce nécessaires. » Qu'avait-il donc fait ? Le voici ¹ : « Il avait, disait-il, expérimenté avec ses concitoyens les cruels et tyranniques départements de Charles de Casaulx et Louis d'Aix qui par moyens obliques et très pernicioeux s'étaient acquis et usurpé souveraine domination à Marseille. » Malgré les déclarations faites par le Pape, malgré l'absolution donnée au Roi, ils n'avaient pas « voulu prendre la voie de soumission. » Mais, « ce qui est beaucoup plus dur et insupportable, ces tyrans qui n'avaient conseil que d'eux-mêmes, composés en duumvirat, » furent assez « perfides » pour faire venir dans le port de Marseille plusieurs galères d'Espagne avec bon nombre d'Espagnols, « démontrant par leurs menées et pratiques qu'ils ne tendaient qu'à la finale subversion de la ville et misère des habitants, chose, dit Pierre de Libertat, qui m'a rendu tout bouillant et ardent pour dissiper cette iniquité dont après avoir longuement étudié à mon entendement je me résous uniquement avec Dieu de m'exposer à tout péril... » Il appela à son aide ses frères, ses cousins, quelques amis, et le samedi 17 février 1596 au matin, la ville était remise à l'obéissance du Roi ; le 11 avril, l'évêque de Marseille, si accusé par les précédents consuls, put écrire au Pape : « Nous sommes délivrés de la tyrannie des duumvirs Cazeaux et d'Aix ². »

Mais si, dans le midi, Marseille n'était plus le foyer de la Ligue, le duc de Mercœur en portait encore le drapeau en Bretagne ³.

Le duc de Mercœur n'avait jamais voulu publier la Bulle sur l'absolution. L'abbé d'Elbène avait bien écrit de Folembray le 24 janvier 1596 : « On attend ici les députés du duc de Mercœur pour traiter de la paix ⁴ ; » mais on les attendait encore, et le cardinal

le croit. » Le Roi lui dit une fois : « Je n'ai pas agi comme certains : ils concluent leur paix particulière pour faire la guerre aux autres. Sa Sainteté n'a pas écouté la raison d'Etat en cette affaire, mais a suivi simplement le mouvement de son cœur et de son affection pour tous. » Archives du Vatican, *Lettere*, t. XLV, p. 178.

¹ Lettre du 26 avril 1595. Archives du Vatican, *Lettere*, XLIII, p. 126.

² Archives du Vatican, *Lettere*, *Vescovi di Francia*, t. XLII, p. 313.

³ Cf. *Choix de documents inédits sur l'hist. de la Ligue en Bretagne*, par M. Anatole de Barthelémy. Nantes, 1879 et 1880 (deux parties).

⁴ Archives du Vatican, *Lettere*, t. XLIII, p. 305.

Légat dut envoyer Mgr Ragazzoni pour persuader au duc de Mercœur au nom du Pape de rendre obéissance au Roi. Mgr Ragazzoni partit de Vervins le 2 mars, et arriva le 7 à Angers, où se trouvait l'évêque de Nantes, conseiller intime du duc et de la duchesse de Mercœur. Le Roi se rendit également dans cette ville, où Villeroy l'avait précédé. « L'accord est à peu près conclu, dit un jour Villeroy à Mgr Ragazzoni ; néanmoins le duc désirerait que vous allassiez à Nantes. » Henri IV, de son côté, disait à ce prélat : « Les affaires sont en bon état, mais rien n'est encore conclu ¹. » Mgr Ragazzoni partit le 17 pour Nantes, et le 18 il vit le duc de Mercœur. Il lui apportait, « non les censures du Pape, comme le bruit en avait couru, mais de bons avis pour son bien et des exhortations à déposer les armes, car le Pape n'approuvait pas sa résistance. » Mgr Ragazzoni présenta sa lettre de créance. Le duc la lut et relut avec un visage troublé et soucieux ; il ne cacha pas son déplaisir : « Il avait pris, dit-il, les armes pour la religion et avec l'assentiment du Pape. Sans sa vigilance, toute la Bretagne aurait été remplie de Huguenots ; mais il eût reconnu le Roi s'il avait eu l'honneur de savoir sur ce point la volonté du Souverain Pontife, car pour lui, avec ses quatre mille soldats, il pourrait encore se défendre. » C'était peut-être un peu de jactance ; du moins les principaux habitants de la ville, hostiles au duc il est vrai, venus pour voir Mgr Ragazzoni après son dîner, lui donnèrent des renseignements différents. Selon eux, le duc de Mercœur était abandonné de la plus grande partie de la noblesse, il n'avait pas deux mille hommes, et les habitants désiraient, si l'accord ne se faisait pas immédiatement, voir le Roi arriver à Nantes. La ville alors se soulèverait contre le duc, dont la tyrannie devenait insupportable.

Le duc de Mercœur revit encore Mgr Ragazzoni et fut très content de lui. Le duc était très disposé à obéir au Pape, et avait envoyé à Angers un courrier à la duchesse sa femme pour lui dire de passer par dessus toutes les difficultés qui se présenteraient. Il parla de son profond respect pour le Saint-Siège, de son zèle pour la religion et de son désir de servir le Pape en Hongrie.

Mgr Ragazzoni revint le lendemain 19 à Angers, où le Roi, auquel il rendit compte de son entretien, fit « avec des paroles qui

¹ *Ibid.*, t. XLV, p. 153. Lettre du 27 mars 1598.

venaient du cœur » l'éloge du Souverain Pontife, du bon esprit de Sa Sainteté, du grand amour qu'il témoignait à la France. « Le Pape, dit-il, a défendu la religion avec des armes spirituelles ; pour moi je la défendrai avec les armes temporelles. »

II. Après avoir désarmé les Ligueurs il fallait calmer les protestants. La conversion du Roi les avait irrités, mais ils avaient compris néanmoins qu'il fallait céder, et le duc de Luxembourg disait un jour au cardinal de Florence¹ : « le Roi est résolu de ne rien accorder aux hérétiques de plus que ce qu'ils avaient. » Les conversions devenaient nombreuses², et Sancy, l'un de ces convertis, ayant dit au Roi que beaucoup de protestants reviendraient à la religion s'ils recevaient des secours pour les mettre hors de besoin, le Roi ordonna d'affecter à cette intention douze mille écus sur son trésor. Sancy s'obligea à les donner pour le Roi, si le Roi ne payait pas³.

Henri IV ne paraissait pas ardent à favoriser les catholiques ; néanmoins, c'est la remarque du cardinal de Florence, il ne favorisait pas leurs adversaires. Deux fois, dans des discussions entre catholiques et protestants, les catholiques l'avaient emporté : le Parlement avait rendu son arrêt pour eux, et les hérétiques, ayant recouru au Roi, n'avaient rien obtenu, car ils avaient tort.

Les protestants s'agitaient cependant et ne ménageaient pas leurs expressions. Dans une assemblée nombreuse, tenue en Poitou en présence de Schomberg et autres officiers du Roi, où se trouvaient soixante ministres, Schomberg dut protester contre les propos tenus. Le Roi, dit-il, considère comme rebelles tous ceux qui troublent le royaume pendant la guerre avec l'étranger. L'autorité de Schomberg calma les esprits, et les protestants promirent de servir le Roi avec trois mille hommes sous les ordres du duc de Bouillon⁴.

¹ Lettre du 25 nov. 1596. Archives du Vatican. *Lettere*, t. XLIV, p. 11.

² Lettre du 12 mai 1597. Archives du Vatican. *Lettere*, t. XLV. — Le 24 juin 1597, Sancy exprimait au Pape ses sentiments de filiale obéissance. *Ibid.*, t. XLIII, p. 430.

³ La princesse de Condé et M^{lle} de Bouillon sa sœur se convertissaient au catholicisme ; t. XLIII, p. 281 ; le 17 mars 1597, le jeune prince de Condé, âgé de sept ans, avait été confié au marquis de Pisani, et celui-ci écrivait au Pape pour lui dire le soin avec lequel le Roi le faisait élever : « J'en ferai un prince chrétien, » disait-il. Lettre du 6 février 1596. Archives du Vatican. *Lettere*, t. XLIII, p. 277.

⁴ Lettre du 3 juillet 1597, *ibid.*, t. XLIV, p. 49. — Le 27 août ils n'avaient encore rien envoyé. *Ibid.*, t. XLIV, p. 60.

Aussi Henri IV, placé entre les restes des vieux partis, écrivait assez justement au duc de Luxembourg : « Si je ne tenais les Ligueurs et les Huguenots en bride par ma conduite et la crainte de mes armes, ils éclateraient et feraient plus de mal que devant, fomentez de dehors à divers fins et tous deux sous prétexte de religion. Les Ligueurs ne sont marris quand ils entendent que les Huguenots se remuent ; ils les invitent sous main, leur offrent assistance, et si j'use de quelque remède pour empêcher qu'ils n'éclatent, ils me blasment et scandalisent comme s'il procédait de faute d'affection et de soin de sa conservation de la religion catholique ; et les autres ont conçu une si grande défiance de moi depuis ma réconciliation avec le Saint-Siège, l'arrivée en ce royaume du Légat et sa négociation de la paix avec le roi d'Espagne, que je n'ai point de foy ni de paroles assez fortes pour les asseurer, de sorte qu'ils vont cherchant des seuretez en eux-mêmes qui sont très périlleuses. Ces perplexités sont incompréhensibles à ceux de loin, parce qu'elles sont déguisées par les méchans et prises diversement par les simples et ignorants auxquels souvent on adjoute plus de foi qu'à la vérité. Je suis contraint de lacher quelques grâces aux Huguenots pour oter le moyen aux chefs de parti et factieux de les émouvoir, où je fais plus que si j'y emploiai la force ¹. »

La pensée de l'édit de Nantes déjà se faisait jour. Le Roi en parla un jour au cardinal de Florence, en s'excusant de ne pouvoir faire autrement ; il était forcé d'y consentir, disait-il, afin d'ôter les armes des mains des rebelles. Si, par ce traité, il n'avait arrêté leur audace, il n'aurait pu faire la paix, et le cardinal, plus juste que beaucoup de catholiques, parce qu'il voyait de plus haut et mieux, écrivait : « En quelques endroits le Roi n'a pas été obéi. »

Henri IV voulait pressentir l'opinion du Légat au sujet de l'édit à donner ; il en avait fait parler à Sa Sainteté, lui disait-il ; il cherchait à gagner les chefs des protestants et à leur promettre de ne pas se soulever contre lui à toute occasion ; il en avait déjà gagné trois. — « La nature de cet édit ne m'est pas connue, répondit le cardinal, mais j'ai su plusieurs détails dont Sa Sainteté serait peinée, car elle ne comprendrait pas les raisons alléguées par Votre Majesté. » Le Roi répliqua : « Sa Sainteté reconnaitra

¹ Lettre du 11 août 1597.

que cet édit n'exprime pas ma volonté ; » il devait le prouver par sa négligence à le faire observer ; il espérait, s'il vivait encore six ans, éteindre l'hérésie en tout son royaume, et rétablir l'exercice du culte catholique, non seulement dans la principauté de Béarn, mais dans son royaume : — « Je n'en doute pas, » ajoute dans cette lettre le cardinal.

Le cardinal se faisait donc le répondant du Roi. « La peste, la guerre, la famine nous empêchent, le roi de France et moi, de faire tout ce que nous voudrions, écrivait-il, mais je l'affirme de nouveau, si le Roi pouvait avec la paix éteindre l'hérésie, il le ferait. C'est contre l'opinion générale, je le sais, mais c'est vrai. »

Si on s'inquiétait de voir une alliance s'établir entre la reine Élisabeth protestante et le Roi converti, le cardinal se portait encore garant des sentiments d'Henri IV. « Ne craignez pas cette alliance, disait-il, car le Roi sait que la reine soulève les hérétiques contre lui ; il me l'a fait dire. »

III. Tout en faisant disparaître les derniers restes de la Ligue et en désarmant les protestants, Henri IV cherchait à amoindrir l'influence de l'Espagne et à donner la paix à l'Europe. Les Espagnols avaient été aussi mécontents de la conversion du Roi que les protestants et les Ligueurs extrêmes.

L'abbé d'Elbène avait profité de sa présence à la cour pour parler de la paix avec l'Espagne ; il était forcé d'écrire qu'on ne la recherchait pas. « La guerre étrangère paraît ici nécessaire pour tenir occupés tous les esprits si habitués aux armes et consumer tant de mauvaises humeurs. Puis, disait-on, les Espagnols doivent être tellement fiers de leurs progrès en Picardie que ce n'est pas le moment de traiter. » Cependant la raison du Roi devait être frappée de la nécessité d'avoir la paix.

Il la désirait. Un jour, d'Épernon, Sancy et tous les ministres l'avaient conseillée : le duc de Bouillon seul ayant été d'un autre avis, le Roi s'emporta contre lui, et le duc, mécontent, quitta la cour avec Lesdiguières.

« La considération que j'ai pour Sa Sainteté me pousse seule à la paix, écrivait Henri IV au duc de Luxembourg, car encore que mon royaume ait besoin de repos..., nous sommes si accoutumés à la guerre que nous pouvons y résister... Ma cause est juste contre un manifeste usurpateur (Philippe II) qui emploie le nom de Religion pour couvrir son usurpation. Dieu, je crois, le fait

tant vivre et languir pour lui faire recevoir la juste punition de son ambition demesurée. »

La paix fut enfin conclue à Vervins le 2 mai 1598, et la même année Philippe II disparaissait de la scène du monde.

La joie fut partout. « La nouvelle de la paix générale nous a consolés, écrivait le 18 mai 1598 le cardinal Aldobrandini à Mgr Ragazzoni ¹; ce matin le Pape a fait une procession en actions de grâces. » « Il était temps que ce pauvre royaume, si affligé depuis tant d'années par des guerres injustes, civiles et étrangères, respirât en une bonne paix, écrivait à son tour le marquis de Pisani. La chrétienté en avait aussi le plus grand besoin, puisque la désunion de ces deux grands rois empêchait de marcher contre les infidèles. Il est vrai qu'une œuvre si sainte et nécessaire ne pouvait venir que du Pape, aidé de Dieu ². »

Le Légat s'était entremis avec zèle pour faire réussir les négociations, et le marquis de Pisani, témoin de ses efforts, écrivait encore : « On ne peut dire ce que tout le monde doit à la valeur et bonté du Légat pour avoir traité cette si importante affaire avec tant de prudence et loyauté qu'à lui seul, ce semble, est dû un si grand bien ³. »

Henri IV licencia aussitôt ses soldats pour réaliser ainsi une économie de trois millions par an ; il réforma aussi l'administration des Trésoriers des Finances, afin de pouvoir dégrever les impositions. Tout le monde, écrivait le cardinal, dit du Roi qu'il est devenu un autre homme ; plus que jamais il est aimé et respecté ⁴.

VIII

Le cardinal de Florence avait reçu, dès son arrivée en France, la meilleure impression. « Je crois pouvoir dire sans me tromper, écrivait-il ⁵, que la France est toute dévouée au Saint-Siège romain et au Pape. J'affirme que les hérétiques sont si peu forts qu'ils ne peuvent se soulever : ils ont peu de chefs, et ces chefs ne sont pas hérétiques par conviction, mais par intérêt. Le Roi

¹ Archives du Vatican, *l. c.*, t. XLV, p. 159.

² *Ibid.*, t. XLIII, p. 285.

³ Lettre du 4 juillet 1598. Archives du Vatican, t. XLIII, p. 285.

⁴ Lettre du 6 juillet 1598. Archives du Vatican, t. XLV, p. 178.

⁵ Lettre du 24 juillet 1596. Archives du Vatican, t. XLV, p. 9.

ne les favorise pas, et de ce côté j'affirme que l'on s'apaise beaucoup. »

Plus tard le cardinal compléta ses observations, et, dans un mémoire adressé au Pape ¹, il constata la passion avec laquelle beaucoup parlaient en France, et les grands maux causés par la guerre dans notre pays.

« Ces malheurs, disait-il, ont eu pour principe les hérésies, et les hérésies se sont développées à cause des grands abus qui se rencontraient. Maintenant le Roi est reconnu presque partout, et les accords se concluent chaque jour. Or les grands seigneurs, en conservant leur gouvernement, affaiblissent l'autorité du Roi, et par leurs demandes d'argent ils le forcent à grever les peuples, ce qui enlève cet élan d'amour du premier moment. Tout s'assombrit, les revenus ne rentrent pas facilement, et pour emprunter il faut subir des conditions très onéreuses, cause de désordre.

« Le Roi est à court d'argent ; les recettes sont très considérables, mais sont mal dépensées, volées, et dévorées par les intérêts des emprunts. On voudrait mettre de nouveaux impôts sur le clergé.

« Le Roi a de nobles sentiments et un cœur vraiment royal ; il a un esprit perspicace et est généreux : il ne pense pas autant qu'il le pourrait à l'économie. »

Le Légat ne partageait pas, selon les habitudes de plusieurs, le royaume en trois groupes : catholiques, politiques et hérétiques, car, disait-il, « il y a très peu d'hérétiques, et quant aux catholiques politiques, je n'en vois pas ; s'il y en a, ils sont ailleurs, il y en a à Rome comme il peut y en avoir à la cour et dans les Parlements, mais ils ne sont pas nombreux.

« Le Roi estime les hérétiques et il les craint : il paraît être leur obligé et a les chefs en haine. Ces chefs, Bouillon, Lesdiguières, La Trémoille, Sancy, font beaucoup de mal et font peur au Roi : chaque jour ils envoient demander des faveurs, comme de pouvoir partout ouvrir des écoles... Le Roi a égard au duc de Bouillon, bien qu'il le haisse, mais il aime beaucoup Sancy, et Sancy est un homme très adroit.

« Il n'est pas vrai que l'hérésie se développe et soit favorisée par le Roi. Le Roi, et de cela je suis certain, a plaisir à entendre

¹ Lettre du 8 septembre 1597. Arch. du Vatican, *Lettere*, t. XL, V p. 23. Le cardinal comptait en France une population de 17 ou 18,000,000 d'âmes.

parler de conversions d'hérétiques, mais il ne veut pas qu'on les violente. Il n'y met pas les soins qu'il pourrait, parce que son caractère, sa nature est ainsi dans toutes les affaires : il n'est pas pressé¹; mais il est absolument faux que le Roi ne soit pas sincère, car naturellement il ne sait pas dissimuler. Il a vécu dans l'erreur parce qu'il y est né, et non parce qu'il l'a embrassée avec son intelligence, ou même parce qu'il est bien instruit de la secte qu'il a suivie. Il est homme d'honneur, et, disait le cardinal, je sais qu'il ne ferait rien de déloyal ; j'ai su avec certitude qu'il n'a pas voulu faire ni permettre qu'on fît une chose cependant très avantageuse pour lui, mais qui n'était ni bonne ni juste : il perdrait plus tôt le royaume, a-t-il dit. — Il aime la justice : si elle n'est pas rendue, il faut en chercher la cause dans le grand désordre actuel, dans les juges corrompus par la mauvaise habitude de vivre à leur guise sans principes ; et l'air ici porte à la négligence.

« Le Roi ne se fie pas aux Ligueurs, et au duc de Mayenne moins qu'aux autres, bien qu'il lui fasse agréable figure. A Paris, Mayenne est détesté.

« Les quatre cinquièmes des catholiques sont bons chrétiens et vivent avec beaucoup de religion et de simplicité². On fait dire en France plus de prières et de messes pour les morts qu'on ne fait en Italie, et les gens sont pieux et dévots.

« Sur cent quarante évêchés il y en a quarante-trois dépourvus de titulaires. Plusieurs prélats, qui étaient enclins au schisme, sont revenus. Il n'y en a pas beaucoup d'intelligents³; la plus grande partie ne se rasant jamais ; ils sont très négligents pour les ordinations, et de là viennent tant de prêtres ignorants et mendians, sans titre, tant de personnes entrées dans les ordres avant l'âge et sans préparation, surtout parmi les religieux, parce qu'on n'y prend aucune attention du moment où ils ont la permission du supérieur. Comme ils sont prêtres, ils confessent, sans autre approbation de l'ordinaire. Parmi les évêques, quelques-uns sont taxés de simonie, et je crois qu'il y en a quelque chose, mais on ne peut si rapidement éclaircir ce point.

¹ « Non prema continuato. »

² Le cardinal traçait un très beau tableau des Français. Il ajoutait : « Dei vitii di carne, ci può esser disordine, ma non passa fornicatione o adulterio ; quasi tutti hanno moglie, non ci sono meretrici pubbliche. » Archives du Vatican, *Lettere di Francia*, t. XLV, p. 126.

³ « Accurati. »

« Les revenus de plusieurs évêchés vacants sont à des femmes, à des soldats, à des princes, ce qui est abominable. Le Roi le sent bien. Ce désordre est né pendant les troubles, lorsqu'il n'y avait pas un Roi reconnu par tous, et sur ce point la Ligue a fait comme l'autre parti. Beaucoup d'abbayes, de prieurés, sont ainsi possédés, et il sera difficile d'y remédier.

« Il n'est pas vrai qu'il y ait des athées, du moins il y en a peu, et ils sont hérétiques.

« Les ordres religieux sont presque tous dans une mauvaise voie; les religieux, dissolus et ignorants, ont de mauvaises habitudes; ils sont sordides, sales, négligents; on n'observe plus la règle dans les couvents, sauf chez les Chartreux; ces religieux s'étant engagés à payer cinquante mille écus pour la Ligue, sont pour cette raison très imposés par le gouvernement actuel. Les réformés de Saint-Bernard se conduisent bien, mais ils sont en très petit nombre et n'ont pas de quoi vivre; les revenus que leur avait donnés Henri III leur ont été enlevés, parce qu'ils ont favorisé la Ligue. Les Capucins sont bien vus ici, bien que plusieurs d'entre eux aient conspiré contre la vie du roi, mais c'est entre eux qu'ils se sont découverts¹; ils sont parfois désordonnés², et n'ont pas de sujets français pour les gouverner; ils doivent recourir à des Italiens avec lesquels ils ne se conviennent pas.

« Les Célestins se conduisent bien, ainsi que les moines noirs de Saint Benoît. Les autres sont mauvais, font grand scandale et donnent lieu à beaucoup de plaintes.

« La plus grande partie des religieuses sont dans la mauvaise voie; elles ne gardent plus la clôture, restent des mois entiers chez leurs parents, ont des habits immodestes; les abbesses font figure d'héritières et possèdent les abbayes en titre³.

« Il y a des maux infinis, simonies, violences, faveurs injustes. On tire quelqu'un d'un monastère et on le place en un autre: on fait abbesses des enfants, on prend leurs biens avec violence. Le

¹ Dans une lettre écrite par les échevins (ligueurs) d'Orléans, adressée au Pape le 10 août 1591, je lis: « Bien pouvons assurer V. S. que cest ordre des capuchins francoys a beaucoup servy et sert à la conservation de nostre sainte cause et surtout frère Pierre des Champs. » Archives du Vatican, *Lettere di Francia*, t. XXI, p. 233.

² « Scompigliati. »

³ « Le lieutenant et les gens du Conseil de la ville de Reims écrivaient au Pape le 15 juin 1591 (Archives du Vatican, *ib.*, t. XXI, p. 247): « Le cardinal Caietan a peu voir tant de belles villes et abbaies ruinés faulte de la non ré-

Roi intervient, ce qui ne le regarde pas et on s'en plaint beaucoup : quelques monastères observent leurs règles, mais c'est le petit nombre en comparaison de ceux où il y a du désordre. Et ce qui se passe à Paris existe dans tout le royaume.

« Les évêques s'excusaient en disant qu'ils n'avaient pas d'autorité pour se faire obéir, et que si on introduisait l'observance dans les couvents, les religieuses mourraient de faim. » Ils donnaient ces raisons au Légat, qui ne les acceptait pas, car, disait-il, « ce ne sont ni de vraies, ni de bonnes excuses. »

« Les hôpitaux des malades ne sont pas bien administrés, et, parmi les désordres actuels, les pestiférés et ceux qui ont d'autres maladies sont tous réunis ensemble. On ne donne aucun ordre pour empêcher l'épidémie actuelle, si on faisait tant soit peu elle disparaîtrait facilement. » Tel est le résumé du mémoire.

Le cardinal le disait avec tristesse : « C'est un monde qui se gouverne au hasard, et il est étonnant qu'il dure ; un soulèvement est possible et cela ne peut aller très longtemps ainsi. »

Les tristes prévisions du cardinal Légat devaient être déjouées par la sagesse et l'habileté d'Henri IV. Mais, en jetant un regard scrutateur sur l'état du pays, il avait découvert l'abîme où logiquement la France avait été conduite.

Tel était le résultat de quarante années de guerres et de désordres. Si le protestantisme se fût seul levé en face du catholicisme, l'épreuve eût retrempé les courages et raffermi la foi, mais le protestantisme trouva devant lui un catholicisme affaibli par de précédents désordres. L'abandon de la règle entraîna les religieux vers les passions du siècle. Dès lors il n'y eut plus de cloîtres, bientôt plus de clergé, par conséquent moins de fidèles recueillis et pieux.

Dieu, dans sa miséricorde, venait déjà de rendre à la France le Roi qui lui manquait ; il ménagea également aux ordres religieux et au clergé les réformateurs dont ils avaient besoin.

Tous les documents ont attesté la décadence amenée par l'oubli de la règle ecclésiastique et l'envahissement des pensées humaines dans les choses religieuses ; mais tous les

zidence des évêques et des abbés entrés par la fenestre et non par la porte suivant les saints conciles et ordonnances de l'Eglise. C'est ce défaut général qui a produit les hérésies et toutes les misères et afflictions de ce pauvre royaume de France. »

documents attesteront bientôt la réforme, la lutte et la victoire.

Dans l'ordre purement humain du paganisme, la corruption amène nécessairement la ruine ; mais, dans l'ordre divin, ou mieux dans l'ordre humain imprégné de christianisme, après la faute et la chute, souvent on rencontre la pénitence et la régénération. .

Ce renouvellement de la foi par les François de Sales, les Vincent de Paul, les Condren, les Olier, les Bérulle, les Eudes, les Bourdoise, etc., répara les défaillances du xvi^e siècle et éleva le xvii^e siècle dans les respects de l'histoire.

Un grand effort de foi catholique s'était déjà produit ; la Ligue avait proclamé les droits de Dieu dans la société : à des peuples catholiques il faut des gouvernements catholiques. La Ligue combattit pour donner à la France ce roi catholique. Ce fut son honneur. En luttant pour repousser du trône un roi protestant, les catholiques ligueurs firent donc triompher dans la nation l'idée que le roi de France devait nécessairement être catholique, « le sergent du Christ. » En luttant pour amener sur le trône le prince que les lois du royaume y appelaient, les catholiques royalistes maintinrent aussi dans la nation l'idée traditionnelle que le chef de l'antique famille des ducs de France devait être le Roi. La réunion de ces deux idées, religieuse et monarchique, longtemps en lutte, se fit par la conversion d'Henri IV au catholicisme, son absolution par le Pape et la soumission de ses sujets.

La foi de la nation, surexcitée par le dévouement des Ligueurs, mérita d'avoir un bon roi. Le bon roi, obtenu par la foi de la nation, fut nécessaire à son tour pour assurer au pays sa vieille religion et lui rendre devant l'étranger son antique prestige.

Aussi, pour résumer cette double pensée, qui se présente comme une conséquence des faits que nous avons rapportés et comme un écho de l'histoire, on peut compléter ainsi un mot célèbre : Il a fallu que Dieu revint en maître pour que la France obtint son Roi ; il a fallu que le Roi remontât sur son trône pour que Dieu y régnât en maître. Ainsi la France fut sauvée.

HENRI DE L'ÉPINOIS.

LES ÉMEUTIERS DE 1789.

I

Les historiens qui se sont longtemps imposé à l'opinion publique, Thiers, Michelet, Louis Blanc, d'autres moins connus, embellissant les faits à la façon de Tite-Live, nous ont représenté la Révolution comme un drame héroïque, une sorte de chanson de geste où de nouveaux paladins, défenseurs des droits de la nation, se sont spontanément élancés à l'assaut de l'ancienne société, dont ils ont enlevé les positions l'une après l'autre. Cette donnée a été développée et popularisée par la peinture, le théâtre, la poésie et le roman. Mais, aujourd'hui que les archives commencent à livrer à la critique historique les secrets du passé, il faut bien rabattre d'une théorie si peu conforme aux mobiles ordinaires de la nature humaine. La corruption et la violence tiennent toujours le premier rang parmi les moyens qui font triompher les révolutions et produisent fréquemment l'oppression de la majorité par la minorité.

Dès les premiers mouvements de 1789, l'argent a joué un rôle capital dans nos bouleversements successifs, et bien qu'il soit difficile de constater des transactions dans lesquelles les parties contractantes ont tout intérêt à s'envelopper de mystère, des témoignages dignes de foi, des documents irrécusables nous aideront à reconstituer la scène que les acteurs contemporains ont prétendu nous dérober. Mounier soulève le voile : « Dans la plupart des villes du royaume, n'a-t-on pas remarqué, dit-il, des hommes qui, avant la Révolution, vivaient dans la détresse et qui depuis plus d'une année jouissent d'une certaine aisance au milieu de la misère publique, sans autre profession que celle de tromper la multitude et de la maintenir dans la licence et l'aveuglement ¹ ? »

¹ *Appel à l'opinion publique*. Genève, 1790, p. 58.

Partout la tradition locale est encore d'accord avec l'assertion de Mounier. Nous avons raconté ailleurs comment l'embauchage se pratiquait sur l'armée ¹.

Bonaparte avouait à La Fayette qu'il était difficile de faire un bon Sénat, les fortunes nouvelles étant, pour la plupart, honteusement acquises ². Là fut la plaie et en même temps la force motrice de la Révolution. Les catastrophes permettent à ceux qui les provoquent des enrichissements rapides. Quelques-uns des plus influents parmi les avocats besoigneux de la Constituante trouvèrent la fortune dans l'acquisition des biens ecclésiastiques dont ils venaient de voter l'aliénation ³. A leur tour, les conventionnels en mission eurent à leur disposition les dépouilles des églises et des émigrés, les dons forcés exigés des riches et des suspects, et

¹ *L'Assemblée constituante*, dans la *Revue des questions historiques* de janvier 1881, p. 135.

² *Mémoires de La Fayette*, t. V, p. 187.

³ « Pourquoi l'avocat Thouret vient-il d'acquérir la terre de Vaudreuil près Rouen, pour la somme de quinze cent mille livres payée comptant, tandis que toute sa fortune, il y a deux ans, ne se portait qu'à vingt-huit mille livres ? »

« Pourquoi M. Camus, très pauvre en propriété, a-t-il acheté pour huit cent mille livres de biens nationaux, ensuite d'un compromis fait avec le sieur Brion, ancien clerc chez Chauron, notaire à Paris, rue Saint-Séverin ? »

« Pourquoi Treillard, avocat de Paris, vient-il d'acheter l'abbaye de Crécy sept cent mille livres ? »

« Pourquoi l'évêque d'Autun, premier sermentaire, vient-il d'acheter, près de Vandat en Bourgogne, une terre de cinq cent mille livres et entretient-il de plus à grands frais M^{lle} Socroit ? »

« Pourquoi M. Chabroud entretient-il splendidement M^{lle} Lacroix, fille d'un épicier de Vienne ? Pourquoi lui a-t-il acheté une maison rue Beaubourg quatre-vingt mille livres ? Pourquoi a-t-il encore acheté un hôtel à Vienne cent mille livres, et trois métairies cent soixante mille livres ? »

« Pourquoi Barnave a-t-il acheté la terre de Dromnise dans la Marche quatre cent cinquante mille livres, malgré la magnificence avec laquelle il entretient sa chère Caroline ? »

« Pourquoi T..... a-t-il acheté un hôtel rue de Sèvre pour deux cent mille livres et des biens en Touraine pour quatre cent mille livres, le tout payé comptant ? »

« Pourquoi Chapelier a-t-il perdu au jeu chez M^{me} Saint-Romain au Palais Royal quatre-vingt mille livres, qu'il a payées en assignats ? » etc., etc. — *Les pourquoi du peuple à ses représentants, à leur retour de l'assemblée nationale*, Paris, 1791. Biblioth. nationale. L^{es} 5450.

Nous ne sommes pas en mesure d'informer ou d'affirmer ces accusations, que Montjoye, dans son *Histoire de la révolution*, généralise contre tout le côté gauche.

n'en rendirent pas toujours un compte exact. Le vol d'ailleurs précédait ou suivait les massacres : avant d'envoyer les détenus à l'échafaud, on les débarrassait du numéraire et des objets précieux que, sous un prétexte, on leur avait fait réclamer dans leurs familles. Derrière le proconsul qui fait tomber la hache, se cache invariablement une sorte de trésorier de la bande, un séide obscur, chargé de la maltôte et de la fouille nocturne dans les cachots. A Nantes, ces agents s'appellent Mouquet et Lamberty ; à Arras, le complice de Lebon est Lefetz, prêtre-apostat comme lui ; dans la sanguinaire commission d'Orange, ce rôle revient à Nappier, et, s'il faut en croire les traditions locales, à quelques-unes des femmes des juges ¹. Ces personnages secondaires s'agitent en reptiles dans une fange que l'histoire a dédaignée. Les procès criminels après thermidor constatent l'uniformité du procédé. D'autres chefs plus hardis opèrent eux-mêmes, comme aux massacres de septembre à Paris et à Orléans Fournier l'Américain et les futurs conventionnels Léonard Bourdon, Sergent, Panis ², comme plus tard à Bordeaux le président de la commission révolutionnaire Lacombe. Les dilapidations et le vol sont la règle ordinaire ; la probité chez les terroristes ne peut être admise qu'à l'état d'exception. Les exactions des bureaux de la guerre, sous le ministère Bouchotte, devinrent si publiques qu'elles furent dénoncées par plusieurs représentants du peuple ³. Févelat, employé à la commission des relations extérieures, présenta, le 3 fructidor an III, à la Convention, qui le remercia par l'organe de Merlin de Douai et de Cambacérès, mais se garda bien de prendre aucune mesure, « La chasse aux intrigants, aux fripons et aux voleurs, ou projet pour épurer les administrations publiques ⁴. » La ressource des apologistes des Jacobins a été d'arguer de faux toutes les accusations pro-

¹ D'après la déposition du bourreau Antoine Paquet (18 frimaire an III) qui se plaignait d'avoir été privé des dépouilles des condamnés; les juges se partageaient entre eux les bijoux, assignats, etc., Prudhomme, *Crimes de la Révolution*, t. VI, p. 165.

² Selon Lombard de Langres (*Mémoires*, Paris, 1823, t. I, p. 39-41), ce fut Manuel qui, « par un raffinement de barbarie et d'avarice, était allé lui-même annoncer aux prêtres enfermés dans le couvent des Carmes que le lendemain ils seraient déportés et conduits hors de France, qu'ils pouvaient en conséquence envoyer chercher par leurs amis ce qu'ils avaient de précieux pour s'en aider dans leur voyage. »

³ Wallon, *Histoire du tribunal révolutionnaire*, t. I, p. 231.

⁴ Bibliothèque nationale, L⁴¹ 1979.

duites depuis thermidor. Sous le Directoire, on continua à piller avec une louable émulation. Cette habitude invétérée ne fut réprimée qu'avec le Consulat, qui remit de l'ordre dans la comptabilité publique.

En bas comme en haut, le gain fut l'attrait principal du meurtre. Aux approches du 31 mai, l'agent Perrière rapporte une conversation caractéristique entre Hanriot, le général de la commune, et un homme assis dans son tombereau. « As-tu de l'ou-
« vrage mon ami ? — Mais pas mal. — Oh ! je t'en donnerai
« de meilleur dans quelques jours ; ce n'est pas du bois, mais
« des cadavres que tu transporteras dans ta voiture. — Eh
« bien ! eh bien ! c'est bon (répond le manœuvre d'un ton demi
« ivre) ; nous ferons comme nous avons fait le 2 septembre ;
« cela nous fera gagner des sous ¹. »

Quand il y a tant de gens décidés à se vendre, prêts à tout, les instruments d'une révolution ne sont pas difficiles à rencontrer.

II

En 1775, sous le ministère Turgot, pendant la *guerre des farines*, des bandes, que la misère de plusieurs années de disette avait grossies, parcouraient les campagnes, dévastant les fermes, détruisant les charrettes de blé et poussaient même l'audace jusqu'à piller à Paris des boutiques de boulangers. Elles obéissaient à des chefs et semblaient soumises à une organisation préparée d'avance. Mais ces faits ont été si peu éclaircis qu'on ne peut se permettre que des conjectures. Il en est tout autrement à partir du sac de la manufacture Réveillon.

Avant même qu'on ait réuni les États Généraux, les mesures sont prises pour renverser tout ce qui existe. Marmontel, dont la candidature vient d'échouer à Paris, rencontre Chamfort, qui au lieu de compliments de condoléance, lui offre ses félicitations de le voir dispensé d'une besogne à laquelle répugneraient ses instincts pacifiques et la douceur de ses mœurs. Adulé et redouté dans les salons pour la causticité impitoyable de son esprit, entré à l'Académie avec le léger bagage de quelques bons

¹ Schmidt, *Tableaux de la révolution*, t. I, p. 335.

mots et d'une mauvaise comédie, l'envieux Chamfort ne peut pardonner à la société l'illégitimité de sa naissance, aux grands seigneurs dont la protection a commencé sa renommée leur position et leurs titres ; lié par avance à la cause du désordre, il sacrifie ses économies au progrès de la Révolution. Devant son collègue terrifié, il laisse échapper une partie du secret : « Sachez que tous nos orateurs de tribune ne sont rien en comparaison des Démosthènes à un écu par tête qui, dans les cabarets, dans les places publiques, dans les jardins et sur les quais, annoncent des ravages, des incendies, des villages saccagés, inondés de sang, des complots d'assiéger et d'affamer Paris.... L'argent surtout et l'espoir du pillage sont tout puissants parmi ce peuple... Mirabeau soutient plaisamment qu'avec un millier de louis on peut faire une jolie sédition. Comment tenir contre des hommes à qui tous les moyens sont bons ? » Marmontel fut si frappé de cette conversation que, sur l'heure, il alla prier l'abbé Maury de prévenir le gouvernement, qui, avec sa légèreté ordinaire, ne tint aucun compte de l'avertissement ¹.

A une réunion chez Malouet, Coroller, député du tiers-état de Bretagne, ne se montrait pas moins explicite ². Mirabeau n'a-t-il pas dit : « Rien de plus épouvantable et de plus révoltant dans ses détails qu'une révolution, rien de plus beau dans ses conséquences pour la régénération des empires³ ? » La fin justifie donc les moyens. Les conspirateurs sont si sûrs de leur affaire, ils sentent qu'ils rencontreront si peu de résistance de la part d'un pouvoir désarmé par avance, qu'ils ne craignent pas d'exposer cyniquement leurs projets, sans aucune nécessité. L'attention et la faveur publique s'attachaient surtout alors au prince du sang qui s'était créé une popularité rapide en s'associant aux

¹ *Mémoires de Marmontel*, 1804, t. IV, p. 76.

² *Procédure criminelle instruite devant la Châtelet sur les événements des 5 et 6 octobre*. Dépôts 120, 126, 149.

³ Lettre de Basire à sa femme sur les massacres de septembre. Dans Mortimer-Ternaux, t. III, p. 245. — Avec les événements l'opinion de Mirabeau se transforma singulièrement : dans l'adresse qu'il lut le 1^{er} mars 1791 à l'assemblée nationale, comme orateur du département, on trouve ces paroles significatives : « De tous les débris des anciennes institutions et des anciens abus s'est formée une lie infecte, levain corrupteur, que des hommes pervers remuent sans cesse pour en développer tout le poison. Ce sont les factieux, qui, au risque de renverser la constitution, persuadent au peuple qu'il doit agir par lui-même comme s'il était sans lois et sans magistrats. » *Moniteur*; Schmidt, *Tableaux de la révolution*, t. I, p. 12.

remontrances des parlements. Les autres factieux, autour de lui, ne semblaient destinés qu'à un rôle subalterne. Il fut au contraire l'ouvrier inconscient de leurs intrigues, le misérable serviteur de leur ambition et de leur rancune. Là où il pensait dominer, il disparut, et fut absorbé par ceux que l'on avait regardés comme ses caudataires. C'est que, tout en surface et moins favorisé par la nature que par la naissance, il manquait des grandes aptitudes nécessaires aux chefs de parti. Subissant, par forfanterie plus encore que par faiblesse, les entraînements du mal et l'ascendant des pires conseillers, dépourvu de la résolution qui explique les souveraines ambitions, dans le plaisir n'échappant pas au ridicule, médiocre en tout, même dans le crime, jetant à tous les mauvais desseins, avec les prétentions d'un calculateur et la folie d'un prodigue, les ressources d'une fortune immense, rejeton dégénéré d'une souche glorieuse entre toutes, contraint d'effacer son nom dans le sang royal du chef de sa race, jouet des Jacobins qui l'exploitent en travaillant à le déshonorer et à le perdre, il se précipite aveuglément plutôt qu'il ne descend vers la honte et l'échafaud, dernière étape, conclusion fatale d'une vie aussi irréfléchie que coupable. Sans lui cette révolution, où il tient en réalité fort peu de place, n'eût évidemment produit des effets ni si foudroyants ni si funestes.

Au début, un intérêt commun de destruction réunit les efforts des diverses factions, qui chercheront plus tard à se supplanter. Au sortir des conventicules de Duport, La Fayette rencontre Mirabeau et le duc d'Orléans ; Barnave conspire avec Brissot ; convive fêté du Palais-Royal, hôte de Mirabeau à Versailles pendant les préparatifs du 5 octobre, Camille Desmoulins sème, avec le fameux nègre, l'argent du prince dans la populace et parmi les Gardes Françaises. On a de cet enfant terrible des aveux bons à recueillir sur les *machinistes* de la Révolution.

« Me fera-t-on croire que lorsque je montais sur une table le 12 juillet et que j'appelais le peuple à la liberté, ce fut mon éloquence qui produisit ce grand mouvement et qui fit sortir de dessous terre les deux bustes d'Orléans et de Necker ? Croit-on que, pendant les quinze jours que j'ai habité à Versailles chez Mirabeau, je n'aie rien vu des mouvements précurseurs de la journée du 5 au 6?... Nous n'étions peut-être pas à Paris dix républicains le 12 juillet 1789, et voilà ce qui comble de gloire les

vieux Cordeliers d'avoir commencé l'entreprise de la république avec si peu de fonds... Necker, Orléans, La Fayette, Chapelier, Mirabeau, Bailly, Desmeuniers, Duport, Lameth, Pastoret, Cerutti, Brissot, Ramond, Pétion, Guadet, Gensonné ont été les vases impurs d'Amasis, avec lesquels a été fondue, dans la matrice des Jacobins, la statue d'or de la République ¹. »

Les rapports de police, à diverses époques, concordent avec les révélations du procureur-général de la Lanterne sur cette influence, incroyable en apparence, d'une infime minorité anarchiste. « Le nombre des agitateurs proprement dits, des agitateurs zélés, dit M. Adolphe Schmidt, ne fut jamais très grand, même pendant les périodes les plus chaudes. En mai 1793, le nombre des chefs était de dix à douze. Les provocateurs subalternes dangereux étaient vingt ou trente ². » Dans un autre passage, s'appuyant sur les documents de police précédemment donnés dans ses *Tableaux*, il estime pour tout Paris le chiffre des enrégés pendant la Terreur à trois mille au plus. Avant la publication des *Tableaux de la Révolution*, Mortimer-Ternaux était déjà arrivé à la même conclusion que « le personnel des Jacobins émérites n'était pas très considérable ³. » Nous reviendrons plus tard sur cette question. Les rassemblements où ne figuraient que des agents secondaires, se formaient dans les lieux les plus fréquentés, de préférence au Palais-Royal, sur la terrasse du jardin des Tuileries, quelquefois aux Champs-Élysées, sur les boulevards, surtout à la Porte Saint-Martin.

Les soi-disant vainqueurs de la Bastille méritèrent d'être honorés à l'égal des Suisses de Châteaueux ; de nos jours on prétend imposer à la France ce honteux souvenir comme fête nationale. Le président du comité électoral devenu à point nommé permanent, Moreau de Saint-Merry, qui d'un geste désigne le buste du général ; Ethis de Corny, procureur de la ville, sont des créatures de La Fayette, dont ils font le jeu. Le marquis de la Salle avoua avoir été prévenu dès la veille du projet d'attaque contre la Bastille. La plupart des électeurs sont d'honnêtes comparses, entraînés, moitié par la peur, moitié par les grandes phrases ; la crédulité du peuple sert le dessein arrêté

¹ *Fragment de l'histoire secrète de la Révolution*, dans les *Œuvres de Camille Desmoulins* (éd. Claretie) t. I, p. 308, 309, 311.

² *Paris pendant la Révolution*, trad. Viollet, t. I, p. 58.

³ *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 171.

des perturbateurs. « On faisait alors, dans le Palais-Royal, écrit le panégyriste naïf de la journée, des motions violentes contre le comité et le prévôt des marchands, dont on avait juré la perte, et cette espèce de conspiration, qui devait bientôt éclater, était fomentée dans plusieurs endroits... *Le peuple impatient ne savait pas encore ce qu'il allait exécuter* ¹. » On sent que ce bon Dusaulx, un de ces hommes de lettres dont le pavé de Paris fourmille, voudrait bien retourner à Juvénal, qu'il a traduit ; mais tout fier de siéger dans le comité, sa vanité, malgré ses scrupules, le rend complice passif du mouvement. On embauche dans les ateliers à raison d'un louis par tête... Les plus facétieux vont tranquillement boire au cabaret l'argent de la propagande ². De la part des émeutiers déçus, c'est une négligence pardonnable pour un début ; comptez qu'à l'avenir on jouera plus serré. En attendant, dans les repaires de la grande ville, on a racolé cette classe vivant au jour le jour, menée par l'inconduite au crime. Les mêmes qui s'essaient aujourd'hui à la sédition et au meurtre, reparaitront au 5 octobre, au 10 août, au 31 mai ³. Dans cette lie de la populace ressortent, parmi les chefs improvisés, des noms qui vont bientôt prendre une horrible signification. Maillard, le plus hideux de tous, escroc et espion, trafiquant des dépouilles des victimes de septembre, après avoir présidé le tribunal de sang ; Cholat, de Voiron, le marchand de vin de la rue des Noyers, à la tête de la bande d'assassins ramenant Berthier de Compiègne ⁴ ; Gonor, tramant le 20 juin avec Santerre et

¹ Dusaulx, *l'Œuvre des sept jours*, dans les *Mémoires sur la Bastille* (collection Barrière, in-12), p. 151, 153.

² *Procédure du Châtelet*, dépositions 144 et 238.

³ Rapport de Dutard au ministre Garat, 6 mai 1793, dans les *Tableaux de Schmidt*, t. I, p. 189.

⁴ Le « brave » Cholat est cité avec éloge par Dusaulx et dans les *Tableaux de la révolution* de Chamfort. Cet ambitieux de bas étage s'est plu à raconter ses hauts faits dans un langage aussi grossier qu'incorrect : « Le sieur Cholat, dit-il, s'est servi du cheval (qu'il avait pris au Champ de Mars, abandonné, à ce qu'il prétend, par les troupes royales) pour aller à douze lieues de Paris au devant du sieur Berthier, intendant de la généralité de Paris. » (*Service fait à l'attaque et prise de la Bastille*. Paris, Brunet, 1789, p. 135.) M. Humbert de Terrebasse veut bien nous communiquer un placard in-f° imprimé contenant les *états de service* du même individu. Cette pièce se termine ainsi : « Je certifie que M. Cholat, marchand de vin, était comme cavalier du détachement qui a été chercher M. Berthier à Compiègne. Signé : Dermigny, aide major, et plus bas : Vu, La Fayette. » Ainsi La

Robespierre ¹ ; le *patriote* Palloy, le maçon, spéculant sur les pierres de la Bastille, figurant de toutes les émeutes, accusé d'avoir au 10 août porté les derniers coups au commandant de la section Henri IV ; Carle, son ami, se débattant entre les mains des bourreaux ; Palloy, nommé chef d'un bataillon de volontaires, par lequel il fit massacrer à Rethel les quatre déserteurs prussiens, chassé par Dumouriez de l'armée qu'il souillait, réintégré dans son grade à la recommandation de Marat, emprisonné à la chute des terroristes ². Dans la foule des prétendus héros inscrits à tort ou à raison parmi les volontaires de la Bastille, deux seulement sortirent de l'ornière, les généraux Élie et Hulin. On sait que ce dernier, devenu séide de Bonaparte, fut le principal acteur de la sanglante tragédie de Vincennes. Du reste, un an était à peine écoulé que les triomphateurs sans combat, que les hâbleurs de la Bastille tombaient dans le mépris public : on fut obligé de rapporter le décret du 19 juin 1790 qui leur conférait diverses prérogatives ³.

Au 5 octobre, les organisateurs, devenus plus experts, se surpassèrent dans les préparatifs et les moyens d'exécution de ce « dernier jour de la royauté, » annoncé d'avance sur plusieurs points de la France. Trois jours durant, à Paris, on avait fabriqué des piques. On dirait d'une pièce à grand spectacle, pourvue d'un nombre immense de figurants, où littéralement on jette l'or par les fenêtres ⁴. Il en faut pour le régiment de Flandre, qui reçoit quarante-cinq mille livres en marche, avec promesse d'une somme plus considérable, et que l'on achève de corrompre le matin du jour décisif ; il en faut pour le reste de la garnison de Versailles (dragons et régiment des Trois-Évêchés), pour la garde nationale de Versailles, pour l'émeute estimée par un témoin oculaire à dix mille hommes et femmes, pour les volontaires de la Bastille qui viennent ensuite et s'em-

Fayette n'osait pas refuser un certificat aux assassins de Berthier. Dans les accusations portées contre lui, on n'approchait pas encore de la vérité.

¹ Déposition la Reynie, dans Buchez, t. XV, p. 117.

² *Biographie moderne* ; — Mortimer-Ternaux, t. II, p. 392, et t. IV, p. 172.

³ Dusaulx, p. 197.

⁴ Longtemps le souvenir du 5 octobre resta dans la mémoire des révolutionnaires comme un morceau classique, un exemple à imiter. Babeuf comptait désarmer par des procédés analogues les troupes du Directoire. Voy. le message du Directoire exécutif au conseil des 500 le 23 floréal an IV.

parent du parc d'artillerie, enfin pour la garde nationale de Paris, accompagnée de nouveaux détachements d'hommes à pique. Un représentant de la commune de Paris, l'avocat Henri de Blois, affirme tenir des membres du comité de police que le 1^{er} octobre il est arrivé six à sept millions de Hollande ¹. La méthode s'est singulièrement perfectionnée, recrutant quartier par quartier, non seulement dans la rue, mais encore à domicile. Quand la persuasion et le salaire ne suffisent pas, on emploie avec succès les menaces pour grossir le flot humain précipité sur Versailles. Des femmes de la halle, des cuisinières sans place ², des fripières fermant leur boutique, avec la perspective d'une journée à la campagne, font sonner des écus de six livres dans leurs poches ordinairement vides. Parmi elles, quelques bourgeoises ne réussissent pas à s'échapper. Présidée par Théroigne, la grande armée de la prostitution entre en ligne, depuis les filles de trottoir exerçant leurs grossières séductions sur les soldats de Flandre, jusqu'aux élégantes comme M^{me} Beauprez qui a une loge à l'Opéra, attirées par la curiosité, un caprice d'opposition, une rancune contre quelque grand seigneur.

Chemin faisant, on s'arrête à chaque bouchon ; on force à boire celles qui semblent indécises ; avec le vin bleu coulent les calomnies empoisonnées contre la famille royale, les gardes du corps, les aristocrates. Les contes idiots sont accueillis avec le plus de faveur. Ainsi il devient bientôt avéré que la Reine a donné trois louis par tête aux gardes du corps pour empêcher les moulins de moudre et les boulangers de cuire ³. Ce qui a commencé comme un divertissement se tourne en fureur. Avant l'arrivée, les émeutiers aux mains blanches, déguisés sous des haillons ou dérobés sous des vêtements de femmes, ont réussi à communiquer leur passion à cette masse confuse, composée d'éléments si divers. Les insurgés dépouillent leurs victimes de leur montre, de leurs armes, de leur numéraire. Un garde national a l'effronterie de réclamer, comme sa part de prise, le fusil et l'épée d'un garde du corps. De l'enquête si complète du Châtelet, M. Taine a fait sortir quelques-unes des pages les plus éloquentes de son beau livre sur les *Origines de la France contemporaine*. Il conclut

¹ Déposition n° 36.

² Déposition n° 264.

³ Déposition n° 368.

ainsi : « De l'argent a été distribué. Est-ce par les intrigants subalternes qui exploitent les velléités du duc d'Orléans et lui soutirent des millions sous le prétexte de le faire lieutenant général du royaume ? Est-ce par les fanatiques qui depuis la fin d'avril se cotisent pour débaucher les soldats, lancer les brigands, tout niveler et tout détruire ¹ ? »

A peine maître de Paris, La Fayette songea à entourer d'une police secrète son pouvoir chancelant. Il chargea de ce soin un de ses aides de camp, nommé Julien, passé plus tard dans le camp des terroristes, où le Comité de salut public utilisa ses talents d'espion et l'employa comme collaborateur de Boyaval à la confection des listes de la prétendue conspiration des prisons, qui envoya à l'échafaud tant de braves gens, coupables, pour la plupart, de ne s'être pas laissé dépouiller en silence par les fripons. Ce Julien organisa, en août 1789, une troupe d'agents, recevant une paie uniforme de quarante sous par jour. Deux cents d'entre eux étaient chargés d'influencer les tribunes de l'assemblée, d'applaudir Mirabeau et les autres orateurs de la gauche, et sans doute de huer ceux de la droite ; une bande devait surveiller la famille royale, ainsi que les personnes se rendant à la cour ; d'autres se mêlaient aux groupes du Palais-Royal et des Tuileries, avec mission spéciale de prendre note de ceux qui parlaient contre La Fayette et Bailly et de suivre les démarches des députés suspects. Julien appela d'Orléans son cousin Delaborde pour recevoir chaque matin les rapports et faire la paie tous les quinze jours. Une somme de cent soixante-treize mille six cents livres fut ordonnancée à cette occasion par La Fayette et touchée au trésor public. Les mandats se trouvent encore aux Archives nationales dans les papiers du Comité des recherches.

Mais, à partir de février 1790, cette entreprise paraît avoir été abandonnée. Ni Julien, ni Delaborde ne se montrèrent plus ; les *observateurs*, déçus dans leurs espérances, réclamèrent auprès de Bailly et de La Fayette, qui nia s'être jamais mêlé de pareille affaire ; ils portèrent alors leurs griefs auprès de l'Assemblée, en donnant les adresses de toute leur bande. Rewbell, alors président du comité des recherches, les écarta par une fin de non recevoir.

Dans l'intervalle, le comité des recherches avait pris la

¹ *La Révolution*, t. I, p. 128.

direction de la police de l'assemblée, et s'était substitué, comme remplissant le même but, aux agences révolutionnaires, créées, dès le début, par plusieurs députés. L'espionnage s'étend jusqu'à la province. La liste des personnes surveillées se compose presque exclusivement de royalistes ; on n'y rencontre que deux émissaires du duc d'Orléans, Laclos et le chevalier Ruthledge. Les ambassadeurs d'Autriche, de Naples, de Sardaigne sont aussi recommandés comme suspects. On trouve, sur des feuilles volantes, des fragments de comptabilité et l'indication de diverses sommes employées dans le sens de l'expansion de la Révolution, la surveillance des émigrés, la diffusion d'écrits en faveur de la constitution civile du clergé, etc. M. de la Borde-Méreville, député et le plus riche banquier de Paris, fit don au comité des recherches de cinquante mille livres employées en voyages et en investigations. Brissot, l'abbé Fauchet, Garran de Coulon, dominaient dans le comité des recherches de la ville, qui faisait saisir les lettres à la poste, recevait les délations des serviteurs du Roi. De concert avec le comité de police, il exerça une véritable inquisition sur la population de Paris, et la liberté des citoyens fut souvent à sa discrétion ¹.

Tandis que le comité des recherches puisait à son gré dans le trésor public, le triumvirat Lameth travaillait, avec des ressources particulières, à une agression plus directe et mieux déterminée. « Duport et les Lameth, disait Étienne Dumont, ont eu la réputation d'être les machinateurs de la révolution de Paris ². » Malouet confirme ce témoignage. Le fait est que Barnave et ses amis luttaient de vitesse avec Mirabeau et bien d'autres pour arriver au ministère. Ce plan les obligeait à désorganiser rapidement. Dans la procédure instruite au Châtelet, ils sont surtout accusés de s'être attachés au régiment de Flandre pour l'entraîner à la révolte ³. Ils furent les fondateurs du club breton, qui donna naissance aux Jacobins. Ils établirent ainsi un État dans l'État, qui s'étendit bientôt sur tout le royaume par le réseau des sociétés affiliées, destiné à paralyser l'action de tout gouvernement régulier. Dans cette machine infernale, qui

¹ Sciout, *Histoire de la constitution civile du clergé*, t. I, p. 438.

² *Souvenirs sur Mirabeau*, p. 100.

³ *Procédure instruite au Châtelet*, dépositions nos 147, 161, 348, 373.

devait bientôt éclater entre les mains de ses inventeurs, tout était combiné, ils le pensaient du moins, pour obéir à leur direction. Dans le langage de la secte, on donnait le nom de *Sabbat* aux moyens rapides de faire passer les instructions par toute l'association. Tous les matins, dix hommes, dont ils se croyaient sûrs, venaient prendre leurs ordres, et chacun d'eux se chargeait de les transmettre à dix autres individus appartenant aux divers bataillons de la garde nationale de Paris, en sorte que la même proposition d'émeute, que le même projet de dénonciation contre les autorités civiles et militaires parvenait à la fois à toutes les sections et à tous les bataillons, se traduisant sur différents points par des manifestations, comme le vœu spontané de la majorité des citoyens. Ces manœuvres n'épargnaient pas La Fayette et son ami Bailly, représentants d'un ordre relatif, avec lesquels le trio était en rivalité.

« MM. de Lameth, dit La Fayette lui-même, à qui nous empruntons ces curieux renseignements, ont eu des relations avec le parti d'Orléans, sans être orléanistes, puisque leur but a toujours été de se faire de gré ou de force ministres de Louis XVI. Il se servaient de la faction orléaniste pour effrayer la cour et pour attribuer à leur propre crédit l'importance qu'elle donnait aux chefs jacobins, tandis que la faction orléaniste se servait d'eux pour pousser au désordre et dissimuler la véritable source et le motif de ses excès. Le parti tranchant que prit La Fayette contre M. d'Orléans, les mécontenta extrêmement ; ce furent eux qui contribuèrent le plus au décret de l'assemblée sur le rapport de Chabroud, avec lequel ils étaient fort liés ¹. » Les Lameth et consorts avaient d'ailleurs des raisons toutes personnelles de faire mettre à néant la compromettante procédure du Châtelet. S'ils n'étaient pas visés directement par l'accusation, comme le duc d'Orléans et Mirabeau alors son complice, de nombreuses dépositions relevaient à leur charge des faits trop graves pour qu'ils ne fussent pas intéressés à la cessation des poursuites.

Abandonnés par le duc d'Orléans, dont l'hégire en Angleterre déconcerta les partisans, ils cherchèrent ailleurs des appuis. Danton, qui avait sa réputation à faire, se lia avec eux et eut part à leurs secrets. Cette confiance si mal placée fut une faute

¹ *Mémoires*, t. IV, p. 139-141. Voy. aussi t. II, p. 371.

évidente : les Lameth introduisaient aux Jacobins les hommes qui devaient commencer par les supplanter et finir par les proscrire.

M^{me} Campan nous apprend que, lorsque Barnave se rapprocha de la cour, il montra à M. de Jarjayes, par lequel il communiquait avec la Reine, un gros registre où étaient inscrits les noms des individus soldés jusque-là pour agir, en toute occasion, à sa volonté. Quelques-uns, à la tête desquels le fameux Gilles Clermont, ne firent aucune difficulté de s'enrôler, aux mêmes conditions, dans une sorte de police royale, comme nous le verrons plus loin. Mais les plus avisés de ces meneurs secondaires, formés par les Lameth, préférèrent le service des Jacobins, où ils voyaient plus de sécurité et plus d'avenir.

Les agents des Jacobins, payés d'abord à raison de cinq francs par jour, furent successivement réduits à quarante sous, à mesure que leur nombre augmenta. On recevait de préférence des déserteurs, des soldats insurgés ou chassés de leurs régiments. Ils étaient commandés par un chevalier de Saint-Louis, qui leur faisait prêter serment d'obéissance et leur transmettait les ordres qu'il allait chercher au comité secret. Ils travaillaient l'opinion aux tribunes de l'assemblée, dans les clubs, les sections et les groupes du Palais Royal. Mais la fonction principale consistait à provoquer les insurrections. Naturellement il y en avait parmi eux un certain nombre vendus à la fois aux deux partis. En mars 1792, le nombre des espions et émeutiers salariés par les Jacobins s'élevait à 750, ainsi que l'apprit Bertrand-Moleville par un rôle de leur paiement que l'alsacien Buob parvint à lui procurer ¹. En 1792, le camp des fédérés près de Paris recevait une solde et formait des ateliers nationaux. Il paraît même qu'il y avait pour quelques-uns de ces travailleurs un supplément occulte ². Enfin, sous la Terreur, lorsque le Comité de salut public disposa de la fortune de la France, la mesure devint générale : sur la proposition de Danton (séance du 15 septembre 1793) on alloua un salaire de quarante sous aux ouvriers assistant aux sections. Une des premières préoccupations de la Convention après thermidor fut de dissoudre cette sorte d'armée (séance du 4 fructidor

¹ Bertrand-Moleville, *Mémoires particuliers*, t. II, p. 8.

² Mortimer-Ternaux, t. IV, p. 234.

an II)¹. On avait subventionné aussi les femmes. On donnait également quarante sous aux *tricoteuses* ou *furies de la guillotine*, qui le jour poursuivaient de leurs huées les malheureux conduits au supplice, et le soir remplissaient les tribunes des Cordeliers ou des Jacobins².

Revenons à la Constituante. Le 2 septembre 1790, un attroupement, comme il y en avait souvent alors, se forma à la porte de l'Assemblée pendant la séance du soir, tandis que le président répondait à l'adresse des Suisses désavouant le régiment de Châteauneuf. Les cris des perturbateurs contre les ministres, les vociférations et les menaces d'assassinat retentirent jusque dans l'enceinte législative. Le 7, un député de la gauche modérée, Dupont de Nemours, échappé avec peine, quelques jours auparavant, aux bandits qui voulaient le jeter à l'eau, monte à la tribune pour dénoncer les manœuvres des agitateurs. « On a dispersé dans les groupes environ quarante fanatiques réels ou volontaires et quatre ou cinq cents hommes payés. On a doublé la dépense afin d'entraîner par l'attrait de l'argent quelques-uns de ceux que l'on n'aurait pas pu déterminer par le *magnétisme* des motions et des cris. Plusieurs dépositions faites entre les mains des officiers de la garde nationale et à la mairie attestent que d'honnêtes gens, mêlés parmi la foule, ont reçu la proposition de douze francs pour joindre leurs cris à ceux que vous entendiez retentir et qu'il en est à qui on a laissé les douze francs dans la main. On a publié que cela devait durer encore, qu'il y aurait un mouvement chaque jour, et chaque jour en effet de nouvelles motions d'assassinat ont été faites... Ces annonces, qui paraissent imprudentes, sont une des plus grandes ruses de la science de cette honteuse guerre. C'est d'après ces annonces, que l'on fait courir au loin, qu'un tel jour il y aura un grand désordre, des assassinats, un pillage important précédé d'une distribution manuelle pour les chefs subalternes, pour les gens sûrs ; c'est d'après ces annonces que les brigands se rassemblent de trente et quarante lieues à la ronde, et qu'un très petit nombre d'hommes parviennent à se procurer un jour d'affaire une armée nombreuse et redoutable de malfaiteurs, qu'ils n'ont pas été obligés de

¹ Buchez, t. XXXVI, p. 35.

² *Mémoires de Lombard de Langres*, t. I, p. 343.

s'épuiser à solder habituellement et qui arrivent à point nommé sans autre paie que l'espoir de faire des bons coups... Ils ont disposé leur force active comme vous avez décrété que devait être celle de la nation elle-même. Ils ont une armée au drapeau peu nombreuse et peu coûteuse et une armée auxiliaire dispersée dans tout ce royaume, qui ne coûte point d'argent et se réunit facilement au besoin. Le coup de tambour, les trompettes qui la rappellent sont d'une part les libelles et de l'autre cette annonce publique : *la sédition pour un tel jour*.

Dupont de Nemours demanda à l'Assemblée d'ordonner des poursuites contre ceux qui, au 2 septembre, avaient fait sous les fenêtres de la représentation nationale des motions d'assassinat et contre ceux qui avaient distribué de l'argent à cette fin. Personne n'osa se lever contre cette proposition. Mais le décret, qui excita la colère de Camille Desmoulins, ne fut jamais exécuté, la majorité restant bien décidée à n'entraver en rien les entreprises des émeutiers ¹.

Celui qui porte des accusations si nettes qu'aucun des fauteurs de désordre qui l'entourent n'ose même le démentir, est un économiste, un philosophe, un sceptique, un révolutionnaire du premier degré, qui a voté la confiscation des biens du clergé et la suppression des ordres monastiques.

Déjà, sous la Constituante, les propriétés et la vie des honnêtes gens étaient à la merci de la canaille embrigadée. Les législatures suivantes ne firent qu'affermir et développer ce régime odieux. Si le salaire a varié suivant les circonstances, les documents que nous venons de citer établissent que le nombre habituel des stipendiés ne fut pas très considérable. Pour les chefs, la Révolution fut considérée du commencement à la fin comme une spéculation fructueuse.

On peut facilement se convaincre que l'immunité accordée à 89 par ceux-là mêmes qui flétrissent 93, ne repose sur aucune distinction précise. Il n'y eut jamais solution de continuité entre les deux écoles, qui professent les mêmes principes et usent des mêmes procédés perfides et violents. Ce que l'une a commencé, l'autre l'a poursuivi, par cette fatale progression qui conduit toujours en révolution aux excès les plus monstrueux et les plus stériles.

¹ Buchez, t. VII, p. 152, 168, 170.

III

Comme Mortimer-Ternaux l'a si bien dit, comme nous croyons l'avoir établi à notre tour, « dans la plupart des mouvements populaires l'argent joue un plus grand rôle que la passion ¹. » La Révolution eut ses condottieri et ses bravi. Parmi les premiers, il n'est pas facile de distinguer des gagés, indifférents à la cause qui triomphe pourvu que leur salaire soit continué, les volontaires obéissant à leur propre ambition ou à la bannière d'un chef, subissant les entraînements d'un enthousiasme irréflechi, d'une rancune ou d'une conviction perverse. Tandis que les uns vont jusqu'au bout, d'autres s'arrêtent brusquement en chemin ou sont écartés comme incapables ou suspects. Entre les conspirateurs concourant aux mêmes catastrophes, quelle variété cependant de positions, de caractères et même de but ! Au groupe orléaniste, aux plus marquants de ceux qu'Égalité croit faire agir et qui ordinairement le conduisent, appartiennent Sillery et Laclos.

Mari séparé de M^{me} de Genlis, confident du Palais-Royal, Sillery croit aveuglément à son idole, dont il est l'homme d'exécution. Du 5 octobre au 20 juin on le retrouve dans tous les soulèvements. Chaque fois que son prince est attaqué, serviteur fidèle, il apporte à la tribune plus de courage que d'habileté. S'il se sépare un instant de son maître, c'est pour voter la réclusion dans le procès du Roi. Aussi fut-il bientôt puni de ce retour à l'honnêteté ; enveloppé dans la proscription des Girondins, avec lesquels il n'eut jamais rien de commun, il monte à l'échafaud, saluant la foule à droite et à gauche avec l'aisance et la politesse un peu hautaine d'un vétéran de l'ancienne cour ².

Choderlos de Laclos fournit un des exemples les plus frappants de l'abus que l'on peut faire des dons les plus précieux de la nature. Il est de cette école de philosophes qui ne voit ici-bas que le règne du mal. Le perspicace ami de Mirabeau, Étienne Dumont, a fixé sa physionomie en quelques traits : « Ce la Clos, attaché au duc d'Orléans, était un homme sombre, taciturne,

¹ *Histoire de la Terreur*, t. VIII, p. 455.

² Wallon, *Histoire du tribunal révolutionnaire* t. I, p. 337, 426, 427.

ayant la figure et le regard d'un conspirateur, réservé, spirituel, mais si peu liant qu'à peine lui ai-je parlé, quoique je l'aie vu plusieurs fois. Je ne sais ce qu'il faisait chez Mirabeau ¹. » Recherché et redouté comme Chamfort, il avait à Grenoble occupé les loisirs de sa garnison à composer un roman, un moment aussi populaire que la *Nouvelle Héloïse*, et qui lui conféra tout d'un coup une célébrité peu enviable. Les marquises, les chevaliers, les présidentes rencontrés dans les salons et dont on retrouverait encore aujourd'hui quelques-uns des noms dans la meilleure noblesse du Dauphiné, avaient fourni à cet observateur amer les types à peine déguisés de ce livre étrange et vivant, tableau trop fidèle des vices raffinés et terribles d'une société en dissolution. Bien des années après, dans sa curieuse correspondance avec M^{me} Riccoboni, l'auteur des *Liaisons dangereuses* chercha à justifier son œuvre de scandale ou du moins à plaider les circonstances atténuantes ; mais l'honnête et aimable actrice, qui ne voulut jamais demander aux mauvaises passions le succès de ses romans aujourd'hui oubliés, n'a pas de peine à triompher doucement des sophismes de l'homme du monde. Il y avait du reste dans l'intelligence de Laclos des coins plus sérieux : comme écrivain militaire, il fait preuve d'un instinct d'initiative dégénérant quelquefois en paradoxe ; dans la *Galerie des Etats généraux*, ses articles se recommandent par la netteté, souvent par la justesse d'appréciation. Une similitude de penchants et de goûts rapprocha du duc d'Orléans le petit officier d'un corps où la noblesse jusque-là aimait peu à entrer. Il fut le trait-d'union avec Mirabeau, d'où vinrent les journées d'octobre. On l'accuse d'avoir transporté dans la politique la noirceur d'intrigues qu'il prête aux héros de son roman et propagé en juillet 1789 la fable des brigands, qui eut des résultats si funestes. Hélas ! il n'est pas nécessaire d'interroger la légende pour condamner sa vie : rédacteur avec Brissot de la pétition du Champ-de-Mars, orateur fougueux aux Jacobins, ennemi déclaré du Roi, il poussa aux mesures extrêmes ; il traversa ce théâtre d'horreur, le froid sourire de Méphistophélès sur les lèvres. Entraîné dans la chute de d'Orléans, on assure qu'il racheta sa liberté, probablement sa vie, en prêtant des idées et le tranchant de sa parole à Robes-

¹ *Souvenirs sur Mirabeau*, p. 69.

pierre, si radicalement incapable. Quelles que soient les taches qui ont souillé son existence, il se distingue sur deux points essentiels de ses frères les Jacobins, si âpres au gain, et plus familiers avec le poignard qu'avec l'épée. Sur les bords du Rhin, dans les campagnes d'Italie, ce Machiavel de ruelles et d'émeutes se montra très brave soldat. Il mourut pauvre à Tarente, où Bonaparte, qui appréciait son courage et ses talents militaires, l'avait envoyé commander en chef l'artillerie des côtes ¹.

Le marquis de Saint-Huruge nous servira de transition à une autre catégorie d'agitateurs. Qui n'a entendu parler de ce gentilhomme du Mâconnais, ancien officier, ravagé de bonne heure par l'inconduite et la misère, si pénétré de son abjection qu'il répondait à un Clermont-Tonnerre, qui l'accostait dans la rue pour lui demander l'adresse d'un marchand : « Ah ! monsieur, que faites-vous ? Vous êtes déshonoré si vous m'approchez. » Il avait dissipé en grande partie sa fortune dans la débauche, et fut renfermé au château de Dijon pour une cause qui n'est pas bien connue. Il épousa à Lyon une actrice, M^{lle} Mercier, dont le nom de théâtre était Laurence. Le ménage marcha fort mal, le mari étant brutal et la femme galante. Saint-Huruge avait eu des démêlés avec le ministre Amelot, qui s'en souvint lorsque la comédienne s'adressa à lui pour obtenir une lettre de cachet, sous la prévention d'assassinat et d'infanticide. Le marquis fut enfermé à Charenton, où, en compagnie des fous et des mauvais sujets de toute sorte, il perfectionna son éducation, pendant que son indigne femme achevait sa ruine. Y eut-il là, ainsi que le marquis l'a prétendu dans un mémoire adressé en 1787 au parlement, un odieux abus de pouvoir, comme on en rencontre malheureusement plus d'un exemple sous l'ancien régime, ou bien le gentilhomme dévoyé avait-il attiré par sa conduite une juste répression ? C'est ce qu'il nous serait difficile de décider à distance.

En 1777, au sortir de sa prison, Saint-Huruge s'enfuit en Angleterre, cherchant un asile contre ses créanciers et les tribunaux. Il se hâta de rentrer en France au commencement

¹ *Nouvelle bibliothèque des romans*. Paris, Demonville, an XIII, t. X, p. 150 ; — Arsène Houssaye, *Galerie du XVIII^e siècle*. Paris, 1858, t. III, p. 222 et suiv. ; — Taine, *la Révolution*, t. II, p. 61.

des troubles, auxquels il apportait le concours de sa haine contre le gouvernement et le langage d'un homme habitué à frayer avec la canaille et à s'enivrer avec les portefaix. Sa force herculéenne, sa voix qui tonnait dans les groupes, le firent distinguer par les chefs révolutionnaires. Le 30 août 1789, il excita une émeute contre le *veto* et voulut diriger la populace sur Versailles. Mais la commune le fit arrêter. Rendu à la liberté, il partit pour sa province où, satisfaisant de vieilles rancunes, il commanda les bandes d'incendiaires contre les châteaux. Revenu pour les journées d'octobre, il prit une part active à toutes les séditions, et se mit avec Santerre à la tête de la troupe qui envahit les Tuileries le 20 juin 1792. A la chute de la monarchie, il était en prison à Péronne, où il venait prêcher le meurtre et l'incendie. Ses amis, parvenus au pouvoir, s'empressèrent d'ordonner son élargissement. Sous la Terreur, il fut employé comme *mouton* et dénonciateur à la prison du Plessy, s'attachant surtout à persécuter les Anglais qu'il avait connus dans leur pays. D'une lâcheté que rien ne lassa, il renia Robespierre après thermidor et se livra à la chasse aux Jacobins. En 1806, on le retrouve, comme toujours, vivant dans la crapule, mais sans oser désormais se mêler de politique ¹.

Il est étonnant que la figure originale de Ruthledge n'ait jusqu'ici tenté aucun biographe. Issu d'une famille irlandaise, mais né en France, officier au régiment de Fitz-James infanterie, le chevalier John-James Rathledge ou Ruthledge — quelques-uns de ses contemporains lui donnent le titre de baronnet, mais nous avons lieu de croire qu'il appartenait tout simplement à la *gentry* — a touché aux genres les plus divers, avec un talent secondaire qui ne lui a jamais permis d'atteindre à la conquête de la célébrité. Assez audacieux pour se mesurer avec Voltaire, assez avisé pour avoir raison contre lui en défendant le génie de Shakespeare; s'attaquant aux salons des encyclopédistes dans son *Bureau d'esprit*, il se produit à la fois dans la critique littéraire, dans la comédie, dans le roman, et sa *Quinzaine*

¹ Montjoye, *Histoire de la révolution*, éd. de 1797, t. II, p. 36; — *Mémoires secrets* de Bachaumont, t. XXXV, 1^{er} et 2 juillet 1787; — Nougaret, *Histoire des prisons*, t. III, p. 75; — Schmidt, *Tableaux de la révolution*, t. III, p. 12; — Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*; — *Biographie moderne*.

anglaise le montre très au courant des roueries de la galanterie vénale. Poussé par l'ambition et la faim, se rattachant à toutes les branches, il a fréquenté, en aventurier, des mondes bien différents ; il occupe Grimm, Bachaumont et les *Nouvelles à la main*, tour à tour pamphlétaire, dilettante, journaliste, cherchant sa voie, acquis d'avance au dernier enchérisseur, aboutissant trop souvent à la prison pour dettes. Ce briseur d'idoles, qui court obstinément après le bruit et provoque la tempête, croit avoir cette fois rencontré une bonne occasion : à propos de la redoutable question des subsistances, il s'en prend à Necker, alors au déclin de sa popularité ; il fait campagne avec Camille Desmoulins, et bien qu'il ne puisse prouver aucune de ses accusations, il est absous, la canaille aidant. Quelques maigres écus entrent dans ses poches percées ; il devient, comme tant d'autres, harangueur de la populace. Mais là encore il reste médiocre ; il ne suit pas le peuple qu'il pousse. Le courage — qui l'aurait cru de la part de ce *miles gloriosus*? — lui fait absolument défaut ; la vue d'un bâton suffit pour le mettre en fuite. Lui qui se réclame de Marat et de Prudhomme, l'éditeur des *Révolutions de Paris*, lui qu'aucun scrupule ne retient, s'évapore et prend congé à l'anglaise, quand la France glisse dans le sang. C'est qu'il a été à son tour dépassé, accusé en 1791 par Fauchet de n'être qu'un agent du ministre de Lessart pour affamer Paris. Peut-être en effet a-t-il pris des deux mains. Il n'essaie même pas de réagir ni de se défendre, et dès lors on perd sa trace. Nous l'avons vainement cherché dans la liste funèbre des condamnés du tribunal révolutionnaire, où tant de ses pareils ont disparu en même temps que les honnêtes gens ¹.

Gilles Clermont, confiseur, ancien chef d'office du prince de

¹ Desnoiresterres, *Voltaire et la société au XVIII^e siècle*, t. VIII, retour et mort de Voltaire (éd. de 1876), p. 113 ; — *Correspondance* de Grimm (éd. de 1812), t. IX, p. 293, 316, 333, et t. X, p. 316 ; — *Mémoires secrets* de Bachaumont, t. IX, 29 décembre 1776, t. X, 1^{er} janv., 9 mars 1777, t. XI, 24 avril 1778, t. XII, 23 novembre, t. XIV, 19 septembre 1779, t. XX, 13 février 1782, t. XXI, 31 juillet, 16 octobre 1782 ; — Buchez, t. V, p. 138 ; — Camille Desmoulins, *Réplique aux deux Mémoires des sieurs Leleu, insignes meuniers de Corbeil*, p. 12, 23 ; — Montjoye, *Histoire de la révolution*, t. II, p. 34. — Le même, *Conjuration d'Orléans* (éd. de 1796), t. I, p. 231, 232, et t. II, p. 32 ; — Biré, *Légende des Girondins*, p. 56 ; — *Révolutions de Paris* ; — Deschiens ; — *Catalogue des imprimés de la bibliothèque nationale*.

Conti, sous-officier de la garde nationale, n'est ni un déclassé, ni un enragé, mais un spécialiste qui, loin de se donner le luxe d'une opinion personnelle, travaille consciencieusement pour ceux qui l'emploient. Les Lameth le mirent à la tête du sabbat qu'ils avaient organisé. Avec Paré et Feydel, ancien garde du corps de Monsieur, alors attaché à la rédaction du *Journal de Paris*, il alla annoncer au Palais-Royal que le comte de Lameth venait d'être tué en duel par M. de Castries, ce qu'il savait être faux. Tous trois réunirent, en quelques moments, une foule de gens, pour la plupart bien vêtus, qu'ils entraînèrent à l'hôtel de Castries, où tout fut saccagé, pendant que La Fayette, arrivé avec un bataillon, ne faisait rien pour réprimer le désordre. Gilles eut l'idée sublime de préserver le portrait du Roi, que l'on plaça respectueusement sur les décombres amoncelés. Le fait fut vulgarisé par une gravure des *Révolutions de France et de Brabant*, et donna lieu à un mouvement oratoire de Mirabeau sur le discernement de ce vaillant peuple de Paris. Lorsque les Lameth traitèrent avec la cour, Gilles Clermont fut compris dans la transaction ; il faisait ses rapports à M. de Lessart, servait d'intermédiaire auprès de quelques journaux, et commandait soixante hommes qui coûtaient six mille francs par mois. Il se dévoua à son nouveau parti avec autant d'intelligence que de courage. Après le 10 août, on retrouva ses reçus, et ce fut un des chefs d'accusation contre le malheureux Louis XVI, comme si ces soixante agents eussent été capables d'opérer la contre-révolution. Gilles avait prudemment disparu, et ne put être mis en cause ¹.

Avec du savoir-faire, le métier d'agitateur mène loin. Comme ces commis de la rue des Lombards qui, après avoir débuté garçons de magasin, se chargent ensuite du fonds de leur patron,

¹ Le tribunal extraordinaire, institué le 17 août, et qui précéda le tribunal révolutionnaire, condamna à mort Collenot d'Angremont, ancien secrétaire de l'administration de la garde nationale à la maison commune comme chef de la « bande assassine. » c'est à-dire de la police royale. Le *Bulletin du Tribunal* porte le nombre des affiliés à quinze cents, ce qui est évidemment une erreur volontaire. Le rapport de Valazé se garde bien de donner ce chiffre fantastique (Wallon, *Hist. du Tribunal révolutionnaire*, t. I, p. 11 et 12). Voyez Gilles Clermont, *Mémoires de La Fayette*, t. III, p. 52-54 ; la Mark dans la *Correspondance de Mirabeau*, t. I, p. 214 ; *Rapport de Valazé, dans le Pour et Contre, recueil complet des opinions dans le procès de Louis XVI*, t. I, p. 77-80 ; — *Mémoires particuliers* de Bertrand-Moleville.

les habiles, ceux qui ont de l'esprit de suite, parviennent à s'élever en s'emparant de la direction des bandes. L'amour du lucre, en s'élargissant, laisse place à l'ambition politique. Voyez le premier clerc de Danton, Jules Paré, organisateur avec Rotondo, sous la direction de Camille Desmoulins, de l'émeute du Champ-de-Mars. S'il ne réussit pas ce jour-là, ce n'est pas faute de jugement. Il comptait à bon droit sur la mollesse de La Fayette. Paré devint en 1793 un moment ministre de l'intérieur. Sa nullité et son adresse le sauvèrent quand Robespierre envoya son groupe à l'échafaud. Malgré les dénonciations, il échappa à la proscription des Dantonistes ; son obscurité était telle que son prédécesseur Garat crut longtemps qu'il avait été guillotiné. La réaction thermidorienne alla le chercher parmi les vaincus de la veille, et le Directoire lui accorda une place lucrative dans les hôpitaux. A cette triste époque, les malades, dépourvus de soins, de vêtements et de nourriture suffisante, sont représentés, dans les rapports officiels, comme de véritables squelettes, pour lesquels une mort prompte serait un bienfait ; les enfants trouvés, privés de nourrices, disparaissent rapidement. Après fortune faite, Paré se retira sagement à la campagne, où il fit sans doute souche d'honnêtes gens ¹.

Avec plus d'éclat, le conventionnel Legendre, boucher des Lameth qui le lancèrent, et surtout le brasseur Santerre, passèrent aussi du second rang au premier. Santerre avait, dans les villages autour de Paris, des affidés convoqués pour les grands coups de main ². On sait qu'à la veille d'être saisi au commencement de la Révolution, il se retira avec une grande fortune et la demi-solde de général due sans doute à ses échecs dans la Vendée. Parmi les aboyeurs dont l'influence ne dépassait pas un rayon limité, nous pouvons citer le girondin Valady, qui siégea à la Convention, Jean Varlet, le cafetier Saule, gros petit vieux tout rabougri, ivrogne émérite, friponneau de bas étage rejeté d'une profession à l'autre par son incurable paresse, à la fois maintenant maître de l'établissement très achalandé à côté de la salle du manège, bâti sur le terrain du Roi (grâce à la protection d'un

¹ *Biographie moderne* ; — Schmidt, *Tableaux de la Révolution* ; — Roquain, *État de la France au 18 Brumaire*, p. xxviii-xxxviii, 12, 414-422 ; — *Mémoires de Ferrières*.

² Buchez, t. XV, p. 117.

palefrenier de la cour, évidemment un camarade de bouteille), inspecteur des tribunes de l'assemblée et débitant d'un onguent de graisse de pendu contre les maux de reins, devenu un homme important, dangereux, écouté, rompu qu'il est aux déclamations grossières qui retournent les peuples. Ce nouveau métier lui réussit mieux; son opinion compte dans la marche des affaires; sa fortune s'élève avec la Révolution, et ce gros bonnet est toujours *monsieur Saule*, tandis que tout le reste est réduit à l'état de citoyen ¹. A côté des habiles, les convaincus ou à peu près, tels que Gonchon, l'orateur du faubourg Saint-Antoine, sans lequel il n'est pas de bonne fête patriotique ou d'attroupement sérieux dans sa section. Dévoué d'abord à Roland, il n'est jacobin, que juste le temps où il estime ne pouvoir faire autrement. Dans les *papiers inédits* de Robespierre, on donne une curieuse lettre de lui sur les premiers jours de la réaction à Lyon. Il fit cause commune avec la jeunesse dorée au café de Foy et au café de Chartres ².

Un témoin déposait au Châtelet qu'à l'émeute de Versailles on entendait parler toutes les langues. Il est évident que les pays voisins ont déversé leur écume sur la révolution française, où les persécutés de droit commun étaient assurés de trouver un accueil favorable. En ce sens, c'est l'Italie qui nous a le plus donné. L'Italie amollie du XVIII^e siècle, folle de musique et de plaisirs faciles, dont les mémoires du temps nous donnent une idée précise ³, sur laquelle règne Métastase, le poète banal des fêtes sensuelles couronné de lauriers, est une école de dépravation savante. L'extrême facilité d'acquérir la noblesse sans nulles garanties avait jeté sur le pavé une foule de prétendus gentilshommes besoigneux, après au gain, peu soucieux du point d'honneur. Ce monde de licence, de finesse et d'esprit d'intrigue, où Baffo continue l'Arétin, plein de ténors, de castrats, de poètes de libretto, d'avocats retors, de tacticiens de la galanterie, d'aventuriers audacieux et souples, ce monde qui finit par se

¹ Schmidt, *Tableaux*, t. I, p. 215; — Le même, *Paris pendant la révolution*, t. I, p. 119.

² Schmidt, *Tableaux*, t. I, p. 196, 213; — Mortimer-Ternaux, t. I, p. 76, 82; — *Papiers inédits de Robespierre*, t. I, p. 342.

³ Voy. les *Confessions* de J. J. Rousseau, les *Mémoires* de Carlo Gozzi, ceux d'Aponte et surtout Casanova. A Venise les nobles gueux étaient appelés *barnabotes*.

trop connaître, tend à refluer au dehors, à la recherche de nouveaux succès ou de nouvelles dupes. Cagliostro, Casanova, Gorani¹ envahissent les salons, les tripots, les clubs de l'Europe. De ces chercheurs de fortune aptes aux métiers interlopes, de ces consciences complaisantes sortaient alors, non seulement des impresarios, de beaux esprits, des charlatans, des croupiers de maisons de jeu, des chevaliers d'industrie, mais encore des scélérats consommés, qui ont déjà pris tous leurs grades dans le crime. Le comte Manini, inscrit sur le livre d'or de Venise, où ses ancêtres avaient été admis à prix d'argent, fut le principal espion chargé à Saint-Lazare de dresser la liste des prétendus conspirateurs des prisons. Transféré au Plessy, il allait y recommencer son métier de délateur, lorsque éclata la révolution de thermidor. Au procès de Fouquier-Tinville, il déposa en faveur de son chef de file. Fidèle aux Jacobins, il fit partie de la Société du Manège ; il se disait homme de lettres et défendait les causes véreuses².

Le chevalier Pio, chargé d'affaires de Naples à Paris, destitué pour ses connivences avec les Jacobins, trouva un faible dédommagement de commis aux bureaux de la commune. Il figura, sous les ordres de Clootz, à la députation du genre humain, et l'on se servait de ce nouveau citoyen français dans les intrigues subalternes³. Mais le personnage notable de l'émigration italienne, c'est encore Rotondo, qui osait se dire professeur des langues latine, anglaise et italienne, quoique absolument dépourvu d'orthographe, spécimen très caractéristique du bandit de son pays, non un Fra Diavolo d'opéra comique, mais un de ces êtres pervers et lâches qui se plaisent à torturer leurs victimes. A Turin, il avait joué du couteau ; le comte de Mercy-Argenteau, ambassadeur d'Autriche à Paris, eut la malencontreuse idée de le tirer des galères. En relations suivies avec les gens de sac et de corde dont Paris abondait alors comme aujourd'hui, il pouvait promptement en réunir un

¹ Dans la *Revue des deux mondes* du 15 octobre 1874, Marc Monnier a donné, d'après les mémoires inédits du comte Gorani, une curieuse biographie de ce révolutionnaire milanais établi en France.

² Freschot, *Pregi della nobiltà veneta*. Venezia, 1707, p. 363 ; — Nougaret, *Histoire des prisons*, t. III, p. 7 et suiv. ; — Wallon, *Hist. du tribunal révolutionnaire*, t. V, p. 10 et suiv., et 103, et t. VI, p. 102.

³ Beaulieu, *Essais sur la Révolution*, t. II, p. 388.

certain nombre ; avec son compatriote Cavallanti, il était de l'émeute qui travailla à l'hôtel de Castries et que l'on appela plaisamment le *tribunal de cassation*. Il appartint à tous les complots, parut à toutes les journées. Le 17 juillet 1791, au Champ-de-Mars, il haranguait avec Camille Desmoulins sur l'autel de la patrie, après que Danton eut lu la pétition du peuple français ; aux premiers coups de fusil, tous trois prirent honteusement la fuite sans plus s'inquiéter de ceux qu'ils venaient d'exciter à la sédition. Héros du 10 août, Rotondo fut, aux massacres de septembre, chargé de M^{me} de Lamballe, et s'acquitta de cette horrible tâche avec une férocité sauvage ; il termina cette fête de l'enfer en présentant au bout d'une pique la tête de la princesse à la fenêtre du duc d'Orléans. Témoin dans le procès des Girondins, il reconnut avoir été soudoyé pour surveiller et poursuivre La Fayette. Espion très actif, on le voit, en 1793, à Genève et à Londres, où il se vante de ses crimes. Il ne menaçait jamais en vain, et ses extorsions réussirent comme sur les grands chemins de sa terre natale ; il paraît avoir tiré de l'argent de M^{me} du Barry ; il voulut plus encore, et se vengea de ses refus en contribuant à la perdre. Habitué à l'impunité, il commit l'imprudence de rentrer en Piémont, où l'attendaient des poursuites pour assassinat et pour vol ; il n'échappa pas à la potence, qu'il méritait depuis longtemps ¹.

Bien que tous les partis aient accusé les émissaires de Pitt et l'argent anglais, les agitateurs d'origine britannique sont plus rares que ceux des autres nations. Nous ne pouvons guères relever que le chevalier Fox, écossais, mêlé d'abord aux troubles du Brabant, revenu en France en 1790 pour servir les desseins de La Fayette.

Niquile, coquin obscur, nous vient de Suisse. Parvenu à trom-

¹ *Mémoires de La Fayette*, t. IV, p. 319. — *Mémoires de Ferrières*, t. II, p. 459 ; — *Conjuration d'Orléans*, t. III, p. 211 ; — Nougaret, *Histoire des prisons*, t. IV, p. 182 ; — Dauban, *La démagogie en 1793*, p. 605 ; — Taine, *la Révolution*, t. II, p. 193. Le catalogue des imprimés de la Bibliothèque nationale (*Histoire de France*) attribue à Rotondo, en collaboration avec Ferrières, un pamphlet adressé « Aux citoyens patriotes des sections de Paris et de toutes les sociétés des amis de la constitution française » (1^{er} mai 1791). Lⁿ^o, 4898.

per la confiance de Bertrand-Moleville, il espionnait simultanément les Jacobins et les royalistes ; nommé à la fin de 1792, en récompense de ses services au 10 août, agent de la commune pour la saisie des biens des émigrés ou prétendus tels, il fit en province des expéditions fructueuses. Il s'éleva dans la police à la situation d'inspecteur général, et s'attacha, sous le Directoire, à Barras. Il fut un moment enfermé à la Conciergerie pour jouer le rôle de *mouton* auprès des Jacobins détenus. On profita de l'explosion du 3 nivôse pour se débarrasser de cet homme à double face que l'on jugeait dangereux. Transporté à Sinamary, il y mourut en 1804 ¹.

Le polonais Lazowski, dont les dehors honnêtes avaient inspiré à Arthur Young une si vive affection, ne devint terroriste qu'après la suppression de sa place d'inspecteur des manufactures. Cet égorgueur avait été un privilégié de la cour. L'Allemagne nous envoya le prince Charles de Hesse, dénonciateur de Luckner, le baron prussien Clootz, sorte d'illuminé dont l'histoire est bien connue, et les frères barons de Frey, banquiers autrichiens, qui marièrent leur sœur au capucin Chabot. Ils avaient ouvert leur caisse aux Jacobins, qui les en récompensèrent en les enveloppant dans la proscription des Dantonistes.

Il est à remarquer que, tandis que les premiers rôles disparaissent rapidement, les principaux fauteurs de désordre restent presque toujours les mêmes. Ainsi, dans les réunions chez Santerre, aux approches du 20 juin, à côté de Robespierre et de Pétion, on retrouve Sillery, Legendre, Saint-Huruge, Rotondo, qui s'étaient montrés dès le commencement des troubles ².

La Révolution fut une providence inespérée pour une légion d'affamés et d'escrocs. Saint-Just, qui se piquait de vertu, n'a-t-il pas eu raison de dire qu'on avait *une république avec des vices* ? (Séance du 29 novembre 1792).

¹ Mortimer-Ternaux, t. V, p. 177.

² Buchez, t. XV, p. 117. Déposition de la Reynie.

IV

Les idées nouvelles, en ce qu'elles avaient d'absolu et de subversif, fermentaient au sein des classes supérieures. Préparée par les philosophes, les beaux esprits, les gens de lettres, la Révolution se recrutait, comme il arrive toujours au début, parmi les grands seigneurs ambitieux ou naïfs, tels que La Fayette, le duc d'Aiguillon, les deux ducs de la Rochefoucauld, parmi les nobles déclassés et reniés par leur caste ; elle amenait surtout cet interminable défilé d'avocats et de gens de robe qui commence à Duport et à son ami Barnave, passe par les Girondins, pour aboutir à Danton et à Robespierre ; le niveau social s'abaissait à chaque crise, à mesure de l'approche de l'anarchie finale. Les uns après les autres, ils répondaient aux secrets désirs de leur orgueil, en remplaçant les plaidoiries somnolentes du Palais par les triomphes retentissants de la tribune, et s'efforçant d'échanger la médiocrité d'une vie obscure contre les jouissances de la richesse et du pouvoir.

Dépourvue de ces hautes visées, la petite bourgeoisie restait plus fidèle au bon sens et aux anciennes traditions. Tenant à la position qu'ils s'étaient faite ou qu'ils étaient en train de se faire, les propriétaires, les négociants, les boutiquiers, les commis, les clercs de procureurs, les élèves en chirurgie et en pharmacie, les employés de toute sorte, en acceptant avec enthousiasme la réforme des abus et la destruction des privilèges, avaient horreur des bouleversements. Tandis que les gentils-hommes, pour la plupart à l'armée, étaient emportés par le courant de l'émigration, les fils de marchands et de banquiers, les nombreux ouvriers qui se groupaient autour d'eux et que la fièvre démagogique n'avait pas atteints comme aujourd'hui, toute cette majorité saine de la population de Paris eût été, entre les mains d'un pouvoir intelligent, un point d'appui et une immense force de résistance ¹. On a souvent accusé les modérés de lâcheté pendant la Révolution. Nous croyons que c'est une erreur et une injustice. Ils ne manquèrent pas au gouvernement ;

¹ Voyez Schmidt, *Tableaux*, p. 176, 186, 195, 216, 278, 328, 348.

ce fut, au contraire, le gouvernement qui, à toutes les époques, leur fit défaut. Necker ne songea pas plus que Louis XVI à imprimer une organisation à cette jeunesse de bonne volonté, qui, d'un quartier à l'autre, s'ignorait. La Fayette, dont elle fit longtemps son idole, ne comprit pas mieux la situation. Les Girondins, qui lui inspiraient des répugnances très légitimes, eussent pu cependant la rallier à une lutte contre les montagnards; tout entiers à leur désir de se montrer révolutionnaires, ils ne songèrent pas à ce moyen de salut; ils ne surent profiter ni de la réaction d'horreur après les massacres de septembre, ni de l'adhésion d'un grand nombre de sections, ni enfin de l'apparition de Dumouriez, revenu en triomphateur de sa campagne de l'Argonne, pour aller chercher les Jacobins dans leur antre. « Renvoyez, écrivait avec raison à Garat le clairvoyant Dutard, vos avocats Vergniaud, Guadet à leurs sacs et à leurs pièces; ils n'y entendent rien, absolument rien.

Neutralisés dès le début par la garde nationale soldée, produit de la désertion et de l'émeute, les éléments de conservation furent bientôt noyés dans les hommes à piques, obéissant à un mot d'ordre et supérieurs par leur cohésion, quelle que fût l'infériorité de leur nombre, à la grande majorité paisible. Les hommes de bien qui se seraient levés sur un point, auraient été écrasés, comme cela est arrivé, dans un cas analogue, au rassemblement de la place Vendôme au commencement de la Commune de 1871. Il eût fallu un ébranlement général et simultané; mais, de qui serait venu le signal, puisque l'on avait eu l'imprudence de détruire les corporations, que le socialisme a bientôt refaites en sens opposé? Sous la Terreur, les rapports des espions ne cessent de relever des propos de mécontents tenus dans les lieux publics; le grand nombre de gens de modeste condition, victimes du tribunal révolutionnaire, montre assez la manière de penser du peuple¹. La progression toujours descendante des votants, à chaque élection, indique encore plus quelle faible minorité adhérerait à ce système subi par la nation avec horreur². Mais il ne

¹ Berriat Saint-Prix, *Justice révolutionnaire*, p. 229.

² Pour ne citer qu'un exemple, aux élections du 4 octobre 1792 pour la nomination du maire de Paris, sur environ 160,000 inscrits, il n'y eut que 11,137 votants, dont 13,746 pour Pétion, alors candidat de la réaction. « Le peuple est las, dit Dutard, et sent bien qu'il n'est que le jouet des partis,

fallut rien moins que les lenteurs et les hésitations de la lutte au 9 thermidor entre la Convention et la Commune de Paris pour permettre l'intervention de la jeunesse, qui joua le rôle décisif ¹. Depuis ce jour elle apparaît comme une sorte de corps politique, dirigé dans sa prompte organisation par des chefs aussi intrépides que désintéressés, traitant souvent d'égal à égal avec le pouvoir et chassant à coups de bâton la lâche horde des Jacobins. Quand le canon de vendémiaire eut écrasé sur les marches de Saint-Roch les courageux incroyables de la jeunesse dorée, la France retomba dans les proscriptions.

Louis XVI eût pu avoir ses clichiens. L'argent de la cour s'en alla à Mirabeau, qui promettait toujours, et mourut sans avoir trouvé un remède pratique ; il s'égara entre les mains des utopistes et des faiseurs de projets, troqués sans cesse les uns contre les autres ; il fut détourné par les chevaliers d'industrie et les policiers de bas étage, prélevant une trop forte dime sur ces tristes fonds secrets de la caisse royale qui ne pouvaient tenir tête à ceux de l'émeute. Dans l'espace de huit à neuf mois, on fit dépenser au Roi deux millions et demi pour la police des tribunes, où rien cependant ne fut changé. Les deux entrepreneurs de cette opération ont été accusés, non sans quelque motif, d'avoir distrait à leur profit tout ou partie de la somme. En effet, l'un fit des acquisitions pour douze à quinze cent mille francs, l'autre pour sept à huit cent mille. Sur les fonds secrets du ministère des affaires étrangères, on employait un intrigant nommé Durand. Par les mains de cet homme, M. de Montmorin fit remettre à Danton plus de cent mille écus pour des motions aux Jacobins, que le tribun, fidèle à son marché, proposa, tout en les assaisonnant de diatribes contre la cour.

Sous la Législative, les ministres prirent des mesures plus suivies et mieux combinées pour réorganiser la police royale. Le corps d'espions, formé, comme nous l'avons déjà dit, par Alexandre Lameth, passa sous la direction de M. de Lessart. Il

et c'est malgré lui qu'il se livre à celui qui le flatte le plus. » (Schmidt, *Tableaux*, t. 1, p. 165.) Voy. dans le même ouvrage (t. 1, p. 74), la remarquable réponse du directoire du département à une circulaire de Roland (12 juin 1792), d'où il résulte que les agitateurs sont la plupart étrangers, et qu'en fermant les Jacobins on mettrait fin à la Révolution.

¹ D'Héricault, *La révolution de thermidor*, p. 481.

se composait alors de trente-cinq individus, payés, suivant leur capacité et les services qu'ils pouvaient rendre, dix livres, cinq livres et trois livres. Ils devaient jouer leur rôle aux tribunes de l'assemblée, à celles des Jacobins et des Cordeliers, surveiller les groupes des Tuileries et du Palais-Royal, les cafés principaux, les cabarets des faubourgs. Gilles Clermont recevait chaque matin les rapports, qu'il transmettait à M. de Lessart, ensuite à Bertrand-Moleville, son successeur. L'alsacien Buob, ancien associé de la maison de banque Duvernoi, devenu juge de paix de la section de l'Observatoire, conduisait cette affaire avec autant d'intelligence que de courage. Il se servait de ces agents pour porter devant lui (on sait qu'à cette époque les juges de paix remplissaient les fonctions aujourd'hui dévolues aux juges d'instruction) les agissements des scélérats de tous les pays dont Paris était infesté.

Bertrand-Moleville, ayant été prévenu qu'il devait être attaqué à l'Assemblée avec une grande violence, fit venir un vainqueur de la Bastille qui lui avait des *obligations particulières*, et le chargea de racoler dans le faubourg Saint-Antoine deux cent cinquante ouvriers vigoureux, avec la promesse de cinquante sous de salaire, recrutée d'autant plus facile que la réaction envenimait de dix sous sur les enrégés.

Cette nouvelle troupe ne manqua pas de se présenter de très bonne heure aux tribunes pour s'emparer des premiers rangs avant l'arrivée des claqueurs des Jacobins, qui, depuis longtemps maîtres absolus de la place, croyaient pouvoir en prendre à leur aise. Ce manège se renouvela les jours suivants. Afin de sauver les apparences, la transition fut habilement ménagée. A la première séance, les nouveaux venus se contentèrent d'applaudir, froidement et à d'assez rares intervalles, les orateurs de la gauche, tandis qu'ils accueillaient par de faibles murmures les défenseurs de l'ordre. Au bout de quelques jours, les plus beaux mouvements oratoires des révolutionnaires retentissaient au milieu d'un silence glacial. Les Jacobins, qui voyaient comme auparavant les tribunes garnies de gens en guenilles, ne comprenaient rien à ce changement. Enfin, à leur grande colère, les huées furent pour eux et les applaudissements pour leurs adversaires. Au sortir de la séance, ils interrogèrent quelques-uns des ouvriers descendant des tribunes. Les bons apôtres, qui

avaient le mot d'ordre, répondirent unanimement qu'ils étaient envoyés par Pétion, ce qui attira au malheureux girondin une querelle et des reproches bien immérités. Le succès était donc complet et pouvait avoir d'importantes conséquences, quand le Roi arrêta l'entreprise, dans la crainte que ses ennemis en éveil n'arrivassent à la découverte de la vérité.

Au début de la Législative, en novembre 1791, Durand, l'intermédiaire du comte de Montmorin, proposa à M. de Lessart une négociation dont le succès pouvait être autrement décisif pour le salut de la royauté. Il promettait l'appui des chefs de la Gironde, Brissot, Isnard, Vergniaux, Guadet, l'abbé Fauchet, moyennant une pension mensuelle de six mille livres pour chacun d'eux. L'état des finances de la cour ne permit pas sans doute de conclure ce marché¹.

Telle est du moins l'assertion de Bertrand-Moleville, souvent contestée, il faut bien le dire, ou passée sous silence par la plupart des historiens. D'un autre côté, le comte Louis de Narbonne, l'adversaire de Moleville dans le ministère et qui, dans l'intérêt du Roi, eut un pied dans les deux camps, publiait, en septembre 1792, sa liste de républicains pensionnés par la cour, parmi lesquels figuraient, à côté de Gensonné, les montagnards Lacroix, Thuriot, Bazire, Albitte, Chabot et Merlin de Thionville. Nous n'osons pas sans doute nous prononcer d'une manière affirmative sur le point en litige, en présence des dénégations de nos prédécesseurs ; il est pourtant difficile de ne pas accorder quelque crédit à la parole de deux hommes honorables, d'ailleurs divisés entre eux. Louis Blanc lui-même a établi, d'une façon incontestable, la vénalité de Danton, quoique sans épuiser toutes les preuves ; Fauchet, dont la moralité fut toujours très suspecte et qui plusieurs fois avait défendu Narbonne à la tribune, donnait créance à ces bruits. Quant à Brissot, très décrié de son temps et mêlé à Londres à des affaires douteuses, il a repris faveur aujourd'hui et trouvé des défenseurs ailleurs que parmi les anarchistes. Sans prétendre confondre les Girondins avec des déprédateurs publics tels que Lacroix, nous abandonnons la solution de ce problème historique au hasard de découvertes ultérieures. Nous ne pouvons cependant nous défendre d'une réflexion.

¹ *Mémoires particuliers* de Bertrand-Moleville, t. I, p. 341, 355, et t. II, p. 8, 54 et suiv.

Brissot poursuit Lessart de son animosité implacable, jusqu'à ce qu'il eut obtenu contre lui un décret d'accusation et le renvoi devant la haute cour nationale ; le malheureux ministre devait être immolé à l'orangerie de Versailles avec ses compagnons de captivité.

Particulièrement désigné aux assassins de septembre, Montmorin fut égorgé avec des raffinements de férocité ; Buod, le courageux juge de paix, périt aussi à l'Abbaye, avec son collègue Bosquillon, de la section Poissonnière. Tous deux, obéissant à leur devoir, n'avaient pas craint de commencer une instruction contre les auteurs de la journée du 20 juin¹. Narbonne et Bertrand-Moleville échappèrent à la mort par la fuite.

Ainsi les triomphateurs du 10 août se hâtaient d'en finir, non seulement avec ceux qui avaient essayé de se mettre en travers de leurs projets, mais encore avec les dépositaires de secrets dangereux².

ANATOLE DE GALLIER.

¹ Mortimer-Ternaux, t. III, p. 255.

² Une lettre de Pellenc au comte de la Marck (28 décembre 1792) jette une lumière un peu confuse sur les relations des chefs révolutionnaires avec la cour : « On était à peu près certain que le roi serait sauvé, quand les papiers de l'armoire de fer ont été trouvés. *Tous les partis ont été compromis par ces papiers* ; il a fallu des arrangements secrets pour en cacher une partie et dès lors vous avez vu que tout le monde a été d'accord sur le jugement du roi ; le parti Roland n'a pas perdu l'espoir de le sauver, soit par le renvoi aux assemblées primaires, soit par l'absolution ou par quelque mouvement populaire. C'est dans ce motif qu'il faut trouver l'explication du décret contre les Bourbons. En effet, deux jours auparavant, Brissot dit à Robespierre : « Vous voulez assassiner le roi, il le sera ; mais vous ne sauvez pas le duc d'Orléans. » (*Correspondance de Mirabeau*, t. III, p. 360.)

LOUIS XVII AU TEMPLE

SOUS LA SURVEILLANCE DU GARDIEN LAURENT ¹

8 novembre 1794 — 29 mars 1795.

I

On sait quelle part décisive prit le conventionnel Barras à la journée du 9 thermidor. Nommé commandant en chef de la force armée par la Convention nationale au moment où celle-ci, menacée par l'insurrection, semblait perdue sans ressource, il se mit à la tête des sections fidèles, marcha à minuit sur l'hôtel de ville occupé par les insurgés, les mit hors la loi et fit arrêter Robespierre et ses complices.

A peine Robespierre fut-il abattu, que Barère, dans un rapport aussi violent que mensonger, se déchaîna contre lui, au sein de la Convention restée en permanence. « Il eut l'audace, » dit Barras dans ses *Mémoires* encore inédits, d'accuser le tyran « d'avoir voulu rétablir le fils de Louis XVI sur le trône et d'avoir, pour son propre compte, projeté d'épouser Mademoiselle, fille de ce monarque... » — « A la suite du rapport de

¹ M. R. Chantelauze a découvert aux Archives nationales de nombreux documents inédits de la plus haute importance sur Louis XVII, documents qui, jusqu'à ce jour, avaient échappé aux recherches des historiens, et même à celles de M. de Beauchesne. La découverte de ces précieux documents a inspiré à M. Chantelauze la pensée de les mettre en œuvre pour une nouvelle histoire de ce charmant et malheureux petit prince, qui fut la plus innocente et la plus touchante victime de la Révolution. Nous sommes heureux de pouvoir offrir aux lecteurs de la *Revue*, sur un point des plus curieux, la primeur de l'important travail de M. Chantelauze. Hâtons-nous d'ajouter que le livre que nous annonçons apportera des preuves nouvelles, appuyées sur les textes les plus authentiques, à la thèse si péremptoirement établie ici-même par notre éminent collaborateur M. de la Sicotière.

Barère, ajoute-t-il, et dans ce système de mensonges destinés au peuple, que les gouvernements les plus différents semblent se passer l'un à l'autre dans la même vue de déception, les comités répandaient le bruit que les détenus du Temple, que les infortunés enfants de Louis XVI s'étaient évadés. » C'étaient les deux comités, encore composés en grande partie de Jacobins, qui avaient semé cette fausse nouvelle, afin de rendre suspect de royalisme le parti thermidorien, dès le jour même de son triomphe.

Barras voulut de ses propres yeux s'assurer de l'état des choses. Le 10 thermidor, à six heures du matin, il se rendit au Temple avec plusieurs membres des comités et quelques députés de la Convention. Son premier soin fut d'en doubler la garde et d'ordonner aux municipaux qui s'y trouvaient en ce moment, d'y rester jusqu'à nouvel ordre et d'y exercer la surveillance la plus sévère. La duchesse d'Angoulême, dans ses *Mémoires*, se borne à raconter en peu de mots, mais d'une manière saisissante, l'arrivée du général en chef et de son escorte : « Le 10, à six heures du matin, j'entendis un bruit affreux au Temple ; la garde criait aux armes, le tambour rappelait, les portes s'ouvraient, se fermaient. Tout ce tapage était pour des membres de l'assemblée nationale qui venaient s'assurer si tout était tranquille. J'entendis les verrous de l'appartement de mon frère qu'on ouvrait ; je me jetai en bas de mon lit et j'étais habillée quand les membres de la Convention Barras et Delmas entrèrent chez moi ; ils étaient en grand costume, ce qui m'étonna un peu, parce que je n'y étais pas accoutumée. Barras me parla, m'appela par mon nom ; il fut étonné de me trouver levée ; il me dit encore d'autres choses auxquelles je ne répondis pas, tant j'étais surprise. Enfin, voyant qu'ils restaient toujours, je leur dis que je ne m'attendais pas à les voir si matin. Ils sortirent et je les entendis haranguer la garde qui était sous les fenêtres, d'être fidèle à la Convention nationale ; il s'éleva un cri de : *Vive la République ! Vive la Convention !*... Les trois municipaux, qui étaient au Temple, y restèrent trois jours...¹ »

Voilà à quoi se borne ce que nous ont raconté tous les historiens de Louis XVII, y compris M. de Beauchesne, sur la visite

¹ *Relation de la captivité de la famille royale à la Tour du Temple*, publiée d'après un manuscrit authentique. Paris, 1862. chez Poulet-Malassis.

de Barras au Temple. Ils ont tous ignoré ou passé sous silence celle qu'il fit au jeune prince dans son cachot, et dont les détails, du plus grand intérêt, sont consignés dans trois Relations différentes.

La première a été écrite par Barras lui-même dans ses *Mémoires*, encore inédits, dont le précieux manuscrit est entre les mains de M. Hortensius de Saint-Albin. Le récit de Barras, paru d'abord dans la *Revue du XIX^e siècle*, a été reproduit dans les *Documents relatifs à la Révolution française*, etc., publiés en 1873 par M. A. R. de Saint-Albin.

La seconde, qui n'est pas moins intéressante, se trouve perdue dans les *Mémoires anecdotiques pour servir à l'histoire de la Révolution française*, par Lombard (de Langres), ancien ambassadeur en Hollande et membre de la cour de cassation sous le Directoire. Lombard, homme d'esprit et dont la véracité ne saurait être suspecte, était le protégé, l'ami de Barras, et c'est de sa bouche même qu'il avait appris tous les détails de sa visite au Temple, détails extrêmement curieux, qui viennent s'ajouter à ceux que donne Barras et les confirmer de tout point ¹.

Enfin, la troisième de ces Relations est d'un autre ami de Barras, de M. P. Grand, son avocat. Au moment du procès du soi-disant baron de Richemont, qui jouait, après 1830, le rôle de Louis XVII, M. Grand, alors substitut du procureur du Roi de Charleville, adressa à la *Gazette des Tribunaux* une lettre qui y fut insérée à la fin de novembre 1834, et dans laquelle il raconte la visite de Barras au Temple, telle qu'il la tenait de sa bouche ².

Ces trois Relations, écrites à différentes époques, se confirment et se complètent les unes par les autres. Elles présentent tous les caractères de la vérité, et c'est à cette triple source que nous allons puiser notre récit.

A l'arrivée de Barras au Temple, la porte de fer du cachot où était enfermé le petit prince fut descellée sur le champ, et, pour la première fois depuis plus de six mois, elle roula sur ses gonds rouillés. Barras, qui appartenait à la plus ancienne

¹ Les *Mémoires* de Lombard parurent en 1823, en deux volumes in 8°, et l'on est surpris que M. de Beauchesne ne les ait pas consultés sur ce point essentiel.

² Gisquet, ancien préfet de police, a publié en entier cette lettre de Grand dans le t. III de ses *Mémoires*.

noblesse de Provence, avait souvent vu le dauphin aux Tuileries, et, malgré le déplorable état où il se trouvait, il n'eut pas le moindre doute sur son identité. Le premier objet qui frappa l'attention du général, en pénétrant dans le cachot, « ce fut une petite couchette en forme de berceau qui était au milieu de sa chambre. Dans cette couchette, il n'y avait qu'un matelas sans draps, sur lequel le fils de Louis XVI était pelotonné, ce berceau étant trop petit pour qu'il pût s'y étendre de son long. Ne s'étant point dérangé de sa position quand on était entré, Barras crut qu'il dormait ; mais s'apercevant qu'il avait les yeux ouverts, il lui demanda pourquoi il préférerait ce berceau à son lit, où il serait mieux ¹. »

Le ton plein de douceur et d'urbanité de Barras contrastait si fort avec les manières grossières et brutales des commissaires de la commune, que l'enfant, qui se renfermait en leur présence dans un mutisme obstiné, fut, pour ainsi dire, apprivoisé tout à coup. Il sortit de l'assoupissement où son interlocuteur l'avait trouvé, et s'empressa de lui répondre : « Je préfère ce berceau où vous « me voyez au grand lit que voilà : du reste, je ne dis pas de « mal de mes surveillants ². » Et en parlant ainsi, il regardait Barras et les regardait attentivement : Barras, pour se mettre en quelque sorte sous sa protection ; « eux, pour prévenir le ressentiment qu'ils auraient pu avoir de ses reproches, s'il en avait présenté (au général) contre ses oppresseurs, aussitôt que celui-ci n'aurait plus été là pour le défendre. « Et moi, » s'écria Barras, à qui nous empruntons presque textuellement ce passage, « et moi je porterai de vives plaintes sur la malpropreté de cette « chambre ! »

Barras, en attendant, réprimanda dans les termes les plus vifs le commissaire et le garçon de service sur leur extrême négligence ³.

Le général demanda au petit prince, d'une voix émue, s'il était malade, et où était son mal. Cette fois, l'enfant, au lieu de parler, se contenta d'indiquer sa tête et ses genoux. « Barras l'engagea à se lever. Il ne bougea point : alors il dit à l'officier municipal et au garçon de service de soulever l'enfant avec pré-

¹ *Mémoires anecdotiques*, etc., par Lombard.

² Ces paroles se trouvent textuellement dans les *Mémoires* inédits de Barras.

³ *Mémoires anecdotiques* de Lombard.

caution, et de le mettre à terre pour qu'il le vit marcher. L'enfant ne se prêta qu'à regret aux soins que l'on prit pour le mettre debout. Il ne fut pas plus tôt sur ses pieds, qu'il voulut s'étayer de son berceau où il se jeta la tête la première. Barras ordonna de nouveau que l'on tentât de le placer sur ses jambes en le soutenant sous les bras; mais, au premier pas, il parut éprouver des douleurs si vives, qu'à l'instant on le fit asseoir. Il avait pour vêtement un gilet et un pantalon de drap gris, le pantalon était étroit et semblait le gêner. Barras, pour voir le mal, fit couper, de bas en haut, des deux côtés, le pantalon jusqu'au-dessus des genoux, *qu'il trouva prodigieusement gonflés et d'une couleur livide* ¹. »

De son côté, P. Grand confirme ce que dit Lombard de l'enflure que Barras remarqua au genou du petit prince, et, au risque de nous répéter, nous n'hésitons pas à citer textuellement ce qu'il en dit, pour que la démonstration sur ce point important ne laisse rien à désirer : « Barras interrogea le jeune enfant avec douceur sur l'état de sa santé. Celui-ci se plaignit d'éprouver de très vives douleurs au genou et de ne pouvoir le plier... Barras reconnut, en effet, qu'une tumeur y avait produit de très grands ravages, et que la situation de l'enfant était réellement désespérée. »

Le général apprit en outre que l'enfant, consumé par son mal, avait entièrement perdu l'appétit et le sommeil ². Avant de quitter le Temple, il donna des ordres pour que le petit prince et sa sœur pussent se promener, soir et matin, dans les cours de leur prison, et pour qu'on adjoignît à un gardien, qui serait chargé de surveiller et de soigner l'enfant, « deux femmes qui prévendraient ses besoins et veilleraient surtout à la salubrité de son local. » Séance tenante, le général installa auprès du jeune prince, en qualité de gardien, — en attendant que ce choix fût ratifié par les comités de la Convention, — le nommé Jean-Jacques Christophe Laurent, créole de la Martinique, homme très doux,

¹ Ces derniers détails, empruntés à Lombard, ont été évidemment recueillis par ce dernier de la bouche même de Barras, qui les passe sous silence. Il est fort probable que Lombard rédigeait ses *Mémoires* à une époque plus rapprochée des événements et bien antérieure à la rédaction des *Mémoires* de Barras. De là certains détails, saisis au moment même où celui-ci les raconte, et qui, plus tard, sont sortis de sa mémoire.

² *Mém. anecdotes* de Lombard.

bien qu'ardent révolutionnaire. Barras apprit dans la suite, par ce même Laurent, que de tous les ordres qu'il avait prescrits, aucun n'avait été exécuté ¹.

Peu d'heures après la visite du général au Temple, Robespierre et ses nombreux complices de la Convention et de la Commune étaient conduits à l'échafaud, au milieu des cris de joie et des malédictions du peuple. Parmi eux se trouvait le cordonnier Simon, qui, le 9 thermidor, avait fait cause commune avec Robespierre.

Barras, d'après son récit, rendit compte au Comité de salut public de ce qu'il avait vu au Temple ². Il obtint que des médecins examineraient le jeune malade et qu'ils feraient un rapport sur son état. « Les médecins, dit-il, parmi lesquels se trouvait Desault, déclarèrent la maladie très grave. »

Jusqu'à présent on croyait que le célèbre chirurgien n'avait donné de soins au petit prince que dans les derniers jours de sa maladie, mais comme on le voit par les termes très précis de la Relation de Grand, ce fut aussitôt après l'inspection de Barras au Temple que Desault fit une première visite à l'enfant.

Dès le 11 thermidor, les Comités de salut public et de sûreté générale s'empressèrent de ratifier le choix qu'avait fait Barras d'un gardien pour le jeune Louis XVII. Ils arrêtèrent que « le citoyen Laurent, membre du comité révolutionnaire du Temple, serait provisoirement chargé de la garde des enfants du tyran au Temple. » Les deux comités réunis lui commandaient « la plus exacte surveillance ³. »

Laurent n'était âgé que de vingt-quatre ans ; c'était un homme intelligent, humain et de manières distinguées, dont la duchesse d'Angoulême, dans ses *Mémoires*, fait le plus grand éloge, et dont, pour sa part, elle n'eut jamais qu'à se louer ⁴.

Il fut installé au Temple, le jour même de sa nomination,

¹ L'arrêté du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale qui nomme Laurent, est daté du onze thermidor an II. Archives nationales, carton E, n° 6208.

² Barras, d'après l'attestation de Grand, « était bien convaincu que le véritable Louis XVII était mort au Temple, et que des intrigants seuls pouvaient se parer de son nom. »

³ Archives nationales, F⁷, 4393.

⁴ « Je n'ai eu, dit-elle, qu'à me louer de ses manières, pendant tout le temps qu'il a été à mon service. Il me demandait souvent si je n'avais besoin de rien, et me priait de lui dire ce que je voudrais et de le sonner quand j'aurais besoin de quelque chose. Il me rendit mon briquet et ma chandelle. »

le 11 thermidor, vers neuf heures et demie du soir, par quelques membres de la municipalité. Son premier soin fut de visiter la jeune Marie-Thérèse et d'examiner minutieusement l'état des lieux. « Je me levai, dit la princesse; ces Messieurs firent une grande visite, en montrant tout à Laurent, et s'en allèrent ¹. »

De là, il se rendit au cachot du jeune Louis, et il le trouva si faible et si languissant que, dès le lendemain, il adressa un rapport au Comité de sûreté générale, afin qu'il ordonnât une enquête pour constater dans quel état on lui livrait l'enfant. Le jour suivant, 13 thermidor, plusieurs membres de ce comité s'empressèrent d'aller au Temple. La situation du petit prince leur parut si déplorable qu'ils en eurent pitié et donnèrent des ordres pour « qu'on le traitât mieux ². » Son état était si grave que le bruit de sa mort se répandit aussitôt après leur visite et qu'elle fut annoncée par les journaux anglais. Les membres du comité ordonnèrent-ils que le cloaque où pourrissait l'enfant fût nettoyé sans retard, ainsi que sa personne ? On l'ignore. La duchesse d'Angoulême, dans ses *Mémoires*, donne pour certain que, dès cette époque, eut lieu cette opération; mais c'est là une erreur, ainsi que le prouve un Rapport de Laurent en date du 31 août suivant. Laurent était humain, sans aucun doute, mais il était créole, et paresseux comme le sont la plupart des hommes de sa race. De plus, il craignait de se compromettre. Avant de se décider à entreprendre cette corvée aussi pénible que dégoûtante, il laissa s'écouler un mois et quatre jours. Malgré les ordres de Barras, l'enfant resta tout ce temps-là dans son hideux chenil sans que l'on prit la peine de le rassainir. Jusqu'à présent cette circonstance était restée ignorée.

Sauf une erreur de date, Simien-Despréaux raconte, avec les détails les plus précis et les plus émouvants, ce qui se passa pendant ces longues et mortelles semaines. Les chaleurs de l'été avaient activé la putréfaction des matières fécales de l'enfant, qui empoisonnaient le cachot. En se promenant dans l'obscur corridor qui le précédait, les commissaires de la municipalité étaient suffoqués par l'odeur infecte qui s'échappait à travers les grillages de la porte de fer.

¹ Le lendemain, ajoute la princesse, Laurent entra dans ma chambre et me demanda avec politesse si je n'avais besoin de rien. Il entra tous les jours trois fois chez moi, toujours avec honnêteté et ne me tutoyait pas. Il ne fit jamais la visite des bureaux et commodes. »

² *Mémoires de la duchesse d'Angoulême.*

Liénard, l'économe du Temple, eut le courage de leur déclarer que cette odeur pestilentielle, qui se répandait dans toute la tour, s'exhalait sans aucun doute de la chambre du petit Capet. Il soutint « que c'était cette putridité qui lui ôtait l'appétit ; qu'il ne mangeait presque plus et qu'il était urgent d'entrer dans sa chambre et de vérifier l'état dans lequel il se trouvait ¹. Comme après la visite de Barras et celle des conventionnels, qui l'avait suivie de près, on avait de nouveau scellé la porte du cachot, « les commissaires répondirent qu'ils ne pouvaient prendre sur leur responsabilité de faire briser le guichet et ouvrir la porte de fer, qu'il fallait d'abord en référer au conseil général de la commune, et obtenir ensuite une autorisation formelle du Comité de sûreté générale. » Cette démarche de Liénard auprès des commissaires de la municipalité avait eu lieu peu de jours avant le 14 fructidor.

Ce jour-là eut lieu la terrible explosion de la poudrière de Grenelle, qui tua plus de quinze cents personnes, et qui, dans tout Paris, produisit l'effet d'un tremblement de terre. Le bruit courut que cet accident, tout fortuit, était le résultat d'un complot des aristocrates contre la Convention nationale. Les représentants du peuple André Dumont et Goupilleau de Fontenay furent envoyés au Temple, le jour même du sinistre, vers les dix heures du matin, pour s'assurer si le jeune Louis XVII n'avait pas été enlevé, et pour prendre toutes les précautions nécessaires afin d'empêcher son évasion.

Après avoir « constaté l'existence des deux enfants de Capet, » ils donnèrent ordre au commandant de service de doubler la garde, de peur d'un coup de main des royalistes, « ce qui fut exécuté sur le champ et avec le plus grand zèle par un détachement de la section du Temple ². »

Laurent profita de la visite du Dumont et de Goupilleau pour leur demander l'autorisation de nettoyer la personne du petit prisonnier confié à sa garde.

¹ Depuis le mois d'avril précédent, Liénard avait succédé, en qualité d'économe, au citoyen Lelièvre, arrêté pour malversation. Il exerça cet office au Temple, même après la mort de Louis XVII, et c'est de sa bouche, ainsi que de celle de Gagnié, le chef de cuisine, que Simien-Despréaux tenait les faits qu'il raconte.

² Rapport de Laurent au Comité de sûreté générale (14 fructidor an II), le jour même de l'explosion de la poudrière de Grenelle.

Ils s'empressèrent de la lui accorder. « J'ai été, dit-il dans le rapport qu'il adressait le jour même au Comité de sûreté générale, autorisé par les représentants du peuple à introduire deux hommes sûrs dans l'appartement du fils de Capet pour le nettoyer et tâcher de faire disparaître la vermine occasionnée par la malpropreté ; cette opération sera faite demain matin. »

Comme à la suite de l'explosion de la poudrière, dont on ne connaissait pas encore la vraie cause, on craignait une tentative sur le Temple, Laurent disait à la fin de son Rapport : « Tout est parfaitement tranquille. Dans le cas où il arriverait quelque événement imprévu, j'aurai soin d'en instruire sur le champ les Comités de salut public et de sûreté générale ¹. »

Le lendemain, 15 fructidor (1^{er} septembre 1794), Laurent, assisté de Gagnié, le chef de cuisine, de l'économe Liénard et des commissaires municipaux de garde, fit desceller la porte de fer du cachot de l'enfant et briser le guichet en forme de tour. Le petit prisonnier tremblait au moindre bruit. On peut juger de quelle terreur il fut saisi en entendant les coups de marteau et le grincement des verrous. On le trouva étendu sur son lit, pâle et maigre comme un spectre, les yeux éteints, le dos voûté, les bras et les jambes d'une longueur démesurée, les genoux et les poignets gonflés de tumeurs, le cou rempli de plaies purulentes, les ongles des pieds et des mains longs comme les griffes d'une bête fauve.

Sur une petite table était son dîner, auquel il n'avait pas touché.

« — Monsieur Charles, » lui dit Gagnié d'un ton compatissant, « pourquoi ne mangez-vous pas ? vous devriez manger. » — « Non, mon ami, non, je veux mourir, » répondit le pauvre enfant, aussi étonné qu'attendri d'entendre la voix d'un serviteur dévoué. « Ce furent les seules paroles, dit Despréaux, que le prince prononça pendant tout le temps de cette visite. »

Le premier soin de Laurent fut de procéder à un premier pansement. Le jeune Caron, le garçon servant de la cuisine, apporta de l'eau tiède. « Il commença d'abord par couper les cheveux qui s'étaient introduits dans les plaies, qu'il bassina le plus légèrement possible avec des linges fins, non sans occasionner malgré toutes ces précautions des douleurs vives que le jeune

¹ Archives nationales, F⁷, 4392.

prince dissimulait, en se permettant seulement des plaintes sourdes et quelques monosyllabes prononcés avec l'accent le plus douloureux et le plus déchirant. On coupa ses ongles tant aux pieds qu'aux mains : ils avaient la dureté de la corne ¹. »

Laurent le dépouilla de ses sordides vêtements, tout fourmillants de vermine, lui fit prendre des bains, le changea de linge, et, en attendant que sa chambre fût nettoyée à fond, il l'installa provisoirement dans l'ancienne chambre occupée par Louis XVI où il plaça un lit de fer.

Laurent procéda aussitôt après au nettoyage et à la purification du cachot. Il fit enlever toutes les immondices qui s'y étaient amoncelées, ainsi que dans les lieux à l'anglaise. « On diminua le nombre des abat-jour pour répandre de la clarté ; on ouvrit les châssis pour donner de l'air ; on substitua du linge propre et blanc à des draps grossiers et à moitié pourris. » On enleva le bois de lit, envahi par les punaises, et l'on descendit l'un des deux lits qui se trouvaient dans la chambre de Marie-Thérèse. La porte de fer et le guichet furent enlevés et l'on rétablit l'ancienne porte qui existait du temps de Simon.

Sur la demande de Laurent, le conseil général de la commune, devenu un peu plus humain depuis la sanglante épuration qu'avait faite de ses membres le 9 thermidor, autorisa un municipal, qui était chirurgien, à se rendre de temps en temps auprès du petit Capet pour panser et bassiner ses plaies.

Lorsque la chambre fut entièrement purifiée, Laurent y réinstalla son prisonnier. Il lui avait fait faire par un tailleur un costume complet de drap assez fin, couleur ardoise : pantalon, gilet rond et veste à la matelot.

Dès le jour même où Laurent avait, pour la première fois, pénétré dans le cachot, il avait adressé au comité de sûreté générale un Rapport, qui permet de constater que jusqu'à cette date, et contrairement aux ordres qu'avait donnés Barras, l'enfant n'avait pas été conduit une seule fois à la promenade dans les cours de la prison.

Les thermidoriens, qui avaient renversé Robespierre, n'inclinaient pas plus que lui au royalisme, et veillaient aussi sévèrement à la garde de Louis XVII qu'au temps de la Terreur. La

¹ *Louis XVII, etc.*, par Simien-Despréaux.

Convention et la Commune montraient la même vigilance que par le passé à mettre ce précieux otage hors de portée des regards et des coups de main. Il n'était permis qu'aux seuls commissaires de la Commune et qu'aux délégués de la Convention de visiter le prisonnier. Les hommes des sections, qui le gardaient au Temple, sans jamais le voir, en étaient à se demander s'il n'avait pas été enlevé. Mais comme Laurent avait reçu l'ordre exprès de ne montrer son prisonnier qu'à ceux qui étaient chargés par la loi de constater son identité, il ne crut pas devoir satisfaire la curiosité des hommes de garde. « Citoyens représentants, écrivait-il au Comité de sûreté générale, le service de la prison du Temple est toujours fait avec zèle, exactitude et surveillance. Le citoyen Walne, adjudant-général, m'a fait le rapport que plusieurs citoyens de garde avaient paru élever des doutes sur l'existence des prisonniers, et qu'ils ne savaient pas s'ils gardaient *des pierres ou quelque chose*. Ces propos n'ayant pas eu de suite, j'ai cru ne pas devoir leur en donner, et la garde a été descendue très paisiblement ¹. »

Jusqu'à sa mort, l'enfant fut laissé absolument seul pendant la nuit et toujours sous les verrous, comme après le départ de Simon. Laurent entraînait chez lui trois fois par jour, à l'heure des repas, échangeait avec lui quelques paroles pour s'assurer s'il n'avait besoin de rien, et sortait presque aussitôt. « Dans la crainte de se compromettre, dit la duchesse d'Angoulême, il n'osait pas faire davantage, étant surveillé... » Encore ses visites n'avaient-elles lieu que sous la surveillance des municipaux choisis et nommés par la Commune.

Parmi les sept membres chargés spécialement de la surveillance du Temple à cette époque, il y en avait quelques-uns qui se montraient plus humains que leurs collègues. Ceux-là montaient quelquefois dans la chambre de l'enfant et lui apportaient des jouets, des plumes pour écrire, des cartes qu'il pliait pour construire des châteaux. Mais le malheureux enfant avait été si souvent terrifié par les paroles brutales des hommes de la Commune, qu'il était devenu comme muet de frayeur et que les commissaires mêmes qui lui témoignaient quelque sympathie, ne pouvaient lui arracher un mot. Laurent lui-même avait eu beaucoup de peine à l'apprivoiser et à obtenir de lui quelques

¹ Pièce autographe. Archives nationales, F⁷, 4392.

réponses. Mais, d'après les témoignages de Liénard et de Gagnié, il n'en était pas de même pour le commissaire Barelle, ce brave et excellent maçon que le jeune prisonnier connaissait de longue date et qui n'avait cessé de lui donner des marques du plus affectueux dévouement. L'enfant s'empressait de répondre à toutes ses questions, « et lui confiait ses peines. » De son côté, le bon maçon ne négligeait rien pour adoucir le sort de son petit protégé.

Un jour, un commissaire, que Simien-Despréaux ne nomme pas, et qui n'était autre peut-être que Barelle, prononça devant le petit prince le nom de Simon. A ce nom, qui lui rappelait tant de douloureux souvenirs, l'enfant, réveillé en sursaut de son atonie, se prit à tressaillir. « Mais, que lui feriez-vous, s'il vivait encore, et si vous parveniez un jour à monter sur le trône de vos pères ? » lui demanda son interlocuteur. « Je le ferais punir pour l'exemple, » répliqua d'un ton ferme et sans hésiter le petit prince.

« L'aimable enfant pressait les mains de son bon commissaire (Barelle), lui souriait, lui parlait avec douceur, le rendait témoin de ses jeux enfantins et des ses occupations, hélas ! bien monotones. Mais, tout à coup, tourmenté cruellement par ses souffrances, il retombait dans son état habituel d'anéantissement et de marasme ¹. »

Laurent s'était attaché à lui, et l'enfant avait fini par lui témoigner de la confiance et de la gratitude. Comme il s'était plaint à son gardien d'être encore troublé la nuit, au milieu de son sommeil, par la visite des souris et des rats, Laurent fit apporter de l'arsenic par le chirurgien qui venait panser tous les jours le prisonnier, et il le délivra de ces hôtes incommodes. Tous les soins dont le jeune prince était l'objet étaient si nouveaux pour lui qu'il avait peine à s'expliquer pourquoi, à l'extrême abandon où il avait été livré pendant si longtemps, avaient succédé tout à coup des témoignages de compassion. Il est fort probable que, dès qu'il fut assez rassuré pour adresser quelques mots à son gardien, il dut lui demander la cause de ces changements, et surtout des nouvelles de sa mère et des princesses. Et Laurent, comme il semble, dut lui répondre, « d'un air peiné, »

¹ *Louis XVII*, etc., par Simien-Despréaux.

comme à Marie-Thérèse, qui lui faisait les mêmes questions, « que cela ne le regardait pas. »

Laurent n'avait pas tardé à s'apercevoir que la solitude et le manque d'air étaient de plus en plus nuisibles à son prisonnier et qu'il dépérissait chaque jour. Il demanda et obtint la permission de le faire monter de temps en temps sur la plate-forme de la tour. Mais, comme il était lui-même surveillé de très près par les commissaires, et qu'il craignait de se compromettre, « il ne fit peut-être pas tout le bien qu'il aurait voulu. »

Il eut cependant le courage d'abolir la coutume, introduite par Simon, d'appeler le petit prince *Capet* ; dès le jour de son entrée au Temple, il le nomma *Monsieur Charles*, et depuis lors, tous les commissaires ne lui donnèrent plus d'autre nom.

A propos des promenades de l'enfant sur la plate-forme, M. de Beauchesne raconte deux épisodes, que nous ne trouvons que dans son livre, mais qui ne nous semblent pas dénués de vraisemblance. Une fois, en descendant, le jeune Louis, appuyé sur le bras de son gardien, s'arrêta tout à coup devant la porte du troisième étage, où il croyait que sa mère, sa tante et sa sœur étaient encore prisonnières, et fut saisi de la plus vive émotion. Laurent se hâta de l'entraîner pour l'arracher à ces tristes souvenirs ; mais l'enfant, en descendant les marches de l'escalier avec lenteur, se retournait sans cesse sans pouvoir détacher ses yeux de cette porte.

Une autre fois, toujours d'après M. de Beauchesne, il cueillit sur la plate-forme quelques pauvres fleurs étiolées qui poussaient dans les interstices des dalles, et en descendant, il les laissa tomber sur le seuil de la porte du troisième étage. Quelle douleur pour lui de ne pouvoir les offrir à sa mère, comme les bouquets qu'il cueillait autrefois pour elle chaque matin dans les parterres de Versailles !

M. Hue, l'ancien et fidèle valet de chambre de Louis XVI, informé, après le 9 thermidor, du déplorable état du jeune prince, sollicita, auprès du Comité de sûreté générale, le dangereux honneur de s'enfermer de nouveau avec lui pour lui donner des soins. Mais sa demande fut rejetée, sous prétexte que les commissaires du Temple le soignaient suffisamment ¹.

M. Hue était profondément convaincu que les cruautés dont

¹ *Les dernières années du règne de Louis XVI, etc...*

l'enfant avait été victime, surtout dans son cachot, n'avaient été exercées que pour se débarrasser de lui par une mort lente. Il étend cette accusation non seulement aux membres de la Commune, mais encore à ceux de la Convention nationale. Il écarte cependant de leur tête le soupçon d'empoisonnement :

« Les monstres qui tyrannisaient la France, dit-il, et qui ne se dissimulaient pas le vif intérêt qu'inspirait généralement le sort de ce jeune prince, calculaient trop froidement leurs forfaits pour s'exposer à compromettre leur popularité et leur puissance en le faisant périr d'une mort violente. Il leur parut moins dangereux de travailler à l'anéantissement de toutes les facultés morales, à force de mauvais traitements, et en fatiguant continuellement ses organes par la terreur.

« S'il arrivait, disaient-ils, que dans quelque mouvement populaire, les Parisiens se portassent au Temple pour proclamer Louis XVII, nous leur montrerions un petit bambin, dont l'air stupide et l'imbécillité les forceraient à renoncer au projet de le placer sur le trône. »

Le premier devoir d'un historien, en citant des paroles d'une telle gravité, ne serait-il pas de fournir la preuve qu'elles ont été prononcées et de citer les noms ? C'est ce que n'a pas fait M. Hue, et, malgré l'intégrité de son caractère, nous n'hésitons pas à les rejeter du débat. Les membres du comité de salut public et du comité de sûreté générale avaient l'audace de leur scélératesse ; il n'est guère permis de les taxer d'hypocrisie.

Après mûre réflexion, nous croyons fermement, disons-le encore une fois, que la Convention, non seulement n'eut jamais la pensée de se débarrasser du fils de Louis XVI par des moyens aussi lâches que cruels, mais qu'elle ne négligea rien, à aucune époque, après comme avant le 9 thermidor, pour garder entre ses mains le plus précieux des otages. D'après tous les calculs de la politique, la mort de Louis XVII, loin d'être utile à la Convention, ne pouvait que lui être extrêmement nuisible, en préparant l'avènement du comte de Provence. La seule faute — faute énorme — que l'on puisse lui reprocher, en se plaçant au point de vue exclusif de son intérêt et de sa dignité, ce fut de ne pas persévérer dans la ligne de conduite qu'elle s'était tracée d'abord en traitant Louis XVII en prisonnier d'État ; ce fut, après l'avoir livré à Simon, de l'abandonner sans défense et sans contrôle à la férocité de la Commune.

Quant à ces derniers, il serait bien difficile d'écarter de leurs têtes l'accusation que l'on a fait peser sur les membres de la Convention. A supposer même qu'il n'y ait eu de leur part aucun calcul prémédité, systématique, pour altérer peu à peu la santé de cet enfant et de le conduire insensiblement à une mort certaine, il n'en est pas moins vrai, moins évident, qu'ils ont connu le mal, qu'ils en ont constaté chaque jour les progrès par leurs commissaires, et qu'ils n'ont rien fait pour y apporter remède.

Mais, après le 9 thermidor, qui fit disparaître les hommes les plus pervers de la Commune, les sentiments d'humanité n'y reprirent jamais pleinement le dessus. L'enfant fut abandonné à la solitude, surtout pendant la nuit, aussi rigoureusement que par le passé; aucune modification ne fut apportée à son régime alimentaire, non plus qu'à celui de sa sœur. L'arrêté du 22 septembre 1793, qui les condamnait l'un et l'autre à la plus grossière nourriture, à celle des assassins et des voleurs, fut maintenu sans pitié. D'après le témoignage de Prousteau de Montlouis, l'un des commissaires inspecteurs du Temple à cette époque, aucune amélioration ne fut introduite sur ce point, en faveur d'un enfant débile, malade et qui se mourait peu à peu. On ne lui rendit pas même la demi-bouteille de vin à laquelle il avait droit par ce même arrêté, et que l'on donnait à sa sœur.

Pendant que le malheureux enfant et Marie-Thérèse en étaient réduits à cette maigre pitance, les municipaux et les officiers de garde au Temple, y faisaient ripaille du matin au soir, aux frais de la République.

En voici la preuve, ignorée jusqu'à présent.

Les dépenses pour le service de leur table devinrent si scandaleuses, que la *Commission nationale des administrations civiles, police et tribunaux*, de qui dépendaient alors les prisons, crut devoir y mettre un terme. En conséquence, elle adressa au citoyen Liénard, économe du Temple, la lettre suivante, que nous reproduisons en entier, afin de montrer une fois de plus que ces prétendus partisans de l'égalité ne se contentaient pas pour leur compte du brouet noir des Spartiates et qu'ils le réservaient uniquement pour les enfants de Louis XVI.

« Citoyen, la Commission chargée dorénavant de vérifier et d'ordonner les dépenses relatives à la prison du Temple, lorsqu'elle en aura reconnu la légitimité, a vu avec peine combien étaient arbitraires

et ridicules celles qui ont été autorisées jusqu'à présent. Elle peut te reprocher d'avoir surveillé trop négligemment les intérêts de la République et d'avoir visé des mémoires contenant des fournitures en anguilles, pigeons, poulets, maquereaux, canards, esturgeons, din-donneaux, brochets, chocolat, crème, eau-de-vie et autres denrées d'une cherté excessive, qui n'ont été consommées en grande partie que par les personnes préposées à la garde du Temple. Nous ignorons si cette garde doit être nourrie aux dépens de la République, et, dans le cas de l'affirmative, tu voudras bien nous faire connaître l'autorisation que tu as reçue à cet égard. Si elle émane d'une autorité compétente, tu ne dois pas perdre de vue que la première qualité des vrais républicains est la tempérance, la frugalité et l'économie ; que de la viande de boucherie, des légumes, du pain et du vin doivent suffire à des hommes sobres et uniquement jaloux de remplir leurs devoirs. Nous t'invitons donc à réformer, dès à présent, toutes les dépenses qui ne sont pas essentiellement nécessaires à la nourriture des employés à la garde du Temple et à mettre la plus grande économie dans celles qui ont pour objet les deux prisonniers qui y sont détenus.

« La Commission te charge au surplus de pourvoir toi-même aux approvisionnements de tout genre et de lui faire passer un état détaillé des objets dont tu seras forcé de te pourvoir, soit journellement, soit à l'avance, en raison des personnes qui doivent être nourries et dont tu nous adresseras le tableau.

« Le chargé provisoire ¹. »

Pendant ce temps-là, les Parisiens de tous les partis se préoccupaient vivement du sort qui était réservé au *petit Capet* et à sa sœur. Dans certains groupes, à la porte Saint-Martin par exemple, le bruit courait « que les brigands commençaient à se rallier pour venir à Paris installer Louis XVII ². »

Au sein de la Convention, une faible minorité, peut-être soudoyée par les royalistes, était d'avis que, pour délivrer la France, à l'intérieur, « d'éléments constants de trouble, » il fallait expédier les deux prisonniers à la frontière. Ce qu'il y eut d'étrange, c'est que ce fut le conventionnel Duhem qui se fit l'organe de cette minorité favorable au bannissement. Duhem,

¹ Archives nationales, F⁷, 4393, n° 245.

² *Tableaux de la Révolution française publiés sur les papiers inédits du dép. de la police secrète de Paris*, par Adolphe Schmidt, professeur d'histoire à l'université d'Iéna. Leipzig, 3 vol. in-8°.

non content d'avoir voté la mort de Louis XVI, avait opiné pour qu'il lui fût interdit de se choisir un conseil. Et aujourd'hui, il laissait percer des sentiments de pitié pour ses enfants, même à travers l'extrême violence de son langage !

« Et moi aussi, s'écria-t-il, il y a longtemps que je demande pourquoi il existe parmi nous un point de rassemblement pour l'aristocratie. Comme si un peuple qui a le courage de conquérir sa liberté, d'envoyer son tyran à l'échafaud, pouvait conserver encore dans son sein un rejeton héritier présomptif de la royauté ! Je demande si un pareil exemple se retrouve chez un peuple de l'antiquité, je parle de ceux qui ont eu le même courage et la même énergie que nous ? mais c'est ici un acte de souveraineté : il faut qu'il soit profondément médité. Les comités s'occupent donc de la question de savoir si nous ne devons pas vomir loin de nous, non-seulement ces rejetons, mais encore toute cette famille infernale des Capets et tous ceux qui y adhèrent. Nous avons en France, pour ainsi dire, deux nations, les royalistes et les républicains. Vous n'aurez point de paix, point de sécurité, tant que l'une de ces nations pourra inquiéter, tourmenter la patrie. »

Cette motion de Duhem resta sans effet, tant la Convention attachait de prix au gage qu'elle tenait dans sa main.

Le lendemain du jour où avait été rejetée cette motion de Duhem, Laurent, effrayé de cette discussion, de l'énorme responsabilité qui pesait sur sa tête et dont il ne se dissimulait pas tous les dangers, s'empressa d'adresser cette requête aux Comités de salut public et de sûreté générale pour qu'on lui adjoignît le plus tôt possible un autre gardien en permanence.

De la tour du Temple, le 3^e jour de
sans culottides (19 Septembre 1794).

« Citoyens représentants,

« Un arrêté des Comités de salut public et de sûreté générale, en date du 11 thermidor dernier, me charge de la garde des enfants du dernier tyran. Le citoyen Barras, qui m'installa dans ces fonctions, m'assura que, dès le lendemain, il me serait nommé par vous un collègue pour partager ma surveillance.

« Depuis cette époque, je vous ai adressé plusieurs lettres dans

lesquelles je vous ai exposé la nécessité de ne pas me laisser seul chargé du dépôt qui m'est confié : je n'ai pas encore reçu de réponse.

« Aujourd'hui que l'attention de la Convention se fixe sur le sort des enfants du tyran, qu'on parle de royalistes, et que les mesures de surveillance et de précaution ne sauraient être portées trop loin, je crois devoir réitérer mes instances ; je ne peux pas suffire seul aux fonctions qui me sont confiées, et je crois de l'intérêt de la chose publique que vous ne perdiez pas ma demande de vue. S'il arrivait en ce moment quelque événement, je ne pourrais pas vous en instruire moi-même. Je vous conjure donc, citoyens représentants, de m'adjoindre le plus tôt possible un ou deux collègues qui partagent ma surveillance et répondent conjointement avec moi du dépôt que vous m'avez confié, etc.

Signé : LAURENT,

Chargé de la garde des enfants du tyran ¹. »

Cinquante jours s'écoulèrent avant que l'on fît droit à la requête du gardien de Louis XVII.

Dans cet intervalle, il avait été en butte aux attaques calomnieuses de quelques Brutus de la Commune, et, pour se disculper, il avait écrit au Comité de salut public une lettre dans laquelle il n'avait pas eu de peine à montrer son innocence et l'indignité de ses adversaires :

« Citoyens représentants,

« Dans la séance de la section du Temple, du 20 vendémiaire, trois individus de cette section dirigèrent contre moi plusieurs calomnies, auxquelles je répondis avec le langage de la vérité et le témoignage d'une conscience pure.

« Dans la séance d'hier, ces mêmes individus sont revenus à la charge et ont fait arrêter que j'avais perdu la confiance de la section, et que le procès-verbal contenant les dénonciations serait apporté aux Comités de sûreté générale et de salut public. Mes dénonciateurs se sont fait nommer commissaires eux-mêmes pour vous apporter ces pièces. J'offre de prouver que ces inculpations sont fausses et calomnieuses ; que les individus qui les ont avancées sont des êtres immoraux et tarés dans l'opinion publique, dont l'un a fait trois banqueroutes frauduleuses de cinquante mille écus, et dont l'autre a été repris de justice, il n'y a pas trois mois, pour avoir vendu à faux poids

¹ Lettre autographe, signée. Arch. nat., F⁷, 4392, pièce 78.

et à fausses mesures. J'offre de prouver qu'eux seuls ont parlé dans la discussion qui me concernait, qu'ils ont été les dénonciateurs, les rédacteurs du procès-verbal, les provocateurs de l'arrêté et qu'ils se sont fait nommer commissaires pour vous l'apporter.

« Je n'ai sollicité en aucune manière, citoyens représentants, l'emploi important que vous m'avez confié : il serait dur pour un citoyen honnête de le quitter d'une manière ignominieuse. Je vous demande une justice qu'il est dans vos principes d'accorder à tout citoyen : c'est de ne pas prononcer sur mon compte sans m'avoir entendu : vous écouterez ma justification et vous jugerez si elle est satisfaisante.

Signé : LAURENT, chargé par les Comités de salut public et de sûreté générale des enfants de Capet. »

Le temps n'était plus où la Commune dictait la loi à la Convention. Les comités, sûrs de l'intégrité de leur agent, ne tinrent aucun compte des accusations sans fondement dont il avait été l'objet, et qui avaient porté sans doute sur les sentiments d'humanité dont il avait fait preuve à l'égard des prisonniers du Temple. Comme gage de sa confiance, le Comité de salut public, à la date du 22 vendémiaire an III (13 octobre 1794), lui assigna un traitement annuel de six mille livres, payables par mois, sur la *commission des administrations civiles, police et tribunaux* ¹.

Après le 9 thermidor, les visites nocturnes des commissaires dans les chambres des deux prisonniers du Temple furent momentanément suspendues. Mais elles furent reprises à la fin de la même année (octobre 1794), à la suite des discussions que venait d'avoir Laurent avec quelques membres de la Commune, et qui donnèrent lieu à un redoublement de vigilance ².

II

Ce ne fut que le 18 brumaire an III, c'est-à-dire le samedi 8 novembre 1794, que le comité de sûreté générale reconnut la nécessité d'adjoindre à Laurent un nouveau gardien. Ce jour-là,

¹ Archives nationales, F⁷, 4393, n° 234.

² « A la fin d'octobre, dit la duchesse d'Angoulême, à une heure du matin, je dormais lorsqu'on frappa à ma porte ; je me levai à la hâte et j'ouvris toute tremblante de frayeur. Je vis deux hommes du comité avec Laurent ; ils me regardèrent et sortirent sans rien dire. »

sur la présentation de la *Commission de police administrative*, le comité fit choix du citoyen Gomin ¹, fils d'un tapissier de l'île Saint-Louis, et par elle garanti républicain à toute épreuve. Une dépêche inédite du comte Anglès, préfet de police, le peint comme « un homme honnête, bien pensant, mais d'une timidité extrême et craignant toujours de se compromettre. » Un ardent royaliste, le marquis de Fenouil, qui avait eu quelques relations avec Gomin, dans l'île Saint-Louis, où il demeurait lui-même, et qui savait à quoi s'en tenir sur sa grande douceur de caractère, avait eu l'habileté, grâce à une intrigue fort bien conduite, de le faire désigner pour cette fonction, en le donnant comme pur patriote ².

Tous ceux qui ont connu Gomin, la duchesse d'Angoulême, l'avocat Eckard, les officiers de paix du comte Decazes, ministre de la police générale sous Louis XVIII, M. de Beauchesne, qui a eu de longs entretiens avec lui, les magistrats de la cour royale

¹ L'arrêté du Comité de sûreté générale, qui nomme Gomin gardien du Temple, est en date du 18 brumaire an III, et signé : Garnier, Mathieu, Harmand, Reubell, Barras, Reverchon, Monmayou, Bentabole. Archives nationales, F⁷, carton 4392.

Gomin, né le 17 janvier 1757, mourut à Pontoise le 17 janvier 1841.

Voici quelques documents, en partie inédits, sur les professions diverses qu'il exerça depuis sa sortie du Temple, et les fonctions qu'il occupa depuis la rentrée des Bourbons en France. Nous les avons empruntés à un volumineux dossier de la police secrète du comte Decazes, ministre de la police générale.

« Le sieur Gomin, demeurant rue Saint-Honoré n° 214, est bien celui que S. A. R. Madame choisit pour l'accompagner lorsqu'elle quitta la tour du Temple pour se rendre à Vienne. On ajoute que l'ordre portait qu'il n'irait que jusqu'à Basle. De retour de ce voyage, le sieur Gomin embrassa, dit-on, la profession d'imprimeur, qu'il exerça jusqu'à l'époque où il perdit son établissement, par suite de la suppression d'un grand nombre d'imprimeries. Il travailla ensuite, en qualité de commis, chez un huissier priseur. Lors de la première Restauration, S. A. R. Madame s'étant ressouvenue de lui, lui fit avoir la place de concierge du château de Meudon. Pendant les Cent Jours, il perdit cette place, dans laquelle il n'a pas encore pu obtenir d'être réintégré, et qu'il regrette, dit-on, beaucoup, quoiqu'on l'ait nommé à un autre emploi au château des Tuileries. » Lettre inédite du comte Anglès, préfet de police, au ministre de la police générale, comte Decazes, le 19 juin 1817. Archives nationales, carton 6808, dossier 1496. — La seconde place que Gomin avait obtenue aux Tuileries, sous Louis XVIII, en 1817, était celle de fourrier des feutiers du roi. Lettre inédite de Duvivier et Joly, officiers de paix, au comte Anglès, préfet de police ; Paris, 12 avril 1817. Archives nationales, F⁷, carton 6808.

² Beauchesne.

dé Paris, qui, lors des procès de deux faux dauphins, ont entendu ses dépositions, sont tous d'accord à reconnaître en lui un homme de bien, d'une grande délicatesse de sentiments et d'une incorruptible véracité. Comme, à plusieurs reprises, Gomin, devant la justice, n'a cessé de déclarer qu'il connaissait le Dauphin avant sa prison, et que c'était bien lui qui était mort au Temple, quelques imposteurs, en s'appuyant sur quelques contradictions fort peu importantes de ses dépositions, ont essayé de le faire passer pour un faux témoin. Mais un tel jugement parti de si bas, ne saurait prévaloir contre les témoignages si considérables que nous venons de citer. Il n'eût tenu sans doute qu'à ce vieillard de prêter l'oreille aux offres de ces charlatans et de se démentir, pour arriver à la fortune ; Gomin a préféré mourir pauvre. Nous tenons donc pour très exact, quant au fond, tout ce qu'il a raconté à Beauchesne de son séjour au Temple ; mais nous croyons aussi que l'imagination un peu trop poétique du savant historien de Louis XVII a dû modifier certains détails accessoires de manière à les rendre peu vraisemblables. Cette critique toutefois ne saurait atteindre les points essentiels du livre de Beauchesne, qui reposent sur des documents authentiques et hors de doute.

Dès le lendemain de sa nomination, Gomin fut conduit au Temple par un agent de la section de police. Il était nuit. Laurent le mena, ainsi que le commissaire civil, nommé Buisson jeune, auprès des deux prisonniers ¹. Gomin, malgré les ravages causés par la maladie, reconnut parfaitement Louis XVII, pour l'avoir vu « plusieurs fois et de très près dans le jardin dit du prince, aux Tuileries, où il avait l'habitude de jouer, accompagné de sa gouvernante M^{me} de Tourzel. » Gomin, après 89, ayant été nommé commandant d'un bataillon de la garde nationale, et ayant, à son tour de rôle, monté la garde aux Tuileries, n'avait

¹ M. de Beauchesne fait tenir aux deux gardiens ce dialogue incompréhensible : « Entré au second étage, dont la première pièce servait d'antichambre, Laurent demanda à son collègue, *s'il avait vu* autrefois le prince royal. — Je ne l'ai jamais vu, lui répondit Gomin. — En ce cas, il se passera longtemps avant qu'il vous dise une parole. » N'est-il pas plus vraisemblable que, si des paroles ont été échangées entre eux à ce sujet, Laurent a dû dire à Gomin : « Le dauphin vous a-t-il connu autrefois ? » Sans cette manière de poser la question, la dernière phrase de Laurent n'a pas de sens.

pu manquer de voir et de connaître le petit prince, qui, pendant la belle saison, était conduit tous les jours à son jardin par le bataillon de la garde nationale de service ce jour-là ¹.

Le nouveau gardien trouva l'enfant dans un si déplorable état de santé, que, touché de compassion, il fut sur le point de se démettre de son nouvel emploi. Il ne fut retenu que par la crainte de se compromettre.

Afin de prévenir entre les deux gardiens toute séduction, toute connivence possible, et de compléter les mesures déjà prises pour empêcher l'évasion des deux prisonniers, le Comité de sûreté générale inventa un nouveau système de contrôle. Il supprima les sept commissaires municipaux nommés spécialement jusqu'alors par le conseil général de la Commune pour visiter le Temple, et il arrêta que, chaque jour, et à tour de rôle, chacun des comités civils des quarante-huit sections de Paris fournirait un de ses membres, portant le titre de *commissaire civil*, afin de remplir, pendant vingt-quatre heures, les fonctions de gardien, concurremment avec les deux gardiens nommés à poste fixe ².

Les deux gardiens en permanence et le commissaire civil de garde au Temple pour vingt-quatre heures, furent installés dans la Chambre du Conseil, au rez-de-chaussée, où on leur dressa des lits.

Le commissaire civil arrivait au Temple à midi et recevait aussitôt du commissaire sortant les instructions dictées par les comités de la Convention nationale sur les devoirs qu'il aurait à remplir en ce qui touchait la surveillance des prisonniers. En première ligne, interdiction de les laisser se promener en même temps et, qui plus est, de se rencontrer. Ils devaient même ignorer absolument qu'ils étaient retenus dans le même lieu. Malgré cette prohibition, qui pouvait, si elle était violée, entraîner les peines les plus sévères, Marie-Thérèse fut constamment instruite par Laurent et par Gomin de la situation de son frère.

A l'arrivée du commissaire civil, les deux gardiens le condui-

¹ Ancienne déposition de Gomin, citée devant le tribunal civil de la Seine, audience du 6 juin 1851 : affaire Naundorff. Voir la *Gazette des Tribunaux* du 7 juin 1851.

² Discours du conventionnel Mathieu à la Convention nationale, 12 frimaire an III (2 décembre 1794).

saient aux chambres des deux prisonniers pour constater leur présence ; mention de cette visite était faite sur un registre et le commissaire y apposait sa signature.

La présence de ce commissaire civil, toujours inconnu la veille et qui restait si peu de temps au Temple, mettait ainsi les deux gardiens dans l'impossibilité presque absolue de pouvoir s'entendre entre eux pour un coup de main. De ces commissaires choisis successivement dans les quarante-huit sections, il était impossible qu'un grand nombre ne dût connaître le jeune prince, soit pour l'avoir vu autrefois dans le jardin des Tuileries où il était conduit chaque jour, où la foule pouvait le voir de près tout à loisir, soit pour avoir contemplé ses nombreux portraits gravés aux étalages des marchands d'estampes. Comme toutes les figures des princes, il n'y avait pas de visage plus connu, plus populaire que celui du jeune Louis XVII. Une remarque d'ailleurs des plus caractéristiques, c'est que l'on ne pourrait citer aucun des nombreux commissaires civils, tour à tour de garde au Temple, qui ait exprimé, soit avant, soit après sa mort, le moindre doute sur son identité. Comment tant d'hommes qui ne se connaissaient ni les uns ni les autres auraient-ils pu s'entendre à garder un silence aussi surprenant, s'ils avaient eu le moindre soupçon qu'on les eût trompés en leur présentant un enfant inconnu ?

Les deux grosses clés de la chambre du petit prince et en général toutes les clés les plus importantes de la tour étaient enfermées dans une armoire de la salle du conseil, armoire à deux serrures dont chaque clé différente était dans la main de l'un et de l'autre gardien. Ils étaient ainsi sous une dépendance réciproque ; l'armoire ne pouvait s'ouvrir sans leur consentement commun, et, de plus, les deux porte-clés étaient placés sous leurs ordres.

De même, à la double porte d'entrée du Temple, il y avait deux guichetiers qui ne pouvaient ouvrir ou fermer l'un sans l'autre. Comme par le passé, gardiens, municipaux, gardes nationaux, commissaires civils, employés de la prison, ne pouvaient sortir sans un permis de Laurent et de Gomin, et sans qu'ils l'eussent montré aux deux guichetiers.

Depuis la mort de Louis XVI, il n'y avait plus au poste du Temple que cent quatre-vingt-quatorze hommes de la garde

nationale, et quatorze de l'artillerie parisienne, en tout deux cent huit hommes de garde, sans compter quatre ou cinq gendarmes d'ordonnance. Des cartes de sortie n'étaient délivrées par les deux gardiens qu'à la moitié des hommes de service, de manière à ce que l'autre moitié de l'effectif ne pût sortir avant que l'autre ne fût rentrée.

Chaque soir, Laurent et Gomin étaient obligés d'envoyer au comité de sûreté générale (section de police) un procès-verbal de tout ce qui s'était passé au Temple pendant les vingt-quatre heures écoulées. Plusieurs de ces procès-verbaux, écrits et signés de leur main, existent encore aux Archives nationales. Antérieurement au 9 thermidor, une semblable constatation avait été faite journellement, soit par les municipaux, soit par les officiers de garde, et, chaque soir, avait été envoyé au même comité de la Convention un rapport sur les moindres incidents de la journée et de la nuit précédente.

Laurent et Gomin, répondant sur leur tête de leurs prisonniers, et vivant nuit et jour dans cette crainte, que rendaient fort naturelle d'ailleurs les complots des royalistes, n'avaient garde de rien négliger de tout ce qui pouvait les mettre à couvert.

Supposer, comme on l'a fait, que le jeune Louis XVII a pu s'évader plus facilement pendant qu'il était sous la garde de Laurent, ou sous la garde commune de Laurent et de Gomin, est le comble de l'ignorance, de l'absurdité ou de la mauvaise foi de quelques imposteurs. Laurent était trop franchement révolutionnaire¹, et Gomin trop timide et trop craintif pour avoir jamais pu se laisser gagner. D'ailleurs, le premier comme le second avaient également peur de se compromettre. Ils étaient tenus en respect par la guillotine.

Vers les neuf heures, chaque matin, les deux gardiens et le commissaire civil montaient ensemble dans la chambre du petit prince. Ils étaient accompagnés de l'un des deux porte-clés, Gourlet ou Baron. Gourlet était chargé du soin d'habiller l'enfant en leur présence, de faire son lit, de balayer l'appartement.

¹ *Mémoires de la duchesse d'Angoulême*, et lettres du comte Anglès, préfet de police, au comte Decazes, ministre de la police générale, en date des 19 juin et 26 septembre 1817. Archives nationales.

Baron, nous l'avons dit, résidait au Temple depuis 1777, où il avait été attaché à la maison du comte d'Artois. « Il obtint, dit le comte Anglès¹ dans une lettre au comte Decazes, de rester auprès de la famille royale lors de sa captivité, et sa conduite toujours honnête et respectueuse fit que MM. Lasne et Gomin l'admirent auprès du prince pour le distraire. » Baron, qui connaissait l'enfant de longue date, remplissait auprès de lui le même office que Gourlet¹. Le déjeuner, auquel assistaient les deux gardiens et le commissaire, était apporté à cette époque, soit par Caron, soit par Vandebourg, tous deux garçons servants, et qui, ayant rempli la même fonction du temps de Simon, connaissaient parfaitement bien aussi le jeune prince. Le repas terminé, l'enfant était laissé seul jusqu'à son dîner, c'est-à-dire jusqu'à deux heures de l'après-midi. Ce repas, comme on l'a vu déjà, consistait en une soupe, un petit morceau de bouilli et un plat de légumes secs, le plus ordinairement des lentilles. De nouveau, l'enfant était laissé seul jusqu'à huit heures du soir, moment du souper, lequel se composait des mêmes mets que le dîner, moins le bouilli. Puis, on le mettait immédiatement au lit, et on le laissait encore dans l'isolement le plus absolu jusqu'à neuf heures du matin.

Quelques distractions bien rares interrompaient à peine de loin en loin la monotonie de cette triste existence. Les deux gardiens, à chaque instant en butte aux dénonciations des subalternes, n'osaient rien entreprendre, soit isolément, soit même en commun, avant d'avoir sondé les dispositions du commissaire civil de garde. Si par hasard celui-ci montrait quelque sympathie pour les deux prisonniers, Laurent et Gomin en profitaient pour leur procurer quelques douceurs. Ils lui disaient qu'il était d'usage de les conduire séparément à la promenade, ou bien de passer quelques heures de l'après-midi auprès du petit Capet.

La duchesse d'Angoulême s'est fait un devoir de déclarer que Gomin « eut un soin extrême de son frère. »

¹ 19 juin 1817. Arch. nat., F⁷, 6808. Oserait-on prétendre que Baron, qui connaissait le Dauphin depuis son entrée au Temple, ne se serait pas aperçu de son évasion, si elle avait eu lieu, et d'une substitution ? Comment n'en eût-il pas dit un mot à Madame Royale, lorsqu'elle l'emmena à Vienne ?

Dès le troisième jour de son entrée au Temple, le digne homme profita de la bonne volonté d'un commissaire nommé Bresson, pour offrir à l'enfant quatre petits pots de fleurs ¹.

Peu de jours après, un commissaire du nom de Delboy, ayant fait observer en termes très vifs que la nourriture du petit prince était des plus grossières et que sa chambre manquait d'air, Gomin saisit avec empressement cette occasion pour obtenir une faveur à laquelle l'enfant attachait le plus grand prix. On sait la terreur profonde que lui causait la solitude au milieu des ténèbres. Gomin obtint qu'on lui donnerait de la lumière dès la tombée de la nuit. Laurent, jusque-là, s'était refusé à introduire cette amélioration ².

Le conventionnel Mathieu avait de nouveau notifié aux deux gardiens un arrêté du Comité de sûreté générale qui leur interdisait sévèrement de laisser se rencontrer à la promenade les deux enfants de Louis XVI.

Depuis le 3 juillet 1793, et depuis la confrontation du frère et de la sœur, le 7 octobre de la même année, Marie-Thérèse n'avait plus revu son frère. Suivant M. de Beauchesne, elle l'aperçut le 23 novembre 1794, au moment où, de retour d'une promenade sur la plate-forme, en compagnie de ses deux gardiens et d'un commissaire du nom d'Alavoine, il rentrait dans sa chambre. Mais, ajoute-t-il, il ne fut pas donné à la princesse de l'embrasser ni de lui parler. Ce fait en lui-même n'a rien d'in vraisemblable, mais n'est-il pas extraordinaire que Marie-Thérèse, qui eût attaché le plus grand prix à cette rencontre, si elle avait eu lieu, n'en dise mot dans ses *Mémoires* ?

Laurent faisait de fréquentes sorties hors du Temple, et il emportait souvent avec lui l'une des clés de l'armoire où l'on enfermait les clés de la chambre du petit prince. Gomin trouva moyen d'ouvrir l'armoire sans le secours de Laurent et profita de son absence pour aller passer quelques heures auprès du petit Capet afin de « l'amuser ³. »

Cependant la nouvelle des quelques améliorations dont les

¹ Beauchesne.

² On laissait ce malheureux enfant depuis la fin du jour jusqu'au souper à huit heures, sans lumière ; il mourait de peur, n'aimait pas l'obscurité ; Laurent ne voulant pas monter pour lui en porter : Gomin lui en fit avoir à la fin du jour. *Mémoires de la duchesse d'Angoulême*.

³ *Ibidem*.

prisonniers du Temple étaient devenus l'objet, depuis le 9 thermidor, s'étant répandue dans Paris, un journal royaliste, le *Courrier universel* du 6 frimaire an III (26 novembre 1794), en exagéra singulièrement la nature et l'importance. Son article fut reproduit dans de nombreux journaux de la même couleur.

« Le fils de Louis XVI, lisait-on dans le *Courrier*, profitera aussi de la révolution du 9 thermidor. On sait que cet enfant avait été abandonné aux soins du cordonnier Simon, digne acolyte de Robespierre, dont il a partagé le supplice. Le Comité de sûreté générale, persuadé que, pour être fils d'un roi, on ne doit pas être dégradé au-dessous de l'humanité, vient de nommer trois commissaires, hommes probes et éclairés, pour remplacer le défunt Simon. Deux sont chargés de l'éducation de cet orphelin, le troisième doit veiller à ce qu'il ne manque pas du nécessaire comme par le passé. »

Comme cet article semblait prêter aux thermidoriens des sentiments royalistes auxquels ils étaient aussi profondément étrangers que les Jacobins eux-mêmes, ils lancèrent un mandat d'arrêt contre les trois rédacteurs du *Courrier universel*, Nicolle, Bertin l'ainé et Poujade. En même temps, ils chargèrent le régicide Mathieu, membre du Comité de sûreté générale, de faire, en leur nom, à la tribune de la Convention nationale, un exposé de leur conduite à l'égard des prisonniers du Temple et de leurs sentiments pour eux.

« Citoyens, dit Mathieu dans la séance du 12 frimaire an III (2 décembre 1794), je viens, au nom du comité de sûreté générale, donner le démenti le plus formel au récit calomnieux et royaliste inséré depuis plusieurs jours dans les feuilles publiques, et répété avec une sorte d'affectation au moins très reprehensible.

« Le Comité y est représenté comme ayant donné des instituteurs aux enfants de Capet enfermés au Temple, et porté des soins presque paternels pour assurer leur existence et leur éducation. »

Après avoir fait lecture de l'article du *Courrier*, Mathieu ajoutait :

« Le premier devoir du comité, pour écarter cette fable du royalisme, est de présenter à la Convention un récit simple des mesures par lui prises pour assurer le service du Temple et la garde des enfants du tyran.

« A l'époque du 9 thermidor, un nouveau gardien avait été placé au Temple par le Comité de salut public.

« Un seul gardien a, depuis, paru insuffisant au Comité de sûreté générale ; un citoyen, d'un républicanisme éprouvé, fut demandé à la commission de police administrative de Paris. Indiqué par elle, il fut adjoint au premier pour remplir cette fonction ; et, comme aux yeux des hommes prévenus et ombrageux, la permanence de deux individus au même poste éveille l'idée d'une séduction possible avec le temps, pour compléter et assurer d'autant mieux la détention des enfants du tyran, le Comité arrêta : que, chaque jour, et successivement, l'un des comités civils des quarante-huit sections de Paris fournirait un membre pour remplir pendant vingt-quatre heures les fonctions de gardien, concurremment avec les deux nommés à poste fixe.

« Le Comité a regardé cet ensemble de mesures comme nécessaire pour ôter aux récits fabuleux tout air de vraisemblance, et à la malveillance, soit active, soit calomniatrice, tout prétexte de plaintes ou d'agitations.

« Pour la partie militaire du service de ce poste, le Comité de sûreté générale s'est concerté avec le comité militaire. Plusieurs représentants l'ont visité, et les deux comités se sont assurés que le service s'y faisait avec exactitude et ponctualité.

« Par cet exposé, l'on voit que le Comité de sûreté générale n'a eu en vue que le matériel d'un service confié à sa surveillance ; qu'il a été étranger à toute idée d'améliorer la captivité des enfants de Capet ou de leur donner des instituteurs.

« Les comités et la Convention savent comment on fait tomber la tête des Rois, mais ils ignorent comment on élève leurs enfants. »

Il annonça que le Comité avait pris des mesures contre ceux qui s'étaient rendus coupables de ces fausses nouvelles, afin « d'empêcher, disait-il, qu'on ne provoque une perfide pitié sur les restes de la race de nos tyrans, sur un enfant orphelin, auquel il semble qu'on voudrait créer des destinées. »

Enfin, Mathieu disait en terminant son rapport :

« Depuis quelques jours, le bruit se répandait que les assignats démonétisés (portant l'effigie de Louis XVI) reprenaient quelque crédit ; on s'efforçait de leur donner une sorte de valeur dans l'opinion : nul doute que tous ces bruits, les uns relatifs aux rejetons d'une race abhorrée, les autres à des signes retirés de la circulation, ne dussent concourir au même but et s'étayer mutuellement. Si l'esprit public s'affaiblissait, des fluctuations seraient imprimées à l'opinion

publique ; mais en dépit de toutes les manœuvres, le crédit national s'affermira sur de plus solides bases, et le fils de Capet, ainsi que les assignats à face, restera démonétisé. »

Cet atroce discours, que Louis Blanc lui-même a flétri en termes pleins d'indignation, figure dans le *Moniteur universel* du 14 frimaire an III (4 décembre 1794)¹.

Si grande était encore la crainte de passer pour royaliste et en même temps pour suspect, que pas une seule voix ne s'éleva au sein de la Convention pour protester contre le rapport de Mathieu.

Quatre jours après, le bruit courait sur les places publiques de Paris que le fils de Louis XVI n'était plus au Temple. Les uns soutenaient qu'il était à Compiègne, d'autres à Saint-Cloud. Mais ces bruits ne prirent aucune consistance².

La vérité est que le pauvre enfant était toujours au Temple, et que, par suite du manque d'air, du peu d'exercice, de la mauvaise nourriture, de l'isolement, son mal, qui avait paru s'être un peu ralenti depuis le 9 thermidor, s'aggrava de plus en plus. Gomin s'aperçut tout à coup que l'enflure de ses genoux et de ses poignets s'était augmentée d'une manière alarmante. Il crut qu'il allait se nouer, et il en avertit le Comité de sûreté générale. Il demanda que l'enfant pût descendre dans le jardin pour y faire de l'exercice, mais cette permission fut refusée. Tout ce que Gomin put obtenir, ce fut de le faire descendre dans un petit appartement du premier étage ou dans la salle du conseil, ce qui fit grand plaisir au petit prince, « parce qu'il aimait à changer de lieu³. » « Il reconnut bientôt les attentions de Gomin ; il en fut touché, ce malheureux enfant n'étant accoutumé depuis longtemps qu'aux mauvais traitements⁴. » Ce fut alors seulement que, pour la première fois, selon le témoignage de Gomin lui-même, l'enfant rompit le long silence qu'il avait jusque-là gardé en sa présence. « C'est vous, lui dit-il, qui m'avez donné des fleurs ! Je ne l'ai pas oublié⁵ ! » Ses premières paroles à son gardien furent des expressions de gratitude.

¹ Le rapport original, signé de la main de Mathieu, se trouve aux Archives nationales. F⁷, carton 4392, n. 74.

² Schmidt, t. II, p. 250.

³ *Mémoires de la duchesse d'Angoulême*.

⁴ *Ibidem*.

⁵ *Louis XVII*, etc., par Beauchesne.

Le 18 février, le bruit courut dans les tribunes de la Convention nationale que le petit Capet était mort depuis trois semaines, « qu'on l'avait trouvé dans son lit, couvert de vilenies, et qu'on avait lieu de croire qu'il avait été empoisonné ; qu'au surplus il était étonnant qu'on gardât le silence sur cet événement ¹. »

Le lendemain, quelques membres du Comité de sûreté générale se rendirent au Temple, afin de constater la présence et l'état de santé du petit prince, et de pouvoir démentir tous ces bruits ². Mais il ne paraît pas qu'à la suite de cette visite ils aient ordonné qu'un médecin se rendit auprès du malade pour lui donner des soins.

Presque tous les hommes valides avaient été envoyés aux frontières, et la garde nationale de Paris ne pouvait être recrutée que parmi des vieillards et des adolescents. Les deux gardiens du Temple, effrayés de la responsabilité qui pesait sur leur tête, écrivirent, le 1^{er} nivôse an III (21 décembre 1794), au Comité de sûreté générale pour l'avertir que, la veille, le détachement de canonniers de garde au Temple n'était composé que d'enfants, sans armes et hors d'état de faire le service des pièces d'artillerie. Alarmé d'un tel état de choses, le comité écrivit au comité militaire qu'il était d'autant plus urgent d'y remédier, « que des avis particuliers apprenaient que des ennemis de la tranquillité se promettaient de la troubler sous peu de jours. » Il s'agissait d'une manifestation pour la révision de la constitution de 1793, laquelle n'eut pas de suite.

La motion que Duhem avait portée depuis quelques mois à la tribune, de bannir les deux prisonniers du Temple, fut alors renouvelée par Lequinio, député du Morbihan, qui avait voté la mort de Louis XVI :

« Déjà, depuis plusieurs jours, dit-il, il est manifeste... que les malveillants et les intentions perfides des royalistes prennent une nouvelle action. Jamais vous n'imposerez silence aux royalistes, si vous ne leur ôtez l'espérance qui leur reste : je veux parler du dernier rejeton de la race impure du tyran, qui est au Temple. On a déjà demandé l'expulsion de cet enfant. Je demande que vos comités

¹ L'agence nationale du district près le département de Paris aux membres du comité de sûreté générale. Arch. nat., F⁷, carton 4392.

² *Mémoires de la duchesse d'Angoulême.*

de gouvernement prennent les moyens de purger le sol de la liberté du seul vestige de royalisme qui y reste. »

La demande de Lequinio fut renvoyée aux Comités de salut public et de sûreté générale ¹.

Dans la séance du 19 nivôse an III (8 janvier 1795), Barras proposa de célébrer par une fête nationale l'anniversaire du jour « où le dernier tyran avait expié sur l'échafaud les crimes dont il était souillé. » Après cette motion, un membre de l'assemblée, dont le *Moniteur* n'indique pas le nom, demanda que, dès le lendemain de la fête, il fût donné lecture du rapport des comités sur la famille de Capet. Cette demande fut accueillie par acclamation. Dans le public, les opinions semblaient se réunir pour l'expulsion des enfants de Louis XVI ².

Dans la séance du 22 janvier, Cambacérès, au nom des deux comités, lut un rapport très remarquable sur la question. Il l'examina froidement, sans passion, au seul point de vue de l'intérêt de la République, montrant tour à tour les avantages et les inconvénients des deux seules résolutions qu'eût à prendre la Convention nationale.

... « Jusqu'ici, dit-il, la prudence avait écarté la question dont il s'agit. Aujourd'hui, les circonstances paraissent exiger qu'elle soit examinée, autant pour tromper des espérances criminelles ou pour déjouer des manœuvres perfides, que pour fixer irrévocablement l'opinion du peuple.

« Il n'y a que deux partis à prendre à l'égard des individus dont il s'agit : ou il faut les rejeter tous du territoire de la République, ou il faut les retenir en captivité.

« En les retenant, vous pouvez craindre qu'ils ne soient au milieu de vous une source intarissable de désordres et d'agitations...

« Leur présence peut servir de prétexte aux malveillants pour calomnier la Convention, pour tenter de diviser le peuple par des imputations de royalisme ; mais le peuple veut la république, ainsi que ses représentants qui l'ont fondée, qui l'ont soutenue et qui la soutiendront encore contre tous les efforts des conspirateurs. » Ici l'assemblée se leva tout entière en criant : « Vive la République ! »

« Si, au contraire, ces individus sont bannis, n'est-ce pas mettre

¹ Séance de la Convention du 8 nivôse an III (28 décembre 1794).

² *Tableaux de la Révolution française publiés sur les papiers inédits du département et de la police secrète de Paris*, t. II, p. 261.

entre les mains de nos ennemis un dépôt funeste qui peut devenir un sujet éternel de haines, de vengeances et de guerres ?

« N'est-ce pas donner un centre et un point de ralliement aux lâches déserteurs de la patrie ?... »

« Si le hasard des événements ou le succès de nos armes eût remis dans nos mains le fils et l'héritier du dernier des Rois, qu'auriez-vous fait de ce rejeton ? L'auriez-vous rendu ?... Non sans doute. (*Non, non ! s'écria-t-on de toute part.*) »

« Un ennemi est bien moins dangereux lorsqu'il est en notre puissance que lorsqu'il passe aux mains de ceux qui soutiennent sa cause ou qui ont embrassé son parti. »

« Supposons que l'héritier de Capet se trouve placé au milieu de nos ennemis, bientôt vous apprendrez qu'il est présent sur tous les points où nos légions auront des ennemis à combattre. Lors même qu'il aurait cessé d'exister, on le trouvera partout, et cette chimère servira longtemps à nourrir les coupables espérances des Français traitres à leur pays... C'est donc sur la raison autant que sur l'intérêt public qu'est fondé l'avis de vos comités. »

« Il y a peu de danger à tenir en captivité les individus de la famille de Capet ; il y en a beaucoup à les expulser. L'expulsion des tyrans a presque toujours préparé leur rétablissement, et si Rome eût retenu les Tarquins, elle n'aurait pas eu à les combattre. »

Jamais la politique constante, suivie jusque-là et poursuivie jusqu'à la fin par la Convention nationale, n'avait été expliquée d'une manière plus nette et plus saisissante que dans ce rapport de Cambacérès.

Toutefois, comme il savait fort bien à quoi s'en tenir sur le mouvement royaliste de plus en plus prononcé qui se manifestait en dehors de la Convention, il osa déclarer à la tribune que, soit qu'elle livrât aux ennemis de la République, soit qu'elle gardât dans le Temple le fils de Louis XVI, elle serait accusée de vouloir rétablir la royauté.

Pendant la discussion, un énergumène insinua que, pour écarter les dangers dont l'existence du fils de Capet menaçait la République, il y avait un moyen sûr. « Au milieu de tant de crimes inutiles, commis avant le 9 thermidor, s'écria Brival, je m'étonne qu'on ait épargné les restes d'une race impure. » A ces mots, un murmure d'indignation éclate de toutes parts. « Il n'y a point de crimes utiles, » dit d'une voix éclatante Bourdon de l'Oise, et ces nobles paroles sont couvertes d'applaudisse-

ments. On demande le rappel à l'ordre contre Brival. Celui-ci, dans son trouble et dans sa confusion, prévient le vote en faisant amende honorable : « Je m'y rappelle moi-même, » s'écrie-t-il.

Puis, comme pour justifier ce qu'il avait dit précédemment, il ajoute : « La guerre de Vendée se fait au nom de Louis XVII. » — « Et c'est pour cela que vous voulez l'y envoyer ! » lui crie un de ses collègues.

Cet incident, qui avait soulevé une réprobation indescriptible, ferma la discussion. Le décret présenté par Cambacérès fut adopté à une majorité immense.

Mais, dit à propos de ce vote M. de Barante, « il est difficile de ne point croire qu'au moment où la Convention se déterminait à continuer indéfiniment la captivité du fils de Louis XVI, les comités de gouvernement savaient que c'était prononcer l'arrêt de mort du royal enfant. »

Les sinistres paroles de Brival avaient causé dans le public une sensation si profonde, que le bruit courut aussitôt que la Convention s'était défait sur le champ du fils de Louis XVI.

A partir de ce moment, la surveillance du Temple, loin de se ralentir, ne devint que plus ombrageuse : les deux prisonniers furent soumis de temps en temps à de nouvelles perquisitions.

Trois jours après le discours de Cambacérès, un farouche sans-culotte, le citoyen Cazeaux, commissaire civil, était de garde au Temple. Comme il faisait du vent ce jour-là et que la chambre du jeune Louis était inondée de fumée, Gomin, pour renouveler l'air, le conduisit dans la salle du conseil. D'après le récit de Gomin, Cazeaux trouva que la santé de l'enfant n'était pas trop mauvaise. « Elle n'est pourtant pas trop bonne, » reprit Gomin. A quoi Cazeaux répliqua brutalement : « Il se porte comme il se porte ; il y a tant d'enfants qui le valent et qui sont plus malades que lui ! Il y en a tant qui meurent et qui sont plus nécessaires ! »

Ces cruelles paroles firent une si vive impression sur le jeune Louis, qu'il refusa de toucher à un gâteau qu'on lui présentait. Deux jours après, Gomin, d'après son propre témoignage, l'entendit murmurer à demi voix la malheureuse phrase de Cazeaux : « Il y a tant d'enfants qui le valent, etc., » tant elle avait laissé une profonde empreinte dans son imagination¹ !

¹ *Louis XVII, etc.*, par Beauchesne.

A l'aspect de tout visage nouveau, qu'il exprimât la sympathie ou la haine, l'enfant ne pouvait se défendre d'un sentiment de défiance, mêlé de crainte, et se renfermait dans un morne silence. Prières, menaces, rien ne pouvait lui arracher une réponse ¹. Ce n'était qu'avec ses gardiens, avec Gomin surtout, qu'il sortait de ce mutisme obstiné, si naturel d'ailleurs à la plupart des enfants, lorsqu'ils se trouvent en présence d'une personne qui leur a fait peur. C'était à Gomin qu'il s'ouvrait plus volontiers pour lui confier ses peines ².

Le 23 février, un commissaire, nommé Leroux, vint au Temple, où, du vivant de Louis XVI, il avait déjà été de garde en qualité de municipal. C'était un ancien terroriste. En entrant dans la chambre du petit prince, il en visita minutieusement tous les meubles, coins et recoins. Pendant qu'il se livrait à cette vaine perquisition, il n'est sorte d'épithètes injurieuses dont il ne se servit en parlant du tyran et de sa race. Il ne désignait le jeune Louis que par ces mots : *le fils de Capet, le fils du Tyran*, et ces mots lui revenaient sans cesse à la bouche. Gomin et Laurent, indignés de ces expressions brutales, lui proposèrent, pour couper court, une partie de cartes. Le jeune prince, attiré par cette distraction, se rapprocha de la table de jeu et sembla y prendre plaisir. Gomin s'en aperçut, et le lendemain il lui apportait deux jeux de cartes ³.

Fort heureusement tous les commissaires civils ne ressemblaient pas à Leroux. L'un d'eux, un tabletier de la rue des Arcis, nommé Debierne, montra le plus vif intérêt pour l'enfant. Gomin, d'autant plus physionomiste qu'il était extrêmement défiant et craintif, se laissa prendre sur le champ à l'air de bonté de Dubierne. Il n'eut pas de peine à s'entendre avec lui, afin de procurer à l'enfant quelques jouets. Ce jour-là, le petit Capet fut conduit à la promenade sur la plate-forme et Dubierne passa avec lui dans sa chambre une grande partie de la journée. Quatre jours après, Gomin recevait chez l'économe Liénard la visite de Dubierne, qui lui apportait diffé-

¹ *Mémoires historiques sur Louis XVII*, par Eckard, 3^e édition.

² *Mémoires historiques*, etc., par le même. Eckard est parfaitement d'accord sur tous ces points avec ce qu'a pu savoir Beauchesne de la bouche de Gomin.

³ *Louis XVII*, etc., par Beauchesne.

rents jouets pour le petit prisonnier, entre autres un baguenaudier et un bilboquet d'ivoire¹.

Gomin recevait aussi quelquefois les visites d'un nommé Doisy, que lui envoyait le marquis de Fenouil pour être tenu au courant des nouvelles de Louis XVII².

Laurent et Gomin rivalisaient de zèle pour que leurs deux prisonniers ne manquassent de rien de ce qu'il était en leur pouvoir de leur procurer. Marie-Thérèse déclare dans ses *Mémoires* qu'elle était très contente de leur honnêteté et de leurs soins. Ils faisaient son feu et lui donnaient des livres. Laurent lui procura de la chandelle et du bois à discrétion pendant tout l'hiver. Elle était chaque jour tenue par eux fort au courant du déplorable état de son frère.

« Mon frère; dit-elle, eut quelques accès de fièvre ; il était toujours au coin de son feu, on ne pouvait pas l'en tirer ; il n'aimait pas à marcher ; Laurent et Gomin le firent monter sur la tour pour prendre l'air ; mais il y restait à peine : on avait beau le presser, il ne voulait pas marcher³ ; sa maladie était déjà commencée et les genoux s'enflaient de plus en plus⁴. » Lorsque l'enfant se trouvait hors d'état de gravir les marches de la tour, Laurent et Gomin le portaient dans leurs bras sur la plate-forme⁵.

Il était plongé dans la plus noire mélancolie ; ses forces diminuaient de jour en jour, son esprit même s'affaiblissait, il ne répondait plus qu'avec effort et avec peine aux demandes de ses gardiens. A tous ces signes particuliers, à ces symptômes, à cette difficulté de se tenir debout, à ces tumeurs aux articulations, à ce mutisme à peine interrompu, comment ne pas reconnaître le même enfant que Barras vit au Temple, le 10 thermidor, et dont il a fait un portrait si caractéristique ? Dira-t-on que la duchesse d'Angoulême s'est entendue avec Barras pour donner de son frère le même signalement, et que le

¹ *Louis XVII, etc.*, par Beauchesne.

² *Ibidem*.

³ Variante de la 1^{re} édition des *Mémoires de la duchesse d'Angoulême* : « Il y était à peine qu'il voulait redescendre ; il ne voulait pas marcher, encore moins monter. »

⁴ *Relation de la captivité de la famille royale au Temple*.

⁵ *Mémoires historiques sur Louis XVII*, par Eckard.

conventionnel Harmand (de la Meuse), qui bientôt va entrer au Temple pour y constater la présence et l'état de santé de Louis XVII et de sa sœur, n'a pas vu le même enfant que Barras, bien qu'il le peigne sous les mêmes traits et qu'il signale dans sa personne les mêmes particularités qui frappèrent Barras ? Tous ces signes particuliers n'ont-ils pas été indiqués d'ailleurs par les meilleurs historiens de Louis XVII, par Simien-Despréaux, par Eckard, par Beauchesne, d'après les témoignages des habitants du Temple, d'après de nombreux témoins oculaires, dont les dispositions et les témoignages sont irrécusables, puisque tous sont d'accord sur ces signes caractéristiques et essentiels ?

III

La maladie du petit prince avait fait de si rapides progrès, que le chirurgien municipal chargé de visiter et de bassiner chaque jour ses plaies, adressa un rapport au conseil général de la Commune pour lui signaler la gravité du mal. Le conseil s'empressa d'envoyer sur le champ des commissaires civils au Comité de sûreté générale pour l'avertir du « danger imminent que couraient les jours du prisonnier (8 ventôse — 26 février). » Ceux-ci, interrogés sur la nature du mal, répondirent que le petit Capet avait des tumeurs à toutes les articulations et particulièrement aux genoux ¹; qu'il était impossible de lui arracher une parole, que toujours assis ou couché il refusait de faire toute espèce d'exercice ², qu'il s'obstinait même à ne pas vouloir donner d'explications sur son mal, et à ne rien faire de ce que lui ordonnaient les commissaires ³. » Les membres du comité promirent aux envoyés de la Commune qu'ils enverraient le lendemain trois commissaires tirés de leur sein, afin de dresser un rapport détaillé sur l'état où se trouvait le petit Capet, « et ils

¹ Rapport d'Harmand (de la Meuse), membre de la Convention, et des chirurgiens.

² *Ibidem*, et Rapport de Gomin et des commissaires civils de garde au Temple à cette époque.

³ *Louis XVII, etc.*, par Simien-Despréaux.

leur enjoignirent en même temps de procurer à leurs délégués tous les moyens de découvrir la vérité ¹. »

Le 9 ventôse, en effet (27 février 1795), le Comité de sûreté générale envoya au Temple trois de ses membres : Jean-Baptiste Harmand (de la Meuse), qui avait dans ses attributions la section de la police de Paris, Mathieu et Reverchon.

Harmand, lors du procès de Louis XVI, avait d'abord voté le bannissement immédiat, mais, sous le coup de la terreur, il avait passé à une opinion extrême et voté contre le sursis. Après la chute de Robespierre, il se rallia au parti des thermidoriens qui le firent entrer dans le comité de sûreté générale. Harmand y montra constamment un grand esprit de modération, autant par principe que parce qu'il était d'un caractère naturellement fort doux ².

Mathieu avait voté la mort de Louis XVI, et, comme nous l'avons vu plus haut, il était l'auteur de l'horrible rapport du 2 décembre précédent contre les deux orphelins du Temple ; c'était une âme farouche et sans pitié ³.

Reverchon n'était pas moins violent que Mathieu. Il avait, lui aussi, voté la mort du Roi sans appel au peuple et sans sursis. Envoyé en mission à Lyon au moment du siège, il activa les opérations de la commission militaire qui, en moins de deux mois, fit guillotiner et fusiller dix-sept cents « rebelles. » La sœur de Reverchon ayant été arrêtée comme suspecte avec ses enfants à la frontière des Alpes, et les représentants du peuple en mission dans cette contrée les lui ayant renvoyés, afin qu'il prononçât lui-même sur leur sort, il leur fit cette réponse aussi lâche qu'impitoyable : « Je ne suis point juge de ma sœur et de ses enfants, je vous les renvoie ; décidez vous-mêmes sur leur

¹ *Ibidem.*

² S'étant montré favorable au coup d'État du 18 brumaire, il fut nommé préfet du Haut-Rhin ; puis consul à Santander et consul général à Dantzig, mais considérant ces deux postes comme une disgrâce, il refusa de s'y rendre et resta à Paris sans emploi. Il y mourut le 24 février 1816, à bout de ressources et dans un état voisin de la misère.

³ Membre du Tribunat, Mathieu y fit de l'opposition à Bonaparte, qui l'en chassa en 1804, ce qui ne l'empêcha pas d'accepter sous l'Empire la fonction de directeur des droits réunis dans la Gironde et dans la Marne. Forcé de quitter la France, comme régicide, en 1816, il y rentra après la révolution de 1830 et mourut subitement à Condat, près Libourne, le 31 octobre 1833.

sort. J'ai plusieurs parents dans Lyon, entre autres deux fils de cette même sœur ; mais dussent-ils tous périr, je ne m'écarterai jamais de mon devoir. » Les révolutionnaires se montrèrent moins cruels que ce frère dénaturé : la malheureuse femme, livrée par lui au bourreau, fut épargnée¹.

Tels étaient les trois hommes que le Comité de sûreté générale envoyait au Temple.

Harmand a laissé de sa visite une relation, publiée pour la première fois dans un recueil intitulé : *Anecdotes relatives à plusieurs événements remarquables de la Révolution*².

Les détails que donne Harmand sur les deux prisonniers du Temple, sont de la plus grande vérité et du plus vif intérêt. La seule chose qui manque de toute vraisemblance c'est le ton royaliste que se donne Harmand depuis le commencement jusqu'à la fin de son récit. Évidemment, il ne pouvait parler de ce ton-là en 1795 ; ses deux terribles collègues ne l'eussent certes pas souffert. Harmand ne prend ce ton d'attendrissement pour Louis XVII et sa sœur, ce langage plein de respect pour la famille royale, que parce que les Bourbons sont rentrés en France et que, pressé par la nécessité, il espère qu'ils oublieront son passé révolutionnaire, pour ne lui tenir compte que des sentiments de pitié qu'il déclare avoir montrés en faveur des deux orphelins. Mais, hâtons-nous de le dire, si de tels sentiments furent dans son cœur, il ne put guère les manifester dans ses paroles, ainsi qu'il s'en vante, et encore moins dans ses actes. Un coup d'œil de travers de Reverchon ou de Mathieu eût aussitôt réprimé tout mouvement généreux de sa part. Lorsque parut la Relation d'Harmand, les discours qu'il prétendait avoir adressés au petit prince parurent si exagérés à M. Eckard, quant au fond et quant à la forme, qu'il eut la curiosité

¹ Reverchon se montra plus tard de moins facile composition que Mathieu. Membre du conseil des anciens en 1799, et s'étant opposé au 18 brumaire, Napoléon l'exclut des fonctions législatives. Banni de France comme régicide en 1816, il se réfugia en Suisse et mourut à Nyon en juillet 1828.

² 1^{re} édition, 1814. Ce Recueil a été réimprimé en 1820 après la mort de l'auteur ; quant au récit de la visite d'Harmand au Temple, qui en fait partie, il a été publié à part dans la *Collection des mémoires relatifs à la Révolution française* à la suite du *Journal de Cléry*, dans les *Eclaircissements historiques*, p. 329 et suivantes.

d'interroger Gomin, qui lui avait déjà fourni pour son livre les plus précieux renseignements. Or voici ce que dit Eckard dans une note¹ : « M. Gomin n'a aucun souvenir de tous ces discours. Suivant lui, M. Harmand fit au prince plusieurs questions auxquelles la victime ne répondit que par ce regard si expressif et qui déconcertait les commissaires. »

De son côté, Beauchesne eut la curiosité d'interroger l'ancien gardien du Temple sur la visite d'Harmand. Or, d'après Gomin, ce député, bien plus timide que ses confrères, « a moins parlé qu'il ne le dit. Toutes les questions qu'il met dans sa bouche, ont été adressées par Mathieu, auteur du rapport fait par celui-ci à la Convention, le 2 décembre précédent. » Ajoutons que Mathieu, plus d'une fois, était venu donner des ordres au Temple, prison d'État placée sous sa surveillance spéciale. Comme on le voit, à une distance de plus de trente ans, Gomin tient le même langage à Eckard et à Beauchesne.

Quant à la description des lieux que donne Harmand dans son récit, quant à la peinture qu'il fait de la personne et des infirmités du jeune Louis XVII, rien n'est plus vrai, parce que tout ce qu'il dit concorde parfaitement avec nombre de témoignages qu'il ne connaissait pas. On peut donc attacher la certitude la plus absolue à tout ce qu'il assure avoir vu, sinon à tout ce qu'il déclare avoir dit et avoir fait. Ces points de critique résolus, entrons dans la prison du jeune prince à la suite des trois conventionnels, et donnons la parole à Harmand :

... « Les affreux verrous s'ouvrent avec fracas en notre présence et les sbires prennent les armes...

« La clé tourne avec bruit dans la serrure, et la porte ouverte nous offre une petite antichambre fort propre, sans autre meuble qu'un poêle de faïence qui communiquait dans la pièce voisine par une ouverture dans le mur de séparation, et que l'on ne pouvait allumer que par cette antichambre ; les commissaires nous observèrent que cette précaution avait été prise, pour ne pas laisser du feu à la discrétion d'un enfant.

« Cette autre pièce était la chambre du prince, et dans laquelle était son lit ; elle était fermée en dehors ; il fallut encore l'ouvrir ; ce mouvement de clé et de verrous porte à l'âme un noir d'autant

¹ *Mémoires historiques sur Louis XVII*, 3^e édition, p. 270.

plus pénible que la réflexion ne fait qu'y ajouter, au lieu de le dissiper.

« Le prince était assis auprès d'une petite table carrée, sur laquelle étaient éparses beaucoup de cartes à jouer ; quelques-unes étaient pliées en forme de boîte et de caisse, d'autres élevées en châteaux ; il était occupé de ses cartes lorsque nous entrâmes et ne quitta pas son jeu.

« Il était couvert d'un habit neuf à la matelot, d'un drap couleur ardoise ; sa tête était nue, la chambre propre et bien éclairée.

« Le lit se composait d'une couchette en bois, sans rideaux ; le coucher et le linge nous parurent beaux et bons. Ce lit était derrière la porte, à gauche en entrant ; plus loin, du même côté, était un autre bois de lit sans coucher, placé au pied du premier ; une porte fermée entre les deux communiquait à une autre pièce que nous n'avons pas vue.

« Les commissaires nous dirent que ce lit avait été celui d'un savetier, nommé Simon, que la municipalité, avant la mort de Robespierre, avait établi dans la chambre du jeune prince pour le servir et le garder...

... « Je m'approchai du prince ; nos mouvements ne semblaient faire aucune impression sur lui ; je lui dis que le gouvernement, instruit trop tard du mauvais état de sa santé et du refus qu'il faisait de prendre de l'exercice et de répondre aux questions qu'on lui faisait à cet égard, ainsi qu'aux propositions qu'on lui avait faites d'employer quelques remèdes et de recevoir la visite d'un médecin, nous avait envoyés près de lui pour nous assurer de tous ces faits, et lui renouveler nous-mêmes en son nom toutes ces propositions ; que nous désirions qu'elles lui fussent agréables, mais que nous nous permettrions d'y ajouter le conseil et le reproche même s'il persistait à garder le silence et à ne vouloir point prendre d'exercice ; que nous étions autorisés à lui procurer les moyens d'étendre ses promenades et à lui offrir les objets de distraction et de délassement qu'il pourrait désirer, et que je le priais de vouloir bien me répondre si cela lui convenait.

« Pendant que je lui adressais cette petite harangue, il me regardait fixement sans changer de position, et il m'écoutait avec l'apparence de la plus grande attention ; mais pas un mot de réponse.

« Alors je repris mes propositions comme si j'eusse pensé qu'il ne m'avait pas entendu, et je les lui particularisai à peu près de cette manière :

« Je me suis peut-être mal expliqué, ou peut-être ne m'avez-vous pas entendu, Monsieur ; mais j'ai l'honneur de vous demander si vous désirez un cheval, un chien, des oiseaux, des joujoux de quelque espèce

que ce soit, — un ou plusieurs compagnons de votre âge que nous vous présenterons avant de les installer près de vous ¹ ; voulez-vous, dans ce moment, descendre dans le jardin ou monter sur les tours ; désirez-vous des bonbons ? des gâteaux, etc., etc. ? »

« J'épuisai en vain toute la nomenclature des choses qu'on peut désirer à cet âge ; je n'en reçus pas un mot de réponse, pas même un signe ou un geste, quoiqu'il eût la tête tournée vers moi, et qu'il me regardât avec une fixité étonnante qui exprimait la plus grande indifférence.

« Alors je me permis de prendre un ton un peu plus prononcé, et j'osai lui dire : « Monsieur, tant d'opiniâtreté à votre âge est un défaut que rien ne peut excuser ; elle est d'autant plus étonnante que notre visite, comme vous le voyez, a pour objet d'apporter quelque adoucissement à votre situation, des soins et des secours à votre santé ; comment voulez-vous qu'on y parvienne si vous refusez toujours de répondre et de dire ce qui vous convient ? Est-il une autre manière de vous le proposer ? Ayez la bonté de nous le dire et nous nous y conformerons. »

« Toujours le même regard fixe et la même attention, mais pas un seul mot.

Je repris : « Si votre refus de parler, Monsieur, ne compromettrait que vous, nous attendrions, non sans peine, mais avec plus de résignation, qu'il vous plût de rompre le silence, parce que nous devons en conjecturer que votre situation vous déplaît moins sans doute que nous ne le pensions, puisque vous ne voulez pas en sortir ; mais vous ne vous appartenez pas ; tous ceux qui vous entourent sont responsables de votre personne et de votre état ; voulez-vous les compromettre, voulez-vous nous compromettre nous-mêmes ? Car quelle réponse pourrons-nous faire au gouvernement dont nous ne sommes que les organes ? Ayez la bonté de me répondre, je vous en supplie, ou bien nous finirons par vous l'ordonner. »

« Pas un mot, et toujours la même fixité.

« J'étais au désespoir et mes collègues aussi ; ce regard surtout avait un tel caractère de résignation et d'indifférence, qu'il semblait nous dire : *que m'importe ? achevez votre victime !* »

... « J'eus l'idée d'essayer l'effet du commandement, ce que je tentai en effet en me plaçant tout près et à la droite du prince, et en lui disant : *Monsieur, ayez la complaisance de me donner la main ;* il me la présenta, et je sentis en prolongeant mon mouvement jusque

¹ D'après Gomin, qui raconta cette particularité à Eckard, Mathieu réitéra la défense expresse qu'il avait faite déjà, de laisser communiquer ensemble le frère et la sœur.

sous l'aisselle, une tumeur au poignet et une au coude, comme des *nodus* ; il paraît que ces tumeurs n'étaient pas douloureuses, car le prince ne le témoigna pas.

« *L'autre main, Monsieur. Il n'y avait rien* ¹.

« *Permettez, Monsieur, que je touche aussi vos jambes et vos genoux* ; il se leva. Je trouvai les mêmes grosseurs aux deux genoux, sous le jarret.

« Placé ainsi, le jeune prince avait le maintien du rachitisme et d'un défaut de conformation ; ses jambes et ses cuisses étaient longues et menues, les bras de même, le buste très court, la poitrine élevée, les épaules hautes et resserrées, la tête très belle dans tous ses détails ; le teint clair, mais sans couleurs ; les cheveux longs et beaux, bien tenus, châtain-clair.

« *Maintenant, Monsieur, ayez la complaisance de marcher*. Il le fit aussitôt en allant vers la porte qui séparait les deux lits, et il revint s'asseoir sur le champ.

« Pensez-vous, Monsieur, que ce soit là de l'exercice, et ne voyez-vous pas au contraire que cette apathie seule est la cause de votre mal et des accidents dont vous êtes menacé ? Ayez la bonté d'en croire notre expérience et notre zèle, vous ne pouvez espérer de rétablir votre santé qu'en déférant à nos demandes et à nos conseils : nous vous enverrons un médecin, et nous espérons que vous voudrez bien lui répondre : faites-nous signe au moins que cela ne vous déplaira pas. »

« Pas un signe, pas un mot.

« Monsieur, ayez la bonté de marcher encore et un peu plus longtemps.

« Silence et refus ; il resta sur son siège ², les coudes appuyés sur la table ; ses traits ne changèrent pas un seul instant, pas la moindre émotion apparente, pas le moindre étonnement dans les yeux, comme si nous n'eussions pas été là et comme si je n'eusse rien dit : J'observe que mes collègues ne parlèrent pas ³.

« Nous nous regardions d'étonnement, et nous faisons quelques

¹ Dans le procès-verbal d'autopsie, il est constaté que l'enfant n'avait de tumeur qu'à un seul bras, au poignet gauche ; ce qui confirme pleinement sur ce point le récit d'Harmand.

² N'est-ce pas là le même enfant qui, à une première injonction de Barras, se leva et marcha et qui s'y refusa à une seconde, comme s'il avait fait un effort au-dessus de ses forces ? Dira-t-on qu'Harmand s'est entendu avec Barras sur cette particularité ?

³ Gomin n'est pas d'accord sur ce point avec Harmand. Il soutient que ce fut Mathieu surtout qui prit la parole, ce qui suffit pour expliquer le silence de l'enfant.

pas l'un vers l'autre pour nous communiquer nos réflexions, lorsqu'on apporta le dîner du prince...

« Une écuelle de terre rouge contenait un potage noir couvert de quelques lentilles ; dans une assiette, de la même espèce, était un petit morceau de bouilli noir aussi, et retiré, et dont la qualité était assez marquée par ces attributs : une seconde assiette dont le fond était rempli de lentilles, et une troisième dans laquelle étaient six châtaignes plutôt brûlées que rôties, un couvert d'étain, point de couteau ; les commissaires nous dirent que c'était l'ordre du conseil de la Commune, et point de vin.

« Dans l'antichambre, nous ordonnâmes que cet exécrationnable ordre de choses serait changé à l'avenir, et que l'on commencerait à l'instant même à ajouter à son dîner quelques friandises et surtout du fruit ; je voulus qu'on lui procurât du raisin qui était rare alors.

« L'ordre ayant été donné pour cela, nous rentrâmes ; il avait tout mangé. Je lui demandai s'il était content de son dîner, point de réponse ; s'il désirait du fruit, point de réponse ; s'il aimait le raisin, point de réponse. Un instant après le raisin arriva, on le plaça sur la table, et il le mangea sans rien dire. En désirez-vous encore ? Point de réponse.

« Il ne nous fut plus permis de douter alors que toutes les tentatives de notre part, pour en obtenir une réponse, seraient inutiles ; je lui fis part de notre détermination, et je lui dis qu'elle était d'autant plus pénible pour nous, que nous ne pouvions attribuer son silence à notre égard qu'au malheur de lui avoir déplu ; que nous proposerions en conséquence au gouvernement, de lui envoyer des commissaires qui lui seraient plus agréables.

« Même regard, mais point de réponse. »

« Voulez-vous bien, Monsieur, que nous nous retirions ? » Point de réponse.

« Cela dit, nous sortîmes ; la première porte étant fermée, nous restâmes un quart-d'heure dans l'antichambre, à nous interroger mutuellement sur ce que nous venions de voir et d'entendre, et à nous communiquer nos réflexions et les observations que chacun de nous avait faites à cet égard, ainsi que sur le moral et sur le physique du jeune prince.

« D'après le récit que je viens de faire, qui est exact, et dont j'ai plutôt abrégé qu'étendu les détails, tout le monde peut faire et fera sans doute les mêmes réflexions et les mêmes observations que nous...

« J'ai dit les motifs auxquels les commissaires attribuaient le silence opiniâtre du prince. Je leur demandai, dans l'antichambre, si

ce silence datait réellement du jour où la plus barbare violence lui avait fait faire et signer l'odieuse et absurde déposition contre la Reine, sa mère ; ils renouvelèrent leur assertion à cet égard, et nous protestèrent que depuis le soir de ce jour-là, le prince n'avait pas parlé.... Est-il possible qu'à l'âge de neuf ans un enfant puisse former une telle détermination et y persévérer ? C'est ce qui n'est pas vraisemblable sans doute ; mais je réponds à tous ceux qui douteraient ou qui nieraient, par un fait et par des témoignages que j'indique et auxquels on peut recourir ¹.

« Quoi qu'il en soit, avant de sortir de l'antichambre du prince, mes collègues et moi nous convînmes que, pour l'honneur de la nation qui l'ignorait, pour celui de la Convention qui, à la vérité, l'ignorait aussi, mais dont le devoir était d'en être instruite, pour celui de la coupable municipalité de Paris elle-même, qui savait et qui causait tous ces maux, nous nous bornerions à ordonner des mesures provisoires qui furent prises sur le champ, et que nous ne ferions pas de rapport en public, mais en comité secret, dans le comité seulement, ce qui fut ainsi fait... ² »

Avant de quitter le Temple, les trois conventionnels visitèrent Marie-Thérèse. Harmand lui annonça qu'il venait de voir le petit prince.

« Pourrai-je le voir, reprit la princesse ? — Oui, Madame, » lui répondit Harmand. — Où est-il ? — Ici, sous votre appartement, et nous allons faire en sorte que vous puissiez le voir et communiquer ensemble quand cela vous conviendra. »

Un tel langage fut-il tenu par Harmand ? Ce n'est guère vraisemblable. Afin de déjouer toute tentative d'enlèvement, le petit prince, depuis qu'il avait été séparé de sa mère, avait

¹ « J'ignore, ajoute Harmand, si ce jeune prince a parlé à M. Desault, lorsque ce médecin est allé le voir, parce que, peu de jours après notre visite au Temple, une intrigue me fit nommer par la Convention commissaire aux grandes Indes. Je partis à cet effet pour Brest, où je restai plusieurs mois, et à mon retour j'appris que le malade et le médecin étaient morts, et celui-ci sans avoir laissé de notes ou de mémoires ; c'est ainsi qu'on me le dit. »

² Simien-Despréaux eut connaissance du manuscrit d'Harmand avant sa publication, et il en donne des extraits avec quelques variantes dans son *Louis XVII*. Il va sans dire que le rapport d'Harmand au Comité de sûreté générale ne devait ressembler en rien, sur certains points, au récit qu'il publia en 1814. Jusqu'à présent on n'a pas encore retrouvé cette pièce, à supposer qu'elle existe.

été, pour ainsi dire, mis au secret. Défense expresse de le laisser communiquer avec aucun membre de sa famille, et, le jour même de la visite d'Harmand au Temple, Mathieu renouvela énergiquement à Gomin cette défense.

A part le ton de royalisme et de sentimentalité de commande qui règne d'un bout à l'autre du récit d'Harmand, tout ce qu'il dit de la situation des lieux dans le Temple, de la personne du petit prince, de ses infirmités, de son mutisme, de son costume est présenté avec les mêmes particularités signalées par d'autres témoins. Son récit, sur tous ces points, ne saurait donc faire l'ombre d'un doute. Mais il se trompe évidemment sur la cause du mutisme de l'enfant. C'était la peur seule que celui-ci éprouvait à l'aspect de tout visage nouveau qui l'empêchait de rompre le silence. Si ce fut surtout Mathieu qui interrogea l'enfant, ainsi que l'affirmait Gomin, ce silence ne saurait nous surprendre. L'homme qui, le 2 décembre précédent, avait prononcé les exécrables paroles que nous connaissons, en parlant des orphelins du Temple, ne devait pas interroger le jeune Louis XVII d'un ton à lui inspirer de la confiance et de la sympathie.

Comment croire aussi aux ordres qui auraient été donnés par les trois conventionnels, en sortant de cette prison, d'apporter quelque adoucissement au régime auquel avaient été condamnés les deux prisonniers ? Après cette visite il n'y eut absolument rien de changé au Temple, et trois mois s'écoulèrent avant qu'on envoyât un médecin à l'enfant pour lui donner des soins.

C'est d'après le récit d'Harmand qu'a été bâtie, à une époque bien postérieure, l'absurde légende de l'enfant muet qui aurait été substitué à Louis XVII pour cacher sa prétendue évasion. Le récit d'Harmand est cependant fort clair, il ne présente absolument rien de louche et de douteux. Louis Blanc, dans son *Histoire de la Révolution française*, entasse sophismes sur sophismes pour faire croire, sinon à l'évasion, du moins à la possibilité de l'évasion. Il dit que l'enfant mit beaucoup de bonne grâce à faire tout ce qu'on lui demanda, à l'exception de ceci : *parler*. Harmand le prie de lui tendre la main, et il la lui tend aussitôt ; de se lever, et il se lève ; de marcher, et il marche : « preuve évidente, conclut l'historien, que s'il ne parlait pas, c'était *impuissance et non mauvaise volonté*. »

Comme le lecteur a pu s'en assurer en parcourant le récit d'Harmand, celui-ci n'a jamais exprimé et n'a jamais eu le moindre soupçon que l'enfant fût muet. Il n'a jamais eu non plus, de même que ses deux collègues, le moindre doute sur l'identité du petit prince. Quiconque eût voulu les duper en leur présentant un enfant muet à la place du vrai Louis XVII eût joué un fort gros jeu et n'eût probablement pas gardé longtemps sa tête sur les épaules. Pour Harmand et ses deux collègues, si l'enfant ne parle pas, c'est qu'il *s'obstine à garder le silence*, comme il arrive journellement à des enfants têtus ou qui ont peur. Ce n'est pas parce qu'il est *muet* qu'il ne parle pas, c'est parce qu'il ne veut pas parler ¹. Harmand n'explique pas autrement son mutisme, car s'il l'eût soupçonné *muet* pourquoi l'eût-il interrogé si longuement et avec tant de persistance ?

L'enfant entend très bien toutes les *paroles* que lui adresse Harmand, et lorsqu'il lui donne la main, ce n'est pas pour obéir à un *geste* d'Harmand, dont celui-ci ne parle pas, mais à une *parole* qu'Harmand déclare lui avoir *adressée* ; l'enfant n'était donc ni *sourd* ni *muet* de naissance. Harmand le prie de marcher, et il obéit à sa *voix* et non à un *signe*, comme l'ont prétendu quelques historiographes de mauvaise foi et de mauvais aloi, en faussant et en torturant le récit du conventionnel, afin d'accréditer la fable de l'enfant *muet* substitué au petit prince.

Quant à la cause du *mutisme* volontaire de l'enfant que met en avant Harmand (de la Meuse), elle est de toute invraisemblance, et nous sommes pleinement sur ce point de l'avis de Louis Blanc. Il est ridicule de donner pour motif de cette prétendue résolution « le remords d'avoir signé la trop fameuse déposition dont Hébert eut l'infamie de s'armer contre Marie Antoinette ² : tout concourt en effet, dit loyalement Louis Blanc, à démontrer que lorsqu'il signa cette déposition, le Dauphin ignorait complètement l'usage qu'on en voulait faire, usage dont rien ne vint l'instruire depuis, attendu qu'on lui cacha soigneusement, ainsi qu'à sa sœur, la mort de sa mère. » Cette cause écartée pour expliquer le silence de l'enfant, Louis Blanc n'y

¹ « Pour nous, dit Eckard, nous sommes convaincu que ce silence observé par l'auguste enfant n'était que relatif. » Et il cite plusieurs personnes auxquelles l'enfant a parlé.

² Simien-Despréaux croyait que telle était la cause du silence du petit prince, mais son opinion n'est partagée ni par Eckard, ni par Beauchesne.

T. XXXIV. 1^{er} JUILLET 1883.

trouvant pas d'autre motif plausible, ajoute pour conclure : « Reste donc ce fait, qu'il faut absolument expliquer, *si l'on nie celui de l'évasion suivie d'une substitution* : à l'époque de la visite d'Harmand (de la Meuse), l'enfant se trouva être *muet*. »

Il serait assez étrange de prétendre qu'une personne est *naturellement muette*, parce qu'elle garde *un silence obstiné*. Voilà à quoi se réduit le raisonnement de Louis Blanc. Pour nous, rien ne nous paraît plus simple que d'expliquer le silence de Louis XVII devant des personnes qu'il ne connaissait pas. Il avait été si constamment rudoyé, effrayé, terrifié, surtout pendant les six mois qu'il avait passés dans son cachot, que tout nouveau visage lui faisait peur ; il était comme paralysé au point de ne pouvoir trouver une parole. S'il répondit à Barras, c'est que Barras lui parla avec douceur et bienveillance : c'est que Barras avait gardé toute sa politesse de gentilhomme. Peut-être eût-il répondu de même à Harmand si celui-ci se fût trouvé seul en face de lui : mais n'oublions pas que Mathieu et Reverchon n'étaient pas hommes à tenir un autre langage au Temple que celui qu'ils tenaient habituellement à la Convention. On aurait quelque peine à se figurer qu'ils prirent en face du fils du tyran un air tendre et compatissant. De là le silence obstiné de Louis XVII.

Louis Blanc, afin d'établir la preuve que le mutisme du petit prisonnier était *absolu, organique*, et non volontaire, s'attache à détruire l'une par l'autre les dépositions de Gomin et de Lasne, les deux derniers gardiens de l'enfant, en faisant ressortir quelques contradictions plutôt apparentes que réelles qu'elles présentent sur ce point essentiel.

« Pendant sa maladie, déposait Gomin devant la justice en 1837, le prince que je voyais, causait sans effort, *il a même parlé une heure avant de mourir*... J'ajouterai que plusieurs membres de la Convention sont venus visiter cet enfant, à l'époque où il était confié à ma garde, et que jamais il n'a fait de réponse aux questions qu'ils lui adressaient, *ce qui a pu accréditer la version qu'il était muet*. Il répondait volontiers aux sieurs Laurent et Lasne, ainsi qu'à moi ¹. »

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit déjà de la parfaite honorabilité de ce témoin, et ce qu'il dit ci-dessus est

¹ *Gazette des Tribunaux* du 7 juin 1851.

confirmé par plusieurs autres témoins oculaires, notamment en ce qui touche les paroles que l'enfant prononça peu d'instants avant sa mort et qui sont textuellement reproduites dans la déposition inédite du commissaire civil Damont, lequel assista à ses derniers moments.

Le dernier gardien de Louis XVII déclara, de son côté, devant les tribunaux, que l'enfant ne parlait presque plus pendant les derniers temps de sa maladie. « Au milieu des souffrances les plus aiguës, dit-il, le prince montrait une impassibilité extraordinaire : aucune plainte ne sortait de sa bouche, *et jamais il ne rompait le silence. Dans une seule circonstance, il daigna m'adresser la parole... Ce sont les seules paroles*, ajoute Lasne, *que je lui ai entendu proférer pendant tout le temps que j'ai passé auprès de lui* ¹.

Louis Blanc rapproche de cette déposition de Lasne, une autre déposition du même, faite, en 1834, lors du procès de Riche-mont, et qui semble en effet, à première vue, en contradiction complète avec la précédente.

« Le PRÉSIDENT : Avez-vous causé avec l'enfant ? — R. Tous les jours. — D. Sur quels objets ? — R. Jamais que sur des objets sérieux et graves. Ces conversations ont laissé des souvenirs profonds en moi... Je surprendrais l'auditoire, si je voulais dire ce qu'il disait ²... »

Comparons les deux récits. Dans le premier, Lasne ne veut parler évidemment du *silence* du petit prince que *pendant les derniers jours de sa maladie*. Il n'entendit, à cette époque, dit-il, sortir de sa bouche qu'une seule parole. Mais cette seule parole suffit pour détruire la thèse de la substitution d'un enfant *muet*.

Quant aux conversations que Lasne déclare avoir eues avec le Dauphin, on remarquera qu'il ne les rattache pas à l'époque des derniers jours de sa maladie, et que, par conséquent, il n'y a aucune contradiction, si on les place, comme il est naturel de les placer, à une époque antérieure.

Harmand s'est demandé avec curiosité si Desault put arracher quelques paroles à l'enfant, lorsqu'il fut envoyé au Temple pour lui donner des soins, dans le courant de mai 1795. Nous verrons bientôt, par le témoignage irrécusable d'un ami de l'illustre

¹ *Gazette des Tribunaux* du 6 juin 1831, contenant une déposition de Lasne faite en 1837.

² *Gazette des Tribunaux* du 31 octobre 1834.

chirurgien, que le petit prince, très touché de ses soins, rompit avec lui le silence qu'il gardait devant les commissaires de la Convention et de la Commune, afin de lui témoigner sa gratitude. Il parla également au docteur Naudin lorsque celui-ci vint lui donner des soins. Le fils du docteur Naudin, médecin lui-même, interrogé par Eckard sur le prétendu mutisme absolu de l'enfant, lui répondit que *le royal enfant n'avait jamais cessé de parler*. Il ajoutait que le silence volontaire qu'il gardait, en présence des délégués de la Commune et de la Convention, ne remontait pas au-delà de son séjour dans le cachot, et il écartait la fable qui attribuait le mutisme de l'enfant à ses prétendus remords pour avoir fait une déposition contre sa mère.

Il existe encore d'autres témoignages que le jeune prince, avant sa mort, adressa la parole à plusieurs personnes. Mais rentrons dans la tour du Temple. Rien n'y avait été changé, comme nous l'avons dit, dans le régime alimentaire des deux prisonniers. Gomin, navré de voir dépérir chaque jour le royal enfant confié à sa garde, supplia l'économe Liénard de lui donner une meilleure nourriture, mais Liénard, qui n'était pas moins craintif que Gomin, lui répondit, bien à contre-cœur, qu'avant tout il devait se conformer au règlement. Tout ce que Gomin put obtenir, ce fut qu'il ajoutât aux repas un plat de dessert.

Impuissant à procurer à ce pauvre enfant, qui allait s'affaiblissant chaque jour, une nourriture fortifiante, le brave Gomin ne négligea rien de ce qui pouvait dépendre de lui pour distraire son prisonnier. Il allait, à la dérobée, chercher quelque livre dans la Bibliothèque du Temple, tels que les *Contes moraux de Marmontel*, les *Veillées du château*, l'*Histoire de France*, et les mettait sous les yeux de l'enfant, en le priant de vouloir les lire. Celui-ci se prêtait de bonne grâce au désir de son gardien et semblait prendre plaisir à cette lecture.

Lorsque Laurent, très chaud révolutionnaire, sortait du Temple pour se rendre au club, ce qui lui arrivait fréquemment, Gomin allait s'installer jusqu'au souper dans la chambre du petit Louis. Il lui offrait une partie de dames, et bien que l'enfant ne comprît rien à ce jeu, il s'arrangeait toujours de manière à lui faire gagner la partie ¹.

¹ *Louis XVII*, etc., par Beauchesne.

Ici, Beauchesne raconte un épisode fort émouvant, qu'il tenait de la bouche de Gomin, épisode en soi très vraisemblable, et que nous considérons comme vrai. Un soir, le 12 mars 1795, en l'absence de Laurent et du commissaire civil, qui, suivant leur coutume, étaient allés au club, l'enfant se voyant seul avec son gardien, auquel il avait fini par donner sa confiance et son cœur, se dirigea vers la porte en attachant sur lui des regards suppliants. — « Vous savez bien que cela ne se peut pas, » lui dit Gomin qui devina sur le champ son désir, et qui se prit à trembler comme si on l'eût conduit à l'échafaud. « Je veux la revoir « encore une fois, » lui dit l'enfant d'un ton de tendresse inexprimable, « laissez-moi la revoir avant de mourir, je vous en « prie ! » Gomin, de plus en plus troublé et effrayé par cette prière si touchante, alla prendre l'enfant par le bras et le reconduisit à sa place. En proie à la plus vive douleur, le petit prince laissa tomber sa tête sur son lit. « Ce n'est pas ma faute, si je « vous fais de la peine, lui dit Gomin du ton le plus affectueux, « c'est mon devoir qui me le défend. »

Le petit Louis éclata en sanglots.

« Monsieur Charles, ne pleurez pas, on vous entendrait !... » reprit son gardien, de plus en plus inquiet, de plus en plus ému.

L'enfant se tut, mais de grosses larmes sillonnèrent ses joues pâles.

« Vous savez bien, » lui dit Gomin à demi-voix, et de manière à n'être entendu que de son prisonnier, « vous savez bien que « la porte est close, et quand même elle serait ouverte, vous ne « voudriez pas la franchir en pensant que vous me feriez con- « damner à mort. »

Ces dernières paroles firent la plus vive impression sur l'enfant ; il essuya ses yeux, et, d'un air résigné, il tendit silencieusement la main à son gardien.

A quelques jours de là, le 23 mars, vint au Temple un commissaire civil nommé Collot, farouche sans-culotte, qui, en voyant le déplorable état du jeune prince, s'écria brutalement : « Cet enfant n'a pas six décades à vivre ! »

Alarmés de l'effet désastreux que pouvaient produire ces sinistres paroles sur le moral de l'enfant, Laurent et Gomin firent signe à Collot de ne pas ajouter un mot. Mais le misérable, loin de se taire, ajouta en laissant éclater une joie féroce :

« Je vous dis, citoyens, qu'il sera imbécile et idiot avant six décades, s'il n'est pas crevé. »

Lorsque le petit Louis fut seul avec Gomin, il lui dit d'un air de profonde tristesse : « Je n'ai pourtant fait du mal à personne ¹ ! »

Peu de jours après, Laurent, sur sa demande, était relevé de ses fonctions (9 germinal an III — 29 mars 1795), et on lui donnait pour successeur le sieur Lasne. Il résulte d'un état nominatif des citoyens du Temple, dressé par Liénard, qu'il ne quitta son poste que le 31 mars. D'après le témoignage de Gomin, le petit prince vit partir Laurent avec une profonde tristesse, et lui serra la main. Les renseignements recueillis sur cet homme par la police du comté Decazes ne lui sont guère favorables. Dans une lettre du comte Anglès, préfet de police, au ministre de la police générale, on lit cette phrase, qui s'applique à Laurent : « Le premier étant un révolutionnaire, ne prit aucun intérêt au sort du prisonnier ². » Dans une note des officiers de paix, attachés au ministère de la police générale ³, on lit ces mots : « Laurent, gardien, a quitté la France, chargé de malédictions, à la suite du général Leclerc, et est mort à Saint-Domingue. » Madame Royale dit de son côté, que Laurent, bien qu'ultra-révolutionnaire, se montra toujours très humain pour son frère et surtout pour elle. C'est au jugement d'un tel témoin qu'il convient, comme il semble, de s'en rapporter avant tout autre. Personne n'a pu mieux savoir que Marie-Thérèse ce que valait Laurent. Ne soyons pas plus sévère qu'elle ⁴.

R. CHANTELAUZE.

¹ *Louis XVII*, etc., par Beauchesne.

² Lettre du 26 septembre 1817.

³ Paris, 12 avril 1817.

⁴ Beauchesne a trouvé dans les archives du ministère de la Marine quelques documents qui permettent de suivre Laurent depuis sa sortie de France jusqu'à sa mort. Après avoir été secrétaire de Georges-Pierre Leblanc, commissaire délégué par le gouvernement français aux Iles sous le Vent (1796), puis secrétaire particulier de Victor Hugues (commissaire du gouvernement à Cayenne et commandant en chef de cette colonie), avec le titre de sous-commissaire de marine, il y reprit ses occupations de colon, forma une plantation en société avec deux de ses amis, et mourut le 22 août 1807.

LES CHRONIQUES VÉNITIENNES

SECOND MÉMOIRE.

I

AVERTISSEMENT.

Le mémoire que nous avons donné en 1882 dans la *Revue des questions historiques*¹ sur les *Chroniques vénitiennes* a été pris en considération par les érudits italiens, et l'*Archivio Storico Italiano*² a publié à cette occasion un article de bienveillante critique dû à M. C. Desimoni. Nous y trouvons un encouragement à revenir sur le même sujet, pour rectifier quelques inexactitudes relevées dans notre premier travail, et ajouter des indications nouvelles à celles que nous avons déjà fournies. En publiant le *Répertoire des Chroniques vénitiennes* qui accompagne notre mémoire, et qui est la partie principale du travail, nous ne pouvions pas prétendre, et nous l'avons dit, donner un inventaire complet et définitif de ces documents. M. Desimoni rend une justice suffisante à ce que nous avons fait, en approuvant le plan que nous avons adopté, et en disant que les grandes lignes de l'œuvre « le linee principali dell' edificio generale » peuvent être considérées comme fixées. Il ajoute que dans sa réalisation l'auteur du mémoire a fait ce qu'on pouvait attendre de lui, en traitant la partie française du sujet: « egli a recato la sua pietra finita per le cose francesi. » Le savant italien désigne ainsi les renseignements contenus dans notre publication sur les manuscrits des chroniques vénitiennes qui se trouvent en France, à la Bibliothèque nationale à Paris principalement. Le nouveau catalogue du fonds italien qui les renferme pour le plus grand nombre est encore inédit, et ce qu'on trouve sur le même sujet dans les anciens catalogues, dans l'ouvrage de Montfaucon, *Bibliotheca Bibliothecarum* (1739) et dans celui de Marsand, *I manoscritti italiani della Regia Biblioteca parigina* (1835-1838), est depuis longtemps dépassé et maintenant tout à fait insuffisant. L'obligeance des conservateurs de la Bibliothèque nationale nous a permis de donner un abondant supplément

¹ Voir la *Revue*, t. XXXI, p. 512.

² T. X, disp. v, 1882.

de renseignements aux informations réunies précédemment dans ces ouvrages. C'est par là seulement que nous pouvions fournir aux travailleurs italiens un utile concours dans une œuvre pour laquelle ils sont naturellement mieux pourvus et mieux préparés que nous. C'est à eux qu'en revient naturellement l'accomplissement final, et nous avons fait pour notre part ce qu'il nous appartenait de faire. « Pensi al resto a chi tocca », dit très justement M. Desimoni.

Nous n'aurions donc rien à ajouter, si nous ne nous adressions ici à un public français. A celui-ci nous pouvons présenter sans scrupule quelques observations encore, des rectifications fondées sur les justes observations de M. Desimoni et, avec divers renseignements que nous lui devons aussi, ceux que nous ont procurés des études nouvelles. Nous trouverons en les publiant une occasion de montrer sur quel plan il nous semble convenable de poursuivre le travail commencé, de manière à ce que les suppléments qu'il sera possible d'y ajouter successivement puissent être facilement fondus avec ce qui les précède, en vue de produire finalement un Répertoire complet des manuscrits que l'on possède pour les chroniques vénitiennes. C'est là, comme nous l'avons dit, un préliminaire indispensable aux travaux de critique à la suite desquels seulement on pourra procéder à la publication des documents eux-mêmes.

Dans le mémoire imprimé en 1882, nous avons signalé l'*Archivio storico Italiano*, recueil périodique publié à Florence par une Société d'études historiques fondée dans cette ville en 1841, la *Società compilatrice*. Venise même possède des institutions analogues dont le régime est plus particulièrement lié à notre sujet. Ce sont l'*Archivio Veneto* publié depuis 1871, la *Deputazione sopra gli studii di storia patria* instituée en 1873, et la *Società di storia patria* fondée la même année, et constituée en 1874. Cette société a pris pour programme de ses études le cadre des publications annoncées par l'*Archivio Veneto* : mémoires « *memorie originali* » ; documents « *documenti illustrati* » et « *aneddoti storici e letterarii* » ; comptes-rendus et annonces, « *rassegna bibliografica* » et « *indice dei giornali storici* » ; et enfin une chronique des faits qui peuvent intéresser les archives de Venise, sa bibliothèque et son musée, « *cronaca del R. archivio generale, della R. bibliotheca Marciana, e del civico museo Correr.* »

La fondation de l'*Archivio Veneto* avait été précédée par des entreprises analogues qu'il devait suppléer : une publication de documents par Romanin, et la *Raccolta Veneta* de Nicolò Barozzi, collection qui s'est arrêtée après le 3^e fascicule. La nouvelle publication avait pour fondateur Adolfo Bartoli et Rinaldo Fulin, avec le concours de Tommaso Gar, directeur des archives générales à

Venise, de Giuseppe Valentinelli, directeur de la bibliothèque Saint-Marc, et de Nicolo Barozzi, directeur du Musée civique ou Musée Correr. Depuis 1871, l'Archivio Veneto a donné régulièrement chaque année au public deux volumes in-8°, et à côté de ceux-ci quelques publications encore de documents imprimés avec une pagination spéciale. On trouve dans ce recueil, outre des travaux originaux comme celui de Monticolo sur le *Chronicon Venetum*, la traduction en italien des deux importants mémoires de Simonsfeld signalés dans notre premier travail, l'un sur le chroniqueur André Dandolo, l'autre sous le titre d'Études vénitiennes, sur la chronique d'Altino. On y a publié aussi une traduction de l'histoire de Venise, donnée en allemand par Gfrörer.

Nous avons trouvé outre cela, dans le même recueil, des travaux intéressants sur deux collections de documents manuscrits, d'où nous avons tiré d'amples informations pour augmenter notre Répertoire de quelques articles nouveaux. Ces travaux sont une étude bibliographique sur les chroniques vénitiennes manuscrites de la bibliothèque Ambrosienne à Milan, et un extrait de l'inventaire de la collection de manuscrits formée par Cicogna, conservée aujourd'hui au Musée civique ou Musée Correr à Venise.

Cette dernière collection n'est pas sans analogie avec celle de Foscarini, maintenant à Vienne, dont nous avons précédemment étudié le catalogue publié par M. Tommaso Gar dans l'*Archivio storico Italiano* (t. V, 1843). Comme Foscarini, Emmanuel Antonio Cicogna est un vénitien passionné pour l'histoire de sa ville natale, auteur de travaux critiques sur les sujets qui la concernent, collectionneur de documents qui s'y rapportent. La bibliothèque formée par lui contenait bon nombre de chroniques acquises de diverses manières, quelques-unes par la copie de manuscrits anciens. Cicogna, en outre, a laissé un ouvrage inédit, *Memorie sulle famiglie Venete*, conservé sous le n° 2928 de sa collection au Musée civique de Venise, riche compilation de renseignements empruntés aux sources nombreuses que l'auteur a pu avoir à sa disposition. Il a donné de plus deux ouvrages imprimés. L'un de ces ouvrages est un travail de bibliographie, *Saggio di bibliographia Veneziana* (un vol in-8° 1847), consacré aux livres imprimés concernant Venise et tous les sujets qui l'intéressent; l'autre est une œuvre historique, *Delle iscrizioni Veneziane* (6 vol. in-4°, 1824-1853), où, dans un cadre de modeste apparence, et à propos des inscriptions, des épitaphes surtout, relevées sur les monuments et dans les églises, sont réunies une foule de notions de toutes sortes relatives à l'histoire des hommes et des choses de Venise, à tous les points de vue, civil, religieux, littéraire, etc.

Nous venons d'indiquer la direction donnée à nos nouvelles inves-

tigations. Elle nous a été inspirée par les observations de M. Desimoni. Ces observations elles-mêmes, jointes aux résultats des recherches¹ qui en ont été la suite, nous fournissent la matière d'un supplément à notre premier mémoire ou plutôt au Répertoire qui l'accompagne. Ce supplément, dont l'objet est d'améliorer et de compléter dans une certaine mesure le travail précédent, comporte deux parties distinctes.

1° Dans la première partie sont distribuées des additions et corrections aux articles concernant les documents signalés antérieurement dans le Répertoire. Nous les rangeons sous les numéros de ces articles.

2° Dans la seconde partie nous donnons comme supplément, sous une série de numéros faisant suite aux premiers, les notions relatives aux documents nouveaux venus à notre connaissance. Ces articles sont destinés à être plus tard intercalés à leur place chronologique parmi ceux qui précèdent, et non à être mis à leur suite. De même devra-t-il être fait des articles que pourra produire encore la continuation des recherches, dépouillements de catalogues ou inventaires, et visites de bibliothèques, soit par nous, soit par d'autres. Ces intercalations ne peuvent être opérées qu'après épuisement des moyens d'investigation. Provisoirement il suffira de ranger purement et simplement à la suite les unes des autres les observations nouvelles, avec la précaution de conserver à leur expression une disposition uniforme, qui permette finalement de les classer facilement dans l'ordre définitif qu'il conviendra de leur donner, quand on les aura toutes réunies.

II

CORRECTIONS ET ADDITIONS

A LA PREMIÈRE PARTIE DU RÉPERTOIRE.

Répert. 3. — Giustiniani (Bernardo). *De origine urbis Venetiarum, rebusque ejus ad quadringentesimum usque annum gestis historia*. — Cet ouvrage a été imprimé, avons-nous dit, en 1492. Le même livre, avec addition d'un frontispice de 1534, est signalé par

¹ Nous n'avons pas compris dans ces recherches le dépouillement du catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Saint-Marc publié par Valentinelli, parce que les six volumes parus de cette publication (1868-1873) ne mentionnent que les manuscrits latins. Les textes latins contiennent certainement d'importants documents concernant les chroniques vénitiennes, mais c'est dans les textes en langue vulgaire, comme le montre notre Répertoire, que sont les *Cronache popolari*, principal objet de notre travail. Quant aux chroniques latines manuscrites de la bibliothèque de Saint-Marc, on les trouvera facilement à l'aide des tables du tome VI de Valentinelli où elles sont toutes inventoriées.

Foscarini (*Letter. venez.*, p. 246, n° 58) comme une seconde édition donnée à cette date ; — ce qui est, dit Cicogna, une erreur. (*Archivio Veneto*, t. IV, p. 72.)

Répert. 5. — *Chronicon Venetum*. — Le manuscrit de la bibliothèque Saint-Marc, Lat. cl. X, n° 141 (hodie cl. XXII n° 180) que nous avons indiqué est l'original du ^{xiv}^e siècle qui appartenait à Apostolo Zeno, d'après lequel ont été faites au ^{xviii}^e siècle plusieurs copies de ce document. La collection Cicogna possède deux de ces copies [199], l'une sous le n° 275, faite en 1748 par Tommaso Temanza ; l'autre sous le n° 619, par Pellegrini, qui voulait donner de cette chronique une édition pour laquelle il a écrit, dit-on, une savante préface. Cette dernière copie, collationnée sur les manuscrits du Vatican, a été exécutée par ordre de Sante della Valentina, chapelain de l'archiconfrérie de Saint-Roch, et porte des annotations de celui-ci, d'Angelo Zon et d'Emmanuel Cicogna. L'*Archivio Veneto* contient dans ses tomes XV (1878) et XVII (1879) un important mémoire de Gianbattista Monticolo sur le *Chronicon Venetum*, où sont discutés l'origine et le caractère de ce document.

Répert. 17 et 26. — *Chronicon altinatense*. — La collection Cicogna contient sous les numéros 617 et 274 deux copies modernes de la chronique d'Altino exécutées l'une par le chapelain de l'archiconfrérie de Saint-Roch, Sante della Valentina, qui en avait découvert un ancien manuscrit à la bibliothèque du séminaire patriarcal de Venise ; l'autre par Michel Angelo Doria [202]. La chronique d'Altino est composée de diverses parties dont l'une, désignée sous le n° 6 par Simonsfeld dans le classement qu'il leur donne, est considérée comme le document le plus ancien de l'histoire de Venise. On possède aujourd'hui, indépendamment des copies modernes, trois manuscrits du ^{xiii}^e siècle de cette chronique. L'un, qui a autrefois appartenu à Marino Sanudo, est le manuscrit découvert par Sante della Valentina à la bibliothèque du séminaire patriarcal de Venise ; un autre, qui vient de Bernardo Trevisano, est à la bibliothèque royale de Dresde (F.168). Retrouvé par Tommaso Gar, il a servi à Anton. Rossi, pour l'édition de la chronique donnée en 1845 dans le tome VIII de l'*Archivio storico Italiano*. Le troisième est au Vatican (cod. Lat. 5275). Ces trois manuscrits et la chronique elle-même dont ils contiennent des versions quelque peu différentes, font l'objet du mémoire de M. Simonsfeld intitulé *Venetianische studien* (1878), traduit en italien par Rosada et publié ainsi de 1879 à 1881 dans les tomes XVIII, XIX et XXI de l'*Archivio Veneto*. Cette étude de Simonsfeld est une préparation à la publication d'une édition nouvelle du *Chronicon altinatense* qui sera donnée dans la collection in-4° des *Monumenta Germaniæ historica. Scriptores rerum Longobard. et Ital. sæcul. VI-IX*.

Répert. 18. — *Chronique de Marcus*. — M. Desimoni nous recommande un manuscrit de la bibliothèque Saint-Marc, cl. X. lat. n° 124. C'est celui que nous avons indiqué par inadvertance sous la cote erronée cl. XI. 124. La chronique de Marcus, composée, croit-on, à la fin du XIII^e siècle, contient des morceaux de la chronique d'Altino. Simonsfeld donne dans ses *Venetianische studien* des explications sur sa composition.

Répert. 30. — *Cronaca Veneziana* (anonym.), dall'origine fino al 1339. — Cette chronique est contenue dans un manuscrit de la collection Foscarini aujourd'hui à Vienne. Il convient d'en rapprocher le n° 288 de la collection Cicogna, dans lequel se trouve une chronique finissant à la même date, 1339 [209], manuscrit autographe, paraît-il, d'un auteur anonyme qui écrivait en 1615. La description de ce dernier manuscrit se trouve dans l'*Archivio Veneto*, tome IV (1872), p. 74.

Répert. 32. — *Andrea Dandolo chronicon breve sive Compendium* ab origine ad an. 1342. — C'est un abrégé du *Chronicon magnum*, avec une addition s'étendant à plus de 80 années, et que l'on croit exécuté par l'auteur lui-même. La collection Cicogna possède sous le n° 2598 un autre abrégé de la chronique d'André Dandolo [206]. C'est celui que mentionne Foscarini (*Letter. venez.*, p. 130, n° 66), comme ayant été copié au commencement du XVII^e siècle, d'après un texte ancien de la bibliothèque du roi à Paris, par Lorenzo Tiepolo, alors ambassadeur en France. Cette copie était restée dans la famille Tiepolo, de laquelle Cicogna en fit l'acquisition en 1843.

Répert. 42. — *Chronicon rerum venetarum*, ad an. 1362 (Lat.). — Nous avons mentionné d'après Montfaucon un manuscrit de cet ouvrage à la bibliothèque Ambrosienne à Milan. Montfaucon cite sans lui donner aucun numéro de classement ce document parmi les manuscrits latins. Si l'indication est exacte, elle suffit pour faire distinguer cette chronique d'une chronique italienne appartenant au même dépôt et s'arrêtant à la même date 1362 [212], qu'il serait bon en tout cas d'en rapprocher. Cette chronique italienne est signalée par M. Anton. Ceruti, dans un article de bibliographie imprimé au tome X (1875), p. 408 de l'*Archivio Veneto*. La Chronique italienne est contenue dans un manuscrit du XV^e siècle de la bibliothèque Ambrosienne qui vient, est-il dit, de Pinelli, et qui porte la note suivante: « Ista Cronica est fratris (sic) Jacobi Rubei de Venetiis, ordinis fratrum prædicatorum. » On ne saurait dire, fait observer M. Anton. Ceruti, s'il s'agit ainsi d'un auteur ou d'un possesseur de l'écrit en question.

Répert. 43. — *Enrico Dandolo. Cronaca veneziana* fino al 1373. — Le manuscrit original de l'auteur a été possédé par Pietro Contarini. On ignore ce qu'il est devenu. Nous avons mentionné une copie

de cette chronique appartenant à la collection Foscarini aujourd'hui à Vienne. La collection Cicogna en contient, sous les numéros 3423 et 3424, deux autres [214], la première exécutée au xvii^e siècle, la seconde au xix^e, celle-ci par Giobapt. Astori en 1837. La première ne serait autre, suivant Cicogna, que celle mentionnée par Foscarini (*Letter. venez.*, p. 143, n. 107) comme existant chez le sénateur Ermolao Barbaro, exécutée en 1636 par Daniello dei Vitaliani da Padova, della Congregazione Casinense, d'après l'original qui appartenait à Pietro Contarini. Cette copie, conservée dans la maison Barbaro, a été acquise, avec tous les livres et manuscrits de cette famille, par Cicogna en 1853 et 1858.

Répert. 46, 106, 126. — *Cronaca veneziana detta di Tom. Donato*, in tre parti, fino al 1380, al 1492, ed al 1528. — Nous avons cité cette chronique d'après les indications que fournit sur son compte Foscarini (*Letter. venez.*, p. 142, n. 106, et p. 146, n. 118). Il résulte des renseignements publiés par lui que la seconde partie seule de la chronique en question (1380-1492) a pour auteur Tommaso Donato, patriarche de Venise, élu en 1492, mort en 1504, qui aurait donné comme première partie, en tête de son travail, la traduction d'une ancienne chronique latine (ab origine ad an. 1380) aujourd'hui perdue [46]. On aurait ultérieurement emprunté, comme complément, d'un anonyme la troisième partie (1492-1528). Suivant Foscarini, la Bibliothèque de Zeno aurait possédé de la chronique latine perdue finissant à 1380, une autre traduction, dans un manuscrit du xv^e siècle commençant ainsi : « D. Jesus me adjuvet. Copia de una cronaca de « Venetia tradutta de verbo ad verbum. » Il n'est pas sans intérêt de rapprocher de ces indications la description de deux manuscrits du xvii^e siècle de la collection Cicogna, n. 1109, et 1110, dont il sera question tout à l'heure à propos de notre n^o 61, et qui viennent de Nicolo Balbi, lesquels commencent de même : « D. Jesus me adjuvet. « Copia de una cronaca de Venetia tradutta de verbo ad verbum, di « anonimo autore, fino all'anno 1478 » [235]. La date finale suffit pour montrer qu'il s'agit d'un autre texte que celui de la Bibliothèque Zeno qui allait jusqu'en 1380, d'accord en cela avec celui de Tommaso Donato. Ces indications ne doivent pas être négligées, se rapportant à un texte latin qu'on ne possède plus, mais qu'on peut encore espérer retrouver, comme nous le disons ci-après à l'occasion de notre n^o 47 et de notre n^o 61.

Répert. 47. — *Chronicon Venetum*, ab anno 1078 ad an. 1380 (Latine). — Cette chronique, mentionnée par Foscarini (*Letter. venez.*, . 141, n. 101) comme étant au Vatican, commence, dit-il, ainsi : « In Christi nomine amen. An. domini 1078, tempore D. Henrici Con- « tarenii... ». N'y aurait-il pas lieu d'examiner si ce document ne

serait pas la chronique latine conduite comme lui jusqu'en 1380 [46], dont la traduction en italien commençait par « D. Jesus me adjuvet, etc. » et que nous venons de signaler comme formant la première partie de la chronique de Tommaso Donato [46, 106, 126]. Cette pièce paraît avoir formé également, ainsi que nous le dirons tout à l'heure, le commencement de la chronique attribuée à Pietro Dolfino Camaldolese [235].

Répert. 49. — *Istoria Veneta da Giov. Jacopo Carollo*, fino al 1383. Nous avons cité un certain nombre de manuscrits de l'œuvre de Carollo conduite jusqu'en 1383. M. Anton. Ceruti, dans son travail bibliographique sur l'Ambrosienne (*Archivio Veneto*, t. X, 1875), mentionne des continuations anonymes de l'histoire de Carollo : l'une pendant quatre années, depuis 1383, dit-il, c'est-à-dire jusqu'à 1386 [216], à la bibliothèque Saint-Marc à Venise, l'autre jusqu'en 1413 à la bibliothèque Ambrosienne [221]. Il signale aussi un supplément à la même histoire de 1414 à 1612 [273], dont l'existence serait douteuse cependant. Cette indication paraît justifier une assertion d'Apostolo Zeno, suivant laquelle l'œuvre de Carollo aurait compris X livres et aurait dû s'étendre de 421 à 1415 (*Archivio Veneto*, t. X, p. 416) [222]. Zeno ajoutait d'ailleurs que le tome II de l'ouvrage, comprenant la période de 1283 à 1415, était perdu. Le manuscrit de l'Ambrosienne [221] comblerait à peu près cette lacune, s'il ne contenait autre chose pour cette période qu'une brève analyse en 16 folios. Il résulte de ces explications que nos premières indications sur l'*Istoria Veneta* de Carollo [49] pourraient bien ne concerner que la première partie seulement de son ouvrage, et les deux continuations dont nous faisons mention aujourd'hui [216, 221] être en réalité des additions de lui à cette première partie.

Répert. 57. — *Cronaca Veneziana* (anonym.) fino al 1410. — Cette chronique est une de celles de la Bibliothèque de Metz qui ont été l'occasion de nos recherches sur les chroniques vénitiennes. Nous en avons cité déjà trois autres qui s'arrêtent à la même date finale, l'une également anonyme [55] et deux portant le nom de leur auteur [56, 58]. Nous jugeons opportun de constater que M. Anton. Ceruti signale à l'Ambrosienne, dans un manuscrit du xviii^e siècle, une troisième chronique anonyme s'arrêtant également à la même date, « verso il 1410 », dit-il, et commençant à la fuite d'Antenor, après la ruine de Troie [220] (*Archivio Veneto*, tome X, 1875, p. 404).

Répert. 61. — *Cronaca Veneziana da Pietro Dolfino Barone* fino al 1422. — Cette chronique ne nous était connue que par les indications données à son sujet dans l'ouvrage de Foscarini (*Letter. venez.*, p. 145, n. 117). Le catalogue de Cicogna nous en fait connaître une copie du xviii^e siècle, en trois volumes qui paraissent cor-

respondre à trois parties distinctes du document, de 421 à 1228, de 1229 à 1404, de 1405 à 1422 [224]. Foscarini en connaissait une copie qui s'arrêtait à 1228, et une autre qui allait jusqu'en 1422. L'exemplaire de Cicogna acheté par lui à Gaetano Canciani, avait appartenu à l'abbé Nicolo Morello, et avant lui à Gasparo Negri, évêque de Parenzo, mort en 1778. Pietro Dolfino Barone, qui est mort en 1505 seulement, se proposait, dit-on, de conduire sa chronique jusqu'à 1500 et de la diviser en quatre parties. Des extraits inédits qu'en a faits Sanudo, montrent que l'auteur en a écrit des morceaux allant jusqu'à 1449 et 1493, et même jusqu'à 1500. On possède des chroniques composées encore dans le même cadre, l'une entre autres attribuée à Anton. Morosini, de 1290 à 1422 [225]. Pietro Dolfino Barone était fils de Giorgio Dolfino detto Barone, auteur aussi, croit-on, d'une chronique *Cronacha vecchia* [283], et il tenait de son père ce surnom de Barone. Il ne faut pas le confondre avec un autre écrivain du même nom, Pietro Dolfino Camaldolese, auquel on attribue également une chronique dont la collection Cicogna contient une copie du xviii^e siècle en deux volumes, sous les numéros 1109, 1110 [235]. Cette chronique est intitulée : « D. Jesus me adjuvet. Copia de una « cronaca de Venetia tradutta de verbo ad verbum di anonimo autore, fino all anno 1478, » avec des additions de 1498 et 1499 [243]. D'après ces indications, il semble que cette chronique commençait, comme celle de Tommaso Donato, dont nous avons parlé tout à l'heure, par la traduction de la chronique latine perdue, allant de l'origine de la ville à l'an 1380, à laquelle l'auteur aurait ajouté une continuation jusqu'à l'an 1478, comme Tommaso Donato l'avait fait jusqu'à l'an 1492 et même au-delà peut-être. La chronique attribuée à Pietro Dolfino Camaldolese est donc un document à prendre en considération dans les recherches qu'il convient de faire touchant cette chronique latine [46] dont on ignore la destinée, et dont nous avons parlé tout à l'heure à propos de notre n. 47.

Répert. 68, 69. — *Cronaca Veneziana* (anonym.) fino al 1432. — Eu égard à cette date finale, il convient de rapprocher des deux chroniques qu'elle caractérise celle que contient un manuscrit signalé à l'Ambrosienne par M. Anton. Ceruti sous le titre : *Croniche di Venezia, e compilazione* fino al 1432 ; in capitoli [227].

Répert. 76. — *Cronaca Veneziana* (anonym.) dall' origine fino al 1441. — Ce document est une des deux chroniques vénitiennes du xv^e siècle de la Bibliothèque de Metz. On doit rapprocher de ce texte conduit jusqu'à 1441, ceux de deux autres chroniques vénitiennes finissant à la même date, que possède, suivant un renseignement dû à M. le comte Riant, la bibliothèque Ambrosienne, F, 7, super. et G, 7, super. [228, 229], avec lesquelles se confond peut-être

un document du même genre mentionné sans marque de classement par M. Anton. Ceruti (*Archivio Veneto*, t. X, p. 402) comme existant également à l'Ambroisienne.

Répert. 85. 87. — *Cronache Veneziane* (anonym.) fino al 1446. — Ces deux chroniques, avec lesquelles il faut ranger à cause de leur date finale les *Memorie, degli avvenimenti fino al 1446* [84], sont des documents que rattache l'un à l'autre cette particularité. Il convient d'en rapprocher pour la même raison une chronique vénitienne anonyme jusqu'à l'an 1446 dont la collection Cicogna renferme sous le n° 2606 une copie du xv^e siècle [230], et une autre encore finissant à la même date, contenue dans un manuscrit également du xv^e siècle, orné de miniatures, qui est à Milan [231]. Après avoir appartenu à la bibliothèque aujourd'hui dispersée d'Amadeo Svayer (n° 636), ce dernier manuscrit avait passé en 1791 à la bibliothèque Saint-Marc où il avait été divisé en deux volumes (Ital. cl. vii, 49, 50), et avait été emporté en 1805 à Vienne, où il ne s'était pas retrouvé lors des restitutions en 1868. Il a été reconnu depuis lors à la bibliothèque Brera à Milan par Rinaldo Fulin. La bibliothèque Saint-Marc possède encore une copie moderne de cette chronique en deux volumes in-4^o, exécutée au xviii^e siècle par Contarini (Ital. cl. vii. 1274, 1275). Cicogna avait constaté que la chronique anonyme jusqu'à l'an 1446 est le canevas de celle de Zancarolo qui s'arrête à la même date [86]. Il fondait cette opinion sur la collation qu'il avait faite de la chronique de Zancarolo avec un texte de sa collection (n° 2675) s'arrêtant à la date de 1354 [210], qui concordait également avec cette chronique et avec la chronique anonyme finissant à l'an 1446.

Répert. 86. — *Cronaca di Zancarolo* dall'origine fino al 1446. — Aux rapprochements indiqués dans l'article précédent entre la chronique anonyme finissant en 1446 et celle de Zancarolo, il faut ajouter celui de cette dernière avec la chronique dite *Valiera* du nom de son transcritteur, Amadeo Valier, chanoine régulier de San-Spirito in Isola. Cette chronique, consignée dans deux volumes manuscrits du xvi^e siècle de la collection Cicogna [247], avait été conservée jusqu'en 1835 dans la famille Contarini, avec l'addition d'un troisième volume d'une autre main du xviii^e siècle, pour la période de 1514 à 1629 [277]. Les deux chroniques *Zancarola* et *Valiera* concordent entre elles, dit Cicogna, et suivent l'une et l'autre une chronique ancienne. Celle-ci pourrait bien être la chronique anonyme jusqu'à l'an 1446 dont il vient d'être question [85, 87, 230, 231]. La chronique de Zancarolo en aurait été, suivant Morelli, une simple copie, avec des additions empruntées au *Chronicon Venetum* (chron. dite de Sagornino) [5], aux histoires de Lorenzo dei Monaci [35], aux écrits de Chinazzo, etc.

Répert. 102. — *Cronaca Veneziana detta Veniera fino al 1479*. — C'est à Foscarini (*Letter. venez.*, p. 144, n. 114 et p. 148, n. 126) que nous avons emprunté les indications relatives à cette chronique qu'il suppose avoir pu être écrite par Antonio Donato, et qui aurait dû son surnom de *Veniera* à la famille, dit-il, où elle était conservée. Cicogna donne ce nom de *Veniera* à une chronique finissant à 1556, qui porte dans sa collection le n° 1443 [261], et qui semble être celle même que nous avons signalée d'après Foscarini sous le nom de *Cronaca detta dei Balbi* [103, 135]. Cette chronique doit être rapprochée, en raison de sa date finale, de celle de *Paolo Morosini* finissant à 1556, dont la collection Cicogna possède aussi un manuscrit du xvii^e siècle [262], et d'autres chroniques anonymes qui finissent à 1556, dont l'une est signalée à la Bibliothèque Ambroisienne [263] et l'autre dans des manuscrits de Vienne et de Paris mentionnés dans notre répertoire [136].

Répert. 107. 116. — *Vite dei Dogi di Marino Sanudo dal principio (697) fino al 1501*. — La collection Cicogna possède deux copies partielles de l'œuvre de Sanudo, l'une du xvi^e siècle par André Morosini jusqu'à 1475 [234], l'autre du xviii^e siècle jusqu'à 1474, exécutée pour Francesco Dona [233]. Elles ont l'une et l'autre leur importance. La copie faite au xvi^e siècle par Morosini est d'autant plus précieuse qu'elle est antérieure à celle de Modène, au fameux *Codex Estensis* qui est du xvii^e siècle seulement, sur lequel a été faite la publication défectueuse de Muratori, à laquelle on reproche notamment des lacunes pour le xv^e siècle surtout, et la traduction en italien du dialecte vénitien de l'écrit original. Le manuscrit autographe de Sanudo venant de la succession de Girolamo Contarini est entré à la bibliothèque Saint-Marc en 1843. Il aurait dû comprendre trois volumes, mais il en manquait le second, correspondant aux années 1419-1473, et représenté par une copie du xvi^e siècle de Pietro Foscarini il Vecchio. En l'absence de l'original, pour cette portion de l'œuvre, la copie d'André Morosini [234] embrassant la période qui fait défaut, peut avoir, on le voit, une véritable importance.

Répert. 108. — *De bello Gallico in Italia* à Marino Sanuto, 1494-1497. — Cet écrit est tout autre chose que le morceau imprimé par Muratori, en tête du tome XXIV des *Rerum Italicarum Scriptores* sous le nom de Marino Sanuto, avec lequel M. Desimoni croit que nous le confondons, et qu'on a reconnu être de Girolamo Priuli (voir l'article subséquent sur le n° 119). L'histoire de la guerre des Français en Italie, 1494-1497, par Marino Sanuto, pouvait faire partie des écrits que l'historien mentionne dans son testament en ces termes : « Item vojo e ordeno che tutti li miei libri de le historie e « successi de Italia, scritte de mia man, che comenza da la venuta di

« re Carlo di Franza in Italia... siano di la mia Ill. Signoria... posti « dove a loro... piaceranno... » Nous l'avions indiquée d'après Foscarini, qui lui-même ne la connaissait, dit-il, que par la manière dont en parlent Jacopo Felippo de Bergamo, dans sa chronique, et Ald. Manuce dans la dédicace des œuvres de Politien. Suivant eux, ces écrits étaient un mélange de latin et d'italien ; ce qu'on doit entendre probablement du rapprochement de compositions, de notices et de pièces, les unes dans la première de ces langues, les autres dans la seconde. A cette dernière catégorie pouvait appartenir *La spedizione di Carlo VIII in Italia, raccontata da Marino Sanudo* [241] qui répond à notre indication [108] et dont la publication a été commencée en 1873 par M. Rinaldo Fulin, comme nous l'apprend M. Desimoni. Ce morceau n'appartient d'ailleurs nullement au célèbre *Diario* de Marino Sanudo, journal détaillé qui va de 1496 à 1533, et dont l'original comprend 58 volumes in-folio. La publication de cette œuvre considérable a été décidée en 1877 par la *R. Deputazione Veneta di storia patria*, et l'exécution en a été aussitôt commencée. Le tome I a paru en 1879.

Répert. 111, 112, 113. — *Cronache Veneziane* (anonym.) fino al 1500. — Ces chroniques commencent l'une à 1237, l'autre à 1457, la troisième à 1494. Il convient d'en rapprocher à cause de la date finale une chronique anonyme allant des origines (l'émigration des Troyens) à l'an 1500 [245], signalée à l'Ambrosienne par M. Anton. Ceruti.

Répert. 114. — *Cronaca Veneziana* dal 1228 al 1501. — Nous avons accompagné d'un signe de doute l'attribution de cette chronique à Daniel Barbaro, nous conformant ainsi aux réserves qu'apporte Foscarini à la même appréciation (*Letter. venez.*, p. 162, n. 169, 170). M. Simonsfeld manifeste le même sentiment en mentionnant dans ses *Venetianische Studien* la prétendue chronique, ainsi dit-il, d'un Daniel Barbaro. M. Desimoni ne semble pas beaucoup plus affirmatif en nous signalant à la bibliothèque Saint-Marc, Cl. VII, Ital. n° 92, « la Cronaca ascritta a Daniele Barbaro. »

Répert. 119. — *Diario di Girolamo Priuli* dal 1496 al 1512. — Il faut dire, croyons-nous, dal 1494 al 1512. Foscarini, dans sa *Letteratura veneziana* (p. 179, n° 226, 227), parle avec détails de l'auteur et de son œuvre. En disant qu'il a commencé à écrire en 1496 ou du moins que son journal commence à cette date, il ajoute que l'écrivain a pu rédiger un peu plus tard cette première partie. Il dit encore que le *Diario* de Girolamo Priuli comprenait 12 volumes qui sont entre ses mains, à l'exception du 1^{er} et du 3^e dont il ignore le sort. Les 10 autres volumes se trouvent en effet dans sa collection aujourd'hui à Vienne (n° 17 à 26). Le tome II commence au 15 juin 1500. Il y a quelque raison de penser que le tome I, qui devait aller jusqu'à cette date et qui est perdu, commençait non pas à 1496 comme le croyait

Foscarini, mais à 1494 au moins, et qu'il serait représenté peut-être par le morceau allant de cette date de 1494 jusqu'au mois de mai 1500, que Muratori a imprimé dans le tome XXIV, p. 1 à 166, des *Rerum italicarum scriptores* (1738). Muratori avait trouvé ce fragment transcrit sans nom d'auteur à la suite des *Vite dei Dogi* de Marino Sanudo dans le manuscrit de Modène, *Codex Estensis*, et avait cru pouvoir l'attribuer à ce dernier écrivain. On a reconnu depuis lors, dit Cicogna (*Archivio Veneto*, t. IV, p. 339), que ce fragment appartient au *Diario* de Girolamo Priuli. D'après les renseignements que l'on possède sur le manuscrit de ce dernier ouvrage, dont le tome I ainsi que le tome III manquent dans la collection Foscarini, on est fondé à penser que le morceau anonyme emprunté par Muratori au manuscrit de Modène est la copie du tome I lui-même du *Diario* de Girolamo Priuli, et que ce *Diario* commençait par conséquent non pas en 1496, comme le supposait Foscarini, mais en 1494 [244]. Marino Sanudo a laissé aussi un *Diario* allant de 1496 à 1535, aujourd'hui en cours de publication. Celui de Girolamo Priuli commençait deux ans plus tôt, comme on le voit ; et cette partie de son œuvre est déjà publiée ; c'est le fragment imprimé par Muratori au commencement du t. XXIV des *Rerum italicarum scriptores*.

Répert. 124. — *Cronaca veneziana di Lionardo Savina*, dal principio al 1521. — Foscarini est très affirmatif dans l'attribution qu'il fait de cette chronique au *Segretario del senato Savina* (*Letter. venez.*, p. 148, n° 127 et p. 166, n° 178). Comme pour la chronique assignée à Daniel Barbaro [114], M. Simonsfeld (*Venetianisch. Stud.*) paraît douter qu'on puisse avec certitude attacher à celle-ci le nom de son prétendu auteur ; et M. Desimoni paraît penser de même, en nous signalant à la bibliothèque Saint-Marc, cl. VII ital. n° 134, un manuscrit de cette chronique *della Savina*, dit-il, [254].

Répert. 130. — *Commentarii d' Anton. Longo, della guerra coi Turchi*, dal 1535 al 1540. — Au manuscrit indiqué de cet ouvrage dans la collection Foscarini il faut en joindre un autre de 1537 à 1540 en 4 livres, signalé par M. Anton. Ceruti à l'Ambroisienne [256].

Répert. 133. — *Cronaca Veneziana* (anonym.) dall'origine fino al 1547. — Nous avons mentionné dans la collection Foscarini (n° 75, 76, 77) un exemplaire en trois volumes de cette chronique, dont il peut être bon de rapprocher, à cause de sa date finale identique, une chronique dite *Barba*, du nom soit de son auteur, soit d'un ancien possesseur, appartenant à la famille Barba, dont la collection Cicogna contient deux copies, l'une de la fin du xvi^e siècle s'arrêtant à 1545 [258], l'autre du xvii^e siècle, allant jusqu'à 1547 [259].

Répert. 140. — *Storia della repubblica Veneta* (anonym.) dal 1551 al 1568. — Nous avons cité une copie manuscrite de cet ouvrage

à la Bibliothèque nationale à Paris, où l'on n'en connaît pas l'auteur, mais qui paraît être celui-là même que Cicogna a reconnu avoir été écrit par Zuane Lippomano, capitano à Cerine (Ile de Chypre) en 1559 ; travail divisé en 10 livres, resté inachevé, dit-il, et dont il possédait un exemplaire en deux volumes que nous trouvons dans sa collection sous les numéros 1010 et 1011 [264]. Des deux volumes de cet exemplaire, le second est une copie de diverses mains du xvii^e et xviii^e siècles ; le premier est une copie moderne que Cicogna avait fait faire pour compléter l'ouvrage dans sa bibliothèque. Il connaissait l'exemplaire de cet écrit que possède la Bibliothèque nationale à Paris ; et il en signale deux encore, l'un du xvi^e siècle à la Bibliothèque Saint-Marc, et l'autre à celle du séminaire patriarcal à Venise. Jusqu'à lui, cette composition passait pour anonyme. Daru l'avait, dit-il, attribuée fort à tort à Domenico Malipiero, qui est mort en 1513 ; il explique quelles considérations l'ont conduit à l'attribuer à Zuane Lippomano.

Répert. 141. — *Cronaca Veneziana* (anonym.) dal 1362 al 1570. — Nous avons emprunté à Montfaucon l'indication d'un exemplaire de cette chronique existant à la bibliothèque Ambrosienne où elle était, dit-on, divisée en deux volumes. Il serait bon de vérifier si par hasard ce ne serait pas le second de ces deux volumes qui est désigné dans la même bibliothèque par M. Anton. Ceruti (*Archivio Veneto*, tome X, p. 410) comme contenant une chronique Vénitienne de 1423 à 1570 [266].

Répert. 143. — *Cronaca Veneziana d'Agostino degli Agostini* dall'origine al 1570. — Nous avons cité un exemplaire manuscrit de cette chronique appartenant à la collection Foscari. A cette indication il faut joindre celle d'une autre copie du même document, manuscrit du xvii^e siècle en deux volumes, le premier de 421 à 1462, le second de 1462 à 1570, dans la collection Cicogna n^o 2752, 2753 [265].

Répert. 148. — *Exempla ex annalibus Venetorum* ab Agostino Valiero, ab origine ad an. 1577 (Latine). — Cet ouvrage écrit en latin est tout autre chose que la *Cronaca detta Valiera*, dall'origine al 1514, ainsi nommée du nom de son transcritteur Amadeo Valier, chanoine régulier de San Spirito in Isola, dont la collection Cicogna renferme un exemplaire en deux volumes [247], avec une addition de 1514 à 1629 [277] et des fragments, de l'origine à 1172 et de 1388 à 1486 [237].

Répert. 166. — *Cronaca o vite di tutti i Dogi di Venezia*, da Gian Carlo Sivos, fino all'anno 1621, e famiglie nobili. — A l'exemplaire manuscrit que nous avons signalé de cet ouvrage, à la bibliothèque de l'Arsenal à Paris, il en faut joindre un qui existe dans la collection Cicogna sous les numéros 2614 à 2617, en 4 volumes du xvii^e siècle, sauf le second qui est une copie moderne faite par Cicogna pour compléter son exemplaire, et un 5^e volume des xvii^e et xviii^e, qui renferme le complément relatif aux *famiglie nobili*, avec leurs armoiries, n^o 2881 [276].

Répert. 178. — *Storia Veneziana da Marino Sanudo*. — L'existence d'un pareil ouvrage est plus que douteuse. Nous l'avons mentionnée d'après une indication empruntée à Foscarini (*Letter. venez.*, p. 165) qui paraît exprimer une pure supposition. Celui-ci en effet juge comme un travail peu achevé quant à la forme le *Vite dei Dogi* de l'auteur, ce qui fait, dit-il, penser que c'est une simple préparation à une œuvre accomplie, et il ajoute : « Tanto piu che la fama porta « essere stati già tempo riposti negli Archivi dodici volumi del nostro « Sanudo, entro i quali era forse la Storia Veneziana trattata in modo « piu limato che in questi Comentarîi (*le Vite dei Dogi*) ». On sait ce qui existait de Marino Sanudo aux archives publiques. C'étaient non pas 12 volumes, mais 58 volumes contenant le *Diario* de 1496 à 1535 [255], dont on a commencé en 1879 la publication. On est bien fixé sur la plupart des ouvrages du célèbre écrivain. Ce sont, avec le *Diario*, le *Vite dei Dogi* [107, 116], la *Spedizione de Carlo VIII in Italia* [241], un traité *De magistratibus Venetis*, une petite chronique *Cronichetta* publiée avec l'écrit précédent par Rinaldo Fulin en 1880 [290], des mélanges, *Miscellanea di Cronaca Veneta*, dont la collection Cicogna possède sous les numéros 920 ¹ et 921 deux copies [282], et des extraits de 1485 à 1494 [238]. Il est plus que douteux qu'il ait écrit une histoire de Venise, *Storia Veneziana*. L'existence de cette prétendue histoire de Venise par Marino Sanudo est une hypothèse de Foscarini qui, dans ce qu'il en dit, a en vue un travail historique notable par son étendue et par le mérite de son exécution, suivant lui plus soignée « in modo piu limato » que celle de ses *Vite dei Dogi*. C'est donc à une œuvre sérieuse et certainement plus importante qu'une petite chronique, la *Cronichetta*, que pensait, on le voit, Foscarini. C'est à ses indications sur cet objet que nous renvoyons dans le n° 178 de notre Répertoire, et non pas, comme paraît le croire M. Desimoni, à la *Cronichetta*. Nous avouons même que nous ignorions l'existence de ce dernier document, et que c'est par notre bienveillant critique que nous l'apprenons, ajoutant que nous n'en savons que le peu qu'il en dit dans l'article consacré par lui à notre mémoire sur les *Chroniques Vénitienes*. La *Cronichetta di Marino Sanuto* a été réunie, dit M. Desimoni, au *Libro dei magistrati* du même auteur, par le professeur Rinaldo Fulin dans une publication accidentelle faite à Venise en 1880, et tirée à petit nombre comme celles qu'il est maintenant d'usage de faire en Italie pour célébrer certaines solennités de la vie

¹ Une note de Cicogna signale une copie de son manuscrit 920, exécutée en 1861 pour M. Armand Baschet dont on connaît les travaux sur l'histoire de Venise, et qui voulait alors publier en France une édition des *Miscellanea* de Marino Sanudo dont il se proposait, paraît-il, de faire la dédicace au possesseur du manuscrit (*Archivio Veneto*, tome IV, p. 99).

de famille: « quelle pubblicazioni in occasione di nozze che, introdotte « dalla moda, valgono certo meglio degli antichi sonetti, ma stampate « in numero ristretto d'esemplari sfuggono troppo spesso all' attenzione degli studiosi. » Ces renseignements contribuent à nous donner l'idée que la *Cronichetta* de Marino Sanudo est un document de peu d'étendue et de minime importance probablement. C'est dans ces termes que nous renvoyons dans notre répertoire [290] à ce qui en est dit, comme nous venons de le mentionner, par M. Desimoni.

Répert. 180. — *Cronaca Veneziana detta del Magno*. — Nous avons indiqué ainsi d'après Foscarini (*Letter. venez.*, p. 148, n° 127) l'œuvre d'un patricien Vénitien, Magno, qui vivait au milieu du xvr^e siècle, dont il signale sans plus de détails les annales et une chronique citées souvent, ajoute-t-il, par Anton. Muazzo dans ses *Parti antiche*, à des dates comprises entre 1253 et 1454. Cicogna, dans ses *Iscrizioni Veneziane*, tome V (1842), p. 225-229, parle de Stephano Magno, fils d'André, né vers 1499, mort en 1572, auteur de cette chronique et de ces annales. La *Cronaca del Magno*, dit-il, est une compilation partie en latin partie en italien, où les matières, documents originaux, fragments de chroniques, et notes journalières, juxtaposées sans ordre, appartiennent à tous les temps, sans descendre au-dessous de 1570 cependant. On en possède, dit-il, le manuscrit à la bibliothèque Saint-Marc, cl. VII, 513 à 518, en 6 volumes in-4°, provenant de la succession du bibliothécaire Jacopo Morelli. C'est à cette chronique que se rapporte le n° 180 de notre Répertoire. Quant aux annales de Magno *Annali del mondo*, c'est un travail dont il manque plusieurs parties, et dont ce qui reste, allant de 697 à 1498, est renfermé dans 5 volumes autographes in f° qui se trouvent sous les numéros 265 à 269 dans la collection de Cicogna, qui les avait reçus en présent du *nobile* Mario Magno en 1832. Le tome I est relatif aux familles nobles, et les suivants à des annales qui ne se suivent pas, et sont interrompues par de notables lacunes : t. II de 697 à 1192 ; t. III de 1367 à 1388 ; t. IV de 1478 à 1481 ; t. V de 1485 à 1498 [242].

Répert. 195. — *Cronaca Veneziana detta Cornera*. — C'est, comme nous en avertit M. Desimoni, le même document que la *Cronaca Cornelia* fino al 1426, mentionnée dans notre Répertoire, sous le n° 63, transcrite, dit Foscarini (*Letter. venez.*, p. 176 n° 216) en 1589 par Giovanni Tiepolo sur un original prêté par Francesco Corner, d'où le nom de *Cronaca Cornera* ou *Cornelia*, ce dernier nom étant la forme latinisée du premier. C'est donc par erreur que nous avons signalé une *Cronaca detta Cornera* [195] distincte de celle dite *Cornelia*. La mention du document faite successivement sous ces deux noms différents par Foscarini (*Letter. venez.*, p. 148 n° 127 et p. 176), avait dû naturellement nous tromper sur ce point.

III

SUPPLÉMENT AU RÉPERTOIRE ¹.

197. 421. Chron. Lat. — Anonyme. — *Chronicon breve* de origine urbis, ab an. 413 ad an. 421. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Arch. Venet. X, 406.
198. 994. Chron. Lat. — Anonyme. — *Chronicon* ab irruptione barbarorum ad an. 994. — Mss. XV s., Bibl. Ambros. Milan. — Arch. Venet. X ; 421.
199. 1020. Chron. Lat. — Anonyme (Johan. Diacon. ?) — *Chronicon Venetum* ab origine ad an. 1008 et 1020. — Mss. XVIII, XIX s. Coll. Cicogna 275, 619. — Arch. Venet. IV, 71, 90. — Memor. di G. Monticolo : Arch. Venet. XV, 1 ; XVII, 35. — Cf. Répertoire 5 et 7 ².
200. 1045. Chron. Lat. — Anonyme. — *Chronicon patriarcharum Gradensium* usq. Urso (1018-1045). — Mss. Bibl. Vatican. 3922 ; Barberin. XI, 145, XL, 14. — Impr. Pertz. SS. rerum Longobard. 4^o, 1878. — Arch. Venet. XVIII, 250.
201. 1195. Chron. Lat. — Anonyme. — *Chronicon* (notizie Veneziane) usq. ad an. 1195. — Mss. Bibl. Vatican. 5275. — Arch. Venet. XII, 337.
202. 1229. Chron. Lat. — Anonyme. — *Chronicon Altinatense* ab irruptione barbarorum ad an. 1229. — Mss. Bibl. seminar. patriarc. Venet. ; Bibl. r. Dresde F. 168 ; bibl. Vatican. c. lat. 5275 ; Coll. Cicogna 274, 617. — Arch. Venet. IV, 69, 90 ; XVIII, 238-242. — Cf. Répert. 17.
203. 1242. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dai Trojani al 1242. — Mss. XVI s. Bibl. Ambros. Milan. — Arch. Venet. X, 406.
204. 1270. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronica de li imperadori Romani* fino al 1270. — Mss. XIII s. Bibl. Ambros. Milan. — Arch. Venet. XI, 178.

¹ Dans ce supplément, les numéros d'ordre font suite à ceux de la première partie du Répertoire, publiée à la suite du premier mémoire en 1882. On y trouvera l'indication de quelques documents déjà mentionnés dans cette première partie, et signalés encore ici à l'occasion de nouveaux manuscrits ou imprimés qui les concernent.

² Ces renvois au Répertoire visent non seulement les articles du Répertoire publié en 1882, mais encore ceux du présent supplément.

205. 1280. Chron. Lat. — Dandolo (Andrea), — *Chronicon magnum* ab origine ad an. 1280. — Mss. Bibl. Ambros. — Archiv. Venet. X, 412. — Cf. Répert. 22.
206. 1280. Chron. Lat. — L. Tiepolo. — *Chronica Venetorum seren. Andr. Dandolo abbreviata*. — Mss. XVIII s. Coll. Cicogna 2598. — Archiv. Venet. IV, 339. — Cf. Répert. 22.
207. 1310. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca generale* à fondation Romæ ad 1310. — Mss. XV s. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 400.
208. 1338. Chron. Ital.? — Piacentino (Giacomo). — *Cronaca intorno alla guerra fra i Veneziani ed i Scaligeri*, dal 1336 al 1338. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 418.
209. 1339. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dall' origine al 1339. — Mss. XVII s. Coll. Cicogna 288. — Archiv. Venet. IV, 74. — Cf. Répert. 30.
210. 1354. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana*, supposta Zancarola, dall' origine al 1354. — Mss. XVI s. Coll. Cicogna 2675. — Archiv. Venet. IV, 367. — Cf. Répert. 86.
211. 1356. Chron. Ital. — Corato (Anton. di Matteo di...) — *Compendio* della Cron. d'Anton. di Matteo di Corato, da lui fatto an. 1455, fino al 1356. — Mss. XV s. Coll. Cicogna 2677. — Archiv. Venet. IV, 369. (Ci-après n°s 232, 240, 285.)
212. 1362. Chron. Ital. — Rubei. — *Cronaca Veneziana* di fra Jacob Rubei ord. prædicatorum, fino al 1362. — Mss. XV s. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 408. — Cf. Répert. 42.
213. 1367. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dai Trojani (Antenore) fino al 1367. — Mss. XV s. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 400.
214. 1373. Chron. Ital. — Dandolo (Enrico). — *Cronaca Veneziana* dall' origine (Attila) al 1373. — Mss. XVIII s. Coll. Cicogna 2423, 2424. — Archiv. Venet. IV, 397. — Cf. Répert. 43.
215. 1376. Chron. Ital.? — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dal 410 al 1376. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Arch. Venet. X, 406.
216. 1386. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dal 1383 al 1386 ; continuazione della prima parte del Caroldo. — Mss. Bibl. S. Marc. Venise. — Archiv. Venet. X, 418. — Cf. Répert. 49.

217. 1387. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dal 1381 al 1387. — Mss. XV s. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. XI, 180.
218. 1388. Chron. Lat. — Caresini (Raf. dei...) — *Chron. Andr. Danduli continuatio* usq. ad an. 1388. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 412. — Cf. Répert. 52.
219. 1405. Chron. Ital. — Anonyme (della famiglia Tiepolo ? Pietro di Tommasino Giustiniano ?) — *Cronaca Veneziana* dall' origine (Attila) fino al 1405. (ci-après n° 226.) — Mss. XV s. Coll. Cicogna 2611. — Archiv. Venet. IV, 353.
220. v. 1410. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dai Trojani fino à v. 1410, divisa in capitoli. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 404. — Cf. Répert. 55, 56, 57.
221. 1413. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dal 421 al 1413. — Contiene una breve continuazione della prima parte del Caroldo, dal 1383 al 1413. — Mss. Bibl. Ambros. Milano. — Archiv. Venet. X, 416. — Cf. Répert. 49.
222. 1415. Chron. Ital. — Caroldo (Giov. Jacopo). — *Istoria Veneta* ; X libri dal 421 al 1415 in due parti, 421-1382 e 1383-1415. — Archiv. Venet. X, 416. — Cf. Répert. 49 (ci-après n° 273.)
223. 1415. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronachetta Veneziana* dal 1402 al 1415. — Mss. XV s. — Impr. par V. Joppi dans l'Archiv. Venet. XVII, p. 301-325.
224. 1422. Chron. Ital. — Dolfino Barone (Pietro). — *Cronaca Veneziana* dal 421 al 1422. — Mss. 3 vol. de diverses mains. Coll. Cicogna 2608, 2609, 2610. — Archiv. Venet. IV, 341. — Cf. Répert. 61.
225. 1422. Chron. Ital. — Morosini (Anton. ?) — *Cronaca Veneziana* dal 1290 al 1422. — Mss. Archiv. Venet. IV 347. — Cf. Répert. 61, 73.
226. 1430. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana*, dal 1406 al 1430. Addit. à une chronique finissant à 1405 (ci-dessus 219). Mss. XV s. Coll. Cicogna 2611. — Archiv. Venet. IV 354.
227. 1432. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana*, da Teseo ré di Candia, fino al 1432, divisa in capitoli. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 410. — Cf. Répert. 68, 69.
228. 1441. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana*, dalla fondazione di Roma ; poi da Antenore ;

- poi da S. Marco fino al 1441. — Mss. XV s. Bibl. Ambros. Milan. (F 7. super ?) — Archiv. Venet. X, 402. — Cf. Répert. 76.
229. 1441. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* fino al 1441. — Mss. Bibl. Ambros. Milan (G. 7 super.?) — Cf. Répert. 76.
230. 1446. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dalla fondazione della città fino al 1446. — Mss. XV s. Coll. Cicogna 2606. — Archiv. Venet. IV, 340. — Cf. Répert. 85, 86, 87.
231. 1446. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* fino al 1446. — mss. 2 vol. XV s. Bibl. Brera Milan; mss. XVIII s. Bibl. S. Marc, Venise, Ital. VII 1274, 1275. — Cf. Répert. 85, 86, 87.
232. 1447. Chron. Ital. — Corato (Anton. di Matteo di...) — *Cronaca Veneziana*, fino al 1447. *Compendio della Corona Venetorum* dallo stesso autore (?) — Mss. XV s. Bibl. S. Marc Venise. Cl. VII. 163; Bibl. Ambros. Milan. F. 28, super. — Archiv. Venet. IV. 370, 371; X 409. — (ci-dessus n° 211; ci-après n° 240, 285.)
233. 1474. Chron. Ital. — Sanudo (Marino). — *Vite dei Dogi*, prima parte fino al 1473 (1474). — Mss. autogr. Bibl. S. Marc. Venise; mss. XVIII s. Bibl. Cicogna 1105, 1106. — Archiv. Venet. IV 105, 106 note. — Cf. Répert. 107, 116.
234. 1475. Chron. Ital. — Morosini (Andrea). — *Cronaca Veneziana* dal 697 al 1475. Estratta dalle Vite dei Dogi di Marino Sanudo il giovane. — Mss. XVI s. Coll. Cicogna 1001. — Archiv. Venet. IV, 99. — Cf. Répert. 107, 116.
235. 1478. Chron. Ital. — Dolfino Camaldolese (Pietro) (?). — *Cronaca Veneziana* da S. Marco fino al 1478. — Mss. XVII s. 2 vol. Coll. Cicogna, 1109, 1110. — Archiv. Venet. IV, 107, 108 (ci-après n° 243).
236. 1484. Chron. Lat. — Cirneo (Pietro). — *De bello Ferrariensi*, 1482-1484. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Impr. par Muratori, Rer. Ital. scriptores, XXI, 1732.
237. 1486. Chron. Ital. — Anonyme. — *Frammenta della Cronaca Veneziana detta Valiera*, dal principio della città al 1172 et dal 1388 al 1486. — Mss. Coll. Cicogna 299. — Archiv. Venet. IV, 78. — Cf. Répert. 148. — (ci-après n° 247 277).
238. 1494. Chron. Ital. — Anonyme. — *Estratti dalla Cronaca Vene-*

- zianadi Marino Sanudo*, dal 1485 al 1494.
— Mss. XVII s. Coll. Cicogna 2589. —
Archiv. Venet. IV 339. — Cf. Répert. 178.
— (ci-après n° 282).
239. 1494. Chron. Ital. — Sanudo (Marino). — *Sommarii di storia Venezianz, sive Repertorium*, copiat. dall'autografo dal 696, e 746, al 1494. — Mss. XVIII s. Coll. Cicogna 2619. — Archiv. Venet. IV, 362 et 371. — (ci-après n° 246 et 278).
240. 1494. Chron. Ital. — Sanudo (Marino). — *Continuazione al repertorio di Corato* fino al 1494 (t). — Archiv. Venet. IV, 372. (ci-devant n° 211, 232 et ci-après n° 285.)
241. 1497. Chron. Ital. — Sanudo (Marino). — *La spedizione di Carlo VIII in Italia*. — Impr. en cours d'exécution depuis 1873. — Cf. Répert. 108, 178.
242. 1498. Chron. Ital. — Magno (Stefano). — *Annali del mondo* fino al 1498. — Mss. autograph. 5 vol. — Cicogna, *Iscrizioni Venez.* V., 228.
243. 1499. Chron. Ital. — Anonyme. — *Notizie del 1498-1499*. Addition à une chronique finissant à l'an 1478 (ci-dessus 235). — Mss. XVII s. Coll. Cicogna 1110. — Archiv. Venet. IV, 107.
244. 1500. Diario. Ital. — Priuli (Girolamo). — *Diario*. Commencement ou Tome I du Diario de G. Priuli, de 1494 à 1500. — Mss. Bibl. de Modène. — Impr. par Muratori, *Rerum Ital. script.* T. XXIV, 1738 p. 1 à 166. — Archiv. Venet. IV, 339. — Cf. Répert. 119.
245. 1500. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana*, dai Trojani al 1500. — Mss. XVII s. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 404, 405. — Cf. Répert. 111, 112, 113.
246. 1507. Chron. Ital. — Anonyme. — *Sommarii di Storia Veneziana* 1507. Addition aux sommarii di Marino Sanudo. — Mss. Coll. Cicogna 2619. — Archiv. Venet. IV, 362. — (ci-dessus n° 239; ci-après n° 278.)
247. 1514. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana detta Valiera*, dai Trojani fino al 1514. — Mss. XVI s. Coll. Cicogna 296, 297, 298. — Archiv. Venet. IV, 76-78. — Cf. Répert. 148. — (ci-dessus n° 237 et ci-après n° 277.)
248. 1514. Chron. Lat. — Spazzarini (Domenico). — *Annales*. Frammenti storici, dal 1504 al 1514 (t). — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. XI, 179.
249. 1516. Chron. Lat. — Cirneo (Pietro). — *Fragmenta historiarum Italianarum*, à 1494 ad 1516. — Mss. Bibl.

- Ambros. Milan. — Archiv. Venet. XI, 180.
250. 1517. Diario. Ital.? — Amaseo (Leonardo e Gregorio). — *Diario* dal 1508 al 1517. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 397. — (ci-après n° 257).
251. 1517. Chron. Ital. — Azzio (Zuane Anton.). — *Annali* dal 1510 al 1517. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 398.
252. 1519. Chron. Ital. — Anonyme. — *Storia veneziana secreta*, secund. parte dal 1513 al 1519. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 412. — (ci-après n° 260).
253. 1521. Diario. Ital. — Michiele (Marc. Anton.). — *Diario* dal 1511 al 1520 (febr. 1521). — Mss. Coll. Cicogna 1022. — Archiv. Venet. IV, 102.
254. 1521. Chron. Ital. — Savina (Lionardo). — *Cronaca Veneziana*, dall'origin. al 1521. — Mss. Bibl. S. Marc, Venise, cl. VII, Ital. 134. — Cf. Répert, 124.
255. 1535. Diario. Ital. — Sanudo (Marino... il giovane). — *Diario* dal 1496 (?) al 1535. — Mss. original 58 vol. au R. archivio generale à Venise. En cours d'impression dep. 1879. — Archiv. Venet. IV, 363, 371. — Cf. Répert. 178.
256. 1540. Chron. Ital. — Longo (Anton.). — *Commentarii della guerra coi Turchi* dal 1537 al 1540, in IV libri. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 415. — Cf. Répert. 130.
257. 1541. Diario. Ital. — Amaseo (Leonardo e Gregorio). — *Diario* Continuazione dal 1517 al 1541. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 377. — (ci-dessus n° 250).
258. 1545. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana detta Barba*, dal 687 al 1545. — Mss. fin. XVI s. Coll. Cicogna 291. — Archiv. Venet. IV, 74.
259. 1547. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana detta Barba* dal 321 al 1547. — Mss. XVII s. Coll. Cicogna 293. — Archiv. Venet. IV, 75. — Cf. Répert. 133.
260. 1550. Chron. Ital. — Anonyme. — *Storia Veneziana secreta*, prim. parte nel 1550. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 411. — (ci-dessus n° 252).
261. 1556. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana detta Venicra* dal 421 (Attila) al 1556. — Mss. XVI s. Coll. Cicogna, 1443. — Archiv. Venet. IV, 112. — Cf. Répert. 102.
262. 1556. Chron. Ital. — Morosini (M. Paolo). — *Cronaca Veneziana* dal 703 (Paolucio) al 1556. — Mss. XVII s. Coll. Cicogna, 2613. — Archiv. Venet. IV, 355. — Cf. Répert. 136.

263. 1556. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dal 422 al 1556. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 405.
264. 1568. Chron. Ital. — Lippomano (Zuane). — *Storia della repubblica veneta* dal 1551 al 1568 in X libri. Inachevé. — Mss. Coll. Cicogna 1010, 1011. Bibl. S. Marc ; Bibl. seminar. patriarch. à Venise. — Archiv. Venet. IV, 100. — Cf. Répert. 140.
265. 1570. Chron. Ital. — Agostino degli Agostini. — *Cronaca di Venezia*, dall origine al 1570. — Mss. 2 vol. XVII s. Coll. Cicogna 2752-2753. — Archiv. Venet. IV, 373. — Cf. Répert. 143.
266. 1570. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dal 1423 al 1570. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 410. — Cf. Répert. 141.
267. 1570. Chron. Ital. — Magno (Stefano). — *Cronaca Veneziana*. Mélanges ne descendant pas au dessous de 1570. — Mss. 6 vol. Bibl. S. Marc, Venise cl. VII 513-518. — Cicogna, Iscrizioni Veneziane V, 227.
268. 1573. Chron. Ital. — Fedeli (Fedele). — *Guerra dei Turchi contro i Veneti per la conquista di Cipro*, dal 1570 al 1573. — Mss. XVII s. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 414.
269. 1588. Annal. Ital. — Michel (Alvise). — *Annali Veneziani* dal 1578 al 1588. — Mss. 2 vol. Coll. Cicogna 1007, 1008. — Archiv. Venet. IV, 100, note 1.
270. 1593. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dal 421 al 1593. — Mss. XVII s. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 413.
271. 1595. Annal. Ital. — Contarini (Francesco). — *Annali delle cose della repubblica di Venezia*, dal 1592 al 1595. — Mss. Coll. Cicogna 1009. — Archiv. Venet. IV, 100.
272. 1607. (?) Mém. Ital. — Anonyme. — *Portamenti della Signoria di Venezia verso la Sta Chiesa*, dalla fondazione. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Impr. Mirandola, 1607. — Archiv. Venet. X, 414.
273. 1612. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana*. Continuazione del Caroldo, dal 1414 al 1612 ? — Archiv. Venet. X, 418. — Cf. Répert. 49. (ci-dessus n° 222.)
274. 1616. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* fino al 1616. — Mss. XVII s. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 418.
275. 1618. Chron. Ital. — Anonyme. — *La congiura di Bedmar*. Tra-

- duction de l'ouvrage français de Saint-Réal. — Mss. XVII s. bibl. Ambros. Milan. — Impr. à Cologne 1661. — Archiv. Venet. X, 420.
276. 1621. Chron. Ital. — Sivos (Gian Carlo). — *Cronaca o vite di tutti i Dozi di Venezia* fino al 1621, e famiglie nobili. — Mss. 5 vol. coll. Cicogna 2614 à 2617 et 2881. — Archiv. Venet. IV, 359 et 376. — Cf. Répert. 166.
277. 1629. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* dal 1514 al 1629. Addition à la Cronaca Valiera. — Mss. XVIII s. coll. Cicogna 298. — Archiv. Venet. IV, 77. — Cf. Répert. 86, 148. — (ci-dessus n° 237, 247).
278. 1646. Chron. Ital. — Anonyme. — *Sommarii di storia Veneziana*. 1646. Addition aux Sommarii de Marino Sanudo (ci-dessus n° 239, 246). — Mss. Coll. Cicogna 2619. — Archiv. Venet. IV, 362.
279. 1716. Journ. franç. — Anonyme. — *Journal* de l'an 1716. Siège de Corfou. — Mss. Coll. Cicogna 2581. — Archiv. Venet. IV, 338.
280. 1752. Chron. Ital. — Molin (Benedetto) — *Cronaca Veneziana* dal 421 al 1752. 10 tomes en 2 vol. — Mss. Coll. Cicogna 2620-2621 et 1468. — Archiv. Venet. 363 et 365.
281. 1849. Chron. Ital. — Zennari (Jacopo). — *Cronaca del segretario Jacopo Zennari*, 1849. — Archiv. Venet. t. IX, p. cxxxiv.
282. s. d. Chron. Ital. — Sanudo (Marino...il giovane). — *Miscellanea di Cronaca Veneziana*. — Mss. XVI s. Copie de Giovanni Tiepolo. Coll. Cicogna 920, 921. — Archiv. Venet. IV, 92-96. — Cf. Répert. 178 — (ci-dessus n° 238).
283. s. d. Chron. Ital. — Dolfino Barone padre (Giorgio). — *Cronaca Vecchia* — perdu. — Archiv. Venet. IV, 353.
284. s. d. Chron. Ital. — Dalle Lanze (Gerardo). — *Cronaca Barbara* (?) — Archiv. Venet. IV, 354.
285. s. d. Chron. Ital.? — Corato (Anton. de Matteo di...). — *Corona Venetorum* in XXII capitoli. — Mss. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 409. — (ci-dessus n° 211, 232, 240).
286. s. d. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana*. — Une page dans un vol. mss. XV et XVI s. de mélanges. Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. X, 406.
287. s. d. Chron. Lat. — Spazzarini (Domenico) — *De gestis Venetorum*, etc. — Mss. Bibl. nat. Paris ; Bibl. Ambros. Milan. — Archiv. Venet. XI, 179.
288. s. d. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca Veneziana* publ. da

Fortunato Olano, nella storia della venuta del papa Alessandro III. — Arch. Venet. XXI, 183.

289. s. d. Chron. Ital. — Anonyme. — *Cronaca di Venezia*. — Mss. Bibl. Colombiana à Sevilla 7. V, 20. Ch. s. XV. (Renseignement fourni par M. le comte Riant).
290. s. d. Chron. Ital. — Sanudo (Marino). — *La Cronichetta* publiée Rinaldo Fulin 1880, in occasione di nozze. (Renseignement fourni par M. Desimoni).

IV.

CHRONIQUEURS ET CHRONIQUES

SIGNALÉS DANS LE RÉPERTOIRE ET SON SUPPLÉMENT.

Agostini (Agostino degli.) n. 143, 265. — Altinatense (Chron.) n. 17, 26. — Amaseo (Leonardo e Gregorio) n. 250, 257. — Amulia (Cron.) n. 192. — Anonymes (Chron.) passim, très nombreuses. — Ariano (Babaro) n. 71, 78. — Azzio (Zuane Anton.) n. 251.

Balbi (Cron. dei) n. 103, 135. — Barba (Cron.) n. 258, 259. — Barbaro (Anton.) n. 177. — Barbaro (Daniele) n. 114, 121. — Barbaro (Marco) n. 139, 175. — Barozzi (Lorenzo) n. 2. — Bembo (Giovani) n. 58. — Bembo (Pietro) n. 120. — Biondo (Flavio) n. 93. — Bolani (Domenico) n. 105. — Bonaccorsi (Blasio) n. 179. — Bonincontro n. 33. — Borghi (Luigi) n. 128. — Buranella (Cron.) n. 196.

Canale (Martino da) n. 20. — Caresini (Rafaello dei) n. 52, 218. — Caroldo (Giov. Jac.) n. 49, 137, 216, 221, 222, 273. — Cegia (Alessandro) n. 149. — Celso (Jacopo) n. 98, 99. — Cippico (Coriolano) n. 97. — Cirneo (Pietro) n. 236, 249. — Contareno (Donato) n. 72. — Contareno (Francesco) n. 89. — Contarini (Francesco) n. 271. — Contarini (Luigi) n. 142. — Contarini (Nicolo) n. 154. — Corato (Anton. di Matteo di) n. 211, 232, 240, 285. — Cornaro (Andrea) n. 161. — Cornelia ou Cornera (Cron.) n. 63, 195.

Dalle Lanze (Gerardo) n. 284. — Dandolo (Andrea) n. 22, 23, 29, 32, 52, 205, 206. — Dandolo (Enrico) n. 43, 214. — Diedo (Jacopo), n. 176. — Doglione dal Rizzo (Gian. Nicolo) n. 152. — Dolfino Barone (Giorgio) n. 283. — Dolfino Barone (Pietro) n. 61, 224. — Dolfino Camaldolese (Pietro) n. 235. — Domenichi (Filippo dei) n. 56. — Donato (Anton.) n. 95, 102. — Donato (Tommaso) n. 46, 106.

Eccelsa (Cron.) n. 190.

Fedeli (Fedele) n. 268. — Ferro (Cron. di) n. 102, 124. — Fortunato, n. 9. — Foscara (Cron.) n. 80. — Foscarini (Michele) n. 172.

Garzoni (Pietro) n. 174. — Giorgi (Bernardo) n. 132. — Girolamo n. 151. — Giuliano da Castello (Egidio di.) n. 131. — Giustiniani (Bernardo) n. 3. — Giustiniani (Pancrazio) n. 91. — Giustiniano (Pietro) n. 146. — Giustiniano Tommasino (Pietro di.) n. 219. — Gradenigo (Anselmo) n. 123. — Gradense (Chron.) n. 1, 6.

Johannes Diaconus n. 5, 199.

Lio (Roberto) n. 137. — Lippomano (Zuane) n. 264. — Lombardo (Pietro Gui) n. 27. — Longo (Anton.) n. 180, 256. — Longo (Francesco) n. 110. — Longo (Nicolo) n. 144. — Loredano (Pietro) n. 62.

Magno (Cron. del) n. 180. — Magno (Stefano) n. 242, 267. — Malatesta (Giuseppe) n. 155. — Malipiero (Domenico) n. 110. — Marcello (Pietro) n. 118. — Marcus, n. 18. — Michel (Alvise) n. 269. — Michiele (Marc. Anton.) n. 253. — Mocenigo (Andrea) n. 122. — Molin (Benedetto) n. 280. — Monaci (Lorenzo dei) n. 35. — Morosini (Andrea) n. 24, 163, 234. — Morosini (Anton.) n. 73, 225. — Morosini (M. Paolo) n. 262. — Muazzo (Gio. Anton.) n. 180, 193, 194.

Nani (Battista) n. 171. — Navagera (Cron.) n. 109, 117. — Nobile (Cron. detta la..) n. 191.

Pajello (Guillelmo) n. 45. — Pallas (Cron. detta) n. 41. — Paruta (Paolo) n. 134, 145. — Piacentino (Giacomo) n. 208. — Pomponio Emigliano Milanese, n. 165. — Porcello, n. 88. — Priuli (Anton.) n. 164, 168. — Priuli (Girolamo) n. 119, 244.

Rannusio (Paolo) n. 14. — Ravignani (Benintendi dei) n. 4. — Rosso (Cron. del) n. 36. — Rota (Cron. di Z. Anton.) n. 193. — Rubei n. 212.

Sabellico (Marc. Anton.) n. 104. — Saint-Réal, n. 275. — Sanudo (Marino) n. 107, 108, 116, 178, 233, 234, 238, 239, 240, 241, 246, 255, 278, 282, 290. — Savina (Lionardo) n. 124, 254. — Sivos (Gian. Carlo) n. 166, 276. — Spazzarini (Domenico) n. 248, 287.

Tiepolo, n. 206, 219. — Tiepolo (Giovani) n. 190, 191, 192, 282. — Travigiana (Cron.) n. 41.

Valiera (Cron.) n. 237, 247, 277. — Valiero (Agostino) n. 148. — Venetum (Chron.) n. 5, 7, 199. — Veniera (Cron.) n. 102, 261. — Veri (Gian. Battista) n. 169.

Zancarolo (Gasparo) n. 86, 210. — Zane (Cron. detta) n. 194. — Zennari (Jacopo) n. 281. — Zeno abb. di San Nicolo al Lido, n. 10. — Zilioli (Andrea) n. 127.

AUG. PROST.

MÉLANGES.

I.

KITTIM

ÉTUDE D'ETHNOGRAPHIE BIBLIQUE.

Le nom de *Kittim*, donné dans le chapitre X de la Genèse comme celui d'un des fils de Yâvân, ne soulève plus aucune difficulté ni aucune divergence parmi les interprètes depuis que dans l'inscription bilingue, gréco-phénicienne, appelée Seconde Athénienne ¹, on en a trouvé le singulier, *Kittî*, traduit par le grec Κίτιος; et désignant un habitant de Cition ². La cité elle-même était désignée par le nom de *Kittî*, par exemple dans le titre *melek Kittî vIdail*, « roi de Cition et d'Idalion, » si multiplié dans l'épigraphie phénicienne de Chypre ³. L'importante ville de Cition est constamment représentée par la tradition antique comme une colonie des Phéniciens ⁴. Elle fut leur plus ancien et leur plus considérable établissement dans l'île de Chypre, le chef-lieu de la domination qu'ils y possédèrent et le foyer de leur influence. A la fin du VIII^e siècle avant Jésus-Christ, elle dépendait encore politiquement de Çôr (Tyr), et les fragments de Ménandre ⁵ parlent de la révolte, bientôt réprimée, des Cittiens, Κίττιοι, contre les Tyriens sous le règne d'Elouli, peu avant le siège de Çôr par l'Assyrien Scharrou-kinou. Cette condition politique de la ville expli-

¹ *Corp. inscr. græc.*, n. 859; Gesenius, *Monum. phœn.*, pl. X, n. VII; Schröder, *Phœnizische Sprache*, pl. VII, n. 4, p. 235, n. XII, 2.

² Cf. encore *Corp. inscr. semitic.*, t. I, n. 93.

³ *Corp. inscr. semitic.*, t. I, nos 10, 11, 14, 90, 91 et 92.

⁴ Cicer., *De fin.*, IV, 20; Diogen. Laërt., VII, *Zen.*, 1.

⁵ *Ap. Joseph.*, *Ant. Jud.*, IX, 14, 12.

que un fait que l'on a déjà remarqué ¹, et qui ne pouvait manquer de frapper l'attention : l'omission du nom de Cition dans les listes assyriennes des rois de Cypre tributaires d'Asschour-a'h-iddina. Elle ne pouvait pas, en effet, y figurer, puisqu'elle n'avait pas son roi propre et relevait, au contraire, de celui de Çôr ². En revanche, dès la fin du xiv^e siècle avant Jésus-Christ ou le commencement du xiii^e, le nom de *Kithian* se trouve dans la liste des villes de Cypre et du littoral voisin de l'Asie Mineure, conquises par la flotte du pharaon Râ-mes-sou III ³. Plus tard, sous les Achéménides, Cition eut des rois particuliers et indépendants ; mais ces rois, qui s'appellent 'Azba'al, Ba'almaich, 'Abd'hemôn, Malchyathôn, Poumyathôn, sont purement phéniciens ; les légendes de leurs monnaies ⁴ et leurs inscriptions sont exclusivement rédigées en phénicien. La riche épigraphie phénicienne de Cition atteste que jusqu'à Alexandre le Grand, et même après, au moins sous les premiers Ptolémées ⁵, cette cité demeura foncièrement kénânéenne de langue et de population.

Cition étant ainsi le grand entrepôt du commerce des Phéniciens en Cypre, le chef-lieu de leur puissance dans cette contrée, il est tout naturel qu'ils en aient étendu le nom à l'île entière, qu'ils aient appelé Kittim non seulement leurs colons de Citium, mais la population cyprïote indigène. C'est ce qui nous est attesté par Josèphe ⁶ et saint Épiphane ⁷, et ce que confirment certains passages bibliques. Formels en particulier sont ceux de l'oracle de Is., XXIII, contre Çôr, oracle qu'on ne saurait refuser au véritable Yescha'yâhou ⁸, car il a trait certainement à des événements contemporains de ce prophète. Il raconte en termes poétiques la prise de Çôr par Scharrou-kinou ⁹ ; mais il y est postérieur et écrit seulement au moment de la campagne de Sin-a' hê-irba contre le roi de Çidôn, en 701. C'est ce qui res-

¹ E. Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 80 ; Friedr. Delitzsch, *Wo lag das Paradies*, p. 293.

² C'est ce qu'a très bien vu M. E. Schrader, *ouvr. cit.*, p. 245.

³ Duemichen, *Historische Inschriften altägyptischer Denkmäler*, pl. XII ; Birch, *Records of the past*, t. VI, p. 20 ; Brugsch, *History of Egypt under the Pharaohs*, t. II, p. 152.

⁴ M. de Vogüé, *Monnaies des rois phéniciens de Citium*, dans la *Revue Numismatique*, 1867.

⁵ Voy. principalement *Corp. inscr. semitic.*, t. I, n. 93 et 94.

⁶ *Ant. Jud.*, I, 6, 1.

⁷ *Adv. hæres.*, I, 5.

⁸ Voy. De Wette-Schrader, *Einleitung in 's Alte Testament*, t. VIII, 1^{re} partie, p. 257 ; E. Schrader, *Die Keilinschriften und das Alte Testament*, p. 268 et suiv.

⁹ Tous les détails du texte s'y appliquent avec certitude. Il n'y a qu'une difficulté : c'est la mention des *Kasdim* au v. 19. Mais Ewald a montré

sort de la façon la plus formelle des deux passages où les Kittim y sont nommés. Le premier est au v. 1 :

« Chant sur Çôr.

Lamentez-vous, vaisseaux de Tarschisch !

Car elle est détruite : plus de maison où entrer !

C'est de la terre de Kittim que cela s'est manifesté à eux. »

« Elulaios (Elulî), roi de Tyr, dit le fragment de Ménandre rapporté par Josèphe ¹, soumit avec sa flotte les Cittéens (Kittim) qui s'étaient révoltés. Le roi d'Assyrie, ayant envoyé vers eux (ἐπὶ τοῦ-τους πέμψας), parcourut toute la Phénicie en faisant la guerre, et ne se retira que la paix conclue avec tous. Sidon, Acê, Palaetyr et beaucoup de villes se détachèrent des Tyriens, en se donnant d'elles-mêmes au roi des Assyriens. Mais les Tyriens n'ayant pas voulu se soumettre, le roi revint contre eux après que les Phéniciens lui eurent fourni une flotte de soixante gros navires et de quatre-vingts barques à voiles. Les Tyriens les attaquèrent avec douze gros navires seulement, dispersèrent les vaisseaux ennemis et firent environ cinq cents prisonniers, d'où une grande gloire revint à Tyr. Alors, en retournant dans son pays le roi d'Assyrie laissa des postes de garde aux fleuves et aux aqueducs pour empêcher les Tyriens d'y puiser de l'eau. Ceux-ci tinrent cinq ans entiers contre ce blocus, en buvant l'eau de puits qu'ils avaient creusés dans leur île. »

Ainsi, d'après les annales tyriennes indigènes, que traduisait Ménandre, c'étaient les affaires du pays de Kittim ou de Cypre qui avaient servi de prétexte à l'attaque de Scharrou-kinou contre Çôr et la Phénicie. Ceci explique complètement les expressions de Yescha'yâhou et leur donne un caractère singulièrement précis et topique, d'autant plus que les φύλακες posés aux fleuves et aux fontaines correspondent avec non moins de précision aux *ba'hinim* ou *ba'hinim* qu'Asschour établit contre Çôr et dont il est question au v. 13. Ceci se justifie en outre par la façon dont Scharrou-kinou, la Phénicie une fois subjuguée, mit la main sur Cypre, élevant à Citium même, dans la colonie tyrienne la stèle triomphale que possède le

qu'il y avait là une faute de copiste et qu'il fallait corriger *Kena'anîm* (voy. aussi E. Schrader, *Die Keilinschriften und das Alte Testament*, p. 269), ce qui donne un sens bien meilleur et plus vraisemblable.

« Vois les Kenanéens, ce peuple est devenu rien ;

Asschour l'a assigné aux habitants du désert ;

• Il y établit des postes fortifiés, il dévaste les palais,

Il en fait une ruine. »

¹ *Antig. Jud.*, IX, 14, 2.

musée de Berlin ¹, et finissant même par recevoir la soumission et le tribut des rois indigènes de la portion de l'île avec laquelle les Assyriens n'avaient eu jusqu'alors aucun rapport ².

Le second passage, celui qui détermine d'une manière absolue la date que nous avons indiquée, est au v. 12 :

« Tu ne te livreras plus à la joie,
Vierge violée, fille de Çidôn.
Lève-toi, passe chez les Kittim ?
Même là, il n'y aura pas de repos pour toi. »

Le commentaire direct s'en trouve, en effet, dans ces paroles de Sin-a'hè-irba ³ : « Dans ma sixième campagne j'allai en Syrie. Louli (*Elûli*), roi de Çidôn, la crainte de la splendeur terrible de ma seigneurie l'entraîna, et du milieu de la Phénicie il s'enfuit vers Cypre, qui est au milieu de la mer ⁴, et je pris son pays. Je fis asservir Touba'al (Ithôba'al) sur le trône de la royauté; et je lui imposai le tribut de ma domination ⁵. »

¹ Voy. E. Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 245 et suiv.

² Inscription des taureaux de Khorsabad, l. 36 et suiv. : Botta, *Monument de Ninive*, Inscriptions, pl. XLI ; Oppert, *Inscriptions de Dour-Sarkayan*, p. 4 et suiv. ; voy. E. Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 243 et suiv. ; Friedr. Delitzsch. *Wo lag das Paradies*, p. 292.

³ Inscription des taureaux de Kouyoundjik, l. 18 et 19 : *Cuneif. inscr. of West. Asia*, t. III, pl. 12.

Comparez : 1^o Inscription de Nabi-Younès, l. 13 et 14 : *Cuneif. inscr. of West. Asia*, t. I, pl. 43 ; G. Smith, *Sennachérib*, p. 68.

2^o Prisme dit de Taylor, col. 2, l. 34-46 : *Cuneif. inscr. of West. Asia*, t. I, pl. 38 ; G. Smith, *Sennachérib*, p. 53 et suiv.

3^o Autre inscription des taureaux de Kouyoundjik, l. 17-20 : G. Smith, *Sennachérib*, p. 67 et suiv.

⁴ Cet exode des Sidoniens vers Cypre, avec leurs familles, est représenté dans un bas-relief de Kouyoundjik : Layard, *Monuments of Nineveh, first series*, pl. LXXIV.

⁵ *Ina salsi girriya ana mat 'Hatti allik. Luli sar Çidunni pulu'hti melamme belutiya is'hupsu ma ultu qirib mat A'harri ana mat Yânana sa qabal tamtim innabit ma matasu emid. Tuba'lu ina kussi sarrutisu usesib ma mandattu belutiya ukin çirussu.*

Dans G. Smith, *Sennacherib*, p. 67 et suiv., le texte porte : « *Luli sar Çidunni edura t'ahazi. ana Yânana sa qirib tamtim innabit ma i'huz markitum ina matimma suatu. ina surubat kakki Assur beliya emid matasu. Tuba'lu ina kussi sarrutisu usesib ma mandattu belutiya ukin çirussu.* » Et Louli, roi de Çidôn, craignit mon attaque. Il s'enfuit vers Cypre, qui est au milieu de la mer, et il chercha un refuge dans ce pays. Je fis asseoir Touba'al sur le trône de sa royauté, et je lui imposai le tribut de ma domination. »

Un peu plus tard, dans *Jerem.*, II, 10, et dans *Ezech.*, XXVII, 6, nous trouvons l'expression *iyé Kittim*. Dans le premier exemple, ces îles sont opposées à Qêdâr comme deux pays lointains situés dans deux directions contraires. Le second est offert par un passage très difficile, où la ponctuation massorétique est certainement fautive. A la place de *qarschêch 'asû-schên bath-Aschurîm méiyé Kittim*, qui ne donne aucun sens raisonnable, il faut, avec Bochart ¹, corriger *qarschêch 'asû schên bithâschûrîm méiyé Kittim*, « ils ont fait tes bancs de rameurs en ivoire incrusté dans le cyprès ² des îles de Kittim ³. » L'emploi du pluriel semble indiquer que dans la pensée des prophètes il s'agit de plusieurs îles, et non pas d'une seule, bien que l'expression ne soit pas absolument formelle à cet égard, puisqu'on pourrait aussi traduire « les plages de Kittim. » Mais Josèphe ⁴ nous dit que le terme de *Kittim* s'était appliqué à toutes les îles de l'Archipel, et saint Épiphane ⁵ comprend au moins Rhodes avec Cypre sous cette désignation.

Dans les livres les plus récents de l'Ancien Testament, le sens du nom de Kittim s'étend encore, ou plutôt se déplace. Il s'applique à la Macédoine, ce à quoi a peut-être contribué l'existence d'une ville de Cition dans le voisinage de la cité royale de Pella ⁶. I Macchab., I, 1, fait venir Alexandre le Grand ἐκ τῆς γῆς Χερραιῶν, et I Macchab., VIII, 5, qualifie Persée, roi de Macédoine, de Κιττιέων βασιλεύς. Georges le Syncelle ⁷ a emprunté à Eusèbe l'interprétation du Kittim de *Genes.* X, 2, conformément à ces passages. D'autres en font un nom générique de la Grèce. Ainsi le Talmud de Jérusalem ⁸ et le Targoum du pseudo-Jonathan sur la *Genèse* traduisent *Kittim* par *Achayah*, qu'il faut entendre comme la province romaine d'Achaïe. Bar-Bahloul, dans son Dictionnaire géographique, dit que « Chethim, associé dans le Pentateuque à Rodanim, est Er-Roum (la Grèce), Çiqélyah (la Sicile), Abriq (l'Afrique romaine ?) et les pays analogues. Pour d'autres c'est Achayâ (la province d'Achaïe) ou Maqedônyê

¹ *Phaleg.*, I, III, c. v ; p. 158 de l'édition de Leyde, 1712.

² Le *Cupressus fastigiata*, indigène de la Grèce et de ses îles. Endlicher, *Synopsis coniferarum*, p. 36 et suiv.

³ Voy. R. Smend, *Der prophet Ezechiel*, p. 196.

⁴ *Antiq. Jud.*, I, 6, 1.

⁵ *Adv. haeres.*, I, 25.

⁶ T. Liv., XLVIII, 51 ; voy. Leake, *Travels in Northern Greece*, t. III, p. 283 et 447.

⁷ P. 49.

⁸ *Megillah*, I, fol. 11. Le texte imprimé porte *Abayah*, faute évidente pour *Achayah*, que nous trouvons exactement dans le Targoum du pseudo-Jonathan. C'est à tort que M. Rappoport (*Erech Millin*, p. 3) voudrait y retrouver le nom de l'Eubée.

(la Macédoine). » Dans le Lexique syriaque-arabe de Adier, *Kitoyô* est expliqué *Yûnany*, « grec ancien et païen, » *Rûmy*, « grec byzantin et chrétien, » et *Maqdûny*, « macédonien ¹. »

Deux passages bibliques ont encore produit une autre interprétation du nom de Kittîm.

Dans *Dan.*, XI, 29-30, en parlant d'Antiochos Épiphane, il est dit :

« Au temps fixé, il reviendra et marchera contre le midi ; mais cette dernière fois les choses ne se passeront pas comme la première.

« Des vaisseaux de Kittîm viendront contre lui ; découragé, il rebrousse. »

Pas un doute sur le sens de ce passage. Tous les interprètes sont d'accord pour y reconnaître, ce qui est en effet incontestable, la guerre d'Antiochos contre Ptolémée Philométor, ses succès et l'ambassade menaçante de M. Popilius Lænas, qui vint au nom du Sénat de Rome, appuyé d'une flotte, l'obliger à rentrer dans ses États au moment où il allait s'emparer d'Alexandrie ². Il était donc tout naturel de traduire, comme a fait saint Jérôme, *çiyîm Kittîm* par *trieres et Romani*. De là l'idée que Kittîm est une désignation de Rome et de l'Italie. Le Midrasch *Berêschith rābbā*, le Targoum de Jérusalem sur *Genes.*, X, 4, et celui des *Chroniques*, sur I, I, 7, expliquent donc le nom de Kittîm, entre les fils de Yâvân, par *Italyâ* ou *Italyah*. Dans *Ézech.*, XXVII, 6, saint Jérôme rend *iyê Kittîm* en *insula Italiæ*, et le Targoum en *medinath Apûlya*, « la province d'Apulie. » L'explication de Kittîm par les Latins et les Romains a été aussi recueillie par le Syncelle ³, l'auteur de la *Chronique Pascale* ⁴, et Snidas ⁵, chez les Grecs. Elle a été adoptée par la plupart des exégètes juifs du moyen-âge, comme par Yôsêph ben-Gôriôn ⁶. Parmi les modernes, Bochart ⁷, et Vitringa ⁸ l'ont seuls défendue, appliquée ailleurs qu'à *Dan.*, XI, 30.

¹ Cf. S. Ephrem, *Op. syr.*, t. I, p. 261 ; t. II, p. 229.

² Polyb., XXIX, 11 ; Appian., *Syriac.*, 66 ; T. Liv., XLV, 11-13 ; saint Hieronym., *Comment. in Daniel.*, XI, 21-30.

³ P. 49.

⁴ T. I, p. 47, édit. de Bonn. Les copistes de ses manuscrits ont transformé *Kîrîoi* en *Pôdiot*.

⁵ V. *Λατινοι*. La donnée, chez ces trois écrivains, paraît provenir originellement de Julius Africanus.

⁶ I, 1, et VI, 47, p. 7, 9 et 819, ed. Breithaupt. Il est vrai que, dans deux autres endroits (V, 1 et 18, p. 359 et 420), il adopte l'explication par la Macédoine.

⁷ *Phaleg*, l. III, c. v, p. 157 et suiv. de l'édition de Leyde, 1712.

⁸ *Comment. in libr. prophet. Isaïæ*, sur xxviii, 1.

Les interprétations que nous venons de relever ont découlé tout naturellement du texte de Dâniël. Pourtant je suis loin d'être convaincu, pour ma part, que telle ait été la pensée de l'auteur en employant ici le nom de *Kittim*. Ses commentateurs n'ont pas suffisamment fait attention à cette circonstance que, d'après Polybe ¹ et Tite-Live ², la sanction des menaces de Popilius Lænas au roi Antiochos fut que la flotte romaine, qui le convoyait, se porta immédiatement sur Cypre, le pays des Kittim au sens propre, pour y obliger à la retraite, au besoin par la force, la flotte syrienne, qui venait de battre les vaisseaux de Ptolémée. L'écrivain biblique a donc pu parfaitement en employant l'expression de *qiytm Kittim* de la même manière que celle de *aniyôth Tarschisch*, qui revient si souvent dans les livres plus anciens pour désigner des vaisseaux qui font la navigation de Tarschisch, avoir en vue cette flotte et son mouvement décisif sur Cypre, dans le verset qui a ensuite donné lieu d'entendre *Kittim* comme le nom des Romains.

La fameuse prophétie messianique de Bilé 'âm, se termine par ces mots :

« Des vaisseaux venus du côté de Kittim
vexeront Asschoûr, vexeront 'Éber.
et lui aussi est voué à la ruine ³. »

Ici encore on a généralement admis, chez les interprètes postérieurs au grand développement de la puissance romaine ⁴, que Kittim désignait l'Italie. Ainsi saint Jérôme traduit : *Venient in trieribus de Italia, superabunt Assyrios, vastabuntque Hebræos* ⁵, et *ad extremum ipsi peribunt*. Le Targoum rend *miyad Kittim* par *mi Rômânê*, en quoi il est suivi par la version arabe qui porte *min er-Rûmânîn*. Les deux Targoumim du pseudo-Jonathan et de Jérusalem paraphrasent le passage en termes presque identiques. Voici ceux du pseudo-Jonathan : « De grandes armées seront envoyées de la Lambarnyâ ⁶

¹ xxix, 11.

² xlv, 13.

³ Num., xxiv, 24.

⁴ Les Septante ne connaissaient pas encore cette interprétation et traduisent *miyad Kittim* en ἐκ χειρῶν Κιτταίων.

⁵ La traduction est ici fautive. 'Éber, en cet endroit, ne désigne pas les Hébreux, mais manifestement le pays d'où ils sont sortis, le 'éber hannâhâr (Jos., xxiv, 2, 3, 14 et 15 ; II Sam., x, 16 ; I Chron., xix, 16 ; I Reg., xiv, 15) le pays d'au-delà de l'Euphrate par rapport à Yisraël, c'est-à-dire la Mésopotamie (voy. Knobel, *Die Völkertafel*, p. 169 et 177).

⁶ Il faut corriger *Lambardyâ*, « la Lombardie, » car Sa'adiah, ici et dans *Dan.*, xl, 30, entend *Lôngôbardiyim*.

et de la terre d'Italyâ¹, se réuniront avec les légions venant de Qôstantinâ² et tourmenteront les Assyriens. Les uns et les autres sont destinés à tomber sous la puissance du Messie et condamnés à une servitude perpétuelle. » On ne peut naturellement pas prendre ces paraphrases, qui portent en elles-mêmes le cachet de leur basse époque, pour une interprétation sérieuse du sens réel du texte. Elles sont intéressantes seulement pour montrer comment, à partir d'une certaine date, on y entendit *Kittim* comme une désignation de l'Italie.

En réalité, la prophétie sur les vaisseaux venus du côté de Kittim n'a pas plus trait à la période messianique, annoncée par le même Biléâm dans *Num.*, XXIV, 16-18, que la destruction de Amâlêq (v. 20) et la captivité du Qênî sous les Assyriens (v. 22). Quelques-uns y ont cherché³ une allusion à la victoire de la flotte tyrienne d'Elouli sur celle du roi d'Assyrie, mentionnée dans le fragment de Ménandre que nous avons rapporté tout à l'heure. D'autres⁴ se réfèrent à l'extrait de Bérose par Alexandre Polyhistor⁵ sur un conflit des Grecs et des Assyriens en Cilicie, sous Sin-a'hé-irba. S'il s'agit d'un fait de cette date, il vaudrait mieux, d'après les connaissances fournies aujourd'hui par les documents cunéiformes, penser d'une manière générale à ces pirateries grecques auxquelles Scharroukinou dit avoir mis fin, en rendant par là le repos à Qouê et à Côr.

Mais le verset se rapporte-t-il bien à la période proprement assyrienne ? Il me semble qu'on pourrait plutôt y chercher une allusion à des événements du règne de Nabou-koudourri-ouçour, beaucoup plus importants que ceux que nous venons de rappeler, beaucoup plus dignes d'être mentionnés dans la prophétie, et qui cadrent infiniment mieux avec ses termes, avec la façon dont il est dit que les vaisseaux venus de Kittim vexeront seulement, *'inû*, Asschoûr, c'est-à-dire lui feront un mal passager⁶, tandis que pour celui qui

¹ Le Targaum de Jérusalem substitue à ceci : « Seront envoyées du midi (*min dârimâé*, il y a probablement ici une faute pour *min Rûmâé*, « de chez les Romains dans des liburnes, de la grande province (*min medinthâ rabbâ*). »

² Constantinople.

³ Knobel, *Die Buecher Numeri, Deuteronomium und Josua*, p. 148.

⁴ Niebuhr, *Klein. hist. und philol. Schriften*, t. I, p. 202 et suiv.; Hitzig, *Begriff der Kritik*, p. 54 et suiv.

⁵ Ap. Euseb., *Chron. armen.*, p. 19, ed. Mai.

⁶ C'est le sens propre du verbe *'ânâh*. *Genes.*, XXXI, 50, l'emploie parlant de l'outrage que Ya'aqôb ferait aux filles de Lâbân s'il épousait d'autres femmes; *Deuteron.*, VIII, 2, 3 et 16, à propos des souffrances que le peuple de Yisraël a supportées comme épreuves dans le désert : *Jos.*, XVI, 6 et 19, lui fait rendre l'idée de la façon dont la force de Schimschôn est abattue, déprimée temporairement dans ses liens. Citons enfin I *Reg.*, XI, 39 : « J'affligerai (*ô'annéh*) la race de David à cause de cela, mais non pas pour toujours. »

les envoie, c'est la perte complète à laquelle il est destiné, *'adê ôbêd*. La mention d'Asschoûr n'est pas là contre une objection décisive. Dans plusieurs endroits de la Bible, postérieurement à la ruine de Ninive et à la destruction de l'empire assyrien, ce nom est pris par catachrèse pour désigner l'empire chaldéo-babylonien qui lui avait succédé ¹. Même dans *Esdr.*, VI, 22, le roi de Perse Dâreyâvêsch (Dârayavous) est appelé *mêlêch Asschûr*, comme traduction du titre de *šar Babilî* que les Achéménides prenaient à Babylone et dans les provinces qui en avaient dépendu.

Les événements dont je veux parler sont ceux de la guerre phénicienne du roi d'Égypte Ouâ'h-ab-Râ contre Nabon-koudourri-ouçour. « Apriès (Ouâ'h-ab-Râ), dit Hérodote ², fut pendant son règne de vingt-cinq ans plus heureux que ses prédécesseurs ; il fit contre Sidon une expédition qui réussit, et gagna une bataille navale sur le roi de Tyr. » Diodore de Sicile ³ est plus développé et plus explicite : « Apriès régna vingt-deux ans. Il attaqua Cypre et la Phénicie avec de grandes forces de terre et de mer, prit Sidon de vive force, et par la terreur que répandit cet exploit força les autres villes phéniciennes à la soumission. Il avait vaincu en un grand combat naval les Phéniciens et les Cypriens dans les eaux de leur île, et il revint en Égypte avec un immense butin. » Ses vaisseaux, quand ils parurent devant Cidon, venaient donc *miyad Kittim*, et ils vexaient, déprimaient le Babylonien en lui enlevant temporairement une de ses plus riches provinces. On sait aujourd'hui, par les vestiges qui en ont été recueillis, que la conquête de la Phénicie par Ouâ'h-ab-Râ fut assez effective et assez prolongée pour que des monuments égyptiens, décorés d'inscriptions hiéroglyphiques avec le cartouche du roi, y aient alors été élevés ⁴. Mais une perdition prochaine était bien réservée au roi d'Égypte, et il allait bientôt expier ses succès par une catastrophe tragique. Nombreuses sont les prophéties de Yirmeyâhou et de Ye'hezqél qui, après la chute de Yerouschâlaïm et celle de Çôr, annoncent que le pharaon 'Hophra' (Ouâ'h-ab-Râ) aura le même sort, finira par succomber à son tour sous les coups du terrible conquérant baby-

¹ *Jerem.*, II, 18 ; *Thren.*, V. 6. Je n'ajoute pas *Reg.*, XXIII, 29, car il est très possible que ce soit contre les Assyriens proprement dits qu'ait marché d'abord le pharaon Néko, et que la révolution qui leur substitua les Chaldéens de Babylone ait eu lieu dans l'intervalle entre sa première expédition jusqu'à l'Euphrate et la bataille de Qirgémisch, où ce fut Nabou-koudourri-ouçour qu'il eut pour adversaire : *Jerem.*, XLVI, 2 ; *Joseph.*, *Antiq. Jud.*, X, 7, 1 ; X, 11, 1 (extrait de Bérosee).

² II, 161.

³ I, 68.

⁴ Voy. E. de Rougé, *Rev. archéolog.*, nouv. sér., t. VII, p. 193 et suiv. ; E. Renan, *Mission de Phénicie*, p. 26 et suiv., 178 et suiv.

lonien et par y trouver la mort. Pourtant, quand Hérodote ¹ et Diodore ² racontent le détronement et le meurtre d'Apriès, ils l'attribuent uniquement à une révolte de la caste militaire égyptienne, soulevée contre le roi à cause de la faveur qu'il témoignait aux mercenaires grecs et cariens, et à cause du désastre de l'armée qu'il avait envoyée contre Cyrène. Il est vrai que Josèphe ³ raconte les faits tout différemment. D'après lui, Nabou-koudourri-ouçour serait descendu en Égypte, y aurait battu et tué le roi, son ennemi, et en aurait installé un autre à sa place. Ce récit a rencontré jusqu'ici la plus grande incrédulité parmi les critiques. Ils ont pensé que Josèphe avait, sans bonne foi, arrangé les événements à sa fantaisie pour y trouver l'accomplissement de prophéties qui, en effet, ne s'étaient pas réalisées ⁴. Les fragments récemment découverts des annales originales de Nabou-koudourri-ouçour ⁵ montrent, au contraire, que c'est l'historien juif qui a raconté cette révolution le plus exactement, et que les Égyptiens, à qui les Grecs ont emprunté leur récit, y supprimaient par vanité nationale l'intervention des Chaldéens. Nabou-koudourri-ouçour vint très réellement en Égypte pour y détrôner Ouah-ab-Râ, en 572 avant J.-C., et si une insurrection de l'armée égyptienne contribua à sa chute et à sa mort, elle aida les Chaldéens, elle fut fomentée et soutenue par eux. Il y a plus : Nabou-koudourri-ouçour envahit de nouveau l'Égypte quatre ans après, en 568, cette fois en faisant la guerre à Aah-mès (l'Amasis des Grecs), sans doute pour le châtier d'avoir fait la conquête de Cypré ⁶. Il le battit et le força à rentrer dans la condition de vassal, ainsi que de payer un tribut.

On le voit par tous les faits que nous venons de rassembler, le nom de Kittim a, dans les livres anciens de la Bible, un sens unique et constant. Il y désigne l'île de Cypré. C'est aussi comme tel que nous devons le prendre dans *Genes.*, x, 4. Kittim, fils de Yâvân, y représente les Cypriens, comme le veut la tradition la plus ancienne, exprimée par Josèphe ⁷, saint Jérôme ⁸, saint Épiphané ⁹, Eustathe

¹ II, 161.

² I, 68.

³ X, 9, 7.

⁴ C'est encore l'opinion de M. Maspero, *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, 1^{re} édit., p. 504.

⁵ *Zeitschr. f. Egypt. Spr. u. Alterthumsk.*, 1878, p. 86-89 ; 1879, p. 45 et suiv. : Th. G. Pinches, *Transact. of the Soc. of Bibl. Archaeology*, t. VII, p. 210-225.

⁶ Hérodote., II, 182.

⁷ *Antiq. jud.*, I, 6, 1.

⁸ *Quæst. hebr. in Genes.*, X, 4.

⁹ *Adv. hæres.*, I, 25.

d'Antioche ¹, Théodoret ² et Zonaras ³. Et la donnée de l'ethnographie biblique est aujourd'hui sur ce point confirmée de la façon la plus remarquable par les découvertes contemporaines de la science. Hérodote ⁴ avait beau affirmer qu'au dire des Cypriens eux-mêmes leurs plus anciennes tribus étaient d'origine grecque, « venues les unes de Salamine et d'Athènes, les autres d'Arcadie, d'autres enfin de Cythnos. » On n'ajoutait pas foi à son témoignage ; on croyait plutôt que le fond premier de l'île avait dû venir d'une antique colonisation phénicienne ou cilicienne, et que les Grecs s'étaient superposés postérieurement. Mais dans les dernières années, le déchiffrement des inscriptions cypriotes a révélé que ce singulier syllabaire, dont l'usage remonte à une époque antérieure à la communication de l'alphabet phénicien aux Grecs, dont l'origine est encore tout à fait obscure ⁵ et provient peut-être des 'Hittim septentrionaux, Khétaou des monuments égyptiens, 'Hatti des Assyriens ⁶, servait à écrire un dialecte grec très ancien, apparenté à celui de l'Arcadie ⁷, qui était l'idiome national de l'île. Chypre se montre donc à nous maintenant comme ayant été grecque de population et de langue depuis son passé le plus primitif. Kittim est bien fils de Yâvân. La même tradition a été connue du monde classique, évidemment par la source phéni-

¹ *Hexaemer.*, p. 52, ed. L. Allat.

² *Comment. in Jerem.*, II, 10, t. II, p. 413, éd. Schulze.

³ *Annal.*, I, 5. On trouve aussi la même explication dans le *Sepher Yuchasin*, p. 135 a, édit. de Cracovie.

⁴ VII, 90.

⁵ La tentative de M. Deecke (*Der Ursprung der Kyprischen Sylbenschrift*. Strasbourg, 1877) pour la faire dériver de l'écriture cunéiforme doit être considérée comme ayant complètement échoué.

⁶ C'est l'opinion de M. Sayce ; mais elle n'est pas encore démontrée.

J'ai à peine besoin d'ajouter que, dans l'état actuel de la science, toutes les assimilations que l'on a cherchées entre le nom des Kittim et celui des 'Hittim doivent être abandonnées ; voyez E. Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 236.

⁷ G. Smith, *On the reading of the cypric inscriptions*, dans le t. I des *Transactions of the Society of Biblical Archaeology* ; J. Brandis, *Versuch zur Entzifferung der kyprischen Schrift*, dans les *Monastberichte* de l'Académie de Berlin, 1873 ; Moritz Schmidt, *Die Inschrift von Idalion und das kyprische Syllabar*, Iena, 1874 ; W. Deecke et J. Siegmund, *Die wichtigsten kyprischen Inschriften*, dans les *Studien zur griechischen und lateinischen Grammatik* de G. Curtius, t. VII ; Ahrens, *Zu den kyprischen Inschriften*, dans les t. XXXV et XXXVI du *Philologus* de Göttingue ; M. Schmidt, *Sammlung kyprischer Inschriften in epichorischer Schrift*, Iena, 1876, in-fol. ; J. Vigt, *Quæstionum de titulis Cyprii particula*, dans le t. I des *Studien zur classischen Philologie* de Leipzig ; A. Rothe, *Quæstiones de Cyprorum dialecto et vetere et recentiore*, Leipzig, 1875 ; Bréal, *Journal des Savants*, 1877, p. 503 et suiv., 551 et suiv.

cienne. *Ex Egypto*, dit Servius ¹, *Epivios et Asterius et Yon fratres ad insulam Cyprum profecti sunt, atque ibi sortiti uxores, ex quorum genere Cetes procreatus est, qui habuit Erinomam filiam.* « Hyon, dit encore le scholiaste de Denys le Périégète ², colonisa l'île Cérastis (un des anciens noms de Cypre). Il eut pour fils *Cettès*, qui mourut sans enfants. »

Avec son voisinage de la côte de Phénicie et de Palestine, c'est-à-dire du lieu où est placé l'écrivain du chapitre x de la *Genèse*, Cypre est assez grande pour avoir mérité de former une division à part dans le tableau ethnogénique de la descendance de Yapheth. Son importance de premier ordre dans l'histoire de l'Asie antérieure aux temps de la haute antiquité, et dans la communication de la culture asiatique aux populations gréco-pélasgiques, lui donnait largement droit à ce privilège. Il n'y a donc pas à chercher autre chose avec Cypre sous le nom de Kittim, et surtout à y grouper, à l'exemple de Knobel ³, les Cariens et les Lélèges, qui n'ont rien à faire avec les Cypriens.

Mais ce qu'on est amené à se demander, c'est si le nom de Κήτις, qui était donné dans les temps classiques à la partie de la Cilicie Trachée qui s'étendait le long de la mer, d'Anemurion à l'embouchure du Calycadnos, et dans l'intérieur des terres jusqu'à Olbasa ⁴, n'est pas à assimiler à celui de Kittim, avec Rochart ⁵ et Mövers ⁶, et ne restait pas comme le vestige d'une antique extension de ce peuple sur la côte du continent la plus rapprochée de Cypre. Ici ce sont les monuments égyptiens qui nous apporteront une réponse que je considère comme négative.

Dans les documents du temps de la dix-neuvième dynastie, il est fréquemment question d'un pays de *Qadi*, qui est presque toujours mis en rapport avec les Khéta, comme allié et vassal de leur roi, et qui était célèbre par la bière qu'on en tirait ⁷. M. Chabas ⁸ a proposé d'y voir la Galilée, et M. Brugsch ⁹ a adopté cette identification. Elle

¹ *Ad Virgil., Eglog., X, v. 8.*

² *Ad v. 539.*

³ *Die Vuelkertafel*, p. 98-103.

⁴ Ptol., v, 8, 3 et 6; S. Basil., *Vit. S. Theclæ*, I, p. 120; *Mirac. S. Theclæ*, 3.

⁵ *Phaleg*, I, III, c. v, p. 157 de l'édition de Leyde, 1712.

⁶ *Die Phœnizier*, t. III, 2^e part., p. 207.

⁷ Papyrus Anastasi n. III, p. 3, dans les *Select papyri of the British Museum*; Chabas, *Mélanges égyptologiques*, t. II, p. 134; Maspero, *Du genre épistolaire chez les anciens Égyptiens*, p. 106; Goodwin, *Records of the past*, t. VI, p. 15.

⁸ *Voyage d'un Égyptien*, p. 108 et suiv.

⁹ *History of Egypt under the Pharaohs*, t. II, p. 98.

repose pourtant sur une base bien fragile, à savoir que, le copte *Kati* et l'égyptien antique *Qaden* signifiant « cercle », *Qadi* peut être pris pour une traduction du sémitique *Galil*. Mais il faudrait d'abord établir que ce nom de contrée étrangère est un terme de la langue égyptienne, ce que rien ne donne à croire. Il est d'ailleurs facile de démontrer géographiquement et historiquement d'une manière irréfragable que le pays de Qadi n'est pas et ne peut pas être la Galilée.

Son nom est absolument étranger à la géographie des campagnes de la dix-huitième dynastie, qui ont constamment foulé le sol de la Palestine et de la Galilée. Ni à cette époque, ni sous la dix-neuvième dynastie, il n'est jamais question d'un passage des armées égyptiennes par le pays de Qadi dans leur marche au sud de Qadesch sur l'Oronte ; et pourtant les noms de presque toutes les villes galiléennes se lisent dans les documents relatifs aux guerres de cet âge, sans que jamais aucune soit mise en rapport avec la contrée de Qadi. Il est même à remarquer que sous aucun règne le nom de ce pays ne se rencontre dans les listes des peuples soumis par les armes des pharaons, et qu'aucun roi ne se vante d'y avoir pénétré, ce qui impose de le regarder comme situé, par rapport à l'Égypte, au-delà de la contrée de Khéta, c'est-à-dire de la chaîne de l'Amanus (*Amana* des Égyptiens, *'Hamanu* des documents cunéiformes).

Le discours que l'inscription de la muraille du sanctuaire de Karnak place dans la bouche de Tahout-mès, III haranguant ses troupes avant d'entrer en campagne pour sa première guerre de Syrie, fait dire au Pharaon, pour donner une idée de l'étendue de la confédération que les Asiatiques avaient formée contre l'Égypte, que le roi de Qadesch sur l'Oronte est entré à Makta (Megiddô), suivi des contingents, non seulement de Khar ¹, la Palestine et la Phénicie, mais de ceux de Naharina, de Khéta et de Qadi ². Mais après, dans la suite du récit de la campagne, il n'est plus question des gens de ce dernier pays, et nous ne le voyons pas figurer dans les listes des contrées qui se soumirent au monarque d'Égypte à la suite de la bataille de Megiddô. Les troupes de Qadi apparaissent seulement comme auxiliaires dans les rangs des Khéta lors de leurs grandes guerres en Syrie, par exemple dans l'énumération que le début du poème de Pen-ta-our fait des nations dont Râ-mes-sou II eut à combattre les guerriers devant Qadesch ³. Quand Khétasar, roi de Khéta, se rend en Égypte pour

¹ Le *Mat-a-harri* ou *A'harru* des documents cunéiformes assyriens.

² Lepsius, *Denkmäler aus Ägypten und Äthiopien*, part. III, planche XXXI, b, l. 20-23; Birch, *Records of the past*, t. II, p. 39; Brugsch, *History of Egypt under the Pharaohs*, t. I, 369.

³ Fragment Raïfé, l. 6 ; Papyrus Sallier n. I, p. 2, l. 1 ; E. de Rougé,

visiter son gendre Râ-mes-sou, il invite le roi de Qadi à se joindre à lui¹, comme le plus important de ses vassaux. Qadi est un pays aussi éloigné que l'extrême nord de la Syrie, que Qarqamischa et Anaougas, à côté desquels le nomme Pen-ta-our. Pourtant il n'est pas situé dans le voisinage du fleuve Pouharrat ou Euphrate, dans le Naharina, car jamais il n'en est parlé dans les récits des guerres où les Égyptiens parcourent cette région dans tous les sens, par exemple de celles de Tahout-mès III, que racontent les annales gravées sur la muraille du sanctuaire de Karnak et l'inscription funéraire d'Amon-em-hébi. Par contre, dans les récits des guerres de Râ-mes-sou III, Qadi est mentionné, avec Khéta, parmi les pays que la division des Pelasta et de leurs alliés, descendus du littoral de l'Asie-Mineure, qui s'avancait par terre tandis que la flotte des mêmes confédérés cinglait droit vers les embouchures du Nil, traversèrent et ravagèrent avant de déboucher en Syrie et d'établir leur camp au pays d'Amaour². Enfin c'était un pays dont les communications commerciales avec l'Égypte avaient lieu par mer, car c'était « au port » que l'on se procurait la bière de Qadi dans la ville de Pa-Râmessou-Mi-Amon³, la Ra'amsès de la Bible.

Groupons ensemble toutes ces indications, dont plusieurs sont fort précises, et nous devons reconnaître qu'il n'est qu'un seul pays sur lequel elles convergent : c'est la Cilicie. Or, précisément, nous ne rencontrons pas cette dernière contrée, dans les textes hiéroglyphiques, de nom analogue à celui que les Grecs donnent sous la forme *Κίλικία*, *Hilik* et *Kilik* dans les légendes araméennes frappées à Tarse par les Satrapes des Achéménides, *Hilakku* dans les documents assyriens. Pourtant il est impossible d'admettre que les Égyptiens n'aient pas eu connaissance de la Cilicie ; nous sommes même positivement certains qu'ils l'ont connue et ont entretenu des rapports avec elle, puisque nous trouvons toute une série de villes ciliciennes, Tharschka

Rev. Archéol., nouv. sér., t. XVI, p. 36 ; *Recueil de travaux relatifs à l'archéologie et à la philologie égyptiennes et assyriennes*, t. I, p. 3, 4 et 8 ; Lushington, *Records of the past*, t. II, p. 67 et 69 ; Brugsch, *History of Egypt*, t. II, p. 53 et suiv.

¹ Papyrus Anastasi II, pl. 2 ; Papyrus Anastasi IV, p. 6 ; Chabas, *Mélanges égyptologiques*, t. II, p. 151 ; Maspero, *Du style épistolaire*, p. 102.

² Inscription de Médinet-Abou, publiée par Greene, *Fouilles à Thèbes*, col. 17 ; E. de Rougé, *Notice de quelques textes hiéroglyphiques récemment publiés par M. Greene* (extrait de l'*Athénæum français* de 1855), p. 7 ; Maspero, *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, 1^{re} édit., p. 265 ; Brugsch, *History of Egypt*, t. II, p. 147.

³ Papyrus Anastasi n. III, p. 3 ; Chabas, *Mélanges égyptologiques*, t. II, p. 134 ; Maspero, *Du style épistolaire*, 106 ; Goodwin, *Records of the past*, VI, p. 15.

(Tarse), Kouschpita (Casyponis), Aimal (Mylê), Tsaour (Tyros, sur la frontière de la Pisidie et de la Cilicie), Kabour (Cibyre, sur la frontière de la Pamphylie et de la Cilicie), Maoulnous (Mallos), dans la liste des conquêtes de ce que M. Brugsch a appelé la « campagne de vengeance » de Râ-mes-sou III, c'est-à-dire de l'expédition que sa flotte, après la défaite de la marine des Pelasta et des Tsekkri-ou, fit en Cypre et sur les côtes de l'Asie-Mineure pour y montrer son pavillon et faire trembler chez eux à leur tour les peuples qui avaient menacé l'Égypte d'invasion ¹. Le pays de Qadi était de ceux qui devaient être alors châtiés, car après avoir souffert du passage des envahisseurs venus du nord-ouest de la péninsule, il s'était laissé entraîner à leur suite à l'attaque du pays de Kémi-t. Ajoutons qu'à deux reprises Pen-ta-our associe Qadi à Akerit, qui paraît bien positivement représenter les Cariens, s'étendant alors jusqu'à la Cilicie Trachée, comme plus tard encore, au XII^e siècle avant l'ère chrétienne, du temps de Tonkoulti-abal-escharra I^{er}, roi d'Assyrie ².

D'un autre côté, il subsistait encore à l'époque classique bien des vestiges de l'antique extension d'un nom tel que *Qadi* à tout le territoire de la Cilicie. Ce n'est pas seulement le nom de la province de Cêtis ; c'est celui du canton de la Cappadoce méridionale, situé sur le revers du Taurus, limitrophe de la Cilicie, et qui ne fit partie de la Cappadoce que postérieurement à Alexandre ³, *Καταονία* ⁴, dérivé d'un radical *kat*, comme celui de la voisine *Λυκαονία* d'un radical *lyk*, qui est le radical du nom des Lyciens ⁵. La forme égyptienne *Qadi* nous autorise encore à grouper avec ces appellations celles des deux principaux fleuves de la Cilicie, le Cali-cad-nos ou Caly-cad-nos ⁶, qui descendait des montagnes du canton de Cêtis ⁷ et sur la mer formait sa limite orientale ⁸, et le Cydnos ⁹. Les mystérieux *Κήτιοι* de

¹ Duemichen, *Historische Inschriften*, pl. XII ; Birch, *Records of the past*, t. VI, p. 20 ; Brugsch, *History of Egypt*, t. II, p. 152.

² Fr. Lenormant, *Les antiquités de la Troade*, I, p. 64.

³ Strab., XII, p. 534.

⁴ Strab., XI, p. 531 et 528 ; XII, p. 533-535 et 537 ; XIV, p. 678 ; Plin., *Hist. nat.*, V, 2 ; VI, 5 et 3 ; Corn. Nep. *Datam.*, 4.

⁵ Sayce, *Transact. of the Soc. of Bibl. Archaeology*, t. VII, p. 284. L'éminent professeur d'Oxford rapproche aussi du nom de la Cataonie celui du Qadi des monuments égyptiens, qu'il n'hésite pas à placer dans la même région que nous.

⁶ Polyb., XXII, 26 ; Strab., XIV, p. 670 ; Ptol., v. 8, 3 ; Steph. Byz., s. τ., T. Liv. XXXVIII, 38 ; Plin., *Hist. nat.*, V, 27 ; Amm. Marcell., XIV, 25.

⁷ S. Basil., *Vit. S. Theclæ*, I, 120.

⁸ Ptol., V, 8, 3.

⁹ Xenoph., *Anab.*, I, 20-23 ; Arrian., *Anab.*, II, 4, 7 ; Plutarch., *Alex.*, 19 ; *Anton.*, 26 ; Strab., XIV, p. 672 et suiv. : Dionys., *Perieg.*, V, 868 ; Ptol., V, 8, 4 ; Pausan., VIII, 28, 3 ; Plin., *Hist. nat.*, V, 27 ; Avien., *Descr. orb.*, V, 1032 ; Justin., XI, 8 ; Q. Curt., III, 4 ; Amm. Marcell., XIV, 25.

l'Odyssée¹, qui pour Strabon² étaient absolument inconnus, et que le rapprochement de leur chef avec Memnon³ semble bien caractériser comme un peuple reculé dans le sud-est, doivent probablement aussi intervenir ici, et particulièrement être mis en rapport avec le canton de Κήτις, plutôt qu'assimilés aux Khéta, comme le veut M. Gladstone⁴. Et j'ajouterai que, de même que la poésie homérique connaît en Mysie, sur la frontière de la Troade des Ciliciens⁵, dont les écrivains postérieurs déterminent la position de la manière la plus précise⁶ et affirment la parenté avec les habitants de la Cilicie⁷, nous trouvons vers les lieux où ils habitaient une rivière appelée Cétios⁸ ou Cétion⁹.

Quant au rapprochement de tous ces noms au thème *kat* ou *két* avec celui des *Kittim*, la transcription égyptienne en *Qadi* me paraît y apporter un obstacle linguistique des plus sérieux, car elle dénote une prononciation indigène qui, dans une transcription sémitique, y aurait fait donner pour initiale un *qôph* au lieu de d'un *kaph*¹⁰, sinon même un *daleth* comme seconde consonne¹¹; il est donc très probable que le thème exact était *qat*, *qet*, susceptible de devenir *qad*, *qed*.

Cependant le curieux renseignement fourni par Hérodote¹², que les Ciliciens s'appelaient primitivement *Hypachaioi*, pourrait être invoqué en faveur de l'idée de la présence très antique des tribus de race gréco-pélasgique, tels qu'étaient les *Kittim* de Chypre et beaucoup de populations de l'Asie-Mineure, dans certains cantons au moins de la Cilicie. Et l'on trouverait peut-être confirmation de ceci dans les noms que le prisme du roi d'Assyrie Toukouliti-abal-escharra I^{er}, au XII^e siècle avant notre ère, donne comme ceux des rois qu'il combattit dans cette contrée¹³. Il appelle, en effet, *Kilianteru*,

¹ A, v. 521.

² XIII, p. 616 et 620; XIV, p. 678.

³ Odyss., A, v. 522.

⁴ *Homeric Synchronism*, p. 171 et suiv.

⁵ *Iliad.*, Θ, v. 397 et 415.

⁶ Strab., V, p. 221; XIII, p. 586 et 611.

⁷ Strab., XIV, p. 667.

⁸ Plin., *Hist. nat.*; V, 30.

⁹ Strab., XIII, p. 616.

¹⁰ La distinction de *k* et de *q* constitue une des règles les plus tranchées dans les transcriptions des noms étrangers par les hiéroglyphes égyptiens: E. de Rougé, *Mémoire sur l'origine égyptienne de l'alphabet phénicien*, p. 44 et suiv.

¹¹ Ceci n'est pas aussi positif, car les Égyptiens, dans leur transcriptions, ne faisaient pas aussi exactement la distinction du *d* et du *t*: E. de Rougé, *ibid.*, p. 54 et suiv.

¹² VII, 91.

¹³ Voyez Fr. Lenormant, *Les antiquités de la Troade*, t. I, p. 65, et suiv.

fils de *Kalianteru* ¹, le roi du pays de *Qur'hê*, dans lequel je crois reconnaître la partie de la Cilicie-Trachée où les villes de Corycos et de Coracésion conservaient encore à l'époque grecque les traces du nom antique ainsi transcrit par les Assyriens; *Sadianteru* ², le roi de la ville d'*Urra'hnas*, dans le district de *Panari* ³, qui est Erana ⁴ des Eleuthéro-Ciliciens dans le bassin du Pinaros. Ces trois noms nous offrent manifestement l'élément final que l'on retrouve dans tant de noms d'hommes et de lieux des pays pélasgiques de l'Asie-Mineure, tels que *Scam-andros*, *Mai-andros*, *Cass-andra*, etc.; le dernier le combine avec l'élément initial du nom lydien bien connu de *Sady-attès*, et on peut le restituer avec une certitude presque complète en *Sady-andros* ou *Sadi-andros*.

Pourtant, je le répète, le rapprochement entre le nom des *Kittim* de Cypre et les noms géographiques de la Cilicie, dont la transcription égyptienne *Qadi* nous donne la plus ancienne forme, me paraît hautement improbable. Ce qui me tente beaucoup plus, c'est de grouper encore dans la même famille que *Qadi* le nom de la Cilicie orientale, *Cilicia campestris*, qui est *Quê* dans les documents assyriens, *Qvêh* ou *Qâh* dans la Bible. Il sera arrivé à ce nom la même chose qu'à celui du peuple presque homonyme qui habitait, au nord-est de la Babylonie, sur le cours supérieur des rivières Râdânou et Tournat ⁵, Physcos et Gyndès de la géographie classique, Adhem et Diyâlâ de nos jours, peuple sur lequel M. Friedrich Delitzsch a disserté d'une manière si savante et si heureuse ⁶. La population présémitique suméro-accadienne les appelait *Gutum*, d'où les Assyro-Babyloniens de langue sémitique ont fait *Qutû*. Mais leur nom revêt ensuite la forme contractée et écourtée *Qû*, qui est le *Qô'a* de *Ezech.*, xxxiii, 23; et la même contraction du primitif *Gutum* est donnée par le *Gôyim* de *Genes.*, xiv, 1 et 9, qui ne doit pas être traduit, comme on le fait d'ordinaire, par « les nations » ⁷ mais qui est sûrement le nom d'un peuple spécial d'un État comme ceux de Schine'âr (Schounger-Schoumer), Ellâsâr (Larsa) et 'Elâm, mentionnés en même temps ⁸.

¹ Col. 2, l. 25 : *Cuneif. inscr. of West. Asia*, t. I, pl. 10.

² Col. 2, l. 44 : *Ibid.*

³ Col. 2, l. 37 : *Ibid.*

⁴ Cic., *Epist. ad fam.*, XV, 4.

⁵ Sur ces deux cours d'eau, voy. Friedrich Delitzsch, *Wo lag das Paradies*, p. 186.

⁶ Même ouvrage, p. 233-236.

⁷ Pour dire « roi des nations » il faudrait régulièrement *mêlêch haggoyim*: *mêlêch Gôyim* indique le roi d'un peuple particulier.

⁸ Tous les autres princes sont vassaux de Kedârla 'ômer (Koudour-Lagamar), roi de 'Elâm (v. 5). C'est là une condition qui convient parfaitement à un chef de *Gutum* ou *Quti*.

T. xxxiv. 1^{er} JUILLET 1883.

Je suis d'autant plus induit à rapporter les faits qui établissent l'équivalence *Qutû-Qû* de celle de *Qadi-Quê* que j'entrevois de fortes raisons de soupçonner qu'entre le *Gutum*, *Qutû* d'au-delà du Tigre et le *Qadi* de la Cilicie il y avait plus qu'une simple ressemblance de noms, il y avait une véritable parenté, que tous deux étaient des fractions d'une même race et peut-être d'un même peuple, fractions dont l'une était restée en arrière de l'autre sur la route de leur migration. En effet, M. Sayce a établi d'une manière décisive, dans son beau mémoire intitulé *The monuments of the Hittites*, qu'autant qu'on peut en juger par la comparaison d'une série de noms propres géographiques et individuels, qui montent à plusieurs centaines, les langages des Ciliciens des deux provinces appelées par les Assyriens '*Hilakku* et *Quê* avaient une étroite affinité avec ceux des Khéta ou 'Hatti et des gens de Patin, Samalla, de Gamgoum et de Koum-moukh, pays occupant, du xii^e au viii^e siècle avant l'ère chrétienne (et probablement bien antérieurement, au moins depuis le temps des xviii^e et xix^e dynasties égyptiennes), le territoire compris entre l'Euphrate, l'Antitaurus, le Taurus et la mer, en descendant au sud jusqu'aux environs de 'Hamath. Et un certain nombre d'indices, que j'aurai l'occasion de réunir un peu plus tard dans un travail spécial, établissent aussi les analogies du même genre entre cet ensemble de populations et le peuple de *Gutum* ou *Qutû* dans le voisinage du Tigre. Signalons seulement pour aujourd'hui ce fait déjà relevé par M. Sayce ¹, que dans *Genes.*, xiv, 1 et 9, le roi des Gôyîm ou Goutoum s'appelle Tid'âl, et que ce même nom est porté, dans les monuments égyptiens, sous les formes Taadal et Tadal, par deux Khéta-ou de marque, dont l'un commande les auxiliaires étrangers à la bataille de Qadesch, contre Râ-mes-sou II ². Maintenant il faut ajouter que, si la forme *Qawi*, *Quê* peut être considérée comme contractée ou écourtée de *Qadi*, elle est déjà fort ancienne. Car, parmi les noms d'individus de la nation des Khéta recueillis par M. Sayce sur les monuments de la xix^e dynastie ³, se trouve celui de *Qawi-sar*, dont le premier élément est incontestablement celui du pays de *Qawi*, tous les noms propres d'hommes de même formation offrant avec l'élément *sar* ou *sir* un nom géographique, comme *Kheta-sar* (du peuple et du pays de *Kheta*), *Khileb-sar* (de la ville de *Khilbu*) et *Maur-sar* (de la ville qui est appelée, par une formule duplicative, *Maurmar* ⁴).

¹ *Transact. of the Soc. of Biblical Archaeology*, t. VII, p. 288.

² Brugsch. *Geographische Inschriften*, t. II, p. 25.

³ *Mém. cit.*, p. 288.

⁴ Brugsch, *Geographische Inschriften*, p. 26; Sayce, *mém. cit.*, p. 283.

Revenons après cette digression à l'île de Cypre, dont nous avons vu que la population était représentée par Kittim, fils de Yâvân.

Le nom hiéroglyphique de Cypre est connu d'une manière positive par le décret bilingue de Canope ¹. La lecture en est embarrassante, à cause de l'incertitude de la valeur du signe initial de son orthographe. M. Lepsius l'a lu d'abord *Nebinai*. M. Chabas ², observant que le premier signe représente quelquefois le verbe *mas*, « amener, conduire, apporter, » a proposé de transcrire *Masinai*, ce qui a été adopté par M. Maspero. Pourtant cette transcription a le grave inconvénient de ne pas tenir compte du signe *b*, qui figure dans l'orthographe du nom à la suite du premier caractère, *X. b. i. n. a. i.*, et qui semble en être un complément phonétique. Sa présence semble bien déterminer en ce cas pour le caractère initial la valeur de *Seb*, qu'il a aussi quelquefois ³, ce qui donnerait pour le nom tout entier la lecture *Sebinai*.

Il faut, je crois, rapprocher avec certitude de cette forme, fournie seulement par un texte de l'époque ptolémaïque, mais qui s'écarte trop absolument de l'appellation grecque *Κύπρος* et de l'appellation phénico-hébraïque *î Kittim* pour qu'on ne la considère pas comme se rattachant à une tradition de l'Égypte des pharaons, il faut, je crois, la rapprocher d'un nom qui occupe la dix-septième place dans la liste stéréotypée des pays du Nord sur les monuments pharaoniques ⁴, et qui revient souvent dans les mentions des tributs payés par les pays étrangers aux monarques de la XVIII^e et de la XIX^e dynasties. On l'a

¹ L. 9.

² *Voyage d'un Égyptien*, p. 325.

³ C'est ce qu'ont admis E. de Rougé et M. Brugsch. Cependant je dois ajouter que M. Lepage-Renouf (*Proceedings of the Society of Biblical Archaeology*, n° XXIX, 7 février 1882, p. 62-65), en s'appuyant sur des raisons d'une sérieuse valeur, conteste d'une manière absolue cette valeur *seb*, et n'admet que celle de *mas*. Pour lui, le signe que nous regardons comme représentant ici un *b*, à titre de complément phonétique, ne saurait avoir, dans le cas donné, ce rôle, et quand il s'y présente, doit être pris comme faisant partie intégrante de l'expression du syllabique *mas*. S'il en est ainsi, les appellations hiéroglyphiques de l'île de Cypre, que nous lisons *Asebi* et *Sebinai*, devraient être définitivement transcrites *Amasi* et *Masinai*, ce qui aurait pour résultat d'écarter le rapprochement que nous proposons un peu plus loin.

⁴ A. Lepsius, *Denkmäler aus Ägypten und Äthiopien*, part. III, pl. CXXIX du temps de Sêti I^{er}.

B. Lepsius, *Denkmäler*, part. III, pl. CXXVI, *a* : du temps de Sêti I^{er}.

C. Lepsius, *Denkmäler*, part. III, pl. CXLV, du temps de Râ-mes-sou II.

Les trois exemplaires combinés avec leurs variantes, dans Brugsch, *Geographische Inschriften*, t. II, pl. XIII et XIV.

⁵ Brugsch, *Geographische Inschriften*, t. II, p. 51 et suiv.

lu très longtemps *Asi* et on l'a cherché dans le nord de la Syrie, quelques-uns au voisinage de l'Oronte, appelé aujourd'hui Assy par ses riverains. Mais en réalité l'orthographe en est *a. X. i*, avec pour second caractère une variante de celui qui sert d'initiale au nom de Cypre dans le décret de Canope, lequel ne peut pas être un simple *s*. Il faut donc lire, suivant la valeur que l'on donne à ce second caractère, *Amasi* ou *Asebi*. C'est la seconde lecture qu'adopte aujourd'hui M. Brugsch ¹, en traduisant par Cypre, car il n'est guère possible d'hésiter à croire que *Asebi* et *Sebinai* ne soient des variantes d'un même nom. Dans les annales de Tahout-mès III, gravées sur la muraille du sanctuaire de Karnak, le tribut du pays d'*Asebi*, perçu dans les années 34 ², 38 ³ et 39 ⁴ du règne, consiste principalement en bronze ou cuivre ⁵, que l'on dit en termes formels provenir des mines du pays ⁶. Ceci reporte de la manière la plus décisive à Cypre, car on sait que la plus grande richesse et la gloire de l'île était dans ses mines de cuivre, dans la production de ce χαλκός κύπριον, *æs cyprium* ou *cuprium*, tellement estimé et recherché qu'il a valu au métal son nom latin de *cuprum* ⁷. *Asebi* fournit aussi en tribut du plomb, quoiqu'en moindre quantité, et les anciens signalent les gisements de plomb argentifère exploités à Cypre ⁸; il donne aussi des pierres précieuses, et il suffit de parcourir Pline ⁹ pour voir combien on en tirait encore à l'époque classique de la grande île de la Méditerranée orientale.

Ajoutons que dans l'énumération des tributs de la trente-quatrième année de Tahout-mès III, la mention des tributs d'*Asebi* est intimement

¹ *History of Egypt under the Pharaohs*, t. I, p. 325, 337, 340, 341, 362 et 372.

² Lepsius, *Auswahl der wichtigsten Urkunden der Ägyptischen Alterthums*, pl. XII, l. 34; E. de Rougé, *Notice sur quelques monuments du règne de Thouthmès III*, p. 20; Birch, *Records of the past*, t. II, p. 27; Brugsch, *History of Egypt*, t. I, p. 337.

³ Lepsius, *Denkmæler*, part. II, pl. XXXI, a, l. 8; Birch, *Records of the past*, t. II, p. 49; Brugsch, *History*, t. I, p. 340.

⁴ Lepsius, *Denkmæler*, part. III, pl. XXXI, a, l. 1; Birch, *Records of the past*, t. II, p. 51; Brugsch, *History*, t. I, p. 341.

⁵ Birch, *The annals of Thothmes III*, p. 21; Brugsch, *History*, t. I, p. 362.

⁶ Lepsius, *Denkmæler*, p. III, pl. XXXI, a, l. 8.

⁷ Sur le cuivre de Cypre, ses exploitations et sa renommée, voy. Engel, *Kypros*, t. I, p. 43.

⁸ Voy. l'extrait d'un manuscrit de la Bibliothèque Nationale (ancien fonds grec, n° 1766, fol. 440; cf. le manuscrit n° 1310, où se trouve aussi le même morceau, dans Fr. Lenormant, *Essai sur le classement des monnaies d'argent des Lagides*, p. 23.

⁹ *Hist. nat.*, XXXVII, 15, 17, 19, 22 et 51.

liée à celle des marchandises apportées par des vaisseaux phéniciens ¹, et que, dans les inscriptions du tombeau de Rekh-ma-Râ à Thèbes ², le groupement de « *Kefa* (la Phénicie) et les îles de Ouatsour » correspond exactement à celui de « *Kefa* et *Asebi* » dans le chant du triomphe de la grande stèle de Tahout-mès III découverte à Karnak et transportée au musée de Boulaq ³. Ajoutons enfin que, dans la liste stéréotypée des peuples du nord, le nom placé au seizième rang, immédiatement avant celui d'*Asebi*, est *Qadna*, qui paraît une variante de *Qadi* et désignerait ainsi la Cilicie, dont Chypre est si voisine.

Tous ces faits me paraissent établir que le prétendu *Asi* des monuments égyptiens doit bien se lire, avec M. Brugsch, *Asebi* et être identifié avec le *Sebinai* du décret de Canope, c'est-à-dire avec Chypre. Et ce qui me semble confirmer à la fois cette assimilation et la lecture que nous adoptons pour ces deux noms, c'est le rapprochement qui s'établit de lui-même entre *Asebi-Sebinai* et *Aspelia*, que Pline ⁴ dit avoir été une des appellations les plus antiques de Chypre.

Le nom donné par les Assyriens à cette grande île est absolument différent de ses noms phénicien et égyptien. La détermination est si bien établie qu'il n'est pas besoin d'y revenir et d'y insister ⁵. Ce nom est *Yatnana* ou *Yadnana*, orthographié *Ya-at(ad)-na-na* ou même *At(ad)-na-na*. Il est formé en-*ānu*, le correspondant assyrien de la formation hébraïque en-*ōn* (*Libānu-Lebanon*). Mais la signification et l'étymologie en est encore fort obscure. On peut même élever quelques doutes au sujet de la transcription. En effet, le caractère *AT*, qui est le second signe du mot dans sa première forme orthographique et le premier dans la seconde forme, s'emploie quelquefois, par exception, avec la valeur de *a*, *ā*. Nous en avons deux exemples

¹ Voy. Brugsch, *History*, t. I, p. 336 et suiv.

² Hoskins, *Travels in Ethiopia*, pl. à la p. 330 ; Wilkinson, *Manners and Customs of ancient Egyptians*, t. I, pl. IV ; Champollion, *Notices descriptives*, p. 506 et suiv.

³ Mariette, *Revue générale de l'architecture*, t. XVIII, 1860, p. 57-60 ; *Notice des monuments du musée de Boulaq*, 2^e éd., p. 80-82 ; *Karnak*, pl. XI ; E. de Rougé, *Rev. Archéolog.*, nouv. sér., t. IV, p. 196 et suiv. ; Birch, *Archæologia*, t. XXXVIII, p. 373 ; *Records of the past*, t. II, p. 29 et suiv. ; Maspero, *Du genre épistolaire*, p. 85-89 ; Brugsch, *History*, t. I, p. 370-373 ; A. Wiedemann, *Geschichte der achtzehnten ägyptischen Dynastie*, extrait de la *Zeitschr. d. deutsch. Morgenl. Gesellschaft*, t. XXXII, p. 74 et suiv. Le passage relatif à Kefa et Asebi se trouve dans la quatrième des strophes rythmées de ce texte.

⁴ *Hist. nat.*, V, 35.

⁵ Voy. E. Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 242 et suiv. ; Friedr. Delitzsch, *Wo lag das Paradies*, p. 291 et suiv.

formels dans *Cuneif. inscr. of West. Asia*, t. III, pl. 7, recto, l. 39, et verso, l. 12, où *a'hi*, « les frères, » est orthographié *AT'hi*. Il se pourrait donc que l'on eût à transcrire *Ya-a-na-na*, et *A-na-na*, que la forme réelle en fût *Yânana*, « l'île grecque » ou « ionienne. » Dans ce cas, la différence de la forme *Yanu*, qui aurait servi de thème à *Yânana*, avec le *Yavnu* qui est le nom générique des Grecs chez les Assyriens, tiendrait peut-être à ce qu'il s'agirait proprement et spécialement d'Ioniens. Une portion considérable de la population grecque de l'île de Chypre revendiquait une origine ionienne et se disait venue de l'Attique. Cette colonisation ionienne s'étant répandue sur toute la côte septentrionale et sur la plaine de la Messarée, c'est son territoire qui me paraît être ce « pays de Yâ, district de Yatnana (ou Yânana), » dont les sept rois se soumirent à Scharrou-kinou vers la fin de son règne ¹, et dont la situation précise est discutée entre M. C. Schrader ² et M. Friedrich Delitzsch ³. En effet, les Assyriens devaient faire tout naturellement *Yâ* du grec *Ἰάζ*, antique nom de l'Attique, comme étant spécialement la terre ionienne ⁴, lequel pouvait s'appliquer également à tout canton habité par les Ioniens ⁵. La côte méridionale de Chypre, avec ses deux grandes villes de Citium (Kittî) et d'Amathonte ('Hamath), qui ne possédaient pas de rois propres et dépendaient politiquement de la Phénicie, avaient dû passer sous l'autorité de Scharrou-kinou aussitôt après la conquête de Chôr. L'Ias, au contraire, le pays colonisé par les Ioniens, c'est-à-dire le versant septentrional où se trouvaient sept rois indépendants sur les dix que l'île comptait en tout à cette époque, avait dû rester plus longtemps libre et sa soumission constituait un fait important, qui méritait d'être enregistré à part dans les annales du règne. Ajoutons que la partie nord de Chypre, étant demeurée étrangère à la colonisation phénicienne, ne devait être que très imparfaitement connue des Assyriens avant sa soumission, ce que Scharrou-kinou affirme au sujet du pays de Yâ.

FRANÇOIS LENORMANT.

¹ Inscription de Khorsabad, dite des Fastes, l. 36 et suiv.

² *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 243 et suiv.

³ *Wo lag das Paradies*, p. 292.

⁴ Strab., IX, p. 362 ; Cf. VIII, p. 333.

⁵ *Μίλητος Ἰάζ* : *Anthol. Palat.*, VII, 83.

II

UN DERNIER TRIOMPHE D'URBAIN II.

Si la délivrance des Lieux-Saints a été la pensée capitale et comme le pivot de la politique d'Urbain II, s'il a consacré à la réussite de cette entreprise surhumaine tous les efforts de son pontificat, on ne peut nier qu'à son tour et une fois organisée, la croisade n'ait rendu au centuple à la papauté les bienfaits qu'elle en avait reçus. N'est-ce pas, en effet, la grandeur exceptionnelle à laquelle le succès, d'abord des prédications de 1095, puis de l'expédition elle-même, porta la papauté légitime, qui réduisit à l'impuissance un schisme jusqu'alors presque triomphant ? N'est-ce pas la crainte que durent inspirer à l'Empire les forces nouvelles dont disposait le Saint-Siège, qui détermina l'Allemagne à assister, l'arme au bras, à la déconfiture de l'antipape ? N'est-ce pas à Clermont, dès 1095, que Guibert fut réellement vaincu ? — L'expulsion des schismatiques qui dûrent, quatorze mois après, abandonner Rome, ne devant être regardée que comme la conséquence forcée de la grande assemblée d'Auvergne.

Mais cette défaite définitive de Guibert eut-elle lieu sans résistance ? Ce serait mal connaître l'opiniâtreté et aussi l'esprit d'intrigue du rival, si souvent heureux, de Grégoire VII, que de le supposer un instant. Bien que ce côté de l'histoire d'Urbain II, naturellement éclipsé par les faits plus éclatants de la guerre sainte, soit naturellement resté jusqu'ici dans une ombre relative, on est autorisé à penser que Guibert fit tous ses efforts pour étouffer dans l'œuf le projet de la croisade, s'opposa aux prédications partout où était reconnue son autorité sacrilège, et montra à l'expédition elle-même une hostilité, dont la meilleure preuve est l'accueil scandaleux que reçurent des partisans de l'antipape, les malheureux croisés français, normands et flamands, lorsqu'ils voulurent s'arrêter à Rome, en novembre 1096, pour y faire leurs dévotions. On leur extorqua de l'argent ; on les lapida du haut du toit de Saint-Pierre ; leur sang

coula, et on fit si bien qu'un grand nombre, affolés, quittèrent la croisade et regagnèrent leurs foyers ¹.

Mais cette désertion partielle fut le dernier succès de la lutte engagée par Guibert contre le torrent qui entraînait la chrétienté vers l'Orient : deux mois après les scènes de Saint-Pierre, l'antipape, qui tenait sur les bords du Pô un château ², commandant le passage du fleuve et s'en servait vraisemblablement pour gêner les mouvements des pèlerins, perdit cette forteresse ³, tandis que les schismatiques étaient expulsés de Rome, probablement par quelque nouveau flot de croisés arrivé dans la ville éternelle ⁴. Rentré à Rome en janvier 1097, Urbain II y prêchait triomphalement la croisade dans un concile tenu à Latran ⁵. A partir de ce moment il en fut de même dans tous les lieux jusque-là dévoués à Guibert, et la grande arrière-croisade de 1100-1102, réunie à la veille de la mort d'Urbain II ⁶, et composée en grande partie de princes et de prélats des pays naguère hostiles au pape légitime, doit désormais être considérée comme le dernier triomphe du grand pontife sur son adversaire encore vivant, mais réduit à l'impuissance ⁷.

J'apporte aujourd'hui à l'appui de cette conclusion, que je pourrais entourer de développements beaucoup plus considérables, un argument dont il sera difficile de contester la valeur.

Cette arrière-croisade de 1100-1102 comptait au nombre de ses chefs, partis à la voix d'Urbain II et sous les yeux de Guibert, le plus proche parent de ce dernier.

C'est à l'aide de deux chartes inédites que je publie plus loin, que je vais établir, sans la moindre difficulté, la légitimité de cette assertion.

On savait, assez vaguement d'ailleurs, que l'antipape Guibert appartenait à la famille des Giberti, comtes de Parme, à la fin du XI^e siècle, rameau collatéral de la race illustrée par Mathilde, la grande comtesse ⁸.

¹ Fulch. Carnot., l. I, c. 7. (*Hist. occ. des cr.*, III, 329) ; Wilh. Malmesb. l. IV, c. 350, ed. Engl. h. soc., II, 536.

² *Argenta*, au sud de Ferrare, sur le Pô di Primaro.

³ Bernoldi *Chron.* (M. G., SS., V, 465.)

⁴ « [Urb. II], auxilio eorum quos ad iter Jerosolymitanum accenderat. « Weichbertum ab urbe ejecit. » (Anon. Zwetlensis, (s. XII), *Hist. rom. pontif.*, c. 163, (Migne, *Patr. lat.*, CCXIII, c. 1034. Cf. Otto Frising, *Chron.*, l. VII, c. 6, éd. Cuspinianus, f. 76a.)

⁵ V. *Arch. de l'O. lat.* I, 135.

⁶ Urbain II mourut le 29 juillet 1099 ; c'est peu avant sa mort que la croisade s'organisa en Lombardie (*Arch. de l'O. lat.*, I, 195) : les Lombards partirent le 13 sept. 1100 (*Notæ S. Mar. Mediol.*), [M. G., SS., XVIII, 385.]

⁷ Guibert mourut le 20 sept. 1100 (Hugo Flav., *Chron.* [M. G. SS. VIII, p. 490]).

⁸ Cette parenté de Mathilde et de l'antipape résulte de deux vers de

Mais ce n'est que tout récemment qu'un des érudits les plus versés dans l'histoire de l'Italie centrale au Moyen-Age, le comte Ippolito Malaguzzi, est parvenu, à la suite de recherches dans les archives de l'abbaye de San Prospero de Reggio d'Émilie, archives très-riches en actes des Giberti, à établir, avec pièces à l'appui, la généalogie ci-dessous dont je dois la communication à son obligeance¹. (Voir p. suiv.)

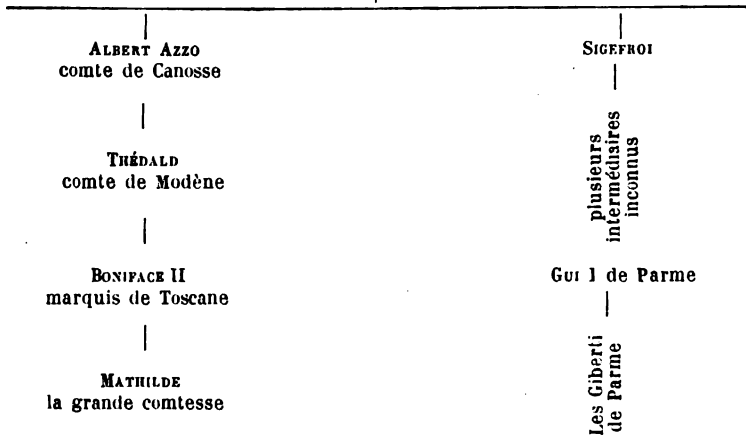
Avant M. Malaguzzi, et en particulier dans les œuvres du grand historien parmesan Affò², la confusion entre tous ces Albert et ces Guibert était extrême ; et si, d'une part, on savait qu'un Albert, comte de Parme, avait été en Terre-Sainte au commencement du XII^e siècle, de l'autre, on n'avait pu établir sa parenté avec l'antipape. Ce qui augmentait encore la difficulté, c'était un texte d'Albert d'Aix, énumérant, parmi les croisés de 1101, un Guibert, comte de Parme, dans lequel Affò voyait à la fois le père de l'antipape et un second croisé de la même famille.

En réalité, voici ce qui résulte des documents compulsés par M. Malaguzzi :

1^o Albert d'Aix s'est trompé de nom et a changé *Albertus* [*f. Wiberti*] en *Wibertus* : car Guibert I, père de l'antipape Guibert II,

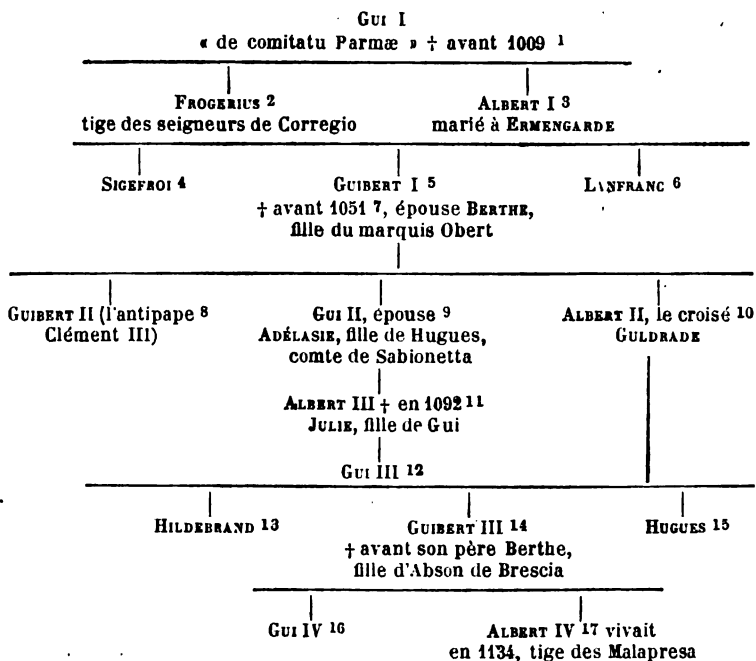
Donizo (*Vita Matildis*, Muratori, SS. V, 345-346, cf. Salimbene, *Chron.*, p. 10), elle s'établit ainsi :

SIGEFROI de Lucques



¹ C'est également M. Malaguzzi qui a trouvé et m'a communiqué le premier des deux documents que je publie.

² Affò, *Stor. di Parma*, II, 90, 114, 122, 159, *Mem. dei scritt. Parmig.*, I, 32 ; cet auteur se contredit comme à plaisir.



¹ Donation de 980, d. Tiraboschi, *Cod. dipl. moden.*, I, 145.

² Tiraboschi, *Diz. topogr.* au mot *Correggio*.

³ *Dipl.* de Henri II, d. Zatti, *Ann. di Como*, II, 232; *Don.* de 1009, d. Taccoli, *Mem. st. Reggiane*, II, 679.

⁴ Zatti. *l. c.*

⁵ Zatti. *l. c.* — *Don.* de 1007. (Arch. di S. Prospero.)

⁶ *Don.* de 1007, déjà citée.

⁷ Sa femme figure comme veuve dans deux actes de 1051, (Affarosi, *Mem. di S. Prospero*, I, 376, 377).

⁸ *Donation* de 1052 (Arch. di S. Prospero) : v. Stumpf, *Reichskanzler* II, 209; *Monum. Bamberg.*, éd. Jaffé, pp.; Affò, *Mem. dei scritt. Parmig.*, I, 32-47.

⁹ *Don.* de 1052, déjà citée; sa femme était veuve en 1092.

¹⁰ *Don.* de 1090 (Arch. di S. Prospero); de 1091 (Affarosi, *Mem. di S. Prospero*, I, 400); de 1098 (Arch. di S. Prospero, 2 pièces); de 1100 (publ. plus loin); de 1164 (Parma, Arch. capit., s. XII, n° 73.).

¹¹ *Don.* de 1092 par sa veuve (Arch. di S. Prospero).

¹² *Don.* de 1092 déjà citée.

¹³ *Don.* de 1091 et de 1100, déjà citées.

¹⁴ *Don.* par sa veuve en 1091 (Arch. di S. Prospero); pièce de 1164, (Parma), citée plus haut.

¹⁵ *Don.* d'Albert II de 1090 et 1091, déjà citées.

¹⁶ *Don.* de la veuve de Guibert II, 1091, déjà citée.

¹⁷ Affò, *Stor. di Parma*, II, 114, 378; Tiraboschi, *Cod. dipl. moden.*, III, 6.

était mort dès 1051¹ et Guibert III, son neveu, avant 1091²; et ces trois Guibert sont les seuls que l'on trouve dans la famille comtale de Parme à la fin du ^x^e siècle : de plus Albert II est le premier des Giberti qui ait pris le titre de comte de Parme, et il ne l'a pris qu'après 1091³.

2^o L'Albertus qui a été en Terre-Sainte n'est pas Albert IV, qui vivait encore en 1134 : d'abord il eût été trop jeune en 1100 pour figurer comme un des *chefs* des croisés. Puis il ne paraît jamais avoir pris le titre de comte de Parme, et, en tous cas, ne l'eût point pris du vivant de son oncle Albert II et en même temps que ce dernier.

3^o L'Albertus, qui a été en Terre Sainte au commencement du ^{xiii}^e siècle, est Albert II, le frère même de l'antipape : avant de partir, le 6 septembre 1100, il fait, à l'abbaye de Saint Prospero, donation d'un moulin sis à Gorgo, sur le Bondeno⁴, donation que je publie ci-dessous (n^o I) : c'est également lui que vise la pièce n^o II, procès-verbal d'un interrogatoire fait en 1163, lors d'un procès entre les Giberti et le chapitre de Parme, pour la possession du château de Meletolo⁵, abandonné en usufruit à l'antipape Guibert près de cent ans auparavant, et que détenaient irrégulièrement les héritiers de l'archevêque de Ravenne. Dans cet interrogatoire, l'un des témoins parle de la croisade en Terre Sainte d'Albert II, comme contemporaine d'une époque *antérieure de 16 ans* au voyage en Italie de l'empereur Henri V. Or ce voyage eut lieu en 1116⁶ : ce qui nous reporte à la même année 1100⁷.

4^o Comme Albert d'Aix range le comte de Parme parmi les compagnons d'Anselme de Buis⁸, archevêque de Milan, et que le départ

¹ Affarosi, *Mem.*, I, 376-377.

² *Donation* de sa veuve en 1091 (Arch. di S. Prospero)

³ En 1091 (*Donation*, d. Affarosi, I, 400), il ne l'avait pas encore pris, pas plus que dans la charte de départ que je publie ici : mais un des interrogatoires du procès de Meletolo, cité par Affò (*St. di Parma*, II, 114 n. ; Parma, Arch. capit., s. ^{xiii}, n^o 73) le nomme : « Albertus, qui fuit appellatus comes Parmæ. » Il est donc probable qu'il prit le titre précisément pour faire figure à la croisade.

⁴ Le Bondeno est une petite rivière voisine de Reggio ; Gorgo a formé au ^{xiii}^e siècle les quatre paroisses actuelles dites *della Fossa*, commune de Bagnolo in Piano, arr^t. et prov. de Reggio.

⁵ Sur ce procès de Meletolo, voir Affò, *Stor. di Parma*, pp. 114, 159, *Mem. d. scrit. Parm.* I, 34, 37.

⁶ Voir *Arch. de l'O. I.*, I, p. 397, n. 12. Il y en eut bien un autre en 1110 « ad ripam Tari » et c'est à celui-là que fait allusion le premier des témoins ; mais il se trompe, le confondant avec celui de 1116 auquel se réfèrent évidemment les autres.

⁷ C'est tout à fait à tort qu'Affò (l. c.) place d'après cet interrogatoire, qu'il a mal lu, le voyage en 1123.

⁸ *Notæ S. Mariæ Mediol.* l. c. « Affuerunt in eodem voto et comitatu viri

de ceux-ci eut lieu le 13 septembre 1100 ¹, huit jours après l'acte de Gorgo, cet acte doit être considéré comme une charte de départ, et l'on doit affirmer que le vieux comte de Parme n'attendit même point la mort de l'antipape déjà à l'agonie († fin de septembre), pour accomplir un vœu qu'il avait certainement fait du vivant et probablement sous la pression d'Urbain II, puisque c'est du concile de Rome (24-30 avril 1099) que partirent les ordres de prédication, et dans l'été de la même année que l'expédition s'organisa ¹.

Quel fut en Orient le sort du frère de Guibert ? je viens de dire qu'il était d'un âge avancé : en effet, en 1091, il survivait déjà à son fils, et son petit-fils figurait comme témoin d'une donation ².

Albert d'Aix ne nous parle que deux fois du comte de Parme : d'abord dans l'énumération des croisés de 1100 ³, puis pour nous dire qu'il organisa avec l'archevêque de Milan, avant la déroute d'Érégli (fin de juillet-comm. d'août 1101) ⁴, le cinquième corps de l'armée croisée. Bien qu'Albert d'Aix ne le nomme pas formellement parmi les victimes de cet épouvantable désastre, tout porte à croire qu'il n'eut pas un sort plus heureux que l'immense majorité de ces retardataires, qui expièrent si cruellement la lenteur avec laquelle ils s'étaient décidés à se mettre en route, et qu'il ne sortit pas vivant des déserts de l'Asie-Mineure.

Comte Riant.

I.

1100, 6 sept.

Boretto ⁵.

Albert II, comte de Parme, frère de l'antipape Guibert, partant pour la Terre Sainte, donne à l'abbaye de S. Prospero de Reggio un moulin à Gorgo.

[*Reggio d'Emilie*. Archiv. gen. delle opere pie di S. Prospero, Orig. n. 52].

(T) In nomine sancte et individue Trinitatis, anno ab Incarnacione Domini nostri Jesu Christi, milesimo centesimo sexto, die intrante mense setembre, indicione octava. Monasterio Sancti Prosperi, sito suburbio Regii prope hanc civitatem, ego, ALBERTUS, filius quondam GUIBERTI, de civitate Parme,

« nobilissimi, episcopus Mediolanensis..... Wibertus, comes Parmæ, cœterique conprimores Italiæ, viri miræ nobilitatis et ductores exercitus. » (Alb., Aq., I. VIII, c. 1. [*Hist. occ. des cr.*, IV, 557.])

¹ V. Ekk. Uraug. *Hieros.*, I. XXII, c. 3, éd. Hagenmeyer, p. 225; Landulphus, *Hist. Mediol.* (Murat., SS. RR. Ital., V, 471); *Arch. de l'O. l.*, I, 192, 195, 395.

² Donation de Berthe, veuve de Guibert II, déjà citée.

³ Alb., Aq., I. c.

⁴ Alb., Aq., I. VIII, c. 15 (*Hist. occ. des cr.*, IV, 568).

⁵ Boretto (Castrum Berotti) sur le Pô, près de Brescello, arrt de Guastalla, prov. de Reggio.

qui professus sum ex natione mea lege vivere Longobardorum, offertor et donator ipsius monasterii, presens presentibus dixi : « Quisquis in sanctis ac venerabilibus locis ex suis aliquid rebus (*sic*) contulerit iusta auctoritis vocem in hoc seculo centuplum accipiet, et insuper et quod melius est, vitam possidebit eternam. Ideoque ego qui supra ALBERTUS, qui [*pro itinere sancti Dei Sepulcri*], et pro anime mee atque filiorum meorum seu matris ipsorum atque parentum meorum mercede, dono, cedo, offero et corporalem investituram et traditionem facio a presenti die in eodem monasterio peciam unam de terra cum molendino super se abente in flumine Bundenum, in loco qui dicitur Gurgo, iuris mei iusta braidam predicti monasterii, quam ego qui supra ALBERTUS dedi per cartulam offersionis prefato monasterio, quod ante os dies fuit detentum per FULCONEM de GURGO et filii (*sic*) eius ex mea parte, [quan]tum mihi pertinet in predicta pecia de terra et inveniri potuerit usque ad aquam predicti Bundeni cum molendino super se abente iuris mei et cum omnibus edificiis et instrumentis et edificationibus, clusis, usibus aquarum, aquarumque ductibus, cum omni iure adiacentis et pertinentiis et servitutibus et responsionibus et condicionibus, placitis et districtis, tam sursum quam deorsum, per predictam aquam et terram, et tam intus quam de foris tam ex ac ripa quam ex altera aliquid applicandi, instruendi et edificandi, pertinente ad utilitatem prefate terre seu molendini, et iure et proprietatem predicti monasterii, omnia et ex omnibus in integrum; que autem suprascripta pecia de terra cum predicto molendino et omnibus supradictis rebus, accionibus et servitutibus, corporalem et incorporalem, cum omni iure pertinente ad predictam terram et molendinum, qualiter supra legitur, in integrum una cum accessionibus et ingresoras earum, seu cum sepeioribus et inferioribus suis in integrum ab hac die, in eodem monasterio dono, cedo et offero, et per presentem cartulam offersionis, ibidem abendum confirmo, faciendum pars ipsius monasterii aut cui pars ipsius monasterii dederint iuri proprietario nomine quicquid voluerint, sine omni mea et eredom meorum contradictione vel molestacione. Quidem expondeo atque promitto me ALBERTUM meosque eredes parti ipsius monasterii, aut cui pars ipsius monasterii dederit predictam peciam de terra cum predicto molendino et cum omnibus rebus et usibus, et servitutibus, et accionibus, et responsionibus, qualiter supra legitur in integrum ab omni homine defensare; quod si defendere non potuerimus, aut si parti ipsius monasterii aut cui pars ipsius monasterii dederit, ex inde aliquid per quovis ingenium subtrahere quesierimus, tunc in duplum predictas res que supra leguntur, parti ipsius monasterii, et cui pars ipsius monasterii dederit, restituamus, sicut pro tempore fuerint meliorate, aut quanti valuerit sub extimacione in consimilibus locis; et insuper nomine pene viginti libras denariorum papiensium componere debeamus parti prefati monasterii, aut cui pars prefato monasterii dederit, si ego qui supra ALBERTUS vel mei heredes, per nos vel nostros eredes aut nostras submissas personas ullo unquam in tempore agere aut causare vel molestare aliquis de predictis omnibus rebus, que supra leguntur, presumerimus adversus predictum monasterium vel partem monasterii, aut cui pars predicti monasterii dederit, sine omni (*sic*) dolo maloque. Sic decrevit mea bona voluntas, et ad mensam fratrum monachorum Sancti Prosperi monasterio confessoris Christi, qui ibi sunt et nunc et in perpetuum fuerint, abeant, et teneant, et faciant proprietario iure, ut supra legitur, *pro itinere sancti Dei Sepulcri*, et pro anime mee atque filiorum meorum, seu matris ipsorum atque parentum meorum mercede, et nec mihi, nec ullis de

eredibus meis liceat ullo tempore nolle quod volui; sed quod a me semel factum vel conscriptum est, omnia inviolabiliter conservare promitto cum stipulatione subnixa.

Actum in Castro Berotti feliciter.

Signum manus predicti † ALBERTI, qui hac cartulam offersionis fieri et firmare rogavi ut supra.

Signa manuum testium : ILDEBRANDI, filii predicti ALBERTI, et FULCONIS, iudicis de Parma, et ENRICI FALCONERII de Vithaliana, et GUIDONIS de MASENZATICO, qui testes rogati sunt.

PAGANUS diaconus interfuit et ODDO al[iun] dis interfuit.

Ego WIBERTUS notarius, sacri palatii scriptor, uius cartule offersionis post traditam complevi et dedi.

II

1163, 9 juillet.

Meletolo

Interrogatoire par devant le notaire impérial Albert au sujet de biens détenus par la famille de l'antipape Guibert, avant la croisade du comte Albert II.

[Parma, Archivio capitolare, sec. XII, n° 59] ¹

Ego ALBERTUS notarius, ex precepto prefati domini AZONIS, ivi Meletolum, et quosdam homines, quorum nomina infra sunt scripta, sic iurare feci, ubi predicti testes iuraverant.

JOHANNES DOMINICI iuratus dicit, quod vidit mansum JOHANNI (sic) unius decanorum et mansum, qui dicitur comitis UBERTI mansus, teneri per comitem UBERTUM, et vidit etiam LITIFREDUM, servum comitis UBERTI, laborare predictum mansum comitis in domnicato suo, qui habitabat in Jorgigo, et semper vidit totum buscum, et runcos, et paludes omnes teneri per ecclesiam Parmensem pro alodio ipsius ecclesie, et fictum et redditum colligi per ecclesiam et per GUIBERTOS, qui tenebant per ecclesiam, et hoc fuit antequam ALBERTUS, filius GUIBERTI, ivisset ultra mare.

BERGAMENSIS iuratus dicit idem de terra comitis UBERTI quod GUALANDUS; de busco et de runcis tam novis quam veteribus et de paludibus dicit idem quod JOHANNES DOMINICI, et hoc per xx annos antequam imperator ENRICUS venisset in littus Tari.

OTTO dicit idem de terra comitis UBERTI, quod JOHANNES DOMINICI, non visu sed auditu, et de ceteris dicit idem quod JOHANNES DOMINICI et hoc per xxx annos.

PETRUS dicit idem de terra comitis UBERTI quod BERNARDUS; de ceteris dicit idem quod JOHANNES DOMINICI, et hoc a tempore illo quo fuit guerra Guarstalie.

ANDREAS dicit idem de terra comitis UBERTI quod OTTO; de ceteris dicit idem quod JOHANNES DOMINICI, et hoc a tempore guerre Guarstalie.

JOHANNES dicit idem de omnibus quod OTTO, et hoc a tempore, quo rex ENRICUS venit in Longobardiam.

¹ Cf. Affò, *Storia di Parma*, II, p. 159, n. b, qui lui donne le faux n° 72; ce qui a nécessité de longues recherches, les pièces de cet interrogatoire étant très nombreuses.

JOHANNES RAMUNDI PICI dicit idem de omnibus quod OTTO, et hoc per xoj annos.

GUIDOTTUS dicit idem de omnibus quod OTTO, et hoc a tempore guerre Guarstalie.

Pizo dicit idem de omnibus quod OTTO, et hoc a tempore guerre Guarstalie.

JOHANNES MAURE dicit idem de omnibus quod OTTO, et hoc a tempore quo rex ENRICUS venit in Longobardiam; et ipse collegit fictum per ALBERTUM de Berutto et per ARPUM de Benezeto.

VULLIMUS dicit idem de omnibus quod OTTO, et hoc a tempore guerre Guarstalie.

ALBERTUS dicit idem de omnibus quod OTTO, et hoc per xx annos parum plus vel parum minus; et ipse collegit fictum et redditum per ARPUM de Benezeto.

PETRUS BONUS dicit idem de omnibus quod OTTO, et hoc a tempore guerre Guarstalie.

ADAM dicit idem de omnibus quod OTTO, et hoc per xx annos.

Actum Meleluli feliciter, millesimo centesimo LXIII, nono die intrante mense julii, indictione XI.

Hii sunt testes in quorum presentia prefati quattuordecim homines iurare : BERNARDUS, ARTINISIUS, donnus JACSIANUS.

Ego ALBERTUS, notarius sacri palatii serenissimi imperatoris FREDERICI, predictos testes iuratos interrogavi diligenter ex precepto prefati domini AZONIS, et uti dixerunt scripsi, et huic cart. causa memorie rescripsi.

III

LES MÉMOIRES DE LA DUCHESSE DE TOURZEL ¹.

Lorsqu'au lendemain de la prise de la Bastille, la duchesse de Polignac, gouvernante des enfants de France, dut quitter précipitamment Versailles, où sa vie n'était plus en sûreté, la Reine fit appeler une des dames de la Cour, et lui remettant les fonctions que la favorite était obligée d'abandonner, lui dit gracieusement :

« Madame, j'avais confié mes enfants à l'amitié : je les confie maintenant à la vertu ². »

¹ *Mémoires de Madame la duchesse de Tourzel, gouvernante des enfants de France pendant les années 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1895*, publiés par le duc des Cars, Ouvrage enrichi du dernier portrait de la Reine. Paris, Plon, 1883, 2 vol. in-8° de xxiv-404 et 355 p.

² *Mémoires de M^{me} la duchesse de Tourzel*, Introduction, t. I, p. xiv.

La femme à laquelle Marie-Antoinette adressait ce délicat et juste hommage, était l'auteur des *Mémoires* que nous annonçons aujourd'hui, la marquise, depuis duchesse de Tourzel.

Louise Élisabeth Félicité Françoise Armande Anne Marie de Croy était née à Paris le 11 juin 1749. Son père, Louis Ferdinand Joseph de Croy, duc d'Havré, avait été tué en 1761, au combat de Filingshausen ; sa mère était une Montmorency-Luxembourg. A quinze ans, en 1764, M^{lle} de Croy épousa Louis François du Bouchet de Sourches, marquis de Tourzel, grand prévôt de France : union heureuse et féconde, cimentée par la naissance de cinq enfants ¹, mais prématurément brisée par un épouvantable accident. Au mois de novembre 1786, à Fontainebleau, pendant une chasse du Roi, le cheval du grand prévôt s'emporta dans la forêt et lui fracassa la tête contre un arbre. Transporté immédiatement dans la maison d'un garde, soigné par les médecins de la Cour, entouré des plus délicates attentions par le Roi et la Reine, M. de Tourzel ne put cependant survivre à sa blessure ; il mourut après une semaine d'agonie. « Sa veuve aussitôt, en proie à un transport de douleur, s'écria en jetant son fils sur le corps inanimé de son père : « J'ai tout perdu ; il ne me reste qu'un seul espoir en ce monde ; c'est que vous soyez aussi vertueux que l'homme dont vous embrassez le cadavre ². »

Du vivant de son mari, M^{me} de Tourzel avait partagé son temps entre la Cour et le magnifique château de Sourches, récemment construit par son beau-père dans le Maine. Après l'effroyable catastrophe qui l'avait rendue veuve, elle se confina dans la retraite avec sa dernière fille, Pauline, la fidèle compagne de sa vie pendant toute la période qu'embrassent ces *Mémoires*. C'est dans cette retraite que la Reine alla la chercher pour lui confier ses enfants. Dès lors, et en raison même des devoirs de sa charge, elle ne quitta plus la famille royale. M^{me} de Polignac avait été l'amie des jours heureux ; M^{me} de Tourzel fut la confidente des jours d'angoisses, le témoin profondément attristé, mais admirablement dévoué, de cette longue agonie qui va de la prise de la Bastille à la prise des Tuileries, du 14 juillet 1789 au 10 août 1792. Cette agonie, elle en a vu de près les tortures, elle en a partagé les déchirements, elle en a tracé dans ses *Mémoires* l'histoire la plus vraie, la plus émouvante, la plus éloquente qu'il soit possible d'écrire.

C'est au commencement d'août 1789 que M^{me} de Tourzel prit

¹ Quatre filles, la duchesse de Charost, les comtesses François et Louis de Sainte-Aldegonde, la comtesse de Béarn, et un fils, le marquis de Tourzel, grand prévôt de France, comme son père.

² *Mémoires de M^{me} la duchesse de Tourzel*, Introduction, t. I, p. x.

possession de sa charge ; les 5 et 6 octobre, elle est à son poste, et c'est elle qui, le 6 au matin, amène précipitamment chez le Roi le jeune Dauphin, tandis que les hordes de brigands envahissent le château, et, ne trouvant pas la Reine chez elle, fouillent son lit à coups de pique.

« Cette princesse, raconte M^{me} de Tourzel, était convenue avec moi, qu'au moindre bruit, je conduirais ses enfants chez elle ; mais elle me fit dire à onze heures du soir que, si l'on avait de l'inquiétude, je les menasse au contraire chez le Roi. Elle venait d'être avertie des dangers personnels qu'elle pouvait courir dans son appartement et on l'avait engagée à passer la nuit dans celui du Roi, mais elle s'y refusa positivement. « J'aime mieux, dit-elle, m'exposer à quelques dangers, s'il y en a à courir, et les éloigner de la personne du Roi et de mes enfants. » Ce fut le seul motif de changement de l'ordre qu'elle m'avait donné d'abord ¹. »

Après une telle preuve de sang-froid et de courage, on ne s'étonne pas de l'hommage rendu par M^{me} de Tourzel, après Rivarol, après Lally-Tolendal, après Burke, après le *Moniteur* lui-même, à l'héroïsme déployé par Marie-Antoinette dans ces terribles circonstances :

« La Reine montra, dans cette journée, cette grandeur d'âme et ce courage qui l'ont toujours caractérisée. Sa contenance était noble et digne ; son visage calme ; et quoiqu'elle ne pût se faire illusion sur tout ce qu'elle avait à redouter, personne n'y put apercevoir la plus légère trace d'inquiétude ; elle rassurait chacun, pensait à tout, et s'occupait beaucoup plus de ce qui lui était cher que de sa propre personne ². »

M^{me} de Tourzel était dans la voiture royale, pendant ce lugubre voyage qui ramena à Paris les tristes prisonniers de l'émeute ; elle rentra avec eux aux Tuileries, après cette étrange séance de l'Hôtel-de-Ville où Bailly montra si peu de tact, et ses *Mémoires* abondent en détails sur la vie intime des malheureux princes dans ce palais, si peu préparé à les recevoir. Au lendemain du 6 octobre, la plupart des fonctionnaires de la Maison du Roi reprennent leur service, et il y a encore une apparence de Cour. Mais on est forcé d'éloigner les gardes du corps que leur fidélité désigne aux haines de la populace, et, sauf quelques exceptions trop rares, la garde nationale, qui les remplace, exerce plutôt une surveillance de geôliers qu'elle ne constitue un poste d'honneur. Cependant, au bout de quelque temps, et malgré les menées des factieux, un certain revirement se fait dans les esprits et

¹ *Mémoires de M^{me} la duchesse de Tourzel*, t. I, p. 12.

² *Ibid.*, p. 11 et 12.

M^{me} de Tourzel affirme qu'au moment de la fédération du 14 juillet 1790, le Roi jouissait d'une véritable popularité. S'il l'eût voulu, il eût pu, à l'aide des fédérés de province, mettre un terme aux empiètements de l'Assemblée et reprendre l'exercice légitime de son pouvoir. C'est Barnave lui-même qui le déclara plus tard à Madame Elisabeth pendant ces entretiens du retour de Varennes, d'où il sortit converti à la cause royale par les raisonnements de l'angélique princesse et la dignité de la Reine. Comme Madame Elisabeth se plaignait des vues qu'avait eues l'Assemblée en décrétant la fédération : « Ah, Madame, répartit vivement le jeune député, ne vous plaignez pas de cette époque; car, si le Roi eût su en profiter, nous étions tous perdus ¹. »

Mais le Roi ne sut pas. Lorsqu'en rentrant aux Tuileries, après la cérémonie du Champ de Mars, il fut salué par des acclamations unanimes, un de ses fidèles, le duc de Villequier, le pressa de profiter de cet enthousiasme, il ne le voulut pas, soit qu'il eût été détourné par d'autres conseils, soit qu'avec son horreur pour toute effusion de sang il eût redouté de sembler provoquer la guerre civile. Le malheur de ce prince, si vertueux et si éclairé, ce fut de n'avoir, par excessive défiance, su tirer parti ni de ses vertus ni de ses lumières.

« Le Roi, dit M^{me} de Tourzel, était malheureusement loin de se faire une idée de l'effet que sa présence produirait dans les provinces; il craignait que le zèle de ses fidèles serviteurs ne les entraînât trop loin et que la résistance des méchants ne nous donnât une guerre civile. Toutes ces considérations l'empêchèrent de profiter d'une occasion si favorable pour s'absenter de Paris. Le peu d'énergie de la plupart de ses ministres, dont une partie craignait de porter atteinte à cette funeste liberté qui n'existait que de nom, l'entretenait avec soin dans des idées aussi nuisibles à ses intérêts, et cette funeste crainte, produite par trop de bonté, causa tous nos malheurs. Le Roi avait celui d'avoir une trop grande défiance de lui-même. Persuadé que les autres voyaient mieux que lui, il n'osait prendre le parti que lui indiquaient la justesse de son esprit et la bonté de son cœur. Mécontent de l'éducation qu'il avait reçue, il se jugeait défavorablement et ne se rendait pas la justice qu'il méritait ². »

Il y eut un moment pourtant où, si résigné qu'il fût aux concessions, Louis XVI résolut de rompre les liens qui l'enserraient d'avantage. Il avait fait le sacrifice de son autorité, il ne pouvait faire celui de sa conscience. Violenté dans sa liberté religieuse, il voulut se

¹ *Mémoires de M^{me} la duchesse de Tourzel*, t. I, p. 151.

² *Ibid.*, t. I, p. 150, 151.

soustraire à cette contrainte ; ce fut l'origine et le motif de la fuite de Varennes. M^{me} de Tourzel donne les détails les plus curieux, les plus circonstanciés et les plus authentiques sur ce malheureux voyage, si minutieusement préparé, qui donna au début tant d'espérances et qui aboutit à une si cruelle déception. Ce fut elle qui, dans la distribution des rôles, organisée par M. de Fersen, eut le rôle de la baronne de Korff. Mais elle proteste énergiquement contre un bruit qui eut cours à cette époque et qui fut reproduit dans certains *Mémoires*. On a accusé M^{me} de Tourzel d'avoir, par entêtement de ses prérogatives de gouvernante des Enfants de France, empêché le Roi de prendre avec lui quelques officiers déterminés, dont la vigueur et le sang-froid eussent peut-être réussi à vaincre les obstacles. C'est une erreur, et la vaillante marquise la repousse vivement.

« La Reine, qui fut la seule qui me fit part de ce voyage, écrit-elle, ne m'a jamais dit qu'il en fût question, et ne me parla que de l'obstacle de ma santé — elle venait d'être fort souffrante. — Je n'aurais certainement pas insisté, si elle m'eût témoigné un pareil désir. J'avais d'ailleurs la ressource de prendre la place d'une des deux femmes qui accompagnaient la famille royale dans la voiture de suite. En pareil cas, l'attachement ne consulte ni les convenances ni les droits, et j'aurais alors concilié les devoirs que m'imposait ma place, de ne jamais quitter Mgr le Dauphin, avec le désir que Leurs Majestés auraient manifesté de se faire accompagner par une personne dont les services eussent pu être plus utiles que les miens ¹. »

Nous ne pouvons suivre M^{me} de Tourzel dans tous les détails de ce malheureux voyage ; mais nous voulons détacher de son récit, si complet et si autorisé, un trait qui confirme sur les intentions vraies du Roi partant pour Montmédy, le témoignage de Fersen, de Bouillé, de M^{me} de Bombelles, de la Reine elle-même, et qui montre chez Louis XVI un élan d'énergie, trop fugitif, hélas !

« Quand la barrière fut passée, le Roi, commençant à bien augurer de son voyage, se mit à causer de ses projets. Il commençait par aller à Montmédy, pour aviser au parti qu'il croirait convenable, bien résolu de ne sortir du royaume que dans le cas où les circonstances exigeraient qu'il traversât quelque ville frontière pour arriver plus promptement à celle de France où il voulait fixer son séjour, *ne voulant pas même s'arrêter un instant en pays étranger.* »

« Me voilà donc, disait ce bon prince, hors de cette ville de Paris, où j'ai été abreuvé de tant d'amertumes ! Soyez bien persuadés qu'une fois le cul sur la selle, je serai bien différent de ce que vous m'avez

¹ *Mémoires de M^{me} la duchesse de Tourzel*, t. I, p. 302, note.

vu jusqu'à présent. » Il nous lut ensuite le mémoire qu'il avait laissé à Paris pour être porté à l'Assemblée, et il jouissait d'avance du bonheur qu'il espérait faire goûter à la France, du retour des princes ses frères et de ses fidèles serviteurs, et de la possibilité de rétablir la religion et de réparer les maux que les sanctions forcées avaient pu lui causer ¹. »

On sait comment échouèrent ces projets. Au retour de Varennes, M^{me} de Tourzel fut mise en état d'arrestation ; mais, sur les instances de la Reine, elle ne fut point envoyée en prison : on la garda à vue dans le cabinet du Dauphin. L'acceptation de la Constitution lui rendit la liberté, comme à tous les *complices* de la fuite du Roi. Il y eut alors un mouvement d'enthousiasme populaire qui sembla donner un dernier éclat à la royauté, mais qui n'abusa pas la Reine. « Qu'il est triste, disait-elle à M^{me} de Tourzel, en parcourant les Champs-Élysées, merveilleusement illuminés, qu'il est triste que quelque chose d'aussi beau ne laisse dans nos cœurs qu'un sentiment de tristesse et d'inquiétude ² ! »

Elle n'avait que trop raison. Dès lors, la vie n'est plus, pour la malheureuse famille royale, qu'une succession ininterrompue d'épreuves, de douleurs et d'outrages. La Reine lutte encore avec un invincible courage et une persévérance obstinée, mais sans espoir et sans autre pensée que d'arracher à la mort, s'il est possible, son mari et ses enfants ; car, pour elle, elle sait ce qui lui est réservé, et elle s'y résigne. « Pourvu que son mari et ses enfants soient sauvés, peu lui importe le reste ! » disait d'elle le ministre de Russie, M. de Simolin. Il faut lire dans M^{me} de Tourzel le récit de cette vie atroce, qui n'a plus une heure de bonheur, qui n'a plus un instant de tranquillité, mais qui hélas ! n'a plus de surprise, car on s'attend à tout : vie symbolisée en quelque sorte par le touchant portrait, placé en tête du premier volume, que la Révolution n'a pas laissé le temps d'achever, qui conserve cet air de dignité et de fierté que la Reine n'abdiqua jamais, mais dont le nez aminci et les yeux cernés semblent garder encore la trace des larmes qui les ont si souvent baignés.

Une seule consolation restait à l'infortunée Marie-Antoinette : ses enfants, et surtout ce joli Dauphin aux yeux bleus, aux joues roses, aux cheveux blonds, si attachant par l'expression de son visage, plus attachant encore par son caractère. M. de Beauchesne nous l'avait fait aimer et pleurer : M^{me} de Tourzel nous le fait aimer et pleurer plus encore peut-être ; ses *Mémoires* abondent en traits char-

¹ *Ibid.*, t. I, p. 311, 312.

² *Ibid.*, t. I, p. 392.

mants d'une délicatesse exquise, d'un esprit ingénieux, d'une réserve et d'une sagesse précoces, d'une fermeté et d'une bonté toute royales. Quand on les a lus, on se sent pris, s'il est possible, d'une affection plus attendrie pour la victime, d'une haine et d'une horreur plus profonde pour les bourreaux.

« Il était impossible, dit M^{me} de Tourzel, de voir un enfant plus attachant, rempli de plus d'intelligence, et s'exprimant avec autant de grâce. Il saisissait les occasions de dire des choses agréables à ceux qui l'entouraient. Il était très attaché au Roi, mais, comme il lui en imposait, il n'était pas aussi à son aise avec lui qu'avec la Reine qu'il adorait et à laquelle il exprimait ses sentiments de la manière la plus touchante, trouvant toujours à lui dire quelque chose de tendre et d'aimable. Sa gaiété et son amabilité étaient la seule diversion aux peines journalières dont la Reine était accablée. Elle l'élevait parfaitement, et quoiqu'elle eût pour lui la tendresse la plus vive, je lui dois la justice de dire qu'elle ne l'a jamais gâté, et qu'elle a toujours appuyé les justes représentations qu'on faisait à ce jeune prince. Il aimait l'occupation, et, dans son âge le plus tendre, l'étude lui plaisait tellement, qu'on était obligé de lui faire quitter ses leçons, malgré ses instances pour les continuer, lorsque l'on jugeait que leur prolongation pouvait le fatiguer. Il n'en était pas moins vif ni moins gai. Il aimait à courir, à sauter, à passer sur des chemins difficiles, et nommément à descendre à pic dans des fossés un peu profonds. Il ne craignait rien, et l'on était souvent obligé de l'arrêter dans les petites entreprises qu'il voulait faire pour prouver sa force et sa légèreté. Rien ne l'incommodait, et quoique son extérieur n'annonçât rien d'extraordinaire pour la force, il supportait singulièrement toute espèce de fatigue. Hélas ! cette excellente santé a augmenté la longueur du supplice que lui a fait souffrir la barbarie la plus atroce. Elle a combattu longtemps, et ce n'a été qu'à la longue qu'elle a éprouvé les suites de l'affreux régime sous lequel gémissait cette illustre et dernière victime de la tyrannie la plus révoltante ¹. »

Voilà le prince que la Convention a tué lentement, savamment, avec cet acharnement odieux des sauvages qui veulent jouir des tortures de leur victime. Car la Convention l'a bien tué, et toutes les prétendues révélations de prétendus Dauphins ne sont que des fables. Si quelques doutes pouvaient subsister encore après les récents travaux si concluants de MM. de la Sicotière et Chantelauze, ils ne tiendraient pas devant l'écrasant témoignage de M^{me} de Tourzel. La fidèle gouvernante a fait, sur le sort de cet enfant qu'elle connaissait

¹ *Mémoires de M^{me} la duchesse de Tourzel*, t. I, p. 372, 374.

si bien et qu'elle aimait tant, la plus minutieuse des enquêtes : elle a interrogé les médecins, elle a interrogé les derniers gardiens, elle a interrogé les registres même du Temple, et sa conclusion est formelle : elle ne peut conserver « le plus léger doute » sur la mort de Louis XVII, et ceux qui ont voulu prendre son nom ne sont que des imposteurs¹.

« Il n'est que trop certain, a-t-elle dit, qu'il n'a pas survécu aux mauvais traitements auxquels il a été soumis à dessein. Du reste, s'il eût survécu, son corps serait resté atrophié, et son esprit eût été infirme². »

Ce ne fut qu'au Temple que M^{me} de Tourzel se sépara du cher et attachant élève qu'elle n'avait quitté ni au 20 juin ni au 10 août. Elle avait obtenu la permission d'accompagner la famille royale dans sa dernière prison ; mais, dès le 18 août, on l'en arracha pour la conduire à la Force, avec sa fille Pauline et la princesse de Lamballe. La Force, c'était la première étape vers la mort. Plus heureuses que leur infortunée compagne, la gouvernante et sa fille furent sauvées par un membre de la Commune, à la suite de péripéties dramatiques dont toutes deux ont fait l'émouvant récit.

Après la chute de Robespierre, M^{me} de Tourzel put quitter Paris, et se retira dans sa terre d'Abondant, près de Dreux. « Elle y demeura jusqu'à la Restauration, absorbée dans ses douloureux souvenirs, partageant tous ses instants entre le culte des augustes victimes dont elle avait été la dernière confidente et les soins de la plus active charité³. »

C'est là aussi qu'elle voulut reposer après sa mort, le 15 mai 1832, entourée de ses souvenirs et de ses affections, non loin de la colonne expiatoire qu'elle avait dédiée à la mémoire de ses augustes et malheureux maîtres, dans cette église où elle avait si souvent prié pour les victimes et pour les bourreaux. La piété de sa famille a gravé sur sa tombe une inscription qui résume sa vie et qui est un hommage à son dévouement et à ses vertus ; elle vient de lui élever un monument plus durable encore en publiant ses *Mémoires*.

MAXIME DE LA ROCHESTERIE.

¹ *Mémoires de M^{me} la duchesse de Tourzel*, t. II, p. 32^a-332.

² *Ibid.*, t. I, p. xxiv.

³ *Ibid.*, t. I, p. xv. Introduction. — Cette notice sur M^{me} la duchesse de Tourzel est due à la plume de M. le comte de la Ferronnays.

IV

LES MÉMOIRES DE METTERNICH.

TOMES VI ET VII ¹

Dans un Avant-Propos d'une élégance exquise, M. le prince Richard de Metternich justifie contre certaines critiques l'usage qu'il a fait du *Journal* de la princesse Mélanie. Sa réponse est péremptoire. Les extraits de ce *Journal* n'ont pas été trop longs, ils ne le sont pas davantage dans ces deux tomes, car ils complètent la physionomie du chancelier ; ils nous font pénétrer dans ce que Sainte-Beuve appelait le *plus vif de l'homme*. Comme précédemment, l'affectueuse et aimable princesse nous apparaît tendrement unie à son *cher Clément*. Elle nous révèle le cœur, le caractère impressionnable de l'illustre diplomate, qu'on pouvait croire inaccessible aux émotions de la sensibilité. On assiste, en lisant ces pages, aux alternatives de joie et de tristesse que les péripéties de la politique suscitent dans l'âme de Metternich. L'intérêt du journal augmente quand arrive l'époque où la vie du prince est agitée par les plus graves événements, par des événements qui amènent la retraite du chancelier d'État, le forcent à vivre loin de sa patrie, dans un exil volontaire, et ne permettent à ce vieillard, âgé de près de quatre-vingts ans, de retrouver qu'au bout de quelques années son foyer et son existence habituelle. Pendant cette période, la princesse Mélanie s'élève réellement au rôle de biographe de son cher Clément, à qui elle s'efforce d'épargner le moindre chagrin, pendant que, veillant avec une sollicitude exclusive à la conservation des jours du Chancelier d'État, elle oublie tout à fait le mal incurable et douloureux qui la consume, et qui finit par l'enlever à l'affection de son mari.

D'autre part, la correspondance de Metternich avec la princesse fait voir, sous un jour nouveau, ses sollicitudes d'époux et de père, sa nature élevée et généreuse.

Mais hâtons-nous d'aborder sa carrière à la fois si tourmentée et

¹ *Mémoires, documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich, Chancelier de cour et d'Etat*, publiés par son fils le prince Richard de Metternich, classés et réunis par M. A. R. de Klinkowström. 2^e partie : *l'Ère de Paix* : 1816-1848. — Tomes VII et VIII. Paris, Plon, 1883, 2 vol. gr. in-8°.

si vaste pendant les treize années qui la terminent, et tout d'abord tâchons de préciser les principes religieux, politiques et sociaux qu'il mit en œuvre.

En religion, le Chancelier fut toujours catholique et orthodoxe; il ne mêlait à ces convictions ni libéralisme ni josphisme. Le 10 octobre 1847, il écrivait à Lutzow, ambassadeur à Rome : « Je suis un « homme d'Eglise, franc et sévère catholique, et je me crois à la « fois un homme d'Etat pratique. La vérité est une et l'Eglise « en est le premier dépositaire. Entre les vérités religieuses et les « vérités sociales il n'y point de différence, et la société ne peut « vivre et prospérer que par la foi et la morale religieuse (t. II, « p. 427). »

Néanmoins il ne faisait pas toujours, dans ses travaux d'homme d'Etat, une assez large part aux influences chrétiennes. On ne le voyait pas se préoccuper assez de faire circuler, si nous pouvons ainsi dire, dans tout le corps social, la sève féconde du catholicisme.

Sa politique se rattachait à l'ancien régime; il n'était, ainsi qu'il l'affirme avec vérité, ni absolutiste, ni despote. Aimant les progrès, pourvu qu'ils fussent en harmonie avec les anciennes traditions, il provoquait les réformes partout où il les jugeait opportunes et utiles. Mais la date de 1789 et tout ce qui en découlait lui étaient odieux. En France, il ne distinguait pas le 89 monarchique du 89 révolutionnaire, et voilà pourquoi, non seulement le gouvernement parlementaire, mais aussi le gouvernement représentatif n'avaient, à ses yeux, qu'une portée désastreuse. S'il les confondait dans un même anathème, on doit l'excuser, car il n'avait autour de lui que des constitutions délétères qui désarmaient la souveraineté et en préparaient la chute. Au dehors, il s'appuyait constamment sur les traités de 1815, bien qu'ils fussent à certains égards injustes et dangereux. Par suite, il tâchait de rallier à la défense de ces traités les cinq grandes puissances, chaque fois qu'il survenait une complication ou un péril. La Sainte-Alliance, néanmoins, lui semblait un *mythe*. Il comprenait que l'union des cours, base essentielle de la solidité des gouvernements et de la prospérité des peuples, tendait de plus en plus à se dissoudre; en vain il tâchait de la renouer, il succombait à la peine.

Au point de vue particulièrement social, sa pensée fut constamment nette et ferme. La Révolution, c'était l'ennemi, la Révolution déclarant à toute autorité politique, civile et religieuse une guerre sans paix ni trêve. Constamment il avait l'œil sur elle, il la poursuivait avec une énergie qui fut son insigne honneur. C'est ainsi qu'il s'en expliquait à ses ambassadeurs ordinaires, notamment à ceux qui, en France et en Italie, observaient de plus près les événements. Tantôt

il leur écrivait sur un ton confidentiel ses instructions, ses prévisions, ses craintes ; tantôt, dans un langage plus contenu, il leur dictait ce qu'ils devaient dire aux cours près desquelles ils étaient respectivement accrédités. On remarque, dans ses dépêches, dans ses lettres et ses mémoires, la vigueur et la clarté de sa manière. Jamais l'emportement ni la menace irréfléchie, mais parfois la pointe acérée du trait ; il a des mots qu'on dirait burinés ; souvent il souligne, à la façon de Joseph de Maistre, dont il n'a pas, d'ailleurs, et ne prétend pas avoir la portée philosophique.

Pendant les années qui furent la période suprême de ses luttes pour la conservation sociale en Europe, les crises ne cessèrent d'appeler sa diplomatie sur les champs de combat.

La France, sous une pseudo-royauté, ne pouvait s'affermir ; le sol tremblait, et des convulsions menaçantes pour le repos général alarmaient sans cesse l'esprit positif et prévoyant de Metternich. L'Espagne, bouleversée par l'usurpation, offrait habituellement des spectacles d'anarchie. La Turquie et l'Égypte se heurtaient dans un conflit qui pouvait embraser l'Europe, et la Grèce indisciplinable était un foyer de révoltes. Au Liban, les Druses prétendaient asservir les Maronites. La Pologne tentait de ressaisir son indépendance. La Suisse, agitée par le radicalisme, devenait la proie d'une guerre civile qui effrayait les cabinets. L'Italie reprenait avec plus d'hypocrisie et d'audace ses complots destructeurs ; enfin l'explosion de 1848 retentissait en Allemagne et marquait l'heure de la retraite définitive du Chancelier.

En 1835, les trois empereurs du Nord eurent le pressentiment des dangers communs. Réunis à Tœplitz, ils y prirent des mesures de conservation sociale ; ils décrétèrent le maintien de l'empire ottoman, et s'occupèrent de la question hollando-belge. On ne sait quelles furent leurs mesures d'ordre public, mais l'expérience les montra insuffisantes. L'attitude militante de Metternich le prouva dans les phases diverses que nous allons décrire.

De 1835 à 1848, la situation de la France ne cessa pas de l'inquiéter. Le trône usurpé lui semblait fragile, à la merci d'une tempête. Chaque fois que le roi des barricades, comme il l'appelait, était l'objet d'une tentative d'assassinat, il manifestait à Apponyi, son ambassadeur de prédilection à Paris, ses idées sur une commotion universelle. Malgré tout, il perséverait dans sa politique de prudence. Si Louis-Philippe était victime d'un complot, si à sa place un gouvernement révolutionnaire était proclamé, ni lui ni ses alliés du Nord, disait-il, ne le reconnaîtraient ; il y aurait immédiatement une rupture diplomatique. Mais aussi longtemps que le trône du 7 août fut debout, il évita une rupture, il se contenta de signaler en

France un acheminement visible vers les catastrophes par l'audace croissante des factions, par la corruption des mœurs et le règne de l'argent, par tous les symptômes d'une dissolution prochaine.

Les partis, quels qu'ils fussent, il les réprouvait avec une sévérité quelquefois excessive. Le juste milieu était *vide* et sans valeur, la marée du radicalisme montait sans cesse, les tentatives de Louis-Napoléon (1837-1840) trahissaient sa folie, et le gouvernement avait le tort de ménager le bonapartisme, de le flatter même, et de ranimer au profit de ses espérances les souvenirs du premier Empire par la translation aux *Invalides*, en décembre 1840, des cendres de Napoléon. Ces accusations étaient sensées ; mais Metternich allait plus loin : le parti légitimiste n'échappait pas à ses censures. Les royalistes sont *fous*, écrivait-il à Apponyi en 1836 ; ils veulent l'impossible. Et cependant n'avouait-il pas qu'en dehors du principe de légitimité, la paix intérieure ne pouvait s'établir solidement en France ? Plus tard, sous le ministère Guizot, il ne voyait que deux camps : dans l'un les *conservateurs* qui soutenaient le pouvoir, dans l'autre les *destructeurs* qui le combattaient. En 1844, il ne manifesta ni indignation ni blâme contre la flétrissure que M. Guizot, du haut de la tribune, osa imprimer aux dévouements de la fidélité royaliste. De plus il passait sous silence la belle campagne des légitimistes et du parti catholique pour la liberté d'enseignement. Si, en 1844, sa sagacité ordinaire comprit que sous la question des Jésuites il y avait l'entreprise anti-sociale des radicaux, il écrivit cependant : « Je ne me donnerai pas la peine d'avoir une parole pour les Jésuites. »

C'étaient là des oublis et des torts.

Relativement aux ministères, il se fit un devoir de louer les bons efforts, l'honorabilité personnelle, partout où il les trouvait. M. de Broglie eut ses sympathies, malgré l'esprit doctrinaire qui le caractérisait. M. Molé lui paraissait tout à fait estimable. Par contre, il ne souffrait pas les incartades de M. Thiers. Il voyait en lui un *amalgame d'idées révolutionnaires*, une étourderie qui n'était pas d'un homme d'État. Ce personnage, observait-il, représentait son pays dont il connaissait les *partis*, il n'était pas de force à le représenter devant l'Europe. Plus tard, l'avènement de M. Guizot au pouvoir lui fut agréable. C'était, à l'en croire, le ministre par excellence de la pseudo-royauté. Toutefois, quand il vit les symptômes précurseurs d'un cataclysme, il tempéra beaucoup ses louanges : il saisit parfaitement la fausse position de ce *conservateur* altier, trop confiant dans sa personnalité solennelle.

Quant à Louis-Philippe, Metternich le traitait ostensiblement avec une grande politesse de diplomate. Il rendait justice à sa pru-

dence, à son intelligence pratique. En revanche, il ne dissimulait pas, au besoin, que le roi citoyen s'inspirait exclusivement, dans sa politique, des intérêts de sa personne et de sa famille, qu'il se servait des *principes* ou les laissait, suivant son bon plaisir.

Voilà l'ensemble de ses jugements sur notre pays et la *quasi-royauté*. Voyons-le maintenant dans ses relations avec les autres cabinets.

L'Espagne, depuis le jour où Ferdinand VII avait fait prévaloir sa Pragmatique-Sanction, n'offrait que des alternatives de despotisme et d'anarchie. Le Chancelier les signalait avec indignation. Il n'avait de considération ni pour Isabelle, *fantôme de reine*, ni pour le régent Espartero, ce prétendu *Messie* dont il se moquait. Seul, don Carlos représentait l'ordre au-delà des Pyrénées. Son règne ne serait peut-être pas, disait-il, de longue durée, et ne garantirait pas la paix ; du moins il apaiserait momentanément les factions. Mais don Carlos avait pour ennemies l'Angleterre et la France. L'une voulait chasser les Bourbons et établir avec le gouvernement parlementaire la suprématie britannique à Madrid, comme à Lisbonne. L'autre, nous parlons de son gouvernement, travaillait par des voies détournées à assurer la prépondérance de la dynastie orléaniste. La quadruple alliance ne fut qu'une duperie. Les cabinets de Paris et de Londres, au fond séparés par les calculs de leur ambition, devaient à la fin se désunir. Le mariage du duc de Montpensier avec l'héritière du trône espagnol fit éclater la discorde. Metternich avait paru croire d'abord que Louis-Philippe ne voulait pas intervenir dans la guerre que l'Acte de Ferdinand VII avait allumée ; il ne tarda pas à voir clair dans les intrigues de ce prince, si toutefois sa clairvoyance avait été trompée.

En présence de l'hostilité anglo-française, que devait-il faire ? Intervenir par les armes, c'était folie ; il n'aurait pas eu pour auxiliaires ses alliés du Nord. Il se borna donc à garder une *attitude expectante*, sans ralentir auprès du cabinet de Paris ses démarches favorables à un pacifique dénouement. Dans ce but il proposa l'abdication de don Carlos (1844) en faveur de son fils et l'union matrimoniale de celui-ci avec Isabelle, à la condition toutefois que le comte de Montemolin exercerait toutes les prérogatives de la royauté. Thiers avait paru consentir (1836) à cette combinaison vraiment sage, mais il voulait conserver la régence de Christine. Cette contradiction offusqua Metternich ; il refusa. Dès lors son essai de pacification rencontra, dans les cours, des obstacles insurmontables. La guerre avait été, par la trahison de Maroto (1839), décidément funeste à don Carlos ; l'usurpation l'emportait, et une ère de malheurs, plus terrible que la précédente, s'ouvrait sur cette terre où le catholicisme et la royauté légitime auraient pu si honnêtement et si fructueusement s'unir. Le Portugal n'eut pas

une meilleure destinée. Quand le Chancelier apprit que don Pedro avait, en 1842, substitué une Constitution à celle de 1831 : L'Espagne et le Portugal, dit-il alors avec dédain, *font et défont leurs lois essentielles*.

Vers cette époque (1839-1840), les affaires d'Orient éveillèrent sa vive sollicitude. On sait qu'un des fondements de sa politique extérieure était le maintien de la Turquie. Il la croyait indispensable à l'équilibre européen, capable au surplus d'assurer son avenir par de sages réformes, et en cela ses désirs trompaient la sûreté ordinaire de son coup d'œil. Quelle ne fut pas son émotion, lorsqu'il sut que Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte, tentait de se faire indépendant de la Porte-Ottomane, et d'ajouter la Syrie à ses possessions ! M. Thiers était au pouvoir, et imbu de réminiscences bonapartistes au sujet de l'Égypte, il favorisait ouvertement l'ambition agressive de Méhémet-Ali.

Ce fut alors que Metternich traita la France d'*Égyptienne* et de *tripoteuse*. Aussitôt il s'entendit avec la Russie, la Prusse et l'Angleterre pour conjurer l'orage et rendre impuissante la témérité française. Il réussit sans peine, et le traité de Londres (15 juillet 1840) fut l'expression d'une entente qui nous séparait du concert européen. A ce moment il y eut dans nos cités des éclats de colère. On se croyait aux jours belliqueux de 1792. *La Marseillaise* et les couplets de *Charles VI* contre l'étranger retentissaient dans les théâtres et passionnaient les foules.

Metternich, en apprenant ces choses, ne perdit pas sa sérénité. Quoi donc ! la France songerait à la guerre ; mais c'est un *Jeu* absurde qu'elle aurait à faire, car elle est seule. Au reste, il prenait ses précautions, il déclarait que la Confédération germanique était prête et repousserait la violence française par les armes. Il en était ainsi des autres puissances signataires du traité. Une conflagration universelle eût été inévitable, si Louis-Philippe n'avait pas refusé à M. Thiers d'insérer, dans le discours de la Couronne, une phrase qui eût mis le feu aux poudres. Cette phrase disait qu'il fallait continuer, en faveur de Méhémet-Ali, les armements de la France contre la coalition du Nord. M. Thiers, désavoué, donna sa démission ; la tempête se dissipa. Mais Louis-Philippe n'en conserva pas moins un profond ressentiment à l'endroit des alliés. Dans un entretien avec Apponyi, ambassadeur d'Autriche, il se plaignit vivement de la Russie qui, cédant à ses sentiments *anti-français*, avait coalisé contre lui les puissances.

Après la Turquie, la Grèce. Le Chancelier gardait rancune à l'indépendance hellénique. Il trouvait ce petit royaume turbulent et dangereux, privé d'hommes de valeur, enfiévré de parlementarisme, aspirant à s'agrandir et propageant son *orthodoxie* schismatique. En

1843, Athènes s'insurgea, et une Constitution fut faite, qui désarmait le roi Othon et enchaînait son autorité. Metternich n'eut pas un seul instant la pensée d'intervenir dans ce gâchis ; il lui suffit de dénoncer à l'Europe les effervescences de cette nation, bien qu'il les jugeât contagieuses. C'était un foyer incandescent dont il redoutait les émanations.

Quelques années plus tard (1842-1846), la situation du Liban préoccupa le Chancelier. Les Druses persécutaient les Maronites, de tout temps amis de la France catholique. M. Guizot avait le droit et le devoir de ne pas abandonner ces alliés fidèles, et pour cela même, Metternich s'empressa de le consulter, de s'entendre avec lui pour une action commune. Il fut réglé que la maison Schaab, justement aimée de la *Montagne*, continuerait de la gouverner sous la suzeraineté de la Porte. C'était la meilleure solution qu'on pût obtenir.

Mais voici qu'un soulèvement en quelque sorte domestique mit en émoi l'Autriche, la Prusse et la Russie. La Pologne, encore une fois, cherchait à revivre ; un complot devait éclater à Posen au mois de janvier : il fut découvert et échoua. A Cracovie le mouvement put éclater ; en cas de réussite, il se serait propagé dans le duché de Posen et aurait envahi la Pologne russe. De même que les insurrections précédentes, et plus encore peut-être, la démocratie révolutionnaire avait été l'instigatrice de cette prise d'armes ; toutefois, l'élément vraiment national n'y était pas étranger. Metternich, on s'en souvient, n'avait jamais aimé le rétablissement de la Pologne. A son sens, elle s'était *suicidée*. A qui donc la faute, sinon à ses folies ? Jamais il n'eut un mot, nous ne disons pas d'indignation, mais de blâme mitigé contre le crime dont ce vaillant pays avait été victime. Cette fois encore, il accusa l'émigration polonaise, gangrenée de radicalisme, d'avoir été le boute-feu de l'insurrection. L'ancien parti aristocratique, affirmait-il, n'existait plus. Les révolutionnaires de bas étage l'avaient remplacé, et ils demandaient leur succès à la dévastation et au pillage. Par bonheur, ils étaient impopulaires : les paysans et le peuple les combattaient. N'y avait-il pas dans ce langage un écho de ses sentiments par trop hostiles à la malheureuse Pologne ? Non, le parti aristocratique n'était pas mort. Un manifeste avait proclamé roi Adam Czartoryski. Metternich l'avoua, se hâtant d'ajouter que ce prince était depuis un demi-siècle le *mannequin* de la démocratie révolutionnaire.

Quoi qu'il en soit, l'insurrection fut promptement réprimée, et les trois cours, qui possédaient chacune un lambeau de la Pologne, crurent légitime et nécessaire d'annexer l'État de Cracovie à l'Autriche. Au dire du Chancelier, c'était l'unique moyen de protéger, pour l'avantage de tous, la nationalité polonaise. Cette nationalité, il l'aimait, disait-il, et à coup sûr il était sincère : mais l'absorber par droit de

conquête, quelle singulière façon de la patronner et de la relever ! Cette annexion, d'ailleurs, violait les traités de 1815, si chers à Metternich ; l'Angleterre et la France protestèrent et le ministre autrichien, pour justifier ce coup d'état, fit valoir des motifs de sûreté générale, qui témoignaient, assurait-il, d'un attachement sincère à la Pologne ainsi dégagée de ses ennemis. De son côté la Suisse (1843-45-47) préludait à la guerre civile par la révolte des radicaux. Dès l'année 1841, le grand ministre autrichien, qui avait, en matière de révolution, le don de seconde vue, apercevait le signe de très graves événements. En 1845, la faction radicale s'avisait d'empêcher Lucerne d'avoir à son service quelques jésuites, et les corps francs s'organisèrent pour obtenir, par les armes, l'expulsion que le canton catholique leur avait refusée. Lucerne, à l'aide de ses alliés, battit les insurgés. De cette défaite naquit la guerre du *Sunderbund*. Sept cantons luttèrent, pour la défense des droits que leur garantissait la Constitution helvétique, contre ceux que la tyrannie démocratique asservissait. L'Angleterre favorisait, sous l'impulsion de la franc-maçonnerie, les menées de la Révolution. Elle demanda la dissolution du *Sunderbund* ; les cantons conservateurs la refusèrent. Au commencement de cette équipée séditieuse, Metternich vit clairement que l'incendie gagnerait l'Autriche, s'il n'avait pas. La France, elle aussi, n'allait-elle pas être atteinte ? Malheureusement, les situations des deux pays, au point de vue conservateur, n'étaient pas identiques. M. Guizot redoutait sans doute la contagion du radicalisme ; mais, ministre d'une royauté issue des barricades, il n'osait pas faire une démonstration décisive ; il admettait seulement les négociations diplomatiques. Tel n'était pas le dessein du Chancelier. Il désirait avec raison, au début de la crise, qu'elle fût étouffée par les deux cours voisines de la Suisse. N'ayant pu réussir, il proposa de faire adresser à la diète fédérale des réclamations énergiques. Puis, quand le *Sunderbund* eut succombé, il demanda l'ouverture, à Neuchâtel, d'une conférence à laquelle prendraient part les délégués des puissances qui avaient signé, en 1815, l'Acte constitutif de la neutralité helvétique. La souveraineté des cantons étant violée par la défaite du *Sunderbund*, les signataires déclareraient légalement dissoute la confédération suisse. Cette proposition fut abandonnée ; on se résigna donc à une simple protestation ; n'était-ce pas s'avouer vaincu ? Metternich fut navré.

Quittons la Suisse, et entrons en Italie. Nous sommes en 1846. Grégoire XVI meurt et Pie IX lui succède au trône pontifical. La Péninsule est alors profondément mais sourdement agitée par les sociétés secrètes. A cette heure, on sent partout comme un tressaillement qui présage un cyclone révolutionnaire. Le Piémont ne met

pas encore à découvert ses projets cupides, et Charles-Albert, malgré les illusions de son libéralisme, dit tout haut qu'il n'accordera pas une Constitution. En même temps, un vent de constitutionalisme souffle en Toscane et à Naples ; il se fera sentir dans les États romains, et sous le drapeau des libertés publiques les carbonari vont tenter de bouleverser l'Italie.

Aussitôt après l'avènement de Pie IX, Metternich, dont la perfidie des sectes ne ralentit pas la vigilance, adresse au nouveau pape de respectueux conseils. On se rappelle que le saint pontife, dès la première année de son exaltation, voulut réaliser pour le bien de ses États une série de réformes. Elles eurent de toute part en Europe, et spécialement en France, un prodigieux succès de popularité. Le Chancelier s'émut de ces applaudissements et accentua ses plaintes. Pie IX manquait du sens pratique : il s'enlaçait dans un filet. La Consulte ferait triompher l'utopie parlementaire ; la municipalité romaine dominerait démocratiquement les États romains ; la garde civique deviendrait la Révolution armée. Plus le pape avançait dans cette voie qu'il croyait sûre, sans jamais sacrifier ses prérogatives imprescriptibles, plus le Chancelier accumulait les reproches. Il voyait l'infortuné Pie IX dans une impasse. Les *viva* de la foule lui révélaient une formidable conspiration des Ventes. Certes, sa perspicacité n'était pas en défaut. Mais il était bien sévère pour une situation difficile. Si Pie IX, en effet, n'avait pas pris une généreuse initiative, les conspirateurs n'auraient-ils pas soulevé les multitudes, au bruit de leurs déclamations contre les résistances obstinées de la cour de Rome ? Aux remontrances de l'Autriche, le cardinal Fierretti répondit clairement que Pie IX ne dépassait pas, dans ses réformes, le programme du *memorandum* de 1831, présenté par les puissances à Grégoire XVI, qui l'avait accepté. En accusant réception de cette missive, Metternich ne fit pas d'objection ; il s'exprimait avec vénération et sympathie sur les vues paternelles de Pie IX. Mais la suite de ses dépêches ne confirma pas ces dispositions : il craignait trop pour les possessions autrichiennes, il avait trop étudié le génie des sectes pour se tranquilliser sur l'avenir d'une politique où le grand cœur d'un pontife avait mis toutes ses inspirations élevées, et ne soupçonnait pas qu'une noire ingratitude pût tourner contre lui ses bienfaits. Advint l'année 1848, la Révolution fit son coup de main dans le royaume de Naples : Metternich prédit que c'était la trainée de poudre qui allumerait un vaste incendie ; il disait vrai ; ce furent là ses adieux à l'Italie.

Arrivons aux affaires d'Allemagne. L'empereur Ferdinand inaugura son règne par des témoignages d'affectueuse estime pour le grand ministre qui avait, sous son prédécesseur, si bien mérité de l'Autriche

et de toute la patrie allemande. Metternich en fut reconnaissant, et, pour montrer sa gratitude, il aurait redoublé, s'il l'avait pu, d'énergie et d'activité au service de l'Empire.

Ce fut alors qu'il eut le projet éminemment louable de supprimer tout ce qui, depuis un demi-siècle, entravait les relations des évêques et des congrégations avec la papauté, de restituer largement au chef de l'Eglise l'indépendance de son magistère dans ses rapports avec le gouvernement autrichien. Tout cela mettait en lumière la hauteur et la sagesse de ses idées, la pureté de ses convictions catholiques. On pouvait désirer, néanmoins, qu'à propos des persécutions du Czar qui s'attaquaient à la foi de la Pologne, il interposât sa médiation ; peut-être, à cet égard, les intérêts de la politique lui inspirèrent une abstention calculée. Toujours est-il qu'on ne trouve dans sa correspondance qu'un regret platonique sur ces *dangereux* agissements ; il n'insista pas.

En ce qui regardait la tranquillité de son pays et de toute l'Allemagne, les troubles de Leipzig devant l'hôtel de l'Ambassade prussienne lui causèrent une vive impression ; et cependant il continua d'avoir confiance, comme auparavant, dans le bon sens conservateur des populations. Ce patriotique sentiment ne l'empêchait pas de travailler sans relâche à les préserver de l'illusion libérale. La Constitution de la Hongrie lui déplaisait, et il reprochait à cette nation ses tendances vers l'utopie. Conséquemment il s'efforçait de ramener en dernier appel à l'administration centrale toutes les questions soumises aux États provinciaux, et d'affermir ainsi l'unité politique à l'encontre des entreprises séparatistes. C'est avec cette sagesse qu'il conseillait à la Prusse de ne pas se livrer à des innovations qui pouvaient aboutir, par la réunion périodique des États, à former les *États généraux* constitutionnels. Au surplus, malgré la constante opposition à ce qu'il croyait libéral et parlementaire, bien qu'il organisât plus fortement la censure contre les licences de la presse, il se plaisait aux améliorations sérieuses : la dime et la corvée demeuraient impopulaires ; il résolut de les abolir.

Entretiens, voici venir l'année 1848, l'année terrible. Dans une lettre à Lutzow, et dans un memorandum au roi Frédéric Guillaume IV, Metternich jette sur l'Europe un coup d'œil sagace, et il vaticine en ces termes éloquents :

« Bien des situations se dépouilleront des voiles qui les couvrent
 « encore, voiles dont les partis ne manquent jamais de se couvrir,
 « les uns pour masquer leur faiblesse, et les autres pour ne point
 « effrayer par leur force les gouvernements et la partie saine des
 « populations. Le voile, c'est le libéralisme ; il s'effacera en Italie,
 « comme dans toute contrée, devant le radicalisme en action. Quelles
 « seront les conséquences de l'événement ? Ne me le demandez pas,

« car ma vue est trop courte pour les apercevoir avec une apparence de certitude. Ce qui est sûr, c'est que la lutte avec des corps est plus naturelle que la lutte avec des spectres, et le radicalisme a un corps qui n'a pas le spectre du libéralisme (t. II, p. 570). »

Cet horoscope était une prophétie. Le coup de tonnerre de février et ses conséquences la justifiaient. Toutefois cette secousse n'étonna pas Metternich. N'avait-il pas, depuis 15 ans, annoncé un cataclysme à peu près européen, cataclysme dans lequel il croyait que l'Angleterre, en apparence si calme, serait enveloppée à bref délai. Aussi la nouvelle de l'écroulement du trône de juillet lui fait dire :

« Les derniers événements ont pour origine la levée de boucliers générale du radicalisme... J'ose dire que le changement survenu en France démontrera... le caractère de la maladie générale... Aujourd'hui, comme il y a un demi-siècle, l'Europe se trouve en face de la Révolution française, et elle se voit ramenée de force sur le terrain politique sur lequel elle n'osait s'aventurer que timidement. Il est impossible que les puissances ne se concertent pas et que les petits États ne leur demandent pas conseil. Tous les gouvernements ont affaire à un ennemi commun et sont exposés à voir cet ennemi remporter bien des victoires. Cet ennemi, c'est le radicalisme, il n'est pas dans ses habitudes de dormir (t. II, p. 595). »

Comment, hélas ! les grands États auraient-ils pu se concerter et aviser ? Le sol tremblait en Allemagne comme en France. A Vienne, les *Journées* de mars furent affreuses. Il faut lire dans le *Journal* de la princesse Mélanie le récit ému et saisissant de ce mouvement insurrectionnel. Les factieux demandaient à grands cris la retraite de Metternich, car ils avaient dans ce grand esprit et cet indomptable courage un adversaire permanent. Cédant au besoin de calmer des colères qui grandissaient, il donna sa démission à l'Empereur. Il avait été trente-neuf ans le principal ministre de son pays et son rôle politique avait duré presque un demi-siècle. Dans un *Mémoire autobiographique*, contenant des matériaux pour servir à l'histoire de sa vie publique, il parcourt les phases de sa vie avec la vigueur de pensée qui lui était habituelle, et il la résume dans ces mots : « Je tire une ligne entre ce qui *était* et ce qui *est*. Cette démarcation commence à la onzième heure de la nuit du 13 au 14 mars 1848. *Je suis l'homme de ce qui était* (t. II, p. 19 et suivantes). »

Enfin une pièce importante ayant pour titre : *Mon testament politique*, manuscrit autographe sans date écrit par fragments sur des feuilles volantes de 1840 à 1855, commente cette devise : *la force dans le droit*, qui fut comme le phare dont s'éclaira toujours sa carrière. « Elle est, dit-il, l'expression de ma conviction même, elle marque la base de ma manière de penser et d'agir. »

Pourquoi donc cette fière devise, mise en regard de celle des sectes : *le droit est dans la force*, n'eut-elle pas le bonheur de triompher ?

C'est qu'après l'expulsion de la royauté légitime en 1830, le lien qui unissait les grandes monarchies dans un but de mutuelle défense était brisé, car, devant la force, elles n'avaient pas même protesté pour le *droit* ; c'est que la Sainte Alliance, dont les congrès de souverains avaient, sous la Restauration, constaté la vitalité relative, n'était plus qu'un souvenir.

Dès lors les sociétés secrètes n'avaient pas de frein ; les appels de Metternich au concert des cabinets, dans les questions qui engageaient l'avenir des peuples, demeuraient stériles.

La France appartenait à la Révolution, sous des formes trompeuses de modération et de paix ; l'Angleterre trempait dans les complots. Comment l'Italie, la Suisse, l'Allemagne pouvaient-elles résister au travail continu en faveur du mal ?

Et puis ne laissait-on pas, par de coupables inerties, pénétrer l'ennemi commun dans les places qu'il désirait envahir ? La Prusse se mettait à la tête de la coalition protestante contre les droits et les libertés imprescriptibles de l'Église ? La Russie, pour déraciner la nationalité polonaise, faisait par la violence et par la ruse une guerre lamentable à ses croyances religieuses. Le rationalisme et par suite l'esprit de sédition ravageaient au delà du Rhin les universités et les gymnases. En face de tant de périls, les répressions matérielles étaient inefficaces. Il fallait invoquer les vrais principes. Là était le *droit* qui avait la *force* de tout sauver, sinon de tout préserver. Quand donc Metternich, parcourant d'un regard satisfait son long ministère, dans le testament qu'il léguait à la postérité, applaudit à ses actes comme à ses intentions, il ne méconnaît pas les écueils où sa fortune devait échouer, mais peut-être, sans s'arrêter aux surfaces, ne va-t-il pas jusqu'au *tuff*, si nous pouvons ainsi dire, d'une situation qui bravait son génie.

A tout prendre, Metternich est la plus grande figure d'homme d'État qui ait illustré notre siècle. Il n'est point de ceux dont la mémoire ne résiste pas à la justice du temps. Vue à distance, elle ne perd rien de son éclat. En rentrant, pour y finir ses jours, au foyer domestique qu'il honorait par ses vertus et charmait par son cœur, il restait sans peur dans les ruines amoncelées autour de lui. Ce n'était pas l'orgueil du stoïcien qui soutenait son courage, c'était le sentiment du devoir accompli, la joie austère d'avoir combattu pendant un demi-siècle les bons combats.

GEORGES GANDY.

V

LES PRÉTENDUES POÉSIES DE CATHERINE
DE MÉDICIS.

Tous ceux qui prennent quelque intérêt aux hommes et aux choses du xvi^e siècle n'ont pas été médiocrement surpris par la publication récente d'une série d'articles portant ce titre plein de promesses : *Les poésies inédites de Catherine de Médicis* ¹. On n'a pas vainement passé vingt ou trente ans de sa vie à étudier l'histoire des Valois, sans être pris d'une légitime curiosité et même d'un peu de dépit, en apprenant tout d'un coup que le hasard a permis à un jeune écrivain de découvrir et de mettre en lumière tout un côté de la physionomie et du génie d'une femme illustre, que l'on croyait connaître à fond, et qui, sur un point spécial, en astucieuse italienne qu'elle était, aurait pendant plus de trois siècles dérobé son secret aux plus laborieux et plus habiles historiens. Ceux particulièrement qui se sont préoccupés depuis longtemps de recueillir tous les souvenirs, tous les papiers publics ou privés, toutes les pièces d'archives, toutes les correspondances concernant Catherine de Médicis, un La Ferrière, un A. Baschet, un L. Lalanne, pour ne citer que les plus connus, ont dû se précipiter avec un enthousiasme mêlé de quelque inquiétude sur les quatre livraisons de la grave Revue dans laquelle cette révélation paraissait pour la première fois.

Leur curiosité a dû être singulièrement déçue, en ne rencontrant dans les deux premiers articles que des renseignements absolument vulgaires et des détails d'une banalité digne des dictionnaires historiques. A la rigueur cela pouvait passer pour une introduction obligée, et, avec la troisième partie, on arrivait évidemment au but, puisque ce chapitre portait en sous-titre : *Les cinq épitres de la Reine-Mère* ².

D'où venaient ces poésies inédites ? Dans quel manuscrit ignoré avaient-elles été découvertes ? Dès la seconde page le secret était

¹ Correspondant des 10 et 25 mars, 10 et 25 mai 1883 : *Les poésies inédites de Catherine de Médicis*, par M. Edouard Frémy, premier secrétaire d'ambassade.

² Correspondant du 10 mai 1883, t. CXXXI.

dévoilé. Les précieuses pièces se trouvaient tout simplement dans un manuscrit du fonds français de la Bibliothèque nationale, portant le n° 883, format in-folio *parvo*, et contenant 93 feuillets. Point de titre d'ailleurs au volume, ni d'indication touchant l'origine de ces pièces de vers, écrites sur des sujets fort différents. Mais, du folio 30 au folio 36, on y peut voir les « cinq épîtres, » adressées par Catherine de Médicis à Philippe II et à sa fille Élisabeth de France, épouse de ce prince. Comment M. Frémy a-t-il été amené à croire que ces poésies avaient pour auteur celle que si longtemps on a appelé « la reine-mère ? » La trouvaille n'a rien de personnel : l'auteur a jugé bon seulement de se l'approprier, et il est le premier depuis trente-cinq ans qui ait eu cette pensée.

En 1848, M. Paulin Paris publiait son grand travail intitulé : *Les manuscrits de la Bibliothèque du Roi*, l'un de ces précieux catalogues qui ont précédé l'œuvre vraiment gigantesque à laquelle M. Léopold Delisle attachera son nom. Dans le tome VII, à la page 88, et à la table du même volume, M. Paris indique par une simple note que les pièces contenues dans ce volume sont de Catherine de Médicis et des autres princesses de la maison de Valois. Où le savant chartiste a-t-il puisé ce renseignement ? Sans doute dans un précédent catalogue, dans une indication fournie par les possesseurs antérieurs du manuscrit. Au demeurant, il ne s'engage pas d'une façon absolue, et il n'attache pas plus d'importance à cette dénomination qu'à celle des milliers de volumes manuscrits qu'il s'est donné pour tâche de cataloguer. Son autorité n'est donc ici que très récusable ; et on l'aurait bien étonné lui-même en le donnant pour seul juge de l'attribution véritable de ces poésies qu'il avait inventoriées en passant.

Toujours est-il qu'avant d'exploiter pompeusement une si rare découverte, il fallait mettre en avant d'autres preuves d'authenticité. C'est ce que n'a point fait M. E. Frémy : au contraire, toutes les indications accessoires qu'il donne à l'appui de sa thèse sont autant d'arguments propres à en démontrer l'inexactitude historique.

« Les *Épîtres* adressées par Catherine de Médicis au roi et à la reine d'Espagne furent vraisemblablement écrites, dit l'auteur¹, dans le courant de l'année 1575, pendant et après le séjour d'Élisabeth de Valois sur la frontière française, » à l'occasion de la fameuse entrevue de Bayonne. C'est évidemment 1565 qu'il faut lire, puisque la reine d'Espagne est morte en 1568, et que la rencontre de la mère et de la fille eut lieu trois années auparavant. Nous n'insistons pas sur cette erreur d'impression ; mais ce qui est plus grave, c'est que la

¹ *Correspondant* du 25 mars 1883, p. 1105.

première des « Épîtres » venant à parler de Cauterets, M. Frémy s'empresse de mettre en note, pour donner plus d'authenticité à la pièce et lui assurer en quelque sorte date certaine : « Dans cette lettre, Catherine décrit les eaux de Cauterets, où elle se trouvait alors avec sa fille ; elle invite le prince à venir les rejoindre. »

Ici l'impossibilité devient absolue ; et l'auteur s'est laissé volontairement égarer par une circonstance qui justement aurait dû le ramener dans le droit chemin. Jamais Catherine de Médicis et sa fille Élisabeth n'ont été séjourner aux eaux de Cauterets. Dans cette année 1565, tous leurs jours sont comptés, et nous pouvons sans peine en rétablir minutieusement l'emploi. Il suffit de se reporter à deux documents bien connus, qui se trouvent reproduits dans le tome 1^{er} des *Pièces fugitives* du marquis d'Aubais : le *Voyage de Charles IX en France* d'Abel Jouan, et l'*Itinéraire des rois de France*. On y voit toutes les dates des passages successifs de la reine-mère et de son fils dans les diverses villes du royaume pendant l'été de 1565. Le 12 avril, la cour quitte Bordeaux ; le dimanche 3 juin, elle fait son entrée à Bayonne. La reine d'Espagne y demeure dix-sept jours, et le roi son frère trente-trois. Ils en partent ensemble le 2 juillet ; et, dès le lendemain, Élisabeth retourne en Espagne, accompagnée jusqu'au-delà de la frontière française par son autre frère le jeune duc d'Orléans. Le 14 juillet, séjour de Charles IX à Dax ; le 18, à Mont-de-Marsan ; Catherine de Médicis l'accompagne toujours : elle est marraine avec lui le 5 août. Ils s'arrêtent ensuite quelques jours à Angoulême, jusqu'au 18 août. Le 14 septembre, le roi fait son entrée à La Rochelle ; le 12 octobre, il est à Nantes ; le 22 décembre, à Moulins, où a lieu l'assemblée politique célèbre. Où placer cette saison aux eaux de Cauterets avec la reine d'Espagne, et comment admettre que Catherine ait pu écrire à son gendre — même en vers — pour lui demander de venir les rejoindre ? Philippe II avait déclaré ne pas vouloir aller à Bayonne ; il ne se souciait pas plus que sa belle-mère de se retrouver ensemble. M. Frémy ne l'ignore pas, puisqu'il dit plus loin en parlant des résultats de l'entrevue de Bayonne : « Loin d'avoir effacé ou atténué leurs griefs réciproques, les deux cabinets avaient pu mesurer l'abîme qui séparait leur politique¹. » Les « cabinets » de Catherine de Médicis, de Charles IX ou de Philippe II ! Autant parler tout de suite de groupes parlementaires ou de majorité ministérielle !

Ce qu'il importe de retenir, ce n'est pas l'in vraisemblance historique, c'est l'inexactitude fatale des dates. L'examen matériel du

¹ Correspondant du 10 mai, p. 512.

texte des poésies n'est pas plus probant. On lit, en effet, à propos de la seconde épître ¹ : « Il est à remarquer qu'en tête de la pièce qui commence à la page 32 et qui porte pour titre : *La royne à Madame Isabel rayne d'Espagne*, les trois derniers mots sont écrits par la reine-mère de sa propre main. » Nous nous sommes reportés à la page 32 du manuscrit ; nous avons examiné les trois mots sans parti pris ; nous les avons fait voir à d'habiles paléographes : — il est évident qu'ils sont d'une autre écriture que le texte ; mais jamais Catherine n'a pu les écrire. Il existe à la Bibliothèque nationale nombre de lettres autographes de Catherine ; on connaît sa grande écriture incorrecte et lâchée : il n'est pas un habitué de la salle des manuscrits qui, sans être expert-juré, ne déclare à première vue que les trois mots en question n'ont rien de commun avec « la propre main » de la reine-mère.

Continuant de soutenir sa thèse si contestable, et commentant les épîtres suivantes, l'auteur ne craint pas d'affirmer que « Catherine de Médicis avait pris goût à ce genre de composition poétique épistolaire. » Mais, comprenant que la poésie française, même au xvi^e siècle, était peu compatible avec la connaissance imparfaite que la reine-mère avait de la langue, il ajoute en note : « La prononciation et l'orthographe de Catherine étaient seules restées défectueuses ; cette princesse ne l'ignorait pas, et confiait ses épîtres à un copiste chargé d'atténuer les incorrections de ces manuscrits dont, malheureusement, les originaux ne sont point parvenus jusqu'à nous ². »

Voilà, ce semble, une supposition bien gratuite. Pourquoi Catherine aurait-elle pris un copiste ou un correcteur pour ses seules poésies, quand sa prose était non moins incorrecte ? Comment personne, ni Brantôme, ni Hilarion de Coste, ni les ambassadeurs vénitiens ou florentins, ni les historiens qui sont dans toutes les mains et dont M.E. Frémey cite complaisamment les témoignages, n'auraient-ils jamais parlé de ce copiste, pas plus qu'ils n'ont signalé les poésies de la reine-mère ? Tout a été dit sur Catherine, sur ses habitudes, sur ses talents, sur ses goûts, sur ses dépenses, sur sa « vie et ses déportemens ; » et il ne se serait pas trouvé un écrivain pour raconter ou pour insinuer seulement qu'elle ne dédaignait pas de s'essayer dans le langage de Ronsard ?

M. Frémy n'a point raison contre tout le monde, et surtout il n'a point appuyé son opinion d'un réel commencement de preuve. Non, Catherine de Médicis n'a jamais écrit en vers français. Son génie même était absolument réfractaire à ce genre d'exercice. Diplomate

¹ Correspondant, t. CXXXI, p. 509.

² Correspondant du 10 mai, p. 613.

merveilleuse, grande politique, sachant au besoin donner à des chefs militaires ou à des gouverneurs de province des instructions d'une clarté et d'une éloquence remarquables, elle n'a jamais eu une notion bien établie des formes de la langue, de la grammaire, de l'orthographe, à plus forte raison de la quantité, du rythme, de la mesure et de la rime. Elle écrivait comme elle parlait, sans aucun souci de la phrase ou de la ponctuation ; elle allait droit au but, sans développements inutiles, bien qu'elle ne dédaignât point de mettre en œuvre toutes ses finesse de race. Mais, quelque faibles que soient les poésies qu'on lui attribue si singulièrement, elle est incapable de les avoir composées, même avec l'aide d'un copiste.

Nous serions bien étonnés si beaucoup de lecteurs attentifs avaient accepté sans réserve les conclusions du travail récent de M. Édouard Frémy. Il nous a semblé utile cependant, au point de vue de l'histoire sérieuse, de signaler en quelques pages les objections nombreuses qui s'opposent à la découverte, très imprudemment dévoilée, de poésies inédites de Catherine de Médicis. Trop de problèmes historiques restent à étudier pour qu'on vienne sans motif en poser de nouveaux.

Après avoir rappelé que la reine-mère avait conquis le droit de dire hautement à Philibert Delorme : « Les Tuileries sont dédiées aux Muses » — ce que nous n'avons pas la prétention de nier, — l'auteur termine ainsi son dernier article :

« Malgré la juste répulsion qu'inspire la conduite politique de Catherine de Médicis, nous avons estimé que l'examen des essais poétiques de la reine-mère, en révélant un côté jusqu'alors ignoré de son caractère, offrirait un réel intérêt aux esprits impartiaux. L'histoire ne saurait s'étonner des contradictions qui forment le fond de la nature humaine : exempte de préjugés, elle ne redoute que l'erreur, ne proscrie que le mensonge et ne recherche que la vérité. »

Ces lignes pourraient servir de conclusion ou d'épigraphe aux simples observations que nous venons de résumer. Loin de nous la pensée d'avoir voulu systématiquement attaquer un travail, présenté de bonne foi et qui dénote de nombreuses recherches. Nous avons donné les motifs qui nous empêchent de partager les illusions du *Correspondant* sur le point spécial qui a fait l'objet des articles de M. Frémy, et dont le titre seul provoquait en quelque sorte la contradiction. C'est à d'autres à juger, par un nouvel examen des pièces elles-mêmes, de quel côté est la vraisemblance, la raison, et, comme le dit l'auteur lui-même, « la vérité. »

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

VI

L'ÉTAT MENTAL DE J.-J. ROUSSEAU.

Nous nous souvenons d'avoir lu, il y a bien des années, dans une Revue publiée en Belgique (*La Vérité historique*), une très curieuse dissertation, avec preuves à l'appui, intitulée : VOLTAIRE ESCROC. Celle que nous présentons au lecteur sur *la démence de Rousseau*¹ peut faire le pendant; car ces deux écrits font connaître les deux grandes idoles par leurs côtés les plus délicats.

Il ne s'agit pas ici de l'écrivain, ni de ce qu'on veut bien appeler son *génie*, mais de l'homme avec ses faiblesses. De bonne heure (ainsi qu'il en convient lui-même), l'imagination resta, chez Jean-Jacques, la faculté maîtresse, au détriment de la raison : il y avait un défaut d'équilibre, une monomanie qui constituaient réellement un affaiblissement de l'état mental. — Sa vie errante et incertaine est déjà tout au moins un symptôme : tour à tour apprenti greffier, apprenti graveur, ami trop intime de M^{me} de Warens, laquais chez M^{me} de Vercellis, aventurier, précepteur des enfants de M. de Mably, secrétaire de l'ambassadeur de France à Venise, caissier d'un receveur général des finances, il ne rêve que *réformes sociales*; et, pour les accomplir, il invoque l'état de nature, car il a la société en horreur. Il commence par accomplir *sa réforme* : il envoie sa démission de caissier à M. de Francueil, qui (déjà) le croit *fou*, et il se fait copiste de musique. Il veut pouvoir prêcher le désintéressement et la pauvreté, en restant fier et libre ... Un peu plus tard, en effet, quand le baron d'Holbach lui fait des avances amicales, il joue à la fois l'Alceste et le Diogène, en lui répondant : « Vous êtes trop riche ! » Il refuse d'être présenté au Roi après le succès de son *Devin du village*. Mais quelles inconséquences, et quelles contradictions ! Quel tissu de fierté orgueilleuse et d'ignoble bassesse ! Cet homme, que toute gêne révolte et que toute dépendance humilie, est toute sa vie sous la tutelle d'autrui : il subit le joug d'une femme basse et commune (*Thérèse Levasseur*); et, traînant partout cette chaîne honteuse, il

¹ *Étude sur l'état mental de J.-J. Rousseau, et sa mort à Ermenonville* par Alfred Bougeault. Paris, E. Plon, 1883, gr. in-18 de 169 p.

ne cesse d'avoir l'avilissement à son foyer. Il accepte l'asile que lui offre M^{me} d'Epinaÿ à l'Ermitage, d'où bientôt il se fait congédier, ajoutant l'insulte à l'ingratitude.... Après quelques résistances, il accepte les avances et les invitations du maréchal et de la maréchale de Luxembourg, qui se refroidissent bientôt en présence de son manque de savoir-vivre, et il quitte Montmorency. Il est sur le point de se brouiller avec M^{me} de Genlis, qui lui avait envoyé du vin de Sillery, comme avec Bernardin de Saint-Pierre pour un envoi de café de l'île de Bourbon : « Choisissez, écrivait-il à ce dernier, de reprendre votre café ou de ne plus nous revoir... » Il refuse encore grossièrement le gibier du prince de Conti, dont il accepte plus tard l'hospitalité, allant ainsi toujours au-devant de la servitude, tout en répétant qu'il ne veut dépendre de personne : « Mon malheur, dit-il, est « d'habiter dans un château, et non pas sous un toit de chaume, chez « autrui et non pas chez moi. » C'est bien dit, observe judicieusement M. Bougeault; mais pourquoi toujours se laisser prendre à l'amorce?... Bientôt, il accuse les gens du prince, et quitte le château de Trye, comme un peu plus tard il accusera brutalement les gens de M. de Cesargues, qui lui avait donné asile à Monquin. Il ne fuyait pas seulement les hommes en général; il fuyait ses bienfaiteurs eux-mêmes!...

Il se rend à Lyon, puis à Grenoble et à Chambéry, roulant toujours dans sa tête de sinistres projets, et se croyant en proie aux pièges et aux complots mystérieux d'ennemis invisibles, ce qui le travaillait depuis déjà plus de dix ans et que M. Saint-Marc Girardin appelle (grâce à un indulgent euphémisme) « le délire mélancolique de Rousseau. » Il demeure convaincu de la haine jalouse et acharnée de toute la coterie philosophique, et même des jésuites, qu'il accusait d'entraver l'impression de son *Émile*. Il n'est pas jusqu'à M. de Choiseul qu'il ne crût voir dans les rangs de cette armée ennemie, où plus tard il prétendait trouver SES LIBRAIRES EUX-MÊMES!...

Mais qu'est-ce que cette œuvre de ténèbres, et quel est ce complot? Jean-Jacques en cherche constamment le fil conducteur, sans pouvoir le trouver.... Bref, il est atteint de la *folie de la persécution*.

Il renie sa patrie, qui avait condamné son livre, et songe au suicide (ainsi que cela résulte de trois lettres portant la date de 1763). — A Neuchâtel, il s'affuble d'un costume arménien, et va au temple ainsi accoutré. Chassé de là, il se réfugie dans l'île Saint-Pierre (lac de Bienne), où il fait de la botanique. Appelé par Hume en Angleterre, il s'y rend; mais au bout de six semaines, il a déjà la conviction que Hume travaille à le déshonorer et à le trahir. Le 31 mai 1766, il écrit à son ami du Peyron : « Je regarde le triumvirat de Voltaire, de d'Alembert et de Hume comme une chose certaine. *Je ne pénètre*

point leur projet ; MAIS ILS EN ONT UN... » Si ce n'est pas là de la démence, qu'est-ce donc ? — Il rompt avec madame Latour, qu'il croit voir aussi dans le camp ennemi, tandis qu'elle n'avait cessé d'être son admiratrice, et de prendre sa défense, même par écrit, notamment dans sa querelle avec Hume....

Il l'avoue et le redit souvent : depuis dix ans et plus il est *environné de ténèbres* qu'il ne s'explique pas. Il ne peut pas préciser quel est le complot qu'on trame contre lui ; mais néanmoins *il est sûr qu'il y a un complot !*

Ces agitations douloureuses et si étranges sont exposées dans le livre de M. Bougeault avec une simplicité dramatique qui double le lugubre intérêt de ces récits, toujours appuyés sur des faits irrécusables et sur les plus graves autorités. « Cet homme finira par être fou, » disait Grimm (déjà en 1757) ; à quoi M^{me} d'Épinay répondait : « La folie de Rousseau me fait pitié, » etc... — Quand il eut refusé l'asile que lui offrait le prince de Ligne, celui-ci écrivait : « Rousseau eu la bonté de croire, à sa façon ordinaire, que les offres que je lui faisais étaient un piège que ses ennemis m'avaient engagé à lui tendre. *Cette folie avait attaqué le cerveau de ce malheureux grand homme...* » — M. Corancez, qui vit de près Rousseau pendant les douze dernières années de sa vie, accuse chez lui une *véritable folie*. Mais faut-il recourir à des témoignages étrangers (que nous pourrions multiplier), quand cette preuve éclatante ressort des écrits mêmes de Jean-Jacques, et en particulier de sa lettre au général Conway, écrite de Douvres (1767), et de sa lettre à M. de Saint-Germain (1770), dont M. Bougeault nous cite les passages les plus frappants ? Depuis ses *Dialogues* jusqu'à ses *Réveries*, tout porte des traces nombreuses et visibles de la démence du malheureux Jean-Jacques ; et M. Maxime du Camp a pu dire que les *Dialogues* (où Rousseau fait son apologie et combat obstinément ses ennemis imaginaires), sont le fruit d'un cerveau dérangé : « C'est, dit-il, la folie prise sur le fait... »

Que dire, au surplus, de la visite de Rousseau à Notre-Dame, où il allait déposer son *Apologie* sur le grand autel, espérant que son manuscrit parviendrait ainsi *sous les yeux du Roi* ? Que dire, surtout, de ces billets portant cette suscription : *A tout Français aimant encore la justice et la vérité*, et qu'il distribuait lui-même aux passants ?...

Hélas ! cette âme blessée par un trait invisible, cherche en vain la cause de ce mal en dehors d'elle : elle est au fond d'elle-même, dans le désordre de son esprit : M. Bougeault n'est que rigoureusement logique dans cette conclusion. Mais peut-être n'a-t-il pas encore fait ressortir avec assez de relief une double anomalie qui porte avec elle

la preuve la moins équivoque de la démence. Il nous dit, en effet, dès le début de son livre : « On ne peut contester le cœur bon et sensible de Rousseau (p. 15)... » Nous le voulons bien ; mais comment un homme au cœur naturellement bon et sensible peut-il, SANS ÊTRE VRAIMENT FOU, se montrer mauvais père au point de mettre ses enfants à l'hôpital, sans même garder la date de leur naissance ? N'y a-t-il même pas là plus qu'une oblitération du sens moral ?

M. Bougeault nous dit encore : « *Toute marque de sympathie lui était précieuse* (il ne le montra pas toujours) ; il avait grand besoin d'aimer et d'être aimé : le sentiment surabonde dans ses lettres ; *il est tout dévoué à ses amis....* » — Mais ce Jean-Jacques, si sensible ou si sentimental (nous ne savons comment dire), n'est-il pas destitué du plus simple bon sens et du sentiment le plus vulgaire, quand il secoue gratuitement et brutalement, non seulement le doux lien de l'amitié, mais jusqu'au prétendu joug de la reconnaissance à l'égard de ses bienfaiteurs, dont les généreux procédés révoltent si fort sa fierté en ne laissant dans son cœur que la plus noire ingratitude ?

A Ermenonville, comme partout, il se trouve malheureux : le marquis de Girardin a beau se montrer fier de l'avoir à sa table, il est humilié de s'y trouver. Enfin les attentions et les générosités de ses bienfaiteurs ne le touchèrent jamais, elles le blessèrent toujours ; et « quiconque lui témoignait de l'intérêt était un supposé de ces ennemis invisibles qui tramaient sa perte. » Ceci nous conduit à dire un mot de la mort de Rousseau, en prenant toujours M. Bougeault pour guide.

Et d'abord, il faut faire bonne justice de la collusion mystérieuse et maladroitement combinée entre M. de Girardin et Thérèse Levasseur, en présence des contradictions de celle-ci, et de l'intérêt de convenance qu'avait le premier de nier le fait et d'écarter le souvenir d'une catastrophe qui devait, en s'attachant au château d'Ermenonville, flétrir la mémoire du philosophe. Rousseau s'y est bel et bien suicidé, le 3 juillet 1778, ainsi que cela résulte du témoignage très impartial de M. Corancez, qui, dernier ami de Jean-Jacques, n'avait aucun motif pour devenir son ennemi après sa mort. M^{me} de Staël partage et soutient l'opinion du suicide, basée surtout sur une lettre qui lui avait été communiquée par Moutou, l'ami et le correspondant assidu de Jean-Jacques : dans cette lettre, écrite peu avant sa mort, celui-ci semblait lui annoncer son dessein. — Un autre témoignage, dont l'autorité ne saurait être récusée, est celui de M. de Musset-Pathay, qui pourtant, dans son *Histoire de la vie et des ouvrages de J.-J. Rousseau*, a fait bien moins une œuvre

critique qu'une apologie : eh bien, il conclut au suicide, disant même que, « pour accélérer le moment fatal, J.-J. Rousseau employa deux moyens, c'est-à-dire qu'il se prépara lui-même et prit le poison, et que, pour abrégier la lenteur des effets et la durée des souffrances, il les termina par un coup de pistolet... » Cette résolution avait été arrêtée dans son esprit par cette humeur noire et cette folie incurable, à laquelle il faut joindre la secousse ressentie à la suite de l'infidélité de celle qu'il appelait sa femme...

Mais voici une autorité décisive et d'un bien grand poids : c'est celle du docteur Dubois (d'Amiens), qui, dans un remarquable Mémoire communiqué en 1866 à l'Académie de médecine, affirme le dérangement mental de Rousseau et son suicide. Cet homme, qui fut toujours en proie à une défiance injuste, d'abord intermittente, puis passée à l'état de monomanie, avait été saisi par une véritable *aliénation mentale*, dont le suicide fut la conséquence. « Il y avait *lésion du jugement*, » dit le savant académicien, qui, appréciant à sa très mince valeur le procès-verbal des deux chirurgiens, « monument d'ignorance ou de complaisance, » conclut avec une ferme conviction que Rousseau s'est volontairement donné la mort, et que « l'apoplexie séreuse » n'est qu'une invention, tandis que les symptômes et les lésions constatés rendent plus que vraisemblable un empoisonnement par une substance végétale (sans parler du *trou profond* existant sur le crâne et qu'on ne saurait expliquer *par la chute du corps*)....

Nous arrêtons ici notre analyse, en souhaitant qu'elle puisse être et voulant espérer qu'elle sera un appât pour le lecteur curieux de s'instruire aux bonnes sources et de lever les masques de nos faux grands hommes. On ne manquera pas de remarquer que M. Bougeault est resté strictement dans le cercle de sa thèse sur *la folie de Jean-Jacques Rousseau*, s'abstenant d'en déduire (ce qui lui eût été facile), des conséquences au point de vue politique, philosophique et pédagogique, s'il s'était livré à l'appréciation de ses théories en prenant des citations dans ses divers ouvrages. Ces conséquences, le lecteur pourra les tirer des prémisses posées par M. Bougeault, qui a voulu (trop modestement peut-être), apporter ou plutôt jeter une pierre au monument que l'on prépare à cet homme dont l'influence a été si désastreuse au double point de vue religieux et social. Son petit livre restera comme un complément désormais indispensable de toutes les études biographiques ou littéraires sur le philosophe de Genève.

J. TOLRA DE BORDAS.

COURRIER ALLEMAND.

Nul depuis Tillemont, il y a environ deux cents ans, n'avait tenté d'écrire d'après les sources l'*Histoire de l'Époque des Empereurs Romains*. Les découvertes faites depuis cet auteur ont rendu nécessaire un nouveau travail d'ensemble : c'est ce que vient d'entreprendre M. Hermann Schiller. Son premier volume ira jusqu'à l'élévation de Dioclétien, le second jusqu'à la mort de Théodose le Grand. Du premier volume il n'a encore publié que la première partie, de la mort de César à l'avènement de Vespasien ¹. L'auteur y raconte les luttes pour la monarchie, préparation du triumvirat (ch. i), triumvirat (ch. ii) ; puis, sous ce titre : *Le Principat* (p. 139-400), il décrit le gouvernement d'Auguste, de Tibère, de Caligula, de Claude, de Néron, et l'avènement de Vespasien ; dans la conclusion, il examine le régime municipal, le commerce, l'industrie, l'agriculture, les mœurs, la société, l'éducation, l'instruction, la religion et la philosophie, la littérature et l'art. Ces deux derniers points sont fort bien traités ; au contraire, sur les origines du Christianisme et la présence de saint Pierre à Rome, il y a (p. 445 et 450) des observations dénuées de fondement. — Dans le domaine de l'histoire du Moyen Âge, signalons les *Diplômes des rois et des empereurs allemands* depuis la fin des Karolingiens : du premier volume, qui doit aller jusqu'en 973, il n'a encore paru que deux livraisons, dues aux soins du professeur Sickel ², de Vienne. — Une autre publication intéresse l'histoire de l'Empire : ce sont les *Diplômes des margraves de Misnie et des landgraves de Thuringe de 948 à 1099*, qui paraissent sous les auspices du Gouvernement saxon et par les soins du Dr Otto Posse ³, déjà connu pour ses *Analecta Vaticana*, et font partie du *Codex diplomaticus Saxonie*

¹ *Geschichte der Römischen Kaiserzeit*, von HERMANN SCHILLER. Gotha, Perthes, 1883, 1^r Band, gr. in 8^o de viii-496 p.

² *Monumenta Germaniæ historica. Diplomatum Regum et Imperatorum Germaniæ*, tom. I, pars prior : *Conradi et Henrici I Diplomata* ; pars II : *Otonis I Regis Diplomata*, herausg. von der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde. Hannover, Halm, 1879-1882, in-4^o de 324 p.

³ *Codex diplomaticus Saxonie regis*. Im Auftrage der kgl. sächsischen Staatsregierung herausg. von OTTO POSSE und HUBERT HERMISCH. I Haupttheil, I Bd : *Urkunden der Markgrafen von Meissen und Landgrafen von Thüringen 948-1099*, mit drei karten, herausg. von OTTO POSSE. Leipzig, Giesecke und Devrient, 1882, in-4^o de x-398 p.

Regia. Dans l'introduction, l'éditeur donne un précis de l'histoire des margraves de Misnie jusqu'en 1123.

Un auteur du XII^e siècle, jusqu'ici inconnu, Tuto, moine dans un monastère de Basse-Franconie, vient de trouver un éditeur, M. Willibaldus Rubatscher, qui publie trois de ses opuscules : *De suscipiendo Deo*, *De præconiis S. Felicitatis virginis*, *Passio et martyrium Viti, Modesti atque Crescentiæ*¹. — La grande collection des *Actes des Reichstage*² n'en est encore qu'à son quatrième volume, dont la première partie, qui vient de paraître, ne comprend du règne de Robert que les années 1400 et 1401 : excellente publication, pleine de renseignements nouveaux, mais qui, au train dont elle va, ne sera probablement pas achevée pour la génération actuelle. — Dans les papiers posthumes du professeur Nitzsch, mort à Berlin, M. Matthæi a trouvé une *Histoire allemande jusqu'en 1555*³, écrite au point de vue protestant. Nous n'en avons encore que le premier volume : attendons les autres pour apprécier l'ouvrage. — La grande *Histoire de la médecine*⁴ de H. Haeser en est à sa troisième édition : l'ouvrage est remanié à un tel point qu'il paraît entièrement neuf. Le premier volume trace l'histoire de la médecine ancienne ; le second, celle de la médecine moderne ; le troisième, celle des maladies épidémiques. Partout les renseignements abondent. — Nous devons à M. Paul Joseph, de Francfort sur le Mein, un important travail sur la numismatique de la fin du Moyen-Age⁵. On y trouvera d'intéressants détails sur des projets de réforme monétaire de Robert en 1406 et de Sigismond en 1426. — M. Georg Voigt publie des recherches critiques sur les lettres de Pétrarque et le *chancelier de l'état de Venise Benintendi*⁶.

Relativement au XV^e siècle, signalons les études de M. Hermann

¹ *Tutonis monachi O. S. B. sæculi XII Opuscula e duobus Codicibus Admontensibus nunc primum edidit* P. WILLIBALDUS RUBATSCHER. Graz, Styria, 1882, in-8^o de 154 p.

² *Deutsche Reichstagsacten*. Bd. IV *Koenig Ruprecht I*. Abtheilung, 1400-1401, herausg. von J. WEIZSÆCKER. Gotha, Perthes, 1882, gr. in-4^o de XXIII-531 p.

³ *Geschichte des Deutschen Volkes bis zum Augsburger Religionsfrieden*. 1^{er} Bd. G. d. D. V. bis zum Ausgang der Ottonen von K.-W. NITZSCH, nach dessen hinterlassenen Papieren und Vorlesungen herausg. von Dr. MATTHÆI. Leipzig, Duncker und Humblot, 1883, de xviii-372 p.

⁴ *Lehrbuch der Geschichte der Medizin und der epidemischen Krankheiten*, Iena, Fischer, 1875-1882, 3 Baende gr. in-8^o de 875-1120-995 p.

⁵ *Goldmuenzen des XIV und XV Jahrhunderts (Disibodenberger Fund)* nebst urkundlichen Beitrægen zur Munzengeschichte des Rheinlands, besonders Frankfurts von PAUL JOSEPH. Frankfurt a/M; Baer, 1882, gr. in-8^o de 232 p.

⁶ *Die Briefsammlung Petrarca's und der Venetianische Staatskanzler Bernintendi* von GEORG VOIGT. München, Franz, 1882, gr. in-4^o de 101 p.

Mueller sur les sources consultées par le célèbre abbé Trithemius ¹, de Victor de Kraus sur les rapports de l'empereur Maximilien I avec le Tirol de 1490 à 1496 ², enfin le quatrième volume des *Diplômes de Fürstenberg*, édités par Baumann et Riezler ³. — L'ouvrage de M. Alfred Zimmermann sur *Les luttes constitutionnelles ecclésiastiques au XV^e siècle* ⁴, touche aux temps qui ont précédé la Réforme. Cette œuvre importante est une esquisse de la période entre 1378 et 1438. Comment l'idée de concile est peu à peu sortie du schisme ; le concile de Pise ; le concile de Constance ; destin des concordats de Constance et synodes de Pavie et de Sienne ; temps intermédiaire jusqu'au concile de Bâle ; le concile de Bâle, telles en sont les divisions. En appendice on trouve des digressions sur la vie et les œuvres de Jean de Ségovie, et sur ses rapports avec Agostino de Patrizzì. L'auteur est protestant, et n'a pas utilisé de nouveaux documents.

L'attention en Allemagne vient de se reporter sur l'histoire de la Renaissance : à ce mouvement se rattache l'important ouvrage de M. Paul Laspeyres sur les *Églises de la Renaissance dans l'Italie centrale* ⁵. La mort a surpris l'auteur dans cette publication qui, pour avoir une moindre étendue que ne le comportait le plan primitif, n'en a pas moins de l'importance. La première partie, *Toscane*, comprend les Églises de Florence, Sienne, Montepulciano, Cortona, Arezzo. La seconde est remplie par les nombreuses petites localités de la Marche d'Ancône, telles qu'Urbino, Pesaro, Loreto, et parmi celles de l'Ombrie, Città di Castello, Pérouse, Assise, Foligno et Spolète.

Une époque plus ancienne est traitée par M. Oscar Mothes dans un remarquable ouvrage sur *l'Architecture du Moyen Age en Italie* ⁶ ; on y trouve nombre de nouveaux résultats qui donnent le

¹ *Quellen, welche der Abt Trithem im zweiten Theile seiner Hirsauer Annalen benutzt hat.* Halle, Waisenhaus, 1879, gr. in-8° de vii-72 p.

² *Maximilian's Beziehungen zu Sigismund von Tirol in den Jahren 1490-1496.* Wien, Hoelder, 1879, in-8° de 79 p.

³ *Fürstenbergisches Urkundenbuch.* Sammlung der Quellen zur Geschichte des Hauses Fürstenberg und seiner Lande in Schwaben. Bd. IV : *Quellen zur Geschichte des Grafen von Fürstenberg vom Jahre 1480 bis 1509.* Unter Beihilfe von Dr FR. L. BAUMANN bearbeitet von Dr S. RIEZLER. Tübingen, Laupp, 1878, in-folio de 583 p.

⁴ *Die kirchlichen Verfassungskämpfe im XV Jahrhundert.* Eine Studie von Dr ALFRED ZIMMERMANN. Breslau, Trewendt, 1882, gr. in-8° de vi-136 p.

⁵ *Die Kirchen der Renaissance in Mittelitalien,* von PAUL LASPEYRES. Stuttgart, Spemann, 1882, in-folio de iv-49 p. et 74 planches.

Die Baukunst des Mittelalters in Italien von der ersten Entwicklung bis zu ihrer höchsten Blüthe, von Dr OSKAR MOTHES. Iena, Costenoble, 1882, gr. in-8° de 320 p.

coup de balai à beaucoup d'erreurs. L'autre se montre critique sévère et judicieux.

C'est encore de la Renaissance que s'occupe l'ouvrage de MM. Monrad et Michelsen. Il a pour titre : *La première controverse sur l'origine du symbole des apôtres. Laurentius Valla et le concile de Florence* ¹ ; en voici les chapitres : *Laurentius Valla jusqu'en 1443 ; Préparation au concile d'union ; Le concile de Ferrare ; Le concile de Florence ; Le symbole des apôtres au concile d'union ; Laurentius Valla depuis 1443*. On trouvera, pages 222 et suivantes, des notes critiques de la plus haute importance sur l'année de la mort de Valla, le lieu de sa naissance, ses rapports avec Aurispa. Sous le nom de Caïphe ne désigne-t-on pas Alphonse Borgia, qui succéda sous le nom de Caliste III à Nicolas V ? C'est ce que (p. 264) les auteurs tentent de prouver : leur démonstration est pleine d'intérêt.

Relativement aux commencements de la Réforme, mentionnons une importante monographie de Ludwig Keller sur *Un apôtre de l'anabaptisme* ², Hans Deuck : l'ouvrage est riche en détails puisés aux archives et dans les livres, mais le héros est trop bien traité.

Un autre ouvrage, également exclusif, mais également riche en documents, c'est l'étude de Wilhelm Vogt : *La politique bavaroise dans la guerre des paysans et le chancelier Leonhard d'Eck*, le chef de la ligue de Souabe ³.

D'importants ouvrages ont paru sur le xvi^e siècle : une étude critique du Dr Weise sur Sleidan ⁴ ; un travail de M. Kolde sur la congrégation des Augustins d'Allemagne et Jean de Staupitz ⁵ ; des biographies d'Eobanus Hessus par M. Krause ⁶, et de Roger Ascham, humaniste et diplomate, par le Dr Katterfeld ⁷. Cet ouvrage, fondamental mais souvent trop étendu, est précieux pour l'histoire de Charles-Quint : il donne un curieux récit de sa fuite d'Innsbruck.

¹ *Die erste Kontroverse über den Ursprung des apostolischen Glaubensbekenntnisses. Laurentius Valla und das Konzil zu Florenz*, von Dr theol. D. G. MONRAD und A. MICHELSEN. Gotha, Perthes, 1881, gr. in-8° de 277 p.

² *Ein Apostel der Wiedertäufer*, von LUDWIG KELLER, Leipzig, Hirzel, 1882, gr. in-8° de x-258 p.

³ *Die bayerische Politik im Bauernkrieg und der Kanzler Dr Leonhard von Eck, das Haupt des schwäbischen Bundes* von WILHELM VOGT. Nördlingen, Beck, gr. in-8° de xvi-489 p.

⁴ *Ueber die Quellen Sleidan's* von G. WEISE. Halle, .. ?, 1879, gr. in-8° de 40 p.

⁵ *Die deutsche Augustiner Congregation und Johann von Staupitz*, von Th. KOLDE. Gotha, Perthes, 1879, gr. in-8° de xvi-466 p.

⁶ *Helius Eobanus Hessus, sein Leben und seine Werke*, von KRAUSE. Gotha, Perthes, 1879, 2 vol. in-8° de xii-716 et viii-287 p.

⁷ *Roger Ascham*, von Dr A. KATTERFELD, Strasbourg, Trübner, 1879, gr. in-8° de xi-269 p.

Les *Analecta Lutherana*, du professeur Théodore Kolde, sont aussi d'une importance capitale : ce sont des lettres et des actes concernant l'histoire de Luther et puisés aux archives de Hambourg, Weimar, Zerbst, Breslau, Cobourg, Stuttgart, Bâle, Saint-Gall, Augsbourg, Nurnberg, Berne, Strasbourg, Gotha, Munich, Marbourg, Leyde et Londres¹. La première lettre est de 1510, la dernière de 1552. Ce sont des lettres de Luther lui-même, au nombre de 59 ; des lettres adressées à Luther par Agricola, Amsdorf, Krenz, Bucer, Bugenhayen, Bullinger, Camerarius, Capito, Carlstadt, Cordatus, Corvinus, Fabri, Gerbelius, Philippe de Hesse, Jonas, Mélanchton, Menius, Musculus, Myconius, Ecolampade, Osiander, Albert de Prusse, Rhegius, Jean-Frédéric de Saxe, Spalatin, Staupitz, Vadian, Zwingle et autres ; des lettres de contemporains de Luther, comme Mutian, Aurifaber, Brueck, Bucer, Jonas, Petrejus et Tetzl. Les points les plus importants sont les nouveaux renseignements relatifs aux débats sur la cène (p. 68), les lettres de Justin Jonas sur le Reichstag d'Augsbourg en 1530 (p. 121), le rapport sommaire sur les tentatives de conciliation faites en 1536 à Wittenberg (p. 216-230). Quelques lettres se rapportent au cas de bigamie du landgrave de Hesse (p. 349) ; d'autres donnent d'intéressants détails sur les colloques de Ratisbonne en 1541 et 1546 (p. 370, 425). Suivent en appendice (p. 454) une digression sur Jean Aurifaber et son rapport sur le Reichstag d'Augsbourg en 1530, ainsi qu'une lettre écrite par lui en 1556 au duc de Wurtemberg. Cinq tables facilitent les recherches. — Deux ouvrages de MM. Wille² et Springer³ s'occupent également de la Réforme : le premier est un récit soigneusement fait des rapports du landgrave Philippe de Hesse avec Ulrich de Wurtemberg ; le second une relation du Reichstag tenu à Worms en 1544 et 1545.

Le livre du Dr Burkhard, *Les Églises de Saxe et les visites ecclésiastiques et scolaires*, donne de curieux détails, puisés aux sources, sur la situation du protestantisme : il va de 1524 à 1545, et montre que la Réforme n'a été introduite que par le bras séculier⁴. — On a déjà signalé les deux premiers volumes de l'*Histoire de la*

¹ *Analecta Lutherana. Briefe und Actenstücke zur Geschichte Luther's Zugleich; ein Supplement zu den bisherigen Sammlungen seines Briefwechsels*, von Th. Kolde. Gotha, Perthes, 1883, gr. in-8° de xvi-479 p.

² *Philipp der Grossmüthige von Hessen und die Restitution Ulrich's von Württemberg, 1526-1535*, von J. Wille. Tübingen, Laupp, 1882, gr. in-8° de vii-345 p.

³ *Beitraege zur Geschichte des Wormser Reichstags 1544-1545*, von J. Springer. Leipzig, Engelmann, 1882, gr. in-8° de 39 p.

⁴ *Geschichte der sächsischen Kirchen und Schulvisitationen von 1524-45 quellenmässig bearbeitet* von C. A. H. Burkhardt. Leipzig, Grunow, 1879, gr. in 8° de 347 p.

*Réforme et de la Contre-Réforme dans le pays au-delà de l'Enns*¹, du Docteur Theodor Wiedmann ; le troisième traite du mouvement réformateur dans l'évêché de Passau². En voici les divisions : Doyenné de la Krems ; Doyenné d'Egenburg ; Doyenné de la Kamp et de la Schleinitz ; Doyenné de Hohenleiten ; Doyenné de Marchfeld ; Doyenné de la Marche ; Doyenné de Bisamberg ; Doyenné de la Leitha ; Doyenné de Neustädter-Haide. Ce sont encore de riches matériaux, empruntés pour la plupart aux archives autrichiennes. Une liste des personnages facilite les recherches. Nous suivrons la continuation de l'ouvrage.

— Il y a pour l'Allemagne au xvi^e siècle une importance capitale dans l'ouvrage de Max Lossen sur *la Guerre de Cologne*³ : on désigne ainsi la tentative faite par l'Électeur de Cologne, Gebhard Truchsess, pour introduire le protestantisme dans son Evêché, dessein qui échoua grâce aux armes bavaoises et espagnoles. Jusqu'ici nous n'en avons que les préliminaires, qui vont de 1564 à 1581. C'est une mine riche et variée, mais souvent le récit a des longueurs. Voici les divisions : Salentin d'Isenburg, électeur de Cologne ; le duc Ernest de Bavière ; Cologne et l'Empire au temps de l'électeur Salentin ; la Maison de Jülich et l'évêché de Münster ; Brême contre la Bavière ; l'élection de Cologne en 1577 ; Gebhard Truchsess et Konrad de Westerholt ; l'Evêché souverain de Liège et la Maison de Bavière. Outre les imprimés, l'auteur a consulté les archives de Munich, Düsseldorf, Marburg, Wiesbaden, Munster, Hanovre, Dresde, Innsbruck, Berleburg et Strasbourg. Telle est en général l'objectivité de son récit, qu'on ne saurait dire s'il est catholique ou protestant : il manque cependant à cette objectivité quand (p. 15) il traite d'idéal d'une Église purifiée dans l'esprit de l'antiquité chrétienne, le culte métis introduit conformément aux idées d'Érasme à la cour de Clève. Il est à noter que l'auteur n'a pas consulté les archives municipales de Cologne. Un de ses principaux mérites, c'est la clarté de son style, mérite rare chez les historiens allemands. Il se propose, dans un second volume, de raconter la guerre de Cologne elle-même : à cette occasion, nous reviendrons sur l'ensemble de l'œuvre.

A l'occasion de la fête du troisième centenaire de la fondation de l'Université de Würzburg par le grand évêque Julius Echter¹ de

¹ Voir notre livraison du 1^{er} juillet 1881.

² *Geschichte der Reformation und Gegenreformation im Landeunter der Enns*. III Bd : *Die reformatorische Bewegung im Landeunter der Enns* von Dr THEODOR WIEDEMANN. Prag, Tempsky, 1882, gr. in-8° de 695 p.

³ *Der kölnische Krieg Vorgeschichte 1565-1581*, von MAX LOSSEN. Gotha, Perthes, 1882, gr. in-8° de xv-781 p.

¹ Sur ce grand homme, voir la monographie du docteur Buchinger. Wursburg, 1843.

Mespelbrunn, le professeur Wegele publie l'*Histoire* de cette Université, avec une riche collection diplomatique ¹.

Le docteur de Zwiedineck-Südenhorst publie une étude importante sur *La politique de la République de Venise pendant la guerre de trente ans* ². Il n'en a encore donné que le premier volume, de la conjuration de Venise en 1618 jusqu'à la ligue avec la France et la Savoie : nous reviendrons sur ce travail.

Le célèbre historien Alfred de Reumont, qui a fêté cette année le cinquantenaire de son doctorat, publie un gros volume de *Mélanges historiques* ³ : quelques-uns sont inédits ; les autres, plus ou moins modifiés. Il y a en tout cinq morceaux : *Alessandra Strozzi, une Femme noble de Florence au XV^e siècle* ; *Abdication et mort de Victor Amédée II, roi de Sardaigne* ; *les Îles Ioniennes sous la domination vénitienne* ; *Gustave III, roi de Suède, à Aix-la-Chapelle en 1780 et 1791* ; *les derniers Stuarts, Vittorio Alfieri et la comtesse d'Albany* ; *Mary Somerville*. Le plus intéressant est le premier, dans lequel, avec Alessandra Strozzi, nous voyons revivre une figure de la Renaissance : M. de Reumont était là chez lui. Un appendice sur les derniers temps de la vie de Victor Amédée a paru dans l'*Allgemeine Zeitung* ⁴ ; des notes précieuses pour la littérature accompagnent le texte.

Le professeur Hermann Hueffer, de Bonn, auteur de nombreux travaux sur la Révolution française, vient d'étudier *Deux nouvelles sources de l'Histoire de Frédéric-Guillaume III*, roi de Prusse ⁵ : il s'agit des papiers de Lombard, conseiller secret du cabinet de Prusse, et de ceux de Lucchesini ; ces derniers, actuellement aux archives d'État de Berlin, sont d'un prix inestimable pour les années 1790 à 1806. Dans la *Revue allemande* ⁶, M. Hueffer publie les lettres non moins curieuses écrites par Lombard du quartier-général de Frédéric-Guillaume III pendant la campagne de France de 1792. Ces lettres, écrites en français par Lombard et traduites en allemand par M. Hueffer, touchent à des questions qui ont fait l'objet de vives con-

¹ *Geschichte der Universität Würzburg* im Auftrage des akademischen Senates verfasst von F. X. WEGELE. Theil I. *Geschichte*. Theil II. *Urkundenbuch*. Würzburg, Stahel, 1882, gr. in-8° de ix-509 et xv-538 p.

² *Die Politik der Republik Venedig während des dreissigjährigen Krieges*, von HANS VON ZWIEDINECK. Bd I. Stuttgart, Cotta, 1882, gr. in-8° de v-322 p.

³ *Kleine historische Schriften*, von ALFRED VON REUMONT. Gotha, Perthes, 1882, gr. in-8° de 535 p.

⁴ *Beilage zur Allgemeinen Zeitung*, 1882, n° 321.

⁵ *Zwei neue Quellen zur Geschichte Friedrich Wilhelm III*, aus dem Nachlass Johann-Wilhelm Lombards und Girolamo Lucchesini's, von Prof. HERMANN HUEFFER. Bonn, Georgi, 1882, gr. in 4° de 27 p.

⁶ *Deutsche Revue*, 1883, p. 234-235.

traverses ; les aventures de Lombard, sa captivité, ses rapports avec Dumouriez. Goethe aussi a décrit, on ne l'ignore pas, cette campagne de France, et sa relation est exacte : c'est ce qui résulte de la comparaison que M. Hueffer en fait avec les écrits de Lombard, dans le quatrième volume de l'*Annuaire de Goethe* ¹, publié par le professeur Ludwig Geiger.

Le septième volume de l'*Histoire universelle* ² du professeur Weiss, de Gratz, intéresse spécialement la France. La première partie raconte les préludes de la Révolution française ; ses commencements, du 4 mai au 6 octobre 1789 ; la Révolution, du 6 octobre 1789 au 30 décembre 1791 ; les émigrés ; l'Europe et la Révolution ; le soulèvement de Saint-Domingue ; l'Assemblée législative. La seconde partie se subdivise ainsi : le Ministère des Girondins : le 20 juin 1792 ; le 10 août 1792 ; les Massacres de septembre ; la Convention ; la Guerre à la fin de 1792 ; le Procès du Roi et la lutte des partis. Deux avantages signalent ce travail : l'étendue des recherches et la perfection du style. Dans aucun autre ouvrage, Lafayette, Dumouriez, Necker, Madame Roland, Marat, Robespierre, Luckner, Danton, Mirabeau ne sont peints avec autant de vérité : il serait à souhaiter que M. Weiss trouvât en France un traducteur.

Sous le pseudonyme de *Nicolaus Siegfried*, on a fait paraître récemment les *Actes concernant le Culturkampf en Prusse* ³. Après un coup d'œil sur le *Culturkampf* (p. XIX-LXXXV), viennent 198 actes de 1869 à 1880, qui complètent l'*Histoire du Culturkampf* de Ludwig Hahn. En appendice on trouvera un coup d'œil sur le *Culturkampf* dans le diocèse de Trèves, un index chronologique des actes publiés, un index des personnes et des matières.

On commence, en Allemagne comme en France, à publier les catalogues des manuscrits contenus dans les grandes bibliothèques. Nous avons sous les yeux le commencement de celui de la bibliothèque de Dresde, édité par M. Schnorr de Carolsfeld, et les communications du docteur Schum sur les trésors de la bibliothèque d'Erfurt ⁵.

Innsbruck, 1^{er} juin.

LUDWIG PASTOR,
Professeur Docteur.

¹ *Zu Goethe's Campagne in Frankeich* von H. HUEFFER im *Goethe's Jahrbuch* herausg. von L. GEIGER. Bd IV, 1883, p. 79-106.

² *Lehrbuch der Weltgeschichte* von Dr J.-B. WEISS. VI^e Bd. *Die französische Revolution*. Wien, Braumaëller, 1883, gr. in-8^o de 1379 p.

³ *Actenstücke betreffend den preussischen Culturkampf nebst einer geschichtlichen Einleitung* von NICOLAUS SIEGFRIED. Freiburg, Herdes, 1882.

⁴ *Katalog der Handschriften der Königl. öffentlichen. Bibliothek zu Dresden*, von FR. SCHNORR VON CARLSFELD. Bd I. Leipzig, Teubner, 1882, gr. in-8^o de vx-648 p.

⁵ *Exempla Codicum Amploniorum Erfurtensium sæc. X-XIV*, herausg. von WILH SCHUM. Berlin, Weidmann, 1882, in folio de 28 p. et 2 planches.

COURRIER ANGLAIS

M. Simcox a écrit, sur l'histoire de la littérature latine, un ouvrage que je m'empresse de recommander¹; il est destiné principalement aux lecteurs qui, sans prétendre étudier à fond les auteurs classiques, désirent avoir une connaissance générale du sujet, de même qu'ils tiennent à savoir à quoi s'en tenir sur les chefs-d'œuvre littéraires de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Espagne et de l'Italie. Le champ parcouru par M. Simcox s'étend depuis les origines jusqu'à Boèce, et je crois que l'auteur a très bien fait de s'arrêter là ; il a pu ainsi comprendre dans son travail saint Augustin et saint Jérôme, et d'un autre côté il a évité d'admettre comme littérature latine proprement dite les traités philosophiques ou théologiques, les annales, les vies des saints qui se rédigeaient dans les abbayes et les monastères. Après Ennodius et Maximilien, il était temps de déposer la plume. M. Simcox connaît à fond le sujet qu'il a entrepris de traiter, et il serait impossible de choisir un meilleur guide; il y a pourtant des défauts assez graves à relever dans son livre, et ces défauts portent sur les tables, les appendices, les indications bibliographiques. Si le plan de l'auteur comportait (et il devait comporter) des *subsidia* de cette nature, il était indispensable de les rendre aussi exacts que possible. Il sera très facile de combler ces lacunes dans une seconde édition.

— La littérature historique anglaise manque encore d'un bon ouvrage moderne sur l'époque romaine en Angleterre ; je dirai plutôt que c'est une série d'ouvrages qu'il nous faudrait, car, dans ce genre de travail, ce sont les spécialistes qui ont le plus de chances de succès et qui nous offrent le plus de garanties. Il est peu de localités, villes, districts ou comtés qui n'aient leur antiquaire attiré, et si ces savants pouvaient s'entendre, arrêter un plan de recherches, travailler avec ensemble,

¹ *A History of Latin Literature, from Ennius to Boethius.* By George Augustus Simcox, M. A. London, Longman and Co, 1893, 2 vol. in-8 de 930 p.

on aurait à la longue un corps de monographies très satisfaisant et très utile. En attendant, M. Watkin, qui depuis longtemps s'occupe de l'histoire des Romains dans la Grande Bretagne, et qui a fait une étude spéciale de l'épigraphie latine, s'est cantonné avec beaucoup de tact et de jugement en Lancashire, rapportant à ce comté du Nord-Ouest tous les travaux qu'il a faits jusqu'ici, tout ce qu'il a pu réunir de textes, de documents et de notes ¹. Son livre commence par un aperçu très bien fait de l'invasion romaine et de la description des Brigantes telle que nous la donne Ptolémée. Les voies et les routes tracées par les conquérants du monde viennent ensuite, avec une discussion approfondie du dixième itinéraire d'Antonin, et des noms attribués aux différentes localités. M. Watkin a réussi à identifier plus d'une ville ou d'un bourg dont on ignorait la désignation moderne, et ses indications sont toujours exactes. Toutes les stations indiquées dans l'itinéraire sont soigneusement décrites, ainsi Mancunium (Manchester) Galacum (Overborough), Bremetonacum (Ribchester) ; et de bonnes cartes, des gravures exécutées avec goût ajoutent au texte toutes les illustrations nécessaires.

— Les ouvrages de sir Henry Summer Maine sont connus en France par des traductions ; il est à souhaiter que le présent volume ² arrive à la même popularité. Par la variété des sujets dont il traite, et le soin avec lequel l'auteur a discuté ces nombreuses questions, il mérite l'attention des lecteurs qui s'occupent de l'histoire du droit et des institutions politiques et sociales. Pour se faire une idée du terrain à travers lequel notre auteur a poursuivi ses recherches, il suffit d'énumérer les titres de quelques-uns des chapitres : Lois religieuses des Indous. — Le culte des ancêtres. — La succession au trône et la loi Salique. — La décadence de la propriété féodale en France et en Angleterre. — Théories de la société primitive. — Le champ, comme l'on voit, est passablement étendu, et il n'y a pas une de ces dissertations où l'on ne trouve des vues aussi justes que neuves, une science du meilleur aloi, beaucoup à apprendre et à méditer. On sait que la théorie fondamentale de sir Henry Maine est que la société a pour son origine le pouvoir patriarcal ; il y revient à plusieurs reprises dans son nouveau livre, et cherche à l'étayer par des arguments très curieux et développés avec beaucoup de clarté. Il y

¹ *Roman Lancashire; or a Description of Roman Remains in the County Palatine of Lancaster.* By W. Thompson WATKIN. London, Hamilton, Adam and Co, 1883, in-8° de 325 p.

² *Dissertations on Early Law and Custom.* Chiefly selected from Lectures delivered at Oxford. By Sir Henry SUMMER MAINE. London, Murray, 1883, in-8° de 402 p.

aurait sans doute bien des objections à faire contre cette théorie, et on pourrait, en se plaçant au point de vue de l'idée communale, relever dans les doctrines de l'auteur certaines erreurs résultant de notions incomplètes ou insuffisantes ; mais ce sont là des taches qui ne doivent pas nous faire oublier la haute valeur du livre. Sir Henry Maine a publié un excellent choix pris parmi les leçons ou conférences données par lui aux étudiants de l'Université d'Oxford.

— Nous avons annoncé ailleurs, à sa date, la mort du docteur Guest, ancien maître du collège de Gonville à Cambridge, et nous exprimions en même temps le vœu qu'on publiât un recueil de ses dissertations archéologiques éparses dans des revues et des journaux. Ce souhait est aujourd'hui réalisé, et deux beaux gros volumes in-octavo, édités par le professeur Stubbs¹, nous donnent les principaux essais d'un des érudits les plus consciencieux et les plus modestes que l'Angleterre ait produits de nos jours. Douze chapitres composent le premier volume. Les Cimmériens et les Cimbres, les Ibères et les Aquitains, enfin les Ligures nous retiennent plus ou moins en Gaule, et nous obligent à reprendre en main les commentaires de César. Puis viennent des observations sur l'ethnologie des Hébreux, des Cananéens, des Chaldéens, des Égyptiens, des Thraces, etc.; les problèmes de la chronologie des saintes Écritures forment un chapitre séparé suivi d'une dissertation sur le langage en général, et le volume se termine par des remarques sur les Belges. C'est l'Angleterre ou plutôt la Grande Bretagne qui défraie le second, composé de treize chapitres et consistant surtout en articles originalement insérés dans l'*Archeological Journal*, l'*Archeologia Cambrensis* et l'*Athenæum*. La question de l'origine de la race celtique a soulevé contre le docteur Guest toute une classe de critiques ; il fait descendre les Celtes de Gomer, et les rattache au peuple juif. *Inde iræ*. Je ne prétends pas nier que cette explication soit contestable ; mais les autres vues émises sur ce sujet le sont-elles moins ? Quoi qu'il en soit, les deux volumes du docteur Guest ne serviront qu'à confirmer la réputation de leur auteur, et ont un mérite vraiment sérieux.

— Il était temps qu'on publiât une nouvelle histoire de Londres ; le lecteur, jusqu'en ces dernières années, était réduit, s'il avait des goûts d'antiquaire, des loisirs et de la patience, à étudier l'in-folio du vieux Stowe. Grâce aux nombreux documents publiés depuis un quart de siècle (le *Liber albus*, le *Liber custumarum*, etc., etc.), il est maintenant facile de récrire cette histoire, et aujourd'hui qu'il

¹ *Origines Celticæ (a Fragment), and other Contributions to the History of Britain*. By Edwin Guest, LL. D., late Master of Gonville and Caius College, Cambridge. London, Macmillan, 1883, 2 vol. in-8° de 960 p.

s'agit de réformer l'administration municipale, sinon de la détruire, la nécessité absolue de faire connaître cette administration, soit à ses champions, soit à ses ennemis, saute aux yeux, le livre de M. Loftie ¹, très complet dans ses modestes proportions, très savant, très bien illustré de cartes et de gravures, rend cette tâche facile.

— Le cinquième volume des documents pour servir à l'histoire de Thomas à Becket a paru il y a quelque temps (voir la *Revue* du 1^{er} janvier 1882) ; il contenait les deux cent vingt-cinq premières lettres écrites soit par l'archevêque, soit par ses nombreux correspondants ; voici le tome sixième ², comprenant l'espace de trois ans (1166-1169) et donnant trois cent trois documents nouveaux ; le premier est une lettre de Jean de Salisbury, le célèbre auteur du *Polycraticus* ; le dernier est l'appel de Thomas à Becket au pape Alexandre, contre l'évêque de Londres qui venait d'être excommunié. Pour se faire une idée de la tâche énorme entreprise par M. le chanoine Robertson, chargé d'éditer ces matériaux, il suffira de savoir que la majeure partie de la correspondance recueillie, arrangée et imprimée ici n'est pas datée ; il a fallu par conséquent se guider pour la classification sur les faits relatés dans chaque lettre, et adopter souvent pour points de repère de simples allusions fort peu transparentes. M. Robertson s'est acquitté à merveille de ce travail ; on voit qu'il y avait pris un intérêt spécial, et on regrettera d'autant plus que la mort l'ait frappé avant qu'il ait pu terminer cette édition — une des meilleures de la série publiée aux frais du gouvernement anglais. Il reste à écrire la biographie du prélat, c'est-à-dire à mettre en usage les documents qui forment ces six beaux volumes. Espérons que le garde des archives ne confiera cette besogne difficile qu'à un savant d'une impartialité reconnue, et connaissant à fond l'histoire du moyen âge.

— Encore un volume sur Marie Stuart ! Et quand on songe à la source d'où il provient, il est étonnant qu'il n'ait pas paru plus tôt. Le manuscrit publié par le R. P. Stevenson ³ fait partie des trésors du

¹ *A History of London*. By W. J. LOFTIE. B. A., F. S. A. London, Stanford, 1883, 2 vol. in-8°, de 860 p.

² *Materials for the History of Thomas Becket, Archbishop of Canterbury*. Edited by James CRAIGIE ROBERTSON, Canon of Canterbury, for the Master of the Rolls.—Vol. VI. Epistles CCXXVII-DXXX. London, Longman and Co, in-8° de 400 p.

³ *The History of Mary Stewart, from the Murder of Riccio until her Flight into England*. By Claude Nau, her Secretary. Now first Printed from the Original Manuscripts. With Illustrative Papers from the Secret Archives of the Vatican and other Collections in Rome. Edited by the Rev. Joseph STEVENSON, S. J. Edimbourg, Paterson, 1883, in-8° de 350 p.

British Museum (fonds cottonien), et la seule raison plausible que l'on puisse donner de la négligence dont il a été l'objet, c'est qu'il est de la lecture la plus difficile. L'enthousiasme pour Marie Stuart pouvait seul décider un fureteur à se crever les yeux sur ce grimoire, et l'espérance de découvrir quelque nouvelle preuve à la décharge de la malheureuse reine d'Écosse. C'est en effet ce qui résulte de la lecture de ce fragment de biographie écrit par Nau, secrétaire de Marie, et qui non seulement se termine très brusquement, mais est même incomplet dans la partie conservée, puisqu'on trouve à plusieurs reprises des renvois à des documents et pièces justificatives dont la trace semble perdue. La narration dont il s'agit ici est très claire ; on y remarquera grand nombre de nouveaux détails, surtout en ce qui concerne l'épisode du séjour de la reine d'Écosse à Lochleven, et de son évasion. Il paraît qu'elle eut une fausse couche pendant sa captivité dans ce château, et si George Douglas dut quitter son service près d'une triste prisonnière à qui il avait sacrifié sa liberté et était prêt à sacrifier sa vie, ce fut en vertu des ordres positifs de Murray. Le R. P. Stevenson a enrichi son volume de documents tirés des archives du Vatican, ainsi que d'autres bibliothèques à Rome ; il l'a fait précéder, en outre, d'une excellente introduction. Personne n'était plus désigné que lui pour ce travail ; il sait sur le bout du doigt l'histoire du seizième siècle, et avec lui on est toujours certain d'avoir un travail exact, complet et strictement impartial.

— La littérature historique de l'Angleterre est particulièrement riche en monographies du genre de celle dont nous sommes redevables à M. Glanville-Richards¹ ; mais il y en a peu qui soient aussi bien faites, ou qui nous intéressent nous autres Français presque au même degré que nos voisins d'outre Manche. Non pas que le présent ouvrage soit irréprochable, car tandis que M. Glanville-Richards ne remonte pas plus haut que la conquête normande, il y a, ou nous nous trompons fort, des travaux généalogiques français qui partent d'une date antérieure. Le premier représentant connu de la famille était un certain chef norvégien du nom d'Ivar ; on peut le reléguer parmi les Francus, les Pharamond et les Brutus des légendes du moyen âge ; mais ses deux petits-fils Richard de Saint-Sauveur et Raoul, comte de Bayeux, étaient des personnages authentiques dont les hauts faits, quels qu'ils soient, nous appartiennent. Une branche des Glanville resta en Normandie ; une autre s'établit en Angleterre avec Guillaume le Conquérant, et c'est naturellement de celle-ci que M. Glanville-Richards

¹ *Records of the Anglo-Norman House of Glanville from A. D. 1050 to 1880.* By Wm. Urmston S. GLANVILLE-RICHARDS. London, Mitchell and Hughes, 1883, in-8° de 250 p.

s'occupe surtout. Elle a compté dans son sein plusieurs légistes très distingués à leur date, et leurs ouvrages sont encore consultés avec fruit par les savants qui font du droit féodal le sujet de leurs recherches. Je citerai seulement Raoul (*Ranulphus*) dont le *Tractatus de legibus et consuetudinibus regni Angliæ* publié pour la première fois en 1554, est cité à chaque instant par M. Glasson dans son excellente histoire du droit et des institutions de l'Angleterre. Outre les détails biographiques sur les Glanville, l'ouvrage qui nous occupe ici contient de nombreuses particularités relatives à différents points d'histoire locale ; il est fort bien imprimé, sur d'excellent papier, et illustré de blasons gravés avec soin.

— La collection des *Epochs of Modern History* s'est enrichie dernièrement de deux nouveaux volumes, l'un traitant de la Révolution française, l'autre des Normands en Europe. Le premier de ces résumés ¹, composé par Mistress Gardiner, peut passer pour un des meilleurs de la série, et l'autre a trouvé le secret d'éviter la sécheresse, ce défaut rebutant et, le dirai-je, presque nécessaire des ouvrages de cette nature. L'état de la France avant 1789 sert de préface à une suite de chapitres où nous voyons défilier la monarchie, les Girondins, les Dantonistes, les Montagnards et Robespierre ; l'auteur s'arrête en 1795, lorsque le Directoire arriva aux affaires. Mistriss Gardiner a enrichi son livre de bonnes cartes, une entre autres de la France par provinces, avec les lignes douanières à l'intérieur et un plan de Paris révolutionnaire.

— Le volume qui traite des *Normands* ² est l'ouvrage de M. Johnson, professeur d'histoire à trois des collèges de l'Université d'Oxford. Après avoir jeté un coup-d'œil sur les populations du Danemark, de la Suède et de la Norvège et décrit leurs usages, leurs lois et leur mythologie, notre auteur les accompagne dans leurs expéditions en Islande, en Russie et jusqu'à Constantinople (chap. 1-2) ; puis viennent les incursions en France (chap. 3-8), une fort bonne analyse du système féodal (chap. 9), l'histoire d'Angleterre sous les derniers rois anglo-saxons, la conquête, et les trois premiers monarques d'origine normande (chap. 10-16), enfin un tableau général de l'administration, de l'organisation militaire, et de la société civile pendant les règnes de Guillaume le Conquérant, Guillaume le Roux et Henri I^{er} (chap. 17). Trois cartes, une série de tableaux généalogiques et un bon index méritent d'être cités.

¹ *Epochs of Modern History. The French Revolution, 1789-1795.* By Bertha Meriton GARDINER. London, Longmans and Co, 1883, in-18 de 250 p.

² *The Normans in Europe.* By the R. A. H. JOHNSON, M. A. London. Longmans and Co, 1883, in-18 de 260 p.

— Sir Edward Cressy a publié il y a déjà près de quarante ans, sous ce titre : *Les cinquante batailles décisives du monde*, un ouvrage qui est devenu justement populaire ; les deux points extrêmes sont Marathon et Waterloo ; et entre ces limites se trouvent différents épisodes que chacun se rappellera sans doute. M. le colonel Malleson a entrepris quelque chose de pareil pour l'Inde depuis l'établissement des Anglais ¹. Ce n'est plus, comme de raison, dans ce cadre restreint, la destinée de la civilisation du monde entier qui est en jeu ; et pourtant si la bataille d'Assai, par exemple, n'a pas au point de vue de l'histoire générale l'importance de celle de Tours, où le Christianisme et le Mahométisme étaient aux prises, on peut cependant dire que la position de l'Angleterre parmi les puissances politiques de l'Europe dépend, à une mesure très sensible, de la conservation ou de la perte de l'empire des Indes. Je n'ai pas le temps d'énumérer ici les divers combats que M. le colonel Malleson décrit dans son ouvrage ; le premier eut lieu en 1746 entre les Français et le Nawab du Karnatic ; les troupes indigènes, s'élevant à un nombre considérable, furent battues sans la moindre difficulté par une poignée d'Européens, et le prestige qui environnait jusque-là les armées mongoles disparut pour toujours. Les deux dernières batailles dont il est question sont celles de Chilianwala et de Gujrat ; elles nous placent sur le terrain de l'histoire tout à fait récente. Le livre que j'annonce ici est un des meilleurs d'un écrivain qui a déjà fait ses preuves, et qui manie avec la même valeur la plume et l'épée. Il est accompagné d'une bonne carte et d'un excellent index.

— Le quatrième volume des *Short Studies* ² donne lieu aux mêmes critiques et aux mêmes reproches que les autres. M. Froude a profité de la correction sévère que M. Freeman lui a administrée, mais c'est pour ainsi dire à son corps défendant ; les erreurs les plus grossières ont disparu, l'esprit général de l'auteur est resté le même. Nous ne reprocherons certes à personne de défendre, par tous les arguments possibles, une opinion quelconque ; mais ce qui est intolérable, c'est qu'un historien se bâtisse une théorie *à priori* sur tel ou tel caractère, tel ou tel épisode, et puis fasse plier bon gré mal gré les textes au bénéfice de cette théorie. M. Froude, quoi qu'en disent ses admirateurs, ne comprend et ne saurait comprendre ni les hagiographes (Bollandistes, Mabillon et autres), ni le caractère de Thomas à Beckett, pour la simple raison que le moyen âge lui fait horreur, et que le clérica-

¹ *The decisive battles of India*, from 1746 to 1849 inclusive. By colonel MALLESON C. S. I., in-8° London, W. H. Allen and Co, 1883, in-8° de 432 p.

² *Short Studies on Great Subjects*. Fourth Series. By James Anthony FROUDE, M.A. London, Longman and Co, 1883, in-8° de 566 p.

lisme (il faut bien se servir de cette expression) ne lui inspire que du dégoût. Il s'est fait l'esclave des préjugés les plus aveugles ; il n'écoute que son caprice, et il dénature l'histoire dans un style dont le charme est incontestable. Lord Macaulay a eu pendant longtemps une vogue que beaucoup d'optimistes croyaient destinée à ne jamais défaillir ; aujourd'hui on ne le regarde plus que comme le plus brillant des romanciers. Il en sera de même de M. Froude, et comme les institutions, les mœurs et la société du moyen âge sont mieux connues de nos jours qu'elles ne l'étaient il y a un demi-siècle, on ne se laissera pas plus prendre aux déclamations de l'écrivain anglais qu'à celles de certains libéraux chez nous.

— La gigantesque et patriotique entreprise si vigoureusement poursuivie par le gouvernement anglais, et qui a déjà produit la rédaction des *Calendars* et la publication d'une série de documents sur l'histoire du moyen âge, a eu de plus l'heureux résultat de donner naissance à plusieurs sociétés historiques. La *Pipe-rolls Society* mérite d'être citée au premier rang. Il faut savoir, d'abord, que les chartes ou rouleaux, connus sous le nom que je viens de transcrire, sont des doubles de certaines pièces relatant des actes de vente, cessions, transferts, baux, etc. Ils ont pour le généalogiste et l'historien une valeur et une importance qu'il serait difficile d'exagérer. Ces *rouleaux* de parchemin, longtemps négligés et abandonnés aux attaques de la poussière et de l'humidité, sont incomplets aujourd'hui ; il y en a trois cent dix en tout, s'étendant depuis la neuvième année du règne de Henri II jusqu'à la dix-septième de Jacques I^{er}. Il serait superflu d'insister ici sur le service rendu aux études historiques par la publication de ces documents ; le célèbre Madox les appréciait ainsi : *recorda omnium quæ in archivis regis usquam vidisse me meminî, splendidissima ; post Rotulum censualem quem Librum Domesday vocant : quin ei æquiparanda*. On a édité le *Domesday-book* ; il était urgent de donner au public studieux une édition critique des *Pipe-rolls* ; c'est ce qui va être entrepris incessamment par un comité à la tête duquel nous trouvons le garde-adjoint des archives, le président et le vice-président de la Société des antiquaires. Ces messieurs se proposent, en premier lieu, de publier les trente rouleaux qui se rapportent au règne de Henri II ; et ils comptent étendre le cadre de leurs travaux de manière à y faire entrer une masse de documents de même nature antérieurs au XIII^e siècle. Si le nombre de souscripteurs le permet, la *Pipe-rolls Society* donnera quatre volumes par an.

— Mes lecteurs apprendront avec regret la mort de M. J.-R. Green, qui s'était acquis une popularité extraordinaire par ses travaux historiques. Son premier ouvrage, intitulé *A Short History of the English*

people, fut vivement critiqué dès sa publication, mais est devenu pour ainsi dire un livre classique, grâce à un style animé, pittoresque, à l'originalité du plan adopté par l'auteur, et à des vues sagement libérales. M. Green reprit plus tard son ouvrage, le refondit, le développa et d'un modeste in-douze fit quatre gros volumes in-octavo. Son dernier livre : *The making of England*, qui peut servir, soit de préface, soit de résumé au précédent, a paru assez récemment. La santé de M. Green, toujours très délicate, l'avait enfin obligé au repos le plus absolu, et il s'était vu forcé d'abandonner des projets qui lui tenaient profondément au cœur, la création, par exemple, d'une revue historique, et la fondation d'une société à Oxford pour l'encouragement des études auxquelles il avait consacré sa vie et ses forces. La mort l'a frappé dans un âge peu avancé ; il avait à peine atteint sa quarante-cinquième année.

— La *Camden Society* prépare pour l'exercice courant quelques ouvrages curieux ; je citerai entre autres le récit officiel de l'expédition faite en 1625 contre Cadix par les ordres de Charles I^{er}, roi d'Angleterre, expédition qui aboutit à un fiasco complet et dont les résultats politiques furent si graves.

GUSTAVE MASSON.

CHRONIQUE

SOMMAIRE. Communication de Dom François Chamard : *La Chronique attribuée à Maxime, évêque de Saragosse*. — Communication de M. Alexandre Bruel : *La Formule du bon plaisir*. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Lectures et communications. — Académie des sciences morales et politiques. Lectures et communications. — Congrès des délégués des Sociétés savantes. Lectures et communications. — Société de l'Histoire de France. — Société bibliographique. — Publications de la Société de l'Orient latin. — Un récit perdu de la première croisade. — Un ouvrage inédit sur l'histoire de la marine et sur les guerres de la fin du XVIII^e siècle. — Publications récentes ou en préparation. — Nécrologie : MM. Louis Veuillot, Edouard Laboulaye, E. de Bouteiller.

Notre savant collaborateur, le R. P. Dom Chamard, bénédictin, nous a communiqué, sur un point intéressant de critique des sources et d'histoire littéraire se rapportant aux problèmes récemment débattus par lui avec M. Alfred Richard, une note dont, sans naturellement prendre parti dans la question, nous plaçons sous les yeux de nos lecteurs la partie essentielle :

« M. A. Richard a soulevé une question d'histoire littéraire qu'il me semble utile de ne pas laisser sans examen. Il a allégué¹ l'autorité de Maxime, évêque de Saragosse, qui aurait, dans sa Chronique, indiqué le lieu où se serait livrée la bataille de Clovis.. M. Junghans avait publié parmi les pièces justificatives annexées à son *Histoire critique des règnes de Childerich et de Chlodowech*, un fragment des notes marginales trouvées dans un manuscrit de la chronique de *Victor de Tununa*, et publiées, après Canisius², par plusieurs auteurs, notamment par Basnage, qui a remanié l'ouvrage de Canisius, et par Roncalli, dans son second volume des *Vetustiora latinorum chronica*. Celui-ci avoue³ qu'il a combiné les éditions précédentes, et notamment celles de Basnage et de Schott, dans son *Hispania illustrata*. M. Junghans et M. Monod, son traducteur, se sont principalement servis de l'édition de Roncalli ; mais, tandis que M. Junghans avait conservé à ces notes chronologiques le titre jusqu'alors adopté de *Appendice à Victor de Tununa*, M. Monod les

¹ Voir la *Revue* du 1^{er} avril 1883, p. 613.

² Canisius, *Antiquæ lectiones*, t. I, p. 667.

³ Roncalli, *loc. cit.*, *præfat.*, p. XLV.

attribue sans hésiter à Maxime de Saragosse, conformément à l'opinion de M. Hertzberg ¹. Est-ce à tort ou à raison ? Toute la question est là.

« Remarquons d'abord que Maxime de Saragosse est contemporain de saint Isidore de Séville et un peu plus ancien que lui. Ils ont vécu l'un et l'autre en Espagne sous la domination des Wisigoths, dont ils connaissaient parfaitement l'histoire. Il est donc moralement impossible qu'ils se contredisent sur les principaux événements de cette histoire nationale, surtout sur les faits qui se sont accomplis en Espagne. Or, l'auteur des *Notes marginales à Victor de Tununa* est gravement en désaccord avec saint Isidore de Séville, bien qu'il en soit souvent le simple abrégiateur ². On ne peut pas dire que saint Isidore ait amplifié la chronique de l'évêque de Saragosse, puisqu'il affirme ne l'avoir pas lue ³.

« D'ailleurs, comment Maxime de Saragosse aurait-il pu écrire cette note relative à la défaite d'Attila : « *His diebus, Gothi cum Hunnis dimicant in campis catalaunicis, in quo prælio Theodoredus rex occubuit, et Gothi victores extiterunt, dimicante Thurismundo rege. Attila, rex Hunnorum, nusquam comparuit.* » Est-ce qu'Attila disparut complètement de la scène du monde après sa défaite dans les Gaules ? Cette note est donc l'œuvre d'un chroniqueur ignorant et d'une époque bien postérieure à Maxime de Saragosse. Je sais que cette même note se trouve presque mot pour mot dans une chronique attribuée à saint Isidore de Séville, citée par mon savant ami M. Anatole de Barthélémy, d'après le ms. latin 4873 de la Bibliothèque nationale ⁴. Mais cela ne lui donne pas plus d'autorité.

« En effet Arevalo, dans ses prolégomènes aux œuvres de saint Isidore ⁵, nous apprend qu'une foule de chroniques espagnoles furent attribuées au moyen âge à l'illustre archevêque de Séville. Ni le texte authentique de celui-ci, ni la chronique de Victor de Tununa, à laquelle cette note a été accolée par un scribe inconnu, ne contient rien de semblable.

« Il serait trop long de relever les erreurs chronologiques accumulées dans ces notes. Ainsi l'auteur donne à Trasimond, le vainqueur des Huns, un règne de dix ans, au lieu d'un an ou trois au plus, à Théodoric, son frère, un règne de neuf ans, au lieu de treize, etc.

¹ Monod, *Etude critique*, etc. Introduction, p. x.

² Ces notes ont été reproduites par Migne au bas des pages de la chronique de Victor de Tununa (*Patrolog. lat.*, t. LXXVIII, col. 941 et seqq.)

³ S. Isidor Hispal. *De scriptoribus eccl.*, cap. XLVI.

⁴ *Revue des Quest. hist.*, t. VIII, 1870, p. 372.

⁵ Migne, *Patrol. lat.*, t. LXXXI, p. 535, 546.

Ce qui fait dire à Dom Bouquet ¹ : « *Multis in locis mendosus est auctor iste.* »

« Mais le passage même allégué par M. Richard ne me paraît pas mériter une grande confiance : « His diebus, pugna Gothorum et Francorum Boglodoreta. Alaricus rex in prælio a Francis interfectus est. *Regnum Tolosanum destructum est.* » Il me semble impossible de croire qu'un évêque de la fin du VI^e siècle et vivant à Saragosse, ait pu appeler *regnum Tolosanum* les provinces soumises aux Wisigoths dans les Gaules, et surtout ait écrit que cet état fut *complètement détruit* par les Francs, puisque les Wisigoths, après la première épouvante causée par leur défaite, restèrent maîtres de la Septimanie avec Narbonne pour capitale.

« En résumé, les notes écrites à la marge d'un manuscrit de la chronique de Victor de Tununa ne sont point de Maxime de Saragosse ni d'un auteur du VI^e siècle. Elles sont d'un Espagnol qui a vécu à une époque plus récente et dont les assertions ont besoin d'être contrôlées, au lieu d'être acceptées comme une autorité irrécusable. Ces notes additionnelles sont d'ailleurs manifestement faites pour être accolées au texte de Victor de Tununa. Or Maxime de Saragosse n'a point composé de simples notes complémentaires, mais bien une chronique distincte de celle de son contemporain. »

Une autre communication nous a été faite par notre savant collaborateur, M. Alexandre Bruel, sous-chef de section aux Archives nationales, relativement à une légère erreur contenue dans l'article, qu'il juge d'ailleurs très intéressant, de M. Louis Vian, publié dans notre livraison du 1^{er} octobre 1882, sous ce titre : *Louis XIV au Parlement, d'après les registres manuscrits du Parlement.* « J'ai été étonné, nous écrit M. Bruel, d'y lire, à la fin des lettres closes adressées par le Roi au Parlement, à la date du 11 avril 1655, la formule : *Car tel est notre BON plaisir.* Après le travail si complet publié par M. de Mas-Latrie ², il n'est plus permis d'attribuer à la chancellerie royale une formule qui a été introduite dans les actes par la chancellerie impériale, sous Napoléon I^{er}, en 1804. En effet, je me suis reporté à l'original des lettres imprimées par M. Vian et j'ai constaté qu'elles portent simplement la formule : *Car tel est notre plaisir* ³. Mes habitudes de diplomate me faisaient un devoir de vous signaler cette inexactitude, afin d'éviter qu'elle serve d'argument dans les discussions auxquelles donne quelquefois lieu cette formule si célèbre. »

¹ D. Bouquet, II, 701, *not. c.*

² *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLII, 1881.

³ *Registre secret du Parlement*, 1655, X^a 8390, fol. 83.

Parmi les lectures et communications récemment faites à l'Académie des inscriptions et belles-lettres nous signalerons les suivantes. Dans la séance du 2 mars, M. Oppert a lu un mémoire sur *deux très anciens textes de la Chaldée*. Ces inscriptions figurent sur des monuments rapportés par M. de Sarzac. Le sens en est assez obscur. Mais leur origine, qui remonte à l'époque antisémite, donne à penser qu'aux premiers âges de l'humanité une civilisation très avancée existait déjà dans la région située entre le Tigre et l'Euphrate. — Dans la même séance et dans celle du 9 mars M. Senart a lu une étude sur l'inscription sanscrite de *Srey Santhor*, le plus important des documents historiques sur le Bouddhisme qu'aient mis au jour jusqu'à présent les explorations de M. Aymonnier au Cambodge. Cette inscription date de la fin du *x^e* siècle de notre ère. Elle émane de Kirttipandita, ministre du roi Jayavarman, qui monta sur le trône en 968. Elle a pour but d'abord de célébrer les mérites que s'est acquis son auteur en restaurant l'enseignement et la pratique du Bouddhisme, et en second lieu, de promulguer au nom du roi des instructions inspirées par la même pensée religieuse. — Dans la séance du 16 mars, M. le marquis de Vogüé a déposé sur le bureau de l'Académie plusieurs photographies des inscriptions de Palmyre, découvertes par le prince Lazarew. Ces inscriptions ont trait aux tarifs d'octrois de la ville et donnent de précieuses indications sur son importance commerciale dans l'antiquité. — Dans la séance du 30 mars, M. Ernest Desjardins a communiqué l'estampage d'une inscription découverte par M. Letaille à *Si Amor Djedidi*, au nord-ouest de Kairouan, et de laquelle il résulte que la fameuse Zama d'Annibal et de Scipion occupait le même emplacement. Le savant académicien a, la semaine suivante (6 avril), lu un travail de M. Ch. Tissot sur cette inscription. Il est peu de séances où l'Académie ne reçoive pas communication d'inscriptions nouvelles découvertes en Afrique. Sans mentionner chacune d'elles en particulier nous noterons ce fait que des matériaux précieux s'amassent ainsi peu à peu pour l'histoire de la domination romaine en Afrique, et, plus généralement, pour l'histoire administrative et militaire de l'Empire romain. Parmi les essais de mise en œuvre à l'usage du grand public des matériaux de ce genre, nous signalerons dans l'ouvrage de M. Gustave Boissière : *L'Algérie romaine*, dont une seconde édition vient de paraître ¹, le livre troisième intitulé : *Comment Rome a administré ses provinces africaines*. — Dans la séance du 13 avril lecture a été donnée d'une communication adressée de Rome par M. Le Blant et contenant quelques détails sur

¹ Librairie Hachette, 2 vol. in-18 Jésus.

T. XXXIV. 1^{er} JUILLET 1883.

de récentes découvertes archéologiques. M. de Rossi a trouvé l'entrée principale de la catacombe du mont Hippolyte avec une inscription de l'an 528, qui prouve que cette catacombe provenait de l'église Sainte-Pudentienne. D'autre part, à la catacombe *ad duas Lauros*, on a trouvé un vase de terre peint, de provenance juive, sur lequel est représentée une vue du temple de Jérusalem. — Dans la séance du 4 mai M. Robert a mis sous les yeux de l'Académie un tableau représentant l'état des fouilles exécutées dans les arènes parisiennes de la rue Monge, curieux monument dont une commission nommée par l'Académie s'efforce d'obtenir la préservation dans l'intérêt de l'histoire. — Dans la séance du 11 mai l'Académie a été informée par une lettre de M. Le Blant, entre autres découvertes faites en Italie, de celle d'un plan de Rome trouvé par M. Gregorovius dans un manuscrit de Milan. — Dans la même séance M. le comte Riant a lu un mémoire intitulé : *La donation d'Orvieto et d'Aquapendente au Saint-Sépulcre et les établissements latins de Jérusalem au X^e siècle*. Dans l'état actuel de nos connaissances sur la Terre-Sainte, le savant académicien estime qu'il faut admettre l'authenticité de la charte de Marseille où il est question de la donation d'Orvieto et d'Aquapendente faite au Saint-Sépulcre en 993 par Hugues, marquis de Toscane.

Parmi les communications faites à l'Académie des sciences morales et politiques nous signalerons celles qui suivent. Dans les séances du 3 et du 10 mars M. Vuitry a continué la lecture, commencée le 24 février, de son étude sur *l'impôt et les États généraux en France au temps des premiers Valois*. Ce travail renferme d'intéressantes considérations sur les rapports de la Royauté avec les États généraux durant la guerre de Cent ans et sur la comparaison de la situation respective en France et en Angleterre, à la même époque, de la noblesse vis-à-vis du pouvoir royal. — Dans la séance du 31 mars M. Sayous a lu un mémoire intitulé : *La Hongrie et la ligue de Cambrai*, où il fait ressortir le rôle important qu'a joué la Hongrie dans les événements du xv^e siècle, rôle qui, jusqu'ici, n'avait pas été, selon lui, suffisamment étudié et apprécié. — Dans les séances du 14 et du 21 avril M. le vicomte d'Avenel a lu un travail intitulé : *La chute de la noblesse sous Richelieu*.

La réunion annuelle des délégués des Sociétés savantes a eu lieu à la Sorbonne du mardi 27 au samedi 31 mars. Voici les communications sur lesquelles nous appellerons plus spécialement l'attention de nos lecteurs. M. Forestié a signalé un livre de comptes du xiv^e siècle trouvé aux archives du département de Tarn-et-Garonne et donnant des détails intéressants sur l'itinéraire d'un pèlerin se rendant de Montauban à Rome à cette époque. — M. Durieux, membre de la Société d'émulation de Cambrai, a analysé un document relatif

aux corps de métiers avant le xvi^e siècle qu'il a trouvé aux archives de Cambrai. Les huit premiers feuillets d'un registre malheureusement incomplet contiennent un règlement concernant les déchargeurs de vin en l'année 1239. Ils étaient nommés par les magistrats, assermentés, payés à raison de dix à quatre deniers par jour ; ils pouvaient négocier leurs charges ; ils venaient au secours les uns des autres en cas de maladie. Un manuscrit du xv^e siècle, également trouvé aux archives de Cambrai, fait connaître les règlements de police appliqués depuis l'année 1406 aux gens de métier, marchands, etc. Tout est réglé avec la dernière précision ; la bonne foi, la sécurité des gens sont assurées dans la mesure du possible ; les magistrats ont réglementé la durée du travail, les rapports des maîtres avec les apprentis, etc. — M. Castonnet-Desfosses, membre de la Société académique indo-chinoise, fait connaître, d'après un certain nombre de documents inédits qu'il a trouvés soit aux archives du Ministère de la marine et aux Archives nationales, soit aux archives de India-House, à Londres, la très curieuse histoire de Pondichéry au xviii^e siècle. Fondé en 1674 par un Parisien appelé François Martin, le beau village (car telle est la signification étymologique du nom de Pondichéry) devint en 1686 une petite ville composée de deux villes distinctes, la *villenoire*, habitée par les indigènes, la *ville blanche*, où deux cent vingt-cinq Français environ logeaient dans des maisons faites en coquilles. Le commerce de cette ville consistait surtout en draps de Montpellier et en vins de Bordeaux. Assiégé avec six cents hommes par dix mille Hollandais durant la guerre de la ligue d'Augsbourg, Martin est fait prisonnier, puis, rendu à la liberté, il bâtit une citadelle et meurt en 1706. Ses *Mémoires*, ou plutôt son *Journal* existe aux Archives ; son oraison funèbre également. — M. le comte Régis de l'Estourbeillon, secrétaire de la Société archéologique de Nantes, a fait une communication sur les *frairies* du comté Nantais, qu'il rattache aux anciens clans bretons dont l'organisation avait été heureusement modifiée au iv^e siècle par le christianisme. M. de l'Estourbeillon se propose d'établir que les frairies sont des divisions territoriales, des portions de paroisses, et qu'il ne faut pas les confondre avec les confréries et autres corporations religieuses ; il montre que ces frairies, longtemps florissantes, ont laissé des traces profondes de leur ancienne organisation. Cette communication, fort remarquée, a donné lieu à un échange d'observations entre MM. L. Delisle, Hardouin, Maggiolo et Castonnet-Desfosses. — M. l'abbé Rance, professeur à la Faculté de théologie d'Aix, a donné des détails sur vingt lettres inédites de Fénelon, découvertes par lui au château d'Anhalt, en Allemagne. — M. Pagart d'Hermansart, secrétaire-archiviste de la Société des antiquaires de la Morinie à Saint-Omer, a donné lecture de quelques extraits d'un travail sur la *Ghisla*

ou coutume de Merville en Flandre. M. d'Hermansart a découvert à Lille un placard en parchemin sur lequel se trouvent, en 49 articles, les coutumes inédites données à la ville de Merville par Philippe le Bon. Les *ghisles*, ou assurances de paix, ont été à l'origine des institutions politiques ; elles sont devenues, elles sont restées jusqu'à la fin du *xvii*^e siècle de véritables coutumes, ayant le caractère de dispositions judiciaires. — M. Demaison, membre de l'Académie de Reims, a fait connaître un cahier de doléances rédigé en 1424, durant l'occupation anglaise, par les habitants de Reims. On y voit que les Champenois subissaient sans protester le joug de l'étranger, mais qu'ils réclamaient un adoucissement à leur situation matérielle, qui était effrayante à tous les points de vue. — M. Laval, membre de l'Académie de Vaucluse, a donné lecture d'un travail sur l'Université d'Avignon, établie en 1303 par la pape Boniface VIII, pour propager la bonne doctrine, dont s'écartait alors l'Université de Paris. M. Laval fait l'histoire de l'Université d'Avignon, protégée à la fois par les Papes, les Rois de France et les ducs de Savoie ; il montre quelle était son importance, quels maîtres illustres elle a possédés, quels élèves elle a faits. — M. Maggiolo, membre de l'Académie de Stanislas, a indiqué l'état actuel de ses recherches sur la statistique de l'enseignement primaire avant 1789. Ses recherches ont porté sur 260 cantons et 4,432 communes. Sur ces 4,432 communes, 4,134, c'est-à-dire environ 94 p. 100, avaient une école en 1789. — M. Maggiolo a également donné lecture d'un travail de notre savant collaborateur M. l'abbé Allain, sur les petites écoles avant 1789. M. Allain émet le vœu que les curés soient chargés par leurs évêques d'établir cette statistique en ce qui les concerne. — M. Bouchard, vice-président de la Société d'émulation de l'Allier, a fait brièvement l'histoire des petites écoles en Bourbonnais avant 1789. — M. Rigollot, membre de la Société d'archéologie de Vendôme, a lu un mémoire sur l'instruction publique dans cette ville avant la Révolution. — M. Guibert, membre de la Société archéologique et historique du Limousin, a fait connaître, d'après une chronique du *xiii*^e siècle, l'état de la charité laïque à Limoges. — Notre savant collaborateur M. René Kerviler a lu un mémoire sur les retranchements gaulois du département de la Loire-Inférieure ; ces retranchements, qui s'étendent sur une longueur de plus de quarante kilomètres, étaient renforcés par une série de forts circulaires placés à une lieue environ en avant de la grande ligne. M. Kerviler a étudié particulièrement les diverses sortes de projectiles que les fouilles pratiquées dans ces retranchements lui ont fait rencontrer ; ces projectiles de fer ou de pierre sont de deux sortes : les uns, sphériques et d'assez fortes dimensions, devaient être lancés à la main ; les autres, en forme d'olives, doivent

être considérés comme de simples balles de fronde ; il est curieux de constater que, dès une haute antiquité, on était parvenu à donner aux projectiles la forme qui, de l'avis de tous les hommes compétents, est regardée comme la plus propre à assurer la plus grande force et la plus grande justesse du tir. — M. le chanoine Potier, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, a signalé quelques bastides ou villes neuves fondées du ^{xii}^e au ^{xiv}^e siècle dans son département. On construisait ces villes pour se protéger, et aussi parce que le besoin de s'organiser était devenu général en France ; on tendait à l'unité nationale qui s'est faite plus tard. A cette question des bastides se rattache celle des *coutumes*. On en trouve beaucoup dans les différentes archives du département de Tarn-et-Garonne ; 13 ont été publiées, 54 sont encore inédites. M. le chanoine Potier a fait connaître un manuscrit du ^{xiv}^e siècle, contenant les coutumes de la bastide de Beaumont de Lanague. Au milieu du volume se trouve une belle miniature représentant le Christ en croix et la Trinité, et, de chaque côté, deux consuls en costume mi-parti rouge et noir. C'est sur cette miniature que les consuls prêtaient serment ; aussi ce livre était-il appelé « livre juratoire. » — M. Guyot, membre de la Société d'archéologie lorraine, a présenté un travail relatif aux villes neuves en Lorraine. — M. Lemare, professeur au lycée de Coutances, a trouvé sur un vieux parchemin de 1411 les statuts de la confrérie des tisserands de Coutances. Il a fait connaître d'après cette pièce l'état de leur industrie du ^{xv}^e au ^{xix}^e siècle ; très prospère au ^{xvi}^e et surtout au ^{xvii}^e, elle s'est trouvée réduite à rien dès le commencement du ^{xviii}^e siècle. M. Lemare a en outre donné lecture d'un document inédit fort intéressant, ce sont les plaintes adressées à M. de Chamillart par les industriels de Coutances, qui signalent les fraudes dont l'industrie des toiles est l'objet ; ces fraudes entravent la marche des affaires et nuisent à l'exportation des toiles de Coutances, particulièrement aux Indes. — M. Grellet-Balguerie, membre de la Société historique et archéologique de Bordeaux, a communiqué un certain nombre de lettres écrites à divers membres de la famille de Chaban par Charles IX, le duc d'Anjou, Henri IV, Louis XIV et Anne d'Autriche. Ces documents sont conservés dans un château du Périgord. Il y est fait mention d'un véritable siège soutenu en 1653 par une marquise de Chaban qui voulait, malgré les ordres du Roi, déshériter son fils. — M. Ducrocq, doyen de la Faculté de droit de Poitiers, fait connaître un manuscrit du ^{xvii}^e siècle qui contient, avec quelques changements, un mémoire composé par le comte de Boulainvilliers et imprimé en 1728 dans l'*État de la France*. Ce manuscrit doit être de 1687 ou 1688. Antérieur au *Détail de Boisguilbert* et à la *Dîme royale* de Vauban, il contient un curieux tableau du revenu des souverains de l'Europe. —

M. Marchand a lu, au nom de M. d'Aussy, membre de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, un mémoire sur la faction du Cœur navré, sorte de conjuration organisée par les ministres protestants de La Rochelle en 1573. — M. Hennet, membre de la Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise, a étudié l'organisation des milices provinciales sous l'ancien régime et au commencement de la Révolution. — M. de Lagrèze, correspondant du Ministère de l'instruction publique à Pau, a fait une communication relative au mariage secret qui aurait été contracté par Jeanne d'Albret avec le comte de Goyon. — M. Roman, membre de la Société d'études des Hautes-Alpes, a traité de l'itinéraire des pèlerins se rendant à Rome au moyen âge. Les passages les plus fréquentés dans les Alpes étaient le Saint-Bernard, le mont Cenis, le mont Genève. Trois des quatre voies romaines qui y aboutissaient ont été utilisées, avec cette différence que la voie romaine suivait les crêtes et que les routes nouvelles étaient tracées dans les vallées. Sur ces routes se trouvaient des maisons hospitalières nombreuses et très rapprochées les unes des autres. M. Roman a dressé une carte de cette région ; il donne quelques détails sur l'organisation de ces maladreries dont il a établi une liste complète. — M. Hardouin a signalé comme un document inédit de la plus haute importance pour l'histoire des États en Bretagne quatre volumineux registres conservés aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine sous le titre de : « Table ou précis alphabétique et historique de toutes les matières contenues dans les registres des États depuis 1567 jusqu'en 1732 inclusivement, dressé par messire Francois Mathurin de la Landille etc. » — M. Marchand a lu, au nom de M. Dangibeaud, membre de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, une notice sur les hôpitaux de Saintes, et au nom de M. Pellisson, membre de la même société, une notice sur les anciennes foires de Cognac — M. Morey, membre de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Haute-Saône, a fait connaître, d'après un document manuscrit tiré des archives du Doubs, la situation des juifs de la Franche-Comté au xiv^e siècle. Il établit que les juifs de Vesoul n'ont pas été tués comme on croit ; ils ont été seulement bannis, et même ils furent escortés dans leur route par des sergents ; ils sont revenus peu d'années après 1349, car on les retrouve à Vesoul, en 1365, dans une situation florissante. — Le P. de la Croix a lu un long et important mémoire sur les belles découvertes qu'il a faites à Sanxay. Des observations ont été présentées par MM. Palustre, Dumuys et de Lasteyrie. — M. Charles Read a communiqué une note sur les arènes de Paris. Rappelant les réclamations élevées, mais en vain, en 1870, par tous les corps savants, et dernièrement encore par l'Académie des inscriptions et la Société des

Antiquaires de France, il a demandé à la réunion de formuler un vœu pour la conservation de cet intéressant monument, vœu qui a été adopté à l'unanimité. — M. Pierre Bonnassieux, membre de la Société de l'École des chartes, a passé en revue les origines et les vicissitudes des assemblées de commerce de l'ancien régime, créées par Colbert en 1669 et réorganisées par un arrêt du Conseil du 18 mars 1727.

La Société de l'histoire de France a tenu son assemblée générale annuelle le mardi 1^{er} mai, sous la présidence de notre éminent collaborateur M. Anatole de Barthélemy, qui a fait ressortir dans son discours, comme il lui appartenait mieux qu'à tout autre, l'importance des études de numismatique pour la science historique. La Société va célébrer cette année le cinquantième anniversaire de sa fondation. Aussi a-t-elle tenu à placer à sa tête, pour la présider dans cette circonstance mémorable, l'un de ses membres les plus anciens et les plus dévoués, l'un des plus illustres représentants de l'érudition française, M. Léopold Delisle. Nous mentionnerons, parmi les plus récentes publications de la Société le tome 1^{er} de l'édition critique de *Rigord et Guillaume le Breton*, par M. François Delaborde, le tome XI du *Brantôme*, le tome III des *Mémoires de Nicolas Goulus* et la *Relation de la Cour de France, en 1690*, par *Spanheim*, publiée par M. Schefer ¹.

La Société bibliographique a tenu son assemblée générale le lundi 7 mai, sous la présidence de M. Xavier Marmier, de l'Académie française. Comme nous avons tenu au fur et à mesure nos lecteurs au courant des travaux de la Société relatifs aux études historiques, nous nous bornerons aujourd'hui à leur signaler, dans la *Collection de petits mémoires sur l'histoire de France*, publiée sous le patronage de la Société, la mise au jour de deux nouveaux volumes intitulés : *Les guerres du règne de Louis XIII et de la minorité de Louis XIV ; Mémoires de Jacques de Chastenet seigneur de Puységur* ², ouvrage d'une très grande importance pour notre histoire militaire; et qu'a bien voulu se charger d'éditer et d'annoter un érudit de premier mérite, notre collaborateur M. Tamizey de Larroque. Dans la même collection doit prochainement paraître un volume consacré aux *Guerres d'Italie d'après Blaise de Monluc*, et dû à notre collaborateur M. Alfred Baudrillart.

Parmi les plus récentes publications de la Société de l'Orient latin, nous signalerons le tome III de la *Série historique*, intitulé : *Testimonia minora quinti belli sacri*, publié par M. Roehricht, et le tome III de la *Série géographique*, intitulé : *Itinéraires à Jérusalem*

¹ Librairie Loones.

² Librairie de la Société bibliographique, in-12.

et descriptions de la Terre Sainte, rédigés en français aux XI^e, XII^e et XIII^e siècles et publiés par MM. Henri Michelant et Gaston Raynaud ¹.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur un *récit perdu de la première croisade* qui jusqu'ici s'est dérobé aux recherches de notre éminent collaborateur M. le comte Riant. Ce récit, composé en latin par un moine de l'abbaye d'Aurillac, qui suivit Rigaut de Tournemire à la guerre sainte, était contenu dans un manuscrit sur parchemin d'environ trois cents feuillets, longtemps conservé dans les archives de la famille de Tournemire. Si le manuscrit n'a pas été détruit, il se trouve dans quelqu'une des bibliothèques ou archives privées de l'Auvergne, où les dépôts de ce genre sont assez nombreux, et, pour la plupart, inexplorés ².

Nous empruntons à la *Bibliothèque de l'École des chartes* ³ quelques indications sur un curieux manuscrit possédé par la bibliothèque de la ville de Nancy et dont on n'avait pas jusqu'ici soupçonné l'importance, récemment mise en relief par M. Génin, professeur au Lycée, qui en a également découvert l'auteur. Cet auteur est le comte Dessalles, né en 1724, qui épousa en 1754 la sœur de Rochambeau, et fut successivement capitaine au régiment d'Harcourt, gouverneur des enfants du duc d'Orléans et colonel du régiment des grenadiers de France. Il fut aussi député de la noblesse à l'assemblée provinciale de Lorraine. Ses papiers furent saisis pendant la Révolution et déposés à la bibliothèque. Quant à l'ouvrage, il se compose de cinquante-sept cahiers petit in-folio de trente à trente-quatre pages chacun, et il formerait environ vingt volumes in-douze. Il commence en 1512 et finit en 1782. La première partie, consistant dans une histoire de la marine, est l'œuvre d'un tacticien et d'un érudit, qui a consulté toutes les histoires du même genre publiées à l'étranger ; la seconde, relativement beaucoup plus développée, est un récit de la guerre de Sept ans et de la guerre d'Amérique. Elle a été écrite d'après des lettres que l'auteur recevait des divers théâtres de la guerre et d'après des journaux anglais, allemands et hollandais. Le comte Dessalles en lisait assurément plus de vingt et écrivait sous la dictée des événements. Sur les guerres de l'Inde, il lui a été facile de se renseigner près des officiers de ce régiment d'Austrasie à peu près exclusivement composé de Lorrains et qui décida la vic-

¹ Librairie Leroux, in-8°.

² Cf. *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*. Séance du 19 avril 1882.

³ Année 1883, première livraison, p. 132, d'après le *Progrès de l'Est*, n° du 22 mars 1883.

toire de Gondelour. Le colonel d'Hoflize, en particulier, avait été le compagnon d'armes d'Haïder-Ali et de Tippou-Saïb. Pour écrire la guerre d'Amérique, l'auteur s'est servi des lettres de Rochambeau, son beau-frère, de celles du chef d'état-major Vioménil et des gentilshommes lorrains : de Chastellux, d'Olonne, de Menonville, etc., partis pour les États-Unis à la suite de La Fayette et qui combattaient dans l'armée de Rochambeau. Aussi l'ouvrage, par son étendue, par la variété et surtout par l'originalité des sources auxquelles l'auteur a puisé, mérite d'attirer l'attention. M. Génin se propose d'en publier des fragments, accompagnés d'une courte biographie du comte Dessalles.

Parmi les publications récentes ou en préparation, nous signalons les suivantes. M. Moïse Schwab vient de publier le tome sixième de sa traduction du *Talmud de Jérusalem* ¹. — M. d'Arbois de Jubainville a publié en un volume intitulé : *Introduction à l'étude de la littérature celtique* ², son cours de l'an dernier au Collège de France. Cet ouvrage, considéré au point de vue historique, renferme de très utiles renseignements sur les anciennes institutions des peuples celtiques, notamment sur les Druides. — M. Léon Gautier mettra prochainement au jour, à la librairie Palmé, son grand ouvrage sur *la Chevalerie*. — M. Henri Bordier vient de publier la première livraison de sa *Description des peintures et autres ornements contenus dans les manuscrits grecs de la Bibliothèque nationale* ³. On y trouve la description de vingt-quatre des plus anciens de ces manuscrits, précédée d'une introduction où M. Bordier a esquissé l'histoire de l'art de la miniature chez les Grecs byzantins. Cette introduction est divisée en dix chapitres : I. L'antiquité. II. Traces de l'antiquité subsistant dans les manuscrits. III. Interprétation de l'antique par les Byzantins. IV. Scènes religieuses. V. Scènes non religieuses. VI. Paysage, architecture, travail des champs, animaux. VII. Intérieurs, meubles. VIII. Types et professions. IX. Portraits. X. Décoration. — M. le comte Régis de l'Estourbeillon a publié sur *Saint Benoît de Macerac, sa vie, sa légende* ⁴, une intéressante étude d'hagiographie locale. — MM. Alfred Leroux, E. Molinier et Ant. Thomas préparent une collection de documents historiques bas-latins, provençaux et français, concernant principalement la Marche et le Limousin (obituaires, inscriptions, bulles et chartes, statuts ecclésiastiques, etc.). — M. de Senneville doit bientôt publier le cartulaire d'Aureil ; M. de Lasteyrie, celui de

¹ Librairie Maisonneuve, in-8°.

² Librairie Thorin, in-8°.

³ Librairie Champion, in-4°. L'ouvrage comprendra 4 livraisons.

⁴ Nantes, imprimerie Forest et Grimaud, broch. in-8°.

Saint-Étienne de Limoges, qu'il a reconstitué. — Le XXI^e volume de la Société des archives historiques de la Gironde, fondée en 1859 par M. J. Delpit, est entièrement consacré aux *Comptes de l'archevêché de Bordeaux au XIV^e siècle*¹. Il est dû à M. Léo Drouyn. La suite de ces comptes remplira le XXII^e volume des publications de la Société. Il sera terminé par une table abondante qui permettra de faciles recherches dans ce vaste recueil de renseignements sur la topographie de Bordeaux, la géographie du diocèse, les revenus et charges de l'archevêché, l'industrie et le commerce, les monnaies, la vie privée au moyen âge. — M. P. Pélicier, archiviste du département de la Marne, a publié un remarquable *Essai sur le gouvernement de la dame de Beaujeu (1483-1491)*². Parmi les documents originaux mis en œuvre par l'auteur, nous signalerons notamment un fragment considérable des procès-verbaux du Conseil de Charles VIII, indiqué à l'auteur par M. P. Viollet, qui l'avait découvert dans les armoires de Baluze. M. Pélicier a publié ce fragment dans ses *Pièces justificatives*. — Notre collaborateur M. Noël Valois, archiviste aux Archives nationales, prépare la publication de l'*Inventaire des arrêts du Conseil d'État* (règne de Henri IV). — En attendant un compte-rendu spécial, nous signalons à nos lecteurs l'ouvrage de M. F. Des Robert, intitulé : *Campagnes de Charles IV, duc de Lorraine et de Bar, en Allemagne, en Lorraine et en Franche-Comté 1634-1638, d'après des documents inédits tirés des archives du Ministère des affaires étrangères*³. — M. Paul Viollet donnera prochainement le tome second de la traduction entreprise par lui de l'ouvrage de M. Schmidt : *Paris pendant la Révolution*, dont le premier volume a été si justement goûté du public instruit.

M. Louis Veuillot, dont la mémoire a reçu de toute la presse française et en particulier de la presse catholique, un juste tribut d'hommages, n'appartenait directement à nos études que par son remarquable livre sur le *Droit du seigneur*, où la plume de cet écrivain de premier ordre a montré qu'elle aurait été apte aussi au genre historique.

Les premiers travaux de M. Édouard Laboulaye, son *Histoire du droit de propriété foncière en Europe depuis Constantin jusqu'à nos jours* (1839) et ses *Recherches sur la condition civile et politique des femmes depuis les Romains jusqu'à nos jours* (1843) lui avaient valu de bonne heure une renommée d'érudit et une place à l'Aca-

¹ Bordeaux, in-4°.

² Librairie Alphonse Picard, in-8°.

³ Librairie Alphonse Picard, in-8°.

dénie des inscriptions et belles-lettres. Mais il a surtout consacré sa carrière aux études de législation comparée et à la politique théorique et militante. Sa belle et ferme attitude dans les discussions relatives à la liberté de l'enseignement lui ont mérité la reconnaissance de tous les hommes de cœur.

Nous saluerons enfin d'un douloureux regret la sympathique et patriotique figure de notre collaborateur M. E. de Bouteiller, ancien maire de Metz, dont le nom vivra bien longtemps dans la mémoire de tous les habitants de cette ville en deuil, de ceux qui y sont restés et de ceux qui l'ont quittée pour rester français de nom, comme tous le sont demeurés de cœur. Les travaux historiques de M. de Bouteiller se rattachaient étroitement depuis son exil aux préoccupations, aux douleurs patriotiques de son âme si lorraine et si française, soit qu'il étudiât quelque antique épisode des annales de sa chère cité, comme il l'a fait notamment dans le *Poème de la guerre de Metz*, publié en collaboration avec M. Bonnardot, soit qu'il poursuivît avec son ami, M. le baron de Braux, d'intéressantes recherches sur la famille et sur l'iconographie de Jeanne d'Arc, dans lesquelles M. de Bouteiller a apporté quelques nouveaux et utiles indices à l'histoire pour une connaissance plus détaillée, plus exacte de l'héroïque vierge qui sauva la France envahie.

MARIUS SEPRÉ.

Nota : Une indisposition subite de notre collaborateur M. de Fontaine nous empêche de publier cette fois la *Revue des recueils périodiques français*.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

La terre de Glace : Færoë, Islande; les Geysers, le mont Hékla, par Jules LECLERCQ. Paris, E. Plon, 1883, gr. in-18 de 320 p.

Bien que les réminiscences et les allusions historiques en soient la partie la plus faible, cette relation de voyage se rattache pourtant si étroitement aux questions historiques, qu'il n'est pas hors de propos d'en rendre compte ici : elle peut servir d'introduction à la lecture des sagas, tant elle dépeint clairement et fidèlement la nature d'un pays aussi riche en souvenirs du passé que l'est l'Islande. Les *sægumen* ou traditionnaires de la bonne époque, qui savent si bien indiquer la localité où est né tel héros, caractériser celles où il s'est signalé par des exploits et où s'est passé tel événement remarquable, ont rarement eu le souci d'en donner une description pittoresque comme on les aime de nos jours. C'est une regrettable lacune dans leurs récits ; elle était à la vérité peu sensible pour leurs auditeurs islandais, qui connaissaient généralement bien le théâtre des principaux faits de leur histoire nationale ; mais elle l'est d'autant plus pour ceux qui n'ont jamais visité la terre de glace, et qui, circonstance aggravante, vivent sous un climat absolument différent et dans des contrées qui

n'ont aucune ressemblance avec l'*ultima Thule*. M. J. Leclercq a donc rendu un véritable service aux Belges ses compatriotes et à nous aussi qui le sommes un peu, au moins par la langue. Avec la grande expérience qu'il a des pays étrangers, avec son style sans prétention, mais toujours limpide, avec sa manière de conter qui nous met sous les yeux le climat désagréable de l'Islande, les brouillards qui l'enveloppent, les aspérités du sol, la pauvreté de la végétation, l'absence de routes, l'immensité des glaciers, il nous laisse une impression si nette de l'aspect du pays, qu'il faut avoir lu son livre pour bien comprendre les sagas. Il a fait pour les peuples de langue française ce qu'avaient fait tant de touristes pour les peuples de langue anglaise ; on affirme qu'il n'est pas d'année où ne paraisse à Londres au moins un travail sur l'Islande. Nos compatriotes n'ont pas de ressources si abondantes pour le même sujet, à moins d'avoir recours aux publications danoises, suédoises, anglaises, allemandes, ou à quelques traductions d'ouvrages du XVIII^e siècle. Nos livres les plus récents sur l'Islande étaient les *Lettres* de M. Marmier et le *Voyage de la reine Hortense*, par M. Ch. Edmond. M. Leclercq nous fait connaître plusieurs contrées de l'Islande

que n'ont point visitées ces voyageurs. Il n'a pourtant parcouru qu'une partie de l'île : après un court séjour à Reykjavik, la bourgade où siège le gouverneur et le parlement, il partit en bateau à vapeur pour Akureyri, la ville la plus septentrionale, fit dans l'intérieur des terres une excursion au lac Myvatn et aux souffrières du voisinage; rentré à Reykjavik, il partit de nouveau, cette fois à cheval, pour les *Thingvellir*, champs de reunion annuelle de tous les hommes libres de l'ancienne confédération islandaise; continua sa route vers les Geysers du Hankadal et poussa jusqu'à l'Hékla. Il lui reste donc à visiter beaucoup d'autres points intéressants de l'Islande, et nous avons l'espoir fondé qu'il nous les fera connaître dans la relation d'un nouveau voyage; mais auparavant, il nous parlera du Mexique, pour lequel il se dispose à partir.

E. BEAUVOIS.

Etudes sur le droit celtique.

Le Senchus Mór, par H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Paris, E. Larose, 1881, in-8° de 108 pages.

Introduction à l'étude de la littérature celtique, par H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Paris, E. Thorin, 1883, in-8° de 412 p.

La branche des études celtiques à laquelle l'éminent auteur de l'*Histoire des comtes de Champagne* consacre plus spécialement ses investigations, est celle qui concerne les monuments écrits de l'Irlande primitive. Il aborde ainsi un terrain tout à fait nouveau pour la portion même la plus érudite des lecteurs français. On ignore très généralement en France qu'il existe en Irlande une littérature nationale ori-

ginale, dont les productions remontent à une date fort reculée et sont tellement nombreuses qu'elles suffiraient à meubler toute une bibliothèque. Ne rougissons point de notre ignorance : elle nous est commune avec l'Europe entière. Ce n'est en effet que depuis peu d'années, que, même en Irlande, on a commencé à étudier sérieusement les œuvres de l'ancienne littérature celtique. Le nombre de celles qui ont été livrées à l'impression est encore minime, comparé à celui des écrits qui gisent oubliés dans les collections de manuscrits de plusieurs bibliothèques des Iles Britanniques ou du continent. Il s'écoulera peut-être plus d'une génération avant que tous les documents de ce genre aient été suffisamment explorés et mis en lumière.

M. d'Arbois de Jubainville est destiné à être en France l'initiateur de ces nouvelles études. Chargé de leur enseignement au Collège de France, il nous donne dans le plus récent et le plus volumineux des deux écrits qui nous occupent, la partie de son cours servant d'introduction à ses importants travaux. Elle est consacrée presque exclusivement à exposer l'organisation de la hiérarchie druidique. Chacune des trois corporations distinctes qui la constituaient a obtenu par des circonstances diverses la prédominance. L'une dans la Gaule, l'autre au Pays de Galles, et la troisième en Irlande. Mais leur caractère commun, tant qu'elles ont exercé sans partage leur empire sur l'esprit des populations celtiques, a été de ne confier qu'à la tradition orale le dépôt des connaissances juridiques, philosophiques et historiques dont elles avaient le monopole, ainsi que les œuvres poétiques qui en étaient l'expression.

Les nombreux poèmes qui forment la partie la plus importante de la littérature celtique, se rattachent presque tous à quatre cycles distincts. Le plus ancien, ou cycle mythologique, se rapporte à des traditions si lointaines qu'il est difficile d'en extraire un seul fait historique offrant un caractère de certitude. Le second cycle, dont les principaux personnages sont deux héros légendaires, Conchobar et Cuchulainn, paraît se rapporter à des événements réels, contemporains de l'ère chrétienne. Le troisième, ou cycle ossianique, correspond au troisième siècle. Enfin les guerres soutenues contre les invasions scandinaves du IX^e siècle sont le sujet de poèmes d'un langage moins archaïque et d'un caractère plus strictement historique. Les épopées des périodes précédentes, longtemps confiées à la seule mémoire de la corporation druidique dite des Filé, furent transcrites en tout ou en partie vers le VII^e ou le VIII^e siècle; quoique les manuscrits qui nous ont conservé ces rédactions appartiennent généralement à des époques beaucoup plus récentes, ils ne semblent y avoir introduit aucune altération essentielle.

Le *Senchus Mór*, au sujet duquel M. d'Arbois de Jubainville a publié précédemment une très intéressante notice, est un traité de jurisprudence irlandaise dont la rédaction écrite, pouvant remonter au VIII^e siècle, paraît avoir reproduit assez fidèlement une œuvre traditionnelle plus vieille de quelques centaines d'années. Nous y trouvons donc un tableau complet de l'état social, de l'organisation politique, des lois et des mœurs de la race celtique, n'ayant encore subi l'action d'aucune influence étrangère. Rien de plus

curieux, de plus étrange, de plus rempli pour nous de révélations inattendues sur le caractère propre de cette race et sur la nature de ses institutions. Une hiérarchie sociale des plus compliquées servait de cadre aux différentes classes de la population, où le degré de la richesse décidait seul du rang et des prérogatives attribuées à chacun : « deux personnes sont de naissance égale, » dit le *Senchus Mór*, quand elles « ont toutes deux la même fortune. » Mais ce qui constituait la fortune n'était pas la possession du sol, car la terre ne tombait pas encore dans le domaine privé; le nombre des bestiaux, dans cet état social primitif, était la seule mesure connue de la richesse. Il suffisait donc d'une mortalité dans le bétail pour changer la condition des divers membres de la tribu. Souvent même la disette les laissant sans ressources, ils se voyaient contraints d'aliéner, pour se procurer les animaux nécessaires à leur subsistance, jusqu'à leur droit d'hommes libres en acceptant une sorte de servitude mitigée qui les soumettait aux riches dont ils s'étaient rendus les débiteurs. C'est ainsi qu'une population, sans doute d'origine diverse, mais devenue toutefois singulièrement homogène, et où le sol était resté à l'état de possession commune, vint aboutir à une inégalité sociale des plus tranchées. Cet ordre de choses est de nature à jeter bien des lumières sur l'état des peuples gaulois tels que nous les décrivait les Commentaires de César, notamment sur la puissance acquise par quelques personnages au moyen des créances qu'ils avaient sur leurs concitoyens. Chez tous les peuples celtiques, le culte de la théorie en matière de politique et de la symétrie idéale dans

l'organisation de la société semble l'avoir emporté de beaucoup sur l'esprit pratique et la recherche des améliorations réelles. Il est étrange qu'un ordre de choses artificiel, aspirant à une régularité chimérique, qu'on serait tenté de croire le produit d'un des philosophes législateurs de l'antiquité grecque, plutôt que celui de tribus encore barbares, ait abouti en dernier résultat au régime des clans; que ce régime, où l'on serait volontiers porté à voir un développement de l'état patriarcal, se soit précisément constitué par la décadence de l'organisation la plus factice et la plus compliquée.

Beaucoup d'autres notions instructives et curieuses peuvent être recueillies dans ce premier travail de M. d'Arbois de Jubainville, ou plutôt dans les quatre mémoires distincts dont il est formé et dont la première publication a eu lieu dans la *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*. Le peu qui précède suffit pour faire comprendre combien nos connaissances sur l'antiquité celtique ont à gagner à l'étude approfondie des monuments écrits de la vieille Irlande.

L. DE N.

Les Normands en Italie, depuis les premières invasions jusqu'à l'avènement de saint Grégoire VII (859-862, 1016-1073), par O. DELARC, du clergé de Paris. — Paris, Ernest Leroux, 1883, gr. in-8° de 578 p.

Dans cet ouvrage il y a deux sujets : 1° la prise de Luna en Italie par Hasting et ses *Nordmen*, dans la période des Vikings; 2° l'établissement des *Normands* de Neustrie dans la Pouille, les Calabres, la Campanie et la Sicile, au XI^e siècle.

Ces faits, qui appartiennent à des périodes différentes, séparées par un intervalle d'un siècle et demi, ne sont pas étroitement reliés entre eux : l'un a pour théâtre la Ligurie; l'autre la Grande Grèce; les Nordmen étaient payens et parlaient le norroin; les Normands étaient chrétiens et avaient pour langue maternelle le français; ceux-ci, tout en ayant conscience de leur communauté d'origine avec ceux-là et connaissant peut-être, comme leurs frères de Neustrie, les aventures de Hasting, ne se donnaient pas comme ses héritiers; leurs moyens étaient d'ailleurs bien différents; pendant cinquante ans, ils ne surent combattre que sur terre, tandis que les Nordmen étaient les premiers navigateurs de leur temps. Les deux parties de l'ouvrage ne sont pas seulement étrangères l'une à l'autre, elles sont en outre fort disproportionnées: la première ne comprend qu'un chapitre et un appendice concernant le *væring* Harald Hardrâde. De l'aveu de l'auteur, c'est là un hors d'œuvre comme le prologue; il aurait donc pu sans inconvénient laisser de côté aussi bien les *vikings* (pirates scandinaves) que les *værings* (Scandinaves au service de l'empire d'Orient); en s'aventurant à leur suite, il entre sur un terrain qui n'est pas le sien et où il n'a pas le pied sûr; il traduit par exemple *Palleskia* (Polotzk) par *Pskow* ou *Pleskow*, et il explique *upplænding* par habitant des environs d'Upsala, tandis que dans ce cas il s'agit certainement des propres compatriotes de Harald Hardrâde, les montagnards des *Uppland* ou hauts plateaux de la Norvège. Mais c'est trop s'arrêter à l'accessoire, passons de suite au principal, qui est l'histoire des Normands des deux Siciles.

La conquête des États situés en deçà et au delà du Phare par des chevaliers Normands n'est pas seulement un intéressant épisode de l'histoire universelle, c'est aussi la première grande manifestation extérieure de la vitalité de la France capétienne ; la seconde, plus importante encore, la conquête de l'Angleterre, aura également pour auteurs des Normands ; elle ressemble à la précédente et aux suivantes qui sont les Croisades et la fondation du royaume de Portugal par une dynastie bourguignonne, en ce qu'elle a propagé au loin l'influence, la langue et la littérature françaises ; mais elle en diffère notablement en ce qu'elle n'a pas eu pour objet l'extension du catholicisme. Les fils de Tancrède de Hauteville, ces précurseurs des Croisés, reléguèrent pour toujours l'église grecque au delà de l'Adriatique et expulsèrent les Sarrasins de la Sicile, et c'est grâce à eux que la Papauté rétablit sa domination spirituelle sur l'Italie méridionale. Il ne leur fallut pas trois générations pour aboutir à ces magnifiques résultats, obtenus en grande partie dès 1073, date à laquelle s'arrête notre auteur. Il nous fait espérer qu'il n'en restera pas là et qu'il ajoutera au moins un second volume à cette histoire. Dès maintenant son œuvre est beaucoup plus volumineuse que celles de MM. Gauttier d'Arc et de Bazancourt, quoiqu'elle n'aille pas aussi loin. Ses deux prédécesseurs français, dont il parle un peu trop dédaigneusement, avaient adopté une forme plus littéraire ; leur récit plus rapide a plus de vivacité ; leur style plus de brillant. En revanche, M. l'abbé Delarc a mieux creusé le sujet, et il a eu le mérite d'être le premier à utiliser des monographies et même des

documents inédits que ses émules ne pouvaient connaître ou qu'ils avaient négligés. Bien qu'il paraisse avoir ignoré le *coup d'œil sur les émigrations de Normandie en Italie et sur les premières conquêtes de Normands à Naples et en Sicile*, par Fr. Schiern (dans *Annaler for nordisk Oldkyndighed* de la Société des Antiquaires du Nord, Copenhague, 1844-45, in-8°, p. 218-259), il est généralement bien au courant des travaux récents dont les Normands des deux Siciles ont été l'objet en Italie, en Allemagne et même en Russie et ailleurs. Il en a tiré un excellent parti, aussi bien pour son texte que pour ses notes érudites, qui remplissent le tiers du volume et éclairent la plupart des points obscurs. La correction typographique laisse malheureusement fort à désirer : *æ* est souvent confondu avec *æ* ; des lignes entières ont été transposées, et l'on peut critiquer certaines assertions. Aimé du Mont-Cassin n'a pas « été induit en erreur par quelque Normand vantard, » (p. 470, note 1), lorsqu'il affirme que « maintenant en cestui temps i croist vin assez » en Normandie. Ce passage est confirmé par ceux des anciens écrivains que M. Léopold Delisle a cités dans la *Condition de la classe agricole en Normandie au Moyen âge* (Evreux, 1851, p. 418-470) et que M. G. Gravier a relevés dans *Bulletin de la Société normande de géographie*, (1881, Rouen, in-4°, p. 277-280). Mais les erreurs typographiques ou autres dont il vient d'être question ne sont que de légères taches au milieu d'une foule de remarques neuves et profondes ; elles étaient inévitables dans un travail de si longue haleine, et M. l'abbé Delarc n'en a pas moins élevé un solide monument à la gloire

des fondateurs du duché de Pouille et Calabre et du grand comté de Sicile. Le récit est une mosaïque un peu disparate, où de longs passages, traduits des chroniques latines, byzantines ou arabes, et surtout de celles d'Aimé du Mont Cassin, de Guillaume de Pouille, de Malaterra, de Léon de Marsi, des anonymes de Bari et de Bénévent, d'Anne Comnène, de Cedrenus, sont reliés entre eux par un exposé fort simple et sans prétention, qui jure parfois avec le style, tantôt poétique ou naïf, tantôt passionné ou imagé, des historiens des XI^e et XII^e siècles. Le procédé adopté par l'auteur nuira peut-être à sa réputation littéraire, mais il a l'incontestable avantage de nous faire connaître tout à la fois les événements et les savoureuses narrations contemporaines qui nous les ont transmis.

E. BEAUVOIS.

La délivrance d'Orléans et l'institution de la fête du 5 mai. Chronique anonyme du XVI^e siècle récemment retrouvée au Vatican et à Saint-Petersbourg. — *Jean de Mascon, docteur et chanoine de l'église d'Orléans et M.M. de Laverdy et J. Quicherat*, par M. BOUCHER DE MOLANDON, officier de l'Instruction publique, membre de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, membre non résident du comité des travaux historiques. Orléans. H. Herluison, 1883, grand-in 8^o de 108 p.

M. Boucher de Molandon, qui a bien mérité, à diverses reprises, des admirateurs de Jeanne d'Arc par ses travaux si neufs sur l'histoire de la glorieuse libératrice de la France, consacre aujourd'hui une savante et attachante étude à « un des plus intéressants récits que le XV^e siècle

nous ait transmis sur la délivrance d'Orléans par la Pucelle. » Il nous fait connaître, d'abord, les deux manuscrits que l'on possède de la chronique anonyme publiée, en 1846, par M. Salmon dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, et, en 1849, par M. Quicherat, dans le cinquième volume de son beau recueil, le manuscrit du Vatican (p. 9-11) et celui de Saint-Petersbourg (p. 11-20). L'histoire et la description des deux manuscrits, qui ont l'un et l'autre, comme le démontre parfaitement M. Boucher de Molandon, une origine orléanaise, sont suivies (p. 21-43) de la reproduction littérale en deux colonnes parallèles du texte du Vatican et du texte de Saint-Petersbourg. Diverses observations philologiques accompagnent (p. 43-54) cette double édition d'un texte qui jamais encore n'avait été aussi fidèlement publié. L'habile critique fait ressortir ensuite le caractère essentiellement local du récit (p. 57-60), son esprit religieux (p. 61-63) ; il se livre enfin à d'ingénieuses recherches sur l'auteur présumé de la Chronique. Complétant et rectifiant ce que l'académicien F. de l'Averdy, à la fin du siècle dernier, et M. J. Quicherat, au milieu du nôtre, avaient écrit sur Jean de Mascon, docteur ès-lois et dignitaire du chapitre cathédral d'Orléans, appelé *Jean Masson* par le premier de ces érudits et *Jean de Maçon* par le second, il retrace (p. 64-85), d'après divers documents inédits quelques-uns reproduits *in extenso* aux *Pièces justificatives*, (p. 91, 105), la biographie de ce personnage qui interrogea plusieurs fois Jeanne d'Arc pendant la durée du siège d'Orléans, et qui, dans sa mémorable déposition, rendit à la noble vierge un magnifique témoignage. M. Boucher de Molandon a mis en pleine

lumière, avec un soin patriotique et pieux, ce « curieux incident resté jusqu'ici dans l'ombre. » Dans la recherche de la paternité de la *Chronique* il n'ose pas aller aussi loin que MM. Quicherat et Vallet (de Viriville) et attribuer formellement cette paternité à Jean de Mascon. Sa prudence nous semble excessive, et pour notre part, convaincus par sa propre discussion, nous n'hésiterions pas à regarder l'ami, le protecteur, le défenseur de Jeanne d'Arc comme l'incontestable auteur des pages qui nous ont conservé cette parole adressée par l'héroïne à Jean de Mascon lui-même : *il n'est rien d'impossible à la puissance de Dieu.*

T. DE L.

Essai sur le gouvernement de la dame de Beaujeu 1483-1491, par P. PÉLICIER, agrégé de l'Université, ancien élève de l'École des chartes, archiviste du département de la Marne. Chartres, imprimerie Edouard Garnier, 1882, grand in-8° de x-315 p.

M. Pélicier a voulu « jeter un peu de clarté » sur la période de notre histoire comprise entre la mort de Louis XI et l'expédition d'Italie, tâche qui, comme il le fait justement remarquer (*préface*, p. vii), était assez difficile. Les témoignages des contemporains font défaut. Commynes est muet; le seul chroniqueur sérieux, Jaliguy, ne nous est parvenu que mutilé. On ne possède qu'un fragment des procès-verbaux du conseil de Charles VIII. Le personnage de ce temps qui devrait être le plus en lumière, continue le jeune érudit (p. viii), est précisément celui que l'ombre nous cache davantage : nous ne savons rien ou presque rien de la sœur de Charles

VIII, de celle qui a réellement gouverné la France durant les premières années du règne nominal de ce prince. A force de chercher, M. Pélicier a pourtant beaucoup trouvé, comme le montre tout d'abord son étude si précise et si curieuse sur les sources consultées (p. 1-31). Cette étude, partagée en trois sections : 1° pièces officielles ; 2° chroniques et pièces diverses du xv^e siècle ; 3° histoires du xvr^e siècle et travaux postérieurs, abonde non seulement en indications, mais encore en appréciations, et nous citerons, parmi ces appréciations, celles qui regardent le recueil de la Trémoille : *Correspondance de Charles VIII et de ses conseillers* (p. 4), le *Journal des Etats généraux de Tours*, par Jean Masselin (p. 9), les *Œuvres* de Robert Gaguin (p. 14), la *Chronique* de Guillaume de Jaligny (p. 15-16), la *Chronique* de Jean de Saint-Gelais, seigneur de Monlieu (p. 17), l'*Histoire anonyme de Louis, duc d'Orléans* (p. 18-19), etc. M. Pélicier, tirant un excellent parti des imprimés et des manuscrits, s'occupe successivement des *Beaujeu sous Louis XI*, du *Commencement du règne de Charles VIII*, des *Etats généraux de 1484*, des *affaires de Bretagne*, de la *Guerre folle*, de la *Guerre avec Maximilien d'Autriche*, de la *Campagne de Guyenne* et de la *Guerre de Bretagne*, de la *Pragmatique Sanction de Bourges sous le gouvernement de la dame de Beaujeu*. En tous ces chapitres on remarque des renseignements nouveaux. Hommes et choses sont éclairés d'une lumière que l'on chercherait vainement dans les précédents historiens. Anne de Beaujeu surtout nous apparaît telle qu'il faut la voir, femme supérieure au point de vue politique, mais en

qui le caractère n'était pas à la hauteur de l'esprit, et déjà, du reste, admirablement bien jugée par Brantôme en cette phrase que M. Pélissier aurait pu donner pour épigraphe à son livre : « Fine femme et dellée s'il en fut onq, et vray image en tout du roy Loys son père. »

Les pièces justificatives sont fort importantes. Enumérons, parmi ces pièces (p. 217-282) : *Procès-verbaux du conseil de Charles VIII* (mars-juillet 1484) ; *Douaire de la reine Charlotte de Savoie* ; *Ordonnances de Charles VIII* (de Tours, 8 mars 1484 et de Rouen, 4 mai 1485) ; *Lettres de Robert Gaguin à l'évêque de Langres* (1^{er} août 1484 et 16 septembre de la même année) ; *Lettre de Louis d'Orléans à Charles VIII* (14 janvier 1485) et *Réponse de Charles VIII à Louis d'Orléans* (20 janvier 1485) ; *Lettres de Charles VIII à la ville de Reims* (20 juin 1486 et 30 mars 1487), et à l'archiduc Maximilien (30 août 1486), *Extrait du Journal de Jehan Foulquart, procureur syndic de la ville de Reims* ; *Lettre d'Anne de France à Charles VIII* (4 décembre 1488), etc. A la suite de des pièces tirées de la Bibliothèque nationale, des Archives nationales, des Archives municipales de Lyon, de Reims et de Troyes, des Archives départementales de la Côte-d'Or, de la Bibliothèque de Bourgogne (à Bruxelles), on trouve un travail excessivement bien fait, l'*Itinéraire de Charles VIII* (du 1^{er} septembre 1483 au 19 décembre 1491), dressé d'après divers documents imprimés ou manuscrits (p. 245-308). Signalons enfin la *notice bibliographique* (p. 312-315), qui renferme la formidable liste des principaux ouvrages consultés par l'auteur.

Afin de bien marquer notre estime

pour un livre où ceux qui connaissent le mieux l'histoire de la fin du xv^e siècle trouveront beaucoup à s'instruire, nous dirons que ce livre, dédié à M. A. Geffroy (de l'Institut) par un de ses meilleurs élèves, est vraiment digne de paraître sous d'aussi honorables auspices.

T. DE L.

—
Saint Vincent de Paul et les Gondi, d'après de nouveaux documents, par R. CHANTELAUZE. — Paris, Plon, 1882, in-8° de 424 p.

Je suis très en retard avec ce volume, et le suffrage de l'Académie m'a devancé. M. Chantelauze me pardonnera quand j'aurai dit combien ce suffrage est mérité.

La vie de saint Vincent de Paul a été souvent écrite depuis Abelly jusqu'à M. Loth, en passant par Collet et l'abbé Maynard. Ce dernier surtout, par la variété de ses découvertes et par l'habileté de la mise en œuvre, semblait avoir dit le dernier mot sur un si riche sujet. Si Abelly nous avait fait goûter de près l'affable simplicité, la candeur angélique du saint apôtre, M. l'abbé Maynard nous avait fait apprécier à leur juste valeur les immenses services de toute sorte rendus à la société française et à l'humanité tout entière par ce grand homme de bien. Les lettres du bon M. Vincent récemment publiées par les PP. Lazaristes ont apporté depuis une preuve encore plus évidente de l'influence considérable qu'il exerça sur son siècle et mis en lumière plus vive ce qu'il y avait en lui d'inépuisable tendresse chrétienne pour les misérables. Tout n'était pas dit cependant ; et M. Chantelauze, en étudiant les Gondi à l'occasion de ses monographies sur

le cardinal de Retz, a pu suivre pendant une longue période les secours apportés à l'œuvre du saint par cette illustre famille dont il fut le commensal pendant douze années. Ce fut sous le toit des Gondi, l'année même de son entrée chez eux, que Vincent vit naître le terrible élève qui devait si mal profiter de ses leçons et de ses exemples. Jamais, remarque M. Chantelauze, le génie du bien ne fut plus impuissant à lutter contre le génie du mal : mais ce fut le seul échec qu'il eut à subir dans la maison des Gondi, car tout ce que l'apôtre tenta depuis auprès d'eux et par eux lui réussit à merveille : par eux et uniquement par eux il lui fut donné de fonder et de constituer tous ses établissements sans exception, depuis le premier jusqu'au dernier. Les relations de saint Vincent de Paul avec les Gondi méritaient donc un livre à part, et c'est ce livre qu'a pu écrire M. Chantelauze à l'aide de nombreux documents inédits tirés des archives des PP. Lazaristes et des PP. de l'Oratoire, et de celles du ministère des affaires étrangères.

On sait assez quelle conscience M. Chantelauze apporte dans ses études historiques. Il n'est donc pas nécessaire d'insister ici sur ce point. On les a souvent discutées, mais on a toujours rendu justice à l'érudition de leur auteur. Ce volume est digne de ses devanciers, et je n'hésite pas à déclarer que je le préfère à tous les autres. Il m'a fait aimer saint Vincent de Paul, encore plus, s'il est possible, que je ne l'aimais et vénérerais jusqu'à présent. M. Chantelauze détruit cependant les deux légendes du forçat substitué et des enfants ramassés la nuit : mais il le fait comme il convient à l'histoire, et je repète-

rai volontiers avec lui ce que disait dans un panégyrique du saint, Mgr de Boulogne, évêque de Troyes : « Pourquoi les faits douteux dans un discours où l'orateur succombe sous le poids des merveilles authentiques, et où, pour être éloquent, il n'a besoin que d'être vrai ? » Je remercierai donc M. Chantelauze d'avoir mis en relief, à côté de saint Vincent, cette illustre famille des Gondi, où, par un étrange contraste, on voit éclater tous les vices et régner les plus grandes vertus ; — d'avoir insisté sur ce que Jean de Gondi, forcé par son père d'embrasser l'état ecclésiastique, évita avec le plus grand soin d'entrer même dans les ordres mineurs, et resta simple clerc jusqu'à la veille d'être nommé coadjuteur, ce qui diminue singulièrement le scandale de ses duels et de ses galanteries ; — d'avoir très suffisamment dit leur fait aux jansénistes, et montré que si saint Vincent put rester attaché aux personnes il détesta les doctrines... Que lui reprocherai-je ?... Quelques répétitions qui alanguissent parfois le récit, une erreur d'impression dans une date à la page 206, un peu trop de sévérité pour Mgr de Marca?... Tout cela est bien peu de chose. Il a écrit un excellent livre. Saint Vincent de Paul le lui revaudra.

RENÉ KERVILER.

—
**Histoire de mademoiselle
Le Gras, fondatrice des filles
de la Charité, Paris, Poussielgue,
1883, in-8° de xviii-390 p.**

Ce livre, beau et édifiant comme la vie d'une sainte, a tout le charme et tout l'attrait d'une œuvre d'imagination. L'auteur — une femme du monde dont le nom est sur toutes

les lèvres — révèle dans son travail autant de savoir consciencieux et de recherches approfondies, que de talent vrai et pur. Ne cherchant ni l'éclat, ni l'effet du style, qui est sobre et concis, quoique parfois élevé et profond, M^{me} de *** se met de côté pour laisser tous les rayons se concentrer sur celle dont elle écrit la vie. Quel plus bel enseignement, dans les temps amollis où nous vivons, que celui d'une telle vie, dont la beauté réside en elle-même, et que tout ornement dépareraït !

Les premières années de Louise de Marillac, privée des soins d'une mère presque à sa naissance, furent surveillées avec vigilance par son père, homme de science et de foi, qui lui fit donner cette éducation sérieuse, forte, simple, et profondément chrétienne trop inconnue de nos jours, et la mit au monastère de Poissy, où elle ressentit de vagues désirs d'une vocation religieuse, et trouva peut-être les premiers germes des grandes vertus qui devaient plus tard éclore en elle sous la direction de saint Vincent de Paul. Toutefois, pour achever de former son esprit par des études graves et même philosophiques, il la rappela près de lui ; mais la mort de ce père plein de sollicitude ne tarda pas à la laisser sans protection, et elle se décida alors à accepter un parti avantageux qui lui fut offert, en épousant M. Le Gras, secrétaire des commandements de la reine Marie de Médicis, qui appartenait à la haute bourgeoisie ; aussi, suivant l'usage du temps, ne porta-t-elle jamais que le nom de *Mademoiselle*.

Devenue mère d'un fils, elle se concentra dans les devoirs sérieux

du foyer, et les habitudes d'une vie de piété fervente et de charité active. Au bout de peu d'années, la mort prématurée de M. Le Gras, qu'elle soigna avec la tendresse la plus dévouée, la laissa libre de ne plus vivre que pour Dieu, et les pauvres, tout en surveillant avec une vigilance éclairée l'instruction de son fils, qu'elle aimait d'une tendresse presque passionnée, et qui faisait dire à saint Vincent de Paul que « c'était le seul côté par lequel elle demeurât femme. »

Privée des affections de la famille par suite de la disgrâce et de la mort de ses oncles MM. de Marillac, qu'elle ressentit vivement, c'est à partir de cette époque que M^{lle} Le Gras devint une vraie *filie de la Charité*, agissant entièrement sous la direction de saint Vincent de Paul, active et dévouée pour toutes les œuvres, ne reculant devant aucune fatigue, aucune démarche, entreprenant de pénibles voyages, au point qu'il était obligé lui-même de la modérer et de lui enjoindre de ménager sa santé. Instruire les pauvres, former des filles simples et souvent grossières pour la seconder, soigner les malades même au milieu des épidémies, fonder et diriger l'œuvre touchante des Enfants-trouvés, rien ne lui coûte, elle suffit à tout d'une manière admirable et vraiment miraculeuse.

Au milieu des temps troublés par les agitations et les guerres de la Fronde, M^{lle} Le Gras se montre toujours aussi fidèle à ses œuvres, accomplies au milieu de tous les obstacles ; de plus en plus active et dévouée dans la charité, qui est sa vie, elle vient de tous côtés au secours des populations décimées par la famine, les épidémies, les

bouleversements. Dieu, pourvoyant aux besoins devenus extrêmes, multiplie le nombre des filles de la charité qui se réunissent autour d'elle. Pour la première fois elles vont soigner les soldats blessés ou malades, après les batailles, et sont visiblement gardées par la divine Providence quoique plusieurs d'entre elles paient leur dévouement par leur vie.

Lorsque la paix fut enfin rendue à la France, M^{lle} Le Gras, qui surveillait toujours de loin son fils avec une pieuse sollicitude, eut la joie de lui voir faire un mariage tel que son cœur et sa foi pouvaient le désirer, et de le voir devenir père d'une fille ; puis, sa tâche maternelle accomplie, elle ne s'occupa plus que de ses œuvres et de la direction des filles de la Charité ; elle les vit partir pour la Pologne, appelées par la reine, et y accomplir des prodiges dans un pays bouleversé et ruiné par la guerre, suffisant au soin des hôpitaux qu'elles fondent, et affrontant les champs de bataille pour soigner des soldats hérétiques, schismatiques et même sauvages.

Pendant ce temps M^{lle} Le Gras travaillait elle-même en France, sous la direction de saint Vincent de Paul, au développement de ses œuvres, et surtout au règlement de l'Institution des filles de la Charité, confiée définitivement, grâce à ses soins persévérants, aux Pères de la Mission, et dont elle est nommée supérieure à vie, par la volonté formelle du grand saint qui connaissait par une longue expérience sa prudence et sa sagesse, unies à une pieuse ardeur et à une grande fermeté. Reconnue par Louis XIV, cette admirable Compagnie, qui s'était établie jusqu'à Madagascar, où toutes

les filles de la Charité aspiraient à être envoyées, était parvenue à une prodigieuse expansion ; elle possédait déjà trois établissements en province, et desservait à Paris cinq hôpitaux et vingt-six paroisses, sans compter les fondations à l'étranger. Aussi, Dieu trouvant que les deux saintes âmes qui l'avaient jusqu'ici gouvernée ne lui étaient plus nécessaires et avaient mérité l'éternelle récompense, allait les rappeler à lui. Après la mort de M^{lle} Pollalion, et de Marthe Angiboust, qui avaient travaillé avec tant d'énergie et d'activité à la fondation de l'Institution, l'heure était venue où M^{lle} Le Gras allait aussi partir pour le ciel, sans même avoir la consolation d'être assistée par saint Vincent de Paul, alors âgé de quatre-vingt quatre ans, et malade lui-même. Avec toute la fermeté de son âme et l'énergie de sa foi, elle fit ses adieux à ses filles, en leur adressant ses dernières recommandations, puis s'endormit doucement dans la paix du Seigneur qui allait couronner une si belle vie. La vénération et les regrets entourèrent ses dépouilles. Saint Vincent de Paul retrouva des forces pour faire l'éloge de ses vertus devant toutes ses filles réunies, et sa sainteté se révéla d'elle-même par la suave et persévérante odeur qui s'exhalait de son tombeau, et dont ceux qui s'en approchaient restaient eux-mêmes imprégnés.

Cet ouvrage, dont la lecture est si captivante, est un monument d'une véritable importance élevé à la gloire du plus beau et du plus utile des ordres religieux de notre temps. Alors que ces ordres, comme toutes les œuvres de la charité, sont odieusement persécutés, il se dresse

comme une éloquente protestation en leur honneur.

En lisant le récit de tant d'œuvres héroïques, accomplies avec une si grande simplicité, on ne pourra s'étonner que d'une chose, c'est que l'Eglise ne béatifie pas cette coopératrice de saint Vincent de Paul.

X.

—
Louis XIV et Strasbourg.
Essai sur la Réunion de Strasbourg à la France, d'après des documents officiels et inédits, par M. A. LEGRELLE. Paris, Hachette, 1881, in-8° de VIII-424 p.

M. Legrelle a voulu célébrer par cet excellent ouvrage l'anniversaire aujourd'hui si douloureux de la Réunion de Strasbourg à la France. On sait qu'aux yeux des publicistes d'outre-Rhin, l'acquisition de Donauwerth par la Bavière, celle de Stettin, de Dantzik ou de Breslau, voire la conquête de Hanovre et de Francfort, par la Prusse, sont ou très excusables ou très légitimes, tandis que l'occupation de Strasbourg par les troupes de Louis XIV est le plus inexpiable des forfaits. Malheureusement il s'est trouvé, en France même, des historiens assez aveuglés par la haine qu'ils portent à l'ancienne monarchie pour écrire notre histoire sous la dictée de nos pires ennemis. C'est contre les Allemands et ceux qui en France font cause commune avec eux que M. Legrelle a protesté, au nom du patriotisme et surtout de la vérité historique. Les preuves qu'il a amassées sont si nombreuses et si rigoureusement déduites qu'elles doivent porter la conviction dans tout esprit impartial.

Les rapports de Strasbourg et de

la France sont très antérieurs au XVII^e siècle; cette ville et l'Alsace entière furent pour ainsi dire l'intermédiaire entre la France et l'Allemagne; ces relations ont été la cause première et l'origine lointaine de l'occupation définitive. Quant à nos droits sur Strasbourg, ils reposent sur les traités de Westphalie, de Nimègue, de Ratisbonne et de Ryswick. Aux négociations de Münster, dès 1646, la France demanda et obtint la cession de toute l'Alsace; il ressort même des récits des ambassadeurs vénitiens que la rive gauche du Rhin, dans toute cette partie de son cours, n'était considérée que comme le minimum exigé par la France; un Allemand illustre, Pufendorf, en fait l'aveu : « Ita defugere non poterant Cæsarei quin *totam Alsatiam* annuerent. » Le seul point qui fut véritablement mis en discussion fut de savoir si la France recevrait l'Alsace comme fief de l'Empire ou en pleine souveraineté. L'Empire préférait de beaucoup la première solution; et le négociateur français, Servien, l'acceptait, fidèle à la politique traditionnelle des Capétiens, « parce que le Roi lui-même y avait avantage, *devenant capable d'être élu Empereur.* » Mais ce n'était point le compte de la Maison d'Autriche qui, craignant par dessus tout de voir la France la supplanter dans la direction du corps germanique, sacrifia les intérêts allemands, et céda l'Alsace au roi de France *en toute souveraineté*; cette cession est l'objet des articles 73, 74, 79 du traité de Münster. Rarement pareil luxe de répétitions et de précautions donne à un transfert territorial plus de plénitude et de force. L'Empire et l'Empereur allaient jusqu'à s'interdire toute revendication future sur aucun des ter-

ritoires ou villes de la Haute et de la Basse Alsace. Mais il existait un article 87 qui stipulait certaines exceptions en faveur de Strasbourg et des dix villes impériales cédées à la France. Cet article 87 était-il en contradiction avec les articles précédents ? Était-ce, comme l'ont prétendu les Allemands, sans se soucier de ce que cet aveu a d'humiliant pour l'honnêteté germanique, la reprise en détail de tout ce qui avait été accordé en gros ? Pas le moins du monde, et les dernières lignes de l'article 87 le disent formellement. *De telle façon toutefois que rien ne soit considéré comme distrahit par cette déclaration de tout le droit de souverain pouvoir qui a été accordé plus haut.* En réalité, ni l'Empire, ni la Maison d'Autriche ne pouvaient transmettre sur certains territoires des droits qu'ils n'avaient pas, et c'est précisément ce qu'exprime cet article 87 — d'ailleurs l'histoire des variantes par lesquelles a passé le texte de cet article le prouve surabondamment ; — l'article 87 maintenait les habitants de Strasbourg et de la Décapole impériale dans la jouissance de certains privilèges, dans la possession d'une autonomie relative que la langue du temps désignait sous le nom d'immédiateté impériale ; tout historien de bonne foi est obligé de reconnaître que cet article n'a pas un sens plus étendu ; Droysen, qui n'est pas suspect de tendresse à l'égard de la France, écrit que par le traité de 1648 « la France avait gagné avec l'Alsace la rive gauche du Rhin supérieur et séparé en fait la Lorraine de l'Empire. »

Mais pourquoi donc alors Louis XIV n'entra-t-il pas dans Strasbourg dès 1648 ? C'est que la Fronde éclata cette année même, c'est que les Alle-

mands profitèrent de nos troubles pour commencer au sujet du traité de Westphalie une guerre de chicanes et de ruses qui devait durer bien des années, c'est que plusieurs villes d'Alsace portèrent devant la Diète des réclamations et des protestations qui furent accueillies avec empressement, c'est que Strasbourg, qui au fond voulait être libre à la façon de Bâle ou de Zurich, s'adressa à l'Allemagne contre la France comme elle s'était jadis adressée à la France contre l'Allemagne. Enfin, il ne faut pas se figurer les annexions d'autrefois comme celles d'aujourd'hui ; à présent une province annexée est assimilée aux autres, et tout est dit ; mais tant qu'il subsista des restes de la féodalité, il n'y eut souvent que substitution d'un suzerain à un autre, si bien qu'en fait le changement de domination est inappréciable. Ce ne fut que longtemps après le traité de Westphalie que l'on prit sérieusement possession de l'Alsace.

D'ailleurs, pendant toutes les années qui s'écoulèrent jusqu'à la signature de la paix de Nimègue, le roi de France rappela de temps à autre aux Strasbourgeois qu'il exerçait sur eux un certain protectorat ; il y eut à Strasbourg un parti français très actif ; des écoles françaises furent fondées ; les idées françaises firent peu à peu leur chemin en Alsace, et, comme le dit Reuss, l'historien de l'église française de Strasbourg, « l'annexion politique fut précédée dans une certaine mesure et pour certaines couches sociales d'une annexion intellectuelle. »

Le traité de Nimègue confirma les droits que nous tenions du traité de Westphalie. Les plénipotentiaires français rejetèrent absolument l'ar-

ticle 8 du projet de traité qui réglait par arbitrage le différend entre Strasbourg et le Roi de France, disant « qu'ils n'admettraient jamais aucune clause, expression ni terme qui pût faire le moindre préjudice aux droits que Sa Majesté avait à prétendre sur toute l'étendue de la Haute et Basse Alsace. » Je sais bien que les représentants de la Cour de Vienne et les Etats de l'Empire protestèrent après la ratification du traité, mais que prouve cette protestation, sinon qu'ils avaient été obligés de céder à la France ce que la France avait voulu ; sinon que Strasbourg était le prix de cette lutte dont Louis XIV venait de sortir triomphant, et qu'il devait à ses victoires le droit d'interpréter dans le sens le plus favorable les clauses du traité de Münster.

Restait l'exécution : quels instruments, quels mobiles, quels personnages furent employés pour implanter définitivement à Strasbourg la domination de la France ? M. Legrelle fait justice d'un certain nombre de fables qui ont eu cours jusqu'à présent ; il montre que la reddition de Strasbourg ne fut pas volontaire, parce que les Strasbourgeois étaient beaucoup trop attachés à leur autonomie ; mais quoi qu'en disent les Allemands, et avec eux Voltaire, ce ne furent point « l'or, l'intrigue et la terreur qui préparèrent l'entrée de Louvois ; » Strasbourg ne se vendit pas plus qu'elle ne se donna. Louis XIV déploya sa puissance devant la ville ; dans la nuit du 28 au 29 septembre 1881, d'Asfeld parut sous les murs de Strasbourg ; en vain le Sénat renouvela ses appels à l'Empereur ; il dut céder ; mais ce furent les Strasbourgeois eux-mêmes qui proposèrent les articles de la ca-

pitulation. Le 23 octobre suivant, Louis XIV fit son entrée triomphale dans la ville, où beaucoup de princes allemands, sans rancune, lui vinrent rendre visite.

Par son article 4, le traité de Ratisbonne du 15 août 1684 déclara que S. M. T. C. « demeurerait dans la libre et paisible possession de la ville de Strasbourg ; » enfin, après une dernière lutte et de nouveaux actes de duplicité de la part des Allemands, l'article 16 du traité de Ryswick ne laissa rien à désirer en fait de précision ; cet article est à lire en entier ; il ne se peut rien imaginer qui prête moins à discussion ; l'article 6 des traités de Rastadt et de Bâle ne fit que le reproduire. Dès lors le roi de France n'eut plus à compter qu'avec les seuls Strasbourgeois ; il sut se les attacher ; l'influence française fit des progrès pendant tout le cours du XVIII^e siècle, et lorsqu'éclata la Révolution, l'Alsace était digne de donner à la patrie commune quelques-uns de ses plus glorieux défenseurs.

En somme, si au regard de la morale idéale qui malheureusement n'est pas la morale politique, il y eut quelque chose à blâmer dans l'occupation de Strasbourg par Louis XIV, il est du moins certain que les traités donnaient au roi de France des droits incontestables, et que ce fut la mauvaise foi des Allemands qui rendit nécessaire un acte de vigueur ; il n'est que trop vrai aussi qu'il y a dans l'histoire cent actes moins justes et plus violents, à commencer par celui qui, en 1870, mit Strasbourg bombardée aux mains des Allemands.

ALF. BAUDRILLART.

Correspondance inédite de Condorcet et de Turgot, 1770-1779, publiée avec des notes et une introduction, d'après les autographes de la collection Minoret et les manuscrits de l'Institut, par Charles HENRY. Paris, Charavay frères, 1882, in-8° de xxx-326 p.

La correspondance de Condorcet et de Turgot se compose de deux cent cinquante-trois lettres. Plusieurs de ces lettres avaient été publiées déjà dans l'édition des *Œuvres de Condorcet* donnée par MM. Fr. Arago et O'Connor ; mais d'importants passages en avaient été retranchés. M. Henry a reproduit intégralement les documents mutilés par ses devanciers, de sorte que les lettres qu'il réimprime sont presque aussi nouvelles que celles qu'il imprime pour la première fois. Les unes et les autres renferment de curieux renseignements sur les hommes et sur les choses, et M. Henry a pu dire avec raison (*Introduction*, p. ix) que cette correspondance « est le miroir » du temps qui s'écoula entre 1770 et 1779. Ces deux amis s'entretiennent de la cour et de la ville, du clergé et du parlement, de l'Académie française et de l'Académie des sciences, de l'Encyclopédie et des théâtres, des hommes d'État et des hommes de lettres, etc. Parmi les personnages célèbres qui défilent devant nous, on remarque le duc d'Aiguillon, d'Alembert, la duchesse d'Anville, M^{me} du Barry, Beaumarchais, l'abbé Bergier, l'abbé Bossut, Bréquigny, le président de Brosses, Buffon, Cassini, le duc de Choiseul, l'abbé Delille, Nicolas Desmarests, Dupont de Nemours, Grandjean de Fouchy, Fréron, l'abbé Galiani, M^{me} Geoffrin, Guibert, Helvetius, La Harpe, le duc de La Vallière, M^{lle} de

Lespinasse, Linguet, Marmontel, Maupeou, Maurepas, Necker, l'abbé Raynal, le maréchal de Richelieu, J. J. Rousseau, Saint-Lambert, Bernardin de Saint-Pierre, Suard et sa femme, l'abbé Terray, Trudaine, Voltaire, etc. Mais les deux hommes que le recueil nous fait le mieux connaître, ce sont les deux correspondants. Les lettres de l'un et de l'autre complètent tout ce que nous avons appris sur leur compte soit dans les écrits du XVIII^e siècle, soit dans les notices qui, de notre temps, leur ont été consacrées. La publication de M. Henry, dédiée à M. Ludovic Lalanne, dont tant de travailleurs bénissent la secourable obligeance, est ornée d'un beau portrait de Condorcet par Augustin de Saint-Aubin, et enrichie d'un excellent index. Cette publication est très bien faite à tous égards, et nous ne reprocherons au savant éditeur que d'avoir été un peu trop avare de notes. Par exemple, il est un homme de beaucoup d'esprit, souvent mentionné dans la *Correspondance de Condorcet et de Turgot*, et qui a joué un rôle assez considérable dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'abbé de Véry, au sujet duquel aucune information n'est donnée, ni dans l'introduction, ni dans le commentaire. Un brique à félicité M. Henry « de n'avoir pas abusé des notes. » Encore faut-il en user, quand c'est nécessaire.

T. DE L.

La prise de la Bastille, et les conséquences de cet événement dans les provinces jusqu'aux journées des 5 et 6 octobre 1789, par Gustave BORD, Paris, Champion, 1882, in-12 de 228 p.

Qu'est-ce que la prise de la Bastille, dont l'anniversaire fournit cha-

que année à la troisième république sa fête nationale ? Qu'y a-t-il de vrai dans cette légende et que faut-il penser de ce grand triomphe de la liberté ? M. Gustave Bord l'a cherché, et il livre au public le résultat de ses recherches. Le savant auteur qui, en fondant avec M. d'Héricault la *Revue de la Révolution*, s'est proposé de rétablir sur cette époque l'histoire si audacieusement altérée, a commencé par le récit de la prise de la Bastille la démolition des légendes de la Révolution. La vérité est que la vieille forteresse n'a point été conquise ; elle ne s'est pas défendue ; les prétendus vainqueurs s'empresaient de fuir, dès que la garnison de la Bastille prenait une attitude un peu énergique ; ils n'ont été rassurés qu'en voyant les gardes françaises venir à leur secours, et encore les gardes françaises eux-mêmes ne fussent point entrés à la Bastille, si le gouverneur n'eût point perdu la tête. La vérité est encore que cet assaut de la forteresse royale faisait partie d'un vaste plan révolutionnaire qui s'étendait à la France entière. La preuve en est que partout, presque à la même heure, l'insurrection s'organisa dans la même forme et sous le même prétexte. Partout le bruit se répand d'une attaque des citoyens paisibles par des troupes armées ; seulement l'assaillant change suivant les pays ; sur les côtes de l'Océan, ce sont les Anglais qui débarquent ; sur la frontière de l'Est, ce sont les Autrichiens qui envahissent la France, appelés par la cour ; en Dauphiné ce sont les Savoyards. Dans le centre ce sont des brigands, soudoyés par la Reine et le comte d'Artois qui ont fait sauter l'Assemblée nationale. Partout les populations sont affolées ; on se rue contre les nobles et

les prêtres, on les massacre, on pille leurs châteaux ; on brûle les abbayes et on produit de prétendus ordres du Roi qui commandent de détruire les vieux manoirs et les titres de propriété. La canaille règne en maîtresse, et les soldats, démoralisés et soudoyés, font en bien des points cause commune avec la canaille. Qui a organisé ce complot ? Qui a falsifié les ordres du Roi ? Qui a répandu ces bruits ? Bien des noms ont été prononcés ; mais M. G. Bord n'examine pas la question. Il se contente de raconter les faits et de produire les pièces, apportant ainsi de nouveaux traits au saisissant tableau tracé par M. Taine dans son admirable ouvrage sur la Révolution. Nous aurions seulement aimé qu'au bas de chaque citation l'auteur eût indiqué l'origine. Il en donne bien la liste des sources à la fin de chaque chapitre, mais on ne sait pas toujours à quel passage spécial se rapporte chaque titre d'ouvrage cité.

A ce souhait joignons-en un autre : c'est que M. J. Bord nous donne des travaux aussi complets et aussi intéressants sur tous les grands faits et toutes les journées célèbres de la Révolution.

M. DE LA ROCHESTERIE.

—
Les diplomates de la Révolution. *Hugon de Bassville à Rome, Bernadotte à Vienne*, par Frédéric Masson. Paris, Charavay frères, 1882, in-8° de 295 p.

M. Frédéric Masson, lorsqu'il était bibliothécaire du ministère des Affaires étrangères, avait entrepris un double travail : il avait commencé à écrire « l'histoire de l'intérieur du ministère » et il avait préparé les matériaux de « l'histoire des agents diplomatiques au dehors. » Obligé

d'abandonner le premier de ses projets, après avoir publié un volume qui fait vivement regretter une telle détermination (*Le département des affaires étrangères*, 1877, in-8°), il utilise aujourd'hui quelques-unes des notes qu'il a eu la patience d'accumuler pendant près de quinze ans et auxquelles les circonstances donnent un intérêt particulier. Ces notes, dit-il (p. 6), « relatives aux diplomates de la Révolution, montrent par des exemples frappants quelles ont été les tendances, les procédés, les moyens d'action des agents que la Révolution a envoyés pour la représenter chez les peuples étrangers de 1792 à 1798. » Les deux épisodes dont s'occupe M. Masson (12 novembre 1792 au 13 janvier 1793 et 8 février 1798 au 13 mai de la même année) étaient fort mal connus. Le judicieux écrivain a rétabli, d'après les documents des archives des Affaires étrangères, toute la vérité tant en ce qui regarde *Hugon de Bassville à Rome* (p. 13-145) et *Appendice* (p. 249-282), qu'en ce qui regarde *le Général Bernadotte, ambassadeur de la République française à Vienne* (p. 147-248). S'il ne s'est presque pas servi des imprimés, c'est que ces imprimés, ceux qui ont paru en France comme ceux qui ont paru en Italie et en Allemagne, sont tantôt déplorablement incomplets, tantôt déplorablement inexacts. L'affaire de Bassville surtout avait le plus grand besoin d'être éclaircie par les laborieuses recherches et la consciencieuse discussion de M. Masson. On ne s'imaginerait pas jusqu'à quel point les historiens de la révolution ont ignoré ou défiguré cette affaire. M. Thiers n'en a parlé qu'en deux lignes insignifiantes; M. de Barante s'est contenté de suivre le *Moniteur*, lequel, en cette occasion

comme en tant d'autres, n'a publié que des documents falsifiés; M. Mortimer-Ternaux, d'ordinaire mieux informé, n'ajoute presque rien au récit de ses prédécesseurs; M. Louis Blanc s'est inspiré de Montgaillard et des *Révolutions de Paris*; M. Michelet n'a consulté que son imagination. Désormais on ne pourra toucher aux événements diplomatiques des années 1792-93 et 1798 sans invoquer la grande autorité du travail de M. Masson, travail où, à côté des deux récits principaux si fidèles, si complets, on trouvera d'intéressantes notes sur le baron de Mackau, père de l'amiral (p. 26-27), sur le général Sarrazin (p. 163), sur François de Neufchâteau (p. 229-270). Nous espérons que le volume qui vient d'être si bien édité par les frères Charavay — signalons-y un portrait de Bernadotte gravé par Lefèvre d'après Hilaire Le Dru et l'assassinat de Hugon de Bassville à Rome dessiné par Schwebach Desfontaines, gravé par Berthault — sera suivi de divers autres volumes non moins précieux dans lesquels M. Masson renouvellera peu à peu de fond en comble l'histoire de la diplomatie française sous la Révolution.

T. DE L.

L'enseignement secondaire au Puy-en-Velay de l'an VI à l'an XII, 1798-1804. — L'école centrale de la Haute-Loire, par Henri MOSNIER. Paris, Charavay, 1882, in-8° de vii-67 p.

Parmi les créations scolaires de la Révolution, il n'en est pas une qui soit plus discutée que les écoles centrales. Les conclusions de M. Albert Duruy, très sévères pour cette institution et fort bien appuyées sur les documents, ont été vivement contestées et non moins vivement défendues.

Le travail de M. Mosnier arrive donc à point, mais ce n'est pas une œuvre de polémique. C'est un simple et rapide récit de la courte existence de l'école centrale de la Haute-Loire, récit qui apportera une utile contribution à l'étude d'une question fort débattue.

M. Mosnier est évidemment partisan du système, et je n'ai point ici à discuter ses préférences que du reste je ne partage point. Mais il ne m'en coûte pas de reconnaître l'intérêt de son mémoire, clair et bien divisé. Il a tiré bon parti des documents qu'il a retrouvés, et le recueil qu'il en a fait sera utilement consulté par les érudits que leurs études appellent de ce côté de l'histoire de l'enseignement.

Il y aurait bien à discuter dans son introduction. Pour lui, « la gloire de doter la France d'un système complet d'éducation nationale était réservée à la Convention. » On pourrait dire et prouver, à l'encontre de cette assertion, qu'en définitive, il n'est rien resté de l'œuvre entreprise par la grande assemblée révolutionnaire, et que la loi du 3 brumaire qui fut son testament scolaire, très discutable au point de vue pédagogique, n'a pu survivre à une épreuve de quelques années. Quant à l'École normale qu'elle a fondée et supprimée bientôt, elle n'a rien de commun avec notre École normale supérieure. La Convention n'a point créé, mais réorganisé le Museum ; les anciennes académies avaient glorieusement précédé l'Institut. L'Université de Paris avait enseigné les théories de Descartes, puis celles de Newton, etc., etc. Mais il est temps d'en venir à l'école centrale du Puy.

Elle s'ouvrit seulement en 1798, deux ans après le vote de la loi orga-

nique du 3 brumaire an IV. Le collège du Puy avait été fermé dès 1791. Les chaires, sauf celle de dessin, ne furent pas mises au concours. Les titulaires furent *choisis* par le jury d'instruction auquel l'administration départementale avait permis les élections *in absentia* et sans examen, en recommandant seulement de n'admettre que des hommes dont « la conduite morale et républicaine fût sans tache. » La plupart des maîtres élus étaient des hommes de mérite, anciens professeurs et, par une rare fortune, ils reçurent régulièrement leurs appointements. On sollicita vainement l'érection d'une chaire de langues vivantes. M. Mosnier donne d'intéressants détails sur les exercices publics de l'école, notamment sur une assez réjouissante cérémonie funèbre du 10 germinal an VII, à propos du centenaire de Racine. Le compte-rendu officiel débute par cette jolie phrase : « Dès l'aube, des coups de canon annoncent au public la perte que les sciences et les lettres avaient faite le 21 avril 1699 ! »

Cent quinze élèves appartenant à plusieurs départements se firent inscrire à l'ouverture de l'école ; ce nombre fut plus que doublé l'année suivante. Il serait intéressant de savoir précisément quels cours ils fréquentaient. Les dépenses furent de quarante-huit mille cinq cents francs pour la première année et de trente-sept mille cent francs pour la seconde.

L'enseignement de l'histoire naturelle ne fut inauguré qu'en l'an XI. Un pensionnat fut ouvert la même année. Une bibliothèque avait été formée avec cinq mille six cent quatre-vingt-sept volumes confisqués. Un musée fut établi. On fonda un cours pour la vulgarisation du système métrique, et un cours spécial

pour la formation des instituteurs primaires sur lequel il eût été bon de nous édifier plus amplement.

Malgré ces améliorations, le conseil général, dans une délibération motivée où perce très visiblement le regret de l'organisation scolaire de l'ancien régime, demanda, le 20 germinal an IX, la restauration des collèges du Puy et de Brioude et l'établissement d'une école secondaire à Monistrol. Il n'obtint rien, l'école centrale fut supprimée, et vingt-quatre places furent réservées aux élèves de la Haute-Loire dans le nouveau lycée de Clermont.

Des pièces justificatives fort intéressantes où les historiens de l'enseignement pendant la Révolution pourront faire une ample moisson de faits curieux remplissent les pages 29-66. M. Mosnier a fait œuvre fort utile en les mettant à la portée du public.

ERNEST ALLAIN.

La faculté des Arts et l'ancien collège de Montpellier, 1242-1789. Etude historique d'après les documents originaux, par A. GERMAIN, membre de l'Institut, professeur à la faculté des lettres de Montpellier. Montpellier, Imp. Boëhm, 1882, in-4° de 70 p.

Le dernier mémoire consacré par M. Germain à l'ancienne Université de Montpellier est de tout point excellent. Ce mot n'est pas trop fort, et je ne vois pas en vérité ce que les critiques les plus moroses pourraient trouver à reprendre dans une étude constamment éclairée par des documents inédits ou rarissimes, écrite avec une élégante simplicité et dont l'auteur fait preuve de l'impartialité la plus louable.

Il suit la faculté des Arts depuis 1242 jusqu'au moment de la Révolu-

tion. 1242 est la date d'un règlement donné aux étudiants en grammaire et logique de l'Université de Montpellier par l'évêque de Maguelonne. Cette pièce citée *in extenso* et discutée par M. Germain nous donne une idée nette de l'enseignement littéraire et philosophique tel qu'il était entendu à cette époque. Après avoir mis en œuvre les trop rares documents qui nous ont conservé le souvenir des écoles de Montpellier jusqu'au xvi^e siècle et mentionné quelques-uns des maîtres qui y professèrent, l'auteur arrête plus longuement à l'enseignement donné par Isaac Cazabon de 1597 à 1599. Des lettres d'Henri IV (9 juillet 1596 et 25 août 1597) pourvoyant à la subsistance des professeurs et donnant à l'érudit genevois le titre de conseiller du roi, quelques fragments de la correspondance de Cazabon, les délibérations du corps de ville ont fourni les éléments de cet intéressant chapitre. — Le collège était alors mi-parti, tant pour les professeurs que pour le bureau d'Administration et cet état de choses dura jusqu'en 1628. Divers régents catholiques et protestants enseignèrent à cette époque dont la caractéristique est fournie par la liste des livres donnés en prix aux élèves en 1601, les lettres royales de novembre 1607 autorisant les professeurs du collège à conférer la maîtrise ès-arts, les règlements de 1608 *in gratiam auditorum philosophiæ et philologiæ*, les œuvres d'Abrénéthée qui fut à la tête du collège depuis cette époque, et une sorte de cahier d'honneur renfermant des oraisons et des poésies de ses élèves, enfin par les nouveaux règlements de 1628 dus à l'évêque Fenollet et plus accentués au point de vue religieux. — Les jésuites furent appelés en 1629.

Deux documents extrêmement précieux, les programmes de 1620 et de 1630 permettent au lecteur de se renseigner sur la force des études avant et après l'installation des Pères. Joignez-y de très curieux détails et des pièces inédites sur les exercices publics, les harangues, les tragédies fort en honneur au collège, des renseignements sur les réceptions des maîtres ès-arts.— Les documents intéressants ne manquent pas non plus dans la dernière partie, où sont racontées les destinées peu brillantes du collège après le départ des jésuites, une lettre du duc de la Vrillière à l'intendant M. de Saint-Priest constatant l'insuccès général des successeurs des Pères, le tableau des exercices publics en 1786, des thèses de philosophie et de mathématiques *pro laurea artium* de 1789. Enfin un appendice donne des notices très substantielles sur les nombreux collèges qui recueillaient au Moyen Age les étudiants de l'Université de Montpellier.

C'est merveille que M. Germain ait pu faire tenir tant de choses en si petit espace, et il faut ajouter que si son mémoire est fort riche en renseignements pédagogiques, grâce à l'excellente disposition des matières, il se lit sans fatigue, bien plus, excite vivement l'intérêt. Quand aurons-nous des monographies de cette valeur pour tous nos anciens établissements d'instruction? des monographies d'où les réflexions plus ou moins éloquentes, les longs détails sur des objets secondaires aient disparu pour laisser toute la place à des documents et à des faits pouvant élucider la question si complexe de l'état vrai de l'enseignement au temps passé, dans notre pays.

ERNEST ALLAIN.

Études sur le régime financier de la France, avant la révolution de 1789, par AD. VUITRY, de l'Institut. Nouvelles séries: *Philippe le Bel et ses trois fils*, 1285-1328. — *Les trois premiers Valois*, 1328-1380. Paris, Guillaumin, 1883, 2 vol. gr. in-8° de x-531 et 690 p.

Dans le premier recueil d'*Études* publié en 1873, dès les premières pages du volume, M. Vuitry tenait à définir nettement l'œuvre qu'il entreprenait. Rejetant toute pensée « de chercher à rectifier ou à compléter les travaux des érudits qui l'avaient précédé » il se proposait simplement d'être « le rapporteur fidèle, clair et précis » de leur travaux. C'est encore exactement d'après le même plan que sont conçus les deux nouveaux volumes que vient de faire paraître M. Vuitry. « Le plus souvent, dit-il encore, j'ai dû me borner à réunir et à interpréter les sources que de savantes recherches ont déjà mises au jour et ce n'est que rarement que j'ai pu y joindre quelques documents nouveaux et inédits que j'ai dus à d'obligeantes communications. »

Il y a là, comme d'autres que nous l'ont déjà fait observer, un excès de modestie, une sorte de défiance en ses propres forces qui est profondément regrettable. Il n'y a pas d'illusions à se faire cependant sur la publication d'ouvrages relatifs aux institutions financières : entre un travail très court, destiné à la vulgarisation possible de ces institutions, et un travail approfondi ayant pour but justement, au risque même de quelques erreurs, de compléter et de rectifier les travaux précédents, nous ne voyons guère de milieu. Il nous semble qu'après les seize volumes d'histoire financière publiés par Mo-

reau et Déon de Beaumont, Bresson, Bailly, Dareste, Chéruel et Clamagran, sans parler d'une foule d'autres histoires particulières, ce ne pouvait être qu'en s'attachant aux manuscrits mêmes que le sujet pouvait être renouvelé.

Cela dit, et considérant le travail de M. Vuitry au point de vue où nous sommes forcé de le considérer, nous n'avons que des éloges à faire sur l'art avec lequel M. Vuitry a su mettre à profit les travaux de ses devanciers. Tout le monde connaît la lumineuse clarté de ses discours d'affaires et son merveilleux talent d'exposition.

Tout autre que lui eût été certainement très gêné pour rendre le moins sensibles possible les fréquentes répétitions qu'entraîne la distribution de son *Histoire* en études séparées, formant chacune, il est vrai, pour chaque période déterminée, un tableau plus ou moins complet, mais dont le défaut sensible sera de morceler l'histoire de chaque service financier en huit ou dix tronçons où elle sera fort difficile à suivre, depuis l'époque romaine jusqu'à la Révolution française.

Les deux nouveaux volumes de M. Vuitry comprennent les règnes de Philippe le Bel et de ses successeurs jusqu'à la mort de Charles V. Aucune période historique n'offre de problèmes plus considérables à résoudre et dont la solution puisse tenter davantage un historien.

Déterminer quelle a été l'origine de l'impôt royal, rechercher s'il faut trouver cette origine dans l'aide féodale ou dans ce que nous avons appelé l'aide de l'ost, c'est-à-dire l'aide en remplacement du service militaire, découvrir quelle a été l'origine de la Chambre des comptes,

l'origine des États généraux, déterminer quelle était la compétence exacte, en matière financière, du Parlement, de la Chambre des comptes et de la Cour des aides, ce sont là en effet les problèmes fondamentaux que soulèvent les règnes de Philippe le Bel et de ses successeurs.

Nous sommes heureux de voir que, sur tous ces points, M. Vuitry a adopté d'une manière générale les idées que nous avons exposées il y a plusieurs années déjà, dans cette *Revue* même et dans plusieurs publications que nous nous étions empressé de faire parvenir à M. Vuitry dès leur apparition.

Il est malheureux toutefois que, résolu plus que jamais à s'en tenir à son rôle de fidèle rapporteur, M. Vuitry ait cru prudent d'éviter de prendre parti pour un système plutôt que pour un autre ; sur toutes les questions fondamentales que nous venons de citer, son opinion reste flottante et semble se complaire dans une indécision des moins compromettantes.

C'est ainsi, par exemple, qu'après avoir rapporté après nous une foule de documents qui prouvent de la manière la plus incontestable que l'impôt a pris naissance dans le paiement d'une taxe de remplacement du service militaire, il s'abstient de conclure, et qu'il semble admettre que Philippe le Bel « confondit le droit d'assistance militaire avec l'aide aux quatre cas. » C'est là une erreur grave, que tous les documents cités par M. Vuitry, et précédemment par nous, viennent battre en brèche : jamais il n'y eut la moindre confusion entre l'aide aux quatre cas et le service militaire, car si cette confusion eût existé, jamais le consentement des États ou des intéressés

n'eût été nécessaire pour la levée des taxes de remplacement du service militaire ; c'en était fait du rôle des États.

Nous ne pouvons ici entamer de discussion sur ce point, non plus que sur beaucoup d'autres ; ce n'est pas d'ailleurs M. Vuitry qui se trouve ici en cause ; ce sont les vieilles théories, souvent contradictoires, auxquelles il a donné asile dans son livre, sans oser les juger, et sans formuler lui-même le système auquel il s'arrêterait s'il nous dévoilait le fond de sa pensée.

M. Vuitry, dans ses deux nouveaux volumes, a poussé son travail jusqu'à la mort de Charles V ; il reproduit tout ce que l'on savait jusqu'à présent sur l'organisation des rouages financiers du quatorzième siècle. L'impôt, c'est-à-dire l'aide en remplacement du service militaire, se développe de plus en plus pendant ce règne, mais sans prendre jamais le caractère d'une aide féodale.

M. Vuitry a soigné particulièrement le chapitre des monnaies, qui ne comprend pas moins de deux cents pages dans ses deux volumes. Il est impossible de pousser plus loin l'analyse et se montrer plus minutieux dans l'exposé de toutes les modifications apportées à la fabrication des espèces. Il est regrettable, pour ceux qui ne voudront pas se lancer dans ce dédale, que les résultats n'en soient pas condensés dans un diagramme qui les aurait rendus saisissants.

Ajoutons que nous nous rendons complètement à l'opinion de M. de Saulcy, et que nous refusons d'attribuer à Philippe le Bel plutôt qu'à tout autre roi la qualification de roi faux monnayeur. L'influence des altérations de monnaies, comme M.

XXXIV. 1^{er} JUILLET 1883.

Vuitry le reconnaît d'ailleurs, a été infiniment moins grande qu'on ne le croit généralement ; dans notre conviction, ces altérations n'ont été que de bien pauvres expédients financiers.

En résumé, il est rare qu'aucun auteur ait jamais réussi, d'une manière intentionnelle, à faire aussi bien disparaître sa personnalité dans une œuvre d'érudition historique ; c'est là tout à la fois le mérite et le défaut du livre de M. Vuitry.

Ne rien risquer de soi, tout offrir des autres, telle a été sa devise très modeste, trop modeste. Dans ces conditions, son livre peut être considéré comme un modèle ; il a la précision de termes, la netteté de ces rapports de grandes enquêtes où le but suprême du rapporteur est d'exposer tous les systèmes, en laissant à autrui la responsabilité de conclure.

ALPHONSE CALLERY.

Histoire des milices provinciales (1688-1791). Le tirage au sort sous l'Ancien Régime. par J. GEBELIN. Paris, Hachette, 1882, in-8^o de 295 p.

« L'histoire, dit M. de Tocqueville, est une galerie de tableaux où il y a peu d'originaux et beaucoup de copies. » Comme ce mot est vrai, l'ouvrage de M. Gebelin sur les Milices provinciales nous le prouve une fois de plus : « Au siècle dernier, dit l'auteur, les forces militaires de la France se composaient de deux éléments distincts : les troupes réglées recrutées par l'enrôlement volontaire, les milices provinciales recrutées par l'enrôlement forcé. Les miliciens étaient désignés par le tirage au sort ; les hommes qui composaient chaque bataillon de milice étaient

22

tous pris dans une même région. En temps de guerre, les miliciens étaient appelés au service; en temps de paix, ils étaient laissés chez eux; mais à des intervalles réguliers, ils étaient rassemblés pour l'exercice. Les milices provinciales de l'Ancien Régime précèdent et annoncent les institutions militaires qui sont venues ensuite : pour le recrutement, elles annoncent la conscription; pour l'organisation, elles précèdent le système des réserves aujourd'hui si répandu. » C'est qu'en effet les hommes étant toujours les mêmes, les conditions de vie d'une société ou d'une nation ne changeant guère, il faut bien que les institutions se ressemblent; et cette similitude s'étend souvent jusqu'aux détails, parce que les formes que peut revêtir une même institution ne sont pas très nombreuses. A voir les scènes que produit le tirage au sort dans les campagnes, les usages de la cotisation et du remplacement, on se croirait sous le dernier Empire; l'armée territoriale d'aujourd'hui, recrutée et organisée suivant le système régional, commandée par d'anciens officiers, réunie pour des exercices périodiques, serait l'image des milices provinciales, n'était une grande différence, l'égalité de tous devant le service militaire, et cette différence est d'ordre social. Les théories sont identiques : ce sont les mêmes discussions entre les partisans et les adversaires du service obligatoire; ce sont les mêmes objections, l'instruction insuffisante, le manque de solidité du soldat, les intérêts de l'agriculture et ceux des professions libérales. A quoi bon insister? Nous n'arriverions qu'à démontrer deux vérités banales, c'est que les institutions militaires d'un peuple sont en rapport avec sa cons-

titution sociale, et que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Le service universel par exemple, et M. Gebelin le prouve par des faits, apparaîtra toutes les fois qu'un grand danger menace ou vient de menacer une nation. Prenez les premiers siècles du Moyen Age, alors que les pays de l'Europe occidentale sont tous les jours exposés à quelque attaque soudaine, sous les Mérovingiens, sous les Carolingiens, à l'époque féodale, vous trouvez le service militaire obligatoire, si bien qu'il est vrai de dire que, dans l'ordre des temps, ce genre de service est venu avant le service volontaire; mais il n'est pas moins vrai que, dès le début aussi, les nécessités administratives, les exigences de la vie sociale et religieuse ont entraîné de nombreuses dispenses. Et même c'est par l'extension de ces dispenses qu'à la fin du XIII^e siècle, bien que le principe de l'obligation fût maintenu et nettement formulé par les légistes, le service en argent prit, dans la pratique, la place du service personnel. A partir de Philippe le Bel, la levée en masse n'est le plus souvent qu'un prétexte à une levée de deniers, et sous Philippe VI l'enrôlement volontaire et soldé recrutait déjà les armées. Mais voici venir les grands désastres de la guerre de Cent ans; alors, et par une conséquence naturelle, réparait le service personnel, gratuit et universel; Charles V et Charles VII, ces deux rois qui se donnent la main par dessus Charles VI et qui tous deux ont refait leur royaume, veulent le mettre à l'abri des invasions nouvelles; comme nous l'avons vu faire en 1815 et 1871, c'est par des institutions militaires vraiment nationales, c'est par l'armement de tous, qu'ils entendent la

protéger ; l'infanterie nationale des Francs-Archers est aussi une armée de réserve, une armée territoriale, recrutée par l'enrôlement forcé. Sous le règne de Louis XI, une paix relative, les défiances mêmes du souverain, amènent un nouveau triomphe du service volontaire et soldé. En vain, dans le cours du xvi^e siècle, les souvenirs de l'antiquité classique rendent plus populaire le service national ; la guerre est faite en général par des hommes qui n'ont pas d'autre métier, les nobles d'une part, et de l'autre les mercenaires gascons, suisses ou allemands : signalons toutefois la création des *légions* par François I. La guerre de Trente ans vit le réveil du service obligatoire ; Richelieu et Mazarin trouvèrent des recrues toutes prêtes dans les milices bourgeoises, les confréries militaires qui existaient dans un grand nombre de villes. Mais, dans la dernière moitié du xvii^e siècle, au moment même où l'arrière-ban faisait une fin si misérable, toutes ces milices tombèrent en décadence ; ce fut alors que Louvois, dont on eût été surpris de ne pas rencontrer le nom, créa, par une application nouvelle du principe de l'obligation, les *milices provinciales*, qui remplacèrent, sans les détruire entièrement, les milices antérieures. Jusqu'à l'ordonnance du 29 novembre 1688, les milices n'avaient guère servi qu'à titre d'expédient passager et local ; désormais elles furent employées partout, et même transportées d'un bout à l'autre du territoire ; le pouvoir central fixa le contingent, et chaque paroisse assemblée dut désigner ses miliciens ; bientôt, il est vrai que le tirage au sort fut institué ; le système régional fut appliqué au recrutement des hom-

mes et des officiers ; telles furent les premières milices qui servirent dans les deux guerres de la Ligue d'Augsbourg et de la succession d'Espagne. Leur organisation cependant n'était encore qu'ébauchée ; elle ne fut complétée que par l'ordonnance du 27 février 1726, si importante que le gouvernement regarda cette année 1726 comme l'époque de l'établissement des milices ; à partir de cette date en effet les bataillons de milice prennent rang dans la hiérarchie militaire ; les milices provinciales ne sont plus seulement une armée auxiliaire en temps de guerre, elles sont une réserve nationale d'infanterie, en tout temps, et la France eut dès lors une double armée : on peut dire que l'organisation antérieure est la préface, l'organisation postérieure, le développement de l'ordonnance de 1726. Il est donc tout naturel que M. Gebelin prenne cette ordonnance comme point de départ d'une étude détaillée des milices provinciales. L'auteur recherche d'abord quel fut le mode de recrutement, et quelle fut l'organisation de ces milices, dans des chapitres très savants, si riches en détails qu'ils échappent un peu à l'analyse ; en voici les titres : *les Miliciables ; le Tirage au sort ; — Cotisation et Remplacement ; — Les cadres ; — Durée du service ; — Effectif ; — Organisation ; — Grenadiers royaux et grenadiers de France ; — Milices provinciales diverses ; — Administration ; — Service en temps de paix*. Cette première étude achevée, M. Gebelin examine, en prenant une à une toutes les batailles de la guerre de succession de Pologne, de la guerre de succession d'Autriche, de la guerre de Sept ans, quels services les milices ont rendus ; enfin, après avoir dit quelques mots sur

diverses milices particulières, les garde-côtes, les milices coloniales, etc., il aborde dans un dernier livre cette question : Comment ces services ont-ils été appréciés ? Que pensait-on, qu'écrivait-on au sujet des milices ? Vers 1787, l'opinion publique leur était généralement hostile. Cette partie de l'ouvrage où l'auteur expose les théories courantes n'est pas, tant s'en faut, la moins intéressante ; disons-le franchement, elle repose un peu des autres. L'histoire des Milices provinciales est un ouvrage très savant, très solide, rempli de faits et de textes, mais aride et difficile à lire ; la nature même du sujet l'exigeait : aussi ne faisons-nous pas un reproche à M. Gebelin de n'avoir pas jeté de fleurs sur un sujet de pure crudition.

A. BAUDRILLART.

L'Église métropolitaine et primatiale Saint André de Bordeaux, par M. M^{re} HIEROSME LOPES. Réédition annotée et complétée par M. l'abbé CALLEN, professeur à la faculté de théologie. Tome I. Bordeaux, Feret et fils, 1882, in-8° de 376 p. avec pl. et grav.

M. l'abbé Callen vient de donner aux érudits d'Aquitaine, ou plutôt à tous ceux qui s'intéressent au passé historique et religieux de la France, une satisfaction sans mélange. Il a réédité, annoté et complété l'ouvrage, devenu introuvable, de son devancier au chapitre et à l'université de Bordeaux, Hierosme Lopès. Ce qui charmera certainement tous les amateurs de vieux livres, c'est que M. l'abbé Callen a respecté scrupuleusement l'œuvre de son devancier, le style, l'ordonnance, le plan de l'ouvrage. Après nous avoir donné de la vie de cet auteur un récit dé-

taillé, qui touche non seulement à l'histoire locale, mais encore à une foule de grands faits contemporains, M. l'abbé Callen a étayé le texte ancien, l'a doublé pour ainsi dire, en y joignant d'excellentes annotations. Il a eu l'heureuse idée de les faire imprimer en caractères différents du texte et des notes de Lopès, pour les distinguer, à première vue, de celles de l'édition primitive ; ce qui rend l'étude comparative de cet ouvrage d'une clarté et d'une commodité que l'on rencontre rarement. Il a en outre rejeté à la fin de chaque chapitre, dans un appendice spécial, les annotations trop longues pour être mises au bas des pages.

Le premier volume, le seul qui ait encore paru, s'ouvre par deux chapitres intitulés : « Le premier et les derniers Etablissements de l'Eglise de Bordeaux. » C'est là plus qu'une monographie, comme le fait observer M. l'abbé Callen, c'est l'histoire de l'Aquitaine rattachée à l'édifice monumental où la plupart des événements inscrits dans les annales de cette province ont laissé quelques traces. »

Au troisième chapitre, Lopès aborde la description de l'édifice matériel de l'Eglise de Bordeaux. Là M. Callen prend la plume, et faisant observer avec raison qu'au temps de Lopès on professait peu de goût pour les édifices du moyen âge, il comble cette lacune par des notes détaillées et un appendice développé. — La description de l'Eglise de Bordeaux se continue pendant plusieurs chapitres sur sa consécration par saint Martial, puis par Urbain II. — Lopès, en abordant la question si débattue de l'apostolicité des Eglises de la Gaule, fait remonter à saint Martial l'évangélisation de Bordeaux et sou-

tient l'opinion de l'école traditionnelle à laquelle les manuscrits du monastère de Scète, découverts en 1839, ont apporté un nouvel et important appui. Après avoir énuméré les nombreuses reliques conservées à la Primatiale, Lopès aborde l'étude des monuments et des sépultures qui y sont renfermés. Cette dernière partie donne lieu à un excellent travail de l'annotateur, qui complète le texte primitif, en décrivant le cloître, rempli de curieux et antiques monuments, malheureusement détruits de nos jours, comme le cloître lui-même, avec un vandalisme dont on voit partout les traces en France ; tant ce que j'appellerai la fureur de l'alignement et la passion du *Tout-neuf* y a de force pour le malheur de l'art et des souvenirs ! Sépultures gallo-romaines respectées jusque-là, sculptures, ossements même, tout a été détruit ou jeté au vent avec la plus stupide indifférence, malgré les protestations énergiques du grand cardinal, si vigilant gardien de la foi comme des traditions et des monuments de son diocèse.

Les derniers chapitres de cet intéressant volume sont consacrés aux prééminences de l'Église de Bordeaux, comme siège archiépiscopal, siège primatial, etc. Nous y remarquons une importante discussion de Lopès sur la question toujours controversée de savoir quelle fut la cathédrale primitive : — Saint-Etienne, devenu plus tard Saint-Seurin, ou l'église Saint-André, discussion à laquelle M. l'abbé Callen, sans se prononcer tout à fait, ajoute de nouveaux arguments à ceux de son devancier, et une autre dissertation, non moins curieuse, sur la primauté prétendue par l'archevêque de Bourges,

et abolie, en tant que besoin, par une bulle de Clément V, heureusement conservée par Lopès.

Le scrupuleux annotateur a voulu vérifier lui-même toutes les pièces justificatives alléguées par son auteur. Il est fort heureux pour l'histoire qu'elles aient été recueillies dans cet ouvrage, car les originaux de beaucoup d'entre elles ont disparu pendant la Révolution. Ces trésors sont devenus des gargousses d'artillerie ou des cartouches, comme l'étaim des belles orgues de Saint-André servit à fabriquer des tuyaux de fontaine, des boutons d'uniforme, ou des conduits d'égouts ! La Révolution a montré, là encore, ce qu'elle sait faire, et les décrets qu'elle a rendus dans ce but sont reproduits par M. l'abbé Callen, *ad perpetuam rei memoriam* ! Pour obvier à ces désastres, le savant professeur offre encore à ses lecteurs une jouissance délicate. Son ouvrage est rempli de gravures fort bien exécutées. Puisqu'en France on détruit périodiquement les choses curieuses et anciennes, il est heureux que des hommes comme M. le chanoine Callen prennent le soin pieux de conserver la mémoire de nos trésors artistiques. — Fines eaux-fortes signées de noms connus de tous les amateurs de belles choses, dessins élégants, reproductions d'anciennes gravures, vues des couvents démolis, sceaux, monnaies, portraits même, ce livre, outre qu'il est pour le présent l'histoire d'un illustre pays, sera pour l'avenir comme un précieux dépôt d'archives, en même temps qu'un musée composé avec autant de goût que d'érudition véritable, et auquel les ravages du temps et des hommes ne pourront rien enlever désormais.

C^{te} DE P.

Les tombes et les inscriptions de l'église abbatiale de Theuley, par Jules GAUTHIER, archiviste du Doubs. Vesoul, Suchaux, 1883, in-8° de 50 p.

M. Jules Gauthier a entrepris de recueillir en Franche-Comté les inscriptions religieuses du moyen âge et de la Renaissance qui ont échappé aux destructions opérées par la Guerre de Trente ans et la Révolution de 1789. A celles de l'abbaye de Rosières, des églises et chapelles de Besançon, qu'il a publiées de 1879 à 1882, il joint aujourd'hui celles d'une des douze abbayes que l'ordre de Cîteaux avait fondées dans la région comtoise, Theuley (*Dei locus*). L'église de cette abbaye, bâtie avec luxe au treizième siècle, fut dévastée et ruinée au dix-septième, détruite au dix-huitième. Un religieux carme, le Père André de Saint-Nicolas, qui avait entrepris à cette dernière époque une histoire encyclopédique du diocèse de Besançon, avait d'avance fait relever les inscriptions et décrire les tombes qui ornaient l'église et le chapitre. A la suite de ce recueil, enrichi de notes complémentaires, M. Gauthier a reproduit cinq dessins de tombeaux, conservés aux fonds Gaignières et Clairambault de la Bibliothèque nationale. Dans cette série de soixante monuments on lit les noms des Vergy, des La Trémoille, des Saint-Mauris, des Saint-Seine, et d'utiles renseignements pourront y être puisés pour l'histoire ecclésiastique et nobiliaire des deux Bourgognes.

L. P.

Histoire du Grand Prieuré de Toulouse, par A. DU BOURG. Toulouse, Sistiac et Boubée; Paris, libr. de la Soc. Bibliogr., 1883, gr. in-8° de 586-80 p.

Trois cents cartons, contenant les nombreuses chartes des commanderies du grand prieuré de Toulouse, remplissent la dernière salle des archives de la Haute-Garonne. M. du Bourg les a dépouillés et a vécu pendant de longues années avec ces riches témoignages d'une grandeur disparue, comme un confident et comme un ami. Choissant ensuite, pour leur rendre la vie, la méthode la plus sûre et la plus conforme aux exigences de précision des recherches historiques contemporaines, il a écrit successivement la monographie des trente commanderies et de leurs divers membres qui composaient le domaine de l'ordre de Malte dans le grand prieuré de Toulouse, détaché de celui de Saint-Gilles, lorsque celui-ci eut pris un trop grand développement après la suppression des Templiers. Un des premiers avantages de la voie adoptée par le consciencieux érudit est de fournir l'histoire d'un grand nombre de petites villes ou d'humbles bourgades, dont le nom même n'avait pas obtenu jusqu'ici une simple mention dans les histoires provinciales. Comme le prieuré de Toulouse s'étendait des rives de l'Ariège et des coteaux du Lauragais aux dunes de l'Océan, cette mine précieuse, encore inexplorée, a ressuscité la vie oubliée de plusieurs centres d'habitation importants de notre pays. L'action civilisatrice des chevaliers apparaît justement surtout dans la fondation de plusieurs petites villes dans lesquelles ils attiraient et retenaient les pauvres populations des campa-

gnes, que la terreur des invasions et des pillages obligeait à se réfugier derrière les remparts des grandes cités fortifiées. Les chartes de libertés qu'ils accordèrent sont en général très étendues et marquent un progrès dans la marche des libertés publiques. Ils favorisèrent l'unité de la nation sous l'autorité royale, en s'accordant souvent avec Alphonse de Poitiers qui saisit habilement cette occasion d'étendre le pouvoir central ; n'ayant pas assez de ressources pour entourer leurs bastides de murailles, ils invitaient le puissant seigneur à les élever en lui cédant la haute juridiction.

Quatre-vingts pages de petit texte à deux colonnes contiennent 119 chartes inédites en latin ou en dialecte, qui complètent la valeur du livre. L'histoire de chacune des commanderies est suivie des noms des commandeurs qui forment ainsi un véritable nobiliaire de la province. Mais le lecteur serait heureux de trouver une carte dans un livre où sont écrits les noms d'un si grand nombre de localités, et il est sans cesse tenté de la chercher.

M. du Bourg a ainsi donné à nos provinces un ouvrage solide et complètement nouveau, sans lequel leur histoire ne serait pas complète. Il rend aux temps disparus un des traits les plus caractérisés de leur physionomie, en déployant le tableau de la vie entière de la grande milice qui apparaît encore, même aux souvenirs populaires, comme la plus magnifique efflorescence de la foi des vieux âges, parce qu'elle réalisait les plus nobles élans de l'âme humaine, la prière, la charité, la guerre, mais la guerre inspirée par le dévouement et par la foi à une idée.

JULES DE LAHONDÈS.

Le grand prieuré d'Auvergne, par Léopold NIEPCE, conseiller à la cour de Lyon. — Lyon, Georg, 1883, un vol. in-8°

L'histoire des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem a donné lieu à de nombreux travaux d'érudition et en provoquera sans doute d'autres, dont les auteurs s'attacheront à compléter, à l'aide des archives de Malte et de nos archives françaises, l'œuvre trop imparfaite et d'ailleurs bien vieillie de Vertot. Mais l'état des possessions territoriales de cet ordre en France n'est pas encore connu exactement. Nous ne possédons guère à cet égard que l'étude de M. Mannier sur les commanderies du grand prieuré de France, celle de M. Anatole de Charmasse sur les possessions des Templiers et des Hospitaliers en Mâconnais, Charolais, Lyonnais d'après une enquête de 1333, celle que vient de publier M. Ant. du Bourg sur le grand prieuré de Toulouse, en attendant celles que préparent MM. Delaville le Roulx et Chassaing. M. Léopold Niepce a eu la bonne pensée de publier un *état* des terres et revenus des commanderies du grand prieuré d'Auvergne, tiré des visites faites en 1615 et 1685, état dont l'original se trouve aux archives départementales du Rhône, fonds de Malte. Il l'a complété de notes et surtout d'une notice historique sur les vicissitudes des archives de ce grand prieuré à Lyon. Ces documents sont pleins d'intérêt, et le volume qui les renferme, malgré quelques coquilles échappées à l'imprimeur, sera sans doute recherché par les érudits, dont la patience n'est pas encore parvenue à fixer, d'une manière satisfaisante, le nombre, l'étendue, la place et l'importance des terres appartenant à l'Or-

dre de Malte, ni même à déterminer exactement le chiffre de ses commanderies.

HENRI BEAUNE.

Petites chroniques des moines de Saint-Lybard d'Angoulême, publiées par P. DE FLEURY, archiviste de la Charente. Angoulême, F. Goumard, 1882, in-4°, de 23 p.

Ces textes, transcrits dans un manuscrit inédit des archives de la Charente, ont été rédigés au commencement du xvi^e siècle par Guillaume d'Aix, prieur de cloître, l'un des administrateurs de l'abbaye de Saint-Cybard pendant le long procès de Charles de Lavenne et de Renaud de Saint-Gelais, qui se disputaient la dignité abbatiale. L'une de ces chroniques est en latin, l'autre en français. La première est une compilation faite au moyen d'emprunts à d'anciens documents ; la seconde est exclusivement consacrée à relater les faits intéressant l'abbaye qui se sont passés pendant l'administration du chroniqueur. Le travail de M. de Fleury paraît être une reproduction exacte de l'original ; il a d'abord paru dans le *Bulletin* de la Société archéologique et historique de la Charente.

A. DE B.

Documents inédits pour servir à l'histoire des arts en Angoumois, publiés d'après les originaux par P. DE FLEURY. Angoulême, F. Goumard, 1882, in-4° de 64 p.

Ce recueil, extrait du *Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente*, comprend vingt-sept pièces ; la plus ancienne est de 1604, la plus récente de 1685. Le savant

archiviste de la Charente donne des pièces curieuses et inédites sur un certain nombre d'objets d'art exécutés pour des particuliers et pour des édifices religieux. Les artistes mentionnés ne sont pas tous d'Angoulême ; on y retrouve des sculpteurs de Paris, de Limoges, des menuisiers et peintres de Saintes, un émailleur royal, un tapissier d'Aubusson. La plupart de ces marchés font partie d'anciennes archives de notaires. La publication de M. de Fleury prouve combien il y a encore à chercher et à trouver dans les archives notariales ; de plus, elle n'intéresse pas exclusivement des archéologues angoumoisins.

A. DE B.

Simon Renard, ses ambassades, ses négociations, sa lutte avec le cardinal de Granvelle, par TRIPON. Besançon, Dodivers, 1882, in-8° de 271 p.

Simon Renard a été, avec les deux Granvelle, un des agents les plus actifs et les plus heureux de la politique de Charles-Quint. Deux fois ambassadeur en France, au commencement du règne d'Henri II et pendant la trêve de Vauxcelles, il fut dans l'intervalle chargé d'une mission en Angleterre, où il déceida le célèbre mariage de Marie Tudor et de Philippe II. Le cardinal de Granvelle, son compatriote, finit par craindre un rival dans ce « docteur-es-droits » qui s'était fait une si large place dans la confiance royale : de là une lutte sourde d'abord, puis ouverte, qui eut pour théâtre les Pays-Bas, à la faveur des premiers troubles. Conseiller du prince d'Orange et des principaux mécontents, Renard triompha d'abord avec eux, puis il

dut à son tour céder la place au duc d'Alber, et mourut à Madrid jeune encore, disgracié et dans une demi-captivité.

Cette vie a été écrite par M. Tridon d'après les publications importantes extraites en ces derniers temps de la Bibliothèque de Besançon, des Archives de Simancas, de Bruxelles et de Vienne, et aussi d'après les dépêches inédites de Renard conservées aux Archives nationales de France. Assez court pour être clair, en un sujet si complexe, l'auteur a élucidé avec soin et parfois avec bonheur quelques-unes des intrigues politiques qui agitérent les grandes cours de l'Europe dans le cours du seizième siècle, et il a fait ressortir au milieu d'elles la figure de son héros ; figure médiocrement sympathique, mais énergique et fine, et digne d'un portrait à part dans le grand musée de l'histoire.

L. P.

de l'illustre historien, ni la préface à grandes envolées de M. Burnouf ne sauraient cependant le mettre à l'abri des reproches qu'il a mérités pour avoir tourné la difficulté sans songer à la vaincre. Nous ne saurions non plus admettre la méthode des hypothèses historiques : des pages entières sont consacrées aux événements qui auraient eu lieu si Jean VIII eût embrassé le parti du concile de Bâle (p. 38) et si Byzance ne fût pas tombée entre les mains des Turcs (p. 147). Ces procédés sont condamnés par l'école moderne, et la raison en est trop claire pour devoir être développée ici. Ces défauts intrinsèques sont loin d'être rachetés par un style agréable. Il y a des phrases dans le genre de celle-ci : « Après avoir employé la terre comme un élément liquide pour transporter ses navires il (*Mahomet II*) voulut transformer la mer en plancher solide pour y faire passer des troupes et de l'artillerie (p. 105). »

P. S. P.

1453. Les derniers jours de Constantinople, par E. A. VLASTO, avec préface de M. Emile Burnouf. Paris, Leroux, 1883, in-8° de viii-154 p.

Le livre de M. Vlasto ne contient pas de nouvelles recherches : c'est un simple résumé de l'histoire déjà connue du Concile de Florence et de la prise de Constantinople par les Turcs. L'auteur a même singulièrement simplifié sa tâche au détriment de son œuvre : oubliant qu'il traite des points d'histoire très controversés, où la critique des différentes versions est indispensable, il déclare s'en tenir aux annalistes et historiens grecs, et surtout à l'ouvrage de M. Paparrigopulo (p. 2). Ni le nom

La vérité sur les deux maisons de Saulx-Courtyvion, par J. d'ARBAUMONT. Dijon, Lamarche, 1882, in-8° de 201 p. avec pl.

Dans cette étude, qui a paru d'abord dans les *Mémoires de l'Académie de Dijon*, M. d'Arbaumont établit de la manière la plus inattaquable la distinction qu'il faut faire entre deux familles qui, toutes deux, ont porté le nom patronymique de *Saulx*, et le surnom féodal de *Courtyvion*. La première est issue de Gautier de Saulx, puîné de cette maison de vieille chevalerie de Bourgogne, qui tient une place considérable dans l'histoire de la province ;

cette branche à la fin du xvi^e siècle.

Les seconds Saulx-Courtivron descendent de Rabelin Guerrier, attaché à la maison des anciens seigneurs de Saulx au milieu du xiii^e siècle : il prit le surnom de *Saulx*, soit à cause de son lieu de naissance, soit à cause de l'office de prévôt de Saulx qu'il exerça ; son fils et ses descendants conservèrent ce surnom, et même prirent pour armoirie un lion, comme les anciens aïeux de Saulx. Au milieu du xvi^e siècle, Isabelle de Saulx-Courtivron, en qui s'éteignit la descendance de Gautier, dont nous parlions plus haut, fut réduite par des revers de fortune à vendre ses propriétés ; ce fut Jean de Saulx, le petit-fils du prévôt Rabelin, qui acheta Courtivron, et commença ainsi la suite des seconds Saulx-Courtivron qui s'éteignirent au xvi^e siècle.

M. d'Arbaumont donne les détails les plus précis sur cette dernière famille et les accompagne de nombreuses preuves justificatives. Il rectifie ainsi les confusions commises par les auteurs bourguignons les plus sérieux. Je ne crois pas qu'il y ait de grande famille dont la généalogie ne soit, comme celle des Saulx, encombrée de membres et de branches parasites, greffés sur la foi de communauté de noms et d'armes. De nos jours encore, on a vu des homonymies autoriser des pseudo-adoptions lorsque ces adoptions flattaient l'amour-propre ou présentaient quelque avantage.

Le travail de M. d'Arbaumont est conçu avec une clarté et une conscience qui sont ses qualités ordinaires ; les recherches de ce genre sont véritablement utiles.

A. DE B.

Marivaux, sa vie et ses Œuvres, d'après de nouveaux documents, avec deux portraits et deux fac-simile, par Gustave LARROUMET, agrégé de l'Université, docteur ès-lettres, professeur au lycée de Vanves. Paris, Hachette, 1882, grand in-8° de xi-640 p.

M. Larroumet, après avoir consacré son Introduction à la *réputation de Marivaux*, a successivement étudié l'homme, l'auteur dramatique, le romancier ; enfin le moraliste, le critique et l'écrivain. Soit dans l'Introduction, soit dans les quatre parties de la monographie, soit dans l'Appendice, qui est d'une richesse extrême, et sur lequel nous reviendrons tout à l'heure, le savant professeur a parfaitement justifié cette déclaration de son Avertissement (p. viii) : « Nous n'avons rien négligé pour établir nos appréciations sur une base solide, et, autant que possible, nouvelle ; afin de donner une idée fidèle et complète de notre auteur, nous avons multiplié les recherches personnelles dans les bibliothèques, les dépôts publics, les collections particulières et tâché de réunir tous les documents imprimés ou inédits, connus ou inconnus, qui pouvaient éclairer notre jugement. » De la première à la dernière page de son volume, M. Larroumet n'a pas moins justifié cette autre déclaration (*Ibid.*) : « Nous n'avons jamais oublié que le vif sentiment de la beauté littéraire doit avant tout inspirer un travail de littérature, qu'au souci de l'exactitude doit toujours s'unir celui de la composition, qu'entre la rhétorique vide et l'érudition stérile, il y a place pour la vraie critique, qui juge, dispose et choisit. » Nous ne sommes pas les premiers à reconnaître que l'auteur du *Marivaux* a fait à la fois œuvre de science et œuvre d'art, et,

sans parler des éloges qui, à ce double point de vue, lui ont été décernés en Sorbonne, le jour de la soutenance de sa thèse pour le doctorat, nous rappellerons que, dans un recueil périodique célèbre, on a également vanté le fond et la forme de l'ouvrage.

Entre tous les mérites de cet ouvrage, nous signalerons particulièrement deux mérites principaux : le travail est nouveau et il est complet. Il est nouveau, même après les récentes études de MM. Lesaire, Joseph Reinach, Jean Fleury, Émile Gossot, René Lavollée, M^{lle} Marie Chateauminois. Comme M. Larroumet le fait remarquer tout d'abord, il y a deux écrivains dans Marivaux, l'un bien connu, l'auteur dramatique et le romancier, l'autre presque ignoré, le moraliste et le critique. C'est le second surtout qui a été ici pleinement remis en lumière. Les pages si fines et si originales écrites sur ce sujet par M. Larroumet auraient ravi Sainte-Beuve, auquel il a emprunté avec bonheur l'épigraphe de sa thèse : « Je ne saurais dire combien, en lisant quelques écrits peu connus de Marivaux, j'ai appris à goûter certains côtés sérieux de son esprit. » Mais ce n'est pas seulement à propos de Marivaux moraliste et critique que M. Larroumet nous donne du nouveau ; même en s'occupant de l'homme, de l'auteur dramatique, du romancier, il nous apprend bien des choses qui avaient été négligées par ses meilleurs devanciers. Le travail est complet, trop complet, diront peut-être à première vue quelques personnes qui s'étonneront et s'effrayeront de voir six cent quarante pages consacrées, selon la spirituelle phrase de l'auteur, « à un écrivain dont le nom est devenu synonyme de grâce

légère et piquante. » Mais les détails recueillis par M. Larroumet sont si intéressants, que nul, la lecture une fois commencée, ne se plaindra de leur surabondance. Son gros volume est de tous les gros volumes connus un de ceux qui se lisent le plus facilement. Aux nombreuses citations tirées de l'œuvre très considérable de Marivaux sont jointes des citations plus nombreuses encore, extraites des livres et le plus souvent des articles (disséminés dans une foule de recueils périodiques), où l'on s'est occupé, de nos jours, comme autrefois, de l'auteur des *Fausse confidences*. M. Larroumet reproduit ainsi, à côté de ses appréciations personnelles, tout ce qui a jamais été dit de plus remarquable sur Marivaux, et, discutant tous ces témoignages que tantôt il confirme et tantôt il combat, il nous fait, en définitive, connaître les biographes et les critiques de son héros aussi bien qu'il nous fait connaître son héros lui-même.

L'Appendice (p. 575-636) renferme plusieurs notices très curieuses sur l'*iconographie de Marivaux*, ses *autographes*, la *chronologie de ses œuvres*, sa *bibliographie* (divisée en quatre articles : éditions contemporaines, éditions posthumes, ouvrages inédits ou perdus, ouvrages faussement attribués à Marivaux), sur le séjour de l'élégant écrivain à *Riom* et à *Limoges*, à *Lyon*, à *Sens*, sur *Marivaux académicien*, sur *Marivaux* à la *Comédie française*. Mentionnons enfin le fac-simile (entre les pages 584 et 585) d'une lettre autographe de Marivaux à l'acteur Quinault Dufresne, conservée dans les archives de la Comédie française, le fac-simile (p. 603) du titre de l'édition originale du *Legs* (Paris, Prault, 1736), et les deux beaux

portraits, d'après Vanloo, de Pierre Carlet de Chamblain de Marivaux et de Zanetta Rosa Benozzi, dite M^{lle} Silvia, comédienne du roi de la troupe italienne.

T. DE L.

Victor Hugo avant 1830, par Edmond BIRÉ. Paris, Gervais, 1883, gr. in-18 de 532 p.

Il est difficile d'accumuler, à propos d'un contemporain, des renseignements plus précis et plus curieux. Ce que les érudits de nos jours font pour Molière, Racine ou Corneille, M. Edmond Biré vient de le faire pour Victor Hugo ; mais la tâche était plus épineuse : car Victor Hugo, qui s'est « raconté lui-même », en a profité pour s'édifier une légende, qu'il faut d'abord écarter pour parvenir jusqu'à la vérité.

Le général Hugo, père du poète, n'avait pas craint d'avouer sa modeste extraction ; le fils élimine les cultivateurs et les menuisiers, auteurs de sa dynastie, pour leur substituer, d'après un d'Hozier de fantaisie, des Hugo de Spitzenberg, auxquels l'état civil démontre qu'il est absolument étranger. — A l'entendre, son père était un « brigand de la Loire », et M. Biré constate que celui qui, en 1793 et 1794, combattait dans la Vendée avec les bleus, qui faisait partie des commissions militaires, et qui signait *Brutus* Hugo, fut créé comte par Louis XVIII. Dans la préface des *Feuilles d'automne*, V. Hugo représente sa mère comme une *brigande du Bocage*. Singulière *brigande*, qui épousait l'officier républicain que nous savons ; qui ne se maria que civilement ; qui donna pour maître à ses fils un prêtre apostat, marié à sa servante ; qui, pour ne pas s'exposer

à une lecture ennuyeuse, faisait essayer ses livres par ses enfants, et, avec Voltaire et Diderot, leur laissait lire « Faublas et d'autres romans de même nature. » Voilà ce que V. Hugo, faussant sa généalogie morale et intellectuelle comme il avait faussé l'autre, a eu l'audace d'appeler « une étroite et obscure éducation de caste et de clergé » ; voilà ce qu'il n'a pas rougi d'écrire sur sa mère et de dicter à sa femme.

M. Biré a fouillé les deux volumes du *Conservateur littéraire* (1820-1821), où, pendant deux ans, V. Hugo a dépensé une somme de travail considérable. C'est là qu'ont paru vingt-une pièces de vers, dont sept ont trouvé place dans les *Odes et Ballades*, témoignages répétés d'un royalisme dont personne ne peut plus contester l'ardeur ; c'est là que fut publiée l'*Ode sur la mort du duc de Berry*, que le roi récompensa par une gratification de cinq cents francs ; c'est là que parut *Bug-Jargal*, pastiche violent où l'auteur glissa quelques pages émues de sa vie intime ; c'est là qu'on peut admirer la précocité du jeune poète, la multiplicité de ses études, et sa merveilleuse ardeur au travail. M. Biré cite plusieurs pièces de ce temps, ou inédites, ou que l'auteur a négligées de rééditer, mais qui n'en sont pas moins intéressantes ; il signale aussi le soin avec lequel V. Hugo se corrigeait lui-même et il en fournit les plus précieux exemples. — Plus d'un de ces articles d'autrefois a été reproduit par V. Hugo. (*Littérature et philosophie mêlées*), mais celui qu'il appelle « le jeune jacobite de 1819, » passé au feu de la révolution de 1830, a perdu le souvenir de ses convictions de la veille ; le royaliste est devenu démo-

crate, le catholique voltairien; il supprime, il ajoute pour donner à cette réimpression la couleur du jour, ce qui ne l'empêche pas de déclarer dans sa préface qu'« il réimprime sans rien changer. »

La mémoire de ses opinions lui manque, à moins qu'elle ne le gêne; celle du cœur ne lui fait pas moins défaut. Chateaubriand avait été son protecteur et son modèle; V. Hugo l'avait cultivé au point de lui prêter à son sujet ce fameux mot « d'enfant sublime, » que Chateaubriand s'est toujours défendu d'avoir prononcé; V. Hugo dinait chez l'auteur des *Martyrs* et le glorifiait à tout venant. Dans ses *Mémoires*, il déclare qu'il n'est allé que deux fois chez Chateaubriand, encore n'était-ce que « pour obéir à la volonté toute-puissante de sa mère; » il raconte une anecdote de mauvais ton; tous les articles enthousiastes qu'il a consacrés au grand écrivain, il néglige de les reproduire. — Même, ou plutôt pire conduite à l'égard d'Alfred de Vigny. Il réédite en 1834 les pages qu'il avait écrites sur *Eloa*; mais il supprime les noms d'*Eloa* et d'Alfred de Vigny, et y substitue ceux de Milton et du *Paradis perdu*. Et Vigny était l'un de ses amis et de ses confidents; Vigny, lors du mariage de V. Hugo, avait été l'un de ses témoins et c'était à V. Hugo que Vigny, partant pour la guerre d'Espagne, avait légué le soin de publier ses poèmes! — V. Hugo a traité d'ailleurs avec la même liberté ses discours politiques de 1846 à 1851. Voici un hommage à Charles X : biffé; en 1849, on l'applaudit à droite : il efface en 1875; en 1850, il « couvre encore de sa vénération l'Église, notre mère à tous : » il efface encore; il est resté muet un jour devant une observation

du président : en 1875, il imprime une réplique triomphante. Mais, dira-t-on, le *Moniteur*? M. Biré s'y est reporté, et les lecteurs sérieux s'y reporteront après lui.

Dans le livre de M. Biré, toutes ces rectifications, et bien d'autres que nous omettons, sont appuyées de leurs preuves. A chaque changement de régime, V. Hugo a voulu se remettre au point, et, si l'on s'en fie à quelques apparences, il y a réussi, ce qui ne fait pas plus d'honneur à l'opinion publique qu'à son héros. Mais on ne triche pas toujours avec la vérité; plus d'un des admirateurs de V. Hugo, en lisant le livre de M. Biré, perdra de ses sentiments d'adoration pour le fétiche. Les principaux résultats de ce curieux examen vont rapidement passer dans le domaine public et remplacer la légende par la vérité; plus d'un, comme il arrive, oubliera d'en citer l'auteur; mais les gens studieux reporteront avec reconnaissance à M. Edmond Biré l'honneur de l'initiative qui lui a fait entreprendre ce livre et de la profonde connaissance des hommes et des choses de ce temps qui lui a permis de le mener à bonne fin.

VICTOR PIERRE.

Les Sociétés secrètes et la Société ou Philosophie de l'histoire contemporaine, par N. DESCHAMPS, tome III, *Notes et documents recueillis*, par Claudio JANNET. Avignon, Seguin frères; Paris, Oudin, 1883, gr. in-8° de xvi-704 p.

Ce volume est beaucoup plus une œuvre d'histoire que de polémique. M. Claudio Jannet raconte et recueille des documents. Tous les événements de l'histoire contemporaine y sont touchés par quelques

côtés. Sans parler ici des chapitres relatifs à l'action de la maçonnerie dans le gouvernement de la troisième république, chapitres remplis exclusivement d'extraits des journaux maçonniques et qui au moins seront un jour des documents, nous signalerons ici une série d'études sur la conspiration maçonnique de 1815 à 1830, sur les sociétés secrètes en Espagne depuis le xviii^e siècle jusqu'à 1832, sur la révolution italienne (1830 à 1878), sur l'alliance de la Prusse et de l'Italie, sur les relations secrètes de Napoléon III avec la Prusse, sur la Pologne et la Franc-maçonnerie, sur un prélude à la persécution universelle en Portugal en 1852. M. Claudio Jannet, dans cette partie de son volume, s'est servi beaucoup des *Mémoires* du prince de Metternich; mais il a aussi mis en œuvre les parties les plus importantes de la *Politica segreta Italiana* de Camille Muller, des *Geheimen Gesellschaften in Spanien* du Dr Heinrich Bruck, de l'ouvrage du major Knorr, *Die Polnischen Aufstände seit 1830 in ihrem Zusammenhang mit den internationalen Unnsthungen*, et de beaucoup d'autres écrits publiés à l'étranger. Ceux que nous venons de citer sont peu connus en France, et cependant on ne peut sans eux avoir une idée exacte des événements de ce siècle.

Le P. Deschamps, dont M. Claudio Jannet complète ainsi le grand ouvrage, s'était attaché à montrer l'action de la maçonnerie dans la Révolution de 1789. Son continuateur s'est appliqué à recueillir une série d'indications qui éclairaient cette face du grand cataclysme de la fin du siècle dernier. Le chapitre intitulé *la Franc-maçonnerie au xviii^e siècle* contient une foule de faits que l'au-

teur discute et apprécie avec soin : nous avons particulièrement remarqué les §§ intitulés : *A quoi a servi le Gallicanisme et l'épiscopat et la Franc-maçonnerie aux approches de la Révolution*. Ils permettront d'apprécier dans leur vrai jour ces procès-verbaux de la loge la *Candeur*, où figuraient les plus grands noms de France en 1781, et qui ont été récemment publiés. Nous regrettons par contre que M. Claudio Jannet n'ait pas été à temps à mettre à profit le *Mémoire* si important de Mirabeau *concernant une association intime à établir dans l'ordre des F. : M. : pour le ramener à ses vrais principes et le faire tendre véritablement au bien de l'humanité ; rédigé par le F. : Mi... présentement Arcésilas, en 1776*. Tout le mécanisme de l'action de la maçonnerie, de l'utilisation au profit des desseins secrets des meneurs, des honnêtes gens qui y étaient enrôlés, est exposé avec la plus grande précision. Avec ce flambeau on comprend les événements de 1788 à 1791. Ce mémoire a été publié dans le n^o d'octobre 1882 de *la Révolution française, revue historique*, publiée chez Charavay. Il devra figurer dans la prochaine édition du livre de M. Claudio Jannet.

Dans le chapitre consacré aux *Sociétés secrètes pendant la Révolution*, l'auteur a reproduit les principaux passages de l'ouvrage sicurieux de Cadet-Gassicourt, *le Tombeau de Jacques Molay ou histoire secrète des loges et sur leur influence dans la Révolution*, publié en 1794. On y lit notamment que quoique les « loges soient fermées en France, le chapitre secret supérieur subsiste toujours, et que les Templiers Jacobins ne furent jamais plus puissants.

Des calvinistes, des hommes de toutes les sectes, des personnages considérables, d'anciens ministres, des membres des premières assemblées conspirent encore : un club établi à Morat est le foyer de la conspiration. » X.

Archives de Clervaux, analysées et publiées par M. F.-X. WÜRTH-PAQUET, Président honoraire de la Cour supérieure de justice à Luxembourg, et N. VAN WERVEKE, professeur à l'Athénée de Luxembourg. — Luxembourg, imprimerie Th. Schröell, 1883, II-616-XC1 p. in-8° (formant le tome XXVI, 14^e de la 2^e série des *Publications de la section historique de l'Institut R. G.-D. de Luxembourg*).

Grâce aux efforts persévérants des deux éditeurs, le Grand-Duché possède déjà beaucoup d'éléments d'un *diplomatarium* que peuvent lui envier bien des États plus considérables, sans parler de provinces plus peuplées. Cette année, il ne s'agit plus de la *Table chronologique des Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de l'ancien pays de Luxembourg*, ni du *Cartulaire de la ville de Luxembourg*, mais bien des archives d'une simple baronnie. Les barons de Berlaumont, suivant l'exemple donné par la famille de Reinach, dont les nombreuses chartes ont été éditées antérieurement, ont bien voulu mettre à la disposition des deux paléographes luxembourgeois les pièces de leur collection. Il n'y en a pas moins de 3456, dont le présent volume contient non seulement l'analyse, mais souvent aussi des extraits et parfois la reproduction intégrale. La plus ancienne est de 1252 ; les cinq précédentes ne sont que des copies. Ce sont en majeure partie des

originaux : si la plupart concernent des affaires privées, beaucoup d'entre elles ont un intérêt général, soit pour être émanées des comtes, ducs, seigneurs, du Luxembourg et des pays voisins, soit pour les abondantes notions topographiques et généalogiques qu'elles contiennent, soit même pour les faits historiques, les coutumes, les traits de mœurs auxquels elles font allusion, et pour les renseignements qu'elles fournissent sur les langues en usage dans les Ardennes. Ces documents sont en latin, en français et en allemand, plus ou moins mélangé de formes dialectiques ; quelques-uns jettent du jour sur les relations du Luxembourg avec le roi de France Charles VII, à qui le duché fut cédé en 1459, et avec les ducs de Bourgogne qui surent mieux s'y installer et dont les descendants le conservèrent jusqu'à la Révolution. C'est donc avec raison que les éditeurs disent dans leur préface : « Les Archives de Clervaux n'ont pas trompé notre attente ; nous y avons trouvé un nombre très considérable de documents inédits de la plus haute valeur. Beaucoup de lacunes que nous savions exister dans les registres sur l'histoire du pays ont été comblées. Ce sont surtout, comme du reste il fallait s'y attendre, les Ardennes dont l'histoire pourra maintenant être établie avec plus de sûreté. »

En parcourant la volumineuse table alphabétique, en quatre-vingt-onze pages, des noms d'hommes et de lieux, on verra mieux quelles ressources offre ce recueil dont elle facilite l'usage ; plusieurs milliers de noms y figurent ; et les articles les plus importants, comme ceux d'Arlon, Echternach, Luxembourg, Mayence, Metz, Prum, Thionville, y

sont même subdivisés par matières. Le plus étendu de tous a de nombreuses rubriques ; il concerne naturellement Luxembourg considéré : 1^o comme ville ; administration municipale, capitaines et prévôts, sous-prévôts, échevins, etc., églises, chapelles, couvents, abbés, lieux dits, rues, notaires, juifs ; 2^o comme pays : princes, gouverneurs généraux, lieutenants généraux ; 3^o comme siège des nobles : justiciers des nobles, lieutenants justiciers, greffiers ; 4^o comme chef-lieu du duché : conseil provincial, présidents, greffiers, huis-siers, compétence, sentences ; assemblée des États : celleriers, drossarts, échansons, gardes des chartes, procureurs et receveurs généraux, dénombremens, impôts, invasions, dommages, passage et entretien des troupes, monnaies, etc.

En somme cette publication fait honneur à l'Institut R. G.-D. de Luxembourg, dont la section historique donne, chaque année, pour la minime cotisation de cinq francs, un volume de mémoires accompagnés de planches ou un recueil de documents ; et

cela dans un pays et une ville dont la population ne dépasse guère celle d'un de nos bons arrondissemens et de son chef-lieu. Bien peu de nos sociétés de province en font autant ; toutes devraient s'efforcer d'imiter le bel exemple donné par quelques-unes d'entre elles et préparer des matériaux pour l'histoire de la ville et de la circonscription où elles siègent. Quelques milliers de francs alloués chaque année aux plus actives, ou mieux une souscription à deux cents exemplaires pour tous les recueils de documents, leur permettrait d'éditer successivement les cartulaires, terriers, obituaires, comptes des receveurs généraux et particuliers, et autres sources de notre connaissance du passé. Ces encouragemens à la haute érudition seraient plus utiles que de folles dépenses pour l'instruction élémentaire, déjà fort répandue et largement subventionnée, qui contribue à la prospérité d'une nation à peu près autant que les progrès du dessin linéaire à sa gloire artistique.

E. BEAUVOIS.

L'Administrateur Gérant : VICTOR PALMÉ.

LETTRE
DE
N. T. S. P. LE PAPE LÉON XIII

*A Nos chers Fils les cardinaux de la Sainte Église romaine,
Antoine de Luca, vice-chancelier de la S. E. R., Jean-Baptiste
Pitra, bibliothécaire de la S. E. R., Joseph Hergenroether,
préfet des archives du Vatican.*

LÉON PP. XIII,

Nos chers Fils, Salut et Bénédiction apostolique.

Nous n'avons pu fréquemment considérer quels artifices inspirèrent le plus de confiance à ceux qui s'efforcent de rendre suspectes et odieuses l'Église et la Papauté, sans reconnaître, qu'avec beaucoup de force et de perfidie ils s'attaquaient à l'histoire du christianisme, et surtout à la partie de cette histoire qui embrasse les actes des Pontifes Romains dans leur liaison avec les destinées de l'Italie. — Frappés par la même observation, plusieurs évêques de cette contrée se sont déclarés non moins émus des maux passés qu'effrayés de l'avenir. En effet, il est aussi dangereux qu'injuste de sacrifier la vérité de l'histoire à la haine du Pontife Romain, dans le dessein manifeste de mettre par force les souvenirs du passé, travestis par le mensonge, au service des innovations italiennes. — Notre devoir étant donc, non seulement de revendiquer les autres droits de l'Église, mais de venger contre une injuste attaque la dignité et l'honneur du Siège Apostolique, voulant qu'enfin la vérité soit victorieuse, et que les Italiens sachent quelle fut pour eux dans le passé et quelle sera dans l'avenir la plus abondante source de bienfaits, Nous avons résolu, Nos chers Fils, de vous communiquer Nos vues sur ce grave sujet, et d'en confier l'exécution à votre sagesse.

Les incorruptibles monuments de l'histoire, à les considérer avec un esprit calme et dégagé de préjugés, sont par eux-mêmes une apologie magnifique et spontanée de l'Église et du Pontificat. On peut, en effet, y voir clairement représentées la vraie nature et la grandeur des institutions chrétiennes. A travers de redoutables combats et d'éclatantes victoires, l'Église apparaît dans sa force et sa vertu divine; et par le témoignage évident des faits, se révèlent et brillent les bienfaits considérables que les Pontifes Romains ont répandus sur tous les peuples, mais avec plus d'abondance sur le sol où la divine Providence a placé le Siège Apostolique. Aussi convenait-il à ceux qui, par toutes sortes d'efforts, ont assailli le Pontificat, de ne pas épargner l'histoire, témoin de ces grandes choses. Et certes, ils ont entrepris d'attenter à son intégrité, et avec un art et une perversion tels que les armes excellemment préparées pour repousser les agressions sont devenues entre leurs mains des traits offensifs.

C'est le genre d'attaque adopté, il y a trois siècles, par les Centuriateurs de Magdebourg. Voyant en effet que les auteurs et les fauteurs des opinions nouvelles n'avaient pu abattre les remparts de la doctrine catholique, par une nouvelle stratégie ils poussèrent l'Église dans les discussions historiques.— L'exemple des Centuriateurs fut renouvelé par la plupart des écoles en révolte contre l'ancienne doctrine, et suivi, ce qui est d'autant plus malheureux, par plusieurs, catholiques de religion et de race italienne. Ainsi, dans le dessein que Nous avons signalé, on se mit à scruter les moindres vestiges d'antiquités; à fouiller partout les recoins des archives; à remettre en lumière des fables futiles; à répéter cent fois des impostures cent fois réfutées. Mutilant souvent ou rejetant habilement dans l'ombre les faits qui constituent comme les grandes lignes de l'histoire, on se plut à dissimuler en les passant sous silence les actes glorieux et les bienfaits mémorables, pendant qu'on redoublait d'attention pour signaler et exagérer ce qui pouvait être moins prudent et moins irréprochable; bien qu'éviter tout en ce genre soit plus difficile que ne le comporte la nature humaine. On a même cru permis de scruter, avec une sagacité perverse, les secrets douteux de la vie privée, saisissant ainsi et mettant en relief tout ce qui semblait offrir à la multitude avide de scandales l'appas d'un spectacle et d'une diffamation.

Parmi les plus grands Pontifes, même ceux d'une vertu éminente ont été accusés et flétris comme ambitieux, superbes, impérieux. A ceux dont les gestes glorieux défilent la haine, on a reproché leurs intentions ; et mille fois on a entendu ce cri insensé que l'Église avait nui au progrès des esprits, à la civilisation des peuples. En particulier, le principat civil des Pontifes romains, fondé non sans un dessein providentiel, pour sauvegarder leur indépendance et leur majesté, cette souveraineté aussi légitime dans son droit de possession que recommandable par des bienfaits sans nombre, a été en butte aux traits les plus acérés de la malveillance et de la calomnie.

Les mêmes machinations ont lieu aujourd'hui, et certes plus que jamais on peut dire en ce temps-ci que l'art de l'historien est une conspiration contre la vérité. Ainsi, les anciennes accusations étant remises en circulation, on voit le mensonge se glisser audacieusement dans de volumineuses compilations et d'exigus pamphlets, dans les feuilles volantes du journalisme et sous les décors séduisants du théâtre. Trop nombreux sont ceux qui veulent que le souvenir des vieux temps soit l'auxiliaire des outrages. — De nos jours, la Sicile en a fourni une preuve quand, à l'occasion de certain souvenir sanglant, on a lancé contre l'honneur de nos prédécesseurs des invectives consignées, en termes grossiers, sur des monuments permanents. C'est ce qu'on vit encore peu après, quand on rendit des honneurs publics à cet homme de Brescia que son génie séditieux et son hostilité contre le Saint-Siège ont rendu tristement fameux aux yeux des siècles suivants. Derechef on s'est empressé d'exciter les haines populaires, et d'agiter contre les plus grands Papes les torches ardentes de la calomnie. S'il a fallu pourtant rappeler des traits tout à fait honorables à l'Église et dont la lumière éclatante confondait toutes les noirceurs de la calomnie, à force d'atténuation et de dissimulation on a fait en sorte que la moindre part possible d'éloge et de mérite en revint aux Pontifes.

Mais le plus grave est qu'une telle méthode de traiter l'histoire a envahi même les écoles. Très souvent, en effet, on donne aux enfants, pour les instruire, des manuels parsemés de ces mensonges ; et, surtout si la perversité ou la légèreté du maître s'y prête, les jeunes lecteurs, familiarisés avec ces récits, sont faci-

lement pris de dégoût pour la vénérable antiquité, et imbus d'un mépris impudent pour les choses et les personnes les plus saintes. Au delà des lettres élémentaires, il n'est pas rare que le danger soit plus considérable ; car, dans les études supérieures, le récit des faits conduit à l'examen des causes ; de cet examen on prétend tirer des théories sur lesquelles on bâtit des préjugés téméraires, le plus souvent en désaccord flagrant avec la révélation divine, et dont le seul et véritable motif est de dissimuler et de supprimer tout ce que les institutions chrétiennes ont eu de plus salulaire dans le cours des choses humaines et dans la succession des événements. Ainsi font la plupart, examinant peu combien ils sont inconséquents, à quelles absurdités ils se livrent, et quelle masse de ténèbres ils répandent sur ce qu'on nomme la philosophie de l'histoire. En somme, sans descendre aux détails, le plan général d'enseigner l'histoire a pour but de rendre l'Église suspecte, les Papes odieux, et de persuader surtout à la foule que le gouvernement pontifical est un obstacle à la prospérité et à la grandeur italiennes.

Or, on ne peut rien dire qui révolte davantage la vérité, au point qu'il faut grandement s'étonner que de telles accusations, si fortement réfutées par tant de témoignages, puissent encore paraître vraisemblables à plusieurs.

En vérité, c'est à l'éternelle mémoire de la postérité que l'histoire consacre les immenses mérites du Pontificat romain envers l'Europe, et par excellence envers l'Italie qui, plus que toute autre, comme il était naturel, a reçu du Saint-Siège la plus grande somme d'avantages et de faveurs. Il faut en premier lieu tenir compte de ce que les Italiens ont conservé intacte et sans dissidence l'unité religieuse : inestimable bien des peuples, qui donne à ceux qui en jouissent la plus ferme garantie pour la prospérité de la famille et de la société.

Et pour toucher un point spécial, nul n'ignore que, dans l'effondrement des grandeurs romaines, aux formidables invasions des barbares les Papes opposèrent, entre tous, une très vaillante résistance ; et qu'on a dû à leur sagesse et à leur constance si plus d'une fois la fureur des ennemis a été réprimée, le sol italien préservé du carnage et de l'incendie, Rome sauvée de la destruction. Puis, à cette époque où les empereurs d'Orient

portaient ailleurs les soucis de leur politique, l'Italie, dans son isolement et son dénuement, n'eut point d'autres tuteurs de ses intérêts que les Pontifes romains. Durant ces calamités, leur insigne charité, concourant avec d'autres causes, donna naissance à leur souveraineté, qui a eu cette gloire d'être toujours inséparable de la commune utilité. En effet, si le Saint-Siège a pu promouvoir tout ce qui intéresse le droit et la civilisation, s'il a pu étendre sa forte influence à l'ordre civil, et embrasser avec ensemble les besoins de la société, il ne faut pas ménager les actions de grâces au pouvoir temporel, qui a fourni, pour exécuter ces œuvres considérables, la liberté et les ressources nécessaires.

Bien plus, si Nos prédécesseurs ont dû, dans la conscience de leur devoir, défendre leurs droits de souverains contre l'ambition des envahisseurs, par là même ils ont plus d'une fois préservé l'Italie de la domination étrangère. L'histoire a pu, récemment encore, constater quelque chose d'analogue, alors que le Saint-Siège, tenant ferme devant les armes victorieuses d'un très grand empereur, obtint du congrès des Rois que tous ses droits de souveraineté fussent restitués. — Les peuples d'Italie n'ont pas moins profité de la résistance indépendante des Papes aux injustes passions des princes ; comme aussi de l'héroïsme avec lequel, groupant toutes les forces de l'Europe dans une commune alliance, ils ont soutenu les terribles chocs des Turcs, s'avançant à coups redoublés et meurtriers. Deux grands combats, qui ont détruit les bandes ennemies de l'Italie et de la Chrétienté, l'un dans les plaines de la Lombardie, l'autre dans les eaux de Lépante, furent préparés et livrés à l'aide et sous les auspices du Siège apostolique. Les expéditions en Terre Sainte, entreprises par l'impulsion des Papes, ont eu pour résultat la gloire et la puissance navales des Italiens. De même les républiques populaires ont emprunté à la sagesse des Pontifes leurs lois, leur vie, leur durée. — A l'honneur du Saint-Siège revient la plus grande part du renom que l'Italie s'est acquise dans les sciences et les beaux-arts. Les lettres grecques et latines eussent péri, peu s'en faut, si les Papes et le clergé n'eussent sauvé du naufrage les débris des œuvres anciennes. A Rome, ce qui s'est fait et accompli parle encore plus haut : les monuments antiques conservés à grands frais, les chefs-

d'œuvre nouveaux créés et perfectionnés par le génie des princes de l'art, les musées et les bibliothèques fondés, les écoles ouvertes à l'éducation de la jeunesse, l'inauguration de grands lycées : toutes choses qui ont porté Rome à ce point d'honneur que, d'une voix unanime, elle est jugée la mère des beaux-arts.

De ces faits et d'autres encore sort une clarté si lumineuse, qu'il n'est personne qui ne voie que représenter la Papauté en soi, ou seulement le pouvoir temporel des Papes, comme funeste à la race italienne, ce n'est autre chose que mentir volontairement sur des faits évidents et notoires, c'est sciemment tromper dans un but criminel, c'est par méchanceté empoisonner l'histoire : reproche bien autrement grave s'il s'agit de catholiques et nés en Italie, car ceux-ci, la reconnaissance, l'honneur de leur foi et l'amour de la patrie devraient les porter, non seulement à étudier, mais à défendre la vérité.

Et puisque, parmi les protestants mêmes, plusieurs se sont rencontrés, d'un esprit assez pénétrant, assez impartial pour dépouiller une foule de préjugés et, poussés par la force de la vérité, rendre hommage au Pontificat Romain, en confessant qu'il a rendu de grands services à la civilisation et à l'ordre public, c'est une indignité que plusieurs parmi nous osent protester ; que dans l'enseignement de l'histoire, ils préfèrent les thèses hasardées : partisans et prôneurs d'étrangers, les admirant d'autant plus qu'ils insultent davantage les institutions catholiques, et se montrant au contraire pleins de mépris pour nos plus grands écrivains, qui, dans les récits de l'histoire, n'ont pas voulu séparer du dévouement à la patrie le respect et l'amour du Siège apostolique.

Et cependant, on a peine à croire quel mal meurtrier c'est de rendre l'histoire esclave de l'esprit de parti et des passions mobiles des hommes. Elle ne sera plus *la maîtresse de la vie et le flambeau de la vérité*, telle qu'à bon droit les anciens l'ont définie ; mais elle deviendra la flatteuse des vices et l'auxiliaire de la corruption, surtout pour la jeunesse dont elle remplira l'esprit d'opinions insensées, et qu'elle détournera des mœurs honnêtes et modestes. Car l'histoire saisit, par de très vifs attrait, l'âme prompte et ardente des jeunes gens. Ce tableau de l'antiquité, ces images de personnages évoqués par le récit et comme

rendus à la vie, sont avidement embrassés par l'adolescent, et restent pour la vie profondément gravés dans son esprit. Aussi, le poison une fois bu par la jeunesse, il est difficile et presque impossible d'y remédier ; car il y a peu d'espoir qu'avec l'âge vienne un jugement plus droit, en désapprenant ce qu'on avait appris ; d'autant que peu se prêtent à étudier l'histoire mûrement et à fond, et que, dans un âge plus avancé, le commerce de la vie offre peut-être plus d'occasions de confirmer que de corriger les erreurs.

Il est donc hautement important de pourvoir à ce danger pressant, et d'empêcher à tout prix qu'on ne transforme le très noble métier d'historien en fléau public et domestique des plus graves. Il faut que les hommes de cœur, savamment versés en ce genre d'études, se dévouent à écrire l'histoire de telle sorte qu'elle soit le miroir de la vérité et de la sincérité ; et que les accusations insultantes, depuis trop longtemps accumulées contre les Pontifes romains, soient dissipées doctement et convenablement ; qu'à de maigres narrations on substitue des investigations laborieuses et conduites à maturité ; qu'on oppose aux arrêts téméraires un jugement prudent, aux opinions frivoles, une critique savante. Il faut énergiquement s'efforcer de réfuter les mensonges et les faussetés, en recourant aux sources ; ayant surtout présent à l'esprit, *que la première loi de l'histoire est de ne pas oser mentir ; la seconde de ne pas craindre de dire vrai ; en outre, que l'historien ne doit prêter au soupçon ni de flatterie, ni d'animosité.* — Il faut, pour l'usage des écoles, des manuels qui, laissant la vérité sauve, écartant tout danger des jeunes gens, honorent et étendent l'art de l'historien. Pour parvenir à cet objet, il faut qu'après avoir rédigé des œuvres plus amples, conformes aux documents jugés les plus certains, il ne reste plus qu'à extraire de ces ouvrages les points principaux, que l'on exposera avec clarté et brièveté ; tâche facile à vrai dire, mais qui ne sera pas de médiocre utilité, très digne par conséquent d'occuper le labeur des nobles esprits.

Ce champ d'études n'est pas d'ailleurs nouveau et inexploré ; de très grands hommes y ont laissé plus d'un vestige. Car l'histoire ayant été jugée par les anciens comme tenant de plus près aux choses religieuses qu'aux profanes, l'Église, dès son origine, en a aimé la culture. Au début de l'ère chrétienne, à tra-

vers des tempêtes sanglantes, nombre d'actes et de documents historiques ont été sauvés intégralement. Aussi, à l'aurore de temps plus calmes, l'Orient et l'Occident ont vu les travaux des Pamphile Eusèbe, des Théodoret, des Socrate, des Sozomène et d'autres. Après la chute de l'empire romain, il en fut de l'histoire comme des autres arts libéraux. Elle trouva son seul refuge dans les monastères, et n'eut que les clercs pour la cultiver ; de telle sorte assurément que si les cloîtres eussent négligé la rédaction des annales pendant un long intervalle de temps, nous n'aurions presque aucune connaissance même des événements civils.

Parmi les modernes, il suffit d'en nommer deux qui n'ont pas été égalés, Baronius et Muratori : l'un qui, à la force du génie, à la pénétration du jugement ajouta par surcroît une prodigieuse érudition ; l'autre qui, *bien que souvent digne de censure en ses écrits*¹, a rassemblé pour illustrer les fastes de l'Italie une masse de documents que nul n'a surpassée. A ces noms il serait aisé d'en ajouter d'autres, grands et renommés, parmi lesquels Nous sommes heureux de rappeler Angelo Mai, l'honneur et la gloire de votre amplissime Collège.

Quant à la philosophie de l'histoire, le grand docteur de l'Eglise, Augustin, le premier de tous, en a conçu et exécuté le plan. Après lui, ceux qui ont mérité d'être mentionnés, ont eu le plus grand soin de prendre Augustin pour maître et pour guide, et de s'inspirer de ses écrits et de ses commentaires. Au contraire, ceux qui se sont écartés des vestiges de ce grand homme, par toutes sortes d'erreurs se sont éloignés du vrai, parce qu'il leur a manqué, en parcourant les évolutions et les phases des sociétés, la science des causes qui régissent l'humanité.

Si donc l'Eglise, à toute époque, a bien mérité de la science historique, qu'elle en mérite bien encore, d'autant plus que la raison des temps lui impose cet honneur. Car, ainsi que Nous l'avons dit, puisque l'ennemi puise surtout ses traits dans l'histoire, il faut que l'Eglise combatte à armes égales, et là où plus violente est l'attaque, qu'elle redouble d'efforts pour repousser plus vaillamment l'assaut.

Dans ce dessein, Nous avons déjà ordonné qu'il serait autant

¹ Benoît XIV, lettre au grand inquisiteur d'Espagne, du 31 juillet 1748.

que possible permis d'user de toutes les ressources que nos archives offrent au développement de la religion et des bonnes études. De même aujourd'hui Nous déclarons que, pour préparer les œuvres historiques dont Nous avons parlé, Notre Bibliothèque Vaticane fournira les matériaux opportuns. — Nous ne doutons pas, Nos chers Fils, que l'autorité de vos charges et le renom de vos mérites ne vous procurent aisément l'aide d'hommes érudits, exercés dans l'art d'écrire l'histoire, à qui vous puissiez assigner une tâche, chacun selon ses facultés, conformément à certaines règles sanctionnées de Notre autorité. Et à tous ceux qui contribueront à cet objet par leur zèle et par leur travail, Nous commandons ardeur et courage, et pleine confiance en Notre entière bienveillance. L'œuvre, en effet, mérite Nos empressements et Notre patronage, et d'elle Nous attendons de nombreux avantages. Il faut nécessairement que le jugement de l'opinion cède aux arguments convaincants ; et la vérité, malgré les efforts persévérants contre elle, les brisera et triomphera ; un moment elle peut être obscurcie, mais jamais éteinte.

Et plutôt à Dieu qu'une foule de travailleurs se sentissent animés à la recherche de la vérité ! ils tireraient de cette recherche des enseignements dignes de mémoire. Toute l'histoire crie qu'il y a un Dieu, modérateur par sa Providence suprême du mouvement varié et perpétuel des choses humaines, et qui, en dépit des efforts des hommes, fait tout concourir à l'accroissement de l'Église. L'histoire encore proclame que, malgré les combats et les assauts violents, le Pontificat romain est toujours resté victorieux, et que ses adversaires, déçus dans leurs espérances, n'ont fait que provoquer leur perte. L'histoire non moins évidemment atteste ce qui a été divinement prévu dès l'origine de Rome, c'est qu'elle donnerait aux successeurs du bienheureux Pierre une demeure et un trône, pour gouverner d'ici, comme d'un centre, indépendant de toute puissance, l'universelle république de la Chrétienté. Nul n'a osé s'opposer à ce plan divin de la Providence, que tôt ou tard il n'ait senti sa vaine entreprise échouer.

Voilà ce qu'on peut voir, comme buriné sur un monument exposé au grand jour, dans le témoignage de bientôt vingt siècles. Et qu'on ne s'attende pas à ce qu'autrement déposent les âges futurs. Aujourd'hui que prévalent les sectes conjurées des hommes

ennemis de Dieu et de l'Église, dans la guerre livrée au Saint-Siège, il n'est hostilité qu'on n'ose contre le Pontife romain. Par là on prétend énerver les forces et diminuer le pouvoir sacré des Papes, et même, s'il était possible, anéantir le Pontificat. Ce qui s'est passé ici, après la prise de la ville, ce qui se passe encore, ne laisse aucun doute sur les projets des architectes et des chefs du nouvel œuvre. — Il en est peut-être plusieurs qui se sont faits complices dans un autre dessein, celui de reconstituer et d'agrandir le pouvoir public. Par là s'est accru le nombre des assaillants de la Papauté, et le Pontife romain en est venu à la misérable condition que déplorent unanimement les nations catholiques. Toutefois, ceux-ci n'auront pas meilleur succès que d'autres qui ont eu même projet, même audace.

En ce qui concerne les Italiens, ce violent combat contre le Saint-Siège, entrepris avec autant d'imprudence que d'injustice, est l'origine, au dedans et au dehors, de grands désastres. Pour aliéner les esprits de la foule, on a dit que le Pontificat était ennemi des intérêts italiens, accusation inique et déraisonnable, comme le démontre assez ce que Nous avons rappelé. Mais, au contraire, comme il le fut de tout temps, il sera dans l'avenir, pour les nations italiennes, un gage de prospérité et de salut, parce qu'il est dans sa constante et invariable nature de faire le bien et d'être universellement utile. Il n'est donc pas admissible que des hommes soucieux de l'intérêt public privent l'Italie de cette grande source de bienfaits ; il n'est pas digne de patriotes italiens de faire cause commune avec ceux qui méditent uniquement la ruine de l'Église. Il n'est non plus ni profitable ni prudent de se mettre en conflit avec une puissance qui a pour garant de sa perpétuité Dieu même, l'histoire l'atteste ; avec une puissance religieusement vénérée des catholiques du monde entier, dont par conséquent l'intérêt est de la défendre de toute manière ; avec une puissance enfin nécessairement reconnue et grandement respectée des princes préposés au gouvernement public ; surtout en ces temps d'alarmes, où semblent trembler les fondements sur lesquels repose la société humaine. Donc tous ceux qui ont un véritable amour de la patrie, s'ils avaient la sagesse et l'intuition du vrai, ne devraient pas hésiter à consacrer tous leurs soins à éliminer les causes de ce fatal conflit et à satisfaire, de la manière qui seule convient, l'Église catho-

lique dans ses justes réclamations et dans l'anxieuse revendication de ses droits.

Rien du reste ne Nous est plus à cœur que de voir ces considérations pénétrer aussi profondément dans l'esprit des hommes qu'elles sont consignées visiblement dans les monuments historiques. A cette œuvre, Nos chers Fils, il vous appartiendra d'apporter la diligence et l'activité la plus grande.

Afin que votre labeur et celui de vos auxiliaires soit plus fructueux, à vous comme à eux tous, en gage de la protection céleste, Nous accordons avec amour la bénédiction Apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le XVIII^e d'août de l'an 1883, de Notre Pontificat la sixième année.

LEO PP. XIII.

LA JEUNESSE D'UN BARON

I

Tout ce qu'il pouvait apprendre au donjon paternel, l'enfant le sait : il a douze ans. Déjà, il porte envie à ceux qui *vont querre honor en estrange contrée* : il se sent à l'étroit ; il s'ennuie. C'est l'heure de le jeter en plein monde féodal, loin des siens, chez des étrangers, et de lui apprendre virilement et rudement la vie.

Donc, « avant d'être chevaliers, les jeunes nobles étaient attachés à d'autres chevaliers ¹. » Ils quittaient la maison paternelle, faisaient un long chemin et allaient, durant de longues années, suivre un cours de chevalerie chez un maître plus sévère et plus illustre que leur père. Ce nouvel éducateur du futur chevalier était le plus souvent quelque puissant baron ; c'était le seigneur suzerain, c'était surtout le Roi ².

Les Rois considéraient cette éducation moins comme une charge que comme un privilège auquel ils attachaient un grand prix. Il y a certains de nos romans qui sont nettement anti-féodaux et attribuent au seul Roi le pouvoir de conférer la chevalerie ; il y a des textes historiques où l'on voit le prince revendiquer, comme un droit, cette éducation des jeunes nobles dans son palais et dire fièrement à tous ses barons : « Envoyez-

¹ Sainte Palaye, *Mémoires sur l'ancienne chevalerie*, I, 6 et 28.

² Schultz cite des textes haut-allemands à l'appui de cette proposition : « Vers l'âge de douze ans, le jeune noble (s'il ne devait pas hériter du domaine) était envoyé à la cour d'un prince. » Sainte Palaye dit mieux encore, parlant surtout de la France : « A défaut des secours paternels, une infinité de cours de princes étaient des écoles toujours ouvertes où la jeune noblesse recevait les premières leçons du métier qu'elle devait embrasser. » (I, 3). Même coutume en Espagne : « Mos erat tunc temporis apud Gothos ut domicelli et domicellæ, magnatum filii, in regali curia nutrentur. » (Rodrigue de Tolède, *De rebus Hispaniæ*, lib. III, cap. XIX ; cité par Du Cange, etc., etc.)

moi vos fils ¹. » Il est certain que la Royauté affirmait par là sa suprématie sur tous autres seigneurs, se créait des partisans dévoués et se préparait une excellente armée. Faut-il ajouter que cette jeunesse embellissait et animait les cours : *De leur beauté le palais resplendit*.

Quant aux grands barons, ils s'efforçaient, en cela comme en tout, d'imiter le Roi, et attiraient chez eux les fils de leurs chevaliers. C'était à qui aurait chez lui une école de chevalerie.

Faire l'éducation des futurs chevaliers, c'est ce qu'on appelait les *nourrir*. « Voilà un de mes *nourris*, » disait-on en voyant passer un de ces enfants. Telle était l'expression technique. Elle était significative ².

Plus un baron avait de renommée, plus il avait de *nourris* à sa cour. Quand l'auteur de *Raoul de Cambrai* veut faire l'éloge de son héros, il observe que, depuis Cambrai jusqu'en Ponthieu, il n'y avait pas de baron qui ne lui confiât son fils ou son *nourri*, son cousin ou son neveu ³. Tout au contraire, dans *Jourdain de Blaivies*, le traître Fromont est obligé de se montrer impératif, quand il demande à son vassal Renier de lui laisser le jeune Jourdain pour le préparer à la chevalerie ⁴. Quant à l'Empereur, il ne craint pas, en de telles occasions, d'aller jusqu'à donner des ordres. C'est ainsi que Charles mande un jour à Aimeri de Narbonne d'avoir à lui amener sur-le-champ ses quatre fils aînés : « Ils me serviront six ans. Puis, j'en ferai des chevaliers et leur donnerai de beaux fiefs ⁵. » On ne discutait pas de tels commandements ; on partait.

Il est certain que l'éducation et la « nourriture » de tant de jeunes gens induisaient les barons et les rois en de grandes

¹ « Nunius vero, pater ejus, fere ab omnibus Castellæ militibus domicellos filios *petiit nutriendos*. » (Rodrigue de Tolède l. 1, lib. V. cap. 2.)

² Donner la vuel à un de mes *nourris* (*Raoul de Cambrai*, éd. Le Glay, p. 252). Cf. p. 21. Les jeunes damoiseaux étaient en réalité « nourris » chez le roi ou chez les seigneurs qui se chargeaient de leur éducation.

³ Or n'a baron de ci que en Ponti, — Ne li envoie son fil ou son *nourri* — Ou son neveu, ou son cousin germain (*Raoul de Cambrai*, l. c., p. 21.)

⁴ Fromont fut fel, li traîtres faillis. — Un jor encontre Renier, et si li dist : — « Sire Renier, laissez moi vostre fil. — Ge l'ferai bien contraer et garnir. — Tant que il puist desor cheval seïr. — Et qu'il porra ses garnemens souffrir. » (*Jourdain de Blaivies*, v. 772-776.)

⁵ *Enfances Guillaume*, Bibl. nat. fr. 1448, f° 68 vo. 69 ro. Cf. *Épopées Françaises*, 2^e édit., IV, 289.

dépenses ; mais ils s'en dédommageaient en demandant à ces enfants un véritable service auprès de leurs personnes. De très bonne heure ils en faisaient des écuyers¹, et nous verrons bientôt qu'une telle fonction était loin d'être une sinécure. Puis, les *patrons* s'estiment toujours heureux d'avoir une nombreuse *clientèle*, et la paient. Or, c'était là une sorte de patronat. C'était le patronat militaire et féodal.

Les temps que nous essayons de faire revivre étaient, par beaucoup de côtés, sincèrement primitifs et candides. Entre les *nourris* et ceux qui les « nourrissaient », un lien sacré ne tardait pas à se serrer, et rien ne le pouvait plus rompre. Le jeune noble devait à son éducateur une profonde, une inaltérable reconnaissance, et son respect pour lui revêtait le caractère filial. Ce maître était réellement un second père². Lorsque Roland, dans l'*Entrée de Espagne*, reçoit de Charlemagne le plus sanglant affront qu'un chevalier puisse subir, lorsque l'Empereur le frappe d'un coup de gant au visage, l'insulté bondit sous l'insulte, il rougit, il tremble, il s'élance sur le Roi, il va le frapper. Mais soudain il s'arrête, ses bras retombent, il recule. Que s'est-il donc passé en lui ? Il s'est souvenu tout à coup que Charles « l'avait nourri petit enfant³. » Plus tard, à Roncevaux, quand ce même Roland sera sur le point de remettre son âme aux Anges qui l'attendent, une de ses dernières pensées (la plus touchante peut-être) sera pour l'éducateur de sa jeunesse : « Il est « là gisant sous un pin, le comte Roland. — Il se prend à se « souvenir de « plusieurs choses, » — De tous les pays qu'il a « conquis. — Et de douce France, et des hommes de sa race, « — Et de Charlemagne, son seigneur, *qui l'a nourri*⁴. » Mais il est un poème où la « nourriture » tient encore une plus grande place : c'est *Raoul de Cambrai*, c'est cette chanson de cannibales, c'est cette épopée où le sang coule à pleins bords. Deux personnages y sont au premier rang, qui attirent et

¹ *Jourdain de Blaivies*, v. 803, etc.

² « Quant [Foulques Fitz Warin] fuit de set ans, si le manderent à Joce de Dinan pur aprendre et norir : quar Joce fu chevalier de bone aprise, et il le nory en ses chambres ou ses enfants. » (*Foulques Fitz Warin*, p. 29 des *Nouvelles françaises du xiv^e siècle*, publiées par Moland et d'Héricault.)

³ Bibl. de Saint-Marc à Venise, ms. fr. n° XXI, fo 216, 217.

⁴ *Roland*, v. 2375-2380. Cf. *Garin*, cité par Du Cange : Mon droit seigneur qui soef me norit. — Qui m'adouba et chevalier me fist. »

retiennent le regard : c'est, d'un côté, ce grossier et cruel Raoul qui, comme nous l'avons vu, met un jour le feu au moutier d'Origni et commet vingt autres crimes ; c'est, d'autre part, le bon vassal Bernier, que Raoul a jadis élevé et fait chevalier. Or Raoul, parmi les nonnes d'Origni, brûle un jour la propre mère de Bernier. Raoul fait plus : il insulte à vingt reprises son vassal et finit par le frapper à la tête ¹. Vous vous étonnez peut-être que Bernier ne réponde pas à ces insultes par d'autres insultes, à ces coups par d'autres coups, et se contente de quitter un seigneur aussi brutal. Pourquoi tant de mansuétude ? C'est qu'il a été « nourri » par lui. Tel est le sentiment qui l'anime durant tout le poème, et dont l'expression est presque redondante. Il est vrai qu'à la fin du poème le *nourri* en vient à tuer son seigneur en combat singulier ; mais il ne le fait qu'à son corps défendant et *en larmoyant sur son elme* ². Puis, quel repentir ! « Je fus fou de le tuer : il m'avait nourri et fait chevalier ³. » Plein d'un remords qui ne fait que grandir, il veut faire amende honorable par un rude et lointain pèlerinage, et meurt, assassiné, sans avoir pu se pardonner d'avoir été contraint à tuer Raoul, « qui l'avait nourri. » Dans cet épisode on sent, n'est-il pas vrai, vivre et frémir plusieurs siècles de notre histoire ⁴ ?

II

Soit qu'il fût nourri à la cour d'un prince ou dans le château d'un seigneur étranger, soit qu'il achevât dans le donjon paternel son éducation chevaleresque, le jeune noble recevait différents noms dont il est nécessaire de bien déterminer le sens. On

¹ *Raoul de Cambrai*, éd. Le Glay, pp. 67, 68, etc.

² *Ibid.*, p. 123.

³ *Ibid.*, p. 273.

⁴ Joce de Dinant a nourri, depuis sept jusqu'à dix-huit ans, Foulques Fitz Warin. Celui-ci ne l'oublie pas et s'en montre reconnaissant. Il se bat en effet pour celui qui l'a nourri et le sauve. Et celui-ci de s'écrier : « Beal fitz, fet il, beneit seyt le temps que je vus unque nory. Quar jamès son traveyl ne perdra qe pur prudhome fra. » (*Foulques Fitz Warin, Nouvelles françaises du XIV^e siècle*, publiées par Moland et d'Héricault, p. 33.) A ses gens qui fuient devant Ogier, l'archevêque Turpin jette ces mots comme un sanglant reproche : « Malvaise gent,... — *Nor is vos ai...* — Par saint Remi mult l'ai mal emploïé. » (*Ogier*, v. 9321.)

l'appelait *enfant* et *damoiseau*. Mais il importe, pour débayer le terrain, de nous demander si le mot *bachelier* a le même sens que les précédents, et s'il exprime, comme eux, un « aspirant à la chevalerie. »

Il est certain qu'à l'origine ce mot, quelque peu ondoyant, a désigné un petit propriétaire rural, et, plus tard (à l'époque féodale) le possesseur ou tenancier d'un petit bien terrier ¹. Le *baccalarius* était pauvre, mais libre et noble. Bref, c'était un gentilhomme campagnard, mais qui ne possédait qu'un *prædium*, et qui, pour répondre au *ban*, se rendait tout seul, sans vassal, à l'armée du Roi ou à l'ost du seigneur. Ce mot, durant tout le moyen âge, a conservé cette signification primitive, et implique assez souvent une condition médiocre et, à tout le moins, voisine de la pauvreté. Tel en est le premier sens, qui est heureusement condensé dans ce vers du *Couronnement Loöys* : « Bachelier estes, de tere avez mestier ², » et d'où le second dérive fort naturellement ³.

¹ Du Cange, au mot *Baccalarius*.

² V. 1359.

³ Nous allons résumer ici en quelques propositions la doctrine de Du Cange, qui est éparse en ses *Dissertations* sur Joinville et en son *Glossaire* : 1° La *Baccalaria* est une sorte de bien rural, *prædii rustici species*; 2° Il y a des *bacheleries* de cinq, de dix manses, etc.; 3° Les propriétaires ou possesseurs des *baccalariæ* sont appelés *baccalarii*; 4° Ce sens primitif des deux mots *baccalaria* et *baccalarius* se trouve en particulier dans les Cartulaires du midi (Beaulieu, Saulxchillanges, Conques); 5° En Espagne, à Barcelone, le mot *baccalarius* a même revêtu un caractère plus bas, et désigne des *rustici* qui ne sont aucunement nobles; 6° Partout et toujours les bacheliers sont représentés comme inférieurs aux comtes, aux vicomtes, aux barons et même aux châtelains; 7° Ils sont, en particulier, opposés aux *milites vexilla ferentes* de Matthieu Paris; aux *gaudentes insignibus vexilli* de Rigord, aux bannerets enfin qui possèdent *plura et majora prædia* et leur sont visiblement supérieurs. Dans un compte de 1340, on paie 30 sous à un banneret et 15 sous seulement (la moitié moins) à un « chevalier-bachelier »; 8° Les bacheliers sont considérés comme une seconde ou même comme une troisième espèce de chevaliers : *Milites secundi et tertii ordinis* (Brunon, *De bello Saxonico* : Guillaume le Breton, *Philippide*), comme des *minores milites* (Matthieu Paris, ann. 1215), comme des *milites mediæ nobilitatis* (Guillaume, archidiacre de Lisieux, en son Histoire de Guillaume le Bâtard, cap. LXXIX). Par une absurde étymologie, on a été jusqu'à dire, « bachelier = bas chevalier. » 9° Ce sens se retrouve en un certain nombre de textes, romans dont il est impossible de contester l'importance : « A un CHEVALIER-BACHELIER — Qui par pauvreté vot aler — Droit en Palle à Robert Guiscard (Philippe Monskes). » — « Povres bacheliers estoit, tant com son oncles vesqui. » (Hist. de Guillaume, comte de Ponthieu, etc., etc.) V. Du

Par une extension facile à comprendre, le même mot fut un jour employé pour désigner le jeune noble qui, n'étant pas marié ¹ et ayant encore ses parents, ne possédait pas de fief et devait, lui aussi, se rendre sans vassal à l'ost féodale ou royale. Ce n'est plus ici, notez-le bien, l'idée de PAUVRETÉ qui domine, mais celle de JEUNESSE : et voilà comment *bachelier* en vint à être nettement le synonyme de « jeune. » Quand, plus tard, la notion du chevalier-banneret deviendra plus précise et, en quelque manière, plus officielle, on opposera le bachelier au banneret ²; c'est-à-dire au chevalier qui a déjà acquis des fiefs par héritage ou par mariage, et qui fait fièrement son entrée à l'ost avec plusieurs vassaux sous sa bannière ³. Mais encore ici, c'est l'idée de jeunesse qui l'emporte, et un vers de *Foulques de Candie* peut passer pour la meilleure de toutes les définitions : *Joenes hom estes et encor bacheler*. Et ailleurs : *Bachelers fut et de joene jovent* ⁴. Cette belle jeunesse est, d'ailleurs, l'élément militaire sur lequel les princes sont le plus en droit de compter, dans les circonstances vraiment difficiles. Les Païens envahis-

Cange, qui cite des textes nombreux à l'appui de chacune des propositions précédentes, au mot *Baccalarius* de son *Glossaire* et en la neuvième de ses *Dissertations sur l'histoire de saint Louis*.

¹ On les appelle « varlets à marier. » *Homo qui non habuerit uxorem et est bachelarius*. » (Charte de Mahaut, comtesse de Nevers en 1223, citée par Du Cange, qui met parfaitement en relief ce sens d'adolescent donné aux mots *baccalarius* et *bachelier*.)

² Dans toutes les *montres* du *xiv^e* et du *xv^e* siècle, cette opposition est constamment mise en lumière : « Messire Fouque, chevalier banneret ; Messire Jehan Luce, chevalier bachelier, etc., etc. » (Montre de 1386, pour Monseigneur Fouque, sire de Monchanu, etc., etc.) Les écuyers ne viennent, tout naturellement, qu'en troisième ligne.

³ Un bachelier pouvait, avec l'âge, devenir banneret. (Du Cange, *l. c.*)

⁴ Cf. *Gariy*, cité par Du Cange : *Trestut meschins et joene bacheler*. C'est dans ce sens qu'il faut entendre ces deux vers de Raoul de Cambrai où *bachelor* est simplement synonyme de « jeune » : « Chevaliers est cis à cel mental gris. — Et li autre est *bachelor* et meschin (éd. Le Glay, p. 321), » et ce vers de *Jourdain de Bluvies* : « Quant ot quinze ans, si ot bel *bachelor* (v. 767). » Même observation pour les vers suivants de *Huon de Bordeaux* : « Mais à son ju entent li bachelers : — De se maisnie perdi l'enfer asés » (v. 7439-7500). Ce sens de « jeune » a encore causé d'autres méprises chez certains de nos poètes, supposant (TRÈS RAREMENT, il est vrai) l'existence de *bacheliers* qui ne sont pas encore *chevaliers*. Un jour Aiol est reçu chez un hôte dont quatre fils sont aspirants à la chevalerie : « Chi voi teus *bachelers*, *chevaliers* pevent estre. » (*Aiol*, v. 6467, Cf. v. 4314 et *Renaus de Montauban*, p. 46, v. 37.) C'est une déviation de sens, facile à comprendre. Au lieu de *bacheliers*, lisez ici « jeunes gens. »

sent-ils la chrétienté, menacent-ils Rome ou la France ? c'est aux bacheliers que l'on fait tout d'abord appel. N'ayant ni femme, ni enfants ¹, ils craignent moins la mort et aiment moins la vie. Ils forment un corps d'armée à part : c'est la jeune garde. Dans le grand combat d'Aspremont, Ogier se démène superbement à la tête de deux mille bacheliers ²; et, dans cette suprême bataille contre l'Émir, où Charlemagne venge enfin le désastre de Roncevaux et la mort de son neveu Roland, la première *échelle*, le premier corps d'armée est composé de quinze mille bacheliers de France, « de nos meilleurs vaillanz. » Au milieu de cette élite et pour l'encourager à bien faire, Rabel et Guinemant portent ostensiblement, l'un l'épée, et l'autre le cor de Roland ³. On ne pouvait confier de telles reliques à une plus sûre, à une plus belle garde d'honneur ⁴.

Dans les guerres féodales, c'est encore, c'est toujours aux bacheliers qu'on fait appel. Lorsque l'Empereur donne à Gibouin le fief de Cambrai, Gueri le Sor s'emporte contre lui et lui jette un défi brutal : « Or s'apareillent li legier bachelier, — Cil qui volront les peines endurer ⁵. » Quand il y a quelque aventure à courir, quelque entreprise téméraire à risquer, quelque coup à tenter, en avant la jeunesse, en avant les bacheliers. Ils n'ont rien à perdre, et ont tout à gagner. En avant ⁶ !

Il ne nous reste plus qu'à nous demander si le bachelier était ou n'était pas chevalier. Et tel était en réalité le plus important des problèmes que nous nous proposons de résoudre.

¹ « Les bachelers et la jouvente. — Qi de conquerre orent entente. — Qi n'orent ni femme ni enfants... » (*Brut*, cité dans le Glossaire de Lacurne de Sainte Palaye, éd. L. Favre, II, 354.)

² *Chanson d'Aspremont*, Bibl. nat., fr. 25529, p. 58.

³ *Chanson de Roland*, v. 3014-3022.

⁴ Le second corps d'armée est aussi composé de quinze mille *bachelers du même pays*, et c'est dans la dixième échelle que sont les vieux chevaliers, les barons de France. La distinction est des plus claires.

⁵ *Raoul de Cambrai*, éd. Le Glay, p. 13.

⁶ Le type de ces appels aux bacheliers (nous essayons de procéder toujours par types) se trouve dans les vers suivants du *Charroi de Nîmes*. C'est Guillaume qui parle, au moment de commencer son expédition dans le midi de la France alors occupé par les païens : « Ice di-ge as povres bachelers. — As roncins clops et as dras descirez. — Quant ont servi por neant conquerer. — S'o moi se vuelent de bataille esprouver. — Ge lor donrai deniers et heritez, — Chasteaus et marches, donjons et fermetez... — Ce vueil-je dire as povres bachelers. — As escuiers qui ont dras depa-nez,... — Tant lor dorrai deniers et argent cler... (v. 642 et suiv.). »

Malgré l'autorité d'illustres savants qui définissent le bachelier « un jeune gentilhomme qui aspirait à être chevalier et tenait un rang entre le chevalier et l'écuyer, » j'estime que, dans nos poèmes chevaleresques des ^xⁱ, ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, le bachelier est toujours un chevalier ¹. Chevalier sans fortune, chevalier sans fief, chevalier très jeune ; mais enfin chevalier.

La question ne saurait plus vraiment être posée : elle est résolue par cent textes de nos vieux poèmes, qui ne laissent aucune place au doute ². Quand Guillaume Fièrrebrace revient de la chasse, il est accompagné de quarante bacheliers, qui tous *chevalier furent de novel adobé* ³. Ainsi parle l'auteur du *Charroi de Nîmes*, et celui de *Parise* n'est pas moins clair, quand il met en scène un *bachelor*, nommé Beuvon, qui a été récemment *adoubé* ⁴. Les mêmes hommes sont, à quelques vers de distance, qualifiés, dans *Renaus de Montauban*, de « chevaliers » et de « bacheliers » ⁵, et l'on voit très lucidement que les deux mots ont exactement la même valeur. Aiol est depuis longtemps chevalier, lorsqu'on l'appelle encore bachelier ⁶. Les bacheliers de la *Chanson de Roland* combattent avec la lance et l'épée, c'est-à-dire avec les mêmes armes que les vieux chevaliers, et ne sont aucunement placés au second rang. Il en est ainsi de tous les autres, et les quelques textes qu'on a pu citer en faveur de l'opinion contraire ne font que témoigner en faveur de la jeunesse des bacheliers.

Mais, au lieu de multiplier de telles preuves ⁷, je préfère raconter un épisode émouvant que j'emprunte à l'un de nos poèmes les plus sincèrement primitifs, à l'un de ceux qui eussent empêché Cervantes d'écrire son *Don Quichotte*... comme il l'a écrit. C'est encore de Guillaume qu'il est question et de ce retour de la chasse auquel nous avons dû faire allusion tout à

¹ Littré. C'était aussi l'opinion de Fauchet : « Bachelier était une dignité entre celle de chevalier et d'écuyer. » (*Origines*, liv. I, p. 83.)

² V. le *Glossaire* de Sainte Palaye, éd. L. Favre, II, pp. 354, 355.

³ *Charroi de Nîmes*, v. 23-25.

⁴ *Parise la Duchesse*, v. 1522.

⁵ Chevaliers (p. 12, v. 4 et 23). Bacheliers (p. 12, v. 26).

⁶ *Aiol* ; v. 4399 (bachelier) et v. 491, 2795 et 3908 (chevalier).

⁷ *Renaus de Montauban*, p. 162 ; v. 9 et 10 ; *Gaufrey* v. 14, 15 ; *Godefroi de Bouillon*, v. 3080 et suiv. etc., etc. « *Bachelorie* » étant devenu synonyme de « courage », nos poètes lui donnent volontiers le mot *chevalerie* comme synonyme, au hasard et *vice versa*. C'est décisif.

l'heure. Il revient, entouré de fils de princes et de comtes *chasez* ; les meutes aboient derrière lui, les faucons sont au poing des heureux chasseurs, et ils font leur entrée tapageuse dans Paris, par le Petit-Pont. Cependant le neveu de Guillaume vient au-devant de lui, et va mettre fin à toute cette joie : « Vous arrivez à propos, bel oncle ; car l'Empereur vient de faire à ses barons une distribution solennelle de fiefs, de villes et de châteaux. — Et que m'a-t-il donné ? — Rien. On vous a oublié, bel oncle, et nous avec vous. » La colère monte, rouge, au visage de Guillaume ; il tremble de rage ; il a des regards terribles : « Je vais aller, dit-il, parler à votre Empereur. » Il escalade les degrés qui conduisent à la grand'salle, et l'on entend dans le palais le bruit formidable de ses pas, semblables à ceux du Commandeur, dans *Don Juan* : « C'est moi, » crie-t-il, « c'est moi, » et il se prend à injurier le pauvre empereur qui tremble comme la feuille. » Nous aurons lieu de peindre ailleurs ce tableau d'histoire ; mais il est, à tout le moins, nécessaire d'insister sur quelques paroles de ce Guillaume, de ce chevalier qui n'est plus jeune et s'est déjà rendu célèbre par tant d'exploits. Le fils de Charlemagne vient de lui dire, en balbutiant, qu'un jour, plus tard, en une occasion qui ne peut tarder à se produire, il lui sera présent de quelque beau fief vacant : « Dieu ! répond le comte, quelle longue attente doivent subir les pauvres bacheliers sans fortune ! Je ne sais même pas comment nourrir mon cheval. » Et il répète, un peu plus loin, la même pensée sous une forme à peine différente : « Dieu ! quelle longue attente pour un bachelier *qui est de ma jeunesse*¹. » Il y a certes, dans cette objurgation, une ironie facile à saisir ; mais le sens du mot « bachelier » ne saurait plus, après cela, donner matière à la moindre contestation scientifique. Le discours de Guillaume vaut un traité : il confirme notre système.

Bref, il n'est pas permis de regarder le bachelier comme un aspirant à la chevalerie, comme un damoiseau, comme un enfant.

Le terrain est déblayé.

¹ *Charroi de Nîmes*, v. 80-93.

III

Le mot *enfant* ¹ désigne toujours l'adolescent qui n'est pas encore entré dans « l'ordre » de la chevalerie. Les *enfances* d'un héros, c'est l'espace de temps, plus ou moins long, qui précède son élévation à la dignité chevaleresque, et les poèmes qui ont pour titre : *Les Enfances Ogier*, *les Enfances Garin*, *les Enfances Vivien* sont consacrés à célébrer la gloire d'un « enfant » qui n'est pas encore chevalier, depuis l'heure de sa naissance jusqu'au jour où il reçoit la *paumée* avec le baudrier et l'épée.

Il serait facile de prouver, jusqu'à l'évidence, l'exactitude de cette interprétation. C'est ainsi que, dans la belle et antique chanson attribuée à Raimbert de Paris, Ogier est appelé *enfant* jusqu'au moment précis où nous assistons à son « adoubement », à sa *chevalerie* ². Dans *Girars de Viane* et dans tous nos autres romans, même rigueur, même justesse de termes ³.

L'époque où finissent *les enfances* d'un chevalier est quelquefois représentée par nos poètes comme celle où son caractère se transfigure complètement. C'est ainsi qu'Aubri le Bourguignon nous apparaît, durant toutes ses *enfances*, comme un personnage brutal, cynique, cruel, aimant les coups, aimant le sang, et se plaisant à le répandre injustement. Mais à peine chevalier, le voilà transformé, et le poète a soin de nous dire : « Sa legerie est toute remainsue, Que il avoit *en s'enfance* tenue. » De telles conversions (est-il besoin de le dire) n'étaient pas toujours de longue durée.

Les auteurs de nos vieux poèmes ne sont pas les seuls à adopter ce sens, et le Droit l'a consacré. Dans les célèbres *Observances du royaume d'Aragon* ⁴, il y a un chapitre qui est intitulé : *De la condition de l'enfant* ⁵. Celui-ci reçoit le nom d'*enfançon*, et sa condition, réglée par la loi, s'appelle « l'enfan-

¹ *Enfes* au cas sujet.

² V. 740.

³ Renier est adoubé chevalier à la p. 21 de l'édition P. Tarbé. Avant ce épisode il est toujours appelé « enfant » ; il ne l'est jamais depuis. Etc., etc.

⁴ *Observantiæ regni Aragoniæ*, lib. VI.

⁵ *De conditione infantionatus*.

connat. » Il est établi qu'en principe tout chevalier a le droit de faire un enfant chevalier ¹, et la hiérarchie féodale comprend, en Aragon, ces trois degrés : au haut de l'échelle les *richombres*, au bas les *enfançons*, au milieu les *chevaliers* ². Rien n'est plus clair, et l'on peut voir ici, une fois de plus, que nos poètes luttent de précision avec les jurisconsultes.

« Damoiseau » a le même sens qu'*enfant*, mais avec quelques nuances dont il faut tenir compte. Le mot *domicellus* n'est en effet que le diminutif de *dominus*, et le damoiseau est toujours le fils d'un seigneur plus ou moins puissant. Il y a même certains pays où l'on a réservé ce nom (équivalent de *petit seigneur* ou *seigneuret*), aux seuls fils des souverains seigneurs qui sont les rois. Dans le Béarn, la société noble se partage en trois grands groupes : les barons, les *cavers* et les *domengens*. Les deux derniers méritent d'attirer notre regard : ce sont les chevaliers, d'une part, et, de l'autre, ceux qui aspirent à la chevalerie. Mais, comme nous verrons plus loin, l'on n'était pas fait chevalier sans de grandes et lourdes dépenses. En France et ailleurs, tous les damoiseaux ne pouvaient supporter une telle charge et restaient longtemps damoiseaux ³. Longtemps ou toujours ⁴.

Un synonyme de *damoiseau*, c'est « valet ⁵ ». Le valet n'est

¹ Du Cange, au mot *miles*, t. IV, 401³.

² Du Cange, *Dissertations sur l'histoire de saint Louis. Glossaire*, éd. Didot, t. VII, p. 38.

³ Il faut ajouter à ce qui précède que « le titre de damoiseau était attaché à certaines seigneuries » (note de P. Meyer, dans sa traduction *Girart de Roussillon*, p. 21).

⁴ C'est ce qui ressort d'un grand nombre de chartes où l'on voit des fils damoiseaux nés de pères damoiseaux : « Petrus de Falgeyras, domicellus, filius Raymundi de Falgeyras domicelli, quondam, etc. » (Arch. Nat. J 1091, n° 15, etc., etc.).

⁵ Cette synonymie est mise en lumière par plusieurs textes que cite Du Cange (*Glossarium*, éd. Didot, VI, 725 et 727³) : « Jadis estoit un damoiseau — Qui moult estoit cointes et beau. — *Li vallez* ot à non Guillaume... — Il n'estoit mie chevaliers (*Guillaume au Faucon*) » — « N'estoit mie chevalier, ains estoit valleton (*Rou.*) » — « Le vallet entent la promesse — Que l'endemain, après la messe, — Le vout ses peres adoubier (*Alexandre*). Il n'estoit mie chevaliers — Vallez estoit. Set ans entiers — Avoit un chastelain servi... — *Pour avoir ormes le servoit* » (*Fabliaux*, ms. de Saint-Germain, f° 60, cité par Sainte Palaye, *Mémoires*, I, 58). Quand le fils aîné de Witasse, comte de Boulogne, va en Angleterre pour s'y faire adoubier par le Roi, il emmène avec lui de jeunes compagnons : « Vastès de son aage a mené dusc' à dis ; — Si compaignon estoient et né de son pais. » Et lui-même, quelques vers plus loin, est qualifié de *vastès* (*Godefroi de Bouillon*, v. 765).

autre chose qu'un « petit vassal, » tout comme le damoiseau est un petit seigneur : c'est toujours le jeune noble qui n'a pas encore été admis dans l'ordre de la chevalerie et qui se prépare à y entrer. Sans aucun doute le mot *valet* n'a jamais été, comme celui de *damoiseau*, réservé aux fils de rois, et sa fortune a toujours été un peu moins haute ; mais, à tout prendre, il n'a jamais reçu, durant les XII^e et XIII^e siècles, une acception inférieure ou fâcheuse. « Lorsque les chevaliers de race s'honoraient d'être appelés *vassals*, les gentilshommes qui n'avaient pas encore pris rang dans la chevalerie ne rougissaient pas de se nommer *vassalets* ¹. » En réalité l'expression n'est devenue que bien plus tard humiliante et injurieuse, et l'on ne saurait placer avant le XIV^e siècle la date d'une décadence que nous expliquerons ailleurs. Le mot *page* a été plus heureux, et a tout justement éprouvé la destinée contraire. Il a d'abord exprimé un homme de condition peu relevée et jusqu'à un aide de cuisine ², pour arriver à désigner un jour cet être charmant et presque éthéré dont abusent si fort les auteurs de nos opéras. L'aveu est pénible, et je suis vraiment fâché de dépoétiser ainsi ce personnage de nos drames lyriques ; mais il faut confesser qu'avant les Valois, on n'aurait pas eu chez nous l'idée d'infliger le nom de *page* à un damoiseau, à un *enfant*, à un valet ³. A mesure que le valet descend, le page s'élève ⁴. Il a pris sa revanche.

Cependant nous n'avons eu guère affaire jusqu'ici qu'à des termes (*enfant*, *damoiseau* ou *valet*) qui nous montrent dans le jeune noble un candidat platonique à la chevalerie. Aux XII^e et XIII^e siècles, un seul mot, celui d'*écuyer*, implique l'idée de certaines fonctions à remplir.

L'écuyer, c'est l'enfant, c'est le valet, c'est le damoiseau appelés à remplir, auprès des seigneurs qui les élèvent,

¹ Anatole de Barthélemy, *De la qualification d'écuyer*, p. 1.

² Du Cange, au mot *Paugius*, p. 11² (compte de 1312, etc.) Il y a des pages de cuisine et des pages de palefrenerie ; mais ils méritent tous la qualification de *famulus* que leur donne Du Cange.

³ Sur ce point comme sur plusieurs autres, Fauchet a trouvé la note vraie : « Le mot *page*, jusqu'au temps des rois Charles VI et Charles VII, semble n'avoir été donné qu'à de viles personnes comme à des garçons de pied, etc. » Cf. plusieurs autres textes cités par Littré au mot *page*.

⁴ L'un des premiers textes où commence à se faire jour cette meilleure fortune est celui de Guillaume Guiart : « Metent à mort, es herbergages, — Chevaliers, escuiers et pages (Ann. 1301). »

certaines fonctions qui ressemblent fort à celles de la domesticité ¹.

L'écuyer, c'est l'enfant, c'est le vassal, c'est le damoiseau occupés.

Il nous reste à parler de ces occupations et de ces fonctions qui étaient multiples, variées, pénibles. Il nous reste à parler de l'écuyer ².

IV

Le sens de ce mot ne s'est pas précisé de bonne heure, et, à tout le moins, il y a encore hésitation au XI^e siècle. Dans la *Chanson de Roland*, les écuyers font assez mauvaise figure à côté des « garçons » de l'armée, et il est trop clair qu'il s'agit ici de ces vilains ou de ces serfs qui étaient chargés des bas ouvrages et des charrois. Quand Charlemagne en pleurs fait son premier pèlerinage sur le champ de bataille de Roncevaux, où gisent les corps inanimés de tant de héros, il donne les ordres les plus sévères à Gebouin et à Othon, à Thibaut de Rheims et au comte Milon : « Vous allez garder ce champ, ces vallées et ces montagnes. — Vous y laisserez les morts étendus comme ils sont ; — Mais « veillez à ce que les lions et les bêtes sauvages n'y touchent pas — *Non plus que les écuyers* et les garçons ³. » Les écuyers assimilés aux goujats ou aux fauves ! Décidément c'étaient encore de bien petites gens.

Dès les dernières années du XI^e siècle, dès les premières du XIII^e, certains textes, qui sont principalement normands ou anglais, nous font assister à une transformation du premier sens et semblent nous mettre en présence de jeunes nobles qui, sous ce nom naguère dédaigné, sont attachés à la personne des chevaliers ⁴. Mais il y a encore bien des obscurités.

¹ De là ce discrédit du mot *valet*, auquel ont échappé les mots *damoiseau* et *enfant* qui rappelaient, l'un l'idée de « seigneur » et l'autre celle de « jeunesse. »

² Le mot vient, comme on sait, de *scutarius*, « celui qui porte l'écu du chevalier ; » tandis que « écurie » vient de l'ancien haut allemand *skûra*. Mais, comme le dit Littré, « on doit penser que « escuier » a influé pour donner la forme en *rie*. »

³ *Chanson de Roland*, vers 2432-2437.

⁴ V. Du Cange, aux mots *scutarius*, *scutifer*, *armiger*.

C'est aux XI^e et XII^e siècles, suivant nous, que s'est PEU A PEU régularisée la situation du jeune noble, chargé, durant son apprentissage chevaleresque, de certaines fonctions auprès des barons ou des rois. C'est aux XI^e-XII^e siècles que l'écuyer noble, *armiger*, *scutifer*, *scutarius*, a vu fixer ses attributions, ses devoirs, ses droits.

Dès que le damoiseau arrivait au château où il devait être nourri, on en faisait un écuyer. Pas de délai. « Laissez-moi votre fils, » dit un jour, dans *Jourdain de Blaivies*, le traître Fromont au bon Renier. « Je le vêtirai et armerai jusqu'à ce qu'il sache être solide sur son cheval et porter les armes chevaleresques ¹. » Sans un instant de retard, l'enfant est ainsi transformé en écuyer, et l'on ne peut d'ailleurs que trouver assez sage cette méthode de ne pas différer trop longtemps les commencements d'un tel métier. Combien de temps durait cet apprentissage? C'est ce qu'il est assez difficile de déterminer d'après les textes. Cinq ² ou sept ³ années, rarement plus, et souvent moins. Or, comme en était généralement fait chevalier entre la quinzième et la vingt et unième année, il est facile de supputer ici l'âge moyen de nos écuyers, en observant toutefois que les forces physiques ne permettaient guère de débiter avant douze ans ⁴. Cette extrême jeunesse était bien faite pour que les « valets » ou *enfants* ne trouvassent pas leur condition trop rigoureuse. Il semble en effet que l'on s'était proposé d'accentuer en toutes choses leur infériorité vis-à-vis des chevaliers. Dans les actes publics, leurs noms ne figuraient qu'après la souscription des chevaliers. Ils n'avaient pas le droit (rien n'est plus facile à comprendre) de toucher à une épée ⁵. L'épée est l'arme sainte, l'épée contient

¹ « Un jour (Fromont) encontre Renier, et se li dist : — « Sire Renier, laissez moi vostre fil. — Ge l' ferai bien conracer et garnir. — Tant qu'il puist desor cheval seïr — Et qu'il porra ses garnemens souffrir... » Et immédiatement après : « Or fu Jordains à la cort escuyers. » (*Jourdain de Blaivies*, v. 773-777; 803.)

² « Rotbertus de Grentemaisnilio Willelmi ducis armiger extitit *quinque annis*, Deinde ab eodem duce decenter est armis adornatus et miles effectus. » (Orderic Vital, *Historiens de France*, XI, p. 226.) Le fait est rapporté à l'an 1050.

³ « Il n'estoit mie chevaliers. — Vallez estoit. Set ans entiers — Avoit un chastelain servi.... — Por avoir armes le servoit. » (Fabliaux; manuscrit de Saint-Germain, f^o 60, cité par Sainte-Palaye, *Mémoires*, I, 58.)

⁴ C'est sans aucunes preuves que Sainte-Palaye dit (I, 15.) : « On devient d'ordinaire écuyer à quatorze ans. »

⁵ V. surtout *Enfances Guillaume*. Bibl. nat., fr. 774, f. 2 r^o-v^o.

dans son pommeau les ossements des saints, l'épée est un reliquaire. La lance même, dans la première sévérité de ces usages militaires, est interdite à l'écuyer, qui se dédommage en se battant à coups d'épieu ou de perche. Même on va jusqu'à interdire à ces « jeunes » l'emploi du heaume¹ et celui du haubert : c'est tête nue et sans vêtement de mailles qu'ils vont à l'ennemi. Ces rudesses se sont adoucies, et les éperons ont été plus tard la seule marque à laquelle on ait distingué les chevaliers et les apprentis en chevalerie². Il est à peine utile d'ajouter *que ne se doit un escuier — Armer encontre un chevalier*. Ces deux vers de *Flore et Blancheflor* sont d'une concision et d'une netteté qui ne laissent rien à désirer. L'écuyer, en d'autres termes, n'a droit contre le chevalier ni au duel, ni au gage de bataille. Il n'est point son pair.

On comprend que cet état d'infériorité ait souvent attristé nos jeunes nobles, et il circulait alors un proverbe caractéristique : *Escuiers sont envieux*. Mais ils pouvaient se consoler en se répétant un autre proverbe courant : *Le bon escuyer fait le bon chevalier*. Puis, espérer et attendre.

A une époque où tous les enfants étaient rudement élevés, il ne faut pas s'attendre à ce que nos jeunes écuyers soient mis en demeure de connaître les délicatesses et douceurs de la vie. On ne les gâtait pas, et il est un vers de *Garin* qui, les peignant au naturel, pouvait alors passer pour un axiome : *Li escuier se painent de servir*. Pauvres enfants ! Ils ne mangeaient certes pas leur pain blanc le premier, et cela était vrai sans figure : car on opposait volontiers au pain blanc des châteaux, ou même des couvents, le pain des écuyers, *panis armigerorum*³, où le seigle et l'orge tenaient peut être trop de place. Mais à cet âge on ne regarde guère à la blancheur du pain, et l'on y mord à dents pleines, gaiement.

¹ « N'ai cure d'eaume — Qu'encor ne sui chevaleirs adoubez » (*Hervis*, Bibl. nat., fr. 19160, f° 13 v°).

² « Le chevalier estoit discerné es esperons qu'il portoit dorez; l'escuier les portoit blancs. Ne luy estoit loisible les porter dorez. Maintenant le roturier les porte, tant tout ordre ancien et bon a esté peu à peu abattu. » (Du Tillet, *Recueil des rois de France*, 1607, I, 431.) Nous ne sommes pas en mesure de déterminer exactement l'époque où cette distinction « par les éperons » s'est véritablement établie et le temps où elle a cessé d'être rigoureuse.

³ V. Du Cange, au mot *Panis* (*panis armigerorum*, *panis vassallorum*, *panis seroientalis*).

Les bonnes heures, pour les écuyers, n'étaient pas celles qui se traînaient lentement dans l'ennui des châteaux : c'étaient les matinées de bataille, et leur première fonction, celle d'où ils tiraient leur nom, consistait alors à porter l'écu de leur baron et à se tenir tout prêts à l'armer ou à le désarmer. Il faut se représenter ces beaux jeunes gens avant le combat, trottant derrière leur seigneur, bien en selle sur leurs énormes *roncins* et portant à leur cou, suspendus par des *guiges* en étoffes d'Orient, ces grands longs écus du XII^e siècle qui vous couvraient un homme entier quand il était à cheval. Au reste, ils n'étaient pas chargés du seul écu, mais encore de toutes les armes du chevalier, et c'est à eux qu'incombait le soin de les entretenir en bon état, bien taillantes, bien luisantes, toutes fraîches et belles¹.

Une bataille, aux XI^e et XII^e siècles, n'est le plus souvent qu'un assemblage confus de mille duels. Pas de stratégie. Les deux armées se mettent en deux lignes, un peu comme à Solferino, mais sans autant de profondeur. Derrière chaque chevalier se tient son écuyer, et c'est ce qui a permis à un érudit du dernier siècle d'avancer que les écuyers formaient une seconde ligne de bataille². J'estime néanmoins que cette régularité n'existait guère qu'en théorie et qu'il y avait réellement, en cet agencement, plus de désordre que de symétrie. Ce qu'il y a d'assuré, c'est qu'en attendant la grande mêlée, les écuyers « tenaient le cheval de bataille, le *destrier* du chevalier, à leur *destre*³, et qu'ils le don-

¹ Ogier, v. 3701; *Aiol*, v. 4708 et suiv., etc., etc. Les écuyers doivent en particulier prendre soin des hauberts et les *rouler* (*Aiol*, v. 7077; *Renaus de Montauban*, p. 166, v. 35); des heaumes et les *froier* (*Aiol*, v. 7076). Mais il ne faut pas oublier la dominante de cette fonction, et c'est avec raison que Du Cange la constate en ces termes : *Præsertim armigeri scuta militum deferebant*. C'est ainsi que nous les montrent nos vieux poèmes : « Trois escuier qui portent lor escus — Et en lor poins les trois espies molus, — Devant eux moient les auferans quernus. » (*Les Lohereains*, cités par le P. Honoré de Sainte-Marie, *Dissertations*, p. 292, et par Du Cange qui, au mot *Armiger*, 402^e, les attribue fausement à Guillaume Guiart.)

² Sainte-Palaye, *Mémoires*, I, p. 22.

³ « Messire Gauvins for armez — Et si fist à deux escuiers — Mener en destre deus destriers. » (*La Charette*, 254, citée par Littré au mot *destrier*, qui répond au type bas latin *dextrarius*, de *dextra*, main droite.) « *Li vaslés* saut avant sur un ronchin, et maine le destrier en destre. » (*Merlin* de Robert de Borron, cité par Du Cange, I, 492^e.) C'est aux écuyers que les chevaliers vainqueurs confiaient les chevaux de leurs ennemis morts : « Puis saisist le cheval par la regne d'ormier; — Un poi se trait arriere, se l'baille

naient à leur maître dès que paraissait l'ennemi. » Puis, la bataille commençait. Chaque chevalier choisissait son adversaire et le boutait de sa lance. La lance de frêne une fois en morceaux, on s'escrimait avec l'épée. Le bon écuyer, lui, ne se battait point et était le témoin frémissant de tant de combats. Les yeux fixés sur son baron, il suivait avec anxiété les péripéties de chaque duel, tendait au chevalier les armes fraîches qu'il avait en réserve et était chargé de la garde des prisonniers¹. On comprendra facilement que cette attitude défensive ne pouvait pas durer toujours, et qu'avant la fin de la journée les écuyers eux-mêmes devaient quelquefois donner et recevoir de bons coups. C'est là, c'est dans ces occasions si fréquemment répétées, que se manifestaient les vocations chevaleresques, et tel était entré damoiseau sur le champ de bataille qui en sortait chevalier, l'épée au poing et le front haut.

On ne peut pas toujours se battre, et force est de rentrer au logis. Or elles sont bien modestes les fonctions de l'écuyer en temps de paix. Vous souvenez-vous de ces beaux vers de Victor Hugo en sa première *Légende des siècles*, qui ont le Cid pour héros et sont intitulés : « Bivar. » Un scheik arabe vient rendre visite au Cid Campéador et le trouve prosaïquement occupé à étriller son cheval, brossant, lavant « et faisant ce qu'il sied aux écuyers de faire. » Le grand poète a trouvé ici la note juste, et c'est l'exacte portraiture de nos écuyers. On ne saurait mieux peindre.

Il se levait matin, l'écuyer, et courait tout d'abord à l'écurie, où il était condamné à passer plusieurs heures tous les jours, étrille et brosse en main, commençant par les chevaux de son maître, finissant par le sien². C'était à lui que l'on confiait souvent le soin délicat de dresser les jeunes chevaux, et il se plai-

un escuier. » (*Renaus de Montauban*, p. 55, v. 9.) Il en était de même en voyage. C'est ainsi que Godefroi ayant amené avec lui quinze chevaliers : « Li esquier adestrent les bons chevax d'Espagne. » (*Godefroi de Bouillon*, v. 1766 et suiv.) Aux tournois, les fonctions des écuyers sont les mêmes.

¹ Sainte-Palaye. *Mémoires*, I, 22.

² « Un escuier commande le sien destrier; — Si l'a trop bien fidé et estrillé. — Torchié et abevré et narsié; — Et l'estable le maine por herbergier : Le frain liabati qu'il ot el' cieff, — A l' cavestre de cerf l'a atachié, — De l' fain et de l' avaine a à l' mengier. » (*Aiol*, v. 2056-2062.) Quand Renaud revient de la chasse, il trouve les rues de Montauban peuplées d'écuyers : « Renaus

sait à ce rude et périlleux exercice¹. Puis il guettait le réveil de son maître : car c'est à lui qu'incombait le devoir de le lever et de l'habiller². Attendait-on un étranger ? recevait-on un hôte au château ? c'est aux écuyers qu'il appartenait d'aller au-devant de lui, de le débarrasser de ses armes, de s'occuper de son cheval, de conduire le nouveau venu à sa chambre, de le déshabiller, de le vêtir, de lui faire fête³. Mais voici que le son d'un cor a retenti. C'est l'heure du dîner. On « corne l'eau », et tous les convives viennent en effet se laver les mains avant de s'asseoir à table. Qui leur a « donné à laver ? » Qui a dressé la table ? Qui se tient là, derrière chaque baron ou chaque dame, silencieux, attentif, empressé ? Qui porte le pain ? Qui tranche les viandes ? Qui verse le vin ? Les écuyers, toujours les écuyers, et ils se glorifient d'être aussi habiles à tous ces métiers que les plus habiles de tous les sergents⁴. Si leur seigneur voyage, ils veillent à ses coffres qui sont pleins d'argent et de bijoux⁵. S'il va au tournoi ils se réjouissent de l'y accompagner et de lui rendre aux joutes les mêmes offices qu'à la guerre, criant le nom de leur maître, recueillant les chevaux qu'il a conquis, lui gardant des armes de rechange⁶. A la chasse même emploi, même zèle, et aussi même joie. Le chevalier est toujours doublé de son écuyer, et ils sont,

ot par ces rues noise des escuiers — Et des haubers roler et des chevaux torchiés. » (*Renaus de Montauban*, p. 166, v. 34. 35.) Les écuyers avaient en particulier le devoir de s'assurer si les chevaux étaient bien ferrés (*Aiol*, v. 2138, etc., etc.)

¹ Sainte-Palaye (*Mémoires*, I, pp. 19, 20).

² « Siei dozel l'aiuderon gen à vestir » (*Giratz de Rossilho*, cité par le même, p. 46).

³ « Puis [li escuiers] en vient droit esrant à l' chevalier. — Un escamel d' ivoire mist à ses piés, — Andeus ses esperons a resachiés. — Puis les a bien forbis et essuiés, à l' renge de l'espée bien atachiés. — Ja les pora reprendre li chevaliers. » (*Aiol*, v. 2063-2068.) — « Les armes reçut un varlet ; — Uns autres prist lou gringalet ; — Li tiers les esperons li oste. » (*Chevalier à l'espée*, v. 225, cité par Schultz, avec plusieurs textes haut-allemands, etc., etc.)

⁴ « Dont ont donnée l'eve escuier et garchon » (*Gaufrey*, v. 72). Li escuier vont les napes oster » (*Charroi de Nîmes*, v. 816). « Escuiers fu à la cort longuement — Et au mengier servoit devant la jant. — Dedans la cort n'ot nul meilleur serjant » (*Jourdain de Blaivies*, v. 1539-1541). « Si sai moult bien servir à un disner » (*Huon de Bordeaux*, v. 7407). Il va sans dire qu'après de l'Empereur ces mêmes fonctions sont le plus souvent remplies par des chevaliers, voire par des comtes et des rois.

⁵ V. Viollet-le-Duc, *Dictionnaire du Mobilier*. I, 75.

⁶ Textes haut-allemands cités par Schultz.

pour ainsi parler, inséparables¹. Au retour de la chasse, du tournoi ou de la guerre, ce sont encore les damoiseaux, les *meschins*, les écuyers qui reçoivent le baron au seuil du château et lui apportent le vin : « Le comte Raoul a demandé le vin. — Quatorze *meschins* courent le chercher, — Tous couverts de pelisses d'hermine. — Il y avait là un damoiseau, né à Saint-Quentin, — Fils du comte palatin Herbert. — Il a saisi une coupe d'or fin, — Toute remplie de piment et de vin, — Et s'agenouille devant le palatin Raoul. » Alors le comte Raoul prend la coupe des mains de l'écuyer, et jette un cri de haine contre ses ennemis mortels : « Écoutez-moi, francs chevaliers hardis. — Par ce « vin clair que vous voyez ici, — Par l'épée qui gît sur ce tapis — « Et par les saints qui ont servi Jésus, — Malheur, malheur aux fils « d'Herbert² ! » De telles violences, par bonheur, n'attristaient pas tous les jours les salles de nos châteaux, et les damoiseaux n'avaient pas souvent à y subir de tels spectacles. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, la nuit commence à tomber, et la journée de nos écuyers n'est pas encore terminée. Il leur reste à déshabiller leur maître, dont ils ont eux-mêmes fait le lit ce matin³. Cette fois, du moins, tout sera-t-il fini ? Non, car il faut donner un dernier coup d'œil à l'écurie, et faire la ronde pendant la nuit dans toutes les parties du château⁴. Après un tel labeur, ils devaient bien dormir.

V

Tous les damoiseaux ne remplissaient pas les fonctions d'écuyer ; et beaucoup, à coup sûr, ne les remplissaient pas toutes. Rien en effet n'est rigoureux au moyen âge, et il convient

¹ On était tellement habitué à voir les chevaliers accompagnés de leurs écuyers que la tante d'Aiol est tout étonnée de le voir seul : « Ne maines escuier, seul t'ai veü » (v. 2081). Fouque recommande aux cent barons qui le suivent de n'emmener avec eux que deux écuyers sans plus. (*Girart de Roussillon*, traduction de Paul Meyer, p. 51, § 102.)

² *Raoul de Cambrai*, éd. Le Glay, p. 64, 65.

³ « Les lis firent li escuier ; — Si coucha chascun son seignor. » (*Le court Mantel*, fabliau cité par Sainte-Palaye, *Mémoires*, I, 46.)

⁴ Sainte-Palaye, *Mémoires*, I, 46. Pour tant de services, les écuyers recevaient parfois des gages. (*Rou.*, v. 7037 et suiv., cité par Viollet-le-Duc, *Dictionnaire du Mobilier*, IV, 84.)

toujours de placer, auprès de la règle, un certain nombre d'exceptions que les textes justifient. Ce qu'il y a de certain, c'est que les *enfants* étaient entre les mains du seigneur, et qu'il était libre de les destiner, selon son bon plaisir, à tel ou tel emploi auprès de sa personne. C'est ainsi que les valets paraissent avoir été quelquefois chargés de porter les messages des barons ¹. Le fait mérite qu'on s'y arrête.

On demandait parfois au damoiseau d'écrire de sa propre main la lettre, le *bref* qu'il allait porter ; mais en général c'était l'office des clercs. Nul bref n'est expédié sans être scellé ² ; mais tandis qu'on fait, pour ainsi parler, la dernière toilette du message, on n'oublie pas le messenger. Ces piaffements qu'on entend près du perron, ce sont ceux du cheval qu'on lui a préparé, cheval *qui est legier pour courre et legier pour aler* ³. Sur-tout, lui dit-on, armez-vous, et armez-vous bien, *que messagier ne doit pas sans armes aler* ⁴. Il va partir, il part. Où sont les lettres, où sont les brefs dont il s'est chargé ? Là, dans cette petite boîte ou dans ce petit baril qui, suspendu par une courroie, pend à son cou ⁵. Il emporte avec lui les provisions qui lui sont nécessaires, pain, fromage, vin ; mais il n'a garde de coucher à la belle étoile, et se fait héberger, quand il le peut, dans certaines maisons amies. Le voyez-vous sur la route ? Il chante quelque lai, et n'a pas oublié, pour égayer son voyage, d'emporter avec lui son épervier sur son poing ⁶. Malgré tout, le

¹ Cf. Schultz, I, p. 135, 136, qui reproduit une miniature intéressante, représentant un messenger.

² « Quant le brief fu escript et il fu seclés, — Son message apela. » (*Gaufrey*, v. 4040.) « Blancandis fait un brief escrire ; — Puis met le quarignon en cire. » (*Blancandrin*, v. 2947, cité par Schultz.) « Ses briés a fet escrire... — Et puis les seela de son seel majour. » (*Gaufrey*, v. 9114, Cf. v. 3736, 3737.)

³ *Gaufrey*, v. 3750.

⁴ *Ibid.*, 3752.

⁵ « Lors fist un brief à sa devison, — Quant il l'ot fait, si le seele en plon. — En une boïste a mis le quareignon. » (*Beuves d'Hanstonne*, Bibl. nat. fr. 12548, f° 81.) « De lettres porte li gars plain un barril ; — Par la corgie à son col le pendit. » (*Garins li Loherains*, II, p. 103.) « Une boïste en son sain moult trez bele trouva ; — Leitz avoit dedens. » (*Doon de Maïence*, v. 2166.) « La pucielle ouvri la boïste et coumancha à baisier les laitres et le saïel de son pere. » (*Nouvelles françaises du XIII^e siècle*, éd. Moland et d'Hericault ; *L'Empereur Constant*, p. 26.) « Lettres fist faire et saeler escriis ; — Li mès en porte trestout plai nun barril. » (*Garins li Loherains*, I, 178.) « Ot une boïste de briés plaine. » (*Amadas et Ydoine*, v. 1690.) Citations de Schultz, sauf la première.

⁶ « Li mès descent.. — Son palefroï fist panre à un garson. — Et l'esprevier li a mis sour le poing. » (*Gaydon*, v. 8709.)

chemin lui paraît long, et il a hâte d'arriver. Dès qu'il est en présence de celui auquel son maître envoie un bref, il lui adresse, gracieux, un salut qui est tout pénétré de l'idée de Dieu, et qu'il accompagne souvent d'un résumé verbal de son message¹ : « Que Dieu qui a fait le monde, qui a créé la mer et y a mis les poissons, que ce seigneur Dieu vous donne force contre tous vos ennemis ! Voici les lettres que j'apporte². » Puis il tend son bref, dont on brise la cire et qu'on lit³. On sait le reste, et il n'y a rien à ajouter, si ce n'est (pour rassurer les âmes compatissantes) que le messager était généreusement payé de sa peine. Il était même payé deux fois, par celui qui l'avait envoyé, et par ceux auxquels on l'avait envoyé. Vêtements, chevaux ou argent⁴, il n'était pas de beaux présents qu'on ne lui offrit.... et qu'il n'acceptât⁵.

Mais tant de fatigues ou de bonnes aubaines n'empêchaient pas notre damoiseau de penser sans fin au jour où il serait fait

¹ Il importait que le messager sût bien parler et qu'il connût plusieurs langues : « Au message la baille qui bien savoit parler... — Et sot douze lengagez courtoisement parler. » (*Gaufrey*, v. 3736 et 3758.)

² Tel est le type choisi par nous ; mais il y a d'autres formules : « Cil Dame-dieux qui fu mis en la crois — Et estora les terres et les bois, — Il saut Raoul... » (*Raoul de Cambrai*, éd. Le Glay, p. 85, etc., etc.)

³ Tantôt le destinataire lisait le *bref* lui-même, tantôt il le faisait lire par un clerc : « Li mès a une letre au Roi el poing plantée, — Et Karles la fait lire, quant la cire ot froée — A un sien chapelain. » (*Aye d'Avignon*, v. 796-798.) « Lors a brisié li rois le seel — Et leū a le brief. » (*Cleomadès*, v. 15370, citation de Schultz.)

⁴ V. les textes haut-allemands cités par Schultz.

⁵ Il faut bien se garder de confondre les simples messagers porteurs de lettres avec les ambassadeurs, qui sont à tout le moins des chevaliers, et souvent des ducs ou des comtes. Les ambassadeurs sont entourés d'un tout autre appareil. Ils portent au poing des rameaux d'olivier, s'ils vont demander la paix (*Roland*, v. 70 et ss. *Renaus de Montauban*, p. 37, v. 6, 7). On leur confie « le bâton et le gant » : le bâton comme signe d'autorité, le gant pour défier (*Roland* v. 246, 247 ; *Renaus de Montauban*, p. 11, v. 8.) Ils font oralement des défis qui brillent toujours par une incomparable insolence : « Le Dieu qui fit la terre, le ciel et la rosée, — Puisse ce Dieu sauver Charles, roi de la terre honorée — Et confondre le duc Beuve.... — Si tu ne consens à servir Charles, — Tu seras pendu au haut d'un arbre ramé. » Ainsi parle le jeune Lohier au duc Beuves d'Aigremont au début de *Renaus de Montauban* (p. 11, v. 28 et ss.), et ce discours peut passer pour le type de tous les autres. L'ambassadeur lance alors le défi officiel et se retire fièrement, trop heureux quand il ne frappe pas celui ou ceux qu'il vient de défier : *Ce fu merveille quant il nul n'en feri.* (*Raoul de Cambrai*, éd. Le Glay, p. 87 ; *Parise la Duchesse*, v. 2269 et ss. 2551 et ss., etc., etc.)

chevalier. Ce qui le consolait, c'est que les fonctions d'écuyer étaient le dernier degré à franchir pour arriver enfin à cette chevalerie si désirée¹. Il se le répétait sans cesse, et comptait les jours.

Comptons-les avec lui, et profitons de ce dernier délai pour faire le portrait physique et moral du jeune candidat à la chevalerie....

VI

Sauf de très rares exceptions, la beauté de tous nos damoiseaux est une beauté blonde. Tous nos héros sont blonds².

L'idéal des mères, qui est aussi celui de toutes les femmes, est un beau grand garçon au corps moulé³, élancé, délié, vif⁴, au visage régulier et *traitis*⁵. Le jeune homme accompli doit avoir les cheveux blonds comme l'or, et même « plus blonds que l'or, » disent certains poètes qui paraîtront sans doute excessifs⁶. Ces cheveux doivent être bouclés, frisés « menu recercelés, » et on ne les comprend pas autrement⁷. Mais c'est aux yeux qu'on attache le plus de prix, et il n'y a alors de beaux yeux que

¹ Cent textes sont là pour attester qu'on devenait immédiatement chevalier après avoir été écuyer : « Acceptis armis. » *ad armigerum in militem provectus est.* » (Foucher de Chartres, *Hist. Hieros.*, liv. III, cap. 31, cité par Du Cange; *Dissertations*, éd. Didot, VII, 142^e.) « Cel jor firent François Anseis chevalier : — *Qar ancores servoit au role d'escuier.* » (*Chanson des Saxons*, éd. Fr. Michel. I, p. 8.)

² Les exceptions sont rares : « Voit i venir un gentil esquier.... — *Noire ot la teste com more de morier (?)* — Et blanc le col comme flor d'aiglentier. » (*Ogier*, v. 4612-4616.)

³ « Soventes foiz c'est l'enfes regardez. — Lons fu et grailes, parcreüs et moulez. — Ne se changast por home qui soit nez. » (*Raoul de Cambrai*, éd. Le Glay, p. 169.)

⁴ *Girart de Roussillon*, traduction Paul Meyer, p. 66, 123.

⁵ « Le vis lunc et *traitis* et la bouche riant. » (*Doon de Maience*, v. 3232.) « Le visage ot *traitis*, les iex vairs et rians. » (*Godefroi de Bouillon*, v. 1683.)

⁶ « Ses cheveux avoit blons *plus que ors* ne metal. » (*Gui de Bourgogne*, v. 3210.) « Et les cheveux du chief à fin or ressemblant. » (*Doon de Maience*, v. 2283.)

⁷ « En Ogier ot molt très bel bachelier : — Blanc ot le poil, *menu recercelé.* » (*Ogier* v. 60.) « Le poil ot bai et cort, et fut *recherchelés.* » (*Jérusalem*, v. 2321.) « Il ot blonde le poil, *menu recercelé.* » (*Parise la Duchesse*, v. 1153,) etc., etc.

les yeux « vairs, » les yeux de faucon ¹. Qu'ils soient grands et même un peu gros ² « avec une fière regardeüre³, » c'est ce qui ne saurait déplaire. La carnation est blanche et rose⁴, une carnation de blond, et nos poètes, qui parlaient tout à l'heure de cheveux d'or, prennent pardessus tout « une chair plus blanche qu'argent ou cristal ⁵. » Un nez droit et long ⁶, une bouche riante⁷ et je ne sais quel vague duvet annonçant la barbe prime ⁸, voilà qui complète l'ensemble de ce frais et jeune visage. Quant au corps, la grande qualité physique que vantent nos trouvères et qu'ils ne se lassent jamais de vanter, c'est une poitrine et des épaules très larges avec une taille très fine. Le buste en forme de cœur, ou peu s'en faut. Telle est, aux yeux de nos pères, la suprême et parfaite beauté : *Par espauls fu lés, graisles par la ceinture* : ce vers, avec quelques variantes sans intérêt, se trouve plus de mille fois en nos chansons de geste⁹. Le reste importe moins ; mais on aime assez que le jeune valet, au bout de ses bras nerveux et de ses gros poings, montre des

¹ « Les elx ot vairs et le viaire cler. » (*Ogier*, v. 62.) « Les iex ot vairs el' chief. » (*Jérusalem*, v. 2323.) « Les ieus vairs en la teste comme faucon grual. » (*Gui de Bourgogne*, v. 2009.) « Il avoit les iex vers et la bouche riant. » (*Gaufrey*, v. 4205.) « Et si ot les iex vers comme faucon mué. » (*Ibid.* v. 2489.) « Les ex vairs en la teste comme faucons mues. » (*Fierabras*, v. 1824.) « Plus avoit vairs les iex que nus faucons muez. » (*Parise la Duchesse*, v. 1156.) « Eus vers et amoureux et le cors avenant. » (*Doon de Maïence*, v. 3233.) « Les iex vairs et rians. » (*Godefroi de Bouillon*, v. 1683,) etc., etc.

² « Les iex ot vairs el' chief, gros les avoit asés. » (*Jérusalem*, v. 2323.)

³ *Ot fier regardement* (*Gaufrey*, v. 4911).

⁴ « Les elx ot vairs et le viaire cler. » (*Ogier*, v. 62.) « Il ot moult gent le cors et le viaire cler. » (*Parise la Duchesse*, v. 1153.) « Blanc ot le vis, bien fu enluminés. » (*Aimeri de Narbonne*, B. N. fr., 1448, f° 60, 61, etc., etc. L'épithète constante de vis ou de façon est cler ou clere.

⁵ « Et ot la char plus blanche que argent ne cristul. » (*Gui de Bourgogne*, v. 2208.)

⁶ *Le nés ot lonc et droit* (*Gaufrey*, v. 4911).

⁷ Il avoit la bouche riant (*Gaufrey*, v. 4907).

⁸ Un bachelier meschin de barbe prime (*Prise de Cordres*, Bibl. nat., fr. 1448, f° 168).

⁹ *Gros par les costes, graites par le baldrer* (*Ogier*, v. 64). *El' pis estoit espès, graisles par les costés* (*Jérusalem*, v. 2324). *Gros par espaulle, graisles par le baudrez* (*Auberi*, Bibl., nat., fr. 860, f° 141). *Par espauls fut lés... grailles par la cointure* (*Aye d'Arignon*, v. 2312, 2313). *Gros fu par les espauls, gresle par le baudré* (*Gaufrey*, v. 1490). *Gros fu par les espauls, grailles par le baudré* (*Fierabras*, v. 1822 ; *Parise la Duchesse*, v. 1154), etc., etc. Plusieurs de ces vers sont appliqués à des chevaliers, et non à des damoiseaux ; mais il y a identité entre les deux types.

maines blanches et des doigts effilés¹ ; on ne dédaigne pas non plus les jambes bien faites et « assez longues pour monter à cheval, » ni surtout les pieds bien cambrés, bien *voltis*². Pour tout dire en deux mots, ce qui ravit alors le regard, c'est, chez un jeune homme, l'heureux assemblage de l'élégance et de la force. Il semble qu'après tout nos arrière-grand'mères n'avaient pas trop méchant goût.

La force, s'il faut tout dire, était plus estimée que la beauté, et il ne faut pas s'en étonner chez un peuple encore si rude. Le type aminci du page n'a pu être imaginé qu'à une époque de décadence, et n'aurait aucunement charmé les gros barons du XIII^e siècle. Comment se représentent-ils Charlemagne, ce chef auguste de la race chrétienne, cet Agamemnon de l'épopée française ? Comme un géant de sept ou huit pieds, qui ploie aisément trois ou quatre fers à cheval et qui sur ses deux mains élève sans trop d'efforts un chevalier tout armé³. Tels sont les exercices auxquels se livrent aujourd'hui les hercules de foire ; mais nos pères n'en riaient pas, et admiraient. Peu leur importait que la force fût bête : c'était la force, et ils se pâmaient devant elle. Les hercules, d'ailleurs, ont rarement beaucoup d'esprit, et leur puissante brutalité suffit généralement à la foule de leurs admirateurs. Y a-t-il jamais eu un être plus épais, plus matériel, plus brute que l'illustre Renoart, que cet ami de Guillaume d'Orange⁴ ? Pas une lueur d'intelligence ne brille sur ce gros visage hébété, et il ne fait rien que de sot ou de cruel. Mais c'est un géant, dont la force est incomparable, et qui tient

¹ *Les bras ot lons et les poins bien quarrés* (Ogier, v. 63). *Les bras gros et nervus* et les poins par devant (*Doon de Maïence*, v. 3234). *Les bras ot affirmés* (Godefroi de Bouillon, v. 1684). *Les mains avoit plus blanches*, que ne soit flor de près (*Jérusalem*, v. 1326). *Les mains beles et blanches*, et si ot gros le col (*Aye d'Avignon*, v. 2314). *Les bras gros et nervus et les poins ensement* (Gaufrey, v. 1912). *Et s'avoit gros les bras et les poins bien quarré* (*Ibid.*, v. 1491). Aymeris si fut sage et emparlés ; — Prent la pucelle, ... — *Les dois li baïlle que bien avoit formés...* (Aimeri de Narbonne, Bibl. nat., fr. 1448, f^o 60, 61).

² *Les piés voltis* et gambes ot assés (Ogier, v. 65). Gros trumiaus et biaux piez cauchiés estroitement (*Doon de Maïence*, v. 3236). *Les gambes avoit graïslas*, les piés *voltis* et lés (*Jérusalem*, v. 2325). *Les gambes fors et longues pour seoir sor cheval* (*Gui de Bourgogne*, v. 2207). *De gambes fu bien fet* (Gaufrey, v. 1488,) etc., etc.

³ Voy. le *Charlemagne* de Girard d'Amiens et la *Chronique de Turpin*, cités dans nos *Épopées françaises*, 2^e éd., III, 118, 119.

⁴ Cf. le géant Rolastre (Gaufrey, v. 2650,) etc., etc.)

au poing une massue herculéenne, un *tincl* avec lequel, comme un boucher à l'abattoir, il ne cesse d'assommer Arabes ou Français. D'un coup de cette massue stupide, il écrase certain jour un moine de Brioude qui n'a pas voulu changer de vêtements avec lui¹. Nos pères trouvaient cela fort drôle, et riaient aux larmes. Ce peuple primitif, ce peuple enfant avait réellement besoin de cette force matérielle pour lutter contre tant d'ennemis, et il ne faut pas lui savoir trop mauvais gré de ces goûts qui, fort légitimement, contrariaient notre délicatesse. Nous aimons aujourd'hui les enfants qui sont un peu damerets : nos pères les voulaient, avant tout, robustes et « brise-fer. » Ce qui les mettait en joie, ce qui les induisait en un rire énorme, c'était, par exemple, le récit des enfances de Roland, tel que nous le devons à un trouvère trop peu connu. Le plus illustre de nos chevaliers est prodigieux dès le jour de sa naissance. On n'avait jamais vu jusque-là, on n'a jamais vu depuis lors un enfant aussi gros, ni aussi fort. Ses bras et ses jambes sont d'un géant ; sa colère est déjà terrible. Le maillot lui paraissant une entrave et une injure, il ne veut pas permettre qu'on l'emmaillotte, et se débat furieusement entre les bras maternels, qui sont trop faibles pour le dominer. Nos pères, là-dessus, poussaient des *Ah !* d'étonnement et d'admiration ; mais il ne faudrait pas les faire plus grossiers qu'ils n'étaient, et ils n'admiraient pas que la force matérielle. Ces chrétiens avaient une très haute idée de l'âme humaine et estimaient que, pour être vraiment grand, il faut ici-bas connaître la douleur qui est le véritable apprentissage de la vie. Le jeune Roland, avant d'arriver à la gloire, traverse cette belle et nécessaire épreuve de la misère et de l'adversité. Son père et sa mère, Milon et Berte, ont été maudits par le grand empereur ; ils ont dû s'enfuir devant la colère du fils de Pépin ; ils errent, demi-nus et sans pain, à travers les villes et les campagnes de l'Italie. Berte, qui est la propre sœur du roi de France, serre en pleurs le petit Roland contre son sein ; Milon se fait bûcheron pour nourrir le neveu de Charles. Rien n'est plus angoissant, rien n'est plus beau que de tels commencements ; mais on ne prévoit guère comment Charles pourra un jour retrouver le fils de sa sœur, comment il pourra se réconcilier avec la mère de Roland. Une expédition des Français dans la ville éternelle qu'il faut arracher aux Sarrasins, un voyage de l'Em-

¹ *Moniage Renoart*, Arsenal, anc. B. L. F. 185, f° 167, etc., etc.

pereur à travers l'Italie va tout arranger et sera la plus naturelle de toutes les péripéties. Il arrive en effet que Charlemagne traverse, avec toute son armée, la ville de Sutri qui est précisément la résidence de notre Roland et de ses malheureux parents. Grand tapage dans la petite ville, qui n'est pas habituée à de telles aubaines ; grand bruit d'hommes d'armes et de chevaliers. L'Empereur, installé au palais, ouvre généreusement ses mains et fait des libéralités à tous ceux qui se présentent au palais. Mais voici une visite à laquelle il ne s'attendait guère. C'est un bel enfant blond, « aux yeux de lion, de dragon marin ou de faucon. » Sa beauté n'a rien d'ordinaire et lance des rayons autour d'elle. Il est, d'ailleurs, hardi autant que beau, et, à la tête de trente gamins de son âge, pénètre dans le palais comme dans une ville conquise. Ce qu'il cherche avant tout des yeux, ce n'est pas le trône d'or où s'asseyait l'Empereur ; ce ne sont pas les tapisseries où l'on a peint les exploits des vieux chevaliers ; ni les étoffes d'Orient qui sont tendues entre les colonnes, ni les fleurs qui jonchent le sol. Non, non ; il est plus réaliste, et ce qu'il cherche, c'est la table. On lui sert un repas exquis : il le dévore. Rien n'amuse les gens qui n'ont pas d'appétit comme d'assister à l'appétit des autres. Vous vous souvenez de ces beaux vers de Victor Hugo :

Nous mangions notre pain de si bon appétit
Que les femmes riaient quand nous passions près d'elles.

Charlemagne et sa cour font comme ces femmes, et rient de bon cœur en contemplant la vivacité de ce bel enfant blond aux yeux bleus. Ce qui les étonne davantage, c'est de le voir emporter une partie du repas qu'il avait mise en réserve : « C'est pour mon père et pour ma mère, » s'écrie-t-il, et il porte en effet ces reliefs de la table royale à son père Milon et à sa mère Berte, qui est fille et sœur du roi. Tout finit par se découvrir. L'enfant merveilleux, l'enfant de Sutri, c'est Roland, et Charlemagne vaincu par tant de grâce, finit par tendre les bras à sa sœur. La grâce, toutefois, n'aurait pas suffi à obtenir une telle victoire, et la force matérielle, la force brutale en a été l'auxiliaire très utile. Le roi de France a eu contre Berte un premier mouvement qui n'était pas le bon : il a voulu se jeter, à coups de couteau, sur la mère de Roland. Mais celui-ci, furieux, éperdu, terrible, s'est précipité sur son oncle et lui a si brutalement serré la main qu'il

lui a fait jaillir le sang des ongles. Ce dernier argument est sans réplique. Charles, ravi d'être vaincu par un garçon si charmant ET SI FORT, s'écrie en lui jetant un long regard plein d'enthousiasme et d'espérance : « Ce sera le faucon de la Chrétienté ! » et tout se termine dans les larmes de la réconciliation et dans l'alleluia de la concorde. Roland, cependant, qui est beaucoup moins ému, regarde en tapinois du côté de la table et se demande (ô nature !) quels nouveaux plats on va lui servir ¹.

Quelque original que soit cet épisode, il faut avouer que la grâce y est par trop sacrifiée à la force, et l'élégance à la brutalité. Ce n'est vraiment pas là l'*enfant* type de nos chansons ; ce n'est pas là, du moins, notre damoiseau tout entier. J'aime mieux le Roland de *Renaus de Montauban*, et la charmante désinvolture avec laquelle il fait son entrée à la cour de Charlemagne. Certain jour on entend, aux abords du palais, tout un bourdonnement de pas juvéniles. « C'est un valet qui descend au perron, suivi de trente damoiseaux de gente façon. Pas un n'a de barbe au menton, mais quelles belles mines et quels riches costumes ! Les « trente » sont vêtus de soie rouge. Leur jeune chef a sur les épaules une pelisse d'hermine : il porte des *heuses*, des bottes d'Afrique et (bien qu'il ne soit pas encore chevalier), des éperons d'or. Il est bien fait ; il a le corps droit et beau ; il a surtout la tête d'un vrai baron. Quant à son regard, on ne saurait le comparer qu'à celui du léopard ou du lion. D'un pas assuré il monte les degrés du palais et arrive en présence de l'Empereur. « Au nom du Dieu qui souffrit passion, je vous salue, » dit-il à Charles. Et le Roi de lui répondre sur-le-champ : « Au nom du Dieu qui fut notre rançon, je te salue. D'où es-tu, et quel est ton nom ? — Sire, répond le valet, on m'appelle Roland et je suis le fils de votre sœur au clair visage. » Charles l'entend, relève la tête, prend l'enfant par la manche de sa pelisse de fourrure et lui baise quatre fois la bouche et le menton : « Beau neveu, lui dit-il, nous ferons de toi un chevalier ². »

¹ *Enfances Roland*, Bibl. de Saint Marc, fr. XIII. V. nos *Epopées françaises* (2^e éd., III, p. 68 et suiv.), où ce même épisode est raconté sous une autre forme.

² Les quelques lignes qui précèdent, depuis les mots : « C'est un valet, » sont la traduction, presque littérale, d'un célèbre passage de *Renaus de Montauban* : « Atant es un vallet descendu au peron ; — O lui XXX danziax de mult jante façon », etc., pp. 119, vers 18-38 ; p. 120, vers 1-3.

Il nous faut rester sur cette scène, qui est tout à fait primitive et charmante, et en venir au portrait moral de ces damoiseaux dont nous connaissons maintenant le visage, dont il nous reste à peindre l'âme.

La première qualité qu'on était en droit d'exiger d'un candidat à la chevalerie, c'était « d'avoir la vocation. » Ce mot, — je le sens bien, — n'est pas sans sonner un peu faux dans une étude sur le moyen âge ; mais il se fait comprendre, et on l'excusera. Quand le valet était élevé dans le château paternel ou dans le palais d'un autre baron, rien n'était plus naturel qu'une telle vocation. Tout contribuait à l'entretenir et à exciter le jeune damoiseau. C'étaient les interminables récits de son père et des autres chevaliers ; c'étaient les chants des jongleurs à la fin des longs repas, et la lecture des vieux romans grossièrement enluminés ; c'étaient les histoires brodées sur les tapisseries des châteaux ou peintes sur la hotte des hautes cheminées. Le noble déduit de la chasse et l'apprentissage de la guerre tenaient sans cesse notre enfant en haleine. Bref, il vivait dans un milieu où il ne pouvait devenir qu'homme d'église ou chevalier, et on le voyait, le plus souvent, préférer le heaume à la tonsure.

Mais il y avait des vocations qui se révélaient parfois en des conjonctures moins favorables. Tel enfant noble, dont on ignorait la naissance, était jeté, par je ne sais quelles circonstances, dans une famille de roturiers qui le croyaient roturier comme eux, et l'élevaient à la bourgeoise. Un Montmorency éduqué par un épicier ! Ah ! c'est là qu'il est beau de voir éclore, se développer, s'épanouir ce qu'on appellerait volontiers (n'était la suite irrégulière des images) la fleur, la belle fleur de la vocation chevaleresque. Le petit noble se prend, dès ses premières années, à détester le négoce, l'argent, les petits calculs, la petite économie, le petit train-train du bourgeois. Ces étroitesse l'exaspèrent ; le rouge lui monte au front, son cœur bondit, sa colère éclate... et il se révèle chevalier.

Nos poètes se sont plu à nous raconter, en longs termes, l'histoire de ces vocations irrésistibles qui se produisaient en un milieu bourgeois. J'imagine que les gros barons devaient bien rire, quand les jongleurs daubaient ainsi les marchands devant eux. Les nobles ont toujours aimé à se moquer de la roture et du commerce, et nos trouvères étaient assurés de réussir dans le château, quand ils raillaient la boutique.

Je suis persuadé, qu'en revanche, on aurait jeté des pierres au jongleur malavisé qui aurait chanté en pleine rue et devant un auditoire de bourgeois, soit les *Enfances Vivien*, soit *Hervis de Metz*.

Vous allez en juger.

Vivien est le fils de ce Garin d'Anseüne qui, sur le champ de bataille de Roncevaux et non loin du corps inanimé et radieux de Roland, avait été fait prisonnier par les païens ; Vivien est le neveu de Guillaume au fier bras ; Vivien est le Roland de la geste d'Aimeri de Narbonne. A peine âgé de sept ans, il tombe aux mains des pirates normands qui s'empressent de le mettre en vente. C'est un bel'enfant « qui a la tête blonde, les cheveux frisés, les yeux vairs d'un faucon, la chair blanche comme fleur en été. » Il est là, le pauvre petit, « exposé » au milieu des chevaux et des mulets ; il est là qui se lamente. Une marchande l'aperçoit, qui le trouve superbe et l'achète. Cette brave femme avait toujours souhaité d'avoir des enfants : « Il y a sept ans, se dit-elle, que mon mari est en voyage. Je lui dirai que c'est là « notre fils, et il me croira. » C'est, en effet, ce qui arrive, et le bon marchand Godefroy s'empresse de croire au récit de sa femme. Même il se prend pour *son* fils, du plus tendre et du plus touchant amour. Mais s'il est beau d'avoir un fils, il est nécessaire de faire un sort à cet héritier si longtemps attendu, et de songer pour lui à l'avenir : « J'en ferai un marchand, » dit l'excellent homme, et il commence sur l'heure à lui apprendre le métier. « Je te vais montrer comment on achète les draps et « les blés, le poivre et le cumin, et surtout comment on les « vend. » A ces mots, Vivien rougit et sent bondir dans ses veines le sang de la race d'Aimeri. Marchand ? lui ! Lui, le petit-fils et le neveu de tant de héros ! Lui qui serait né chevalier, si l'on pouvait naître chevalier ! Dès lors commence, entre le marchand et lui, une lutte incessante et dont il est trop aisé de prévoir l'issue. C'est l'antique, c'est l'immortelle querelle entre l'épée et le comptoir, entre les vilains et les nobles, entre le réel et l'idéal. « Je t'apprendrai les poids et les mesures. — « Non, non, répond l'enfant, j'aime mieux me battre. — Je t'enseignerai le change des monnaies. — Donner de bons coups de « lance, quelle joie ! — Je te montrerai les meilleures foires et les « meilleurs marchés. — Que ne suis-je en selle sur un bon cheval ! Que n'ai-je des chiens et des éperviers ! Voilà, voilà le

« bonheur. — Je vais t'acheter de bon gros drap pour t'en faire des habits et de bonnes grosses bottes qui dureront longtemps. — Les païens, les païens, où sont les païens ? Tout est là ; les tuer. — Gagner de l'argent, tout est là. » Tel est le dialogue que l'on entendait tous les jours chez le bon marchand Godefroy. Pour qui a l'oreille un peu fine, il est aisé d'en entendre de tout semblables de nos jours, et l'âme humaine ne change guère.

Mais il est temps pour Vivien de passer enfin de la parole aux actes. On lui confie un jour cent francs pour faire ses premiers achats ; on le lance dans les affaires. Quelle imprudence ! Ces cent francs brûlent les doigts du futur chevalier : « Vous driez-vous me vendre ce beau cheval pour cent francs ? » dit-il à un écuyer qui passe sur le chemin. L'écuyer lui cède sur-le-champ sa monture et empoche l'argent ; mais il se trouve que le beau cheval n'est, hélas ! qu'une abominable rosse, et que l'apprenti marchand a été indignement volé. Douleur de Godefroy, reproches, dispute. Très calme et riant lui-même de sa déconfiture, l'enfant Vivien demande gravement des nouvelles de la guerre de Constantinople. Décidément, ces deux âmes ne sont guère faites pour s'entendre : l'une ne songe qu'aux deniers entassés et à une bonne petite vie bourgeoise sans bruit et sans horions ; l'autre ne rêve que de chevaux, de chasses et de bataille : « Savez-vous, dit un jour l'enfant, ce que je ferais de tout votre argent ? Je ferais bâtir un grand château avec une salle où l'on jouerait sans cesse aux échecs et aux tables. » L'infortuné marchand ne comprend rien à ce singulier idéal, et hoche la tête avec un sourire de découragement. Cependant il tente, il commet la faute de tenter un dernier essai, et envoie son fils à la foire de Tresai. Cette fois, c'est un véritable désastre. Vivien, de moins en moins marchand, vend trois cents *vairs* pour soixante francs (il nous faut aujourd'hui réfléchir quelque temps pour comprendre l'énormité de ce crime) et se débarrasse de trois cents trousseaux de marchandises pour acquérir des chiens et des éperviers. « Malheureux, crie le pauvre Godefroy, tu as perdu toute ma fortune. — Je vous assure, mon père, que ces lévriers sont excellents pour prendre la caille. » Il est tout consolé, Vivien, et essaie en vain de remettre en joie l'inconsolable Godefroy. Pour le coup, sa vocation est trop visible, et l'on n'en pourra faire qu'un chevalier, mais quel chevalier !

¹ *Enfances Vivien*, Bibl. nat., fr. 1448, fr. 186 v^o-189 v^o. Cf. une autre

Rien ne ressemble plus à la vocation de l'enfant Vivien que celle du jeune Hervis de Metz, et il est à croire que l'un de ces deux héros chevaleresques a été copié sur l'autre ¹. Cependant il y a dans les aventures d'Hervis certains traits qui peuvent passer pour originaux. Ce chef de la terrible geste des Lorrains a une origine à moitié roturière. Sa mère est noble, mais son père n'est qu'un bourgeois. Prévôt de Metz, remplaçant au besoin le duc absent, mais malgré tout bourgeois. Par bonheur, il y a une belle parole d'un Père de l'Église qui s'applique fort heureusement à notre jeune damoiseau : « *Filii matrizant* ; c'est à leurs mères que les fils ressemblent. » Cette ressemblance n'empêche pas Hervis de commettre cent folies, mais qui du moins ne sentent pas leur roturier. On lui donne quatre mille marcs pour aller à la foire de Provins, et il n'imagine rien de mieux que de faire le magnifique avec un argent si péniblement amassé par son père. Il dépense mille marcs à héberger splendidement les bourgeois de Provins, étonnés et ravis d'une telle aubaine. Le premier jour, il en invite quatre-vingts à dîner ; le second jour, cent soixante ; le troisième, deux cent quarante ; le quatrième, trois cent vingt. Et quels dîners ! Des grues, des *jantes*, des *malards*, des perdrix ! Au sortir de table, chaque invité reçoit, *pour veïr* un gros cierge, un gros *tortil* de cire. On n'est pas plus libéral, et c'est d'un vrai baron. L'an d'après, même attitude à la foire de Lagny ; mais ce n'est pas, comme à son retour de Provins, un cheval, un faucon et trois chiens qu'il ramène triomphalement à Metz : c'est (qui le croirait ?) une charmante jeune fille, qui était tombée aux mains de je ne sais quels écuyers et mauvais garçons, et qu'il leur a rachetée, argent comptant, pour la somme de quinze mille marcs. « Ah ! s'écrie naïvement le vieux poète, le bel achat que fit là le damoiseau, quand il acheta ainsi la belle Béatrix, celle qui fut plus tard la mère de

analyse, *Epopées françaises*, III, pp. 390 et suiv. Esmeraude, dans *Aiol*, a été forcée d'épouser un usurier ; mais elle a un fils qui a, comme Vivien, le goût chevaleresque : « Or ai de lui un fil... — Nient plus que li escouffes peut ostoïr resambler, — Ne se peut li miens fix à son sens aterner. — Mon fiex demande tables et eskiés pour juer, — Les chiens et les oiseus ne peut il oublier. — *De la route as frans homes ne le peut-on jeter.* » (*Aiol*, v. 7121 et suiv.) Le dernier vers est significatif.

¹ Il est difficile d'établir scientifiquement si la priorité appartient aux *Enfances Vivien* ou à *Hervis de Metz*.

Garin le Loherain et du duc Bègue du château de Belin ! » Béatrix était digne en effet de devenir la femme de Hervis, et elle avait au front la double couronne d'une pureté sans tache et d'une noblesse princière. Fille du roi de Tyr et véritablement chrétienne, elle avait pu, certain jour, répondre très fièrement à Hervis : *Ma chaasté ai encore avec mi — Si dignement com le jor que nasqui*, et lui dire une autre fois, avec un orgueil qui n'était pas moins justifié : « Vous ne vous abaissez pas, en me prenant pour femme. *De vostre pris n'abaissez por mi.* » L'enfant, comme on le voit, n'eut pas à se plaindre des témérités où l'avait jeté sa vocation ¹.

Une autre vocation, non moins impérieuse, et qui se manifeste en des circonstances plus étranges, est celle de Betonnet, fils de Beuves d'Hanstonne. Pour sauver le fils de son seigneur, qu'un traître veut faire mourir, un jongleur, un pauvre jongleur pousse l'héroïsme jusqu'à lui substituer son propre enfant, qu'il a la douleur, l'épouvantable douleur de voir tuer sous ses yeux. C'est ce même sacrifice qu'avait accompli le bon chevalier Renier, pour sauver le petit Jourdain de Blaives, dans le beau roman primitif qui porte ce nom, et cet incomparable dévouement est, comme on l'a dit, « un des lieux communs de la littérature féodale ². » Quoi qu'il en soit, le jongleur s'appelle ici Daurel, et l'enfant qu'il sauve au prix de sa chair et de son sang a nom Beton. Il nourrit cet enfant ; il l'élève maternellement ; il le couve des yeux afin de voir si ce fils de baron, élevé comme un fils de jongleur, ne donnera pas quelque jour les signes d'une vocation chevaleresque. Ces signes, le bon Daurel les redoute comme jongleur et, comme bon vassal, les désire. La situation est vraiment intéressante et dramatique. Le petit Beton, d'ailleurs, ne fait pas attendre trop longtemps les symptômes qu'on craint ou qu'on espère. Dès l'âge de sept ans, il n'aime que les chevaux et les armes. Mais on veut le soumettre à une épreuve décisive, et l'épreuve est typique. On lui présente cent marcs d'argent. « S'il les prend, c'est qu'il est

¹ *Hervis de Metz*, Bibl. nat., fr. 19160, fo 3 et suiv. Voir deux analyses de ce poème, dans l'*Histoire littéraire*, t. XXII, et dans la seconde édition de nos *Épopées françaises*. La première est l'œuvre de M. P. Paris ; la seconde de F. Bonnardot, qui doit prochainement publier une édition critique de cette chanson du XIII^e siècle.

² Paul Meyer, *Daurel et Beton*., Introduction, p. xxiv.

filz de jongleur. » Avons-nous besoin d'ajouter que Betonnet les repousse superbement et avec le geste indigné d'Hippocrate rejetant les présents d'Artaxercès ¹. A neuf ans, il part seul en chasse, suivi de chiens et éperviers au poing. A onze ans, il est passé maître en escrime, et en fournit volontiers la preuve. Cependant ces témoignages ne suffisent pas au jongleur, et la vocation du filz de Beuves lui semble encore incertaine. Il lui faut des arguments plus victorieux : « Beau filz, lui dit-il, prends tes bonnes armes et ton destrier courant. Et battons-nous, oui, battons-nous ensemble. » L'enfant résiste et ne veut pas lutter contre celui qu'il croit son père. L'autre insiste, ordonne. La lutte commence, et elle n'est pas de longue durée. L'heureux Daurel est renversé par le jeune baron, qui vient, tout en pleurs, le relèver et le prendre par la main. Le bon jongleur n'y tient plus, et, tout joyeux de sa défaite, révèle au filz de Beuves le secret de sa naissance ². Où sont les obstacles dont une vocation, une vraie vocation ne triomphe pas ?

Nous voici maintenant en présence d'un damoiseau qui est placé dans les circonstances habituelles de la vie féodale, qui se sait noble et attend l'heure où il recevra le sacrement de la chevalerie. Mais à celui-là même on ne ménage point les épreuves, et il importe en effet de savoir s'il a vraiment l'esprit et le cœur chevaleresques.

Que ces épreuves soient brutales, c'est ce qui ne saurait étonner ceux qui connaissent bien ces races sauvages et ces siècles de fer.

Notre type, ici, sera cet Aimeri de Narbonne que Victor Hugo a chanté.

C'est le jour de la nativité du « baron » saint Jean-Baptiste ; c'est le 24 juin. Le duc Girard est dans son donjon de Vienne, où l'on peut croire qu'il s'ennuie : ni guerre, ni tournoi, ni chasse. Il s'est mis à l'une de ses fenêtres, « de molt riche façon, » et, à travers les meneaux aux fines moulures, se donne

¹ *Daurel et Beton*, éd. Paul Meyer, p. 49.

² *Ibid.*, pp. 54, 55. Une autre vocation est encore celle du petit Doolin de Mayence, dont nous avons ailleurs raconté les aventures robinsonnières. La première fois qu'il voit un chevalier en armes, il comprend tout le mécanisme de l'armure : « Onquez mès armeüre ne vit ne ne s'arma, — mès *Nature l'aprist* et Dieu qui l'enseigna. » (*Doon de Maïence*, v. 2199.) Il y en a vingt autres.

la joie de laisser errer son regard à l'aventure dans la campagne. Regarder les passants, c'est la grande occupation de ceux qui n'ont rien à faire, et elle n'est pas sans charme. Soudain, « entre deux tertres, parmi un val profond, » Girard aperçoit toute une troupe de beaux jeunes gens, qui chevauchent à fond de train sur des mulets d'Aragon, et ne tardent pas à déboucher sur les murs du château, près du perron. Ils sont bien montés; leurs selles sont brodées, leurs freins sont à boutons d'or. Leur chef est jeune comme eux, et comme eux charmant. Il descend de son mulet et monte allègrement à la salle, portant sur le poing un faucon plus blanc qu'une feuille de peuplier ou de saule. Rien qu'à le voir, tout le sang de Girard frémit; il change de visage et s'écrie : « Comme il ressemble à notre famille ! » Le duc de Vienne, une fois saisi de ce doute, veut décidément savoir à quoi s'en tenir, et se propose d'éprouver le nouveau venu : « N'allez pas au devant de lui, dit-il à ses sergents ; ne l'accueillez point; ne lui parlez pas. » Devant ce silence étrange et cet abord glacial, Aimeri s'indigne, et sa colère s'allume : « Si c'est ainsi que vous recevez vos hôtes, sachez qu'il y a des auberges au bourg et que j'ai encore quinze livres d'or. » Et il ajoute : « Vous m'avez tout l'air de *gloutons losengiers*, et je me vengerai de vous. » Là-dessus, Girard éclate de rire et, reprenant sa gravité, demande à son neveu : « Ne serais-tu pas un jongleur ? Fais ton métier. » Et se tournant vers le dépensier du château : « Voilà un garçon qui ne sait même pas comment on porte un faucon. Prends-lui son épervier, et mets-le sur la perche. » Aimeri se met de nouveau en rage. Il n'entend pas qu'on le traite aussi cavalièrement, ni surtout que l'on doute ainsi de son talent de fauconnier : « Décidément, dit-il à Girard, je retourne vers mon père ; car, à coup sûr, mon oncle n'est pas ici. — Si tu es jongleur, reprend l'autre qui veut pousser l'épreuve jusqu'au bout, c'est le moment de nous dire une petite chanson. Tiens ; voici ma pelisse d'hermine. Ce sera ton salaire. Va. » Cette fois, le jeune damoiseau n'y tient plus : il prend son épervier et s'en sert, comme d'un marteau, pour frapper Girard en plein visage. Le sang coule sur le visage du pauvre duc, qui feint de plus en plus la colère : « Pendez-le, pendez-le, » s'écrie-t-il ; et voilà que soixante écuyers et sergents se jettent sur le « glouton » et s'apprêtent à lui faire un mauvais parti. Pâle et tremblant, Aimeri les tient tous en respect sous

la fierté de son regard : « Je suis le fils de don Hernaut le baron, « je suis le neveu de Girard. Arrière ! » Girard l'entend, court à lui, le presse entre ses bras joyeux, lui baise la bouche et le menton : « Ah ! tu es bien de la famille, lui dit-il, et tu as vraiment un cœur de baron. » Et l'épreuve s'achève dans ce baiser et dans ces larmes ¹.

D'autres épreuves étaient celles que les événements eux-mêmes faisaient subir aux fils des barons ou des rois. La féodalité ne donnait lieu que trop naturellement aux guerres et aux haines privées, aux compétitions de terres et de droits, et le *mineur* féodal n'était que trop souvent exposé à de réels, à de graves dangers. On était parfois contraint de le mettre en sûreté chez quelque protecteur puissant, et il fallait attendre qu'il fût chevalier pour lui donner l'occasion de reconquérir son honneur avec son bien. C'était dur et long. Tous les damoiseaux, d'ailleurs, avaient ici un modèle qu'ils ne se lassaient pas de considérer : héros incomparable, et de qui les enfances étaient chantées dans tous les châteaux de l'Europe chrétienne. Qui pouvait se plaindre d'avoir une jeunesse trop rude et trop éprouvée, quand celle de Charlemagne lui-même, de ce Charles « dont la grandeur a pénétré le nom » avait été délaissée, solitaire, angoisseuse. Ah ! l'on se consolait aisément de toutes ses peines, en songeant aux redoutables obstacles dont avait dû triompher la grande âme du fils de Pépin. A peine son père était-il mort qu'il connut le poids de la douleur. Ce père avait été empoisonné par deux bâtards qui souhaitaient également de se débarrasser du fils légitime, et voilà le petit Charles au pouvoir de ces deux traîtres dont la légende nous a conservé les noms : Heudri et Rainfroi. Par malheur, l'enfant n'était pas encore de taille à lutter contre ses frères et n'avait d'autre défense que sa fierté. Une première fois, ses amis l'arrachent aux misérables qui le veulent perdre, et lui assurent une retraite chez sa propre sœur, au duché d'Angers ; mais les traîtres, à force de ruses, remettent un jour la main sur leur victime et se proposent d'en finir rapidement avec ce petit roi, avec ce lionceau qui décidément les gêne. Le tuer, c'est facile ; l'empoisonner, c'est bien ; mais ils trouvent que leur vengeance serait incomplète, s'ils ne se donnaient pas la joie d'humilier devant leur bâtardise le véri-

¹ *Girars de Viane*, éd. P. Tarbé, pp. 43-46.

table héritier de la couronne de France : « Tu vas, lui disent-ils, « nous servir à table. » Tout ce que Charles a de sang dans les veines lui monte alors au visage. Il empoigne un paon rôti, et le jette brûlant à la tête de Rainfroi. Puis, saisissant une broche de cuisine et la brandissant aussi fièrement que si c'eût été sa future épée Joyeuse, il en frappe le bâtard qui rugit de rage et le veut égorger sur l'heure. Le palais s'emplit d'un inexprimable tumulte : repas interrompu, cris de rage et cris de victoire, bruits d'armes. Le petit Charles, encore tout fier de son premier exploit, mais trop faible pour résister longtemps, est littéralement emporté par les partisans de la royauté légitime, qui s'enfuient au galop de leurs *auferans* et le cachent dans une forteresse, à quelque distance de Reims. Mais Reims est trop près des bâtards, et les bâtards sont trop puissants. Il faut de toute nécessité conduire l'enfant plus loin et lui ménager un meilleur asile. Chose cruelle à dire : la chrétienté ne peut offrir ce refuge à celui qui est appelé à porter au front la première et la plus belle de toutes les couronnes chrétiennes, et c'est chez les infidèles qu'on est forcé d'abriter la jeunesse de celui qui sera un jour leur plus terrible ennemi. On passe les Pyrénées ; on se hâte, on arrive à Tolède, chez le roi sarrazin Galafre. C'est là que Charles va se cacher comme un coupable et qu'il est contraint, hélas ! de dissimuler jusqu'à sa naissance, jusqu'à son nom. Ce n'est plus Charles, c'est « Mainet. » Quelques amis dévoués veillent sur lui, dans l'ombre, et leur principale occupation consiste à empêcher ce fils de lion de se révéler lion trop tôt. Il se consume, cet enfant royal ; il ne rêve que de batailles et s'irrite contre ceux qui le retiennent. On le réserve pour le trône de France, on le lui fait entendre, on le lui dit ; mais il est trop jeune encore pour avoir le sens politique et ne s'explique point la prudence qu'on lui impose. Le roi païen qui l'a si bien accueilli, le bon Galafre est en guerre contre ses voisins, et le fils de Pépin ne désirerait rien tant que de lui prouver sa reconnaissance en distribuant des coups de lance à tous les ennemis de son hôte. Le jour arrive (et l'on devait s'y attendre) où Mainet, comme un jeune fauve, échappe à la surveillance de ses gardiens et tombe, terrible, au milieu d'une bataille où son jeune courage se donne carrière. Il frappe, il renverse, il tue. Mais c'est à l'émir Bruyant qu'il veut s'attaquer, c'est à cet ennemi mortel de Galafre. Il le cherche, bondit sur lui, l'atteint. Le grand duel commence,

mais il ne dure pas longtemps et, quand la poussière se dissipe, nous voyons, près d'un cadavre horriblement décapité, un beau jeune damoiseau qui, semblable à David, tient fièrement une tête coupée. Le damoiseau, c'est Mainet, et la tête est celle de Bruyant. Cependant, les « enfances » et les épreuves du fils de Pépin ne sont pas près de prendre fin ; mais un sourire de jeune fille va bientôt récompenser le vainqueur de ce premier exploit et de tant d'autres dont le récit serait trop long. Et voici que nous voyons apparaître, dans la brume d'un horizon peu lointain, la très aimable figure de la fille de Galafre, le sourire jeune et frais de cette Galienne qui sera bientôt la femme de Mainet, ou, pour mieux parler, de Charlemagne ¹.

Une des plus rudes épreuves que l'on pût infliger aux jeunes damoiseaux, c'était de les priver de leur fortune et de leur dire : « Nous ne vous donnerons rien. Cherchez ailleurs. » On sait les avantages, véritablement énormes, que le droit féodal assurait au fils aîné, et il n'est pas étonnant que les cadets, désireux d'un meilleur sort, aient eu parfois la soif, la noble soif des aventures. Quand ils n'entraient pas dans l'Église, où ils faisaient souvent d'assez médiocres clercs, il se jetaient dans les entreprises téméraires et lointaines. Les poèmes qu'ils entendaient chanter tous les jours dans les châteaux de leurs pères, ces vers héroïques étaient bien faits pour développer de telles idées dans ces jeunes cerveaux. On n'y voit que damoiseaux dépouillés de leur héritage et qui conquièrent de grands royaumes à coups de lance. On y assiste à ce spectacle (toujours si intéressant pour les déshérités de la fortune), de pauvres gens que leur seul mérite conduit à la richesse. « Quand je suis venu à Paris, j'étais en sabots : » ce mot n'est pas d'hier, et Aimeri de Narbonne le répète, sous une autre forme, à ses enfants qu'il déshérite : « Quand j'allai à Vienne, je ne possédais rien ². » Autour des princes, dans toutes les cours, il y a un grand nombre de ces cadets sans fortune, de ces « valets » qui regardent à tous les points de l'horizon pour savoir où ils pourraient bien chercher la gloire...

¹ *Charlemagne*, de Girard d'Amiens, [Bibl. nat., fr. 778. fo 23 v^o. Cf. *Mainet*, poème du XII^e siècle, mis en lumière par M. Gaston Paris (*Romania*, juillet-octobre 1875).

² *Département des enfants Aimeri*, seconde rédaction, version du ms. Harl. 1321. f^o 65 v^o.

et le reste : *Jouvencel somes, accroissons nostre pris, — Et querons los en estrange pais*¹. Sans doute, ils connaissent tous les dangers de ces aventures ; mais ils se redisent volontiers le beau proverbe chevaleresque : *Car ne puet estre, ce est chose passée, — Honnours par armes sans perill conquestée*². Et ils partent.

Un autre idéal que se forgeaient les jeunes nobles et que nos poètes offraient trop volontiers à leur regard, c'était un beau mariage qui leur donnât du même coup la fortune et la gloire. Je ne connais, à ce point de vue, rien qui soit plus vraisemblable et plus charmant que le *Département des enfans Aimeri*. Ah ! voilà une chanson qui devait ravir les damoiseaux et les faire longuement rêver. Écoutez plutôt : « Aimeri est pauvre, et ne possède réellement que Narbonne, qu'il veut laisser, non pas à l'ainé (remarquez-le bien), mais au plus jeune de ses sept garçons. C'est sa façon d'entendre la liberté de tester, et elle n'a, en réalité, rien de rigoureusement contraire au droit féodal. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette décision du « vieux de Narbonne » n'est pas de nature à plaire à nos six damoiseaux, qui se voient cependant forcés d'en prendre leur parti et de se taire : car ils savent que le vieillard est entêté et brutal. Ils vont être, d'ailleurs, rapidement consolés, et vous allez voir comment un baron féodal s'y prenait pour « établir » ses enfants. Aimeri interpelle tout d'abord l'ainé de ses fils, qui s'appelle Bernard : « Ce serait grand vergogne, lui dit-il « d'une voix terrible, si vous espériez quelque bien à Narbonne. Par « la foi que je dois à saint Pierre de Rome, vous n'y aurez même « pas la valeur d'une pomme. » L'enfant regarde son père, tout effrayé. L'autre continue : « Prenez cent chevaliers avec vous, « et allez droit à Brubant. Il y a là un duc très fier, qui a la plus « belle fille du monde. Allez la demander à son père. Partez. » Sans paraître trop ébranlé, Bernard répond très simplement : « Puisqu'il vous plait ainsi, mon père, je le veux bien. » Et se tournant vers ses chevaliers : « A cheval ! » leur dit-il, et les

¹ *Garins li Lohérains*, I, 79.

² *Enfances Ogier*, v. 2307 et ss. « Car joenes hom qui à proueece bée, — Qui vuet en armes sa vie avoir usée, — Doit querre hounour tant que il l'ait trouvée. — Souvent doit estre sa vie aventuree, » etc. Dans une chanson plus ancienne, un père dit à son fils : « Querrez hennor dont vous n'avez neant, — Si com je fis tant com fui de jovent. » (*Charroi de Nîmes*, V. 623 et 624.)

voilà en selle. La femme d'Aimeri, la mère de Bernard, prend tout au plus le temps d'embrasser son fils et de lui donner « comme présent d'étrennes » trois sommiers chargés d'argent et d'or. On précipite les adieux, on *broche* les destriers, on part au galop, on perd de vue les tours et le donjon de Narbonne, on passe les collines, les vallées, les montagnes. Où est située la ville de Brubant ? Je l'ignore, et le poète du treizième siècle l'ignorait, je pense, autant que moi. Mais enfin, la voilà qui apparaît aux yeux des Narbonnais, toute ensoleillée, toute splendide à voir : « Oh ! s'écrie Bernard, la belle ville ! » Il ne se donne pas le loisir de l'admirer longtemps, et y fait bravement son entrée à la tête de ses cent chevaliers. Ils ne descendent de cheval qu'à la porte du palais, sous les oliviers, et montent à pas lourds l'escalier de pierre qui conduit à la grand'salle. Le duc s'y tenait au milieu de tous ses barons, comme s'il se fût attendu à cette singulière visite : « Beau doux sire, lui dit Bernard d'une voix claire, le comte Aimeri vous mande que vous me donniez pour femme votre fille, la belle. » Le père y consent sur l'heure, et la jeune fille arrive tout à point pour donner son consentement à un mariage aussi inattendu : « Ma fille belle et sage, je vous ai donné un mari. — Béni soit Dieu ! Nommez-le moi, beau sire. — C'est Bernard de Narbonne la riche. — Je ne le refuse point. » On appelle l'évêque qui se hâte, et Bernard, sous sa bénédiction, a bientôt « fiancé et juré » la damoiselle. Le lendemain, messe solennelle et grande fête dans la chambre voûtée. C'en est fait : Bernard est marié, et le poète ajoute naïvement : « De ce fils d'Aimeri, je ne veux plus rien vous dire ni de sa femme, que Dieu bénisse. » Passons aux autres.

Cette scène que je viens d'analyser exactement d'après notre vieux poème, cette même scène y est servilement reproduite jusqu'à deux ou trois fois, et ce que nous venons de raconter de Bernard pourrait, sauf deux ou trois mots, s'appliquer à Garin et à Hernaut. Rien de plus vif, de plus populaire, de plus profondément épique que ces répétitions presque littérales. C'est ainsi que nous voyons Garin, chassé par son père de Narbonne, se diriger vers la ville d'Anseüne, qu'il délivre des Sarrazins, et où il épouse la fille du duc Naimes, Eustache à la tête blonde. C'est ainsi que nous voyons Hernaut le Roux, également chassé par Aimeri, s'éloigner de sa chère Narbonne, sauver à coups de lance la ville

de Girone, assiégée par les païens, et devenir soudain le mari de la belle Béatrix. La destinée de Beuves est plus originale, et c'est lui qui est demandé en mariage. Le roi de « Gascogne la grande » vient de mourir, et ne laisse après lui qu'une fille, Helissent la belle. Conformément aux plus strictes lois du droit féodal, l'orpheline va trouver le roi Charles qui est son propre seigneur : « Mon père est mort ; je viens vous demander un mari. » Le Roi, sur-le-champ, la prend par la main et, appelant Beuves : « Prends, » lui dit-il, prends cette dame pour femme. » — « Mille mercis, » répond Beuves, et il appelle l'évêque qui sur-le-champ les marie. On ne saurait aller plus vite.

C'est ainsi que quatre des fils d'Aimeri assurèrent leur fortune par de beaux mariages ; c'est ainsi qu'ils acquirent les duchés de Brubant, d'Anseüne, de Gironne et de Commarcis. Et ces duchés là valaient des royaumes ¹.

Il est vrai qu'Aïmer et Guillaume, leurs frères, furent moins rapidement heureux ; mais quatre damoiseaux richement mariés, quatre sur six, c'en était assez pour satisfaire, dans les châteaux du XII^e siècle, les auditeurs les plus difficiles. Nous ne serons pas plus exigeants.

Quoi qu'il en soit, les épreuves de nos damoiseaux ont pris fin, et nous n'avons plus ici qu'à parler de leurs vertus... et de leurs vices.

VII

Le damoiseau est courageux : c'est son métier. Son plus vif désir, dès l'âge de dix ans, serait de suivre les grands chevaliers tout emmaillés de fer qui partent à l'ost sur leurs gros destriers, leurs lances de dix pieds au poing. Ces départs le mettent en rage, et les chevaliers rient bruyamment des colères de cet enfant qui est forcé de rester à la maison, avec sa mère, avec les femmes : « Me voilà déshonoré, dit gravement le petit valet, et je vais être tenu pour vil. » Ce sont les propres paroles du petit Guibert, de ce septième enfant d'Aimeri de Narbonne, quand il assiste au dé-

¹ *Département des enfans Aimeri*, Bibl. nat., fr. 1448, fo 87 et ss. Nous en avons donné une analyse sous une autre forme dans nos *Epopées françaises* IV, pp. 309-319 et une traduction complète, I, pp. 497-501.

part de ses frères qui courent à leurs aventures. C'est en vain que son père lui promet, lui réserve à lui seul toute la ville et tout le duché de Narbonne ; rien, rien ne peut le consoler¹. Dans cette geste des Narbonnais, il n'est pas d'enfant qui n'ait cette précocité de courage. Vivien, l'admirable Vivien dont nous aurons lieu de parler si souvent, a un frère de quinze ans qu'on a dû laisser dans les murs d'Orange, au moment où va se livrer la grande et décisive bataille d'Aliscans : « Vous êtes trop jeune *et de petit aé*, » dit bienveillamment Guillaume à l'enfant Guichardet, pour aller « ainsi à la rencontre des païens, Votre regard n'est pas capable « de supporter le spectacle d'un champ de bataille couvert de « morts. Restez avec votre tante Guibourc. Plus tard nous verrons « à vous faire chevalier. » Guichardet pleure, Guichardet reste ; mais il a son idée, qu'il met rapidement à exécution. Il pénètre dans l'écurie dont il a déverrouillé la porte, y prend un destrier « fort et courant, » le selle, et part sans armes. C'est en vain d'ailleurs que Guibourc, « la comtesse au fier visage, » envoie cent bacheliers à sa poursuite. L'enfant revient de lui-même par un chemin détourné et supplie sa tante de *l'adouber* chevalier. Il est rare, comme nous le dirons ailleurs, de voir ainsi le sacrement de la chevalerie conféré par une femme ; mais rien ne semble ici plus naturel. Guibourc lace le heaume sur cette jeune tête, revêt son neveu du haubert, lui ceint l'épée au côté gauche. On dit qu'à peine armé, le nouveau chevalier fit un temps de galop et s'élança du côté des païens. Mais tant d'émotions l'avaient vivement agité, et il était tout en larmes².

Les petits Lorrains ne le cèdent pas aux petits Narbonnais, et ont le même sang dans les veines. Quand le tout petit Hernaudin apprend la mort de son père Begon : « Dieu ! si j'avais au corps « un haubergeon, pour aider mon oncle Garin contre ses ennemis ! » Garin est là, qui l'entend et est ravi de ce cri de rage. Il prend l'enfant entre ses bras et lui baise *la bouche et le visage* : « Vous êtes trop hardi, beau neveu, mais vous ressemblez tant à « mon pauvre frère, *le riche duc, cui Diez face merci !* » La scène est charmante³.

¹ *Département*; version du ms. du British Museum, Harl. 1321, n° 67, 68. Cf. dans le *Covenans Vivien* (v. 1248) la belle parole de Guichardet : « Se ge remaing, pou me doit l'en prisier. »

² *Covenans Vivien*, v. 1155-1191 et 1230-1276.

³ *Garins li Loherains*, II, p. 268.

Les chanteurs de la geste du Roi ne pouvaient pas se montrer inférieurs à ceux des autres cycles, et proposer aux jeunes nobles de moins beaux modèles. Le seul Charles ne leur suffisant pas, ces poètes ont eu un jour l'idée de remonter à son père Pépin et de rimer certain épisode de son histoire ou de sa légende qui avait été jadis raconté en bons termes par le moine de Saint-Gall¹. A ceux qui le plaisantaient sur sa petite taille, le roi Pépin donna une preuve de son grand cœur. Il assistait à un combat d'animaux, et c'était là un des divertissements qui plaisaient le plus à la brutalité de la race germanique. Tout à coup on le vit se jeter dans l'arène entre un lion et un taureau qui luttaient, terribles. D'un coup, d'un seul coup, il tranche la tête du lion, et, regardant d'un air railleur ceux qui lui eussent souhaité une ou deux coupées de plus : « David était petit, leur dit-il, et cependant il tua « Goliath ; Alexandre était petit, et certains de ses capitaines, « plus grands et mieux faits que lui, avaient moins de force et « moins de cœur. » Ainsi parle l'annaliste et il faut avouer que le poète a quelque peu embelli ou défiguré cette historiette plus ou moins apocryphe. Il s'agit, dans notre chanson, d'un lion qui s'est échappé de sa cage et qui effraie Charles-Martel lui-même. Pépin, qui est encore un tout jeune homme, saisit un épieu, marche résolument au-devant de la bête, lui perce la poitrine, la cloue à terre. Charles embrasse le jeune vainqueur et sa mère fond en larmes. Voilà un début qui annonçait un grand roi ; voilà, pour nos damoiseaux, un modèle de plus.

¹ « Là [dans le palais de Charles] il y avait un lion qu'on nourrissait depuis longtemps ; — On n'entendit jamais parler de bête plus cruelle. — Il a rompu sa cage, il l'a mise en pièces.... — Charles Martel, sans plus de retard, se lève ; — Il emmène sa femme avec lui, ne l'a point laissée. — Il n'y en a pas un seul qui n'ait quitté la table. — Pepin le voit, rougit de colère, — Entre dans une chambre, n'eut pas le visage troublé. — Il trouve un épieu, fièrement le paumoie — Et va droit vers le lion, que ce soit sens ou folie. — Quand Pepin tient l'épieu, ne veut plus demeurer, — Vers le lion s'en va n'a désir de s'arrêter. — Devant, en pleine poitrine, le sut bien asséner, — L'épieu jusqu'à la garde lui fait au cœur ceuler, — Parmi le cœur lui fait le froid acier passer. — Mort l'abat sur la terre. Le lion ne peut se relever. — Chacun est accouru regarder la merveille. — Charles Martel lui-même vient son fils embrasser, — Et sa mère, de joie, commence à pleurer. « Beau très « doux fils, dit-elle, comment osas penser — A si hideuse bête d'aller te « mesurer » — « Dame, répond Pepin, on ne doit redouter — Chose qu'on « ne pourrait sans honte éviter. » Pepin avait vingt ans) *Berte aux grans piés*, éd. Scheler, pp. 2 et 3.

Mais c'était le petit Roland, c'était « Rolandin » qui, dans ce même cycle de Charlemagne, était surtout le type achevé du jeune courage et l'idéal de l'enfant noble. Tous lui voulaient ressembler, même par les mauvais côtés. Tous lui ressemblaient un peu, et c'étaient tous des Rolandins.

A l'exemple du neveu de Charles, l'âme d'un damoiseau, aux ^x^e et ^{xii}^e siècles, se compose d'un certain nombre d'éléments, dont il est aisé de constater la présence, mais dont il est difficile d'apprécier exactement les véritables proportions. Trop de barbarie et de rudesse ; un peu de mutinerie, beaucoup de courage.

Figurez-vous un départ d'armée au ^{xii}^e siècle : un départ pour la guerre sainte, pour la croisade. Bruits d'armures, piaffements de chevaux, retentissement d'olifants ; adieux trempés de larmes ; longues files de chevaliers s'acheminant sur les routes plus pensifs que bruyants et suivis de leurs écuyers qui portent leurs armes ; çà et là quelques jongleurs lyriques qui chantent des chants de guerre, semblables à ceux de Conon de Béthune ou de Thibaut de Champagne. Telle nous apparaît l'*ost* de l'empereur Charles, quand elle se dirige vers l'Italie pour y faire au roi païen Agolant cette terrible guerre qui doit se terminer, en Calabre, par la célèbre bataille d'Aspremont. Or, un jour, cette belle armée passe à Laon, sous le donjon, et le bruit qu'elle fait en passant éveille l'attention de quelques enfants qu'on a enfermés dans ce palais *plenier* pour les empêcher de suivre les croisés. Ils sont en rage, ces fils de barons, et ne rêvent, nuit et jour, qu'à des projets d'évasion. Mais quand ils entendent le son des cors d'ivoire et les hennissements des chevaux de guerre ; quand, à travers leurs petites fenêtres qui ressemblent à des meurtrières, ils aperçoivent les écuyers qui cherchent des logements pour leurs maîtres ; quand ils se disent que c'est là l'armée de Charlemagne et que bientôt ils n'auront plus aucune occasion de la rejoindre, les enfants n'y tiennent plus, et veulent tenter un grand coup. Ils sont cinq, mais le plus tapageur, le plus terrible est Roland. On a mis cet aiglon dans cette cage ; mais dût-il en briser les barreaux, il n'y restera pas !

Par malheur, il y a au château de Laon un « portier » auquel on a spécialement confié la garde de ces enfants, et qui ne semble pas entendre la plaisanterie. Roland entreprend d'abord de le

corrompre et essaie de tous les moyens de séduction : « Laisse-nous, lui dit-il d'une voix câline, laisse-nous aller jouer un peu là dehors. » Il l'amadoue ; il l'appelle gentilhomme ; il le monseigneurise : « Sais-tu ce que nous ferons, quand nous serons grands ? Nous t'armerons chevalier. » Mais l'autre ne se laisse pas prendre à ces enjôleries : « Chevalier ! vilain mé-tier ! On y reçoit de vilains coups ; j'aime mieux dormir. » Puis, d'une voix sévère, il ajoute : « Rentrez chez vous, et amusez-vous avec vos faucons. Vous ne sortirez pas. » Roland bat en retraite, mais ne désespère pas de venir à bout d'une telle résistance, et il emploie successivement la douceur et la force. « Rien que pour voir passer les chevaliers, beau frère portier, laisse-nous sortir, dis. — Non. — Ah ! tu ne veux pas faire ce que nous voulons. Tiens, voilà ce que tu mérites. » A ces mots les enfants se précipitent sur le malheureux, le rouent de coups de bâton et le laissent pour mort, étendu roide sur la place. Puis, ils ouvrent les portes et s'esquivent.

L'armée de Charles vient de partir ; elle est déjà loin. Les cinq enfants sont à pied, et font triste figure : « Ça, dit Rolandin, il nous faut des chevaux. Puisque nous n'en avons pas, prenons-en. » Cinq bons Bretons passent fort à propos : « C'est notre affaire, » dit le neveu de Charles qui, comme vous le voyez, dirige toute l'entreprise. « Allons, allons, sus, sus ! » Ils tombent à coups de poing sur les Bretons effarés, les rossent, les désarçonnent et sautent sur les chevaux qu'ils trouvent excellents. Mais les pauvres chevaliers qu'ils viennent de dépouiller si prestement, vont se plaindre à leur roi Salomon de cette bande effrontée de petits brigands inconnus. « Quels sont ces enfants ? » Il importe de le savoir, et on lance mille hommes à leur poursuite. On les enveloppe, on les cerne, et les voilà au centre d'un grand cercle formé de barons qui se rapprochent de plus en plus et les regardent curieusement. « Eh ! c'est Roland ! » dit tout à coup une grosse voix avec un gros rire, et cette voix est celle du roi de Bretagne qui vient de reconnaître le neveu de Charlemagne : « C'est Roland, c'est Roland ! » répètent en riant tous les chevaliers. Les cinq enfants, eux, ne savent pas trop s'ils doivent rire ou pleurer ; mais tout finit bientôt comme ils le désirent ; on oublie qu'ils ont assommé un portier et démonté cinq Bretons ; on leur pardonne ; on leur fait fête ; on leur per-

met de rester dans les rangs de la grande armée et de prendre part à la grande croisade. Roland triomphe¹.

Tous les damoiseaux n'avaient pas la « gaminerie » de Roland. Il y en avait qui étaient graves et savaient, dès l'âge de douze ans, donner à la vie sa véritable couleur. Je m'en voudrais de terminer les quelques pages que je consacre aux vertus de nos apprentis chevaliers, sans avoir tracé d'une main rapide le portrait de l'un de ces damoiseaux, de belle race et de grand air, qui sont épris du devoir, du seul devoir. J'intitulerais volontiers ce portrait : « Un fils, » et je regrette fort vivement que Victor Hugo ne l'ait pas fait figurer dans la splendide galerie de sa *Légende des Siècles*. C'est plus beau qu'*Aymerillot*.

« Un fils ! » Il faut tout d'abord se figurer ici la majesté d'un père féodal. Quoiqu'il vécût avec ses enfants tous les jours et à toutes les heures du jour, il en était redouté autant qu'aimé, et démentait ainsi l'antique proverbe : *E longinquo auctoritas*. On commençait par trembler devant le père : on l'embrassait ensuite. Tous ses fils attachaient sur lui leur regard, pour lui ressembler, et mettaient la main à l'épée, pour le défendre. Vie patriarcale mêlée de brutalités militaires et dont il ne faut exagérer ni la beauté, ni la rudesse. La légende suivante en fait foi, et elle est plus historique que bien des histoires.

Donc, en ce temps-là, les Anglais de Londres s'étaient passionnés (qui le croirait ?) pour un jeune Français de douze ans qui avait récemment débarqué à Douvres et habitait leur ville depuis quelques jours. On ne parlait que de cet enfant merveilleux. Il était beau à plaisir et tous les enfants de son âge lui ressemblaient « comme une pie ressemble à un faucon. » Qui ne l'aurait aimé ? Il était si adroit à l'arc turquois, si habile à l'escrime ! Mais surtout si généreux ! Ce n'étaient tous les jours, à son hôtel, que distributions de riches fourrures, de chevaux, d'éperviers. Il était alors aisé de se faire, à Londres, vêtir à peu de frais ; on allait à la maison du jeune Français où vingt sergents donnaient, sans les compter, les manteaux, les bリアuds, les péliissos d'hermine. Tous les pauvres connaissaient le chemin de cet hôtel béni. Le Roi avait pris le jeune valet à son service, et tous les châtelains, tous les marquis d'Angleterre

¹ *Aspremont*, éd. Guessard, pp. 15, 16. La traduction complète de cet épisode se trouve dans nos *Epopées françaises*, III, pp. 79 et suiv.

répétaient à l'envi : « Oh ! le bel enfant, le bel enfant ! » Sa mère, en France, priaît pour lui.

Il s'appelait Witasse. C'était le fils du comte de Boulogne et le frère de ce Godefroy qui devait un jour refuser si chrétieusement de porter la couronne d'or dans la cité royale de Jérusalem.

Or, dans le moment même où le damoiseau de Boulogne jetait cet éclat sur la ville de Londres, il arriva que le comte de Montreuil, Rainaume (un traître), entra sur la terre de son seigneur, le comte de Boulogne, qui venait de tomber gravement malade et dont le fils aîné était en Angleterre. Il y entra à la tête de mille chevaliers, pillait tout, saccageait tout, brûlait tout. L'histoire de la féodalité est pleine de ces abominables violences, qu'il faut, si l'on tient à rester honnête homme, très vivement détester et flétrir. Un messenger se jeta sur je ne sais quel cheval, et arriva, bride abattue, au château du comte de Boulogne : « Votre pays est en flammes ! » Le pauvre vieux comte entend cette nouvelle, frémit, bégaye, et essaie de se soulever sur son lit ; mais retombe, hélas ! abattu par le mal. La comtesse s'arrache les cheveux : « Mon fils, mon cher fils, que n'êtes-vous là ! » On se décide à envoyer un messenger à ce jeune vengeur, et la courageuse femme du pauvre comte malade relève alors la tête, reprend courage, devient fière et presque sublime : « C'est moi, » dit-elle à son mari, « c'est moi qui, en attendant votre fils, m'occuperai de vous lever une armée. Je serai *soudoïère*, je serai *loeresse* de chevaliers. Pourvu que l'enfant arrive à temps ! »

Quatre jours après, le messenger du comte de Boulogne débarque à Douvres. C'est là qu'il monte à cheval, pour n'en plus descendre avant d'entrer à Londres. Il mange sur son cheval, et ne boit que trois fois durant tout son voyage. Il brûle la route. Épuisé presque autant que sa bête, il a enfin la joie de mettre pied à terre sur le seuil du palais où habite le roi d'Angleterre. C'est précisément l'heure de son repas. Un tout jeune homme se tient derrière lui, cheveux blonds et yeux souriants, qui lui tient sa coupe d'or. C'est Witasse. Le messenger arrive, entre sans façon, prend l'enfant à part et ne lui dit que quelques mots : « Votre père est malade, et un traître s'est emparé de sa terre. Venez. » Sans plus hésiter, le valet remet la coupe d'or entre les mains du Roi. « Je n'ai pas soif, dit celui-ci, et ne demande point à boire. — Prenez-la, répond brutalement le damoiseau, sinon

« elle tombera par terre. » Et, sans rien ajouter, il part. Ceux qui voyagèrent sur la route de Londres à Douvres virent alors, avec stupéfaction, passer comme la foudre un bel enfant sur un gros cheval en sueur. Pas de halte, pas d'arrêt. Plus vite, plus vite encore. C'est à peine si le cavalier a le temps de se prosterner « en croix » devant l'autel de la cathédrale de Cantorbéry. Plus vite, plus vite. Le voilà sur le port de Douvres. Quels sont ces mariniers ? Des Boulonnais. « Vite en bateau. » Plus vite, plus vite encore. On arrive sur la côte de Boulogne, et un horrible spectacle s'étale alors sous les yeux de ce jeune voyageur qui est si pressé. Tout le Boulonnais est en feu. « Vengeance, vengeance ! » Witasse alors remonte à cheval, rencontre le traître qui a envahi le domaine paternel, le tue et, sans mot dire, remonte à cheval et retourne en Angleterre. Il a vengé son père.

Quelques jours après, comme midi sonnait au maître-moutier de Londres et que le roi d'Angleterre se mettait à table, il vit devant lui un tout jeune homme, cheveux blonds et yeux souriants, qui s'apprêtait à lui tenir sa coupe d'or. Il était tout poudreux ; et avait, chose étrange, des éperons aux pieds : « D'où venez-vous, Witasse, lui demande le roi qui le soupçonne de quelque aventure amoureuse. — J'arrive de tel lieu, répond fièrement l'enfant, où je ne pouvais envoyer un messager en ma place. » Modeste et silencieux, il cache la vérité, et se tait sur son admirable dévouement. Le roi ne l'apprit que quelque temps après et plein d'admiration : « Il faut, s'écrie-t-il, que l'enfant soit chevalier dès demain. » Le lendemain, ce modèle des fils, Witasse, n'était plus damoiseau ¹.

VIII

Le damoiseau n'a pas que des vertus ; mais, sous peine d'être injuste, on voudra bien remarquer que les défauts et les vices du jeune baron féodal ne diffèrent pas sensiblement de ceux que les philosophes et les poètes de tous les pays ont reprochés aux jeunes gens de tous les siècles. C'est monnaie courante.

Le damoiseau est colère, et le sang lui monte aisément à la

¹ *Enfances Godefroi*, v. 883-1534.

tête. Quand la femme de Charlemagne se vante devant le jeune Aimeri d'avoir fait baisser son pied à Girard de Vienne qui croyait naïvement baisser le pied de l'Empereur, quand elle commet l'imprudence de faire à Girard le récit d'une aussi méchante plaisanterie et qui passait alors pour un sanglant outrage, Aimeri sent la rage le mordre au cœur, saisit un couteau et le lance à la tête de l'impératrice qui se renverse en arrière *sur la coute* et esquive le coup. On se jette sur Aimeri qui veut l'égorger sur place, on le saisit, on l'emporte dehors, tandis que ce furieux crie de toutes ses forces : « Partons, partons ! » aux jeunes valets qui l'ont accompagné ¹.

C'est au jeu surtout, c'est quand ils perdent quelque partie d'échecs, que nos damoiseaux ne se possèdent plus et deviennent fous de rage. Pourquoi Charlot, fils de Charlemagne, casse-t-il d'un coup d'échiquier le crâne de Beaudouinet, fils d'Ogier ? C'est parce que Beaudouinet l'a fait irrévérencieusement « échec et mat. » Galien, pour le même motif, reçoit de son oncle Tibert un coup d'échiquier dans la tête ². Ces terribles échiquiers du XII^e siècle ne ressemblaient guères à nos petits damiers en bois léger, qu'un enfant peut briser avec ses petits doigts : ils étaient massifs et leurs quatre angles formaient autant de coins terribles qui entraient mortellement dans les os et dans les chairs. Quand le fils d'Olive et de Doon de la Roche, quand le petit Landri est forcé d'assister au mariage de son père avec une seconde femme, il entre en une fureur étrange et, s'adressant à l'archevêque qui bénit cette union maudite : « Toi, s'écrie-t-il, je te tuerai quand je serai grand. » Puis se tournant vers la nouvelle épouse : « Je me vengerai, » lui dit-il ; et il frappe d'un coup d'échiquier je ne sais quel traître qui a osé, devant lui, calomnier sa mère. Rien ne calme cette petite âme furieuse. C'est le même sentiment, c'est la même rage, quelque peu légitime et excusable, qui anime l'enfant Gautier dans cette épopée de la colère qui s'appelle *Raoul de Cambrai* : « Si je vis assez pour avoir un jour le heaume lacé en ma tête et l'épée à mon poing, je ferai payer cher votre mort, oncle Raoul ³. » Mais je ne

¹ *Girars de Viane*, pp. 51, 52. — *Ogier le Danois*, v. 3152-3153. Cf. *Renaus de Montauban*, pp. 51, 52.

² *Doon de la Roche*, British Museum, Harl. 4404, f^o 1422.

³ *Raoul de Cambrai*, éd. le Glay, p. 145.

connais pas de colère qui soit comparable à celle de Renier et de Girard, ces fils de Garin de Montglane, telle qu'elle nous est racontée dans *Girars de Viane*. Colère inexcusable, sans frein, stupide. De gros jeunes germains qui ne veulent pas attiédir la chaleur de leur sang et sont enragés au sens propre de ce mot. Ils arrivent un beau jour à la cour du Roi, et sont fort scandalisés, tout d'abord, qu'on ne leur fasse pas un plus brillant accueil. Ils se mettent à table, et on ne leur sert qu'un *poivre mengier* : un petit pain et « une fois à boire. » Voilà qui les met déjà en mauvaise disposition ; mais ils sont bien plus furieux quand le sénéchal refuse brutalement de l'avoine à leurs mulets, et quand il a l'audace de frapper l'un d'eux de son bâton de pommier. Renier hausse le poing, lui brise l'os de la *goule*, le tue roide, saisit le cadavre par un de ses pieds, et « le jette au grenier. » Terrifiés par cette exécution sommaire, tremblants, effarés, les sergents et les écuyers s'enfuient de tous côtés : c'est une panique universelle, et il n'y a de tranquille et d'assuré dans toute la cour que le meurtrier et son frère. Ils sont même tout joyeux. Pendant la nuit, *ils se font aasier et fringues et danses ont asés à couchier*. Le lendemain c'est une autre affaire. Ils veulent pénétrer auprès du Roi qui entend la messe dans la chapelle de son palais ; mais, comme ils sont pauvrement vêtus, l'huissier les repousse : « Ces petites gens à cotte grise sont vraiment plaisants de vouloir entrer au palais, quand tant de hauts barons, couverts de fourrures et vêtus de cendal d'outremer, sont obligés de rester à la porte ! » L'huissier aurait mieux fait de se taire ; car il s'attire cette verte réplique de Renier qui est devenue célèbre : « Sache, misérable, que le cœur *n'est mie ne ou vair, ne ou gris*, mais qu'il est au ventre où Dieu l'a mis. » Là dessus ces forcenés se précipitent sur la porte du palais, sur cette porte auguste et presque sacrée : d'un premier, d'un seul coup de pied, Renier, *li damoisels gentis*, la brise en deux moitiés. Le « portier » essaie en vain de résister à ce brutal, à cet insensé qui n'est plus un homme. L'infortuné est frappé à son tour, écrasé sous sa porte, piétiné, écervelé, tué, et les deux jeunes valets, contents d'eux et souriants, paraissent enfin devant l'Empereur, qui tremble de peur, et... s'empresse de les armer chevaliers ¹.

¹ *Girars de Viane*, pp. 13-21.

Le damoiseau est léger, comme tous les jeunes gens ; mais chez nous, en France, sa légèreté revêt souvent la forme de la gaminerie. Gaminerie un peu parisienne, et telle qu'on a pu la constater dans l'épisode de Roland et du portier de Laon. On n'est pas impunément français, et cette race a toujours aimé le franc rire. Je ne dis pas qu'elles soient toujours attiques, les plaisanteries de nos jeunes nobles du ^{xii}^e siècle ; mais elles sont parfois d'un bon comique, qui est très naturel et très vivant. Une de celles qui devaient le plus aisément provoquer ce rire un peu épais de nos pères est à coup sûr l'histoire de Floovant et de son maître. Il est vrai que cette affabulation est empruntée aux *Gesta Dagoberti regis*¹, et qu'on a fait honneur à Dagobert lui-même de cette vraie équipée de collégien. Mais le poète du ^{xiii}^e siècle auquel nous devons une nouvelle édition de ce récit, l'a si agréablement arrangé et adapté à son temps qu'il peut passer pour original. La scène se passe au temps où la mode était en France de porter barbe au menton. Clercs et laïques, tous étaient barbus, et le comble du déshonneur était d'être glabre. Un voleur était-il pris en flagrant délit : « Qu'on le rase. » Or, nul n'avait une plus belle barbe en France que ce duc de Bourgogne, nommé Sénéchal, dont le roi Clovis avait fait le précepteur de son fils Floovant. On peut même ajouter qu'elle était trop belle, puisqu'elle donna au damoiseau royal une si étrange et si fâcheuse tentation. Comme son maître s'était endormi, le jeune écervelé s'approche, et la fantaisie lui prend soudain de couper ces beaux grenons, ces tresses superbes. C'est ce qu'il fait avec le petit couteau bien affilé qui lui servait à peler des pommes. Mais quelle douleur et quelle rage, quand Sénéchal s'éveille ! « Votre père, dit-il à Floovant, vous fera couper la tête et les membres. » C'est en vain, d'ailleurs, que l'enfant essaie de l'apaiser et lui promet trente destriers, quinze châteaux et le harnois de trois cents chevaliers : « Non, non, reprend le pauvre « ébarbé, votre père saura tout. » Là-dessus, il cache dans son manteau de satin son visage enlaidi et déshonoré, et ne le découvre que quand il paraît devant Clovis. « Voici, dit-il, l'œuvre de votre fils. » Le pauvre Floovant n'en fut pas quitte à

¹ Cap. vi et vii, reproduits par les *Chroniques de Saint-Denis*, lib. V, chap. vii.

moins de sept années d'exil. C'était chèrement payé¹. Mais ce n'est pas Floovant qui, comme on le dirait aujourd'hui, tient dans notre épopée « l'emploi des comiques. » Ce n'est pas lui; mais Hernaut de Girone, que l'on appelle aussi Hernaut le Roux. Ce frère de Guillaume d'Orange est en quelque manière le « farceur » attitré de nos chansons de geste. C'est sa fonction : faire rire. Lorsque son père l'a chassé de Narbonne avec cinq de ses frères pour l'envoyer chercher fortune ailleurs, il s'achemine avec eux vers Paris. La route est longue, et le voyage abonde en épisodes de tous genres. Voilà de joyeux damoiseaux, certes, et qui ne s'ennuient guère. Ils ressemblent d'ailleurs aux enfants de tous les pays et de tous les temps qui ne se lassent pas d'entendre cent fois la même histoire et rient d'aussi bon cœur à la centième. La grande, l'éternelle plaisanterie parmi les frères d'Hernaut, c'est de le supposer par avance « Sénéchal du Roi, » de lui en donner le titre et de lui rendre « pour rire » tous les honneurs dus à cette charge. Guillaume lui en a donné l'investiture en plaisantant : « Dorénavant, lui « a-t-il dit, sois hardi et fier, et *soutiens bien justice*. » Ils arrivent ainsi aux portes de Paris, où le Roi tient sa cour. Mais, hélas ! la ville est « enconbrée », et il n'y reste plus un seul logement libre. Que faire ? Hernaut ne perd pas la tête, et comme l'abbé de Cluny se plaint de ne pas trouver un gîte, tout abbé de Cluny qu'il est : « Calmez-vous, lui dit-il très gravement. Vous voyez « présentement devant vous le Sénéchal du Roi en personne. Oui, « monseigneur, le Sénéchal lui-même. Vous aurez un logement. « Allez. » Il n'en coûte pas à Hernaut de faire de telles promesses; mais il se demande anxieusement comment il les pourra tenir. Le voilà qui erre à Paris, dans la grand'rue, et une bonne odeur de cuisine arrive jusqu'à lui. « Ho, ho ! dit-il, qu'est ceci ? Et qui fait ainsi ripaille ? » Sans plus de façon, il entre dans une belle maison où sont attablés des bacheliers. Fort étonné de voir ce grand garçon faire irruption dans leur salle, ces joyeux convives lui apprennent qu'ils sont les hommes du duc de Bourgogne et composent sa suite. « Que m'importe ! s'écrie Hernaut. « Je suis le Sénéchal du Roi, et j'ai besoin de ce logement. Sor- « tez. » Comme ils résistent, il les roue de coups et demeure enfin maître de la place ; puis il installe l'abbé de Cluny dans une

¹ *Floovant*, vers 42-146.

belle chambre bien tapissée, et le laisse chanter matines avec ses moines. Il s'agit maintenant de loger le bon roi de Pavie Boniface, qui circule à pieds dans les rues, à la recherche d'un *hôtel* : « Je suis le Sénéchal du Roi, lui dit Hernaut. Vous « serez logé tout à l'heure ». Là-dessus, il entre dans un palais tout étincelant de lumières, *grant lumineux par leanz esgardu* : « Qui êtes vous ? » dit-il aux hôtes de cette magnifique habitation. Il se trouve qu'il a devant lui le légat du Pape et deux archevêques. Il les délodge et dit à Boniface : « Entrez. » Même aventure avec de gros Allemands dont il convoite le logis : « Quelle belle mine vous avez ! » leur dit-il d'abord. Comme le renard, il débute par des compliments ; mais il ne tarde pas à en venir à l'argument décisif des coups de bâton : les Allemands lui cèdent le terrain et vont se plaindre à l'Empereur de cet étrange et trop envahissant sénéchal. Pendant qu'ils se donnent cette peine, Hernaut se prélassé dans la maison dont il les a dépossédés. « Qu'on me fasse venir des jongleurs ! » dit-il. Mais c'est la dernière de ses escapades. Tout se découvre, et les gens de l'Empereur sont sur le point de faire un très mauvais parti au sénéchal Hernaut et à ses frères qui le défendent. Par bonheur l'affaire s'arrange, et Charlemagne, ravi de la hardiesse de ces beaux jeunes gens de Narbonne, leur confère à tous la chevalerie. Ils l'avaient bien méritée¹.

Il y a plus d'une sorte de légèreté, et Gautier d'Aupais n'a pas la même physionomie qu'Hernaut de Beaulande. Néanmoins, c'est encore un étourneau, et qui offre plus d'une ressemblance avec nos étourneaux contemporains. Son père est un petit gentilhomme des environs de Beauvais qui serait heureux de le voir réussir aux tournois, et l'envoie, certain jour, à l'une de ces fêtes coûteuses. Le jeune homme y réussit peu, mais dine fort bien à l'auberge et n'a pas un denier pour payer sa note. Ce sont aventures journalières. Il joue « pour se rattraper » et perd jusqu'à ses habits. Son père l'accueille à coups de bâton et le frappe si fort qu'il *deront* sa chemise, laquelle était pourtant *de fort filage*. Humilié, furieux, Gautier jure de quitter la maison paternelle,

¹ *Département des enfans Aimeri*, 2^e rédaction ; ms. du British Museum, Harl. 1321 (xiii^e s., fo 75-86.. Cf. Brit. Mus. Bibl. du Roi, 20 B XLX (xiii^e s.) Cette rédaction a été traduite et délayée en prose au xv^e siècle (Bibl. nat., fr. 1497) V. *Epopées françaises* ; 2^e éd., IV, p. 311 et ss., note.

où sa mère et ses sœurs, les bonnes âmes, essaient en vain de le retenir. Il aurait été, je pense, jusqu'au bout du monde, s'il n'eût été arrêté en chemin par le sourire d'une jeune fille. C'était la fille d'un vavasseur, et Gautier s'éprend pour elle d'un très vif et très charmant amour. Afin de la voir un instant tous les jours, il accepte, chez le père, l'humble emploi de guetteur. Le métier est dur, et l'on gèle là-haut, dans la *gaite* ; mais, que voulez-vous ? il *la* voit. On l'admet bientôt au service de la table, et, la voyant plus longtemps, il s'estime plus heureux. Pour pénétrer encore plus près de celle qu'il aime, il va jusqu'à apprendre le métier de jongleur. Il déclame, il vielle, il chante, et parvient ainsi à pénétrer dans la chambre « encortinée » de la jeune fille. Puis, effrayé de son audace et très timide, il s'enfuit. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il s'enhardit peu à peu et que ce roman (c'est l'éternel roman) se termine par un mariage. Cette vieille histoire a un bon parfum de nouveauté ¹.

Le damoiseau n'est pas sans être sensuel et débauché, et parmi les jeunes nobles du XII^e siècle, il en est plus d'un qui ressemble à cet Aubri le Bourguignon, type du vice sauvage et de la brutalité indomptée. *Quant vos esties jovenciaus de grant pris*, dit un jour Fouqueré à ce Germain mal dégrossi, il n'y avait pas un seul chevalier ni un seul bourgeois, *s'ot bele file qui eüst cler le vis*, — *Que n'en feïsses tes bons et tes delis* ². Il convient cependant d'observer que les jeunes nobles du XII^e siècle sont généralement chastes. C'est ainsi du moins que nos poèmes nous les représentent, et nous n'avons pas lieu de suspecter leur témoignage. On a dit avec raison que, dans le cœur de l'homme, il n'y a place à la fois que pour une grande passion. Nos damoiseaux aiment trop la guerre pour aimer beaucoup les femmes. Je serais même assez tenté de croire qu'ils leur préféreraient encore leurs faucons et leurs chiens. Dans toutes nos chansons de geste (qui nous paraissent ici moins bien informées), ce sont les jeunes filles qui font toujours les avances, et ces grands blonds aux cheveux frisés ne les reçoivent pas toujours fort gaillardement. Ils ne succombent qu'à la dernière extrémité. Il est

¹ *Gautier d'Aupais*, éd. Michel. — Analyse de l'*Histoire littéraire*, t. XIX, p. 768 et ss. — L'œuvre est relativement moderne (XIV^e s.).

² *Auberi*, éd. Tobler, pp. 194, v. 30 ; et 195, v. 4-6. Cf., au début d'*Hervis de Metz* l'épisode des écuyers qui veulent déshonorer la belle Béatrix, etc.

vrai qu'on n'a jamais rien vu de plus effronté que ces donzelles, ni de plus brutalement agressif. Elles s'offrent, elles se livrent. C'est Luciane, dans *Aiol*, qui dit au héros de cette jolie chanson : *Car vos tornés vers moi, jovente bele* ¹. C'est Claesme, dans *Gaydon*, qui envoie à son « ami » ce message sans pudeur : *Dites Gaydon qu'il a moult bele amie* ². C'est Aiglentine, enfin, qui, dans *Gui de Nanteuil*, fait le même aveu dépouillé d'artifice : *Sire, dist la pucele, toute m'avez conquise* ³. Les amoureux les plus ardents ne tiennent pas de nos jours un autre langage, et c'est vraiment ici le monde renversé. Les Sarrasines ne parlent pas, d'ailleurs, autrement que les chrétiennes, et nos poètes, qui ignorent absolument l'art de la nuance et les secrets de la couleur locale, ont peint avec les mêmes couleurs les françaises et les arabes. Salmadrine dans *Doon de la Roche* ⁴, Malatrie dans *Bueves de Commarchis* ⁵, Esclarmonde dans *Huon de Bordeaux* ⁶, Floripas dans *Fierabras* ⁷, et Rosemonde dans *Elie de Saint-Gilles* ⁸, ces cinq païennes n'ont rien qui les distingue à nos yeux de la fille d'Isoré, dans *Anseïs de Carthage*, et de la fille de Gueri le Sor, dans *Raoul de Cambrai*. Ce sont partout les mêmes avances, c'est partout la même effronterie. Esclarmonde jette à Huon ce soupir sans vergogne : *Je vos ain tant que je ne puis durer* ⁹, et un vers d'*Elie*, où il est question de Rosemonde, résume naïvement tout le système : *Et s'amor li presente la bele au cors legier* ¹⁰. Ah ! certes oui, elles le « présentaient » leur amour, et de telle façon qu'elles forçaient les pauvres jeunes gens à le prendre quand même. Mais, encore un coup, les françaises rivalisent ici de hardiesse avec les infidèles, et je ne pense pas qu'une seule de nos héroïnes soit plus brutalement emportée et sensuelle que la Bélissent d'*Amis et d'Amiles*. C'est elle qui, dans un accès d'amour enragé, s'écrie,

¹ *Aiol*, v. 2172.

² V. 8243.

³ V. 537.

⁴ Brit. Mus., Harl. 4404, f° 52.

⁵ V. 2678 et ss.

⁶ V. 5835 et ss.

⁷ V. 2799, etc.

⁸ V. 1503, etc.

⁹ *Huon de Bordeaux*, v. 5852.

¹⁰ *Elie de Saint-Gilles*, v. 1503.

en pensant à Amiles : *Il ne me chaut se li siècles m'esgarde ; Car trop i a bel home*¹. Cri sauvage, cri bestial, et qui fait penser au « bel animal humain » d'un grand écrivain de nos jours.

S'il faut dire ici toute ma pensée (et j'aurai lieu de la développer ailleurs), je ne crois pas que, sur cette attitude de leurs héroïnes, le témoignage de nos poètes puisse être accepté sans un contrôle sérieux et véritablement scientifique. Ce que nos trouvères épiques connaissaient le moins bien de la société de leur temps, c'étaient, à coup sûr, les femmes ; c'étaient surtout les jeunes filles, et il convient de réduire à leur juste valeur leurs allégations épicées et leurs récits de haut goût. Je demeure persuadé, malgré tout, que le jeune noble, en ces siècles de fer, était trop profondément chasseur et guerrier pour avoir le loisir d'être très amoureux. Telle est la vérité, tel est le terme moyen auquel il faut savoir se tenir, en prenant toutefois le soin d'ajouter que les romans de la Table ronde allaient singulièrement modifier un tel état de choses, mettre la galanterie à la mode, efféminer les âmes, et changer enfin notre damoiseau en dameret.

Il ne faut rien exagérer, et l'amour que la jeune fille inspire à l'homme adolescent, cet amour naturel et vif n'a jamais cessé un instant de réjouir et d'éclairer la terre. Nos jeunes barons, *li joule damoiseil qui aiment par amor*², n'ont donc pas été sans le connaître. Un de nos héros le plus « primitifs, » se rappelle avec joie ses premières amours : « Qu'est devenu le « temps où j'étais jouvenceau ? Oh ! c'était le *bon siècle*. Je pré-
« ferais alors un chapeau vert à cent marcs, et faisais maint
« *cembel* pour belles dames³. » Mais enfin cet amour a toujours, chez nos damoiseaux, quelque chose de violent et de brutal. Voyez Roland sous les murs de la ville de Vienne, voyez-le au moment d'engager avec Olivier ce duel interminable qu'ont si bien raconté l'auteur de *Girars de Viane* et, après lui, le plus grand poète de notre siècle. La scène est, en vérité, des plus animées, et voici que les dames, toutes les dames de la cité en sont sorties (les imprudentes, les coquettes) pour venir assister à la terrible

¹ *Amis et Amiles*, v. 659, 661.

² *Godefroi de Bouillon*, v. 148.

³ *Aubori*, 3. 160. v. 10-15.

joute entre Olivier et Roland. Mais il en est une dont la beauté fait pâlir toute autre beauté. Longs cheveux blonds frisés, un chapeau d'orfèvrerie sur la tête, des yeux de faucon, des pieds moulés, des mains dont la blancheur n'est égalée que par celle des fleurs d'été, un visage frais que le sang empourpre doucement : c'est Aude, c'est la belle Aude. Elle a revêtu ce charmant costume que nos poètes du XII^e siècle voyaient tous les jours passer sous leurs yeux, et jeté sur ses épaules un petit manteau court qui lui va à ravir. Elle est charmante, elle jette de la lumière autour d'elle. De son premier regard, Roland l'aperçoit et la distingue entre toutes. Que va-t-il faire, ce neveu de roi, ce héros ? Va-t-il, à la façon d'un chevalier de la Table ronde, jeter un soupir intérieur, graver ces chers traits dans sa mémoire et se promettre de conquérir un bien si désirable. Point. Roland se jette dessus. C'est un brutal et qui n'a encore que cette façon de comprendre l'amour. Il la saisit, il la veut enlever, là, sous les yeux de tous ces chevaliers, de toutes ces dames. Mais Aude qui représente dignement, dans notre épopée, la jeune fille vraiment chrétienne et virginale, Aude jette des cris ardents : « Olivier, mon frère Olivier ! » Et elle ajoute : *Mais ja ne plaise au Roi de majesté — Que de mon cors soit faite tel vilté.* Olivier se précipite et attaque fièrement Roland : « Vous êtes duc, et moi comte ; nous pouvons nous battre, » lui dit-il. Et les voilà qui se donnent de ces énormes coups dont nous avons perdu le secret. Olivier, qu'excitent l'amour fraternel et la vue de sa sœur en péril, étend Roland par terre, et, sans attendre qu'il se relève, s'empare de la belle Aude et la met dans Vienne à l'abri de tout danger. La voilà sauvée ; mais elle aime Roland ¹.

Quelle que soit la sauvagerie de cet amour, je le préfère encore à l'amour romanesque et criminel d'Huon de Bordeaux pour la belle Esclarmonde. La sensualité est ici plus raffinée, et l'on sent l'influence néfaste de la Table ronde. A peine nos deux amants sont-ils coupablement tombés dans les bras l'un de l'autre qu'une épouvantable tempête éclate autour d'eux et brise le navire qui, témoin de leur faute, semble maudit par Dieu. Ils errent longtemps sur la mer, accrochés à une misérable planche, et sont jetés un jour sur la plage d'une île déserte. Ils sont nus

¹ *Girars de Viane*, pp. 90-92.

tous deux et s'enveloppent à la hâte d'herbes marines : « Ah! « s'écrie Esclamonde, nous voilà tombés en grande honte. » Et l'autre lui répond : « Tristan est mort pour l'amour de la belle Iseult; mourons de même, vous et moi. *Accolons-nous; si morrons plus soef*¹. » Les jeunes nobles du XII^e siècle ressemblaient plus à Roland qu'à Huon, et, malgré mille réserves, je ne puis m'empêcher de les en féliciter chaudement.

Le damoiseau n'est pas seulement léger et sensuel; il est encore orgueilleux, jaloux, colère. Tel est Charlot, tel est ce fils de Charlemagne que l'auteur d'*Ogier le Danois*, et surtout celui d'*Huon de Bordeaux*, ont peint avec de si noires couleurs. Ce que son père lui reproche le plus vivement, c'est de fréquenter les traîtres et de s'en faire l'ami : *Mieux aime asés les traïtors laniers Que les pseudommes; s'en ai le cuer irié*². On le voit un jour tuer le fils d'Ogier, et allumer ainsi dans tout l'empire l'incendie d'une guerre épouvantable; puis tendre aux deux fils du duc Seguin de Bordeaux une embuscade où il succombe lui-même. Il y a là le souvenir évident d'un personnage très historique, et notre Charlot n'est autre que « Charles l'enfant, » fils de Charles le Chauve, mort le 29 septembre 866, à la suite d'une équipée du même genre. Le personnage historique et le héros de la légende ne valent pas mieux l'un que l'autre, et quand Reginon accuse le premier de *levitas juvenilis*³, il se sert d'un euphémisme que nous ne saurions appliquer ni à l'un, ni à l'autre; mais que méritaient, sans aucun doute, un certain nombre de nos valets du XII^e siècle.

Il vaut mieux ne pas rester sur un tel spectacle, et se figurer, une dernière fois, le jeune noble du temps de Louis VII ou de Philippe Auguste, beau, fort, courageux, superbe, lancé au milieu de quelque bataille épique, et conservant dans cet héroïsme quelque chose d'humain et de charmant. *Jouenes hom sui, ne vuel encor morir*⁴, tel est le cri que jette Ernaut en fuyant devant Raoul de Cambrai. Qui s'attendrait à trouver, dans la plus sanglante de nos épopées, ce cri si naturel et si vrai, ce même cri qu'André Chenier a placé sur les lèvres de sa jeune captive : « Je ne veux pas mourir encore ? »

¹ *Huon de Bordeaux*, v. 6736-6811.

² *Huon de Bordeaux*, vers 95, 96.

³ *Reginonis chronicon*, Pertz, *Scriptores*, t. I, p. 533.

⁴ *Raoul de Cambrai*, éd. Le Glay, p. 118.

Au reste, le temps d'épreuve est passé et l'on vient (ô bonheur, ô joie !) de signifier à notre damoiseau qu'il ait à se préparer à recevoir la chevalerie. Enfin !

IX

A quel âge était-on admis à ce « huitième sacrement ? »

Il est hors de doute qu'il existait un lien entre l'âge de la majorité et l'époque où l'on pouvait être adoubé chevalier. Mais l'âge de la majorité a lui-même varié.

Dans les tribus germaniques, il n'est point partout le même. C'est douze ans chez les Saliens ¹; quinze ans chez les Ripuaires ². Ces différentes dates ont dû persister plus ou moins longtemps dans les pays qui furent habités par les descendants de chacune de ces tribus, et il y aurait là le sujet d'une étude curieuse. Mais de tous les Germains on peut dire ce que Théodoric disait des Goths : « C'est la force qui fait la majorité. » Dès qu'il était de taille à se battre, le jeune barbare était majeur.

Quoi qu'il en soit, grâce à l'adoucissement des mœurs et sous l'influence visible du droit romain, il y a eu, parmi nous, une tendance de plus en plus marquée à reculer l'époque de la majorité et, pour dire la chose nettement, à la fixer partout à vingt ou à vingt-un ans. Cette tendance est déjà très accusée au XII^e siècle. Dans Glanville ³, dans le *Très ancien coutumier Normand* ⁴, il n'est question que de vingt-un ans « accomplis. » Au XIII^e siècle, l'usage s'accroît encore plus vivement. Il est vrai qu'en Beau-

¹ Loi Salique, tit. XXIV (éd. Behrend, p. 28). « Les Barbares, dit M. Paul Viollet (*Le Droit du XIII^e siècle dans les Coutumes de Touraine-Anjou et d'Orléanais*, p. 77), les Barbares ont même connu une majorité de dix ans. Elle figure dans deux lois anglo-saxonnes.

² Loi des Rip., LXXXI (83), dans Walter, *Corpus juris*, t. I, p. 191. M. Paul Viollet, auquel j'emprunte ces citations (l. I., pp. 77, 78), ajoute que la majorité de douze ans figure encore dans un document allemand du XII^e siècle (acte de 1027 environ, dans Senkenberg, *Corpus juris feudalis Germanici*, Francf. 1740, p. 9) et que cette même majorité a persisté dans la Hesse, jusque dans la seconde moitié du XV^e siècle.

³ VII, 9.

⁴ Première partie, c. VI.

vais l'antique tradition germanique a persisté et qu'on est majeur à quinze ans ¹ ; mais la coutume de France indique vingt ans ², mais la deuxième partie du *Très ancien coutumier Normand* ³, mais la *Très ancienne coutume d'Anjou* ⁴, mais les *Établissements de Saint Louis* ⁵ sont unanimes à inscrire le chiffre, désormais consacré, de vingt et un ans. Quant aux textes du xiv^e siècle, l'unanimité en est encore plus frappante ; mais il convient ici de bien s'entendre sur ce chiffre. Il s'agit alors de vingt et un ans, non pas accomplis, mais seulement touchés.

Eh bien ! toutes ces variations qui se sont produites quand il a fallu déterminer l'âge de la majorité légale, nous allons les retrouver dans les mœurs et dans les lois de nos pères, quand il leur faudra fixer l'âge exact où le jeune noble pourra être armé chevalier.

Encore une fois, il y a entre ces deux questions une connexité, un parallélisme évident. Mais, sur le terrain de la chevalerie, l'idée germanique a résisté bien plus énergiquement que sur celui de la majorité.

Dans nos chroniques comme dans ces chansons de geste, qui reflètent si exactement la vie chevaleresque du xii^e siècle, nous trouvons à cet égard des textes difficilement récusables. Ces textes nous prouvent qu'on pouvait être fait chevalier à douze, à treize, à quatorze, à quinze, à dix-sept, à dix-neuf ans ⁶. Et si

¹ Beaumanoir, XV, 14 et 30.

² *Ibid.*

³ Cap. CLXXVIII.

⁴ Cap. II.

⁵ Ed. Paul Viollet, t. I, p. 19. « En Orléanais comme en Anjou et en général dans l'ouest de la France, le gentilhomme au xii^e siècle est majeur à vingt et un ans (Paul Viollet, *Le Droit au xiii^e siècle*, p. 78). Ce remarquable Mémoire n'est qu'un extrait du grand ouvrage de M. P. Viollet sur les *Établissements de Saint Louis*.

⁶ 1^o Dix et douze ans... Car s'il avoit x ans, je vous jure et fiance — Qu'il seroit chevalier... (*Brun de la Montaigne*, poème du xiv^e siècle, v. 1709). Et si fust maintenant en la xiii^e année, — Chevalier le feroie... (*Ibid.*, v. 1528). Quand il aura xii ans, chevalier le ferès (*Ibid.*, v. 1652). 2^o Treize ans. Fu adobés Witasses à xiii ans et demi (*Le Chevalier au cygne*, v. 1665). A xiii ans et v mois fu ses termes asis — Que chevaliers doit estre (*Alexandre*, p. 13, v. 5). 3^o Quatorze ans. Ann. 1065, Henricus rex accinctus est gladio anno regni sui nono, ætatis suæ quatuordecimo (Hermann. Contract., *Historiens de France*, XI, p. 22). 4^o Quinze ans. Puis ne se virent devant quinze ans passez. — Tant que ils furent de nouvel adoubé (*Amis et Amiles*, v. 36).

j'avais à établir une moyenne, c'est à quinze ans que je me tiendrais. Quinze ans : l'âge de la majorité chez les Germains.

Il faut cependant tenir compte ici de ces mêmes influences qui expliquent tant de variations au sujet de l'âge de la majorité, et force nous est de constater une tendance de plus en plus marquée à reculer également l'époque de la chevalerie et à le fixer, comme pour la majorité, à vingt et un ans. Mais cette tendance n'a pas triomphé aisément ¹.

Au XIII^e siècle, les « vingt et un ans » sont généralement de rigueur. Si Arthur est fait chevalier à quinze ans, c'est pour des raisons d'ordre politique. Si Philippe le Bel est adoubé à seize ans, c'est pour une cause analogue, et déjà, en effet, il était roi de Navarre. En revanche, les fils de saint Louis et ceux de Philippe le Bel, sont armés après leurs vingt ans ². « On n'est majeur, on ne peut être chevalier qu'après être entré dans sa vingt et unième année : » telle est la règle définitivement adoptée et en

37). Cf. *Garins li Loherains*, I, pp. 237-238. *Elie de Saint Gilles*, v. 389 et 406, etc. 5^e Dix-sept ans. Foulque Reschin est fait chevalier en 1060 par son oncle Geoffroi Martel : *Etas autem mea decem et septem erat annorum*, quando me fecit militem. (*Frag. hist., Andegav.* auctore Fulcone, comite Andegav ; *Historiens de France*, XI, 138). 6^e Dix-neuf ans. Henri, fils de Guillaume le Batard, *anno ætatis suæ decimo nono sumpsit arma a patre*. (Guillaume de Malmesbury, I, 5, cité par Du Cange, *Dissertations sur l'histoire de saint Louis*, édit. Didot, t. VII, p. 87, Cf. *Breve Chronicon Sancti Martini Turonensis*, *Historiens de France*, t. XII, p. 65), etc., etc.

¹ « Nos [anciennes] lois fixèrent à vingt et un ans la majorité, aussi bien que l'obligation d'accepter le duel et la permission d'être admis à la chevalerie. On dérogea néanmoins dans la suite à la disposition qui concernait la chevalerie. On trouve, dans nos romans et dans d'autres auteurs plus sérieux, beaucoup d'exemples de chevaliers faits à quatorze et quinze ans, et quelquefois même encore plus jeunes. Il semble même qu'on eût fait une nouvelle loi qui admettait les jeunes gens à la chevalerie dès la quinzième année, puisque l'Aide de chevalerie pouvait être levée par le seigneur aussitôt que son fils (pour la chevalerie duquel ce droit était levé,) avait atteint cet âge de quinze ans. Il faut donc mettre des exceptions à la règle générale de quelques auteurs, qui décident formellement qu'on ne pouvait recevoir la chevalerie qu'à vingt et un ans. » (Sainte-Palaye, *Mémoires sur l'ancienne chevalerie*, t. I, pp. 61-62.) Du Cange dit encore plus catégoriquement : « Ad militiam capessendam nulla fere erat ætas definita » (au mot. *Miles*, t. IV, p. 401).

² Louis X n'est adoubé qu'à vingt-quatre ans ; mais on ne s'était décidé à ce retard que pour faire ses frères chevaliers en même temps que lui. C'était, d'ailleurs, l'extrême limite, et un mandement du 8 mai 1293 punit d'une amende les écuyers nobles qui n'ont pas reçu la chevalerie à vingt-quatre ans accomplis.

dehors de laquelle on ne peut signaler en France qu'un petit nombre d'exceptions. Nous voilà bien loin des traditions germaniques, et même de la coutume du XII^e siècle.

Bref, notre damoiseau à nous, le damoiseau dont nous suivons la vie jour par jour, n'a encore que quinze ans et sera *adoubé* le mois prochain. Il était temps : car ses plumes, comme le dit une vieille devise, devenaient plus grandes que le nid : *Pennæ nido majores*. Il ne peut contenir sa joie, et parcourt en chantant toutes les salles du château : « Chevalier ! chevalier ! je vais « être chevalier ! »

LÉON GAUTIER.

LE CONCILE DE PISE

(1511)

Le Concile de Pise, ou, pour le qualifier plus justement, le Conciliabule de Pise, est un épisode de l'histoire de Louis XII, resté presque inconnu. Plusieurs historiens, même l'abbé Rohrbacher, dans son *Histoire de l'Église*¹, lui consacrent à peine quelques mots. Le seul écrivain, à notre connaissance, qui ait donné de plus amples détails, c'est le continuateur de Fleury². Mais ses pages respirent un souffle de Gallicanisme si outré, que l'on ne peut comprendre, en le lisant, comment cet auteur peut contilier le nom de catholique avec les attaques continues, auxquelles il se livre, contre le Pape et la papauté. Les sources, cependant, ne lui manquaient pas : Raynaldi, Mariana, d'Argentré, etc., pour y puiser des renseignements plus exacts. Mais le culte du prince, sorte de religion des Gallicans, l'aveuglait assez pour l'empêcher d'appeler de son nom une assemblée schismatique, parce qu'elle était formée par l'ordre du Roi.

Louis XII, que nous n'avons pas l'intention de juger ici, a failli dans cette circonstance, à son titre de roi très chrétien et de fils aîné de l'Église. Mais il s'est repenti depuis, et a sollicité son pardon du même siège qu'il avait si violemment et, disons-le, si inconsidérément attaqué. Les évêques de son royaume, qu'il avait entraînés, ont tous reconnu leur faute, ont fait leur soumission au Pape et ont reçu un affectueux pardon. Ne soyons pas surpris de cette bénignité d'un père qui oublie si facilement l'erreur de ses fils ; mais exposons néanmoins l'histoire succincte de ce Concile, parce qu'elle est un enseignement. Elle montre

¹ Edit. de 1845, in-8°. L'édition donnée par l'abbé Guillaume parle de ce Concile en deux ou trois pages.

² *Hist. eccles.*, t. XXV.

jusqu'où peut aller, dans le prince, une ambition démesurée, et, dans le clergé, une déférence coupable aux vues du prince. Le roi a osé porter la main sur l'arche sainte, et les prélats ont méconnu l'autorité du chef de l'Église.

I

Jules de la Rovère, élu pape en 1503 sous le nom de Jules II, occupait alors le siège de saint Pierre. Il était un défenseur intrépide des droits du Saint-Siège, menacés tantôt par les Vénitiens, tantôt par l'empereur ou par Louis XII. Outre cette attitude de résistance prise par Jules II contre ses ennemis, il avait un plan, qu'il poursuivit toute sa vie : c'était de rendre l'Italie aux Italiens, en chassant les étrangers de la Péninsule. Car, morcelée en plusieurs parties, qui n'avaient pas de centre commun, et qui s'attachaient selon leurs intérêts ou leurs caprices à des puissances étrangères, elle voyait en outre des portions considérables de son sol occupées par des étrangers : l'Empire, la France et l'Espagne. L'empire prétendait à des droits de suzeraineté sur plusieurs villes ; la France possédait le Milanais, et avait attiré dans son alliance les républiques de Gênes et de Florence et le duc de Ferrare ; les Espagnols avaient Naples. Jules II, qui avait sous son obéissance la portion centrale de la Péninsule, enrichie récemment (1510) des places de la Romagne cédées par les Vénitiens, souverain du plus important état de l'Italie, était, comme chef religieux et comme prince temporel, désigné naturellement pour faire de ce pays une vaste fédération sous la suprématie du Pape et rendre enfin l'unité à l'Italie ; unité opérée de nos jours au détriment du Pontife qu'on dépouille, loin de lui accorder la suprématie d'honneur que tant d'efforts des Papes pour rendre l'Italie aux Italiens auraient dû mériter au Saint-Siège.

Jules II, pour réaliser son plan, se tourna d'abord du côté de la France, dont deux rois, Charles VIII et Louis XII, avaient toujours été les adversaires de la domination pontificale. Leur présence à Milan était d'ailleurs supportée impatiemment par les différents états d'Italie. Leur allié, le duc de Ferrare, avait tout fait aussi pour indisposer le Pape contre lui. Ce fut contre ce

prince que furent dirigées les premières tentatives de Jules II. Elles furent heureuses : Modène et Reggio, places importantes, furent enlevées. En même temps, les Suisses, servant leur rancune particulière contre Louis XII, envahissaient le Milanais ; mais leur entreprise, favorisée par Jules II, n'eut pas de succès.

Ces projets belliqueux paraissent déplacés dans un pape. Mais il ne faut pas les considérer au point de vue de notre époque, et surtout ne pas oublier pour les juger que, souverain temporel, il pouvait en exercer tous les droits au même titre que les autres souverains. Son patriotisme, d'ailleurs, et la conscience de l'influence dont il jouissait en Italie, l'inspiraient dans son opposition à une puissance étrangère dont la domination dans Milan lui paraissait, à tort ou à raison, plutôt due à la force qu'au droit.

Louis XII, pour résister à ce puissant adversaire, se hâta de s'emparer de quelques villes des états de l'Église, sur lesquelles il prétendait avoir des droits.

Le pape l'excommunia ¹. Alors le roi ne ménagea plus rien, et résolut de se venger du Pontife. En vain, Anne de Bretagne, sa femme, chercha à le détourner, comme fils aîné de l'Église, de faire la guerre à son chef ; il persista dans ses dispositions. Mais, craignant qu'une hostilité déclarée contre le Père des fidèles ne fît naître des scrupules dans ses généraux et ses soldats, il voulut les dissiper en opposant des armes spirituelles à une puissance spirituelle : il convoqua une assemblée du clergé de France à Orléans, puis à Tours ².

Le 30 juillet 1510, il adressa à tous les évêques de son royaume une lettre circulaire ainsi conçue ³ :

« Chers et bien-amez, pour aulcunes choses qui grandement touchent les privilèges et libertés de l'église gallicane et loix de mon royaulme, païs et seigneuries, Nous vous prions et mandons que vous veuillez députer deux personnages de votre chapitre, telz que vous adviserez, et iceulx, ensemble aulcuns que voulons estre par vous députés pour représenter le clergé du diocèse, exempt et non exempt, faciez rendre en nostre ville

¹ Raynaldi, 1510.

² Raynaldi, 1511.

³ Bibl. nation., ms. f. fr., n° 1559.

d'Orléans ¹, dedans le xv^e jour du mois de septembre prochain, auquel lieu nous espérons, au plaisir de Dieu, Nous trouver audit temps, et là faire dire et communiquer auxdits députés les causes de ladite assemblée. Par quoy, n'y faites faulte. Donné à Bloys, le pénultième jour de juillet. Signé : LOYS; et plus bas : ROBERTET.»

Cette lettre n'annonçait rien des projets du prince. Quand les députés furent assemblés à Tours, on leur proposa, de la part du roi et en sa présence, huit questions, dans lesquelles Louis XII, pour ne pas effaroucher les esprits, ne désignait pas nominativement le Pape. Il adressait une consultation à des théologiens, et ne démasquait pas encore ses projets hostiles ².

Le roi demandait : 1^o Est-il permis au Pape de faire la guerre à des princes étrangers ? L'assemblée fut pour la négative. — 2^o Un prince, obligé de se défendre contre le Pape, peut-il saisir les terres de l'Église ? Oui, répondit la majorité gallicane. — 3^o Quand le Pape fait une guerre injuste à un prince, peut-il se soustraire à son obéissance ? Oui, encore, répondirent les députés. — 4^o Alors comment le prince et son clergé devront-ils se conduire dans les cas où il fallait recourir au pape ? La question était grave, mais elle fut résolue comme le désirait le roi : observer la pragmatique-sanction tirée du Concile de Bâle. On ne se souvint pas que les sessions où furent rendus les décrets reproduits dans cette pragmatique, attentatoire aux droits du Saint-Siège, n'étaient plus celles d'un concile œcuménique, mais d'une assemblée désavouée par l'Église catholique.

Les quatre questions suivantes, qui avaient pour objet le droit d'un prince attaqué injustement ; la possibilité de se défendre contre le Pape les armes à la main ; sa résistance à l'excommunication prononcée contre lui ; la nullité des censures portées contre ses sujets, tout fut résolu conformément au désir du roi ³.

¹ Ce fut la ville de Tours, qui fut définitivement choisie pour cette assemblée.

² Raynaldi, 1511. — D'Argentré, *Coll. Judiciorum*, t. I. — Nat. Alexander, *Dissert. in hist. ecclesiasticam*, t. VIII, etc.

³ Nous avions cru, sur la foi de l'abbé Rohrbacher, que Louis XII avait fait frapper, à l'occasion de cette assemblée du clergé, une monnaie, avec cette inscription, comme une menace contre Rome : *Perdam Babylonis nomen*, je perdrai le nom de Babylone. Mais cette monnaie, dont il existe plusieurs exemplaires à la Bibliothèque nationale, a été frappée en 1502, après la conquête de Naples. (V. Hofmann, *Monnaies royales de France*.)

Le conseil d'État, fort de ces décisions, était d'avis que le roi portât la guerre en personne dans les États du Saint-Siège ; mais Louis XII, qui venait de recevoir l'ambassadeur de l'empereur Maximilien, choisit une autre sorte de guerre et concerta avec lui son plan de conduite. Maximilien, par une aberration d'esprit qui surprend moins dans un caractère aussi léger que celui du prédécesseur de Charles-Quint, avait le désir d'être pape après la mort de Jules II ¹. Son ambassadeur, qui entrait dans ses vues, fut bientôt d'accord avec le roi. Les vœux des deux princes étaient d'être débarrassés de leur antagoniste ; ils ne le pouvaient que par la déposition du pape, qui s'obstinait à ne pas mourir. Cette déposition ne pouvait être prononcée que par un Concile général ; il est vrai qu'un Concile général ne pouvait être en droit convoqué que par le pape. Mais, en mettant en avant le prétexte de la réformation de l'Église, les deux princes, qui comptaient sur des adhérents, se résolurent à passer outre, et à convoquer un Concile, dont le but principal, dans l'intention des deux souverains, était de déposer le pape.

Nous ne chercherons pas à le dissimuler. La discipline, trop relâchée dans l'Église, et surtout dans le clergé, avait besoin d'être rendue plus sévère. Les auteurs du temps, même les plus dévoués au Saint-Siège, gémissent sur l'état du clergé à cette époque. Mais ce n'était pas à des princes temporels, pour servir des vues temporelles, de prendre l'initiative d'une mesure aussi grave que la convocation d'un Concile général, réservée par le droit canonique au Pontife romain, ou tout au plus, selon les opinions gallicanes, au Collège des cardinaux. Les princes n'hésitèrent pas cependant.

Ils croyaient pouvoir compter sur l'appui de quelques évêques italiens, français et allemands, et espérer que les projets de réformer l'Église leur attireraient des adhérents ; ils se réjouissaient surtout de voir entrer dans leurs vues cinq cardinaux ², qui s'étaient séparés du pape et s'étaient réfugiés à Milan. C'étaient : Bernardin de Carvajal, évêque de Sabine ; François de Borgia, archevêque de Cosenza ; René de Prie, évêque de Bayeux ; Frédéric de Saint-Severin et Guillaume Briçonnet,

¹ Mariana, *Hist. Hisp.*, l. XXX.

² Raynaldi, 1511. — Mariana, *Hist. Hisp.*, l. XXX.

archevêque de Narbonne. Les deux princes s'étaient prononcés contre le Pape et espéraient pouvoir entraîner à leur suite l'Italie, la France et l'Allemagne ; mais l'Espagne, l'Angleterre, la Suède, la Pologne, la Hongrie, la Bohême, la Suisse, etc., souverains et clergé, restaient fidèles à la cause du Saint-Siège.

Cependant le roi de France faillit s'emparer de son ennemi. Le chevalier Bayard, qui commandait pour lui en Italie, avait appris que le pape devait venir devant la Mirandole, que ses troupes assiégeaient. Il résolut de le faire prisonnier, et de l'interner à Milan. Il partit donc secrètement, au commencement de la nuit, avec cent hommes d'armes pour le surprendre. Jules II voyageait en litière, accompagné seulement de quelques-uns des siens. Il était en route, lorsque le mauvais temps (on était à la fin de décembre 1510) le força d'interrompre son voyage et de revenir sur ses pas pour se rendre dans la petite ville de Saint-Félix qu'il venait de quitter. A peine y arrivait-il que la troupe de Bayard se précipita sur son escorte. Jules II n'eut que le temps de descendre de sa litière et de se réfugier dans le château. Une partie de ses bagages furent pris, quelques domestiques et deux évêques qui l'accompagnaient furent faits prisonniers, mais le pape s'échappa.

Les deux princes, avant de fixer le Concile, voulurent essayer d'amener le roi d'Espagne, Ferdinand le Catholique, à leur donner son concours, en consentant à la tenue du Concile, et en y envoyant les évêques de ses États. Des ambassadeurs allèrent le presser de s'unir aux souverains de l'Allemagne et de la France pour prendre les moyens de déposer le pape. Ils lui proposèrent, entre autres raisons, la crainte d'un schisme dans l'Église, si l'Espagne était divisée des autres puissances. Le roi leur répondit que, quand bien même l'Espagne se joindrait à eux, il resterait assez de royaumes fidèles au pape, et le schisme n'en existerait pas moins. C'était, d'ailleurs, non à lui, mais aux évêques espagnols qu'il fallait s'adresser, et les persuader, si l'on pouvait y réussir. Il s'abstiendrait donc d'agir, et tout ce qu'on pouvait espérer de lui, c'est qu'il laissât toute liberté à son clergé. C'était un refus poli.

II

Dans cette situation, on voulut hâter la convocation du Concile. On commença par chercher un lieu propice. Les avis étaient divers sur ce point ¹. L'empereur aurait voulu une des villes de l'empire, Constance, par exemple, à laquelle son précédent Concile faisait une réputation d'heureux augure pour un Concile réformateur ; Louis XII proposait la ville de Lyon, croyant ainsi attirer un plus grand nombre d'évêques français ; mais les cardinaux italiens, peu confiants dans l'empereur et le roi, voulaient une ville de la Péninsule, et faisaient de ce choix une condition absolue de leur concours. Pour les satisfaire, on fixa le lieu de la réunion à Pise ; ville, d'ailleurs, placée sous la suzeraineté de l'empereur, et relevant de Florence, qui était alliée de la France. Sa position promettait aussi aux membres du Concile la sécurité et une certaine liberté ².

Avant d'aller plus loin, on voulut avoir du Pape un refus formel de prendre part à ce Concile ; refus dont on pensait escompter les avantages. Louis XII envoya donc, le 15 février 1511, des commissaires auprès de Jules II ³. Ils étaient chargés de lui rappeler le serment fait en 1503 par tous les cardinaux, dans le conclave qui précéda son élection, de réunir bientôt un Concile, comme le meilleur moyen de remédier aux maux de l'Église ; il avait fait ce serment comme les autres, et ne l'avait pas tenu. Les commissaires eurent même l'insolence d'ajouter que, si le Pape ne convoquait pas immédiatement un Concile, il perdrait le droit de convocation et de présidence ⁴.

Jules II, à cette communication, ou plutôt à cette objurgation, répondit qu'il n'avait point d'ordre à recevoir des princes, qu'il ferait de lui-même ce que sa conscience et l'intérêt de l'Église lui conseilleraient.

Les deux souverains, satisfaits au fond de l'inflexibilité du Pape, puisqu'elle leur permettait de poursuivre leurs projets et

¹ Raynaldi, 1510.

² Mariana, *Hist. Hisp.*, l. XXX.

³ Raynaldi, 1511. — Sponde, *ibid.*

⁴ Raynaldi, 1511.

de conserver leurs espérances, se trouvaient cependant embarrassés, à cause de ce qu'avait d'insolite la convocation d'un Concile général par des princes séculiers. Ils s'adressèrent donc aux cardinaux réfugiés à Milan, pour obtenir d'eux qu'ils publiassent les lettres de convocation. Ceux-ci acceptèrent, mais firent d'abord leurs conditions. Ils demandaient : 1^o que les deux souverains prissent le Concile sous leur protection ; 2^o qu'ils n'en permissent pas la dissolution, ni même la translation, sans le consentement des prélats assemblés ; 3^o qu'on pût y jouir d'une liberté et d'une sûreté entières. Ils craignaient, et non sans raison, que les circonstances ne changeassent les dispositions des princes et ne les portassent à abandonner le Concile à son sort. Leurs conditions furent agréées, et ils s'engagèrent à faire la convocation. Toutefois les princes ne voulurent pas renoncer à s'ingérer dans une mesure purement ecclésiastique. Ils comptaient beaucoup sur leur influence et ne négligèrent pas d'en profiter.

Trois lettres de convocation parurent, l'une publiée par les cardinaux de Milan, le 16 mai 1511, l'autre par l'empereur et le roi de France, en juin et juillet. Ces lettres, à peu de chose près identiques, indiquaient la réunion d'un Concile général à Pise pour le 1^{er} septembre suivant ¹.

Les cardinaux disent, dans leur lettre, que les commissaires de l'empereur Maximilien et du roi Louis XII leur ont représenté que les empereurs et les rois de France, ayant toujours été les défenseurs de la foi, ces princes, pour le bien de l'Église et sa réformation dans son chef et dans ses membres, voyant l'espace de dix ans, fixé par le Concile de Constance pour la célébration des Conciles œcuméniques, passé depuis longtemps, le Pape ayant négligé de se conformer à cette prescription, et perdant ainsi le droit de convoquer le Concile, les cardinaux, à qui ce droit revient, étant divisés, les uns du côté du Pape n'étant pas libres, les autres étant réfugiés en Lombardie, demandent la convocation d'un Concile. Les cardinaux assemblés à Milan, et pour satisfaire le vœu des pieux princes, et pour remédier aux maux de l'Église, indiquent la réunion d'un Concile général à Pise le jour des calendes de septembre prochain. Ils supplient

¹ Raynaldi, 1511.

ou plutôt requièrent le Pape de consentir à cette convocation et d'assister au Concile par ses légats ; ils y appellent les autres cardinaux, les patriarches, archevêques et évêques, les rois, princes et potentats, ainsi que les abbés et prélats ayant droit d'y assister. Ils signifient au Pape l'interdiction de créer de nouveaux cardinaux, de publier les noms de ceux qu'il aurait désignés *in petto*, de procéder contre ceux qui prendront part au Concile, et d'en empêcher la célébration, etc.

Cette lettre était signée de Bernardin de Carvajal, cardinal de Sainte-Croix, évêque de Sabine ; de Guillaume Briçonnet, cardinal de Narbonne, évêque de Préneste ; de Philippe de Luxembourg, cardinal du Mans, évêque de Tusculum ; de François de Borgia, cardinal du titre des Saints Nérée et Achillée, évêque de Cosenza ; de Hadrien, cardinal du titre de Saint Chrysogone, évêque de Corneto ; de René de Prie, cardinal du titre de Sainte Sabine, évêque de Bayeux ; de Charles, cardinal du titre de Saint Vite, évêque de *Finario*, tous cardinaux prêtres ; de Frédéric de Saint-Ange, cardinal de Saint Séverin ; d'Hippolyte d'Este, cardinal du titre de Sainte Lucie, cardinaux diacres ¹.

On voit que le nombre des cardinaux de Milan s'était augmenté de quelques noms.

Outre leur acte de rébellion, dans la convocation d'un Concile général sans la participation du Pape, les cardinaux signataires eurent l'outrecuidance de demander au pontife d'assister à une assemblée formée contre son autorité ; c'était le citer, comme un criminel, à comparaitre devant le tribunal qui s'était arrogé le pouvoir de le juger, ou plutôt de le condamner. A de si audacieuses prétentions, Jules II répondit par un acte qui affirmait à la fois son autorité et déconcertait les rebelles, la convocation d'un Concile général à Rome dans Saint-Jean de Latran ². La bulle en fut publiée le 18 juillet 1511 ; elle fixait l'ouverture du Concile au 19 avril 1512.

Le Pape se plaint, dans cette bulle, de la mauvaise foi des cardinaux, qui ayant obtenu de lui la permission de se rendre à Florence, en avaient profité pour se retirer dans un lieu dominé par des étrangers, où maintenant, malgré les protestations d'obéissance et de fidélité qu'ils lui avaient faites, ils

¹ *Acta Conc. Pis.*

² *Bullar.* — Labbe, *Concil. Coll.*, t. XIII.

T. XXXIV. 1^{er} OCTOBRE 1883.

s'attribuent l'autorité pontificale en convoquant un Concile général. S'il n'a pas assemblé de Concile depuis qu'il est pape, c'est que, malgré son désir et ses efforts pour l'obtenir des princes, leurs guerres entre eux et en particulier leurs attaques contre le domaine du Saint-Siège, ont été des obstacles qu'il n'a pu surmonter. Le décret du Concile de Constance qu'on lui objecte est tombé en désuétude depuis près d'un siècle. Si les cardinaux veulent la tenue d'un Concile, ils ne doivent pas oublier que le Pape seul a le droit de le convoquer; leur conduite est donc celle de schismatiques qui s'attribuent une autorité usurpée. Aussi, de la plénitude de la puissance apostolique et du conseil des cardinaux demeurés fidèles, il déclare nulle l'indiction du Concile de Pise, portée par les lettres, tant de quelques cardinaux que par celles qui ont été publiées au nom de Maximilien, roi des Romains, et de Louis, roi très chrétien, et défend, sous peine d'excommunication, d'y donner aucune suite. De plus, le Pontife romain, par une autre bulle¹, assigna à son tribunal, dans le délai de soixante jours, les principaux cardinaux rebelles, sous peine d'être privés de leur dignité de cardinal et de leurs bénéfices.

Ils n'en persistèrent pas moins dans leur révolte, et s'occupèrent des préliminaires du Concile². Une des principales mesures fut la nomination des procureurs ou commissaires chargés du rôle de secrétaires et de questeurs du futur Concile. Ils choisirent Zacharie Ferrier³, Antoine d'Andrea et Jacques Galand, archiprêtre de Loches. Ensuite, aux avertissements de leurs collègues restés à Rome, qui cherchaient à les faire rentrer dans le devoir, ils répondirent⁴ que, s'ils se rendaient aux injonctions du Pape, leur vie ou leur liberté serait menacée; qu'ils avaient au reste le droit d'agir comme ils l'avaient fait; qu'ils espéraient même que tous les cardinaux se joindraient à

¹ Sponde, 1511. — Mariana, *Hist. Hisp.*, l. XXX.

² *Acta conc. Pis.* — Raynaldi, 1511.

³ Ce Ferrier, désigné comme *abbas Subasiensis*, naquit à Vicence. Tour à tour bénédictin et chartreux et n'ayant pu rester dans ces ordres, il finit par obtenir l'abbaye de Subbaccio. Il se jeta dans l'opposition au pape Jules II, et prit une part très active au Concile de Pise. Mais ensuite, réconcilié avec Léon X, il fut nommé évêque de Guardia dans le royaume de Naples. Il est l'auteur de la Collection des actes du Concile de Pise, publiée en 1512, sous le titre de *Progressus concilii Pisani*.

⁴ *Acta Conc. Pis.*

eux pour travailler à la réformation de l'Église. La révolte était complète ; il ne restait plus qu'à ouvrir le Concile schismatique.

III

Quoique les lettres de convocation indiquassent le 1^{er} septembre, l'ouverture en fut retardée, pour diverses causes, jusqu'au mois de novembre. Les cardinaux de Milan profitèrent de ce délai pour publier une apologie de leur conduite, datée du 27 septembre ¹. L'indiction du Concile de Rome les avait surpris et blessés. Ils sentaient la vigueur du coup qui leur avait été porté, et ils crurent nécessaire de se disculper et de disculper leur futur Concile.

Dans cette apologie, dont le ton est assez embarrassé, et dont les raisons s'appuient souvent sur des faits contestables, sinon faux, les cardinaux protestent de leur éloignement de vouloir usurper l'autorité du Souverain Pontife, mais seulement de leur désir de la rétablir telle que Jésus-Christ l'a conférée à saint Pierre. Ils se sont retirés de Rome, parce que leur vie et leur liberté n'y étaient pas en sûreté. Quant au Concile, ils établissent leur droit de le convoquer sur les prescriptions promulguées dans la XXXIX^e session du Concile de Constance, qui ordonnent sa convocation fréquente ; sur le serment des cardinaux fait par le Pape lui-même de tenir un Concile dans un délai très rapproché. S'ils l'ont fixé à Pise, c'est qu'ils ont voulu éviter les scandales qui n'auraient pas manqué de se produire dans un Concile tenu à Rome, où l'on n'aurait trouvé ni sécurité, ni liberté. Ils refusent même au Pape le droit de convoquer un Concile, parce qu'il s'agit de sa propre cause, et que, accusé, il ne peut composer lui-même le tribunal qui le jugera. Enfin, ils cherchent à légitimer leur révolte, en faisant sonner bien haut leur intention de réformer l'Église et de remettre en vigueur la discipline ecclésiastique. Cette apologie fut développée par un jurisconsulte de Milan, Philippe Decius, qui publia une justification du Concile de Pise.

Cette lettre manifestait les appréhensions des cardinaux et des princes qui les inspiroient. Ils craignaient de voir le clergé de l'Église catholique rester sourd à leurs sollicitations, et ne pas

¹ *Acta Conc. Pis.* — Raynaldi, 1511.

s'empreser de s'associer à une démarche qui, pour le grand nombre, était une révolte ouverte contre le Saint-Siège et un acte qui tendait au schisme. Elle ne produisit pas tout l'effet qu'ils en attendaient, et l'on va voir, par l'énumération des prélats qui assistèrent à l'ouverture du Concile, combien peu de succès ils avaient obtenu.

Enfin le jour de l'ouverture du Concile fut fixé au 1^{er} novembre, fête de la Toussaint 1511. Avant d'en donner le cérémonial, nous ferons connaître les noms des membres qui prirent part à cette ouverture ¹.

C'étaient d'abord les cardinaux :

Bernardin de Carvajal, évêque de Sabine, cardinal de Sainte Croix,

Guillaume Briçonnet, évêque de Préneste, cardinal de Narbonne,

René de Prie, évêque de Bayeux,

Amanieu d'Albret, cardinal-diacre,

Philippe de Luxembourg, évêque de Tusculum, cardinal du Mans,

François de Borgia, évêque de Cosenza,

Frédéric de Saint-Ange, cardinal-diacre.

Ces trois derniers étaient représentés par des procureurs. Nous ignorons pourquoi les cardinaux Hadrien, évêque de Corneto, Charles, évêque de Finario et Hippolyte d'Este, cardinal-diacre, qui avaient souscrit les lettres de convocation, sont absents lors de cette séance d'ouverture.

Les archevêques et évêques furent :

François de Rohan, archevêque de Lyon et évêque d'Angers. Il présidait l'assemblée du clergé qui s'était tenue à Tours l'année précédente.

Tristan Salazar, archevêque de Sens,

Guillaume Briçonnet, évêque de Lodève, fils du cardinal, qui avait été marié avant d'entrer dans les Ordres,

Jean de Vesc, évêque d'Agde,

Pierre de Sassièrges, évêque élu de Luçon, archidiacre de Milan,

François d'Estaing, évêque de Rodez,

¹ Bibl. nat. ms. f. fr. 1559. — *Gallia christ.* — Cont. de Fleury. *Hist. ecclès.*, t. XXV. — *Acta Conc. Pis.*

Guillaume Pellicier, évêque de Maguelonne,
 Jean Le Veneur, évêque de Lisieux,
 François de Halwin, évêque d'Amiens,
 Jean de Poupet, évêque de Châlon-sur-Saône,
 Antoine d'Estaing, évêque d'Angoulême,
 Denis Briçonnet, évêque de Toulon, autre fils du cardinal,
 Pierre-Raymond de Guiert, évêque d'Alet,
 Louis Herbert, évêque d'Avranches,
 Claude de Longwy, évêque élu de Mâcon,
 Foucaud de Bonneval, évêque contesté ¹ de Limoges,

Les abbés furent :

Jacques de Theulley de Pontalié, général de l'Ordre de Cîteaux,
 Pierre Gouffier, abbé de Saint-Denis en France,
 Jean Olivier, abbé de Saint-Médard de Soissons,
 Zacharie Ferrier, *abbas Subasiensis*, secrétaire du Concile,
 Jacques de Bachimont, abbé de Saint-Evode de Braine, ordre
 de Prémontré.

Les docteurs italiens étaient :

Philippe Decius, l'auteur de l'apologie du Concile,
 Jérôme Buticella,
 François Bultradius,
 Ambroise Zancha.

Les procureurs du roi et des universités furent :

Geffroy Boussart, chancelier de l'Université de Paris, docteur
 en théologie et chanoine du Mans,
 Guillaume du Chesne, docteur en théologie,
 Martial Gallicier, docteur en décrets, archidiacre de Meaux,
 Simon Jaquot, licencié en théologie, procureur de l'Université
 de Paris,

Jean du Fresne, docteur en droit canonique et civil, archi-
 diacre de Toulouse, procureur de l'Université de cette ville,

Nicolas Chalinet, docteur en droit canonique et civil, vice-
 chancelier et procureur de l'Université de Poitiers,

Jean de Massy, prieur de N.-D. de Contaminé, procureur de
 l'abbé et de l'Ordre de Cluny.

On y comptait encore quelques docteurs en théologie de la
 Sorbonne :

¹ Ce Foucaud était en difficulté avec François des Monts, pour la posses-
 sion du siège de Limoges. Il n'y fut jamais installé.

Nicolas Leclerc,
 Antoine Seurre, chanoine de Meaux,
 Robert d'Orte,
 Et Guillaume de Nory, archidiacre de Lisieux.

Cette liste comprend sept cardinaux, dont trois italiens et quatre français, seize archevêques et évêques et quatre abbés, tous également français. L'Italie n'avait fourni que trois cardinaux et pas un seul évêque. L'Allemagne, quoique sollicitée par Maximilien, n'y était pas même représentée par un seul prélat. Nous ne parlons pas des autres États. Les membres du clergé du second ordre, moins quatre docteurs italiens, étaient tous français.

Il faut ajouter à cette liste quelques noms de prélats qui n'arrivèrent qu'après l'ouverture du Concile. C'étaient :

Louis de Joyeuse, évêque de Saint-Flour,
 Gilles de Luxembourg, évêque de Châlons en Champagne,
 Antoine du Bois, évêque de Béziers,
 Jacques Hurault, évêque d'Autun, ambassadeur en Toscane,
 Gaspard de Tournon, évêque de Valence,
 Louis de Villiers de l'Isle-Adam, évêque de Beauvais,
 Jean-Baptiste de Boisjoannes, évêque de Vence,
 Théodore, abbé de Saint-Antoine de Vienne.

Ce qui porterait le nombre des évêques français qui ont pris part au Concile de Pise à vingt-quatre, sur cent dix-huit diocèses que l'on comptait en France. Singulier Concile œcuménique que celui dans lequel, à part trois cardinaux italiens, l'Église catholique n'était représentée que par l'infime minorité de l'épiscopat d'une seule puissance !

Il ne faut pas croire même que ce petit nombre avait été inspiré, en se rendant au Concile, par l'esprit de révolte contre l'autorité du Saint-Siège. Plusieurs de ces évêques étaient de pieux prélats, fidèles à leurs devoirs, et incapables de faire la guerre au Pape, encore moins de le déposer. Mais les uns allèrent au Concile par faiblesse ¹, pour ne pas résister au roi qui les pressait ; les autres par simplicité, croyant réellement que ce Concile opérerait la réformation de l'Église, qu'ils dési-

¹ L'évêque de Beauvais, par exemple, qui déclara ne s'y être rendu qu'à contre-cœur, mais craignant la vengeance du roi, s'il n'obéissait pas.

raient, et qu'il atteindrait ce but, non contre le Pape, mais sans le Pape, sur les droits duquel ils n'avaient que des idées peu exactes. La suite fit bien voir qu'un bon nombre des évêques du Concile ne voulurent pas le soutenir aux dépens de leur conscience.

IV

Le 1^{er} novembre 1511 ¹, ainsi que nous l'avons dit, les membres du Concile se rendirent à l'église Saint-Michel du couvent des Camaldules de Pise, où demeurait le cardinal de Sainte-Croix. Là, le cardinal de Prie, évêque de Bayeux, célébra solennellement la messe, et Zacharie Ferrier, secrétaire du Concile, fit le sermon. Il choisit pour texte ces paroles de l'évangile : *Bienheureux ceux qui ont faim et soif de la justice, parce qu'ils seront rassasiés* ². Il exhorta les prélats à ne pas s'effrayer des menaces et de l'opposition du Pape. Car tous ceux qui veulent vivre en Jésus-Christ sont exposés à la persécution. Il les prémunit contre les réflexions qu'ils devaient faire à la vue de leur petit nombre, en leur disant que leur Concile était, selon l'expression de l'Écriture ³, *la petite pierre qui devient une grande montagne*. Il termina en les assurant qu'une grande récompense leur était réservée dans le ciel ⁴.

On lut ensuite les lettres de convocation du Concile, les actes préparatoires à sa célébration ; puis l'archevêque de Lyon fit, du haut de la chaire, l'indiction de la première session, pour le 5 novembre suivant, dans l'Église cathédrale de Pise. Cette indiction fut affichée selon l'usage ⁵. Cette affiche était faite pour le peuple. Mais les Pisans, moins ceux qui profitaient de ce concours d'étrangers, étaient indifférents, pour ne pas dire hostiles au Concile. Italiens et catholiques, ils voyaient de mauvais œil une assemblée composée presque en totalité de Français, dont le nom était peu populaire en Italie, et ils ne se dissimulaient pas que cette assemblée était formée contre le chef de l'Église, qu'ils ne désiraient pas voir renverser.

¹ *Acta Conc. Pis.* — Raynaldi, 1511.

² Matth., V.

³ Dan., II

⁴ Matth., V.

⁵ *Acta Conc. Pis.*

Ce fut donc dans une solitude presque complète, troublée seulement par les curieux, que les membres du Concile (au nombre d'environ cinquante) se réunirent le 5 novembre, vers neuf heures du matin, dans l'Église cathédrale de Pise, pour tenir la première session. L'ambassadeur de Louis XII, le seigneur de Lautrec, était présent, ainsi que quelques officiers du roi. Bernardin de Carvajal, cardinal de Sainte-Croix, célébra la messe du Saint-Esprit, dans laquelle fut lu l'évangile : *Vous êtes le sel de la terre*, allusion au rôle de réformateurs que l'on voulait faire remplir à l'assemblée des prélats. Le cardinal officiant prêcha lui-même, et choisit pour texte ces paroles des psaumes : *Dieu, qui est glorifié dans l'assemblée des saints, et qui est redoutable à tous ceux qui l'environnent* ¹. Il développa son texte en faisant voir que c'est la gloire de Dieu seul qu'il faut chercher dans ces assemblées, et qu'il faut y apporter un cœur exempt de souillures et n'ayant pour objet que le bien de la religion ; et, d'un autre côté, il montra les menaces et la colère de Dieu tombant sur ceux qui négligeaient son service. Après le sermon, on chanta solennellement le *Veni Creator*. Puis l'évêque de Lodève, Guillaume Briçonnet, fils du cardinal du même nom ², lut du haut de la chaire les décrets du Concile, qui étaient précédés de ce préambule :

« Le très saint Concile universel, légitimement assemblé à Pise au nom du Saint-Esprit, pour réformer l'Église dans son chef et dans ses membres, rétablir la paix parmi les chrétiens, déclarer la guerre aux infidèles, éteindre les schismes et les hérésies, ordonne, définit et déclare ce qui suit, » etc. ³.

Il est difficile d'accumuler plus d'erreurs voulues que dans ce préambule.

Pouvait-on dire qu'on était dans un Concile représentant l'Église universelle, que ce Concile était légitimement assemblé, qu'il avait pour objet la réforme de l'Église, qu'il devait rétablir la paix parmi les chrétiens et éteindre les schismes, quand il ne comptait guère que quelques évêques français, qu'il était réuni malgré et contre le chef de l'Église, que, dans l'intention de ses

¹ Ps. 88.

² Le cardinal Guillaume Briçonnet avait été marié avant d'entrer dans les Ordres, et avait deux fils, tous les deux devenus évêques.

³ *Acta Conc. Pis.*

auteurs, les projets de réformation n'étaient que de beaux prétextes, et qu'il mettait surtout la désunion dans l'Église catholique et y faisait naître le schisme, en partageant l'épiscopat en deux camps, les amis et les ennemis du Pape ?

Ensuite l'orateur déclara, au nom des Pères, que les causes du Concile étaient justes et légitimes, que la ville de Pise était propre à tenir l'assemblée, que tout ce que le Pape ferait contre les membres du Concile, surtout comme privation de dignités et de bénéfices, était nul et inutile, et que, s'il agissait ainsi, ce ne serait point agir en pape, mais en hérétique. Il ajouta, ce qui devait satisfaire la plupart des assistants, auxquels leurs vues spirituelles ne faisaient pas oublier leurs intérêts matériels, que les évêques, chanoines, curés et bénéficiers quelconques continueraient à jouir des revenus de leurs bénéfices pendant toute la durée du Concile ; car être absent pour la cause de l'Église, c'était la servir, et rien ne méritait mieux de recevoir le prix de son dévouement. Chaque article du décret fut soumis au *Placet* des prélats, ainsi que les nominations des officiers du Concile, qui eurent lieu ensuite. Bernardin de Carvajal, cardinal de Sainte-Croix, fut nommé président ; Odet de Foix, seigneur de Lautrec, gardien du Concile ; le chef des notaires ou secrétaires fut Zacharie Ferrier ; puis on désigna les notaires, avocats, promoteurs, procureurs fiscaux, etc. Toutes les nominations achevées, on chanta le *Te Deum*. Quand il fut terminé, les promoteurs et procureurs fiscaux demandèrent que ceux qui ne s'étaient pas rendus au Concile fussent déclarés contumaces et poursuivis comme tels, s'ils dépassaient pour s'y trouver un délai fixé. Les prélats, tout en approuvant la demande, se réservèrent le droit d'admettre ceux qui se présenteraient, même le délai expiré. La première session fut ainsi terminée, et on indiqua la seconde pour le surlendemain 7 novembre.

Dans cette seconde session, qui fut présidée par le cardinal de Sainte-Croix, la messe fut célébrée par Guillaume Briçonnet, cardinal de Narbonne. Ce fut la messe du Lundi après la Pentecôte, mais avec l'évangile du Dimanche dans l'octave de la Fête-Dieu : *Un homme prépara un grand festin*, etc. On avait choisi cette parabole du chapitre xiv^e de saint Luc, parce qu'elle condamnait ceux qui avaient refusé l'invitation du Père de famille en ne venant pas au festin (lisez au Concile de Pise)

et qu'elle justifiait ceux mêmes qui avaient été forcés d'y prendre part.

Le sermon fut prononcé par l'abbé Ferrier, sur ce texte dont le choix était hardi, puisqu'il appliquait au Concile de Pise des paroles qui ont été dites pour Jésus-Christ : *La lumière vint au monde, et les hommes aimèrent mieux les ténèbres que la lumière*¹.

Après le chant du *Veni Creator*, Jacques Hurault, évêque d'Autun, venu de Florence, où il était ambassadeur du roi de France, monta dans la chaire pour lire les décrets. Le premier indiquait assez que l'accord n'existait plus dans le Concile, puisqu'il ordonnait que la modestie fût exactement observée dans les séances, qu'il ne fût employé que des termes très modérés dans les discussions, que la diversité des sentiments n'amenât point la dispute, qu'on ne s'y laissât pas aller à des accès de gaieté, etc., et il condamnait à l'excommunication ceux qui contreviendraient à ces règles. Un autre décret est plus significatif : il était motivé par un changement de dispositions parmi certains membres du Concile.

Outre l'excommunication déjà portée par le Pape contre les cardinaux rebelles, qu'il avait en même temps privés de leurs dignités et bénéfices, la même sentence fut étendue à tous ceux qui prendraient part au Concile². Quelques-uns, effrayés de se voir retranchés par le Pape de l'Église catholique et entrevoyant probablement où on voulait les mener, prirent le parti de se retirer. Ils quittèrent en effet la ville de Pise et prirent le chemin de la France. Alors, les Pères qui étaient restés s'empresèrent de déclarer, par un décret, que la retraite et le départ de quelques membres, quoique sévèrement interdits, n'empêcheraient pas la tenue du Concile, qui n'en conserverait pas moins toute son autorité.

On nomma ensuite des juges pour les questions qui touchaient à la foi et à la réformation de l'Église. Ce furent les évêques de Lodève, de Luçon, de Rodez et d'Angoulême.

Ils devaient examiner et résoudre toutes ces questions, mais leur solution devait être soumise à l'agrément du Concile. On

¹ Joan., III.

² Mariana, l. XXX. — Raynaldi, 1511.

prit encore une mesure qui ne pouvait laisser subsister d'illusion sur l'hostilité du Concile, ou plutôt des inspirateurs du Concile envers le Pape. On défendit, tant que les Pères seraient assemblés, de recourir à Rome pour des procès, des dispenses, etc.; on prescrivit aussi la confection d'un sceau du Concile, qui représenterait le Saint-Esprit, avec cette inscription : *Sacro-generalis synodus Pisana* ¹. Tout fut approuvé par les prélats, et la troisième session fut indiquée pour le 14 novembre, une semaine après la seconde.

On avait voulu donner plus de temps pour préparer les décrets. Mais, dès le 9, quelques Pères, assemblés chez le cardinal d'Albret, jugèrent à propos, pour des raisons urgentes que nous ferons connaître bientôt, de hâter la célébration de la troisième session. Elle fut avancée, sur leur proposition, de deux jours, et se tint le 12 novembre, au lieu du 14 qui avait été fixé. Après les préliminaires ordinaires, la célébration de la messe, le sermon, le chant du *Veni Creator*, l'évêque de Lodève lut encore les décrets soumis à l'approbation du Concile. Le premier disait que le Concile ne pourrait être dissous que la réformation de l'Église, tant dans son chef que dans ses membres, ne fût opérée, que les schismes et hérésies ne fussent éteints, et les guerres apaisées; que, si on ne pouvait le continuer en sûreté à Pise, on le transférerait en un lieu sûr, pourvu que ce ne fût pas la ville de Rome. Le second décret déclarait que le Concile général, tenant son autorité de Jésus-Christ, toute personne, même le Pape, doit lui obéir, et que toute personne, de quelque condition qu'elle soit, même le Pape, qui refuserait de se soumettre aux décrets de ce Concile serait punie par une pénitence convenable. On ne prononçait pas encore le mot de *déposition*, mais il était sous-entendu dans le terme de *pénitence*. On ajouta que les prescriptions portées dans la deuxième session, au sujet du départ des membres du Concile, seraient levées, pourvu que les causes de l'absence parussent légitimes, et qu'elles fussent approuvées par la majorité des commissaires nommés pour les examiner.

La troisième session, on le voit, fut tout entière remplie par des décrets émanés de préoccupations et d'appréhensions con-

¹ *Acta Conc. Pis.*

cernant le malheureux Concile ; mais la dernière résolution, sa translation, fut plus grave.

C'est que l'horizon se rembrunissait, et que l'on pouvait craindre non seulement pour la continuation de l'assemblée à Pise, mais même pour la liberté de ses membres. Voici ce qui s'était passé. Jules II, que le roi de France poursuivait par ses armes et par ses prélats, ménagea une ligue contre lui entre le roi catholique, Ferdinand, et la république de Venise ¹. Le traité de cette ligue fut signé à Rome le 5 octobre, et publié solennellement. L'armée, qui fut levée en conséquence de ce traité, était formée des troupes pontificales, espagnoles et vénitiennes, et s'élevait à environ quinze mille hommes sous le commandement de l'espagnol Raymond de Cardona, vice-roi de Naples ². L'empereur Maximilien, qui se détachait peu à peu de la France, n'avait pas pris part ouvertement à cette ligue, mais il avait donné secrètement son adhésion. Le roi d'Angleterre, Henri VIII, avait été plus loin : il avait menacé Louis XII de lui déclarer la guerre, s'il ne donnait pas satisfaction au Pape, en lui rendant ses places et en dissolvant l'assemblée de Pise ³. L'armée des états ligués sembla d'abord menacer Florence, de l'état de laquelle dépendait la ville de Pise, siège du Concile. Mais on changea d'avis, et on se porta sur Bologne, qui avait été enlevé au Pape par Louis XII.

Le danger qu'avait couru Florence d'être attaquée, fit réfléchir ses habitants. Ils voyaient que c'était une grande imprudence de souffrir dans leurs états une assemblée hostile au Pape et à ses puissants alliés, et ne parlaient de rien moins que de dissoudre le Concile. Les cardinaux rebelles et leurs fauteurs, craignant cette mesure, demandèrent du secours à Lautrec. Celui-ci leur amena trois cents lances ; mais il n'obtint pas de les faire entrer dans Pise, et fut contraint de ne prendre que cent lances qui furent enfin admises dans la ville ⁴. Toutefois, malgré ce secours, les Pisans, rassurés par l'attitude des défenseurs du Pape, se montrèrent assez hostiles au Concile pour refuser aux Pères l'entrée de leur cathédrale, qui fut tolérée à grand'

¹ Mariana, l. XXX.

² Raynaldi, 1511.

³ Raynaldi, 1511. — Polyd. Virg. XXVII.

⁴ Raynaldi, 1511.

peine pour la troisième session ; on y décida qu'un séjour plus long dans Pise étant dangereux pour les personnes des prélats, le Concile serait transféré à Milan. C'était, il est vrai, une ville moins italienne , et occupée d'ailleurs par les Français. Mais Louis XII et les évêques dévoués à l'accomplissement de ses projets, y trouveraient plus de facilités pour conduire le Concile au but qu'ils voulaient atteindre, qui était la déposition de Jules II.

On résolut donc de se réunir à Milan ¹, où la quatrième session fut indiquée pour le 13 décembre suivant, les Pères devant s'y trouver avant le 8 de ce mois. Ainsi, après trois sessions, et douze jours à peine écoulés depuis l'ouverture du Concile, on abandonna Pise pour se rendre à Milan.

V

Les Pères du Concile de Pise arrivèrent à Milan au jour indiqué. Ils furent reçus aux acclamations du clergé et du peuple de cette ville. La session, qui était la quatrième du Concile, devait se tenir le 13 décembre, mais on eut la nouvelle que les Suisses envahissaient le Milanais, et on prit la précaution de reculer la date de cette session jusqu'au 4 janvier 1512.

Les Suisses s'étant retirés dans le courant de décembre, rien n'empêcha de tenir la quatrième session au jour indiqué, dans la nouvelle résidence du Concile, la cathédrale ou *Dôme* de Milan. Le cardinal de Prie, évêque de Bayeux, y célébra la messe, et Jacques de Bachimont, qui représentait l'ordre de Prémontré, fit le sermon ². Il prit pour texte ces paroles du Psaume LXXXI : *Dieu s'est tenu dans l'assemblée des Dieux, et, au milieu d'eux, il juge les Dieux* ³. De ce texte, dont on ne comprend pas trop l'application, l'orateur tira la nécessité du Concile pour réparer les ruines de l'Église. Ensuite l'évêque de Lodève donna lecture des décrets. Il y est dit que le Concile, après s'être réuni à Pise pour travailler à la réformation de l'Église, voyant que le lieu ne con-

¹ *Acta Conc. Pis.*

² *Acta Conc. Pis.*

³ Ps. 81.

venait pas, n'a pas voulu se transférer ailleurs sans le consentement du Pape. Il lui a fait proposer dix noms de villes, qu'il a toutes refusées. Et comme les Pères le voyaient toujours inflexible, ils se sont réunis à Milan. Ensuite plusieurs prélats qui, durant l'intervalle des sessions, s'étaient soumis au Pape, et qui craignaient d'encourir des censures s'ils manquaient au serment qu'ils avaient fait de ne plus revenir au Concile, furent dispensés de leur serment, et relevés de leurs censures.

Un autre décret déclara nulle la collation des bénéfices des membres du Concile, faites à d'autres personnes par le Pape. On alla même jusqu'à interdire de s'éloigner de Milan aux domestiques des prélats, qui redoutaient d'être excommuniés en restant auprès d'eux. La cinquième session fut indiquée pour le 11 février.

Après cette quatrième session, il se produisit un fait assez curieux. Tous les évêques français présents à Milan, et quelques membres du clergé du second ordre, envoyèrent au roi, en date des 5, 6 et 7 janvier, leurs attestations de présence au Concile de Pise et à celui de Milan, dans le but de toucher des émoluments, depuis le jour de leur départ de leurs diocèses jusqu'à la première session de Milan. Une collection de ces attestations nous a été conservée¹, et il ne nous paraît pas douteux qu'elles n'aient été demandées par Louis XII, qui voulait, avant de payer, juger de la docilité de son clergé à se conformer à ses ordres. Elles sont données par dix-neuf archevêques et évêques, et quinze abbés et docteurs. Cet empressement à réclamer le prix de leur servilisme n'honore guère des hommes qui se posaient en réformateurs du clergé. Disons toutefois que les noms de quatre évêques qui s'étaient trouvés à Pise, ne figurent pas dans cette collection. C'étaient ceux de Luçon, de Lisieux, d'Angoulême et de Beauvais. Croyons, pour leur honneur, qu'ils avaient refusé de s'associer plus longtemps à cette œuvre de révolte et de schisme.

Il paraît par une lettre du cardinal de Prie, adressée à Louis XII le 12 janvier, que, outre les subsides pécuniaires, on réclamait du roi d'autres faveurs. Le cardinal le supplie de nommer à un évêché, dans le duché de Milan, le frère du cardinal de Saint-Séverin : quoique le Pape ait pourvu une autre personne de ce

¹ Bibl. nation., ms. f. lat. 1559, fol. 16.

siège, et qu'on puisse prétendre que le roi n'ait pas le droit d'en disposer, l'autorité du Pape n'a plus de droits, et Louis XII doit passer outre.

Dans le même mois de janvier, le Concile reçut un rude coup dans la publication d'un livre composé par Thomas de Vio, dit Cajetan ¹, touchant l'autorité du Pape et des Conciles ². On se hâta, pour le faire condamner par l'université de Paris, de le lui transmettre, avec une lettre du 10 janvier, signée de plusieurs des Pères, dans laquelle on mandait au recteur et aux professeurs de l'université que Geoffroy Boussard, un des docteurs du Concile, était chargé de leur porter un livre dangereux et d'un auteur suspect, qu'ils devaient examiner soigneusement, et ensuite dresser contre ce livre une condamnation doctrinale, afin que le Concile pût procéder contre son auteur. Louis XII appuya cette demande par une lettre adressée de Blois le 19 février à l'Université.

La faculté de théologie s'assembla et nomma trois docteurs pour faire l'examen du livre ; mais, malgré l'invitation du Concile et du Roi, elle se garda de porter un jugement sur le livre de Cajetan, ne voulant pas paraître favoriser les opinions d'une assemblée qu'elle n'approuvait pas. Elle se contenta de témoigner son improbation des attaques que l'auteur avait dirigées contre l'autorité des Conciles de Constance et de Bâle.

Ce livre de Cajetan, que nous n'analyserons pas, parce que les raisons de le faire connaître n'existent plus de nos jours, établissait victorieusement la suprématie du Pape dans l'Église et sa supériorité sur les Conciles. Il sapait par la base l'assemblée de Pise et de Milan ; mais s'il ne réussit pas à la faire dissoudre sur-le-champ, il servit au moins à prémunir les esprits, surtout en France, contre ses prétentions schismatiques.

Le 11 février étant arrivé, le Concile tint sa cinquième session ³. Le cardinal de Sainte-Croix, président de l'assemblée, célébra la messe, et l'abbé Ferrier prêcha sur l'Évangile du chapitre XVIII de saint Matthieu : *Si votre frère a péché contre*

¹ Il était originaire de Cajète, que nous appelons, aujourd'hui Gaète. Il devint cardinal.

² *Acta Conc. Pis.* — D'Argentré, t. I. — Sponde et Raynaldi, 1512. — Dupin, Bibl. Eccl., t. 14.

³ *Actu Conc. Pis.*

*vous, reprenez-le*¹ ; il développa les règles de la correction fraternelle. Après le sermon, on fit un décret contre tous ceux qui attenteraient à la sécurité et à la liberté des membres du Concile, et, outre l'excommunication qu'on fulmina contre eux, ils furent déclarés déchus de leurs dignités, bénéfices et privilèges. Ce même jour, le Concile eut l'audace de s'attribuer les droits du Pape, en nommant un légat à Bologne, ville encore occupée par les Français. On fit choix du cardinal-diacre de Saint Séverin, un des membres du Concile.

Plus d'un mois après, le 24 mars, on tint la sixième session². La messe fut chantée par l'archevêque de Lyon, et le sermon fut prononcé par Guillaume du Chesne, docteur en théologie, un des procureurs du roi. Il prit pour texte ces paroles de l'Apôtre aux Éphésiens : *Le Christ a aimé l'Église, pour la faire paraître devant lui pleine de gloire et n'ayant aucune souillure*³. Après le sermon, les procureurs fiscaux firent connaître aux Pères l'inflexibilité du Pape devant les ouvertures qui lui avaient été faites de la part du Concile. Jules II ne pouvait entendre qu'à une proposition de se dissoudre ; mais loin de là, on l'avait au contraire sommé de comparaître en personne ou par ses légats, et de choisir une ville où l'on pût se réunir. Le Pape eût renoncé à l'autorité pontificale et aux droits qu'elle lui conférait, en prêtant seulement l'oreille aux propositions d'une assemblée factieuse.

Mais le Concile ne s'arrêta pas dans sa révolte : sur la demande des procureurs, on décida que, si le Pape ne comparaisait pas après une troisième sommation, il serait déclaré contumace. Cette sommation fut faite avec une certaine mise en scène. Deux évêques, ceux de Châlons en Champagne, et de Saint-Flour, en habits pontificaux, crièrent par trois fois du haut de l'autel : « Le pape Jules est-il ici, ou y a-t-il quelqu'un qui le représente ? » Puis, dans le milieu de la nef et à la porte de l'église, ils répétèrent trois fois le même appel. Comme il demeura sans réponse, la contumace fut prononcée contre le Pape.

Les décrets portés ensuite ne concernaient que le régime inté-

¹ Matt. 18.

² *Acta Conc. Pis.*

³ Ephes. V.

rieur du Concile et la nomination de commissions. On ne manqua cependant pas de protester de la légitimité du Concile assemblé à Pise, puis à Milan. On prononça l'annulation de tout ce que ferait et décréterait le Concile convoqué par le Pape à Saint-Jean de Latran, et on excommunia tous ceux qui y prendraient part ou le favoriseraient, en s'appuyant de cette raison qu'il ne pouvait y avoir à la fois deux Conciles universels opposés l'un à l'autre : naturellement celui qui était avec le Pape était schismatique ! On se mit aussi sous la protection de l'empereur Maximilien et du roi Louis XII, qu'on eut soin d'absoudre des censures portées contre eux par Sa Sainteté ! Enfin l'on menaça Jules II, s'il ne rétractait tout ce qu'il avait fait contre le Concile de Pise, dans l'espace de vingt-quatre jours, qu'il serait procédé contre lui. La déposition, rêvée par Louis XII et ses fauteurs, était imminente.

Cependant, les hostilités par les armes se poursuivaient contre le Pape ; mais le roi de France voyait se faire le vide autour de lui ¹. Le roi d'Angleterre se mettait en rupture ouverte, protégeait ostensiblement le Pape et envoyait ses prélats au Concile de Latran ². L'empire se détachait peu à peu de son allié ³. Le roi d'Espagne était resté dévoué au Saint-Siège. Les Florentins eux-mêmes, qui regrettaient d'avoir donné dans Pise un asile à l'assemblée rebelle, abandonnaient Louis XII ⁴, à qui il ne restait que l'alliance du duc de Ferrare. Le roi de France, dans cette situation critique, après des revers subis par ses troupes et des victoires qui lui coûtaient presque aussi cher que des revers, voyant tout son royaume mis en interdit, pressé par la reine Anne de Bretagne, se décida à traiter avec le Pape ⁵. Il offrait de restituer Bologne, de dissoudre le Concile de Milan, et d'engager le duc de Ferrare à se soumettre à la cour de Rome. Ces offres furent accueillies, et le Pape signa, le 20 avril 1512, des préliminaires de paix. Malgré les efforts des Espagnols pour empêcher un accommodement, le traité fut porté en France par l'évêque de Tivoli, légat d'Avignon. Il fut signé par Louis XII.

¹ Mariana, l. XXX — Raynaldi, 1512. — Guicciard., l. X.

² Mariana, l. XXX — Raynaldi, 1512.

³ Guicciard. l. X.

⁴ Guicciard. l. X.

⁵ Raynaldi, 1612.

En conséquence, les troupes françaises quittèrent en partie le centre de l'Italie pour se retirer à Milan et en France¹. Les princes italiens, les voyant s'éloigner, reprirent leurs armes, et les Suisses envahirent le Milanais. Louis XII, qui se crut dupé par le Pape — en voyant ce retour hostile — quoique Jules II eût voulu sincèrement la paix, recommença les hostilités.

VI

Cependant, les Pères de Milan, après les vingt-quatre jours de délai qu'ils avaient accordé au Pape pour se rétracter, tinrent leur VII^e session². L'archevêque de Sens célébra la messe. Jean de Massy, procureur de l'ordre de Cluny, prêcha sur ces paroles : *Il vous enseignera toute vérité*³. Il attaqua vivement dans son discours ceux qui traitaient le Concile d'assemblée schismatique, et alla jusqu'à les accuser de proférer eux-mêmes des opinions hérétiques. Les procureurs fiscaux renouvelèrent ensuite leur demande de procéder contre le Pape. On recommença la comédie de la citation adressée à Jules II par deux évêques. Comme elle fut aussi inutile que dans la session précédente, on put croire qu'on allait enfin prononcer sa déposition ; mais le président différa de prendre une décision, jusqu'à plus mûr examen.

Après deux jours, le 21 avril, on se réunit de nouveau pour la VIII^e session⁴, qui fut la dernière et la plus grave. L'évêque de Maguelone célébra la messe, et Antoine Seurre, docteur en Sorbonne, fit le sermon. L'assemblée était agitée ; on s'attendait à quelque mesure extraordinaire. Le choix même de l'évangile qui fut lu : *Lorsque vous verrez l'abomination de la désolation dans le lieu saint*⁵, témoignait de l'émotion des esprits. Les procureurs fiscaux et les promoteurs présentèrent de nouveau une requête contre le Pape : ils demandaient qu'il encourût la suspension (on n'osa pas aller jusqu'à la déposition)⁶. Le pré-

¹ Guicciard., l. X.

² *Acta Conc. Pis.* — Raynaldi, 1512.

³ Joan. XVI.

⁴ *Acta Conc. Pis.*

⁵ Matt. XXIV.

⁶ *Acta Conc. Pis.*

sident, après avoir renouvelé la cérémonie de la citation, qui fut faite cette fois par cinq prélats, dont deux cardinaux, admit les effets de la contumace prononcée contre le Pape, et fit lire par l'évêque d'Autun le décret suivant. — Comme il est assez long, nous n'en citerons que les passages les plus importants ¹.

« Au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit. Le sacré Concile général, représentant l'Église universelle, assemblée à Pise au nom du Saint-Esprit, et transféré à Milan, décrète : Dans les décrets portés par les Conciles généraux, on doit surtout prendre garde qu'on n'empêche ou qu'on n'interrompe l'œuvre si nécessaire de rétablir la liberté de l'Église, et de la réformer dans son chef et dans ses membres. Pour arriver à ce but, il faut éloigner tout obstacle.... Quand un déluge de crimes inonde l'Église dans son chef et ses membres, quand la foi périclite, quand l'Église tombe en ruine et que les gens de bien appellent un nouveau David, le saint Concile ici présent s'est assemblé pour sauver la société chrétienne. Mais ce Concile a été surtout attaqué et troublé par celui qui devait le protéger. On a tout employé auprès de lui : prières, sollicitations, avis, menaces même, pour engager le Souverain Pontife à rentrer en lui-même ; il n'a voulu rien écouter. Au contraire, il s'est élevé contre ce saint Concile, a menacé ceux qui le composent d'interdits, de privations de bénéfices et d'autres censures ; il a en un mot tout mis en œuvre pour anéantir nos travaux..... C'est pourquoi le saint Concile exhorte les cardinaux, patriarches, archevêques, évêques, abbés, etc., et les rois, princes, ducs, etc., les universités, communautés, etc... les réguliers et séculiers, de quelque condition qu'ils soient, enfin tout le peuple chrétien à ne plus reconnaître le pape Jules, et défend de lui obéir, comme étant perturbateur du Concile, contumace, auteur de schisme opiniâtre et endurci.... Il a encouru les peines portées dans les saints décrets des Conciles de Constance et de Bâle, et nous prononçons qu'il soit suspens de toute administration pontificale, qui est dévolue de plein droit au présent Concile ²..... »

Après la lecture du décret, on demanda aux Pères s'ils donnaient leur approbation ; ils répondirent par le *placet* ordi-

¹ *Acta Conc. Pis.*

² *Acta Conc. Pis.*

naire. Ce décret fut porté le 21 avril dans la VIII^e session. Le roi Louis XII comptait sur une déposition pure et simple, qui lui aurait permis de traiter Jules II comme un simple particulier ; il différa quelque temps de donner son approbation à un décret qui prononçait une peine moins forte que celle qu'il avait espérée. Enfin, près de deux mois après, le 16 juin suivant, il donna son acceptation par des lettres patentes qui furent publiées et enregistrées au parlement ¹. Il y déclarait qu'il ordonnait que le décret fût gardé et observé dans tout son royaume, pays et seigneuries, qu'il défendait à tous ses sujets de recourir au Pape, et que ceux qui contreviendraient à cette défense seraient punis comme infracteurs de ses édits.

Cependant, Louis XII, voyant les principaux états de l'Europe se tourner contre le Concile, essaya, d'après le conseil des cardinaux rebelles, de le faire accepter par les états du Nord. Il envoya en Écosse, pour tâcher d'y éveiller des sympathies pour sa politique ; mais il n'y trouva que des promesses de travailler à une réconciliation avec le Pape. En Danemark, où ses députés se rendirent ensuite, il ne recueillit également que des assurances vagues de chercher le bien de l'Église, mais nulle part l'appui qu'il sollicitait.

VII

La VIII^e session du Concile de Milan, dans laquelle les Pères avaient si outrageusement suspendu le Pape, aurait dû être, pour leur assemblée, le commencement d'une vie nouvelle. Les membres du Concile auraient dû se trouver ensuite plus vigoureux et surtout plus hardis pour continuer leur œuvre. Ce fut le contraire qui arriva ; cette session fut la dernière, et comme le dernier soupir du malencontreux Concile.

Les prélats français qui le composaient, voyaient leur roi découragé, ayant presque l'Europe entière sur les bras, l'empereur devenu l'adversaire du Concile après en avoir été le soutien, la France mise en interdit par le Pape ², les actes de leur assemblée annulés par une bulle pontificale, les cardinaux, leurs chefs, excommuniés comme schismatiques et hérétiques,

¹ *Acta Conc. Pis. — Registres du Parlement.*

² Raynaldi, 1512.

leur acte de révolte contre Jules II, condamné ou froidement accueilli par la plupart de leurs collègues. Ce qui fit plus d'impression encore sur leur esprit, ce fut l'ouverture du Concile de Latran, qui fut faite quelques jours après, le 3 mai ¹. Beaucoup d'entre eux quittèrent Milan successivement pour retourner dans leurs diocèses. Les cardinaux et quelques évêques se rendirent alors à Lyon, espérant y trouver un asile sûr, et conservant l'intention d'y continuer leur Concile. Mais la désertion s'était mise dans leurs rangs, et il ne resta bientôt plus guère, dans cette ville, que les cardinaux de Sainte-Croix et de Saint-Séverin. Une lettre du cardinal de Prie au roi témoigne de cet abandon. Il dit à Louis XII : « Sire... je m'en voys devers vous. J'ay laissé les cardinaux à Lyon avecques les autres prélats, et est besoin, Sire, que vous leur escriviez et mesmement à M. de Saint Malo (le cardinal Guillaume Briçonnet) qu'il ne parte point de Lyon jusques à tant qu'il ayt de vos nouvelles ; autrement, Sire, tout *le Concile s'en ira en fumée* ². » Le retour des députés du roi vers les cours du Nord, sans qu'ils eussent obtenu de succès, acheva de décourager les derniers et peu nombreux membres du Concile.

Jules II, avant de mourir, put être témoin du désarroi de ses ennemis ³. Il s'éteignit le 21 février 1513, après avoir pardonné aux cardinaux rebelles, mais sans leur rendre le droit de prendre part au futur conclave. « Comme Jules de la Rovère, dit-il, je pardonne aux cardinaux schismatiques ; mais comme Jules pape et chef de l'Église, je ne puis faire taire les droits de la justice. » Quand les cardinaux de Sainte-Croix et de Saint-Séverin, restés à peu près les seuls, apprirent à Lyon la mort du Pape, ils se hâtèrent de prendre le chemin de Rome ⁴, pour aller remplir ce qu'ils croyaient leur droit dans l'élection du nouveau Pape, et pour saisir cette occasion de sortir d'une entreprise qu'ils sentaient définitivement désespérée. Mais ils furent arrêtés, et, par une cruelle ironie de la Providence, emprisonnés à Pise même, d'où ils furent transférés ensuite à Civita-Vecchia.

¹ Labbe, *Conc.* — Guicciard., l. X. — Mariana, l. XXX.

² *Acta Conc. Pis.*

³ Raynaldi, 1513.

⁴ Mariana, l. XXX. — Sponde, 1513. — Guicciard., l. XI.

Pendant leur captivité, le cardinal de Médicis fut élu pape et prit le nom de Léon X. Un de ses premiers soins fut la continuation du Concile de Latran, commencé par son prédécesseur. Dans la VII^e session, qui se tint le 17 juin 1513, fut lue une lettre des deux cardinaux prisonniers ¹, qui condamnaient les actes du Concile de Pise, les traitant de schismatiques, approuvaient le Concile de Latran, promettaient l'obéissance au pape Léon X et reconnaissaient que le pape Jules II les avait justement dégradés.

Louis XII, de son côté, voyant son Concile agonisant, penchait vers une réconciliation avec le Pape. Sollicité par la reine Anne de Bretagne, qui souffrait de sa résistance au Père commun des fidèles, il finit par se décider à donner satisfaction au Pape, en abandonnant le Concile de Pise. Deux ambassadeurs furent envoyés à Rome : Claude de Seyssel, évêque de Marseille, et Louis Forbin, conseiller au Parlement. Ils avaient reçu pour mission de reconnaître, au nom du roi de France, le nouveau Pape et le Concile de Latran, et de demander la levée de l'interdit qui pesait sur les états du roi. Les autres souverains voyaient d'un mauvais œil une réconciliation se préparer entre le roi de France et le Pape. On employa tous les moyens pour l'empêcher, ainsi que la rentrée en grâce des cardinaux. Mais dès que les ambassadeurs furent arrivés, Léon suspendit l'interdit porté contre les Églises de France, accorda un délai aux évêques qui avaient pris part au concile de Pise pour faire leur soumission, et pardonna aux cardinaux prisonniers ². Il les avait fait venir secrètement à Rome et conduire au Vatican. Le 27 juin, en consistoire, les coupables se présentèrent, dépouillés de leurs insignes cardinalices, et demandèrent à genoux pardon au Pape. Le Pontife leur donna l'absolution de toutes les censures qu'ils avaient encourues, les rétablit dans leur dignité de cardinal, les baisa et les fit même asseoir à sa table.

C'était la première absolution donnée aux chefs du Concile de Pise. Mais il restait à réconcilier avec l'Église le roi de France, les prélats et les autres membres de cette assemblée. Dans la VIII^e session du Concile de Latran, le 17 décembre 1513, fut lu

¹ Labbe. *Conc.* — Raynaldi, 1513.

² Labbe. *Conc.* — Raynaldi, 1513.

un acte solennel, par lequel Louis XII adhéraît au Concile de Latran et révoquait le Concile de Pise, qu'il appelait un concilia-bule ¹. Les ambassadeurs français promirent, au nom du Roi, qu'il enverrait bientôt à Rome six prélats et quatre docteurs, de ceux qui avaient pris part au Concile de Pise, afin de demander l'absolution pour eux et leurs collègues. Le Roi fut absous des censures, et l'interdit de son royaume, qui n'était que suspendu, fut levé.

Ce prince se hâta de remplir la promesse qu'il avait faite par ses ambassadeurs d'envoyer des prélats à Rome. Au lieu de six, il en désigna huit, chargés de solliciter le pardon du Saint-Père. Ils ne purent arriver pour la session suivante, qui se tint le 5 mai 1514 ², parce que, à leur entrée en Italie, l'empereur leur fit attendre plus de deux mois leur sauf-conduit. Ils restèrent dans un couvent de Turin et rédigèrent, le 17 mars, un acte solennel par lequel, après s'être excusés d'un retard dans leur voyage qui ne venait pas d'eux, ils renonçaient au Concile de Pise, qu'ils condamnaient, et adhéraient à celui de Latran. Ils demandaient au Pape le pardon et l'absolution pour eux et leurs collègues. Léon X leur accorda à tous leur pardon, les releva des censures et les pressa de se rendre au Concile de Latran. Il rétablit les cardinaux dans leur dignité, et ne négligea rien pour effacer les traces de cette malheureuse rébellion.

L'année suivante, le 1^{er} janvier 1515, Louis XII mourait réconcilié avec le Pape. François I^{er}, son successeur, voulut faire une manifestation solennelle de ses sentiments et de ceux de la France envers le Saint-Siège. Dans l'entrevue qu'il eut à Bologne avec le Pape, le chancelier, depuis cardinal, Antoine Du Prat, à genoux et tête nue devant le Souverain Pontife, et le Roi, baissant la tête et restant respectueusement incliné, promirent fidélité et obéissance au Pape, en leur nom et pour tout le royaume de France ³.

Telle fut la fin du Concile de Pise. Acte de révolte contre l'autorité du Souverain Pontife, que la politique avait inspiré,

¹ Labbe, *Conc.* — Raynaldi, 1513.

² Labbe, *Conc.* — Raynaldi, 1513. — Mariana, l. XXX.

³ Raynaldi, 1515. — Bzov, 1515.

et que des prélats courtisans ou aveugles avaient soutenu, il n'en resta qu'un souvenir que l'histoire doit enregistrer pour l'instruction du clergé et des princes. Occupé pendant toute sa durée à prendre des mesures hostiles au Pape, ou tendant à garantir sa propre existence, le Concile rebelle ne songea pas même à la réformation de l'Église, qu'il avait cependant inscrite sur son drapeau. Mais que pouvait-on attendre d'une assemblée qui commençait par fouler aux pieds les droits du chef de l'Église, quand elle prétendait réformer l'Église? Elle a été frappée de stérilité comme toutes les entreprises illégitimes. Réunie par la volonté d'un roi qui s'aveuglait jusqu'à vouloir braver le Pape, elle se dissipa sous son souffle quand, mieux inspiré, il se souvint qu'il était le fils aîné de l'Église et qu'il ne pouvait continuer à se servir de ses évêques contre le chef de l'Église. Ce fut encore une victoire remportée par *cette pierre contre laquelle les portes de l'enfer ne peuvent prévaloir.*

L. SANDRET.

L'ENTREVUE DE BAYONNE

1

Si l'on tient à pénétrer plus avant dans les secrets de cette mystérieuse entrevue de Bayonne, sur laquelle l'histoire n'a pas encore dit son dernier mot, il ne faut pas s'en tenir uniquement aux paroles échangées entre le duc d'Albe et Catherine de Médicis. Ces mémorables conférences ont eu leur préface et leur lendemain ; avant comme après elles ont été le sujet de nombreuses dépêches qu'il faut toutes passer en revue. Leur examen attentif permettra peut-être de mieux apprécier les vrais motifs qui ont déterminé Catherine à aller à Bayonne, et la pensée qu'elle y a poursuivie.

Qui le croirait ? Ce fut Philippe II qui, au mois de juillet 1560, eut le premier l'idée d'une entrevue avec Catherine. Il est vrai de dire qu'à la date où il fit cette ouverture, il ne connaissait qu'imparfaitement sa trop habile belle-mère. Tenue à l'écart par l'ombrageuse jalousie de Diane de Poitiers, Catherine n'avait encore eu qu'une seule occasion de se révéler et de donner sa mesure.

En 1557, à la nouvelle du désastre de Saint-Quentin, qui ouvrait à l'Espagne les portes de la France, il y eut un moment d'indicible panique. Hommes d'état, hommes de guerre, tous avaient perdu la tête. Par un hasard heureux, Catherine se trouvait à Paris ; seule elle conserva son sang-froid, et, de sa propre initiative, courant à l'hôtel de ville et au Parlement, et s'y montrant si éloquente et énergique, elle arracha aux échevins et aux membres du parlement un large subside et rendit du cœur à la grande ville.

Le lendemain de ce triomphe oratoire, elle rentrait dans l'ombre pour ne plus en sortir jusqu'à la mort de Henri II.

Philippe II ne pouvait donc ni pressentir ce qu'il y avait dans Catherine d'intelligence politique, ni deviner ce que sa réserve calculée recouvrait d'aptitudes gouvernementales. Le moment était d'ailleurs mal choisi : les passions religieuses étaient en pleine ébullition ; ralliés aux protestants, tous les mécontents luttaien^t contre la suprématie autoritaire des Guise ; Condé et le roi de Navarre passaien^t pour être les chefs d'une nouvelle prise d'armes. Quitter le théâtre de l'action, aller s'aboucher avec Philippe II à l'extrémité de la France, c'eût été une faute qui ne pouvait qu'ajouter aux difficultés de l'heure présente. Catherine, qui entrevoyait déjà le rôle auquel elle serait prochainement appelée, déclina cette proposition d'entrevue.

« Vous savez, écrivit-elle à l'évêque de Limoges, notre ambassadeur en Espagne, les propos qui ont été mis en avant de la vue du roy catholique mon fils et de moy, laquelle pour la commodité des uns et des autres Dieu a remis jusques à aujourd'huy, nous estant survenus depuis quelques mois tant d'affaires que, quelque volonté que j'en eusse eue, il ne m'eût été possible de la pouvoir exécuter ; et maintenant nous sommes venus en ce lieu de Fontainebleau pour prendre une bonne résolution, ce qui n'est pas, comme vous pouvez penser, une œuvre d'un jour, ni d'un mois, et parce que nous délibérons y en demeurer trois ou quatre, je désirerois bien que cette vue fût remise, s'il y avoit moyen, au commencement de la primevère ; mais il faudra que conduisiez cela, Monsieur de Limoges, avec telle destérité qu'ils ne connaissent que l'envie ne m'en fût diminuée ; car je désire infiniment qu'elle se fasse enquelque façon que ce soit, ce que vous pourrez brasser comme de vous même, de longue main, m'excusant sur ce que je deviens un peu pesante et que je ne puis aller comme j'ai fait, et sur la saison qui sera si rude et si incommode qu'il y aura peu de moyens à faire un si long et si pénible voyage ¹. »

Durant le court espace de temps qui s'écoula entre le 28 juillet 1560, jour où Catherine écrivait ces lignes, et le 28 juillet 1563, jour où elle entraⁱt victorieuse au Havre, dont elle avait chassé les Anglais, que d'événements accumulés ! D'abord toutes ces tentatives infructueuses de transaction entre catholiques et protestants depuis le colloque de Poissy jusqu'à l'édit de janvier 1562, puis la guerre civile dévorant l'un après l'autre le roi de

¹ Bibl. imp. de Saint-Pétersbourg.

Navarre, le maréchal de Saint-André et le grand François de Guise; puis enfin cette paix d'Amboise qui avait préservé la France d'un démembrement. En faisant proclamer majeur par le parlement de Rouen Charles IX, entré dans sa quatorzième année, Catherine avait à la fois écarté les prétentions de Condé à la lieutenance générale du royaume, et rabaisé l'autorité du parlement de Paris, dont elle redoutait la suprématie. Elle avait donc enfin concentré dans ses mains ce pouvoir absolu, l'ambition de sa vie.

C'est à ce moment, point culminant de sa fortune politique, qu'elle revint à l'idée d'une entrevue avec Philippe II. L'évêque de Limoges ne représentait plus la France à Madrid; il avait été remplacé par Ébrard de Saint-Sulpice, un de ces hommes qui honorent le pays qu'ils servent. A sa première audience en mai 1563, Saint-Sulpice aborda avec Philippe II cette délicate question d'une entrevue. Tout en déclarant que, de son côté, ce qu'il désirait le plus, c'était de se trouver avec la reine sa belle-mère, le rusé espagnol se retrancha derrière ses devoirs de souverain : il était contraint de se rendre aux Cortès de Mousson; les fueros exigeaient qu'il n'y eût pas d'interruption dans leurs séances; il promit néanmoins d'abrégier son voyage et, au moment venu, de prévenir sans retard notre ambassadeur. Le prince d'Évoli, auquel Saint-Sulpice s'en ouvrit, lui conseilla d'écrire à Catherine de retarder le plus qu'elle pourrait le voyage qu'elle projetait à Lyon ¹.

Au mois de décembre suivant, le roi d'Espagne étant de retour, Saint-Sulpice reprit la négociation et insista sur le bien que la reine-mère s'en promettait : « Cette nouvelle preuve de leur parfaite intelligence et de leur étroite amitié serviroit à contenir tout le reste de la chrétienté. » Il supplia donc le roi d'en prendre la bonne résolution, afin que la reine-mère pût régler ses affaires et se trouver en temps opportun au lieu qu'il voudrait bien désigner ²; mais comme toujours il ne put obtenir du dissimulé monarque aucune réponse directe.

Déjà, à la fin de septembre 1563, don Francès d'Alava étant venu en mission extraordinaire, Catherine, au moment de son départ pour l'Espagne, lui avait remis une lettre de sa main pour le roi son gendre :

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 3162, p. 40.

² Bibl. nat., fonds franc., n° 3162, p. 45.

« Je n'ai voulu, disait-elle, laisser retourner don Francès sans ce mot pour prier Votre Majesté me faire ce bien que vous voir, voyant qu'il semble que Dieu nous fasse tant approcher les uns des autres pour avoir cet heur (bonheur) que je vous puisse voir, lequel j'estimerois des plus grands qu'il m'ait fait avoir, pour l'espérance que j'aurois que, outre le plaisir et contentement que me seroit, que ce pourroit être chose qui serviroit à son honneur et conservation de sa gloire, que je m'assure être chose que Votre Majesté désire tant, que, ayant ouï Don Francès de ce que je lui ai prié dire de ma part, et l'ayant considéré, m'assure tant du bien que voulez à nous tous et au royaume que m'en direz votre volonté ¹. »

Les défiances de Philippe II s'étant singulièrement accrues, il préféra garder un prudent silence. Les choses, pour le moment, en restèrent donc là. De son côté le pape avait pris en main un projet d'entrevue entre les rois d'Espagne et de France, le roi des Romains et lui. Catherine était loin de repousser cette idée ; elle y avait entrevu le prétexte de s'aboucher avec le roi des Romains et l'empereur Ferdinand, son père. C'est dans ce sens qu'elle écrivit le 9 novembre 1563, à l'évêque de Rennes, ambassadeur en Allemagne :

« Nous serons bien aises, après avoir entendu l'opinion sur cette entrevue du roi des Romains, de marcher avec lui du même pied, et nous accommoder à tout ce qu'il jugera et estimera nécessaire pour le bien de la chrétienté ². »

Et dans une seconde lettre, écrite le même jour :

« Je ne dois rien céler au roi des Romains touchant cette entrevue, laquelle j'ai véritablement désirée et désire ; mais vous l'assurerez que le but où je tends n'est autre que de voir si nous, qui sommes les plus grands et les plus puissants princes chrétiens, étant assemblés ensemble, pourrions convenir et nous accorder d'un bon moyen autre que celui des armes pour la pacification et le repos de la chrétienté. Sachant que sa volonté et la mienne sont du tout conformes en cela, encore que le roi d'Espagne et le Pape se rendissent difficiles, nous pourrions tous travailler à les y persuader, et, s'il se trouvoit quelque empêchement à la dite entrevue, j'espère que les occasions qui vont s'offrir entre lui et nous, telles que le savez (elle faisait allusion à son prochain voyage de Lorraine), j'aurai ce bien de le pouvoir voir

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1500, n° 90.

² Bibl. nat., fonds français, n° 17832, p. 34.

et l'empereur aussi, ce que je désire de tant plus que nous pourrions lui et moi adviser d'un moyen nécessaire pour calmer l'aigreur qui est parmi nos peuples pour les différences de la religion ; car chacun, ce me semble, est assez éclairé du peu d'espérance que l'on doit avoir de l'issue de ce concile ¹. »

Elle s'emparait donc, et dans son propre intérêt, de l'idée mise en avant par le pape d'une conférence entre les grandes puissances catholiques, et elle invitait l'évêque de Rennes à pénétrer jusqu'au fond de la pensée du roi des Romains ; car, suivant l'assurance qu'elle pourrait prendre de sa volonté, elle y conformerait la sienne. Poursuivant son idée, le 13 décembre elle écrivit de nouveau à l'évêque de Rennes :

« Le roi mon fils a délibéré un voyage en Lorraine pour voir ma fille de Lorraine et le fils que Dieu lui a donné ; il y pourra arriver sur la fin du mois de février prochain ou au commencement de mars ; pour ce que l'approchement que nous ferons de l'Allemagne pourroit bien servir de quelque chose à faciliter l'entrevue entre le roi des Romains et nous, vous aviserez de vous en prévaloir en la négociant, et si vous voyez que le roi des Romains s'y accommode et qu'il ne tienne qu'à retarder encore pour quelque temps notre voyage, que ladite entrevue ne se fasse, vous l'assurerez que nous serons toujours contents de différer notre voyage pour attendre sa commodité et parvenir à une chose que nous désirons pour un si bon effet ². »

Ce n'est pas l'intérêt seul de la religion que Catherine avait en vue : dès le mois de novembre 1563, le cardinal de Lorraine avait porté les premières paroles du mariage de Charles IX avec la fille aînée du roi des Romains, ou, à son défaut, avec la cadette, et de celui de Marguerite de Valois avec Rodolphe, le fils aîné du même roi. Favorablement accueillie, cette ouverture avait été préalablement soumise à l'assentiment de Philippe II, désigné ainsi pour arbitre et pour juge.

Telle était la situation, quand, dans toute l'Europe et notamment en Allemagne, se répandit le bruit que l'entrevue dont le pape avait pris l'initiative n'avait pour but que de s'entendre

¹ Bibl. nat., cinq cents Colbert, n° 390, p. 225.

² Bibl. nat., cinq cents Colbert, n° 390, p. 241 et suiv.

sur la conduite à tenir pour l'adoption des décrets du concile de Trente et pour nouer une ligue catholique. Catherine s'en alarma, et bien décidée à ne pas se placer sur un pareil terrain, en toute hâte elle écrivit le 29 décembre à l'évêque de Rennes :

« Je confesse avoir fait solliciter le pape de cette entrevue, mais non que ce ait été en intention de faire bien étroitement observer ce qui aura été déterminé au concile, ainsi qu'on en fait courir le bruit au lieu où vous êtes, qui n'est pas moins dire que de faire une ligue pour le fait de la religion, et si l'évêque d'Istrie négocie l'entrevue à cette fin, vous assurerez l'empereur et le roi des Romains que ce sera tout au contraire de mon intention, car je ne vois pas, Dieu merci, si peu clair aux affaires du monde que je n'aye bien pu prévoir que, si l'on parloit de la dite ligue, ce n'étoit pas seulement empêcher l'effet de la dite entrevue, mais aussi me rendre odieuse à la plupart des princes de la chrétienté, qui ne sauroient trouver bonne une telle négociation et moi aussi peu qu'eux, ayant par les calamités de notre guerre passée par trop connu que ce n'est pas par la force des armes que se doit faire l'établissement de la religion. Quant à notre entrevue particulière, je serois bien aise de savoir en quelle volonté vous aurez trouvé le roi des Romains et s'il jugera à propos de se servir de la commodité de notre voyage de Lorraine que je remettrai jusqu'à ce que j'aye eu sur ce une réponse de vous ¹. »

Puis, revenant au projet de mariage de Charles IX avec la fille aînée du roi des Romains :

« Puisque, par l'entremise de l'archevêque de Trèves, le roi mon bon frère m'a priée que j'aye patience jusqu'à ce que ses enfans soient arrivés en Espagne, auquel temps il est résolu de poursuivre le roi d'Espagne de se déclarer sur le fait du mariage du prince (don Carlos) avec sa première fille, afin d'en tirer la dernière résolution, laquelle entendue, il regarderoit à s'en résoudre et à m'en avertir, qui est ce que j'attends. Toutefois vous ne ferez pas semblant que je vous aye rien écrit, pour ce qu'il désire que cela soit tenu secret et ne passe pas par autres mains que par celles du dit archevêque de Trèves ². »

Ce voyage de Lorraine qui, dans la pensée de Catherine, devait servir à faciliter son entrevue avec le roi des Romains,

¹ Bibl. nat., cinq cents Colbert, n° 390, p. 255 et suiv.

² Bibl. nat., cinq cents Colbert, n° 390, p. 255.

n'était que la première étape du plus long voyage qu'elle projetait à travers la France. Elle voulait tout à la fois montrer le jeune roi aux populations et se rendre compte par ses propres yeux de la véritable force du parti protestant.

Ces provinces, qu'elle se proposait de visiter, étaient loin d'être pacifiées. Un coup d'œil jeté sur la France fera comprendre quelles difficultés il lui restait à résoudre avant de songer au départ. Dans les villes où les catholiques avaient le dessus, ils refusaient d'observer l'édit à l'égard des protestants et les troublaient dans l'exercice de leur culte ; dans les villes, tout au contraire, où les protestants étaient restés les plus forts, ils gardaient les églises et continuaient les prêches dans les lieux où l'édit de pacification le leur interdisait. Nous n'avons qu'à choisir entre les nombreux exemples d'une intolérance égale des deux côtés. A Nantes, nobles, bourgeois et manants suppliaient le roi de ne pas autoriser les prêches ni dans leur ville, ni dans les faubourgs. Le motif invoqué, c'était les craintes que leur inspiraient les Anglais qui croisaient en vue des côtes ¹. En Provence, pays de droit écrit et non soumis aux ordonnances royales, les catholiques exigeaient que les chefs des réformés vendissent leurs biens et quittassent le pays. Les représentations que leur avait portées le maréchal de Vieilleville étaient restées impuissantes. Biron y avait été envoyé en mission extraordinaire ². En Languedoc, les protestants reprochaient à Damville (Henri de Montmorency) d'avoir fait pendre deux de leurs ministres, celui d'Uzès et celui de Pamiers ³. A Bordeaux, un membre du parlement, pour avoir assisté au jugement d'un protestant condamné à mort par défaut, venait d'être tué dans sa propre maison ⁴. Masparaut et Bourneuf, envoyés en Saintonge, écrivaient à Catherine : « Les forces nous manquent pour faire observer l'édit et expulser les gentilshommes des bénéfices dont ils se sont emparés ; pas un homme d'église n'ose se hasarder à revenir dans le plat pays et

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 15879.

² Instructions données par M. de Biron. Bibl. nat., fonds franç. n° 15879.

³ Le fait est confirmé par l'ambassadeur vénitien Marc Antoine Barbaro : « Il y a eu à ce sujet une vive altercation entre Catherine et le connétable, qui prenait le parti de son fils. » Bibl. nat., *documents vénitiens*, Filza V.

⁴ Bibl. nat., fonds franç. n° 15879, f° 211.

pas un officier de justice n'ose faire son devoir ¹. A Troyes, le bailli avait interdit aux protestants l'exercice de leur culte dans le lieu que le roi leur avait assigné ². A Blois, le sang avait coulé : catholiques et protestants s'accusaient mutuellement. M. de Chemeaux venait d'y être envoyé de Bourges pour châtier les auteurs de pareils désordres ³. En Nivernais, le commissaire Charlet déplorait les brigandages qui s'y commettaient et se disait impuissant à les réprimer ⁴. A Montauban le commissaire Viart avait rétabli le culte catholique, et à grand peine obtenu des logements pour l'évêque et les chanoines, dont les maisons avaient été démolies ⁵. En Poitou la situation n'était pas meilleure ⁶ : le comte de Sauzay écrivait de Thouars : « Il y a cent paroisses où, depuis deux ans, il ne s'est fait de service divin ; à Argenton, deux prêtres ont été tués. Dans un village du Bas Poitou, vingt-huit ministres se sont rassemblés, ils continuent à faire leurs prêches, et les gentilshommes protestants vendent leurs biens pour acheter des armes et des chevaux ⁷. » A Rouen, de sanglantes rixes avaient lieu tous les jours et une violente sédition y était imminente ⁸. A ces difficultés sans cesse renaissantes il faut ajouter le conflit, si menaçant, qui depuis la mort de François de Guise divisait profondément les deux grandes maisons rivales de Châtillon et de Guise. Pour y couper court Charles IX venait de remettre sa décision à trois ans, les deux parties ayant promis de renoncer durant cet intervalle à la voie de la justice et à celle des armes. « Dieu a fait parler le roi mon fils, écrivait Catherine à la duchesse de Savoie, comme au jugement de Salomon. Sans cet arrêt je pense que vous nous eussiez vus encore aux armes, et par ceci tout est suspendu, et mettrons tout en repos en allant voir son royaume, comme nous ferons ; car nous n'avons plus rien qui nous arrête que les Anglais ⁹. »

¹ Bibl. nat., fonds franç., n° 15879, f° 211.

² Documents inédits, *Journal de Haton*, t. I, p. 381.

³ Archives de Bourges, lettre de Catherine de Médicis. Voyez également le n° 15878 du fonds français, f° 157 et 194.

⁴ Bibl. nat., fonds franç., n° 15879, f° 25.

⁵ Bibl. nat., fonds franç., n° 15879, f° 25.

⁶ Bibl. nat., fonds franç., n° 15879, f° 36.

⁷ Bibl. nat., fonds franç., n° 15879, f° 38.

⁸ Floquet, *Histoire du parlement de Normandie*, t. III, p. 2.

⁹ Archives de Turin, lettre de Catherine.

Se sentant forte, Catherine ne voulut même plus attendre l'issue des négociations qu'elle avait engagées avec les ambassadeurs de la reine d'Angleterre; elle leur fit dire que, s'ils voulaient vraiment la paix, ils viendraient la chercher à Troyes.

Le dimanche 24 janvier 1564, après avoir rendu aux Parisiens le droit de porter des piques et des hallebardes, mais non des arquebuses, et fait confirmer par le roi le pouvoir de François de Montmorency comme gouverneur de l'île de France, Catherine prenait la route de Fontainebleau, la rage dans le cœur, car l'homme de guerre que lui avait légué François de Guise à son lit de mort, le bras fidèle et fort sur lequel elle pouvait s'appuyer en toute assurance, Charry, dont elle avait fait le capitaine de ses gardes, venait d'être assassiné en plein jour sur le pont Saint-Michel par Chastellier-Portaut, l'un des familiers de l'amiral et de d'Andelot ¹.

A force d'instances elle avait enfin arraché à Philippe II le rappel de Chantonay, l'adversaire le plus acharné de sa politique de conciliation et de transaction avec les protestants ². Le premier dimanche de carême, jour désigné pour sa réception, don Francès de Alava, le nouvel ambassadeur arrivé tout récemment, se fit accompagner à Fontainebleau par Chantonay, son prédécesseur.

Après la lecture des lettres de créance d'Alava, Charles IX lui dit gracieusement que le roi son frère n'aurait pu faire un choix qui lui fût plus agréable. L'ambassadeur ayant répondu qu'il avait charge de lui parler en toute confiance des affaires de ce royaume et des moyens propres à assurer son repos, le jeune roi répliqua que les choses s'arrangeraient ainsi que le désirait le roi d'Espagne pour le service de Dieu. Catherine, sans le laisser continuer, prit la parole, et se tournant du côté de Chantonay, elle lui reprocha devant tous et dans les termes les plus acerbes toutes ses pratiques, tout le mal qu'il avait cherché

¹ *Calendar of State papers* (1563), p. 4; Archives nat., collect. Simancas, K 1501, n. 5.

² « Cet homme de bien, ce bon catholique, écrivait-elle le 13 décembre 1563 à l'évêque de Rennes, ne se soucie qu'il fasse ou qu'il invente pour nous rendre tout le monde ennemi. Il travaille en tout ce qui est possible pour empêcher la réconciliation entre la reine d'Angleterre et nous. » Bibl. nat., cinq cents Colbert, n° 390, p. 241 et suiv.

à faire. Pris ainsi à partie, Chantonnay s'excusa de son mieux ; mais de son côté le connétable ne lui épargna pas les plus vifs reproches. Immobiles et muets, les Guise assistaient à cette scène. Au sortir de l'audience, ils se hâtèrent de déclarer à Alava que Chantonnay avait rendu les plus grands services à la religion et qu'on lui était redevable du peu qui en restait ¹.

A aucune époque du règne de Charles IX, la cour ne fut plus brillante que durant ce séjour de quelques semaines à Fontainebleau, et celui qui, avec le plus de fougue, prit part à ces fêtes, à ces carrousels, ce fut le prince de Condé. Sans vouloir écouter ni les récriminations de Smith, l'ambassadeur d'Angleterre ², ni les sévères et durs avertissements de Calvin et de Théodore de Bèze, ce petit homme, si rémuant, et de complexion si amoureuse, se partageait entre Mademoiselle de Limeuil et la maréchale de Saint-André, qui toutes deux se le disputaient, et il avait encore des regards pour les autres filles d'honneur de Catherine.

L'arrivée du nouvel ambassadeur d'Espagne, don Francès de Alava, devint le prétexte et l'occasion de nouvelles fêtes, et un grand tournoi fut donné en son honneur ³. Le jeune roi y fit preuve d'adresse et de force. Catherine y assistait d'une fenêtre, ayant à ses côtés Alava : « Mandez au roi votre maître, lui dit-elle, ce que vous pensez du roi mon fils et ce que vous venez de voir. » Puis, l'emmenant dans une salle voisine, elle fit tomber l'entretien sur ce qui lui tenait tant au cœur, l'entrevue avec Philippe II. « Le roi d'Espagne ne s'en soucie pas, » dit-elle tristement. — « Ce n'est pas au roi mon maître qu'il faut s'en prendre, mais à vous, Madame, car vous ne voulez pas lui faire connaître ce qui s'y traitera, afin de lui laisser le temps d'y réfléchir ⁴. » Alava cherchant à détourner l'entretien et Catherine l'y ramenant toujours : « Votre Majesté ne veut pas parler clairement, reprit-il ; elle se propose de faire un grand éclat de cette entrevue ; le roi mon maître ne peut y consentir sans savoir le bien qui peut en résulter. » — « Vous croyez donc, Monsieur l'ambassadeur, répliqua-t-elle ironiquement, que la

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1501.

² *Calendar of State papers* (1563), p. 4.

³ Arch. nat., collection Simancas, K 1501, pièce 43.

⁴ *Ibid.*

« terre va trembler quand nous serons ensemble. » — « On ne peut, » dit-il, s'en dissimuler les graves inconvénients. » — Lui coupant brusquement la parole : « Les affaires de la religion peuvent s'arranger, si nous nous voyons. » — « Aujourd'hui que le roi a toutes les armes en ses mains, répliqua Alava, il est libre de faire observer les décrets du Concile de Trente. » — « J'ai le plus grand intérêt, ajouta-t-elle en souriant, à ce que les questions de la religion soient vidées avant toutes autres, et j'emploierai tous les moyens à ma disposition pour y parvenir peu à peu. » — « Peu à peu, s'écria Alava, mais c'est ce que ne veut pas le roi. » — « Est-ce que le roi mon beau-fils serait content, riposta-t-elle vivement, de nous revoir dans les mêmes embarras que l'an dernier, à Orléans ? » — « Votre Majesté n'a pas cette crainte à avoir, répondit Alava : tout deviendra facile, du jour où Votre Majesté ne favorisera plus certaines personnalités indignes de sa confiance. » — Le prenant par le bras : « Nommez-les moi, » dit-elle avec véhémence. Après un moment d'hésitation, Alava lui ayant désigné l'amiral, la personne, selon lui, la plus à l'encontre du roi et de la religion, elle ne répondit rien, et l'entretien en resta là ¹.

Le 12 mars Alava revit Catherine, et la trouva encore plus triste. « Si l'entrevue avec le roi mon gendre n'a pas lieu, dit-elle, je ne parviendrai à rien de bon. » — Alava répondit « que le roi son maître était disposé à faire tout ce qui serait en son pouvoir pour le service de Dieu et se prêterait à tout ce qui pourrait servir aux intérêts du roi, mais il se plaignit de ce que les décrets du concile n'avaient point encore été admis. » — Sur ce point, comme elle restait muette, il se défia plus que jamais de son mauvais vouloir ².

Ces vives représentations avaient néanmoins si fortement impressionné Catherine, qu'elle en tint compte dans une certaine mesure, car le roi interdit à sa tante Renée de Ferrare non seulement de faire prêcher à son logis, mais dans une maison qu'elle avait achetée dans un village voisin de Fontainebleau ³. Renée s'en étant plaint à Catherine, loin d'admettre ses doléances, elle la menaça, si elle continuait, de faire pendre son ministre

¹ Archives nat., collection Simancas, K 1503.

² *Ibid.*

³ Desjardins, *Négociations diplomatiques avec la Toscane*, t. III, p. 510.

devant la porte du prêche ¹. L'amiral de Coligny, venu à la cour avec sa femme, se vit également refuser le prêche et alla rejoindre Renée de Ferrare à Montargis ².

Le 14 mars 1564, la cour prit la route de Troyes, où Catherine avait assigné rendez-vous aux ambassadeurs anglais. Une paix glorieuse pour la France y fut signée le 15 avril ³. Ce brillant résultat obtenu, Catherine revint à son projet d'une entrevue avec le roi des Romains. Déjà, le 1^{er} avril, elle avait écrit à l'évêque de Rennes :

« Je m'accommoderai à tous les temps, à tous les lieux, étant assurée que le roi ne choisira point de lieu qui ne me puisse être commode et si proche de nos frontières que nous puissions nous voir et ouïr commodément. Nous nous en irons, au partir de Bar-le-Duc, faire la visite du Lyonnais, du Dauphiné et de la Provence, qui est à peu près tout le chemin que nous pourrons faire cette année ⁴. »

A la veille de partir, elle écrivait de nouveau à l'évêque de Rennes :

« Vous savez l'espérance que le roi des Romains et l'empereur m'ont donnée de me résoudre à ce prochain mois de mai du fait du mariage du roi mon fils ; vous les observerez en cela, le plus que vous pourrez ; car, quoiqu'ils m'ont fait dire que j'eusse patience jusque là, il me semble que ce sont eux qui doivent commencer les premiers ⁵. »

En quittant Bar-le-Duc, où le baptême de son petit-fils de Lorraine avait été l'occasion de pompeuses fêtes, Catherine prit la route de Dijon. Cette réponse, qu'elle attendait pour l'entrevue avec le roi des Romains et le mariage de Charles IX, étant encore à venir, elle commençait à s'inquiéter :

« Encore que je sois demeurée avec bien peu d'espoir de l'entrevue générale, écrivait-elle le 25 mai, à l'évêque de Rennes, et que je ne

¹ Desjardins, *Négociations avec la Toscane*, t. III, p. 510.

² Bibl. nat., *Documents Vénitiens*, Filza n° 5, p. 215.

³ Voir la *Revue des questions historiques* du 1^{er} janvier 1883.

⁴ Bibl. nat., cinq cents Colbert n° 390, p. 283.

⁵ Bibl. nat., cinq cents Colbert n° 390, p. 28.

me promette guères mieux de la particulière, serai-je bien aise d'entendre ce que l'empereur vous répondra. Cependant nous achèverons notre voyage de Lyon, pour y passer la meilleure partie de l'été et de là donner jusques en Dauphiné et en Provence ; avant lequel temps je m'attends être bien résolue de ce qui se devra faire en cet endroit ¹. »

La mort de l'empereur Ferdinand, survenue sur ces entrefaites, sembla pour un instant rendre plus probable une entrevue avec Maximilien, qui lui succédait. L'évêque de Rennes le fit présenter à Catherine. « Puisque vous tenez pour résolu, répondit-elle le 2 septembre, que l'empereur n'a pas moins d'envie que moi de l'entrevue, et que entre lui et vous, il ne s'en parle plus que comme d'une chose dont il ne faut plus faire de doute, je me persuade avoir ce contentement. Nous allons à Avignon et de là, en Provence, pour après prendre le chemin de Languedoc ². » Elle invite donc l'évêque à faire connaître son intention au nouvel empereur, afin qu'elle puisse se rapprocher du lieu où se tiendrait la diète, dont on annonçait la prochaine réunion ³. Mais lors du séjour de la cour à Valence, de très mauvaises nouvelles étaient venues d'Espagne. Une fausse couche avait mis en danger les jours de la reine Élisabeth. Durant des semaines, les médecins avaient désespéré de sa vie, et la jeune reine n'entra en convalescence que vers le milieu de septembre. Cette grave maladie coupa court à tout projet d'entrevue. A cette date, nos rapports avec l'Espagne étaient très tendus et bien des points noirs se montraient à l'horizon. A Rome, à Vienne, les ambassadeurs de Philippe II disputaient la préséance aux nôtres ⁴; en Suisse, un de ses agents secrets cherchait à entraver par tous les moyens le renouvellement de notre alliance avec les cantons catholiques ⁵; à Metz, la main de l'Espagne

¹ Bibl. nat., cinq cents Colbert n° 390, p. 305.

² Bibl. nat., cinq cents Colbert n° 390, p. 339.

³ *Ibid.*

⁴ « Dieu ne plaise, écrivait Charles IX, qu'au lieu d'accroître l'honneur que mes ancêtres m'ont laissé, je puisse en riens l'amoindrir ou diminuer. » Bibl. impér. de Saint-Pétersbourg. »

⁵ De son côté le cardinal de Granvelle écrivait : « Vieilleville et l'évêque de Limoges ont dit à leur départ que le roi leur maître se vengeroit pour lui avoir mis les suisses de rencheres (*Papiers d'état du cardinal de*

était visible dans toutes les pratiques nouées secrètement pour nous reprendre cette conquête de Henri II ¹. En dépit des réclamations de notre ambassadeur, de nombreux Français étaient retenus sur les galères espagnoles. Lors de son séjour à Marseille, Catherine s'en expliqua très vivement avec Alava, et avec cette facilité qu'elle avait de changer brusquement de politique, elle chercha l'occasion et le moyen de se rapprocher de l'Angleterre.

L'année précédente, Condé, pour se débarrasser des incessantes obsessions de l'ambassadeur Smith qui lui réclamait chaque jour les sommes avancées par la reine sa maîtresse à Coligny et à lui, avait mis en avant le mariage de Charles IX, âgé de 14 ans, avec Élisabeth, alors âgée de 32 ans. Catherine s'empara de cette étrange idée, mais elle ne démasqua pas tout d'abord ses véritables intentions. Smith étant venu lui demander de laisser à la reine Élisabeth le choix du gentilhomme auquel le roi Charles IX ferait l'honneur de remettre le collier de son ordre, sans préambule elle lui posa cette question insidieuse : « A quand le mariage de la reine votre maîtresse ? Pourquoi « donc n'épouse-t-elle pas lord Robert Dudley ? » (Élisabeth n'en avait pas encore fait un comte de Leicestier.) Pris à l'improviste et un peu déconcerté, Smith répondit à la première question « qu'il ne pouvait rien en savoir, mais que si la reine avait voulu réellement épouser lord Robert, il y a longtemps que cela serait fait, puisque le parlement, à plusieurs reprises, l'avait conviée à se marier. » Le roi et la reine insistant pour avoir plus de détails, et lui se tenant sur une prudente réserve : « On voit « bien, dit Catherine, quand il se retira, que vous aimez lord

Granvelle, t. IX, p. 171), et, dans une dépêche du 18 janvier 1565, le maréchal de Vieilleville et l'évêque de Limoges écrivaient au roi : « L'ambassadeur d'Espagne a fait grandes pratiques et a besogné en sorte que trois cantons ont opiné de ne pas faire alliance avec la France. » Bibl. nat., fonds français, n° 4619, p. 7.

¹ M. de Bolviller écrivant à Granvelle qu'il se croyait assuré de reprendre Metz, le cardinal lui répondit le 20 mars 1565 : « Ce me seroit charge de conscience très grande de perdre et négliger une si belle occasion, pour n'estre à présent les Français fortifiez, comme ils s'en vantent et vu que je puis le faire sans qu'on puisse sçavoir que j'ai été de cette pratique. » (Papiers d'état du cardinal de Granvelle, t. IX, p. 70 et 72.) Philippe II s'associait à toutes ces menées : « Je n'hésiterois pas, écrivait-il, à déclarer la guerre à la France sans la cause de la religion que je craindrois de compromettre. » *Papiers d'état du cardinal de Granvelle*, t. IX, p. 609.

« Robert ¹. » — Il ne s'en défendit pas. C'était là un premier jalon jeté sur la nouvelle piste qu'elle se proposait de suivre.

II

Maintenant, reportons nos regards du côté de l'Espagne et voyons comment les choses s'y passaient.

Le 18 septembre, la reine Élisabeth étant complètement rétablie, Saint-Sulpice demanda à Philippe II ce qu'il avait décidé au sujet du mariage de don Carlos avec la fille aînée du nouvel empereur. Pour s'éviter de répondre directement : « C'est Chantonay, dit-il, prêt à partir pour Vienne, qui portera ma décision ². » Saint-Sulpice en conjectura que, si le roi avait tant tardé à se prononcer, c'était qu'il avait pensé un instant à faire nommer don Carlos roi des Romains ; mais il jugea également que, pour gagner encore du temps, il prendrait pour excuse la mauvaise santé de son fils, repris par les fièvres. Le prince d'Evoli, qu'il vit le 8 octobre suivant, reparla de la possibilité d'une entrevue. Le roi devant conduire son fils à Aragon, on pourrait convenir pour se voir d'une ville sur le littoral ³. C'est à ce moment qu'arriva à Madrid, Méru, le fils du connétable, envoyé pour complimenter le roi à l'occasion du rétablissement complet de la reine Élisabeth. Méru fut très cordialement reçu, très fêté, mais, de part et d'autre, on n'échangea que de banales félicitations. Le 21 novembre, Philippe II ayant demandé incidemment à Saint-Sulpice où le roi son frère et la reine sa mère comptaient passer l'hiver : — « Leurs Majestés, répondit Saint-Sulpice, ne s'arrêtent à aucun lieu et continueront leur route par Narbonne et Toulouse jusqu'à Bayonne ⁴. » — Profitant de cette ouverture : « Il serait à désirer, se risqua-t-il à dire, que Vos Majestés, à cette date, fussent à Valladolid (on parlait d'y envoyer la reine Élisabeth pour la faire changer d'air), ce serait une heureuse occasion pour se voir. Combien que la reine-mère ne pense plus à une entrevue pour les difficultés qu'elle a rencontrées, je m'assure bien que sa bonne volonté est toujours la même ⁵. »

¹ *Calendar of State papers* (1564).

² Bibl. nat., fonds français, n° 3162

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

Le lendemain, la reine Élisabeth qu'il revit, l'engagea à n'en reparler qu'après le départ de Méru pour la France. C'était chose arrangée à l'avance : le duc d'Albe, lorsque Méru vint prendre congé, lui dit : « Il ne reste plus pour le contentement de leurs Majestés qu'à se voir ¹. » Encouragé par ces paroles dites avec intention, Saint-Sulpice profita de cette nouvelle entrée en matière, et il rappela au roi le désir qu'avait conservé Catherine d'avoir une entrevue. Tout en remerciant la reine de cette bonne pensée : « Cela mérite un sérieux examen, » dit-il, j'y réfléchirai. En attendant, parlez-en à la reine ma femme. » Lorsque Saint-Sulpice lui redit ces paroles du roi, Élisabeth l'invita à savoir de la reine sa mère ses véritables intentions. Le duc d'Albe lui renouvela les mêmes recommandations, sans lui dissimuler les soupçons, les craintes que tous les princes de la chrétienté en pourraient concevoir. « Mais ce n'est pas une entrevue ordinaire, répliqua Saint-Sulpice ; les liens du sang et de la parenté la motivent et l'expliquent suffisamment ². » Le départ du roi pour le monastère d'Aranchots suspendit pour le moment la négociation ; elle ne fut reprise qu'à son retour, le 11 janvier 1565.

Le lieu de l'entrevue restait à fixer. Le duc d'Albe aurait désiré qu'elle eût lieu en Espagne. Saint-Sulpice observa avec raison « qu'il n'étoit pas convenable qu'une mère allât au devant de sa fille ³. » Le roi s'étant rendu à cet avis et ayant indiqué Saint-Jean-de-Luz, qu'il ne connaissait même pas, Saint-Sulpice objecta que cette localité ne pouvait se prêter convenablement à recevoir si nombreuse compagnie. Force fut donc de revenir à l'idée de Bayonne. A la fin de janvier, le duc d'Albe annonça officiellement à Saint-Sulpice cette décision favorable. Dès qu'elle en fut avertie, prenant tout aussitôt la plume, Catherine écrivit de sa main au roi son gendre :

« Monsieur mon fils, ayant entendu par la reine ma fille et aussi par le sieur de Saint-Sulpice, et depuis par votre ambassadeur comment avez permis à la reine ma fille de venir voir le roi son frère et moi à Bayonne, et que par même moyen, n'étant guères loin, pourrai

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 3162.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

après avoir l'heur (bonheur) de vous voir, je n'ai voulu faillir remercier Votre Majesté d'un bien qu'elle me fait et lui dire l'aise que j'ai de voir venir une chose que j'ai tant désirée et qui, j'espère, apportera non seulement contentement au roi mon fils et à moi, mais bien sûreté et conservation au repos de toute la chrétienté, ce que je supplie à Notre Seigneur me faire la grâce de voir ¹. »

Il restait à connaître de quel œil les autres puissances veraient cette conférence, et Catherine était loin d'être rassurée sur l'interprétation qui y serait donnée. « Je vous prie, écrit-elle à M. de Villeparisis, alors ambassadeur à Rome, m'en mander tout ce que vous en entendrez ². » Elle tient le même langage à du Ferrier, ambassadeur à Venise : « Avec votre dextérité accoutumée, prenez soin à nous avertir tout au long ce que vous en dira là-dessus cette Seigneurie ³. »

A ce moment même l'empereur Soliman armait une grande flotte. De quel côté devait-elle se porter ? On l'ignorait encore. Un grand danger pouvant nous venir de ce côté ; et, s'en préoccupant, à bon droit, Charles IX écrivit à Petrémol, notre envoyé à Constantinople :

« Vous entendrez par la lettre de la reine ma mère, comme approchant de la frontière d'Espagne, où je me suis acheminé, visitant toutes les frontières de mon royaume, la reine d'Espagne ma sœur m'ait voulu venir voir, ce qu'elle vous a écrit, afin que, si la nouvelle en couroit jusqu'à cette Porte et que cela les mit en quelque jalousie et suspicion, vous en parlant, vous en soyez averti pour en répondre comme d'une chose qui est fortuitement arrivée et où il n'y a de finesse que l'extrême envie que nous avons la reine et moi de la voir et elle pareillement ⁴. »

Rapprochement singulier ! Philippe II écrivait dans le même sens au cardinal de Granvelle : « Cette entrevue, disait-il, a été différée pour plusieurs motifs ; enfin j'ai cédé aux instances des deux reines ; mais elle n'aura aucun but politique. Il importe de bien le faire connaître et de présenter cette entrevue sous

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1503, n° 40.

² Bibl. nat., fonds franç., n° 15880, f° 80.

³ Bibl. nat., fonds franç., n° 10735, f° 74.

⁴ Bibl. Impér. de Saint-Petersbourg.

son véritable jour¹ ; » et il s'en remet au cardinal du soin d'en écrire à tous les souverains dont il joint la liste à sa lettre².

On devait croire qu'assurée enfin de l'entrevue de Bayonne et satisfaite du grand résultat obtenu, Catherine, en négociation suivie avec l'empereur Maximilien pour le mariage de Charles IX avec l'une de ses filles, s'en tiendrait là, sans penser à une autre alliance pour le roi son fils. Pas du tout : avec cette habitude qu'elle avait prise de manier deux ou trois intrigues à la fois, elle fit demander officiellement par Paul de Foix, ambassadeur à Londres, la main de la reine d'Angleterre pour Charles IX. Élisabeth rougit de surprise de se voir, à son âge, sollicitée de se marier avec un roi enfant, dont à la rigueur elle aurait pu être la mère. Mais flattée néanmoins dans sa vanité de femme, elle consentit à soumettre à ses conseillers cette inattendue proposition. Cette négociation se poursuivit donc suivant toutes les règles diplomatiques.

Tant de passions étaient en jeu que les bruits les plus contradictoires circulaient et avaient créance. Durant le séjour de la cour à Toulouse, on vint dire à Catherine que sa fille Élisabeth était grosse et que le roi ne voulait pas l'exposer aux fatigues de ce long voyage. On ne peut plus contrariée par ce fâcheux contre-temps, elle fit demander par deux fois à Alava ce qu'il en savait. L'ambassadeur répondit qu'il n'en avait reçu aucun avis³. Ce bruit n'avait été répandu, à ce que crut l'ambassadeur, que pour calmer les huguenots qui sur bien des points commençaient à s'agiter ; mais il fut bien vite démenti. Un courrier venant d'Espagne annonça que la reine Élisabeth serait à Valladolid à la fin du mois. Catherine s'en montra on ne peut plus satisfaite ; elle affecta de s'habiller ce jour-là à l'espagnole, et le conseil privé commença à s'occuper sérieusement d'organiser les fêtes que la reine se proposait de donner à Bayonne.

Depuis le dernier entretien qu'elle avait eu avec Alava à Marseille, Catherine n'avait cherché aucune occasion de lui reparler de l'entrevue. Ce qu'elle ne voulait pas dire, elle le lui fit entendre par Cipierre, l'ex-gouverneur de Charles IX et son homme de confiance. Le jeune roi, étant allé visiter un camp dressé aux

¹ *Papiers d'état du cardinal de Granvelle*, t. VIII, p. 678.

² *Ibid.*

³ Arch. nat., collect. Simancas, K 1503.

portes de Montpellier et ayant laissé avec intention Alava et Cipierre ensemble, l'entretien s'engagea.

Prenant le premier la parole : « Tenez pour assuré, dit « Cipierre, qu'aussitôt après l'entrevue, la reine mère arrangera « les affaires de la religion. Le connétable a la même volonté ¹. » — « Je suis très content, répondit Alava, de ce que vous me « dites, mais il faut bien se tenir sur ses gardes, car le chance- « lier de l'Hospital fera facilement changer la reine d'opinion. » Et comme il ajoutait : « De quelle façon procédera-t-on ? » — « Cela « regarde la reine, répliqua Cipierre ; mais aussitôt après l'en- « trevue le roi décrétera que, dans le délai de deux mois, il n'y ait « plus en France un seul ministre. » — « S'il en est ainsi, dit « Alava, Condé et l'amiral reprendront les armes. » — « De toute « nécessité, il faut que nous commencions par là, répondit « Cipierre, et nous comptons bien sur l'aide du roi catholique. « Le donnera-t-il ? » — « Certainement, dit Alava, je puis vous « l'affirmer ². »

Vers le milieu de mars, la cour était encore à Toulouse, attendant des nouvelles d'Espagne pour prendre la route de Bordeaux. Aucune dépêche de Saint-Sulpice n'étant venue, Catherine commençait à avoir des doutes. « Est-ce que vous n'avez pas « reçu quelque courrier d'Espagne, demanda-t-elle à Alava ? » — « Aucun n'est encore venu, » répondit-il. Quelques jours plus tard, à l'occasion du carême, une ordonnance ayant été publiée à Toulouse ³, ordonnance rédigée dans un sens qui semblait

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1503, n° 33.

² *Ibid.*

³ Voici ce que Charles IX écrivait de Toulouse à ce sujet à M. de Villeparisis : « Voyant le caresme venu et que beaucoup de personnes se licencioient de manger de la chair, il a été fait une ordonnance par laquelle il est prohibé d'en vendre, ny achepter sur grandes peines, ce qui s'est fait pour la police et aussy en intention de conserver les bonnes et saintes auctorités de l'église ; mais d'autant que l'édit de la pacification permet l'exercice de la religion nouvelle dans ce royaume, pour ne donner occasion du tumultuer, la defense de manger n'y a été mise, mais seulement d'en vendre ou achepter, et pour ce que je sais qu'il y en a qui en pourroient mal faire de mes actions, encore que je n'aye en compte à rendre à personne, si desireroi-je bien que, si l'on vous en parloit par delà, vous en soyez adverty pour en répondre à qui que ce soit et que ce qui ne soit vray. La defense a été réitérée, où il est simplement defendu d'en vendre ny achepter durant le caresme, sans spécifier la cause pourquoi ». Bibl. impér. de Saint-Pétersbourg, n° 21, p. 62.

favorable aux protestants, Alava vint s'en plaindre. Catherine s'attendait à sa visite : « Le connétable et moi, lui dit-elle
« sans hésiter, nous sommes à chercher le moyen d'empê-
« cher que cette ordonnance ne soit pas envoyée dans d'autres
« villes. » — « C'est peine perdue, répondit Alava ; les pro-
« testants de Toulouse se sont empressés de l'envoyer, afin
« d'exciter le zèle des leurs et de décourager les catholiques. »
Le connétable, présent à l'entretien, se joignit à la reine pour promettre que l'affaire serait arrangée pour le mieux. Deux autres incidents vinrent redoubler les craintes d'Alava : on remplaça dans une des salles de l'hôtel de ville de Toulouse tous les portraits des conseillers hérétiques qui en avaient été enlevés¹, et un des secrétaires de l'ambassadeur d'Angleterre apporta la nouvelle que la proposition du mariage de Charles IX avec la reine Élisabeth avait été favorablement accueillie. Alava en fit sur-le-champ prévenir Philippe II². Enfin, après quarante-six jours de séjour à Toulouse, la cour en repartit le 17 mars, et, le 27 elle entra à Agen, où elle devait faire séjour.

Agen était la résidence habituelle de Monluc. Pour ôter tout prétexte d'opposition à cet énergique champion de la cause catholique et se l'attacher par une marque exceptionnelle de faveur, le roi et la reine lui avaient promis de tenir sur les fonts l'une de ses filles. Tout enorgueilli de cette marque de haute distinction, Monluc vint en faire part à Alava, et lui répéta toutes les assurances que le roi et la reine lui avaient données de prendre en main la cause de la religion. Alava paraissant incrédule : « Attendez l'entrevue, lui dit Monluc ; si on n'y
« prend pas de bonne résolution à l'égard des hérétiques, j'irai
« moi-même trouver le roi votre maître et lui proposer les
« moyens d'en finir avec eux ; car si dans cette entrevue on ne
« se décide pas à des mesures énergiques, tout est perdu. » — Ce langage ne fit pas grand effet sur Alava ; il tenait Monluc pour trop confiant et pour parler un peu à la légère³.

Enfin, le 28 mars, un courrier, envoyé par le duc d'Albe, annonça à Alava que la reine d'Espagne passerait la semaine sainte à Valladolid et qu'elle en repartirait pour se rendre à Burgos le lendemain ou le surlendemain de Pâques. L'ambassadeur en fit

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

² Arch. nat., *ibid.*

³ Arch. nat., *ibid.*

prévenir sur-le-champ Catherine. Elle répondit qu'à la première occasion elle lui dirait la raison pour laquelle la reine sa fille avait tant retardé son départ. Le lendemain, le roi et la reine s'embarquèrent sur la Garonne pour aller coucher au port Sainte-Marie. Alava se mit à leur suite dans une barque. L'apercevant de loin, le jeune roi agita son manteau, et lui fit signe de le rejoindre et de monter dans sa barque. Catherine était dans un jour de bonne humeur. — « Vous pouvez me parler de tout ce que vous voudrez, dit-elle à Alava, je ne m'en fâcherai pas. » — « Plût à Dieu que Votre Majesté se fâchât, répondit-il, si ce que j'aurais à lui dire pouvait être de quelque utilité pour le service de vos Majestés ! » — « Pourquoi l'ambassadeur parle-t-il ainsi ? » dit Charles IX en regardant sa mère. — « C'est, répondit Catherine, au sujet du règlement pour le carême publié à Toulouse. » — Le roi haussa les épaules et baissa les yeux. — « J'espère, reprit vivement Catherine, que ce ne sera pas un motif pour empêcher l'entrevue. » — « On donne trop de liberté à l'hérésie, reprit Alava ; quand on voudra la réprimer, il sera peut-être trop tard. »

Le roi n'avait pas perdu un mot de ces paroles ; se tournant vers la reine : — « Ce que dit l'ambassadeur n'est que trop vrai. Le cardinal de Lorraine, rappelez-vous-le, ma mère, vous a écrit dans le même sens. » — « Fasse le ciel que nous nous voyions à Bayonne, répondit Catherine, et tout pourra s'arranger ! » Puis, changeant de propos : « Savez-vous, dit-elle à Alava, la cause du retard de ma fille ? C'est que l'on a écrit au roi catholique que Condé et la reine de Navarre viendraient à Bayonne. » — « Cela s'est dit publiquement, répliqua Alava, et c'est moi qui l'ai écrit. » — « Nous cherchons en ce moment, reprit-elle, à séparer le prince de Condé de l'Amiral. Si le roi votre maître s'y prêtait, ce serait peut-être possible. » — « Que faudrait-il faire ? » demanda Alava. — Le jeune roi et la reine échangèrent un coup d'œil et ne répondirent pas. « Je crois qu'il suffirait, écrivit Alava à Philippe II, que Votre Majesté donnât au prince quelque bonne assurance pour le cas où il se séparerait des Châtillon, surtout maintenant qu'il vit publiquement avec Mademoiselle de Limeuil. Néanmoins je ne pense pas qu'il se détermine à changer de religion ¹. »

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

Alava avait précédé la reine-mère à Bordeaux. Le 1^{er} juin il apprit par l'ambassadeur de Portugal que le baron de la Garde était arrivé dans cette ville pour y attendre un ambassadeur turc récemment débarqué¹. La nouvelle était exacte : depuis quelques jours déjà M. de Pierrebou avait écrit de Marseille à Catherine : « J'ai tout fait pour bien le recevoir, et je le fais accompagner par le consul qu'il vous a plu constituer à Alger. J'ai prévenu M. de Joyeuse pour le bien faire traiter en Languedoc et le conduire jusqu'auprès de Vos Majestés². »

Que venait faire cet ambassadeur ? Les bruits les plus étranges coururent à ce sujet : on disait que c'était pour offrir à Charles IX la main d'une des filles du grand seigneur, qui se ferait catholique³. N'était-ce pas plutôt Catherine qui, par sa seule présence, espérait exercer une pression sur Philippe II, et l'amener à consentir à ces divers mariages qu'elle avait en tête ? Toujours est-il que le roi catholique, dès qu'il en eut connaissance, donna l'ordre au duc d'Albe d'aller en toute hâte rejoindre la jeune reine, et, le 2 juin, il écrivait à Catherine :

« J'envoie le duc d'Albe pour vous visiter et vous donner bien au long de nos nouvelles. Si Votre Majesté veut lui en donner des siennes, il me les écrira. Je suis sûr que Votre Majesté sera contente de recevoir un tel personnage⁴. »

Le courrier qui apportait cette dépêche, en remit une autre à Alava :

« J'ai su, écrivait le roi, le 2 juin, de l'Escorial, qu'une flotte française se dispose à sortir du port de Dieppe à destination de la Floride. Si jusqu'ici je n'ai fait aucune remontrance à la reine mère au sujet des vaisseaux qui sont déjà partis pour la Floride, c'est que je pensais que c'était sans son ordre et uniquement pour piller, et j'avais commandé d'en faire bonne justice ; mais aujourd'hui que ces préparatifs se font par ses ordres et ceux de l'amiral Coligny pour aller dans une province qui m'appartient, si la reine n'empêche pas le départ de cette flotte, je prendrai telles mesures que me commande

¹ Archives nat., coll. Simancas, K 1504.

² Bibl. nat., fonds français, n° 15881.

³ *Calendar of State papers* (1565), p. 396.

⁴ Archives nat., coll. Simancas, K 1504.

l'intérêt de mes États. Si cette flotte est partie, laissez au duc d'Albe le soin de traiter cette affaire, quand il verra la reine ¹. »

Voilà bien des causes de rupture, au moment où la reine d'Espagne se rapprochait de Bayonne.

Partis le 9 avril du château de Toars, où ils avaient passé six jours pour laisser le temps d'achever les préparatifs de leur réception à Bordeaux, Catherine et Charles IX montèrent dans l'après-midi à Frands sur le bateau pavoisé que le maire et les jurats de Bordeaux leur avaient envoyé, et débarquèrent un peu au-dessous du château Trompette. Durant leur séjour de vingt-trois jours à Bordeaux, qui fut marqué par le passage du malheureux comte d'Egmont allant en Espagne, Catherine joua vis-à-vis de Smith, l'ambassadeur d'Angleterre, une véritable scène de comédie, et avec un tel sérieux que le crédule diplomate s'y laissa prendre.

Après l'avoir mis au courant de la négociation que Paul de Foix poursuivait à Londres pour déterminer Élisabeth à épouser le jeune roi : « Trois objections, dit-elle, nous sont opposées : la première, l'âge de mon fils ; mais si la reine Élisabeth s'en accommodait, je m'accommoderais de l'âge de la reine. » — Le roi appuya sur ces dernières paroles : « Je voudrais bien, dit-il, que votre maîtresse se contentât de mon âge comme moi je me contente du sien. » — La seconde objection, c'était l'obligation pour la reine de séjourner en France. Smith en convint. — « Mais elle pourrait avoir dans son entourage, reprit Catherine, un lieutenant pour gouverner en son absence. » — « Le peuple anglais n'obéit pas si facilement, répliqua Smith, et les lieutenants deviennent souvent trop insolents. » — Catherine tint cela pour peu de chose : « Mais mon fils, dit-elle, pourrait de temps en temps résider en Angleterre. » — La troisième objection, c'était le mécontentement du peuple et de la noblesse que la reine redoutait ; mais Catherine n'admettait pas cette raison. Réunies, les deux nations seraient si fortes que pas un souverain n'oserait aller contre : « Ma bonne sœur Élisabeth s'intitule déjà reine de France, ajouta-t-elle, mais elle n'en a que le titre ; elle le serait de fait. » — Smith lui fit observer

¹ Archives nat., coll. Simancas, K 1504.

qu'il ne pouvait répondre à ce qui n'était pas dans ses instructions; puis, se tournant vers le roi: « Si vous aviez, sire, « trois ou quatre ans de plus, si vous aviez vu la reine et si « vraiment vous aviez de l'amour pour elle, je ne m'étonnerais « pas de cette hâte. » — « Mais en vérité, s'écria vivement le « roi, je l'aime. » — « A votre âge, sire, répliqua Smith, on ne « sait pas encore ce que c'est que l'amour; mais bientôt vous « passerez par là, car tout y passe, homme ou prince. C'est bien « la chose de ce monde la plus folle, la plus impatiente, la plus « empressée, la moins respectueuse qu'il se puisse être. » A ces mots, le jeune roi rougit, et la reine répondit pour lui: — « Ce « n'est pas un fol amour. » — « J'en conviens, reprit Smith, « mais c'est parce qu'il doit reposer sur de sérieuses raisons, « de dignes et graves considérations, qu'il n'y faut procéder « qu'après de mûres délibérations. » Pour atténuer l'effet de ces dernières paroles, il ajouta que la reine, jusqu'à ce qu'elle eût pris une détermination sur la demande du roi, ne prêterait l'oreille à aucune ouverture, mais qu'elle entendait rester libre de dire oui ou non ¹.

En donnant congé à Smith, Catherine insista pour qu'on abrégât le délai de la réponse définitive, car le roi allait à Bayonne et pensait y être vers le 12 mai. Smith se rejeta sur la longueur de la distance et sur le désir bien arrêté qu'avait la reine de consulter les chefs de la noblesse. Catherine lui fit observer que la fête de Saint-Georges avait lieu le 23 avril, et que, ce jour-là, la reine les aurait tous à Londres sous sa main. L'entretien ne se poursuivit pas; mais, dans une nouvelle entrevue qu'elle eut le lendemain avec Smith, pour répondre à son objection sur l'âge du roi, elle lui opposa l'exemple de Cécil, qui avait eu un fils à l'âge de quatorze ou quinze ans ².

Bien peu de jours avant la venue de la reine d'Espagne, Catherine reçut une lettre du consul d'Alger, lui annonçant que l'ambassadeur turc, de la conduite duquel il s'était chargé, était arrivé à Dax. Le faire venir à Bayonne durant le séjour de la reine d'Espagne attendue d'un jour à l'autre, c'était chose grave et risquer de compromettre le succès de la conférence. Catherine se hâta d'écrire au consul de rester à Dax jusqu'à nouvel

¹ Record office state papers, *France*; *Calendar of State papers* (1565).

² *Ibid.*

ordre; mais, par une nouvelle lettre du 12 juin, celui-ci insista sur la nécessité de recevoir cet envoyé de Soliman ¹; car, d'après les confidences que, chemin faisant, il lui avait arrachées, c'était la paix ou la guerre qu'il apportait.

Le Grand Seigneur redoutait à bon droit les conséquences

¹ Voici cette lettre du consul d'Alger, qui éclaire bien la situation :

« Madame, ce soir je trouvay icy la lettre que Votre Majesté avoit commandé m'estre écrite de Bayonne le xii^e de ce moys et entendu du sieur de Saint-Estève ce que lui avez ordonné me dire de faire temporiser l'ambassadeur du Grand Seigneur, auquel j'ay faict le meilleur et bon traitement en venant en ça que me suys pu adviser, l'entretenant en chemin de plusieurs propos et discours pour pouvoir tirer de luy quelque chose davantage que ce que je vous ay fait sçavoir, et de plus m'a assuré que la grande armée demeurera à Constantinople tout cet yver prochain, afin de poursuivre les entreprises et aussi comme sultan Sélim et Apyaly par conseil de Dragut et roy d'Algérie avaient consenti à la prise des vaisseaux qui sont détenus de vos subjectz, désirant bien fort que l'amitié et l'intelligence fust rompue, afin qu'il y eussent meilleure occasion pour pouvoir plus librement se saisir des marchandises qui appartennoient aux françoys qui sont en Alexandrie, Tripoli, Alger et autres lieux du Levant, et aussi que ces pauvres vos subjectz qui y sont de cinq à six mil demeurent leurs esclaves; mais que jamais le grand seigneur (Soliman) ne l'a trouvé bon n'y avoit voulu croire, quoiqu'on luy aye bien dit que Vos Majestez eussent donné secours au roy d'Espagne et que vos affaires et les siens du présent fussent tous unys, et pour s'en esclarcir et en avoir son cœur libre, comme prince très magnanime et sincère avoit commandé de son propre mouvement au premier Bassa d'escrire au roy d'Alger et à cestuy-cy de s'en venir par de ça pour en sçavoir la vérité, aussi si Vos Majestez estoient de rompre ou d'entretenir la bonne intelligence qui a régné si longtemps entre vous et Sa Hauteur; car si vous voulez continuer ladite intelligence, ledit ambassadeur a charge s'en retourner où sera l'armée pour advertir les chefs de l'entretènement et continuation d'icelle, et les assurer aussi s'ilz pourront avoir porte et rafraichissements, s'ils estoient contrainctz venir par de ça; par ainsi falloit par force qu'il se trouve à Marseille au premier jour du moys prochain avec la réponse de ce qu'il aura faict, autrement mettroit en danger sa vie. Je lui ai fait les meilleures remontrances, allant jusqu'à luy dire qu'il seroit trouvé très mauvois que Vos Majestez parlassent à luy à présent, outre qu'il incommoderoit grandement vos affaires, sachant assez que les Espagnols qui sont là, le haïssent, et lui pourroient tenir, en passant, quelque propos qui le fâcheroit. Cela ni autre chose ne l'a su contenter; aussi à la vérité la charge qu'il a mérite diligence tant pour le service du roy que soulagement de ses sujetz, qui me fait, ajoute-t-il, vous suppléer adviser s'il ne nous seroit pas possible lui donner un soir une audience; car il m'a dist vouloir aller plus tôt secrètement avec moy et deux des siens vous parler que d'attendre davantage. Si vous le trouvez bon, je feray en sorte que arriverons de nuit, et le meneray à mon logis, et quand tout le monde sera retiré, je le conduiray à vous et après l'avoir ouy et reçu ses lettres, il se rembarquera pour revenir ici pour s'acheminer à son retour. De Dax, le xii^e juin 1565. » Bibl. nat., fonds français, n° 15381, p. 179.

T. XXXIV. 1^{er} OCTOBRE 1883.

31

d'une entrevue avec les représentants du roi d'Espagne, et avant de déclarer la guerre à la France, ainsi que le lui conseillait le sultan Sélim, il tenait à savoir de la bouche du roi s'il voulait vraiment rompre ou maintenir leur ancienne alliance. C'était encore là une des nombreuses complications que cette funeste entrevue de Bayonne réservait à Catherine. Le consul d'Alger offrait d'amener de Dax l'envoyé turc et engageait Catherine à lui donner une audience secrète. Cet expédient ne fut pas accepté. Charles IX et Catherine préférèrent lui donner rendez-vous à Saint-Léonard, couvent de religieuses, à peu de distance de Bayonne. Ils s'y rendirent le 18 juin, mais sans pouvoir, comme ils l'espéraient, se dérober à la surveillance de l'ambassadeur d'Espagne qui, dès le lendemain, en prévenait le roi son maître ¹.

III

Le 12 juin, avertis par le duc d'Orléans qui, avec une brillante escorte, avait été jusqu'à Toulouzette à la rencontre d'Élisabeth, que la reine partirait d'Irun le lendemain après diner, Catherine et Charles IX couchèrent cette nuit là à Saint-Jean de Luz. Le jeudi matin, accompagnées par les deux compagnies du régiment de Strozzi, Leurs Majestés allèrent attendre la jeune reine sur le bord de la rivière qui sépare les deux royaumes, où des feillées avaient été dressées.

La chaleur était étouffante et l'attente fut longue. Sur les deux heures de l'après-midi seulement l'escorte de la reine parut. De la rive française, la compagnie de Philippe Strozzi la salua d'une bruyante décharge de mousqueterie.

Prise d'impatience, Catherine s'élança dans une barque pour se trouver la première auprès de cette fille dont elle avait si ardemment désiré la venue. Le roi attendit de l'autre côté de la

¹ Voici ce qu'écrivait Alava : « L'ambassadeur turc est très fâché de ce qu'on était resté si longtemps sans le recevoir. Il a fait deux ou trois fois semblant de vouloir s'en aller. Le roi et la reine sont allés hier à une lieue et demie d'ici pour le recevoir. Il a remis trois lettres, deux pour le roi et la reine, la troisième pour le connétable. Il est venu demander le renouvellement de l'alliance telle qu'elle existait dans l'ancien temps. Le jeune roi lui a répondu très brièvement. » Arch. nat., collection Simancas, K 1504.

rivière, et, dès qu'il eut touché terre, entra dans le bateau qui amenait la reine sa sœur, mais « la salua à la royale sans l'embrasser. » Cette nuit là Élisabeth coucha à Saint-Jean de Luz; elle en repartit le lendemain, jour de son entrée à Bayonne. Montée sur une haquenée blanche dont le harnais était prisé à quatre cent mille ducats, elle prit place dans le cortège, le duc d'Orléans à sa droite, le cardinal de Bourbon à sa gauche. Il était neuf heures du soir lorsqu'elle arriva à la porte de Bayonne, où le maire l'attendait pour la haranguer. Placée sous un dais de drap d'or, elle fut conduite, à la lueur des torches, d'abord à la cathédrale, puis au palais de bois que la reine Catherine lui avait fait construire et orner de tapisseries et de meubles empruntés aux résidences royales ¹.

Le duc d'Albe, appelé à jouer le principal rôle dans cette entrevue, était né en 1508; il avait donc alors cinquante-cinq ans. De grande taille, il affectait de se tenir très droit; mais les fatigues des longues guerres auxquelles dès sa jeunesse il avait pris une si glorieuse part, l'avaient singulièrement amaigri. Sa face était longue, ses joues jaunes et décharnées; ses yeux noirs seuls avaient gardé toute leur vivacité. Une longue barbe, entremêlée de fils d'argent, retombait sur sa poitrine et donnait un grand caractère à cette physionomie sévère où l'astuce se confondait avec l'énergie. Tel était l'homme de fer avec lequel allait se mesurer Catherine.

Le duc emportait des instructions rigoureuses : expulsion des ministres dans le délai d'un mois sous peine de la vie, interdiction du culte protestant, publication des décrets du Concile de Trente, obligation d'une profession de foi catholique préalable pour tous les emplois de judicature ou autres ².

¹ *Pièces fugitives* du marquis d'Aubais : *Journal d'Abel Jouan*; Brief discours de l'arrivée de la reine d'Espagne à Saint-Jean de Luz. Bibl. nat., 500 Colbert, n° 140; fonds français, n° 4335.

² Pour ne laisser de côté aucun document important, voici le propre texte des instructions données au duc d'Albe : « Il sera besoing pour le bien, deffense et augmentation de la religion catholique et apostolique que la veue future ne se fasse sans résouldre et accorder ensemblement du contenu es articles suivants :

1^o De faire promesse mutuelle d'avancer, autant qu'il sera en leur puissance, l'honneur de Dieu, soustenir la religion sainte et catholique et pour la deffense d'icelle employer leurs biens, forces et moyens, et ceulx de leurs subjetz; ne permettre jamais es pays de leur obéissance aucuns ministres,

Telles étaient les propositions absolues qu'il allait soumettre à Catherine. Son plan était tracé à l'avance : il se proposait d'abord de faire insinuer à la reine-mère qu'il n'était venu que pour écouter les propositions qu'elle aurait à lui faire. Cela lui donnerait le temps de se renseigner sur la situation de la France ; car, avant tout, il importait de savoir si la cause catholique, réduite à ses propres forces, serait en état de résister au mal dont elle souffrait. Ce point éclairci, si Catherine n'abordait pas la première la discussion des questions religieuses, il la forcerait bien à s'expliquer. Ainsi bien fixé sur la route à suivre, le duc vit les uns après les autres tous les principaux chefs catholiques ; à chacun d'eux, il redit les propos flatteurs que Philippe II l'avait chargé de leur tenir. Déjà, avant son arrivée, Alava avait eu une conférence secrète avec le cardinal de Bourbon et le duc de Montpensier, et obtenu d'eux la promesse d'une note confidentielle. En la lui remettant, le confesseur du duc de Montpensier lui avait dit : « Il faut que le roi catholique

ne exerce de la religion nouvelle, soit en public ou en particulier, et faire faire commandement à tous lesdictz ministres sortir hors des provinces et terres desdictz princes dedans ung moys, sous peine de la vye, sans qu'il soit loisible ni permis à aucun de les receller, cacher ni suporter sous les mêmes peynes et confiscation de leurs biens ; faire publier en chascun de leursdictz pays, garder et entretenir le concille général dernièrement faict et cellebré à Trente et tenir la main que ces décretz soient reçus et suivis sans aucun contredit ; faire protestation et promesse de ne jamais pourveoir aucun personnage des Etats royaux, soit de judicature ou aultre quelconque, sans que le pourveu ayt préalablement fait profession en la foy et qu'il ayt premièrement esté congneu estre de la susdicte vraie religion, et sera mis clause par toutes les lettres desdictes provisions que les pourveus demeureront et continueront en la susdicte religion, sous peine d'estre destituez ; de purger et nettoier leurs maisons et justices de toute hérésie et religion nouvelle et ne souffrir icelles ceulx qui seront entachez, et permettre aulx villes de rembourser les juges et officiers royaux qui sont de l'opinion de la nouvelle religion, si tant est que lesdictes Majestés ne le puissent faire de leurs deniers, comme il seroit nécessaire et requis ; casser tous gouverneurs et aultres grands seigneurs des Conseils privé desdictes Majestés et tous aultres ayant charge, autorité et commandement es dit royaume, qui se trouveront estre de la nouvelle opinion, ensemble tous les capitaines, maitres de camp qui sont à leur solde, et sont néanmoins profession de la religion contraire ; de priver de l'Estat et honneur de leur ordre et chevalerie tous ceux qui ne veuillent suivre, observer et entretenir les statuts, lois et ordonnances desdicts ordres, ni recepvoir desormais personnages qui ne soient de qualité chrestienne et religion requise. » Archives nat., collect. Simancas, K 1503, n° 11.

« accepte tout ce qui est porté dans ce mémoire. Le moyen le plus court, le plus expéditif serait de trancher la tête à Condé, à l'Amiral, à d'Andelot, à la Rochefoucauld et à Grammont. »

Monluc n'attendit pas que le duc allât à lui, il le devança. En l'embrassant avec effusion, le duc lui dit tout bas à l'oreille : « Le roi mon maître s'était toujours refusé à l'entrevue ; il ne s'y est décidé qu'après avoir reçu votre mémoire. Je ne suis ici que pour entendre de votre bouche les mesures à prendre dans l'intérêt de la religion. Indiquez-moi la conduite que je dois tenir et les hommes à qui je puis me fier. » Pris par son côté faible, l'orgueil, le vieux capitaine, relevant fièrement la tête, de s'écrier : « Si, lors des dernières guerres, chacun avait voulu suivre mon exemple, c'est-à-dire ne faire grâce de la vie à personne, nous n'en serions pas où nous en sommes ; si tous les bons catholiques vouloient s'unir, il n'y en auroit pas pour un déjeuner avec cette canaille. » Puis, baissant la voix : « Je vous remettrai une nouvelle note, mais gardez-moi le secret. Le cardinal de Bourbon est bon catholique, mais la reine-mère le manie à son gré. Il en est de même de d'Escars, mais vous pouvez parler en toute confiance à Montpensier, à Damville et à Cipierre ¹. » De crainte d'être remarqués, ils ne poussèrent pas plus loin leur entretien.

En quittant Monluc, le duc alla voir le jeune roi. Après avoir parlé de choses insignifiantes et l'avoir invité à mieux soigner sa santé, et à ne pas s'épuiser à la chasse et aux exercices violents : « Dieu, lui dit-il, semble avoir réservé Votre Majesté pour châtier par sa main les offenses qui chaque jour se commettent contre la religion. » — « Mais je ne veux pas prendre les armes, s'écria vivement le jeune roi; ce serait la ruine de mon royaume, comme du temps des guerres passées ². » A cette réponse le duc jugea bien que c'était une leçon toute faite et bien apprise. C'est donc sur Catherine, seule adversaire digne de lui, qu'il avait à agir.

Un des seigneurs qui accompagnaient le duc d'Albe, Antonio Pecce, a tracé de la reine mère un portrait qui doit avoir le mérite de la ressemblance ³ : « Depuis la mort du roi Henri II, la reine

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

mère a montré beaucoup de prudence. Dans la dernière guerre avec les huguenots, elle a pris la plus grande part à la pacification. Depuis elle a cherché à semer les divisions parmi les chefs protestants, en leur prodiguant les caresses et les faveurs ; elle est arrivée ainsi au pouvoir absolu. Résolue, expéditive, généreuse, elle serait de force à gouverner encore un autre État avec celui de la France. Depuis que je suis à Bayonne, je l'observe, et je puis dire que pas un homme n'a le caractère plus ferme. Elle est assez hardie pour débarrasser le royaume des hérétiques et le maintenir en repos. Le roi lui est très soumis ; durant toute sa vie il la laissera gouverner ¹. »

Jouant le jeu aussi serré que le duc, Catherine affectait d'être uniquement à la joie de revoir sa fille et se dérobaît à tout entretien. De guerre lasse le duc eut recours à la reine Élisabeth, chargée par le roi son époux de traiter avec sa mère toutes les questions qui le préoccupaient. Partie de France à l'âge de quatorze ans, Élisabeth de Valois en avait alors à peine dix-neuf. La petite vérole, qu'elle eut à son arrivée en Espagne, et sa récente fausse couche n'avaient rien pu lui faire perdre de sa beauté. « Ses cheveux et ses yeux, nous dit Brantôme, étoient noirs ; ils adombroient son teint et le rendoient si attirant que les seigneurs de la cour ne l'osoient regarder, de peur d'en estre espris ; de taille plus grande que toutes ses sœurs, elle l'accompagnait d'un port, d'une grâce entremêlée d'Espagnole et de Française. De fort gentil esprit et précoce, avant de quitter la France, elle savoit toutes les affaires du roi son père, qui s'étoit complu à l'y nourrir ². » La gravité chagrine de Philippe II n'eut donc pas grand-peine à déteindre sur ce charmant visage, et dans cette jeune âme passa un peu de la haine farouche qu'il portait aux protestants. Cette bouche enfantine, faite pour le sourire, prenait un pli sévère quand on venait à lui parler des troubles de France. Catherine, trop clairvoyante pour ne pas s'apercevoir du changement qui s'était fait dans sa fille, était donc sur ses gardes ; à la première allusion que lui fit Élisabeth, l'arrêtant tout court : « Le roi votre mari se défie donc de moi ? » dit-elle sèchement. Savez-vous que de telles défiances nous

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

² Brantôme, édit. Lud. Lalanne.

« mèneront droit à la guerre. » — « En quoi voyez-vous, Madame, répliqua Élisabeth, que le roi se méfie de Votre Majesté ? » — « il n'y a que des gens mal intentionnés qui peuvent vous donner de pareilles idées. » — La regardant en face : « Ma fille, vous êtes devenue bien espagnole, » répliqua Catherine. — « Je suis espagnole, je l'avoue, reprit Élisabeth, c'est mon devoir ; mais je suis toujours votre fille, restée telle que lorsque vous m'envoyâtes en Espagne ¹. » — L'entretien continua, mais la question de la religion ne fut point de nouveau abordée.

Ce n'était pas l'affaire du duc ; il pressa Élisabeth de reprendre avec sa mère ce brûlant sujet : — « Puisque vous redoutez tant la guerre, » dit-elle à Catherine, un jour qu'elles étaient seules, « pourquoi ne profitez-vous pas de la présence du duc pour vous en expliquer avec lui et arriver à une entente ² ? » — « Eh bien, soit, répondit Catherine ; amenez-moi le duc ³. — Il attendait cette heure avec anxiété : dès le lendemain il accompagnait Élisabeth dans les appartements de Catherine.

Toutes les portes closes, elle prit la première la parole, et, avec une volubilité incroyable, elle aborda tous les sujets, allant de l'un à l'autre. Les yeux du duc trahissaient son impatience : « Je vois bien, dit-elle, que vous voulez que nous nous occupions de la religion. » — « J'en conviens, répondit-il, c'est le point le plus important. » Revenant alors sur le passé, en faisant l'historique, elle finit par conclure que l'état de la France, depuis la paix d'Amboise, s'était amélioré, et s'améliorait chaque jour davantage. — Le duc répliqua par un exposé tout autre de la situation. Sans l'interrompre une seule fois, elle le laissa parler tant qu'il voulut. Quand il eut achevé : — « Puisque vous connaissez si bien, dit-elle, le mal dont souffre la France, indiquez-moi le remède. » La botte était directe. Le duc s'aperçut du piège : — « Mais Madame, répondit-il, qui le connaît mieux que vous ? C'est à vous qu'il appartient de dire ce que vous comptez faire pour le conjurer. Je m'empresserai de le transmettre au roi mon maître. » — « Le roi votre maître, dit-elle ironiquement, sait mieux que moi tout ce qui se passe

¹ Archives nat., collect. Simancas, K 1504.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

« en ce royaume. Quels moyens emploierait-il pour faire rentrer les protestants et les rebelles dans le devoir? Et vous-même, que feriez-vous à ma place? » — Forcé de s'expliquer, le duc se tira de ce pas difficile en posant à la reine cette question non moins insidieuse : — « Depuis la paix d'Amboise, la religion a-t-elle gagné ou perdu? » — « Elle a gagné. » Et Catherine s'étendit de nouveau sur la situation présente. « Je ne puis, Madame, partager votre manière de voir, riposta le duc; la politique de dissimulation suivie jusqu'ici a compromis la cause de la religion; il ne vous reste plus qu'à prendre des mesures énergiques. » — L'interrompant brusquement : « C'est donc le recours aux armes que vous allez me proposer? » — « C'est inutile pour le moment, reprit-il; il suffit de prendre des mesures décisives. D'ailleurs, Madame, si les huguenots viennent à recourir aux armes, vous serez bien obligée de faire de même; mais ce sera trop tard. » Puis, emporté par la chaleur de la discussion : « Il faut bannir de France cette mauvaise secte, » s'écria-t-il; le roi votre fils n'a plus que cette ressource. » Intervenant à ce moment et venant en aide au duc : « Si le roi mon frère, dit Élisabeth, est vraiment aussi fort, ma mère, que vous le dites, pourquoi ne châtie-t-il pas tous ceux qui sont rebelles à Dieu? » — Pour éviter de répondre, Catherine changea de terrain, et se tournant du côté du duc : « Pourquoi ne ferait-on pas une ligue avec l'empereur Maximilien; on pourrait alors dicter la loi à tous. » — « Cela est impraticable, » répondit le duc; et il le démontra¹. Sans s'expliquer davantage, Catherine remit l'entretien à un autre jour.

Les choses en étaient là quand arriva d'Espagne Antonio Almeida, ce portugais que le feu roi Antoine de Navarre avait si souvent employé dans ses négociations secrètes avec Philippe II. Il était alors aux gages de Catherine. Qu'avait-il rapporté d'Espagne? qu'avait-il pu dire à la reine? Rien n'en transpira; mais, à partir de ce jour, elle évita tout nouvel entretien avec le duc. Chaque jour, elle ne cessait de dire et de répéter à la reine sa fille que de nouvelles alliances entre les deux maisons pouvaient seules faciliter les arrangements à prendre dans l'intérêt de la religion. Laissant de côté Charles IX, elle mit en avant le

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

mariage de Marguerite de Valois avec don Carlos et celui du duc d'Orléans avec dona Juana, la sœur de Philippe II. Elle arrivait enfin à démasquer sa vraie pensée. Aveuglée par l'amour insensé qu'elle portait au duc d'Orléans, la mère prenait la place de la femme politique ; elle voulait que Philippe II, en mariant ce fils, « son idole, » avec dona Juana sa sœur, leur donnât un État pour vivre selon leur rang et leur haute situation.

Mise en demeure de s'expliquer sur ces projets de mariage, Élisabeth objecta que le lien de parenté et d'affection que sa mère recherchait existait déjà. Quant à don Carlos, le roi ne voulait pas le marier pour le moment, et la princesse se trouverait peut-être très peu flattée de cette proposition. « Sachez-le bien, ma mère, ajouta-t-elle, le roi ne consentira jamais au sacrifice d'un État ¹. » — « Mais donner un État au duc d'Orléans, répliqua Catherine, c'est comme s'il le donnait à son propre frère. » — « Que m'a donné le roi mon frère ? » riposta Élisabeth ². Sans insister davantage, Catherine pria sa fille de faire part de sa proposition au duc d'Albe et à don Francès de Alava. Tous deux approuvèrent les réponses si sages de la jeune reine, et le duc, profitant de cette nouvelle ouverture, essaya de ramener Catherine sur le terrain de la religion. Il exposa de nouveau les progrès de plus en plus menaçants de l'hérésie ; et la reine persistant à les nier, il confirma ce que lui avait dit la reine Élisabeth qu'il ne fallait pas penser au mariage de Marguerite de Valois avec don Carlos ³. Le lieu était mal choisi pour un entretien secret : les portes de l'appartement restées ouvertes, de la pièce voisine, remplie de monde, on pouvait tout entendre. Sur l'observation du duc, Catherine en convint, et d'un commun accord ils rompirent l'entretien.

Le lendemain, Catherine fit de nouveau appeler sa fille et le duc. Leur conférence se tint dans une longue galerie. Elle revint sur les projets de mariage, et, sans tenir compte des impossibilités qu'y opposait le duc, elle le pria instamment d'en écrire au roi. Le duc, reprenant la question de la religion, plus sèche qu'elle ne l'avait jamais été : « Je vous ai déjà dit tout ce que j'avais à vous dire, répondit-elle, je ne manquerai pas de faire justice. » —

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

« Il me semble, Madame, dit le duc, que vous êtes bien refroidie depuis le jour où je vous ai parlé pour la première fois. » — « Je crois que vous me manquez, Monsieur, » dit-elle durement. — Sans trop se déconcerter, le duc reprit : « Votre Majesté n'a guère moyen de faire justice, du moment qu'elle passera par les mains du chancelier. » — « C'est la mauvaise volonté que vous lui portez qui vous fait parler ainsi, répliqua Catherine ; il n'est pas si mauvais que vous le pensez. » — « Peut-on nier, dit le duc, qu'il ne soit huguenot ? » — « Non, il ne l'est pas, » reprit-elle en haussant la voix. — « Vous êtes la seule en France, Madame, de cette opinion, » riposta le duc. Élisabeth ajouta : « Du vivant du feu roi mon père, il passait déjà pour huguenot. Tant qu'il sera chancelier, les catholiques seront opprimés et les huguenots favorisés. Pourquoi ne pas le renvoyer quelque temps chez lui ? Vous reconnaitriez, ma mère, la vérité de ce que je vous dis ; les choses de la religion prendraient un meilleur chemin ¹. »

Revenant à la charge et s'enhardissant : « Si la reine votre fille parle ainsi, dit le duc, c'est que le roi catholique tient à savoir si vous voulez, oui ou non, Madame, porter remède aux choses de la religion. Doit-il compter sur le roi votre fils, ou agir seul ? C'est uniquement pour cela que la reine votre fille est venue à Bayonne ². » — Nous sommes loin, on le voit, des déclarations de Philippe II aux princes étrangers. — « J'ai dit, » répondit Catherine, tout ce que j'avais à dire. » — Changeant brusquement de propos : « Pourquoi, Madame, n'acceptez-vous pas le Concile ? » dit le duc. — « Mais le roi d'Espagne ne l'a pas accepté, que je sache. » — « Vous faites erreur, Madame, il l'a accepté. » — « La situation n'est pas la même, dit-elle ; du reste, j'ai l'intention d'appeler quelques prélats et quelques savants théologiens pour fixer plusieurs points que le Concile n'a pas déterminés et qui intéressent les consciences. Ce ne sont pas des choses de droit divin, mais des choses politiques. Il faut avant tout vivre sous l'empire d'une loi qui soit acceptable. » Scandalisé de ce langage, le duc lui opposa que rien de bon ne pouvait sortir d'une pareille assemblée, et cita

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

² *Ibid.*

pour exemple le précédent colloque de Poissy. « Je reconnais, « reprit-elle, le danger de pareilles assemblées, mais le roi mon « fils est assez fort pour qu'on n'y traite que les matières qu'il « désignera. D'ailleurs, c'est le cardinal de Lorraine qui est cause « de tout le mal du dernier colloque. Cette assemblée ne se « réunira pas pour se prononcer entre l'une ou l'autre reli- « gion, mais pour arrêter uniquement la forme dans laquelle le « Concile pourrait être accepté, et examiner si les décrets qui y « ont été rendus n'ont rien de contraire aux libertés de l'Église « gallicane et à la prééminence royale ¹. » — Sur ce, elle lui fit signe de se retirer.

Le lendemain, le maréchal de Bourdillon vint trouver le duc d'Albe ; c'est Catherine sans aucun doute qui l'avait envoyé. « Le mariage du duc d'Orléans, dit-il, faciliterait singulièrement « l'arrangement des choses de la religion. » — « C'est mal séant, « répondit le duc, de faire acheter par le roi mon maître « l'obéissance que les sujets doivent à leur souverain ; de part et « d'autre, le marché serait peu honorable ². » — Après Bourdillon vint le cardinal de Sainte-Croix, nonce du pape. « C'en est fait de « la religion, dit-il au duc ; si la reine d'Espagne part d'ici sans « qu'on se soit entendu. » — « Vous connaissez tous les efforts « tentés par la reine, répondit le duc, elle n'a rien obtenu « jusqu'ici. Quand vous reverrez la reine mère, ne lui cachez pas « mon mécontentement. »

Sans rien en laisser paraître, le duc était néanmoins on ne peut plus perplexe. Rompre lui semblait bien dangereux : « Ils ne manqueraient pas de dire, écrivait-il à Philippe II, que n'ayant pas rencontré dans Votre Majesté ce qu'ils en attendaient, ils se voient obligés de rester neutres entre les protestants et les catholiques, et de maintenir l'édit de pacification. » Sous l'impression de sa mauvaise humeur, il conseillait au roi de repousser toute nouvelle alliance et de répondre qu'il fallait d'abord châtier, comme ils le méritaient, ceux de la nouvelle religion, et qu'on verrait ensuite ce qu'on aurait à faire ; car s'allier avec eux dans l'état actuel du royaume, c'était chose impossible ³.

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

Le temps s'écoulait rapidement ; l'heure du départ de la reine d'Espagne allait bientôt sonner. De part et d'autre, on avait lutté d'habileté ; mais aucune résolution n'avait encore été prise. « Je vois clairement, écrivait Alava à Philippe II, que la reine mère est très embarrassée ; les uns lui disent une chose, les autres une tout opposée ; elle ne sait de quel côté incliner définitivement ¹. »

Sous l'empire de son idée fixe, le mariage du duc d'Orléans avec dona Juana, Catherine se décida enfin à mettre le duc d'Albe et don Juan Manrique en présence des principaux chefs catholiques. A cette dernière conférence, qui eut lieu le 30 juin, assistèrent la reine Élisabeth, le jeune duc d'Orléans, le connétable de Montmorency, les deux cardinaux de Guise et de Bourbon, le duc de Montpensier et le maréchal de Bourdillon. Charles IX donna la parole au connétable, et le chargea d'expliquer leurs intentions. Montmorency justifia d'abord le roi et la reine sa mère du reproche immérité qu'on leur faisait de n'être plus catholiques ; il exposa combien une nouvelle guerre avec les huguenots serait dangereuse et déplorable. Loin de pactiser avec les rebelles et de dissimuler, le roi de France saurait bien les châtier ².

A la suite de cette conférence, le 6 juillet, Catherine, citant avec intention tous les noms de ceux qui y avaient pris part, écrivait au roi son gendre :

« La reine, votre femme, pourra vous dire plus amplement ce qui a été arrêté ; elle vous pourra assurer de la volonté et zèle que avons à notre religion et envie de voir toutes choses au contentement du service de Dieu, chose que n'oublierons et mettrons peine à si bien exécuter qu'il en aura le contentement et nous le bien que désirons, qui sera cause que je n'ennuierai Votre Majesté de plus longue lettre, m'assurant que la reine ma fille lui fera entendre tous les autres propos que nous avons tenus ensemble pour la conservation et augmentation de l'amitié qui est entre nous, chose que si privement n'eusse osé dire à autre personne ³. »

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

² Kervyn de Lettenhove, *la conférence de Bayonne en 1565* (Bruxelles, 1883, p. 19); Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

³ Allusion indirecte au mariage du duc d'Orléans avec dona Juana. Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

IV

Nous n'avions jusqu'ici, en fait de documents sur l'entrevue de Bayonne, que les lettres publiées dans les papiers d'état du cardinal de Granvelle. Cet important recueil n'ayant pas fait mention de cette dernière conférence du 30 juin, on avait conclu de ce silence et de cette omission que le duc d'Albe n'avait pu arracher aucune promesse à Catherine. Il n'en est plus ainsi : la lettre de Catherine que nous venons de citer ; de nouvelles lettres sorties des archives de Simancas et publiées par M. Combes, professeur à la faculté des lettres de Bordeaux ; les lettres d'Alava que renferme notre collection des Archives nationales ont apporté des éléments précieux qui permettent d'examiner à nouveau cette grande question historique, si diversement appréciée.

Mais, avant de l'aborder et de conclure, suivons la reine Élisabeth depuis Saint-Jean de Luz jusqu'au bois de Ségovie où elle allait se retrouver avec Philippe II, et, chemin faisant, glanons encore quelques détails qui nous aideront à jeter un peu de lumière dans ces ténèbres.

Les adieux du frère et de la sœur furent tristes. Charles IX pleurait à chaudes larmes. « Un roi ne doit pas pleurer, lui dit le connétable ; les étrangers pourraient s'en apercevoir ¹. »

Alava, de qui nous tenons ces détails, hasarda une dernière représentation : « Les hérétiques, Madame, dit-il à Catherine, sont persuadés que, dans cette entrevue, on est convenu de les châtier ; prenez-y garde ; les bons catholiques qui entourent Vos Majestés sont déjà partis. » La reine d'Espagne exprimant les mêmes craintes : — « J'ai de braves gens, répondit Catherine, pour nous garder le roi et moi ; mais j'ai l'intention d'en augmenter le nombre ; j'ai donné l'ordre au comte de Charny de lever quelques chevaux, et j'enverrai chercher de nouvelles compagnies de Suisses ². »

Au retour d'Irun, où Catherine avait voulu accompagner sa

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

² *Ibid.*

filles, se retrouvant avec Alava, elle lui demanda s'il était satisfait de l'entrevue. « J'ai toujours cru, répondit-il, qu'elle serait profitable au service de Dieu et de la chrétienté ; mais il faut exécuter promptement et sans faiblesse la résolution prise. » Se rapprochant assez près de l'ambassadeur pour lui parler à l'oreille : « Ne me tenez pas pour une honnête femme si je n'exécute pas tout ce qui a été convenu avec la reine ma fille ; mais il faut garder le plus grand secret, car il y en a déjà quelques-uns qui sont très inquiets de ce qui leur peut arriver ¹. » Le cardinal de Bourbon, présent à cet entretien, serra la main à l'ambassadeur, ce qui lui sembla de bon augure et vouloir dire que tout allait bien ; mais néanmoins il conserva tous ses doutes. Le cardinal de Granvelle les partageait.

« Je remercie votre Seigneurie, écrivait-il à Alonso del Canto, de la relation qu'elle m'a faite des fêtes données à Bayonne à la reine d'Espagne. La meilleure, à mon avis, eût été d'amener la reine mère à prendre désormais les moyens convenables pour remédier aux maux de la religion en France, où les choses vont fort mal et pourraient nuire à nos propres affaires, tandis qu'il serait si facile de leur donner une direction meilleure. Cette princesse a promis de faire merveille, avec cette restriction néanmoins qu'elle éviterait tout ce qui pourrait amener la reprise des hostilités. Or, elle n'aurait pas besoin de recourir aux armes, si elle voulait employer des moyens en rapport avec la situation ; mais je la crois si fortement entichée de cette idée qu'en ménageant les deux partis elle a trouvé le secret de consolider son autorité, qu'elle s'obstinera dans ce système d'où résultera infailliblement la ruine de la religion et du trône de son fils. Je suis donc bien persuadé qu'elle ne fera rien de bon, et je n'ai que trop de sujets d'appréhender de grands malheurs ². »

Déjà Catherine avait pris ses précautions vis-à-vis des princes protestants de l'Allemagne et fait partir de Bayonne Lansac, porteur de lettres de sa main, dans lesquelles, se bornant à accréditer son envoyé, elle lui laissait le soin de donner des explications suffisantes sur le fait de l'entrevue. Les instructions remises à Lansac ont été conservées : « Tant s'en faut, y était-il dit, que Leurs Majestés aient pensé ou traité de rien

¹ Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

² *Papiers d'Etat du cardinal de Granvelle*, t. IX, p. 489.

innover de ce qui a été permis par les édits de pacification et les déclarations qui en ont été depuis expédiées. Pour en éclaircir la vérité et lever ce qu'on pourrait imprimer de certaine opinion, Leurs Majestés écrivent à tous les gouverneurs de faire, chacun de leur part, inviolablement observer le contenu des édits et châtier sévèrement les contrevenants ¹. »

Saint-Sulpice ayant demandé à être relevé de ses fonctions, le choix de Catherine s'était porté sur M. de Fourquevaux, catholique éprouvé. Il avait alors près de soixante ans. Envoyé par Henri II, d'abord à Augsbourg, puis à Parme, il s'était trouvé plus d'une fois aux prises et non sans succès avec la diplomatie espagnole, dont il connaissait toutes les ruses. Depuis de longues années, il était gouverneur de Narbonne. Des affaires personnelles nécessitant sa présence, Catherine ne voulut pas laisser refroidir la négociation, et elle pria Saint-Sulpice de retourner une dernière fois en Espagne. La chaleur était extrême; la reine d'Espagne ne marchait qu'à petites journées, partant à trois ou quatre heures du soir, et « s'aidant de quelques heures de nuit. »² Arrivé le 18 juillet à Soria, Saint-Sulpice y devança la reine de quatre jours. A cette première rencontre, il n'échangea avec Élisabeth que quelques paroles insignifiantes, et, d'après son désir, il alla au devant de Philippe II, qui venait rejoindre la reine sa femme au bois de Ségovie, où la cour allait se trouver au grand complet, le roi amenant avec lui don Carlos et don Juan d'Autriche, et dona Juana les deux fils de Maximilien, venus depuis quelques mois en Espagne.

Dès le lendemain de son arrivée, Élisabeth fit venir Saint-Sulpice : « J'ai déjà, dit-elle, entretenu le roi des propositions « de mariage et du projet de la ligue. Avant de s'en expliquer, « il désire que vous lui en parliez. La ligue, sachez-le bien, sera « tenue pour suspecte en Allemagne ; on craindra toujours « qu'elle n'ait pour but d'y faire accepter le Concile de Trente. « Quant aux mariages, le roi a déjà traité de celui de don Carlos « avec la fille aînée de l'empereur. On pourrait peut-être pour « ma sœur avoir Rodolphe, son fils aîné. J'ai remis au prince « don Carlos le portrait de ma sœur. Après l'avoir longtemps

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 17832, p. 91.

² Bibl. nat., fonds français, n° 3063.

« contemplé : *Elle a de beaux yeux*, m'a-t-il dit, *une belle bouche ; elle est très belle*. Lorsque j'en ai parlé au prince d'Evoli, il a été d'avis qu'il faudrait d'abord marier le roi à dona Juana ; mais je lui ai objecté la grande différence d'âge ¹. »

En quittant Élisabeth, Saint-Sulpice alla chez le roi ; le prince d'Evoli l'attendait dans l'antichambre. Tous deux s'assirent sur un coffre et l'entretien commença : « Il n'y a pas de meilleur moyen, dit de prime abord Saint-Sulpice, pour unir les deux maisons royales, que de marier Madame Marguerite avec votre prince, et le roi avec la fille aînée de Maximilien. » Puis il lui parla de la ligue proposée par la reine mère. Après avoir exprimé tous ses regrets et ceux de la princesse sa femme de n'avoir pas été à Bayonne, Evoli répondit : « Le duc d'Albe a voulu trop longtemps rester sur les cérémonies. En se montrant si froid, d'abord, il a perdu un temps précieux qui aurait pu être employé à quelque détermination. C'est un grand malheur que le roi n'ait pu aller à Bayonne ; il eût mieux traité l'affaire ; de part et d'autre, les raisons auraient été mieux comprises. Je vous engage à ne parler d'abord que du mariage du prince avec Madame Marguerite. Celui-là fait, on pourra penser aux autres ; mais restez dans les généralités et laissez traiter les particularités par la reine Élisabeth ². » Pendant qu'ils étaient sur ces propos, le roi fit appeler Saint-Sulpice par don Frédéric de Tolède, fils aîné du duc d'Albe. Saint-Sulpice se borna à renouveler les propositions de mariage que la reine Élisabeth avait déjà soumises. Une fois ces mariages conclus, Leurs Majestés pourraient se porter contre le Turc. — « L'affaire mérite de grandes considérations, répondit Philippe II ; laissez-moi le loisir d'y penser. Je vous ferai connaître par le duc d'Albe et sans trop tarder ma résolution ³. »

Le lendemain Saint-Sulpice alla trouver le duc ; après l'avoir complimenté sur la conduite qu'il avait tenue à Bayonne, il l'entretint de nouveau des projets de mariages et de la Ligue. Le duc le remercia de penser tant de bien de lui : l'éloge à passer par sa bouche n'en avait que plus de prix ; puis venant à parler de l'honneur que lui avait fait la reine mère de lui communiquer tout ce qui intéressait ses affaires particulières, et celles de la

¹ Bibl. nat., fonds français, no 3163.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

France : « Je n'avais pu croire jusqu'alors, dit-il, qu'il y eût tant de suffisance en cette princesse; elle m'a bien montré qu'elle était digne du grand maniement des affaires qu'elle a en ses mains; elle est de beaucoup supérieure à toutes les femmes dont j'ai entendu parler, soit de notre temps, soit du temps passé. Je lui ai donné des avis, comme si j'eusse été son propre sujet, aussi bien sur le fait de la religion et tranquillité de ses sujets, que sur l'état général de la chrétienté. » Abordant un sujet plus délicat : « J'ai observé à la reine et au roi que le temps ne semblait pas requérir que l'on usât ni de la rigueur des armes pour exterminer, ni de douceur et de dissimulation pour excuser les fautes qui d'ordinaire se commettent contre la religion. Je ne conseillerai jamais de l'exposer au hasard d'une guerre : un revers pourrait être fatal; mais j'ai dit à la reine qu'il fallait à la fois maintenir les armes dans les mains du roi pour la défense de son autorité et entretenir les édits ¹. » Les yeux de Saint-Sulpice trahissant sa surprise : « Je sais bien, reprit le duc, qu'aucuns ont pensé que j'avais tout autrement conseillé Leurs Majestés et que je les avais engagées à prendre les armes contre ceux de l'autre religion; mais en vérité, je ne suis pas allé en France pour un si mauvais office, et à coup sûr le roi mon maître m'eût désavoué. » — « En effet, répondit Saint-Sulpice, quelques-uns ont eu cette opinion de vous; mais la reine mère m'a toujours dit le contraire ². » Paraissant satisfait de cette apparente approbation, le duc, d'un ton plus doux, ajouta : « La reine ferait bien de persévérer dans ses projets de mariages; les volontés y semblent bien disposées. » En finissant, il parla avec éloge du jeune roi, et eut quelques mots flatteurs à l'adresse du duc d'Orléans, l'un des princes les plus accomplis pour son âge, et de sa sœur Marguerite de Valois. Quant à la Ligue proposée par Catherine, il se retrancha derrière les défiances qu'elle éveillerait en Allemagne; en tout cas, elle ne pourrait se conclure que sur un seul point déterminé, la guerre contre les Turcs, et qu'après avoir consulté la diète ³. Ce jour-là l'entretien ne fut pas poussé plus loin.

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 3163.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

Saint-Sulpice revit une seconde fois Philippe II, qui, de prime abord, l'entretint des mariages, sa grande préoccupation, disait-il, et qui feignit même de s'applaudir de plus en plus des heureuses conséquences de l'entrevue ¹. Saint-Sulpice ne se laissa pas prendre à ces belles paroles. « Ce n'est que par leur réponse, écrivait-il, qu'on pourra se fixer sur le chemin que l'on pourra tenir et ne plus demeurer en suspens ²; » et, pour justifier sa défiance, il cita les propos tenus tout récemment par don Carlos à la reine Élisabeth. Comme elle et lui allaient en char à bœufs se promener dans le parc du bois de Ségovie, et comme le prince restait silencieux et pensif : « Où avez-vous vos pensées ? » lui avait demandé la reine. — « Bien loin, bien loin, avait-il répondu, à plus de deux cents lieues d'ici ; je pense à ma cousine Anne d'Autriche ³. »

Une lettre de Philippe II à Chantonnay, son ambassadeur à Vienne, justifie bien les doutes de Saint-Sulpice ; elle explique et résume, au point de vue espagnol, les conférences de Bayonne. Dans cette lettre, le nom du duc d'Orléans n'est pas même prononcé.

« La reine mère, écrivait le Roi, a profité de cette entrevue pour proposer divers mariages, tant pour le prince don Carlos que pour quelques autres membres des deux royales familles, mais, conformément à mes instructions, la reine ma femme a refusé d'y prêter l'oreille ; elle a fait de grandes instances pour déterminer sa mère à porter remède aux choses de la religion, ne fût-ce que dans l'intérêt du jeune roi. Elle et le duc se sont plaint de la venue d'un ambassadeur turc à Bayonne. La reine mère a répondu que jusqu'à ce que son fils fût en âge de régner et de chercher ses alliances, elle tenait à conserver les relations que le feu roi son mari avait formées. Depuis la reine m'a fait renouveler par Saint-Sulpice les mêmes propositions de mariage, et elle m'a engagé à former une ligue avec la France, contre les infidèles. J'ai fait répondre à ces deux points par Alava. Il est prudent de se défier de cette ligue, qui pourrait bien cacher des vues insidieuses et des projets hostiles à l'empire ⁴. »

La diète était au moment de se réunir. Philippe II se persua-

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 3163.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, t. IX.

dait que le but de Catherine c'était, par l'amorce d'une ligue, d'échapper à la revendication de Metz, Toul et Verdun. Les alliances matrimoniales ne lui semblaient pas moins suspectes : « les Français voulant, disait-il, par ce moyen, s'assurer l'appui de l'empereur dans toutes les circonstances fâcheuses où ils pourraient se trouver, et en temps opportun réaliser leur dessein sur l'Allemagne ¹. » Il était donc décidé à attendre une réponse aux éclaircissements qu'il avait sollicités, et si la reine mère lui donnait des preuves de sa bonne foi, il pourrait alors avoir égard à ses propositions de mariage et traiter sans beaucoup de difficulté de celui de Marguerite avec Rodolphe, le fils aîné de Maximilien, qui présenterait moins d'inconvénients que le mariage de Charles IX avec l'une des filles de l'empereur ².

Plus hostile encore que le roi son maître à tous les projets de Catherine, et donnant un démenti au langage qu'il avait tenu naguère à Saint-Sulpice, le duc d'Albe écrivait le même jour à Chantonnay : « Détournez à tout prix l'empereur Maximilien de ces alliances ³. »

V

Parti pour l'Espagne le 18 septembre, Fourquevaux n'arriva que le 4 octobre au bois de Ségovie, où la cour avait prolongé son séjour. Lors de son passage à La Rochelle, Catherine lui avait donné de vive voix des instructions secrètes, et surtout recommandé d'inviter sa fille « à s'immiscer plus avant dans la pratique des affaires, pour être mieux à même de servir les intérêts du roi son frère ⁴. »—La première fois qu'il vit Élisabeth, Fourquevaux chercha donc à lui faire comprendre qu'elle avait un double devoir de bonne fille et de bonne sœur à remplir. La jeune reine, sachant bien que ses paroles seraient répétées à sa mère, s'en tira si adroitement que Catherine se fit illusion sur les véritables intentions de sa fille, et que croyant trouver en elle une utile auxiliaire, elle écrivit à Fourquevaux le 28 décembre : « J'ai été très aise de savoir que vous n'avez rien omis de dire

¹ *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, t. IX.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Bibl. nat.*, fonds franc., n° 10751, p. 47.

et de faire entendre à ma fille de ce dont je vous ai chargé à votre parlement, ayant assez d'assurance qu'elle ne sauroit, pour chose qui advienne, rien oublier de ce qui appartient au sang dont elle est sortie ¹. »

Tout récemment, don Francès de Alava était venu lire à Catherine un mémoire en réponse à ses propositions de mariage, mais sans lui en laisser copie. Elle avait pu s'en procurer une, sans qu'il s'en doutât, et ce mémoire lui semblant en désaccord avec les propos qu'elle avait tenus à Bayonne, elle prit la plume et rédigea de sa main une réponse dont elle fit faire d'abord la lecture à Alava, mais sans non plus lui en laisser copie. C'est cette réponse qu'elle jugea utile d'envoyer à Fourquevaux, afin qu'il pût y conformer sa conduite.

Ce mémoire étant le point de départ de la négociation, il est de toute nécessité de le reproduire en entier. Catherine va nous révéler elle-même là pensée qui l'avait poussée à aller à Bayonne.

« J'ai parlé à la reine Madame ma fille de deux choses : l'une du mariage de mes enfants avec ceux du Roi monsieur mon beau-fils et de ceux de l'Empereur et de la princesse sa sœur avec mon fils d'Orléans, en leur baillant quelque État pour s'entretenir et pouvoir vivre selon qu'ils sont, et aussi comme princesse chrétienne voyant le Turc et son armée devant Malte, afin que le Roy monsieur mon fils connût que je n'étois pas tant mue de l'intérêt de mon fils d'Orléans comme de ces deux raisons, je lui dis que, en faisant les mariages et donnant quelque État à mon fils d'Orléans, qu'il nous falloit tous nous joindre ensemble, c'est à savoir le Pape, l'Empereur, les deux Rois et les Allemands, et autres que l'on advisera et que le Roi mon fils n'étoit pas sans moyen pour aider, de sa part, à ce qui seroit avisé, quand les deux mariages seroient faits et la dite ligue conclue, laquelle pour notre intérêt n'avons à faire de rechercher, étant en paix, comme nous sommes avec le Turc et Dieu merci avec tout le monde, qui est à considérer. Je n'en ai parlé que pour le zèle que j'ai au bien et conservation de la chrétienté ; et tout ce royaume ne pourroit trouver bon que je fusse cause de mettre le Roi et le royaume à la guerre sans qu'ils y voient de l'utilité pour eux, comme il y en aura en ce faisant pour l'Empereur et le Roi monsieur mon beau fils, qui est de retourner à ce que je dis à la reine ma fille et au duc d'Albe

¹ Bibl. nat., fonds franc., n° 10751.

que, en faisant cecy, il falloit faire quelque chose pour mon fils d'Orléans, et cela fait, nous ferons connoître que je n'ai en rien changé de ce que j'ai dit à Bayonne ¹. »

En adressant ce mémoire à Fourquevaux, Catherine y joignait une lettre pour sa fille, qui complète sa pensée :

« J'ai reçu votre lettre par Saint-Sulpice, écrivait-elle à Elisabeth ; il me semble que vous ne répondez pas à la proposition que je vous ai faite à Bayonne. J'ai voulu vous envoyer ce mémoire et au roi votre mari que vous remettra Fourquevaux. Vous verrez que je suis toujours dans la même volonté et que je n'ai pas varié en aucune des choses que je vous ai dites. Quand on aura bien réfléchi, sans autre passion que le désir de l'union et de la conservation de toute la chrétienté, on reconnaîtra que je ne les puis avoir autrement proposé avec le zèle que doit montrer une princesse chrétienne et mère de deux rois. Me rappelant ce que vous m'avez dit à Bayonne : *Il me semble qu'il n'y a rien de plus difficile que le fait de mon frère le duc d'Orléans*, après mûre réflexion je le trouve le plus facile ; car il y a un moyen de pouvoir nous entendre et le voici : si le duc d'Orléans vient à se marier avec la princesse, ils peuvent vivre dans un État que le roi leur assignera, et mon fils lui gardera le dit État bien plus sûrement que s'il y mettait un gouverneur, et si Dieu favorise la négociation (comme j'espère qu'il la favorisera), parce que tout cela est pour son service, toutes les terres qu'il pourrait conquérir, on pourrait les lui donner et, avec cela, former un bon État, et après, il rendrait au roi ce qu'il lui aurait donné. Quand les gens ont envie d'une chose, on trouve de suite des moyens pour la réaliser, encore que les difficultés soient grandes. Il faut que vous ayez de la patience ; tâchez d'en chercher un autre, et à la fin Dieu aidera. Et vous qui êtes sœur de l'un et femme de l'autre, il faut que vous meniez cette affaire si sagement que toute la chrétienté vous soit perpétuellement obligée et particulièrement ces deux maisons. Cela serait aussi un motif pour empêcher à jamais la guerre ². »

Il ressort de cette lettre, et avec la plus grande évidence, que les engagements pris par Catherine à Bayonne pour la défense de la religion étaient subordonnés aux projets de mariage proposés par elle, ou plutôt à celui du duc d'Orléans, le seul en réalité

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 10751, p. 64 et suiv.

² Arch. nat., collect. Simancas, K 1504, n° 84 (traduction).

qui lui tint au cœur. L'ambition de la mère se dissimulait assez mal sous cette menteuse proposition d'une ligue des princes chrétiens contre les Turcs. Du reste, elle ne s'en défend pas : « C'est un marché, disait-elle, que j'ai proposé ; j'en veux tirer « utilité aussi bien qu'eux ¹. »

Vers le milieu de décembre, lors du retour de la cour à Madrid, Fourquevaux reprit avec Élisabeth la négociation entamée au bois de Ségovie. La jeune reine aurait voulu qu'on s'occupât d'abord de la ligue, avant de parler des mariages ². Fourquevaux, qui connaissait à fond la pensée de Catherine, objecta que « se fourrer dans une ligue avant de répondre aux propositions de mariage, ce seroit commencer par la queue, mettre la charrette avant les bœufs. » Élisabeth revint sur ce qu'elle avait répété tant de fois : « Don Carlos est fiancé à la princesse Anne ; il ne faut pas « penser au mariage de dona Juana avec le duc d'Orléans. La « princesse ne voulant pas se marier, il semble impossible de « pouvoir lui persuader d'y entendre, sinon par aventure du roi « Charles IX, tant elle a le cœur haut ³. »—« Alors, que la prin- « cesse ne s'attende pas avoir le roi, répliqua vivement Fourque- « vaux, car il s'est voué en Allemagne, et jamais la France ne « trouveroit bon ni sortable qu'il prit femme tant avancée en âge. « On en veut une plus jeune pour l'accoutumer en France ; les « Français sont plus de mœurs et de complexions avec les Alle- « mandes ⁴. » Et il lui cita son propre exemple : le roi catholique l'ayant choisie toute jeune pour la mettre à son pli et l'habituer à l'Espagne. Élisabeth aurait pu lui opposer la proposition de mariage faite par son frère à la reine Élisabeth ; elle ne le fit pas. Revenant au duc d'Orléans, Fourquevaux maintint que tout l'avantage serait pour la princesse : « Elle va contre « le soir, disait-il, et le duc va vers le jour ; peu importe que « cela agrée à la princesse, est-ce que les filles de roi ne sont « pas faites pour accepter et subir ce qui peut servir aux « maisons dont elles sortent ⁵ ? »—« Mais, puisque la princesse « n'est pas décidée à se marier, répondit Élisabeth, on pourrait

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 10751.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

« peut-être trouver un autre parti pour mon frère. » — « Je n'en vois pas de digne de lui, dit Fourquevaux. La reine, votre mère, m'a répété bien des fois qu'il n'épouserait jamais la reine d'Angleterre pour tous les royaumes du monde, à cause du mauvais renom qu'on lui donne. » — « Alors, il faut qu'il attende, dit-elle en souriant, que Dieu m'ait donné une fille, comme je le lui ai dit à Bayonne, et je la lui donnerai pour femme ¹. » Toutes les questions ayant été épuisées, Fourquevaux se retira.

Le lendemain il vit le roi, et lui lut le mémoire de Catherine, en l'appuyant des meilleures raisons. Philippe II répondit qu'il ne saurait trop louer le saint désir de la reine sa belle-mère, mais pour un négoce de cette importance, il fallait bien aviser, bien réfléchir ; néanmoins, il promit de faire connaître prochainement par le duc d'Albe sa résolution définitive ². C'était sa manière habituelle de procéder. Avant de voir le duc d'Albe, Fourquevaux crut devoir en causer avec le prince d'Evoli, d'une opinion toujours opposée, et plus favorable à la France.

Evoli avait lu le mémoire de Catherine, et le savait par cœur ; il trouva très justes toutes les raisons invoquées par la reine-mère, mais ainsi qu'Élisabeth il observa à Fourquevaux que jamais le roi ne céderait un pouce de ses États, et qu'il était bien difficile d'amener la princesse dona Juana à l'idée de se remarier. Toutefois il l'engagea, si « maigre que fût la réponse du duc, à ne pas rompre. Les décisions des princes et des rois sont variables ; ils veulent quelquefois le lendemain ce qu'ils n'ont pas voulu la veille ³. »

Dans l'après-dîner du même jour, le duc d'Albe reçut notre ambassadeur dans une petite chambre qu'il occupait au palais. « Il faudrait des mains de papier, manda Fourquevaux au roi, pour mettre en écrit tous les propos qu'il m'a tenus ; » et tant de paroles pour arriver à lui dire « qu'il n'avait pas encore mission officielle de lui répondre, mais que préalablement il voulait savoir si les projets de mariage étaient les conditions *sine quâ non* de la ligue. » Fourquevaux lui répondit carrément que, si Philippe II n'était pas décidé à satisfaire à la demande de la

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 10751.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

reine-mère pour son fils d'Orléans, elle ne voudrait pas mettre le royaume en guerre sans grande occasion¹. Ils se séparèrent sur cette dernière réplique.

Le soir, le duc fit redemander Fourquevaux, et parut plus adouci. Notre ambassadeur lui ayant parlé de donner Gênes au duc d'Orléans, en considération de son mariage. « Mais avec Gênes, répondit le duc, il n'aurait pas de quoi vivre un mois ² ! » Il avait tellement élevé la voix que Fourquevaux présuma qu'il avait dû faire cacher quelque Génois derrière une tapisserie pour écouter leur entretien ³.

Enfin, le 22 décembre, le roi fit remettre à Fourquevaux sa réponse en espagnol ; il y déclarait que sa sœur ne voulait entendre au mariage avec le duc d'Orléans, étant bien décidée à ne pas se remarier, « quand ce seroit le plus grand roi du monde. » Il regrettait de n'être plus libre de traiter de celui de don Carlos avec Marguerite, étant déjà lié avec l'empereur Maximilien ; mais il s'entremettrait volontiers du mariage du roi avec la princesse Isabelle et de celui de la princesse Marguerite avec Rodolphe, le fils aîné de l'Empereur. Quant à la ligue, il faisait toutes ses réserves, plusieurs points restant encore à débattre avant de pouvoir songer à l'accepter ⁴.

En dépit de ces belles paroles, Fourquevaux savait de bon lieu que la princesse Isabelle était promise au petit roi de Portugal, et quand il se retrouva avec le duc d'Albe, il ne le lui cacha pas. Ainsi interpellé, le duc ne put s'empêcher de rougir, et alléguait pour excuse que les deux sœurs s'aimaient si tendrement « qu'elles voulaient venir en même pays pour être voisines ⁵. » « Le cœur m'en crève, écrivait Fourquevaux à la reine-mère, je voudrais qu'il arrivât telle chose dans le monde qui les forçât à se repentir du peu d'estime qu'ils font de contenter vos désirs. » Elisabeth lui ayant demandé ce que le duc lui avait dit : — « Le plus clair, Madame, répondit-il, c'est qu'on ne veut pas que le roi se marie en Allemagne pour le forcer à demander dona Juana. Eh bien ! le roi mon maître se mariera en son royaume ⁶. »

¹ Bibl. nat., fonds franç. K 10751.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

Voilà donc à quel humiliant résultat avait abouti cette longue campagne matrimoniale qui avait si profondément remué le pays et réveillé toutes les défiances du parti protestant. Catherine ne sera pas plus heureuse du côté de la reine d'Angleterre. Au retour de Bayonne, lors de son passage à Mont-de-Marsan, où elle s'arrêta cinq jours pour recevoir les ambassadeurs suisses venus pour jurer le renouvellement de l'Alliance avec la France, l'ambassadeur Smith vint lui notifier le refus officiel et définitif de la main de Charles IX par Élisabeth. Il était alors très sérieusement question du mariage de la reine d'Angleterre avec l'archiduc Charles. Voulant écarter à tout prix ce nouveau prétendant, Catherine se trouva réduite à appuyer les prétentions conjugales de Leicester. Son habileté avait fait fausse route sur tous les points.

Elle n'était pas à bout de ses déboires et de ses déceptions, A son arrivée à Moulins, Alava vint lui demander si le roi avouait l'expédition de la Floride, car ce serait aller à l'encontre des bonnes relations qui existaient entre les deux couronnes ¹ : « Le commerce est libre, répondit Catherine ; la mer n'est jamais fermée à qui va et pratique de bonne foi. Bien savois-je que aucun des nôtres sujets étoient allés en une terre qui est nôtre, découverte par des sujets de cette couronne ; elle s'appelle la terre aux Bretons ². » L'ambassadeur ne se contentant pas de ces raisons et le prenant sur un plus haut ton : « Les rois de France n'ont pas coutume, répliqua-t-elle fièrement, de se laisser menacer. Mon fils est bien jeune, mais non pas si peu connaissant ce qu'il est, qu'il n'y ait toujours plus à faire à le retenir qu'à le provoquer. A quoi j'estime que votre maître ne gagneroit rien ³. »

Pourquoi n'avait-elle pas tenu à Bayonne ce patriotique langage ? Le tenir à Moulins, c'était trop tard, car déjà Philippe II avait répondu à ses propositions de mariage par le massacre des Français dans la Floride. Lorsqu'elle connut la vérité tout entière, qu'elle sut d'une manière certaine que Melendès « trouvant, disait-il, des Français porteurs de lettres de Coligny, les

¹ Bibl. nat. fonds français, n° 10751.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

avait châtiés plus cruellement encore que le roi d'Espagne ne l'aurait désiré, » elle fut prise d'un accès de rage :

« Je suis hors de moi, quand j'y pense, écrivit-elle à Fourquevaux, ne me pouvant persuader que le roi catholique ne m'en fasse la réparation et justice, car de couvrir cela sur l'aveu de l'amiral, étant bien croyable qu'il n'a pas laissé aller tant de gens sans le sçeu du roi mon fils, qui estime que le commerce et la navigation est libre partout à ses sujets. Cette terre est nôtre, comme nous le prétendons, et l'on nous fait bien connaître que l'on ne veut guère le repos de ce royaume, puisque l'on veut nous ôter le moyen de l'y mettre. Je crois que les huguenots n'eussent sçeu demander meilleure nouvelle, connaissant par là que l'amitié que nous nous promettons de ce côté-là est bien mal assurée ¹. »

Puis, se reportant une dernière fois au fait de ces malencontreux mariages espagnols :

« Mon fils n'y pense plus ; il est assez jeune pour attendre mieux, et assez grand prince pour qu'il n'aye à choisir dans toute la chrétienté, quelque empêchement que l'on y puisse donner, comme je sais et connais que l'on fait. Le plus grand regret que j'aye, est qu'il faille à la fin, pour le tort que l'on fait à mon fils, qu'il en prenne quelque une qui ne soit pas de notre religion, ce que nous ne ferons qu'à l'extrémité ². »

Catherine, après avoir, à Moulins, réconcilié Coligny avec les Guise, le cardinal de Lorraine avec François de Montmorency, pouvait se promettre un long repos. Se faisait-elle illusion, ou voulait-elle en imposer à l'Espagne ? Une lettre qu'elle écrivit le 12 mai 1566 à Fourquevaux semble l'indiquer :

« Quant à ces malheurs, disait-elle, que le duc d'Albe nous prédit pour la diversité de religion qui est en ce royaume, je crois vraiment qu'il y en a qui sont bien marris de voir tant de pacification qu'il y a, et de quoi nous avons été si sages de mettre fin aux troubles qui y ont trop longtemps duré. Dieu merci, l'union est telle, et l'obéissance de tous les sujets du roi mon fils si assurée et la veut tant maintenir qu'il est malaisé qu'elle puisse être troublée ³. »

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 10751.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

Le duc d'Albe ayant fait présenter par Alava des observations au sujet du séjour de l'amiral à Monceaux, où venait de s'établir la cour : « Encore, écrit-elle à Fourquevaux, que la réponse que vous avez faite soit pertinente et que de ces choses-là on n'aye à rendre compte à personne, je vous veux bien dire que l'amiral n'a été ici depuis Moulins qu'à cette heure, et qu'étant officier de la couronne et des plus grands, l'on ne lui peut refuser sa venue en ce lieu ¹. » Aussi, lorsqu'à la fin de décembre de cette même année 1566, Alava vint rappeler à Catherine les engagements qu'elle avait pris à Bayonne, engagements qu'elle semblait avoir laissés de côté, et qu'il lui représenta que le roi d'Espagne, devant prochainement passer dans les Flandres, l'exécution en serait plus facile. — « Tout va bien en France, se contenta-t-elle de répondre ². »

Les troubles des Pays-Bas devenant de plus en plus menaçants :

« Je vois bien, écrivait Charles IX à Fourquevaux le 13 février 1567, que le duc d'Albe voudroit que tout le monde fût à la danse où est son maître, et quant à nous, puisque Dieu nous a fait la grâce d'en sortir, je me contente de n'y entrer jamais si je puis ³. »

Plus explicite encore, et faisant allusion à un rapprochement plus intime que l'Espagne semblait rechercher alors, Catherine écrivait le 28 février à Fourquevaux :

« Je suis merveilleusement aise que maintenant ils louent et approuvent en leur fait ce qu'autrefois on a tant voulu blâmer du nôtre, quand on vouloit pour la cause qui se présentoit que nous achevasions de ruiner le royaume ; ils éprouvent combien sont empêchés ceux qui s'y trouvent. Quant à moi, je loue Dieu de ce que nous en sommes dehors, et le prie de bon cœur de nous y laisser jamais retomber. Je trouve bien étrange que le duc loue tant cette bonne intelligence et qu'il recommande tant cette union et accroissement d'amitié, vu que, *quand nous l'avons tant recherché à Bayonne, il a tant fait le froid, que je pensois que jamais il lui en pût venir envie* ⁴. »

¹ Bibl. nat., fonds français, no 10751.

² Arch. nat., collec. Simancas, K 1506.

³ Bibl. nat., fonds franc., no 10751, p. 695.

⁴ *Ibid.*

Des deux côtés la défiance était la même. Au mois de mars suivant, le bruit se répandit que Philippe II cherchait à nouer une ligue entre toutes les puissances catholiques, le pape en tête ; Charles IX se plaignit à Fourquevaux de ce qu'aucune ouverture ne lui en avait été faite, et à cette occasion il envoya en Espagne le jeune l'Aubespine.

Dans les instructions qu'il emportait, il lui était recommandé de rappeler « de quel zèle, de quelle affection, la reine-mère s'était montrée à Bayonne, et la grande bonne volonté qu'elle avait toujours témoignée au bien commun des deux grands rois ses très chers enfants, outre le bien qu'elle avait toujours cherché à la chrétienté ¹. »

Catherine, si clairvoyante d'ordinaire, continuait à persister dans ses illusions ; elle ne pouvait croire à la possibilité d'une prise d'armes des protestants.

« Les affaires de ce royaume, écrivait-elle le 12 juin 1567 à Fourquevaux, sont en bon état quoi qu'en puisse écrire, ne voulant vous répéter ce qui vous fut écrit de la levée de six mille Suisses que nous faisons faire, afin de mettre nos affaires en plus de sureté. » Mais, dans une lettre du 12 août, elle est prise de vagues inquiétudes et en prévision de nouveaux troubles, comme pour se ménager par avance l'appui de Philippe II, elle écrit à don Francès de Alava :

« Il y a des gens qui sont bien marris de l'intelligence qui est entre le roi d'Espagne et mon fils ; ils ne viendront pas à bout de leurs desseins, et si tels gens désirent tant la guerre, mon fils est bien décidé à la leur faire faire par un bourreau ². »

Le 4 septembre, de divers côtés, on signale une certaine agitation et des rassemblements d'hommes d'armes ; pour s'en assurer, Catherine envoie M. de Beauchêne à Montargis et à Châtillon ; il en revient sans avoir rien vu de suspect. A demi rassurée, elle écrit le 10 septembre au maréchal de Brissac : « Beauchêne n'a rien trouvé aux lieux où il est allé ; mais d'ailleurs nous avons su que ces bruits n'étoient pas sans cause ³. »

Les événements se précipitent : le 13 septembre, le roi apprend

¹ Bibl. nat., fonds français, n° 10753, p. 198.

² Arch. nat., collect. Simancas, K 1508, n° 48.

³ Bibl. nat., fonds franç., n° 3217, p. 1.

par M. de Favelles l'exécution de Hornes et de d'Egmont. Le 18, Catherine en entretient M. de Fourquevaux, mais sans y joindre la moindre réflexion. La confiance lui est revenue, et elle ajoute : « Il a couru quelque bruit que ceux de la religion vouloient faire quelque remuement ; mais aussitôt tout cela s'est évaporé ¹. » — « Tout est paisible, écrit-elle le 19 à M. de Gordes. »

La surprise de Meaux fut donc pour elle un coup de foudre. Oubliant que c'est elle qui, par l'imprudente conférence de Bayonne, avait soulevé toutes ces tempêtes, elle écrit le 27 septembre à M. de Matignon ² : « Vous avez entendu par ce que le roi vous a dit ce qui est survenu, dont nous sommes aussi ébahis pour n'en connoître aucune occasion. »

VI

Nous sommes arrivé au terme de cette étude ; il nous reste à résumer et à conclure.

Au lendemain de la paix d'Amboise, la ligne de conduite était tout indiquée :

Maintenir et pratiquer loyalement l'édit de pacification ; ouvrir à l'audace de nos marins la route des Indes et de l'Amérique que l'Espagne et le Portugal prétendaient leur fermer ; enfin faire marcher contre l'étranger catholiques et protestants sous le même drapeau.

Cette politique, la seule vraiment française, avait valu à Catherine la reprise du Havre sur les Anglais ; elle lui avait permis d'imposer à Élisabeth cette paix glorieuse de Troyes qui assurait à jamais la possession de Calais à la France ³.

L'ennemi d'alors, c'était l'Espagnol ; on le rencontrait partout sur notre chemin : à Rome, à Vienne, au Concile de Trente, il nous disputait la préséance ; en Suisse, par l'or et les menées de ses agents, il entravait le renouvellement de nos traités avec les cantons catholiques ; à l'heure même où Catherine et Éli-

¹ Bibl. nat., fonds franç., n° 10751, p. 102.

² Bibl. nat., fonds franç., n° 3190, p. 63.

³ Voir la *Revue des questions historiques* du 1^{er} janvier 1883.

beth de Valois, se rapprochant l'une de l'autre, allaient échanger à Bayonné de menteuses promesses d'alliance et d'amitié, Melendès faisait voile vers la Floride, emportant l'ordre d'y massacrer tous les Français.

La faute qui pèsera sur le reste de la vie de Catherine, c'est d'avoir été à Bayonne. Est-ce l'intérêt français qui l'y poussait ? Loin de là, elle le sacrifiait à ses vues personnelles ; en mère égoïste, elle allait marchander des alliances de famille. Elle était italienne, ne l'oublions pas, de cette race des Médicis, habituée à s'incliner devant la suprématie autoritaire de la maison d'Autriche ; elle s'était laissée éblouir, fasciner par ce rêve ambitieux de faire entrer deux de ses fils dans la première famille princière de l'Europe catholique. A l'avance, elle devait savoir pourtant qu'elle n'aurait jamais pour Marguerite don Carlos, déjà fiancé à Anne d'Autriche. Tôt ou tard, sans avoir recours à l'appui funeste de Philippe II, elle aurait pu obtenir pour Charles IX la main d'Isabelle d'Autriche, la fille cadette de l'empereur Maximilien, qui se montrait favorable à ce projet d'union ; mais ce n'était pas le but où elle tendait : n'ayant des yeux que pour le duc d'Orléans, le futur Henri III, elle ambitionnait pour lui la main de dona Juana ; elle espérait arracher à Philippe II quelque parcelle de ses nombreux États en faveur de ce fils bien-aimé. Cette pensée fixe, obstinée, reparait dans tous ses entretiens avec la reine sa fille et le duc d'Albe. Comme menace, elle tient à Dax l'ambassadeur turc à la portée de sa main ; comme moyen de pression, elle reçoit ostensiblement à Bayonne Somers, l'envoyé de la reine Élisabeth, venant traiter du mariage de sa maîtresse avec Charles IX, et elle fait parade des encourageantes paroles qu'il lui a apportées ; enfin, quand elle s'aperçoit que toutes ses ruses, toutes ses finesses ont peu de prise sur le duc d'Albe et la reine sa fille, à bout de voies, elle se décide à mettre le duc d'Albe, don Juan Manrique et la reine Élisabeth en présence des principaux chefs catholiques, et, devant tous ces témoins, elle prend l'engagement de porter remède aux choses de la religion.

Mais quelle est cette promesse ?

Au milieu de ces contradictions, de ces mensonges dont on use de part et d'autre, le rôle de l'historien sans parti pris est bien difficile.

Est-ce une Saint-Barthélemy limitée à quelques têtes, ainsi que le mentionne l'ambassadeur Vénitien Correro ?

Sont-ce des Vêpres siciliennes, un massacre en grand, prémédité depuis Bayonne, comme l'ont écrit Mathieu¹, Jean de Serres², Adriani³ et d'autres contemporains, et tout récemment M. Henri Bordier⁴, dans une étude remarquable, en contradiction formelle sur ce point avec MM. Soldan⁵, écrivain protestant, Henri Martin⁶, Loiseleur⁷ et Maury⁸ ?

Catherine s'est-elle engagée à *marteler* les protestants, ainsi que l'affirme M. Combes ?

Dans une lecture qu'il a faite à la Sorbonne d'abord, et plus tard à l'Académie des sciences morales et politiques, s'autorisant d'une lettre d'Alava que lui a transmise le directeur des Archives de Simancas, M. Combes a conclu en ces termes : « La vérité est faite, il n'y aura plus à y revenir ; aucune lettre inédite de Catherine de Médicis ne pourra infirmer, je crois, les déclarations mystérieuses de Bayonne. Les nuages sont dissipés, le sphinx n'a plus d'énigmes⁹. »

MM. Picot, Henri Martin et Zeller, présents à cette lecture, n'ont point cru devoir admettre des conclusions aussi absolues. « Il est toujours périlleux, a observé M. Picot, de déclarer trop tôt une question fermée ou un problème à jamais résolu. Dans le champ de l'histoire, la carrière n'est jamais close. M. Combes a fait un pas ; mais il ne peut avoir la prétention d'avoir, à lui seul, achevé la course. » MM. Henri Martin et Zeller se sont associés à ces réserves¹⁰.

Il est indispensable, pour éclairer la discussion, de mettre tous les documents sous les yeux du lecteur. Voici d'abord la dépêche

¹ « Il y eut conseil fort étroit entre le duc d'Albe et la reine pour l'extirpation de l'amiral et de son parti, ne proposant meilleur remède que faire des vêpres siciliennes. » Mathieu, *Hist. de France*, t. I, p. 283.

² Jean de Serres, *comment*.

³ Adriani, *Hist. de son temps*.

⁴ *La Saint-Barthélemy et la critique littéraire*.

⁵ Soldan, *la Saint-Barthélemy*.

⁶ Henri Martin, *Histoire de France*, guerres de religion.

⁷ Loiseleur, *la Saint-Barthélemy*, Paris, Plon, 1883.

⁸ *Journal des savants*, année 1871.

⁹ *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, livraison du 1^{er} janvier 1883, p. 135.

¹⁰ *Ibid.*

d'Alava, sur laquelle repose l'affirmation de M. Combes. La voici telle qu'elle a été traduite, telle qu'elle a été publiée :

« Le duc d'Albe fera savoir à sa Majesté et à votre Seigneurie les résolutions qu'il a concertées avec cette reine chrétienne ; si elles viennent à se réaliser, ce sera un grand service pour Dieu et pour le roi notre seigneur. J'éprouve des craintes pour le trouble que je sens qu'il y a parfois chez elle, et parce que je prévois qu'on doit *marteler* ces *hérésiarques* et d'autres qui le sont, sans en avoir le nom ¹. »

Avant toute discussion, il est un premier point à vider : cette traduction est-elle rigoureusement exacte ? Nous avons eu recours à une personne mieux versée que nous dans la langue espagnole et dont le nom fait autorité. D'après elle, la copie de la lettre est incorrecte et la traduction, qui ne l'est pas moins, doit être rétablie ainsi :

« J'éprouve des craintes, parce que je prévois que ces *hérétiques* doivent la *marteler*, Catherine (lui mettre martel en tête), et d'autres qui le sont sans en avoir le nom ². »

Dans une seconde lettre, écrite le 8 juillet, Alava exprime les mêmes appréhensions :

« Je crains que les hérétiques qui sont à la cour et que ceux qui y viendront ne fassent changer la reine ³. »

La traduction de la lettre d'Alava ne serait-elle pas fautive dans le sens qui lui a été attribué, que la seule présence du connétable de Montmorency à cette entrevue suffirait pour qu'on n'admit pas l'affirmation de M. Combes. Pour peu qu'on ait étudié l'histoire de cette époque, on n'ignore pas que le connétable fut toujours profondément attaché à ses deux neveux d'Andelot et Coligny. Cela est indiscutable. L'ambassadeur toscan Petrucci écrivait de Moulins quelques mois plus tard : « Le connétable favorise toujours ses neveux ⁴. »

¹ *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, livraison de janvier 1883, p. 749.

² Le traducteur ajoute : « Il n'y a pas *la* dans le texte ; mais il résulte du contraste ; ou bien l'on pourrait traduire encore à la rigueur : « ils désirent nous *marteler*, nous les catholiques. »

³ Archives nat., collect. Simancas, K 1504.

⁴ « Il conestabile favorisce l'ammiraglio e suoi seguaci. » Desjardins, *Négociat. diplom. avec la Toscane*, t. III, p. 523.

S'il est besoin d'un autre témoignage, rappelons ici que, depuis le 8 janvier 1565, jour où dans les rues de Paris le maréchal de Montmorency avait dispersé l'escorte du cardinal de Lorraine, les deux maisons de Châtillon et de Montmorency étaient profondément divisées, et que leur réconciliation, exigée par Catherine, n'eut lieu qu'à Moulins en janvier 1566.

Philippe II, dans une lettre au cardinal Pacheco, que nous devons à M. Combes, a résumé dans ces termes les promesses de Catherine : « La reine mère s'est déterminée à vouloir très sincèrement porter remède aux choses de la religion, et devant quelques uns de ses conseillers catholiques, devant le duc d'Albe et don Juan Manrique qu'elle voulut avoir présents, elle offrit à la reine, ma femme, de porter remède à tout cela le plus brièvement ; elle a déclaré qu'elle n'opposerait plus de retards pour le faire, une fois terminé le voyage qu'elle avait maintenant commencé. La reine, ma femme, se contenta d'une pareille résolution, parce que l'on comprend clairement que le jour où on voudra apporter le remède, la chose est faite ¹. »

Serait-ce alors la suppression de l'édit de pacification que Catherine aurait promise à Bayonne ?

Ce qui porterait à le croire, c'est l'entretien qu'elle eut avec Alava au retour d'Irun. L'ambassadeur lui demandant si elle avait eu connaissance des propos tenus par un ministre qui, en pleine chaire, avait invité les assistants à prier Dieu, « afin qu'il châtiât la reine d'Espagne, ainsi que l'avait été son père Henri II ² : » tout indignée qu'elle parût de ces violences de langage : « Le roi mon fils, répondit-elle, se verra forcé, pour calmer les hérétiques, de donner l'ordre de maintenir l'édit d'Orléans. Rassurez-vous, cela a été convenu avec le duc d'Albe ; vous pouvez en écrire au roi votre maître ; il vous répondra, j'en suis sûre, en ce sens, et vous tranquilliserà ³. »

A l'appui de cette supposition vient une lettre de Saint-Sulpice, datée du bois de Ségovie, lettre dans laquelle il cherche à faire revenir Catherine sur une promesse imprudente, ou tout

¹ *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques* livraison du 1^{er} janvier 1883, p. 157.

² Arch. nat., collect. Simancas, K 1504.

³ *Ibid.*

au moins à la prémunir contre les perfidies des Espagnols :

« Il est à croire, disait-il, par les propos du duc d'Albe, que les Espagnols ont délibéré de vous faire faire quelque nouveau règlement de vos sujets, quelque changement de vos édits pour exciter, avec leurs feintes et simulées opinions, les troubles qui vous coûtent tant d'apaiser, ou par la crainte qu'ils ont d'être bientôt précipités en semblables dangers. Nous avons assez d'expérience de leurs volontés pour nous garder de leurs desseins, étant certain que votre but principal, après l'honneur de Dieu, c'est la conservation de la grandeur du roi et de son État. Il y a une chose à laquelle ils ne peuvent répondre, c'est que l'on a assez connu que la religion, sûreté et pacification du royaume dépendaient étroitement de l'observation des édits auxquels on ne peut rien toucher sans danger ¹. »

La phrase tant de fois citée de l'illustre de Thou nous semble trouver ici sa véritable application : « Les protestants, esprits soupçonneux, ont écrit qu'on avait fait à Bayonne un traité entre les deux rois d'affermir l'ancienne religion et d'extirper entièrement la nouvelle ². »

Mais des paroles de sang ont été prononcées ; plusieurs des chefs catholiques sont venus dire au duc d'Albe : « Il serait plus expéditif de faire trancher quelques têtes. » Ces propos ont dû revenir aux oreilles de Catherine. Le duc d'Albe a dû les lui répéter. Pour arriver secrètement jusqu'à elle, il lui suffisait de traverser la longue galerie qui reliait l'évêché où elle logeait à la maison de bois bâtie pour la reine Élisabeth. Il y a des choses qui se disent tout bas et ne s'écrivent pas. L'assassinat n'était-il pas dans les doctrines, dans les habitudes de l'époque ? Le capitaine Charry n'avait-il pas été tué, tout récemment, sur le pont Saint-Michel par Chastelier-Portaut, le familier de Coligny et de d'Andelot ? Lignerolles ne sera-t-il pas plus tard assassiné par l'ordre de Catherine ? Le brave Bussy d'Amboise, après avoir deux fois échappé aux mignons, ne sera-t-il pas livré par Henri III à la vengeance de Montsoreau ?

L'écrivain qui a publié les *Mémoires de Soubise*, a parlé d'une Saint-Barthélemy limitée à quelques têtes et dont le séjour de l'amiral à Moulins devait favoriser l'exécution ³. Mais, depuis les

¹ Bibl. nat., fonds français. n° 3162.

² De Thou, *Hist. universelle*, livre XXVII.

³ Voy. Jules Bonnet, *Mémoires de Soubise*.

massacres de la Floride, l'opinion en France était trop montée contre l'Espagne et Catherine elle-même trop irritée contre Philippe II pour risquer à ce moment là un attentat.

De loin en loin, comme un écho sinistre, reparait néanmoins la pensée du meurtre de l'amiral. Le 10 mai 1567, don Juan de Cuniga, qui représentait alors l'Espagne à Rome, écrivait :

« Le pape (Pie V) m'a dit en grand secret : « Les souverains de la France ¹ veulent faire une chose que je ne peux ni conseiller, ni approuver, et qui en conscience ne peut se faire ; ils ont formé le dessein de faire périr par pratique le prince de Condé et l'amiral ². »

Le nonce Salviati, dans une lettre écrite le 27 août 1572, affirme en ces termes la préméditation de l'assassinat, mais limitée à Coligny et aux principaux chefs :

« On ne doit pas douter que la mort de l'amiral et de tant d'autres personnages ne fût conforme aux entretiens que j'ai eus naguères à Blois avec la reine, en traitant du mariage de Navarre et d'autres affaires dont on s'occupait alors ³. »

Un agent Florentin, en 1571, reproduit les mêmes bruits :

« Le pape croit que la conclusion de la paix de Saint-Germain, et que le consentement donné par le roi à la venue de l'amiral n'étaient que dans le dessein de le tuer ; mais, à voir les choses menées avec tant de prudence, le Saint Père ne pense pas que le roi soit dans si brave disposition ⁴. »

Nous ne croyons avoir laissé de côté aucun document important. Il est temps de conclure.

Eh bien ! que Catherine ait ou non promis, comme pourtant tout porte à le croire, dans la dernière conférence du 30 juin à Bayonne, la suppression de l'édit de pacification ;

¹ « Aquellos reyes. »

² « Porque tractavan de hacer matar por trato al principe de Conde y al almirante. » Kervyn de Lettenhove, *La conférence de Bayonne*, d'après une dépêche copiée aux archives de Simancas.

³ Boutaric, *Bibl. de l'Ecole des chartes*, 1^{re} série, t. III, p. 15.

⁴ Desjardins, *Négoc. diplom. avec la Toscane*, t. III, p. 732.

Qu'il y ait eu ou non un pacte de sang entre le duc d'Albe et elle, limité à quelques têtes, car un massacre en grand, décidé sept années à l'avance, n'est pas admissible ; on ne procède pas ainsi dans un coup d'état ;

Qu'il y ait eu, ou qu'il n'y ait pas eu préméditation, les conséquences ont été et devaient être fatalement les mêmes.

Les protestants ont cru à un complot tramé contre eux à Bayonne. Tous les historiens contemporains l'ont cru avec eux. Le lendemain de la Saint-Barthélemy, Smith, l'ambassadeur d'Angleterre, l'a écrit à Leicester ¹. Walsingham, le nouvel envoyé de la reine Élisabeth, le reprochera durement à Catherine après la Saint-Barthélemy ².

Se voyant menacés dans leur culte, dans leurs vies, et le passage du duc d'Albe dans les Flandres, et la levée de six mille Suisses ajoutant à leurs craintes, les protestants ont répondu aux menaces de Bayonne par la surprise de Meaux. Cette impolitique entrevue a donc, tout à la fois, été la cause et le prétexte de la prise d'armes de 1567, et c'est sur Catherine seule que retombe tout le sang que les dernières guerres civiles ont coûté à la France.

La faute inexcusable, répétons-le encore, c'est d'avoir été à Bayonne. Il y eut pourtant en 1572, et à la veille de la Saint-Barthélemy, une occasion unique de la réparer et de la racheter : le comte Ludovic de Nassau offrait à la France l'Artois et une partie des Flandres. Le grand Seigneur Soliman, désireux de venger le désastre récent de Lépante, promettait le concours de sa flotte³. Une guerre étrangère pouvait seule détourner la France des maux dont elle souffrait et pacifier les esprits. « Il faut, disait Mornay dans le mémoire qui a commencé sa réputation et que Coligny remit à Charles IX, il faut que cette guerre soit honorable et profitable, et je n'en vois pas aujourd'hui d'autre que celle contre l'Espagne. Les massacres de la Floride crient toujours vengeance. Qui empêche la guerre avec l'Espagne, veut la guerre civile. » Charles IX sentit battre son cœur de roi à ces nobles paroles, et quand, le 8 juillet 1572, l'ambassadeur d'Espagne vint lui demander de

¹ Record office, *State papers, France*.

² Walsingham, *Mémoires et ambassades*. Amsterdam, 1700, p. 285.

³ Charrière, *Négociations dans le Levant*.

désarmer sa flotte de La Rochelle et d'incarcérer Genlis qui se disposait à passer dans les Flandres, il lui opposa un fier refus. A Coligny, qui le lui demandait, il donna un large subsidé, et Genlis put repasser la frontière avec quatre mille volontaires.

Le parti de la guerre parut un instant l'emporter, et l'amiral reprenait bon espoir, quand le bruit vint à se répandre que la reine d'Angleterre voulait retirer ses troupes des Flandres. Témoin de la lutte que soutenait Coligny et de ses perplexités, Walsingham fit tout au monde pour détourner ce coup :

« Jamais l'amiral, écrivait-il à Leicester, n'a fait paraître plus de grandeur d'âme. Dans cette tempête il n'abandonne point le gouvernail ; il représente au roi, à son Conseil, le danger qui menace l'Etat, et quoiqu'il n'obtienne pas tout ce qu'il voudrait, il en obtient néanmoins une partie. Il m'a chargé de vous dire, de sa part, que si Sa Majesté notre reine rappelle ceux de ses sujets qui sont en Flandre, cela découragera tellement les gens du pays que le dessein courra grand risque suivant toutes les apparences. Il vous prie de faire en sorte que ce rappel soit suspendu ¹. »

Remontrances inutiles ! Elisabeth ne personnifiait que trop bien la jalousie de sa nation, qui déjà ne voulait à aucun prix des Français dans les Flandres ². La défense officielle de laisser embarquer de nouvelles troupes anglaises ³, l'absence momentanée de Coligny, parti pour Chatillon sur la défaite inattendue de Genlis, firent regagner au parti de la paix tout le terrain perdu. Charles IX était à Montpipeau. Catherine y accourt. Jamais elle ne laissera passer dans les mains de Coligny ce pouvoir absolu qu'elle exerce depuis des années ; elle ne reculera devant rien pour le maintenir dans les siennes. Prières, larmes, menaces, elle emploie tout ; elle torture l'esprit variable, irascible de son fils ; elle l'épouvante du danger d'une guerre avec l'Espagne ; et comme il résiste, elle feint de quitter pour jamais

¹ Walsingham, *Mémoires et ambassades*, t. III. p. 95 ; La Popelinière, *Hist.*, t. II, p. 63, p. 276.

² Interprète fidèle de la pensée de sa nation, Middlemore disait à Coligny : « Nous craignons surtout que la France ne s'empare des Flandres ; ce qu'à aucun prix ne pourrait souffrir l'Angleterre. » Record office, *State papers, France*. Voy. notre livre *le XVI^e Siècle et les Valois*, p. 315, 316.

³ *Mémoires et ambassades de Walsingham*, p. 279.

la cour et se retire à Monceaux. La tête perdue, Charles IX l'y suit. A partir de cette heure, l'Espagne reprend toutes ses menées, toutes ses pratiques : « Si le roi très chrétien, écrivait, le 5 août, l'archevêque de Rossano, nonce du pape à Madrid, au cardinal di Como, est dans l'intention de purger le royaume de ses ennemis en s'entendant avec le roi catholique, il pourrait détruire ce qui en reste ; surtout à présent que l'amiral est à Paris, il lui sera facile de le faire disparaître pour toujours ¹. »

De bien des côtés on avertissait l'amiral des dangers qui le menaçaient ; mais, comme le dit si bien M. Soldan : « Coligny marchait vers un but, il ne recula pas ; il ne faut pas accuser son intelligence, mais louer son courage. » A tous ceux qui le conjuraient de penser à sa sûreté : « Il vaudrait mieux mourir cent fois, répondait-il, que vivre en pareils soupçons. Je suis saoul de telles alarmes ; ma vie n'a été que trop remplie de semblables frayeurs ; à tout événement j'ai assez vécu. »

Coligny lutta donc jusqu'à la dernière minute ². « L'amiral, écrivait le 9 août le prince d'Orange au comte Jean de Nassau, nonobstant la défaite de Genlis, lève douze mille arquebusiers et trois mille chevaux, et il doit venir en leur compagnie ³. »

Mais Catherine travaillait dans l'ombre ; déjà son influence fatale se faisait sentir :

« On me laisse sans instructions, écrivait le 9 août Montdoucet, notre envoyé dans les Pays-Bas, à M. de Morvilliers ; je ne sais d'ou cela procède, n'étant à cette heure, temps de laisser passer une si belle occasion, mais de l'empoigner vivement à beaux cheveux. J'ai parlé de cœur et d'affection, et comme celui qui est sur les lieux il y a longtemps et qui y voit assez clair. Il se dit ici assez publiquement, que les ducats de Castille trottent par la France pour rompre tous bons desseins et que ce sont les ordinaires moyens que l'Espagnol tient pour se garantir d'un orage ⁴. »

Lorsque Montdoucet écrivait ces lignes, les jours de l'amiral étaient comptés. Reçu en audience le 31 juillet par Philippe II,

¹ Boutaric, *l. c.*

² Voy. dans la relation de Giovanni Michieli, p. 14, le récit de la dernière séance du conseil où fut repoussé le projet de guerre contre l'Espagne ; Comte Jules Delaborde, *Vie de Coligny*, t. III, p. 415 et suiv.

³ Van Priesteren, *Archives de la maison d'Orange*.

⁴ Bibl. Nat., fonds français, n° 16127, p. 187.

Saint-Gouard lui avait tenu cet énigmatique langage : « Le roi mon maître a pris de nouveaux conseils et expédients dont les effets seront tels que Votre Majesté elle-même les approuvera ¹. »

Le voilà donc enfin, et dans la bouche de notre ambassadeur, ce secret de meurtre si bien gardé jusqu'ici ². Vienne la suprême lutte, Catherine arrachera à ce fils affolé, dont elle fera son complice, l'ordre de la tuerie. Le lendemain du massacre, sa vengeance enfin satisfaite, quand le cadavre de l'amiral, après avoir été traîné dans les rues de Paris, sera attaché au gibet de Montfaucon, elle prendra la plume, et couvrant du prétexte de l'honneur de Dieu ce forfait politique, elle écrira au roi son gendre :

« Monsieur mon Fils, je ne fais aucun doute que vous n'ayez senti comme nous la faveur que Dieu nous a faite de donner au roi mon Fils un moyen pour se débarrasser de ses sujets rebelles à Dieu et à lui, et qu'il a bien voulu nous faire la grâce de nous préserver tous nous autres de la cruauté de leurs mains, pour laquelle faveur, nous savons que lui rendrez grâces comme nous, autant pour notre bien particulier que pour celui qui en résultera pour la chrétienté. Ce service tout à l'honneur et à la grâce de Dieu, nous fait espérer que bientôt on en connaîtra et sentira les fruits ; il est un témoignage de mes bonnes et droites intentions, car n'ayant eu recours à ces moyens, à nulle autre fin que l'honneur de Dieu, je me réjouis en pensant que cette circonstance confirmera et augmentera l'amitié qui existe entre V. M. et le Roi son frère, qui est ce que je désire le plus au monde. Le roi mon fils charge son ambassadeur de dire à V. M. la manière dont l'événement s'est passé et la juste occasion qui s'est rencontrée d'agir ainsi ³. »

Philippe II s'attendait à la guerre et s'y préparait, lorsqu'un courrier envoyé en toute hâte par don Juan de Çuniga lui

¹ Bibliot. nat. fonds franç., n° 10604, p. 141 v°.

² « On dit qu'il y a bien des mois qu'on pensait à tuer l'amiral, et que la résolution ne fut pas prise très secrètement, mais qu'il ne paraissait pas bon de le faire pour ne pas donner motif aux autres de faire trouble et de prendre les armes. Maintenant que par l'occasion des noces ils sont tous rassemblés ici, on s'est décidé de faire la barbe telle qu'elle a été faite. C'est pour cela qu'il avait été nécessaire à qui de droit de concéder beaucoup de choses et d'en dissimuler d'autres, avant d'arriver à bout de ce dessein. » Desjardins, *Négociat. diplomat. avec la Toscane*, t. III, p. 812.

³ Arch. nat., collection Simancas, l. c.

apporta la nouvelle de la Saint-Barthélemy. Il ne fut pas maître de son premier mouvement. Son visage, d'ordinaire impassible, s'anima d'une joie sauvage ; il ne put la contenir, elle fit explosion ; il alla à San Geronimo faire chanter le jour même le *Te Deum*. Le lendemain, l'ambassadeur de France se présentant devant lui, il s'excusa de ne l'avoir pas compris lorsqu'il lui faisait pressentir la sanglante tragédie, et loua en termes passionnés « la longue dissimulation de cette intrigue, n'étant tout le monde ensemble capable de la comprendre. » Quelques jours plus tard, s'entretenant avec le prince d'Evoli : « Rappelez-vous, » lui dit-il, que l'ambassadeur de France m'a naguère « prévenu que je verrais des choses admirables, me disant « cela au moment où j'avais de grands doutes, de graves « soupçons : J'ai pensé depuis que, puisqu'il parlait avec tant « d'assurance, c'est qu'il fallait que ce fût chose concertée et que « le roi la lui eût confiée. » Aussi se courrouça-t-il contre tous ceux qui prétendaient que le massacre avait été fait à l'improviste ¹.

Dès le lendemain de la Saint-Barthélémy, cette question de la préméditation, sujet d'éternelles controverses, était déjà débattue, et, chose digne de remarque, tous les acteurs de ce grand drame, tantôt l'avouent, tantôt la déclinent, suivant les nécessités de la politique du jour. Dans la bouche de Charles IX, se retrouvent les mêmes contradictions :

« Les Espagnols, écrivait-il le 20 janvier 1573 à Saint-Gouard, son ambassadeur à Madrid, ont voulu faire croire au monde que nous avons juré ensemble la ruine de tous ceux qui font profession d'autre religion que de la nôtre, et que ce que j'avois fait avoit été prémédité de longtemps. »

Leur but, il le fait connaître à Saint-Gouard, c'était de le brouiller avec la reine d'Angleterre et les princes protestants ².

Après avoir nié la préméditation, il va l'accepter dans une nouvelle lettre du 22 février 1573 à Saint-Gouard :

« Les Espagnols ont toujours fait leurs affaires à mes dépens,

¹ Bibl. nat. Dépêches de Saint-Gouard, fonds français, n° 1605, p. 139.

² Bibl. nat. Le roi à Saint-Gouard, Fonds français, n° 16105, p. 14.

cherchant à diviser les grands de mon royaume, afin d'avoir moyen d'assurer leurs états, et accroître leur autorité. Maintenant ils veulent faire le semblable, ne se contentant pas de l'exécution que j'ai faite, laquelle a été la *salvation* (le salut) de leurs Pays-Bas, ains ils la calomnient et desprisent autant qu'ils peuvent. A Rome, et ailleurs, ils publient que le tout a été plutôt exécuté par hasard que par délibération prévue et mûrement considérée ¹. »

« Confessez que vous devez au roi vos Pays-Bas, dit Saint-Gouard à Philippe II; il vous les a assurés. » Parole humiliante dans la bouche d'un ambassadeur français. L'Europe entière partagea cette opinion. En faisant la Saint-Barthélemy, Catherine avait donc joué le jeu du roi son gendre : « Les Espagnols, écrivait Montdoucet à Charles IX le 29 août 1572, font de telles réjouissances que Votre Majesté peut penser la prospérité que telles choses apportent à leurs affaires. » Interrogé par Catherine sur l'impression que la Saint-Barthélemy avait produite en Italie, Du Ferrier, ambassadeur à Venise, eut le courage de lui répondre : « On dit. Madame, que vous avez mieux aimé ruiner le royaume de France que l'augmenter et vous ressentir du mal de celui qui a fait mourir votre fille ². » Et jusqu'à l'astrologue Cosme Ruggieri, qui, consulté par Catherine sur les conséquences de la Saint-Barthélemy, lui répondit avec non moins de courage : « La Saint-Barthélemy profitera à l'un de vos grands amis. » — « Auquel ? nommez-le moi, » s'écria-t-elle. — « Au roi d'Espagne, Madame. »

C'est la reine-mère seule, a dit le vénitien Michieli, qui, avec la coopération du duc d'Anjou, a tout tramé et de longue date, et du commencement jusqu'à la fin ³.

Rendons-lui cette triste justice : elle n'en répudiera rien : « L'Amiral, répondra-t-elle à la courageuse lettre de du Ferrier, s'étoit fait si puissant en ce royaume, qu'il ne pouvoit être puni que par la voie que l'on a été contraint d'exécuter tant de sa personne que de ceux qui tenoient son parti ⁴. » Et lorsque les Guise voudront se faire un mérite à Rome de la Saint-Barthélemy, elle en revendiquera hautement pour elle le triste honneur. Vis-à-vis du

¹ Bibl nat., fonds français, n° 16105, p. 37.

² Bibl. imp. de Saint-Pétersbourg.

La Saint-Barthélemy devant le Sénat de Venise.

⁴ Bibl. nat., fonds français, n° 1555, p. 139.

duc d'Albe, elle sera plus laconique, se contentant de lui faire passer, par les mains de M. de Gomicourt, cette unique phrase, qui à elle seule tient lieu d'un aveu :

Beatus qui non fuerit in me scandalisatus ¹!

Le duc était resté muet jusqu'alors. Sortant de la réserve mystérieuse et politique qu'il s'était imposée : « J'ai bien des fois pensé, écrit-il à don Juan de Çuniga, à ce que j'avais dit à Bayonne à la reine mère, et à ce qu'elle m'avait promis. Je vois qu'elle a bien dégagé sa parole ². »

Dans les mains de Catherine, comme dans celles de lady Macbeth, la tache de sang restera donc à jamais ineffaçable.

HECTOR DE LA FERRIÈRE.

¹ Gachard, *Bulletins de l'Académie* (année 1842), d'après la relation conservée à Mons.

² Arch. nat., collec. Simancas, K 1555, lettre du 10 septembre 1572.

LE RÉGIME MUNICIPAL

D'APRÈS LA LOI DE VERVINS.

La Loi de Vervins, 1163; Dom Lelong; texte contrôlé par la Charte de la Neuville aux Larris, qui le reproduit. — *La Charte de Jacques de Coucy aux habitants de Chemery* (Ardennes) 1563. Archives de Chemery. — *La Charte de fondation de la Neuville aux Larris* (Marne) donnée en commun par Blanche, comtesse palatine de Champagne, et l'Abbé de Sauve-Majeure, 1207; une des chartes originales dont les fac-simile héliographiques ont figuré à l'Exposition de Paris, en 1878, planche xxx. — *La Loy de Beaumont de Guillaume aux Blanches-Mains; coup-d'œil sur les libertés et les institutions du Moyen-Age*. Reims, Dubois, 1864. — *La Charte de Liège*, donnée par le prince Evêque Albert de Cuyck, en 1195; — *Histoire de Liège*, par M. de Gerlache, 3^e éd. Bruxelles, Goemaere. — *La Charte communale de la ville de Fismes* (Marne), donnée par le comte Thibaud IV de Champagne, 6 janvier 1227. Archives communales de Fismes. L'original a aussi été héliographié à l'Exposition de 1878, pl. xxxii. — *L'ancien Livre de ville de Vervins*, publié par J. Jeanty, Arlon 1883. — Les chartes de Vilvorde (1192); de Grammont (1195); la charte du duché de Brabant (1261); la *Joyeuse entrée de Bruxelles*; la *Grande charte du roi Jean*; *Les coutumes générales du Baillage de Vermandois*, de J. B. Buridan. Reims, Nicolas Hécart, 1630; *Les coutumes de la Haute-Alsace*, publiées par M. E. Bonvalot, Colmar et Paris, 1870, etc., etc.

Un peuple, petit ou grand, n'est vraiment connu que par sa vie publique. Les lois ou coutumes qui le régissent, les libertés politiques et municipales, le régime de la Propriété et des Impôts ou Redevances, l'administration de la justice, le droit militaire sont autant d'éléments intégrants de la vie des peuples.

Grâce à deux documents, l'un du XII^e siècle, l'autre du XVI^e, il se trouve que nous sommes en mesure de tracer au moins les lignes principales de cette étude. Le premier est une charte de 1163, connue autrefois sous le nom de Loi de Vervins; elle fut donnée aux habitants de cette ville par Raoul de Coucy, et devint commune à d'autres domaines de cette famille célèbre. Le second est une autre pièce authentique, écrite précisément quatre siècles plus tard, en 1563, et désignée sous le nom de Charte de Jacques de Coucy. Elle a pour titre : *Déclarations des*

aisances, franchises et privilèges qu'ont les bourgeois et habitants de Chemery. Elle est précieuse en ce que l'on y voit le fonctionnement de la première et le même esprit à quatre siècles de distance.

En prenant pour base de notre travail la Loi de Vervins, nous la rapprocherons souvent de chartes et d'autres documents importants de la même époque, en sorte que ces considérations seront comme un coup d'œil d'ensemble sur le Régime municipal, et une étude des principes sur lesquels il était fondé.

Pour donner une idée générale de la Charte de 1163, ou Loi de Vervins, il suffit de dire qu'elle a une grande analogie avec la *Loy de Beaumont*, dont le monde studieux reconnaît aujourd'hui l'esprit généreux et libéral au sens ancien, c'est-à-dire au sens français du terme. Bien qu'antérieure de vingt ans à la Charte fameuse de Guillaume aux Blanches-Mains, celle de Raoul de Coucy ne lui est guère inférieure. Elle ne lui cède que dans quelques points secondaires, et aussi en ce qu'étant plus courte, elle renferme un moindre nombre de ces dispositions de détail si précieuses que nous admirons dans la Charte et surtout dans la Loy de Beaumont. Telle qu'elle est, dans ses quatre pages, elle nous montre, en matière de gouvernement, de constitution de la propriété, d'impôts, de libertés ou franchises, et de droit des gens, une hauteur et une sûreté de vues en même temps qu'une simplicité surprenantes. Pour nous en rendre compte, il sera nécessaire de nous dépouiller entièrement de tous nos préjugés tant modernes que d'ancien régime, et de comparer de temps en temps avec la nôtre la *civilisation* que cette législation révèle.

I

PREMIER CARACTÈRE DE LA LOI DE VERVINS : LA MUTUALITÉ.

C'est avec ceux qui furent autrefois esclaves, et naguère encore ses serfs, que s'accorde Raoul de Coucy, grand propriétaire du sol et leur chef politique. A cette époque, on le sait, ces deux titres ne sont pas seulement connexes : ils se confondent. Or

Raoul de Coucy traite vraiment ses sujets en hommes libres, dès le début. Le servage n'existe plus, on n'en saisit la trace que pour en constater la complète abolition. La charte de 1163 est un acte de mutualité. Si le seigneur concède et jure les coutumes et établissements qu'il accorde, il s'appelle lui-même concessionnaire vis-à-vis des hommes de Vervins, et dit qu'ils ont juré, eux comme lui, leurs concessions mutuelles.

« Au nom de la Sainte et Indivisible Trinité.

« Moi, Raoul seigneur de Coucy, voulant obvier à l'action destructive du temps qui oblitère si aisément ce que l'homme fait, j'ai ordonné de mettre par écrit les Coutumes et établissements que j'ai concédés et jurés aux hommes de Vervins, et je leur ai fait de même confirmer par serment *ce qu'ils me concèdent*, et dont je reste en possession ¹. »

Quatre cents ans après, dans la charte de Jacques de Coucy, nous trouvons une formule analogue, qui termine la pièce :

« Présentée par Robert Capel, mayeur, Nicolas Chartier, échevin, etc., tant en leurs noms que pour tous les autres habitants de Chemery, lesquels pour vérification ont exhibé les *lettres de charte*, traités et accords (anciens). Mondit seigneur les a accordées et tenues pour vérifiées... A satisfaire auxquelles charges et conditions cy-dessus, les dessus nommés, es noms, ont obligé leurs biens communs ²; et à l'entretienement et consentement d'iceilles, mondit seigneur *ses biens et ceux de ses hoirs*, pardevant Nous Jean Bidau, demeurant à Louverny, et Jean Lebeuf, demeurant à Vendresse, notaires et commissaires soussignés. »

Aujourd'hui, les chartes ou lois municipales sont à chaque instant changées, faites, défaites et refaites par *l'État*, dans la personne des pouvoirs publics, notamment par les Députés, qui représentent fictivement, tous et chacun, la France entière,

¹ « In nomine sanctæ et individue Trinitatis. Ego Radulphus, dominus Cociaci, quoniam res gestas decursus temporum incessanter præterfluens a memoria facile obliterat, ea propter scripto mandari præcepi consuetudines et statuta quæ hominibus de Vervino concessi et juravi, et ea quæ, *ipsis concedentibus*, michi detinui, sacramento et ipsorum confirmari feci. »

² Il est à noter que les habitants de Chémery n'engagent que leurs *biens communs*, non leurs propriétés privées, tandis que Jacques de Coucy engage indistinctement *ses biens et ceux de ses hoirs*.

et n'ont reçu des communes aucun mandat spécial pour cette besogne. Lorsque ces chartes ou lois sont rédigées, aucune commune n'est appelée à y donner son assentiment, et on les impose à toutes et à chacune. — C'est là une première différence entre les chartes municipales du XII^e siècle et celles d'à présent.

II

CONSTITUTION ET RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ.

A ses serfs devenus des hommes libres, Raoul de Coucy concède successivement la pleine propriété de leurs habitations ; puis toute la terre de Vervins et des Agneux ; puis toute la forêt *qui est de son droit*, existant sur ces deux territoires, pour leurs usages communs, avec faculté de la défricher en partie et d'en faire des prés qu'ils posséderont à titre d'héritage ¹.

Ils sont réellement et pleinement propriétaires de leurs maisons et de leurs terres. Ils peuvent les vendre, même les donner : les mots *vendeur*, *acheteur*, *créancier*, sont fréquemment répétés dans la charte.

Un article porte même expressément que celui qui voudra renoncer à la bourgeoisie et quitter le pays, pourra *vendre* ou *donner tout ce qu'il a*, et s'en aller librement. Ils sont donc propriétaires absolument comme on l'est aujourd'hui ².

Enfin, il ne leur manque rien de ce qui peut convenir à des hommes libres, et même à des gentlemen. Ils ont le droit de

¹ « Hæreditarie possidebunt. »

² « Quicumque repatriare voluerit, quodcumque habuerit vendere vel dare poterit, et sub præcepto Villici coram Scabinis, si amplius burgensis esse noluerit, libere abibit. » — Même disposition dans la charte de la Neuville aux Larris. — «... Il peut abandonner la ville si bon lui semble après avoir acquitté ses dettes et obligations. » Franchises de Grammont, 1195. Comte de Flandre. — « Il pourra s'en aller où il voudra, vendre ou transporter ce qui lui appartiendra, sans la permission de personne. » — Charte de Vilvorde, 1192. De Gerlache, *Hist. de Liège*, pp. 73-74. En citant des chartes des Flandres et du voisinage, nous faisons remarquer que nous ne sortons pas de la France de cette époque; le comté de Flandres est alors un fief français ; et la translation à d'autres familles de l'empire frank de Charlemagne, ou plutôt de la dignité d'empereur, n'empêche pas que toute l'Europe féodale se ressemble.

chasser tout gibier sur tout le territoire et dans toute la forêt.
Venationem omnem habeant.

Le sire de Coucy ne se réserve qu'un quartier des sangliers et des cerfs qui seront tués dans sa forêt¹. Il est difficile d'y trouver à redire.

Aujourd'hui, il n'y a plus ou presque plus de forêts ni de territoire communs en aucun sens que ce soit. Tout tend à se particulariser. Il n'est pas jusqu'aux bois appelés maintenant communaux, non plus communs, qui ne soient devenus, sinon une propriété privée, du moins une propriété à part et qui n'est réellement plus à l'usage de la communauté des habitants. On pourrait dire avec justesse qu'ils appartiennent à la Mairie, devenue elle-même une dépendance du seigneur État. Aujourd'hui, pour chasser n'importe où, il faut deux conditions ignorées de nos pères du XII^e siècle : il faut d'abord être locataire du lieu de chasse, puis tributaire du seigneur État, pour avoir la faculté de tirer sur un gibier quelconque. Quant aux propriétaires ou seigneurs de forêts et de domaines, ils s'y réservent la chasse pour eux seuls, et songent peu à en faire part, surtout par acte authentique et perpétuel, aux habitants de la commune sur le territoire de laquelle est assise leur forêt ou est situé leur domaine.

Avec nos préjugés modernes, il pourrait nous venir à l'idée que Raoul de Coucy était un sire original, et que cette disposition de sa charte est une excentricité, au moins une anomalie ou une exception. Ce serait une erreur. M. E. Bonvalot, conseiller à la Cour de Dijon, auteur des *Coutumes de la Haute-Alsace*, ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions, nous apprenait naguère que le même usage existait dans ces contrées, et que le quartier réservé était l'épaule droite du fauve. On sait que la Loy de Beaumont accordait également la chasse libre, et sans la réserve du quartier des fauves². A Virton, où cette Loy était en vigueur, on voit que

¹ « Excepta quarta parte apri et cervi, quæ nostris cedent usibus, » c-à-d. pour l'usage ou la nourriture de sa maison ; on sait que les maisons seigneuriales de cette époque étaient fort nombreuses : la vaste salle d'armes du Donjon de Coucy, qui existe encore, en est une preuve entre beaucoup d'autres.

² La Loy de Beaumont, coup d'œil sur les libertés et les institutions d'autrefois, pp. 160-164. Le seigneur ecclésiastique ne se réserve rien sur

jusqu'au XVIII^e siècle la chasse demeura libre, et c'est au Mayeur, bourgeois élu annuellement par la communauté, et qui ne demeurerait jamais deux ans de suite en charge, qu'était réservé le quartier du sanglier et du chevreuil ¹.

La disposition de la Loi de Vervins concernant la chasse se trouve reproduite littéralement, ainsi que la plupart des autres, dans la charte de fondation de la Neuville aux Larris, petit village de Champagne. Cette charte fut donnée en 1207, conjointement par Blanche, comtesse palatine de Champagne, et l'Abbé de Sauve-Majeure. Un mot, ajouté au texte de la Loi de Vervins dans cette charte, éclaircit pleinement le sens de cette disposition ; c'est le mot *liberam* : — « Venationem omnem LIBERAM habent. » C'est l'équivalent de la Loy de Beaumont : « usum aquæ et nemoris LIBERUM. » Que si la pêche libre n'est pas mentionnée dans la Loi de Vervins comme dans la Loy de Beaumont, il est permis de supposer que c'est uniquement parce qu'il n'y a pas de cours d'eau poissonneux sur le territoire de Vervins, et qu'il n'y en a aucun sur celui de la Neuville aux Larris.

Enfin, le droit de chasser librement, comme le droit de pêche, bien que réglé sagement, était le droit commun au XII^e siècle. Un auteur sérieux du XVII^e dit en termes exprès que ce n'est guère qu'à partir du XV^e siècle que le droit de chasse commença à devenir royal et seigneurial. « Par le droit naturel, dit-il, la prise d'une bête sauvage est permise... La chasse libre est encore permise par le droit romain... Nos rois, jusque bien avant dans la troisième race, ne l'ont interdite que dans leurs forêts (garennas de chasse)... Dans les villes de province, les bourgeois ont la chasse libre dans les marais et la banlieue de leurs villes (encore au XVII^e siècle), parce que ce sont ordinairement des francs-alleux ou franchises bourgeoisies concédés pleinement à la communauté des habitants, *avant les Ordonnances qui ont limité la chasse en faveur des seigneurs féodaux ou Haut-Justiciers* ². »

la chasse, sans doute parce que les saints canons lui ordonnent d'y être étranger, et que, devant aussi être étranger personnellement à la guerre, il n'a pas de maison militaire à entretenir.

¹ Institut archéologique du Luxembourg. *Un ancien livre de ville*, par J. Jeanty. Arlon, 1881-1883, in-4, p. 45.

² *La Nouvelle Maison Rustique, ou Économie générale de tous les biens de campagne*, par Liger. Cinquième édition, 2 forts vol. grand in-4 (Paris, 1743), p. 784. Plus loin, l'auteur pose cette question : « Le simple gentil-

Ces documents et ces idées sur le droit de chasse sont de nature à surprendre nos contemporains, nous le savons pertinemment, n'ayant jamais rencontré dans notre vie un seul chasseur qui les accueillît sans étonnement. C'est pourquoi nous insistons, et nous disons que ces notions sur la chasse ne sont pas seulement romaines, mais chrétiennes. Dans son grand ouvrage, Thomassin rapporte un passage fort digne d'attention de Jonas, évêque d'Orléans au ix^e siècle, et ami de Louis le Débonnaire ; il est tiré du livre intitulé : *De l'instruction des laïques*. Nous le donnons ici avec quelques-unes des réflexions qu'il inspire à Thomassin :

Jonas, évêque d'Orléans, ne pouvait souffrir que les laïques mêmes préférassent les plaisirs (immodérés) de la chasse à l'amour des pauvres, et au soin de leur propre maison et de leur sanctification, — et dépensassent en chiens et en oiseaux ce qui eût dû être employé à nourrir les membres de Jésus-Christ : *Existunt complures qui ob amorem canum et diversissimas venationes, quibus miserabiliter insistunt, et se et pauperum curam quodammodo negligunt.*

Mais le sujet du plus juste emportement de cet évêque est la tyrannie et les cruautés dont les seigneurs usent envers les paysans pour se conserver les droits de chasse, qui sont plus fondés sur les lois de la terre que sur celles du ciel.

« C'est un sujet grandement digne de pitié et de larmes, poursuit l'évêque d'Orléans, de voir, pour des bêtes sauvages que le soin de l'homme n'a point nourries, que Dieu au contraire a données pour l'*usage commun* des mortels, les puissants dépouiller les pauvres, les maltraiter, les faire mettre en prison, et les affliger de bien d'autres manières. Ceux qui en agissent ainsi prétendent pouvoir le faire avec justice en vertu des lois humaines. Eh bien ! j'en appelle à eux : qu'ils prennent la juste balance de la raison, et qu'ils décident eux-mêmes si la loi humaine doit annuler la loi chrétienne, oui ou non.

« Est-il possible de nier qu'il est contraire à la loi chrétienne de maltraiter tant de pauvres pour les plaisirs d'un seul homme ? Que des flatteurs, s'ils se sentent ce courage, promettent l'impunité (devant Dieu) à ceux qui tiennent une semblable conduite.

homme peut-il chasser sur ses terres ? » Il la résout négativement. « Il doit se réduire aux lapins, ou s'exercer dans l'enclos de sa maison, conformément à l'Ordonnance de 1604. »

Pour moi, qui n'ose flatter personne, à plus forte raison ne puis-je rassurer les consciences sur cette manière d'agir, de tout point injustifiable ¹. »

Le tableau ici tracé est celui qu'on nous a fait des tyrannies exercées à propos de la chasse au XVIII^e siècle, c'est-à-dire sous l'ancien Régime. L'ancien Régime n'est donc pas le Régime municipal : *Omnem venationem habeant*.

III

PRÉSERVATIFS CONTRE LE PAUPÉRISME ET LA DÉsertION DES CAMPAGNES. — LES BIENS COMMUNS.

Nous avons à indiquer le côté le plus sagement politique et social de la constitution de la propriété d'après la Loi de Vervins. Les termes ne sont pas les mêmes, pour exprimer la possession des habitations et du sol arable, que pour caractériser celle de la forêt et des prés provenant du déboisement partiel. Les maisons et les champs sont des propriétés privées que l'on peut vendre, louer, donner librement. Mais la forêt est attribuée en propriété aux hommes de Vervins « pour leurs usages communs : » *ad communes eorum usus*, et les prés dont il s'agit pour être possédés à titre héréditaire : *Hereditarie possidebunt*.

Ce n'est pas ici non plus une particularité de la charte de Raoul de Coucy. La Loy de Beaumont contient des dispositions analogues : *usum aquæ et nemoris liberum* ; et l'on sait qu'il y avait partout des *aisances*, des usages, des affouages, des prés communs : avantages aujourd'hui ou supprimés, ou menacés.

J'ignore si ces puissants et vrais législateurs du XII^e siècle avaient en vue deux plaies qui rongent notre société moderne,

¹ Jonas, *de Institut. laic.*, lib. II, c. 23. — Thomassin, *Anc. et nouv. disp. de l'Eglise*, édit. de Bar-le-Duc, en 7 vol. in 4^o ; t. VII, p. 441, col. 1-2. — « Miserabilis plane et valde deflenda res est, quando pro feris, quas cura hominum non aluit, sed Deus in commune mortalibus ad utendum concessit, pauperes a potentioribus spoliuntur, ergastulis detrudantur... Hoc enim qui faciunt, lege mundi se facere juste posse contendunt, quos convenio, ut justo libramine decernant, utrum lex mundi legem evacuare Christi debeat, necne... Palpent et promittant talia facientibus impunitatem qui volunt et audent. Ego vero, etc. »

deux *questions* sociales, comme on dit, en tout cas deux problèmes dont la solution recule tous les jours : le paupérisme et la désertion des campagnes. S'ils ne les avaient pas prévus, à coup sûr ils les avaient prévenus. En effet, par l'usage de la forêt, chaque ménage rural avait, sans bourse délier, le bois de chauffage, le bois de charpente et de construction, le bois pour l'huissierie et les meubles, pour les chars, charrues et instruments agricoles. Par l'arpent ou la fauchée de pré, attribuée de même à chaque famille, il était possible en outre au ménage le plus pauvre, celui de la veuve et des orphelins, de parvenir à nourrir une vache et un porc.

Voilà la solution des deux problèmes connexes. Les seigneurs du XII^e siècle l'avaient trouvée dans une considération aussi simple que profonde. Ils ne se croyaient pas les maîtres ou propriétaires absolus des forêts de leurs domaines, lesquelles croissent à peu près toutes seules, non plus que du gibier qui s'y nourrit de lui-même, ni des prairies qui demandent le moins le travail de l'homme. « *Totam sylvam mei juris*, » écrit Raoul de Coucy. En concédant la forêt tout entière, il ne dit pas qu'elle est sienne, comme ses châteaux et ses forteresses ; il a plutôt l'air de dire qu'elle est tout simplement *de sa juridiction*, pour en distribuer, régler et perpétuer la jouissance entre les habitants de la contrée. Aussi la leur concède-t-il sans aucune redevance ni impôt, en la leur garantissant contre toute opposition ¹. Pour la fauchée de pré, il n'est dû qu'un denier par an, par ménage, quatre ou cinq sous de notre monnaie.

Oui, voilà la solution : elle est au milieu, comme la sagesse et la vertu, entre le communisme chimérique et le particularisme extrême. Par des biens d'usage commun, vous attachez l'homme des champs à la vie rurale, au sol qui l'a vu naître, et dont il possède héréditairement une part inaliénable ; vous l'encouragez ainsi au travail, à féconder sa propriété privée. Avec le quart des dons si libéralement faits depuis soixante ans aux hospices des villes, qui recueillent tant d'habitants des campagnes égarés

¹ « *Concessi etiam... totam sylvam mei juris.* » Et plus loin : « *Usum totius sylvæ quæ mei juris est usque ad pressorium... sine salvagio aut aliqua contradictione.* » — Même disposition dans la charte de la Neuvilleaux Larris, à Beaumont, Létanne, Yoncq, et partout où il y avait des forêts. — La Loy de Beaumont contient en même temps d'excellents règlements de police forestière, p. 64 et ss.

dans leurs murs, — une législation comme celle du ^{xiii}^e siècle aidant, — vous auriez reconstitué les aisances, les usages des campagnes ; et les paysans fuyant la pauvreté du village pour aller trouver la misère et le reste à la ville, n'iraient pas en si grand nombre, phthisiques et flétris avant l'âge, échouer et mourir dans vos hôpitaux.

Au ^{xvi}^e siècle, nous retrouvons, à Chémery, ces biens d'usage commun dans tout leur épanouissement. C'est en les énumérant que débute avec complaisance la charte de Jacques de Coucy, seigneur dudit Chémery, du Biez, Vervins, etc.

« Lesquels droits ensuivent, contenant seize articles. I. Un certain pré appelé le Gros Pré, qui contient soixante-six fauchées ou environ... avec autres soixante-six fauchées. II. Les rappes et côtes de la Lassièrre... du chêne Bernard, de Hernisard, qui sont mesurés et ébornés en présence dudit seigneur jusques et royé le Bois des pauvres ¹... » Il y avait un bois des pauvres ! Cependant Chémery, assis sur les bords de la Bar, était plus riche en prairies et moins riche que Vervins en forêts. En compensation, les carrières qui y abondent sont le bien commun des habitants. « XII. Chaque bourgeois peut tirer ou faire tirer et chever pierres par toutes les carrières dudit Chémery pour faire bâtiments et édifices audit lieu de Chémery... et aussi de chever et tirer terres, sans faire tort à autry. — XIV. Lesdits bourgeois ont une côte appelée la Tante, contenant vingt-cinq arpents ou environ. — XV. Une autre côte appelée Moulinval... »

Tout cela est perdu aujourd'hui, et depuis longtemps, pour les usages communs.

IV

RÉGIME DES IMPÔTS OU REDEVANCES.

Ici encore, il convient de nous affranchir de nos préjugés modernes, et de ne pas perdre de vue les choses d'à présent, pour savoir apprécier l'organisation ou l'assiette des impôts au

¹ Il existe encore : sa contenance est de quarante hectares : il est devenu la propriété des hospices de Reims.

xii^e siècle. Du reste, elle est fort simple. A proprement parler, il ne s'en trouve que deux dans la Loi de Vervins, avec deux ou trois redevances si légères, qu'elles méritent à peine d'être comptées. Les deux impôts sont ce que nous appellerions aujourd'hui l'impôt foncier sur la maison, et sur les terres produisant le blé de l'année.

« Je leur ai concédé la propriété de leurs manses, pour laquelle ils paieront chaque année à mon économe, en présence de leurs échevins, douze deniers, à des époques fixes ; savoir six deniers à la Saint Jean et six deniers à Noël ¹. »

Nous considérons cet impôt comme *foncier* à cause de son origine et de sa base. En réalité, c'est plutôt une capitation. Si quelqu'un objecte qu'il rappelle la servitude, nous lui ferons observer qu'il existe encore de notre temps, et que l'on trouve son équivalent dans notre contribution *personnelle* ; et celle-ci est plus forte que la capitation du xii^e siècle. Car les douze deniers d'alors, payés annuellement par les chefs de famille seulement, équivalent à un peu plus de deux francs de notre monnaie. Aujourd'hui, la capitation personnelle se paie par tous les majeurs de la famille. En outre, il y faut ajouter l'impôt sur les meubles (*la mobilière*) ; l'impôt sur l'air et la lumière (*portes et fenêtres*) ; sur le feu (*sur les allumettes*) ; la contribution *foncière de la maison et de ses dépendances*, jardins, etc. ; toutes choses précieuses pour lesquelles les hommes de Vervins ne payaient rien. Si c'est la personnelle ou la capitation qui fait le servage, nous sommes bien plus serfs qu'alors. Les mots ici ne sont rien ; la réalité est tout.

Deuxième impôt. « Je leur ai concédé toute la terre de Vervins au terrage de la seizième gerbe, et celle des Agneux au terrage de la onzième. »

Oui, dira un français moderne qui oublie de se défaire de ses préjugés ; oui, ils ont la terre, mais le sire de Coucy a la dîme ; car la voilà. Et cette hypothèque servile suivra perpétuellement la terre dans les mains de tous ses propriétaires, éternellement serfs, du moins de ce chef.

¹ « Concessi eis proprias mansiones, annuatim duodecim nummos Villico meo persolventes, et hoc statutis terminis, in festo Joannis sex et in Natali sex. » — C'est la première disposition de la Charte, qui est bien, comme on le voit, un acte d'affranchissement des serfs, ou la confirmation d'un affranchissement antérieur.

Nous devons le reconnaître : il en était réellement ainsi. Seulement, il en est toujours ainsi. Et il faut garder les mots serfs et servitude dans les deux cas, ou les supprimer dans l'un comme dans l'autre. En effet, la terre n'a pas cessé, et il ne paraît guère qu'elle doive cesser de si tôt d'être grevée de la servitude de l'*impôt foncier* ; et cette hypothèque servile, si l'on veut l'appeler de ce nom, suit de nos jours et suivra longtemps les propriétés et les propriétaires du sol, toujours serfs de ce chef. Que cet impôt ait été payé autrefois à l'ancien seigneur de Coucy, ou qu'il soit payé aujourd'hui au seigneur État, cela n'en change pas le caractère. Comme il n'y avait pas d'autre servitude, du chef de la terre, à l'égard du seigneur de Coucy, que celle de payer, non pas la dîme ou la dixième partie du produit en blé, mais seulement environ la quatorzième ¹, il y a aujourd'hui et il y aura toujours identiquement la même servitude, puisque la terre paye et payera toujours.

Le caractère des deux servitudes étant le même, il ne reste plus qu'à les peser, pour voir laquelle des deux est la plus ou la moins lourde. Pesons-les. Des calculs qui n'ont pas été contestés évaluent à environ trois francs ce que paie aujourd'hui l'agriculture au seigneur État pour chaque hectolitre de blé : c'est en moyenne le huitième au moins du produit. En ce temps-là, on ne payait que le treizième et demi. La servitude, si l'on tient au mot, est donc la même dans les deux cas quant à sa nature ; mais aujourd'hui elle pèse sur l'homme de Vervins et de Chémery en particulier, et sur l'homme de France en général comme huit est à treize et demi.

Mais ce calcul est loin d'être juste, et la comparaison d'être achevée. De même que nous avons constaté tout à l'heure que, pour apprécier la contribution personnelle au XII^e siècle, comparativement à la nôtre, il faudrait l'augmenter de trois de nos autres contributions directes, savoir : la mobilière, la foncière de la maison et de ses dépendances, et celle des portes et fenêtres, inconnues à nos pères ; de même le second impôt de Raoul de Coucy est aujourd'hui augmenté, décuplé par toutes les *contributions indirectes*, qui n'existaient pas davantage alors. En sorte

¹ « Concessimus etiam, ego comitissa et Abbas Beate Marie Silve Majoris hominibus jamdictæ ville totam terram *suam* ad terragium *quarte decime* garbæ. » — Charte de la Neuville aux Larris.

que si l'on veut faire consister la servitude dans l'impôt, nous sommes toujours serfs, et dix fois plus que ne l'étaient les hommes de Vervins au XII^e siècle. Nous payons, en effet, sur le café plus de dix fois la dime, sur le sucre, même après le dernier dégrèvement, encore cinq fois la dime, sur les boissons tantôt deux dimes (la bière), tantôt jusqu'à vingt dimes (les spiritueux); sur les tabacs près de vingt-cinq fois la dime, sur l'huile de pétrole, devenue d'un usage presque universel, surtout chez le peuple, nous payons en impôt plus de trois cents pour cent de la valeur. Un autre impôt indirect, curieux à relever, est celui que le seigneur État prend jour et nuit, partout où il y a des chemins de fer, sur tous les voyageurs et sur toutes les denrées et marchandises, pour la seule circulation. Les bonnes gens qui nous enseignent l'histoire dans nos lycées et collèges, nous représentent avec horreur certains seigneurs du moyen âge, qui exigeaient des droits de circulation, comme des espèces de brigands rançonnant les voyageurs et les marchands. Que ne nous ont-ils pas dit sur certains droits de navigation et de péages de pont ! Ces exactions n'existaient ni dans la Loi de Vervins, ni dans la Loy de Beaumont, ni dans bien d'autres. La Loy de Beaumont porte : « Il vous sera permis à vous tous et à tous ceux qui demeureront dans cette ville, de vendre et d'acheter tout ce que vous voudrez, librement et franchement (ou tranquillement), sans aucun impôt sur la marchandise même ou de circulation ¹. » Pour ce droit moderne de circulation, en particulier, nous le payons à peu près sans y penser. Nous oublions d'abord nos douanes et nos octrois ; puis nous ne songeons même pas à cet énorme impôt indirect qui pèse sur tous et sur tout, dès qu'on se remue, en France et ailleurs. Il s'élève chez nous aujourd'hui à vingt-trois pour cent du prix des voyages, sur les voyageurs ! Grâce à cette habile, nous allions dire diabolique invention moderne de la perception *indirecte* des impôts, nous, pygmées aveugles de ce temps, nous méprisons les géants et les clairvoyants d'autrefois, et nous nous estimons bien plus sages et plus intelligents qu'eux. L'attention, qui est pour les trois quarts dans l'intelligence et dans une saine appréciation des choses,

¹ « Licebit vobis omnibus et quibuscumque aliis ibi manentibus quodvis volueritis emere et vendere libere et quiete (*alias* quitte), sine guionagio et telone persolvendo. »

nous fait complètement défaut. Il nous suffirait pourtant d'un peu de réflexion pour voir où nous en sommes. Supposons que cette invention relativement récente de la perception indirecte des impôts n'eût pas été faite, et que l'on ne connût, aujourd'hui comme au ^{xii}^e siècle, que la perception *directe*. Que se passerait-il? Toutes les fois, par exemple, qu'un Français voudrait acheter un kilogramme de café, il serait obligé d'aller préalablement payer à l'économe du seigneur État, appelé aujourd'hui *percepteur*, un franc cinquante-six centimes de contribution pour avoir le droit d'acheter son kilogramme de café! Toutes les fois que nous voudrions voyager, faire dix lieues en chemin de fer, par exemple, il nous faudrait aller lui verser une cotisation de un franc vingt-quatre centimes à deux francs vingt-six centimes, suivant la place que nous voudrions occuper dans les wagons, avant d'avoir le droit d'y monter; et si nous avons à faire un voyage de cinquante lieues, chose si fréquente aujourd'hui, de six francs vingt à onze francs trente centimes. Nous n'y pensons pas, grâce à la perception *indirecte* de cet impôt. C'est bien le cas de dire, en variant légèrement un passage de l'Évangile, que nous crachons sur le moucheron du moyen âge, tandis que nous avalons sans sourciller le chameau du ^{xix}^e siècle. Nous ne voyons pas, ou nous ne réfléchissons pas que tous les brasseurs, tous les distillateurs, tous les débitants, tous les épiciers, tous les marchands, tous les bouchers, tous les boulangers patentés, dont nous payons les patentes, inconnues aussi de nos pères du ^{xii}^e siècle; tous les chefs d'usine et d'ateliers si importants ou si minimes qu'ils soient, et enfin tous les chefs de toutes les gares, stations et haltes, fonctionnant jour et nuit sur toutes les voies ferrées de France, avec leurs facteurs-enregistrants, sont autant d'économes du seigneur État, c'est-à-dire de *percepteurs de contributions*, sans compter ceux qui portent ce nom.

Les serfs du moyen âge, qui ont consenti et juré la charte de mutualité du sire de Coucy au ^{xii}^e siècle, n'auraient pas accepté une constitution, une assiette d'impôts aussi monstrueuse. Ils auraient dit : « Nous aimons mieux rester serfs, tels que nous sommes d'après le Nouveau Testament où il est écrit : « Dans le Christ et dans l'Église, la distinction entre esclave et « homme libre ne fait pas compte ; » tels que nous sommes en vertu des coutumes et usages introduits par le développement de cette bienheureuse foi. Nous préférons la vie assurée et paisible

dans notre servage ou domesticité chrétienne, telle que l'ont faite les usages et coutumes, plutôt que ce mirage de liberté ou d'affranchissement tel que vous nous le proposez, dans de pareilles conditions, avec les mailles inextricables de vos impôts sans nombre et sans mesure, enveloppant toutes les choses nécessaires à la vie. »

Nous sommes persuadés qu'il en eût été ainsi, et que ce langage aurait été tenu ; et notre persuasion est fondée. Un compilateur de jurisprudence du XVIII^e siècle, Gabriel de Metz, raconte au long un procès que soutinrent de son temps trois communes de la Lorraine pour n'être pas affranchies de certaines servitudes anciennes ¹. M. Edmond Demolins écrivait naguère dans la *Réforme sociale*, que c'est aujourd'hui un point d'histoire admis des savants, que plusieurs fois les serfs avaient résisté à leur affranchissement lorsqu'on voulait le leur imposer en échange de redevances trop lourdes. Dans certains pays, avant l'institution du Régime municipal, les serfs, les colons des monastères se trouvaient si bien de leur état, que BEAUCOUP D'HOMMES LIBRES se donnaient aux monastères, eux et leur famille, pour en dépendre aux mêmes conditions ².

En méditant sur ce fait constaté par l'histoire, et sur le tableau que nous venons d'esquisser, pouvons-nous nous étonner encore de voir ceux qui ont succédé aux serfs d'autrefois et que l'on décore du nom d'*hommes libres*, aspirer comme d'instinct à cette servitude que leur donneraient le socialisme, le communisme, le collectivisme et toutes les chimères analogues, si elles étaient réalisables ?

Il ne faut pas craindre de l'avouer et de le reconnaître pour nous stimuler à la recherche du remède : une des causes pour lesquelles des maximes inouïes de subversion sociale trouvent crédit aujourd'hui parmi ceux qui ont succédé aux serfs d'autrefois, c'est celle-là : la vie précaire et écrasée par l'impôt. L'Empire romain était mort de cela, lorsque les Barbares nos pères vinrent dépecer le cadavre.

¹ *Observations détachées sur les coutumes et les usages anciens et modernes du ressort du Parlement de Metz*, par feu M. Gabriel, doyen et ancien bâtonnier de l'ordre des avocats au Parlement de Metz. A Bouillon, aux dépens de la société typographique, 1787.

² La Grande Charte d'Angleterre interdit pour l'avenir cette inféodation aux églises, mais en même temps elle affranchissait réellement les Anglais.

Ce qui existe aujourd'hui, c'est la continuation et l'aggravation de l'ancien régime en toutes choses, et surtout en matière d'impôts. Or l'ancien régime était l'altération et presque l'antithèse du Régime municipal des XII^e et XIII^e siècles. Il est malheureux que trop de savants de bonne foi ne fassent pas assez la distinction entre les deux, et glissent dans cette erreur moderne qui consiste à appeler *ancien régime* tout ce qui a précédé la Révolution de 89.

Revenons au Régime municipal de Raoul de Coucy.

Outre les deux impôts dont nous avons parlé, la Loi de Vervins mentionne deux ou trois autres redevances accidentelles, et peu importantes.

D'après la Loy de Beaumont, il n'y a aucun impôt sur les successions, non plus que sur les ventes de meubles ni d'immeubles. D'après la Loi de Vervins, il y a une légère redevance dans l'un et l'autre cas, avec des différences bonnes à noter, parce qu'elles montrent que le législateur apporte de la raison et de la délicatesse jusque dans les moindres détails. A la mort du mari, la veuve, mère ou non, et qui devenait douairière, comme on le voit par la coutume du Vermandois complétant la Loi de Vervins ¹, payait quatre deniers ; sans doute comme droit de nouvelle investiture de la terre, à cause de son douaire. C'était environ quinze sous de notre monnaie. Mais les enfants ne payent rien : *PUERI, mortuis parentibus, NIHIL DANT*.

Ce qui nous fait supposer que cette redevance de la douairière est comme un droit d'investiture du sol, c'est la disposition suivante : « Si l'on vend une maison avec le fonds, le vendeur donne quatre deniers au seigneur, et l'acheteur autant, et celui-ci deux deniers en plus, à l'économe, » sans doute pour les actes : le texte porte *pro chirotecis*. « Mais s'il ne vend pas de fonds, le vendeur ne donne rien. »

Sous la Loy de Beaumont, le vendeur ni l'acheteur ne payent rien, pas même cette légère redevance, équivalant à soixante centimes ou un franc cinquante centimes de notre monnaie, suivant les cas. Ils donnent seulement ensemble deux deniers au Maire ou Lieutenant Maire qui dresse l'acte, et tient lieu du personnage inventé depuis, et qui porte le nom de *notaire*. C'est huit

¹ *Les coutumes générales du Vermandois* (art. XXXIII et suiv.), par maître J. B. Buridan. Reims, Hécart, 1630.

sous de notre monnaie, dans une charte comme dans l'autre. C'est l'échevinage ou l'économe qui est notaire, et ne perçoit que ce faible denier, pour rémunération de son temps ¹. Aujourd'hui, les notaires, pour les actes de vente les plus ordinaires, perçoivent, avec le receveur de l'enregistrement, encore un percepteur *indirect*, dix-huit pour cent de la valeur de l'objet vendu !

L'impôt de l'enregistrement est aussi un impôt nouveau, un impôt d'ancien régime, inconnu au Régime municipal institué au moyen âge. Les communes de Beaumont, Létanne, la Besace, Thin-le-Moutier, dont nous avons dépouillé les archives, luttèrent surtout depuis la fin du xvii^e siècle, et durant tout le xviii^e, pour repousser l'ancien régime et conserver leur Régime municipal avec ses libertés et franchises. D'énormes dossiers attestent leurs efforts. Elles ont lutté pour garder leur magistrature et leur échevinage élus, pour se garer des impôts nouveaux. Le procès que soutenaient les trois premières contre le fisc qui voulait leur faire payer le droit d'*ensaisinement*, appelé depuis du doux nom d'enregistrement, n'était pas encore définitivement jugé lors de la révolution de 89, qui fit enfin table rase des restes du Régime municipal ².

La Charte de Chémery, au xvi^e siècle, reproduit des dispositions analogues à celles de la loi de Vervins, en ce qui concerne la veuve et ses enfants, avec des variantes, où l'on retrouve la délicatesse de l'ancêtre de Jacques de Coucy : il s'agit des douze deniers de capitation.

« Pour lesquelles aisances (énumérées plus haut) iceux bourgeois et communauté dudit Chemery sont tenus de payer par chacun an à mondit seigneur et ses successeurs seigneurs dudit Chemery, savoir, chacun chef de ménage douze deniers tournois; l'homme veuf, pareille somme, et la femme veuve *la moitié*. Et après la dissolution du mariage, *le chef* et aîné des enfants du prémourant payera ladite rente *pour les enfants jusqu'à ce qu'ils seront tous mariés*, et (que) par ce moyen chacun fera un chef de ménage. »

C'est un développement de la loi de Vervins, qui, très courte,

¹ Il y avait encore aux archives de Beaumont, il y a environ quinze ans, l'original d'un acte du xiii^e siècle, *reçu devant le Lieutenant-Maire*, en la manière prescrite par la Loy de Beaumont.

² Ces divers dossiers, très volumineux, existent aux archives des communes de Beaumont, Létanne, et Thin-le-Moutier.

ne mentionne pas les cas de la veuve et des orphelins, en ce qui regarde la capitation. Tout le monde sait qu'aujourd'hui le fisc et les gens de loi oppriment les mineurs, et ruinent entièrement les plus pauvres. Alors on avait grand soin de les protéger, comme on le voit ici et ailleurs, notamment sous le régime de la Loy de Beaumont. Dans la formule, assez brève d'ailleurs, du serment que prêtaient le Mayeur et les échevins élus annuellement, cette protection était mentionnée. Des procès-verbaux d'élection du XVIII^e siècle en font encore foi. « Chacun d'eux tenant la main gauche sur les Évangiles et la droite levée... ont juré et affirmé qu'ils exerceront lesdites charges avec fidélité, conformément les droits du Roy et la raison des bourgeois, *soutiendront la veuve et l'orphelin* ¹... »

En regardant un peu attentivement ces précieuses formules et ces dispositions des Chartes de Raoul et de Jacques de Coucy, on y reconnaît ce qu'on sait d'ailleurs avoir existé certainement à cette époque : savoir une solide constitution de la famille. La famille n'est pas détruite ou disloquée à la mort du père. Au contraire, elle est continuée ; le plus âgé des fils en devient naturellement le chef et en prend la charge jusqu'à ce que tous les enfants soient mariés ². Le respect et l'autorité de la mère lui sont garantis par le douaire coutumier. En parlant du douaire, il ne faut pas omettre le *Retrait lignager*, qui est de droit sous la loi de Vervins en vertu de la coutume de Vermandois, comme sous la Loy de Beaumont. On sait que le retrait lignager, distinct du retrait *féodal*, avait été institué pour conserver, autant que possible, les biens de ligne dans toutes les familles ³.

¹ Procès-verbal de l'élection du 16 Mai 1717. *La Loy de Beaumont*, p. 244.

² *Le plus âgé des fils*. Dans la coutume du Vermandois, et ailleurs, il y a des exceptions : nous ne pouvons entrer ici dans tous les détails.

³ Voir sur le Retrait lignager, *la Loy de Beaumont*, pages 92 à 108. — La raison et le but du retrait lignager et du retrait féodal n'étaient pas les mêmes, malgré les apparences. Tous deux consistaient dans la faculté laissée aux parents, à commencer par les plus proches, de *retirer* un bien d'héritage, *de ligne*, des mains d'un tiers acquéreur, en désintéressant celui-ci. Mais le retrait lignager avait été introduit par la coutume pour conserver autant que possible les biens dans chaque famille, dans toutes les familles, sans distinction de classes ; tandis que le retrait féodal était établi pour conserver les fiefs dans une même famille, *en vue de la défense du pays*. Nous le voyons par un incident curieux, qui s'est produit aux États de Coucy, en 1557, lors de la réforme ou nouvelle rédaction de cette Coutume. Bien qu'il ne s'agisse pas du retrait, mais de préférence en matière

Tel est le régime des impôts sous la loi de Vervins.

Mais, dira-t-on, et la corvée ? la terrible corvée, qui, avec la dîme, est l'épouvantail et le croquemitaine au moyen duquel on fait peur à ces grands enfants taillés et corvés plus qu'à merci, que l'on décore du nom de civilisés modernes et de peuple souverain.

Après avoir étudié minutieusement et regardé à la loupe la Charte de Raoul de Coucy, nous sommes forcés de reconnaître et d'avouer ingénûment qu'il n'y est pas question de corvée, et que l'on n'en peut y découvrir la moindre trace ni le plus petit soupçon. La corvée fut supprimée par l'introduction du Régime municipal, ou lors de l'affranchissement des communes, pour parler comme nos contemporains. Elle revint, croyons-nous, à l'époque de la Renaissance, c'est-à-dire de la décadence, et pas encore partout, à beaucoup près. On voit, dans les Chartes de Thin-le-Moûtier, qu'il y avait, avant le XIII^e siècle, trois jours par an de ces prestations ; c'étaient trois jours d'hiver, pas plus, pour tailler et voiturier le bois du monastère, qui régalaît. Or, le monastère avait donné à la communauté des habitants tous les biens communs, savoir notamment neuf cents arpents de bois, et

d'héritage de fiefs, on saisit que la raison alléguée s'applique à l'un comme à l'autre cas. D'ailleurs, le fait est si intéressant, qu'il vaut la peine d'être mentionné ici, ne fût-ce que pour le préserver de l'oubli. Aux États de Coucy, les députés de la Noblesse, sur l'article VII du titre III, relatif à la préférence donnée au chef de maison pour succéder aux fiefs en ligne collatérale, demandent que l'article soit réformé, et que les fiefs de succession collatérale soient partagés également entre les héritiers nobles. Mais le tiers et ses procureurs, comme aussi celui du clergé, ne furent pas de cet avis. « A été remontré que par l'ancienne coutume il y avait droit d'ainesse en ligne collatérale, et que ladite coutume avait été gardée et observée *pour* conserver les maisons, et *entretenir les chasteaux et lieux forts* contre les ennemis, *pour la défense du pays*, qui est limitrophe, et qu'à ce moyen, elle devoit demourer, à tout le moins pour les personnes nobles. » (*A tout le moins* veut dire que les députés qui parlent ainsi auraient désiré voir appliquer la même règle aux roturiers héritiers de fiefs, dont il est question au même endroit.) Et qui raisonne ainsi ? Ce sont les députés et procureurs du tiers : c'est « Vauroids, assisté de George Cauche, grenetier de Coucy, et Jean Gallet mayeur dudit lieu. » Ainsi, au milieu du XVI^e siècle, c'est la noblesse qui voudrait le partage égal des fiefs en cas de succession collatérale, tandis que c'est le tiers, ou le peuple, qui revendique le caractère originel des fiefs, et demande le maintien de la Coutume, pour qu'ils puissent être conservés dans des familles puissantes, et capables d'en entretenir les châteaux et lieux forts *pour la défense du pays*. Buridan, p. 1105. Coutume de Coucy ; et Procès-verbal sur la même, p. 52, *ad calcem*.

une prairie commune comme à Chémery, les maisons et les *grands jardins* ou courtils à chaque habitant, à charge d'une capitation. Cependant, dès le commencement du *xiv^e* siècle, le prieur de Sainte Berlande de Thin-le-Moûtier avait aboli les trois jours de corvées, et, dès 1249, il avait supprimé même la capitation ¹.

Dans la Charte de Jacques de Coucy, en 1563, nous retrouvons la corvée : elle reparait. Toutefois, elle est loin de se présenter avec les caractères qu'on lui attribue vulgairement. Après l'énumération du Gros-Pré et des deux autres, c'est-à-dire de ces cent cinquante fauchées dont les ménages se distribuaient le produit chaque année, des Rappes et Côtes, etc., il est dit, comme nous l'avons lu tout à l'heure, qu'on paiera par ménage douze deniers tournois ; puis le document ajoute : « A la charge aussi que lesdits bourgeois et habitants seront tenus, savoir les laboureurs mener et conduire à leurs dépens et *par corvée* les foins qui proviendront de la Court et du Pâquis, en la grange de mondit seigneur ; et les manouvriers, de les servir à faucher et faner lesdits prés, *chacun une journée tous ensemble*, ou *moitié en une journée*, et l'autre *moitié* à l'autre journée. »

C'est tout. Je n'ai pas besoin de supposer que le sire de Coucy ou de Chémery régalaient ses faneurs et ses voituriers ce jour-là ; je dis seulement, sans craindre une contradiction de la part de personne, que les habitants de Chémery et des autres communautés aujourd'hui privées de leurs biens communs, consentiraient avec acclamation à cette journée ou demi-journée de *corvée* la veille de la Saint-Jean ou le lendemain, pour les recouvrer. Mais, je le répète, il n'y a pas trace de corvée dans la Charte du *xiv^e* siècle.

Au surplus, le principe du Régime municipal était précisément le contrepied de la corvée, de la formule fameuse : *taillable et corvéable à merci*, et il en entraînait la suppression. Guibert de Nogent, auteur contemporain de l'établissement de ce Régime, qu'il n'aimait pas pour des motifs particuliers, a écrit ces lignes, souvent citées comme le caractérisant parfaitement : « Une commune consiste en ceci : que les tributaires ne sont plus obligés de payer qu'une fois par an la dette de la servitude ; que s'ils commettent quelque faute, ils sont punis par une amende

¹ Les pièces portant ces deux dates sont aux archives de Thin-le-Moûtier.

fixée par les lois, et qu'ils sont rendus *complètement exempts de toutes les exactions et tributs auparavant en usage* ¹. »

Comme le sujet est intéressant, à cause du bruit que l'on fait au sujet de la corvée, et de l'ancien régime qui l'avait rétablie, il convient de le traiter un peu plus à fond. De graves documents des XII^e et XIII^e siècles nous fournissent la preuve que les corvées furent abolies en fait comme en droit par le Régime municipal, selon que le constate Guibert de Nogent. La fameuse Charte d'Albert de Cuyck, de 1195, stipule que « les gens de Liège ne doivent ni tailles, ni escots, ni ost, ni chevalchie ². » Celle de Vilvorde, donnée en 1192 par le duc de Brabant à cette petite ville, située à six lieues de Bruxelles, dit que les habitants seront exempts de tailles, et même de subsides, sauf en trois circonstances : l'entrée en chevalerie et le mariage du fils du duc; une expédition obligée *au-delà des Alpes* pour suivre l'Empereur; et le cas où le duc serait fait prisonnier et aurait besoin de rançon. Encore les subsides alors fournis seront-ils « modérés et réglés par l'échevinage ³. » L'affranchissement (*Jura libertatis*) de Grammont, accordé par Beaudoin de Constantinople en 1195, après avoir pris l'avis de ses barons, convoqués à cet effet et qui prêtèrent serment d'y tenir la main, contient des dispositions semblables, comme on le voit dans M. de Gerlache ⁴. Le duc Henri III déclara, en 1261, que « tous les hommes de la terre de Brabant, sans distinction, seront traités par droit et jugement, et exempts de toute taille, exaction, *précaire*, » sauf deux ou trois cas (les mêmes que tout-à-l'heure) ⁵. Le plus puissant vassal du roi de France, le roi d'Angleterre, signait à la même époque la Grande Charte, où sont précisées les mêmes libertés et franchises pour tous les Anglais ⁶. La Charte de Fismes, donnée par

¹ « Communia autem... sic se habet, ut capite censi omnes solitum servitutis debitum dominis semel in anno solvant, et si quid contra jura deliquerint, pensione legali emendent; *cæteræ* censuum exactiones, quæ servis infligi solent, *omnimodo vacent*. (Guib. Abb. de Vita sua, ap. script. rer. francic. tom. XII, p. 950.

² *Hist. de Liège*, par M. de Gerlache, p. 70.

³ *Ibid.*, p. 73.

⁴ *Ibid.*, p. 75.

⁵ « Quod ex nunc, in posterum, homines terræ Brabantie communiter per judicium et sententiam tractabuntur, et quod sint sine tallia, exactione et precaria. — *Introd. à l'Hist. de la Belgique*, par le même, t. I, p. 279, note.

⁶ Il ne faut pas oublier, si l'on se rappelle que la Grande Charte a été

le puissant comte de Champagne Thibaud IV, autre grand vassal de la couronne de France, contient une particularité remarquable. Elle énumère expressément tous les impôts et exactions antérieurs qu'elle supprime pour ne laisser subsister que les cens et redevances annuelles, une fois fixées pour toujours, *in perpetuum*; et parmi les exactions abolies, elle mentionne expressément les *corvées*. « Les hommes de cette commune seront exempts et quittes de *mortes mains*, de *formariages*, de *tailles et totes*, de *CORVÉES*, de *varennnes*, de *commendes*, de *chevauchées* ¹. » Et vers la fin de la pièce, le comte de Champagne répète : « En conséquence, dans les conditions susmentionnées, j'accorde à tous mes hommes, quels qu'ils soient, qui se trouveront dans cette commune, l'immunité et l'exemption paisible de taille et de toute exaction abusive, sous la réserve des choses établies plus haut; et ce à perpétuité ². »

Les chartes des moindres villages parlent comme les grandes chartes d'Angleterre, de Liège et de Brabant, par exemple celles de la Besace, Létanne, la Neuville aux Larris, et surtout la charte-type de Guillaume de Champagne, la Loy de Beaumont, avec ses cinq ou six cents filiales connues ³. Les unes comme les autres ont donc supprimé les corvées et toutes les exigences arbitraires, pour les remplacer par des cens et des redevances annuels, une fois fixés pour toujours.

Par contre, il est un autre préjugé et une autre erreur qu'il importe de détruire; l'occasion en est toute trouvée. On attribue au Régime municipal, confondu à tort ici encore avec l'ancien Régime, une disposition chimérique, en vertu de laquelle les habitants des bourgs et villages auraient été seuls tenus aux

imposée à Jean sans Terre, que ce fut par les seigneurs féodaux, qui stipulèrent les franchises pour les peuples aussi bien que pour eux-mêmes.

¹ « Homines istius communie de mortuis manibus, de forismoritagiis, de talliis et toltis, de *corveis*, varennis, commendiis, chevagiis, quiti erunt et liberi. »

² « Sub prænotatis itaque hisce constitutionibus, omnes homines meos quicumque in præscripta communia fuerint, immunes et quietos a tallia et ab omni prava exactione, salvo his quæ superius sunt, in perpetuum concedo. »

³ M. E. Bonvalot, conseiller à la cour d'appel de Dijon, nous écrit qu'il a trouvé plus de cinq cents localités affranchies à la Charte de Beaumont, et qu'il en a donné les noms avec lieu de dépôt des chartes et citation des auteurs, dans son important ouvrage qui va paraître sous ce titre : *Le Tiers-Etat, d'après la charte de Beaumont et ses filiales*.

dépenses communes et aux travaux publics nécessaires dans chaque localité. Je ne sais s'il est beaucoup de Français qui ne seront pas étonnés en apprenant que les nobles et même le clergé y participaient comme les autres. Il en est pourtant ainsi, et si l'on veut appeler *corvées* la participation à ces travaux publics, à ceux qui concernent l'entretien des chemins, par exemple, comme on l'appelle encore dans beaucoup de contrées, malgré l'introduction du mot abstrait et habile de *Prestations*, eh bien ! les nobles et les clercs étaient tenus à la *corvée* !

On lit dans la Loy de Beaumont :

« Les manants et habitants des villes seront tenuz, sans nulz hors mettre, sçavoir ceux de l'église, officiers, nobles, à tous les communs, sçavoir : église, cymetier, fontaine, passage, avec les yssues des villes, à ayder à deffendre les aisances des villes, sous peine d'être bannyz d'iceux aisements et privilèges. »

Voici le même article selon la leçon de Virton, qui servait encore aux jugements de l'échevinage au commencement du xvii^e siècle :

« Les manans et habitans de la ville sont et seront tenus sans nul hors mettre, assavoir ceux de l'église, officiers, nobles *et aultres*, d'entretenir toute débitation de ville, comme simitières, *pont*, passage et fontaine, avecq les issus et *chemins*, et de ayder à deffendre, etc. »

On ne peut rien désirer de plus clair ni de plus exprès ¹.

Mais il ne faut pas quitter ce texte sans en tirer encore un enseignement. En le regardant de près, nous avons une occasion de plus de toucher du doigt la différence entre le Régime municipal et l'ancien régime. Nous voyons ici en effet les hommes d'église, les bourgeois, officiers municipaux et judiciaires, les nobles, et *les autres*, compris dans la désignation générale de

¹ *Un ancien livre de ville de Virton (op. cit.), p. 14.* — Nous avons donné la leçon de Virton avec celle de Beaumont, afin qu'il soit clair que nous ne forçons rien ; certains détails qui ne sont pas dans l'une se lisent dans l'autre. Au reste, il n'était pas nécessaire que l'énumération fût complète : les termes étant généraux au commencement et à la fin de l'article : sont tenus à tous *les communs*, etc. On remarquera que la leçon de Beaumont porte : les manans et habitans *des villes* ; tandis que celle de Virton donne : *de la ville*. La raison de cette différence est que le Coutumier de Beaumont servait aux jugements en appel, les communes affranchies à la loi de Beaumont devant *venir prendre langue, droit et loi* à Beaumont. L'*église* n'est pas mentionnée dans la leçon de Virton, parce que là il y avait l'église d'un Prieuré, dont la paroisse profitait sans en avoir la charge.

« tous les *manans* et habitans des villes. » Or personne n'a oublié que sous l'ancien régime cette expression de *manans* était devenue un terme méprisant pour désigner les gens du tiers. Sous le régime municipal les deux expressions sont prises dans leur acception originelle et naturelle, et elles désignent honorablement tout le monde *sans nuls hors mettre*, tous ceux qui ont domicile (manans) ou résidence habituelle (habitans) dans la localité, hommes d'église, de robe et d'épée, aussi bien que *les autres*. Ce contraste dans l'acception d'un même terme, accuse un contraste semblable entre le Régime municipal et l'ancien régime ; et cette preuve de leur dissimilitude est de celles que l'on peut appeler lapidaires. Car la langue authentique d'une époque n'est pas un monument moins vraiment historique, ni moins sûr, ni moins explicite qu'un témoignage de pierre.

V

LES LIBERTÉS MUNICIPALES ET INDIVIDUELLES. L'ADMINISTRATION
DE LA JUSTICE. LES EMPRUNTS D'ÉTAT.

Avant d'écrire ce paragraphe il est utile d'émettre quelques courtes considérations pour résumer ce qui précède, et nous initier à ce qui suit.

Au moyen âge, le domaine politique et le domaine du sol se confondent. C'est le sens de cette maxime : Pas de terre sans seigneur. En conséquence, si l'on considère Raoul de Coucy comme un grand propriétaire terrien, on ne peut que l'admirer, en le voyant se dépouiller lui-même de son domaine utile sur ses terres, ses prés, ses bois, et en investir ceux qui auparavant y vivaient héréditairement serfs, — en échange de redevances relativement et même absolument aussi faibles. On chercherait en vain aujourd'hui, dans toute l'Europe, un seul grand propriétaire, eût-il des revenus à millions, qui fût disposé à faire de pareilles concessions à ses colons ou fermiers, jusques et y compris la chasse : on ne le trouverait pas. D'un autre côté, lorsque l'on considère le sire de Coucy comme chef politique, le spectacle n'est pas moins surprenant. Ces mêmes redevances, qui

sont le revenu, comparativement si minime, de sa propriété, sont en même temps le budget de son gouvernement, les ressources au moyen desquelles il assurera la paix au dedans comme au dehors aux hommes de sa seigneurie de Vervins, Chémery et autres lieux. Il nous faut maintenant voir quelle idée il se fait de la manière de gouverner, et comment il y procède.

Pour lui et ses pareils de cette époque, législateurs vraiment grands et merveilleux, si nous les comparons à ceux qui se décorent aujourd'hui de ce nom et fréquentent plus ou moins régulièrement les palais *législatifs* modernes, la science et la pratique du gouvernement se composent d'une ou deux vues très hautes et d'un ou deux moyens très simples. Pour eux, créer d'abord ou perfectionner un état politique, c'est donner au peuple une constitution prospère et vraiment libérale au sens ancien, c'est-à-dire, comme nous l'avons déjà dit, au sens français du terme : celle que nous venons d'esquisser en partie. Gouverner ensuite ce peuple, pour eux, c'est simplement lui assurer la paix. La paix ne peut être troublée que par les malfaiteurs du dedans ou les malfaiteurs du dehors. Une administration intègre de la justice pour réprimer les crimes du dedans et pour décider les différends, le service militaire contre les agressions du dehors : voilà pour eux tout le gouvernement. La bonne constitution, et la liberté pour chacun d'opérer tout le bien qu'il pourra et voudra, feront le reste, c'est-à-dire entretiendront et accroîtront la prospérité dans la paix, ou la ramèneront après que celle-ci aura été troublée. C'est le seigneur qui, avec ses fils et ses hommes d'armes, entretenus sur ses revenus-impôts, se charge, au prix de son sang et du leur, de repousser les ennemis du dehors ; soit que ces ennemis s'attaquent à la grande patrie représentée par le Roi et la hiérarchie de ses vassaux, dont le seigneur de Coucy fait partie avec sa terre ; soit qu'ils s'attaquent à sa seigneurie particulière. Cette tâche noble, et toute de sacrifice, il se la réserve, à lui, à sa famille et à ses chevaliers. Il ne demandera le concours de ses hommes de Vervins, chargés de produire le pain et le vin et toutes les choses nécessaires à la vie de tous, que dans la plus extrême nécessité et dans la mesure la plus restreinte : nous le verrons plus loin. Contentons-nous ici de mentionner seulement une *concession* touchante que lui font dans la charte ses serfs affranchis, en échange de la con-

cession qu'il leur fait de toutes les possessions de son domaine utile avec les plus magnifiques franchises et libertés. Je veux dire l'engagement de contribuer à sa rançon, s'il vient à tomber captif, lui ou son fils, entre les mains de l'ennemi. On lit, en effet dans la loi de Vervins, à la suite de l'énumération des concessions faites aux hommes de Vervins par Raoul, des champs, des bois, et de la chasse de tout gibier, et encore de la libre hospitalité envers leurs amis, pourvu que ce ne soient pas des traîtres, les paroles suivantes :

« A leur tour, ils nous ont concédé que, toutes les fois que moi ou mon fils nous serons faits captifs, ils contribueront à ma rançon ou à la sienne, *selon l'appréciation raisonnable et légitime des échevins et des jurés* ¹. »

Rien d'arbitraire, on le voit ; ce n'est pas un impôt déguisé. Le taux de la contribution à la rançon est laissé à la discrétion des intéressés, de la communauté tout entière, échevins et *jurés*, c'est-à-dire membres de la communauté.

On ne trouverait pas ailleurs que dans une législation inspirée comme celle-ci par l'Évangile une obligation formulée avec de pareilles conditions. Pour concevoir seulement l'idée d'un tel engagement, il faut professer, de cœur comme de bouche, la Foi avec la charité, et la Loi de Jésus-Christ. Aussi est-ce à cette époque qu'était en usage le proverbe que nous ne comprenons plus : *sans Foi ni Loi*. Ce qui signifiait : pas de Foi, — pas de Loi. Ceux qui réfléchissent doivent voir aujourd'hui combien il était vrai et précieux. Aujourd'hui que tout est réputé *opinions*, c'est-à-dire que nous sommes censés vivre sans foi, et que toutes les opinions sont libres, c'est-à-dire que l'on peut en changer et que l'on en change à volonté, une semblable disposition législative ferait rire, si l'on pouvait en concevoir l'idée : elle n'a pas d'autre sanction que le sentiment du juste et de l'honnête ! En l'absence de Foi et de Loi, il ne reste pour lois que les volontés des hommes, et pour sanction que la force.

¹ « *Ipsi autem nobis concesserunt quod quotiescumque captus fuero vel filius meus, juxta scabinorum et juratorum rationabilem et legitimam considerationem, ad me vel ad eum redimendum michi vel ei de suis opibus subvenient.* » Nous avons vu la même disposition, exprimée en termes semblables, dans les chartes du Brabant. Elle est aussi dans la charte de la Neuville aux Larris. On ne la trouve pas dans la Loy de Beaumont. Les clercs ne pouvant verser le sang, ne devenaient pas prisonniers de guerre.

Revenons aux vues de gouvernement de Raoul de Coucy, et entrons dans l'examen de ses moyens. — C'est donc lui qui, avec ses fils et ses hommes d'armes, se trouve chargé de défendre la paix contre les malfaiteurs ou ennemis du dehors. C'est lui aussi qui, aux grands plaids annuels ou bi-annuels, jugera les causes exceptionnelles d'appel, et assurera le cours de la justice ordinaire par l'échevinage, magistrature composée des pairs de ses hommes de Vervins, et élue par eux. Ces deux vues sont tellement dominantes dans la pensée du législateur, qu'il les formule avec une rigueur saisissante, et en garantit l'exécution avec une sagacité singulière.

En ce qui regarde d'abord l'administration de la justice, il est d'une prudence extrême, et il semble avoir peur de laisser se glisser la partialité dans son fonctionnement, sous le couvert de ce que nous appellerions en langage moderne la confusion des pouvoirs. Écoutons-le :

« Ni moi ni mon économe ne pourrons porter plainte contre aucun habitant du bourg, si ce n'est sur le témoignage des jurés ; et le droit de chacun (c'est-à-dire, ici, le sien et celui du bourgeois) sera laissé à la décision du tribunal des Échevins ¹. — Que si mon économe n'obtient ni l'un ni l'autre pour lui, il se contentera de le citer *Pie le Roi*, c'est-à-dire de lui déférer le serment. »

Il existe quelque obscurité dans cette partie du texte, tel que le donne Dom Lelong. Mais la Loy de Beaumont ne laisse pas de doute sur le sens. La même disposition s'y trouve. Dans le même cas, il est dit que le bourgeois se purgera par son seul et propre serment. *Juramento proprio se purgabit* ². C'est le Pie le Roi de la charte de Raoul, qui porte : « Vocabit eum (villicus) *Pie le Roi*, id est sola manu faciet jusjurandum. » L'économe le citera Pie le Roi, c'est-à-dire qu'il lui fera simplement déférer le serment.

Ceux donc à qui l'on fait accroire que les seigneurs du XII^e siècle regardaient leurs serfs affranchis comme des êtres d'une espèce

¹ « Super burgensem aliquem neque ego, neque villicus meus clamorem facere poterit, nisi, post juratorum testimonium, jus cujusque judicio scabinnorum relinquatur. »

² *La Loy de Beaumont*, p. 209. — Au lieu de Pie le Roi, la charte de la Neuville aux Larris porte : « p. le veroy. » Peu importe la leçon authentique, et l'étymologie, puisque le sens est expliqué dans l'une et l'autre pièce : « id est, sola manu faciet jusjurandum. »

inférieure, seraient bien étonnés s'ils connaissaient la Loi de Vervins. Voilà le seigneur qui témoigne ici une telle confiance et un tel respect aux siens, qu'il soumet ses différends avec eux, non à son tribunal, ni même à un tribunal mixte, mais à leur seul et propre tribunal : *Jus cujusque scabinorum judicio relinquatur*. Il ne se réserve que de déférer le serment à sa partie, et à elle seule, et il s'en rapporte à son seul serment.

Tel était, du reste, le Droit commun sous le Régime municipal.

La Grande Charte d'Angleterre porte : « On n'arrêtera, ni n'emprisonnera, ni ne dépossédera de ses biens, coutumes et libertés, ni ne fera mourir personne, — de quelque manière que ce soit — que par le jugement de ses pairs, et selon les lois du pays. »

« La Germanie a légué à l'Alsace le principe de la justice par les pairs. Ce principe fonctionne en toutes matières, devant les juridictions les plus élevées aussi bien que devant les cours colongères et les justices de village ¹. »

La Loy de Beaumont : « Le seigneur peut bien prendre son bourgeois, mais il le doit rendre au Mayeur et Justice, pour garder le droit du seigneur et celui du bourgeois, comme il sera trouvé ². »

La charte de Vilvorde : « Un bourgeois ne peut être mis en justice que devant les échevins de la ville ³. »

La charte d'Albert de Cuyck : « Si un bourgeois de Liège veut ester en justice par devant le Mayeur et les échevins, il ne peut être traduit devant un autre tribunal ⁴. »

La charte de Fismes : « Personne ne peut faire arrêter un membre de la commune sans le mayeur. »

L'article III de la *Joyeuse Entrée*, la charte antique du Brabant et des pays belges, que jurait chaque duc ou souverain à son *entrée*, jusqu'à Joseph II, qui la viola après l'avoir jurée : « Sa Majesté ne gouvernera ses sujets ni par *force* ni par *volonté*,

¹ *Les coutumes de la Haute-Alsace*, par M. E. Bonvalot, p. 37.

² Le *Livre de ville* de Virton porte la même leçon. Et en marge de cet article a été écrit le mot *Nota*, sans doute au XVIII^e siècle, lorsque l'ancien Régime attaqua les franchises belges.

³ *Histoire de Liège*, par M. de Gerlache, p. 73.

⁴ *Ibid.*, p. 71.

ni autrement que par *droit* et *sentence*, devant les *juges ordinaires*¹. » Ce sont les termes de la charte de Henri III de Brabant, de 1281, déjà citée.

Ainsi sont écartés les *conflits* dits aujourd'hui de juridiction, et les tribunaux qui portent ce nom, puisqu'il n'y a point de tribunaux *administratifs*, lesquels sont encore une invention de l'ancien régime et du régime moderne. Il n'y a que le tribunal de Droit commun, à la juridiction et au jugement duquel se soumet le seigneur, ou son représentant, lorsqu'il s'agit de différends entre lui et ses serfs affranchis. Ainsi les bourgeois sont jugés par leurs pairs, même lorsque le seigneur est leur partie. Aujourd'hui, ce sont les conseils de préfecture, le conseil d'État, le tribunal des conflits qui jugent et décident dans un grand nombre de cas, lorsque c'est le seigneur État, ou ceux qui se cachent derrière cette abstraction, qui sont partie.

Cet article n'est pas le seul qui montre avec quel respect de la justice et quelle déférence le seigneur traite les bourgeois. En voici un autre : « Si, est-il dit, c'est un bourgeois qui a tenu l'économat du seigneur, et que le seigneur ait à se plaindre de sa gestion, il agira avec lui comme avec tout autre bourgeois ; il ne pourra lui faire ni violence ni injure ; et c'est le jugement des échevins qui décidera². » — Ce sont presque les termes de la *Joyeuse Entrée* : rien par force ni par volonté ; tout par droit et jugement, devant les juges ordinaires.

L'économe — c'est ici le lieu de le dire — est un simple receveur, et il ne peut même recevoir la capitation aux deux époques de Noël et de la Saint-Jean, hors de la présence des échevins, qui seront ses juges au besoin.

Remarquons encore que cet économe est, comme un simple caissier, payé par le seigneur, et non par les contribuables³. Le terrage, non plus que la capitation, ne sont augmentés pour faire son salaire. S'il reçoit une minime rétribution à l'occasion des contrats de vente, c'est, comme nous l'avons vu, en qualité de receveur des actes : *pro chirotecis*. Sous le régime municipal, c'est

¹ *Intr. à l'hist. de la Belgique*, pp. 278-279.

² « Si quis Burgensis villicationem tenuerit, Dominus neque vim neque injuriam facere ei poterit ; si aliquam querelam contra eum habuerit, judicio scabinorum sicut alium burgensem eum tractabit. »

³ « Annuatim duodecim nummos villico meo *coram Scabinis eorum* persolventes. »

la municipalité elle-même qui veille à la rentrée des redevances ou impôts. En d'autres termes, la perception des impôts était gratuite. Quel nouveau sujet d'étonnement pour l'homme moderne ! On a calculé que, aujourd'hui, les percepteurs de tout degré et de tout ordre coûtent un tiers de ces contributions effroyables qui pèsent sur nous. En sorte que, si la perception des impôts avait lieu aujourd'hui gratuitement, comme au XII^e siècle, par les municipalités, de ce chef seulement nos impôts seraient réduits annuellement de plus d'un milliard. Mais exprimons ce fait autrement, et disons que, pour avoir échangé le Régime municipal contre l'ancien régime, si lourdement aggravé de nos jours, nous déboursions maintenant un milliard et plus de trois cents millions, avant de payer un centime de contributions utiles. Le Régime municipal a commencé d'être battu en brèche et l'ancien régime de se substituer à lui, notamment lorsque s'introduisit l'usage d'affermier les impôts, de substituer aux municipalités les fermiers des dîmes et les fermiers généraux. Un respectable laboureur, qui avait grandi avant la révolution de 89, nous disait : « Ce n'était pas tant la dime qui était odieuse, mais plutôt les vexations des fermiers qui la percevaient, et de leurs employés (qu'il appelait *Pitoyeurs*). Payer l'impôt en gerbes, dont on vous rendait ensuite la paille, en gerbes maigres ou moins nombreuses dans les mauvaises années, plus lourdes ou plus nombreuses quand la récolte était bonne, n'était pas plus désagréable que de verser de l'argent, toujours autant et plus d'argent, même dans les années stériles. » Les fermiers généraux et autres existent toujours ; ils ont seulement changé de noms. Leurs émoluments, pour n'être plus arbitraires en un certain sens, n'en existent pas moins aussi, et plus énormes qu'autrefois. Nos révolutions n'ont rien retranché aux abus de l'ancien régime, non plus qu'à la corruption religieuse et morale du XVIII^e siècle. Elles n'ont fait qu'aggraver les premiers et accroître encore la seconde. De là l'effroyable malaise qui va toujours en augmentant. Les cahiers de 89 demandaient « le redressement des abus. » Formule parfaite et consacrée, qui signifiait, au fond, un sage retour au Régime municipal. Aujourd'hui on réclame *la Commune*. Si l'on savait ce que l'on cherche ! Mais non ; et l'on s'achemine ainsi à la révolution la plus aveugle et la plus vainement destructive : la révolution *sociale*, c'est-à-dire l'inconnu. Sous le Régime municipal, l'échevinage était proposé aux rede-

vances, et il en garantissait la rentrée loyale, d'abord par le serment, alors religieusement admis, compris et respecté. De même le contribuable, l'*homme*, dont la dignité était tenue pour si grande qu'il suffisait de son seul serment pour l'innocenter en matière d'impôts, laissait loyalement, à la vue de tous, la onzième, treizième ou seizième gerbe sur son champ, en face de chaque *dizaine*, *douzaine* ou *quinzaine*, noms qui sont restés dans nos campagnes. Pour raffermir les consciences hésitantes ou peu loyales (il s'en rencontre à toutes les époques), il y avait ensuite des peines fortes et dignes. C'était, pour l'échevin félon, convaincu d'avoir « laissé annuler le prouffit du seigneur, » la réparation du dommage et l'infamie, ou perte des droits civils et politiques, « à cause du serment qu'il a fait à son seigneur. » Pour le délinquant, une forte amende, et l'assimilation au « larron qui vole le bledz du laboureur aux champs, » dans le cas où il aurait fraudé de nuit la redevance, en échange de laquelle lui et ses ancêtres étaient devenus les propriétaires du sol, et le seigneur, protecteur armé de sa famille et de ses biens. (*Loy de Beaumont*, nos 7, 112, etc.)

Ces développements nous ont un peu éloigné, non de la loi de Vervins, puisqu'elles se rapportent au Régime municipal dont cette Charte est une des plus belles et des plus anciennes expressions, mais de notre examen détaillé. Retournons-y.

Nous avons à étudier une disposition des plus curieuses et des plus intéressantes. Elle nous montrera une fois de plus combien Raoul de Coucy tient à protéger ses hommes de Vervins contre les abus possibles, notamment de la part des hommes des autres classes, des Nobles, qui n'étaient alors que les hommes d'armes, les chevaliers, *Milites*, comme on les appelait, et dont la fonction sociale était de les protéger contre les malfaiteurs du dehors, non de les opprimer au-dedans.

« Lorsqu'un bourgeois aura prêté à un chevalier, et qu'il ne pourra ravoïr son dû, il fera défense à ses concitoyens de rien prêter *ni vendre* à ce chevalier. Et si quelqu'un enfreint cette défense, le créancier du chevalier récupérera son dû sur celui-là ¹. »

¹ « Si Burgensis quispiam Militi aliquid crediderit, nec ab eo debitum suum extorquere valuerit, concivibus suis ne ulterius aliquis credat nec vendat prohibebit. Et si aliquis prohibitum istud infregerit, creditor super

C'est une sorte d'excommunication civile, que le premier habitant du bourg venu — *Burgensis quispiam*, — a le droit de fulminer; et elle est sanctionnée par une peine telle, que le chevalier devra nécessairement s'exécuter, puisqu'il ne pourra plus rien trouver, non seulement à emprunter, mais même à *acheter* dans le pays.

Pour mieux saisir la raison de cette disposition, il faut savoir que la loi de Vervins n'autorise pas le prêt sur hypothèque, bien qu'elle l'autorise sur gage mobilier. Ceci nous fait entrer dans un autre ordre d'idées, communes à plusieurs législations anciennes, à la loi musulmane, par exemple, et conformes aux règles de la prudence chrétienne, comme aux maximes évangéliques, sur le prêt désintéressé. Cette disposition de la loi de Vervins repose sur cette donnée du bon sens : que l'on ne doit pas faire de dettes, de façon à grever ses héritiers ou ses successeurs. Grande sécurité pour les familles et pour les États !

Il suit de là que les dettes publiques et les emprunts d'État ne doivent pas être en faveur dans la loi de Vervins. De fait, ils y sont en quelque sorte interdits. On y lit en effet :

« Les bourgeois ne feront aucun prêt à leur seigneur, excepté en pain, ou en vin, ou en viande, les plus riches jusqu'à concurrence d'une valeur de cinq sous (environ douze francs de notre monnaie) ; ceux qui sont médiocrement riches, de trois sous, (sept à huit francs) ; et le pauvre, de douze deniers seulement, (deux à trois francs), pas davantage, tant qu'il ne sera pas plus à l'aise ¹. »

Ainsi, pas d'emprunt d'État, en argent. Quelle sagesse ! quand on réfléchit que ce sont ces funestes emprunts d'État modernes qui ont rendu possibles tant de guerres injustes et inutiles, une des causes dont on parle trop peu, la principale peut-être qui, avec ces dettes publiques, a produit le malaise moral et les charges écrasantes que nous avons signalées plus haut.

Mais comment les hommes de Vervins et des autres domaines de Coucy se trouveront-ils dans le cas de faire à leur seigneur ce singulier prêt en pain, vin ou viandes ? Serait-ce que le sire de

eum damnum suum recuperabit. » — Disposition reproduite dans la charte de la Neuville aux Larris.

¹ « *Ditior nihil credet domino suo, nisi panem, aut vinum, aut carnes, et hoc usque ad quinque solidos ; mediocriter dives, etc.* »

Coucy voudrait concentrer de temps en temps ces denrées, pour se faire à l'occasion aubergiste, boulanger ou boucher, sinon par lui-même, du moins par son économe, et monopoliser ainsi par moments la vente du pain, des boissons et de la viande ? Non. La charte de 1163 ne mentionne qu'un économe, « l'économe, » dont nous connaissons la fonction, et aucun monopole n'y est même nommé.

La charte de Fismes nous rend raison de l'emprunt dont il est ici question : il a lieu lorsque le comte de Champagne vient à Fismes avec sa suite ou son armée. Ce sont des vivres pour un jour ou deux. Et, ajoute le comte, « je devrai rembourser dans les quinze jours. Sinon, ils ne me feront plus de nouveau prêt, tant que le premier n'aura pas été remboursé. »

Mais puisque nous avons prononcé le mot de monopole, il est utile d'examiner les dispositions de la loi de Vervins qui ont quelque rapport avec cet objet. Nous y verrons la consécration de véritables libertés, et d'établissements de vraie utilité publique.

« Quiconque voudra faire un four, ou un moulin, à cheval ou à bras, qu'il le fasse, sans rien payer. »

Cette liberté de construire et d'exploiter des fours et des moulins tels qu'ils existaient à cette époque, nous indique que le four et le moulin banal ou seigneurial, là où l'on en construisait, étaient plutôt des établissements utiles aux communautés d'habitants que des sources de revenus seigneuriaux. Sans cela, du moins sous la loi de Vervins, cette liberté aurait fait immédiatement désertier l'un et l'autre. Dans la charte de Jacques de Coucy, il est parlé du moulin banal de Chémery, et l'on voit qu'il en est encore de même au xvi^e siècle. Ce moulin seigneurial ne paraît pas avoir d'autre objet que l'utilité des habitants, car il est dit : « Les meunier et tavernier dudit Chémery sont tenus de faire dresser et justifier leurs mesures par la Justice du lieu, par chacun an, au jour Notre-Dame en Mars, sous peine de dix sols d'amende... Et quant audit meunier, il est tenu de préférer lesdits bourgeois aux forains quant au fait de moudre ; et au cas que lesdits grains auraient demeuré par l'espace de *vingt-quatre heures* audit moulin sans être moulus, peuvent aller moudre où bon leur semblera, sans payer aucune mouture (à Chemery). »

Le moulin seigneurial fonctionne de préférence pour eux, et il est si évident que la seigneurie n'a pas pour but d'en tirer un impôt, qu'il suffit que le meunier les fasse attendre seulement

vingt-quatre heures, pour qu'ils puissent aller ailleurs sans aucun dédommagement.

Il est également démontré par la Loy de Beaumont que la rétribution à payer au fournier, au XIII^e siècle, équivalait à peine à la dépense que l'on fait aujourd'hui pour cuire soi-même son pain. La rétribution allouée au meunier par la même Loy, était beaucoup moins considérable que celle que l'on paye aujourd'hui à la meunerie libre, et patentée ¹.

La Loy de Beaumont édicte en outre les prescriptions de police les plus salutaires et les plus efficaces pour prévenir les abus :

« Le musnier ne doit avoir oye ni oyons, poulles ny poullons, pourceaux ny pourcellons, ny aucune beste qui allent à l'entour du moullin, au détriment du bien public du peuple.

« Le musnier doit bien et léallement faire le *profit desdits subjectz*, et la justice (l'échevinage) doit aviser et visiter ledit moullin, lever l'arche, pour veoir s'il est quelque faulte au détriment desdits subjectz (art. 30 et 63). »

On nous disait en janvier dernier que les minoteries vendaient alors la farine trente-neuf francs le quintal, tandis qu'elles achetaient le quintal de blé vingt-deux francs. C'est un écart de dix-sept francs. Il y a trente ans, cet écart ne dépassait pas dix francs. Il y a trente ans aussi, le blé à vingt-deux francs le quintal mettait le pain à peine à trois sous. Aujourd'hui le blé au même prix nous donne le pain à plus de trois sous et demi la livre.

Nos pères aimaient la liberté, mais pour tout le monde, et non pas pour les boulangers et les meuniers tout seuls, au détriment du bien public *du peuple*.

Un des plus grands observateurs de ce siècle a écrit ces paroles :

« On avait l'habitude de faire le pain dans chaque ménage (et de le cuire à son four, ou au four banal). Depuis la perte de cette habitude, on va chez le boulanger, et le tiers du blé est perdu ². »

¹ Voir pour plus de détails *la Loy de Beaumont*, p. 80-86. — La charte de Fismes laisse voir que le comte de Champagne ne retirait que huit septiers, environ huit cents livres de farine du moulin de cette ville, assez populeuse pour qu'il s'y soit tenu des conciles. C'était environ cent cinquante francs. Les moindres moulins se louent bien plus cher aujourd'hui.

² David Urquhart, *Désolation de la Chrétienté*, p. 76. Londres et Genève, 1872.

Pour ce qui est des abus auxquels donnèrent lieu le four et le moulin banal, il en est ici comme dans le reste : ils ne survinrent que plus tard, lorsque l'esprit du Régime municipal se fut altéré et qu'il fit place à l'ancien régime.

La loi de Vervins établit donc la liberté des fours et des moulins. Elle autorise de même la liberté d'ouvrir des tavernes, sans patente, sans licence, sans droits sur les boissons. Néanmoins on paye une légère redevance au début. *Quicumque furnam aut cauponam aut molendinum caballinum vel manuale facere voluerit, faciat ; de duobus horum nihil dabit ; sed de caupona quatuor attrebatenses cerevisiæ domino dabit, et duos presbytero.* Il donnera six septiers de bière, mesure d'Arras ; quatre pour le seigneur et deux pour le prêtre. C'est une redevance une fois payée ; le mot *annuatim*, qui est ailleurs quand il s'agit de redevances annuelles, ne se trouvant pas ici¹. On ne peut donc regarder celle-ci comme un impôt sur les boissons. Était-elle établie, en ce qui regarde le seigneur, pour désintéresser de l'ajustage et de la vérification des boissons ceux qu'il chargeait de ce soin, et l'attribution au prêtre une compensation de ce que le houblon ne se dimait pas ? Quoi qu'il en soit, cette redevance paraît avoir été bientôt supprimée. Nous lisons dans la charte de 1563 que, « quant à l'afforage des vins des hôtelains et des taverniers, en appartient de tout temps la connaissance aux échevins et justice du lieu ; et s'entend le vin qui se vend et distribue en détail (non en gros, l'acheteur pouvant goûter lui-même et n'acheter qu'autant qu'il lui convient). Pour ce faire, leur compète et appartient quatre sols tournois pour queux, à prendre sur iceux hôtelains et taverniers. » C'est une modeste rémunération attribuée aux échevins, sur lesquels le seigneur s'en était déchargé, pour la peine qu'ils devaient prendre en afforant les vins, en vue d'éviter les fraudes.

« Item, quant au rouage et autre afforage, lesdits bourgeois n'en sont tenus aucunement, sinon qu'ils en voulussent vendre en détail, comme les taverniers et les marchands forains en pareil. »

La lumière est entièrement faite : il n'existe aucun impôt sur les boissons. Il n'y a que des mesures de police qui donnent lieu, pour les marchands, à de simples rétributions à payer aux

¹ Dans la charte de la Neuville au Larris, le mot *annuatim* ne se trouve pas davantage.

échevins comme indemnités, non à des contributions directes ou indirectes.

Parvenus à cet endroit de notre étude, nous pouvons jeter un coup d'œil rétrospectif, et résumer en quelques lignes ce que la Loi de Vervins nous a appris jusqu'à présent du Régime municipal. — Sage constitution de la propriété par l'indépendance des biens privés, et la réserve de certains biens communs et productifs, dont les fruits, répartis annuellement entre les familles rurales, les attachent au sol et rendent le paupérisme impossible. Constitution, ou pour mieux dire ratification de la constitution naturelle de la famille, que son chef seul représente vis-à-vis de la communauté municipale, comme il la préside seul au foyer. Permanence de la société domestique et de son unité après la mort du père, par l'établissement, naturel aussi (sauf exception), du plus âgé des fils pour lui succéder au-dedans comme au-dehors, et pourvoir au soin des plus jeunes enfants, jusqu'à ce qu'ils soient parvenus à leur tour, par le mariage, au rang de chefs de ménage. Encouragement, par le retrait lignager, à conserver la perpétuité et l'unité de la famille-souche et de ses branches. Respect et autorité de la mère, garantis par son douaire. — Modération, assiette fixe, perception gratuite et loyale des impôts, sous la surveillance et par les soins de l'échevinage. Absence de la plaie du fonctionnarisme. Religion du serment. Digne et impartiale administration de la justice par les Échevins ; protection assurée en particulier contre les abus possibles de l'unique agent local du pouvoir central, et des hommes des autres classes. Protection publique de la veuve et des orphelins. Interdiction à perpétuité des emprunts d'État et des dettes publiques ; sauf un secours momentané dans les cas extrêmes. Libertés des ventes, du commerce, de l'exercice des professions et métiers, affranchis de tout impôt. Police intelligente, exercée par la magistrature locale, sur les professions, métiers et établissements publics les plus nécessaires ou les plus utiles, et dont les abus seraient le plus préjudiciables aux peuples.

Telle est la constitution, tels sont les principes et les moyens de gouvernement qui garantissaient la *paix* par la justice, et assuraient autant que possible la *prospérité* au-dedans. Il nous reste à rechercher ceux qui défendaient l'une et l'autre contre les malfaiteurs du dehors ; en d'autres termes, quelles idées se

faisaient du Droit des gens et de la guerre Raoul de Coucy et les hommes de Vervins, et comment était organisé le service militaire d'après la charte du XII^e siècle et la coutume de cette époque.

VI

LE DROIT DES GENS, LE DROIT DE LA GUERRE ET LE DROIT MILITAIRE, D'APRÈS LA LOI DE VERVINS.

Avant d'examiner les dispositions de la Loi de Vervins sur ce grave sujet, et même pour être en état d'en comprendre les termes, un préambule est nécessaire.

Les historiens nous présentent un tableau lamentable des guerres particulières qui désolèrent surtout le territoire de la France du X^e au XIII^e siècle. D'après la constitution féodale, le souverain devait la justice et la protection à ses vassaux immédiats¹, et ceux-ci à leurs propres vassaux. En retour les vassaux devaient hiérarchiquement (par le ban et l'arrière-ban) le service féodal ou militaire au souverain, *pour la défense* de la patrie commune et la répression des vassaux rebelles ou félons. La maxime était que le seigneur suzerain était comme responsable des méfaits de son vassal, ou que le crime de celui-ci était réputé commis contre son seigneur, à qui il appartenait de le maintenir dans le devoir. Or, il était arrivé que le pouvoir central, le pouvoir royal, auquel aboutissait hiérarchiquement toute justice et toute protection à l'égard de tous, se trouva, par le malheur des temps, extrêmement affaibli et réduit à l'impuissance sous les successeurs de Charlemagne, pendant les invasions des Normands. L'empereur Charles le Chauve s'avoua un jour impuissant à remplir son office, et « autorisa expressément chaque

¹ « Vos acclamations montrent bien que je suis venu ici par le choix de Dieu et pour votre sauvegarde. Sachez donc que je veux conserver son honneur et son service, *honorer et protéger* chacun de vous selon son rang, et lui *rendre justice* selon les lois ecclésiastiques et civiles, à condition que chacun me rendra l'honneur, l'obéissance et le secours. » — Charles le Chauve, dans la cathédrale de Metz, aux évêques et aux seigneurs, le jour de son élection comme roi de Lorraine. Labbe, t. VIII, p. 1531.

ville, chaque seigneur à se défendre lui-même. C'est là une circonstance capitale, que les historiens modernes ont trop souvent oubliée¹. » Une pareille déclaration, en ce temps-ci, de la part du pouvoir central, produirait immédiatement l'anarchie complète, et la mort de la nation française. A cette époque, voici ce qu'elle amena. Les seigneurs féodaux se trouvèrent indépendants les uns à l'égard des autres. Chacun eut par là même le droit et le devoir de faire la guerre en cas d'offense non réparée, puisque personne ne pouvait plus recourir au tribunal du souverain pour obtenir justice et protection.

Cependant, ce serait une erreur de croire que ces guerres *privées*, comme on les a depuis appelées, ne fussent que des brigandages. Le royaume franck de Charlemagne, par suite de la déclaration de Charles le Chauve et du fléau des invasions, était devenu, légalement comme de fait, acéphale ; et la France politique, privée de son unité, n'était plus qu'une juxtaposition de centaines de petits états indépendants l'un de l'autre, sauf quelques liens hiérarchiques et judiciaires, provinciaux et locaux, qui persistaient par la force du faisceau féodal. Ces guerres de seigneurs à seigneurs n'étaient pas de purs brigandages pour une autre raison. C'est que l'on continua d'y observer les formes prescrites par le Droit des gens universel. On les déclarait en forme, en exposant le motif : un meurtre, une injure grave, parfois une usurpation d'héritage. Quiconque manquait de remplir ces formalités, était réputé sans foi ni loi, dégradé et dépouillé de ses fiefs. Ces sortes de guerres ne pouvaient être déclarées ni faites au rôturier, à qui il suffisait pour les éviter d'en appeler à la justice hiérarchique, au moyen de ce qu'on nommait un Acte d'Assurance ou de sécurité. Souvent aussi les vassaux du chef de guerre, ses hommes d'armes, ses parents, obligés par la coutume de l'assister, et encore ceux qui avaient formé alliance ou ligue avec lui, recouraient à cet acte d'*Assurance*, lorsqu'ils ne

¹ Rohrbacher, *Hist. univ. de l'Église cath.*, t. XV, p. 85 (Paris, Gaume, 1844). — Sismondi, dont l'opinion à cet égard n'est pas suspecte, est du même sentiment. « Le droit rendu à tous les sujets de l'Empire de pourvoir par eux-mêmes à leur propre défense... n'eut pas seulement pour résultat d'arrêter les effroyables dévastations des Normands, des Hongrois et des Sarrasins ; il retrempa le caractère national, il rendit le sentiment de l'indépendance à quiconque avait les moyens de se défendre chez soi. » Sismondi, *Hist. des Français*, t. IV, p. 9 (Paris, 1823.)

trouvaient pas assez juste ou suffisant le grief du chef de guerre. Et c'était assez pour qu'ils fussent délivrés de toute obligation. Du Cange, dans sa dissertation 29^e, énumère et explique ces formalités nombreuses, d'après un manuscrit de Philippe de Beaumanoir. Mais le malheur des temps, qui avait introduit et légalisé ces guerres, la multitude des seigneuries et des villes indépendantes, l'âcreté du sang barbare, toujours prêt à bouillonner, l'habitude d'avoir toujours l'épée à la main pour repousser l'invasion incessante du Nord, les multiplièrent tellement, que la France était devenue comme un théâtre de combats. Il en résultait les plus grands maux pour les peuples, et les revendications sanglantes se succédaient au point qu'on ne savait plus ce qu'était devenue la charité chrétienne et la paix publique. A ces époques de foi, si l'on péchait, on sentait le poids du péché. A un moment donné, on entendit comme un cri unanime : « Paix et justice ! » — « Paix, paix, paix ! » Ainsi crient les nobles comme les peuples, aux évêques assemblés en Concile pour remédier à tant de maux, d'abord en Aquitaine et dans les provinces d'Arles et de Lyon, puis partout. Les évêques firent jurer la « paix de Dieu ; » et cinq ans après, comme le remède était par trop radical pour être efficace, la « trêve de Dieu, » sous les plus graves peines contre ceux qui se parjureraient en la violant. Seigneurs, roturiers, hommes libres, tous juraient par acclamation.

C'est alors que furent rédigés, et plus tard au III^e Concile général de Latran, ces admirables canons qui ont fixé les formules du Droit des gens chrétien, pour la protection des femmes, des enfants, des pèlerins, des voyageurs, des marchands, des artisans, des laboureurs, avec leurs animaux et instruments agricoles, des choses et des personnes sacrées qui ne prennent pas part à la guerre¹ ; protection que ne reconnaissaient pas en droit les nations de l'antiquité païenne, même celles qui observèrent le mieux le Droit des gens, ne connaissant que le massacre, la dévastation et la servitude pour les peuples qui avaient mérité le châtimement de la guerre². — Ainsi d'un très grand mal,

¹ Canon *Innovamus, de treuga et pace*.

² Les traits de générosité de certains Romains, tels que Scipion par exemple, sont des actes personnels, et ils sont d'autant plus loués, et même louables, qu'ils n'étaient pas prescrits par le Droit des gens de leur temps.

par la force des principes de la religion et la vigueur de l'Église et du Saint-Siège apostolique, sortit un très grand bien.

Au Concile de Clermont, le bienheureux Urbain II renouvela et fortifia de son autorité suprême les canons sur la Trêve et la Paix de Dieu, et sa grande voix se fit entendre pour flétrir tout ce qui est criminel dans la guerre :

« Guerriers qui m'entendez, vous qui cherchez sans cesse des prétextes de guerre, réjouissez-vous, car voici une guerre légitime. Tournez contre l'ennemi du nom chrétien les armes que vous employez *injustement* les uns contre les autres. Et vous, qui fûtes souvent la terreur de vos concitoyens, et qui vendez pour un vil salaire vos bras aux fureurs d'autrui... » — Il parle dans cette dernière phrase aux hommes d'armes mercenaires, aux *soldats* proprement dits.

Un peu plus tard encore, on entend la voix puissante de saint Bernard, flétrissant les causes injustes et les mobiles criminels de guerre : « Il ne serait pas permis de faire la guerre même aux païens, même aux Sarrasins, si l'on pouvait empêcher de quelque autre manière leurs ravages intolérables, et l'oppression excessive dont ils accablent les chrétiens... Ce qui vous met les armes à la main et suscite ces conflits sanglants, c'est le plus souvent, ou un emportement de la vengeance que réprouve la raison, ou l'ambition de la vaine gloire, ou la cupidité qui convoite quelque possession terrestre. Quand on se bat pour de telles causes — ceci est indubitable — il n'y a pas de sûreté pour la conscience, soit qu'on donne la mort, soit qu'on la reçoive. Si c'est vous qui tuez, vous vivez homicide ; et si c'est vous qui êtes tué en voulant tuer, vous mourez homicide¹. »

Enfin, vers la même époque, furent instituées, d'abord dans le domaine royal, et bientôt partout, avec la coopération des évêques, les milices paroissiales, rurales ou bourgeoises, pour assurer le respect de la Trêve et de la Paix de Dieu. Elles portaient en armes contre les violateurs, la bannière paroissiale en tête, accompagnées de leurs curés, qui administraient les sacrements et réconfortaient les malades et les blessés.

Tous ces efforts furent couronnés d'un grand succès. Toutefois, il ne fut pas définitif, tant que la clef de voûte de l'édifice féodal ne fut pas raffermie. Il fallait attendre le règne

¹ *Dē Laude novæ Militiæ Christi. Ad Milites Templi. Ch. 1, n° 2.*

de saint Louis, pour voir abolir les derniers effets de la déclaration de Charles le Chauve, et voir le pouvoir royal, dans sa vertu et sa force recouvrée, reprendre pleinement sa fonction de juge et de protecteur suprême, et clore à peu près cette ère des guerres dites privées ¹ dont il n'est resté que le duel (que nous avons soin de conserver).

Que les choses se soient passées ainsi pendant cette période, nous en avons un sûr garant, un témoin irrécusable. Le langage, ici encore, est le monument authentique qui réfléchit la vérité historique telle que nous venons de l'exposer. On n'en peut pas douter, en ouvrant le vocabulaire de Du Cange, au mot *Torneamenta* ².

La première définition qu'il en donne et qui correspondit dans l'origine à la réalité, est celle de la *guerre proprement dite*, et du *combat régulier*. TORNEAMENTA, dit-il (en vieux français *Tournoyments*, à cause de la manière de combattre d'alors) — *Hostile bellum, Prælium*. Ils avaient lieu, ajoute-t-il d'après Mathieu Pâris, entre ennemis déclarés et publiés tels de part et d'autre. « Dicitur illud quod utrimque inter hostes publicos... iniri solebat. »

Pour appuyer sa définition, ou plutôt celle de Mathieu Pâris, Du Cange cite plusieurs chartes, entr'autres une de 1212, de Blanche, comtesse de Troyes ; et il se trouve que cette charte copie textuellement la disposition de la Loi de Vervins qui va passer sous nos yeux. Ce sont donc bien les guerres dites privées que nous voyons ainsi définies ; et l'on voit qu'elles n'avaient rien de commun avec les coups de main des pirates et les brigandages. Elles justifient la définition des Pandectes : « Ceux-là sont nos *ennemis* à qui nous avons publiquement déclaré la guerre en forme, ou qui nous l'ont ainsi déclarée à nous-mêmes : les autres sont des brigands et des pirates. » Du Cange ajoute même que ces guerres et ces combats avaient lieu *ex condicto*, faisant entendre par là non seulement que ces guerres avaient été déclarées et acceptées en forme de part et d'autre, mais que, suivant l'usage le plus ordinaire à cette époque, la bataille était *offerte* aussi et acceptée.

Un peu plus tard, quand la trêve et la paix de Dieu commen-

¹ Ordonnance de Saint-Germain en Laye, 1257.

² Du Cange, édition Didot. V^{bo} *Torneamenta*.

cèrent de s'affermir, le mot *Torneamenta* change d'acception, pour prendre, mais en deux fois, celle qui lui est restée et la seule vulgairement connue. Les passions humaines n'acceptent pas le frein sans hennir ; et les abus invétérés dans une nation, comme les cancers, ne sont pas toujours radicalement extirpés par une seule opération. Lors donc que, sous l'action de l'Église et des Pouvoirs souverains ¹, il fallut restreindre le nombre des guerres de seigneur à seigneur, de cités à cités, et recourir aux tribunaux plus souvent qu'aux armes, on inventa une autre espèce de *Torneamenta*. Ceux-ci avaient lieu entre n'importe qui, même *entre non ennemis*, « etiam non hostes, » après provocation ou annonce publique, avec des règles et dans des conditions déterminées ². Du Cange les nomme *quasi hostile*, avec Mathieu Paris, à cause de leur solennité, et parce qu'on y employait des armes franches comme à la guerre. Ces sortes de jeux sanglants, appelés aussi tournois et joutes ³, se tenaient en lieu et à jour préfixés, « pour faire ostentation de ses forces et de son audace ; » mais on en profitait encore pour venger ses injures ; des adversaires s'y rencontraient et y amenaient des hommes d'armes de part et d'autre. Les Souverains Pontifes, notamment Alexandre III au Concile de Latran de 1139, les condamnèrent solennellement, sous les peines les plus fortes, « à cause des meurtres et des mutilations de membres auxquels ils donnaient lieu ⁴. » Enfin, ils cessèrent à leur tour pour faire place aux tournois de pure courtoisie et à peu près inoffensifs, où l'on ne se servait que d'armes mouchetées ou émoussées : *armis hebetibus*.

Ces explications, un peu longues, étaient nécessaires pour

¹ Du Cange cite non seulement les actes des Papes et des Conciles, mais des Brefs des rois d'Espagne et d'Angleterre.

² « Torneamentum quasi hostile appellat idem Matth. Paris, ann. 1241, ejusmodi T-m : quod infestis armis contra quosvis, etiam non hostes, inibatur, infestis armis, provocatione ad id vulgata et certis conditionibus descriptis. » *Ibid.*

³ « Torneamenta, et hastiludia sive juxtas. » (Const. Prodiens, Extrav. de Jean XXII, de *Torneamentis*.)

⁴ Concil. Lateran., 1139 : « Detestabiles autem illas nundinas, vel ferias, in quibus milites ex conducto convenire solent, et ad ostentationem virium suarum et audaciæ temerarie congregiuntur, unde mortes hominum et animarum pericula sepe preveniunt, omnino fieri interdiciuntur. Quod si quis, » etc. Can. 14.

nous donner l'intelligence des textes qui vont passer sous nos yeux ; elles en sont comme le commentaire anticipé ; et elles nous aideront à connaître le Droit des gens, et le Droit de guerre sous le Régime municipal.

« *Je n'aurai pas le pouvoir* de les conduire aux batailles, sinon dans le cas où quelqu'un m'aurait menacé avec arrogance de venir avec ses forces m'assiéger moi et les miens dans quelque-une de mes forteresses et dévaster ma terre. Alors je pourrai les y mener en commune ¹ pour défendre mon honneur. Si une guerre s'élève entre moi et un ou plusieurs, il me sera permis de les y conduire pendant un jour et une nuit seulement, à leurs frais. S'ils restent plus longtemps, le jour d'après je pourvoirai à leurs besoins, ou ils pourront s'en retourner chez eux sans forfaire ². »

Malgré le malheur des temps, et les violences d'Enguerrand de Coucy et de Thomas de Marle, deux ancêtres de Raoul, le Droit des gens et le Droit de guerre ne sont pas traités dans sa charte avec moins de respect et de sagesse que le droit politique et civil. Il résulte en effet de ces dispositions :

1° Qu'il garde sa charge de défendre lui-même au péril de sa vie et au moyen de ses revenus-impôts, avec ses chevaliers et ses hommes d'armes, soit le royaume, lorsque son suzerain l'appellera, soit sa terre, ses hommes et leurs biens.

2° Il n'aura le pouvoir de les conduire à la guerre que pour un temps très court, un jour et une nuit. Si le texte paraissait

¹ « Ad Torneamenta eos ducere non potero, nisi michi aliquis arroganter comminatus fuerit se sua vi inclusurum me et meos in aliquod municipiorum meorum aut vastaturum meam terram : ibi tamen eos communiter ad honorem meum tuendum ducere potero. Si guerra inter me et aliquem seu aliquos oriat, ad sumptus suos per diem et noctem unam me eos ducere licebit ; sequenti die, si diutius in eo negotio manserint, vel eos procurabo, vel sine forefacto ad propria redire poterunt. »

² Nous traduisons ainsi *communiter*. C'est le seul mot de la charte de Raoul qui se rapproche du mot *commune* au sens de l'époque, et que plusieurs chartes semblent avoir évité à dessein (entr'autres la Loy de Beaumont), à cause des rixes et conflits survenus çà et là au cri de *Commune ! Commune !* Trop d'historiens modernes ont vu ou affecté de voir dans les émeutes de sept ou huit villes tout ce magnifique mouvement de l'institution du régime municipal. Raoul avait une raison de famille d'écarter le mot de commune dans sa belle charte, à cause du rôle violent et même cruel joué par deux de ses ancêtres, Enguerrand de Coucy et Thomas de Marle, dans les émeutes de la *commune* de Laon.

un peu ambigu, cette ambiguïté cesse en lisant celui de la Loy de Beaumont, qui contient les mêmes dispositions, en style plus clair. En effet, le latin porte : « Burgenses in exercitum Archiepiscopi ibunt, ita quod infra crastino die in Bellummontem redibunt. » Et le français : « Le seigneur ne pourra contraindre son bourgeois pour aller à la chevauchée que pour vingt-quatre heures, sans lui donner gaiges ou vivres, *pour le pays garder, et non plus loingt.* » — Ceux qui restent plus longtemps sont donc des volontaires gagés, et qui peuvent s'en retourner si le sire de Coucy ne leur donne « gaiges ou vivres. »

3° Le service militaire, le seul que le seigneur de Coucy ait le pouvoir de réclamer de ses hommes, est pour *une guerre purement défensive*, contre un ennemi qui menace avec arrogance de dévaster sa terre qui est la leur, ou de l'assiéger lui-même et les siens dans une de ses forteresses. Ils iront donc en guerre, non pour attaquer, mais pour se défendre d'une agression arrogante, c'est-à-dire *injuste*¹, quand il y aura lieu ; — pour le pays garder, et non plus loin. On ne pourrait moins stipuler dans la chartre ; et lors même que cet article n'y serait pas écrit, il s'exécuterait. Car c'est un devoir et un besoin pour des hommes libres, de défendre leur sol, leurs familles, leurs foyers et leurs biens contre des dévastateurs injustes.

4° En conséquence, ils sont par là même assurés, s'ils ont une intention droite dans ces occasions, de ne jamais encourir les reproches terribles de saint Bernard, ou plutôt du Droit divin et naturel, et de ne pas s'exposer à perdre leur âme, comme ceux qui versent le sang injustement.

5° Ici encore, ils sont traités en hommes libres, et non en vil troupeau d'esclaves militaires, que le seigneur de Coucy pourrait contraindre à marcher aveuglément à toutes sortes de guerres, justes ou injustes. Cela, c'est la pratique moderne. Insistons. Le cas où il pourra mener les hommes de Vervins au combat est bien déterminé, parfaitement précisé : c'est le seul cas d'agression injuste, c'est-à-dire de légitime défense. Si le seigneur Raoul ou quelqu'un de ses successeurs prétend vouloir les conduire à une guerre offensive injuste, ils seront en droit de lui répondre par un refus ; et de lui dire, leur *Loi* à la main :

¹ C'est le sens du mot, à cette époque. *Arrogans est*, dit saint Thomas d'Aquin, *qui sibi tribuit quod non habet.* — Ia 2^æ, q. 112, ad 2^{am}.

Vous n'avez pas ce pouvoir. *Non potes*. Car il a écrit dans cette Loi signée et jurée de lui et d'eux : *Non potera*.

Cette conséquence et ce droit nous étonnent, à cause de nos préjugés modernes et de notre habitude de la servitude militaire. Mais dans une Constitution du XIII^e siècle, c'est le contraire qui devrait nous surprendre, si nous l'y trouvions. La milice communale ou bourgeoise des hommes de Vervins n'a-t-elle pas été instituée, comme les autres semblables, pour maintenir la « paix de Dieu, » et pour en réprimer, par les armes, les violateurs quels qu'ils soient, serait-ce leur seigneur de Vervins lui-même ? N'avons-nous pas lu tout-à-l'heure que, même au plus fort des guerres dites privées, celui qui aurait pris les armes sans les formes requises par le Droit des gens, eût encouru la déchéance comme félon et brigand ? — que les seigneurs ou les hommes d'armes qui n'estimaient pas un grief assez fondé ou une offense assez griève pour prendre part à la guerre, refusaient d'y suivre leur chef de guerre, seigneur, parent ou allié, et que le droit public de cette époque les y autorisait ? A tel point, que le seul appel en *assurance* les mettait à l'abri de toute contrainte, en même temps qu'il les protégeait contre toute violence. On voit encore, dans l'histoire de cette période de prétentions et de litiges inextricables au sujet des successions féodales, — cette maladie inhérente au système et qui finit par le faire mourir, — que les vassaux *optaient*, en cas de guerre entre deux souverains, sans doute pour celui dont ils jugeaient la cause juste, et que le droit public les y autorisait. Non seulement cette conduite, cette option ne les constituait pas félons envers celui des deux seigneurs contre lequel ils optaient et portaient les armes, mais, toujours d'après ce même droit public, leurs châteaux et domaines, occupés par lui pendant la guerre, leur étaient restitués de plein droit après les hostilités.

Enfin ce droit, étonnant pour nous, des hommes de Vervins, à refuser de suivre leur seigneur dans une guerre agressive et injuste, découlait de la loi féodale elle-même. Dans l'origine, en effet, le service féodal, conforme au Droit naturel et au Droit des gens, n'avait été institué que « pour la défense contre des attaques et agressions injustes. »

Donnons-en quelques autres preuves de droit et de fait.

Baluze rapporte une loi faite par l'empereur Charles le Chauve et ses frères, en vertu de laquelle les vassaux n'étaient tenus de

marcher avec le prince que quand il s'agissait d'une *guerre défensive, et non de sa querelle particulière*¹.

Ce droit s'étendit aux communes, soit qu'il s'agit, pour leurs membres, d'une participation personnelle, fort restreinte d'ailleurs, à la guerre même, soit qu'il ne s'agit que d'y contribuer *par subsides*.

« Tous les hommes de la terre de Brabant seront exempts de tailles et d'impôts quelconques, en sorte que nous n'en lèverons ni n'en ferons lever aucuns sur eux sinon en cas d'expédition militaire *pour la défense du pays* et la conservation de notre droit, ou pour repousser les injustices². » Ce texte est extrait de la charte de Henri III, duc de Brabant, de 1261.

Le cas est bien spécifié ; il rentre dans l'ordonnance de Charles le Chauve et de ses frères. Si le pays n'est pas envahi, et le souverain injustement attaqué dans ses droits, les hommes du Brabant peuvent refuser les subsides.

La charte de Liège s'exprime en ces termes :

Les gens de Liège ne doivent ni taille, ni escot, ni ost, ni chevalchie (ni logement de guerre, ni service militaire). Cependant, si un château appartenant à l'église de Liège (on sait que l'église de Liège et la nation liégeoise étaient une seule et même chose) vient à être assiégé par des ennemis, l'évêque doit d'abord mettre sur pied ses gens d'armes, ses chevaliers et ses vassaux de la province, et avertir les bourgeois pour qu'ils se tiennent prêts à marcher dans les quinze jours à partir de l'avertissement. Si l'ennemi n'a pas été repoussé dans les quinze jours, l'évêque enverra à Liège le voué de l'église avec quarante chevaliers pour y prendre la bannière de saint Lambert... Le peuple le suivra en armes et restera sous ses ordres jusqu'à ce que le tort fait à l'église soit réparé³.

Il s'agit encore ici de guerre défensive : le texte porte : *ad repellendos hostes*. Dans tout autre cas, les hommes de Liège sont en droit de refuser le service militaire.

Le cas se présenta un demi-siècle après. Liège avait alors pour évêque un homme qui se rendit indigne, Henri de Gueldre, et que

¹ Baluze, édition de Chiniac, t. II, p. 44.

² ... « Ita quod nihil ab eis capiemus vel capi procurabimus, nisi in expeditionibus cum exercitu ad terræ nostræ defensionem vel juris nostri conservationem aut injuriarum amotionem. »

³ Charte d'Albert de Cuyck. *Hist. de Liège*, par M. de Gerlache, p. 70.

le bienheureux Grégoire X, lui-même ancien chanoine de Saint-Lambert, dut déposer quelques années après, au Concile général de Lyon. Henri de Gueldre voulait soutenir par les armes Jean d'Avesnes dans ses démêlés avec sa mère la comtesse Marguerite de Flandre. Le prince-évêque s'adressa aux échevins pour lever à cette fin une armée de Liégeois. Rien ne semblait plus facile : il y avait alors, dans Liège seulement, vingt compagnies de deux cents hommes d'armes chacune, composées des divers métiers. Mais, sur la proposition du bourgmestre Henri de Dinant, les bourgeois de Liège adoptèrent la résolution suivante, en réponse à la demande de l'évêque : *que l'argent et le sang des Liégeois, appartenant au pays, ne devaient être versés que pour sa défense, et non pour des querelles qui lui étaient étrangères* ¹.

Cette réponse, on le voit, est littéralement calquée sur la loi de Charles le Chauve et de ses frères ; c'est-à-dire qu'elle exprime le droit féodal et municipal en matière de service militaire.

L'évêque n'obtint rien. Le fait se passait un 1252, et l'affaire eut des suites et du retentissement. C'est néanmoins neuf ans après, en 1261, que le duc Henri III de Brabant, voisin de Liège, donna cette charte dont nous avons lu les dispositions tout à l'heure. Tant les principes du Droit des gens et du Droit militaire féodal et municipal étaient alors admis de tous, et proclamés par les princes, qui ne craignaient pas de reconnaître, en les proclamant ainsi, de tels droits aux communes et à leurs peuples.

Un jurisconsulte anglais les définissait ainsi il y a quelques années : « Le guerrier non mercenaire était celui qui suivait son seigneur ; c'était ensuite le seigneur, tenu à suivre le souverain. Et le simple particulier, le seigneur, le souverain même, tous reconnaissaient la loi féodale. Or, dans l'origine, ce système n'avait évidemment pour but que *la défense du pays*, et le temps du service n'était que de quarante jours par année ². »

Ouvrons ici une parenthèse, pour montrer l'ordre et la gradation, à cette époque, en ce qui regarde le service militaire. Les chevaliers, dont la défense du pays, de tout le pays, est l'office

¹ *Hist. de Liège*, p. 90 et suiv.

² *Le serment militaire et le Christianisme*, p. 5. Edité par D. Urquhart. Londres, East Temple Chambers, 1869.

propre, sont tenus au moins à quarante jours par année. Les ouvriers agricoles et industriels, les marchands, dont ce n'est pas l'office, ne sont tenus qu'à vingt-quatre heures, et seulement dans le cas d'agression injuste, c'est-à-dire pour la défense de leurs propres personnes et familles, de leur propre sol, de leurs ateliers et instruments de travail, comme on dirait aujourd'hui.

« Aujourd'hui, continue l'écrivain que nous citons, quand un souverain (ou un cabinet) veut faire la guerre, il ne dit pas : Tel souverain ou telle nation m'a fait ceci ou cela, et il me refuse satisfaction. Mais il dit : Je fais la guerre pour une idée, pour le prestige, pour des frontières *naturelles* ou *scientifiques*, pour m'*étendre* dans telle contrée (qui ne lui appartient pas). » Et les lois, ou plutôt les volontés des gouvernants, enrôlent tous les hommes valides des nations, comme autant de troupeaux d'esclaves, et les forcent à marcher, aveugles et muets, aux meurtres et aux dévastations, comme s'ils n'étaient que des bouchers de chair humaine et des brigands de profession, des êtres incapables d'avoir d'autre discipline que celle des assassins du Vieux de la Montagne.

A l'époque que nous venons de décrire, s'il était venu à l'esprit d'un suzerain, ou d'un souverain, de vouloir en dire et en faire autant, tout duc, tout marquis, comte, baron, simple homme d'armes, ou homme de milice rurale ou bourgeoise, aurait pu lui répondre : Nous ne vous suivrons pas. Vous êtes sans foi ni loi.

Le droit public d'alors les y eût autorisés.

Fidèle à la méthode que nous nous sommes imposée, de confirmer ou de contrôler par d'autres documents les dispositions de la loi de Vervins et les points fondamentaux du Régime municipal, comparé aux régimes modernes, nous ajouterons ici, dans le même but, quelques documents et faits d'histoire générale, que l'on cite parfois sans en relever la portée pour l'objet qui nous occupe. Les questions du Droit des gens et de la guerre ou, comme on parle à présent, du droit public international, s'imposent depuis plusieurs années, et nous avons la confiance qu'on nous permettra ces derniers développements.

L'enseignement de l'Église sur le Droit public et le Droit de la guerre à cette époque se ramène à trois chefs. Il y a crime d'homicide réel ou intentionnel, lorsqu'on entreprend une guerre ou que l'on y prend part : 1° sans juste cause ; 2° sans droiture

d'intention ; 3° sans déclaration en forme. Dans ce dernier cas, on est regardé comme félon et infâme. — Saint Bernard nous a fait entendre cette doctrine tout à l'heure ; et Gratien, qui vient de publier son DÉCRET, thème de l'enseignement universel, la développe longuement dans la Cause XXIII^e ¹. La discipline de l'Église en prescrivait l'application. Ainsi nous lisons dans les actes des Conciles contemporains, que l'on ne devait pas recevoir à la pénitence, c'est-à-dire à la participation aux sacrements, ceux qui portaient les armes *contre la justice*, ou pour toute autre cause que *la défense de la justice* ; et l'on devait *consulter*, sur les cas, *des évêques religieux* ². Ces prescriptions concernaient non seulement ceux qui décrétaient la guerre, mais tous les guerriers.

Cet enseignement et ces règles n'étaient pas lettre morte. D'abord les évêques et le pape étaient souvent consultés ; et l'on compte en grand nombre les guerres qu'ils empêchèrent, ou qu'ils arrêtaient en ménageant la paix entre les parties. En second lieu, des faits remarquables démontrent que la doctrine était généralement admise, et que les règles n'étaient pas sans application.

Après la bataille de Hastings, les évêques, en majorité Normands, c'est-à-dire de la nation des vainqueurs, présidés par l'illustre Lanfranc au concile de Winchester, ordonnèrent à tous les soldats de Guillaume le Conquérant, et selon un autre auteur, aux soldats des deux partis — attendu qu'il était difficile d'arriver, dans l'espèce, à une claire définition du caractère légal de la guerre — « un an de pénitence pour chacun de ceux qu'ils avaient tués ; quarante jours pour chacun de ceux qu'ils avaient blessés ; trois jours pour avoir voulu blesser ³. »

Rhaban Maur, archevêque de Mayence, s'oppose vigoureusement à ceux qui prétendaient que l'on ne devait point imposer de pénitence publique aux soldats qui s'étaient trouvés à une de ces sanglantes batailles qui se livrèrent entre les fils de Louis le

¹ *De Re Militari et Bello*, DÉCRET. 2° part. Caus. XXIII.

² Concile de Melfi, en 1090. « Falsa pœnitentia est, si arma quis contra justitiam gerat. » (Can. XVI). Concile romain, en 1078. « Nisi arma deponat, ulteriusque non ferat nisi consilio religiosorum episcoporum pro defendenda justitia. » (Can. V.)

³ Thomassin, *Anc. et nouv. discip. de l'Église*, édit. de Bar-le-Duc, t. IV, p. 45.

Débonnaire; leur raison était que ces soldats avaient obéi à leurs souverains. « En vérité, dit Rhaban, le commandement de nos princes est-il donc une raison pour dispenser qui que ce soit de la pénitence en pareil cas ¹ ? »

Ce texte est de Reginon ². En voici un d'un autre écrivain contemporain, Nithard.

Après la funeste bataille de Fontenay, les deux vainqueurs, Louis et Charles, refusèrent de poursuivre les fuyards, et leur offrirent le pardon, s'ils voulaient rentrer en eux-mêmes. Puis on se mit à enterrer les morts et à panser les blessés, amis et ennemis. Ensuite les deux rois *et le peuple* armé consultèrent les évêques sur ce qu'ils devaient faire ; car ils étaient affligés de la perte de tant de chrétiens. Peut-être aussi craignaient-ils d'avoir péché en livrant la bataille trop tôt, bien que leur adversaire eût refusé obstinément leurs offres de paix. Les évêques s'assemblèrent en réunion conciliaire, et, à l'unanimité, ils décidèrent, après examen, que la guerre faite à Lothaire était juste, et que ceux qui y avaient pris part, soit par le conseil, soit par l'action, n'avaient combattu que pour la seule équité ³ ; en conséquence, qu'ils devraient être considérés comme ayant été les ministres de Dieu dans cette circonstance, et qu'ils étaient, de ce chef, irrépréhensibles. Mais en même temps ils déclarèrent que quiconque sentait sa conscience chargée pour avoir conseillé ou combattu par colère, par haine ou par vaine gloire, ou par tout autre motif de nature à vicier la droiture d'intention, devait avoir recours à la confession secrète, et accepter la pénitence proportionnée à sa faute secrète ⁴.

L'historien Torfœus rapporte que Magnus, fils de l'earl Erland, depuis roi des Danois et canonisé, n'étant encore qu'un tout jeune homme, attaché à la personne du roi des Iles Orcades, mais un des rares chrétiens de ce pays à cette époque, refusa de

¹ « Quasi non necesse sit pro hoc cuilibet agere pœnitentiam, eo quod jussu principum nostrorum peractum sit ! » -- *Ibid.*, p. 23.

² Regino, epist. 104, ad Heribald.

³ « Unanimes episcopi ad concilium confluunt, inventumque in publico conventu quod pro sola æquitate et justitia decertaverint. »

⁴ « Ac per hoc immunis omnis Dei minister in hoc negotio haberi tam suasor quam et effector deberet. At quicumque conscius sibi aut ira, aut odio, aut vana gloria, aut certe quolibet vitio quiddam in hac expeditione suasit vel gessit, esset vere confessus secreta delicti, et secundum modum culpæ dijudicaretur. » Nithard, dans Du Chesne, t. II, p. 371.

prendre part à une agression injuste. Le roi qui lui demandait, avant la bataille, pourquoi il ne s'armait pas, reçut pour réponse *qu'il n'y avait pas de querelle entre le roi et ce peuple, qui ne lui avait pas fait de tort*. Magnus s'assit sans armes sur le pont du vaisseau, et sans souci de sa propre sûreté, lut les Psaumes de David tout le temps que dura le combat naval ¹.

Mais surtout personne alors n'admettait que l'on pût se dispenser des formes prescrites par le Droit des gens préalablement à toute hostilité, et les hordes du Nord n'étaient pas pour nos pères des guerriers, mais des brigands ; leurs invasions ne s'appelaient pas *guerres*, mais *brigandages*. S'il arrivait qu'un chevalier se conduisit à la façon de ces barbares, on le regardait comme félon, méritant d'être mis au ban de la société religieuse et civile. Sans sortir de la famille même de Coucy, nous en trouvons un exemple fameux. Thomas de Marle, un grand oncle de notre Raoul, était un chevalier qui s'avisa de procéder à la manière des pirates du Nord ; sans déclaration de guerre, il se fit ravageur des provinces voisines de ses domaines, sous certains prétextes. Dans une assemblée d'évêques et de chevaliers, tenue à Beauvais, sous la présidence du légat Conon, Thomas de Marle fut jugé, excommunié de l'excommunication totale, et dépouillé de ses fiefs comme scélérat et infâme ; « dégradé de noblesse et du droit de porter les armes, dit Dom Marlot ², et desceint de son baudrier, en signe qu'il perdait l'honneur et le degré de chevalerie. » Et comme il était contumace, le roi de France, Louis le Gros, se chargea en personne d'exécuter la sentence, rendue à l'unanimité ³. La famille de Coucy perdit pour toujours la ville d'Amiens à cette occasion.

Un autre sire de Coucy, pour un acte analogue, quoique moins coupable, n'obtint sa grâce qu'en faisant les réparations conve-

¹ Le passage de l'historien Torfæus est cité *in extenso* dans *The Diplomatic Review*, vol. XVII, n. 11. November 3, 1869, sous ce titre : *TORFÆUS, History of Orkney*, transl. by the Rever. Alexander Pope of Reay (p. 79).

² Dom Marlot, *Histoire de la Ville, Cité et Université de Reims*, édition française. Reims, Jacquet, 1846, t. II, pp. 227, 228 et 230.

³ « Tyrannidem... mucrone B. Petri, anathemate scilicet generali detruncatus (Legatus), cingulum militare ei, licet absenti, decingit, ab omni honore tanquam *sceleratum*, infamatum, christiani nominis inimicum, omnium judicio, deponit. » Suger, *Vita Ludov. Grossi*. — Montalembert, *Les moines d'Occident*, t. VII, p. 497.

nables : « lequel, dit encore Dom Marlot, s'obligea en outre, à faire observer la pénitence à ses soldats ¹. »

De ces documents et de ces faits, dont on pourrait allonger la liste et remplir un volume, il résulte que les dispositions de la Loi de Vervins, concernant le Droit des Gens et le Droit Militaire, comme le reste, ne sont pas particulières aux domaines de Coucy ; elles étaient communes à l'époque qui vit naître et fleurir le Régime municipal. Les peuples et leurs chefs avaient donc alors sur le Droit public international des notions vraies et sûres, qui semblent avoir disparu des régimes modernes. Nous ne comparerons pas sous ce rapport notre civilisation avec celle que nous venons d'étudier. Nous laissons au lecteur de faire les réflexions que cet exposé lui suggérera, nous bornant à lui soumettre celle-ci.

L'Europe contemporaine a fait et fait encore plus de guerres que jamais, et elle est tout entière en permanence sous les armes. Parmi ces guerres, il en est qui sont évidemment injustes. En outre, la plupart sont de purs brigandages, puisque tantôt on remplace la déclaration de guerre par des *manifestes* qui n'ont rien de commun avec ce que le Droit des Gens a toujours entendu sous ce nom, tantôt on envahit à main armée les territoires des nations étrangères et même amies sans l'ombre d'une formalité qui y ressemble. D'où vient que, dans les armées européennes où se comptent encore en grand nombre des chrétiens et des hommes d'honneur, employés à ces expéditions criminelles, il ne se rencontre pas un Magnus ni un Henri de Dinant, pas un guerrier comme ceux du temps de Louis le Germanique ou de Charles le Chauve, pour se demander s'il ne devient pas homicide en y prenant part ?

Cette étude n'est point à résumer, n'étant elle-même qu'une vue en raccourci de certains aspects du Régime municipal, utiles à considérer en notre temps. En la terminant, il nous souvient du château de Coucy, ce monument grandiose et sévère, bâti par un descendant de Raoul. En présence de ces ruines imposantes, les hommes modernes se sentent, dit-on, petits ; une admiration, une sorte de respect mêlé de crainte les saisit malgré eux.

¹ *Op. cit.*, p. 546.

Comme il mutila le Régime municipal, l'ancien Régime fit sauter en partie ces tours et ce donjon, construit pour durer jusqu'à la fin des siècles, s'il n'avait eu à compter qu'avec le temps. On a voulu de nos jours préserver et restaurer ce qui en reste. Puisse la pensée venir aussi de restaurer le Régime municipal, non dans ses parties secondaires, variables indépendamment du fond, mais dans ses grandes lignes, et dans cette forme essentielle esquissée par la Charte de Raoul ! La Loi de Vervins est un monument d'un autre ordre, qui ne le cède pas au premier ; et à son frontispice, comme sur la façade du vieux donjon, il serait permis de graver la fière devise :

Roi ne suis, prince, ne comte aussy
Je suis le sire de Courcy.

PIERRE DEFOURNY.

Nous devons remercier ici M. l'abbé Chardon, curé de Chémery, auteur d'une *Notice* inédite sur cette ancienne commune, — qu'il vient de présenter à l'Académie de Reims. Une médaille de 1^{re} classe lui a été décernée pour ce travail, dont il a bien voulu nous communiquer le manuscrit, avec les documents.

MÉLANGES.

I

LE LAC MCERIS

D'APRÈS LES ANCIENS DOCUMENTS ET DES EXPLORATIONS RÉCENTES.

Les découvertes qui ont été faites dans notre siècle ont permis à la science de faire passer au contrôle de la critique la plus sévère les affirmations et les renseignements que nous a légués l'antiquité. Les historiens grecs ou romains étaient tombés dans une suspicion que certains de leurs récits ne justifient que trop, et, par une exagération qui n'est que trop ordinaire, mais qui se comprend assez, parce qu'on trouvait dans quelques traits des auteurs anciens certaines affirmations, certaines descriptions qui dépassaient la vraisemblance, on en était arrivé à ne plus leur accorder qu'une maigre croyance. Celui qu'on est convenu d'appeler le Père de l'Histoire, Hérodote, était en particulier devenu l'objet d'attaques dont l'avancement des études historiques a démontré l'inanité ; non pas que plusieurs des données de l'historien grec ne doivent pas être acceptées sous bénéfice d'inventaire ; mais si on ne veut chercher en son ouvrage que ce qu'il a voulu dire, on sera surpris de voir que la grande majorité de ses assertions est conforme à la vérité. Il est nécessaire tout d'abord de distinguer soigneusement entre ce que le voyageur grec affirme avoir vu de ses propres yeux, et entre ce qu'il rapporte seulement par ouï-dire. Tout ce dont il a été témoin oculaire dans ses voyages doit être accepté ; quant au reste, il faut peser la valeur des informations d'après la crédibilité de ceux dont Hérodote affirme les tenir. En agissant ainsi, on est assuré d'agir prudemment, et d'arriver à des résultats critiques certains ou à peu près. Ces résultats auront d'autant plus de certitude qu'on pourra contrôler le récit du voyageur grec par des récits d'autres voyageurs, et même par l'étude de certains monuments qui ont traversé les siècles, non sans avoir eu à subir les

injures du temps, et qui sont parvenus jusqu'à nous dans un état qui permet encore de les interroger avec fruit.

Parmi ces monuments dont il reste encore des vestiges, il en est un qui a plus particulièrement étonné les étrangers à l'Égypte : c'est le lac Mœris, cet immense réservoir dont le circuit était, selon Hérodote, de même longueur que les côtes de l'Égypte. Les immenses travaux qu'aurait dû nécessiter le creusement d'un pareil lac ont soulevé des objections, même des rires moqueurs ; on n'a pu s'empêcher de croire que l'historien grec avait tant soit peu joué avec la vérité, que son imagination avait brodé sur le récit des Égyptiens, et que les dimensions d'un pareil lac, creusé de main d'homme, étaient une preuve péremptoire que ce lac, n'avait pas existé dans la forme qu'on lui a prêtée. Dans notre siècle, des ingénieurs en ont retrouvé l'emplacement et les ruines, mais ils n'ont pu admettre les dimensions données par Hérodote. Cependant, de nos jours, un voyageur aventureux et un chercheur patient, M. Fr. Cope Whitehouse, a fait de nouvelles recherches, est arrivé à de nouveaux résultats ; il n'a peut-être pas encore tiré toutes les conclusions qui découlent de ses découvertes ; mais peut-être un jour développera-t-il les réflexions qu'il a publiées dans la *Revue Archéologique*¹. En attendant, je crois qu'il est bon d'attirer l'attention des lecteurs de la *Revue* sur ce sujet.

I

Je n'ai pas besoin de rappeler ici que la fécondité de l'Égypte ancienne, comme celle de l'Égypte moderne, dépendait tout entière de la crue du Nil, et qu'elle était aussi soumise à toutes les variations de l'inondation. De bonne heure les anciens pharaons s'étaient préoccupés d'assurer, autant que possible, les effets salutaires de cette inondation : ils avaient établi un système de canaux, de réservoirs et de digues qui dénote déjà une civilisation très avancée ; mais, malgré ces précautions, l'Égypte n'en était pas moins exposée chaque année à un double fléau, ou plutôt à un fléau unique pouvant provenir d'une double cause ; car soit que les eaux du fleuve ne sortissent pas de leur lit en quantité suffisante, soit qu'au contraire elles envahissent la terre avec trop de violence, la famine était le résultat immédiat dans l'une ou l'autre alternative. Sous le moyen empire égyptien, l'un des rois de la douzième dynastie, Amen-em-hâ-t III (Râ-n-mâ Amen-em hâ-t) conçut le dessein gigantesque de parer à ce double inconvénient en creusant un réservoir immense où l'on pourrait rece-

¹ *Revue Archéologique*, juin 1882.
T. XXXIV. 1^{er} OCTOBRE 1883.

voir l'eau du Nil dans les crues trop fortes, la conserver grâce à un système d'écluses, et la répandre ensuite dans les terres lorsque l'inondation ne serait pas assez abondante. Ce projet, il l'exécuta : c'est le lac nommé par Hérodote lac Moeris, l'une des merveilles de l'antiquité, assurément la plus grande merveille de l'Égypte, au dire de l'historien d'Halicarnasse. D'ailleurs voici ses paroles : après avoir dit que chacune des grandes pyramides valait à elle seule un grand nombre de monuments grecs, même très grands¹ ; après avoir assuré que le labyrinthe était une œuvre plus gigantesque que les pyramides, et que tous les monuments de la Grèce réunis avaient demandé moins de dépense et de travail², il ajoute : « Le lac nommé « Moeris, près duquel est bâti le labyrinthe, offre encore un spectacle « plus étonnant. Le périmètre de son circuit est de trois mille six cents « stades, c'est-à-dire soixante schœnes ; il est égal au littoral de « l'Égypte elle-même. Ce grand lac est orienté au nord et au sud : à « l'endroit où il est le plus profond il a cinquante orgyes de profon- « deur. Il est évident qu'il est creusé et fait de main d'homme ; car « au milieu du lac s'élèvent deux grandes pyramides, dépassant « chacune de cinquante orgyes le niveau de l'eau, pendant que la « partie située sous l'eau a une égale dimension : sur les deux pyra- « mides est un colosse de pierre assis sur un trône. Ainsi les pyra- « mides ont cent orgyes : or cent orgyes valent un stade de six « pléthres, car l'orgye mesure six pieds et quatre coudées, le pied « ayant quatre palmes et la coudée six. L'eau qui se trouve dans ce « lac n'est pas une eau de source, car l'endroit est fort sec ; elle y « vient du Nil au moyen de canaux : six mois durant elle entre dans « le lac et pendant les six autres mois elle retourne dans le Nil, « et lorsqu'elle s'écoule ainsi au dehors, elle fournit chaque jour au « trésor royal pendant ces six mois un talent d'argent produit par « la pêche de poissons, et pendant qu'elle entre dans le lac, la pêche « ne produit que vingt mines par jour. Les habitants riverains disaient « que le lac se déverse sous terre du côté de la Syrte de Lybie, se « tournant à l'occident vers le milieu des terres le long de la mon- « tagne qui domine Memphis. » Puis le vieil historien raconte comment on creusa ce déversoir et ce qu'on fit de la terre³.

Si l'on réduit maintenant ces chiffres, donnés en mesures grecques,

¹ Ἦσαν μὲν νυν καὶ αἱ πυραμίδες λόγου μέζοντες καὶ πολλῶν ἐκάστη αἰτίων Ἑλληνικῶν ἔργων καὶ μεγάλων ἀνταξίη. Hérod., II, 148. — ὁδὲ δὲ λαβυρίνθος καὶ τὰς πυραμίδας ὑπερβάλλει.....

² Εἰγάρ τις τὰ ἐξ Ἑλλήνων τείχεά τε καὶ ἔργων ἀπόδεξιν συλλογίσαιτο, ἐλάσσονας πόνου τε ἂν καὶ δαπάνης φανείη εὐόντα τοῦ λαβυρίνθου τούτου. — Hérod., *ibid*.

³ Hérodote, II. n. 150.

en mesures courantes, on a pour le périmètre du lac six cent soixante-six kilomètres, c'est-à-dire cent soixante-six lieues et demie, pour la hauteur des pyramides, cent quatre-vingt-cinq mètres, dont la moitié sous l'eau, et enfin, pour la plus grande profondeur du lac, on a quatre-vingt-douze mètres cinquante. Quant aux revenus de la pêche, ils fournissaient environ cinq mille cinq cent soixante francs par jour dans la bonne saison, et seulement dix-huit cents francs dans la mauvaise, ce qui donne un revenu annuel d'environ un million trois cent trente-trois mille huit cents francs. Il faut l'avouer, ces chiffres sont considérables, étonnants même et presque incroyables ; et l'étonnement mène directement à l'incrédulité, lorsqu'on identifie le lac Mœris au Birket-el-Keroun, comme on l'a fait plusieurs fois ; car le Birket-el-Keroun est loin de comporter les dimensions données par Hérodote. Cependant il ne faut pas accuser trop vite l'historien grec d'exagération. Le lac Mœris même, je devrais dire surtout, aux yeux des Égyptiens, n'était pas un lac ordinaire, c'était le lac par excellence. De là, l'emploi du mot *meri* pour le désigner, et ce mot signifie lac. Hérodote, qui n'en comprenait pas le sens, l'a pris pour un nom de roi : il a eu tort ; on n'a jusqu'ici trouvé aucun roi répondant à ce nom, et l'on sait pertinemment que le pharaon Amen-em-hâ-t III en fut l'auteur. En outre ce *meri*, ce lac par excellence, était si grand que les Égyptiens lui avaient donné le nom de mer ; c'est ce que démontre l'appellation actuelle de la province où était situé ce lac. Cette province c'est le *Fayum* ; or ce mot *Fayum* est un nom composé de l'article égyptien *pa* (*pha* avec adoucissement), et du mot *iam* ou *iom*, qui signifie mer. Cette considération, tirée de l'étymologie de ce nom, n'est pas à dédaigner ; elle montre clairement que le lac Mœris avait des dimensions extraordinaires, car l'Égypte possédait d'autres lacs dont il est souvent fait mention dans les monuments indigènes, tels que les lacs Natrons, etc. ; et, d'un autre côté, les Égyptiens connaissaient assez bien l'étendue de la Méditerranée et de la Mer Rouge ¹ pour ne pas être tentés de donner le nom de mer à un lac dont l'étendue n'aurait pas été vraiment extraordinaire.

D'un autre côté, il sera peut-être possible d'éclaircir la question en examinant ce que les auteurs anciens ont dit de ce même lac. Pendant un intervalle d'environ cinq siècles, nous manquons d'historiens qui se soient occupés de l'Égypte ; mais à la fin du premier siècle avant notre ère et au commencement de notre ère, nous trouvons quatre auteurs qui traitent du lac Mœris. D'abord Strabon. Le grand voyageur et le grand géographe de l'antiquité avait visité l'Égypte ; il a

¹ Massero, *De quelques navigations des Égyptiens*.

vu le lac dont il parle. Voici ce qu'il en dit : « Les bords du lac Mœris ressemblent plutôt aux rivages de la mer qu'à ceux d'un fleuve ¹. » Et plus loin : « Le lac Mœris, par sa grandeur et sa profondeur, est capable de retenir le trop plein du fleuve au moment de la crue, sans déborder sur les endroits habités et plantés... Par la grandeur et la couleur de ses eaux, il est semblable à une mer ; ses rivages ressemblent à ceux de la mer ². » Ainsi, d'après le grand géographe de l'antiquité, lequel avait visité l'Égypte en détail, le lac Mœris avait encore de son temps des dimensions telles qu'on ne pouvait mieux le comparer qu'à une mer. Il est regrettable cependant qu'il n'ait pas pris le soin de nous en donner des mesures exactes. Diodore de Sicile a heureusement réparé cette omission ; cet auteur donne, en effet, les dimensions du lac Mœris. D'après son récit, le périmètre du lac Mœris mesure trois mille six cents stades ; en plusieurs endroits la profondeur du lac est de cinquante orgyes ; au milieu se trouve un endroit dans lequel le roi Mœris bâtit un tombeau et deux pyramides, l'une pour lui et l'autre pour sa femme ; toutes les deux avaient un stade de hauteur, et sur chacune d'elles, il plaça des statues de pierre, assises sur un trône ³. On le voit, les mesures données par Diodore de Sicile sont exactement les mêmes que celles d'Hérodote. Est-ce à dire pour cela que Diodore s'est ici contenté de copier le vieil historien grec ? Il n'est pas probable qu'il en soit ainsi ; en effet, Diodore avait visité l'Égypte et vu de ses yeux ce qu'il décrit ; de plus, il rapporte plusieurs choses, et, à propos du lac Mœris en particulier, il entre dans certains détails qu'on ne rencontre pas dans Hérodote. Il en faut conclure qu'au temps de Diodore de Sicile et de Strabon, le lac Mœris était à peu près tel que l'avait vu Hérodote cinq siècles auparavant.

Un demi siècle environ plus tard, nous trouvons dans Pline l'Ancien de nouveaux détails sur le lac Mœris : « Entre Arsinoé et Memphis, dit-il, s'étendait un lac de deux cent cinquante, ou, selon Mucianus, de quatre cent cinquante mille pas de tour. Sa profondeur est de cinquante pas. Il avait été creusé de main d'homme ; le roi sous lequel il fut exécuté, lui donna son nom de Mœris. A soixante-deux mille pas de là est Memphis, jadis capitale et séjour des rois de l'Égypte, qui est à douze journées du temple d'Ammon et à quinze mille pas de

¹ Strabon, l. XVII.

² Strabon : Τῷ μεγέθει καὶ τῇ χροᾷ θαλαττοειδῆ.... τοὺς αἰγιαλοὺς εἰκότας τοῖς θαλαττίοις.

³ Τὴν μὲν γὰρ περιμετρον αὐτῆς φασιν ὑπάρχειν σταδίων τρισχιλίων καὶ ἑξακοσίων.... τὸ δὲ βάθος ἐν τοῖς πλείστοις μέρεσιν ὀργυῶν πεντήκοντα.

l'endroit où le Nil se divise en deux branches¹. » Dans un autre endroit, il dit encore, en parlant des deux pyramides qui se trouvaient au milieu du lac : « Il y avait encore deux pyramides dans le lieu où fut le lac Mœris, immense étang creusé de main d'homme, et l'Égypte vante surtout, comme la plus étonnante des merveilles, la hauteur à laquelle s'élevait leur pointe au-dessus des eaux². » Ainsi, d'après Pline, et en donnant au pas romain, comme on le fait d'ordinaire, une mesure d'un mètre quarante-sept centimètres, on aurait pour le circuit du lac environ trois cent soixante-sept kilomètres, ce qui offre une diminution de trois cents kilomètres sur les dimensions d'Hérodote ; mais il est bon de noter que Pline lui-même n'est pas très sûr de ce qu'il avance, car il donne le chiffre de quatre cent cinquante mille pas d'après Mucianus, son ami et son contemporain, lequel fut trois fois consul et commanda les flottes romaines³. Ce dernier chiffre est exactement celui d'Hérodote, à quelques kilomètres près (six cent soixante-un au lieu de six cent soixante-six.) Quant à la profondeur, les cinquante pas de Pline font soixante-treize mètres cinquante centimètres, ce qui donne une différence d'environ vingt-et-un mètres avec Hérodote.

En poursuivant l'examen des auteurs anciens qui ont parlé du lac Mœris, on rencontre Pomponius Méla. D'après cet auteur, « le lac Mœris, qui autrefois était une plaine devenue de son temps un lac, avait un circuit de vingt mille pas et une profondeur assez grande pour que les navires les plus gros et les plus chargés y pussent naviguer⁴. Il est inutile de faire observer que ces vingt mille pas ne faisant que vingt-cinq kilomètres, on ne peut pas et l'on ne doit pas s'arrêter à des mesures si manifestement erronées, car un lac n'ayant que six lieues de circuit, eût-il été creusé de main d'homme, ne serait pas une bien grande merveille. D'ailleurs on n'a qu'à jeter les yeux sur la carte dressée par le géographe alexandrin Ptolémée pour voir quelle

¹ « Inter Arsinoeten autem ac Memphiten locus fuit circuitu CCLM passuum : aut ut Mucianus tradit CCCCLM et altitudinis quinquaginta passuum manu factus : a rege qui fecerat Mœridis appellatus. » Pline l'Ancien, V. 9.

² « Una pyramis est in in Arsinoite Nomo, dux in Memphite, non procul Labyrintho (vel portentissimum humani impendii opus, sed non, ut existimari potest, falsum.) Totidem ubi fuit Mœridis lacus, hoc est Fossa grandis. » Id. LXXXI, 12.

³ Sur Mucianus, cf. Tacit., *Histor.*, I, 10, 76; II, 4, 5, 76-84; III, 4, 6, 8, 53, 88; IV, 4, 11, 32, 80, 85. — Suetone, *Vespasian.* 6, 13; — Dion. Cass., LXV, 8, 9, 22; LXVI, 2, 9, 19. — Josephé, *De bello Judaico*, IV, 10, 11. — Pline l'Ancien, XII, 1; XXXIII, 2, XXXIV, 7.

⁴ « Mœris aliquando campus, nunc lacus, viginti millia passuum in circuitu potens, altior quam ad navigandum magnis onustisque navibus satis est. » Pomponius Méla, *De situ orbis*.

importance il attachait au lac Mœris ; il a pris soin d'en déterminer la longitude et la latitude : les mesures qu'il donne sont 29° 42' de latitude nord et 31° 51' de longitude est ¹. Après Ptolémée, le sophiste grec Ælius Aristides, né entre 117 ou 129, regarde le lac Mœris comme le plus important de tous les lacs de l'Égypte, et c'est le seul dont il cite le nom ². Au sixième siècle, Étienne de Byzance, sous le règne de l'empereur Justinien, en parle en des termes qui montrent que le lac était encore chose très connue, car il ne sait rien de mieux pour indiquer l'importance et la situation d'une ville que de dire que cette ville était située sur les bords du lac Mœris ³.

A partir de cette époque il est rarement fait mention du lac Mœris ; les géographes arabes ne semblent pas l'avoir trouvé digne de leur attention. D'ailleurs, dès le temps d'Ælius Aristides, le lac était descendu à des dimensions bien plus petites que celles qui avaient été données par les anciens auteurs. Au quinzième siècle, Fra Mauro, qui avait visité l'Égypte, ne marquait plus le lac sur ses cartes que par deux petits étangs de peu d'importance. Aujourd'hui le Fayum est en certaines parties habité et fertile, en d'autres désert, sablonneux et couvert de ruines. Du lac desséché il n'existe plus de vestiges : on ne voit que des chaussées et quelques signes d'anciennes digues, recouvertes elles aussi par le sable envahissant, et de la merveille de l'antiquité il n'existe plus rien.

Il est bon maintenant d'interroger l'antique Égypte elle-même, et de voir quel était son jugement sur l'œuvre gigantesque entreprise et menée à bonne fin par Aménemhat III. Tout d'abord, comme je l'ai déjà fait remarquer plus haut, les noms donnés au lac et à la partie de l'Égypte où il était situé, dénotent une importance particulière. Le lac nommé Mœris par les Grecs était bien aux yeux des Égyptiens le lac par excellence, *meri*, comme le Nil était le fleuve par excellence, le grand fleuve, comme ils disaient, *atur āā*, devenu par corruption en copte *iaro*, et en hébreu *yeōr*. On peut objecter cependant que cette excellence du lac indiquée par son nom peut avoir pour cause autre chose que ses immenses dimensions : ainsi les inappréciables secours qu'il rendait à la terre des Pharaons ; mais du moins on ne pourra pas nier que, dans le nom que porte encore aujourd'hui la partie de

¹ Cf. Les œuvres de Ptolémée et la carte qui y est annexée.

² Ἦτε γὰρ Μοίριδος λίμνη, καὶ αἱ πρὸς τοῖς Ἑλλήσι κάτω καὶ ἡ πρότερον μὲν ὑπὲρ φάρων, νῦν δ' ἐξοπισθεν τοῦ Ἀλεξάνδρου πόλεως Μαρία ἐξ ἀρχῆς τέ εἰσι τοῦ Νείλου κόλποι, καὶ τῆς ἀναβάσεως μετέχουσιν, ὅταν κατὰ τὰς διώρυχας εἰσπέσῃ τὸ μέρος τοῦ ρεύματος. — Ælius Arist. tom. II, p. 350. Oxon. 1730.

³ Κροκοδείλων πόλις, ἐντῇ Μοίριδι τῇ λίμνῃ ἐν Αἰγυπτῷ. — de Byz., au mot *Crocodilopolis*.

l'Égypte où se trouvait ce lac, ce ne soit son immensité que l'on ait voulu désigner par ce nom de Fayum, composé de l'article *pa* adouci et du mot *iom*, qui signifie *mer*. Mais nous ne sommes pas réduits à cette seule raison pour comprendre quelle fut aux yeux des Égyptiens l'importance de ce bienheureux lac qui donnait la fertilité à leur pays. Parmi les papyrus du musée de Boulaq, publiés par le regretté M. Mariette, il s'en trouve deux qui ont rapport au lac Mœris, le premier et le second ; peut-être même n'en formaient-ils primitivement qu'un seul ; c'était du moins une chose probable aux yeux de M. Mariette, et ce l'est encore aux yeux d'un certain nombre d'égyptologues¹.

Le papyrus n° 1 ne contient qu'une seule page ; le reste n'a pas été retrouvé. Il offre au milieu de cette page un cartouche divin et le nom de la *Demeure divine de Sebek, dieu de Shed*, et, ce qui est bien plus important, des mesures qui se rapportent peut-être aux dimensions du lac. L'auteur du papyrus vient de parler d'un groupe de dieux, qui sont sans doute les huit génies d'Hermopolis, les *Sesunnu* (*Sesunnu*=*huit*), et ajoute : « Ils prennent pour chacun d'eux cent mille soixante-quatre, en schœnes dix mille sept cent, pour la grande place de leur père Nû. » A ce sujet, M. Maspero a fait, dans la *Revue critique*², la réflexion suivante : « Si ce sont bien, comme je crois, les huit génies d'Hermopolis qui prennent chacun dix mille sept cent schœnes, cela fait en tout quatre-vingt-cinq mille six cents schœnes, soit en évaluant le stade à dix petits schœnes, huit mille cinq cent soixante stades, et la lieue géographique à quarante stades, deux cent quatorze lieues géographiques, nombre qui ne peut pas évidemment s'appliquer au lac Mœris. Peut-être faut-il y voir une évaluation d'une région mythologique où résidait le dieu Nû et dont les pays du lac Mœris étaient la réduction exacte³. Il est évident que même en ne prenant pour unité que le petit schœne, c'est-à-dire la longueur du cordeau qui servit chez les Grecs aux arpenteurs, soit 18 m. 50, on arrive à des chiffres trop élevés pour qu'ils puissent être conformes à ceux d'Hérodote, et par conséquent qu'ils puissent être adoptés par le critique ; car, en admettant qu'il s'agisse des huit génies d'Hermopolis, les deux cent quatorze lieues géographiques de vingt-cinq au degré nous donnent pour le circuit du lac trois cent quatre-vingt-seize de nos lieues environ. C'est cent trente lieues de plus qu'Hérodote. Mais si au lieu de multiplier le nombre de schœnes par les huit génies d'Hermopolis, on les multipliait par

¹ Mariette, *Papyrus de Boulaq*, introduction, p. 1-2.

² *Revue critique*, 29 mars 1872.

³ *Ibid.*, p. 177. Je préviens que la traduction du papyrus est celle que M. Maspero a donnée dans la revue citée.

un autre nombre, par le nombre trois par exemple, on arrive à une somme de trois mille deux cent dix stades, ce qui ne donne qu'une différence de trois cent quatre-vingt-dix stades ou de soixante-douze kilomètres. En admettant ce résultat, il resterait encore près de six cents kilomètres pour le circuit du lac. D'ailleurs ce chiffre de trois n'est pas un chiffre pris au hasard pour le besoin de la cause ; c'est le chiffre sacré par excellence des grandes triades adorées dans les temples. Le lac Moëris était sans contredit placé sous la protection d'une puissante divinité, les monuments égyptiens nous le démontreront tout à l'heure ; il est presque certain que le temple, fameux entre tous, où était célébré le culte de cette divinité, était ce célèbre Labyrinthe si admiré d'Hérodote et des anciens, et dont le nom signifie précisément : *le temple à la bouche du lac, l'ope-ro-hunt* en égyptien transcrit par les Grecs *Δαβύρινθος*. Quoi qu'il en soit de cette conjecture, l'existence seule du papyrus nous prouve l'importance du lac Moëris aux yeux des Égyptiens.

Le second papyrus, ou peut-être la seconde moitié du papyrus, est heureusement plus explicite. Dans son état actuel, il est assez grand pour avoir nécessité quatre planches de *fac simile*. Il s'ouvre par une scène mythologique, divisée en deux registres. Dans le premier on voit le dieu *Sebek*, à tête de crocodile, assis sur un trône à écailles, coiffé du double diadème de la Haute et de la Basse Égypte, tenant de la main gauche la croix ansée et de la droite le symbole de la force et de la richesse. Devant lui se trouve une femme faisant le geste de l'offrande : pour coiffure elle a la fleur, symbole de l'Égypte du Nord ; elle se nomme *Mer-tu hā-t*, c'est-à-dire Moëris du Nord. Tous deux sont montés sur une barque nommée *user pehti*, la très vaillante. Une légende mystérieuse se trouve derrière un homme plongé dans un bassin jusqu'à mi-jambe : « c'est *Rā* (le grand dieu de l'Égypte à cette époque) qui s'avance à la nage. » Dans le second registre on trouve une scène parallèle, mais la femme s'appelle *Mer-t qema-t*, Moëris du Midi. De chaque côté du bassin où est plongé le dieu *Rā*, sont rangées deux divinités, l'une mâle à tête de grenouille, l'autre femelle à tête de serpent : à droite ce sont le dieu *Nū* et la déesse *Nū-t* (l'abîme primordial), à gauche le dieu *Amen* et la déesse *Amen-t* (la divinité cachée par excellence). C'est là que « demeurent les *Sesunnu*, que vit *Rā*, qu'Osiris repose, et que sont ensevelis les habitants de l'*Amenti*, » enfer des Égyptiens¹.

Au milieu du papyrus se tient une femme d'un type très pur, à la figure noble et majestueuse : elle a les deux bras élevés, et son corps est enveloppé de deux ailes dont les extrémités se replient et se

¹ *Papyrus de Boulaq*, pl. 2 et 3. Le papyrus a été séparé en deux pour la reproduction : pour cela on a dû couper les dessins.

croisent à la hauteur du genou. Des pieds jusqu'à la hauteur des seins, elle occupe le champ d'une stèle arrondie; son sein gauche est puissant et nu, comme s'il était la source d'où s'échappaient les flots qui remplissaient le lac immense. De cette hauteur le papyrus se divise en plusieurs registres remplis d'inscriptions. De chaque côté du corps de la femme sont trois lignes coupées par le milieu. On y lit : « *Sebek* de *Shed*, c'est Horus de *Beh'u* dans la localité d'*Anrut-ew*, dit Osiris; ils transportent des grains à la mer. » Et à gauche : « Son cœur est stable, la terre accomplit ses volontés, il accorde aux deux Horus d'être stables, créant les chefs, affermissant les chefs¹. » Dans un second registre, qui contient onze lignes d'inscriptions verticales dont six à gauche et cinq à droite, on lit une sorte d'hymne ou d'explication mythologique, où l'on rencontre des noms sacrés de ville et qu'il ne sera pas inutile de citer pour cette raison. A gauche : « Le *Sesunnu* (les huit génies d'Hermopolis) qui se produit de la région de *Nû* dans l'*Uat'-Ur* (la mer mythique enveloppant le ciel et la terre), lui, c'est *Râ* (le soleil) qui habite dans son corps lui-même. Vieillard, ses os sont d'argent; ses membres sont d'or; sa chevelure de lapis; ses deux yeux de malachite (?) Ce disque solaire parfait de turquoise, lorsqu'il est couché, tous les hommes et tous les dieux dans *H'nès* conspirent (?) ; quand ses membres ra-jeunissent à la saison du premier mois, le 13, ils sortent en grande foule et se multiplient contre lui dans *Mer-uôt-ti*; ils tiennent, ils combattent. Pour tenir contre eux, il s'est produit dans *Pa-hû-t* qui est dans *H'nès*, au quatrième mois de *Shemu* (la période de l'inondation) le 15; il sort au-devant d'eux vers le grand bassin dans le *Ta-She* (terre du bassin), au premier mois de *Shû*, le 23. » A droite : « Elle (le lac Mœris, sous la figure de la femme) étreint (?) le *Sesunnû*.... ses pères, ses mères. Elle place sur sa propre échine la vache *Ah-t* qui est la mère de *Sesunnû*; depuis la première fois elle agit contre ses ennemis; c'est elle qui s'est produite en déesse *Shed*, elle l'a nourri de son lait, le bassin s'est produit, *Râ* (le soleil) s'est produit, la vache *Meh'-Ur* s'est produite, *Shed* se produit, elle devient l'*Uat'-Ur*, la mer; *Râ* vit contre ses ennemis, il vomit sur eux sa flamme (?), établi qu'il est dans sa demeure éternelle. »

Outre ces deux registres, une inscription se rapporte particulièrement à la femme : « C'est la vache *Meh'-Ur* qui élève ses deux bras et sa tête; c'est la femme des dieux de *Sesunnû* qui sont quatre par quatre en leur longueur et en leur largeur et dans leur être (?); c'est le grand fondement du grand bassin qui se trouve dans la

¹ *Revue critique*, 23 mars 1872, p. 178 et seqq.

« *Ta-She*. Ses deux bras, elle les tend pour arroser les deux « mondes. »

Et en effet, de ces deux bras partent des lignes qui symbolisent le lac Mœris et ses rives. Ces lignes forment un rectangle oblong et partagé en compartiments longitudinaux, quatre à droite et trois à gauche. Deux sont remplis de poissons, deux d'oiseaux de marécages, deux autres d'inscriptions explicatives ; un seulement, à droite, est planté d'arbres et indique la culture des rives... M. Maspero, en expliquant cette disposition, a cru à une erreur du scribe qui, dit-il, ayant laissé en blanc l'un des compartiments du milieu, a dérangé toute l'économie de la composition ; alors les poissons ont envahi le compartiment des oiseaux d'eau ; ceux-ci se sont réfugiés dans le domaine des arbres qui, à leur tour, se sont rejetés sur la place réservée à l'inscription hiéroglyphique qui courait au sud du bassin, et l'ont écourtée¹. Tout en demandant pardon au savant dont la bienveillance m'a toujours été assurée, je me permettrai d'être d'un autre avis. Si, de l'un des côtés de la femme personnifiant le lac Mœris, le scribe n'a mis que trois compartiments au lieu de quatre, s'il a omis le compartiment réservé aux arbres symbolisant la culture, cette omission n'est point le fruit d'une inadvertance ou d'une erreur, mais elle est rationnelle, car d'un côté les bords du lac Mœris n'étaient point cultivés, comme le fait très bien remarquer Hérodote en disant que l'une des rives du lac était formée de sable. En effet, à côté de l'Heptanomide se trouvait une oasis : c'est dans cette oasis que Amen-em-hât fit creuser le lac Mœris, ou, pour mieux parler, c'est cette oasis qu'il changea en lac, et par conséquent le côté touchant au désert devait être stérile. Hérodote est donc confirmé en cet endroit par le papyrus égyptien.

Avant de pousser plus loin l'examen du papyrus, je dois faire quelques remarques explicatives. La traduction citée plus haut de cette sorte d'hymne religieuse et poétique (à la façon dont l'entendaient les Égyptiens) sera peut-être regardée comme ne présentant aucun sens aux lecteurs peu familiarisés avec la mythologie égyptienne. Cependant elle offre un sens très raisonnable, très acceptable, et même très clair en cet endroit.

Une très grande partie de la mythologie égyptienne repose sur l'antagonisme du bon et du mauvais principe, représentés par Osiris et Set. Comme le raconte Plutarque, Osiris fut vaincu par le génie du mal Set ou Typhon ; mais le Dieu nommé l'*Etre bon* (*Unnefer*) trouva un vengeur dans son fils Horus qui, après bien des combats, parvint

¹ *Ibid.*, p. 179. Peut-être M. Maspero n'écrit-il plus ces paroles depuis qu'il a vu le pays.

à se rendre maître de Set et lui fit souffrir les tourments soufferts précédemment par Osiris. Les différents nomes de l'Égypte avaient été le théâtre de cette lutte où les deux ennemis s'attaquèrent et se combattirent successivement dans presque toutes les villes égyptiennes. Les villes situées sur les rives du lac Mœris furent les témoins de quelques-unes de ces batailles divines, et la traduction précédente y fait allusion. Donc si l'on dégage le nom des villes des voiles mythologiques qui les recouvrent, on verra que les villes dont nous allons bientôt citer les noms, étaient celles qui se trouvaient sur les bords du lac Mœris, et par conséquent on peut ainsi arriver à savoir quelle était à peu près l'étendue du lac Mœris à l'époque où l'hymne fut composé. D'ailleurs la fin de l'hymne, qu'il n'est pas nécessaire de citer ici tout entier, montre clairement qu'il le faut entendre de la lutte typhonienne.

Il vaut mieux examiner maintenant ce que nous dit notre papyrus sur les villes situées près du lac Mœris : elles sont au nombre de quinze, dont six au sud et neuf au nord. Voici ce que dit l'antique monument au sujet des premières :

1° Cette place, *Ha-uat* (le temple de la flamme) est son nom. C'est la place où s'allume la torche pour guider le chemin d'Osiris dans son bassin, ce que font les suivants d'Osiris.

2° Cette place, c'est *Pa-ro-hes*, le temple de *Sebek* qui fait le carnage, c'est *Berg-t*. Ra se repose de ses ennemis en ce lieu.

3° Cette place, c'est le temple de Sokaris dans *Ra-hnt*, c'est *Pa-ba-n-asar* (la demeure de l'âme d'Osiris) qui accourt vers l'*Uat'-ur* pour voir Osiris dans son bassin au sud de *Hunt*. Osiris repose dans *Hnès* et dans *Hesert* également.

4° Cette place est *Pa-Xnum*. C'est la place de *Xnum-ra*, seigneur de la cataracte, c'est *Shû*, près de son père Ra, dans son bassin, qui amène les poissons à la place des fluides (!).

5° Cette place, c'est *Pa-gar-t*. C'est la demeure d'Ammon-Ra, seigneur de *Hunt*, qui est *Sebek*, qui abat les ennemis pour Osiris....

6° Cette place, c'est *Sha-res nte Hunt* (les sables au sud de *Hunt*). C'est l'endroit des ennemis qui sortirent de *Hnès* contre la majesté d'Harmachis, qui sort sur l'eau au-devant d'eux. Sa mère la Vache (le lac Mœris) le porte dans ses membres à elle, elle s'est changée en *Hunt* jusqu'à toujours ; elle a achevé les ennemis pour lui. »

Viennent ensuite les villes du nord, que le papyrus énumère ainsi :

1° « Cette place, c'est *Per*, qui est surnommée [entrée] vers la terre du bassin. C'est le temple de *Sebek-Shed*, qui est Horus dans la ville de *Han*.

2° « Cette place, *Mer-ur-t* est son nom. C'est la place d'Harmachis

dans *Pa-t'efa-uf r-ta* (la demeure des provisions pour la terre) lorsqu'il sort de *Hunt* du bassin.

3° « Cette place, *Pa-supti-anukè* est son nom. Elle arrose, elle inonde le territoire dans *Abu* (Éléphantine), elle étroit la terre.

4° « Cette place, *Bû-n-Ra-t'a-t* (le lieu de Râ qui traverse) est son nom. C'est le lieu où navigua *Her-s'efi-ba-neb-Dûd* (face terrible, esprit seigneur de Mendès) pour rejoindre Harmachis, dans la *terre du bassin* au sujet des affaires d'Osiris, à jamais.

5° « Cette place, *Ut'a lepu* est son nom. C'est la place où passèrent les *biens* (?) de Sebek et de sa mère Isis, dame de Coptos.

6° « Cette place, *Ta-mer* (la terre du tombeau) est son nom. C'est un sanctuaire de *Her-s'efi* seigneur de *Hnès* ; *Neb-hebu* (le seigneur de la ville Hibu = l'oiseau le Phénix) est à côté de lui dans le bois d'abricotier.

7° « Cette place, c'est *Pa-s'et-n-Sebti-het'* (le bassin du *Mur blanc*, c'est-à-dire de Memphis). Elle possède les biens de *Tûm*, père des dieux, lorsque vient le puissant *Sheb-t* dans *Abu* (Éléphantine).

8° « Cette place, *Tata* est son nom, près de la *terre du bassin de Menmen*. C'est la place du combat d'Horus et de Set, au sujet des biens de son frère Osiris. Ra anéantit ses ennemis devant lui, le premier mois de la saison *Sha*, le 13.

9° « Cette place c'est *Sha-meh-t nti hunt* (les sables au nord de *Hunt*). C'est la demeure d'Osiris lorsque Set eut fait violence contre lui dans *Hnès* et le *Ta-she* (Terre du bassin). *Mâû-Menmen* (qui voit *Menmen*) est le nom de ce nôme. Set y fut achevé sur cette montagne au sud de *Hunt*, en poussant vers le nome de *Uob*. Ce nome (de *Mâd-menmen*) vit de l'eau du *Hunt* ; ce dieu l'inonde de ses fluides ¹. »

Tels sont les noms mystiques des quinze villes qui sont citées comme les plus importantes de celles qui se trouvaient sur le lac Mœris : ils fournissent lieu à d'importantes remarques, dont l'utilité fera pardonner cette citation un peu longue. On peut observer tout d'abord que le lac Mœris avait plusieurs noms, à savoir : *Ta-sebek* la terre du dieu Sebek, *Ta-she-t* la terre du bassin, *Meri-t* le lac et *Hunt* le réservoir. Ceci posé, il est facile d'identifier certaines villes nommées par le papyrus, car les noms égyptiens se retrouvent encore aujourd'hui dans certains noms modernes. Tout d'abord le nom de *Mur blanc* est très connu des égyptologues ; c'est un des noms de Memphis. En second lieu le nom *Ro-hun-t* (la bouche du lac *Hun-t*) a été très heureusement identifié par M. Mariette avec la moderne *Illahun* (il

¹ Msriette, *Papyrus du musée de Boulaq*, pl. 2 et 3. — *Revue critique*, *ibid.*, p. 180-181.

est l'article arabe, *la* = *ro*, l'articulation *r* étant très voisine de celle de *l* en égyptien, ou pour mieux dire l'une se confondant souvent avec l'autre). En outre, les villes nommées *Pa-hibu*, *Berg-t*, *Pa-ba-n-Asar* et *Pa-gar* par le papyrus sont les villes ou villages qui se nomment aujourd'hui Behebit-el-Haggar (*PA-HIBU* = *beehebit*), Berg (c'est le même nom), Abusyr el-Molûq (*Pa-ba-n-asar* = *abusyr*, la première consonne est tombée et le mot a été contracté), et Gharah.

Ainsi, sur les quinze villes nommées par le papyrus égyptien, six sont identifiées. Il faut y joindre Hnès, qui se retrouve dans l'égyptien *Xinensu*. Si maintenant on prend une carte d'Égypte, soit de l'ancienne Égypte, soit de la moderne, et qu'on veuille examiner la situation des villes qui viennent d'être nommées, on pourra se faire une idée de l'espace que devait embrasser l'antique lac Mœris. Non pas qu'il faille croire que toutes ces villes fussent directement situées sur les bords du lac : il est évident, en effet, que Memphis ne pouvait pas être située sur les rives du lac Mœris, puisque Pline nous apprend lui-même qu'elle était distante du lac de soixante-deux milles, c'est-à-dire d'environ vingt-trois lieues ; mais l'effet de l'inondation factice due aux réservoirs du lac Mœris se faisait sentir jusqu'à Memphis et dans tout le nome memphite. Si l'on faisait descendre le lac jusqu'à Memphis, en le faisant partir de Garâh et en le faisant remonter même jusqu'à Héracléopolis la grande, on obtiendrait en surface quelque chose de vraiment formidable, qui déferait sans doute tous les travaux humains. Mais tel n'est pas le cas : il suffit de prendre entre ces deux villes, comme points limites, un espace qui corresponde aux mesures données par l'historien grec, non en droite ligne, ou avec des proportions mathématiques ou géométriques, mais en laissant toute latitude à la configuration proprement dite du lac, pourvu toutefois que les dimensions soient conformes à celles des historiens de l'antiquité. On le peut facilement faire, comme il sera bientôt démontré. En attendant, faisons observer que, sur un point au moins, Hérodote ne se trouve pas en désaccord avec les monuments indigènes, mais que son récit est tout à fait concordant.

La grande difficulté que l'on a eue à admettre le récit de l'historien grec et de ses successeurs, c'est l'impossibilité absolue où l'on se serait trouvé de creuser un lac ayant un tel circuit et trois cents pieds de profondeur. On est allé jusqu'à calculer le nombre de mètres cubes de terre qu'il aurait fallu enlever, et ce calcul donne en effet un nombre tellement prodigieux que l'esprit recule effrayé devant une somme aussi grandiose. Voici ce qu'on peut lire dans les annotations au *Pline l'Ancien* publié dans la collection Panckoucke : « M. Jomard

a prouvé que jamais travaux humains n'auraient creusé un lac pareil ¹. Cet immense réservoir à l'aide duquel l'Égypte corrigeait les inconvénients, tantôt d'une trop grande élévation des eaux, tantôt d'une inondation insuffisante, ayant, comme le dit Pline rectifié (CLM au lieu de CCLM), plus de quarante lieues de tour et une profondeur assez considérable, on a calculé que les Égyptiens auraient été obligés, pour en creuser le bassin, d'enlever plus de onze cents milliards de mètres cubes de terre. Il faut croire, et tout favorise cette hypothèse, que le nome de Crocodilopolis, où il est creusé, était un marais semblable au Delta avant son dessèchement, et qu'un des puissants pharaons de la XVIII^e dynastie, après avoir amené par un canal le Nil jusque dans la partie septentrionale de ce canton, inonda entièrement une surface considérable et fit dessécher le reste du pays, augmentant ainsi, par l'écoulement des eaux, et la masse liquide du bassin qu'il formait, et la valeur de toutes les terres qu'il devenait maître de fertiliser à son gré ². » Si, en réduisant le contour du lac à quarante lieues, en obtient le chiffre formidable de onze cents milliards de mètres cubes, que sera-ce donc si on adopte les dimensions données par Hérodote, c'est-à-dire quatre fois autant ? La chose paraîtrait vraiment impossible, et les pharaons, même de la XVIII^e dynastie, n'y auraient pas songé ; aussi n'eurent-ils pas besoin de creuser le bassin du lac en entier, et se contentèrent-ils de profiter, avec la plus grande intelligence, des dépressions du terrain, comme M. Cope Whitehouse l'a démontré à la suite d'observations personnelles qu'il faut maintenant faire connaître.

Dans l'une des brochures qu'il a publiées à ce sujet, il avoue que son esprit, amoureux des lointains voyages, s'est toujours senti attiré, comme par un charme indéfinissable, vers les restes grandioses des civilisations antiques ³. L'Égypte, avec ses temples et ses pyramides, exerça naturellement sur lui une attraction. Dans un premier voyage qui comporta un assez long séjour, il visita à peu près tous les monuments qui semblent encore peupler ce pays, relisant les

¹ *Mémoire sur le lac Mæris*, dans la *Description de l'Égypte*, 2^e édit., tom VII. *Ant. mem.*

² *Pline l'Ancien*, édit. Panckouke, t. IX, p. 202-203.

³ Voici les titres des principales brochures publiées par M. Whitehouse : *Le lac Mæris et son emplacement d'après de nouvelles recherches*. Extrait de la *Revue Archéologique*, juin 1882. — *Recent explorations in the Desert, near the Fayoum*, dans les *Proceedings of the Society of the Biblical Archaeology*, Juin 1882. — *Lake Mæris*, résumé d'une conférence faite à la société Ascham dans l'*Athenæum* du 22 juillet 1882. — *A Nile Reservoir : The ancient Mæris Bassin*, dans le *New-York Herald*, 23 octobre 1872. — *Lake Mæris from recent explorations in the Mæris bassin and the Wadi Fadhi*, dans le *Bulletin of the american geography Society*, 1882, n. 2.

relations des anciens voyageurs et s'efforçant de les comprendre avec le secours que lui donnait la connaissance des lieux. Possédant assez bien la langue arabe, ayant à sa disposition toutes les ressources matérielles nécessaires, il put se livrer à son penchant sans craindre de voir ses efforts rester infructueux. Les pyramides, le lac Mœris et le Labyrinthe attirèrent spécialement son attention. Il revint en Europe sans idée encore bien arrêtée, mais déjà cherchant dans son esprit la solution des problèmes qu'il s'était posés. Son premier soin fut de recueillir et de méditer avec la plus grande attention tous les textes que l'antiquité nous a laissés sur l'Égypte et ses principaux monuments. Dans une première brochure, tirée à un petit nombre d'exemplaires et qui ne fut pas mise dans le commerce, il essaya de faire connaître en Angleterre ses idées sur la manière dont il comprenait la construction et la destination des Pyramides. Sa théorie peut se résumer en deux points : les Pyramides n'étaient pas des tombeaux, mais des réservoirs hydrauliques ; elles ont toujours été élevées sur des éminences naturelles ¹. Je ne puis aucunement être d'accord sur ce point avec M. Whitehouse, du moins dans l'ensemble de son opinion qui, d'ailleurs, n'a pas obtenu grand succès près des hommes compétents ; mais je n'en suis que plus libre de lui donner mon adhésion à un résultat qu'il me semble avoir obtenu au sujet de la situation et des dimensions du lac Mœris. Un second voyage ou un second séjour en Égypte mûrirent les idées de l'auteur. Un moment même il crut avoir réussi à entraîner le gouvernement égyptien dans ses vues, lorsque les événements du mois de juin 1882 vinrent lui ôter toute espérance d'organiser une expédition dans le Fayoum avec le concours du gouvernement khédivial : Arabi-Pacha, qui lui avait promis son aide et son appui, céda devant l'effervescence qui se manifestait en Égypte. Quoique réduit à ses propres ressources, M. Whitehouse s'enfonça résolument dans le Fayoum, qu'il traversa à plusieurs reprises, ce qu'aucun voyageur ou savant n'avait fait avant lui. Dans l'une de ces expéditions il fut accompagné par M. W. Pétrie, qui avait longtemps été employé à l'étude du plateau de Gizeh et de M. Ellis, correspondant d'un grand journal anglais.

Les explorateurs se rappelant que Jomard avait identifié l'ancien lac Mœris avec le Birket-el-Qeroun actuel, et que l'espace contenu entre ce lac et la contrée où Linant de Bellefonds avait cru découvrir l'emplacement de l'antique lac, avait été, selon cet auteur, une contrée fertile et très cultivée depuis la première Olympiade jusqu'au moyen âge, traversèrent le désert au nord, firent des sondages,

visitèrent Dimeh, en déterminèrent l'antiquité et l'élévation, puis étudièrent une sorte d'île appelée par les Arabes le palais d'Haroun. Ils retournèrent ensuite à Medinet, mesurèrent la hauteur de l'obélisque d'Ebgig et des pyramides de Bichamu, et photographièrent ces monuments. Ils traversèrent ensuite de nouveau le désert, examinèrent de nouveau la digue de Gharag et allèrent camper à Wadi Reian. Là ils n'eurent pas de peine à retrouver l'ancienne direction des eaux. Des observations faites avec des instruments d'une grande précision leur donnèrent des résultats précieux. En outre, pour ne négliger aucune source d'informations, M. Cope Whitehouse interrogeait sans cesse non seulement les Arabes des environs, mais encore les moines coptes qui se trouvent sur les lieux, s'enquérant de tout ce qui pouvait lui apporter de la lumière près des savants naturellement désignés à son attention, comme M. Maspero et le docteur Schweinfurth. Après une exploration aussi consciencieuse, comme les événements prenaient une tournure menaçante, M. Whitehouse revint en Europe, où il acheva d'étudier son problème avant d'en proposer la solution.

Il ne pouvait plus s'attarder désormais à réfuter l'opinion de Jomard : le Birket-el-Qeroun ne satisfait ni aux conditions de dimension ni aux exigences de l'utilité, car il est trop éloigné du Nil, et ainsi son approvisionnement et son déversement eussent été trop peu rapides. Restait à réfuter l'opinion de Linant-Bey, attaché longtemps à l'administration égyptienne, ayant étudié cette question avec soin, pensait-on, et dont les conclusions avaient été adoptées par la plupart des savants et même par tous ceux qui s'étaient occupés de la question, entre autres par le savant Lepsius dans sa célèbre publication intitulée *Denkmähler*, etc. M. Linant de Bellefonds, dans un premier ouvrage, sachant très bien que la question du Lac Mœris était l'une de celles où le défaut de notions exactes sur les localités pouvait égarer le plus, et que rien dans la solution d'un pareil problème ne peut remplacer la description géographique des lieux, publia en 1842 un mémoire sur la situation du lac Mœris, après avoir, disait-il, visité les lieux et fait des observations importantes. Inspecteur général des ponts et chaussées de l'Égypte, président de la Société égyptienne, il se présentait au public savant muni de toutes les recommandations extérieures, qui imposent un jugement porté après mûre considération. Aussi son mémoire, dont la responsabilité fut en quelque sorte endossée par la Société égyptienne qui le fit publier à ses frais, et dans lequel l'auteur prétendait avoir retrouvé l'emplacement du lac antique, fut appelé à un grand retentissement, et les conclusions en furent adoptées par tout le monde savant. Plus avancé que Jomard, qui n'avait trouvé entre les crêtes avoisinant le lac et la dépression

du lac lui-même qu'une différence de niveau de six ou sept mètres ¹, M. Linant de Bellefonds avouait en 1842 que depuis les terrains de la province de Benisouef (le haut Nil) à l'entrée du Fayoum, jusqu'au fond du lac Qeroun, il n'y a que *vingt-sept* mètres de différence de niveau. Il en conclut que le lac ne pouvait avoir la profondeur indiquée par Hérodote, soit quatre-vingt-douze mètres environ. D'ailleurs, ajoute-t-il, l'existence de villes nombreuses et considérables dont les ruines subsistent encore à Medinet, à Sennouris, à Sanhour, à Medinet-Madi, à Medinet-Nemroud, à Talut et à Casr-Keïroun, qui sont, à ce qu'il paraît, du même temps que Crocodilopolis ou à peu près, et qui toutes eussent été sous l'eau si le lac avait été à la hauteur voulue et dans cet emplacement, démontre que l'historien grec s'est trompé. Cependant il admet la possibilité que le Fayoum ait été un vaste lac lors de sa formation, quand les eaux, par l'exhaussement du lit des fleuves et par celui des terrains d'alluvion, coulèrent par le canal naturel mettant les terrains d'Illahoum en communication avec ces bas lieux ². M. Isambert, dans son guide si consciencieux en Égypte, admettait encore en 1878 ces théories et disait : « Le niveau du lac est de vingt-six mètres au moins au-dessous de la première région, et conséquemment de dix-huit mètres ou cinquante-cinq pieds plus bas que le Nil à Benisouef. Ces déterminations, dues aux études de M. Linant-Pacha, sont d'une grande importance pour la géographie historique du pays. »

Cependant ces déterminations n'étaient pas si importantes qu'on veut bien le dire, et l'auteur fut lui-même obligé de revenir sur ses premières observations et de les déclarer fausses. Le gouvernement égyptien ayant fait construire un chemin de fer pour descendre le plateau de Semhour au bord du lac, on fut obligé pour adoucir la pente de faire un énorme détour de sept kilomètres, lorsque la distance n'est réellement que de six. Si la différence de niveau n'avait été que celle indiquée par M. Linant de Bellefonds, on ne se serait pas trouvé dans cette obligation. Plus tard, en 1871, M. Rousseau-Bey, directeur-général actuel des travaux publics, fit lever le plan d'Illahoun au lac, et constata que les nivellements antérieurs ne reposaient sur aucun fond solide. L'année suivante, M. Linant de Bellefonds publia à Paris un ouvrage intitulé : *Mémoires sur les travaux d'utilité publique exécutés en Égypte* ; mais il eut le tort de représenter cet ouvrage comme une édition revue et augmentée du premier : la dernière publication ne portait pas le même titre que la première, et l'auteur aurait dû avertir tout au moins qu'il y avait dans ses pre-

¹ Jomard, *Op. cit.*, p. 10.

² Linant de Bellefonds, *Mémoire sur le lac Mæris*, 1842, p. 12 et seqq.
T. XXXIV. 1^{er} OCTOBRE 1883.

mières observations des inexactitudes étonnantes. Or, dans la seconde édition *revue et augmentée* on lit : « Or, depuis la gorge d'Illahoun et le seuil du Bahr Yusuf à Awarat-el-Macta jusqu'à la surface du lac, comme l'a vu M. Jomard, et comme cela existait encore lorsque j'ai fait faire des nivellements, il y a soixante et un mètres quatre-vingt. En mettant la profondeur des eaux du lac à vingt mètres vingt, *ce serait la mesure* qu'Hérodote donne au lac ¹. » Dans un autre passage, il fait ce nouvel aveu : « Les eaux du lac El-Korn (Birket-el-Qeroun) actuel sont à peu près à vingt-neuf mètres en contre-bas de la mer et à soixante-dix mètres au-dessous de la surface des terrains du second plateau du Fayoum, où se trouvent *tous les anciens villages* ². » Nous voici bien loin des premières mesures si insuffisantes données par le premier mémoire. L'importance de cette conversion n'échappera à personne, car nous avons enfin une conclusion scientifique qui donne une confirmation solennelle à celles des mesures indiquées par Hérodote qui soulevait, peut-être, le plus d'objections. Nous n'avons en effet aucune raison de croire que les anciens Égyptiens n'aient pas été assez habiles pour profiter des facilités naturelles que leur offraient la configuration et la dépression du Fayoum pour y construire le lac qui fut la merveille de l'antiquité. Ce fut précisément à cause de cette dépression et de cette configuration que les ingénieurs de l'antique Égypte (qu'on me passe l'expression) firent choix du Fayoum pour y créer cet immense réservoir. La nature y avait sans doute plus travaillé qu'eux ; leur mérite n'en est pas moindre, car c'est le propre de l'homme de se servir intelligemment des forces aveugles de la nature.

Que si l'on considère maintenant que cette dépression du terrain s'en va continuant depuis Dimeh, qui est encore à quatre-vingt-dix mètres au-dessus du niveau de la mer, jusqu'à Wadi Moieh et Wadi Reian où l'on trouve des plis de terrain qui sont à cent soixante-quinze et à cent quatre-vingts mètres au-dessus de ce niveau, on a tout l'espace nécessaire pour les dimensions données par Hérodote ; et il ne faut pas dire que ceci peut être une simple imagination, et que rien ne prouve que ces deux vallées aient été autrefois couvertes par l'eau : tout, au contraire, et les observations personnelles de M. Whitehouse en font foi, prouve que les deux vallées ont été longtemps sous l'eau, car on y remarque facilement des alluvions d'époque relativement récente et l'on n'y trouve aucune ruine qui démontre que ces deux vallées aient été autrefois peu-

¹ Linant de Bellefonds, *Mémoires sur les travaux d'utilité publique exécutés en Égypte*, 1872, p. 64.

² *Id.*, *Ibid.*

plées dans l'antiquité. Ainsi se réfute d'elle-même une objection importante, à savoir qu'on trouve dans le Fayoum, j'entends dans la partie que les eaux du lac Mæris devaient recouvrir, des monuments dont l'existence démontre péremptoirement que cette région a été habitée de très bonne heure : tous les monuments que l'on y rencontre sont de l'époque romaine, excepté un obélisque sans doute cassé en le transportant. On y voit un temple qui est évidemment de basse époque, et les statues qu'on y a trouvées sont des monuments élevés aux dieux des jardins : nouvelle preuve que la culture faite sur la partie du lac qui s'était desséchée était celle que l'on fait de préférence sur une terre depuis peu appropriée à l'agriculture. J'ai moi-même interrogé l'un des rares visiteurs du Fayoum, M. Guimet, le fondateur du beau musée de Lyon ; M. Whitehouse a interrogé les autres, soit en Égypte, soit en Europe, et ils sont peu nombreux : tous sont d'accord sur ce point, tous ceux, dis-je, qui sont vraiment entrés dans le désert.

Et maintenant que conclure, sinon que le lac Mæris a bien existé tel que l'a vu Hérodote, ainsi que toute l'antiquité ? Les conditions physiques et géologiques de cette partie de l'Égypte le permirent. Il devait avoir de quatre cents à cinq cents milles anglais de circuit, contenir des îles qui s'élevaient à cent cinquante ou deux cents pieds au-dessus du niveau habituel de son eau ; il était capable de recevoir une grande partie du surplus de l'inondation du Nil, et se déchargeait dans la vallée du bas Nil par le canal qui le mettait en communication avec cette partie du fleuve. La direction générale en était du nord au sud. Du reste, je laisse la parole à M. Cope Whitehouse pour les dernières conclusions : « Selon mes observations, le lac Mæris était à l'ouest de la vallée du Nil, comme on le trouve sur toutes les cartes anciennes. D'Anville, Gibert, et tous ceux qui l'ont placé ailleurs ont tort. La théorie de Linant-Pacha, qui le dit circonscrit par des digues qui envelopperaient en partie la terrasse la plus élevée du Fayoum ne repose que sur des mesures de hauteur relative, auxquelles il a donné lui-même le démenti le plus formel. M. Jomard avait raison en disant que l'ancien lac comprenait le lac actuel. Il s'est trompé aussi sur les différences de niveau, et a émis une opinion erronée en supposant que le lac du Fayoum est le même que le lac Mæris, et qu'il fallait réduire les mesures données par les anciens. Le lac Mæris d'Hérodote serait recréé en peu de temps, si la digue d'Illahun était coupée. Le bassin du Fayoum serait rempli d'eau, et cette eau, se déversant ainsi dans le désert au midi, s'étendrait dans les vallées Moieh et Reian. La surface du lac aurait ainsi une longueur de plus de cent kilomètres sur une largeur de trente-cinq à quarante, qui serait dimi-

nuée en plusieurs endroits d'îles et de presqu'îles. Sa profondeur en plusieurs endroits atteindrait quatre-vingt-dix mètres. Sa hauteur *maximum* serait un peu au-dessus de celle du Nil. Quand le Nil diminue, l'eau baisserait environ de cinq à huit mètres par ce même canal, mais une déperdition continuelle aurait lieu par l'infiltration, principalement vers le nord-ouest, ou les lacs Natrons... »

Qu'opposer à ces arguments ? On avait nié la possibilité ; la possibilité est démontrée. De la possibilité à la réalité, il y a loin ; mais lorsqu'on nous affirme l'existence de ce qui n'est pas impossible, quelle raison pouvons-nous avoir pour la nier ? Une fois de plus, le récit d'Hérodote est confirmé sans parti pris, par une étude sérieuse et scientifique de toutes les données d'un problème qu'on avait trop légèrement traité d'insoluble, et à point nommé les monuments de l'antique Égypte, les hymnes de ses poètes viennent confirmer l'entente du voyageur ancien et du voyageur moderne.

E. AMÉLINEAU.

II

L'HISTOIRE GRECQUE DE M. CURTIUS

ET LES

RÉCENTES DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES SUR LA GRÈCE.

I

En traduisant l'*Histoire grecque* de M. Ernest Curtius¹ et en mettant à la portée de tous les lecteurs français ce monument de l'érudition allemande contemporaine, M. Bouché-Leclercq a rendu un important service aux études classiques dans notre pays. Il a accompli une tâche difficile et ingrate, analogue à celle de M. de Sadous, traduisant, il y a une trentaine d'années, l'*Histoire de la Grèce* de Grote, qui comprend dix-neuf volumes. Nous tenons d'autant plus à signaler

¹ *Histoire grecque*, par Ernest Curtius, traduite de l'allemand sur la cinquième édition, par A. Bouché-Leclercq. Paris, Leroux, 1880-1883, 5 vol. in-8°.

tout de suite le mérite du savant et laborieux traducteur que l'attention du critique comme celle du lecteur, s'attache en général exclusivement à l'œuvre de l'auteur, sans prendre la peine de reconnaître le labeur, souvent érudit, d'une traduction consciencieuse qui devient parfois une véritable collaboration.

Jusqu'ici, le livre le plus important qu'on ait écrit, dans les temps modernes, sur l'histoire de la civilisation hellénique était celui de Grote : il nous a semblé que l'ouvrage de Curtius, continué par celui de Droysen, était destiné à remplacer avantageusement l'œuvre de Grote sur la plupart des points. Il est mieux au courant de la science moderne et marqué au coin d'une critique plus sévère. Tel est, en général, le sort naturel de tout livre d'érudition consciencieusement élaboré qui vient trente ans après un autre qui traitait des mêmes matières.

On connaît l'histoire de George Grote, ce banquier anglais, membre de la Chambre des Communes, qui, en 1855, s'éprit tout à coup, comme vingt ans plus tard M. Schliemann, d'une passion enthousiaste pour la vieille civilisation grecque, et eut le courage d'en entreprendre une histoire monumentale, qu'il croyait définitive. Son livre, en effet, est jugé avec raison par M. Bouché-Leclercq, « le répertoire le plus complet que nous ayons d'informations et de jugements motivés concernant l'histoire politique de la Grèce. » Mais l'*Histoire de la Grèce* de Grote a de graves défauts. Au lieu d'être un composé dont toutes les parties sont harmonisées entre elles, un drame avec son développement et son enchaînement naturels, c'est au contraire une vaste compilation formée de traités détachés les uns des autres, une galerie de tableaux dont les sujets n'ont entre eux que des rapports fort éloignés. Les origines grecques, jusqu'au commencement de l'ère des Olympiades, y sont à peu près négligées, ou plutôt l'histoire s'y confond trop avec la mythologie et les récits légendaires ; l'auteur se laisse entraîner parfois à des digressions et des dissertations qui nuisent à l'enchaînement du récit ; enfin nul n'ignore que certaines parties de l'histoire des Grecs ont été totalement renouvelées par les découvertes archéologiques de ces trente dernières années.

De l'autre côté du Rhin, un digne émule de Grote, archéologue de premier ordre, Ottfried Müller, prépara lui aussi une histoire générale de la Grèce : une mort prématurée, en l'enlevant brusquement à ses fouilles de Delphes, l'empêcha d'achever son œuvre. Il était réservé à son disciple M. Ernest Curtius de reprendre et de continuer l'entreprise qui est venue à terme après une lente et laborieuse préparation. La carrière scientifique de M. Curtius est déjà longue, même si on la compte seulement depuis le jour où, en 1843, il publiait ses *Anecdota Delphica*, jusqu'à ces dernières années où il dirigeait les fouilles

d'Olympie. Profondément versé dans la connaissance de la littérature grecque, M. Curtius est encore un voyageur infatigable ; il a visité toute la Grèce jusqu'aux moindres hameaux, interrogeant chaque ruine, chaque pan de muraille, forçant, pour ainsi dire, chaque pierre antique à lui livrer son secret et à fournir son contingent à l'histoire. M. Curtius est, depuis de longues années déjà, l'un des directeurs du musée d'antiquités de Berlin qui, grâce à son impulsion et à celle de son collègue M. Conze, de presque insignifiant qu'il était, est devenu un des plus importants musées de l'Europe. Ajoutons enfin, que chez M. Curtius, l'érudit et l'archéologue sont doublés d'un écrivain digne de ce nom. Son récit revêt, en général, une clarté toute française, une originalité et une élégance peu communes dans les travaux enfantés par l'érudition germanique. On ne trouve pas sous sa plume les défauts qu'on relève dans les œuvres de M. Mommsen et que nous signalions chez Grote ; mieux que dans ce dernier auteur, on suit l'enchaînement et le développement des idées et des faits ; l'histoire grecque, dans son ensemble, a une intrigue et un dénouement. Il était difficile d'harmoniser ainsi, sans tomber par trop dans le système, l'histoire de ces cités indépendantes et rivales, et de ces centres multiples et mobiles de la civilisation hellénique.

Le récit de M. Curtius embrasse une période historique qui s'étend depuis les origines grecques jusqu'au moment où la diète hellénique, réunie à Corinthe, vote la guerre contre les Perses et proclame pour chef de la confédération le roi Philippe de Macédoine (338 av. J.-C.). Le reste de l'histoire de la civilisation hellénique, jusques et y compris les successeurs d'Alexandre, forme la matière de l'ouvrage de M. Droysen, dont M. Bouché-Leclercq a également entrepris la traduction. Mon intention n'est pas de donner ici une analyse plus ou moins développée de l'ouvrage de Curtius ; je n'ai pas davantage formé le dessein de mettre en relief la supériorité de cette œuvre sur les travaux du même genre, ou même, en me plaçant à un autre point de vue, de relever minutieusement et pas à pas, à travers les péripéties de ce long drame, les points de détail, sans grande importance, que l'auteur a plus ou moins négligés, ou sur lesquels sa plume a pu laisser échapper quelques inexactitudes d'un médiocre intérêt. Je me propose seulement d'indiquer d'une façon générale quels sont, au point de vue purement historique, les résultats des plus récentes découvertes archéologiques dont M. Curtius lui-même n'a pu profiter ; car, en ces matières, la science marche à pas de géant, et je voudrais donner un court aperçu de l'appoint considérable que l'archéologie a, sur certains points, apporté à l'histoire dans le cours des dernières années.

II

On a beaucoup parlé récemment des fouilles entreprises par le gouvernement allemand à Olympie et à Pergame, fouilles qui ont procuré au musée de Berlin ses plus beaux morceaux de sculpture grecque avec une moisson d'inscriptions. Olympie, fameuse par les fêtes qui s'y célébraient tous les quatre ans et qui ont donné naissance au système de supputation des années, chez les Grecs, florissait dans la plaine qui s'étend sur la rive droite de l'Alphée, un peu en amont du point où ce fleuve reçoit le torrent du Cladeos. On sait que la célébration des jeux Olympiques institués par Hercule lui-même, fut régularisée dès le ix^e siècle avant notre ère ; c'était, à l'origine, une sorte de trêve sainte qui mettait fin, comme au moyen âge la Trêve de Dieu, aux guerres incessantes que mille petites cités rivales ne cessaient de se livrer entre elles. Toute la Grèce accourait à ces jeux nationaux, de sorte que la ville se trouva bientôt enrichie des monuments qu'on y élevait en l'honneur des vainqueurs dans la course des chars, des ex-voto qu'y consacraient les pèlerins accourus de Thèbes, de Sparte, d'Athènes, de Milet, de Smyrne, de Syracuse, de Cyrène, des embellissements dont les archontes, les tyrans ou les rois venus de loin, l'ornaient à l'envi. Olympie s'éteignit avec la civilisation hellénique et ses richesses inouïes se trouvèrent rapidement enfouies sous une épaisse couche d'alluvions. Les explorateurs de nos jours pouvaient donc espérer retrouver facilement ces monuments et ces trésors.

Sous la Restauration, lors de l'expédition du général Maison en Morée, un architecte français, Blouet, commença des fouilles qui livrèrent entre nos mains une des plus belles métopes du temple de Jupiter à Olympie : elle représente la lutte d'Hercule contre le taureau crétois, et constitue aujourd'hui un des beaux spécimens de la sculpture antique que possède le musée du Louvre. Les fouilles de Blouet et de la Commission française de Morée ne tardèrent pas à être interrompues ; elles ont été reprises par le gouvernement allemand seulement en 1873. Toute la ville a été déblayée et l'on peut dire que sous chaque coup de pioche des ouvriers, surgissaient, comme par un effet magique, des statues, des futs de colonnes, des inscriptions, des bas-reliefs, des édifices entiers. On s'est attaché surtout à déterrer le fameux temple de Jupiter, que les anciens regardaient comme représentant, avec le Parthénon, le plus puissant effort du génie grec au point de vue architectural.

Commencé par les Éléens, après la prise de Pisa l'an 572 avant notre ère, la construction n'en fut achevée que cent trente ans plus tard. Dans le sanctuaire était placée la statue colossale de Jupiter, tout entière en or et en ivoire, et qui passait pour le chef-d'œuvre de Phidias. C'étaient Paconios de Mendé et Alcamènes de Lemnos qui avaient été chargés d'exécuter les sculptures des deux frontons du temple ; elles représentaient, à cause de l'origine des jeux olympiques, les travaux d'Hercule : la chasse du sanglier de l'Érymanthe, la défaite du triple Géryon, la capture des cavales de Diomède, le nettoyage des étables du roi Augias, l'enlèvement du taureau crétois, etc.

Ce que les archéologues allemands, sous l'habile direction de M. Curtius, ont retrouvé de toutes ces merveilles de l'art grec est considérable, et frappe d'admiration, malgré les mutilations qu'ont subi la plupart de ces chefs-d'œuvre. Des centaines d'inscriptions importantes pour l'histoire ont été retrouvées, et doivent préciser, éclaircir et modifier bien des points essentiels des annales parfois singulièrement obscures et défigurées des cités helléniques.

A Pergame, les savants de Berlin n'ont pas été moins heureux. La petite ville commerçante de Berghama s'étend maintenant à côté des ruines de la vieille capitale de l'empire des Attalides. Sur les débris de la ville grecque se sont successivement entassés des décombres de l'époque romaine, du Bas-Empire et du moyen âge : c'était partout, au milieu des broussailles, des pans de murs éventrés et croulants qui ne paraissaient pas, de prime abord, offrir un bien grand intérêt archéologique. Pourtant, un obscur compilateur du troisièmesiècle de notre ère, Ampelius, range Pergame parmi les sept merveilles du monde, et il dit que, dans cette ville, se trouvait un merveilleux autel de marbre, haut de quarante pieds, orné de grandes sculptures qui représentaient une gigantomachie. Ce n'est pas ce texte néanmoins qui donna l'idée de pratiquer des fouilles ; on ne songea à y recourir et à le citer que lorsque ces fouilles furent achevées. La plupart du temps, c'est le hasard, bien plutôt que les textes anciens, qui guide l'investigateur.

En 1869, un ingénieur allemand, M. Carl Humann, qui, depuis plusieurs années déjà, parcourait l'Asie Mineure, se trouvait transporté par hasard sur les ruines de Pergame. Il avait été chargé par le gouvernement ottoman de faire le tracé d'une route qu'on voulait établir entre Smyrne et Constantinople. Installé à Berghama pour ses opérations géodésiques, il eut l'idée d'aller chercher les pierres dont il avait besoin pour ses travaux, au sommet de l'Acropole voisin, dont il exploita les ruines comme une carrière. Un jour, ses ouvriers trouvèrent un grand bas-relief en marbre, qui représentait un

personnage dans l'attitude de la lutte ; il était dans un état de conservation parfaite. M. Humann fit aussitôt creuser sur ce point : on découvrit un escalier et quelques débris antiques. Malheureusement, une attaque de fièvre obligea l'ingénieur allemand d'interrompre ses travaux. Ce ne fut qu'en 1871 qu'ayant rencontré à Constantinople M. Ernest Curtius, il lui parla de ses trouvailles, et le décida à venir avec lui à Pergame. M. Curtius, avec le flair qui distingue un archéologue expérimenté, reconnut bien vite l'importance des ruines et sut présager d'intéressantes découvertes.

Il fut dès lors convenu, pour ne pas éveiller les susceptibilités du gouvernement turc et d'autres rivalités jalouses, que M. Humann continuerait sans bruit ses fouilles, dont il enverrait discrètement les résultats au consulat allemand de Smyrne. Un peu plus tard, M. Curtius, profitant de certaines circonstances politiques, fit engager par son gouvernement des négociations pour obtenir du Sultan un firman régulier permettant d'entreprendre sur un large pied l'exploration archéologique de l'Acropole de Pergame. Ces négociations n'aboutirent qu'en 1878. Alors, des savants spéciaux furent adjoints à M. Humann ; M. Conze, collègue de M. Curtius au musée de Berlin, partit pour diriger méthodiquement l'exploration ; bientôt, tout le sommet de l'Acropole fut déblayé, et l'on vit se dresser les ruines de l'ensemble des constructions qui remontaient jusqu'aux Attalides. On y remarquait particulièrement l'autel gigantesque signalé par Ampelius et dont les bas-reliefs sont maintenant à Berlin. La plateforme sur laquelle il était élevé avait près de quarante mètres de côtés.

C'est à Attale I^{er} et à Eumène II (241-159 av. J. C.) que Pergame devait la plupart des monuments qui faisaient sa splendeur. Ayant repoussé l'invasion des Gaulois qui, après avoir ravagé la Macédoine et pillé le temple de Delphes, avaient passé le Bosphore, Attale prit le titre de roi, et employa à l'embellissement de sa capitale et de son palais un trésor de neuf mille talents (environ cinquante et un millions) qui était renfermé dans la citadelle de Pergame depuis le temps de la domination du roi Lysimaque, tué à la bataille de Koroupedion en 281 avant notre ère.

Ces embellissements et cette prospérité continuèrent sous Eumène II ; à côté du fameux autel de Jupiter et de Minerve, on admirait le temple d'Esculape, où était érigée une célèbre statue du dieu, due au ciseau de Phrymachos, le Niképhorion dont les avenues étaient peuplées de chefs-d'œuvre de sculpture, enfin la fameuse bibliothèque qui renfermait plus de deux cent mille volumes, et passait pour la rivale de celle d'Alexandrie.

L'histoire du royaume de Pergame est renouvelée tout entière par

ces découvertes, que je tenais à indiquer particulièrement ici, en raison de la part personnelle et immédiate que M. Ernest Curtius y a prise. Les fouilles de Pergame sont d'ailleurs en ce moment même reprises avec vigueur, sous la direction de MM. Bohn et Fabricius. Je n'en finirais pas si je voulais seulement signaler avec quelques développements les explorations importantes qui sont venues, ces années dernières, renouveler la science, et dans lesquelles, il faut bien le reconnaître, la France n'a qu'une part très secondaire. Tout le monde connaît les étonnantes découvertes de M. Schliemann à Mycènes et à Troie, celles des archéologues anglais à Éphèse sur l'emplacement du fameux temple de Diane, celles du général américain P. di Cesnola à Chypre, celles de M. Constantin Carapanos à Dodone au célèbre sanctuaire d'Apollon, celles de M. Otto Puchstein qui a découvert au sommet du mont Nimroud-dagh, au nord de l'ancienne Samosate, le somptueux tombeau d'Antiochus, roi de la Commagène, avec des statues colossales, des bas-reliefs, et une inscription de deux cent trente sept lignes : monuments qui sont de nature à transformer complètement nos idées sur l'histoire ancienne des pays à l'ouest de l'Euphrate. Citons à l'honneur de notre pays : les fouilles de M. Rayet à Milet et dans le bassin du golfe Latmique ; celles que les membres de l'École française d'Athènes ont entreprises et qu'ils poursuivent sur différents points, notamment à Samos, à Myrina, à Délos ; enfin les voyages d'exploration que M. Fr. Lenormant a exécutés dans la Grande Grèce et dont il nous fait actuellement connaître les beaux résultats. La mode est en ce moment aux fouilles et aux recherches archéologiques, et une féconde émulation règne entre les savants des différents pays. On vient d'organiser en Angleterre, par une souscription publique, une mission qui se propose d'explorer archéologiquement l'Asie-Mineure tout entière, et le gouvernement turc lui-même, qui s'était jusqu'ici désintéressé de cette branche de la science, vient de prendre des mesures pour faire explorer à son propre compte, sous la direction de Hamdi-Bey, différents points de son territoire où l'on a signalé des ruines antiques. L'histoire, dont l'archéologie n'est qu'une branche accessoire, sera la première à profiter de cet effort universel dont les résultats ne se feront pas longtemps attendre.

III

Un des points de l'histoire grecque le plus radicalement modifiés par les récentes découvertes archéologiques et linguistiques, est l'ethnologie de l'Asie-Mineure. Je ne parlerai pas des Pélasges, cette race de géants à demi-fabuleux qui paraît avoir dominé sur une partie de

l'Asie antérieure aussi bien que sur l'Europe, et que M. Curtius regarde comme un rameau de la race indo-européenne, détaché avant tous les autres de la souche commune, tandis que M. d'Arbois de Jubainville, au contraire, croit avoir démontré qu'elle était de sang chamitique ¹. Je ne parlerai pas non plus de l'origine des Ioniens, question aussi difficile qu'importante, sur laquelle M. Curtius, dès 1855, a écrit un traité spécial ², et qu'ont reprise tout récemment, après d'autres savants, M. Bernardi Stade ³ et M. Fr. Lenormant ⁴, qui trouvent que M. Curtius est un peu absolu et systématique. A côté de ces très anciennes races qui ont primitivement peuplé l'Asie-Mineure et qu'on a déjà beaucoup étudiées, quelque difficulté qu'on éprouve à poser les jalons de leurs migrations, il est un peuple important qui, à un moment donné de son histoire, a dominé certainement toute l'Asie antérieure, y compris l'Anatolie entière ; cependant M. Curtius n'en prononce même pas le nom dans son livre. Ce peuple, ce sont les Khittim de la Bible, appelés Khatti dans les textes cunéiformes, et Kétaou dans les inscriptions égyptiennes ; leur nom s'est conservé dans les poèmes homériques sous la forme *Ketioi*.

L'importance historique du rôle de ce peuple, d'origine peut-être chanaanéenne, est révélée par l'archéologie depuis quelques années à peine, et ce sujet est actuellement à l'ordre du jour de la science. M. l'abbé Vigouroux, se plaçant au point de vue des études bibliques, a résumé ici-même les principaux travaux auxquels il a donné lieu ⁵. M. Lenormant, dans deux importants mémoires parus il y a quelques mois à peine, a cité tous les monuments des Khittim qu'on a signalés jusqu'ici ⁶. Les principaux se rencontrent particulièrement dans le pays circonscrit entre l'Oronte, l'Amanus et l'Euphrate, siège d'un empire que les documents hiéroglyphiques et cunéiformes nous montrent si puissant du ^{xvi}^e au ^{viii}^e siècle avant l'ère chrétienne. Mais on a aussi trouvé des monuments Khittites dans les pays grecs, et l'on a pu constater ainsi, en l'absence de textes écrits, que l'empire des Khittim avait embrassé toute l'Asie-Mineure. Citons, par exemple : le bas-relief d'Ibriz en Lycaonie ; le sceau d'argent bilingue, aujourd'hui perdu, mais publié plusieurs fois, de Tarquodimme, roi en Cilicie ; le bas-

¹ D'Arbois de Jubainville, *Les premiers habitants de l'Europe*, p. 13, 79 et 273.

² Curtius, *Die Ionier vor der ionischen Wanderung*. Cf. *Göttingische Gelehrte Anzeige*, 1876 ; *Histoire grecque*, t. I, p. 36.

³ *De populo Javan, parergon patrio sermone conscriptum*. Giessen, 1880.

⁴ Dans le *Journal des savants*, août et octobre 1882.

⁵ *Revue des quest. his.*, livr. du 1^{er} janvier 1882.

⁶ *Gazette archéologique*, 1882, art. intitulé : *Bas-relief découvert près de Roum-Qalah* ; — *Journal des Savants*, juillet 1883.

relief d'Eflatoun en Isaurie ; ceux de Boghaz-keui et d'Euguk sur la rive orientale de l'Halys, en Cappadoce ; celui de Ghiaour-Kaléçi en Phrygie et d'autres monuments provenant de la même contrée ; le bas-relief de Karabéli près de Smyrne. Nous ne mentionnons que des monuments dont l'origine ou le site ne sauraient être contestés, ou qui n'ont pu, à aucune époque, être transportés d'un lieu dans un autre, de telle sorte que leur seule présence dans un pays est un argument irréfragable en faveur de la domination khittite. Le bas-relief qu'on voit sur un rocher au village de Karabéli, à sept lieues à l'est de Smyrne, c'est-à-dire à l'extrémité occidentale de l'Asie-Mineure, avait été déjà remarqué par Hérodote (II, 106), qui nous en a laissé une description, en le considérant comme un portrait de Sésostris. La plupart de ces monuments, et beaucoup d'autres que nous ne saurions énumérer ici, sont couverts d'inscriptions formées à l'aide d'un alphabet spécial, les « hiéroglyphes khittites, » qu'on ne déchiffre point encore. Quels enseignements nouveaux et inattendus nous ménagent ces textes muets jusqu'ici ! Que de thèses historiques qui paraissent assises sur de solides fondements seront sans doute renversées ! Nous devons peut-être nous attendre à une révolution du même genre que celle qui accompagna le déchiffrement des hiéroglyphes égyptiens et de l'écriture cunéiforme. Quoi qu'il en soit, il est permis dès aujourd'hui d'affirmer que les Khittim jouissaient d'une culture intellectuelle et matérielle fort avancée déjà, et qu'ils ont, à une certaine époque de leur histoire, dominé sur l'Asie-Mineure jusqu'aux rives de la mer Égée et du Pont Euxin. Dès lors, on peut prévoir que l'on parviendra un jour à déterminer l'influence considérable que ce peuple a dû exercer sur les progrès de la civilisation hellénique.

C'est sans doute par les Khittim que les Hellènes ressentirent les premières influences des civilisations orientales, avant celle qui leur vint des Assyriens et des Phéniciens. On commence à connaître assez bien, depuis qu'on lit les textes cunéiformes et que l'on peut étudier les monuments de Ninive, le caractère du contact de la civilisation assyrienne avec le monde grec, et l'on se rend compte des emprunts considérables que les Hellènes ont fait aux Assyriens. Pourtant, je dois dire encore que ce n'est pas dans l'*Histoire grecque* de M. Curtius qu'on pourra se mettre au courant de la science à cet égard ; en général, on remarque que l'auteur, trop exclusivement confiné dans le monde grec qu'il connaît mieux que personne, est beaucoup moins complet et beaucoup moins exact quand il s'agit des relations des Hellènes avec les races voisines.

D'après la théorie admise par la plupart des historiens modernes et acceptée par M. Curtius, l'influence sémitique sur le monde grec

se serait manifestée d'abord par les Phéniciens sur mer, et par les Lydiens sur terre. Lud, l'ancêtre présumé des Lydiens, se rattache en effet, d'après la Bible, à la race de Sem. Mais la question capitale, et que M. Curtius n'a pas seulement examinée, c'est de savoir si l'identification des Lydiens avec Lud est certaine. Or, rien n'est plus douteux : M. Lenormant croit formellement qu'il n'existe entre le nom des Lydiens et celui de Lud qu'une assonance fortuite. « Les Lydiens, dit-il, sont un peuple aryen de race et de langage, et leur position géographique ne correspond aucunement à celle de Lud, fils de Schém ¹. » D'après ce système, Lud représenterait la Syrie du Nord. Il faudrait donc abandonner sur ce point la théorie de M. Curtius, et croire que l'influence sémitique ne s'est manifestée sur le monde grec que par les Phéniciens et les Assyriens.

L'histoire des rapports de l'empire d'Assyrie avec les populations helléniques est encore une des parties les moins complètes du livre de M. Curtius. Nous ne chercherons point à les retracer ici en détail ; on en trouve le récit dans les annales des rois de Ninive. C'est dès la fin du XII^e siècle avant notre ère que les Assyriens franchissent les limites occidentales du bassin de l'Euphrate, et qu'ils pénètrent en Asie-Mineure par un défilé des montagnes de la Cilicie, qui s'est appelé, dans la suite, *Portes d'Assyrie*. Dans les souvenirs mythologiques des Grecs, les invasions assyriennes, relatées tout au long dans les textes cunéiformes, sont personnifiées par les noms d'Ilios et d'Assaracos, placés par Homère ² dans la généalogie royale de Troie ; Ilios n'est pas autre chose que le dieu suprême des Assyriens, Ilu. Une autre tradition grecque attribue même à Ilu la fondation d'Ilios ou Ilion. De sorte qu'on en peut conclure, avec M. d'Arbois de Jubainville ³, que le culte du grand dieu des Assyriens fut imposé par la conquête aux Phrygiens de la Troade. La tradition grecque raconte enfin qu'un roi d'Assyrie, du nom de Teutame, aurait envoyé une armée au secours de Priam lors de la guerre de Troie ⁴.

Ces récits historiques des expéditions des rois de Ninive, et ces lointains souvenirs des Grecs sont confirmés de la manière la plus éclatante par l'histoire de l'art et par les découvertes archéologiques qui nous montrent que c'est des bords du Tigre, de Ninive, que les Grecs ont reçu les premiers rudiments de la culture intellectuelle et des arts ; il ne suffit donc pas de reconnaître simplement dans la guerre de Troie un épisode important de la colonisation éolo-

¹ Lenormant, *Hist. ancienne de l'Orient*. Édit. illustr., t. I, p. 288-290.

² *Iliade*, XX, 239-240.

³ *Les premiers habitants de l'Europe*, p. 173.

⁴ Cephallion, *Fragm.* I., coll. Didot, *Fragm. hist. græc.*, t. III, p. 627.

achéenne en Asie-Mineure ; il y a là, au point de vue des relations de la race hellénique avec les civilisations orientales, un ensemble de faits considérables que je ne puis que signaler ici et que j'aurais voulu voir étudiés, approfondis et synthétisés dans une histoire générale de la race hellénique.

IV

En tournant nos regards d'un autre côté du monde grec, l'île de Chypre par exemple, toujours en envisageant les progrès que l'archéologie a fait faire à l'histoire, nous pourrions de même constater des lacunes dans le livre de M. Curtius, pourtant si complet et si précis pour tout ce qui a plus de quinze ans de date.

Chypre, placée au milieu de la mer, presque à égale distance de la côte de Phénicie et de la côte d'Asie-Mineure, semblait destinée à être le rendez-vous commun des populations sémitiques et helléniques. Chypre fut, en effet, pour les Phéniciens, le seuil d'où ils s'élancèrent à la découverte des côtes de la Grèce. A côté des Kittim, dont M. Fr. Lenormant vient de retracer ici l'histoire et les migrations¹ il y avait aussi dans cette île des Phéniciens, des Ioniens, des Achéens et des Arcadiens, de sorte que Chypre était comme un pont jeté entre le monde oriental et le monde grec ; aussi son histoire est-elle des plus importantes. C'est là qu'on peut toucher du doigt, pour ainsi dire, la pénétration réciproque de deux civilisations si disparates, le rapprochement, la confusion même des dieux de deux religions si étrangères l'une à l'autre.

On peut croire que les premières armes de bronze arrivèrent aux Hellènes par Chypre ; le nom même du cuivre, *æs cuprium*, *cuprum*, est formé du nom de l'île qui le produisait ; les plus anciennes armes trouvées par M. Schliemann dans les ruines de Troie sont de style cypriote. Les fouilles de Troie ont également fourni des vases en terre cuite d'une fabrique identique aux plus anciens vases de Chypre ; bien plus, ils portent des inscriptions en caractères cypriotes². Qui pourra jamais dire l'influence et le rôle de Chypre sur la civilisation dont Troie fut le principal foyer ? Enfin, l'étude des alphabets lycien et carien permet d'établir que la plupart des signes de ces alphabets sont tirés du syllabaire usité à Chypre, qui lui-même, d'après de récentes recherches, est directement dérivé des hiéroglyphes khittites. Bien plus, le syllabaire cypriote paraît avoir été en usage dans toute l'Asie-Mineure, avant d'être supplanté par l'alphabet plus commode et plus simple des Phéniciens.

¹ *Revue des quest. hist.*, livr. de juillet 1883.

² Voy. Fr. Lenormant, *Les antiquités de la Troade*, t. I, p. 33.

Les inscriptions cypriotes ne sont interprétées d'une façon certaine et véritablement scientifique que depuis quelques années seulement. Dès l'année 1852, il est vrai, le duc de Luynes avait ouvert la voie dans ce champ d'études, par la publication de son livre intitulé : *Numismatique et inscriptions cypriotes*. Mais son essai de déchiffrement resta infructueux, ainsi que les efforts successifs des savants qui l'ont suivi et qui cherchèrent tour à tour à interpréter ces signes extraordinaires par le phénicien, l'égyptien, le lycien. C'est à l'assyriologue anglais George Smith que revient l'honneur d'avoir trouvé la solution du problème ; par une intuition singulière, ce savant, qui ignorait la langue grecque, découvrit que l'idiome écrit avec l'alphabet cypriote n'était pas autre chose que du grec. Il arriva à ce résultat en comparant entre elles les lettres de différents noms propres dans une inscription bilingue (cypriote et phénicienne). « George Smith, dit M. Michel Bréal, procède au déchiffrement avec une sagacité qu'on oublie presque d'admirer, le génie se présentant sous la forme du bon sens porté à la plus haute puissance¹. » Les travaux de George Smith datent de 1873 ; ils ont été presque immédiatement suivis par ceux de MM. Samuel Birch et Brandis. En 1874, MM. Moriz Schmidt d'une part, et Deecke et Siegmund de l'autre, confirmant les règles posées par Smith, arrivèrent au même résultat d'une manière indépendante, et enfin publièrent un *Corpus* des inscriptions cypriotes, avec une traduction et une transcription en caractères grecs ordinaires ; l'alphabet cypriote est syllabique ; la langue est un dialecte grec éolien, et certains mots du vocabulaire rappellent des idiotismes de la langue d'Homère.

On conçoit bien que le déchiffrement de ces inscriptions jette un jour tout nouveau sur l'histoire de Chypre, qu'on n'a pu écrire jusqu'ici que d'après le récit souvent incomplet ou erroné des auteurs grecs. Déjà le déchiffrement des inscriptions des rois d'Assyrie nous apprenait naguère qu'au temps de Sargon (722-705), Asarhaddon (682-668) et Assurbanipal (660-626), il y avait dans l'île de Chypre dix petits états dont les monarques ninivites firent la conquête. C'étaient, d'après MM. Delitzsch et J. Halévy : Idalion (en assyrien *Edial*), Chytroi (*Kitrousi*), Salamis (*Sillua*), Paphos (*Pappa*), Soloi (*Sillu*), Kourion (*Kurii*), Tamasos (*Tameau*), Kiton (*artiqhadasti*), Ledra (*Lidir*), et Nouré (*Nuriê*). Mais l'île de Chypre eut à subir des révolutions incessantes ; le joug étranger en transforma toute l'organisation intérieure, si bien que le déchiffrement des inscriptions et des monnaies à légendes cypriotes, postérieures de trois siècles environ à la domination assyrienne, ne nous font connaître que sept États

¹ *Journal des Savants*, 1877, p. 5.

dans l'île : Salamine, Kition, Idalion, Marion, Kourion, Paphos Lapéthos. Ajoutons qu'on retrouvera peut-être un jour les monnaies de Tamasos, Amathonte, Soloi et Kerynéa qui, selon Diodore de Sicile, avaient des rois au cinquième et au quatrième siècles. Il n'est pas nécessaire d'entrer ici dans de plus amples détails, et de donner, par exemple, les noms des rois nouvellement connus de ces différentes cités, pour montrer combien sont importantes, historiquement, ces découvertes qui datent d'hier. Sans doute, il est encore bien des lacunes et des points de doute ; mais la lumière se fait peu à peu ; chaque jour de nouvelles découvertes archéologiques reculent les bornes de l'inconnu. Un savant hollandais, M. J. P. Six, publie en ce moment ¹ un classement nouveau et méthodique de toutes les monnaies de l'île de Chypre, en même temps que M. W. Deecke reprend l'étude des inscriptions chypriotes ², et que M. di Cesnola fait connaître les importants résultats de ses fouilles sur l'emplacement de Salamine, la ville la plus importante de l'île ³.

Nous arrêterons ici cette revue sommaire et bien incomplète des résultats historiques fournis par l'archéologie dans ces dernières années, et qui n'ont pu être mis à profit dans l'*Histoire grecque* de M. Curtius. Mais nous pourrions, en nous transportant dans d'autres régions du monde hellénique, signaler également des points d'histoire éclaircis par l'archéologie. Par exemple, dans un livre tout récent et peut-être trop systématique sur les origines de l'art grec, M. Milchhofer ⁴ fait ressortir le rôle considérable de la Crète dans les premiers développements de l'art et de la civilisation helléniques dont cette île paraît avoir été le principal foyer, à l'époque à demi légendaire de Minos et de Dédale. Bref, il n'est pas de contrée grecque qui n'ait été, dans ces derniers temps, l'objet de recherches archéologiques on ne peut plus profitables à l'histoire. Si M. Ernest Curtius donne de nouvelles éditions de son œuvre magistrale, il ne pourra manquer d'utiliser ces résultats, étant lui-même un des maîtres actuels de la science archéologique.

ERNEST BABELON.

¹ *Revue numismatique*, livr. d'octobre 1883.

² *Die griechisch-kyprischen Inschriften in epichorischer Schrift*, 1883.

³ *Salamina*. New-York, 1883, in-80.

Die Anfänge der Kunst in Griechenland. Leipzig, 1883.

III

LES BULLES DE PLOMB DES LETTRES
PONTIFICALES.

On devait déjà à l'illustre commandeur de Rossi la découverte des lois qui régissent l'épigraphie chrétienne. Car, il faut bien l'avouer, c'est dans la magistrale Introduction à ses *Inscriptiones christianæ urbis Romæ*¹, dans sa *Roma sotteranea* et dans son *Bulletin d'archéologie chrétienne* qu'il faut étudier les vrais principes qui forment la base de la science de l'épigraphie sacrée. Encore que ce soit là une vérité désormais vulgaire, qu'il me soit permis de la proclamer de nouveau, par un motif de reconnaissance d'abord, par une nécessité de justice ensuite.

Du reste, l'épigraphie étant l'objet des études spéciales de l'illustre archéologue depuis tant d'années, il n'est pas étonnant que, le génie aidant, il soit parvenu, comme D. Mabillon, à faire jaillir une synthèse scientifique de ses observations attentives et multipliées. Mais ce qui est plus surprenant, c'est son vaste savoir dans les sciences ayant quelques rapports avec celle qu'il cultive. Quiconque est au courant des questions de théologie, d'histoire, de patristique, de numismatique et même de philologie, est émerveillé des connaissances profondes que l'éminent épigraphiste possède en ces différentes branches de la science humaine.

Cette fois, c'est la diplomatie qui fera applaudir son sens critique.

I.—Créée par D. Mabillon; cette science a fait, de nos jours, d'immenses progrès, grâce aux travaux incessants de l'École des chartes et de ses savants maîtres, MM. Natalis de Wailly et Léopold Delisle en particulier, et aussi, il faut l'avouer, grâce aux recherches minutieuses des savants allemands.

L'histoire ecclésiastique y puise de puissants secours, et la vérité historique des lumières inattendues. Parmi les documents que cette science a mission d'élucider, les Lettres pontificales tiennent incontestablement le premier rang. On sait quel rôle fondamental et

¹ Je suis heureux d'annoncer à ceux qui étudient l'épigraphie chrétienne que M. de Rossi nous promet de publier incessamment le second volume de cet important ouvrage. Il sera divisé en deux parties. L'auteur espère publier la première avant la fin de cette année. Elle sera certainement accueillie avec joie par tous les amis de la vraie science.

prépondérant ces monuments historiques jouent dans l'histoire de l'Église. Ceux qui ont lu mon travail sur *les Reliques de saint Benoit*, récemment publié, et que je me propose de compléter un jour, ont pu se convaincre que, même dans les questions spéciales, les Lettres pontificales tiennent toujours une place importante.

Cependant, M. de Rossi vient de prouver que, dans l'étude critique de ces documents, on avait négligé jusqu'ici un élément de solution d'une valeur incontestable.

Quatre moyens principaux étaient employés pour apprécier l'authenticité des lettres pontificales : les caractères paléographiques de l'écriture, le style du document plus ou moins conforme au temps qu'on lui attribue et aux données par ailleurs connues de l'histoire, la formule initiale de salutation, celle de la signature, et les signes chronologiques plus ou moins concordants entre eux et avec le style de la chancellerie papale à cette même date.

Les Allemands modernes ajoutent un autre élément, à savoir la place qu'occupe, dans la signature, chacun des cardinaux. Mais cette règle, encore peu étudiée, n'a, du reste, jamais d'application que dans les Bulles solennelles du moyen âge.

Mais voici que M. de Rossi appelle l'attention des diplomates sur une particularité intéressante, je veux dire la disposition des lettres empreintes sur le sceau en plomb appelé *Bulle*, qui pend, par un cordon de soie, au papyrus ou au velin des Lettres papales.

Personne, du moins que je sache, n'avait essayé de formuler sur ce point une règle générale ; et cependant, on va le voir, les conséquences qui en ressortent peuvent être fort utiles dans la recherche de l'authenticité de ces sortes de documents.

Le savant archéologue a eu entre les mains un nombre considérable de Lettres pontificales, qui lui ont suffi pour entrevoir la loi générale qu'il nous fait connaître. Toutefois, on le reconnaît sans peine, ce n'est qu'un trait de lumière, mais appelé, par de plus nombreuses confrontations, à servir de point de départ pour obtenir des conclusions plus larges et plus précises.

Voici en quels termes M. de Rossi résume ses observations :

« Dans la série des plus anciennes bulles papales, c'est-à-dire depuis le septième jusqu'au milieu du neuvième siècle environ, les lettres empreintes sur les deux faces du sceau *sont toujours disposées en lignes horizontales*. Mais, à partir de la seconde moitié du neuvième siècle, fréquemment d'abord, constamment ensuite, surtout vers la fin du XI^e siècle, *le nom du Pape est écrit en cercle autour de la Bulle de plomb*. Il est précédé d'une croix, et une étoile ou une roue est empreinte au milieu du champ.

« Quelquefois, au lieu d'une étoile, c'est une croix équilatérale qu

est posée au milieu du sceau, et une petite étoile ou une croix stellée est gravée en tête du nom du pontife disposé en cercle. Les premiers exemples du type plus récent se rencontrent sur les Bulles de Benoît III (a. 855-858) ¹ et de ses deux successeurs immédiats, Nicolas I^{er} ² et Adrien II. La bulle de ce dernier, publiée par Marini ³, porte le nom de ce Pape écrit en cercle et précédé d'une croix stellée. Ces faits étant constatés, il est bien probable qu'il faut attribuer à Jean VIII (a. 872-882) une des Bulles portant le nom de JOANNES en cercle, avec le type qu'on vient de décrire.

« Le pape Marin I^{er} (a. 882-884) revint à la forme antique ⁴, ainsi que Formose (a. 891-896), dont la bulle rarissime est conservée dans le cabinet numismatique du Vatican. »

Telles sont les judicieuses observations que l'illustre archéologue romain a récemment insérées dans les *Notizie degli Scavi*, sous le titre modeste de *Di una Bulla plumbea papale scoperta nel foro romano, lettera al comm. G. Fiorelli*.

Il s'agit d'une Bulle d'un Pape du nom de Jean, trouvée au XVIII^e siècle dans le Forum, devant le temple d'Antonin et de Faustine. Elle avait déjà été publiée par Ficoroni, dans ses *Piombi antichi*, par Muratori, dans le tome III^e de ses *Antiquitates medii ævi*, par Zanetti, dans son ouvrage *De monetis Italiæ* et par Fiorelli dans son *Catalogo del Museo nazionale di Napoli*. Mais aucun éditeur n'avait pu déterminer à quel pape Jean il convenait de l'attribuer.

On croyait alors que Léon IX (a. 1048-1054) était le premier qui eût inscrit sur ses Bulles de plomb, à la suite de son nom, le chiffre IX^e qui lui appartient dans la série des pontifes ses homonymes. Aujourd'hui on attribue cette innovation à son prédécesseur Damase II (a. 1048) ⁵. Il était donc souvent fort difficile de définir de quel pape était une Bulle, lorsqu'il y en avait plusieurs du même nom et que les autres signes diplomatiques alors connus faisaient complètement défaut. Aussi, la Bulle trouvée dans le Forum fut-elle attribuée à divers pontifes du nom de Jean. Gaetano Marini ⁶ l'assigna

¹ Mabillon, *De re diplomatica*, tab. XLVII (a. 855).

² Mabillon, *loc. cit.* tab. XLVIII (an. 863).

³ *Papiri diplomat.*, t. I, p. 180.

⁴ Melchiori, *Atti della pont. accad. d'archeol.*, t. II, p. 144. — Muratori, *Antiq. medii ævi*, t. III, p. 131.

⁵ On connaît deux Bulles de ce pontife portant la légende DAMASUS PAPA II. L'une d'elles a été acquise pour le cabinet numismatique du Vatican. Ce même cabinet possède une Bulle de Donus II (a. 974), qui porte également le chiffre II ; mais les savants allemands, depuis Jaffé, prétendent que ce pape est un personnage imaginaire. M. de Rossi a donc raison d'ajouter que cette question demande un examen spécial.

⁶ G. Marini, *Cod. Vatic.*, 9071, p. 180.

à Jean X (a. 914-928). Mais il ne le fit que par simple conjecture, car il attribuait au pape Jean VIII une autre Bulle qui présente absolument les mêmes caractères.

Cette dernière a été trop célèbre dans la science diplomatique pour que nous ne lui consacrons pas une mention spéciale. Elle était appendue à une lettre du pape Jean V (a. 685), écrite sur un papyrus, que l'on conservait précieusement dans l'abbaye de Saint-Benigne de Dijon. Comme les moines de ce monastère craignaient que ce document, ainsi qu'une autre lettre du pape Sergius I^{er}, ne vinssent à se détériorer, ils les firent examiner et reconnaître officiellement authentiques par Philibert de la Mare qui, le 12 janvier 1663, leur délivra une attestation en bonne et due forme ¹.

D. Mabillon, sur la foi de ses confrères de Dijon, publia dans son ouvrage fameux *De re diplomatica* ², un fac-simile des passages principaux de ces deux Lettres pontificales et des Bulles de plomb qui y étaient appendues, et les auteurs du *Nouveau traité de diplomatique* reproduisirent celle de Jean V. Les diplomates italiens les plus intelligents, comme Marini, émirent quelques doutes sur leur authenticité ; mais ils étaient arrêtés par le grand nom de Mabillon.

Ces deux Lettres pontificales avaient été déposées, pendant la Révolution, parmi les manuscrits de la bibliothèque publique de Dijon. Mais ce que n'avait pas osé le vandalisme révolutionnaire, le trop célèbre Libri ne craignit pas de le faire. Il déroba et vendit en Angleterre, à lord Ashburnham, un fragment de la lettre de Jean V. L'autre partie de cette même lettre et celle de Sergius en entier sont encore conservées à la Bibliothèque publique de Dijon. En 1878, je crois, M. Léopold Delisle ayant eu occasion de visiter cette bibliothèque, n'eut pas de peine à constater, ce que le savant conservateur, M. Guignard, avait, du reste, fait avant lui, que « l'écriture des deux prétendues lettres de Jean V et de Sergius n'est qu'une grossière contrefaçon de l'écriture lombardique, telle qu'elle était employée à la chancellerie pontificale au x^e et au xi^e siècle ³. » D'ailleurs, le style, les formules et les dates sont de la même époque, et non pas du vii^e siècle ⁴.

« Mais la fraude, ajoute M. Delisle, se trahit par un indice encore

¹ Ce procès verbal a été acquis, en 1867, par la Bibliothèque nationale (L. Delisle. *Mélanges paléographiques*, p. 37. Paris, Champion, 1880, in-8°).

² Mabillon, *loc. cit.*, lib. I, cap. viii, p. 37 ; lib. II, cap. xiv, n° 9, p. 128 ; lib. V, *tabula* XLVI, p. 436-437.

³ Léopold Delisle, *loc. cit.*, p. 50.

⁴ Cf. mon étude sur les *Reliques de saint Benoît*, p. 168-170.

plus probant. *Au revers des trois fragments* sont tracées, avec beaucoup d'élégance et de fermeté, quelques lignes, les unes en caractères lombards, les autres en caractères gallicans ; et malgré les mutilations du texte, il n'est pas douteux que ce ne soient les débris d'une bulle de Jean XV, en date du 26 mai 995. »

Le savant paléographe n'a pas de peine à expliquer comment ces fragments de papyrus ont pu servir à former deux lettres apocryphes de Jean V et de Sergius I^{er}.

Un moine de Saint-Benigne de Dijon, très probablement au xi^e siècle, eut besoin, on ne sait pourquoi, d'inventer ou de faire revivre des lettres de ces deux Pontifes. Or, dans les Archives de son abbaye, il trouva une lettre de Jean XV, écrite sur papyrus et portant encore sa Bulle de plomb. Il la coupa en deux, gratta, autant qu'il put, le texte qu'il voulait sacrifier, écrivit sur le verso des deux parties du papyrus deux lettres fausses de Jean V et de Sergius I^{er}, et les munit l'une et l'autre d'une bulle en plomb. Celle qui était précédemment appendue à la lettre de Jean XV fut attachée à la prétendue lettre de Jean V, et à celle de Sergius I^{er} il suspendit un plomb d'une espèce particulière.

II. — Telles étaient les données fournies jusqu'ici par les diplomates contre l'authenticité de ces deux lettres pontificales. Grâce à M. de Rossi, on peut aujourd'hui les combattre par un autre argument. La forme et les dispositions de l'empreinte des deux bulles de plomb n'appartiennent certainement pas au vii^e siècle. Sur celle de Jean V le nom du pape est écrit *en cercle et précédé par une croix équilatérale* : signes caractéristiques du x^e et du xi^e siècle, qui conviennent à Jean XV et non pas à Jean V.

Celle de Sergius I^{er} renferme une singularité remarquable. La légende y est également circulaire ; mais, au milieu du champ, au lieu d'une étoile, on voit une sorte de monogramme constantinien du Christ un peu confus. D'après M. le comte Riant¹, ce signe a servi de type à d'autres contrefaçons analogues vers la fin du xi^e siècle. Au revers est gravée la croix monogrammatique.

La falsification, qui voulait se dérober, n'est devenue que plus évidente par les procédés qu'elle a employés.

¹ *Archives de l'Orient latin*, t. I, p. 41, 46. Le savant académicien y démontre la fausseté d'une prétendue lettre de Sergius IV, qui est censé appeler en 1011, l'Europe occidentale au secours de la Terre-Sainte. Ce document était jusqu'ici accepté comme authentique. On sait que M. le comte Riant, par ses travaux personnels et par la création de la *Société de l'Orient latin*, a opéré une complète transformation dans l'étude critique des sources relatives aux Croisades. C'est un immense service rendu à l'Église et à la science historique.

Une des bulles les plus vantées de l'abbaye de Saint-Denis se trouve également, en vertu du même principe, définitivement reléguée parmi les pièces apocryphes. C'est une lettre d'Etienne II, en date du 26 février 757, par laquelle ce Pontife concède à l'abbé Fulrade le pouvoir de faire consacrer évêque un de ses religieux pour le service de son monastère et de ses dépendances¹.

Déjà les caractères intrinsèques de ce document l'avaient rendu suspect à Jaffé². La règle posée par M. de Rossi ne permet plus d'hésiter. Les légendes sur les deux faces sont circulaires et précédées d'une croix équilatérale. Au milieu du droit est une croix stellée, et au milieu du revers une sorte d'étoile d'une forme tout à fait insolite.

Le sceau de plomb qui a fourni à l'illustre commandeur l'occasion de développer son importante théorie, renferme, lui aussi, deux particularités qui n'ont pas échappé à sa perspicacité. Le plomb n'est pas percé, comme tous ceux qui sont appendus aux Lettres pontificales ; et sur le revers est tracé, en caractères cursifs, le nom de Gerulfus. De plus, la bulle est encore forte de coin. M. de Rossi conjecture que ce Gerulfus avait obtenu cette bulle avant d'avoir le diplôme auquel il devait être attaché. Quoi qu'il en soit, il est certain que ce sceau n'a jamais été suspendu à aucune Lettre pontificale.

Parmi les notes précieuses de ce remarquable mémoire, il en est une qu'il me paraît utile de signaler. « Vignoli, dit-il, dans ses notes sur le *Liber Pontificalis* (III, 259) attribue au pape Marin II (a. 942—946) une bulle portant la légende MA + RI + NI en trois lignes, et sur le revers, au lieu du mot PAPÆ, on voit les têtes des apôtres Pierre et Paul. Cette bulle n'est pas papale. Les têtes des deux apôtres sont fréquemment gravées sur les antiques sceaux en plomb des simples prêtres, diacres et notaires de l'Eglise romaine. Il faut en dire autant de la bulle que Mabillon³ et ceux qui l'ont suivi ont attribuée au pape Paul I^{er}, parce que, avec les deux têtes susdites au revers, elle porte le nom grec PAULOU. »

On le voit, dès aujourd'hui, le principe posé par l'illustre maître en archéologie est fécond en conséquences pratiques. Que sera-ce lorsqu'il aura été l'objet de l'étude attentive des savants diplomatistes de l'Europe ?

¹ D. Mabillon (*Acta SS. O. S. B.*, sæc. II, part. II, *Vita S. Fulradi*, p. 305-306 edit. Venet.) a publié le texte de cette Lettre pontificale et un fac-simile de la bulle de plomb.

² Jaffé, *Regesta*, p. 193, n° 1782.

³ Mabillon, *Supplem. ad diplomat.*, cap. XI, p. 46.

III. Bien que M. de Rossi n'ait pas eu occasion de signaler cette conclusion, il est néanmoins évident que la règle posée par lui ne doit être acceptée que comme une confirmation des signes internes qui servent à discerner l'authenticité des Lettres pontificales. La raison de cette préférence pour les signes internes est facile à comprendre. Une bulle, comme un sceau ecclésiastique ou laïque, peut être indûment transportée à une pièce à laquelle elle n'appartenait pas primitivement. Le document peut donc être en lui-même très authentique ou très faux, et être joint à un plomb authentique faux, ou seulement déplacé.

Nous avons vu un exemple de ces sortes de déplacements dans la bulle de Jean XV, appendue frauduleusement à une prétendue lettre de Jean V.

Il faut, sans doute, en dire autant, mais par une analogie contradictoire, d'une bulle attribuée par les moines du Mont-Cassin au pape Zacharie (a. 741-752), et dont le texte est certainement postérieur au x^e et même au xi^e siècle.

C'est ce que j'ai abondamment prouvé récemment dans mon étude déjà citée sur *Les reliques de saint Benoît*¹. Outre une foule de passages en contradiction avec le style de la chancellerie romaine et les usages du viii^e siècle, elle renferme tous les signes de fausseté signalés par M. Delisle dans les deux bulles apocryphes de Saint-Bénigne de Dijon.

Et cependant le sceau pontifical qui y est aujourd'hui attaché, et qui a été publié par D. Tosti², pourrait bien avoir primitivement été appendu à quelque lettre authentique. Le nom du pontife y est tracé au droit sur trois lignes horizontales, précédées et suivies d'une croix équilatérale. Au revers, le mot PAPÆ est écrit sur deux lignes surmontées d'une croix également équilatérale.

Toutefois, les E avec la forme onciale me semblent suspects. Pour juger de cette particularité paléographique, il faudrait que nous fussions en possession d'un certain nombre des Lettres pontificales du viii^e siècle munies de leurs bulles de plomb.

Si l'on admettait comme absolument authentique ce sceau du pape Zacharie, il faudrait conclure que Carlo Troya, savant napolitain, a eu raison de dire³ qu'un privilège de ce pontife existait au Mont Cassin, avant le double incendie qui dévora les archives de ce monastère en 883 et 890 ; que le sceau seul fut sauvé du sinistre et que

¹ *Loc. cit.*, p. 153-170.

² D. Tosti, *Storia della badia di Monte-Cassino*, t. I, p. 87.

³ C. Troya, *Storia d'Italia diplomatica*, Longobard., vol. IV, part. IV, p. 302.

les Cassinésiens l'attachèrent à une nouvelle pièce forgée par eux, vers le XI^e ou le XII^e siècle.

Il nous a semblé nécessaire d'ajouter ces quelques réflexions aux judicieuses observations du commandeur de Rossi ; son amitié nous pardonnera d'avoir si largement usé de son remarquable travail, dans l'intérêt de la science diplomatique, dont il est un des plus excellents maîtres. Puissent ces pages inspirer à quelques-uns de nos savants archivistes paléographes la pensée de développer le principe mis en lumière par le prince de l'épigraphie chrétienne !

DOM FRANÇOIS CHAMARD,
Bénédictin.

IV

LE JURISCONSULTE JULES PACIUS DE BERIGA.

Le jurisconsulte Jules Pacius de Beriga avant son établissement à Montpellier (1550-1602) d'après un document inédit, par M. Ch. Revillout, professeur à la faculté des lettres de Montpellier. — Montpellier, 1882, in-4 de 30 p. (Extrait des Mémoires de l'Académie des sciences et lettres de Montpellier, tom. VII.)

Le document inédit utilisé par M. Revillout, dans le remarquable mémoire communiqué récemment par lui à l'académie de Montpellier, est un exemplaire mutilé d'un recueil de costumes, publié à Padoue par Bertelli en 1589¹. Jules Pacius, « ce jurisconsulte si renommé dans l'univers, » comme on l'a surnommé², avait donné cet exem-

¹ *Diversarum nationum habitus CIV iconibus expressi*, etc. in-8°. Voir la description du volume dans le *Manuel du Libraire*, V^e Bertelli.

² L'Allemand Etienne Strobelberger dans le livret qu'il publia, en 1625, à Nuremberg, sous le titre de *Historia Monspeliensis*, et qui a été réimprimé par M. Germain, de l'Institut, à la suite de son mémoire sur l'*École de médecine de Montpellier, ses origines, sa constitution, son enseignement* (Montpellier, 1880). M. Revillout (p. 5) fait naître Pacius à Vicence le 3 avril 1550. D'après la *Nouvelle Biographie générale*, Pacius serait né six jours plus tard, le 9 avril.

plaire à Paul, son fils aîné, et ce jeune homme, en quittant Heidelberg, eut l'idée de s'en servir comme on se sert aujourd'hui d'un album. L'étudiant pria les amis de son père et les siens d'y inscrire leur nom, en y joignant une sentence avec la date de l'inscription. Il en fit de même à Spire, à Sedan, à Genève, à Nîmes, à Montpellier, et, de cette façon, le recueil de costumes devint, de 1594 à 1602, un recueil de souvenirs et d'autographes.

Malheureusement le précieux volume communiqué à M. Revillout par une personne qui désire rester inconnue, n'est plus complet. Comme c'était un livre d'images, on l'avait mis entre les mains des enfants, qui le mutilèrent. *Cet âge est sans pitié !* Le titre, les quatorze premières figures, les vingt-et-une dernières ont disparu, sans compter celles qui manquent dans le corps du volume. M. Revillout étudia avec le plus grand soin les inscriptions qui ont survécu, inscriptions dont plusieurs sont signées de noms célèbres, parmi lesquels on remarquera ceux de Louis de la Marck ¹, fils du baron de Maulevrier ; du laborieux compilateur Simon Goulart ; et encore plus ceux de Théodore de Bèze et d'Isaac Casaubon. Les dates qui accompagnent les signatures permettent d'indiquer de la façon la plus précise les mois et les jours où Pacius et son fils se mettaient en route. C'est ainsi qu'on les voit partir de Heidelberg à la fin de juillet 1594 ², arriver à Sedan avant le 5 septembre de la même année, s'éloigner de cette ville en mars 1596, s'établir à Genève en cette même année, s'installer vers la fin de 1597, à Nîmes, d'où ils devaient, en 1601, se transporter à Montpellier ³.

Le document que M. Revillout a si bien analysé et commenté ne sert pas seulement, comme il le constate, à contrôler ce que l'on sait des aventures et des pérégrinations universitaires de Pacius, jusqu'à son établissement à Montpellier : il fournit en même temps quelques renseignements curieux pour l'histoire des mœurs académiques à la

¹ M. Revillout, dans le texte (p.24), lui donne le titre de *comte de Brenne*, et, dans la note 3 de la même page, le titre de *marquis de Maulny*.

² Le mémorial de Paul Pacius a permis à M. Revillout de rectifier une erreur de M. Berriat Saint-Prix, auteur, dans la *Revue étrangère et française de législation* (tome VII, 1840, p.169-186), de la meilleure étude biographique que l'on possédât sur Jules Pacius : ce critique avait avancé que le grand jurisconsulte quitta le Palatinat après le 3 octobre 1595. C'est un anachronisme de plus d'une année.

³ Au printemps de 1598, Pacius fit, avec son fils aîné, un voyage à Montpellier, et Casaubon, dans ses *Ephémérides*, constate, à la date du 24 mars, que ce jour fut perdu pour lui à cause de l'arrivée de l'illustre professeur de Nîmes : *Hic dies ob Pacii adventum mihi periit*. L'éminent humaniste ajoute avec résignation que les devoirs doivent parfois être préférés aux études.

fin du xvi^e siècle. Tous les lecteurs du mémoire du savant professeur lui sauront gré d'une publication qui a ainsi une double utilité et un double intérêt.

On lui doit encore d'autres remerciements pour avoir réuni, dans les premières pages de sa brochure, de rapides, mais excellents renseignements sur la vie de Pacius, notamment sur ce qu'on pourrait appeler (p. 5) « l'odyssée du jurisconsulte Vicentin à travers les écoles de l'Italie, de la Suisse, de l'Allemagne et de la France. » M. Revillout n'a pas eu la prétention de restituer à la ville de Montpellier l'histoire de Pacius. Rendant un digne hommage au doyen honoraire de la faculté des lettres de cette ville, il ajoute, s'adressant aux habitants de la dite ville : « Ce que M. Germain a fait pour Casaubon, cet autre étranger également venu de Genève, et presque à la même époque, est au-dessus de mes forces et de ma compétence. Celui-là seul pourrait le tenter avec succès qui, par cinquante ans d'un travail sagace et persévérant, s'est rendu tellement le maître de votre passé, que l'on ne saurait plus séparer son nom de votre histoire. » En attendant que le vénérable historien de l'université de Montpellier nous donne une notice définitive sur Pacius¹, on lira avec grand fruit l'essai biographique de M. Revillout, essai dans lequel ont été mis à profit les vers du jurisconsulte sur les principaux événements de sa vie, cités par Nicéron (*Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres*, t. XXXIX), et, ce qui est plus important, diverses pièces inédites des archives de l'hôtel-de-ville du chef-lieu de l'Hérault.

Je voudrais réunir ici quelques indications et même quelques citations qui compléteront l'esquisse de M. Revillout et qui pourront servir au futur auteur d'une monographie où l'on ne nous laisserait rien ignorer de la vie, des écrits et de l'enseignement de ce Pacius qu'un poète appela l'éternelle lumière de son siècle, *sæculique nostri fax æterna*².

M. Revillout, après avoir rappelé (p. 20) que la femme de Pacius [Isabelle Venturini], « calviniste ardente, » aurait désiré que son mari revint à Heidelberg plutôt que d'aller à Montpellier, dit en note : « Pacius se fit plus tard catholique. Il l'était déjà en 1619, au témoi-

¹ M. Germain s'est déjà quelque peu occupé du professorat de Pacius dans son *Étude historique sur l'école de droit de Montpellier* (1877, p. 41).

² M. Revillout se moque (p. 5) de l'emphase de ce poète, J. Grasserus, de Bâle, dont on trouve les vers en tête d'un livre de Pacius imprimé à Lyon en 1606. C'est d'après ce même poète que l'auteur (p. 4) nous apprend que Scaliger, alors un des princes de l'érudition, « estimait assez Pacius pour vouloir chanter ses louanges en vers. » Par une petite inadvertance M. Revillout a donné à Joseph Scaliger un des deux prénoms du père de cet érudit, Jules.

gnage de Gassendi ¹. » Peiresc, qui fut un des meilleurs élèves et des meilleurs amis de Jules Pacius, nous apprend dans la lettre suivante ², que, dix ans avant cette époque, la conversion était déjà chose préparée et décidée :

A Monsieur le Vicaire Beau,

A Avignon.

Monsieur, on m'escrit de Rome que vos lettres y ont eu tant d'effect pour raison de l'affaire qui s'y traite de la conversion d'un personnage que sçavez, et vous m'offristes si gracieusement de recharger sur le mesme sujet dernièrement que j'eus l'honneur de vous voir chez vous à Avignon, que j'ay creu que vous ne prendriez pas en mauvaise part cette humble prière que je vous fais de renouveler, s'il vous plait, l'instance que vous en avez commencé cy devant, tant envers le P. Richeome ³ que le P. Pacquot ⁴ à cette fin qu'ils s'employent le plus qu'ils pourront à faire trouver bon à Sa Sainteté de conceder la dispense que ce personnage demande pour luy et pour deux de ses enfans d'estre catholiques secretement et n'en faire pas neantmoins profession publique, et ce pour deux ou trois ans, ou tel autre temps qu'il plaira à Sa Sainteté d'y establir, jusques à ce que nous ayons moyen de luy trouver condition en ville catholique, esgalle à celle qu'il a maintenant, et qu'il aye moyen de gagner petit à petit le reste de sa famille, ensuite des heureux commencemens qu'il en a desjà fait de sa personne et de deux de ses fils. Je vous supplie d'y desployer vostre credit et d'en escrire de si bonne encre que nous y puissions obtenir cette dispence; et aussitost ils s'en iroint tous trois à Avignon faire leur abjuration secrette pour vivre avec un petit de tranquillité d'esprit. Vous ferez une sainte œuvre et m'y obligerez infiniment, parce que j'affectionne cette affaire, resolu de me revancher envers vous des bons offices que j'en recevray par tous les services que je pourray vous rendre. Le R. P. Patourney ⁵ vous parlera, mais il faut surtout recommander *la Secretezza* de peur de rien gaster en une affaire si jalouse et si chatouilleuse. Je vous supplie de faire

¹ *De vit. Peirescii, lib. III*, p.175. Il est étonnant, remarque M. Revillout, de voir Chauffepié et Senebier s'appuyer précisément du silence de Gassendi pour nier cette conversion.

² Bibliothèque Méjanès, à Aix. Manuscrit 1020, f° 16, copie. Il existe une autre copie de ce document dans la bibliothèque d'Inguibert, à Carpentras, collection Peiresc, registre XLI, t. I.

³ Louis Richeome, né à Digne en 1544, mourut à Bordeaux en 1625. après avoir été deux fois provincial de la Compagnie de Jésus. On a de lui une quarantaine d'ouvrages. Ceux qui l'ont surnommé *le Cicéron français* l'ont infiniment flatté, à moins qu'ils n'aient, en cet étrange rapprochement, songé moins au talent qu'à la facilité de production.

⁴ Antoine Pacot, du diocèse d'Avignon, né vers 1565, entra dans la Compagnie de Jésus en 1582, et mourut à Rome le 2 février 1629. C'est l'auteur d'une traduction souvent réimprimée du *catéchisme* du cardinal Bellarmin (Lyon, 1608 ; Douay, 1619, Paris, 1629, 1635, 1666, etc.).

⁵ Ce Révérend Père n'a laissé, ce me semble, nulle part le moindre souvenir.

bailler vos lettres à M. l'Auditeur Mancini, afin qu'elles suivent la même adresse que celles que nous écrivons, étant entièrement, Monsieur, vostre, etc.

DE PEIRESC.

A Aix ce 3 octobre 1609.

M. Revillout dit (p. 29) qu'il faudrait aller chercher « des documents authentiques sur les dernières années de Pacius pendant son séjour à Montpellier, à Valence ou à Padoue, dans la correspondance de Peiresc, conservée à la bibliothèque publique de Carpentras. » « Cette mine si riche et encore inexplorée, » comme il l'appelle (p. 30), renferme, en effet, un grand nombre de lettres de Peiresc (plus de 200) à Jules Pacius et à divers membres de sa famille, tels que *Madame Pacius, Mademoiselle Pacius, Monsieur Pacius, avocat*, lequel n'est autre que Paul Pacius. Mais on n'y trouvera rien sur Pacius à Valence ou à Padoue, car la correspondance s'arrête au mois d'avril 1616 ¹.

Du reste, ce n'est pas à Carpentras seulement, comme le croit M. Revillout, que l'on peut recueillir les documents utiles à la biographie du plus errant de tous les professeurs. La Bibliothèque nationale et la Méjanes gardent bon nombre de lettres des Pacius à Peiresc, absentes de Carpentras, et pour la plupart autographes. A Paris, dans le volume 9538 du fonds français, on possède (du n° 91 au n° 179) une trentaine de lettres écrites de Montpellier ² et une quinzaine de lettres écrites de Valence ³, quelques-unes par Pacius fils, presque toutes par Pacius père ⁴. A Aix, dans le manuscrit

¹ Collection Peiresc. Registres des minutes, volume V, n° 69-175. La plus ancienne de toutes ces lettres est du 24 avril 1609. La moins ancienne étant du 15 avril 1616, on voit combien de lettres de Peiresc aux Pacius manquent à Carpentras. Si les années comprises entre 1609 et 1616 en ont fourni plus de deux cents, les dix-neuf années comprises entre 1616 et 1635, date de la mort du vieux jurisconsulte, durent en fournir plus de cinq cents autres. Où sont-elles ?

² La première des lettres écrites de Montpellier est du 16 novembre 1613; la dernière, du 18 décembre 1615. La première lettre écrite de Valence est du 25 octobre 1616; la dernière, du 1^{er} janvier 1632. Aux lettres de Pacius sont jointes diverses notes en latin sur des questions de droit (n° 93, f° 99). A propos de Montpellier, signalons les nombreux documents relatifs à l'histoire de cette ville qui sont conservés à Carpentras (registre XLIV, tom. I) et où l'on remarque un questionnaire adressé par Peiresc à Pacius avec les réponses de ce dernier.

³ Dans une lettre du 14 janvier 1629 (f° 179), Pacius dit de Valence : « bon pays, mauvaises gens. »

⁴ Une des lettres de Pacius, adressée de Montpellier le 18 décembre 1615 « A Mgr le chancelier de France et de Navarre », est relative à la jouissance de ses droits de noblesse.

1026, on trouve (du f° 277 au f° 361) une vingtaine de lettres des deux Pacius suivies de quelques lettres de Peiresc, ces dernières écrites en 1608, 1609 et 1629. Quant aux lettres des deux Pacius, elles appartiennent toutes, moins une, à la période qui s'étend de 1604 à 1612. Je vais donner de courts extraits de quelques lettres de Jules Pacius et en reproduire trois *in extenso*, deux qui contiennent de curieux détails sur son séjour à Montpellier en 1612, la troisième où, presque mourant, le professeur de Valence entretient le plus cher de ses amis des malheurs dont sa vieillesse est accablée.

Je suis marry que le livre que j'ay dédié à vostre nom ne vous puisse assez représenter l'affection de mon cœur dédié à vostre service, et de toute vostre noble maison, mais tel qu'il est, je vous supplie le prendre en bonne part. Je suis aussy marry que l'imprimeur y ait laissé passer plusieurs fautes ¹, quoyqu'il eust la copie fort bien escrite et au net. J'en ay corrigé quelques-unes en l'exemplaire que j'ay fait relier pour vous...

(5 février 1605) ².

J'ay receu vostre lettre revenant d'une dispute d'entre le P. Raimond et M. de Serres, ministre de Montagnac, neveu du marchand que connoissez, laquelle a duré trois jours, et m'y a fallu assister comme l'un des modérateurs ; j'ay ma teste rompue des ergos pro et contra... Mon fils Paul vous pourra dire le reste de bouche ³

(1^{er} mars 1605) ⁴.

¹ Dans une lettre du 18 août 1604 (f° 280), Pacius dit à propos des fautes d'impression : « Je n'ai jamais vu les œuvres de Cicéron de l'impression d'Aldus in-folio ; je les avois in-8° si bien imprimées, que je n'ay jamais trouvé faute d'une seule virgule. » Pacius ajoute que cette parfaite édition est introuvable et que le successeur du premier Alde « commença imprimer mal correct. »

² F° 283. Dans cette même lettre Pacius dit ironiquement d'un correspondant négligent : « J'attends la réponse *ad calendas græcas* ».

³ Paul, le 11 février 1603, écrit (f° 301) à Peiresc : « Mon père faict maintenant les rubriques du Code. Je fairay en sorte que vous en ayez une copie et vous supplieray en revanche d'une chose, c'est que ces deux ou trois bagues de corail et deux ou trois bouquets d'Italie qui se vendent à Marseille, vous me mandiez, s'il vous plaict, pour quelque occasion, laquelle je vous diray de bouche, et laquelle ne se peult coucher dans la lettre. Voyla pourquoy je vous prie que cela soit secret. » Paul était un amoureux qui demandait des cadeaux pour son amie. Cette amie était-elle Anne de Clausels que Paul épousa en avril 1614 ? Le stage aurait été bien long de 1603 à 1614. Mais Montauzier n'attendit-il pas presque aussi longtemps Mlle de Rambouillet ?

⁴ F° 284. Le Montagnac dont il en est question ici est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Béziers, à 38 kilomètres de Montpellier. Je ne puis rien dire ni du P. Raimond, ni du ministre Serres, qui, comme nous l'apprend Pacius, avaient eu déjà une dispute à Béziers.

Voicy doncques mon ambition et ma vanité. Mon dessein est que tout le Droit Romain tant pour la Théorie que pour la Pratique, c'est-à-dire tiré des loix et des docteurs, se trouve quasi en mes livres par une claire methode ; j'eusse désiré qu'en eussions discouru quand j'estois à Aix, mais je tascheray. J'oubliois de vous marquer les traitez dont j'en ay mis quelques-uns en lumière. Ce seront, si Dieu le veut, *Tractatus de contratibus, de Ultimis voluntatibus, de delictis, de Actionibus, de Judiciis*.

(10 décembre 1607) ¹.

Monsieur, je n'ay receu aucune des vostres depuis votre arrivée à Paris. Je desire fort estre particulièrement adverti de votre bon portement. Votre peintre qui debvoit retourner à Aix et passer par Montpellier s'est marié près de Tholose avec une fille d'un autre peintre, *κοιοιός ποτι κοιοιόν*, de sorte que je ne vois de pouvoir faire aucun fondement sur son retour, et mesme ayant prié un gentilhomme, qui a esté autrefois mon escolier en droit, qui s'en alloit à Tholose, de m'advertir quand je pourray attendre ce Messias, il me mande qu'il est là pour longtems. Cela m'a fait résoudre de vous envoyer celui, [c'est-à-dire le portrait] qui est fait par les mains de Jardin ², que je trouve assés bien fait, mais non pas selon l'aage present que j'eusse mieux aymé. Je l'avois donné à mon fils aîné duquel je n'ay peu le retirer que par force. Ca esté luy oster le cœur du ventre, quoyque je luy ay promis de le luy rendre, mais il en est extremement amoureux. Je vous supplie, Monsieur, de prendre la peine de le faire faire en taille douce par quelque excellent maistre, que pour estre mal j'en ay desja une planche que je n'estime rien. Ce n'est pas comme le pain qu'il faut avoir de quelque sorte et de quelque façon que ce soit. mais un horologe et encore plus un portrait il le faut avoir excellent, ou n'en faut point. Si l'obligation qui m'a rendu vostre se peut augmenter, *hac potissimum ratione fiet*. S'il vous

¹ Fo 287. Pacius (fo 286) donne à Peiresc la liste des ouvrages qu'il compte publier, et il fait précéder cette liste de ces deux lignes : « Je vous avois escrit sans vous envoyer le catalogue de ce que je désire mettre en lumière fait ou à faire, estimant que cela me pourroit estre imputé à vanité ; toutefois *vel hoc periculo* je désire vous complaire et plus que ne me demandés. » Dans la liste on distingue les ouvrages que voici : *Commentarii in varios titulos Digestorum ; Commentarii in Sphæram Sacrobosc. ; Ars Lulliana emendata ; Institutiones physicæ, politicæ, mathematicæ ; Aristotelis opera græce et latine cum notis perpetuis*. Parmi les ouvrages que je viens d'énumérer plusieurs ont été imprimés, notamment l'Art de Raymond Lullius *esclaircy par Julius Pacius*, Conseiller du Roy, et son premier professeur en droit de l'Université de Valence en Dauphiné (Paris, Julliot, 1619, in-12). M. Revillout a mentionné (p. 11) les divers traités d'Aristote traduits par Pacius. Il a aussi (*ibid.*) signalé sa collection de manuscrits, mais il a oublié de parler des manuscrits des philosophes platoniciens que Peiresc acheta des héritiers de Pacius, moyennant deux cents écus d'or, pour Holstenius. Voir *Lucæ Holstenii epistolæ ad diversos*, Paris, 1817, in 8°, p. 1231, sans omettre la note du savant éditeur, J. F. Boissonade.

² Jardin ne figure dans aucun de nos recueils biographiques, pas même dans le *Dictionnaire critique* de Jal où sont pourtant si nombreux les articles sur les artistes oubliés. Nul portrait de Pacius n'est indiqué dans la liste du 4^e volume de la *Bibliothèque historique de la France*.

plait aussi de me donner avis de la volonté de Monseign^r le Chancelier ¹, me faire faveur. Autant que désirés la vie ou la santé de mon aîné, je vous prie procurer que ce portrait retourne à luy sain et sauf ; je ne sçau-rois vous exprimer combien il l'affectionne ; il ne se soucie de taille douce ni aigre : *suum cuique pulchrum*. Je recommanderay la présente à M. l'Abbé de la Pause, personnage que j'honore infiniment et que je desire estre de vostre familière connoissance, car il est orné de tres belles qua-lités, et tres docte et curieux de l'antiquité ². Si mon jugement ne me trompe pas, vous prendrès grand plaisir de sa conversation, comme luy de la vostre, et je me reputeray à gloire si par mon moyen est contracté amitié entre vous deux. De nouveau je n'ay rien à vous escrire sinon qu'en cette ville il y a des grandes discordes et meffiances ; je crains qu'il en advienne un jour quelque malheur, si Dieu par sa grace n'y pourvoit par quelque moyen par moy inconnu. J'ay trouvé cette ville, à mon arrivée, pleine de concorde. Malheur à ceux qui sèment la zizanie ! Je playde pour mes gages contre les quatorze qui ont rayé mes gages de l'estat ordinaire sur lequel ils sont couchés ; ils firent, l'année passée, assembler le conseil de la maison de ville qui fust tout pour moy : ils ont le commandement de la Cour des Aydes suivant le dit estat et conseil, mis ils sont merveil-leusement opiniastres ; voyla nostre proces. C'est une partie qui m'a esté dressée par une tres reverende personne, à ce que j'en suis informé ³. Pour mes estudes je suis après mon analyse du Code que je desire achever au plustost. Toute la maison vous baise les mains et je demeure, Monsieur, vostre, etc.

PACIUS.

A Montpellier ce 3 juillet 1612 ⁴.

Le 27 du même mois, Pacius reparlait ainsi à Peiresc de M. de la Pause, du portrait, de l'évêque et des consuls de Montpellier :

Il y a quelques trois jours que je vous ay escrit par M. de la Pause qui a esté autrefois ministre à Beziers, et s'estant fait catholique ⁵,

¹ C'était Nicolas Brulard de Sillery (1607-1616).

² Jean de Plantavit de la Pause naquit en 1576 au château de Macassargue (Gévaudan) et mourut, le 21 mai 1651, au château de Margon (non loin de Béziers). Il fut nommé évêque de Lodève en 1625 Il publia, en 1634, une *Chronologie des évêques de Lodève* (in 4°,) et, en 1643-1645, un *Thesaurus synonymicus hebraico-chaldaico-rabbinicus* (3 vol. in 8°). Le grand éloge que lui donne Pacius a été confirmé par tous ceux qui ont parlé du sa-vant prélat.

³ Pacius fait ici allusion, comme nous le verrons dans la lettre suivante, à l'évêque de Montpellier, Pierre de Fenouillet, qui siégea de 1607 jusqu'à la fin de 1652 (24 novembre). Le savoyard Fenouillet, qui eut une belle réputation comme prédicateur, ne posséda pas l'admirable douceur, mêlée d'admirable sagesse, de son compatriote, de son voisin, saint François de Sales.

⁴ F° 289.

⁵ On lit dans l'article *Plantavit* (sic) *La Pause du Dictionnaire cri-tique* de Bayle : « Il se fit catholique, l'an 1604. et tout aussitôt il fut mandé à la cour, où Henri-le Grand lui fit beaucoup de caresses. »

maintenant a une abbaye pres de Paris ¹, et par lui vous ay envoyé mon portrait pour le faire tailler en taille douce par quelque excellent maistre. C'est le portrait fait par les mains de Jardin qu'on estime excellent en cet art, et tous le trouvent fort bien fait ; il y a quatre ans qu'il est fait. J'eusse mieux aimé me faire peindre selon l'age présent, mais j'ay esté contrainct vous envoyer celui auquel je ne desire que deux choses, l'une qu'il fust envieilly comme moy et qu'il eust plus de poil gris à la barbe ; l'autre qu'il fust sans bonnet. Je desire fort qu'il soit bien taillé, car j'en ay assez d'un mal fait que je fis tailler en cette ville, et estime avoir perdu mon argent. Voicy le distique que je desire estre mis sous le portrait :

Itala dat cunas tellus, Germanica famam,
Gallica jus civis ; dic mihi quæ patria ?

Si toutefois cet ouvrage me doit coûter quelque prix exorbitant j'aymerois mieux m'en passer, ayant plus egard à la petitesse de ma bourse, qu'à la grandeur de mon affection ; mais pour un prix tolerable moyennant qu'il soit fait comme il appartient, j'en seray très content. Je suis contrainct vous repeter ce que je vous ay escrit par l'autre mienne, et vous prier de me renvoyer le portrait sain et entier que je me suis fait bailler à mon fils aîné avec si grand regret sien, que je crois qu'il ne pourra dormir qu'il ne le revoye ; je luy ay promis en tout cas luy en donner un autre que je ferois faire, mais il est comme un amoureux tellement affectionné à sa maîtresse, qu'autre femme ne luy peut agreer ; je me suis fort esbahi d'une telle affection.

Au reste nous ne sommes icy en trouble, mais en soupçon de trouble, et l'Evesque est fort suspect à la ville, tant parce qu'il se fortifie de bastimens et armes en fort chasteau qu'il a icy pres, comme l'on dit, que pour quelques extraordinaires processions par le pais, où se trouvent à quatre, ou cinq, ou six mille hommes ensemble, et finalement parce qu'on tient le dit évesque pour homme ambitieux et temeraire, et je veux croire qu'on lui fait tort pour le moins en partie. On a fouillé icy sa maison pour voir s'il y avoit d'armes, mais on n'a rien trouvé. Neantmoins le peuple n'est guere content, disant qu'on n'a cherché partout, et y a quelqu'un, à ce que j'ay ouy de bonne part, qui depose quand et comment on y a porté grand nombre d'armes, c'est à la Canourgue ² où l'Evesque a acheté une maison qui appartenoit à quelques religieux. Dieu veuille nous maintenir en paix !

Je plaide fort et ferme mes gages contre les quatorze ; ils sont fort opiniastres ; l'on m'a averti que c'est une partie que l'Evesque m'a dressé ; si ainsi est, il a trouvé la matière propre à son dessein, car ils sont quasi tous ignorans, et plusieurs *e fece populi* : nous sommes en justice. Si l'on ne me pourroit par quelque bon arrest je suis contrainct me retirer, car je ne suis payé qu'à la fin de l'année et avec long proces et depens ; et ils pourrout, un jour, faire quelque conseil contre moi par brigue et surprise, principalement s'ils rencontrent quelques consuls selon leur humeur, car il

¹ L'abbaye de Saint-Martin de Ruricourt, dans le diocèse de Beauvais.

² Le mot *canourgue*, *canourgo*, signifie, dans la langue provençale, construction faite par ou pour des chanoines. On connaît plusieurs localités de ce nom, une dans le département du Lot, commune des Junies, canton de Catus, une autre dans le département de la Lozère, laquelle est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Marvejols.

n'y a rien en apparence plus favorable au peuple que de les décharger de la depence, combien que je suis asseuré que je porte plus d'honneur et de profit à la ville qu'ils ne méritent ; j'excepte les gens d'honneur, hors desquels ne se peut voir un païs plus malin et ingrat. Ils alleguent que je fais des grans profits, et je n'ay outre cela que cent escus de gages du Roy, et les extraordinaires profits de l'université qu'on estime à cent francs. S'ils venoient en rescision du contract, alleguans que je ne fais bien ma charge, il y auroit quelque raison de dispute, mais demeurant le contract passé avec l'université et la ville, à la fin de l'année disputer mes gages. qui me doivent estre payés par quartiers avancés, c'est une pure malice, qui s'appelle en bon françois mechanceté et perfidie. Excusés-moi si je vous entretiens d'un si facheux discours.

J'attens d'estre averti par vostre moyen de la volonté de Monseigneur le Chancelier, auquel je me sens tellement obligé, que je ne désire rien plus que luy tesmoigner, et à la postérité mesme, si je puis, combien je lui suis devot et affidé serviteur. Je suis après l'analyse du Cole, et ay peur ne la pouvoir achever cet esté et devant St-Luc ; bien en seront faits huit livres avec l'aide de Dieu. Je me fais croire que ce sera une œuvre profitable et bien receüe ; je ne sçay si je me trouveray trompé. Je n'y travaille que le matin, employant les après dinées à choses de plus facile composition. Je crains vous importuner par trop long discours ; j'ajouteray seulement que je prie Dieu vous donner bonne issue de votre procès, comme cela vous est deub, aussy bien qu'à moy mes gages. *Vincat aliquando justitia malitiam et per legitimos tranutes (sic), calumniantium iniquitates expellantur.*

Je demeure, Monsieur, vostre, etc.

PACIUS.

A Montpellier ce 27 juillet 1612 ¹.

Vingt ans plus tard, Pacius adressait de Valence à Peiresc ces lignes où retentit un cri de douleur devant lequel nul ne peut rester indifférent.

Monsieur, je vous ay envoyé un exemplaire de mes centuries, et un autre pour M. Fabrot ². Du depuis j'ay relu l'impression et trouvé beaucoup de fautes que j'ay en partie marquées et fait imprimer. Je vous envoie deux copies des *errata*, l'une pour vous, et l'autre pour M. Fabrot. Au reste toutes disgraces tombent sur ma teste sans recevoir aucune consolation ; prevoyant ce malheur je desirois me retirer en quelque religion ³, ce que ne m'estant réüssi, et veu qu'il ne faut plus penser à

¹ F. 28, bis.

² Charles Annibal Fabrot, célèbre à la fois comme jurisconsulte et comme philologue, naquit à Aix-en-Provence le 15 septembre 1580 et mourut à Paris le 16 janvier 1659. Voir l'excellente notice de M. Charles Giraud (Aix, 1833, in-8°). On y trouve (p 19, note 1) un extrait de la présente lettre.

³ C'est-à-dire en quelque couvent. Le mot, comme le rappelle M. Littré, a été employé par Guy Patin, par le cardinal de Retz, par Bossuet et par Fléchier.

cela, je n'attens plus que la mort qui m'en délivre, laquelle j'attens avec passion, estant marry d'estre de complexion trop robuste ¹. Maintenant je suis indisposé d'affliction d'esprit, et ne puis escrire la presente qu'avec difficulté comme vous voyés. Mon cadet m'a fait un vilain tour, et maintenant suis contraint de plaider contre luy. Voyla la consolation que j'en reçois en ma vieillesse. J'avois entrepris un grand ouvrage, mais je n'en pourray venir à bout. Priés Dieu pour moy qui suis, Monsieur, vostre, etc.

J. PACIUS.

A Valence, le 30 mars 1632 » ².

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

¹ Cette *complexion trop robuste*, selon l'expression désespérée du noble vieillard, le condamna, pendant près de huit années encore, à vivre malgré tant de tourments : il mourut, dit M. Revillout (p. 20), « en 1635, à l'âge de 85 ans. » On ignore la date précise du décès de Pacius. Serait-il donc impossible de la retrouver dans les archives départementales ou municipales de Valence ? Il faut le craindre, d'après l'insuccès des recherches faites, à ma prière, par deux des meilleurs érudits du Dauphiné, M. Brun-Durand et M. l'abbé Ulysse Chevalier, que je remercie bien vivement l'un et l'autre de leur confraternelle obligeance.

² On ne possède à Carpentras qu'une seule lettre de Pacius (Registre II, tome second, n° 265, autographe). Voici comment Pacius y parle des travaux qui devaient être le couronnement de sa longue et belle carrière :

«... Au reste je ne désire que trouver quelque repos pour travailler perpétuellement et achever, s'il est possible, ce que j'ay entrepris sur le droit civil et canon, dont je pense en avoir jecté les fondemens assez heureusement. Pourtant je ne désire aucune charge ne aucune dignité qui me destourne d'une vie contemplative et solitaire, quoyque l'expérience faicte à Heydelberg me faict croire que je pourray satisfaire autant ou peut-estre plus qu'un autre. Je me plais fort aux compagnies honnestes, mais non pas avec ceux que j'estime vicieux ou malins et malitieux. J'ayme mieux converser avec les mors (*sic*) qu'avec telles gens. Je sçay que le jour de la mort est incertain, et je me prepare tous les jours à ce grand passage pour le faire dignement tant que je puis. Mais tant y a que selon ma complession je puis esperer avec la grace de Dieu a par achever mon ouvrage, ce que je desire sur toutes choses de ce monde sur lequel point je clorray la présente par mes tres humbles recommandations à vos bonnes graces, demeurant à jamais, Monsieur, vostre tres humble et tres obeissant serviteur.

« De Valence ce 9 de juillet 1630. »

COURRIER ANGLAIS

Il y a longtemps qu'on attendait une nouvelle édition de l'*Histoire d'Angleterre* du docteur Lingard¹ ; elle vient de paraître, et je profite de l'occasion pour rendre un témoignage public à l'impartialité de ce livre aussi bien qu'à l'érudition et au véritable talent littéraire dont il fait preuve. On parle beaucoup du style de Hume ; comparé à celui de Lingard, il m'a toujours paru d'une pesanteur et d'une monotonie insupportables. Un des grands mérites des volumes que j'ai sous les yeux est sans contredit leur exactitude, et à ce point de vue l'auteur tenait comme de raison à se mettre scrupuleusement en règle avec la critique. Il y a en Angleterre certaines questions, certains problèmes historiques, sur lesquels l'opinion populaire a prononcé un verdict que beaucoup de personnes jugent sans appel. Le docteur Lingard proteste souvent contre les conclusions de la majorité, et il est curieux de peser les arguments sur lesquels il s'appuie et les motifs qu'il met en avant. Le ton de sa discussion est toujours d'une courtoisie extrême, sans sacrifier les droits de la vérité, et il y a plus d'un point sur lequel l'école historique moderne a été amenée à reconnaître que la raison et la justice étaient pour lui.

— La commission pour l'examen et le classement des manuscrits relatifs à l'histoire a produit, comme je l'ai plus d'une fois remarqué, de précieux résultats. D'abord en indiquant aux travailleurs les sources qu'ils peuvent consulter, et ensuite en encourageant les propriétaires des documents importants à les publier ou les faire publier². Les manuscrits de la famille Berkeley rentrent dans cette catégorie ;

¹ *The History of England*, by the Rev. J. LINGARD, D. D. A new edition, London, Burns and Co, 1883, 10 vol. in-12.

² *The Berkeley Manuscripts : the Lives of the Berkeleys, Lords of the Honour, Castle, and Manor of Berkeley, in the County of Gloucester, from 1066 to 1618*. By John SMYTH OF NIBLEY. Edited by Sir John MACLEAN, F. S. A., Vol. I. Gloucester, Bellows, 1883, in-8° de 340 p.

l'appendice au quatrième volume du rapport de la commission royale les citait comme méritant de voir le jour, à cause des détails qu'ils contiennent sur l'histoire générale d'Angleterre depuis le *x^e* jusqu'au *xvii^e* siècle; le tome premier a récemment paru, et on peut facilement reconnaître aujourd'hui qu'il eût été très fâcheux en effet que des biographies aussi intéressantes restassent indéfiniment oubliées dans la poussière du château de Berkeley. Il faut remercier lord Fitzhardinge d'abord d'avoir autorisé la publication de cet ouvrage, et ensuite le docte éditeur, sir John Maclean, pour le soin et le tact avec lequel il a rempli sa tâche. Quant à l'auteur, John Smith de Nibley, il suffira de dire que, né en 1576, il devint page du dix-septième comte de Berkeley, accepta la place lucrative d'intendant (*Steward*) de la famille, et se consacra désormais à recueillir de tous côtés, analyser, commenter et élucider les pièces et actes divers se rapportant d'une façon soit directe, soit indirecte aux Fitzhardinge. Comme ces seigneurs féodaux furent constamment mêlés aux grands événements politiques de leur temps (l'assassinat d'Edouard II, par exemple), on voit que le travail de John Smith a une valeur historique tout à fait exceptionnelle. Espérons que le second volume ne tardera pas à paraître.

— M. Forster avait commencé et presque terminé une traduction anglaise de la Chronique de Jacques d'Aragon, lorsqu'il mourut en 1878, laissant à son ami Don Pascal de Gayangos, que j'aurai à citer et à apprécier plus au long tout à l'heure, le soin d'écrire l'introduction, l'index, le glossaire, les notes et les appendices¹. Quant à la Chronique elle-même, ce n'est pas ici le lieu d'en faire ressortir l'importance; certains critiques l'ont rapprochée avec beaucoup de justesse de l'immortel ouvrage de Joinville, et on peut dire en général que pour l'histoire de l'Espagne au moyen âge, elle a une très grande valeur. La traduction de M. Forster est plus qu'exacte, elle est élégante, et on voit qu'elle a été faite *con amore*. Il n'y a que des éloges à donner au glossaire et à la table alphabétique, mais dans l'introduction et les notes, Don Pascal se montre trop sobre d'éclaircissements; il oublie que les lecteurs anglais, je devrais plutôt dire les lecteurs *non espagnols* ne sont pas tenus de savoir ce que lui-même sait si bien, et qu'en histoire comme en bien d'autres choses, il faut souvent mettre les points sur les i. La chronologie est aussi un détail sur lequel nous appelons l'attention de l'érudit espagnol, et enfin nous aurions voulu savoir quelque chose de la *littérature* du sujet. Quels sont les meilleurs manuscrits de la Chronique? Que

¹ *The Chronicle of James I. King of Aragon*. Translated by the late John FORSTER, Esq., M. P. With an Historical Introduction, Notes, etc., by PASCUAL DE GAYANGOS, London, Chapman and Hall. 1883, 2 vol. in-8°.

faut-il penser du texte publié en 1880 ? Villaroya et certains autres critiques du commencement de ce siècle ont-ils réussi à prouver que Jacques d'Aragon n'est qu'un prête-nom servant à déguiser un annaliste inconnu ? Voilà des questions que nous nous permettons d'adresser à Don Pascal de Gayangos.

— La série de monographies des diocèses de l'Angleterre vient de s'enrichir d'un admirable volume, consacré au diocèse de Worcester¹. Les deux collaborateurs qui se sont chargés de ce travail ont exploité avec beaucoup de tact et de jugement une masse énorme de matériaux. Ils en ont tiré un tableau animé de l'église anglicane au moyen âge et dans les temps modernes. Le chapitre intitulé : *les évêques-barons* (baronial bishops) est un des plus intéressants par l'idée qu'il nous donne du système féodal en Angleterre ; pour l'histoire du dix-septième siècle et de la révolution de 1640, les détails ne sont pas moins abondants, et enfin les rapports souvent très désagréables qui existaient entre le gouvernement et l'Eglise, sous les princes de la maison de Hanovre, ressortent d'une infinité d'anecdotes piquantes.

— Aux abrégés si nombreux que l'on publie depuis plusieurs années sur l'histoire d'Angleterre, il manquait encore un manuel comme celui de M. Feilden². Jusqu'à présent, le travailleur désireux de connaître le développement de telle ou telle partie de la constitution anglaise, était obligé de réunir avec une certaine difficulté les matériaux dispersés dans les grands ouvrages de M. Stubbs ou d'Hallam ; aujourd'hui et dorénavant il n'en sera plus ainsi. M. Feilden n'a aucune prétention à l'originalité ; il emprunte ses faits aux historiens les plus connus et les plus dignes de confiance ; tout ce qu'il a entrepris, c'est de traiter chaque sujet à part, d'une façon complète, et en cela il a parfaitement réussi. Ainsi le Parlement, la propriété, les tribunaux, les villes, l'Eglise forment autant de groupes distincts, étudiés séparément, et, malgré les défauts d'une classification un peu arbitraire, l'ouvrage de M. Feilden est d'une utilité qui n'échappe à personne. Le seul livre qu'on puisse lui comparer est celui de M. Taswell-Longmead ; mais cet habile jurisconsulte s'était appliqué spécialement moins au côté politique du sujet qu'à ses rapports avec les questions de droit.

— M. S. R. Gardiner avait publié, en trois séries de deux volumes chacune, l'histoire du règne de Charles I^{er} ; il nous donne aujourd'hui

¹ *The Diocesan History of Worcester*. By I. Gregory Smith, M. A., Vicar of Great Malvern. and Philipps Onslow, M. A., Rector of Upper Sapey. London, Christian knowledge society, in-8°, in-12 de 284 p.

² *A Short Constitutional History of England*. By Henry St. Clair Feilden. London, Simpkin, Marshall and Co, 1883, in-12 de 200 p.

de cet ouvrage une édition uniforme à meilleur marché, revue et corrigée ; le tome premier sort de presse ¹. Il y a des historiens plus pittoresques, plus brillants que M. Gardiner ; il y en a peu qui l'égalent pour l'exactitude et l'impartialité.

— M. Thorold Rogers, professeur d'économie politique et membre du parlement, a publié les quatre premiers volumes d'un ouvrage destiné à retracer l'histoire du commerce et de l'agriculture en Angleterre depuis 1259 jusqu'en 1793 ². C'est un travail qui a dû coûter à l'auteur des recherches inouïes, s'il en faut juger par le contenu des tomes I et III ; là en effet sont accumulés les matériaux dont le commentaire explicatif occupe le second et le quatrième volumes : tables, relevés statistiques, tarifs, détails de toute espèce, extraits de plus de quatre-vingt mille documents conservés soit au *Record office*, soit dans les bibliothèques des collèges d'Oxford et de Cambridge. M. Rogers appartient au groupe d'écrivains philosophes dont Sir R. S. Maine et M. Seeböhm sont les représentants les plus connus en France ; pour lui l'histoire ne devrait pas être exclusivement ni même principalement le récit de batailles livrées, de traités de paix accomplis, de scandales d'antichambre : le tableau de la société est le meilleur commentaire des grands événements, qui ont trop souvent jusqu'ici absorbé l'attention des élèves ; et, pour ne citer qu'un exemple pris au hasard dans le quatrième volume de M. Rogers, on connaîtrait mal l'histoire de la guerre civile des deux Roses, si l'on ne se rendait pas un compte exact des résultats que cet événement a eus pour la constitution et la transmission de la propriété foncière.

— Je parlais il y a un instant de M. Seeböhm ; voici un livre qui ajoutera beaucoup à la réputation de cet excellent auteur ³. Son but est de prouver qu'à l'origine chaque village en Angleterre était une communauté ou société libre, et que le seigneur de ce village n'avait acquis sa position supérieure que petit à petit ; se trouvant d'abord absolument sur le même niveau que ses voisins, il avait par force ou par adresse réussi à devenir une espèce de *primus inter pares*, et

¹ *History of England from the Accession of James. I.* By S. R. GARDINER. vol. I, London, Longmans and Co, 1883, in-8° de 444 p.

² *A History of Agriculture and Prices in England, from the Year after the Oxford Parliament (1259) to the Commencement of the Continental War (1793).* By James E. Thorold ROGERS, M. P. Vols. III and IV. Oxford, Clarendon Press. 1883, 2 vol. in-8°.

³ *The English Village Community examined in its Relations to the Manorial and Tribal Systems and to the Common or Open Field System of Husbandry.* By Frederic SEEBÖHM. London. Longmans and Co, 1883, in-8° de 460 p.

enfin à supplanter ceux qui l'entouraient, et dont les droits à la prééminence n'étaient ni moindres ni plus grands que les siens. Pour illustrer sa théorie M. Seeböhm prend un exemple presque au hasard, et nous donne l'histoire d'un bourg du comté de Hertfordshire, Hitchin ; il remonte le cours des siècles avec la consciencieuse résolution de ne laisser échapper aucun anneau de la chaîne chronologique, et arrive ainsi jusqu'à l'époque de la conquête Romaine. Le cas particulier choisi par notre auteur peut-il s'appliquer d'une manière générale ? De l'histoire d'Hitchin est-on en droit de conclure à celle de Manchester, de Godalming ou de Shrewsbury ? Voilà ce qu'il s'agirait de savoir. En tout cas, l'idée première développée par M. Seeböhm est fort ingénieuse, et ses remarques sur l'agriculture, les fermages, etc., ont un intérêt réel, qui place son livre au même rang que celui de M. Thorold Rogers.

— Il est toujours fâcheux qu'un écrivain se laisse emporter par ses opinions politiques jusqu'à travestir l'histoire en pamphlet : c'est ce qui vient d'arriver à M. Pope Hennessy, l'auteur d'une monographie de sir Walter Raleigh, le célèbre aventurier anglais du seizième siècle. S'il fallait juger les contemporains de la reine Élisabeth d'après le niveau moral qui prévaut aujourd'hui, pas un peut-être ne résisterait à l'épreuve ; en appréciant la politique de ce temps-là, il faut en toute justice tenir un compte rigoureux des circonstances où se trouvait l'Angleterre, et c'est ce que M. Pope Hennessy ne veut pas admettre. Il repousse absolument le système des circonstances atténuantes ; pour lui Raleigh n'est qu'un assassin sans vergogne, *Gloriana* qu'un Caligula en jupons, et l'administration de l'Irlande par les Anglais il y a trois cents ans une anticipation de l'état de choses qui règne sous le régime de M. Gladstone. Je ne veux pas dire que M. Pope Hennessy ait toujours tort ; mais son livre, très amusant du reste, et imprimé avec le plus grand luxe, tient trop du pamphlet pour qu'on puisse y attacher la moindre importance. Si le portrait d'Élisabeth tracé par M. Froude est exact, que doit-on penser de celui que nous donne l'auteur du présent ouvrage¹ !

— Don Pascal de Gayangos est un érudit qui a contribué à faire connaître en Angleterre et en France les trésors historiques de sa propre patrie. Il était naturellement désigné pour éditer les documents relatifs aux affaires politiques de l'Espagne conservés à Simancas et traitant des relations de l'Angleterre avec la cour de Madrid. Il a déjà publié la première partie d'un *Calendar* (vol. IV), et voici la seconde, formant deux gros volumes in-quarto de mille

¹ *Sir Walter Raleigh in Ireland.* By Sir John POPE HENNESSY. London, Kegan Paul, Trench and Co, 1883, in-8° de 266 p.

pages, complétés par un index de plus de cent quarante ¹. Les pièces classées par don Pascal sont analysées avec beaucoup de détail et avec le plus grand soin : elles expliquent à merveille l'histoire politique et religieuse du temps de la Réformation, et au point de vue de l'Espagne elles ne laissent rien à désirer ; mais l'auteur n'est pas également au fait de la société anglaise de l'époque, et son ignorance sous ce rapport a produit une quantité sérieuse d'erreurs, soit de noms, soit de dates, qu'il aurait été facile de corriger ou d'éviter en consultant les documents anglais de la même période. Un erratum de près de cinquante pages rectifie certaines de ces erreurs, et il y en a d'autres que le lecteur le moins expérimenté corrigera sans difficulté ; mais on en trouvera bon nombre qui ne sont pas aussi reconnaissables au premier coup-d'œil, et qui proviennent d'une trop superficielle connaissance de l'histoire ecclésiastique de l'Angleterre sous le règne de Henri VIII. La publication des *Calendars* édités par M. Gardiner aidera don Pascal de Gayangos à rectifier les fautes et à faire disparaître ces taches, mais il est fâcheux que de telles corrections soient nécessaires.

— M. Lee a rendu au public un très grand service en publiant la correspondance et les mémoires de Philippe Henry ². D'abord il fait revivre devant nous le dix-septième siècle anglais, et nous donne le tableau ou plutôt la photographie de la société telle qu'elle existait de l'autre côté du détroit au temps de Charles I^{er}. Les antiquaires feront leur profit de tous ces détails sur les impôts, le prix des marchandises, l'agriculture, etc., etc. ; ils apprendront que lorsqu'un évêque mourait, la loi l'obligeait à abandonner au Roi le meilleur cheval de son écurie, un manteau, un gobelet avec le couvercle assortissant, une aiguillère avec sa cuvette, son anneau épiscopal, son chenil et son cuisinier. A côté de ces particularités amusantes, les mémoires de Philippe Henry contiennent, sur la situation politique et religieuse de l'Angleterre, des vues bien autrement importantes pour l'historien et le philosophe. La dissidence n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui, et le héros de ce livre, célèbre parmi les non-conformistes, passerait à l'heure qu'il est pour latitudinaire et ultra-conservateur. Il était royaliste décidé, comme beaucoup de ceux qui partageaient ses opinions théologiques, et sa préférence pour le Presbyté-

¹ *Calendar of Letters, Despatches, and State Papers relating to the Negotiations between England and Spain, preserved in the Archives at Simancas and elsewhere*. Vol. IV. Part II. *Henry VIII*. 1531-1533. Edited by Pascual DE GAYANGOS. Published under the direction of the Master of the Rolls. London, Longmans and Co., 1883, in-4^o.

² *Diaries and Letters of Philip. Henry*. Edited by Matthew Henry LEE. London, Kegan Paul, Trench and Co. 1883, in-8^o de 450 p.

rianisme comme forme de gouvernement de l'Église ne lui semblait pas devoir nécessairement impliquer la condamnation absolue et furibonde du système épiscopal. Ce qui l'indignait, c'est qu'un prélat tel que Laud, séparé lui-même de l'Église Romaine, prétendit imposer *vi et armis* l'obéissance à une hiérarchie schismatique au même degré que toutes les autres qui se partageaient l'Angleterre à cette époque-là.

— M. Foley a enfin terminé le grand travail auquel il a consacré ses loisirs, et qui lui a coûté non seulement tant de labeurs, mais presque *la vue et la santé*¹. L'impartialité en fait de questions religieuses a si absolument passé dans les mœurs anglaises que même les protestants les plus zélés ont très volontiers rendu à M. Foley la justice qu'il mérite. Si certains des caractères que l'auteur évoque devant nous sont un peu grossis, c'est sans doute parce que nous autres profanes nous n'avons pas comme leur biographe vécu constamment dans leur société; de même qu'un Oratorien seul peut apprécier les obscurs religieux qui grossissent les erreurs du Père Ingold, à côté des Berulle, des Malebranche, des Thomassin, des Richard Simon. En tout cas M. Foley a surabondamment prouvé : 1° Que les Jésuites d'Angleterre n'étaient ni des monstres, ni des conspirateurs ni des fanatiques; 2° que pour persécuter, détruire et exterminer les catholiques romains et les dissidents en général, tous les moyens étaient bons, au seizième siècle et au siècle suivant, parmi les défenseurs de la foi anglicane.

— Le volume consacré par M. le colonel Wilson au duc de Berwick² est à proprement parler la suite d'un ouvrage où il était question de la jeunesse du célèbre général; ce sont les exploits militaires du fils naturel de Jacques IV qui réclament notre attention aujourd'hui; écrit par un officier pour des soldats, cet in-octavo assigne comme de raison la part du lion aux récits de batailles, aux détails de stratégie; c'est l'histoire militaire de la succession d'Espagne, dont M. Hermile Reynald nous a décrit le côté politique dans un ouvrage récemment publié. M. le colonel Wilson a fait un excellent usage des mémoires du duc de Berwick, et le seul défaut qu'on puisse lui reprocher est la prolixité. On ne saurait s'empêcher de comparer le général anglais avec Villars, Vendôme et les autres héros de cette époque; il ne les surpassait pas en talent, mais il était

¹ *Records of the English Province of the Society of Jesus*. — Vol. VII, Part. II. *Collectanea Completed, with Appendices; Catalogues of Assumed and Real Names; Annual Letters; Biographies and Miscellanea*. By Henry FOLEY. S. J. London, Burns and Oates, 1883, in-8° de 380 p.

² *The Duke of Berwick, Marshal of France*. By Charles TOWNSHEND WILSON. London, Kegan Paul and Co, 1883, in-8° de 484 p.

bien au-dessus d'eux, — de Vendôme surtout — par le caractère, et à certains égards il nous rappelle le duc de Wellington. On sait que, lors de l'insurrection Jacobite de 1715, le Prétendant envoya le duc d'Ormonde en Angleterre, et chargea Berwick du commandement des troupes en Écosse ; les relations de famille imposaient à James Fitzjames le devoir d'accepter ce poste, et s'il avait suivi strictement la ligne que lui traçaient la reconnaissance et les liens du sang, la maison de Hanovre se serait trouvée dans une position très difficile ; il alléguait des scrupules de conscience, et justifia ainsi les critiques qui l'ont accusé d'avoir sacrifié les droits de l'honneur à des motifs d'intérêt.

— Les mémoires de Charles Gréville, publiés il y a dix ou douze ans, eurent, on le sait, un succès de scandale ; ils étaient pleins d'allusions à des personnes encore vivantes à cette époque, et contenaient des anecdotes qui auraient pu donner lieu à des procès en diffamation. On ne trouve rien de pareil dans le volume que j'annonce maintenant¹ ; mais les brillantes réparties, les traits d'esprit, les tableaux de société abondent, et à chaque page il y a de quoi amuser le lecteur le plus ennuyé. Henri Gréville, frère cadet de Charles, paraît avoir été un homme de beaucoup de talent, de manières agréables, artiste lui-même, à ses heures, et virtuose distingué. C'était le modèle du *gentleman*, et sa position sociale lui procura force amitiés tant en France qu'en Angleterre. Attaché à l'ambassade anglaise à Paris, il se trouva par cela même à portée de pénétrer derrière les coulisses du monde politique, et d'entendre ces secrets dont dépend souvent la destinée des nations ; cependant le lecteur ne rencontrera guères ici que des détails de salon ; Henri s'occupait peu des affaires publiques ; il laissait à Charles les choses sérieuses, et se bornait modestement à des sujets plus terre à terre. Talleyrand, Guizot, Thiers, Louis-Philippe, la reine Marie Amélie, presque tous nos contemporains illustres défilent dans ce panorama où, depuis 1832 jusqu'à la fin de 1851, M. Gréville retraçait ses impressions et ses souvenirs. C'est un livre à mettre dans les bibliothèques sur le même rayon que les conversations de M. Nassau Senior. Il est amusant de voir Thiers exprimer sans ambages sa haine contre Guizot qui, disait-il, « l'avait traité d'une manière infâme, » et qualifier la princesse de Lieven de « sottie, bavarde et menteuse. »

— M. Percy Fitzgerald a consacré deux énormes in-octavo² à un

¹ *Leaves from the Diary of Henry Greville*. Edited by the Viscountess ENFIELD. London, Smith, Elder and Co, 1883, in-8° de 436 p.

² *The Royal Dukes and Princesses of the Family of George III.* By Percy FITZGERALD. London, Tinsley Brothers, 1883, in-8° de 400 p.

récit qui aurait pu, sans rien perdre de son intérêt, être complet en trois cents pages. Le fait est qu'il emprunte trop libéralement aux mémoires de madame d'Arblay et à d'autres autorités d'un accès si facile qu'il eût suffi d'y renvoyer le lecteur. Cependant je recommande très volontiers l'histoire de la cour de George III, telle que nous la donne M. Fitzgerald ; elle n'est pas très édifiante, et soit que l'on étudie l'intérieur de la famille royale, ou que l'on s'arrête au tableau de la société politique, on rencontre à chaque pas des énormités qui ont lieu de nous étonner. Les deux premiers livres de l'ouvrage ne sont, à proprement parler, qu'une introduction et la partie la moins intéressante ; on lira de préférence ce qui se rapporte au duc de Kent, le père de la reine Victoria, et M. Fitzgerald a réussi à nous donner dans ces derniers chapitres des détails qui lui appartiennent en propre. L'histoire de la succession au trône est un peu compliquée, mais elle est curieuse à lire, surtout parce que la Princesse royale d'Angleterre étant devenue plus tard reine de Wurtemberg, le prince Jérôme Bonaparte aurait pu aspirer à gouverner la *nation boutiquière*, par droit de naissance, si la Providence n'en avait pas ordonné autrement pour le plus grand avantage de nos alliés de l'autre côté du détroit.

GUSTAVE MASSON.

COURRIER RUSSE.

Nous devons à M. le baron Rosen, professeur à l'université de Saint-Petersbourg et académicien, un important ouvrage sur *l'empereur Basile Bulgaroktone*¹, fait d'après les données de la chronique, jusqu'ici inédite en son entier, de Yahia-Ibn-Said, continuateur d'Eutyche, patriarche d'Alexandrie. Le docte éditeur s'est borné pour le moment à publier des extraits de l'historien arabe, en se proposant de le donner en entier plus tard, quand on aura découvert le texte complet de la chronique. — Il s'est servi, pour son édition, de deux manuscrits, dont l'un appartient à l'évêque Porphyre, et l'autre, qui est de date plus récente et moins complet, se trouve à la bibliothèque nationale de Paris (anc. fonds ar. n° 131, A). Il existe encore, dans la collection de M. Sarrouf, lecteur de l'arabe à l'Université de Pétersbourg, un troisième manuscrit tout à fait semblable, paraît-il, à celui de l'évêque Porphyre, mais que l'auteur n'a pu utiliser. La chronique de Yahia a été plus d'une fois signalée par des orientalistes, comme se trouvant à Paris, mais personne avant M. Rosen ne l'a étudiée à fond. Dans la présente édition, il a réuni tout ce qui est relatif à l'empereur Basile II, le terrible vainqueur des Bulgares, et quiconque connaît la pénurie des informations byzantines sur ce prince, approuvera sans doute le choix fait par M. Rosen.

Les fragments qu'il a publiés (en arabe et en russe) ne sont qu'un nombre de dix-sept, et occupent une partie relativement peu considérable du volume ; mais ils sont enrichis d'un vaste commentaire² qui témoigne de l'érudition de l'éditeur et offre une grande variété. Nous appellerons l'attention des lecteurs sur les notes concernant la dernière campagne de Zimiscès en Syrie, sur l'assassinat de l'empereur Nicéphore, le récit touchant la conversion des Russes à la religion chrétienne d'après Yahia, Ibn-al-Tabir et le patriarche Macaire, la présence des Russes dans l'armée byzantine et la part qu'ils prirent à la révolution de 1042 et la campagne de Romain Diogène en Syrie. On remarquera aussi les considérations critiques sur la chro-

¹ Saint-Petersbourg, 1882, in-8°, édit. académique.

² Pages 74-398.

nologie des patriarches de Constantinople et d'Antioche au ^v^e siècle, les guerres de Basile en Syrie, la prise d'Édesse en 1032 et la translation de l'image actérotipe d'Édesse à Constantinople en 944. Mais les renseignements les plus importants qu'on trouve chez Yahia se rapportent aux Fatimides d'Égypte en lutte avec les empereurs byzantins.

Au reste, pour apprécier la valeur des données contenues dans la nouvelle source qui vient d'être mise au jour, il faut lire la savante introduction dans laquelle M. Rosen donne une analyse succincte de la chronique, et fait en outre connaître son auteur (mort en 1066), ainsi que les sources dont celui-ci s'était servi en l'écrivant, en un mot tout ce qui contribue à intéresser le lecteur dans l'œuvre qui lui est offerte. Afin que rien ne manque à l'édition au point de vue de l'utilité pratique, l'auteur a ajouté à la fin du volume un aperçu chronologique du long règne du Bulgaroctone (976-1025), fait d'après les données de Yahia, et une table des noms propres et géographiques qui ajoute à la valeur du travail et en rend l'usage facile.

Nous laissons aux spécialistes le soin d'apprécier la traduction des nombreux textes disséminés dans le volume, en dehors des *Extraits* de Yahia, et nous souhaitons au savant éditeur le succès dans sa recherche du manuscrit complet de cet historien, encore si peu connu, et si plein d'intérêt pour quiconque s'occupe de l'histoire byzantine et slave des ^x^e et ^{xi}^e siècles.

— En terminant un de nos courriers de l'an dernier ¹, nous faisons connaître le beau travail de M. Barsoukov sur la *Famille des Schérémétev* et nous émettions le vœu d'en voir bientôt paraître la suite. Ce vœu, nous le voyons déjà accompli. Le nouveau volume ² à les mêmes qualités que les deux précédents; il ne leur cède ni quant à l'intérêt et la valeur intrinsèque du travail, ni quant à l'exécution matérielle. Dans les premiers l'auteur a retracé l'histoire de l'illustre famille depuis son origine jusqu'à l'avènement des Romanov, vers la fin du premier quart du ^{xvi}^e siècle. Dans celui-ci, il reprend le fil de la narration et raconte la part que les Schérémétev ont prise aux affaires publiques depuis cette époque jusqu'à la fin du règne de Michel Romanov, ou pour être plus exact, depuis le retour de Philarète, père du tsar Michel, de sa prison en Pologne, jusqu'à la mort du patriarche Joseph, sous Alexis, successeur de Michel. Nous voyons reparaître sur la scène le principal représentant de la famille des Schérémétev, Théodore Ivanovitch, celui qui a tant contribué à la mettre en honneur par les services éclatants qu'il a rendus à l'État.

¹ Livraison de juillet 1882.

² Saint-Petersbourg, 1883, in-8°.

Nous savons déjà ce qu'il fit sous le règne de Théodore, de Godounov, à l'époque du prétendu Démétrius et pendant l'inter règne; nous connaissons la part qu'il prit à l'élection de Michel Romanov, chef de la dynastie actuelle; le rôle important qu'il jouait à la cour du jeune monarque à côté du patriarche Philarète, de Nikita Romanov et du prince Boris Tcherkassky. Son influence devint plus grande encore après la mort du patriarche. Le tsar lui confiait les affaires les plus importantes et les plus variées. C'est Théodore Schérémétév qui fut chargé de négocier avec Ladislas IV et fit signer le traité de *Polanov* par lequel le roi de Pologne renonçait définitivement au trône de Moscou, et la famille Schérémétév, au dire d'un chroniqueur contemporain, fut couverte d'une gloire ineffaçable. Théodore devint le confident le plus intime du tsar, qui ne s'en séparait guère et qui mourut même entre ses bras. Après la mort du tsar, il ne songea plus qu'au salut de son âme, fit son testament par lequel il accordait la liberté à ses serfs, se retira au monastère de Bélozersk et y termina sa vie, après avoir revêtu l'habit religieux. — Parmi les autres membres de la famille des Schérémétév, son historien signale Basile Petrovitch, grand-père du futur feld-maréchal Boris, et Basile Borisovitch, gouverneur de Sibérie. Oléarius parle du premier en termes élogieux; il loue ses manières aimables et sa généreuse hospitalité envers les étrangers. — L'intérêt et le mérite de l'ouvrage de M. Barsoukov consiste en ce que les gestes des Schérémétév y sont adroitement enchâssés dans le cadre général des événements; on croirait lire l'histoire du pays même; le tableau du règne de Michel et d'Alexis, son fils, y est retracé avec autant d'art et de vérité que celui de Jean IV, de Godounov et de l'inter règne l'a été dans les volumes précédents. Un ancien plan de Moscou, un dessin contemporain représentant le banquet de noces qui eut lieu dans la salle à facettes (*Granovitaïa Palata*) lors du mariage du tsar Michel avec Eudoxie Stréchnév et plusieurs fac-simile ornent l'édition, exécutée avec un véritable luxe.

— Avant de monter sur le trône, le jeune Michel Romanov demeurait avec sa mère Marthe au couvent d'Hypatius à Kostroma. C'est là qu'une députation de l'assemblée nationale, dans laquelle se trouvait Théodore Schérémétév, était venue lui offrir la couronne. C'est là aussi que les Polonais, alors maîtres du pays, avaient voulu pénétrer à tout prix, afin de s'emparer du jeune compétiteur de leur candidat, Ladislas IV. On sait que leur dessein fut déjoué, grâce à l'héroïsme d'un simple paysan, nommé Jean Soussanine, qui, s'étant offert à les conduire à Kostroma, les égara dans un bois et fut par eux mis à mort. Ce fait, attesté par une constante tradition et devenu populaire, a été révoqué en doute par M. Kostomarov, qui l'a traité

de mythe et de fiction. Ses doutes n'ont pas manqué de provoquer d'éloquents protestations. La plus récente a été faite par M. Samarianov, dans un écrit ¹ où il s'attache, les documents à la main, à réhabiliter la mémoire de celui que le peuple, d'accord en cela avec l'histoire et la tradition, proclame le sauveur du tsar.

— M. Yahontov a fait paraître les *Vies des Saints de la Russie septentrionale* ². Cet ouvrage peut servir d'utile supplément au travail analogue de M. Klutchevski, intitulé : *Anciennes vies des saints russes*, et fait avec beaucoup de critique. L'auteur de celles-ci fait bien mention de plusieurs saints personnages qui ont vécu dans les contrées du nord, mais il n'entrait pas dans son plan d'en faire un examen détaillé. Sous ce rapport donc le livre de M. Yahontov vient à propos, et il ne manquera pas d'intéresser les gens du pays. Quant au public occidental, il n'y a guère à compter sur le même succès, l'ouvrage étant d'un intérêt trop local et traitant de personnages pour la plupart inconnus, sinon d'une sainteté problématique.

— On ne peut pas en dire autant du *Calendrier des Saints vénérés en Russie, où l'on indique aussi les fêtes en l'honneur de la sainte Vierge*, etc. ³. Si tout n'y est pas également acceptable pour un lecteur catholique, il y trouve au moins beaucoup de noms qu'il prononce avec respect et qu'il invoque avec confiance. Ainsi, outre les saints du pays que l'Église romaine a également placés sur ses autels et auxquels l'auteur anonyme a consacré des notices assez étendues, on lit dans la présente livraison les noms de saint Justin le philosophe (1^{er} juin), de saint Jean le Goth, de saint Julien du Mans, saints Cyrique et Julitte, du prophète Élie, de saint Jean-Baptiste, de saint Pantaléon, des saints Côme et Damien, des apôtres saint Pierre et saint Paul, sans parler des fêtes nombreuses de Notre Dame, à laquelle, on le sait, les Russes ont une si grande dévotion. Sur tous ces saints et ces fêtes de la Madone, l'auteur a toujours quelques faits curieux à raconter ; et comme il les puise dans les traditions locales propres au pays, on est bien aise de les apprendre comme pouvant compléter les traditions correspondantes de l'Occident. L'auteur a soin d'indiquer à la fin de chaque notice les ouvrages dont il s'est servi pour qu'on puisse les consulter. Il y aurait quelques réserves à faire, entre autres sur la manière dont s'exprime l'auteur en parlant de l'Immaculée Conception de la sainte Vierge (au 26 juillet, fête de sainte Anne) et sur l'historiette insipide qu'il apporte à l'appui de

¹ Kostroma, 1882, in-8° de vi-98 p.

² Kazan, 1882, in-8° de 41 et 377 p.

³ Voronège, 1882, in-8° de 382 p. Livraison IV^e, première partie (mois de juin et juillet).

son dire, pour ne citer que cet exemple ¹. Ayant eu l'occasion de dire ailleurs mon opinion sur les trois premières livraisons, je crois inutile d'insister davantage, sauf à y revenir plus tard, quand aura paru la dernière partie de l'ouvrage.

— Le troisième centenaire du cardinal Hosius, célébré il y a quelques années dans toute la Pologne, a donné lieu à plusieurs publications, parmi lesquelles la nouvelle édition de ses œuvres figure au premier rang. L'abondance des matériaux, l'éminence du personnage, l'influence qu'il a exercée sur les affaires religieuses en Pologne, ont engagé M. Joukovitch à consacrer à l'illustre évêque de Varsovie une étude spéciale, intitulée : *Le cardinal Hosius et l'Église polonaise de son temps* ². L'auteur a tiré bon parti des travaux déjà existants, et l'on voit qu'il est au courant de la littérature du sujet qu'il traite. Le public russe étant assez indifférent à l'égard de l'histoire ecclésiastique de l'ancienne Pologne, on doit savoir gré à M. Joukovitch d'avoir contribué pour sa part à l'y intéresser, en lui offrant un sujet si digne d'attention et encore si peu étudié dans la littérature russe. Pour embrasser d'un coup l'ensemble de l'ouvrage, il suffit de parcourir les sommaires de chapitres placés à la fin ; si l'on veut savoir dans quel esprit il est écrit, qu'on lise ce que l'auteur dit de la Compagnie de Jésus, que le cardinal Hosius a introduite à Braunsberg, d'où elle s'est répandue ensuite dans les principales villes du royaume. C'est la meilleure pierre de touche qu'on puisse avoir, quand il s'agit d'un auteur appartenant à l'Église gréco-russe. Autant que j'ai pu en juger, le travail de M. Joukovitch n'a pas trop à redouter ce genre d'épreuves. Sans être tout à fait impartiales, ses appréciations sur le cardinal Hosius et en général sur l'Église catholique sont au moins exemptes d'hostilité.

— L'archevêque de Moscou, Macaire Boulgakov, décédé l'an dernier d'une manière imprévue, a laissé tout prêt pour l'impression le douzième volume de son *Histoire de l'Église russe*. Cette œuvre posthume vient d'être publiée par les soins de son frère, l'archiprêtre Boulgakov, qui y a fait entrer aussi les deux premiers paragraphes du treizième volume, demeuré inachevé ³. Le livre est consacré exclusivement au patriarche Nikon, un des plus remarquables personnages qui aient existé dans l'Église russe, et le plus éminent des dix patriarches de Moscou. On peut y distinguer trois parties, dont la première contient l'exposé de l'administration de Nikon, avant sa retraite volontaire ; la seconde partie embrasse l'intervalle de l'in-

¹ Voir p. 352.

² Saint-Petersbourg, 1882, in-8° de 8, 542 et iv p.

³ Saint-Petersbourg, 1883, in-8° de xvi-792 p.

terrègne pendant lequel ses adversaires préparaient les éléments de son procès, et la troisième, la plus intéressante et la plus dramatique, donne les détails sur le procès lui-même, fait conciliairement en présence des deux patriarches d'Orient, sur sa condamnation, sa déposition et son exil dans un couvent. Ce procès forme le point culminant du livre, et on peut dire de l'histoire tout entière de l'Église de Moscou, car il a eu pour résultat l'institution du Synode à la place du patriarcat et l'assujétissement définitif de l'Église russe au pouvoir du tsar qui est devenu bientôt son chef, non *de droit*, mais *de fait*. Le patriarche Nikon, comme un autre Thomas Becket, personnifiait le pouvoir spirituel en lutte avec le pouvoir temporel ; c'est ce qui lui assigne une place à part dans les fastes de son église. Les historiens russes l'ont jugé différemment, mais aucun d'eux n'a dit toute la vérité, soit qu'ils n'aient pas connu les documents officiels longtemps demeurés secrets et inaccessibles, soit qu'ils n'aient pas eu la liberté des appréciations ou le courage de se mettre au-dessus des opinions établies et devenues pour ainsi dire traditionnelles. L'archevêque Macaire ne fait pas exception ; le jugement qu'il porte sur le célèbre patriarche ne paraît pas avoir les garanties suffisantes d'impartialité, bien qu'il soit formulé d'après les pièces officielles qui sont nombreuses et prolixes.

En lisant son exposé de ce grand procès, on est disposé plutôt à absoudre le patriarche inculpé qu'à le condamner, tant les griefs qu'on faisait peser sur lui sont peu sérieux, tant ils trahissent les passions dont ses accusateurs et ses juges étaient animés. Ce qui frappe surtout dans la marche de ce procès, c'est l'illégalité, aucun des juges n'ayant eu la compétence nécessaire pour porter la sentence de condamnation ; sans excepter les deux patriarches d'Orient, celui d'Alexandrie et d'Antioche, qui y ont d'ailleurs participé dans des vues manifestement intéressées, et dont la complaisance vis-à-vis du tsar avait été assurée d'avance.

On est quelque peu surpris de rencontrer si rarement, sous la plume de l'historien russe, le nom de Palmer. Ce savant éminent a traité la question à fond dans son grand ouvrage ¹, plein d'érudition, fait uniquement sur des documents indigènes, et écrit avec cette indépendance de critique qui le distinguait et qui, dans une question aussi délicate que l'est celle du conflit entre le patriarche et le tsar, s'impose comme une condition essentielle à quiconque entreprend de l'aborder.

Le chapitre sur la correction des livres liturgiques et les origines

¹ *The Patriarch and the Tsar*, etc. — Oxford-London, 1871-1878, 6 vol. in-8°.

des dissidents connus sous le nom de rascolniques ou vieux-ritualistes, offre un grand intérêt. L'auteur justifie la réforme poursuivie par le patriarche Nikon avec beaucoup d'énergie, et sanctionnée par le même concile qui a prononcé sa déchéance ; il fait entendre que l'opposition faite par quelques membres du clergé moscovite, adversaires personnels du patriarche, n'eût point jeté de profondes racines, s'il était resté plus longtemps à la tête de l'Eglise : le rascol eût été éteint dès son origine, grâce à la tolérance éclairée de Nikon qui ne demandait au fond que la soumission à l'autorité ecclésiastique, en laissant chacun libre de suivre ses convictions en matière rituelle d'importance secondaire.

Nous regrettons de ne pouvoir insister davantage sur le travail du feu métropolitain ; sans avoir donné le dernier mot sur l'affaire Nikon, son ouvrage n'en est pas moins le plus complet et le plus considérable de tous ceux qui aient été écrits en Russie sur le même sujet.

— M. Bruckner continue l'impression de son *Histoire illustrée de Pierre le Grand*, qui est déjà à sa vingt-quatrième livraison, et touche à sa fin. Nous en reparlerons quand elle sera entièrement terminée.

— La Société d'histoire russe continue avec autant de zèle que de méthode la publication des documents relatifs surtout au XVIII^e siècle ; chaque année, elle enrichit son précieux Recueil de nouveaux volumes. Cette fois nous avons à en signaler deux, dont l'un (le XXXVII^e de la série) contient la suite de la correspondance diplomatique de Frédéric II avec le comte de Solms, commencée au volume XVII^e. Les documents qu'il renferme vont de 1767 à 1772, et se rapportent à trois principales questions que voici : les dissidents de Pologne et le maintien de la forme du gouvernement, le partage de la Pologne et la question d'Orient que la guerre de Russie contre la Turquie avait alors mise à l'ordre du jour et dans laquelle l'Autriche a adopté une nouvelle ligne de conduite. Il suffit d'énoncer ces points pour montrer l'importance des pièces qui en traitent ; elles jettent, en effet, un jour nouveau sur la politique des deux grandes puissances voisines formant des conventions secrètes tantôt contre l'Autriche, tantôt contre la Pologne. Le partage de la Pologne, dont le souvenir semble se raviver à mesure qu'il s'éloigne de nous, y occupe une place très marquée, et la convention secrète entre la Russie et la Prusse, signée le 17 février 1772, relativement à ce sujet, n'est pas certainement le morceau qui intéressera le moins le public. Ce volume a paru sous la direction de M. Stendman, secrétaire de la société. — Le volume XXXVIII^e renferme les « Monuments relatifs aux anciennes relations diplomatiques entre la Russie et l'Angleterre. » Il s'agit de l'intervalle de temps compris entre les années 1581 et 1604, ou la fin du

règne de Jean IV, surnommé le Terrible, et de la reine Élisabeth. Ces documents paraissent aujourd'hui pour la première fois dans leur ensemble, et ils complètent les travaux qui ont été publiés par l'académicien Hamel sous le titre : *Angleterre et Russie aux xvi^e et xvii^e siècles*, et par le comte Georges Tolstoï, sous le titre : *Russie et Angleterre*. Ce dernier avait même été chargé de la publication du présent volume du Recueil, auquel ses recherches précédentes servent de commentaire, sinon indispensable, au moins fort utile; mais une mort prématurée l'ayant arrêté au milieu de sa tâche, celle-ci a été confiée à M. Bestoujev-Rumine, professeur d'histoire à l'Université de Pétersbourg. Quantité de curieux détails sur les relations commerciales des deux pays, notamment sur les marchandises qu'on exportait de la Russie en Angleterre et qu'on y importait de celui-ci, ainsi que sur les relations réciproques d'Angleterre et de Danemark et sur la question de la frontière russo-norvégienne, rendent le volume assez intéressant.

— Outre cela, la Société est occupée à en préparer sept autres, qui seront pour la plupart la continuation des volumes similaires du Recueil. Ainsi, le XL^e volume contiendra les documents concernant la fameuse Commission législative de Catherine II, et provenant du saint-synode, des collèges administratifs et autres institutions gouvernementales. Il y a déjà plus d'un volume¹ consacré à cette Assemblée, dont les destinées, les débats, l'organisation, les péripéties attirent aujourd'hui l'attention des esprits, alléchés tant par la nouveauté des documents que par l'intérêt inhérent à l'institution elle-même, quelque peu féconds qu'aient été les résultats de la Commission.

— Les papiers de Catherine II, qui remplissent déjà quatre volumes du Recueil², vont en remplir un cinquième. Mais ce qui intéressera bien plus le public français, c'est sa correspondance avec Grimm dont M. Grot, académicien, prépare la dernière partie, après en avoir donné les deux premières³. Si la publication en est retardée, c'est que le consciencieux éditeur veut la rendre aussi complète que possible, et pour ainsi dire épuiser le sujet. Le nouveau volume contiendra une foule de détails sur les personnes et les choses de la grande révolution française, entre autres sur Philippe-Égalité et son exécution, ainsi que sur M^{me} de Genlis et le rôle qu'elle a joué à cette époque exceptionnelle; en même temps il donne une clé pour expliquer quantité de passages demeurés obscurs dans les parties déjà publiées de la correspondance.

¹ Le 33^e et le 36^e.

² Ce sont le V^e, X^e, XVII^e et XXVII^e du Recueil.

³ Voir les tomes XIII et XXIII du Recueil.

— En attendant que les matériaux en soient au complet, M. Grot a consacré ses loisirs à l'achèvement de son travail capital : Il vient de livrer au public le dernier volume des œuvres complètes de Derjavine ¹. Nous y trouvons une masse de notes explicatives, d'additions et de rectifications, de portraits et de plans, un glossaire et une table générale des matières des huit volumes précédents.

— Les publications de la Société de bibliophiles que préside le prince Paul Viazemski attirent de plus en plus l'attention publique. Leur importance et leur utilité viennent d'être solennellement reconnues : preuve le titre d'*Impériale* qui lui est accordé et qui la place en quelque sorte sous la protection du Souverain. Cette marque de distinction était méritée ; elle doit encourager les associés, stimuler leur zèle et les rassurer sur l'avenir de l'œuvre, désormais assise sur des bases solides et jouissant de l'estime universelle, malgré le peu d'années de son existence. Dans l'impossibilité où je suis de faire connaître toutes les récentes publications qu'on lui doit, je me bornerai à signaler les principales ayant trait à l'histoire. *La Vie illustrée de saint Nicolas de Myre* figure ici en première ligne ² ; elle comptera parmi les plus magnifiques éditions que la Société ait jamais mises au jour. Toutes les phases de la vie du grand thaumaturge, ses actes, ses miracles y sont représentés à la fois par la plume et par le pinceau, les images et le texte se commentant ainsi mutuellement. Le texte remonte au xvi^e siècle, et on le retrouve dans plus d'un recueil manuscrit de cette époque-là. Quant aux illustrations, qui ornent chaque page du volume et la remplissent souvent tout entière, on comprend combien elles doivent être importantes pour l'histoire de l'art national ; elles montrent aussi de quelle popularité jouissait, auprès des Russes, le grand archevêque de Myre. Quiconque a vu ces dessins si naïfs et si originaux, y aura remarqué l'abondance des églises à cinq coupoles surmontées d'une croix à deux traverses : les étrangers qui ont assisté aux fêtes du couronnement et visité Moscou auront fait la même remarque, et ils se seront demandé quelle pourrait être l'origine de cette forme si inusitée dans l'architecture occidentale. La réponse à cette question a été donnée dans l'opuscule publié par la Société sous le titre : *Origines des églises à cinq coupoles* ³. L'auteur anonyme l'attribue à Byzance, d'où cet usage aurait passé, selon lui, d'abord aux Arabes et aux Russes, puis par l'intermédiaire de ceux-ci aux Mongoles. M. Soultanov, de son côté, a puisé dans la *Vie de saint Nicolas* des éléments d'une fort intéressante

¹ Saint-Petersbourg, 1883, t. IX, in-8°, édit. illustrée.

² Saint-Petersbourg, 1878-82, in-fol. de 241 p.

³ *Ibid.*, 1882, in-8°.

étude sur l'ancienne architecture de Russie, ornée de nombreux spécimens. C'est une de celles qu'on regrette de voir écrite en russe.

— Je viens de dire que le texte de la *Vie* illustrée de saint Nicolas date du xvi^e siècle ; l'archimandrite Léonide, sous-prieur du monastère de Saint-Serge, près de Moscou, à qui l'on doit déjà plusieurs découvertes archéologiques, et que l'on a surnommé le bénédictin russe, a trouvé un texte slavon datant, selon lui, du xi^e siècle, et formant la première partie de celui qu'on rencontre souvent dans les mss. du xv^e et du xvi^e siècle. Ce morceau ne serait qu'une traduction faite sur l'original grec, pareil à celui de la bibliothèque Vaticane, qui a été publié par Falconi ; il prouverait en même temps que le docteur italien eut tort d'en conclure à l'existence de deux saints Nicolas Thaumaturges. L'archimandrite Léonide a publié, en outre, un récit touchant la translation du corps de saint Nicolas à Bari, ainsi que le pèlerinage de Jonas le Petit à Jérusalem et à Constantinople au xiii^e siècle, d'après un texte bien plus complet que celui dont on se servait jusqu'ici.

— A toutes ces publications de la Société, je dois ajouter la *Vie illustrée de saint Théodore d'Edesse*¹, d'autant plus que je la crois entièrement inconnue aux hagiographes d'occident. Au moins mes recherches n'ont point abouti, et je ne connais de cette *Vie* que la version slavonne et le texte grec conservé à la bibliothèque synodale de Moscou.

— Pour terminer, je mentionnerai le huitième volume des œuvres complètes du prince Pierre Viazemski, que la presse indigène a accueilli avec faveur. Il se compose de pièces qui avaient déjà paru, à petite dose, dans une Revue de Moscou et dont j'ai eu l'occasion d'apprécier ici-même les mérites. Les fragments d'alors se sont aujourd'hui transformés en un gros volume. On les relit volontiers. C'est un journal où l'auteur consignait tout ce qu'il entendait des autres et pensait lui-même, une sorte de caleïdoscope, offrant au regard les objets les plus variés, la littérature et l'histoire, les bons mots et les anecdotes, les considérations philosophiques et les échos de salon. Tout cela est dit avec une verve toute juvénile, avec le charme d'un langage très châtié et toujours avec beaucoup d'esprit.

J. MARTINOV.

¹ *Ibid.*, 3 livraisons, in-80.

HENRI V

La Revue des questions historiques, qui avait l'honneur de compter le descendant de nos Rois au nombre de ses abonnés, et qui, dès sa fondation, avait reçu les marques de sa haute bienveillance, se doit à elle-même, elle doit à la grande cause à laquelle elle s'est consacrée, d'apporter sur la tombe de Henri V l'hommage de sa douleur, de son religieux respect, de sa profonde vénération.

Henri V a glorieusement personnifié la royauté française ; il a porté, d'une main ferme et avec une dignité incomparable, le drapeau de la monarchie traditionnelle ; il aurait pu régner : mais sa conscience s'est refusée à laisser amoindrir le prestige de la couronne qu'il tenait de ses pères ; il a préféré les tristesses de l'exil à des compromis que repoussait son inflexible droiture : conserver intact le dépôt de nos traditions nationales, tel était pour lui le premier des devoirs.

La France sait maintenant tout ce que Dieu lui avait donné, tout ce qu'elle a perdu en la personne de ce Roi dont le dévouement pour son pays n'a jamais varié, et qui, ne pouvant sauver cette nation ballottée par le flot des révolutions, livrée à tous les hasards de gouvernements d'aventure, a offert sa vie pour elle, mettant ainsi comme un sceau suprême à toute une vie de sacrifices et d'abnégation.

La France a vu mourir à Frohsdorf, après un long martyre, celui que la Providence semblait avoir désigné pour la relever de ses ruines. Elle l'a contemplé avec une respectueuse émotion durant ces derniers jours, empreints d'une majesté vraiment royale ; elle a admiré ce courage héroïque, cette résignation sublime, cette grandeur d'âme dignes d'un petit-fils de saint

Louis. Disons mieux : le monde entier s'est ému devant un tel spectacle, et c'est entouré des larmes des amis de la royauté, des hommages de tous les honnêtes gens, du respect des adversaires mêmes, que Henri V s'est éteint doucement, en murmurant le nom de la France et en implorant pour elle la miséricorde divine.

Quelle page d'histoire que cette terrible agonie de deux mois qui rappelle les souvenirs sublimes de la mort de Louis XIII, de la mort de Louis XIV ! que ces magnifiques funérailles où les marques de respect de toute une population en deuil se mêlaient aux larmes d'un immense cortège de Français de tous les rangs, pour attester la profondeur des regrets, l'unanimité de la vénération !

O Roi, vous avez donné, par votre vie et par votre mort, une grande leçon ! En nous faisant toucher du doigt le néant des espérances humaines, vous nous avez montré où est la véritable grandeur ! O Roi, nous nous inclinons en pleurant devant votre tombe, et nous baisons respectueusement votre cercueil ! Au nom de l'histoire, nous osons vous promettre ce titre de JUSTICIER que souhaitait votre noble et patriotique ambition, et que vous eussiez si noblement porté !

CHRONIQUE.

SOMMAIRE : La lettre de Sa Sainteté Léon XIII sur les études historiques — Académie des inscriptions et belles-lettres. Prix et Concours. Travaux de l'Académie. Lecture et communications. — Académie des sciences morales et politiques. Lectures et communications. La bulle *Ausculta fili* a-t-elle été brûlée ? — Découvertes relatives au séjour et aux travaux des Hébreux en Égypte. — Congrès archéologique de France. — Le cœur de Henri II d'Albret. — Publications récentes ou en préparation.

La lettre que le Souverain Pontife a adressée le 18 août dernier à leurs Éminences les cardinaux de Luca, Pitra et Hergenroether, et que la *Revue* reproduit en tête de cette livraison, est une nouvelle preuve de la profonde intelligence des besoins de notre époque qui caractérise l'esprit et les actes de Léon XIII. Elle est aussi un éclatant témoignage en faveur de ceux des catholiques qui ont jugé, depuis un certain temps déjà, que, parmi les efforts intellectuels réclamés par l'état présent des pensées et des opinions humaines, il n'y en avait point de plus nécessaires et de plus urgents que ceux qui s'appliqueraient aux études d'histoire et déploieraient sur ce terrain le double drapeau de la foi religieuse et de la raison scientifique, en s'attachant à montrer qu'aucune réelle dissidence ne les sépare, mais que la raison scientifique peut, au contraire, par un sincère, docte et judicieux usage de ses droits légitimes et de sa méthode propre, apporter à la vérité religieuse le plus utile concours et le plus solide appui. La lettre de Léon XIII a plus particulièrement pour objet les études historiques telles qu'on les pratique en Italie, et les dangers résultant des armes empoisonnées que la haine des adversaires de la Papauté en a extraites, avec une habileté passionnée, contre le Souverain Pontificat et surtout contre sa souveraineté temporelle, qui est la plus sûre garantie de l'indépendance du chef de l'Église, dans l'accomplissement de sa divine mission. Mais les enseignements qui en ressortent embrassent un plus vaste espace et s'adressent à toutes les parties de la chrétienté, à toutes celles du moins où la lutte est engagée, dans l'ordre intellectuel, entre les fils soumis de l'Église et les adeptes, volontaires ou inconscients, des sectes qui, sous le prétexte

de je ne sais quel affranchissement de la pensée et de la volonté humaines, qu'elles ramèneraient, si elles arrivaient à triompher, au plus dur asservissement dans le chaos le plus lamentable, poursuivent en réalité, comme n'hésitent pas à le proclamer aujourd'hui les plus hardis de leurs soldats, l'anéantissement de tout ordre religieux, moral et social dans le monde. Partout où cette lutte est engagée, les avertissements et les exhortations du Souverain Pontife sur l'urgente opportunité pour les catholiques de donner une attention spéciale et une part importante de leurs soins et de leurs labeurs aux études historiques, ces avertissements et ces exhortations doivent être entendus et médités, et l'on doit partout se mettre en mesure de s'y conformer dans la pratique.

Ce n'est pas seulement en Italie que la conjuration de la haine et du mensonge a envahi le domaine de l'histoire, occupé sur ce terrain de fortes positions et dressé des batteries puissantes. L'école historique fondée il y a trois siècles en Allemagne, au profit de l'hérésie protestante, par les Centuriateurs de Magdebourg, a aujourd'hui dans toute l'Europe, et particulièrement en France, de nombreux disciples, en proie à un esprit plus dangereux, plus pervers encore que celui des Centuriateurs. On peut toutefois distinguer, parmi les fauteurs et les adeptes de la science hostile à l'Eglise, des catégories diverses. Nous en indiquerons pour aujourd'hui trois seulement. Il y a les violents, qui font au catholicisme une guerre ouverte, à qui aucune affirmation, aucune négation historique, si peu fondée qu'elle soit, ne répugne ni ne coûte, pourvu qu'elle nuise à la religion, objet de leur haine furieuse. A ceux-là toute arme est bonne, quelle qu'en soit la trempe et l'origine. Ils comptent, non sans raison, sur l'aveuglement, soit passionné, soit inepte, de tant d'ignorants lecteurs des mauvais journaux ; sur la prétentieuse demi-instruction des mauvais maîtres d'écoles, avidement accessibles à leurs calomnies, qui s'en parent et qui les répandent ; sur la naïveté enfantine et prompte à tout croire des masses populaires. Il y a aussi les habiles, qui s'adressent à un public plus éclairé, plus élevé, et qui apportent au service d'une passion quelquefois égale une instruction supérieure, une tactique et une stratégie savantes. Ceux-là savent choisir leurs armes, leurs munitions, leurs arguments, ils mettent en œuvre avec un art et une dextérité remarquables des connaissances réelles et parfois profondes, pratiquent même au profit des fausses doctrines qu'ils professent la vraie méthode scientifique, et se haussent quelquefois jusqu'à savoir ordinairement couvrir leurs batteries, qu'ils ne démasquent qu'à propos, d'une apparence spécieuse, presque sincère chez quelques-uns, d'impartialité historique et de neutralité doctrinale. Il y a enfin ceux qui, n'étant pas catholiques de naissance

ou ne l'étant plus de croyance, mais sans être foncièrement et de parti-pris hostiles à Église, s'imaginent réellement demeurer neutres, et qui ont en effet une certaine volonté de l'être, mais qui, préoccupés depuis leur enfance de préjugés entrés en eux par l'éducation si peu orthodoxe de notre époque et fortifiés par le milieu où ils vivent, par les lectures et les pensées dont ils se nourrissent plus volontiers, ont l'esprit dirigé, presque à leur insu, dans leurs recherches et dans leurs écrits d'histoire, par des idées fausses et des affirmations erronées, passées dans leur intelligence à l'état de dogmes ou, si l'on veut, d'axiomes.

Or si, dans la lutte contre les violents, il est difficile, et il serait peut-être même regrettable et inefficace, d'éviter toujours une certaine véhémence courageuse, hardie, éloquente et même mordante de résistance et de polémique, il faut pourtant, dans le fonds, s'appuyer contre leur mauvaise foi haineuse et obstinée, d'une sincérité réelle et d'une science de bon aloi. Il faut opposer à leurs arguments passionnés la passion des bons arguments fournis par l'étude méthodique et scientifique, à leurs armes empoisonnées des armes, où l'absence de venin, cause malheureusement certaine d'une infériorité momentanée dans les combats qu'on leur livre, soit, pour ainsi dire, suppléée par la trempe supérieure de ces mêmes armes, par la vigueur et la dextérité à les manier. Cette trempe supérieure des armes de la critique chrétienne, cette vigueur, cette dextérité dans l'usage que l'on en fait, sont encore plus nécessaires dans la lutte contre les habiles. La puissance de ceux-ci consiste surtout dans la connaissance qu'ils possèdent de la méthode scientifique et dans l'art avec laquelle ils la manient. Il est donc de première nécessité pour les catholiques d'acquérir de cette méthode une connaissance plus profonde que celle de leurs adversaires et de s'accoutumer à la manier avec un art qui surpasse et déjoue le leur. Il n'est pas moins indispensable d'opposer à la spécieuse apparence de neutralité et d'impartialité doctrinales dont ils se parent cette impartialité véritable qui, confessant hautement les pures doctrines religieuses, et répudiant, comme une erreur fondamentale, la neutralité entre la vérité et l'erreur philosophiques, sait pourtant conserver à l'égard des hommes et des choses historiques, méthodiquement étudiées, une droiture d'équité, une justesse de vue et d'appréciation qui ne puissent laisser aucune place au reproche fondé d'injustice, d'erreur et de parti-pris. De telles qualités, assurément difficiles à porter à leur perfection dans la pratique, sont par elles-mêmes, à l'égard des neutres de bonne foi, c'est-à-dire de ceux qui de bonne foi se croient tels, un très beau et très catholique moyen de déraciner peu à peu, s'il est possible, les préjugés ancrés et comme incarnés dans leurs esprits, et d'y faire briller doucement et par

degrés, à l'aide de l'honnêteté et de la véracité scientifiques, la pure et charmante lueur de la vérité religieuse, philosophique, morale et sociale.

Mais en dehors de la lutte active pour la défense et la diffusion des saines doctrines, aujourd'hui menacées de toutes parts par les sectes qui continuent l'œuvre impie des Centuriateurs de Magdebourg, une tâche immense se présente aux catholiques dans l'ordre des études d'histoire, tâche qui leur est particulièrement recommandée par la lettre de Léon XIII. Puisqu'une grande partie du mal vient des haines ou des préjugés dont est imbue, par une fausse instruction historique dans le cours de l'éducation primaire, secondaire et supérieure, une grande partie des générations nouvelles, il faut s'efforcer de leur préparer, par des travaux dont la valeur s'impose à tous, un aliment intellectuel à la fois pur et solide, dont l'usage sera utile et opportun aussi pour l'éducation, doctrinalement excellente, mais parfois scientifiquement faible, de l'heureuse portion de l'enfance et de la jeunesse élevée par les familles ou par les écoles franchement chrétiennes. Le Saint-Père nous rappelle très opportunément que la rédaction des ouvrages historiques destinés à l'enseignement, pour porter vraiment de bons fruits, doit pouvoir s'alimenter dans des œuvres plus étendues et plus savantes, où la vérité historique soit déjà fortement établie et appuyée de toutes ses preuves en même temps qu'éclairée et interprétée par une saine philosophie. En ce qui concerne l'histoire de l'Eglise et l'histoire de France, combien ne nous faudrait-il pas, pour une si longue suite de siècles, chargés de tant d'événements compliqués et de points obscurs, de travaux édifiés par une érudition et par une critique puissantes, armées de toutes les ressources et rompues à tous les procédés de la méthode la plus scientifique, et animées en même temps de l'esprit et du sentiment chrétiens ! Nous ne songeons pas assez peut-être, dans l'ardent désir de bruit qui est l'un des travers, même des bons esprits, à notre époque, quels heureux résultats pourrait avoir, à côté de la polémique déclarée et de l'apologétique directe, cette apologétique indirecte, consistant dans l'exposé savant et véridique des événements de l'histoire de l'Eglise et de l'histoire de France, loyalement et judicieusement appréciés selon la lumière des saines doctrines, sans recherche constante de sermon ou de plaidoirie. Là où le poison s'insinue souvent sans étiquette, pourquoi sans étiquette l'antidote, à son tour, ne trouverait-il pas sa juste place et n'obtiendrait-il pas de salutaires effets ? Les esprits bien disposés, quoique encore hésitants, ou dont l'hostilité même n'est pas sans bonne foi, ne souscriraient-ils pas plus volontiers à la vérité qui s'expose qu'à celle qui semblerait, comme cela arrive parfois dans les travaux catholiques, même en matière secondaire et quel

quefois en matière libre, vouloir s'imposer à eux de haute lutte et à main armée ?

Dans cette œuvre d'apologétique indirecte comme dans la lutte ouverte et la polémique déclarée, et à un plus haut degré encore, nous retrouvons toujours la même nécessité, pour les catholiques, de ne pas se contenter d'études hâtives et superficielles et d'une méthode telle quelle. L'histoire n'est pas un champ que l'intelligence et la volonté seules, même illuminées par la vérité religieuse, puissent suffire à cultiver. Le zèle n'y tient point lieu de l'érudition et de la critique. C'est donc avec une haute raison que le Souverain Pontife nous convie à des recherches laborieuses et persévérantes dans les archives et dans les bibliothèques, en ouvrant largement à nos études, pour la défense de la religion et le progrès de la science, les trésors des archives et de la bibliothèque du Vatican. C'est avec une haute raison qu'il rappelle aux Italiens les grands noms de Baronius et de Muratori, auxquels correspondent en France ceux de Sirmond, des Petau, des Labbe, des Mabillon, des Du Cange, etc., qui ont encore, à l'heure présente, de dignes héritiers parmi nous. Recherchons donc avec ardeur les monuments originaux de l'histoire, initiions-nous aux sciences auxiliaires qui permettent de les étudier et de les comprendre ! Soyons bibliographes, paléographes, diplomatistes, archéologues ! Soyons des érudits, soyons des critiques ! Sachons exposer les résultats obtenus par nos labeurs sous une forme simple, claire, correcte, élégante si nous pouvons, mais avant tout convaincante ! Répondons en grand nombre à l'appel de Léon XIII, et puisse, selon le vœu de ce pieux et savant Pontife, l'érudition catholique bien mériter en notre temps, comme elle l'a fait depuis tant de siècles, de la religion et de la science ! Que la moisson surtout soit abondante en notre pays, où il y a tant à faire, et où tant de forces se perdent ! La *Revue*, dont la fondation a, pour ainsi dire, correspondu par avance, il y a de cela dix-sept ans déjà, à la pensée de Léon XIII, sera toujours heureuse de pouvoir accueillir et faire valoir, selon les termes de son programme et selon la place dont elle dispose, quelques-uns des meilleurs épis.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le grand prix Gobert à M. Frédéric Godefroy pour son *Dictionnaire historique de la langue française*. Elle a décerné le second prix à M. A. Giry pour son ouvrage sur les *Établissements de Rouen*. — Elle a décerné le prix Stanislas Julien à M. Maurice Jametel pour son livre intitulé : *L'encre de Chine, son histoire et sa fabrication*. — Elle a décerné le prix La Grange à la Société des anciens textes français pour ses publications des années 1881-1882. — Elle a partagé le prix de

numismatique Allier d'Auteroche entre M. Barclay Head et M. Percy Gardner. Le premier avait présenté au concours *Les monnaies de la Béotie*, le second une *Étude sur les monnaies de Samos*. — Elle a proposé aux suffrages de l'Institut pour le prix biennal de vingt mille francs M. Paul Meyer. — Jugeant le concours des antiquités nationales, elle a décerné la première médaille à M. Beautemps-Beaupré pour sa publication des *Coutumes d'Anjou et du Maine*, la seconde à M. Pélicier pour son *Essai sur le gouvernement de la Dame de Beaujeu*, la troisième à MM. A. et E. Molinier pour leur publication d'une *Chronique normande du XIV^e siècle*. Elle a attribué la première mention à M. d'Arbaumont pour ses publications intitulées : *La vérité sur les deux maisons de Saulx-Courtyron*, — *Cartulaire des prieurés de Saint-Étienne-de-Vignory*, — *Armorial de la chambre des comptes de Dijon* ; la seconde à M. Joret pour son ouvrage sur les *Caractères et l'histoire du patois normand* ; la troisième à M. Loriquet pour son ouvrage sur les *Tapisseries de la cathédrale de Reims* ; la quatrième à M. le docteur Barthélemy pour son *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux* ; la cinquième à M. l'abbé Albanès pour son *Histoire de Roquetaire et de ses seigneurs au moyen âge* ; la sixième à M. du Bourg pour son *Histoire du prieuré de Toulouse et de diverses possessions de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem dans le sud-ouest de la France*. — Nous empruntons au *Polybiblion*¹ les renseignements suivants sur l'état des travaux de l'Académie, renseignements extraits du rapport présenté le 13 juillet par M. Wallon, secrétaire perpétuel. Viennent de paraître le tome VI, 1^{re} partie, de la série des *Mémoires des savants étrangers* relatifs aux antiquités nationales, tout entier consacré au mémoire de M. E. Molinier sur la vie d'Arnoul d'Audrehem, maréchal de France (mémoire couronné en 1880) et le tome XXIV, 1^{re} partie, des *Notices et extraits des manuscrits*, contenant le mémoire de M. Maspéro sur quelques papyrus du Louvre et celui de M. Zotenberg sur la chronique de Jean, évêque de Nikiou. Le tome V des *Historiens occidentaux des Croisades* est en cours d'impression. M. le comte Riant annonce que les deux premiers tiers du volume sont préparés. La presque totalité du texte des prosateurs latins et français est établie. Le premier texte latin en prose, *Ekkehardi Uraugiensis Hierosolymita*, est à l'imprimerie ; les autres l'y suivront cette année ; puis viendront les poèmes français, qui, en raison de leur caractère historique, devront prendre place auprès des prosateurs, et l'*Epistolarium*. Le texte de Jean Dardel, qui doit figurer en tête du second volume des *Historiens arméniens*, est

¹ Livraison d'août.

entièrement établi. L'espérance de trouver dans les archives d'Italie et d'Espagne quelques renseignements sur des personnages cités dans la chronique a été déçue. Quelques passages ne pourront donc pas être éclaircis, comme on pouvait le supposer. La copie de la *Fleur des histoires de la terre d'Orient* est achevée, ainsi que la collation du texte sur les meilleurs manuscrits, spécialement ceux de Vienne et de Turin. La copie du texte de Nowairy est fort avancée : elle sera achevée à la fin du mois d'août. Quant aux *Historiens arabes*, l'état de santé de M. Deffrémery (depuis décédé) laisse au même point la première partie du tome II ; mais le tome III touche à son terme : quatre-vingt-six cahiers sont tirés. M. Barbier de Meynard espère l'achever au retour des vacances. Le tome XXX, 2^e partie, des *Mémoires de l'Académie*, va s'achever avec un supplément au mémoire de M. Deloche sur le *Monnayage en Gaule au nom de l'empereur Maurice Tibère*. Le tome XXXI, 1^{re} partie, doit contenir l'*Histoire de l'Académie depuis 1874*. La seconde partie du même tome est commencée avec un mémoire de M. Tissot sur la *Campagne de César en Afrique*. Le tome XXVI des *Notices et extraits des manuscrits*, avec lequel s'achève le *Dictionnaire des simples* d'Ibn Beïthâr, n'attend plus que ses tables ; la première partie de cet index, contenant les noms arabes, vient d'être soumise à la commission des travaux littéraires ; la seconde partie, comprenant les noms scientifiques, est en préparation et se terminera prochainement. Le tome XXXI, 1^{re} partie, du même recueil, doit réunir aux notices de MM. Delisle¹, Fierville et Hauréau une dernière notice, due à M. Miller (suite et fin des manuscrits grecs de la bibliothèque royale de Madrid) et qui est en cours d'impression. L'impression du tome XXIX de l'*Histoire littéraire de la France* a été poursuivie sans interruption : trente-neuf feuilles sont tirées et dix environ sont en état de première ou de seconde épreuve. Tout le reste de la copie sera prochainement envoyé à l'Imprimerie nationale. La publication des *Œuvres de Borghesi* a dû se ressentir de la mission dont M. Waddington vient d'être honoré. Quant au *Corpus inscriptionum semiticarum*, la seconde livraison, contenant des inscriptions phéniciennes trouvées en Égypte, en Grèce, à Malte, en Sicile, en Sardaigne, en Italie, est tout entière en bon à tirer (texte et planches), et M. Renan, qui en dirige la publication, annonce que dans quelques

¹ Il s'agit du beau travail de M. Delisle : *Notice sur les manuscrits disparus de la bibliothèque de Tours pendant la première moitié du XIX^e siècle*, dans lequel l'éminent académicien poursuit avec sa critique sûre et impitoyable les odieux déprédateurs de nos trésors littéraires, et dont nous avons sous les yeux le tirage à part. Imprimerie nationale, in-4^e de 200 pages.

jours elle pourra être déposée sur le bureau de l'Académie. Deux autres fascicules, préparés concurremment par MM. Derenbourg et de Vogüé, ne tarderont pas à être livrés à l'impression. Le jour n'est donc pas éloigné où un premier volume de ce grand ouvrage, qui fera tant d'honneur à l'érudition française, aura paru.

Parmi les lectures et communications faites à l'Académie nous signalerons les suivantes. Dans la séance du 1^{er} juin, lecture a été donnée d'une lettre de M. Le Blant, directeur de l'École française de Rome. L'éminent académicien y appelle l'attention de la Compagnie sur divers monuments, notamment sur deux épitaphes chrétiennes trouvées, l'une au cimetière de Sistri, l'autre dans les catacombes du cimetière de Domitilla. Cette dernière confirme la sainteté de cette catacombe, déjà attestée par plusieurs témoignages. Il faut encore citer une fresque récemment découverte à Pompéï. Elle représente très probablement le jugement de Salomon. Les savants italiens pensent que la maison où se trouve cette fresque appartenait à un païen d'Alexandrie, instruit, comme on l'était en Égypte, des récits de l'histoire d'Israël. — Dans la même séance M. de Vogüé a communiqué une traduction de la première partie de l'inscription bilingue découverte à Palmyre par le prince Lazaref. Lorsque le texte grec était insuffisant, il a pu être complété par le texte palmyrénien. On a pu ainsi reconstituer le tarif des droits à l'importation et à la réexportation dans les différentes provinces de l'empire. Les deux taxes étaient égales. Ainsi, à son arrivée à Palmyre, comme à sa sortie, un esclave était imposé à vingt-trois deniers, la toison de laine pourpre à trois deniers, la charge d'un chameau à treize deniers, celle d'un âne à sept deniers. Le denier représentait environ quatre-vingt-cinq centimes de notre monnaie. Les fontaines et les abattoirs étaient aussi soumis à un droit, et certaines catégories de commerçants payaient patente. — Dans la même séance l'Académie a reçu de la part de M. Harriette un planisphère qu'il a trouvé à Modène et qui porte la date de 1502. Il avait été envoyé de Lisbonne à Hercule d'Este par son agent Cantino. Le littoral de la Floride et des États-Unis y figure déjà. Il avait donc été exploré par des navigateurs dont l'histoire n'a pas conservé le nom, plus de douze ans avant la première expédition connue dans ces parages. — Dans la séance du 15 juin, M. Ernest Desjardins a communiqué une rectification de M. Héron de Villefosse relative à l'inscription découverte à Zama. Le texte est du règne d'Hadrien et non pas de celui de Sévère. — Dans la séance du 22 juin, M. Alexandre Bertrand a donné lecture d'un mémoire de M. Félix Voulot sur une basilique romaine découverte à Grand, département des Vosges. Il a également fait une communication sur une inscription découverte par M. Guégan à Ghardimaou en Tunisie.

L'intérêt de ce texte consiste surtout dans la mention du *Sacerdos provinciarum Africarum*, qui était le supérieur de tous les prêtres de la province. Son emploi était annuel. — Dans la même séance et dans celles du 6 et du 20 juillet M. Revillout a donné lecture d'un travail sur l'étalon d'argent en Égypte. — Dans la séance du 29 juin, M. Hauréau a lu un mémoire intitulé : *Les propos de maître Robert de Sorbon*. Le fondateur de la Sorbonne a de tout temps été connu comme un savant docteur du XIII^e siècle, ayant eu beaucoup de crédit à la cour de saint Louis : mais le côté intime de sa vie était plus ignoré. Il résulte des recherches faites à ce sujet par M. Hauréau et, en particulier, de quelques anecdotes racontées par Joinville, que Robert avait une certaine verve caustique, qui s'alliait d'ailleurs chez lui à une grande humilité et à une excellente bonté de cœur. M. Hauréau rapporte de lui un mot charmant : « J'ai, disait-il, entendu quelques-uns des plus grands pécheurs du monde. Eh bien ! si grand qu'ait été le pécheur qui m'avait prié de l'entendre, je l'ai toujours aimé cent fois plus après l'avoir confessé qu'avant. » — Dans la séance du 20 juillet, M. Le Blant a communiqué à l'Académie une lettre de MM. de Nolhac et Diehl, membres de l'École française de Rome, relative à quelques monuments égyptiens découverts dans l'impasse de Santo-Ignazio, qui confine à l'abside de la Minerve. — Dans la même séance M. Schlumberger a lu un travail sur différents sceaux provenant des chefs de quelques provinces vassales de l'empire byzantin. L'auteur trouve dans les inscriptions qui y figurent la preuve que l'empire d'Orient considérait souvent comme étant ses vassaux des princes jouissant d'une complète indépendance. — Dans la séance du 3 août M. Salomon Reinach a lu un mémoire intitulé : *Observations sur la chronologie de quelques archontes athéniens postérieurs à la 120^e Olympiade*. — Dans la même séance M. Gaston Paris a porté à la connaissance de l'Académie la découverte faite récemment par M. Paul Meyer dans la bibliothèque de M. Goethals-Vererwuyts, à Courtrai, et qui consiste en un important manuscrit en vers français du XIII^e siècle. Ce fragment contient une narration relative à saint Thomas de Cantorbéry. — Dans les séances du 10 et du 17 août M. Maspéro a exposé les différentes phases de sa mission en Égypte. Cette campagne a enrichi le musée de Boulaq de cent cinquante monuments grecs, égyptiens et coptes, et elle donne à penser à M. Maspéro qu'il y aurait lieu, sans tarder, de créer en Égypte un musée d'antiquités chrétiennes. — Dans la séance du 17 août M. Dareste, de l'Académie des sciences morales et politiques, a communiqué plusieurs textes inédits de droit romain restitués par M. Esmein, professeur à la Faculté de droit. Ces textes se retrouvent en partie dans le Digeste. M. Esmein les a identifiés avec deux fragments des *Responsa Papiniani*, livre IX.

Ces différents textes se complètent mutuellement et constituent les *Responsa Papiniani* avec les notes de Paul et d'Ulpien. — Dans la même séance M. Delaunay a lu un mémoire de M. Robiou, intitulé : *Le système chronologique de M. Lieblein sur les trois premières dynasties du nouvel empire égyptien, et le synchronisme égyptien de l'Exode*. Ce travail a pour objet la recherche d'une date certaine dans l'histoire des Juifs et la reconstitution de la chronologie égyptienne au moyen des synchronismes se rapportant à cette date. — Dans les séances du 24 et du 31 août, M. Egger a fait lire par M. le docteur Eugène Fournier, son collaborateur, un mémoire sur l'usage des couronnes chez les Grecs et les Romains. — Dans la séance du 24 M. Revillout a lu une notice sur *la vie d'artiste ou de bohème en Égypte*. — Dans la même séance, M. Clermont-Ganneau a rendu compte de la mission qui lui avait été confiée pour examiner à Londres un prétendu manuscrit original de la Bible, qui aurait été au moins contemporain de la fameuse stèle de Méša. M. Clermont-Ganneau a établi que ce document porte tous les caractères d'une falsification de date assez récente. — Dans la même séance, M. Léopold Delisle a lu une notice de M. Castan, correspondant de l'Académie, sur les *Chroniques de Burgos*. C'est une chronique universelle, que l'auteur, Gonsalve de Vinojosa, évêque de Burgos, avait composée en latin dans la période comprise entre les années 1313 et 1327, et que Charles V avait fait traduire en français par le carme Jean Goulain. De cette traduction on n'a encore signalé aucun manuscrit complet. Une copie de la seconde partie a péri dans l'incendie qui a détruit plusieurs manuscrits de la bibliothèque Cottonienne; mais un très bel exemplaire de cette seconde partie existe à la bibliothèque publique de Besançon. M. Castan en donne la notice et apprécie les caractères de l'ouvrage original et de la traduction. — Dans la séance du 31 août, M. Ledrain a communiqué la traduction de deux textes sumériens, et y a ajouté des remarques généalogiques et chronologiques, sur lesquelles M. Oppert a présenté des observations.

Parmi les décisions prises et les communications entendues par l'Académie des sciences morales et politiques, nous signalerons les suivantes. Dans les séances des 2, 16, 23 et 30 juin, dans celle du 28 juillet et dans celle du 4 août, M. Ravaisson a communiqué une étude sur les *Opinions, coutumes et monuments de l'antiquité, relatifs à la vie après la mort*. — Dans la séance du 9 juin, M. Victor Duruy a lu un mémoire sur la *Situation économique de l'empire romain au milieu du III^e siècle*. — Dans la séance du 16 juin, l'Académie, se rendant au vœu exprimé par M. Aucoc dans un travail qu'il lui avait antérieurement communiqué, a décidé, après entente avec l'Académie des inscriptions et belles-lettres et avec le Ministère

de l'instruction publique, qu'elle se chargerait de la continuation du grand recueil des *Ordonnances des Rois de France de la troisième race*¹. Cette collection, commencée par Eusèbe de Laurière, sous le règne de Louis XIV, continuée au XVIII^e siècle, par Secousse, Villemaire et Bréquigny, avait été reprise, au commencement de ce siècle, par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, au nom de laquelle Camus et M. de Pastoret l'ont conduite jusqu'à la fin du règne de Louis XII. Il y a déjà plus de trente ans que le dernier volume a été publié, et l'Académie des inscriptions a déclaré officiellement, à plusieurs reprises, qu'elle considérait, à cet égard, sa tâche comme terminée. On ne saurait trop féliciter l'Académie des sciences morales de la décision qu'elle a prise de donner suite à ce recueil, d'une importance capitale pour nos études et de combler ainsi pour les trois derniers siècles un vide extrêmement regrettable et dont souffraient également les jurisconsultes et les historiens. Elle a confié ce beau et difficile travail à une commission composée de MM. Vuitry, Aueoc, Dareste de la Chavanne, Geffroy, Fustel de Coulanges et Picot. — Dans la séance du 13 juillet, M. Rocquain a lu un mémoire intitulé : *La mise au feu de la bulle Ausculta fili*. On sait que les historiens modernes affirment que cette bulle a été brûlée par ordre de Philippe-le-Bel, à qui elle avait été adressée par le pape Boniface VIII. Datée du 5 décembre 1301, elle avait pour objet de rappeler à ce prince la soumission due par lui au Souverain Pontife. Elle reprochait à Philippe-le-Bel d'opprimer ses sujets ecclésiastiques, de violer les libertés de l'Église et annonçait l'ouverture prochaine d'un concile à Rome où seraient convoqués les évêques de France et auquel le Roi pourrait assister ou se faire représenter. Sans attendre la convocation du concile, Philippe-le-Bel convoqua en l'église Notre-Dame de Paris une réunion de prélats, de barons et de députés des villes, afin de s'appuyer sur eux pour résister, disait le Roi, aux prétentions de la cour de Rome. C'est ici que les historiens ont ajouté que Philippe-le-Bel fit brûler publiquement, le 11 février 1302, la bulle *Ausculta fili*. Or, ce fait, réputé historique, est très probablement faux. M. Rocquain le tient pour apocryphe, car d'abord on ne peut invoquer à l'appui aucun témoignage authentique. Ni le continuateur de Nangis, ni Jean de Saint-Victor, ni Geoffroy de Paris, etc., ne parlent de cette destruction. Dupuy, dont on invoque surtout l'autorité, ne produit, dans son recueil des *Preuves du différend*

¹ Les collections de la législation antérieure à 1789 et leurs lacunes pour les actes des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Librairie Alphonse Picard, in-8° de 24 pages. Extrait du *Compte-rendu de l'Académie des sciences morales et politiques*.

de Boniface VIII et de Philippe-le-Bel, qu'un texte sans indication de provenance, indiquant qu'en 1301 (non en 1302) une bulle aurait été brûlée. Mais, observe M. Rocquain, on connaît cette bulle, qui n'a aucun rapport avec la bulle *Ausculda fili*. C'était une confirmation à l'évêque et au chapitre de Laon de certaines prérogatives, qui furent abandonnées lors d'un procès entre les bourgeois de Laon et l'évêque. La bulle, désormais inutile, fut brûlée. Villani dit, il est vrai, qu'après la lecture de la bulle *Ausculda fili* devant les barons, le comte d'Artois, cousin du Roi, l'arracha des mains du légat et la jeta au feu. Cet acte de colère serait possible, bien que l'autorité de Villani, souvent convaincu d'erreur, soit loin d'être décisive ; mais, en tout cas, il y aurait toujours loin de cet incident à l'exécution publique, ordonnée par le Roi, dont parlent les historiens, et il y a, en somme, des raisons solides, sinon péremptoires, de considérer cette assertion comme erronée. — Dans la séance du 25 août, M. Gaberel de Rossillon, de Genève, a lu une notice sur Jean Lecomte de la Croix, pasteur protestant qui, après avoir été attaché à la maison de la reine de Navarre, fut chargé d'une mission religieuse en Suisse. Lecomte était né en France, à Étaples, en 1500, et est mort en Suisse, en 1572. M. Gaberel a reconstitué sa biographie sur des manuscrits et correspondances mis à sa disposition par un archéologue de Berne. — Dans la séance du 1^{er} septembre, M. Nourrisson a continué la lecture, commencée dans la séance du 7 juillet, d'un travail sur *l'Origine des idées politiques de Jean-Jacques Rousseau*, à propos d'un mémoire publié sur ce sujet par notre savant collaborateur M. Jules Vüy. — Dans la même séance, M. V. Duruy a lu un travail sur Julien l'Apostat.

Dans l'une des dernières séances de la Société de géographie, M. A. Rhoné a lu un travail contenant des renseignements très utiles pour les études bibliques, sur les fouilles exécutées, au printemps de cette année, aux frais d'une Société anglaise, sous la direction de M. Naville, dans les célèbres Monticules ou *Tells* de Tell-el-Maskhoutah, qu'on supposait être le site de Raamsès ou Ramsès, une des deux villes désignées dans le premier chapitre de l'Exode comme ayant été construites par le travail forcé des Hébreux. Les inscriptions hiéroglyphiques qui ont été retrouvées ont permis à M. Naville d'identifier les buttes de Tell-el-Maskhoutah, non avec Ramsès, mais avec *Pithom*, la seconde des villes que la Bible dit avoir été construites pour Pharaon pendant la captivité des Hébreux. Ces inscriptions montrent que Pithom (ou mieux Pa-Toum) était le nom religieux de la ville dont *Succoth* (ou *Thoukout* en égyptien) était le nom civil. Le premier lieu de campement des Israélites, lorsqu'ils quittèrent la terre d'Égypte, se trouve ainsi déterminé. La continuation des

fouilles a donné des résultats que M. Rhoné dit être du plus haut intérêt, et d'où il suivrait notamment que la fondation de Pithom est due à Ramsès II (Sésostris) : ce Pharaon aurait donc été le grand oppresseur des Hébreux. On a trouvé dans les ruines, entre autres antiquités, une importante stèle historique de Ptolémée Philadelphé. Cette stèle donne pour la première fois le nom égyptien d'une localité qu'on est amené à identifier avec le *Pihahiroth* de la Bible, lieu près duquel les Israélites franchirent la mer Rouge, dont un estuaire s'étendait probablement jusqu'au milieu de l'isthme. Désormais, c'est à l'est ou au sud-est de Pithom qu'il faudrait chercher ce lieu de passage, et l'on devrait abandonner la théorie du docteur Brugsch, qui plaçait la route de l'Exode vers le nord-est de l'isthme. D'autres restes à noter, parmi ceux qui ont été mis au jour par les fouilles, sont les vastes magasins ou chambres d'entrepôts qui ont valu à ce lieu sa dénomination spéciale de *Ville d'entrepôt*, et qui diffèrent de toutes les constructions antiques découvertes jusqu'à ce jour en Égypte. Pour déblayer les chambres, probablement construites par les Hébreux avec des briques façonnées par eux, comme cela est rapporté dans le récit biblique, il a fallu enlever dix-huit mille mètres cubes de sable et de terre. La même société anglaise se propose d'entreprendre prochainement l'exploration et la fouille des vastes buttes de décombres qui marquent le site de la ville de *Tanis* des Grecs, la *Tsoam* de la Bible, aujourd'hui le village de Sân, perdu au milieu des lagunes du Menzaléh.

La Société française d'archéologie atteignait cette année le cinquantième anniversaire de sa fondation. Aussi a-t-elle tenu la réunion annuelle du Congrès archéologique de France dans la ville de Caen, où avait eu lieu la première session des Congrès organisés par Arcisse de Caumont. Dans cette réunion, ouverte le 10 juillet et dirigée par M. Léon Palustre, M. Eugène de Beaurepaire a résumé les principales découvertes relatives aux époques romaine et mérovingienne dans le Calvados, pendant ces dernières années ; M. l'abbé Pigeon a lu un mémoire sur les voies romaines de la Manche ; diverses autres communications ont été faites par MM. Palustre, Doucet, l'abbé Thiercelin, Paul de Farcy, Gaston Le Breton, Méresse, l'abbé Porée, de Bailliencourt, Levé, Émile Travers et le comte de Marsy.

Dans la séance du 18 juillet de la Société des antiquaires de France, M. l'abbé Thédénat a exposé que, s'étant transporté au collège de Juilly avec quelques-uns de ses collègues de la Société des antiquaires, M. M. A. de Barthélemy, J. de Laurière, G. Schlumberger, A. Héron de Villefosse, il a été procédé à la reconnaissance du cœur de Henri II d'Albret, roi de Navarre, grand-père du roi Henri IV, déposé dans l'abbaye de Juilly par Nicolas Dangu, ancien chancelier de Navarre,

mort en 1567 abbé de Juilly. Après avoir reconnu la présence du dépôt, ils l'ont remis en place et on a scellé de nouveau la plaque en marbre qui ferme la niche. M. l'abbé Thédénat a communiqué ensuite le texte d'une longue inscription rédigée par les soins de Nicolas Dangu et gravée sur cette plaque. Elle énumère tous les titres de Henri II d'Albret.

Parmi les publications récentes ou en préparation nous signalerons les suivantes : le R. P. Pailloux, de la Compagnie de Jésus, a mis en souscription une grande *Monographie du Temple de Salomon*, fruit de longues années d'étude. Cet ouvrage se compose d'environ trois cents à trois cent cinquante pages de texte in-folio et de trente ou quarante gravures, tant de planches libres que de motifs épars intercalés dans le texte ¹. — M. Léopold Delisle a récemment mis au jour une série de reproductions en héliogravure intitulée : *Choix de documents géographiques conservés à la Bibliothèque nationale* ² et non moins importante pour la paléographie que pour les études géographiques. — M. Paul Durrieu vient de faire paraître une *Notice sur les registres angevins en langue française conservés dans les archives de Naples* ³, où l'on trouve d'intéressants aperçus sur les premiers temps du gouvernement de la dynastie angevine dans l'Italie méridionale. — L'étude sur la *Practica forensis de Jean Masuer* ⁴, jurisconsulte du xve siècle, récemment publiée par M. Adolphe Tardif, est extraite d'une *Histoire du droit civil et du droit canonique* dont l'éminent professeur nous fait espérer la publication prochaine. — Le premier fascicule des *Archives historiques de la Gascogne*, publiées par la Société historique de Gascogne, se compose de *Documents inédits sur la Fronde en Gascogne* ⁵, que l'éditeur, M. J. de Carsalade du Pont, a pour la plupart trouvés dans le riche trésor des archives de la famille de Poyanne. Ces documents embrassent une période de six ans, depuis les origines de la Fronde, à la fin de l'année 1648, jusques en 1654 inclusivement. Ils consistent principalement en lettres adressées à Henri de Baylens, marquis de Poyanne, qui prit une part très active aux opérations militaires des troupes royalistes contre celles des princes, commandées par le fameux colonel Balthazar. — MM. le comte de Cosnac et Edouard Pontal viennent de publier le tome II des *Mémoires du marquis de*

¹ On souscrit chez le R. P. Pailloux, 7, place Bellecour, à Lyon et chez les éditeurs Roger et Chernoviz, 7, rue des Grands-Augustins, à Paris.

² Librairie Maisonneuve, in-fol.

³ Rome, broch. in-8°. Extrait des *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, publié par l'Ecole française de Rome.

⁴ Librairie Larose et Forcel, broch. in-8°. Extrait de la *Nouvelle revue historique du droit français et étranger*.

⁵ Paris. Champion; Auch, Cocharaux frères, in-8°.

*Sources*¹. — M. Albert Babeau a ajouté à ses travaux si justement remarqués sur les institutions et les mœurs de l'ancienne France, deux opuscules intitulés : *Une corporation d'arts et métiers à Troyes : les tondeurs de grandes forces*, et *Les académies de musique de Troyes au XVII^e et au XVIII^e siècles*².

MARIUS SEPET.

¹ Librairie Hachette, in-8°.

² Troyes, imprimerie Dufour-Bouquot, 2 broch. in-8°.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES.

Nous allons résumer en quelques lignes le mémoire fort intéressant que M. Alexandre Bertrand a récemment écrit sur *Les Troglodytes*¹, et qui est le résumé de la leçon d'ouverture de son cours à l'École du Louvre. Une race humaine, dit-il, a vécu en Gaule, habitant les cavernes, ignorant l'usage des métaux, ne se servant que d'instruments en pierre taillée, en corne ou en os, contemporaine du renne, de l'aurochs, du bouquetin, du chamois, animaux aujourd'hui réfugiés dans les hautes vallées des montagnes de l'Europe; vivant des produits de la chasse et de la pêche. Ces hommes, comme le prouvent nombre de squelettes, avaient la même conformation, la même taille moyenne que nous, le front élevé, portant les indices d'une race forte et intelligente. Cette vie des troglodytes prit fin au moment où se montrent, avec la pierre polie et les monuments funéraires mégalithiques, les animaux domestiques, le bœuf, le mouton, le chien. « De ces faits incontestables et incontestés, peut-on conclure, comme on l'a fait, que l'habitat des cavernes constitue une des phases du développement normal de l'humanité dans la voie du progrès, et que nos chasseurs de renne, chasseurs ou pasteurs, représentent, après les sauvages du diluvium, la seconde métamorphose de l'homme débarrassé de la forme simienne ? » Non, répond M. Bertrand. Selon lui, l'habitat des cavernes est la conséquence de mœurs particulières qui n'appartiennent pas seulement à ce que les géologues appellent la dernière période des temps géologiques, mais qui se retrouvent à toutes les époques de l'histoire et dans presque tous les pays.

Le troglodytisme était parfaitement connu des anciens, de même qu'il est constaté aujourd'hui par nombre de voyageurs. Homère en parle comme de peuplades contemporaines, de même que Thucydide, Platon,

¹ *Revue d'ethnographie*, 1^{re} livr. de 1883.

Xénophon, Denys d'Halicarnasse ; c'est encore ainsi que Virgile nous dépeint les Scythes, et Strabon nous montre des troglodytes en Sardaigne, dans le Caucase, en Dardanie, en Éthiopie, sur le Golfe Persique. Ainsi, lorsque la Chaldée, la Babylonie, l'Égypte étaient déjà presque en décadence, tant leur civilisation était ancienne, il y avait encore des troglodytes sur le parcours des vaisseaux phéniciens et grecs. Au ^{xv}^e siècle, il y en avait encore dans les îles Canaries. Si ces races, soi-disant primitives, avaient eu en elles les germes innés de la grande civilisation, pourquoi sont-elles restées stationnaires ? Pourquoi ces germes n'ont-ils pas porté de fruits ? Pourquoi sont-elles en Amérique, dans l'Inde, en Australie, aujourd'hui encore, ce qu'elles étaient au temps d'Homère, en Sicile ; en Sardaigne, au temps de Strabon ?

M. Bertrand pense que c'est une branche de la race humaine moins bien douée que les autres, et il ajoute : « L'homme sauvage n'est pas plus l'homme primitif, l'homme primordial que la guêpe qui bourdonne autour de la ruche n'est l'abeille primitive, l'abeille en puissance ; que la bièvre de nos rivières, ce castor qui ne bâtit pas ou ne bâtit plus, n'est le castor primitif. Les sociétés humaines, telles que le temps les a faites, sont un mélange bizarre de couches de populations d'origine et de valeur première très diverse. Presque partout dans le monde la barbarie cotoie la civilisation..... Chercher dans les bas-fonds de l'humanité le point de départ de la grande civilisation est une erreur dangereuse condamnée par l'histoire du monde civilisé. Nous ignorons les mystères de la création, sachons supporter notre ignorance. Respectons-nous dans nos ancêtres. L'histoire impartiale proteste contre ces théories édifiées à côté d'elle, je dirai contre elle. »

— M. Alexandre Bertrand a aussi écrit une notice précise et complète sur *Les Ibères et les Ligures de la Gaule*¹. On sait que ces deux peuples ont occupé une partie des côtes méridionales de la Gaule, et qu'ils y ont joué un rôle important jusqu'à la conquête romaine. L'ensemble des données recueillies dans les auteurs grecs font regarder les Ibères et les Ligures comme les premiers occupants des côtes de la Narbonnaise, sur lesquelles les Celtes ne se seraient pas établis avant le ^{iv}^e siècle avant notre ère. Quant aux Ligures, M. Bertrand essaye de décrire nettement leur situation géographique au sud-est de la Gaule, leurs mœurs, leur origine et les quelques restes archéologiques en Provence qu'on leur attribue. C'est vers l'an 300 avant notre ère que les Ligures commencent à être absorbés par les Celtes.

¹ *Revue archéologique*, li vr. de janvier 1883.

— Les peuples de Tôûbal et de Meschech, mentionnés si fréquemment dans l'Écriture sainte, sont rangés, dans le dixième chapitre de la Genèse, parmi les peuples issus de la race de Japhet. M. Lenormant vient de consacrer à ces deux noms, presque toujours associés dans le texte sacré, une étude fort développée, qui doit rentrer dans le cadre de son livre sur les Origines de l'histoire ¹. « Tôûbal et Meschech, dit le savant auteur après avoir rapproché tous les textes, étaient deux peuples de la partie septentrionale ou du centre de l'Asie-Mineure, très voisins de l'Arménie, au sens primitif et restreint de ce nom géographique, qui est celui de Tôgarmâh dans les documents bibliques. » Ce système ethnographique était déjà celui de Bochart. M. Lenormant s'étend longuement sur les passages des inscriptions cunéiformes qui mentionnent des expéditions des rois assyriens contre le pays de Mouschkou ou Meschech, puis il conclut que probablement l'anéantissement et le refoulement des peuples de Tôûbal et Meschech fut un effet de la grande invasion des Scythes dans le dernier quart du VII^e siècle.

— L'intéressante étude de M. E. Beauvois sur l'autre vie dans la mythologie scandinave ² nous donne le résumé des croyances religieuses des anciens peuples du Nord. Les dieux temporaires qui gouvernent le monde reconnaissent pour maître un dieu suprême qui s'appelle *Allfædr* (Père Universel), qui vit éternellement, régit tout, les grandes comme les petites choses. « Sa plus belle œuvre est d'avoir fait l'homme et de lui avoir donné une âme immortelle et impérissable, alors même que le corps se consume en terre ou est réduit en cendres. Tous les hommes se survivront, les bons avec le créateur dans le *Gimlé* (ciel) ou *Vingolf* (salle des amis), mais les méchants iront chez Hele, et de là dans la Niflhelé (ténèbres de Hele), c'est-à-dire dans la neuvième demeure. » La Valhalle était le paradis des braves qui y continuaient dans des conditions meilleures la vie qu'ils avaient menée ici-bas. S'il y a des analogies frappantes entre les doctrines de la religion scandinave et certains dogmes chrétiens, M. Beauvois pense « qu'il est possible que beaucoup des idées communes se soient propagées du sud vers le nord par les voies commerciales, ou qu'elles aient été importées en Scandinavie par les Vaerings qui servaient dans l'empire d'Orient, par les guerriers qui prirent part à la destruction de l'empire d'Occident, ou par les Vikings qui ravagèrent les États formés de ses débris. »

— Prenant pour point de départ un livre sur l'Ancienne Rome de M. le général Favé, M. Alfred Maury a donné un aperçu original de

¹ *Le Muséon*, 2^e livr. de 1883.

² *Le Muséon*, 2^e livr. de 1883.

l'organisation militaire de l'empire romain ¹. Nous voyons dans ce tableau d'ensemble l'influence qu'exercèrent sur les destinées de Rome, sur sa grandeur et sur sa ruine, ses institutions militaires. Par exemple, on constate que les progrès accomplis par les Romains dans l'art de la guerre pendant la lutte contre Pyrrhus firent la cause principale qui leur valut la domination sur l'Italie. « Les Romains s'étaient formés à l'école de leurs ennemis. Avec la dépouille des populations helléniques de la Grande Grèce qui les dotait de chefs-d'œuvre d'art et d'élégance, inconnus à leur rude et sévère simplicité, ils rapportèrent dans leur ville la science militaire plus profonde et la tactique mieux combinée des Grecs, dont les phalanges du roi d'Épire leur avaient fourni un mémorable spécimen. » Plus tard, on voit de même que les victoires et les conquêtes qui marquèrent la seconde moitié du VII^e siècle de Rome, furent en grande partie le fruit de la transformation de l'organisation militaire que fit Marius. Mais cette transformation se développant d'une manière exagérée enfanta l'empire.

— Les recherches de M. C. Jullian sur les *gardes du corps des premiers Césars* ² nous montrent les généraux romains depuis Scipion l'Africain s'entourant d'une garde d'honneur, la cohorte prétorienne. Dès le temps de Sylla, cette garde fut formée d'esclaves ou d'affranchis, ou de captifs barbares, d'hommes qui devaient tout à l'*imperator* et qui ne pouvaient obéir qu'à ses ordres. César garda près de lui une bande d'Espagnols qui ne le quittaient jamais. Après la bataille d'Actium, les triumvirs, en augmentant le nombre des cohortes prétorienne, donnèrent à cette troupe la place d'élite qu'elle devait occuper pendant trois siècles dans les armées romaines. Mais en même temps, Octave réunit autour de lui une troupe de Barbares de la Vasconie pour lui servir de garde privée. M. Jullian retrace en détail l'histoire et l'organisation de cette garde particulière pour le règne des premiers Césars et qui était généralement de nationalité germanique. Galba, par prudence autant que par économie, renvoya ces barbares dans leur patrie : depuis, il n'est plus question de cette troupe. La garde de l'empereur devint un véritable service militaire lorsque, sous les Flaviens ou sous Trajan, on créa les *equites singulares Augusti*, qui avaient une place dans l'organisation militaire de l'empire.

— A propos du livre récent de M. Théophile Roller sur les *Catacombes*, M. B. Aubé a écrit une dissertation sur *la Théologie et le symbolisme dans les Catacombes de Rome* ³. La thèse de M. Roller

¹ *Journal des Savants*, livr. de janvier et avril 1883.

² *Bulletin épigraphique de la Gaule*, livr. de mars-avril 1883.

³ *Revue des deux mondes*, livr. du 15 juillet 1883.

est que « nombre de doctrines, d'institutions et de rites qui paraissent l'essence même du catholicisme tel qu'il est compris et pratiqué aujourd'hui, sont les déviations des croyances ou des coutumes du premier âge de l'église chrétienne, et, relativement à celle-ci, des nouveautés. » M. Aubé admet timidement cette théorie au nom de la philosophie. « Au point de vue philosophique, dit-il, cette thèse est peut-être plus vraie que celle qui affirme l'unité et l'identité absolues à travers les vicissitudes du temps. L'immobile n'est pas de ce monde, et l'histoire a pour matière ce qui change. » Pourtant M. Aubé croit qu'on ne peut rien tirer de l'étude des catacombes et de leurs monuments, pour ou contre le catholicisme ou le protestantisme actuels : « Il n'y a pas, répète-il, de doctrine dans les catacombes de Rome, soit dans les monuments figurés, soit dans les épitaphes ; j'exprimerais volontiers le même doute à propos de l'art... Ces monuments ne sont pas vides de sens chrétien, mais ils n'ont pas grand'chose à faire avec ce qu'on appelle précisément le dogme. » Il va sans dire qu'avec une semblable théorie, M. Aubé est très porté à nier le caractère symbolique des peintures et des sculptures qu'on trouve dans les catacombes, et qui seraient, selon lui, purement naturalistes.

— M. Paul Allard répond, dans son étude sur *Les Persécutions et le nombre des martyrs*¹, à l'opinion d'écrivains qui ont récemment soutenu que l'Église n'eut point à souffrir de persécution véritable, systématique, avant le milieu du III^e siècle, c'est-à-dire avant l'époque où elle devint capable de se mesurer avec l'Empire. Le long travail de M. Paul Allard comprend trois divisions bien caractérisées : les persécutions du premier siècle, Néron et Domitien ; celles de Trajan et de Marc Aurèle, et enfin celles du siècle qui s'ouvre avec Septime-Sévère et se ferme avec Dioclétien.

— M. Noël Valois continue la publication de sa remarquable étude sur *Le conseil du roi et le grand conseil pendant la première année du règne de Charles VIII*². Il examine aujourd'hui la question de l'origine du tribunal commun pendant les trois derniers siècles de l'ancienne monarchie sous le nom de Grand Conseil. On est habitué à voir la création de cette nouvelle cour dans une ordonnance du 2 août 1497. M. Valois démontre l'existence d'une section distincte du Conseil, investie d'attributions judiciaires, et qui avait déjà son autorité sous Louis XI. Elle s'est maintenue sous Charles VIII malgré la double opposition des États généraux et du Parlement, et l'Ordonnance du 2 août 1497 n'a fait que lui donner une forme régulière et une constitution définitive.

¹ *La Controverse*, livr. du 1^{er} janvier et suiv.

² *Bibliothèque de l'École des chartes*, 2^e et 3^e livr. de 1883.

— La biographie de l'amiral de Coligny par M. Jules Delaborde a été l'objet d'un compte rendu fort développé par M. Auguste Laugel ¹, qui reproche à l'auteur d'écrire sur le ton de l'hagiologie plutôt que sur le ton de l'histoire.

— Mgr le duc d'Aumale doit prochainement publier le quatrième volume de son *Histoire des princes de Condé* ; il a livré préalablement au public les deux premiers chapitres intitulés : *La première campagne de Condé* (1643) ². Nous donnerons seulement les titres des divers paragraphes de ce récit, où l'auteur se manifeste à la fois comme écrivain de premier ordre et comme homme de guerre : le duc d'Enghien, nommé à l'armée de Picardie, prend possession de son commandement ; théâtre de la guerre : Espagnols, armée et généraux ; l'armée française ; premiers mouvements des Espagnols ; premiers mouvements des Français ; plan de Mello ; investissement et siège de Rocroi ; marche des Français ; les deux armées en présence ; la revue du 18 mai et la nuit du 18 au 19 ; bataille de Rocroi ; 19 mai ; après la bataille ; l'armée française et l'armée espagnole ; résumé.

— Dans son compte-rendu développé du livre de M. le duc de Broglie : *Frédéric II et Marie-Thérèse*, M. H. Wallon ³ s'applique à démontrer particulièrement que si, à la mort de l'empereur Charles VI, la France est entrée dans une période de décadence, c'est par suite de l'inertie de Louis XV et de l'abandon du roi aux plus tristes influences. Le grand Frédéric avait beau jeu contre la diplomatie française : il mettait la politique au-dessus de la morale et se souciait peu de manquer à sa parole ; mais, ce qui est curieux à constater avec M. le duc de Broglie et M. Wallon, c'est que tous les historiens allemands contemporains excusent Frédéric : « tout semble céder au plaisir malicieux de voir des Français pris au piège par un souverain allemand. » M. Léopold Ranke dit de son côté, en parlant des procédés qu'il reconnaît malhonnêtes du roi de Prusse : « Le devoir politique des souverains est souvent en conflit avec leur devoir moral. »

— L'étude de M. Emile Michel sur *Frédéric II et les arts à la cour de Prusse* ⁴ est le récit d'une visite que fit l'auteur aux châteaux de Potsdam ; il montre que les artistes français ont été, non moins que nos hommes de lettres, l'objet des préférences de Frédéric, ce qu'on oublie généralement. Dans les châteaux de Potsdam, tout est encore français : « Leur architecture, leur mobilier, les œuvres d'art dont

¹ *Revue des deux mondes*, livr. du 1^{er} août 1883.

² *Revue des deux mondes*, livr. du 1^{er} et du 15 avril 1883.

³ *Journal des savants*, livr. de février, mars et avril 1883.

⁴ *Revue des deux mondes*, livr. du 15 avril 1883.

ils sont ornés, les jardins qui les entourent, tout y rappelle la France. » Tout a été sinon exécuté, du moins inspiré par des artistes français.

— M. Ferdinand Brunetière faisant, d'après les travaux les plus récents, une étude sur la situation *du paysan sous l'ancien régime*¹, flétrit avec raison « ces manuels d'instruction morale et civique, où c'est à qui s'efforcera d'inspirer jusqu'aux enfants, on pourrait dire dès le berceau, le plus inintelligent mépris et la haine la plus aveugle de la France d'autrefois. » Plus loin il ajoute : « Comme vingt autres l'ont dit avant nous, comme nous l'avons dit plusieurs fois nous-même, et comme nous avons à plus d'une reprise essayé de le montrer, l'histoire des trois derniers siècles, un peu partout, mais en France plus qu'ailleurs, ayant été faussée par l'esprit de parti depuis quatre-vingts ans, est presque entière à refaire. » Puis, après avoir, avec les documents à l'appui, montré le bien-être dont, en général, les populations de la France ont joui dans les deux derniers siècles, en même temps que la France jouissait au dehors d'une grandeur et d'un prestige dont nous ne pouvons même plus nous faire une idée, M. Brunetière ajoute qu'il est temps aujourd'hui de venger cet ancien régime tant honni. Le temps presse, dit-il, « car, si l'on n'y prend garde et qu'on laisse faire aux politiciens, encore quelques années et il sera trop tard. L'esprit de secte et la violence auront, en effet, détruit tout ce qui était jadis, et ce qui seul peut être le fondement de l'histoire : l'intelligence, l'amour et le respect du passé. »

— Dans son étude sur *Bernard de Bebelnheim*, M. X. Mossmann² dévoile un des vices les plus graves de la constitution de l'empire d'Allemagne à la fin du xiv^e siècle. L'autorité impériale était presque annihilée par l'orgueil et les prétentions à l'indépendance des grands vassaux. Des droits domaniaux de l'empire, il ne restait plus que quelques épaves, de sorte qu'à défaut d'un bon système financier, l'empereur battait monnaie au moyen de l'aliénation ou de l'escompte des minces revenus qui lui restaient encore. Bernard de Bebelnheim, d'une famille féodale de Colmar, était, sous le règne de Wenceslas, prévôt de Mulhouse ; « mais la justice qu'il personnifiait n'avait rien de commun avec les justices voisines, puisque l'une relevait de l'empire et les autres des Habsbourg ou de leurs feudataires. Aussi, la moindre contestation avec un ressortissant du dehors pouvait-elle dégénérer en voies de fait, faute d'un tiers-juge que les parties voulassent reconnaître. De là une cause permanente de guerres privées,

¹ *Revue des deux mondes*, livr. du 1^{er} avril 1883.

² *Revue historique*, livr. de mars-avril 1883.

avec leur cortège obligé de pillages, de déprédations, d'incendies et de meurtres... Bernard de Bebelnheim aimait mieux avoir la lance au poing que la verge du juge. » M. Mossmann raconte les démêlés de ce personnage avec l'empereur, obligé d'aliéner ses droits fiscaux au profit de ses officiers qu'il voulait maintenir dans l'obéissance. L'étude de M. Mossmann constitue un chapitre intéressant de l'histoire du règne de Wenceslas et en particulier de l'histoire de l'Alsace à la fin du *xiv^e* siècle.

— M. le comte B. de Barthelemy vient de commencer l'histoire du *Parlement de Châlons-sur-Marne*¹. Un édit royal du 17 février 1589 transféra à Tours une partie du Parlement de Paris ; un autre édit du 6 octobre de la même année installa une de ses chambres à Châlons-sur-Marne, avec juridiction sur la Champagne, la Brie et la Picardie. Aucun historien jusqu'ici ne s'était occupé des actes de cette chambre du Parlement installée au cœur de la Champagne, et qui fonctionna du 11 novembre 1589 jusqu'au mois d'avril 1594. Ce Parlement eut l'occasion de rendre deux arrêts considérables pour l'histoire du règne de Henri IV : l'un a trait à la bulle d'excommunication fulminée par Grégoire XIV contre Henri IV : le Parlement ordonna de brûler la bulle ; le second déclara nulle la bulle de Clément VIII publiée par le cardinal de Plaisance et défendit « aux bons et fidèles Français » de se rendre à l'assemblée des États convoquée par le chef de la Ligue pour procéder à l'élection d'un roi, comme le décidait cette bulle (18 octobre 1592). Les Archives du Parlement de Châlons, aux Archives nationales, forment onze gros registres ; un énorme volume de documents qui le concernent se trouve à la Bibliothèque nationale.

— Nous avons déjà signalé ici les importantes recherches de M. Barthélemy Pocquet sur *Le Parlement de Bretagne en 1788*². Le chapitre cinquième raconte la résistance du Parlement à l'autorité royale, après qu'il eut d'abord refusé d'obéir aux ordres du comte de Thiard, envoyé à Rennes par le roi. L'intendant de Thiard fut forcé de quitter Rennes, et on le pendit en effigie ; après ses entrevues avec les ministres Loménie de Brienne et Lamoignon, la députation du Parlement arriva à Paris pour exposer elle-même ses griefs au roi, qui la reçut le 30 juillet 1788. C'est le 8 août suivant que le roi, devant l'opposition formidable et sans cesse grandissante des Parlements, signait un arrêt du Conseil qui suspendait la Cour plénière et convoquait les États généraux pour le 1^{er} mai 1789.

— M. Taine a bien fait ressortir, au commencement de son étude

¹ *Revue de Champagne et de Brie*, livr. de mai 1883.

² *Revue de Bretagne et de Vendée*, livr. de mai 1883.

sur *Le programme jacobin*¹, comment les théories révolutionnaires procèdent logiquement et nécessairement des doctrines de Jean-Jacques Rousseau. D'après le contrat social, l'État est tout, l'individu n'est rien : tout ce qu'il possède ne lui est dévolu que par délégation. Il n'en est que le dépositaire, le concessionnaire, l'administrateur, rien de plus. Dès lors, l'État exerce à discrétion ses droits illimités sur les personnes et sur les choses ; en conséquence, nous, ses représentants, nous mettons la main sur les choses et sur les personnes ; elles sont à nous puisqu'elles sont à lui. Dès lors, confiscation des biens du clergé, de la noblesse, des guillotins, des déportés, des suspects ; bien plus, nous disposons des personnes comme des choses, par la réquisition, la levée en masse, l'éducation des enfants faite comme nous l'entendons. « Nous régentons la vie privée et le for intérieur ; nous commandons aux pensées, nous scrutons et punissons les inclinations secrètes, nous taxons, emprisonnons, guillotinions, non seulement les malveillants, mais encore les indifférents, les modérés, les égoïstes. Nous dictons à l'individu, par delà ses actes visibles, ses idées et ses sentiments intimes ; nous lui prescrivons ses affections comme ses croyances, et nous refaisons, d'après un type préconçu, son intelligence et son cœur. » Il faut lire, dans l'article de M. Taine, les citations multipliées qu'il apporte à l'appui de cette théorie qui n'est nullement exagérée : « Nous ferons un cimetière de la France, dit Carrier, plutôt que de ne la pas régénérer à notre manière. »

— Continuant ses curieuses et importantes recherches sur l'histoire de la révolution à Nantes, M. Alfred Lallié vient de dresser le tableau du *Diocèse de Nantes durant l'année 1790*². Il montre les désastres s'accumulant sur ce diocèse par suite de l'application des lois fameuses édictées par l'Assemblée constituante, notamment la constitution civile du clergé : les désordres qui éclatèrent à Nantes pouvaient déjà faire présager les massacres de la Terreur.

— Le même auteur a entrepris le récit des événements qui se sont passés dans *les prisons de Nantes* à cette époque néfaste³. Voici le sommaire des deux premiers chapitres que nous avons sous les yeux : Documents relatifs aux prisons de Nantes pendant la Révolution ; désordre général de l'administration à cette époque ; difficulté de déterminer le nombre des détenus ; constatations de cette difficulté par les administrations elles-mêmes au lendemain de la Terreur. Le Bouffay, seule prison de Nantes avant la Révolution ; nombre des prisonniers en 1790 ; le château de Nantes trans-

¹ *Revue des deux mondes*, livr. du 1^{er} mars 1883.

² *Revue de Bretagne et de Vendée*, livr. de janvier et février 1883.

³ *Revue de Bretagne et de Vendée*, livr. de mai 1883.

formé en prison en 1791 ; les prêtres réfractaires enfermés au séminaire de Saint-Clément en 1792 ; le château, prison des suspects ; détention des prêtres âgés et infirmes dans la prison des Carmélites.

— M. H. Forneron a fait bonne justice des légendes qui se sont presque accréditées parmi nous sur le rôle de la *garde nationale de Paris de 1789 à 1792* ¹. La garde nationale reçut dans son sein tous les réfractaires de l'armée royale. Le surlendemain de la prise de la Bastille on lui donna une cocarde ; les gardes françaises ayant pris parti pour l'émeute, furent incorporées dans la garde nationale, et reçurent pour premier salaire de leur défection, le partage de la masse accumulée depuis l'origine des régiments, plus un million trente mille livres. Quelle confiance pouvait-on avoir dans une armée qu'une révolte de caserne a déshonorée ? La Fayette lui-même fut impuissant à réprimer le désordre et à empêcher les crimes de ses soldats. M. Forneron décrit le rôle de la garde nationale les 5 et 6 octobre 1789, la fanfaronnade et l'impuissance de cette troupe qui se prétendait encore la protectrice de la royauté quand elle détenait toute la famille royale en prison. La Fayette donna sa démission en octobre 1791 et fut remplacé par le marquis de Mandat jusqu'au moment où la garde nationale tomba au pouvoir de Santerre.

— Le même auteur, dans son étude sur *la sécurité durant la Révolution française* ², explique les motifs qui ont poussé bien des personnes à quitter la France dès juillet 1789, ou bien après la Terreur, jusqu'en 1797, comme Delille et Carnot. Ce n'est pas seulement en 1793, sous le régime de la Terreur, que la sécurité des personnes fut compromise, les propriétés violées, les crimes impunis. En présence de la servilité des juges, de l'impunité du vol et du meurtre, de la souffrance et de la misère, dès 1789, l'émigration s'est souvent imposée à certaines familles comme le seul moyen de salut. Les faits nombreux que cite M. H. Forneron sont frappants, et montrent que les historiens qui reprochent aux émigrés d'avoir quitté la France, ne se sont jamais rendu compte de la situation épouvantable qui était faite à une foule de familles honorables de toutes les classes de la société, dont le seul crime était d'être suspectées de royalisme.

— C'est une page d'histoire contemporaine des plus intéressantes et aussi des plus controversées que celle que vient d'écrire M. l'abbé Lagrange, sous ce titre : *Mgr Dupanloup et M. de Talleyrand* ³. Mgr Dupanloup a légué à M. Lagrange tous ses papiers et, comme extrait

¹ *Le Correspondant*, livr. du 25 mars 1883.

² *Le Correspondant*, livr. des 10 et 25 juillet 1883.

³ *Le Correspondant*, livr. du 25 mai 1883.

de la vie du grand évêque qu'il vient d'écrire, M. Lagrange fait le récit des relations de l'abbé Dupanloup avec le prince de Talleyrand : ce récit fixe définitivement la vérité sur ce point d'histoire. On y voit ce que l'on peut penser de la légèreté d'un écrivain qui a naguère prétendu que, pour l'archevêque de Paris et pour l'abbé Dupanloup, il ne s'agissait ni de théologie ni de droit canonique, mais simplement d'une « œuvre de tact mondain où il fallait savoir duper, à la fois, le monde et le ciel. » Talleyrand, longtemps avant sa mort, songeait à sa conversion, et c'est dans le but d'y aboutir qu'il appela chez lui l'abbé Dupanloup ; l'acte de rétractation et de repentir que le prince signa le 17 mai 1838, avait été écrit de sa main dès le 10 mars précédent ; on remarque particulièrement que Talleyrand prit expressément à tâche d'écrire cette rétractation dans le mois même où il avait prononcé un discours remarquable à l'Académie des sciences morales et politiques, afin qu'on ne pût dire qu'il s'était réconcilié avec l'Eglise ayant déjà le cerveau affaibli et n'étant plus maître de ses facultés.

— D'après un manuscrit latin de Fleury-sur-Loire, conservé à la bibliothèque d'Orléans, M. Ch. Cuissard publia une *Vie de saint Paul de Léon en Bretagne*¹. L'importance de ce nouveau récit, plus complet que ceux qui ont déjà été édités, soit par J. Dubois, soit par les Bollandistes, est capitale au point de vue linguistique, à cause des données géographiques qui y sont contenues et des mots bretons qu'il renferme. Cette relation fut originairement écrite en 884 par Wrmonoc, moine de l'abbaye de *Landevenecensis* ; elle est dédiée à un évêque du nom de Hinworet. Le manuscrit que publie M. Cuissard date du x^e siècle. Le style de l'auteur est diffus, embarrassé et prétentieux ; on reconnaît de temps en temps une certaine recherche de la rime au milieu de la prose, et même on rencontre parfois des vers soit élégiaques, soit hexamètres, qui prouvent que les lettres étaient encore en honneur, à la fin du x^e siècle, dans le monastère où cet écrit fut composé.

— M. Gaston Paris a consacré à la version latine du Pentateuque antérieure à saint Jérôme, publiée récemment (en 1881) par M. Ulysse Robert, une étude critique développée dont voici les conclusions² : Le manuscrit de Lyon publié par M. Robert a dû être écrit au v^e siècle ailleurs qu'en Afrique, et sans doute dans le midi de la Gaule, peut-être même à Lyon. La version qu'il contient, faite sur le texte des Septante, avait pour but d'aider à lire le texte grec ceux qui ne possédaient pas suffisamment la langue dans laquelle il était écrit ;

¹ *Revue celtique*, livr. d'avril 1883.

² *Journal des Savants*, livr. de mai et de juillet 1883.

mais plus tard, on la détacha du grec, que personne ne comprenait plus, et on la lut à part, soit en particulier, soit dans l'église. Il existait beaucoup d'autres versions du même genre qui restèrent longtemps en usage au moyen âge, malgré leur imperfection et leur contre-sens, à côté de l'œuvre de saint Jérôme.

— C'est une très intéressante étude d'histoire littéraire que vient d'écrire M. Arthur de la Borderie sur *les véritables prophéties de Merlin*¹. Merlin fut au ^{vi}^e siècle le grand barde de la race bretonne, prophétisant contre l'invasion saxonne de la Grande Bretagne, et soutenant les espérances patriotiques des Bretons. Quelques siècles plus tard, Merlin fut célébré dans toute l'Europe comme l'incarnation de la science et de l'esprit divinatoire des races celtiques, à côté du roi breton Arthur, l'incarnation de la vaillance. Mais rien de l'œuvre poétique ne nous est parvenu avec certitude, bien qu'il ne manque pas de pièces curieuses et originales mises sous le nom de l'enchanteur Merlin. En dehors des œuvres dont l'origine ne remonte pas au delà des beaux siècles littéraires du moyen âge, il existe des poésies attribuées à Merlin, regardées, il y a peu de temps encore, comme à peu près authentiques. Elles sont écrites en langue bretonne (ancien gallois) et ont été publiées au commencement de ce siècle dans le recueil des monuments de la vieille littérature galloise édité par Owen Jones, de Myvyr. Ce sont ces poésies qu'étudie en détail M. de la Borderie. Son but, dit-il, est de provoquer M. de la Villemarqué à compléter son livre sur Merlin, et en même temps de faire connaître aux Bretons de l'Armorique, « l'opinion actuelle des critiques gallois sur les monuments curieux qu'on peut encore appeler, croyons-nous, dans une certaine mesure, les véritables prophéties de Merlin. »

— M. l'abbé Lagier a édité, sur *l'Abbaye de Notre-Dame de Laval-Bénite de Bressieux*², un manuscrit tiré des papiers de famille de Mgr Paulinier, ancien évêque de Grenoble, et qui contient l'histoire de ce monastère depuis l'année 1618 jusqu'à la Révolution. Ce manuscrit, de soixante-dix feuillets, porte pour titre : « Livre historial du monastère des Dames religieuses de Laval-Bressieux, de l'ordre de Cîteaux, a commencé à l'année 1618. Liste des novices et professes et éloges des Dames religieuses décédées et le temps de leur décès, avec un mémorial des choses plus particulières arrivées au dit monastère. » Les derniers feuillets contiennent les procès verbaux de visite des abbés de Cîteaux, dans ce monastère, depuis 1727 jusqu'en 1767.

¹ *Revue de Bretagne et de Vendée*, livr. de janvier à mars 1883.

² *Bulletin d'histoire et d'archéologie religieuse* (de Romans), mai-juin 1883.

— La *Revue numismatique*¹, qui a fait sa réapparition après une interruption de sept ou huit ans, contient dans son premier fascicule, entre autres intéressants mémoires, une étude sur les monnaies gauloises par M. Anatole de Barthélemy, et un traité complet sur la *numismatique de l'Isaurie et de la Lycaonie*, par M. Waddington. M. Waddington a réuni dans cet article la description de toutes les médailles de l'Isaurie et de la Lycaonie à lui connues, c'est-à-dire, outre celles qui ont été publiées par Mionnet, celles qu'il a rencontrées dans les divers musées de l'Europe, et l'importante suite qui fait partie de sa propre collection. Ce mémoire fournit des documents de premier ordre pour l'histoire d'une portion obscure et encore peu explorée de l'Asie-Mineure, et l'on peut dire que M. Waddington en renouvelle et remanie complètement la géographie ancienne. C'est ainsi qu'il détermine la position des villes de Carallia, de Coropissus, de Titiopolis, d'Isaura, de Barata, de Derba, de Lystra ; ces deux dernières villes sont célèbres comme ayant été le théâtre d'une des premières prédications de saint Paul. Citons encore Iconium, Laodicée, Parlaïs et Savatra.

— Sous ce titre : *Un cippe figuratif de la première période chrétienne sur la Moselle*², M. F. Voulot décrit un curieux monument qui servait naguère encore de fonts baptismaux dans l'église du petit village de Virecourt. Les quatre faces de cette sorte d'autel carré, affecté dès le moyen âge à une destination qui n'était pas la sienne, sont ornées de personnages sculptés en haut relief qui paraissent se rattacher à la mythologie gauloise. On y voit notamment une femme tenant dans ses bras deux enfants au maillot, et supportée par un chien. M. Voulot y reconnaît « le type essentiellement chrétien de vierge-mère, protectrice de l'enfance ou de l'humanité au berceau. » Sur les autres côtés du cippe sont des personnages de face, dont on ne distingue bien nettement que les têtes ; ces sculptures dénotent une époque de grande barbarie, et elles sont loin d'avoir reçu, malgré les recherches de M. Voulot, une interprétation satisfaisante. M. J. Quicherat écrivait à leur sujet : « Le font baptismal de Virecourt me fait l'effet d'être un cippe gallo-romain qu'on a creusé au moyen âge pour lui donner une destination qui n'était pas la sienne. Les figures sont étrangères à l'imagerie sacrée du moyen âge : au contraire, il y en a une, la femme aux deux enfants au maillot, dont nous possédons beaucoup de représentations du II^e et du III^e siècle de notre ère. Il sera arrivé qu'en rebâtissant l'église de Virecourt on aura trouvé, dans la fondation, cette pierre sculptée, qui avait été employée dans la

¹ *Revue numismatique*, 1^{er} trimestre 1883.

² *Revue archéologique*, livr. de janvier 1883.

construction antérieure, ou qui avait fait partie d'un temple occupant la place avant qu'il y eût une église. Le monument déterré de la sorte a été réputé chrétien, et, à cause des bambins et des vases qui sont dans les mains des autres personnages, on a cru que le sujet se rapportait au sacrement de baptême. »

— Au moment où tous les regards, en France, se tournent du côté de l'Extrême-Orient, il ne sera pas sans intérêt de signaler ici les très importants travaux de M. E. Senart sur le Bouddhisme, et en particulier sa récente étude sur *une inscription bouddhique du Cambodge*¹. Il y a un peu plus de vingt ans, dit M. Senart, qu'un voyageur français, Mouhot, pénétrant dans l'intérieur du Cambodge, retrouvait les ruines gigantesques qui ont valu au nom d'Ankor une rapide célébrité. Il révéla l'existence d'un art Kmer ou Cambodgien, fortement imprégné d'influences indoues. On trouva un fort grand nombre d'inscriptions qu'on déchiffre aujourd'hui en toute sûreté. En 1881, M. Aymonier rapporta en France un certain nombre de ces textes. « Je n'insisterai pas, dit M. Senart, sur l'importance du nouveau champ d'études que ces découvertes ouvrent devant nous. Qu'il me suffise de rappeler que les inscriptions dès maintenant connues, généralement datées, s'étendent de la fin du VI^e siècle de notre ère jusqu'au commencement du XII^e et donnent pour cette période presque entière la liste des souverains du Cambodge. » L'étude de ces inscriptions nous fournit en outre sur la diffusion de la culture indoue les lumières les plus précieuses. Le texte spécial que M. Senart étudie ici est de l'an 975 environ ; il émane du roi Jayavarman, et contient des prescriptions en faveur des pratiques morales et du culte bouddhique dont ce roi fut le restaurateur. Ce morceau apporte sur la propagation du Bouddhisme dans l'Indo-Chine et spécialement au Cambodge, les renseignements les plus importants.

FR. DE FONTAINE.

¹ *Revue archéologique*, livr. de mars 1883.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Phul e Tuklatpalasar II. — *Salmanasar Ve Sargon. Questioni biblico-assire del sacerdote GIUSEPPE MASSAROLI, dottore in sacra Teologia e parroco in Faenza.* — Roma, Tipografia poliglotta della S. C. di propaganda, 1882, in-8° de 143 p.

Le présent ouvrage nous semble de bon augure à un double point de vue. Il prouve que les études assyriologiques, cultivées jusqu'à ce jour surtout en France, en Angleterre et en Allemagne, commencent à se répandre également en Italie. En second lieu, sa publication constitue un précieux travail au point de vue de l'exégèse biblique, et fait voir quel parti l'on peut tirer de l'examen du texte sacré pour éclaircir certains problèmes de l'histoire profane.

Deux opinions avaient été jusqu'à ce jour soutenues au sujet du personnage appelé *Phul* ou *Pul*. Les uns le prétendaient identifier avec Tuklatpalasar II ; les autres le regardaient comme ayant vécu à une époque différente. Nul, toutefois, n'avait songé à le regarder comme ne faisant qu'un avec le roi Salmanasar IV. C'est, précisément cette identification que soutient M. l'abbé Masaroli. Il démontre que cette façon de voir se trouve parfaitement d'accord avec la chronologie de la Bible,

laquelle place l'invasion de Phul en Israël précisément dans les dernières années du règne de ce même Salmanasar. Du reste, il convient de rappeler que ce que nous pourrions appeler les cas de bionymie ne sont pas rares chez les peuples orientaux.

C'est précisément un nouvel exemple de bionymie que présenterait Sargon I, identifié par le docte ecclésiastique avec Salmanasar V, le vainqueur de Samarie. Ce n'est qu'au début de son règne qu'il aurait porté le nom de Salmanasar. Une circonstance inconnue le lui fit changer plus tard en celui de Sargon. Sans doute, la façon de voir de notre auteur s'éloigne de celle de tous ses prédécesseurs ; mais, en science comme en beaucoup d'autres choses, il vaut mieux, dit Pascal, s'appuyer sur des raisons que sur des moines. D'ailleurs, si les inscriptions cunéiformes restent muettes relativement à la question qui nous occupe, on ne doit point oublier qu'elles ne nous disent pas tout, et que les renseignements historiques que l'on en a pu tirer restent bien souvent à l'état fragmentaire.

Cte DE CHARENCEY.

Die ältesten Beziehungen zwischen Aegypten und Griechenland, von A. WIEDEMANN. Leipzig, 1883, in 4° de 22 p.

Cette intéressante brochure de M. Wiedemann est la reproduction d'une conférence faite par l'auteur à l'Université de Bonn. En fait de chronologie égyptienne, on n'a aucune notice certaine avant le xv^e siècle avant J.-C. Ceci s'explique surtout par ce fait que les Égyptiens ne possédaient pas une ère fixe, et calculaient les années d'après le règne de chaque prince. Les anciennes relations que l'on a cru avoir existé entre les Grecs et les Égyptiens ne reposent sur aucun fait certain. Les *Hanebu*, mentionnés dans des inscriptions de la 18^e dyn. (xv^e s.), ne désignent pas les Grecs, mais les peuples du Nord, ceux du Delta, de de la Phénicie, de la Syrie ou des régions de l'Euphrate et du Tigre ; ce n'est qu'après Alexandre que ce terme désigne des Grecs nommés alors en démotique *Vines*. Les peuplades contre lesquelles eurent à lutter Merneptah, fils de Ramsès II, et Ramsès III, dans lesquelles on avait cru reconnaître des peuples gréco-italiques alliés contre l'Égypte, et cela antérieurement à la guerre de Troie, sont des tribus lybiennes. L'influence artistique et mythologique de l'Égypte, malgré l'opinion d'Hérodote, renouvelée par Thiersch, n'a jamais existé. Le transport des momies sur le Nil ne présente aucune ressemblance avec le passage du Styx ; le sphinx égyptien n'est pas un être mythique, mais représente la figure du Pharaon ayant le corps de l'animal consacré au dieu dont ce Pharaon est le fils ; le criosphinx est ainsi un hiéroglyphe du roi fils d'Amon. Les Grecs n'ont em-

prunté à l'Égypte que les lettres de l'alphabet, encore cette influence s'est-elle exercée par l'intermédiaire de la Phénicie et des îles grecques. Ce ne fut qu'au vii^e siècle, sous Psammetich I (26^e dyn.), monté sur le trône en 664, que les Grecs s'établirent en Égypte ; et depuis lors ce furent eux qui exercèrent leur influence sur les peuples du Nil. Sur le champ de bataille de Momemphis, ce sont des Grecs qui l'aident à reconquérir son royaume, et depuis cette époque l'armée égyptienne posséda toujours un bon nombre de mercenaires grecs. Moins d'un siècle après l'entrée des Grecs en Égypte, trente mille étrangers vivaient déjà dans ce pays. Cette influence grecque se développe surtout sous le règne d'Amasis le Philhellène. Le commerce est dès lors dans les mains des Grecs, dont le centre devient Naucratis. L'Égypte n'a exercé son influence sur la Grèce qu'en fait de géométrie et de médecine ; et plus tard, par sa mystique et sa religion, elle a influé ainsi sur l'École d'Alexandrie. Telle est la thèse soutenue avec autant de science que de sagacité par M. Wiedemann.

ADOLF DE CEULENEER.

—
Saint Gilles, sa vie, ses reliques, son culte en Belgique et dans le nord de la France. — *Essai d'hagiographie*, par l'abbé Ernest REMBRY, chanoine honoraire de la cathédrale de Bruges. Bruges, 1881-1882, 2 vol. gr. in-8° de LXXI-533 et 792 p.

Il est difficile de consacrer à un saint assez obscur un ouvrage plus étendu. Aussi rien n'y est omis : dans un premier livre on voit la vie du saint, dans le second une étude sur les reliques du saint, dans le troisième l'auteur traite du culte de

saint Gilles en Belgique et dans le nord de la France; ce seul point a donné un travail énorme; que serait-ce si l'auteur avait embrassé tous les pays où le culte de saint Gilles s'est étendu? Une monographie des ouvrages à consulter précède, et quatre-vingts pages d'Analectes liturgiques terminent ces volumes, où sont amoncelées des richesses d'érudition.

Trois opinions ont eu cours sur l'époque où vécut saint Gilles. Choisisant entre elles, après un sérieux examen l'auteur le fait naître à Athènes en 640 et mourir entre 720 et 726. Son arrivée en France, à Arles, son voyage en Espagne, son retour en France, sa rencontre avec Charles le Martel forme la trame du récit. Fixé d'abord auprès de saint Veredème, dans une grotte au bord du Gardon, saint Gilles vient habiter la montagne de Nuria dans l'évêché d'Urgel, où la sainte Vierge fut particulièrement honorée.

Revenu en Gaule, il se fixa dans une grotte au milieu d'une forêt, non loin du lieu où s'élève la ville de Saint-Gilles: c'est là qu'il fut découvert dans une partie de chasse par le roi Wamba, qu'il exhorta à bâtir un monastère dont saint Gilles fut le premier abbé; il y mourut, et son tombeau, dont on avait perdu la place, y fut retrouvé en 1865.

M. l'abbé Rembry discute tous les faits, réfute au besoin les assertions de Launoy sur les privilèges de l'exemption, établit le rôle joué par les reliques dans la vie publique et privée, avant pendant et après les Croisades, constate les pèlerinages nombreux au tombeau de saint Gilles, un des quatorze ou quinze saints auxiliaires, un des cinq privilégiés; mais les déprédations exercées par les Albigeois leur portèrent un rude

coup, non moins que les troubles causés par le protestantisme. Une partie du corps de saint Gilles fut en 1562 transférée à Toulouse, pour empêcher les calvinistes de le profaner. Il y est encore, malgré que plusieurs évêques aient tenté de le recouvrer.

M. l'abbé Rembry donne une liste des églises qui ont possédé des reliques de saint Gilles. L'abbé de Saint-Hubert dans les Ardennes ayant entrepris au ^x^e siècle un pèlerinage au tombeau de saint Gilles, en rapporta une relique assez considérable du confesseur. D'autres furent successivement données, et l'auteur en suit exactement la trace glorieuse.

Une étude sur les pèlerinages belges au tombeau de saint Gilles est pleine de faits curieux: il y a des pèlerinages imposés à titre de pénalité, et d'autres comme condition de traités de paix. Ainsi, à la paix d'Arques en 1326 entre le roi de France et les communes flamandes, les villes de Bruges et de Courtrai durent fournir trois cents pèlerins, dont cent devaient se rendre à Saint-Gilles et à N. D. de Vauvert. Des enseignes du pèlerinage de Saint-Gilles ou images en plomb ont été décrites par M. Forgeais dans sa *Collection de plombs historiques*.

M. l'abbé Rembry mentionne tous les objets d'art représentant saint Gilles ou les épisodes de sa vie: statues, sculptures, tableaux, vitraux, tapisseries, sceaux, etc. Il parle de la corporation des corroyeurs mise sous la protection du saint Abbé, éteinte mais réérigée canoniquement en 1865 par l'évêque de Bruges; il raconte les coutumes populaires, les traditions locales, la fête de saint Gilles fêtée par les écoliers, etc.; il suit tous les souvenirs du culte de

saint Gilles, et dans ses notices sur les bréviaires, missels, etc., il fournit toujours des indications précieuses parce qu'elles sont sûres. Parmi les documents, je remarque une formule superstitieuse employée pour conjurer les maladies, etc. Une table analytique très bien faite et une table alphabétique des noms de lieux et de personnes cités dans ces deux volumes rendent les recherches faciles. Cette table alphabétique a plus de cent pages : c'est dire tout ce qu'il y a dans cet ouvrage de recherches et de faits curieux, réunis avec une grande science.

H. DE L'E.

Johannis Burchardi Diarium, sive rerum urbanarum commentarii (1483-1506). Edidit L. THUASNE. Vol. I. Paris, 1884, gr. in-8° de vi-604 p.

L'édition donnée par Eccard est incorrecte ; celle de M. Gennarelli est incomplète : un travail complet et sérieux sur le fameux journal du Maître des Cérémonies était donc nécessaire. Le manuscrit du palais Chigi, copié sur l'original par ordre du pape Alexandre VII, a servi à M. Thuasne pour établir le texte du *Diarium*. Les deux manuscrits de Florence qui ont servi à M. Gennarelli pour l'édition de cette partie du *Diarium* qu'il a fait imprimer en 1854, et trois manuscrits de la Bibliothèque nationale de Paris ont servi aux collations. M. Thuasne a accompagné son texte de notes destinées à l'éclaircir : elles sont peu nombreuses au bas des pages ; mais ce qui les complète vraiment, c'est un appendice de plus de quatre-vingts pages où sont publiés cinquante-sept documents, inédits pour la plupart, tirés des Archives de Florence ou d'on-

vragés rares. Vingt-trois dépêches, écrites à Laurent de Médicis par l'ambassadeur de Florence à Rome Vespucci, donnent des détails sur les derniers jours de Sixte Quint, sur le conclave qui précéda l'élection d'Innocent VIII, etc. Les historiens d'Alexandre VI auront à consulter, pour l'accepter ou le réfuter, ce que dit Vespucci dans deux ou trois dépêches.

Plusieurs pièces concernent Zizim ou Djem. Nous rencontrons ensuite les instructions données à l'évêque de Lombes et à ses collègues qui se rendent à Rome auprès du Pape ; il y a plusieurs lettres au sujet de la mort de Jérôme Riario, de Laurent de Medicis, de la maladie et enfin de la mort d'Innocent VIII.

C'est à la mort de ce Pape que s'arrête le texte inséré dans ce premier volume, le seul paru jusqu'ici ; il va donc du 23 décembre 1483 au 25 juillet 1492.

Burchard écrivit son journal pour son utilité personnelle, et non par obligation de sa charge, car ce fut plus tard seulement que le maître de la chapelle papale fut tenu à enregistrer les faits relatifs à ses fonctions. Mais Burchard était curieux, minutieux, et il a consigné bien des faits intéressants pour l'histoire de la liturgie, du costume, des mœurs et usages. Plusieurs relèvent de l'histoire : ici c'est l'audience donnée aux ambassadeurs du roi d'Angleterre venus pour remercier le Pape d'avoir accordé les dispenses pour son mariage avec sa cousine, mariage qui devait terminer les dissensions des maisons d'York et de Lancastre ; là c'est l'arrivée des ambassadeurs du duc de Bohême, celle du duc de Ferrare lorsque le Pape change en une visite à Rome son vœu d'aller visiter le tombeau

de saint Jacques de Compostelle. Ailleurs, c'est la mention d'une chasse au cerf à Magliano donnée par le cardinal Ascagne, etc., etc.

Burchard peut être crédule ; il paraît de bonne foi : ce n'est pas le chroniqueur médisant dont parlent plusieurs de ceux qui ne l'ont peut-être pas lu ; c'est un greffier qui relève froidement ce qu'il a vu et entendu.

Y a-t-il eu dans son journal des interpolations ? Je le croirais ; mais une collation exacte des manuscrits, avec l'indication de leur provenance, peut seule fournir les éléments d'une réponse. Il n'y a peut-être pas assez de collations.

M. Thuasne, qui a établi son texte avec soin, nous promet à la fin de son travail une étude d'ensemble sur Burchard et son œuvre.

H. DE L'E.

Encyclopädie der neueren Geschichte, von Wilhelm HERBST. Erster Band. Gotha, Perthes, 1882-83, gr. in-8° de L-790 p.

Cet ouvrage s'adresse à l'ensemble de la nation allemande, particulièrement aussi aux Allemands qui habitent à l'étranger, à tous les hommes enfin qui s'intéressent à la politique et à l'histoire. L'ordre alphabétique, adopté par l'auteur, facilite singulièrement les recherches ; il a permis d'associer à la composition de l'ouvrage vingt-sept professeurs allemands, suédois, autrichiens, hongrois, suisses, anglais, hollandais, qui ont fourni chacun le résultat de leurs études spéciales. L'ensemble doit comprendre l'histoire des trois derniers siècles, avec les événements contemporains.

Nous n'hésitons pas à recomman-

der aux Français la lecture de ce livre, aussi commode que curieux. Les anecdotes y abondent. Nous préférons peut-être un peu plus de détails sur les clauses des divers traités de paix. Mais on ne saurait méconnaître la valeur des indications que fournit ce Dictionnaire historique-politique.

Une introduction de 50 pages résume rapidement la pensée de l'auteur, ses idées sur la philosophie de l'histoire.

Le lecteur remarquera sans peine que cette introduction est l'œuvre d'un protestant dévoué au nouvel empire d'Allemagne. Nous ne doutons pas de la bonne foi de l'auteur, et nous croyons utile de connaître les appréciations portées par les étrangers sur les événements historiques. Il est facile de rectifier ce qu'elles renferment parfois d'erroné ; particulièrement sur l'histoire de l'Église et sur la Réformation. Les récits de la Saint-Barthélemy et de la prise de la Bastille renferment bien des inexactitudes ; mais il est aisé de remonter aux sources et de contrôler des assertions hasardées.

Le premier volume s'arrête à la lettre D. Plusieurs livraisons du second sont déjà publiées. Quand l'ouvrage sera complet, nous en rendrons un compte plus détaillé.

J. D.

Le Finistère et la persécution religieuse après le 18 fructidor an V, par A. DU CHATELIER, correspondant de l'Institut. Angers, Germain et Gossin, 1882, in-8° de 72 p. (Extrait de la *Revue de l'Anjou*).

On se figure très facilement que la persécution religieuse a pris fin avec

la Terreur : MM. L. Scioutet et V. Pierre se sont chargés de démontrer le contraire, et M. du Chatellier en apporte aujourd'hui une preuve nouvelle pour un département dont il connaît à fond l'histoire révolutionnaire, le département du Finistère. Après le 18 fructidor, la persécution a recommencé, plus vive que jamais ; les malheureux prêtres, qui étaient rentrés sur la foi de la pacification religieuse, furent traqués de nouveau ; ce fut la chasse à l'homme, avec tous ses raffinements ; on cerne les maisons suspectes, on les fouille la nuit dans les réduits les plus secrets ; on jette en prison les infortunés prêtres qu'on peut saisir et on les transporte à l'île de Rhé pour, de là, les déporter à la Guyane, le tout, dit le ministre Sotin, afin d'« affermir la liberté. » M. du Chatellier a donné la liste de tous les noms qu'il a pu retrouver ; cette liste est longue et pourtant elle est encore incomplète. Si l'on veut savoir quelle était, pendant ce temps, la situation du Finistère, qu'on lise le mémoire sur *l'emprunt forcé* rédigé par le commissaire Le Goazec et cité par l'auteur en appendice. Sauf une ville, Brest, tout le pays est ruiné ; les fonctionnaires même ne sont pas payés, et l'eussent-ils été, leur traitement n'eût pas suffi à leur assurer du pain. On cite un fonctionnaire qui, pendant que sa femme est en couche, doit aller tirer des corbeaux dans les champs, parce qu'il n'a pas de quoi lui acheter du bouillon. Telle était la prospérité à la fin de la première République ; ces détails sont instructifs et nous voudrions que tout le monde les lût.

M. DE LA R.

Cartulaire du prieuré de Saint-Étienne de Vignory, publié sous les auspices de la Société historique et archéologique de Langres, avec une introduction, un appendice et des tables, par J. d'ARBAUMONT. Langres, Dangien, 1883, in-8° de ccl-314 p.

Il existe dans le département de la Haute-Marne une belle et vaste église, perdue au sein d'un chétif chef-lieu de canton, et qui est cependant l'un des spécimens les plus achevés de l'architecture byzantino-bourguignonne au XI^e siècle. Cette église, consacrée vers 1050, fut construite par le seigneur de Vignory pour les moines de Saint-Bénigne de Dijon, qui établirent dans ce lieu un monastère, bientôt enrichi par les libéralités des sires de Vignory, branche de l'une des familles les plus puissantes du comté de Champagne, et dont la succession passa au XIII^e siècle à la maison de Chalon. Le prieuré bénédictin de Saint-Étienne n'échappa point aux destinées des ordres religieux, et fut un jour saccagé par un seigneur voisin, Humbert de Bauffremont, qui dispersa ses habitants et ses meubles en le démolissant partiellement. Pour suppléer à la perte de ses archives, le prieur Eudes Griffon dressa en 1380 un cartulaire dans lequel il rassembla tous les titres du monastère échappés au pillage, et qui concernaient les possessions conventionnelles depuis l'année 1102 jusqu'au moment de la rédaction de ce recueil. C'est ce cartulaire que M. J. d'Arbaumont a eu la bonne fortune de retrouver et la pensée meilleure encore de livrer au public. Non seulement il en a collationné le texte avec les chartes originales qui peuvent encore exister ; mais il y a joint tous les documents que les archives

de la Haute-Marne, de la Côte d'Or, de l'Aube, que la Bibliothèque nationale possèdent à l'heure actuelle sur le prieuré de Vignory, et il a placé en tête une excellente introduction, nourrie de faits, d'observations critiques, de remarques historiques et juridiques, dans laquelle il décrit l'état des personnes et des biens du ^{xiii}^e au ^{xiv}^e siècle. Les érudits liront avec fruit ce solide travail, moins dans l'espoir d'y découvrir des notions nouvelles qu'avec la certitude d'en acquérir de vraies, de correctes, de claires sur les usages de cette partie de la Champagne pendant la période la plus intéressante de son histoire, et les amateurs de sigillographie y trouveront une collection précieuse de sceaux qu'ils n'avaient pas encore été gravés.

HENRI BEAUNE.

Le monastère de Tornac. — Etude archéologique et historique, par G. CHARVET, membre de l'Académie de Nîmes, de la Société archéologique de Montpellier et de la Société scientifique et littéraire d'Alais..... Nîmes, P. Jouve, 1883, in-8° de 38 p. et pl.

Tornac veut dire le *lieu de la tour*; il tire son nom d'une tour remarquablement élevée et forte dont une partie a été détruite. Près de là s'éleva de très bonne heure un monastère qui fut détruit par les Sarrasins. Il se relevait en 808, lorsque Charlemagne le prit sous sa protection. Louis le Débonnaire confirma les privilèges conférés par son père au monastère ressuscité et le soumit à l'évêque de Nîmes. Cette sujétion ne devait pas durer longtemps, par la raison qu'elle contrariait la nature de l'institution monastique. En effet, Tornac fut bientôt soumis aux sta-

tuts de la grande abbaye de Saint-Gilles, et, dès la fin du ^x^e siècle, il était uni à la congrégation de Cluny. Par un système de centralisation poussé, selon nous, beaucoup trop loin, les deux mille maisons qui relevaient de la puissante abbaye bourguignonne portaient presque toutes le titre de prieuré. Ce titre modeste ne nuisait point à l'importance des établissements; il suffit de nommer Saint-Martin-des-Champs, à Paris, Souvigny en Bourbonnais, la Charité-sur-Loire, pour donner une idée de la puissance de ces prieurés. Tornac et Cendras, ce dernier surtout, furent souvent appelés abbayes, en fait et canoniquement ce n'étaient que des prieurés. En 1118 le pape Gélase II consacra lui-même l'église de Saint-Étienne de Tornac. Ce fut vraisemblablement le seul souverain pontife qui visita ce monastère. De l'église qu'il consacra, il reste encore des parties très intéressantes que M. Charvet décrit avec une grande précision et une clarté parfaite. Il décrit de même le site et la topographie. Ses descriptions sont encore éclairées par deux belles eaux fortes. Quant au monastère, il est à peu près complètement détruit; mais ses annales se trouvent rétablies, grâce aux recherches courageuses et à la sagacité de M. G. Charvet.

Dans tout l'ouvrage nous n'avons remarqué qu'un léger *lapsus* (p. 37): Pierre de Laurens, évêque de Belley et prieur du Saint-Empire; c'est prince du Saint-Empire qu'il fallait dire. En revanche, M. Charvet relève avec raison une erreur de Dom Vaissette, pourtant d'ordinaire si exact, et prouve que Gélase II n'alla pas au Puy-en-Velay, mais au Puy-Andaon (p. 11). En résumé cette monographie de Tornac, comme son

ainée celle de Cendraz, est une contribution fort utile pour l'histoire, surtout celle de la Provence.

Dom PAUL PIOLIN.

Le monastère des Petits-Augustins de Paris, par Édouard FREMY, premier secrétaire d'ambassade, membre du comité d'histoire et d'archéologie du diocèse de Paris. Paris, Poussielgue frères, 1883, gr. in-8° de 63 p. (Extrait du *Bulletin d'Histoire et d'Archéologie du diocèse de Paris*.)

La fondation du monastère des Petits-Augustins, dont l'école des Beaux-Arts occupe en partie l'emplacement, étant due (1608) à un vœu formé par la première femme de Henri IV, Marguerite de France, duchesse de Valois, quand elle était enfermée dans le château d'Usson, M. Éd. Fremy a cru devoir consacrer les premières pages de sa monographie à cette princesse dont on a dit tant de bien et tant de mal. M. Fremy est de ceux qui croient qu'on a beaucoup exagéré les fautes de Marguerite, et il invoque divers témoignages qui semblent pouvoir être victorieusement opposés aux impitoyables accusations des pamphlétaires, parmi lesquels d'Aubigné brille au premier rang. Après avoir insisté sur la pénitence, la charité et la pieuse mort de Marguerite, M. Fremy décrit l'église des Petits-Augustins, dont la première pierre fut posée par Anne d'Autriche le 15 mai 1617, et les autres parties du monastère, notamment le cloître et la bibliothèque. A l'histoire de la maison succède l'histoire du Musée des monuments français établis par Alexandre Lenoir, en 1791, dans les bâtiments d'où les religieux avaient été expulsés en avril 1790. M. Fremy

mêle à ses récits et à ses descriptions de nombreuses citations tirées de vieux livres rares, par exemple des livres d'Hilarion de Coste, de Jean Darnalt, de Mathieu de Morgues, Sieur de Saint-Germain, l'auteur de l'oraison funèbre si singulièrement intitulée : *Royale pyramide dressée à l'heureuse mémoire de feu la Sérénissime royne Marguerite, duchesse de Valois* (Paris, 1615). Il reproduit aussi l'épithaphe de cette princesse composée par Louis Servin, avocat général au Parlement de Paris, une des plus longues épithaphes connues, car elle s'étend de la page 27 à la page 30, et les inscriptions placées sur les tombes de Renée de Kergounadech, marquise de Rosmadec, de son fils Sébastien de Rosmadec, marquis de Melac, de l'abbé Jean Pontas, de l'archevêque de Tours, de Mathieu Isoré d'Airvaut. Louons surtout le savant archéologue d'avoir enrichi son mémoire de divers documents inédits, tels que le procès verbal (p. 37) de l'interrogatoire des Pères Augustins par les officiers municipaux (23 avril 1790), l'inventaire (p. 39-43) des biens meubles et immeubles de la communauté, dressé en 1790 par le Père Roblain, prieur ; l'inventaire (p. 45-49) des peintures et sculptures de la maison des Petits-Augustins, rédigé en septembre et novembre 1790 par Doyen, peintre du roi Louis XVI. Souhaitons au *Bulletin d'histoire et d'archéologie du diocèse de Paris* beaucoup de communications aussi intéressantes et aussi instructives que celle de M. Fremy.

T. DE L.

Saint-Lunaire, son histoire, son église, ses monuments, par M. Arthur DE LA BORDERIE. Rennes, Pihon, 1881, in-8° de 50 p.

M. de la Borderie, avec l'autorité scientifique qui s'attache à tout ce qu'il écrit, a pris la défense, au nom de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, d'un monument gravement menacé par cette manie inintelligente de détruire qui trouble le bon sens de certains édiles ruraux. Hélas ! cette épidémie s'est manifestée aussi dans plus d'un conseil municipal de grande ville ; on y trouve des cerveaux aussi bornés, des idées aussi grotesques que dans certains villages.

Il s'agit de l'église de Saint-Lunaire (Ille-et-Vilaine), édifice dont certaines parties remontent au XI^e siècle ; cette église contient encore le tombeau de saint Lunaire, des tombes armoirées des familles de Pontual de Pontbriant.

On parle de construire une église nouvelle sur un autre emplacement ; de substituer une halle au vieil édifice auquel se rattachent tant de souvenirs, et au cimetière plusieurs fois séculaire qui l'entoure. Toujours le besoin de changer, d'oublier les traditions, de faire table rase du passé ; quelquefois ceux qui devraient y tenir le plus sont disposés à appuyer les idées nouvelles, faute de goût et par ignorance.

M. de la Borderie a profité de cette occasion pour donner une excellente étude de la légende de saint Lunaire ; une bonne description de l'église placée sous son vocable ; un exposé très clair et très convaincant du péril que court l'édifice. Faisons des vœux pour que ce plaidoyer éloquent arrête des mesures qui seraient aussi déplorables que ridicules. ANATOLE DE BARTHÉLEMY.

Épigraphie Autunoise. Inscriptions du moyen âge et des temps modernes pour servir à l'histoire d'Autun, recueillies et annotées par HABOLD DE FONTENAY. T. 1^{er}. Autun, Dejussieu, 1883, in-4° de 426 pages, 12 plans et 21 planches.

Le beau travail, commencé par le baron de Guilhermy pour le diocèse de Paris, a donné à M. H. de Fontenay l'idée d'entreprendre un recueil analogue ; il paraît n'avoir voulu s'occuper que de la ville d'Autun, exclusivement ; espérons qu'il ne s'arrêtera pas en si bon chemin et qu'il fera le relevé des inscriptions de l'ancien diocèse. Ce genre d'étude présente un grand intérêt, parce que, de même que la sigillographie, il permet de parler un peu de tout, en matière d'histoire et en matière d'archéologie.

M. de Fontenay a été moins exclusif que son savant devancier, qui ne s'est occupé que des inscriptions existant aujourd'hui ; il a mentionné aussi celles qui, disparues, ne sont plus connues que par d'anciennes copies. Même lorsque celles-ci sont défectueuses, il est utile de les conserver.

Le cadre de l'ouvrage nous a paru très bien arrêté ; l'auteur passe en revue chaque église ou chapelle, et commence par donner un plan ancien de l'édifice, et une notice succincte sur celui-ci. Dans ces premiers volumes on trouvera la cathédrale Saint-Lazare, la basilique des saints Nazaire et Celse, Saint-Jean de la Grotte, Saint-Pancrace, Notre-Dame, Saint-Quentin, Saint-Pierre, Saint-Andoche, Saint-Jean-l'Évangéliste, Saint-Jean-le-Grand, Saint-André, l'abbaye Saint-Martin, Saint-Symphorien, Saint-Roch ; les chapelles Saint-Blaise, de la Boadue, Saint-Nicolas.

Le recueil que nous donne M. de Fontenay ne comprend pas seulement l'épigraphie des monuments funéraires; notre confrère relève tout ce qui est inscription : noms d'architectes et de sculpteurs, diptyques, reliquaires, verrières, tissus, tableaux, etc. ; il va sans dire que les dalles tumulaires ont fourni le plus fort contingent.

Lorsque cet ouvrage sera complet et terminé par une table alphabétique aussi détaillée que possible, il deviendra indispensable à consulter par toute personne qui s'occupera de l'histoire de l'Autunois. Les grandes familles, qui y figurent par plusieurs de leurs membres, lui donnent en outre un intérêt général. M. de Fontenay n'a pas manqué de fournir des notes nombreuses et indispensables, souvent des documents d'archives, qui donnent aux lecteurs des notions précises sur les faits et sur les individus.

ANATOLE DE BARTHÉLEMY.

Archives municipales de Bordeaux. Registres de la Jurade : Délibérations de 1414 à 1416 et de 1420 à 1422. — Bordeaux, imp. Gounouilh, 1883, in-4 de xxxii-773 p.

La Commission des Archives municipales de Bordeaux vient de donner au public un nouveau volume consacré à la reproduction des précieux registres qui nous ont conservé les délibérations de la jurade Bordelaise des années 1414-1416 et 1420-1422. Les manuscrits ont été imprimés scrupuleusement avec leur orthographe, leurs rubriques, additions, intercalations de dates diverses, et notes marginales.

Il est évidemment impossible d'analyser en détail ce superbe volume, édité avec luxe et tout à fait digne

de la grande cité qui fait les frais de cette publication. C'est à peine si un copieux index alphabétique de 140 pages en petit texte, index rédigé avec un soin extrême, a pu distinguer nettement l'infinité multitude d'objets discutés dans les séances de la jurade et celles des conseils des Trente et des Trois-Cents que la constitution de la ville appelait à décider de certaines affaires. Il suffira de dire que la vie municipale et politique de la capitale des provinces anglaises sur le continent, à une époque particulièrement importante de notre histoire, se trouve tout entière dans nos registres, et que nous pouvons l'étudier sur le vif et dans les plus minutieux détails. Ils ne nous apprennent rien de bien nouveau sur les attributions respectives des titulaires des charges communales et des représentants du roi d'Angleterre. Elles sont sensiblement, au commencement du xv^e siècle, telles que nous les ont fait connaître le *Livre des Bouillons* et celui des *Privileges* précédemment publiés ; on y trouve en revanche des notions précises sur certains agents inférieurs, tels que les sergents, les trompettes, les visiteurs de la ville et les médecins qu'elle pensionnait. Les Délibérations de 1414 et 1420 nous renvoient fréquemment l'écho des grands événements politiques de l'époque : les jurats députent par exemple, au roi d'Angleterre pour le féliciter de sa victoire d'Azincourt ; les sentiments de la population Bordelaise ne sont pas pourtant ceux d'une fidélité inébranlable, et l'on retrouve peu après la trace d'une conspiration pour livrer la ville aux Français.

Pourtant, en 1420, les Bordelais partent en guerre et reprennent quelques villes du Haut pays dont la

possession était pour eux d'une grande importance, au point de vue de l'approvisionnement de leur cité. Les délibérations de cette époque témoignent de la grandeur des sacrifices financiers que la ville dut s'imposer pour mener à bon terme ces entreprises et donnent d'intéressants détails sur la fabrication et la manœuvre des engins militaires du *xv^e* siècle. La question de l'approvisionnement de Bordeaux, souvent fort difficile à résoudre, préoccupe beaucoup les jurats, et nos registres sont pleins de délibérations au sujet du commerce des denrées. Des conflits s'élèvent souvent entre le clergé et la ville, entre les officiers du roi d'Angleterre et les magistrats de la commune. Ceux-ci font appel à la science des juriconsultes et font rédiger des mémoires pour défendre leurs droits.

Outre leur intérêt historique et les informations qu'elles fournissent sur la vie privée, le commerce, les institutions municipales, les délibérations rédigées en gascon et reproduisant, à chaque page, les lettres écrites et reçues par les jurats (ces dernières fournissant des spécimens de tous les dialectes du midi de la France) apportent une utile contribution aux études Romanes. Une introduction peu étendue, mais très nourrie et rédigée avec une clarté parfaite, renseigne le lecteur sur l'état des manuscrits employés, et résume en termes excellents les données qu'ils fournissent. L'annotation, très sobre, est surtout géographique et topographique. En résumé, publication fort considérable, et qui fait beaucoup d'honneur aux membres également érudits et dévoués de la Commission des Archives municipales.

ERNEST ALLAIN.

—

La faculté de Théologie de Montpellier, étude historique d'après les Documents originaux, par A. GERMAIN, membre de l'Institut, professeur d'histoire à la faculté des Lettres de Montpellier. — Montpellier, Impr. Boëhm, 1883, in-4 de 75 p.

M. Germain continue à publier par fragments les résultats des recherches auxquelles il se livre avec tant de sagacité et de patience pour reconstituer l'histoire de l'Université de Montpellier. Le mémoire qu'il vient de consacrer à la faculté de théologie est digne de ceux qui l'ont précédé. C'est dire qu'il est bien divisé, que le style en est précis et sobre, et qu'il est fort riche en documents originaux. J'aurais voulu seulement que l'auteur insistât un peu moins sur certaines querelles de personnes ou de communautés, quoique d'ailleurs il s'exprime toujours avec beaucoup de modération.

Il suit la faculté de théologie de Montpellier depuis ses origines jusqu'au moment où la tempête révolutionnaire l'emporta sans retour. C'est en janvier 1350 (v. s.) qu'elle est mentionnée pour la première fois dans des lettres du roi Jean. Mais il résulte des termes mêmes de ce document qu'avant cette époque l'enseignement théologique était organisé à Montpellier depuis longtemps. — En 1421, l'état de choses existant recevait la consécration de l'autorité pontificale, et la faculté était canoniquement instituée par Martin V, dont la bulle du 17 décembre l'unissait étroitement à la faculté de droit. En quelques mois, le même Pape donnait, à la sollicitation de l'évêque de Maguelonne, L. Allemand, dix bulles concédant aux étudiants de Montpellier de précieux privilèges en matière fiscale, judiciaire et bé-

néficiale, et réglant la situation des religieux mendiants vis-à-vis de l'Université. — La bonne entente n'ayant pu subsister entre les deux facultés, unies en 1421, leurs députés s'entendirent pour libeller un compromis qui laissait à chacune d'elles plus de liberté d'action dans sa sphère propre. La traduction intégrale de ce document, très intéressant puisqu'il nous offre le tableau fidèle et complet du régime scolaire de la faculté de théologie, a été insérée par M. Germain dans le corps de son travail. — L'auteur discute ensuite les motifs qui portèrent le Saint-Siège à établir la faculté, et les trouve dans le vieux levain d'hérésie albigeoise qui, malgré des actes sévères de répression, continue à fermenter dans cette ville jusqu'à la Réforme. Il revient à ce propos sur la question traitée dans le premier paragraphe de son mémoire, prouve de nouveau que l'enseignement théologique était organisé à Montpellier bien avant le x^v^e siècle, principalement dans les couvents, et cite, parmi les hommes illustres qui y professèrent, Saint Antoine de Padoue, Raymond Lulle et le dominicain Bernard de la Treille. — On sait peu de chose sur le fonctionnement de la faculté jusqu'à l'époque de la Réforme. Quand les protestants furent les maîtres à Montpellier, la faculté de théologie disparut dans la tourmente comme les autres institutions catholiques. Dans les premiers temps de la restauration du culte, on se borna d'abord à des controverses où les catholiques semblent avoir eu le beau rôle, à Grignac notamment où les notables des deux partis s'étaient engagés par écrit à se ranger à la religion dont l'identité avec celle des premiers siècles aurait été démontrée. — De 1629 à 1762, l'his-

toire de la faculté n'est guère que celle de la rivalité des Dominicains et des Jésuites. Ceux-ci, favorisés par le pouvoir central, l'emportèrent, malgré les efforts persévérants de leurs concurrents. Les chaires de théologie furent unies au collège, où les candidats affluèrent. Près de deux cents diplômes furent délivrés de 1686 à 1701, et on dut adjoindre aux professeurs titulaires deux agrégés pris dans les rangs du clergé séculier. Mais bientôt les débats du jansénisme et l'hostilité de l'évêque appelant, Colbert de Croissy, portèrent la plus funeste atteinte à la prospérité de l'enseignement théologique. M. Germain dit que « la faculté s'immisça aux débats qui se déroulaient autour de la bulle *Unigenitus* en imposant à ses gradués la signature du Formulaire. » Il s'exprime ici assez inexactement. La signature du Formulaire avait été prescrite à tous les ecclésiastiques par la bulle *Regiminis*, promulguée en 1664 par Alexandre VII. On y déclarait sa soumission aux constitutions apostoliques condamnant les cinq propositions de Jansénius; tandis que la bulle *Unigenitus*, relative aux erreurs de Quesnel, est de 1713. Du reste, une déclaration royale avait ordonné la signature du Formulaire, et la faculté de Montpellier ne faisait qu'exiger la soumission aux ordres communs des deux puissances. — En 1762, les chaires de théologie revinrent aux Dominicains, qui obtinrent ainsi les bénéfices d'une lutte plus que séculaire. Mais leur triomphe fut de courte durée, et dès 1767 ils se virent remplacés par des docteurs séculiers. La faculté vivota avec une cinquantaine d'auditeurs et bien peu de candidats jusqu'au moment de sa ruine définitive. — Telles sont les

grandes lignes de l'histoire dont M. Germain a retrouvé les éléments, presque tous inédits. Son mémoire, terminé par dix pièces justificatives, dont plusieurs, entre autre la bulle de Martin V et les statuts de 1428 sont d'une haute importance, nous fait vivement désirer qu'il donne pleine satisfaction aux vœux depuis longtemps exprimés par le public éclairé, et qu'il mette enfin au jour l'histoire définitive de l'université de Montpellier. Lui seul est capable de mener à terme cette grande œuvre.

ERNEST ALBAIN.

Histoire de la ville de Sceaux depuis son origine jusqu'à nos jours, par M. Victor ADVIELLE, sous la direction de M. Michel CHARAIRE. Paris, Alph. PICARD, 1883, gr. in-8°, avec 12 planches hors texte.

Encore une bonne monographie, et la ville de Sceaux en valait la peine, car cette localité, si voisine de Paris, et dont on ne s'était jamais occupé, offre un intérêt véritablement exceptionnel à cause du séjour prolongé qu'y ont fait Colbert, Seignelay, la duchesse du Maine, le duc de Penthièvre et Florian.

MM. Advielle et Charaire n'ont rien négligé pour rendre leur œuvre complète. Peut-être même auraient-ils pu sans inconvénient être un peu moins complets en ce qui touche aux origines, et réduire considérablement le premier chapitre qui traite de la mer à Paris et de la période gauoise. Mais nous ne leur en ferons pas une grosse querelle, car nous savons par expérience comme on est entraîné facilement quand on écrit les annales de son pays.

L'histoire de Seaux ou Sceaux commence au XII^e siècle, époque où
T. XXXIV. 1^{er} OCTOBRE 1883.

son territoire fut détaché de celui de Châtenay : les premiers temps sont assez obscurs, mais la lumière se fait quand la seigneurie fut achetée par Jean Baillet, trésorier du régent Charles de France, qui fit reconstruire l'église en 1476. Les Potier succédèrent à cette première famille, et on leur doit le château (1597). Sceaux eut son importance pendant la Fronde. En 1670, Colbert acquit la baronnie du duc de Tresme et du comte de Saulx-Tavannes, beaux-frères ; il y séjourna souvent, et embellit magnifiquement le château, où il y eut de fréquentes et brillantes fêtes ; Louis XIV y fut reçu au mois de juillet 1679. Seignelay continua l'œuvre de son père et donna encore une fête splendide, le 16 juillet 1585, au roi et à M^{me} de Main-tenon. En la dernière année du siècle, le duc du Maine acheta Sceaux ; la duchesse en fit sa résidence favorite et y réunit une cour de femmes aimables et de beaux esprits : ce fut l'époque des fameuses « nuits blanches de Sceaux » ; tout ce chapitre est des plus curieux et des plus piquants. La conspiration de Cellamare arrêta ces divertissements, mais ils reprirent au bout de quelque temps. Avec le prince de Dombes et le comte d'Eu le calme reparut à Sceaux, et continua sous le duc de Penthièvre, qui se contenta d'y vivre en attirant auprès de lui quelques littérateurs et en faisant beaucoup de bien ; il dut à sa bonté de passer en paix, dans son château, une partie des mauvais jours de la Terreur.

Le reste du volume est consacré à Florian, aux événements de la Révolution, sans oublier le fameux patriote Palloy, né à Sceaux, l'intelligent démolisseur de la Bastille ; enfin un tableau de ce qui peut intéresser

cette ville depuis 1800. N'oublions pas les deux chapitres où les auteurs publient l'obituaire de 1480, et un résumé des registres de l'état civil où l'on arrive à lire des pages excellentes au point de vue religieux.

De nombreuses gravures, reproduction d'anciennes vues du château, portraits et fac-similés de signatures, ajoutent une réelle valeur à ce livre.

C^{ie} E. DE B.

Chroniques de la ville de Salon, depuis son origine jusqu'en 1792, adaptées à l'histoire par Louis GIMON. Aix, veuve Remondet-Aubin, 1882, in-8° de xv-785 p.

Ecrire l'histoire de Salon était, comme le fait remarquer M. Gimon, au début de sa *préface* (p. v.), une entreprise d'autant plus laborieuse et ardue, qu'il s'agissait d'opérer par voie de découverte et de défrichage, sur un sol encore inexploré ; car, on peut le dire, jusqu'à présent, les historiens et les chorographes provençaux ne nous ont laissé, sur la petite ville de Salon, qui a pourtant joué un rôle assez considérable dans les derniers siècles du moyen âge et principalement dans les guerres intermittentes de la Ligue, que des notions très superficielles, que des aperçus vagues, imparfaits, et souvent inexacts. Traitant un sujet entièrement neuf, l'auteur a eu bien des difficultés à vaincre. Il a fallu qu'il se livrât à une longue et pénible étude des anciennes écritures ; qu'il consultât dans les bibliothèques et dans les archives provençales, surtout dans les archives communales de Salon, des documents sans nombre ; qu'il rattachât l'histoire particulière de sa ville natale à l'histoire régionale et même par-

fois à l'histoire générale. On tiendra certainement compte à M. Gimon de ses patients efforts ; on lui tiendra compte aussi de ses modestes regrets, car il reconnaît (p. vii), qu'il existe dans son livre certaines lacunes en ce qui regarde quelques points des temps reculés, les documents des archives de Salon ne remontant pas au-delà du xiii^e siècle, enfin on lui tiendra compte de ses excellents sentiments, si bien exprimés en ces dernières lignes de sa *préface* (p. xv) : « Notre pensée dominante, en écrivant les chroniques salonnaises, a été de laisser à notre ville natale un monument de ses annales et de ses traditions, un livre de famille plein de précieux et d'utiles enseignements, qui répande et fortifie l'amour du pays dans toutes les classes de la population, et qui surtout puisse exciter, en tout temps, l'émulation de la jeunesse par l'exemple des illustres aïeux. »

Le plus grand des éloges dû, entre beaucoup d'autres éloges, à M. Gimon, c'est qu'il se montre partout sincère, consciencieux, uniquement préoccupé de la recherche et de la mise en lumière de la vérité. Il n'a rien épargné, on le reconnaît à chaque page de son livre, pour pouvoir présenter le plus fidèle tableau des faits grands et petits qui se sont passés dans la ville de Salon. Un autre éloge que mérite l'auteur, c'est qu'il a eu le soin de reproduire littéralement, dans son livre, le texte de nombreuses pièces originales. Nous citerons, parmi ces pièces, la plupart inédites : la bulle par laquelle l'empereur Conrad III donne, en 1144, à l'archevêque d'Arles Raymond de Montrond, pour l'église d'Arles, l'investiture de la seigneurie de Salon (p. 41) ; le compromis (1251) entre

l'archevêque d'Arles Jean Baussan et les habitants de Salon (p. 46) ; la déposition de P. G. Decannis (1275) au sujet du droit de garenne et de chasse dont jouissaient autrefois les Salonnais (p. 49) ; les statuts municipaux de la ville de Salon, de mai 1293, dont nous avons à la fois l'analyse (p. 51-69) ; et le texte latin, avec une traduction française en regard, à la fin du volume (p. 724-777).

Mentionnons encore l'hommage expiatoire rendu, en 1354, à l'archevêque d'Arles Etienne de la Garde, par les habitants de Salon qui, révoltés contre son autorité temporelle, avaient jeté dans un four ardent le viguier qui le représentait (p. 78) ; l'acte, du 8 octobre 1391, relatif à la ligue formée contre les habitants de Marseille, l'archevêque d'Arles Jean de Rochechouart et ses vassaux de Salon contre les bandits cantonnés aux Baux et à Roquemartine (p. 95) ; une lettre du roi René, écrite d'Arles, aux magistrats municipaux de Salon, le 8 octobre [1454] (p. 128) ; les lettres de privilège que Charles VIII accorda, le 14 janvier 1493, aux habitants de cette ville (p. 137) ; la requête desdits habitants contre l'archevêque d'Arles Jean Ferrier, requête rédigée (décembre 1505) par Gabriel de Fogace, d'Avignon, docteur en droit (p. 150) ; une délibération du conseil général de Salon, du 25 mai 1536, prise à cause de l'invasion prochaine de la Provence par Charles-Quint, pour faire réparer les fortifications de la ville et armer tous les habitants valides (p. 181) ; des lettres patentes de François I^{er}, d'avril 1537, qui autorisent les Salonnais à changer le nom de leurs magistrats municipaux (*syndics*) en celui de *consuls* et les armes de la ville — aigle de sable aux clefs d'argent —

en d'autres armes — lion rampant de gueules en champ d'or portant fleurs de lis d'azur — (p. 189) ; des lettres patentes de Charles IX (juillet 1569) qui modifient encore l'état consulaire de Salon — trois consuls au lieu de deux — et les armes de cette ville — un léopard substitué au lion — (p. 239) ; une lettre, du 6 janvier 1539, du gouverneur de la Provence, le marquis de la Valette, aux consuls de Salon (p. 325) ; une lettre du roi Henri III aux mêmes, du 13 février 1589 (p. 327) ; diverses lettres du baron de Vins, du sieur de Mauvans, du sieur de Forbin, du sieur de Besaudun, de Charles de Lorraine, duc de Guise, de Mgr Horace Montano, archevêque d'Arles, de l'historien César Nostradamus, de Louis XIII, de Louis de Valois, comte d'Alais, du duc de Belle-Isle, du botaniste Fusée Aublet, du bailli de Suffren, de l'académicien Dacier, du chevalier Robert de Lamanon, le compagnon de La Peyrouse, etc.

Au nombre des pages les plus curieuses du volume, nous citerons celles qui sont consacrées au séjour de Charles IX et de Catherine de Médicis à Salon, en 1564 (p. 250-244), au séjour du grand prieur français Henri d'Angoulême, dans la même ville, en 1584, avec les poètes Malherbe et Louis Bellaud (p. 277-289), au séjour de Marie de Médicis dans la même ville en 1600 (p. 438-443) surtout aux deux grandes illustrations salonnaises Michel de Notre-Dame (p. 195-201) et l'éminent ingénieur Adam de Craponne, « l'homme qui fait le plus d'honneur à Salon par la supériorité de son mérite et par l'utilité de ses œuvres, celui dont la mémoire ne cessera d'être glorifiée et bénie, de générations en générations, par la reconnaissance de dix-

huit communes et plus, qui lui doit la fertilité de leurs territoires » (p. 201-206). Le vif intérêt que M. Gimon a répandu dans ses notices sur Michel de Notre-Dame et A. de Craponne nous fait désirer qu'il ne tarde pas trop à publier le recueil (annoncé à la page xiv de la *Préface*), qui complétera la présente monographie et qui contiendra, entre autres bonnes choses, le résultat des recherches du savant historien sur la biographie des hommes célèbres et sur la généalogie des familles nobles de la ville de Salon.

T. DE L.

Histoire de Condé-sur-Noireau, ses seigneurs, son industrie, etc., par l'abbé L. HUET. Caen, Chesnel, 1883, in-8° de 1-334 p.

M. Huet a fait là une monographie aussi complète que possible de son pays natal. Sans doute, il n'est pas très initié au mouvement scientifique de l'heure actuelle, et, pour quelques-uns des savants et des délicats, son ouvrage aura quelques défauts. Mais il n'en est pas moins vrai que son *Histoire de Condé* est très soigneusement composée, qu'il a mis tous ses efforts à recueillir de nombreux matériaux et à les bien enchaîner. Tel est ce passage si curieux sur les écoles, p. 247-8. Il faut dire que ses citations ne sont pas toujours exactes. Mais il nous répondrait peut-être qu'il cite le mieux qu'il peut (p. 124, note) et que, quand il agit autrement, c'est que les archives du Calvados ou celles de Condé sont peu ou point classées pour les séries dans lesquelles il a puisé. Nous le croirions volontiers. — Ailleurs, en fait d'architecture, il parle d'un style de transition (p. 209) dont notre regretté et éminent maître, J. Quicherat, a

fait justice. — Il est cependant un défaut que nous devons signaler à l'auteur, d'autant plus que, durant tout le cours de son ouvrage, il s'est mis constamment au-dessus de toute critique sur ce point. A propos de Dumont d'Urville, né à Condé-sur-Noireau, il dit qu'« ayant eu la mission de conduire en exil Charles X et sa famille, il s'en acquitta avec tous les égards dus à une grande infortune » (p. 267). Pour rectifier une aussi grave erreur, M. Huet n'aurait eu qu'à consulter un document publié par lui-même, page 322, où M. le comte de Chambord dit avec une magnanimité qui exclut tout soupçon : « ...Je ne puis qu'oublier ses torts envers nous... » Dumont d'Urville a laissé échapper là une grande occasion de gloire, celle qui lui aurait dignement mérité les éloges de M. Huet.

En dehors de ces quelques points, bien minimes d'ailleurs, il y aurait mauvaise grâce à ne pas reconnaître les patientes recherches de M. Huet, si pleinement couronnées de succès; il y aurait à souhaiter que chacun de nos prêtres fit pour son hameau ce que M. Huet a fait pour sa patrie, et, sans négliger les études ecclésiastiques, il y aurait à souhaiter pour eux de la part de nos évêques les plus vifs encouragements.

Le C^{te} A. DE B.

La taxe des pauvres à Abbeville en 1588, précédée d'une étude sur l'assistance publique avant cette époque, par le comte DE BRANDT DE GALAMETZ. Abbeville, 1883, in-8° de 120 p.

L'histoire de la charité en France est encore à faire, il est vrai qu'une pareille entreprise peut effrayer les plus intrépides érudits. Mais les

monographies analogues à celle que vient de publier M. le comte de Galametz y aideront puissamment. Dans la première partie de son travail, M. de Galametz constate l'existence de la Bourse des pauvres appelé *Aumône* fonctionnant en 1313, puis il insiste tout particulièrement sur les mesures prises au *xvi^e* siècle à Abbeville pour le soulagement des pauvres, établissement d'un *Bureau des pauvres* en 1565, à l'exemple des villes d'Artois qui appliquaient ainsi l'ordonnance de Charles-Quint du 7 octobre 1531, réformation de ce Bureau en 1580 et application de l'article 73 de l'ordonnance de Moulins. Les documents de 1580 sont particulièrement intéressants, parce qu'ils nous montrent les trois ordres, délibérant sur l'établissement et le règlement de cette institution, et la soutenant d'un commun accord dans des temps difficiles où la famine, la peste, le manque d'ouvrages pour les ouvriers rendaient plus ardue la tâche des commissaires du Bureau.

La seconde partie du travail de M. de Galametz consiste dans la publication du « *Rolle général de l'aumône pour l'année 1588 finissant 1589.* » Ce rôle donne les noms des habitants d'Abbeville par rues et par paroisses, et la somme à laquelle chacun d'eux est taxé : ce document n'est pas sans analogie avec le rôle de la taille sous Philippe le Bel pour la ville de Paris. C'est, on le voit, un texte, jusqu'à présent inédit, d'une grande importance pour l'histoire de la ville et des familles d'Abbeville au *xvi^e* siècle, et les notes que M. de Galametz y a ajoutées augmentent encore son intérêt.

J.-M. RICHARD.

Baronnie de Baye ; documents historiques, réunis par le baron Joseph de BAYE. Châlons-sur-Marne, imp. T. Martin, 1883. in-4° de 32 p.

M. de Baye a publié, dans ce travail, l'analyse des documents recueillis par lui un peu partout et surtout dans ses archives personnelles. Les études de ce genre, sans être à proprement parler des monographies, ont cependant un grand intérêt ; elles font connaître l'histoire des fiefs, la suite de leurs possesseurs, les faits importants qui s'y rattachent. Il serait à souhaiter que les propriétaires d'anciens châteaux voulussent bien mettre ainsi leurs archives à la portée du public ; trois gravures, dont l'une est consacrée au blason, accompagnent le texte.

Le château de Baye, situé dans le département de la Marne, a une valeur archéologique incontestable ; des souvenirs historiques y sont attachés ; les archéologues connaissent la belle galerie d'antiquités que l'auteur de cette notice y a créée et augmente tous les jours.

A. DE B.

Un peuple ami de la France. Les Slaves de l'Autriche, par A.-E. BADAIRE. Paris, Leroux, 1883, in-8° de 30 p.

Sous ce titre, M. Badaire vient de publier un manifeste en faveur des Tchèques, vulgairement appelés Bohèmes. Nous n'avons rien à objecter contre les intentions de l'auteur ; bien au contraire, nous avons nous-même plaidé cette cause de toutes nos forces (*Voyage sentimental dans les pays slaves*, Paris, Palmé) et nous la plaiderons encore, mais par d'autres arguments que M. Badaire, du moins, sur le terrain de l'histoire.

C'est une singulière manière de préconiser le royaume de saint Venceslas que de commencer par attaquer la mémoire de saint Venceslas, sous prétexte que ce prince payait tribut aux Allemands. D'abord, il n'y avait pas alors un empire allemand, mais un *Saint-Empire romain*, dont la tête et le cœur étaient à Rome où le pape couronnait l'Empereur, non pas pour administrer l'Allemagne, qu'il n'administrerait pas, mais *pour être le chef du peuple chrétien*. La papauté et l'empire formaient la plus admirable unité et la plus respectée de tout le monde chrétien. Le devoir de tout chef chrétien et la condition même de son existence étaient de se rattacher au double centre de la chrétienté. Plus tard, l'empire est devenu une chose allemande, mais alors la papauté a rompu avec l'empire. Il serait plus que téméraire de prétendre que l'assassin de saint Venceslas se soit soustrait à une suzeraineté qui était la sauvegarde universelle. La cause du meurtre de Venceslas est la fureur payenne de sa mère, l'odieuse Dragomira et de son frère Boleslas. Aussi la mort du saint fut-elle suivie d'une violente réaction contre le christianisme. Il n'y eut un évêque à Prague qu'en 973. Encore le christianisme n'y fut-il sérieusement appliqué qu'après l'épiscopat de saint Voitiesh (que les Allemands appellent Adalbert).

A ce moment, la Bohême, grâce à cet apôtre, rayonnait sur les pays voisins encore payens, sur la Pologne et sur la Hongrie : c'est Voitiesh qui baptisa l'enfant qui fut le roi saint Etienne. En 1348, Charles IV fonda à Prague, sur le modèle de celle de Paris, une université qui fut le centre intellectuel de l'Europe centrale

jusqu'au moment où l'explosion du Hussitisme vint isoler la Bohême du reste de la chrétienté et surtout du monde slave. L'engouement pour les révasseries de Jean Huss est le péché d'esprit des Tchèques. M. Badaire ne l'a pas compris. Je lui reprocherai également, dans un écrit de ce genre, de n'avoir pas trouvé un mot à dire du patriote Louis Rieger, qui joue un si grand rôle à Vienne et qui a toujours les yeux tournés vers la France.

Sous ces réserves, je m'associe cordialement à l'appel que nous adresse M. Badaire. Je répète aujourd'hui ce que j'écrivais en 1876 : « Si la Bohême n'existait pas, il faudrait l'inventer. »

ADOLPHE D'AVRIL.

L'Allemagne d'aujourd'hui,
par ALEXANDRE PÉY. Paris, Hachette, 1883, in-12 de 283 p.

Ce livre est composé d'articles publiés dans diverses revues périodiques, mais leur réunion offre une réelle homogénéité ; ce ne sont pas des questions littéraires que traite M. Alexandre Péy, ce sont des questions sociales et politiques. M. Bossert, dans la préface d'un livre récent, a montré une certaine tendance à exagérer la supériorité de l'Allemagne. M. Péy, tout en rendant justice à l'œuvre de son prédécesseur, se révolte contre cette prépondérance que nous reconnaissons trop aisément à l'Allemagne, contre une générosité chevaleresque qu'on lui attribue et dont nous donnons plutôt la preuve par la facilité de nos oublis. Il n'était pas sans utilité de nous rappeler ce qui s'est passé et dont nous ne nous souvenons plus assez. Rien de chevaleresque, à coup sûr,

dans les propos grossiers de M. de Bismarck durant le siège de Paris, propos que M. Busch, son secrétaire, son Dangeau, enregistre avec une scrupuleuse exactitude. Les paroles de Guillaume qui, voyant combattre nos troupes, se serait écrié : « Ah ! les braves gens ! » — ces paroles ne semblent pas même avoir été dites. Aucun hommage aux vaincus ; atténuation de leurs rares succès, tel a été le procédé constant des Allemands.

Bien curieux tout ce chapitre sur M. de Bismarck en France, bien douloureux aussi, car on y voit qu'il n'eût pas été impossible de sauver Metz d'une annexion dont la différence d'idiome et de mœurs aurait dû la préserver.

En pénétrant dans l'intérieur de l'Allemagne, en interrogeant des documents de bien des sortes, M. Pëy est loin de croire à la durée de l'œuvre du chancelier. Le socialisme travaille toute cette société et y prépare des catastrophes que prévoyait déjà Henri Heine, quand il parlait « d'une révolution sociale auprès de laquelle la sanglante tragédie de 1793 ne sera qu'une innocente idylle. » Ce socialisme germanique, M. Pëy l'étudie à la fin de son volume dans un roman, *Catherine la Brune*, qu'il analyse, et dont des extraits nous font connaître les plus émouvantes péripéties. Et ce roman est l'œuvre d'une femme appartenant par sa naissance à l'aristocratie. Le pseudonyme d'Ernest Waldow cache le nom de la baronne Lodoiska von Blum !

Le volume de M. Pëy offre un constant intérêt. Les sujets traités sont souvent très sérieux, mais ils sont présentés avec une habileté qui s'empare entièrement de l'attention du lecteur.

J. DE V.

Les chevaux dans les temps préhistoriques et historiques, par M. C. A. PIÈTREMENT. Paris, Germer Baillière, 1883, in-8° de 773 p.

Bon nombre d'ouvrages ont déjà paru, s'occupant de l'étude de l'homme préhistorique, mais les livres consacrés, pour ainsi dire, soit à l'histoire, soit à la préhistoire des espèces animales sont encore assez rares. A ce titre nous devons signaler l'intéressant travail de M. Piècrement. On peut dire qu'il a fouillé son sujet et l'a étudié sous toutes ses faces. Il nous transporte successivement des grottes où gitaient nos ancêtres de l'époque quaternaire, sous la tente de l'Arabe, du Mongol, nous fait visiter successivement la Perse, l'Inde, l'Égypte. Enfin, l'Amérique elle-même n'échappe pas à ses investigations.

Nous pouvons, en deux mots, résumer la théorie de l'auteur. Encore sauvage et chassé comme gibier à l'époque de la pierre taillée, le cheval fut sans doute domestiqué d'abord par les peuplades mongoles, vivant à l'Est de l'Alaton. A la variété appelée *Mongolique* par notre auteur, et reconnaissable à son front busqué, ainsi qu'à la longueur de ses membres appartient le cheval de l'antique Égypte, ancêtre du *Dongolawi* actuel. Un peu plus tard, les Aryas auraient asservi une autre race chevaline à front plat, à yeux gros et saillants et qui fut la souche du cheval grec ou plutôt thessalien et du pur sang arabe. C'est elle que nous trouvons figurée par les monuments de la Chaldée et de l'Assyrie. Quant au cheval barbe et au pur sang anglais, ils résultent d'un croisement en proportions inégales des deux races mentionnées plus haut. Enfin, dans nos chevaux ar-

dennais et percherons, il conviendrait de voir la postérité encore parfaitement reconnaissable de la variété que chassaient les sauvages de Solutré à la fin de l'époque quaternaire.

Dans son ensemble, la thèse soutenue par M. Piètrément ne nous paraît offrir rien que de fort plausible, et les arguments par lui mis en avant démontrent un homme à la fois versé dans l'histoire naturelle des équidés et l'étude des littératures orientales. Ce qu'il dit de la rareté du cheval chez les Hébreux, dont Moïse redoutait l'introduction chez son peuple, avant l'époque des rois; de l'emploi restreint de cet animal en Arabie, lors de la naissance de Mahomet, nous semble d'une logique irréprochable. En revanche, nous aurions bien des réserves à faire sur plusieurs points traités par notre auteur. Les inductions relatives à la patrie des premiers Aryas tirées de l'Avesta ne sont-elles pas plus que hardies? N'oublions pas que les ouvrages sacrés de la Perse, au moins sous leur rédaction définitive, sont d'une époque relativement bien récente et, certainement postérieure au II^e siècle de notre ère. Que dirait-on d'un homme qui prétendrait retrouver des souvenirs authentiques de l'époque de la pierre polie dans les œuvres d'Origène ou de Tertullien?

La géographie, en partie, certainement fantastique de l'Avesta fut sans doute inspirée bien plus par le souvenir d'une réforme religieuse de date moderne que par celui des premières migrations de la race aryenne. N'oublions pas, non plus, que les livres sacrés de la Perse sont spéciaux au rameau Iranien de notre race. En admettant, contre toute vraisemblance, leur haute antiquité,

ils ne nous feraient connaître que le berceau du groupe iranien, non celui de la famille indo-européenne tout entière.

M. Piètrément semble aussi résoudre bien cavalièrement la question si controversée de l'influence exercée par les traditions diluviennes de la Bible sur les récits concernant le déluge de neige de Yima. Il la nie carrément. M. Kossowicz a, cependant, démontré l'identité des dimensions de l'arche de Noë et du parc construit par le demi-dieu iranien pour sauver les hommes et les animaux du cataclysme. Il y a là, évidemment, plus qu'une coïncidence fortuite. Pour nous, la légende de Yima ou *Djemschid*, du moins à partir d'une certaine époque, dut faire de nombreux emprunts à l'histoire du déluge et à celle de Noë. Pour s'en convaincre, il suffira de rapprocher les traditions persanes concernant Yima avec celles des anciens Mexicains relatives à *Quetzalcoatl*, ou plutôt aux *Quetzalcoas*. Un examen même superficiel démontrera l'identité primordiale des deux légendes, sans qu'on puisse très bien s'expliquer comment le récit persan a passé sur les rives de la mer des Antilles. Toutefois, il y a ceci de remarquable que la légende américaine ayant été moins remaniée que celle des Parsis et de Firdouci, a conservé, si nous osons nous exprimer ainsi, une physionomie plus biblique. Elle établit, pour ainsi dire, la transition entre le récit de la Genèse et celui de l'Avesta. Ainsi *Djemschid*, tout comme Noë et *Topiltzin-Quetzalcoatl*, sont victimes de leur intempérance. Seulement le crime du monarque iranien, c'est d'avoir fait usage d'une nourriture animale, tandis que les deux autres per-

sonnages se rendent coupables d'un acte d'ivrognerie. De même, l'histoire de *Cuéateall*, chassé honteusement de la salle du festin, rappelle bien plus celle de Cham que le passage de Firdouci, relatif à l'origine de la nation kurde. Toutes les trois, cependant, semblent dériver d'une source commune. Mais l'examen de cette question nous entraînerait trop loin.

La théorie de la substitution des Sémites en Chaldée à une population plus ancienne et d'origine mongolique, donne lieu, également, à bien des objections. D'abord, l'existence, dans la vallée de l'Euphrate, d'une langue Akkadienne que l'on prétendait rattacher au groupe Ougro-Finnois, commence à être, aujourd'hui, révoquée en doute. L'identité presque absolue de la structure de la phrase dans les inscriptions dites Akkadiennes et en Assyrien indique que ce qu'on a pris pour une langue constitue simplement un système d'écriture. D'ailleurs, à mesure que les études cunéiformes ont fait des progrès, les ressemblances que l'on avait cru découvrir entre la langue d'Akkad et le Wogoule ou l'Ostyak se sont en allées, pour ainsi dire, en fumée.

Nous croyons que M. Piètrément rajeunit trop le vénérable patriarche Job. S'il était aussi moderne que le prétend notre auteur, on ne s'expliquerait guère qu'il n'ait pas mieux connu le cheval. On ne s'expliquerait pas mieux les allusions constantes et presque exclusives aux mœurs, coutumes, traditions de l'Égypte, que nous rencontrons dans son livre.

Quoique faisant ouvertement profession de libre-pensée, l'auteur veut bien ne pas contester l'existence de Moïse, ainsi que l'ont fait d'autres

écrivains. Il accorde même à ses livres une sorte de demi-authenticité. Le législateur hébreu est redevable de cette faveur aux renseignements par lui fournis sur la question chevaline. M. Piètrément se rattrape, il est vrai, sur la législation du Deutéronome, et s'indigne de l'énormité des taxes levées par la tribu de Lévi. Elles pouvaient monter à un sixième environ du revenu, et les Lévités, ne n'oublions pas, constituaient le seul corps politique existant en Israël, avant l'établissement de la Royauté. Combien d'autres peuples payent à peu près autant à des gouvernements qui, ni par leurs origines, ni par leurs tendances, n'offrent assurément rien de divin ?

Disons, pour nous résumer, que l'ouvrage de notre auteur est d'une lecture attrayante, que M. Piètrément y fait preuve d'une érudition aussi solide que variée. Par exemple, il nous semble souvent fort téméraire, et bon nombre de ses allégations demanderaient à être sévèrement contrôlées.

Cte DE CHARENCEY.

—

L'Amérique préhistorique, par le marquis de Nadaillac. Paris. G. Masson 1883, in-8° de 588 pages, avec 219 planches.

Les publications de M. de Nadaillac sur les temps préhistoriques sont sans doute déjà bien connues du lecteur. L'ouvrage qu'il fait paraître aujourd'hui nous semble peut-être, plus encore que le précédent, de nature à exciter la curiosité ; il s'agit, en effet, de régions sur lesquelles les travaux d'ensemble font jusqu'à présent presque entièrement défaut.

M. de Nadaillac aura donc eu le

mérite de tracer une voie que d'autres suivront bientôt, nous osons l'espérer.

Dans l'ancien monde, du moins en Europe et en Asie, les temps préhistoriques prennent fin bien avant le commencement de notre ère ; il n'en est pas de même pour l'Amérique, et l'auteur s'est trouvé en droit de les prolonger jusqu'au moment de la découverte. Si, en effet, en ce qui concerne les régions de la nouvelle Espagne, nous rencontrons un système assez coordonné de chronologie et des annales suivies pour les trois ou quatre siècles qui précèdent l'arrivée de Cortès, il n'en est plus du tout de même lorsque nous parcourons la plupart des autres régions du nouveau continent ; cependant, il faut bien le reconnaître, l'homme américain ne le cède guère en antiquité à celui de notre Europe ; comme ce dernier, il a vécu en compagnie d'espèces animales disparues, et, sans doute, dans des conditions climatiques autres que celles d'aujourd'hui.

L'on est d'accord pour admettre, tout au moins, la contemporanéité de notre aïeul de l'âge du renne avec les premiers occupants du sol du nouveau monde. En tout cas M. de Nadaillac fait bonne justice de ces fantaisistes qui voulaient faire remonter à l'époque tertiaire le vieux propriétaire du crâne trouvé à Calaveras.

Il est difficile de déterminer, même d'une manière approximative, à quelle époque ce particulier a dû vivre.

A coup sûr, les traces de substances animales que l'analyse chimique a signalées dans ses ossements, ne permettent guère de lui attribuer un âge si reculé.

Nous passerons rapidement sur

ce que nous dit l'auteur des *Mound Builders* ou constructeurs de Môles, ces mystérieux et anciens possesseurs de la vallée du Mississipi. Ils ont disparu sans laisser de souvenir dans l'histoire, et les seules traces qui se soient conservées de leur existence, consistent dans leurs gigantesques constructions en terre, accompagnées d'armes, de poteries et d'ustensiles de toute sorte.

Ils nous paraissent avoir poussé l'art céramique plus loin qu'aucune autre race de l'Amérique, les Péruviens, peut-être, exceptés. Encore les ornements des vases trouvés dans les monticules de l'Ohio et du Wisconsin se distinguent-ils, si nous osons employer cette expression, par un caractère de crânerie fort original.

Les quelques pages consacrées à l'étude des fourneaux de pipes, qui jouent un si grand rôle dans l'archéologie américaine, nous ont semblé particulièrement curieuses ; elles nous montrent combien est ancienne l'habitude de fumer chez les peuples du nouveau monde. Ces fourneaux étaient fabriqués au moyen des substances les plus diverses, et on leur donnait des formes extrêmement variées. Faisons observer toutefois que la pipe représentant soi-disant un éléphant pourrait bien n'être qu'une image de Tapir. C'a été une rage, depuis quelques années, de vouloir à toute force retrouver l'éléphant en Amérique, où certainement il n'a pas été connu depuis les temps modernes.

Nous passerons rapidement, malgré l'intérêt qu'il offre, sur le chapitre consacré aux *Cliff-Dwellers*, ces indiens demi-civilisés du nouveau Mexique et de l'Arizona qui vivent en des sortes de phalanstères, situés

le plus souvent dans des lieux à peu près inaccessibles.

L'auteur nous fait voyager ensuite chez les races de l'Amérique centrale et du Mexique, et assister, pour ainsi dire, au début de la civilisation dans le nouveau monde. Après arrivent les chapitres consacrés au Pérou et à la nouvelle Grenade.

Là vivaient des populations soumises à un gouvernement et à une police réguliers, et qu'à certains égards nous pouvons regarder comme les plus policées de toute l'Amérique, bien que par l'ensemble de leur civilisation elles n'atteignent pas un niveau aussi élevé que les habitants de la nouvelle Espagne.

Les deux derniers chapitres du livre de M. de Nadaillac : *Les hommes de l'Amérique et l'origine des Américains*, ne manqueront pas de piquer d'une façon toute particulière la curiosité du public, puisqu'ils nous donnent pour ainsi dire les conclusions de l'auteur et le résumé de l'ouvrage tout entier,

M. de Nadaillac, s'étayant de l'autorité d'un éminent géologue, M. Gaudry, insiste sur la ressemblance des faunes de l'Amérique du Nord et de l'Europe vers la fin de l'époque tertiaire. Ce fait curieux peut nous faire croire à une contiguïté ancienne des deux continents, mais ne jette pas de jour sur la question de l'origine de l'Indien d'Amérique. Jusqu'à ce jour, en effet, nulle trace bien certaine de l'existence de notre espèce à l'époque tertiaire n'a encore été constatée.

Nous ne pouvons que rendre justice à la façon magistrale dont M. de Nadaillac a traité son sujet ; il a tenu à honneur, pour ainsi dire, d'étudier la question sur toutes les faces, et l'on est effrayé de la quantité énorme

de documents qu'il a dû lire et analyser. Ajoutons que deux cent dix-neuf figures insérées dans le texte, et la plupart aussi remarquables au point de vue de l'exécution qu'à celui de l'exactitude, facilitent beaucoup l'intelligence de l'ouvrage.

Peut-être nous accuserait-on de faire preuve d'un esprit pointilleux et d'un peu de penchant aux mauvaises chicanes si nous entreprenions de relever les quelques inexactitudes de détail, inévitables d'ailleurs dans un ouvrage aussi considérable. En voici quelques-unes cependant qu'il ne nous semble pas inutile de signaler. La grande porte du temple de Tiaguanaco est parfaitement isolée et non point flanquée de maçonnerie comme le figure la planche 166. Ce n'est pas la foudre, mais bien un affaissement du sol qui paraît avoir amené la rupture de la frise d'une des portes monolithes de cette localité (p. 405).

Ce que l'auteur nous donne pour des images de Condors semble être plutôt des figures de Aras.

Le mot *tapados* (p. 403) ne signifie pas du tout « celui qui fouille, qui cherche des trésors, » mais bien « une cachette, l'endroit où un trésor est renfermé. » On dit d'une femme qui sort la figure cachée d'un voile épais, suivant l'usage péruvien, qu'elle est *tapada*. La conservation des maisons de particuliers, dans les villes antiques du Pérou, semble beaucoup moins rare que ne l'avance l'auteur (p. 400).

La description qu'il nous donne des ruines de *Chimu* s'applique, en réalité, à Cauca, éloignée de la première de ces localités autant que Marseille l'est de Paris. Ce qu'il nous dit du monument du *Chimu* semble bien se rapporter, non pas à une

Huaca (lieu sacré, sépulture), mais bien à un palais. Enfin est-il bien certain, comme le prétend M. de Nadaillac, que l'art d'amalgamer l'or avec le mercure fût connu des anciens Péruviens ? En tout cas, l'or ou l'argent ainsi obtenu n'était certainement pas susceptible de polissage, quoi qu'en dise notre auteur (p. 453).

Les métaux précieux recueillis de la sorte se présentent sous la forme d'un gâteau spongieux, le *plata pella* des créoles, et conservent toujours une apparence rugueuse.

Mais arrêtons-nous là ; il ne serait pas juste de donner trop de place à la critique dans l'examen d'un ouvrage digne d'être consulté par tous les hommes de science.

Nous remarquons, dans l'*Amérique préhistorique* comme dans les autres ouvrages de M. de Nadaillac, ce scrupule, d'autant plus méritoire qu'il est plus rare chez les savants, de ne jamais donner comme certaine une chose douteuse ; peut-être même cette disposition d'esprit le rend-t-il bien timide dans ses allégations. Tel est le motif, par exemple, qui l'empêche de combattre trop vivement l'opinion attribuant une haute antiquité aux *Mounds* des Etats-Unis. Aucun archéologue vraiment digne de ce nom ne serait aujourd'hui disposé à les croire plus anciens que le quatrième ou le cinquième siècle de notre ère.

C^{te} DE CHARENCEY.

Histoire généalogique de la maison de Tramecourt, seigneurs de Tramecourt, Werchin, Marconne, Ivergny et autres lieux, marquis de Tramecourt, pairs de France héréditaires en 1827, dressée sur titres et monuments anciens, par le comte DE BRANDT DE GALAMETZ. Arras, Société du Pas-de-Calais, 1883, grand in-8° de 239 pages avec planches. (Tiré à 100 exempl.)

Il ne s'agit pas là d'une de ces généalogies de complaisance faites à l'aide de documents de seconde main, de source souvent douteuse, interpolés parfois sinon fabriqués ou agencés dans le but de flatter les familles et de leur donner une filiation ou une illustration qui n'a rien de commun avec la vérité historique. La famille de Tramecourt n'avait du reste aucun besoin de ces expédients pour faire figure dans le monde, et l'honorable comte de Galametz, dont l'érudition est bien connue dans le nord de la France, ne se fût jamais prêté à de semblables combinaisons. Son livre rappelle les beaux travaux d'André du Chesne et des grands généalogistes des XVII^e et XVIII^e siècles. Les archives de Tramecourt, malheureusement en partie détruites à la Révolution, et les archives du Pas-de-Calais, lui ont fourni la plupart de ses documents, et l'auteur n'avance aucun fait qui ne soit appuyé d'une preuve authentique indiquée avec le plus grand soin, de telle sorte que le lecteur puisse lui-même le contrôler avec facilité.

M. de Galametz consacre à chaque Tramecourt une brève et substantielle notice, mentionnant les actes où il a retrouvé la trace de chaque membre de la famille : il donne avec soin ses titres, son blason, ceux des familles alliées, sur lesquelles son texte et ses notes abon-

dent en renseignements précis, intéressants, souvent inédits.

L'illustration de la famille de Tramecourt, je l'ai dit, n'avait pas besoin de commentaires : elle ressort des titres mêmes et des actes de ses membres, conformes à leur vieille devise : *Virtus et Antiquitas*. Le premier du nom que l'historien ait rencontré est *Renaudus de Tramecuria* qui prend part à la troisième croisade ; un autre, Colard de Tramecourt, compagnon de saint Louis, meurt sous les murs de Tunis en 1270. A maintes reprises on en trouve figurant avec honneur sur les champs de bataille : un Tramecourt est tué à Azincourt, un autre en 1339 en combattant contre les Flamands. En même temps cette famille se signale par son attachement à la religion, donne à l'Église de nombreux serviteurs, et l'enrichit de pieuses fondations : Anne de Tramecourt fonde le couvent des Récollets d'Hesdin ; Pierre de Tramecourt meurt provincial des Récollets, en 1640 ; deux des plus illustres communautés d'Artois sont administrées en même temps par deux abesses de la maison de Tramecourt, Marie-Marguerite de Tramecourt (morte en 1694) à Etrun, Jeanne de Tramecourt (morte en 1697) à Avesnes ; leur père, Antoine de Tramecourt, avait fondé des bourses pour les étudiants pauvres au collège d'Anchin à Douai.

Les familles alliées aux Tramecourt sont très nombreuses et des plus honorables ; on en trouve la nomenclature bien complète dans les tables si précises et si détaillées que M. le comte de Galametz a ajoutées à son livre et qui en rendent l'usage facile pour les recherches de toutes sortes. Le texte et les documents sont d'ailleurs correctement impri-

més ; les fautes d'impression, ce fléau des ouvrages d'érudition, y sont heureusement fort rares, et ne méritent pas d'être relevées. L'ouvrage est enrichi de tableaux généalogiques, de blasons en couleur, de la reproduction de plusieurs pierres tombales du plus grand intérêt.

Il faut encore signaler, aux *Appendices*, les excellentes notices sur les principales terres mentionnées : Ambricourt, Azincourt, Beaufort, Esclimeu, etc., et une note sur le célèbre « Manuscrit de Tramecourt » si précieux pour l'histoire de Flandre, et dont le compilateur paraît être Jean d'Ostove, seigneur de Noyelettes, oncle de Françoise du Wez, dame de Tramecourt. — C'est, en résumé, un livre très sérieusement fait, plein de documents et de renseignements aussi authentiques qu'intéressants sur l'histoire des familles et des terres d'Artois et de Flandre : il fait le plus grand honneur à l'érudition de M. le comte de Galametz.

J.-M. RICHARD.

Gargantua dans les traditions populaires, par Paul SEBILLLOT. Paris, Maisonneuve, 1883, gr. in-18 de xxx-242 p.

Cet ouvrage forme le tome XII de la collection publiée par M. Sebillot sous le titre général de : *Les littératures populaires de toutes les nations. Traditions, légendes, contes, chansons, proverbes, devinettes et superstitions*. Il est consacré aux souvenirs qui se rattachent à la légende de Gargantua et forme une enquête très curieuse et aussi complète que possible sur ce personnage que Rabelais a rendu populaire. Le nom de Gargantua procède-t-il de celui de Gargantius, fils de Belenus, qui,

suisant un chroniqueur du XII^e siècle, régna en Grande Bretagne avant l'arrivée des Romains ? Est-ce l'appellation populaire d'un géant, souvenir de l'Hercule gaulois ? Quels rapports a-t-on le droit d'établir entre Gargantua et ces petites figures ityphalliques, nommées *Gargons* que l'on vendait à Rouen le jour de la fête de saint Romain ? Toutes ces questions ne sont pas encore parfaitement éclaircies. Ce qui semble certain c'est que le nom adopté par Rabelais pour personnifier son héros procède d'une racine qui indique un géant pourvu d'un immense appétit. Les légendes de géants se retrouvent partout et à toute époque, depuis la Bible jusqu'au moyen âge ; la popularité de l'œuvre de Rabelais qui avait choisi ce nom répandit celui-ci dans tous les pays où il était question de géant ? Il est à noter que, dans certaines régions, le géant traditionnel, tout en se présentant avec des détails attribués ailleurs à Gargantua, ne porte pas cependant son nom.

M. Sébillot a fait son enquête dans toutes les provinces de France, en Corse, en Suisse, en Belgique, en Italie et jusque dans le Canada ; je ne m'explique pas pourquoi, dans ce travail fait avec autant de soin, il ne semble pas avoir pensé à l'Angleterre. Si, comme le suppose M. Gaidoz, la légende du géant connu sous le nom de Gargantua se rattache à la mythologie celtique, on peut en trouver des traces précieuses en Grande Bretagne ; bientôt M. d'Arbois de Jubainville nous fixera probablement sur ce point.

Nous n'avons pas à insister sur le mérite des recherches entreprises par M. Sébillot ; déjà, à plusieurs reprises, nous avons signalé aux

lecteurs l'estime que nous professons à l'égard de l'auteur et de ces charman ts volumes dont la lecture est très attachante pour de simples curieux, et très intéressante pour les érudits qui y trouvent de précieuses indications.

ANATOLE DE BARTHÉLEMY.

Notice sur Jacques Bouju, président au parlement de Bretagne (1515-1577), par EMILE DUPRÉ-LASALE, conseiller à la cour de cassation. Paris, Techener, 1883, in-8° de 250 p. avec portrait.

En préparant son intéressante vie du chancelier de L'Hospital, dont le premier volume a été couronné en 1876 par l'Académie française, M. Dupré-Lasale s'est arrêté avec complaisance devant la figure de l'un des amis les plus chers du chancelier devant celle d'un magistrat qui eut l'honneur d'être chanté par Ronsard et du Bellay, loué par Sainte-Marthe et La Croix du Maine, et qu'un siècle plus tard Ménage appelait encore *l'illustre président*. Jacques Bouju, président aux enquêtes du parlement de Bretagne, est bien oublié depuis cette époque : c'est à peine si quelque amateur, curieux de manuscrits, connaît la liste de ses ouvrages ou même son nom. Sa vie n'offre pas moins un certain intérêt au chercheur, parce qu'elle porte bien l'empreinte de son temps, de ce XVI^e siècle si curieux et si agité, où se mêlaient le bon et le mauvais, la science et la crédulité, le solide et le chimérique, les hautes aspirations politiques et le trouble des idées né du désordre religieux et social. Bouju fut tout à la fois magistrat, poète, historien, amateur d'agriculture et fanatique alchimiste. Il essaya de traduire Tite-Live et de faire de l'or ;

il chanta la vie rustique, scanda de délicieuses épigrammes latines et dénonça les abus de la chicane dans des poèmes que L'Hospital n'eût pas désavoués; il se mêla imprudemment aux émeutes huguenotes sans être calviniste lui-même, et aux disputes parlementaires sur la préséance; il donna des conseils au roi Henri II en lui dédiant sa traduction inachevée de Tite-Live, et eut part aux faveurs de la cour, qui le tenait pour un lettré distingué. Au fond son royalisme n'était que du tiers-parti, de cette opinion à coup sûr intelligente des besoins les plus pressants de la patrie, telle que la possédait au plus haut degré L'Hospital, mais un peu tiède, sinon indifférente au point de vue des croyances et des personnes. Il avait de plus — ce qui faisait son incontestable infériorité — la faiblesse de s'adonner aux folles pratiques de l'alchimie, dont nous pouvons rire librement aujourd'hui, mais qui captivait alors sans modération des esprits réputés partout ailleurs sages et modérés. Cette bizarre alliance du bon sens, de l'instruction, de la finesse et des illusions chimériques n'était point rare en ce temps, et, sous d'autres formes, ne l'est peut-être pas davantage aujourd'hui. Elle a néanmoins le don de nous surprendre, de piquer notre curiosité et de nous ouvrir un jour sur l'inattendu, ce qui n'est désagréable ni au biographe ni au lecteur lui-même. M. Dupré-Lasale a apporté dans le portrait qu'il nous trace de cet « oublié » toute la sagacité, toute la critique, toute l'érudition solide qu'il acoutume de mettre dans ses travaux judiciaires: il a exploré son sujet dans les moindres détails, et, s'il aime à jouir de notre étonnement lorsque nous le voyons si bien infor-

mé, il nous intéresse autant par la sagesse de ses réflexions que par la sûreté de ses patientes recherches. Sa *Notice* sera un appendice utile de sa future vie du chancelier de L'Hospital.

HENRI BEAUNE.

Monseigneur de Champflour, 4^e évêque de La Rochelle (1703-1724), par M. l'abbé Stanislas BRAUD. La Rochelle, impr. Dubois, 1883, in-8° de 78 pages avec portrait.

Saint-Simon, en ses *Mémoires*, a longuement raconté, mais avec une passion qui frise l'injustice, les démêlés des Jansénistes et de l'archevêque de Paris avec l'évêque de La Rochelle, Étienne de Champflour, et l'évêque de Luçon, Jean-François « Valderies de Les cure, moins ignorant, mais aussi grossier et aussi ultramontain que l'autre, aussi abandonné aux Jésuites qui l'avaient fait évêque de Luçon; celui-ci pauvre et petit gentilhomme, l'autre le néant; et tous deux noyés dans la plus parfaite obscurité... deux animaux mitrés... » M. l'abbé Braud, curé d'Escoyeux, au diocèse de Saintes, grâce à des papiers communiqués par la famille de Champflour, a pu retracer la vie d'un prélat qui fut « le champion intrépide de la vérité, » et « en même temps le promoteur et le soutien de toutes les œuvres de charité de son diocèse, le père des pauvres, l'appui des orphelins et l'instituteur de l'enfance. » On connaissait le rôle d'Étienne de Champflour dans la querelle religieuse des Jansénistes; mais l'auteur nous a montré le personnage sous un jour tout nouveau, dans les écoles et les missions où l'appela le P. Grignon de Montfort; dans les hôpitaux: hôpital

Saint-Étienne, maison du Refuge, les Forestières, etc.

L'auteur a publié, à la suite de son intéressant mémoire, comme pièces justificatives, toute la correspondance des évêques de La Rochelle et de Luçon avec le cardinal de Noailles, le P. Le Tellier, Louis XIV, le P. Martineau, confesseur du duc de Bourgogne, le dauphin, l'archevêque de Bordeaux, le régent, etc.; puis vient un fragment de généalogie de la famille de Champflour qui permet de juger le mot de Saint-Simon, et enfin le testament et le codicille de l'évêque. Qu'il est regrettable que l'auteur soit perdu dans une petite commune rurale, loin de toutes ressources bibliographiques! Il aurait certainement augmenté cette biographie, déjà si bien étudiée.

L. A.

Les Archives, la Bibliothèque et le trésor de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem à Malte, par J. DELAVILLE LE ROULX, ancien membre de l'Ecole française de Rome. E. Paris, Thorin, 1883, gr. in-8°, de 288 p. (*Bibliothèque des Ecoles françaises de Rome et d'Athènes.*)

Parmi les plus précieux dépôts d'archives qui soient au monde, figurent les Archives de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, depuis le xiii^e siècle jusqu'à la fin du xviii^e siècle, conservées presque intactes à Malte, où elles ont été transportées au xvi^e siècle après avoir été successivement en Terre Sainte et à Rhodes. Est-ce la position même de l'île de Malte, un peu en dehors des chemins battus, qui a arrêté les érudits? Toujours est-il que les publications faites à l'aide des documents originaux conservés dans les Archi-

ves de l'Ordre sont relativement peu nombreuses. Quand on a cité Bosio, le P. Pauli et Paciandi, aux xvii^e et xviii^e siècles; et de nos jours Hopf, M. de Rozière et le comte de Mas Latrie, on a énuméré à peu près tous les auteurs qui ont consulté les Archives de Malte.

Et cependant, que de trésors enfouis dans ce dépôt où se trouve pour ainsi dire toute l'histoire de la lutte soutenue pendant sept siècles par la Chrétienté contre l'Islamisme! Soixante-dix volumes de pièces originales, bulles de Papes, diplômes de rois, etc., commençant à l'année 1107; trois cent dix-huit volumes du bullaire des grands maîtres depuis 1346; cinquante et un volumes renfermant des bulles et brevis pontificaux, pour ne citer absolument, au milieu d'une innombrable quantité de documents, que les séries les plus anciennes et les plus intéressantes. Il y a de quoi faire reculer les plus courageux et les plus patients!

Tel est l'immense terrain d'études, presque vierge encore, que M. J. Delaville Le Roux s'est donné pour mission d'explorer. Après avoir prélué à la publication dont nous voulons parler par plusieurs opuscules parus dans divers recueils ou isolément: *La commanderie de Gap* (1882); *Un aussi grand maître de l'Ordre de Saint Jean* (1879); *Note sur les sceaux de l'ordre de saint Jean* (1881); *Des sceaux des Prieurs anglais* (1881); *Trois chartes du XII^e siècle concernant l'ordre de Saint Jean* (1881); *Documents concernant les Templiers extr. des Archives de Malte* (1882), etc., il vient de faire paraître, dans la « Bibliothèque des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome, » un volume de près de trois cents pages, qui n'est cependant

encore que la mise en œuvre d'une faible portion des matériaux réunis par lui.

Dans cette étude, qui renferme des renseignements généraux non seulement sur les Archives de l'Ordre et sur les sceaux qui y sont conservés, mais encore sur tout ce que l'île de Malte possède de relatif aux chevaliers de Saint Jean de Jérusalem : Bibliothèque, Monuments, Trésors de l'Ordre et de Citta-Notabile, etc., l'auteur ne s'étend un peu que sur quelques volumes contenant des pièces originales du XII^e et du XIII^e siècles. Il analyse entièrement cinq de ces volumes, qui comprennent les diplômes des rois de Jérusalem, des princes chrétiens de Terre Sainte et d'Europe en faveur de l'Ordre, et publie en appendice les chartes inédites qui concernent le séjour des Hospitaliers en Terre-Sainte.

Ce n'est là qu'un début plein de promesse, car M. D. annonce encore plusieurs travaux de la plus haute importance, et d'abord un recueil de tous les documents conservés aux Archives de Malte, antérieurs au départ de Terre-Sainte, recueil précieux pour l'histoire des Croisades. Un second volume de *Regesta* comprendra les bulles pontificales et les actes rendus en faveur de l'Ordre, pendant la période où les Hospitaliers étaient établis à Rhodes. Les registres des bulles de grands maîtres pour la même époque, formeront une publication tout à fait séparée, capitale pour l'histoire de l'Ordre. Enfin M. D. s'occupe d'une bibliographie méthodique de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

C'est là un bien beau plan, et les pièces que publie aujourd'hui M. D. nous attestent suffisamment l'intérêt hors ligne de ces grands travaux.

T. XXXIV. 1^{er} OCTOBRE 1883.

Ces pièces sont au nombre de cent. Presque toutes sont reproduites *in extenso*, quelques-unes seulement, trop endommagées ou trop insignifiantes, en analyse. Plusieurs sont en langue française dès 1231. Elles sont enrichies de notes substantielles, suivies d'une liste des dignitaires et frères de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem depuis 1099 jusqu'en 1290, et munies d'une table qui comprend à elle seule plus de cinquante pages. Est-il nécessaire d'ajouter que M. D. a dressé ses textes, rédigé ses notes et disposé sa table avec l'érudition et la conscience dont il a tant de fois donné des preuves ?

Dans un livre aussi soigneusement fait, il faut s'ingénier pour trouver quelques légères taches à signaler à l'attention de l'auteur.

P. 33. M. D. nous parle d'un volume contenant des actes de Clément VII, sans avertir que ce Clément VII est le pape d'Avignon qui ne figure pas habituellement dans les listes des Souverains Pontifes. Il est vrai qu'un peu plus loin M. D. désigne le véritable Clément VII sous le nom de Clément VII de Médicis. Néanmoins la confusion persiste, et nous engagerions M. D. à désigner toujours le pape du XIV^e siècle sous le nom de Clément VII d'Avignon.

P. 96. Un certain Ramirus, rex Murciæ, est cité dans un acte de 1156. M. D. remarque que Murcie étant alors au pouvoir des Arabes, il faudrait supposer qu'un de leurs chefs, dont le nom eût été transformé et christianisé, fut présent à cet acte. — « Hypothèse peu probable. » Hypothèse inadmissible, dirons-nous. Pourquoi ne pas supposer bien plutôt qu'il s'agit d'un roi titulaire, chrétien, ayant des droits à la couronne de Murcie ?

P. 204. Dans un acte en langue gasconne de 1289, figure comme témoin : « Vidan don Pin ; trapenadant d'Ax. » M. D. propose de lire Vidan don Pintrap ; en Adant d'Aix. » Nous croyons qu'il y a dans cette note une faute d'impression, car le dernier mot est bien d'A~~x~~ comme le porte l'acte, et non pas d'A~~i~~x.

On voit combien de pareilles critiques portent sur des points insignifiants. Elles attestent assez avec

quelle sûreté le travail de M. D. peut être consulté et mis à profit. Aussi faut-il désirer vivement que l'auteur mette à exécution le plus tôt possible le vaste plan qu'il s'est tracé, de manière à livrer à l'érudition les trésors de notes et de renseignements qu'il a recueillis avec tant de patience et dont il sait si bien tirer parti.

P. D.

L'Administrateur-Gérant : VICTOR PALMÉ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-QUATRIÈME VOLUME.

LIVRAISON DU 1^{er} JUILLET 1883

SAINT ABERCIUS, évêque d'HIÉROPOLES EN PHRYGIE, par M. l'abbé Duchesne	5
LES DERNIERS JOURS DE LA LIGUE. — LA FRANCE EN 1592. — ÉTATS DE 1593. — ABSOLUTION D'HENRI IV, par M. Henri de l'Épinois	34
LES ÉMEUTIERS DE 1789, par M. Anatole de Gallier . .	115
LOUIS XVII AU TEMPLE SOUS LA SURVEILLANCE DU GARDIEN LAURENT, par M. R. Chantelauze	148
LES CHRONIQUES VÉNITIENNES. Second mémoire, par M. Auguste Prost	199
MÉLANGES : Kittim. Études d'éthnographie biblique, par M. François Lenormant	225
Un dernier triomphe d'Urbain II, par M. le comte Riant	247
Les Mémoires de la duchesse de Tourzel, par M. Maxime de la Rocheterie	255
Les Mémoires de Metternich, par M. Georges Gandy	263
Les prétendues poésies de Catherine de Médicis, par M. G. Baguenault de Puchesse	275
L'état mental de J.-J. Rousseau, par Mgr J. Tolra de Bordas	280
COURRIER ALLEMAND, par M. le prof. Ludwig Pastor . .	285
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson	293
CHRONIQUE, par M. Marius Sepet	302
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE	316

LIVRAISON DU 1^{er} OCTOBRE 1883

LETTRE DE N. T. S. P. LE PAPE LÉON XIII	353
LA JEUNESSE D'UN BARON, par M. Léon Gautier	364
LE CONCILE DE PISE (1511), par M. L. Sandret	425
L'ENTREVUE DE BAYONNE, par M. le comte H. de la Ferrière	457
LE RÉGIME MUNICIPAL, D'APRÈS LA LOI DE VERVINS, par M. l'abbé P. Defourny	523
MÉLANGES : Le lac Mœris, d'après les anciens documents et des explorations récentes, par M. l'abbé Amélineau	576
L'Histoire grecque M. de Curtius, et les récentes découvertes archéologiques sur la Grèce, par M. E. Babelon	596
Les Bulles de plomb des lettres pontificales, par Dom F. Chamard	609
Le Jurisconsulte Jules Pacius de Beriga, par M. Tamizey de Larroque	616
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson	627
COURRIER RUSSE, par le R. P. Martinov, S. J.	636
HENRI V	646
CHRONIQUE, par M. Marius Sepet	648
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES, par M. Fr. de Fontaine	663
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE	677

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

La terre de Glace : Færoë. Islande ; les Geysers, le mont Hé- kla, par M. Jules Leclercq.	316
Phul et Tuklatpalasar II. Salmanasar V et Sargon. Questioni biblico-assire del sacerdote Giuseppe Massaroli	677
Die ältesten Beziehungen zwischen Ägypten und Griechen- land, von A. Wiedemann.	678
Saint Gilles, sa vie, ses reliques, son culte en Belgique et dans le nord de la France. Essai d'hagiographie, par M. l'abbé Ernest Rembry.	678
Études sur le droit celtique. Le Senchus Mór, par M. H. d'Ar- bois de Jubainville.	317
Introduction à l'étude de la littérature celtique, par M. H. d'Arbois de Jubainville.	317
Les Normands en Italie, depuis les premières invasions jusqu'à l'avènement de saint Grégoire VII (859-862, 1016-1073), par M. l'abbé O. Delarc.	319
Johannis Burchardi Diarium, sive rerum urbanarum commen- tarii (1183-1506). Edidit L. Thuasne.	680
Encyclopädie der neueren Geschichte, von Wilhelm Herbst. Vol. I.	681
La délivrance d'Orléans et l'institution de la fête du 8 mai. Chronique anonyme du xvi ^e siècle récemment retrouvée au Vatican et à Saint-Petersbourg. — Jean de Mascon, docteur et chanoine de l'église d'Orléans et MM. de Laverdy et J. Quicherat, par M. Boucher de Molandon.	321
Essai sur le gouvernement de la Dame de Beaujeu, 1483-1491, par M. Pélicier.	322
Saint Vincent de Paul et les Gondi, d'après de nouveaux do- cuments, par M. R. Chantelauze.	323
Histoire de mademoiselle Le Gras, fondatrice des filles de la charité.	324
Louis XIV et Strasbourg. Essai sur la Réunion de Strasbourg à la France, d'après des documents officiels et inédits, par M. A. Legrelle.	327
Correspondance inédite de Condorcet et de Turgot, 1770-1779, publiée avec des notes et une introduction, d'après les auto- graphes de la collection Minoret et les manuscrits de l'In- stitut, par M. Charles Henry.	328
La prise de la Bastille, et les conséquences de cet événement dans les provinces jusqu'aux journées des 5 et 6 octobre 1789, par M. Gustave Bord.	330
Les diplomates de la Révolution. Hugon de Bassville à Rome, Bernadotte à Vienne, par M. Frédéric Masson.	331

Le Finistère et la persécution religieuse après le 18 fructidor an V, par M. A. du Chatellier.	681
L'enseignement secondaire au Puy-en-Velay de l'an VI à l'an XII, 1798-1804. — L'école centrale de la Haute-Loire, par M. Henri Mosnier.	332
Les Sociétés secrètes et la Société ou Philosophie de l'histoire contemporaine, par N. Deschamps, Tome III, Notes et documents recueillis, par M. Claudio Jannet.	349
Études sur le régime financier de la France. avant la Révolution de 1789, par M. Ad. Vuitry. Nouvelle série: Philippe le Bel et ses trois fils, 1285-1328. Les trois premiers Valois, 1328-1380.	335
Histoire des milices provinciales (1688-1791). Le tirage au sort sous l'Ancien Régime, par M. J. Gibelin.	337
Cartulaire du prieuré de Saint-Étienne de Vignory, publié sous les auspices de la Société historique et archéologique de Langres, avec une introduction, un appendice et les tables, par M. J. d'Arbaumont.	682
L'Église métropolitaine et primatiale Saint-André de Bordeaux, par M. M ^e Hierosme Lopes. Réédition annotée et complétée par M. l'abbé Callen, tome I.	340
Les tombes et les inscriptions de l'église abbatiale de Theuley, par M. Jules Gauthier.	342
Histoire du Grand Prieuré de Toulouse, par M. A. du Bourg.	342
Le grand prieuré d'Auvergne, par M. Léopold Niepce.	343
Le monastère de Tornac. Etude archéologique et historique, par M. G. Charvet.	683
Petites chroniques des moines de Saint-Lybard d'Angoulême, publiées par M. P. de Fleury.	344
Le monastère des Petits-Augustins de Paris, par M. Edouard Fremy.	684
Saint-Lunaire, son histoire, son église, ses monuments, par M. Arthur de la Borderie.	685
Épigraphie Autunoise. Inscriptions du moyen âge et des temps modernes pour servir à l'histoire d'Autun, recueillies et annotées par M. Harold de Fontenay. Tome I ^{er}	685
Archives municipales de Bordeaux. Registres de la Jurade : Délibérations de 1414 à 1416 et de 1420 à 1422.	686
La faculté des Arts et l'ancien collège de Montpellier, 1242-1789. Étude historique d'après les documents originaux, par M. A. Germain.	334
La faculté de Théologie de Montpellier, étude historique d'après les documents originaux, par M. A. Germain.	687
Histoire de la ville de Sceaux depuis son origine jusqu'à nos jours, par M. Victor Advielle, sous la direction de M. Michel Charaire.	689

TABLE DES MATIÈRES DU TRENTE-QUATRIÈME VOLUME. 711

Chroniques de la ville de Salon, depuis son origine jusqu'en 1792, adaptées à l'histoire par M. Louis Gimon.	690
Histoire de Condé-sur-Noireau, ses seigneurs, son industrie, etc., par l'abbé L. Huet.	692
La taxe des pauvres à Abbeville en 1588, précédée d'une étude sur l'assistance publique avant cette époque, par le comte de Brandt de Galametz.	692
Baronnie de Baye; documents historiques, réunis par le baron Joseph de Baye.	693
Documents inédits pour servir à l'histoire des arts en Angoumois, publiés d'après les originaux, par M. P. de Fleury.	344
Simon Renard, ses ambassades, ses négociations, sa lutte avec le cardinal de Granvelle, par M. Tridon.	344
1453. Les derniers jours de Constantinople, par E. A. Vlasco, avec préface de M. Emile Burnouf.	345
Un peuple ami de la France : Les Slaves de l'Autriche, par M. A. E. Badaire	693
L'Allemagne d'aujourd'hui, par M. Alex. Peij	694
Les chevaux dans les temps préhistoriques et historiques, par M. C. A. Piètlement.	695
L'Amérique préhistorique, par M. le marquis de Nadaillac	697
Histoire généalogique de la maison de Tramecourt, seigneurs de Tramecourt, Werchin, Marconne, Ivergny et autres lieux, marquis de Tramecourt, pairs de France héréditaires en 1827, dressée sur titres et monuments anciens, par M. le comte de Brandt de Galametz.	700
La vérité sur les deux maisons de Saulx-Courtivron, par M. J. d'Arbaumont	345
Gargantua dans les traditions populaires, par M. Paul Sébillot.	701
Notice sur Jacques Bouju, président au parlement de Bretagne (1515-1577), par M. Émile Dupré-Lasale.	702
Marivaux, sa vie et ses Œuvres, d'après de nouveaux documents, avec deux portraits et deux fac-simile, par M. Gustave Larroumet.	346
Monseigneur de Champflour, 4 ^e évêque de La Rochelle (1703-1724), par M. l'abbé Stanislas Braud	703
Victor Hugo avant 1830, par M. Edmond Biré.	348
Archives de Clervaux, analysées et publiées, par MM. F.-X. Wûrth-Paquet et N. Van Werveke.	351
Les archives, la Bibliothèque et le trésor de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, à Malte, par M. J. Delaville le Roulx	704

NOM DES AUTEURS CITÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

-
- | | |
|--|---|
| ADVIELLE (M. Victor), 689. | HENRY (M. Ch.), 328. |
| ARBAUMONT (M. F. d'), 345, 682. | HERBST (M. Wilhelm), 681. |
| ARBOIS DE JUBAINVILLE (M. H. d'), 317. | HUET (l'abbé L.), 692. |
| BADAIRE (M. A. E.), 693. | JANNET (M. Claudio), 349. |
| BAYE (le baron Joseph de), 693. | LARROUMET (M. Gustave), 346. |
| BIRÉ (M. Edmond), 348. | LECLERCQ (M. Jules), 316. |
| BORD (M. Gustave), 330. | LEGRELLE (M. A.), 327. |
| BORDERIE (M. Arthur de la), 685. | LOPES (Hiérosme), 340. |
| BOUCHER DE MOLANDON (M.), 324. | MASSAROLI (l'abbé J.), 677. |
| BOURG (M. Ant. du), 342. | MASSON (M. Fréd.), 334. |
| BRAUD (l'abbé Stan.), 703. | MOSNIER (M. Henri), 332. |
| CALLEN (l'abbé), 340. | NADAILLAC (le marquis de), 697. |
| CHANTELAUZE (M. R.), 323. | NIEPCE (M. Léop.), 343. |
| CHARVET (M. G.), 683. | PELICIER (M. P.), 322. |
| DELARC (M. l'abbé), 319. | PEY (M. Alex.), 694. |
| DELAVILLE LE ROULX (M. F.), 704. | PIÉTREMENT (M. A.), 695. |
| DU CHATELLIER (M. A.), 681. | REMBRY (l'abbé Ernest), 678. |
| DUPRÉ-LASALE (M. Emile), 702. | RICHEMONT (la C ^{me} Desbassayns de), 324. |
| FLEURY (M. P. de), 344. | SÉBILLOT (M. Paul), 704. |
| FONTENAY (M. Harold de), 685. | THUASNE (M. L.), 680. |
| FREMY (M. Edouard), 684. | TRIDON (M.), 344. |
| GALAMETZ (le comte de), 700. | VAN WERVEKE (M. N.), 351. |
| GAUTHIER (M. Jules), 342. | VLASCO (M. E. A.), 345. |
| GEBELIN (M. J), 337. | VUITRY M. Ad.), 335. |
| GERMAIN (M. A.), 334, 687. | WIEDEMANN (M. A.), 678. |
| GIMON (M. Louis), 690. | WURTH-PAOUE (M.), 351. |

ALDERMAN LIBRARY

The return of this book is due on the date
indicated below

DUE

4-11-84

DUE

Usually books are lent out for two weeks, but there are exceptions and the borrower should note carefully the date stamped above. Fines are charged for over-due books at the rate of five cents a day; for reserved books there are special rates and regulations. Books must be presented at the desk if renewal is desired.

L-1

B18-8G

YX 000 756 414

